

L'instrumentalisation du bouddhisme comme outil d'influence dans la diplomatie de la République Populaire de Chine envers les pays d'Asie du Sud-Est, sous Xi Jinping

Marine Maï-Lan Thaler

Une thèse soumise à l'Université d'Ottawa dans le cadre des exigences du programme de
Doctorat en philosophie - Science politique

École d'études politiques
Faculté de sciences sociales
Université d'Ottawa

Table des matières

Liste des tableaux.....	viii
Listes des acronymes	viii
Résumé.....	ix
Un mot sur l'écriture	x
Remerciements.....	x
Introduction.....	1
À la découverte d'un objet de recherche	1
Questions, objectifs et hypothèses de la recherche	7
Questions de recherche	7
Objectifs de la recherche	10
Hypothèses de recherche et arguments préliminaires.....	12
Définition et aperçu de la caractérisation de l'objet de recherche	15
Un mot sur le cadre spatial	16
Annonce du plan	18
1. Chapitre 1 : Stratégie analytique	21
1.1. État de la littérature	21
1.1.1. Dans les grandes lignes : les principaux thèmes d'intérêt	22
1.1.2. Vue d'ensemble sur les autres thèmes d'intérêt	23
1.1.3. Thème 1 : pouvoir et influence	25
1.1.4. Thème 2 : le Travail de Front Uni.....	29
1.1.5. Thème 3 : vers une diplomatie non-conventionnelle	35
1.1.6. Synthèse et retours critiques	47
1.2. Cadre théorique	50
1.2.1. Constructivisme(s) : construction sociale, identité, discours et communication ...	51
1.2.2. Les récits stratégiques de Miskimmon, O'Loughlin et Roselle	55
1.2.3. La politique des slogans de Zeng.....	56
1.2.4. En résumé.....	57
1.3. Cadre méthodologique	57
1.3.1. Première phase	58
1.3.2. Deuxième phase : travail empirique et étude(s) de cas	62
1.3.3. Difficultés et limites du cadre méthodologique	68

PARTIE 2. Comprendre l'émergence d'une stratégie chinoise de diplomatie bouddhiste	72
2. Chapitre 2. Puissance et image : un ordre régional à reconfigurer	74
2.1. Une puissance globale en quête de légitimité	74
2.1.1. La montée en puissance de la RPC et le tournant Xi Jinping	74
2.1.2. Obstacles généraux et le problème de l'image à l'échelle internationale	80
2.2. La question de l'image dans les relations avec l'Asie du Sud-Est et les communautés d'héritage et de culture chinoises	84
2.2.1. Une « communauté asiatique de destin partagé » : comment la Chine veut-elle être perçue en Asie du Sud-Est ?	84
2.2.2. L'image de la Chine du point de vue de l'Asie du Sud-Est : comment la Chine est-elle perçue ?	90
2.2.3. Les communautés d'héritage et de culture chinoises au service de l'image de la Chine : discours englobants et risques	100
2.3. Éléments conclusifs : convaincre pour ne pas réformer	106
3. Chapitre 3. Un nouveau modèle d'influence « à caractéristiques chinoises » ? Réflexions sur le pouvoir et l'influence en RPC	107
3.1. Le débat sur le <i>soft power</i>	107
3.1.1. Entrée et diffusion du concept dans l'espace politique chinois	107
3.1.2. Une interprétation particulière : « le <i>soft power</i> chinois est avant tout culturel »	111
3.1.3. Les contradictions d'une politique de <i>soft power</i> culturel élaborée par le Parti Communiste de Chine	115
3.2. Un nouveau modèle diplomatique : la diplomatie culturelle « à caractéristiques chinoises »	118
3.2.1. La diplomatie culturelle publique contemporaine	118
3.2.2. Le concept de <i>sharp power</i> : inquiétudes à l'étranger et réponses du régime chinois	125
3.3. Le Travail de Front Uni : idéologie politique et système institutionnel	128
3.3.1. L'idéologie derrière le Travail de Front Uni : origine, principes-clé et le tournant de Xi Jinping	128
3.3.2. Structure organisationnelle, réformes et renforcement du Travail de Front Uni à l'étranger sous Xi Jinping	136
3.3.3. La politique de sinisation des religions : une logique de Front Uni	142
3.3.4. Une institution partout-et-nulle-part	147
3.4. Éléments conclusifs : un contexte interne particulièrement propice à l'instrumentalisation diplomatique de la religion	148
4. Chapitre 4. Le bouddhisme comme outil d'influence	149

4.1.	Le bouddhisme comme « héritage commun »	149
4.1.1.	État des lieux : la population bouddhiste dans le monde, en Chine et en Asie du Sud-Est	149
4.1.2.	Une religion « universelle, mais asiatique »	153
4.1.3.	Le bouddhisme dans l’imaginaire collectif : une religion de la paix	158
4.2.	La construction d’un outil diplomatique	163
4.2.1.	Religion sinisée, alliée politique	163
4.2.2.	Diplomatie bouddhiste ou diplomatie bouddhiste Han ?	169
4.2.3.	La construction d’un bouddhisme <i>culturel</i>	178
4.3.	Éléments conclusifs : un outil diplomatique à façonner	182
PARTIE 3. La mise en pratique de la stratégie chinoise de diplomatie bouddhiste		183
5.	Chapitre 5. Rivalités et infiltration dans la « géopolitique des forums bouddhistes »	185
5.1.	Le Forum Bouddhiste Mondial : une ambitieuse initiative chinoise	185
5.1.1.	Origine et développement	185
5.1.2.	Un outil de Front Uni : fonctions et objectifs	188
5.1.3.	Sous la focale : le cinquième Forum Bouddhiste Mondial	194
5.1.4.	Portée et limites du Forum Bouddhiste Mondial	203
5.2.	Des forums bouddhistes au service des politiques de Xi Jinping : initiatives du nouveau leadership	207
5.2.1.	La « Table Ronde de Shenzhen du Bouddhisme de la Mer de Chine Méridionale » : au service des revendications territoriales	208
5.2.2.	Le « Dialogue des leaders religieux/ses » du Forum Boao pour l’Asie : au service de l’intégration régionale et de la politique étrangère chinoise	211
5.2.3.	La « Réunion d’Échanges Bouddhistes dans la Région Lancang-Mékong » : au service d’un mécanisme de coopération sub-régionale	215
5.3.	Cooptation et infiltration d’une organisation bouddhiste à vocation internationale : le cas de la Communauté Mondiales des Bouddhistes	219
5.3.1.	La Communauté Mondiale des Bouddhistes : adversaire ou alliée de l’Association Bouddhiste de Chine ?	219
5.3.2.	Du rapprochement à la convergence politique	223
5.4.	Éléments conclusifs : la double approche de la stratégie chinoise dans la « géopolitique des forums bouddhistes » et ses limites	228
6.	Chapitre 6. La diplomatie bouddhiste au service du rayonnement du patrimoine bouddhiste sacré : les reliques bouddhistes	231
6.1.	L’appropriation d’un outil historique de diplomatie	231

6.2.	La relique de la dent du temple Lingguang.....	233
6.2.1.	Historique d’une instrumentalisation diplomatique.....	233
6.2.2.	Un outil du rapprochement sino-myanmarais.....	234
6.2.3.	Rayonnement régional de la relique.....	238
6.3.	La relique du doigt du temple Famen	240
6.3.1.	Historique d’une instrumentalisation diplomatique.....	240
6.3.2.	Un outil du rapprochement sino-taïwanais	241
6.3.3.	Rayonnement régional de la relique.....	244
6.4.	Une quête continue de prestige : des « reliques cultuelles » aux « reliques culturelles » 245	
6.4.1.	La relique du fragment de crâne du parc Niushoushan.....	245
6.4.2.	La religion au service de la revitalisation de « l’excellente culture traditionnelle chinoise » : les « reliques culturelles »	248
6.5.	Éléments conclusifs : un outil au succès limité ?.....	250
7.	Chapitre 7. La diplomatie bouddhiste au secours du patrimoine tangible bouddhiste : les initiatives chinoises de restauration, de conservation et de développement	253
7.1.	La préservation du patrimoine culturel sous l’égide de Xi Jinping	253
7.2.	Quatre cas d’étude à travers l’Asie du Sud-Est : la diplomatie bouddhiste se fait-elle sans les bouddhistes ?	255
7.2.1.	Le parc international du temple Baima	255
7.2.2.	La statue du temple Youju au cœur des relations sino-taïwanaises : rapatriement et « réunification » symbolique.....	260
7.2.3.	La restauration du Site Historique de Bagan au Myanmar	267
7.2.4.	La restauration des temples iconiques du Cambodge, au service du Patrimoine Mondial de l’UNESCO.....	271
7.3.	Éléments conclusifs : une mise en pratique contradictoire de la diplomatie bouddhiste ? 276	
8.	Chapitre 8. La diplomatie « entre les peuples » au service de l’éducation bouddhiste : cultiver une nouvelle génération d’émissaires pour diffuser le message chinois.....	278
8.1.	Vision et objectifs : transformer les étudiant.es en émissaires	278
8.2.	L’Académie Bouddhiste de Nanhai : une plateforme éducative chinoise en quête de rayonnement international	281
8.2.1.	Création, composition et fonctionnement	281
8.2.2.	Une stratégie de Front Uni : le cas des bouddhistes du Laos.....	283
8.2.3.	De la coopération à la rivalité : raviver l’héritage de l’université Nalanda	287

8.3.	Solidarité au sein de la tradition chinoise Mahāyāna : la relation entre le Collège Bouddhiste de Singapour et l'Association Bouddhiste de Chine	291
8.3.1.	Historique d'un rapprochement	291
8.3.2.	Intérêts convergents, discours divergents	294
8.4.	Éléments conclusifs : entre souplesse et automatisme.....	298
9.	Chapitre 9. Les « Nouvelles Routes de la Soie » : instrumentalisation de l'histoire et de la culture bouddhiste dans la construction d'un récit stratégique	300
9.1.	La <i>Belt and Road Initiative</i> et les « Nouvelles Routes de la Soie » : de quoi parle-t-on ? 300	
9.2.	Le discours autour de la BRI : raconter l'histoire chinoise des anciennes et des nouvelles Routes de la Soie	301
9.2.1.	Les « Nouvelles Routes de la Soie » comme slogan politique	301
9.2.2.	Les « Nouvelles Routes de la Soie » comme récit stratégique	303
9.3.	La communauté bouddhiste au service de la promotion de la BRI	307
9.3.1.	Le récit des Routes de la Soie raconté par les bouddhistes de Chine	308
9.3.2.	Les échanges bouddhistes contemporaines insérés dans le cadre narratif des « Nouvelles Routes de la Soie ».....	313
9.4.	Éléments conclusifs : quelle réception pour le récit des « Nouvelles Routes de la Soie » dans le monde bouddhiste ?	320
	Partie 4. Étude de cas : instrumentalisation du bouddhisme pour étendre l'influence chinoise dans le Royaume de Thaïlande.....	324
10.	Chapitre 10. Le Royaume de Thaïlande : contexte interne et état des relations bilatérales avec la République Populaire de Chine.....	326
10.1.	Le Royaume de Thaïlande : régime politique, religion et immigration chinoise	328
10.1.1.	Aperçu du régime politique.....	328
10.1.2.	L'état du bouddhisme en chiffres	330
10.1.3.	L'immigration d'origine chinoise	331
10.2.	Les relations économiques contemporaines sino-thaïlandaises	334
10.2.1.	Aperçu général	334
10.2.2.	Le secteur touristique : pilier et jauge des relations sino-thaïlandaises	336
10.2.3.	Développer le réseau d'infrastructure : entrelacement des projets chinois et thaïlandais	337
10.2.4.	La Thaïlande comme point d'entrée de la Chine en Asie du Sud-Est.....	338
10.3.	Évolution des relations politiques sino-thaïlandaises : rupture, continuité et resserrement.....	340

10.3.1.	De la rupture des relations interétatiques en contexte de Guerre Froide au rapprochement pragmatique.....	340
10.3.2.	Le rôle stabilisateur de la monarchie thaïlandaise	343
10.3.3.	Vers une alliance des autoritarismes ?.....	344
10.4.	Bouddhisme et politique en Thaïlande : une relation à géométrie variable	346
10.4.1.	Le bouddhisme Theravāda dans l'État-nation.....	346
10.4.2.	Point de comparaison : le Conseil Suprême du Sangha et l'Association Bouddhiste de Chine 350	
10.4.3.	Le bouddhisme chinois en Thaïlande et l'école Jin Nikāya.....	352
11.	Chapitre 11. La stratégie de diplomatie bouddhiste chinoise déployée dans le Royaume de Thaïlande : acteur.es, discours et plateformes des échanges.....	355
11.1.	La quasi-absence des CHCC dans la diplomatie bouddhiste du PCC : contacts sporadiques de l'ABC avec Jin Nikāya et les associations de communautés de la diaspora chinoise	355
11.1.1.	L'ABC et JN : une relation distendue	355
11.1.2.	Les associations de communauté sino-thaïlandaises dans la diplomatie bouddhiste chinoise : une place limitée	357
11.2.	Influencer le grand public en influençant l'élite ?	359
11.2.1.	Vers une cooptation de l'élite politique.....	359
11.2.2.	Vers une cooptation de l'élite bouddhiste	364
11.3.	Récits stratégiques et intérêts à coopérer	374
11.3.1.	Familiarité et affinité : « la Chine et la Thaïlande sont une famille ».....	375
11.3.2.	La diplomatie bouddhiste au service des échanges inter/trans-sectaires : favoriser le dialogue et construire un pont entre les traditions	381
11.3.3.	Convergence des récits à la jonction sino-taïwanaise-thaïlandaise.....	390
12.	Chapitre 12. Les moines-diplomates : de qui dépendent les échanges bouddhistes sino-thaïlandais ?.....	397
12.1.	Responsables et plateformes du réseau de l'UMC au cœur des interactions sino-thaïlandaises.....	397
12.1.1.	Phra Brahmapundit et Phra Sophonvachiraborn : alliés majeurs de la diplomatie chinoise 397	
12.1.2.	L'Association Internationale des Universités Bouddhistes	401
12.1.3.	Le Centre de Recherche en Bouddhisme Mahāyāna	402
12.1.4.	La Journée de Vesak des Nations Unies.....	405
12.2.	Zhao Kuntongchai, allié des stratégies d'influence chinoise sur deux fronts	411
12.2.1.	Un moine Theravāda de l'ordre Mahā Nikāya au service de la culture chinoise 411	

12.2.2.	Quel rôle joue-t-il vis-à-vis de la diplomatie bouddhiste chinoise ?.....	414
12.3.	Une stratégie à quatre piliers : quatre agents de l'ABC pour la Thaïlande.....	416
12.3.1.	Maître Changzang, sous l'aura de la Relique de la Dent.....	417
12.3.2.	Maître Yongxin, sous l'aura de l'organisation Shaolin.....	419
12.3.3.	Maître Yinshun, sous l'aura de maître Benhuan.....	422
12.3.4.	Maître Benxing, au service du savoir bouddhiste.....	424
12.3.5.	Une stratégie pluriforme entreprise par des agents loyaux.....	427
13.	Chapitre 13. Conclusion de l'étude de cas : défis et limites de l'influence chinoise en Thaïlande.....	429
13.1.	La rencontre difficile entre Mahāyāna et Theravāda.....	429
13.2.	Une diplomatie entre élites, plutôt qu'« entre les peuples ».....	431
13.3.	Du manque d'information précise : une faille communicative ou la preuve d'une diplomatie limitée au discours ?.....	432
	Conclusion et ouverture.....	435
	La diplomatie bouddhiste chinoise : une stratégie de communication paradoxale.....	435
	Réponses à la question de recherche et résultats de la recherche.....	437
	Hypothèses validées.....	438
	Une « diplomatie bouddhiste » à part entière, étendue, stratégique et politique.....	438
	Continuité, renforcement et prolongement sous Xi Jinping.....	439
	La question taïwanaise au cœur de l'instrumentalisation diplomatique du bouddhisme.....	445
	Hypothèses réfutées.....	446
	Une forme déséquilibrée de diplomatie « entre les peuples ».....	446
	Les communautés d'héritage et de culture chinoises au second plan.....	449
	Ingérence et influence : que conclure ?.....	451
	Prolongements et ouverture.....	454
	Bibliographie.....	458

Liste des tableaux

Tableau 1 : Pourcentage de la population bouddhiste par pays	152

Listes des acronymes

ABC : Association Bouddhiste de Chine

ACECR : Association Chinoise d'Échanges pour la Culture Religieuse

AEAR / ANAR : Administration d'État pour les Affaires Religieuses, devenue Administration Nationale pour les Affaires Religieuses

ASEAN : Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (aussi dite ANASE)

AUBHC : Association Unie du Bouddhisme Humaniste Chinois

BACOCÉ : Bureau des Affaires des Chinois.es d'Outre-mer du Conseil des affaires de l'État

BRI : *Belt and Road Initiative* (aussi appelée « Nouvelles Routes de la Soie »)

CBS : Collège Bouddhiste de Singapour

CCPPC : Conférence Consultative Politique du Peuple Chinois

CEAE : Commission d'État pour les Affaires Ethniques

CHCC : communauté d'héritage et de culture chinoises

CMB : Communauté Mondiale des Bouddhistes

CLM : Coopération Lancang-Mékong

CSS : Conseil Suprême du Sangha de Thaïlande

CTC : organisation bouddhiste Chung Tai Chan

DTFU : Département du Travail de Front Uni

FBA : Forum Boao pour l'Asie

FBM : Forum Bouddhiste Mondial

FGS : organisation bouddhiste Fo Guang Shan

IC : Institut Confucius

JN : ordre bouddhiste Jin Nikāya

KMT : parti Kuomintang (Taïwan; aussi dit *Guomintang*)

PCC : Parti Communiste de Chine

PDP : Parti Démocrate Progressiste (Taïwan)

RdC : République de Chine (Taïwan)

RPC : République Populaire de Chine

UMC : Université Mahachulalongkornrajavidyalaya

Résumé

Depuis les années 2000, les gouvernements de la République Populaire de Chine (RPC) ont pris l'initiative d'encourager les communautés bouddhistes chinoises à participer davantage à des échanges avec des communautés bouddhistes de par le monde. Ces gestes s'inscrivent en fait dans la poursuite d'une « diplomatie bouddhiste », soit une stratégie d'instrumentalisation du bouddhisme visant à amener des publics étrangers à aligner leurs intérêts sur ceux de l'État chinois, lesquels sont dictés par le Parti Communiste de Chine (PCC). Sous le gouvernement de Xi Jinping, qui prend la tête du Parti en 2012, cette stratégie est élargie, renforcée et actualisée pour soutenir les nouvelles priorités de la politique étrangère chinoise. Pourtant, le PCC demeure un parti athéiste, qui interdit à ses membres de pratiquer une quelconque religion et impose une politique répressive et parfois très violente vis-à-vis de certains groupes religieux. Comment expliquer que l'État chinois soit à l'origine d'une diplomatie religieuse, alors qu'il est gouverné par un tel parti ? Dans cette thèse, j'explique en quoi la diplomatie bouddhiste est une stratégie élaborée par le PCC pour accroître son influence auprès des publics étrangers, motivée par un besoin d'améliorer l'image de la Chine à l'international et par une volonté d'exercer une forme d'influence qui privilégie l'attraction, l'incitation et la cooptation sur l'exercice de contraintes, modelée sur la politique du Travail de Front Uni. En outre, je démontre en quoi la diplomatie bouddhiste chinoise repose en grande partie sur un travail de communication, combinant une valorisation de la dimension culturelle du bouddhisme avec la diffusion de récits stratégiques qui visent à susciter, chez les publics étrangers, un sentiment d'affinité et de communauté avec les bouddhistes de Chine. Cette thèse est centrée sur le cas des pays de l'Asie du Sud-Est où le bouddhisme est une des principales religions, voire la religion dominante, à savoir le Cambodge, le Laos, la Malaisie, le Myanmar, Singapour, Taïwan, la Thaïlande et le Vietnam.

Un mot sur l'écriture

La thèse ci-présente a été rédigée en suivant trois modes d'écriture particuliers.

Tout d'abord, j'emploie une écriture inclusive basées sur trois ajustements : 1) l'utilisation d'un marqueur de ponctuation pour créer des noms communs et des adjectifs neutres (un point simple quand les accords au masculin et féminin partagent la même terminaison, par exemple « chinois.es », et une oblique quand ça n'est pas le cas, par exemple « internationaux/les »), 2) une féminisation des noms communs pour avoir la même terminaison que la version masculine (par exemple : « actrice »), et 3) le recours à la règle de l'accord de proximité. Pour ce qui est du contenu sinophone, j'ai fait le choix d'utiliser la méthode de transcription du chinois mandarin en alphabet latin la plus répandue, soit le *pinyin*, et de traduire tout le contenu cité. En revanche, cette thèse ayant été réalisée au sein d'une université bilingue anglais-français et pour éviter d'ajouter un biais de traduction quand ça n'est pas nécessaire, j'ai fait le choix de ne traduire que le contenu anglophone que je cite directement dans le texte, et de conserver le contenu référencé en notes de bas de page dans la langue d'origine.

Remerciements

Je tiens à remercier André Laliberté, Professeur à l'Université d'Ottawa, qui m'a conseillé et guidé tout au long de cette thèse. Je le remercie pour son expertise et ses intuitions, pour son soutien, ses encouragements et sa gentillesse, qui m'ont été si précieuses pendant ces cinq dernières années.

Je remercie les membres du comité qui ont accepté d'encadrer le projet de thèse et qui ont su m'aiguillonner aux moments cruciaux de mes recherches.

Je remercie la Chaire de recherche en études taïwanaises de l'Université d'Ottawa, qui m'a permis de réaliser le travail de terrain.

Je remercie la Fondation Chiang Ching-kuo, pour la remise d'une bourse doctorale, grâce à laquelle j'ai pu terminer la dernière année dans les meilleures des conditions.

Merci à Mattéo Lou Grimm C., sans qui je ne serai jamais arrivée jusque-là et qui a tant apporté à cette thèse.

Merci à mes parents et ma sœur, qui m'ont toujours encouragé à poursuivre de nouvelles aventures et m'ont accompagné tout du long. Merci à tous les ami.es qui m'ont soutenu et qui ont contribué au processus de révision.

Merci à l'Université d'Ottawa, pour m'avoir ouvert les portes du Canada.

Merci à Montréal, pour tant de bonheur.

Introduction

À la découverte d'un objet de recherche

Le 2 mai 2014, maître Juexing, un moine bouddhiste haut placé dans les institutions religieuses et politiques de la République Populaire de Chine (RPC), est interviewé par le *Journal des Nationalités Chinoises* pour décrire sa vision de l'avenir du bouddhisme chinois¹. Abbé du célèbre temple du Bouddha de Jade à Shanghai depuis 1999, il est alors aussi l'un des vingt-cinq vice-président.es de l'Association Bouddhiste de Chine (ABC), une organisation civile « patriotique » établie par le régime chinois pour superviser l'ensemble des activités bouddhistes². En même temps, il siège au Comité National de la Conférence Consultative Politique du Peuple Chinois, l'organe dirigeant ce qui sert d'assemblée consultative au Parti Communiste de Chine (PCC)³. De son côté, le *Journal des Nationalités Chinoises* est également étroitement lié à l'autorité politique, puisqu'il est géré par la Commission d'État pour les Affaires Ethniques, à l'époque sous la supervision du Conseil d'État, mais qui est depuis passée sous la supervision plus directe du PCC, au travers de son Département du Travail de Front Uni. Au cours de l'entrevue, maître Juexing propose que :

Avec l'encouragement et le soutien des départements gouvernementaux concernés, les groupes bouddhistes peuvent démontrer les charmes extraordinaires de la culture bouddhiste chinoise, par le biais de tournées culturelles, de séminaires de coopération, d'échanges de calligraphies et de peintures et d'autres formes [...]. Dans le même temps, notre diplomatie civile bouddhiste a également pour tâche importante de mener à bien diverses formes d'échanges culturels et de transmettre activement notre culture et nos valeurs au monde, afin que le monde entier puisse connaître la Chine grâce à l'influence de la « diplomatie publique », et que l'esprit et les valeurs de la Chine puissent être reconnus et acceptés par le monde.⁴

Dans cet extrait, le moine parle d'une « diplomatie civile bouddhiste » (*fojiao minjian waijiao* 佛教民间外交). Qu'entend-il par-là ? En Relations Internationales, le concept de « diplomatie civile » fait référence à une forme non-conventionnelle de diplomatie, qui implique non pas des

¹ « Maître Juexing, membre du Comité national de la Conférence consultative politique du peuple chinois : le bouddhisme chinois devrait « sortir » (全国政协委员觉醒法师：中国佛教应“走出去”) », Association Bouddhiste de Chine, 3 mai 2014, <https://www.chinabuddhism.com.cn/web/details/18976>

² « Maître Juexing, vice-président de l'Association bouddhiste de Chine (中国佛教协会副会长觉醒法师) », *Phoenix Media*, 2 décembre 2020, <https://i.ifeng.com/c/81s4fa4cyJY>

³ « Maître Juexing, vice-président de l'Association bouddhiste de Chine », 2 décembre 2020.

⁴ « Maître Juexing, membre du Comité national de la Conférence consultative politique du peuple chinois : le bouddhisme chinois devrait « sortir » », 3 mai 2014.

acteur.es gouvernementaux/ales, mais plutôt des citoyen.nes, issu.es de la société civile, qui n'agissent pas nécessairement pour le compte de leur État. L'idée d'une « diplomatie civile bouddhiste » fait donc allusion à une forme de diplomatie non-gouvernementale qui impliquerait plus spécifiquement des citoyen.nes bouddhistes. Pour maître Juexing, cette diplomatie relève essentiellement d'activités d'échanges culturels, dont les acteur.es sont des « communautés » ou des « groupes » bouddhistes (*fojiao tuanti* 佛教团体). Or, il suggère également que ces activités nécessitent « l'encouragement et le soutien des départements gouvernementaux concernés », ce qui sous-entend qu'elles ne dépendent pas uniquement des acteur.es religieux/ses. Mais alors, qu'est-ce que cet « encouragement » et ce « soutien » impliquent ? Et qui sont les « départements gouvernementaux concernés » ? Les échanges culturels et la promotion de la culture chinoise auxquelles le moine fait référence sont-elles une mission que les « communautés » ou les « groupes » bouddhistes se sont donnés à eux-mêmes ou une mission que le gouvernement leur a attribuée ?

Le discours de maître Juexing n'est pas un cas isolé, et les termes de « diplomatie civile bouddhiste » et de « diplomatie culturelle bouddhiste » (*fojiao wenhua waijiao* 佛教文化外交) apparaissent dans le discours d'autres représentant.es de l'Association Bouddhiste de Chine⁵. On les retrouve aussi dans le discours de l'Administration Nationale pour les Affaires Religieuses (ANAR)⁶, l'institution administrative-politique par le biais de laquelle l'État chinois, ou plutôt le PCC, régule et contrôle les questions religieuses. En outre, la mission décrite par Juexing correspond de près à de nombreuses initiatives qui ont déjà été lancées par l'ABC et grâce auxquelles elle a pu multiplier ses interactions avec des publics étrangers. Face à l'ampleur de ces initiatives et constatant qu'elles impliquent systématiquement et souvent directement les autorités politiques chinoises, plusieurs chercheur.es ont d'ores et déjà postulé l'existence d'une « diplomatie bouddhiste » chinoise (Zhang J., 2012; Angelskår, 2013; Scott, 2016; Singh et Wallis, 2016; Ponka, Dzhanayeva et Zhao, 2017; Raymond, 2020; Chung, 2022). Celle-ci serait une stratégie à part entière de la politique étrangère dictée par le Parti Communiste de Chine et mise en œuvre par le biais du gouvernement et de l'Association Bouddhiste de Chine. Comme Zhang J. (2012, 2013) l'explique, ce phénomène n'est pas nouveau. À travers l'histoire, le bouddhisme, comme d'autres religions, a été sollicité pour faciliter les relations diplomatiques entre des nations et des États, incluant la Chine. Or, depuis 1949,

⁵ Voir par exemple « Le séminaire académique « Le bouddhisme chinois et la route maritime de la soie » tenu à Zhuhai, Guangdong (中国佛教与海上丝绸之路学术研讨会在广东珠海隆重召开) », Association Bouddhiste de Chine, 26 novembre 2015, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw/jl/2015-11-26/10116.html>

⁶ Voir par exemple « Le président Xuecheng a participé au « Séminaire sur la transmission du bouddhisme du nord au sud le long de la Ceinture et la Route » (学诚会长出席« 一带一路南北传佛教研讨会 ») », Association Bouddhiste de Chine, 30 juin 2017, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/20315.html>

le pays vit sous un régime autoritaire dominé par un parti qui prône une idéologie politique athéiste et qui interdit à ses membres toute pratique religieuse. N’y aurait-il pas un paradoxe à ce que le PCC voit en la religion une chose à éradiquer, tout en « encourageant » et en « soutenant » les organisations religieuses à promouvoir leur culture à l’étranger ? Ce paradoxe semble d’autant plus évident que la politique religieuse chinoise n’est pas celle d’une séparation stricte entre l’espace religieux et l’espace politique. Au contraire, le PCC poursuit une politique d’ingérence forte dans l’espace religieux, contrôlant tous les aspects de la vie religieuse, notamment au travers des associations patriotiques, dont l’ABC fait partie. Plus encore, certaines communautés religieuses font l’objet d’une répression rude, qui s’est endurcie depuis que Xi Jinping a pris la tête du Parti en 2012 et de l’État en 2013. Comment expliquer alors que les communautés bouddhistes puissent être incitées par le gouvernement à amener leur religion à « *sortir du pays et s’ouvrir au monde de façon audacieuse, et à jouer pleinement un rôle positif dans la diplomatie civile chinoise* »⁷, comme le défend maître Juexing ? Comment expliquer même que ces ambitions soient promues par une personnalité religieuse qui est si étroitement liée au PCC ? C’est pour répondre à ces questions que je me suis penchée sur les interactions entre les bouddhistes de Chine et à l’étranger, et sur leur place dans la politique chinoise contemporaine.

L’instrumentalisation du bouddhisme aux mains du Parti est en fait une pratique établie de sa politique interne depuis longtemps. Suivant la stratégie léniniste du Front Uni (Brady, 2017b), le PCC a su s’allier avec des figures religieuses influentes tout au long de sa montée au pouvoir. Les associations patriotiques religieuses, créées à partir des années 1950, ont été pensées non seulement pour favoriser un contrôle du Parti sur les affaires religieuses, mais aussi pour amener des moines et des moniales à étendre l’influence du Parti auprès des communautés religieuses. Sous la « Grande Révolution Culturelle Proletarienne » (1966-1976, *wuchan jieji wenhua dageming* 无产阶级文化大革命, aussi appelée « Révolution Culturelle »), cette pratique est abandonnée en faveur d’une véritable campagne d’éradication du religieux, mais la situation connaît un revirement dans les années 1980 (Ji, 2015). Dans la continuité du mouvement de la Réforme et Ouverture (*gaige kaifang* 改革开放), le régime chinois revisite sa politique religieuse. Il accepte de reconnaître que la religion a d’une part une utilité sociale, au sens où elle répond à des besoins de la société auxquels le gouvernement ne peut pas répondre, et d’autre part une utilité politique, grâce à laquelle le Parti peut accroître son contrôle sur la population. Sous Jiang Zemin (1989-2002), le PCC en vient même à

⁷ « Maître Juexing, membre du Comité national de la Conférence consultative politique du peuple chinois : le bouddhisme chinois devrait « sortir » », 3 mai 2014.

poursuivre une politique d'assimilation qui consiste à valoriser les éléments de chaque religion que le Parti considère comme étant compatibles avec le socialisme chinois (Laliberté, 2015) et surtout avec ses intérêts. À partir de ce moment, le gouvernement se montre plus favorable au développement de certaines pratiques et activités religieuses. En même temps, le cadre définissant le spectre de ce qui est autorisé fait l'objet d'une institutionnalisation poussée qui, certes, donne davantage de liberté aux communautés religieuses, mais qui renforce surtout les moyens de contrôle et de sanction à la disposition des autorités politiques et administratives (Leung, 2005; Goossaert, 2006; Ji, 2008, 2015; Tong, 2010; Laliberté, 2011[b]).

Dans ce contexte, la Chine connaît une « renaissance » des religions très particulière, comme l'observent Lai (2003), Laliberté (2011[a]) et Billoud et Thoraval (2014), et que d'autres chercheurs ont qualifié de « réveil religieux » (Vermander, 2009), de « remontée à la surface »⁸ de la religion ou de « réémergence des religiosités » (Yang M.M., 2009). Non seulement le phénomène est largement encadré par le régime, mais aussi il ne se produit pas de façon égale à travers toutes les religions. Même au sein des cinq religions reconnues et autorisées par l'État, c'est-à-dire le bouddhisme, le catholicisme, l'islam, le taoïsme et le protestantisme, les expériences contrastent parfois de façon drastique. En particulier, les traditions religieuses associées à des identités ethniques minoritaires suscitent une grande méfiance de la part du PCC et ont continué de faire l'objet de politiques répressives, parfois très violentes. À l'inverse, les traditions concordant avec l'identité nationale font plus souvent l'objet d'une flexibilité, voire d'un soutien actif de la part des autorités politiques et administratives. Le cas du bouddhisme est très parlant, car à l'intérieur de cette même religion, il y a un grand contraste entre la façon dont est traité le bouddhisme Han, soit la tradition de la majorité ethnique Han que Pékin considère comme faisant partie de la culture nationale, et la façon dont est traité le bouddhisme tibétain, soit la tradition née dans la région du Tibet et pratiquée par la « minorité ethnique » tibétaine (et par d'autres « minorités ethniques » des régions environnantes et de la Mongolie). Depuis le soulèvement tibétain en 1959, le quatorzième Dalaï Lama, chef de l'école des Gelug, est une épine dans le pied du régime, tant il est devenu un symbole de la lutte pour les droits des tibétains. Il a d'ailleurs réussi à se faire connaître de par le monde entier, attirant l'attention sur la situation au Tibet en général et sur la répression envers le bouddhisme tibétain plus particulièrement. Face à cela, le PCC multiplie les efforts de décrédibilisation à l'égard du Dalaï Lama, tout en cherchant à se faire des alliés au sein des quatre écoles dominantes du bouddhisme tibétain. En 1995, le Parti a d'ailleurs poussé le gouvernement à désigner le onzième Panchen Lama,

⁸ Michael Naughton, « Resurfacing Religion in Contemporary China (entrevue avec Anna Sun) », Harvard Divinity School, 18 avril 2017, <https://news-archives.hds.harvard.edu/news/2017/04/18/resurfacing-religion-contemporary-china>

deuxième figure la plus importante chez les Gelug, au nom d'une pratique instaurée sous l'Empire Qing⁹. Depuis, Pékin cherche à le faire reconnaître comme chef légitime de la tradition tibétaine. Cela passe notamment par sa nomination au poste de vice-président de l'Association Bouddhiste de Chine en 2010 (position qu'il occupe encore aujourd'hui) et par le fait de le mettre en avant à l'occasion de rencontres bouddhistes internationales, dont le Forum Bouddhiste Mondial (FBM)¹⁰. Cette initiative fait partie des manifestations les plus tangibles de la « diplomatie bouddhiste » chinoise, à laquelle les chercheur.es travaillant sur la question ont tous.les accordé de l'attention (Zhang J., 2012; Angelskår, 2013; Scott, 2016; Singh et Wallis, 2016; Ponka, Dzhanava et Zhao, 2017; Laliberté, 2018; Ashiwa et Wank, 2020; Raymond, 2020; Chung, 2022). Le FBM est en effet très révélateur de la stratégie de lutte contre l'influence du quatorzième Dalaï Lama (qui en est exclu) qu'on retrouve derrière les initiatives chinoises d'échanges avec les communautés bouddhistes étrangères, et plus généralement, derrière les efforts de promotion du bouddhisme chinois à l'international.

Le Forum Bouddhiste Mondial (FBM) est créé par l'Association Bouddhiste de Chine et l'Association Chinoise d'Échanges pour la Culture Religieuse en 2006, sous le gouvernement de Hu Jintao (2003-2013). Ce n'est donc pas une innovation du gouvernement actuel, dirigé par Xi Jinping. En revanche, la première rencontre du FBM a lieu dans la province du Zhejiang en 2006 et reçoit l'aide du gouvernement provincial, à la tête duquel se trouve alors Xi Jinping (Angelskår, 2013; Chung, 2022). De nombreuses activités d'échanges bouddhistes entre la Chine et des pays étrangers que l'on peut observer de nos jours ont émergées sous les gouvernements précédents, et ont été maintenues sous Xi. Il y a donc une certaine continuité dans ce domaine. En même temps, d'autres éléments semblent indiquer que la « diplomatie bouddhiste » a été renforcée dans les deux dernières décennies. Cela concerne, par exemple, les contacts accrus de l'Association Bouddhiste de Chine avec des institutions bouddhistes étrangères. De façon plus générale, les stratégies d'influence visant les publics religieux et étrangers sont devenues une priorité du PCC, sous l'égide du nouveau Secrétaire Général, Xi Jinping. En témoigne l'élargissement des pouvoirs du Département du Travail de Front Uni, l'un des principaux organes de contrôle, de cooptation et de propagande du PCC, à partir de 2015. C'est aussi ce que montre le discours officiel faisant la promotion d'un nouveau modèle de « diplomatie publique » (*gonggong waijiao* 公共外交), né de la « Pensée de Xi Jinping sur le Socialisme à Caractéristiques Chinoises pour la Nouvelle Ère » (*Xi Jinping xin shidai zhongguo*

⁹ « Recognition of new Dalai Lama must be conducted in China », *Global Times*, 22 février 2023, <https://www.globaltimes.cn/page/202302/1285980.shtml>

¹⁰ « Le 11e Panchen Lama a assisté à la cérémonie d'ouverture du cinquième Forum Bouddhiste Mondial et a prononcé un discours (十一世班禅出席第五届世界佛教论坛开幕式并发表演讲) », *China Tibet Online*, 29 octobre 2018, http://www.tibet.cn/cn/index/gdt/201810/t20181030_6360431.html

tese shehui zhuyi sixiang 习近平新时代中国特色社会主义思想) et dans lequel s'insère la « diplomatie civile bouddhiste ». Ce modèle valoriserait les échanges « entre les peuples » (*renmin jiaoliu* 人民交流), c'est-à-dire des interactions entreprises par des citoyen.nes et des communautés venant de divers pays, et serait tout à fait distinct de la diplomatie non-gouvernementale pratiquée ailleurs, et surtout en Occident (Barr, 2015; d'Hooge, 2015; Zhao, 2016, 2019; Liu, 2020). En somme, sous Xi Jinping, le régime chinois semble accorder davantage d'importance au développement de liens avec les publics étrangers, sans passer exclusivement par leurs représentant.es étatiques. Comme il le fait dans l'espace domestique, le PCC utilise le capital religieux de la Chine pour créer et renforcer ses liens avec les communautés religieuses en dehors de la RPC. L'objectif derrière cela est d'augmenter la capacité du Parti à faire accepter sa politique à l'international et à amener des publics ciblés à s'aligner sur ses intérêts.

Dans le cas du bouddhisme, ses ressources servent les stratégies d'influence du Parti de par le monde. En effet, les actions de la diplomatie bouddhiste chinoise ne se cantonnent pas à une région particulière ou à un groupement de publics spécifiques. D'une part, les membres de l'Association Bouddhiste de Chine se déplacent dans le monde entier pour rencontrer et échanger avec d'autres institutions bouddhistes, et participent régulièrement à des événements à caractère international. D'autre part, l'association organise des événements sur le territoire chinois, qui rassemblent des publics venant d'horizons variés. Cela étant dit, la très grande part de la population bouddhiste réside dans le continent asiatique. L'Asie du Sud-Est, plus particulièrement, comprend des pays où la concentration de la population bouddhiste est parmi les plus importantes. C'est aussi dans cette région qu'on trouve des cas de relations étroites entre le bouddhisme et l'État, comme au Cambodge, au Myanmar et en Thaïlande. Pour ces raisons, le bouddhisme représente un outil d'influence potentiellement très puissant en ce qui concerne les pays d'Asie du Sud-Est.

Au-delà de la cohérence entre l'outil et les publics ciblés, l'idée de se servir du bouddhisme pour améliorer les relations de la Chine avec ces pays-là est cohérente avec la politique étrangère du gouvernement chinois, à commencer par le rapprochement avec l'organisation de coopération régionale qu'est l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE, ou plus couramment ASEAN). Plus généralement, les dirigeant.es chinois.es ont exprimé la volonté de mener la reconfiguration de l'ordre régional, notamment en réduisant l'influence étatsunienne et en se positionnant comme leader ou hégémon régional. À côté de ces aspirations, il est aussi question de régler des conflits opposant la RPC à certains États sud-est asiatiques, par exemple en ce qui concerne les territoires maritimes (on peut citer le litige autour des îles Spratly, impliquant la RPC, Brunei,

l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Taïwan et le Vietnam)¹¹. Autrement dit, l'existence de tensions dans la région qui menacent les « intérêts nationaux » chinois rend encore plus nécessaire le recours à des outils d'influence qui pourraient permettre au régime chinois de contrer les opinions hostiles à la montée en puissance de la Chine, de sorte à engendrer davantage de soutien pour ses revendications et ses projets. Le cas de Taïwan illustre bien cette dynamique d'entrecroisement des facteurs qui rend la diplomatie bouddhiste pertinente. D'un côté, l'île compte une importante communauté bouddhiste, dont une partie est affiliée à de grandes organisations globalisées, fondées à Taïwan, qui ont développé des liens avec d'autres communautés bouddhistes à travers l'Asie du Sud-Est. D'un autre côté, sous le leadership de Xi Jinping, il est devenu plus pressant pour l'État chinois d'exercer du pouvoir sur ce territoire, ce qui passe par le renforcement de la coopération économique avec Taïwan, mais aussi par un positionnement plus ferme vis-à-vis de la reconnaissance internationale de sa souveraineté sur l'île. Dans cette situation, il est particulièrement approprié de se servir du bouddhisme pour soutenir le régime et les politiques chinoises. Cela peut passer par le fait d'améliorer l'image de la Chine, en la présentant comme un pays porteur d'un message de paix et de tolérance, ou en insistant sur l'appartenance à une même culture. L'instrumentalisation diplomatique du bouddhisme peut aussi passer par une cooptation de personnes et d'institutions bouddhistes influentes à Taïwan et dans les pays voisins, qui pourront encourager leur communauté, voire leurs dirigeants politiques, à se montrer favorables à l'intégration de l'île dans le territoire national de la RPC. De façon très concrète, cela peut commencer, par exemple, par la popularisation d'un vocabulaire sous-entendant que Taïwan appartient à la RPC, comme le fait de la désigner comme « Taipei, Chine ». Les leaders et institutions bouddhistes peuvent aussi témoigner de leur alignement sur la politique du régime chinois, en invitant ses représentant.es à visiter leur temple, ou en tenant des discours qui valorisent l'unité et la solidarité dite « inter-rives ».

Questions, objectifs et hypothèses de la recherche

Questions de recherche

Pour comprendre la stratégie de la diplomatie bouddhiste émanant de la République Populaire de Chine, je propose la question de recherche suivante : comment le bouddhisme sert-il d'outil d'influence dans la politique diplomatique du Parti Communiste de Chine et du gouvernement chinois visant les pays d'Asie du Sud-Est, depuis la montée au pouvoir de Xi Jinping en 2012 ?

¹¹ Center for Preventive Action, « Territorial Disputes in the South China Sea », Council on Foreign Relations, 17 septembre 2024, <https://www.cfr.org/global-conflict-tracker/conflict/territorial-disputes-south-china-sea>

Ce projet de recherche cible le cas de l'Asie du Sud-Est pour plusieurs raisons. Tout d'abord, comme le démontrera la revue de la littérature académique, peu de travaux se sont intéressés à la dimension régionale de la stratégie chinoise d'instrumentalisation du bouddhisme à des fins diplomatiques. C'est pour combler cet espace que j'ai choisi de concentrer mes recherches sur une région. Mais alors, sur quelle région porter son regard ? Partant du postulat selon lequel le régime chinois cherchera en priorité à déployer sa stratégie de diplomatie bouddhiste dans les pays où le bouddhisme est la religion dominante ou l'une des religions principales, j'ai tourné mon attention vers le continent asiatique, où le bouddhisme s'est répandu historiquement. Cet espace va de la région himalayenne à l'Ouest au Japon à l'Est, de la Mongolie au Nord au Sri Lanka et à la Malaisie au Sud. Cette thèse aurait pu porter sur l'ensemble des pays du territoire en question, mais trois raisons m'ont poussé à réduire davantage la focale régionale. Pour commencer, j'ai fait le choix pragmatique d'avoir un champ de données adapté à un travail de recherche réalisé dans le cadre d'un doctorat. Deuxièmement, je me suis basée sur les relations politiques, économiques, historiques et culturelles que les pays d'Asie ont avec la Chine, pour identifier des tendances qui rassemblent divers pays en des ensembles sous-régionaux. J'en distingue trois : **1)** la région Indo-himalayenne où la rivalité sino-indienne et la question tibétaine constituent des enjeux déterminants, **2)** la région Nord-Est asiatique où pèsent beaucoup la rivalité sino-japonaise et la montée en puissance de la Corée du Sud, et **3)** la région Sud-Est asiatique où la coopération économique et les conflits territoriaux sont au premier plan des relations avec la Chine. Certains enjeux sont certes transversaux, mais ils n'ont pas le même poids à travers toute la région.

Ensuite, mes recherches portent sur le cas de l'Asie du Sud-Est parce qu'il s'agit-là d'une cible majeure de la diplomatie bouddhiste chinoise. Je suggère qu'en raison **1)** de la grande concentration de la population bouddhiste dans la région, **2)** du rôle culturel, politique et économique du bouddhisme dans les pays où il est dominant ou l'une des principales religions (démographiquement parlant) et **3)** de sa proximité géographique avec la Chine, le régime chinois a un intérêt particulier à recourir à la diplomatie bouddhiste pour agrandir son influence en Asie du Sud-Est.

Partant de là, j'ai identifié quatre voies de questionnement qui forment le fondement de l'analyse du déploiement de la diplomatie bouddhiste chinoise dans le cas de l'Asie du Sud-Est.

Pour commencer, j'ai cherché à savoir *pourquoi le régime chinois a choisi de faire d'une religion un de ses outils d'influence à l'étranger*. Je me suis intéressé d'une part au contexte politique, c'est-à-dire aux objectifs et défis politiques auxquels le PCC fait face depuis la montée au pouvoir de

Xi Jinping, qui expliquent le besoin de recourir à une forme de diplomatie non-conventionnelle. D'autre part, j'ai interrogé le contexte idéologique, idéationnel et conceptuel qui a rendu possible le fait de considérer la religion comme un outil d'influence valable pour un parti athéiste.

La deuxième voie de questionnement vise plus spécifiquement à expliquer *pourquoi, parmi d'autres religions, le bouddhisme a retenu l'attention du PCC*. Il s'agit ici d'identifier les atouts du bouddhisme qui le rendent propice à servir les intérêts du Parti à l'étranger, et plus particulièrement en Asie du Sud-Est.

Après avoir déterminé pourquoi et comment le bouddhisme a été transformé en un outil des politiques d'influence du gouvernement chinois à l'étranger, j'ai cherché à déterminer *comment cet outil est employé, c'est-à-dire comment cela se traduit dans la pratique*. Pour cette voie de questionnement, j'ai identifié deux séries de sous-questions, l'une interrogeant les modes d'actions et l'autre interrogeant les acteur.es :

- Tout d'abord, je souhaite dresser un tableau des formes que prend l'idée d'une diplomatie bouddhiste sur le terrain quand elle est maniée par le PCC : quels types d'action sont entreprises ? Quels domaines et quelles thématiques reçoivent le plus d'attention ? Quels moyens sont déployés ? À côté des questions sur la forme, j'interroge également le contenu politique des initiatives de la diplomatie bouddhiste chinoise : de quelles politiques chinoises la diplomatie bouddhiste font-elles la promotion ? Les différentes initiatives servent-elles toutes les mêmes objectifs politiques ou certains objectifs sont-ils spécifiques à un type d'initiatives ou un autre ?
- Par ailleurs, je cherche à savoir quels acteur.es sont impliqués dans la diplomatie bouddhiste chinoise et quel(s) rôle(s) ces acteur.es accomplissent : quelles institutions bouddhistes chinois.es sont investi.es dans les « échanges bouddhistes » ? Qu'en est-il des institutions administratives-politiques chinoises ? Lesquelles participent à la diplomatie bouddhiste et de quelle façon ? Ces questions s'appliquent aussi au Parti Communiste Chinois, dont il faut interroger le degré d'implication : par quelles relations les acteur.es qui sont impliqués au plus près dans la diplomatie bouddhiste chinoise sont-ils liés au PCC ? Ce dernier agit-il toujours par des intermédiaires, ou agit-il parfois par le biais de ses représentant.es direct.es ? De l'autre côté, il est aussi question d'identifier les acteur.es étrangers/ères qui interagissent avec la stratégie chinoise : quelles sont les cibles de cette politique d'influence et quelles cibles agissent aujourd'hui comme des partenaires des acteur.es chinois.es ?

Enfin, la quatrième voie de questionnement porte sur *les discours employés pour promouvoir, donner un sens à et justifier cette stratégie*. Cela comprend, par exemple, le fait de qualifier les interactions entre la Chine et les pays étrangers qui en découlent d'« échanges entre les peuples ». En des termes plus généraux, j'ai cherché à analyser le travail de communication accompli dans le cadre de la diplomatie bouddhiste chinoise. Pour cela, j'ai exploré la forme que prennent les discours, et leur contenu : par quels canaux la communication dans le domaine de la diplomatie bouddhiste passe-t-elle et sur quels mécanismes discursifs reposent-elles ? Quels sont les messages récurrents ? Quel type d'information est véhiculée ? Cela m'amène également à interroger la convergence des discours venant des différent.es acteur.es impliqués, notamment est-ce que les discours formulés par les acteur.es chinois.es sont repris par leurs partenaires étrangers/ères ? Enfin, cette part de l'analyse touche à la question de la cohérence entre les discours et les actions : observe-t-on une superposition entre ce qui est dit et ce qui est fait, ou un écart ? Si cet écart existe, comment l'expliquer ?

Objectifs de la recherche

Mon projet de recherche est guidé par deux objectifs de démonstration. Premièrement, j'ai cherché à faire un état des lieux de ce qui a d'ores et déjà été accompli dans le cadre de la diplomatie bouddhiste chinoise, et ce d'une façon qui reflète à la fois l'ampleur de la stratégie et le degré de flexibilité dont sa mise en pratique fait l'objet. Pour cette raison, je propose une description précise du *modus operandi* de la diplomatie bouddhiste chinoise sur le terrain, en prêtant attention au contexte (espace et temps) et au déroulement des événements, aux modes d'action, aux acteur.es impliqués et aux moyens mobilisés (financiers, logistiques, artistiques, etc.), et en prêtant attention à ce que l'information disponible nous dit de la façon dont les acteur.es de la diplomatie bouddhiste chinoise et les médias communiquent sur ces initiatives. Cette démarche vise également à rendre compte de la capacité des acteur.es chinois.es à adapter leurs actions et leurs discours selon le contexte. En effet, à mon sens, une description approfondie des formes multiples que la diplomatie bouddhiste chinoise prend à l'échelle régionale peut mettre en lumière deux choses : **1)** l'existence de dynamiques communes aux efforts déployés à travers tous les pays d'Asie du Sud-Est où le bouddhisme est l'une des principales religions (voire la religion dominante), mais aussi **2)** l'existence de dynamiques plus spécifiques aux efforts déployés dans certains pays, voire auprès de certains publics. Sans cela, on court le risque de surévaluer l'homogénéité de la stratégie à l'échelle régionale et de donner l'impression que la diplomatie bouddhiste chinoise suit une feuille de route unique et figée, ce qui la rendrait plus facile à identifier. Je considère qu'il est essentiel de prêter attention au détail et à la diversité des actions pour ne pas fixer des frontières à un objet qui, potentiellement, est traité de façon malléable de la part du régime chinois.

Deuxièmement, plutôt que de lui donner un cadre fixe ou d'établir son mode d'emploi, j'ai souhaité caractériser la diplomatie bouddhiste chinoise menée sous Xi Jinping. Plus exactement, mes recherches visent à identifier les traits saillants de cet objet qui le caractérise comme un outil dans l'arsenal des politiques d'influence chinoises contemporaines. De cette façon, j'espère avancer des points-clé de compréhension qui permettent **1)** de voir l'objet de politique internationale qui se cache derrière une grande variété d'actions et de discours et **2)** de saisir la singularité du cas de son appropriation aux mains du Parti Communiste de Chine dans les deux dernières décennies.

En revanche, d'autres objectifs de recherche qui sont pertinents à l'étude de la diplomatie bouddhiste chinoise se situent en dehors de la portée de la thèse ci-présente. Tout d'abord, cette thèse ne vise pas à faire un recensement exhaustif de toutes les initiatives chinoises et toutes les interactions des acteur.es chinois.es avec des publics étrangers/ères qui ont un rapport avec le bouddhisme. D'une part, il existe des formes d'interaction entre les bouddhistes qui ne sont pas étendues, stratégiques et politiques, et qui n'appartiennent donc pas à la diplomatie bouddhiste chinoise. D'autre part, un inventaire complet des actions propres à cette stratégie n'est pas nécessaire pour en démontrer l'étendue, d'autant plus que cela constitue un objectif irréaliste.

Le second objectif de recherche qui n'a pas été retenu est celui d'évaluer l'impact de la stratégie étudiée. Dans cette thèse, il n'est pas question de mesurer l'influence exercée par les acteur.es chinois.es sur leurs partenaires et envers les publics ciblés à l'étranger. Il n'est pas non plus question de mesurer l'efficacité de la diplomatie bouddhiste chinoise par rapport aux objectifs fixés par les autorités politiques chinoises, que ce soit vis-à-vis de l'image de la Chine à l'étranger, du comportement des publics ciblés à l'égard des politiques chinoises ou des décisions prises par les gouvernements dirigeant les États d'Asie du Sud-Est. Tout au long de mes recherches, j'ai tenu compte de plusieurs facteurs qui donnent une certaine idée de l'attractivité des actions de la diplomatie bouddhiste chinoise, comme la régularité des interactions entre des acteur.es chinois.es et sud-est asiatiques ou la similarité des discours venant de la Chine et de l'Asie du Sud-Est. Ces deux facteurs reflètent également que les acteur.es étrangers/ères impliqué.es ont un certain intérêt à participer aux initiatives chinoises et à adopter les mêmes discours que les acteur.es chinois.es. Il est pertinent d'en rendre compte pour répondre aux objectifs encadrant mon travail de recherche, mais à eux seuls, ils sont insuffisants pour évaluer l'impact du phénomène étudié. La grande quantité de facteurs qu'il faudrait considérer m'amène d'ailleurs à émettre des doutes quant à la faisabilité d'un tel projet de recherche. En outre, pour évaluer l'impact d'un phénomène, il faut d'abord être en mesure de l'identifier. Or, dans le cas de la diplomatie bouddhiste chinoise tournée vers l'Asie du

Sud-Est, le phénomène n'a pas été étudié de façon approfondie, et c'est pour combler ce manque que je me suis plongée dans le projet de recherche qui a donné naissance à la thèse ci-présente.

Hypothèses de recherche et arguments préliminaires

La première hypothèse à formuler est celle de l'existence d'une stratégie à part entière de « diplomatie bouddhiste », c'est-à-dire une stratégie qui n'est pas à l'état embryonnaire, mais plutôt déjà à un stade avancé de développement et d'institutionnalisation. J'entends par-là que les actions menées et les discours diffusés depuis l'arrivée au pouvoir de Xi **a**) constituent un ensemble d'efforts interconnectés visant des objectifs politiques prédéterminés, et **b**) ne sont pas des créations *ex-nihilo*. Au contraire, ces actions et discours s'appuient sur des précédents, dont certains remontent aux débuts de la fondation de la République Populaire de Chine et d'autres ont émergé à l'ère de la Réforme et de l'Ouverture, et reposent sur une structure institutionnelle préexistante. Cette hypothèse repose en grande partie sur l'existence du Travail de Front Uni, une politique qui est au cœur de l'idéologie et du mode de gouvernance du Parti Communiste de Chine, et autour de laquelle il a construit un système complexe d'alliances stratégiques et de mécanismes d'influence, de cooptation et de contrôle. D'abord développée au sein de l'espace domestique, cette politique est désormais étendue à l'espace international et semble être un des fondements idéationnel et institutionnel de la politique étrangère chinoise, notamment en matière de diplomatie.

Cela étant, je postule également en deuxième hypothèse que la diplomatie bouddhiste chinoise que l'on observe aujourd'hui a été modélisée par le gouvernement de Xi Jinping, au sens où elle sert les politiques que le gouvernement chinois a instauré depuis le changement de leadership du PCC en 2012. Autrement dit, la diplomatie bouddhiste chinoise contemporaine s'insère dans la continuité des politiques d'influence employées par les prédécesseurs de Xi, mais elle sert désormais des projets et des objectifs qui ont été désignés comme prioritaires par le nouveau dirigeant de la RPC et ses alliés. Pour aller plus loin, je suggère que la diplomatie bouddhiste reflète la vision politique du régime actuel, ce qui inclut sa vision du monde des relations internationales et ses aspirations vis-à-vis de l'ordre régional.

En troisième hypothèse, je propose que la diplomatie bouddhiste est une stratégie cohérente dans l'ensemble, sans pour autant être dépourvue de contradictions. Plus exactement, je propose qu'elle est cohérente sur le plan interne et cohérente vis-à-vis des autres stratégies d'influence utilisées par le PCC, traversée par des motifs récurrents et communs à l'échelle régionale, et que les contradictions que l'on observe sont le résultat de choix délibérés et un facteur de flexibilité qui permet d'adapter la stratégie à des contextes et des publics divers, et à des circonstances changeantes.

Cette hypothèse est fondée d'une part sur la longévité de l'instrumentalisation du bouddhisme à des fins diplomatiques en RPC, la présomption étant que l'incohérence d'une stratégie politique nuit à son efficacité et que dans un tel cas, les autorités qui en sont responsables auraient peu d'intérêt à maintenir leurs efforts. D'autre part, cette hypothèse repose sur le mode de gouvernance adopté par le PCC dans le domaine de la politique domestique, celui-ci ayant besoin d'assurer une certaine cohérence dans ses actions pour qu'elles soient efficaces et considérées comme légitimes, tout autant qu'il a besoin de s'autoriser une large marge de manœuvre pour adapter ses actions à des conditions variées et changeantes, et conserver son autorité en toutes circonstances. C'est en fait ici une manœuvre à laquelle se prêtent tous les régimes autoritaires autocratiques.

La quatrième hypothèse concerne Taïwan. Je postule que la reconnaissance de la souveraineté chinoise sur l'île est un des objectifs principaux derrière le déploiement de la diplomatie bouddhiste chinoise en Asie du Sud-Est. D'ordre général, cet objectif doit être compté parmi les priorités du gouvernement de Xi, qui se montre de plus en plus assertif, voire agressif à ce sujet. Par ailleurs, cet objectif affecte tout particulièrement l'Asie du Sud-Est. Pour défendre sa souveraineté sur Taïwan, il est impératif pour le régime chinois d'avoir le soutien des États de la région environnante, c'est-à-dire ceux qui sont le plus immédiatement concernés sur le plan géopolitique. En l'occurrence, il s'agit des États de l'Asie du Nord-Est, de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique, avec lesquels l'État chinois entretient des relations vastement différentes. De ce fait, il ne dispose pas des mêmes moyens pour influencer les décisions de chacun de ces États et en ce qui concerne la reconnaissance de la souveraineté chinoise sur Taïwan, le recours au bouddhisme est d'une pertinence très variable. Dans les pays d'Asie du Nord-Est, notamment en Corée du Sud et au Japon, le bouddhisme est une religion importante, mais leur relation avec la Chine est marquée par des tensions historiques face auxquelles la diplomatie bouddhiste peut difficilement faire une différence. Cela est d'autant plus vrai compte tenu de l'imbrication entre le sujet de Taïwan et l'histoire coloniale que l'Asie du Nord-Est a connue au 20^e siècle. Les relations entre la Chine et les pays du Pacifique ont été moins marquées par le conflit, mais ces derniers sont aussi moins directement impliqués dans l'enjeu taïwanais et globalement, moins puissants. Par ailleurs, le bouddhisme n'a pas une influence notable dans cette zone. Pour ces raisons, le régime chinois a peu de raison de chercher à s'en servir pour gagner du soutien envers sa politique territoriale. À l'inverse, les pays d'Asie du Sud-Est sont très concernés par la question taïwanaise, plus à même de soutenir activement les revendications chinoises et susceptibles d'être influencés par le biais d'une diplomatie bouddhiste. En effet, de par leur proximité géographique, ces pays ont un intérêt à se positionner sur la question de la souveraineté taïwanaise. En même temps, le régime chinois a plus de chance d'exercer une influence sur ce positionnement

étant donné que ses relations avec les États d'Asie du Sud-Est n'ont pas été liées historiquement à cet enjeu, jusqu'à la reconnaissance de la politique de la Chine Unique dans le cadre de l'établissement des relations diplomatiques avec la RPC à partir de la fin des années 1970. Enfin, la diplomatie bouddhiste est une voie pertinente pour maintenir cette reconnaissance et potentiellement obtenir un soutien plus ferme en Asie du Sud-Est du fait de l'importance du bouddhisme dans ces sociétés. Parallèlement, un autre facteur qui peut corroborer l'hypothèse d'un lien fort entre la diplomatie bouddhiste chinoise et la politique envers Taïwan est lié aux efforts entrepris par les grandes organisations bouddhistes taïwanaises pour se rapprocher des communautés bouddhistes sud-est asiatiques. Face à ce phénomène, il est pertinent pour le régime chinois d'être en bons termes avec ces organisations taïwanaises. En effet, une relation conflictuelle pourrait mettre en danger les efforts des acteur.es chinois.es dans le domaine de la diplomatie bouddhiste en Asie du Sud-Est, et à l'inverse, une bonne relation pourrait donner de la crédibilité aux revendications chinoises sur Taïwan, et convaincre les bouddhistes de la région de les soutenir activement. Autrement dit, il est probable que la diplomatie bouddhiste chinoise et la question taïwanaise se recoupent aussi en Asie du Sud-Est parce que des acteur.es bouddhistes taïwanais.es sont présent.es dans la région et mènent leurs propres formes de diplomatie bouddhiste.

La cinquième hypothèse porte sur le rôle des communautés d'héritage et de culture chinoises (CHCC). De par **I**) leur présence importante à travers la région et **II**) l'attention du PCC dont elles font l'objet, j'avance que les CHCC sont impliquées dans les efforts chinois d'instrumentalisation diplomatique du bouddhisme en Asie du Sud-Est, d'abord en tant que cibles à influencer, et ensuite, en tant que canaux d'influence sur les sociétés qu'elles ont intégrées. En effet, sous la présidence de Xi, ces communautés font l'objet d'une plus grande attention venant de Pékin, qui voit en elles un cercle élargi de membres de la nation chinoise et qui souhaite tirer parti de leur influence dans leur société d'établissement pour étendre celle de la Chine. C'est en Asie du Sud-Est que l'on en retrouve le plus grand nombre et c'est dans cette région que le bouddhisme a été, historiquement, un élément de culture partagée autour duquel les communautés d'origine chinoise se sont retrouvées, ainsi qu'un élément de rapprochement avec les sociétés d'accueil, bien qu'il y ait une différence de traditions. Pour ces raisons, il serait cohérent pour le PCC d'inclure les CHCC de la région dans leur stratégie d'instrumentalisation du bouddhisme.

Enfin, compte tenu des discours sur l'existence d'un modèle de diplomatie publique « à caractéristiques chinoises », sur la valorisation des échanges « entre les peuples » et sur le caractère « civil » de la diplomatie bouddhiste chinoise, j'émets l'hypothèse selon laquelle celle-ci vise principalement le « grand public », c'est-à-dire l'ensemble des citoyen.nes des pays concernés et non

pas les seul.es représentant.es des leurs États ou gouvernements. Cela n'exclut pas le fait de passer par des institutions liées à l'État ou au gouvernement pour toucher ces publics. En revanche, le discours des acteur.es de la diplomatie bouddhiste chinoise sous-entend une coexistence de modes d'influence plutôt conventionnels avec des modes d'influence non-conventionnels. Cela étant, on peut s'attendre à ce que les acteur.es chinois.es cherchent à étendre leur influence auprès des publics bouddhistes étrangers de façon directe ou indirecte. Dans le premier cas, il s'agirait d'exercer une influence sans passer par le moindre intermédiaire d'influence local.e, par exemple, par le biais d'une émission télévisée diffusée localement par un média chinois. Dans le deuxième cas, l'intervention se ferait par le biais d'intermédiaires d'influence locaux/ales qui sont proches des communautés de croyant.es (par exemple, les moines d'un temple de quartier) et qui n'appartiennent pas nécessairement à une institution étatique. Le travail de communication venant de la RPC suggère que ces deux options s'offrent aux acteur.es qui pratiquent le modèle la « diplomatie publique à caractéristiques chinoises ».

Définition et aperçu de la caractérisation de l'objet de recherche

Les hypothèses étant posées, je propose ici une définition de l'objet de recherche et j'offre un aperçu des résultats de la recherche en présentant trois grandes caractéristiques de la diplomatie bouddhiste chinoise. Tout d'abord, je définis cet objet comme étant un phénomène d'instrumentalisation diplomatique du bouddhisme, menée par des acteur.es chinois.es dans le but d'étendre l'influence de la Chine à l'étranger, en amenant les publics ciblés à agir dans le sens des intérêts chinois, qui sont fixés par le Parti Communiste de Chine. Cette « instrumentalisation » correspond aux processus par lesquels les autorités politiques autorisent, soutiennent, élaborent, organisent, participent à des activités touchant au bouddhisme et aux façons dont l'information sur ces activités est communiquée aux publics, dans le but d'atteindre un ou des objectifs politiques. Si l'instrumentalisation du bouddhisme existe aussi dans l'espace domestique, elle acquiert une dimension « diplomatique » quand elle est déployée dans l'espace international, c'est-à-dire quand les autorités politiques se servent des ressources bouddhistes pour créer et resserrer leurs liens avec des publics à l'étranger. De façon synthétique, l'instrumentalisation diplomatique du bouddhisme est un processus de transformation d'un phénomène religieux en un outil d'influence, entrepris par les autorités politiques d'un État et ciblant des publics étrangers.

Par ailleurs, je propose de voir la diplomatie bouddhiste chinoise contemporaine comme étant caractérisée par trois grandes dimensions : elle est étendue, stratégique et politique. Cette conceptualisation répond à l'objectif de caractérisation fixé pour ce projet de recherche et constitue

un des résultats de l'analyse accomplie. Ainsi, en préface des résultats de la recherche, j'énonce que la diplomatie bouddhiste chinoise est caractérisée par **1)** des actions de nature diverse qui sont menées de façon régulière, se répètent dans le temps et sont interconnectées (dimension étendue), **2)** des actions qui ont été pensées pour atteindre des buts prédéfinis et s'aligner avec d'autres stratégies d'influence chinoises (dimension stratégique), et **3)** comme ayant été conçue par les autorités politiques chinoises, et surtout par le PCC, pour servir leurs intérêts (dimension politique).

Un mot sur le cadre spatial

Concernant la diplomatie bouddhiste chinoise, le cas de l'Asie du Sud-Est est encore trop peu étudié par la recherche académique. J'explique ici ce qui est inclus dans l'objet « Asie du Sud-Est » pour la thèse ci-présente. Le plus souvent, onze pays sont listés au sein de ce groupement régional : Brunei, le Cambodge, l'Indonésie, le Laos, la Malaisie, le Myanmar, les Philippines, Singapour, la Thaïlande, le Timor Oriental et le Vietnam. À l'exception du Timor Oriental (dont l'adhésion est aujourd'hui en négociation), ces pays sont tous membres de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est. Pour cette raison, le nom de cette organisation est souvent utilisé de façon synonymique vis-à-vis de la désignation essentiellement géographique qu'est « l'Asie du Sud-Est ».

À l'intérieur de cet ensemble, il existe d'autres découpages tracés selon des critères variés relevant de la géographie, de la coopération politique ou économique, et de la culture. C'est le cas, par exemple, du terme « Asie du Sud-Est continentale », qui désigne l'espace que forment le Cambodge, le Laos, le Myanmar, la Malaisie péninsulaire, Singapour et la Thaïlande. Si l'on s'intéresse aux territoires où le bouddhisme est le plus présent, qu'il soit la religion majoritaire (comme c'est le cas du Cambodge, du Laos, du Myanmar et de la Thaïlande) ou une des religions principales (comme c'est le cas de la Malaisie, de Singapour et du Vietnam), c'est principalement de cette sous-région qu'il s'agit. Si on s'intéresse plus spécifiquement aux publics visés par la diplomatie bouddhiste de la RPC, il faut ajouter un autre pays à cet ensemble, à savoir la République de Chine (RdC)/Taïwan. Son inclusion dans l'objet « Asie du Sud-Est » n'est pas un usage très courant, mais elle est cohérente avec le sujet de la diplomatie bouddhiste.

Sur le plan géographique, l'île de Taïwan se situe au même niveau qu'une grande partie du Myanmar et au même niveau que la province du Yunnan, deux régions culturellement très proches de la Thaïlande qui se trouve au cœur de l'Asie du Sud-Est. En termes de pays voisins, Taïwan est très proche de la RPC, mais elle est aussi proche des Philippines, que l'on associe systématiquement à l'Asie du Sud-Est. Sur le plan des relations internationales, Taïwan apparaît dans plusieurs groupements géopolitiques : outre l'Asie du Sud-Est, on l'inclut dans l'Asie de l'Est (ou du Nord-

Est), aux côtés de la RPC, de la Corée du Sud et du Japon. Dans la perspective de l'État chinois, l'île fait tout simplement partie du territoire de la RPC. Elle est aussi souvent associée à l'ensemble sous-national dit *Xianggang-Aomen-Taiwan* (aussi dit *Gang-Ao-Tai*, 港澳台), c'est-à-dire à l'espace formé avec Hong-Kong et Macao. Or, lorsqu'il s'agit des échanges bouddhistes, Taïwan est plus proche des pays de l'Asie du Sud-Est que des autres pays du continent asiatique.

En effet, lorsque la Chine organise des échanges avec les bouddhistes du Japon et de la Corée du Sud, cela n'inclut pas Taïwan, notamment parce que ces échanges sont organisés à titre d'échanges interétatiques. Puisque Taïwan est censée appartenir à l'État chinois, les bouddhistes taïwanais.es ne peuvent pas être impliqués.es dans de tels échanges. Or, dans le cadre d'échanges d'envergure plus internationale, la problématique concernant le statut de l'île n'a pas autant besoin d'être résolue, voire d'être adressée tout court. Ainsi, bien qu'il soit d'usage d'inclure Taïwan dans l'Asie de l'Est/du Nord-Est, le discours chinois exclut les bouddhistes taïwanais.es du « lien doré » qui unit les communautés bouddhistes de Chine continentale, de la Corée du Sud et du Japon, et a plutôt tendance à faire valoir la connexion entre les communautés bouddhistes du trio *Gang-Ao-Tai*. En dehors de « l'espace national » (tel que conçu par le PCC), les bouddhistes de Taïwan sont beaucoup plus présents.es dans les événements internationaux qui rassemblent en grande majorité des bouddhistes d'Asie du Sud-Est. C'est notamment le cas du « Dialogue des Leaders Religieux/ses » que la RPC organise dans le cadre du Forum Boao pour l'Asie. Cela concerne aussi des événements qui ne sont pas des initiatives chinoises, comme les conférences générales de la Communauté Mondiale des Bouddhistes où les bouddhistes d'Asie du Sud-Est sont surreprésentés.es, malgré la vocation universelle de cette organisation (qui, on le verra, est de plus en plus ouverte à l'influence des bouddhistes de Chine). En outre, les acteurs.es chinois.es qui participent aux échanges avec les bouddhistes de Taïwan sont aussi souvent les mêmes que ceux qui participent aux échanges avec les bouddhistes d'Asie du Sud-Est. On le voit, par exemple, avec le temple Hongfa et son abbé, maître Yinshun, comme je le démontrerai dans la partie 3 et dans la partie 4. Enfin, j'ajoute que les traditions bouddhistes qui prédominent à Taïwan partagent d'importantes similarités avec celles qui prédominent au Vietnam, à Singapour et en Malaisie et que l'on peut regrouper dans l'ensemble dit du bouddhisme de tradition chinoise.

En somme, dans le cas d'une étude sur la diplomatie bouddhiste chinoise, il est pertinent d'inclure Taïwan parmi les pays d'Asie du Sud-Est où le bouddhisme compte comme l'une des principales religions, aux côtés du Cambodge, du Laos, de la Malaisie, de Singapour, de la Thaïlande et du Vietnam. En fait, cette inclusion est valable pour de nombreux enjeux de la diplomatie chinoise,

parce que la question de la souveraineté de Taïwan est un des principaux défis auquel le gouvernement de Xi Jinping fait face, à cheval sur sa politique domestique et sa politique étrangère. La montée du nationalisme sous le régime chinois actuel en a d'ailleurs fait un enjeu encore plus pressant, que le PCC espère résoudre, entre autres, en consolidant et en amassant plus de soutien à l'extérieur de la RPC pour le principe de la « Chine Unique ». Par conséquent, la question taïwanaise est un fil conducteur de ses efforts d'influence à l'étranger, ce qui impacte plus particulièrement les pays d'Asie du Sud-Est. D'une part, par leur proximité géographique, ces pays sont plus susceptibles de se sentir concernés par les relations sino-taïwanaises. Comme les pays d'Asie du Nord-Est, le scénario extrême d'un conflit armé, par exemple, pourraient les affecter bien plus directement que d'autres pays. D'autre part, bien que Pékin ait réussi à obtenir une certaine reconnaissance du principe de la « Chine Unique » en faisant de celle-ci une condition de l'établissement des relations diplomatiques dans les années 1970-1980, les engagements officiels des États de l'Asie du Sud-Est ne se traduisent pas par un soutien stable envers la politique étrangère chinoise. Par ailleurs, l'implication des deux puissances que sont les États-Unis et le Japon signifie que la reconnaissance de la souveraineté de la RPC sur Taïwan n'est pas seulement une affaire sino-taïwanaise, mais une affaire étroitement liée à l'enjeu de l'ordre régional. Autrement dit, il est impératif pour le PCC de rallier du soutien envers ses revendications sur Taïwan auprès des autres pays de l'Asie du Sud-Est, car c'est aussi une potentielle hégémonie régionale qui est en jeu. Par conséquent, la question taïwanaise arrive parfois au premier plan de la politique étrangère du gouvernement chinois et donc de ses initiatives diplomatiques dans la région. Dès lors que cela implique une instrumentalisation du bouddhisme, on peut présumer qu'il y aura des liens entre les actions menées à l'égard de Taïwan et les actions menées dans les autres pays de la région où le bouddhisme est une religion importante.

Annnonce du plan

La thèse ci-présente est divisée en quatre grandes parties. Dans la première partie, dans le chapitre 1, je présente la stratégie analytique à laquelle j'ai eu recours pour réaliser ce travail de recherche, en commençant par l'état de la littérature, suivi du cadre théorique et du cadre méthodologique. La deuxième partie est divisée en trois chapitres. Dans le chapitre 2, j'explore le contexte de montée en puissance de la RPC et l'évolution des relations internationales à l'échelle régionale qui impactent la politique étrangère chinoise, en prêtant une attention particulière à la question de l'image projetée par la Chine en Asie du Sud-Est. Dans le chapitre 3, j'interroge l'idée d'un nouveau modèle d'influence proprement chinois, découlant des débats sur le pouvoir et l'influence qui ont amené les autorités politiques chinoises, et surtout le PCC, à se montrer favorables au développement d'un *soft power* culturel chinois, à la promotion d'un modèle de diplomatie

publique « à caractéristiques chinoises » et au renforcement du Travail de Front Uni à l'étranger. Dans le chapitre 4, j'examine ce qui fait du bouddhisme un outil d'influence pertinent pour la politique étrangère chinoise, en considérant d'un côté les atouts de cette religion dans son ensemble, et de l'autre côté, les atouts de cette religion qui sont valorisés par le régime chinois. La troisième partie est divisée en cinq chapitres, portant chacun sur une facette de la mise en pratique de la stratégie étudiée à travers les différents pays d'Asie du Sud-Est où il est la religion dominante ou l'une des principales religions. Le chapitre 5 se concentre sur la « géopolitique des forums bouddhistes », c'est-à-dire les efforts entrepris par les acteur.es bouddhistes chinois.es pour accroître leur pouvoir vis-à-vis des plateformes de rencontres bouddhistes internationales. Le chapitre 6 traite du recours à un outil diplomatique ancien, les reliques bouddhistes, qui contribue au rayonnement du patrimoine chinois à l'étranger. Le chapitre 7 porte sur la promotion du patrimoine tangible bouddhiste par le biais d'initiatives de restauration, de conservation et de développement des sites bouddhistes. Le chapitre 8 discute des actions entreprises dans le domaine de l'éducation, dont l'objectif est de former les membres de la communauté monastique à agir en émissaire diplomatique. Le chapitre 9 est dédié au sujet de la promotion de l'une des politiques-phare du programme de Xi Jinping en particulier, soit la construction des « Nouvelles Routes de la Soie » (*Belt and Road Initiative*), par le biais d'une instrumentalisation du bouddhisme. Après m'être intéressée à l'ensemble des actions menées à travers « l'Asie du Sud-Est bouddhiste », je porte mon attention sur le cas particulier de la Thaïlande. La quatrième partie est donc une étude de cas, présentée en quatre chapitres. Dans le chapitre 10, je commence par faire état des spécificités du Royaume de la Thaïlande comme terrain d'action, en regardant tant du côté de son système interne que du côté de ses relations avec la République Populaire de Chine. Dans le chapitre 11, j'analyse les grandes tendances de la diplomatie bouddhiste menée par les acteur.es chinois.es vis-à-vis des publics thaïlandais, en identifiant les principales cibles et les principaux/ales partenaires thaïlandais.es avec lesquels les acteur.es chinois.es interagissent et les discours qui sont utilisés pour narrer ces interactions. Dans le chapitre 12, j'interroge la dimension interpersonnelle des échanges bouddhistes sino-thaïlandais, en prêtant attention aux individu.es, du côté thaïlandais et du côté chinois, qui ont joué un rôle notable dans la construction de liens institutionnels et peuvent donc être considéré.es comme les acteur.es-clé du rapprochement sino-thaïlandais résultant de la diplomatie bouddhiste. Pour terminer, je présenterai les conclusions de mes recherches, ainsi que les espaces de recherche qu'il reste encore à explorer dans des travaux de recherches futurs.

PARTIE 1. Comment analyser la stratégie chinoise de diplomatie bouddhiste ?

1. Chapitre 1 : Stratégie analytique

1.1. État de la littérature

J'ai découvert le concept de « diplomatie bouddhiste » dans le cadre de mes recherches pour un mémoire de maîtrise sur l'institutionnalisation du bouddhisme Han en RPC depuis les années 1980. Ce point de départ m'a permis d'avoir certaines clés en main pour questionner le paradoxe derrière les efforts de promotion des échanges bouddhistes à l'étranger émanant d'un régime dirigé par un parti athéiste. En même temps, cela m'a permis de mieux comprendre le contexte interne chinois dans lequel l'utilité sociale et politique de la religion a été réévalué par le PCC. Mes premières recherches sur la diplomatie bouddhiste chinoise contemporaine ont révélé un intérêt pour le sujet venant de la presse et du monde académique. Or, dans le cas de la littérature académique, j'ai aussi pu constater que les travaux existants répondent à la question du « pourquoi » le régime chinois a recours à une telle stratégie d'instrumentalisation du bouddhisme, mais ils ne répondent que partiellement aux questions du « comment », c'est-à-dire comment le bouddhisme a été transformé en outil diplomatique et comment cette stratégie est mise en œuvre sur le terrain.

Pour combler et compléter l'information contenue dans la littérature académique, j'ai donc regardé du côté des médias de masse (littérature secondaire) et du côté de la production médiatique des acteur.es impliqué.es dans le sujet (littérature primaire). Pour avoir une idée de ce qui est fait dans le cadre de la diplomatie bouddhiste chinoise et des discours chinois sur ce phénomène, je me suis d'abord tournée vers le contenu produit par médias chinois généralistes et les publications de l'Association Bouddhiste de Chine, l'institution bouddhiste censée représenter et superviser tous.les les bouddhistes de Chine auprès de l'État chinois. Ces premiers pas m'ont amené à émettre l'hypothèse qu'il s'agit-là d'une stratégie d'influence non-négligeable en termes de moyens mobilisés, d'objectifs visés et d'efforts de communication.

Cette littérature médiatique sera présentée dans la section sur la méthodologie de la recherche, dans laquelle je présente les sources utilisées et les procédés de l'analyse de contenu. Pour la revue de la littérature, je me concentre sur ce qui a été écrit dans le monde académique, pour mettre en exergue d'une part, les importantes perspectives conceptuelles à considérer et d'autre part, les espaces sous-explorés ou non-explorés de l'univers de recherche en question. Dans un premier temps, je propose un aperçu de la littérature dans les grandes lignes, et dans un deuxième temps, j'analyse de plus près un corpus sélectionné et divisé en trois grands thèmes. En termes de disciplines académiques, les travaux étudiés viennent principalement de trois branches des sciences politiques : la politique comparée, les Relations Internationales et les études en politique publique. S'ajoutent à

cela des travaux venant de diverses disciplines des sciences humaines et sociales, notamment les études chinoises, les études religieuses, l'histoire, les études de la communication et la sociologie.

1.1.1. Dans les grandes lignes : les principaux thèmes d'intérêt

Un des premiers constats est qu'il existe peu de travaux qui sont entièrement dédiés au sujet de la diplomatie bouddhiste chinoise, et encore moins qui sont centrés sur le cas de l'Asie du Sud-Est, où vivent pourtant parmi les plus importantes populations bouddhistes (comme je l'explique en détail dans le chapitre 4). La littérature existante combine un ou plusieurs des éléments suivants : un intérêt pour la diplomatie religieuse ou la diplomatie culturelle en général (par exemple, Zhang J., 2013; Xu, 2015; Ngeow, 2019), un regard sur la diplomatie bouddhiste chinoise à l'échelle globale (Zhang J., 2012; Angelskär, 2013; Ponka, Dzhanava et Zhao, 2017; Ashiwa et Wank, 2020; Chung, 2022), un intérêt pour une dimension spécifique de la diplomatie bouddhiste chinoise (Borchert, 2020; Raymond, 2020) ou une focalisation sur des relations bilatérales (Singh et Wallis, 2016 sur la relation sino-myanmaraise; Scott, 2016 et Pallapothu, 2021 sur la relation sino-indienne). À ma connaissance, il n'existe aucune publication qui prenne en considération l'ensemble des différents types d'initiatives de la diplomatie bouddhiste chinoise, tout en adoptant une lecture régionale. C'est précisément cet espace de recherche que je souhaite remplir. En outre, la question du Travail de Front Uni est mentionnée dans de nombreux travaux existants, mais elle n'occupe pas une place centrale dans l'analyse. Elle me paraît pourtant essentielle pour comprendre non seulement pourquoi le bouddhisme est mis au service de la politique étrangère chinoise, mais aussi par quels moyens, par le biais de quel.les acteur.es, selon quelles stratégies et en direction de quels publics. Par ailleurs, la littérature académique existante répond principalement à la question du « pourquoi », en analysant le contexte politique, idéologique, conceptuel, stratégique et discursif qui a amené le PCC à faire du bouddhisme un outil de diplomatie, et s'intéressant plus particulièrement aux débats sur le pouvoir, l'influence, la politique de Front Uni et les nouveaux modèles de diplomatie.

Un autre constat majeur est que la littérature existante n'est pas divisée selon des lignes théoriques fortes. Elle est davantage partagée par des approches conceptuelles qui divergent sur trois plans. Cela concerne premièrement les façons que les auteur.es ont de concevoir et d'analyser le *soft power*, le *sharp power* et la diplomatie, et deuxièmement, leur choix de concept central et leurs façons d'articuler la relation entre les concepts mobilisés. Troisièmement, les auteur.es se démarquent sur le plan de l'approche plus ou moins critique qu'ils adoptent, surtout quand il est question de présenter la perspective officielle de la RPC.

On peut identifier trois thématiques où les approches conceptuelles varient et s'entrecroisent : **1)** celle du pouvoir et de l'influence en politique étrangère, où se côtoient les concepts de *soft power*, de *sharp power*, de *smart power*, d'impérialisme culturel, d'offensive de charme, d'expansion d'influence, de guerre politique et d'opération d'influence, **2)** celle de la diplomatie, qui implique plusieurs différentes propositions de typologie (diplomatie traditionnelle, diplomatie publique, diplomatie *people-to-people*, diplomatie culturelle, diplomatie religieuse, etc.) et de distinction avec la communication politique et les relations publiques, et **3)** celle du rôle du discours en politique internationale, qui touche aux notions de pouvoir discursif, de récits stratégiques, de propagande, de communication internationale et de *branding*.

En ce qui concerne l'articulation entre les différents concepts, j'ai sélectionné plusieurs perspectives récurrentes, à commencer les perspectives utilisant le *soft power* comme cadre conceptuel principal. La diplomatie bouddhiste, par exemple, fait l'objet de différentes articulations avec la typologie de celui qui conceptualisé le *soft power*, Joseph Nye (2017, 2014), en ce qui concerne les ressources majeures de ce pouvoir. Chez Ponka, Dzhanava et Zhao (2017), la diplomatie bouddhiste produit du *soft power* en tant que ressource culturelle, alors que chez Scott (2016) et Pallapothu (2021), elle est une ressource de politique étrangère. D'autres auteur.es, comme Zhang J. (2012, 2013), d'Angelskär (2013) ou d'Ashiwa et Wank (2020), font un lien entre les deux concepts, mais n'utilisent pas la typologie de Nye. Ils n'associent pas la diplomatie bouddhiste à un type spécifique de *soft power*, que ce soit d'après leur propre interprétation du concept ou d'après l'interprétation des acteur.es étudiés. À ma connaissance, aucun.e chercheur.e n'a envisagé que le bouddhisme puisse être à la fois une ressource culturelle et une ressource relevant de la politique étrangère, ce qui pourrait être une perspective intéressante. La littérature académique comprend également des discussions sur la relation entre le *soft power* et le *sharp power*. Au sujet de la « *promotion globale du bouddhisme* » émanant de l'État chinois, Ashiwa et Wank (2020) constatent un chevauchement entre les deux formes de pouvoir. Selon eux, il y a là un phénomène politique qui n'a pas encore été exploré.

1.1.2. Vue d'ensemble sur les autres thèmes d'intérêt

À côté des questions de pouvoir, d'influence et de diplomatie, j'ai aussi parcouru la littérature académique sur trois autres thématiques, dont je propose ici un aperçu. Il s'agit premièrement de la littérature sur le bouddhisme contemporain, en commençant par le sujet de la place du bouddhisme chinois dans un monde globalisé (Ashiwa et Wank, 2005; Chandler, 2004; Huang, 2018; Reinke, 2018, 2021). Je me suis aussi intéressée aux travaux sur les relations entre la religion et le politique.

Dans le cas de la Chine, les travaux couvrent une période qui s'étend de la fin du système impérial jusqu'à nos jours (Ashiwa, 2000; Ashiwa et Wank, 2006; Ji, 2004, 2008, 2011, 2015; Lai, 2003; Laliberté, 2009, 2011[a], 2011[b], 2017[b]; Leung, 1995, 2005; Palmer, 2008, 2009; Potter, 2003; Thoraval, 1992; Tong, 2010; Vermander, 2009; Yang F., 2006, 2013, Yang et Wei, 2005). Dans le cas des pays d'Asie du Sud-Est, je me suis concentrée plus spécifiquement sur le sujet de la relation entre le bouddhisme et l'État, à partir la deuxième moitié du 20^e siècle (par exemple, dans le cas du Laos, Baird, 2012; Evans, 2015; Ladwig, 2016; Bouté, 2021). La seule exception est le cas de Taïwan, pour lequel les travaux remontent jusqu'à l'ère de la colonisation japonaise.

Le deuxième thème est lié aux recherches de contextualisation réalisées pour le travail empirique. Il concerne l'histoire, la politique contemporaine, l'état de la religion en Thaïlande, et la relation de ce pays avec la Chine. J'ai porté mon attention sur les sujets de la place du bouddhisme dans la société et dans la politique thaïlandaises (Dubus, 2018[a]; Michaels et McDaniel, 2019; Sattayanurak, 2019; Siani, 2019), des identités chinoises (Chantavanich, 1997; Han, 2022; Lertpusit, 2018; Liu Y., 2020, 2021; Wongsurawat, 2020) et des relations politique et économique avec la Chine (Boisseau du Rocher, 2016; Busbarat, 2016; Lu et Chen, 2018; Phanisharn, 2023; Punyaratabandhu et Swaspitchayaskun, 2018, 2021; Tungkeunkunt et Phuphakdi, 2018, 2020).

Troisièmement, j'ai sondé la littérature académique sur l'identité chinoise en Asie du Sud-Est (Chong, 2021; Suryadinata, 2013, 2017; Wong et Tan, 2017), et la littérature académique portant partiellement ou intégralement sur les Instituts Confucius (Hartig, 2018; Palit, 2014; Siriphon et Li, 2021; Tungkeunkunt, 2016; Wang Y., 2019; Zhou Y., 2021). Il est intéressant de comparer les écrits sur les Instituts Confucius (IC) à ceux qui portent sur la diplomatie bouddhiste, surtout considérant l'hypothèse de Mendis selon laquelle « *là où Confucius a échoué, le Bouddha pourrait réussir* »¹². Il ressort de cette littérature que les chercheur.es occidentaux/ales ont tendance à ne s'intéresser qu'au cas des IC situés en Occident et à présenter des conclusions généralistes qui ne sont pas forcément valables pour des pays non-occidentaux¹³, comme la Thaïlande où la question de la liberté d'expression académique ne suscite pas le même débat qu'en Occident. Cette approche occidentalocentrée ne permet pas de comprendre les motivations propres à certains publics, même quand iels adoptent des postures de rejet ou de non-coopération similaires à celles qu'on observe en Occident.

¹² Patrick Mendis, « China's quest for soft power: where Confucius has failed, the Buddha may succeed », *South China Morning Post*, 1er juin 2018, consulté dernièrement le 7 juin 2023, <https://www.scmp.com/comment/insight-opinion/article/2148798/chinas-quest-soft-power-where-confucius-has-failed-buddha>

¹³ Voir par exemple Jain, Shree et Sukalpa Chakrabarti, « The Yin and Yang of China's Power: How the Force of Chinese Hard Power Limits the Quest and Effect of Its Soft Power », *Asian Perspective* 47, no. 1 (2023) : 145-166.

En conclusion de la revue de la littérature, je propose de dresser un bilan des espaces de recherche qui peuvent être investis ou davantage approfondis, et je présente les points principaux de l'approche conceptuelle que j'ai adoptée, après avoir étudié la littérature existante.

1.1.3. Thème 1 : pouvoir et influence

1.1.3.1. Le soft power

Les enjeux d'influence et de diplomatie contemporaine concernant la RPC sont très fréquemment étudiés par le prisme du concept de *soft power*, qui s'est diffusé rapidement dans les cercles académiques comme politiques de la Chine, à partir des années 2000. L'idée selon laquelle il existe un pouvoir plus « doux » que celui qui relève de la coercition et de l'usage du pouvoir matériel n'est pas nouvelle, mais Joseph Nye est le premier à l'avoir conceptualisé sous le nom de « *soft power* ». Ce terme apparaît en 1990 dans son ouvrage *Bound to Lead: The Changing Nature of American Power*, publié dans la période incertaine de l'après-Guerre Froide. Depuis, Nye en a retravaillé les contours conceptuels et les implications politiques dans plusieurs publications, notamment dans *Soft power: The means to success in world politics*, publié en 2004. C'est de cet ouvrage qu'est tirée les définitions du *soft power* qui sont citées le plus fréquemment (par exemple Laliberté, 2013; Barr, 2015, Liu, 2020), à savoir « *la capacité à façonner les préférences d'autrui* » (Nye, 2004, p. 5), « *la capacité à obtenir ce que l'on veut par l'attraction plutôt que par la coercition ou le paiement* » (Nye, 2004, p. X). Selon Nye, cette capacité découle de trois ressources d'un pays, soit sa culture, ses idéaux politiques (ou les valeurs politiques), et ses politiques (ou la politique étrangère) (2004, p. 11). Nye (2012, 2013) s'est aussi prononcé spécifiquement sur le *soft power* chinois et a déterminé que sa capacité d'attraction était limitée par un contrôle trop fort exercé par l'État. À l'instar d'autres auteur.es de l'approche libérale, Nye accorde beaucoup d'importance à la notion de crédibilité (Rawnsley, 2012; Wang Y., 2019). Selon lui, la difficulté à réduire l'écart entre ce que l'État chinois dit et ce qu'il fait représente un obstacle majeur à l'accroissement de son attractivité. D'autres auteur.es ont travaillé sur les interprétations chinoises du concept de *soft power* (Cao, 2014; Glaser et Murphy, 2009; Li, 2008; Lai, 2012; Rawnsley, 2012) et considèrent que le manque de crédibilité de la politique chinoise est liée au fait que les chercheur.es et le gouvernement chinois ont tendance à voir le *soft power* comme un pouvoir qui peut être mobilisé pour influencer la pensée et le comportement de publics définis de façon intentionnelle et stratégique, et non pas comme un pouvoir résultant de l'attractivité d'un pays auprès d'un public. Il y a donc un décalage entre la pensée de Nye et la lecture qui s'est assez rapidement imposée dans les cercles politique, académique et médiatique chinois.

Dans un article publié en 2009, Glaser et Murphy explorent le débat et les différentes interprétations du *soft power* en Chine qui émergent dans la deuxième moitié des années 2000. Les auteur.es identifient deux « écoles de pensée » au sein du débat, l'une plaidant pour que la culture soit la source prioritaire de la stratégie de *soft power* de la Chine, et l'autre préconisant de mettre la priorité sur la politique étrangère. Glaser et Murphy s'intéressent également à l'impact politique de ce débat sur la politique étrangère chinoise. Sur le plan conceptuel, le *soft power* est présenté par ces auteur.es comme un enjeu « holistique » impliquant la politique domestique et la politique étrangère. Mais l'article en dit peu sur la dimension domestique du *soft power* dans les perspectives chinoises.

L'article de Li M. (2008) est utile pour compléter l'analyse. Il décrit comment le *soft power* a été interprété en tant qu'outil de la politique domestique, de façon à servir les objectifs de l'État chinois vis-à-vis de la « *cohésion nationale, [du] renforcement des institutions politiques, [de la] justice sociale, [de la] moralité sociale et [de la] qualité de l'éducation* » (Li M., 2008, p. 10). Tout en s'intéressant aux perspectives critiques vis-à-vis du concept et sceptiques quant à sa pertinence pour la Chine, Li M. constate que le *soft power* a fait l'objet d'une certaine popularité et qu'il y a eu des tentatives sérieuses d'en tirer des politiques. Or, à l'instar de Glaser et Murphy, il conclut que « *la stratégie de soft power chinoise est toujours en phase embryonnaire* » (Li M., 2008, p. 2). Or, depuis la publication de ces deux articles, l'espace politique et académique chinois a connu des changements, surtout avec l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping en 2012. Aujourd'hui, l'approche dominante est plutôt celle qui défend une politique étrangère proactive, « œuvrant pour l'accomplissement » (*fenfa youwei* 奋发有为), comme l'indiquent les auteur.es qui ont étudié la « diplomatie de grands pays » (*daguo waijiao* 大国外交) proposée par Xi Jinping (Yan, 2014; Hu, 2019; Wang J., 2019).

Cao (2014) a tracé le parcours du concept de *soft power* dans le débat politique chinois, en adoptant une approche critique. L'auteur examine trois éléments pour comprendre comment le *soft power* est interprété par différents groupes en Chine, à savoir **1)** la structure discursive déterminant le champ des possibles pour l'interprétation, **2)** le contexte culturel, historique et politique de l'émergence et diffusion du concept, et **3)** l'intervention des médias de masse dans les processus de diffusion et de médiation du discours officiel sur le *soft power*. Cao fait une distinction claire entre la version « originale » du *soft power* amenée par Nye et la version défendue par le leadership chinois, qui correspond à « *un cadre conceptuel utile pour développer une approche stratégique pour le renforcement de la position internationale de la Chine, dissiper les soupçons sur les rôles et les*

activités plus larges de la Chine et articuler une vision chinoise d'un ordre mondial inspiré des valeurs confucéennes » (Cao, 2014, p. 172).

Dans un article comparant les approches et les pratiques du *soft power* employées à Taïwan et en Chine, Rawnsley (2012) propose une lecture critique du *soft power* dans le but de rendre le concept plus opérable comme outil d'analyse. Selon lui, cette lecture est indispensable, puisque les gouvernements à travers le monde se sont saisis du concept, le plus souvent, pour élaborer des stratégies d'influence visant des objectifs politiques spécifiques. Pour appréhender le *soft power* comme objet de relations internationales, c'est-à-dire tel qu'il est approprié par les acteur.es, Rawnsley suggère de partir d'une définition claire. Il rappelle que, selon la pensée de Nye, le *soft power* est une « attraction intangible », soit un processus qui s'étend sur un temps long et qui découle naturellement de l'attrait culturel et politique d'un pays. Cela le distingue notamment de la diplomatie publique, qui est plutôt une activité de communication. L'auteur soutient aussi que la volonté des gouvernements de faire du *soft power* un objet de stratégie tend à créer un déficit de crédibilité, puisqu'elle crée une ingérence politique dans des dynamiques d'attraction qui pourraient émerger « naturellement » des qualités inhérentes à la culture, aux valeurs ou à la politique d'un pays.

Une analyse plus englobante et plutôt originale de l'appropriation du concept à travers différents pays vient de Jiang (2016). L'auteur situe le concept de *soft power* dans les débats sur la relation entre le pouvoir et la culture, et démontre que le repositionnement d'un pays dans la structure internationale implique de défier les paradigmes discursifs sur la culture existants. Dans le cas de la Chine, l'auteur observe deux tendances fortes : d'une part, la focalisation sur la dimension culturelle du *soft power*, et d'autre part, une approche révisionniste, qui consiste à diffuser un récit inédit sur l'histoire des relations internationales et sur l'émergence d'un nouvel ordre mondial.

1.1.3.2. *Le sharp power*

Face à la confusion conceptuelle relative au *soft power* et constatant qu'il existe de nouvelles formes d'influence plus agressives qui sont invisibilisées par les approches dominantes en relations internationales, Walker et Ludwig (2017) ont proposé un nouveau concept : celui du *sharp power*. Leur travail est plutôt *policy-oriented*, les auteur.es ont cherché à tirer les sonnettes d'alarme sur un phénomène ignoré jusque-là et à produire un cadre d'analyse qui permettrait aux décideur.es politiques et aux chercheur.es d'identifier de potentielles stratégies de contre-influence. Dans un article publié en 2017 dans *Foreign Affairs*, iels résument le rapport présenté au *National Endowment for Democracy* aux E.U., et expliquent que le *sharp power* correspond aux efforts d'influence qui

« percent, pénètrent, ou perforent l'environnement politique et informationnel des pays ciblés »¹⁴. Le concept s'applique spécifiquement aux tentatives d'influence venant de régimes autoritaires, dont la Chine et la Russie sont les exemples principaux, envers les pays démocratiques. Les auteur.es insistent sur le fait que ces activités ne relèvent ni du *soft power* ni d'une offensive de charme, puisqu'elles ne représentent pas une attraction inoffensive. Elles sont plutôt une ingérence maligne et agressive qui vise à saper les institutions démocratiques, en exploitant leurs faiblesses. Iels notent également que, dans le cas de la Chine et de la Russie, leurs actions à l'étranger ont pour corollaire un blocage de toute influence externe, y compris culturelle, dans leur propre espace domestique. Dans un article publié en 2018, Walker explique que les activités de *sharp power* représentent « une approche aux affaires internationales qui impliquent habituellement des efforts de censure, ou l'utilisation de la manipulation pour saper l'intégrité des institutions indépendantes » (p. 11). Il identifie quatre domaines qui sont particulièrement vulnérables à cette approche : les domaines culturel, académique, médiatique et de la publication. Bien que la Russie et la Chine soient les deux exemples principaux de son analyse, l'article de Walker sous-entend que le concept de *sharp power* s'applique à tout régime autoritaire. De même qu'il ne distingue pas, avec Ludwig, entre différents types de pays démocratiques, Walker adopte une lecture englobante des régimes autoritaires, sans tenir compte des spécificités qui différencient les régimes autoritaires entre eux, ni de la question de la puissance des États concernés.

En Occident, le concept de *sharp power* s'est rapidement diffusé dans les cercles académiques, médiatiques et politiques. On peut mentionner le travail de Cole (2018) qui commence par établir une distinction claire entre ce qui relève du *soft power* et ce qui relève des « opérations de guerre politique » (p. 10). Proche de ce qu'on retrouve chez Cao (2014) et Rawnsley (2012), Cole (2018) définit le *soft power* comme des efforts de projection culturelle et médiatique qui résultent d'une « excroissance plus naturelle de l'image d'un pays et des retombées sur son influence culturelle, institutionnelle et même idéologique » (p. 10). Il place du côté des « opérations de guerre politique » ce qui relève de l'influence stratégique et qui, venant d'un État autoritaire, vise à fragiliser les démocraties à l'étranger. Comme chez Walker et Ludwig, il y a une distinction entre l'influence par l'attraction et l'influence par l'ingérence, soit « la cooptation, la corruption, l'incitation, la désinformation, la censure et la propagande » (Cole, 2018, p. 4). Lincot (2019) utilise aussi le concept de *sharp power* pour analyser les nouveaux modes d'utilisation de la culture dans les initiatives diplomatiques de la Chine. Il argumente que ces efforts sont subordonnés en premier lieu

¹⁴ Christopher Walker et Jessica Ludwig, « The Meaning of Sharp Power: How Authoritarian States Project Influence », *Foreign Affairs*, 16 novembre 2017, <https://www.foreignaffairs.com/articles/china/2017-11-16/meaning-sharp-power>

aux objectifs de développement économique du pays et qu'ils s'insèrent dans un projet de révision de la gouvernance globale, idée qu'on retrouve chez Jiang (2016) et Cole (2018).

En outre, la définition qu'en donne Lincot (2019), par exemple, est bien plus large que celle de Walker et Ludwig. En effet, le *sharp power* n'a pas échappé aux ré-interprétations et semble vivre un effet de mode qui le rend à la fois très présent et très creux dans le débat public, comme le voit dans l'utilisation qu'en font Brown et Cheng (2012) et Read (2019). Face à cela, Shao (2019) propose une évaluation critique du concept, en regardant du côté de la politique étrangère chinoise. L'auteur fait état de quatre limites qui, selon lui, le rendent moins pertinent et opérable pour analyser l'expansion de l'influence chinoise que ne sont les approches des récits stratégiques et de la diffusion de normes. Selon Shao, le concept de *sharp power* souffre de quatre déficits : **1)** un manque de frontière claire avec les concepts de *soft power* et *hard power*, **2)** un manque d'innovation par rapport au concept de *smart power* aussi proposé par Nye, **3)** un manque d'objectivité lié au contexte politisé d'émergence du concept, qui le rapproche de la « théorie de la menace chinoise », et **4)** un manque d'opérabilité pour les décideur.es politiques, dont les stratégies de contre-influence seraient restreintes dès lors que les jeux d'influence sont réduits à un affrontement entre démocratie libérale et autoritarisme. Shao lie ces faiblesses à des biais occidentalo-centrés qui empêchent les chercheur.es d'adopter d'autres outils d'analyse et réponses politiques plus appropriés. Toutefois, lorsqu'il s'agit de commenter les limites de l'expansion d'influence chinoise dans les pays démocratiques, l'auteur se contente de mobiliser des exemples occidentaux, excluant ainsi les démocraties non-occidentales de l'analyse. Il aurait été pertinent pour l'auteur de tourner son regard critique vers le problème des catégories englobantes utilisées par Walker et Ludwig pour distinguer les régimes démocratiques des régimes autoritaires. Dans l'ensemble, peu d'attention est portée aux contextes de réception, ce qui peut amener une lecture monolithique et simplificatrice de la façon dont les stratégies d'influence sont conçues et mises en œuvre.

1.1.4. Thème 2 : le Travail de Front Uni

Une autre branche de la littérature académique portant sur les opérations d'influence de la RPC concerne le sujet du « Travail de Front Uni » ou de la « politique de Front Uni ». Dans l'ouvrage *The Struggle for Democracy in Mainland China, Taiwan and Hong Kong: Sharp Power and Its Discontent*, Fulda (2019) trace un lien entre cette politique et le *sharp power*. Il invite le/a lecteur.e à voir le *sharp power* comme une extension de la méthode du Front Uni, argumentant que les opérations d'influence qui « percent, pénètrent, ou perforent l'environnement politique et informationnel des

pays ciblés »¹⁵ suivent le modus operandi d'une politique qui n'est pas nouvelle, mais qui a été perfectionnée et renforcée. Cette association fort pertinente n'apparaît pas dans d'autres travaux, parmi le corpus sélectionné.

Les travaux en question se distinguent les uns des autres par rapport à la facette du Front Uni qui est mise au centre de l'analyse. Certain.es auteur.es se concentrent sur le contenu idéologique (Hetmanczyk, 2015; Yoshihara, 2020), d'autres examinent plutôt les stratégies et les mesures qui en découlent (Lam et Lam, 2013; Groot, 2019). L'approche la plus récurrente consiste à analyser ce système par le biais de la structure institutionnelle qui l'encadre (Chang KM, 2018; Suzuki, 2019; Wang R., 2019), comme c'est le cas de Groot (2012, 2017, 2018 et 2019), Brady (2017[b]) et Joske (2019 et 2020). On peut aussi citer le travail de Lo, Hung et Loo (2019), qui a la particularité d'adopter une lecture historique.

Avant de prolonger la revue de la littérature sur ce sujet, quelques précisions s'imposent. De façon synthétique, Ashiwa et Wank (2020) définissent le Front Uni comme une « *stratégie mise au point dans les années 1930 pour identifier et coopter les personnes d'influence dans les groupes non-liés au PCC* », de sorte à les faire travailler pour les objectifs du PCC (p. 3). Incorporé au portfolio stratégique du PCC dans les années 1930, le concept a été adapté de façon à devenir compatible avec « *les circonstances et la culture chinoises* » (Brady, 2017[b], p. 3) et à pouvoir être mobilisé par le Parti dans sa politique intérieure et étrangère. Pour Yoshihara (2020), telle qu'elle est mise en œuvre par le Département du Travail de Front Uni sous l'autorité du PCC, la politique de Front Uni chinois consiste à « *se lier d'amitié avec, attirer, influencer, surveiller, infiltrer, coopter et contrôler* » (p. 234) le plus d'éléments possibles de la société chinoise et internationale, dans le but « *d'étouffer la dissidence et de renforcer la cohésion sociale* » (ibid.). Ngeow (2019) décrit le travail de Front Uni de la RPC comme un « *système de travail politique complexe conçu pour que les communistes chinois gagnent l'amitié et le soutien des non-communistes (principalement à l'intérieur de la Chine, mais occasionnellement il s'aventure aussi en dehors de la Chine, dont le but est de s'unir avec toute force avec laquelle il est possible de s'unir (d'où le nom Front Uni)* » (p. 82). Le Front Uni est donc une stratégie conçue et mise en œuvre par le PCC, idéologiquement motivée, infusant un large ensemble de politiques et déployable dans l'espace domestique et international.

Deux auteur.es mettent en avant la dimension idéologique du travail de Front Uni en ce qui concerne la religion. Pour comprendre la politique religieuse chinoise, Hetmanczyk (2015) propose de s'intéresser au processus d'intégration de la religion à l'idéologie du PCC, qui a impliqué deux

¹⁵ « The Meaning of Sharp Power: How Authoritarian States Project Influence », 16 novembre 2017.

formes de reconstruction idéologique : d'une part, une révision de l'approche du Front Uni pour l'étendre à l'espace religieux et d'autre part, une réévaluation du concept de « superstition » pour extraire ce qui, dans la religion, peut contribuer au nationalisme et au patriotisme culturel. Hetmanczyk (2015) argumente aussi que l'incohérence institutionnelle qu'on observe à ce sujet est une « *stratégie délibérément adoptée* » (p. 182) par le PCC et ses comités décentralisés, afin de conserver une marge de manœuvre dans leur gestion de la religion. Il s'agit là de la même logique d'action politique que Zeng (2019, 2020) constate du côté des slogans politiques.

Dans une approche *policy-oriented*, Yoshihara (2020) décrit et mesure la portée du travail de Front Uni, qu'il qualifie de « *guerre politique à caractéristiques chinoises* » (p. 231). Tout en identifiant des évolutions dans les dernières décennies, l'auteur met en exergue la continuité dans les idées, la logique générale et les objectifs de cette politique. Il soutient qu'on ne peut pas comprendre le travail de Front Uni et développer des contre-stratégies efficaces sans analyser les actions de l'État chinois par le biais de la perspective du PCC, sans voir le monde comme il le fait et sans employer son vocabulaire. Yoshihara insiste sur le fait que le Parti voit le monde avec des lunettes idéologiques, ce qui impacte sa politique de Front Uni. Selon lui, la vision du monde que Xi Jinping a infusée dans le Travail de Front Uni est particulièrement marqué par des « *termes idéologiques tranchants* » (Yoshihara, 2020, p. 239).

La dimension idéologique du Front Uni est présente dans l'analyse de Lam et Lam (2013) sur l'évolution des normes et des valeurs propagées par l'État chinois pour influencer la société civile dans le cas de Hong Kong. Leur travail porte essentiellement sur les mesures mises en œuvre, et attire l'attention sur la différence entre l'approche politique qui est apparue plus récemment et le modèle corporatiste des années 1990, sous Jiang Zemin. Selon Lam et Lam, l'approche qu'on retrouve sous Xi Jinping comprend cinq grandes stratégies : l'intégration, la cooptation, la collaboration, l'endiguement et la dénonciation. Leur travail part d'une interrogation sur l'évolution de l'idéologie motivant ces stratégies, et constate le passage d'une promotion du consensus et de l'harmonie vers la promotion du patriotisme et de valeurs cultivant l'obéissance civile. Les auteur.es considèrent aussi qu'il faut regarder du côté des moyens employés pour trouver comprendre les changements idéologiques.

C'est ce que fait Groot (2019) dans un article sur la politique de Front Uni à l'étranger, en prenant appui sur le cas de l'Australie. Groot constate qu'il y a eu un « tournant assimilationniste » dans la politique de Front Uni et que cette évolution est le résultat d'une accentuation du travail idéologique sous le leadership de Xi, comme l'indique aussi Yoshihara (2020). À l'instar de Lam et

Lam (2013), Groot invite à analyser la situation en portant le regard sur des activités concrètes, dont il couvre une très grande variété. Son analyse montre que le PCC est capable d'élaborer des stratégies de Front Uni flexibles et adaptées aux différents publics, et ainsi d'exercer une influence étendue et souvent discrète. Dans un article publié en 2012, Groot a aussi souligné l'importance des croyant.es et des minorités ethniques dans la politique de Front Uni du PCC, tout en expliquant que la cooptation des figures d'influence issues dans ces milieux n'est pas sans risque. Selon lui, elle peut les amener à perdre en légitimité auprès de leurs communautés si ces dernières considèrent que la connexion avec le groupe est affaiblie par le rapprochement avec le Parti et que ce sont les intérêts du Parti, et non les leurs, qu'ils défendent. Pour Groot, il s'agit là d'un dilemme que le PCC n'a pas encore résolu.

Dans son analyse publiée dans *China Brief* en 2017, Groot s'est intéressé aux réunions du PCC qui sont à l'origine des réformes importantes de 2015 et 2018. Il détermine que ces réunions ont amené le Parti à renforcer le Département du Travail de Front Uni par le biais d'une reconfiguration institutionnelle. Selon lui, ce changement reflète un recours plus prononcé à la logique de Front Uni dans l'espace domestique comme à l'étranger, étendant ainsi le système corporatiste de cooptation. Ses hypothèses ont été confirmées par l'élargissement de l'autorité du PCC dans des institutions clés du gouvernement, annoncée en mars 2018, à l'issue des rassemblements du Congrès National du Peuple et de la Conférence Consultative Politique du Peuple Chinois. Groot (2018) conclut à nouveau que le réagencement des institutions du gouvernement renforce le DTFU. Son travail sur le sujet du Front Uni est particulièrement utile pour rappeler que l'accaparement des pouvoirs gouvernementaux par le PCC n'est pas une conséquence inhérente au système d'État à parti unique, mais le résultat du succès de diverses stratégies de redistribution du pouvoir.

C'est aussi ce que montre les travaux d'Anne-Marie Brady, qui figurent parmi les références les plus citées dans la littérature académique sur la politique de Front Uni. Brady (2015, 2017[a]) s'est d'abord intéressée au sujet de la propagande en RPC, puis au sujet du travail de Front Uni, que Xi Jinping qualifie d'« arme magique » du PCC. Dans « Magic Weapons, China's Political Influence Activities under Xi Jinping » (Brady, 2017[b]), elle examine les activités d'influence du PCC dans le domaine politique, en prenant la Nouvelle-Zélande comme cas d'étude. Pour cela, elle commence par décrire le rôle que le Parti joue dans la politique étrangère chinoise, au travers de plusieurs institutions qui sont responsables d'affaires connexes à celles de la politique étrangère. Comme Groot, Brady insiste sur le fait que le pouvoir du PCC dans le gouvernement de la RPC ne doit pas être pris pour acquis. Dans l'article « New Zealand and the CCP's 'Magic Weapons' » (Brady, 2018), elle démontre que la résurgence de pratiques et d'institutions anciennes du PCC et l'émergence de nouvelles tactiques sont le résultat d'un élargissement des objectifs de puissance sous le leadership de Xi

Jinping. Brady s'intéresse à deux stratégies plus particulièrement : **1)** la cooptation des « Chinois.es d'outre-mer » par le biais des figures d'influence issues des communautés d'origine chinoise, et **2)** la cooptation de leaders non-chinois.es dans les domaines politique, académique et informationnel. Tout en s'appuyant sur le cas de la Nouvelle-Zélande, Brady propose un modèle d'analyse applicable à d'autres pays, qui permettrait aux décideur.es politiques de mesurer l'ampleur des activités d'influence chinoise et de cibler juste dans leurs politiques de lutte. On peut voir un lien entre l'analyse de Brady et les analyses centrées le concept de *sharp power* en ce que, des deux côtés, il y a une forte préoccupation pour la démocratie.

Pour compléter le tableau présenté par Brady, qui est centré sur le domaine politique (et dans une moindre mesure sur le domaine académique et le domaine de l'information), il faut se référer au travail de Chang KM (2018) sur la religion. L'auteure commence par relever les efforts entrepris par le PCC pour reconfigurer le système de travail de Front Uni dans le domaine des affaires religieuses et accroître son pouvoir sur les religions reconnues par l'État. Pour comprendre ces efforts, ainsi que la politique de « sinisation » des religions promue par Xi, l'auteure analyse deux éléments : **1)** le discours officiel sur « l'écologie religieuse » de la RPC diffusé à travers différentes conférences politique et académique, et **2)** l'évolution de la régulation religieuse mise en place par l'État central, impactant le rôle des institutions politiques et religieuses. Sur ce dernier point, Chang (2018) constate que la politique de Xi consiste à « *mettre du vieux vin dans de nouvelles bouteilles* » (p. 43). Selon elle, la sinisation des religions, censée contribuer à la revitalisation de la culture chinoise, s'est faite sans une révision suffisante de la structure réglementaire et du système bureaucratique. Ainsi, malgré des innovations dans le discours et les textes de régulation, la matrice institutionnelle n'est pas encore adaptée aux ambitions du PCC. Or, depuis la publication de cet article, le système a fait l'objet de réformes.

Pour savoir ce qu'elles ont impliqué, il faut se tourner vers des travaux plus récents. Publié en 2019, l'ouvrage *Resistance Under Communist China: Religious Protesters, Advocates and Opportunists* de Wang R. comprend un chapitre sur le travail de Front Uni menés par les institutions responsables des affaires religieuses. L'auteur y fait aussi état de la rigidité institutionnelle du système, qui n'a pas fondamentalement changé depuis que le PCC a chargé le DTFU de veiller sur les affaires religieuses en 1953. Wang R. indique que les réformes de 2018 n'ont fait que renforcer cette tendance, comme l'illustre l'absorption officielle de l'Administration d'État pour les Affaires Religieuses dans le DTFU. Son analyse démontre aussi qu'en dépit de (et parfois en réponse à) la rigidité des institutions, le discours sur la liberté religieuse est une source de flexibilité pour le PCC, lui permettant d'ouvrir son champ d'action et de faire preuve de pragmatisme.

Comme Yoshihara (2020), Wang R. prend en compte les réformes d'octobre 2018, mais elles n'occupent pas une place centrale dans son analyse. Joske (2019), en revanche, leur a dédié un article publié dans un numéro spécial de *China Brief* sur « les opérations de Front Uni de la Chine à travers le monde ». L'auteur attire l'attention sur le fait que la recherche provenant de l'Occident a tendance à sous-évaluer le travail de Front Uni et DTFU, voire à négliger le sujet entièrement. Pour mettre en lumière leur prééminence dans la politique du régime chinois sous le leadership de Xi, il analyse la reconfiguration institutionnelle du DTFU amenée par les réformes de 2015 et 2018. Selon lui, deux dynamiques sont à considérer : **1)** le repositionnement du département dans le système institutionnel du PCC, et **2)** sa restructuration interne. Joske conclut que les réformes induisent un renforcement du travail de Front Uni dans les domaines des affaires ethniques, religieuses et concernant les Chinois.es d'outre-mer, et donc une volonté accrue du Parti d'exercer une influence auprès de ces publics.

L'article de Suzuki (2019), aussi, est pertinent pour comprendre la signification des dernières réformes. Son analyse est basée sur une description précise de la structure institutionnelle mise en place par le PCC, et met en lumière les objectifs et les méthodes du travail de Front Uni. L'auteur démontre que les activités d'influence qui sont perçues par certain.es comme l'exercice d'un nouveau type de pouvoir n'ont rien de très nouveau, puisqu'elles sont le produit d'une approche adoptée sous le régime de Mao. Selon Suzuki, le rôle du Département du Travail de Front Uni est double : d'un côté, il doit faire de la propagande, manipuler l'opinion publique et distribuer de façon délibérée de l'information fausse dans le cyberspace, et d'un autre côté, il doit coopter des politicien.nes, personnes d'affaires et leaders d'opinion. Cela correspond bien à ce que décrivent Walter et Ludwig (2017) et pourrait justifier l'utilisation du concept de *sharp power*, mais Suzuki argumente que cette approche peut amener à sous-estimer la politique de Front Uni et la continuité des stratégies d'influence adoptées par le PCC.

Une autre lecture du travail de Front Uni dans les affaires religieuses est celle de Lo, Hung et Loo (2019) dans un chapitre de *China's New United Front Work in Hong-Kong*. Il s'agit d'une analyse historique, centrée sur les acteur.es du Front Uni, tant ceux qui en sont responsables que ceux qui en sont les cibles. En ce qui concerne les bouddhistes, les auteur.es prennent le cas du temple Po Lin pour décrire un processus de cooptation étalé sur plusieurs décennies et résultant de la médiation entre des leaders bouddhistes et des responsables politiques. Ce cas montre la continuité dans le travail de Front Uni, non seulement en ce qu'il existe depuis longtemps, mais aussi parce qu'il est en soi une affaire d'influence sur le long terme. Les observations de Lo, Hung et Loo ont aussi pour intérêt de mettre en évidence les stratégies de négociation venant de différent.es acteur.es, dont le rôle varie tout au long du processus de cooptation.

Comme l'ont mis en évidence certain.es des auteur.es cité.es (Brady, 2017[b]; Groot, 2019; Joske, 2020), le Travail de Front Uni visant des publics étrangers est devenu une priorité du gouvernement chinois depuis que Xi Jinping est arrivé au pouvoir. Aujourd'hui, la partie émergée de ces efforts de cooptation et d'influence prend le nom de « diplomatie publique à caractéristiques chinoises » dans le discours officiel. Pour comprendre où se situent les stratégies de rapprochement visant les publics bouddhistes d'Asie du Sud-Est et pour comprendre la pertinence du concept de « diplomatie bouddhiste », il est indispensable de regarder du côté des travaux qui étudient le modèle diplomatique revendiqué et employé par Pékin. Comme l'analyse suivante le montrera, la question des nouvelles approches diplomatiques est étroitement liée au concept de *soft power*.

1.1.5. Thème 3 : vers une diplomatie non-conventionnelle

1.1.5.1. La diplomatie publique

Parmi les ouvrages sur le modèle chinois de diplomatie publique, *China's Public Diplomacy* de d'Hooghe (2015) est un incontournable qui s'adresse aux chercheur.es comme aux responsables politiques. Dans le chapitre sur le cadre d'analyse, l'auteure définit les liens entre la diplomatie publique, le *soft power* et la propagande. Selon elle, la diplomatie publique est « *un outil qui peut manier ou générer du soft power, en liant des ressources de soft power à des résultats souhaités* » (p.24). D'une part, elle précise qu'il ne faut pas confondre les sources du *soft power*, comme la culture ou une économie prospère, avec le *soft power* lui-même. D'autre part, d'Hooghe clarifie le lien entre la diplomatie publique et la propagande. Elle concède qu'une lecture neutre de la propagande, où celle-ci est une technique de communication qui peut être positive comme négative, peut chevaucher avec l'idée de diplomatie publique. Toutefois, elle renvoie à l'approche de Melissen (2005) pour distinguer les deux objets en se basant sur le sens de la communication : alors que la propagande est essentiellement une activité de communication à un sens, la diplomatie publique est plutôt une activité de communication à deux sens, par laquelle l'acteur.e qui communique se plie aussi à l'exercice d'écouter le public qu'il cherche à influencer de sorte à gagner son soutien. Autre pilier de son cadre d'analyse, d'Hooghe distingue trois branches au sein de la diplomatie publique : la diplomatie culturelle, la diplomatie citoyenne et la communication stratégique. Cette perspective place donc la diplomatie culturelle au sein de la diplomatie publique, comme le font d'autres auteur.es (Barr, 2015; Liu, 2020).

À l'instar de d'Hooghe, Zhao (2016, 2019) propose de voir la diplomatie publique comme une activité de communication à deux sens et un exercice relationnel. Pour lui, il s'agit d'une « diplomatie intersociale ». Dans le cas de la RPC, Zhao souligne que sa diplomatie publique est un

modèle nouveau et unique qui a vocation à servir d'exemple aux grandes puissances et aux puissances en devenir. L'auteur en énumère trois fonctions principales : **1)** faire du lobbying pour des nouvelles idées, des nouveaux principes directeurs pour les relations entre États, **2)** exercer un rôle de leader d'opinion, et **3)** exercer un rôle de concepteur d'institutions. Cette perspective renvoie à la notion de « pouvoir normatif » que Shao (2019) énumère parmi les trois voies de l'expansion d'influence en relations internationales. Zhao insiste aussi sur le rôle accru des citoyen.nes dans la diplomatie publique « à caractéristiques chinoises » et propose une explication culturaliste au fait de renvoyer le terme « public » au gouvernement plutôt qu'à la société civile dans le cas de la Chine. Somme toute, son travail prouve que la diplomatie publique chinoise demeure une affaire d'État, d'une part parce que ses objectifs sont subordonnés aux intérêts de l'État, et d'autre part, parce que « *le modèle de diplomatie publique de la Chine est fondamentalement une diplomatie de parti menée par le PCC* » (Zhao, 2019, p. 18). Malgré une analyse poussée et nuancée par certains aspects, l'approche de Zhao pourrait être davantage critique et aurait pu considérer plus sérieusement l'écart qui peut exister entre le discours du PCC et ses actions relevant de la diplomatie publique, comme le fait d'Hooghe (2015). En effet, Zhao reste parfois trop proche du discours officiel, ce qui brouille les frontières entre son point de vue et celui des acteur.es étudié.es.

1.1.5.2. *La diplomatie culturelle*

Un exemple de travail sur les relations entre la diplomatie culturelle et le *soft power* dans le cas de la RPC est un article de Lai (2012), dans lequel il explore l'origine et l'impact de nouvelles stratégies de la diplomatie culturelle chinoise qui émergent au début des années 2000. L'article traite en premier lieu du débat sur le *soft power* en Chine et de la diffusion d'une interprétation valorisant la culture comme instrument de ce pouvoir. En deuxième lieu, Lai décrit les différentes stratégies de la diplomatie culturelle découlant de cette perspective qui ont été mises en œuvre à travers le monde (même si les exemples de l'auteur concernent principalement les États-Unis et l'Europe). En troisième lieu, l'auteur commente l'impact des initiatives chinoises, tel que mesuré par un sondage réalisé en 2008 par le Conseil de Chicago sur les Affaires Globales et l'Institut d'Asie de l'Est de Corée du Sud, et les données du Centre de Recherche Pew. Dans son article, Lai souligne l'importance des Instituts Confucius (IC) dans la promotion de la langue et des études chinoises. Il les place dans une catégorie distincte des autres efforts de promotion de la culture chinoise, dont fait partie la promotion des religions chinoises (le bouddhisme inclus). Or, Lai ne trace pas de lien entre les IC et le confucianisme. D'après cette catégorisation, l'auteur considère d'une part, que les IC n'ont pas de connotation religieuse et d'autre part, que la promotion des religions dans la diplomatie chinoise est une affaire de culture. Ces deux points me semblent essentiels pour comprendre les mécanismes qu'on

retrouve dans la diplomatie bouddhiste, qui sont conditionnés à la fois par la politique religieuse du PCC et la mise en valeur de la dimension culturelle du bouddhisme dans sa politique étrangère.

Les Instituts Confucius occupent aussi une place importante dans l'article de Barr (2015) sur la diplomatie culturelle chinoise. L'auteur attire l'attention sur le fait que cette diplomatie n'est ni nouvelle ni surprenante, si l'on prête attention à l'histoire politique de la Chine et du PCC. Dans le cas des IC, il note toutefois que cette conclusion n'est valable que si l'on considère que ces instituts ont quelque chose à voir avec un renouveau du confucianisme. Cette idée est certes revendiquée par le gouvernement chinois, mais elle ne fait pas consensus (comme on l'a vu avec Lai) et elle mérite de faire l'objet d'un examen plus critique. Sur le plan conceptuel, Barr opère une distinction entre le *soft power*, la diplomatie publique et la diplomatie culturelle. Il emprunte une définition de la diplomatie culturelle à Cummings (2003) et décrit le *soft power* en reprenant une définition donnée par Nye (2005, 2011), qu'il met en contraste avec le *hard power*. Selon Barr, la diplomatie culturelle est un exemple, et donc une partie, de la diplomatie publique. Ces précisions sont importantes, mais il aurait aussi été pertinent d'inclure une explication de la relation entre la diplomatie et le *soft power*, pour résoudre le problème du flou conceptuel que l'auteur déplore et qu'il considère comme étant la raison pour laquelle « *la diplomatie culturelle, la diplomatie publique et le soft power ne sont pas des concepts qui ont beaucoup de résonance auprès des spécialistes en relations internationales* » (Barr, 2015, p. 182). Cette affirmation est d'ailleurs assez surprenante compte tenu de la quantité de commentaires académiques, médiatiques et politiques, lisant les relations internationales à travers le prisme du *soft power*.

Chez Rawnsley, la relation entre le *soft power* et la diplomatie est abordée plus clairement. Dans un article sur l'approche chinoise à la diplomatie culturelle, Rawnsley (2021) insiste, comme d'Hooghe, sur la différence entre les deux objets. Selon lui, il est impératif de voir le *soft power* comme une ressource, et non comme un instrument qu'un.e acteur.e peut manier stratégiquement. En revanche, il invite à considérer la diplomatie comme un instrument de pouvoir. En outre, contrairement à d'Hooghe, Rawnsley traite la diplomatie publique et la diplomatie culturelle comme deux types de diplomatie à part entière qui appartiennent aux activités de communication, au même titre que les relations culturelles. d'Hooghe et Rawnsley se réfèrent pourtant tous deux aux travaux de Cummings (2003) pour définir la diplomatie culturelle comme « *l'échange d'idées, d'information, d'art, et autres aspects de la culture entre des nations et leurs peuples de sorte à favoriser la compréhension mutuelle* » (2021, p. 1, aussi cité par Barr, 2015, p. 181; Zamorano, 2016, p. 169). Dans le prolongement de ses travaux précédents, Rawnsley explique aussi que l'approche chinoise au *soft power* ne permet pas aux dirigeant.es de concevoir la dissonance entre la réception positive

aux activités de communication chinoise (dont les activités de projection culturelle) qui suscitent une familiarité voire une certaine attraction envers la Chine, et la désapprobation envers sa politique étrangère et domestique. Selon l'auteur, l'approche chinoise à la diplomatie culturelle met l'État chinois face à un dilemme de crédibilité.

Dans leur étude de la politique de diplomatie culturelle chinoise en Malaisie sous le gouvernement du Premier Ministre Najib Razak (2015-2018), Hrubý et Petrů (2019) suivent le cadre d'analyse proposé par d'Hooghe. La diplomatie culturelle est donc traitée comme une des trois catégories de la diplomatie publique et comme un moyen d'utiliser et/ou d'accroître le *soft power*. Comme le fait Laliberté (2012) au sujet du *soft power*, les auteur.es suggèrent que la mise en œuvre de la diplomatie culturelle dépend non seulement de la vision qu'un.e acteur.e a de la culture et des objectifs qu'il poursuit, mais aussi des contraintes structurelles et des intérêts s'imposant aux publics ciblés. Dans le cas de la Malaisie, il s'agit principalement de l'existence d'une communauté d'origine chinoise qui est en position de force sur le plan économique, mais parfois en une position de faiblesse sur le plan politique. Cette situation conditionne la pertinence et l'efficacité des stratégies d'accroissement du *soft power* chinois. Une force de l'analyse de Hrubý et Petrů est de reconnaître l'agentivité des communautés d'héritage et de culture chinoises. Leur lecture laisse une place à l'ambiguïté et rend compte des divers rôles que les communautés d'origine chinois peuvent jouer dans la construction de relations avec la société civile chinoise et le régime chinois.

1.1.5.3. *La diplomatie religieuse*

Dans la littérature sur la diplomatie religieuse contemporaine de la Chine, une des contributions les plus citées est un article de Zhang J. (2013), dans lequel il explore en premier lieu la longue tradition derrière la « diplomatie de la foi ». Il se plonge dans l'histoire chinoise pour rendre compte de deux formes d'échanges entre les bouddhistes de Chine et les bouddhistes des pays environnants : il s'agit d'un côté d'échanges mandatés par les autorités politiques et de l'autre côté, d'initiatives non-officielles qui pourraient aujourd'hui être qualifiées de « diplomatie entre les peuples ». En deuxième lieu, Zhang J. explique que le renouveau contemporain de la diplomatie de la foi en Chine est le produit d'une « *campagne de soft power du gouvernement chinois* » (2013, p. 82), sans expliquer davantage comment ces deux objets s'articulent selon lui. L'auteur compare ensuite les initiatives diplomatiques du gouvernement chinois impliquant les cinq religions reconnues par la Constitution chinoise¹⁶. Bien qu'il ne soit pas considéré par l'État comme une religion, Zhang

¹⁶ Il est important de noter que l'État chinois différencie le protestantisme et le catholicisme comme deux religions distinctes, alors que Zhang J. les regroupe sous la catégorie du christianisme.

J. ajoute le cas du confucianisme, qu'il illustre par l'initiative des IC (comme le fait Barr, 2015). Dans la perspective de Zhang J., le fait que le PCC ait repris le concept d'harmonie dans deux slogans majeurs est un indicateur de la promotion des valeurs confucéennes. Ce raisonnement ne semble pas tenir compte du fait que le concept d'harmonie est aussi très présent dans la pensée bouddhiste (et taoïste), et ne s'appuie sur aucune preuve de la promotion du confucianisme dans l'initiative des IC, outre le fait de se servir du nom du penseur.

Si Zhang J. invite à considérer la continuité dans la diplomatie religieuse de la RPC à l'échelle de l'histoire longue de la Chine, Ngeow (2019) et Xu (2015) s'intéressent davantage à ce qui fait la nouveauté de la diplomatie religieuse sous Xi Jinping. Ngeow (2019) insiste sur les nouveautés de la diplomatie *people-to-people*, et Xu (2015) explique que les faiblesses de l'actuelle utilisation de la religion dans la diplomatie publique de la Chine viennent du fait que cette pratique soit récente en Chine. Pour Ngeow (2019), la diplomatie religieuse est une dimension sous-explorée de la recherche sur les nouveaux outils diplomatiques de la RPC. Il choisit le cas d'un des projets de développement du gouvernement de Xi Jinping, la *Belt and Road Initiative*, pour démontrer comment la religion est instrumentalisée dans la diplomatie publique chinoise, au nom d'une « diplomatie entre les peuples ». L'auteur n'associe pas explicitement la diplomatie religieuse à la diplomatie culturelle, mais il décrit en quoi la religion est une affaire de culture du point de vue des décideur.es politiques chinois.es, quand il est question de promouvoir la culture chinoise à l'international. Ngeow propose aussi un point de distinction entre la diplomatie publique et la « diplomatie entre les peuples » (*people-to-people*), la première correspondant aux interactions entre un gouvernement et une société, et la seconde correspondant aux interactions entre des sociétés. D'après cette lecture, la diplomatie religieuse pratiquée par l'État chinois serait un cas de diplomatie religieuse publique. Toutefois, l'auteur ne répond pas directement à la question de l'écart entre ce que l'État chinois fait et ce qu'il dit. Autrement dit, Ngeow ne discute pas de façon assez critique de la contradiction qui existe entre le fait revendiquer une approche *people-to-people* et le fait que l'autorité politique soit impliquée de près dans les échanges religieux.

Comme Ngeow (2019), Xu (2015) s'intéresse à l'utilisation de la religion comme outil de la diplomatie publique en Chine, qu'il qualifie de « diplomatie publique religieuse ». Dans son travail, la diplomatie publique fait partie des « *activités de promotion et de communication culturelle qui façonnent l'image nationale* » (Xu, 2015, p.17) dans l'espace domestique et à l'étranger. Adoptant une lecture fonctionnaliste, il porte son attention sur la structure organisationnelle derrière cette entreprise. Xu identifie trois acteur.es responsables de l'exécution de la diplomatie publique religieuse, dont les fonctions sont distinctes et interdépendantes. Son analyse du bas-vers-le-haut

commence par les groupes religieux chargés de mettre en œuvre les « programmes » de la diplomatie en question, au-dessus desquels se trouve le monde universitaire dont le rôle est d'analyser les politiques et de proposer des recommandations, et au sommet, les gouvernements (central et locaux) qui jouent le rôle de coordinateurs. Cette lecture met complètement de côté la fonction de la conception, puisqu'aucun des trois acteur.es ne semble être responsable des décisions créant les programmes. Elle donne également l'impression que les trois acteur.es sont sur un pied d'égalité, notamment parce qu'elle sous-évalue largement le rôle des gouvernements. Dans l'ensemble, cet article s'aligne sur la perspective de l'État central chinois. En effet, le regard critique ne porte que sur les faiblesses de la diplomatie en question, que l'auteur propose de remédier en renforçant la coordination entre les acteur.es et en investissant pleinement dans l'exploitation des ressources religieuses du pays. Il attribue d'ailleurs une grande partie de ces faiblesses au fait que l'utilisation de la religion dans la diplomatie est un phénomène plutôt récent. Néanmoins, il ne dit rien de la contradiction entre la promotion d'une image religieuse positive et les politiques sélectives et répressives du gouvernement. Comme le suggère Rawnsley, ce type de lecture est en lui-même un obstacle à l'attraction des publics étrangers envers la Chine.

1.1.5.4. La diplomatie bouddhiste

Les articles de Ngeow (2019), Xu (2015) et celui de Zhang J. (2013) portent sur la diplomatie religieuse dans son ensemble, mais d'après leurs observations, les initiatives concernant le bouddhisme sont particulièrement importantes pour l'État chinois. D'autres auteur.es se sont intéressés spécifiquement au cas du bouddhisme, certain.es utilisant explicitement le concept de « diplomatie bouddhiste ». On peut distinguer dans ce corps de la littérature trois échelles de lecture : certain.es auteur.es s'intéressent à la portée globale de la diplomatie bouddhiste, d'autres interrogent des relations bilatérales, et d'autres encore se concentrent sur un type d'initiative.

Avant son article sur la « diplomatie de la foi » en 2013, Zhang J. publie un article sur la diplomatie bouddhiste, en 2012. La première partie est dédiée à un retour sur l'histoire de l'approche diplomatique grâce à laquelle le bouddhisme s'est propagé, du temps de Bouddha Siddharta Gautama jusqu'à nos jours. Pour ce qui est de la situation contemporaine, l'auteur adopte une lecture globale en comparant les initiatives diplomatiques venant de cinq pays (la Chine, l'Inde, le Japon, la Corée du Sud et les États-Unis), et celles venant du Dalaï-Lama (pour ne pas dire celles du Tibet). Zhang J. explore cinq cas asiatiques pour suivre le processus d'expansion du bouddhisme de l'Inde vers l'Est. Il y ajoute le cas des É.U. en raison du soutien que ce pays apporte à la stratégie du Dalaï Lama, ce qui me semble un motif insuffisant pour le comparer à des acteur.es qui ont leur propre stratégie

d'instrumentalisation du bouddhisme. De plus, l'auteur rassemble une très large variété d'activités dans la catégorie de « diplomatie bouddhiste » (en réalité, toute forme d'échanges transnationaux et de contacts entre bouddhisme et politique), sans en proposer une définition claire. Malgré ces faiblesses, cet article est une référence très citée dans la littérature académique.

Une autre référence majeure est un article succinct et très complet écrit par Angelskär (2013) sur la diplomatie bouddhiste mise en œuvre par le PCC, à l'échelle globale. Un des intérêts de ce travail est de mettre en avant le contexte domestique qui a amené un parti athéiste à reconsidérer l'utilité politique de la religion au point d'en faire un outil de sa politique d'influence. Angelskär explique que, dans le cas du bouddhisme, le raisonnement du PCC repose aussi sur le fait que cette religion représente une « force sociale » en Chine, non seulement en termes de population croyante et de son poids économique, social et moral, mais aussi en termes de compatibilité avec certains grands objectifs du PCC. L'auteure fait référence, par exemple, à la reconstruction d'une identité nationale autour de la culture traditionnelle chinoise et à la projection d'une image positive de la Chine à l'extérieur. Elle postule que la diplomatie bouddhiste est un véhicule de la promotion du *soft power* chinois, tournée vers l'espace domestique comme international. La faiblesse de cette analyse est de ne pas proposer de définition ou de discussion du concept de *soft power*.

On retrouve une perspective similaire chez Ponka, Dzhanayeva et Zhao (2017) qui explorent toutefois plus amplement le lien entre la diplomatie bouddhiste et le *soft power*. Pour démontrer en quoi le bouddhisme est une ressource du *soft power* chinois, les auteur.es établissent un parallélisme entre les principes du *soft power* définis par Nye et les principes qui constituent l'essence du bouddhisme, soit la non-violence et la recherche de consensus, de la paix et de l'harmonie. Selon eux, le bouddhisme est une ressource de *soft power*, parce qu'il promeut une approche non-coercitive au pouvoir et une vision long-termiste de l'influence. Leur analyse laisse aussi comprendre que le *soft power* est une stratégie en soi, et non un résultat, ce qui les rapproche de la perspective des dirigeants chinois (Rawnsley, 2012; Cao, 2014). Pourtant les auteur.es n'interrogent le point de vue de ces dirigeants qu'en ce qui concerne la relation entre la diplomatie bouddhiste et la diplomatie publique, mettant de côté la question de l'interprétation chinoise du *soft power*. En revanche, cet article a le mérite d'explorer en profondeur les relations entre le bouddhisme et le politique dans l'histoire ancienne et contemporaine de la Chine, pour mieux comprendre l'origine de la diplomatie bouddhiste telle qu'élaborée par le PCC et souligner l'impact de la politique domestique dans la politique étrangère.

Plus récemment, Chung (2022) a proposé un aperçu exhaustif de la diplomatie bouddhiste chinoise sous Xi Jinping, déployée à l'échelle globale. L'article en question interroge les objectifs de la stratégie, l'infrastructure institutionnelle qui en est responsable, les modalités d'exécution, les publics visés et leurs réactions. Chung y discute également de l'impact des efforts chinois, compte tenu de la posture athéiste du PCC. Comparé aux travaux cités précédemment, Chung est le seul à définir précisément le cadre théorique qu'il adopte. Celui-ci s'inspire du néoréalisme pour mettre en lumière la logique rationnelle et intéressée derrière l'utilisation du bouddhisme pour accroître le pouvoir et l'influence du PCC, et du constructivisme pour interroger les processus d'internationalisation des normes bouddhistes et de construction d'une identité nationale en RPC. De plus, l'auteur prend le temps d'expliquer le cadre conceptuel de l'analyse, en commençant par une définition de la diplomatie centrée sur les intérêts étatiques. Il précise que la promotion du bouddhisme, et non le bouddhisme lui-même (comme c'est le cas chez Ponka, Dzhanava et Zhao, 2017), est une source de *soft power*. Il explique également que, en Chine, la diplomatie bouddhiste est vue comme faisant partie de la diplomatie publique, puisqu'elle met directement en relation des organisations non-gouvernementales chinoises (principalement l'ABC) avec des publics étrangers. Cependant, Chung ne manque pas de rappeler que l'ABC est une ONG particulièrement subordonnée à l'autorité gouvernementale.

D'autres chercheur.es se sont davantage concentré.es sur les dynamiques de relations bilatérales. C'est le cas de Pallapothu (2021), qui propose une comparaison des activités de l'Inde et de la Chine, avec une attention plus prononcée sur le rôle du PCC dans la politique religieuse chinoise. Dans l'article en question, l'auteur.e alterne entre les termes de « diplomatie bouddhiste » et de « diplomatie du Dharma », ce dernier étant peut-être plus proche de la perspective des personnes bouddhistes impliquées. Par ailleurs, Pallapothu situe le sujet dans le cadre du *soft power* : dans son analyse, le bouddhisme est une source de *soft power* et la diplomatie bouddhiste en est un mécanisme. Elle qualifie aussi l'instrumentalisation diplomatique des reliques bouddhistes de « *déploiement du soft power bouddhiste* » (Pallapothu, 2021, p. 31). Dans la perspective de Pallapothu, donc, le *soft power* est un pouvoir qui peut être manié, ce qui est aussi la perspective de l'État chinois. Par ailleurs, on peut s'interroger sur le choix de l'auteur.e d'évaluer la crédibilité de la diplomatie bouddhiste en termes de sincérité, plutôt qu'en termes de cohérence entre l'image projetée et le comportement, comme le fait Rawnsley (2012). Cette analyse me semble d'autant plus bancal qu'elle amène Pallapothu à accorder un crédit de sincérité à l'Inde du simple fait de ne pas être dirigée par un parti autoritaire et athéiste, sans prendre en considération le potentiel impact de la montée du nationalisme hindouiste dans le pays. Pourtant, à l'instar de Scott (2016), il est possible de tenir compte de ce fait

et d'arriver à la même conclusion selon laquelle la diplomatie bouddhiste indienne a un avantage de crédibilité sur celle de la RPC.

Sans employer explicitement le terme de « diplomatie bouddhiste », Scott (2016) compare aussi l'utilisation du bouddhisme dans la « diplomatie de la foi » de l'Inde à celle de la Chine. Son approche repose sur « trois outils analytiques » : les concepts de *soft power*, de diplomatie publique et de diplomatie culturelle. L'auteur spécifie que la diplomatie publique est un « véhicule » ou un moyen par lequel un gouvernement peut obtenir du *soft power*, ce dernier étant alors un résultat et non pas une stratégie en soi (comme on le voit chez Ponka, Dzhanava et Zhao, 2017). Dans son travail, la diplomatie bouddhiste relève de la diplomatie culturelle, qui est, elle, un aspect de la diplomatie publique et qui se situe au croisement du *nation-branding* et des relations publiques. Pour ce qui est de mesurer le succès des politiques indiennes et chinoises, Scott conclut que, dans l'ensemble, l'Inde a plus de succès à l'égard des pays-tiers. Les résultats limités de la Chine sont attribués à l'incohérence entre sa stratégie de diplomatie bouddhiste, sa politique vis-à-vis du Tibet et de la mer de Chine méridionale, et le renforcement de l'orthodoxie du PCC, sous Hu Jintao et Xi Jinping. Du côté indien, selon Scott, Modi se montre plus convaincant, surtout parce que son parti est fondé sur une idéologie religieuse (contrairement au PCC) et qu'il a lui-même fait l'effort de présenter le bouddhisme comme une réforme tolérée de l'hindouisme. Scott prend donc en compte l'orientation politique du gouvernement indien et met en exergue l'importance de la construction de récits et d'images dans les approches indiennes et chinoises. Cependant, il aurait été intéressant d'évaluer davantage l'impact du discours de Modi rapprochant le bouddhisme et l'hindouisme, en Inde et à l'étranger. De même, il aurait été pertinent de souligner qu'il est paradoxal pour l'Inde d'agir en représentante du bouddhisme sur la scène internationale, alors que les bouddhistes ne représentent que 0,7% de sa population¹⁷, un fait qui ne risque pas d'échapper aux autres communautés bouddhistes. Si la comparaison entre l'approche de Modi et l'approche de Xi est nettement plus équilibrée et poussée chez Scott que chez Pallapothu (2021), certaines faiblesses du côté indien semblent ne pas susciter le même niveau d'attention que les faiblesses venant du côté chinois.

Une autre étude de l'utilisation du bouddhisme dans la diplomatie chinoise vient d'Asiwa et Wank (2020), qui interrogent la « *promotion globale du bouddhisme* » de l'État chinois. Cette politique ne représente pas à leurs yeux une diplomatie à part entière, mais un élément de la « diplomatie culturelle et linguistique » chinoise (p.1), qu'ils mettent en relation avec la diplomatie

¹⁷ « Religious Composition of India », Pew Research Center, 21 septembre 2021, <https://www.pewresearch.org/religion/2021/09/21/religious-composition-of-india/>

publique et la diplomatie « d'individu à individu »¹⁸. Selon Ashiwa et Wank, la projection du bouddhisme chinois à l'échelle globale est une politique du PCC qui « *opère comme du soft power et du sharp power* ». Dans cette perspective, le *soft power* est une stratégie, au même titre que le *sharp power*, plutôt qu'un résultat en soi. Les auteur.es justifient l'association au *sharp power* en expliquant que la promotion globale du bouddhisme est une « *opération qui a lieu à travers le système religieux d'État pour contrôler la religion et l'utiliser pour les objectifs domestiques et internationaux du PCC* » (Ashiwa et Wank, 2020, p. 2). On est ici assez loin de la définition de Walker et Ludwig, qui se réfèrent à des modes d'influence spécifiques et limitent leur concept aux cas d'influence des pays autoritaires envers des pays démocratiques. Ashiwa et Wank s'intéressent quant à elleux à la dimension globale de la promotion du bouddhisme, sans distinction entre les régimes concernés. En outre, il aurait été pertinent d'apporter une définition du *soft power* pour justifier en quoi le concept s'applique à la promotion globale du bouddhisme chinois. Cela aurait aussi facilité la distinction entre les aspects de cette politique qui relèvent du *soft power* et ceux relèvent du *sharp power*.

Jusque-là, je n'ai présenté que les travaux qui tiennent compte de l'ensemble des mesures et des initiatives qui peuvent être considérées comme appartenant à une forme de « diplomatie bouddhiste ». À cela s'ajoutent les études portant sur un aspect de cette diplomatie ou sur un type d'initiative en particulier. Singh et Wallis (2016), par exemple, s'intéressent spécifiquement aux initiatives chinoises d'échanges de reliques bouddhistes avec le Myanmar. Selon elleux, ces initiatives ont contribué à améliorer l'image de la Chine au Myanmar et à faire accepter l'idée d'une amitié historique entre les deux pays, mais elles n'ont pas pour autant généré un sentiment d'adhésion à la même vision politique bouddhiste. Autrement dit, elles ont permis de mieux faire connaître les ressources bouddhistes de la Chine, sans pour autant amener la population myanmaraise à réclamer un rapprochement entre les deux pays. Sur ce point, Singh et Wallis rejoignent Rawnsley (2012, 2021) lorsque celui-ci conclut que le gouvernement chinois n'est toujours pas en capacité de réduire l'écart entre l'image positive suscitée par ses activités de projection culturelle à l'étranger et les perceptions négatives à l'égard de ses actions politiques.

Un autre exemple d'étude portant sur un aspect précis de la diplomatie bouddhiste est le travail de Laliberté (2018) sur les organisations bouddhistes mondiales, dont le Forum Bouddhiste Mondial

¹⁸ En mandarin « *renjian waijiao* » (人间外交), Ashiwa et Wank (2020) optent pour la traduction « *person-to-person* » en anglais, mais ce terme est aussi traduit « *people-to-people diplomacy* » dans d'autres sources anglophones. En français, cela peut donner « diplomatie entre les peuples » ou « diplomatie de peuple à peuple ». D'autres sources anglophones (par exemple d'Hooghe, 2015) associent plutôt le terme « *people-to-people diplomacy* » au terme « *minjian waijiao* » (民间外交) que le gouvernement chinois emploie également, alors que certaines sources le traduisent « *civil diplomacy* » (par exemple Barr, 2015).

sponsorisé par le PCC. Pour commencer, il explique que ce sujet dépasse la diplomatie bouddhiste, et qu'il est plus pertinent de s'y intéresser par le biais de la géopolitique et de l'histoire. Cette lecture offre un regard plus large sur les dynamiques politiques qui traversent le bouddhisme et en font un objet de relations internationales. L'analyse de Laliberté accorde également une place centrale aux diverses perspectives des communautés bouddhistes. En même temps, le rôle de l'autorité gouvernementale n'est ni mis de côté ni sous-estimé : au contraire, l'auteur décrit précisément en quoi l'implication de plusieurs gouvernements et la poussée du nationalisme ont été à la fois essentielles à l'émergence d'organisations bouddhistes et préjudiciables à l'émergence d'un consensus. En outre, une approche au-delà du cadre de la diplomatie est pertinente pour mettre en exergue la capacité des communautés bouddhistes à être acteur.es des relations internationales, sans être uniquement ou étroitement liées à l'agenda d'un gouvernement, et ce en raison de la nature globale du bouddhisme lui-même.

Un autre sujet qui a attiré l'attention des chercheur.es, comme des journalistes, est l'instrumentalisation du bouddhisme dans le cadre de la *Belt and Road Initiative*, un des projets phare du gouvernement de Xi Jinping, dit « Nouvelles Routes de la Soie » dans le monde francophone (que l'on peut traduire littéralement de son nom chinois « *yidai yilu* », « 一帶一路 » par « Une Ceinture, Une Route »)¹⁹. Ce sujet est abordé dans certains travaux portant sur la stratégie globale de la diplomatie bouddhiste (Ashiwa et Wank, 2020; Pallapothu, 2021; Chung, 2022), et plusieurs chercheur.es en ont souligné l'importance en ce qui concerne, plus généralement, la diplomatie religieuse et/ou culturelle (Xu, 2015; Hrubý et Petrů, 2019; Rawnsley, 2021). Parmi les chercheur.es à avoir écrit spécifiquement sur la relation entre la diplomatie bouddhiste et la BRI, on peut citer Dellios et Ferguson (2015), Borchert (2020) et Raymond (2020). Du côté de la littérature médiatique, la place du bouddhisme dans la BRI a aussi suscité des débats, certains journalistes ayant un regard plutôt critique sur l'instrumentalisation du bouddhisme au service de la BRI²⁰, et d'autres se montrant

¹⁹ Dit « *yidai yilu* » (一帶一路) en mandarin, le nom du projet a d'abord été traduit officiellement en anglais « *One Belt, One Road* », puis « *Belt and Road Initiative* ». En français, on retrouve parfois une traduction proche du terme d'origine en mandarin sous le nom de « la Route et la Ceinture », mais il est beaucoup plus fréquent pour les observateur.es francophones d'utiliser le nom « Nouvelles Routes de la Soie ». Dans cette thèse, le/a lecteur.e trouvera alternativement les noms de « Nouvelles Routes de la Soie », de « *Belt and Road Initiative* » (souvent via l'acronyme BRI, aussi « *Initiative Belt and Road* »), selon le besoin de différenciation entre l'initiative elle-même et le récit qui l'accompagne.

²⁰ Voir par exemple « China trying to use Tibetan Buddhism to promote Belt and Road Initiative », *New Indian Express*, 18 octobre 2018, <https://www.newindianexpress.com/world/2018/oct/18/china-trying-to-use-tibetan-buddhism-to-promote-belt-and-road-initiative-1887125.html>

très favorables à cette stratégie (notamment dans la presse chinoise²¹) ou ayant une vision plutôt optimiste des potentiels bienfaits de la BRI pour la communauté bouddhiste globale²².

L'article de Raymond (2020) est d'un intérêt particulier, car il trace un lien entre la diplomatie bouddhiste et le Travail de Front Uni (TFU). L'auteur démontre que le Département de TFU est impliqué dans les initiatives de diplomatie bouddhiste, de façon indirecte comme indirecte (en raison de son autorité sur l'ABC), comme l'illustre les initiatives touchant à la BRI. Sur le plan conceptuel, Raymond voit la diplomatie bouddhiste comme une « opération d'influence » (et non une forme de *soft power*), précisément parce qu'elle opère selon la logique du Front Uni qui consiste à « *coopter des individus qui, sans être des membres du parti ou des alliés naturels, peuvent représenter les vues du PCC en échange d'un statut ou d'avantages matériels* » (p. 350). L'auteur considère que la prédominance du Travail de Front Uni est une des raisons pour lesquelles on peut distinguer la diplomatie bouddhiste de la diplomatie publique conventionnelle. Une autre raison, selon lui, est qu'il ne peut y avoir une promotion sincère des échanges bouddhistes de la part d'un parti athéiste qui adhère à une perspective léniniste de l'utilité politique de la religion.

Pour comprendre les liens entre la diplomatie bouddhiste et le TFU, les travaux centrés sur les discours entourant la BRI sont particulièrement intéressants. Au croisement d'un questionnement sur l'ordre mondial et une approche discursive, Winter (2020), par exemple, analyse la BRI en tant qu'exercice de « pouvoir géoculturel », soit « *la capacité d'écrire et de cartographier des histoires géoculturelles, en déterminant quels événements, lieux et personnes sont assemblés dans des récits stratégiquement opportuns* » (p. 18). Il constate que l'instrumentalisation du concept et du récit des « Routes de la Soie » est un moyen pour la RPC d'accumuler le pouvoir géoculturel dont il a besoin pour reconfigurer l'ordre mondial. Une autre facette de la littérature sur la dimension culturelle de la BRI concerne plus concrètement la production culturelle. Un exemple vient de Yang et Zhuo (2019) qui ont cherché à évaluer les stratégies employées par les industries culturelles et créatives du Sud du Fujian pour s'insérer dans la branche maritime de la BRI. Zeng (2019), pour sa part, s'intéresse à la BRI en tant que slogan politique, expliquant que « *les concepts de politique étrangère de la Chine sont mieux compris en tant que slogans politiques multifonctionnels plutôt qu'en termes de stratégies géopolitiques bien conçues et clairement définies* » (p. 6). Son analyse a aussi pour intérêt de mettre en lumière l'imbrication de la politique domestique avec la politique étrangère (surtout dans le cas de

²¹ Voir par exemple Zhang Han. « Buddhism encouraged to serve BRI », *Global Times*, 17 octobre 2018, <https://www.globaltimes.cn/page/201810/1123430.shtml>

²² Voir par exemple « Buddhistdoor View: Buddhist Hopes for China's Silk Road Initiative », *Buddhist Door*, 12 mai 2017, <https://www.buddhistdoor.net/features/buddhistdoor-view-buddhist-hopes-for-chinas-silk-road-initiative/>

la BRI). Sur le plan conceptuel, l'approche de Zeng s'appuie grandement sur le concept des récits stratégiques défini par Miskimmon, O'Loughlin et Roselle (2017). En 2020, Miskimmon, O'Loughlin et Zeng ont d'ailleurs publié un ouvrage collectif intitulé *One Belt, One Road, One Story? Towards an EU-China Strategic Narrative*, dans lequel iels explorent l'impact de la BRI sur les formes émergentes de la relation entre la RPC et l'Union Européenne (par le biais des dynamiques d'alignement et de non-alignement). Dans l'ensemble, l'ouvrage suit le cadre analytique développé par Miskimmon, O'Loughlin et Roselle, avec une légère variation par rapport à l'ouvrage *Forging the World: Strategic Narratives and International Relations* (2017), concernant une des catégories de la typologie des récits stratégiques, qui passe de « récit de politique » (*policy narrative*) à « récit d'enjeux » (*issue narrative*).

1.1.6. Synthèse et retours critiques

1.1.6.1. Comblant un espace : la portée du sujet étudié

Comme ça a été mentionné au début de la revue de littérature, les travaux portant sur le sujet précis de la diplomatie bouddhiste chinoise étudient soit l'ensemble de la diplomatie (à l'échelle globale ou à l'échelle bilatérale), soit un aspect précis de la stratégie (par exemple, son lien avec les « Nouvelles Routes de la Soie »). Il serait pertinent d'y ajouter un travail de recherche traitant de l'ensemble des initiatives, à l'échelle d'une région, c'est-à-dire un travail de recherche qui n'est pas limité à type d'initiative, et dont la focale est plus large que celle des travaux centrés sur les dynamiques bilatérales, mais plus restreinte que celle des travaux centrés sur la dimension globale de la diplomatie bouddhiste chinoise. Partant de l'hypothèse selon laquelle le régime chinois cherchera en priorité à déployer cette stratégie dans les pays où le bouddhisme est la religion dominante ou l'une des religions principales, je tourne mon attention vers le continent asiatique, allant de la région himalayenne à l'Ouest au Japon à l'Est, de la Mongolie au Nord au Sri Lanka et à la Malaisie au Sud. Cette thèse aurait pu porter sur l'ensemble des pays appartenant à cet espace, mais trois raisons m'ont poussé à réduire davantage la focale régionale. Pour commencer, j'ai fait le choix pragmatique d'avoir un champ de données adapté à un travail de recherche réalisé dans le cadre d'un doctorat. Deuxièmement, je me suis basée sur les relations politiques, économiques, historiques et culturelles que les pays d'Asie ont avec la Chine, pour identifier des tendances qui rassemblent divers pays en des ensembles sous-régionaux. J'en distingue trois : **1)** la région Indo-himalayenne où la rivalité sino-indienne et la question tibétaine constituent des enjeux déterminants, **2)** la région Nord-Est asiatique où pèsent beaucoup la rivalité sino-japonaise et la montée en puissance de la Corée du Sud, et **3)** la région Sud-Est asiatique où la coopération économique et les conflits territoriaux sont au premier

plan des relations avec la Chine. Certains enjeux sont certes transversaux, mais ils n'ont pas le même poids à travers toute la région. Tenant compte du poids démographique du bouddhisme et des dynamiques marquant dans les relations des pays d'Asie avec la Chine, j'ai choisi de mettre la focale sur l'Asie du Sud-Est. Un autre facteur d'intérêt est la présence de communautés d'origine chinoise, qui sont nombreuses en Asie du Sud-Est et dont une partie pratique un bouddhisme de tradition chinoise tout en côtoyant souvent la tradition dominante Theravāda. Enfin, il est ressorti de mes premières recherches sur les interactions de l'Association Bouddhiste de Chine avec des publics étrangers que les pays d'Asie du Sud-Est sont très souvent impliqués dans la diplomatie bouddhiste chinoise.

En outre, j'ai cherché à apporter une perspective différente sur la stratégie en question (et plus généralement sur les politiques chinoises de pouvoir et d'influence), qui comble un espace sous-exploré de la littérature, dont une grande partie est centrée sur le cas des pays occidentaux ou principalement centrée sur les implications pour l'Occident des activités chinoises dans le monde. Il me semble important de considérer que la Chine n'est pas uniquement préoccupée par sa relation avec l'Occident, notamment sa rivalité avec les États-Unis, et que l'Asie du Sud-Est mérite tout autant d'attention de la part des chercheur.es. Il est aussi pertinent d'examiner comment certains concepts et certaines perspectives d'analyse développées en Occident peuvent être appliqués (ou non) aux stratégies d'influence chinoises tournées vers des publics non-occidentaux.

1.1.6.2. *Approche conceptuelle*

Dans le cas du *soft power*, je constate, à l'instar de Rawnsley, que la diffusion du concept s'est produite avec une certaine dilution de son sens, qui aboutit à la coexistence d'une variété d'interprétations académiques, auxquelles s'ajoutent les interprétations défendues par les gouvernements et celles qu'on retrouve dans les médias. Pour ma thèse, j'ai cherché à interroger, de façon critique, comment ce concept est mobilisé par les acteur.es impliqué.es dans la diplomatie bouddhiste, et donc à traiter le *soft power* comme un objet d'analyse, plutôt que de m'en servir comme outil d'analyse. Cette lecture s'accorde avec un cadre théorique qui, comme je l'expliquerai dans la section suivante, place la focale sur le discours et la construction de récits stratégiques. Ainsi, plutôt que de voir la diplomatie bouddhiste comme la preuve selon laquelle l'État chinois adopte une politique de *soft power*, mon intérêt pour le concept consiste à comprendre pourquoi et comment différent.es acteur.es adoptent le langage du *soft power* pour encadrer, accompagner et ainsi légitimer l'instrumentalisation politique du bouddhisme. Comme l'explique Liu (2020), une démarche critique à l'égard du concept de *soft power* permet aussi d'éviter le genre d'écueils épistémologiques qu'on

retrouve quand un.e chercheur.e ne remet pas en question certains construits politiques, comme la nature conflictuelle des relations Occident-Orient (qui sont elles-mêmes deux catégories socialement construites). Pour Liu, une lecture de la diplomatie culture chinoise par le biais du *soft power* mène les chercheur.es à réduire les objectifs de cette politique à la lutte contre la « théorie de la menace chinoise » et prennent pour acquis que l'État chinois voit l'univers des relations internationales sous le prisme d'un clash entre l'Occident et l'Orient.

Une critique similaire s'applique à la lecture par le biais du *sharp power*, qui repose sur deux biais. D'une part, le concept repose sur une vision profondément binaire des relations internationales, où ne s'affrontent que deux modèles politiques, et d'autre part, sur une association implicite de l'Occident à la démocratie et du reste-du-monde à l'autoritarisme. De plus, dans le cas de la diplomatie bouddhiste, que permet de voir le concept de *sharp power* qu'on ne pourrait voir en tenant compte du lien entre la diplomatie bouddhiste et la politique de Front Uni ? Pas grand-chose, il me semble. D'ailleurs, une lecture par le biais du travail de Front Uni permet de reconnaître l'historique des stratégies d'influence chinoises, de souligner le rôle du PCC plutôt que de l'État dans son ensemble, et de comprendre en quoi les liens entre les politiques de cooptation déployées dans l'espace domestique et celles qui sont déployées à l'étranger.

En termes d'outil conceptuel, je prends appui sur la perspective de Liu (2020) qui invite à utiliser les récits stratégiques comme une alternative au *soft power*. L'auteure fait référence aux travaux de Miskimmon, O'Loughlin et Roselle (notamment l'article « Strategic narrative: A new means to understand soft power », 2014[a] et l'ouvrage *Strategic Narratives: Communication Power and the New World Order*, 2014[b]), dans lesquels les récits stratégiques sont définis comme une source de pouvoir, qui peut servir de point de départ pour analyser le *soft power*. Selon Miskimmon, O'Loughlin et Roselle (2014[b]), une approche par les récits stratégiques permet de résoudre trois défis qu'on peut rencontrer quand on s'intéresse au *soft power* : « 1) identifier les ressources de *soft power*, 2) identifier les procédés par lesquels le *soft power* opère, et 3) comprendre sous quelles conditions les ressources de *soft power* peuvent être utilisées pour soutenir la politique étrangère » (p. 74). Dans l'ouvrage collectif *Forging the World: Strategic Narratives and International Relations* (2017), les auteur.es réitèrent l'importance des récits dans la politique internationale de nos jours, constatant que les acteur.es des relations internationales investissent de plus en plus dans la communication pour faire face à un environnement transformé (tant sur le plan des stratégies communicatives que sur le plan de l'ordre politique).

Selon Liu (2020), la diplomatie culturelle consiste à transformer des ressources culturelles en pouvoir, et ce, en construisant des récits stratégiques. Dans le cas de la Chine, elle constate d'ailleurs que la diplomatie culturelle est aujourd'hui étroitement liée au discours patriotique nationaliste. Une autre proposition proche de celle de Liu (2020) vient d'une étude de Lams (2018) portant sur le discours officiel chinois sous Xi Jinping. L'auteur constate que les récits stratégiques sont des éléments constitutifs du *soft power* et de la propagande chinoise, mais aussi que davantage d'attention a été prêtée au *soft power* en général qu'au pouvoir discursif. De son côté, Lams propose de comparer la construction de récits stratégiques sous Xi Jinping à celle de ses prédécesseurs. Il argumente qu'il n'y a pas eu de rupture paradigmatique dans l'idéologie promue par Xi, mais plutôt une continuité. La particularité de la politique de Xi est en fait le renforcement de ce qui existait dans le passé, soit la multiplication des stratégies, l'affermissement du pouvoir du PCC et l'intensification de la communication.

En ce qui concerne la conceptualisation de l'objet « diplomatie », je propose de voir la diplomatie culturelle et la diplomatie religieuse comme deux catégories de même ordre, qui peuvent toutes deux relever de la diplomatie publique dépendamment de la place qu'occupent les gouvernements et leurs agents. Toutefois, je tiens compte du fait qu'il est difficile de distinguer entre le religieux et le culturel, et que des chevauchements entre les deux catégories sont inévitables. Je tiens aussi compte du fait que, comme le montre la littérature académique, l'État chinois traite la diplomatie bouddhiste comme un élément de sa diplomatie culturelle. En effet, le recours au bouddhisme dans les politiques d'influence passe le plus souvent par une instrumentalisation de sa dimension culturelle. Extraire le culturel du religieux ne se fait pas simplement, et l'approche par les récits stratégiques donne des outils pour comprendre comment le bouddhisme a été transformé en objet culturel dans le discours officiel, de sorte à contribuer au « Rêve Chinois de Réjuvenation de la Nation Chinoise » et aux stratégies d'influence utilisées par le PCC à l'étranger.

1.2. Cadre théorique

La littérature académique démontre que le pouvoir matériel n'est pas le seul outil dans l'arsenal de l'État chinois et que, sous le leadership de Xi, l'élargissement des ambitions du PCC s'accompagne d'une volonté de renforcer son pouvoir d'influence, sans recourir exclusivement à la coercition et en s'appuyant plutôt sur la diplomatie. Pour comprendre quelles formes les efforts d'influence faisant appel au bouddhisme peuvent prendre, je me suis tournée vers la littérature théorisant la construction d'images et d'identités dans le monde des relations internationales. Comme

je l'explique ci-dessous, c'est le cas des théories constructivistes, au sein desquelles on trouve également des outils pour étudier le discours dans les relations internationales.

1.2.1. Constructivisme(s) : construction sociale, identité, discours et communication

Il existe tout un spectre de théories constructivistes. Néanmoins, elles ont toutes pour point commun de concevoir les relations internationales comme le produit de constructions sociales, fondées sur l'interaction entre des acteur.es et leur subjectivité. Sans pour autant nier l'importance du monde matériel, notamment des pouvoirs économique et militaire, les constructivistes dirigent leur attention vers les processus de constitution de sens collectifs qui permettent aux acteur.es d'interpréter le monde dans lequel iels vivent. Comme l'explique Hurd (2008), les constructivistes considèrent que les États eux-mêmes n'existent que par le biais de « *toiles de sens et de pratiques... [qui] peuvent être parfois relativement stables, mais qui ne sont jamais fixes et qui ne doivent pas être confondues avec des objets permanents* » (p. 3). Une lecture constructiviste consiste à entreprendre une démarche de déconstruction ou de dé-réification des objets du monde social. Dans cette perspective, le pouvoir matériel n'est pas mis de côté, il peut même occuper une place centrale dans l'analyse, à condition d'être vu comme un objet socialement construit. De même, les intérêts des acteur.es en politique internationale ne doivent pas être mécaniquement déduits de leurs ressources matérielles, mais plutôt faire l'objet d'une analyse qui prend en compte l'environnement social dans lequel les acteur.es existent, interagissent et font usage de leurs capacités matérielles.

Cet environnement social étant empreint d'idées et de normes partagées, il est essentiel d'interroger où les intérêts (et les décisions qui en découlent) se positionnent dans ce réseau de sens, que ce soit par la pleine adhésion aux idées et normes dominantes ou par la négociation de nouvelles interprétations. Pour les constructivistes, l'identité d'un.e acteur.e est aussi un élément clé de la construction de sens partagés. Par conséquent, pour comprendre les décisions politiques, les pratiques et les institutions de la scène internationale, il faut avoir les outils pour analyser le rôle de l'identité. Comme l'explique Adler (2013), la perspective constructiviste permet aussi de comprendre comment les identités changent, en partant du postulat selon lequel la réalité est un « projet en construction » et en favorisant une lecture relationnelle et dynamique des relations internationales. Cette perspective n'empêche pas de considérer qu'une évolution de la structure internationale puisse être liée à des changements d'ordre matériel, mais elle incite à contempler la possibilité que l'impact de ces changements soit influencé par les « *structures idéationnelles préexistantes* » (Legro, 2000, cité par Adler, 2013, p. 11), qui sont elles-mêmes le résultat d'une interaction entre des acteur.es.

On a ici des pistes pour comprendre le problème de l'identité de la Chine et des efforts entrepris par l'État pour projeter des images positives, en tenant compte de l'univers social idéationnel des relations internationales dont font partie les représentations positives à l'égard du bouddhisme. On peut aussi questionner l'interaction entre le monde idéationnel et le monde matériel, avant de chercher à comprendre les façons qu'ont le *soft power* et le *hard power*, par exemple, de coexister dans la politique chinoise et comment sont pensés les modèles diplomatiques. Pour Huijgh (2016), l'émergence de nouvelles pratiques diplomatiques est le résultat de changements dans le cadre normatif qui structure les relations internationales. Or, les approches constructivistes poussent également à voir l'innovation diplomatique comme un moteur de changement structurel. Cette lecture est possible dès lors que la diplomatie n'est pas vue comme existant dans un univers isolé, mais au contraire, comme étant une partie intégrante de l'univers social des affaires internationales. Lorsque l'État chinois se lance dans un travail de reconstruction de son image, soit la facette la plus visible de son identité, il doit composer avec un environnement partagé et déjà codifié. L'élaboration de nouvelles pratiques diplomatiques, comme l'approche *people-to-people* et la diplomatie bouddhiste contemporaine, peut être un moyen pour cette autorité de négocier une nouvelle interprétation de son environnement, ou d'encourager la diffusion de nouvelles règles qui auront un effet structurellement transformateur.

Tout en appréciant les effets des structures sociales, politiques et idéationnelles, je cherche également à mettre en lumière la dimension stratégique de l'élaboration des modèles diplomatiques dits « à caractéristiques chinoises ». Je prends appui sur les théories constructivistes qui explorent la relation entre l'influence des normes, les représentations collectives et l'agentivité stratégique, suivant l'idée selon laquelle « *la construction sociale des acteur.es peut bien créer des agent.es instrumentaux/ales, qui poursuivent des objectifs en partie en comparant les coûts et les bénéfices, et leur comportement ne peut pas être compris en dehors de ce processus de construction* » (Hurd, 2008, p. 12). Pour cette raison, mon analyse se rapproche de la perspective pragmatiste qui fait le pont entre l'idée d'un monde socialement construit, profondément intersubjectif (même quand cela concerne sa dimension matérielle), et la possibilité pour un.e chercheur.e de connaître et étudier ce monde. L'approche pragmatiste, qu'on retrouve aussi chez les penseur.es postmodernes, donne des outils pour comprendre les processus cognitifs et sociaux par lesquels les acteur.es font la réalité, ce qui inclut les processus discursifs grâce auxquels une réalité peut exister en étant « parlée » (Adler, 2013, p. 9). Cette approche est pertinente pour saisir la tension qu'on trouve en Chine entre d'une part, le fondement réaliste, matérialiste de l'idéologie politique du PCC et d'autre part, l'adoption de

pratiques diplomatiques centrées sur l'identité, l'image et reposant en grande partie sur le discours. Elle autorise également à envisager la diplomatie comme une pratique discursive en elle-même.

Dans le constructivisme radical, l'analyse du monde tel qu'il est « parlé » est centrale, non pas pour amoindrir l'importance du monde matériel, mais parce que l'on considère qu'il est difficile de connaître et de représenter ce monde si on le déconnecte des processus discursifs qui permettent aux acteur.es de penser le matériel comme réel. En ce sens, se tourner vers le discours pour comprendre le monde social du mieux possible est un choix pragmatique. Plus exactement, c'est dans les moyens que l'État chinois emploie pour nous « parler le monde » que j'espère trouver des réponses relatives aux objectifs que cet acteur poursuit et à sa conception du monde des relations internationales. Cette piste me semble d'autant plus judicieuse que la nature autoritaire du régime chinois signifie que l'information disponible n'est toujours que partielle et que, très souvent, un.e observateur.e externe n'aura accès qu'à ce qui est dit d'une action politique. Par exemple, dans le cas d'une rencontre diplomatique, on en saura bien plus sur le bilan qu'en feront les participant.es que sur le contenu même de la rencontre et ce, d'autant plus en contexte d'autoritarisme.

Une perspective centrée sur le discours s'accorde avec le tournant linguistique dans la discipline des relations internationales qui consiste à traiter le langage comme un intermédiaire incontournable de la production de sens partagés et donc de la construction sociale de la réalité. Le mot « langage » a ici un sens large, incluant non seulement le contenu communiqué (ce qui est dit) mais aussi les procédés linguistiques utilisés (comment c'est dit). Il s'agit de tenir tout autant compte des mots, du champ lexical et des concepts, que de la façon dont ces objets sont employés, les images ou l'émotion qu'on leur demande de produire, les références qu'on leur demande d'évoquer, etc. Dans ce travail de recherche, j'ai entrepris d'aller au-delà d'une lecture textuelle des discours, en adoptant plutôt une lecture qui rend compte de ce que Liao (2017) appelle le « contexte sémantique ».

L'intérêt pour le langage se traduit plus spécifiquement par un intérêt pour les processus de communication, intrinsèquement sociaux, auxquels les acteur.es ont recours pour s'approprier, diffuser, fixer, mais aussi contester, transformer le sens des idées, des normes et des pratiques dominantes en politique internationale. Si l'on considère que la diplomatie est elle aussi une pratique sociale et relationnelle, il fait sens de l'aborder comme un processus de communication fondé sur l'échange. Dans le cas de la diplomatie publique, Huijgh (2016) fait la distinction entre un modèle traditionnel émergeant dans les années 1960 qui relève d'une « *pratique de communication à sens unique des États avec les publics étrangers* » (p. 3), et un nouveau modèle du 21^e siècle, caractérisé par une approche « *multi-acteur.es* » et « *la formation de relations entre elleux à travers des activités*

de dialogue et de réseautage » (p. 6). C'est ce deuxième modèle que l'État chinois prétend adopter aujourd'hui, tout en y ajoutant des « caractéristiques chinoises ». Pour savoir quelle place les acteur.es non-gouvernementaux occupent dans ce système et comment le dialogue et la formation de réseau fonctionnent, il est pertinent d'explorer toutes les étapes du processus de communication diplomatique : non seulement la formation et la diffusion, mais aussi la réception des actes de communication, comme le proposent Miskimmon, O'Loughlin et Roselle (2014[a], 2014[b]) au sujet des récits stratégiques. Plus encore, on peut considérer une autre étape pour rendre compte de la dimension dialogique des nouvelles pratiques diplomatiques. Ce serait celle de la réappropriation du discours de la part des agent.es et des publics impliqués, qui est potentiellement la source d'un retour d'information (*feedback*) que l'acteur.e à l'origine de l'initiative diplomatique a intérêt à prendre en compte pour optimiser ses communications. Dans le cas de la diplomatie bouddhiste chinoise, cette approche consiste, par exemple, à déterminer si les acteur.es bouddhistes, en Chine comme à l'étranger, se font véhicules du discours politique ou non, en considérant que leur appropriation de ce discours implique un travail de réinterprétation.

Partant du rôle crucial que la communication joue dans la construction d'identité et dans la formation de relations entre les acteur.es, je m'intéresse également à l'acte-discours, soit la performance par laquelle un.e acteur.e communique avec des publics. L'idée de performance invite à penser la communication politique comme une pratique et un évènement. En RPC, les pratiques discursives des organismes de l'État sont liées à certaines conventions de la communication politique, souvent liées elles-mêmes à l'identité idéologique du Parti (par exemple l'utilisation des termes « camarades » ou « compatriotes » plutôt que le terme « citoyen.nes »). Elles reflètent aussi des conventions socio-culturelles, comme c'est le cas du recours à des maximes confucéennes. En outre, cela inclut des éléments qui ne relèvent pas du langage en soi, mais qui peut comprendre le médium, la date ou le lieu choisi pour la diffusion d'un discours, ou même la position des différent.es participant.es à un évènement quand le discours est prononcé en personne.

Enfin, étudier la diplomatie par le biais de la communication amène à prendre en compte les codes visuels qui sont adoptés, dont le recours à certaines couleurs, à des logos ou des mascottes. Dans le cas de la diplomatie bouddhiste, le fait d'adopter une approche contextuelle pour analyser la communication signifie que l'on va se questionner, par exemple, sur le fait qu'un temple ait été choisi comme le lieu d'une allocution politique ou d'une visite diplomatique. Dans l'autre sens, des choix visuels évoquant la couleur des robes monastiques ou le lotus dans la communication d'une institution politique est une forme d'appropriation de l'identité bouddhiste qui mérite aussi d'être examinée. De façon générale, cette perspective rend visibles les multiples façons par lesquelles un objet peut être

instrumentalisé politiquement. J'en discuterai d'ailleurs tout particulièrement dans le cas du récit des Routes de la Soie que l'État chinois raconte pour promouvoir la BRI, qui mobilise des figures bouddhistes ou des codes propres au bouddhisme pour donner une image pacifiste au projet.

1.2.2. Les récits stratégiques de Miskimmon, O'Loughlin et Roselle

En combinant un intérêt pour la communication stratégique et une conception de la diplomatie comme pratique discursive, je me suis tournée vers le concept de « récit stratégique » défini par Miskimmon, O'Loughlin et Roselle (2017) comme « *un moyen par lequel les acteur.es politiques tentent de construire un sens partagé du passé, du présent, et du futur de la politique internationale pour façonner le comportement d'acteur.es domestiques et internationaux* » (p. 6). Cet outil narratif a pour but de produire une certaine lecture du monde, sur le temps long, de sorte à influencer le comportement d'autres acteur.es. Chez les trois auteur.es, le discours diplomatique est une affaire de pouvoir qui consiste à faire gagner un récit sur un autre, et dont le succès implique un gain de légitimité pour l'acteur.e qui en est à l'origine. En l'occurrence, je propose d'interroger ce que le discours de la diplomatie bouddhiste apporte en termes de légitimité et de pouvoir au gouvernement chinois et au PCC. Une démonstration parlante de la lutte discursive à laquelle se prêtent ces acteur.es vient de leur discours sur la nécessité de « bien raconter l'histoire chinoise » (une forme de « discours sur le discours », qu'on retrouve d'ailleurs dans la politique de Front Uni). En 2014, par exemple, dans son allocution à la Conférence Centrale sur le Travail en Affaires Étrangères, Xi Jinping insiste sur le devoir de « *donner un bon récit, et mieux communiquer le message de la Chine au monde* »²³. Miskimmon, O'Loughlin et Roselle (2017) expliquent aussi que le récit stratégique sert à « *réaffirmer la voix* » des acteur.es politiques (p. 4), ce qui fait écho au discours de Xi, encourageant les responsables de la diplomatie publique à « *bien faire entendre la voix chinoise* » (Zhao, 2019, p. 181).

Dans leur travail sur les récits stratégiques, Miskimmon, O'Loughlin et Roselle ont également commenté le rôle du *branding* dans les relations internationales. Le *branding* est une méthode de marketing par laquelle une entreprise ou une organisation se dote d'une identité, notamment visuelle. Selon eux, tous les États ont aujourd'hui une stratégie de *branding*. Les auteur.es expliquent qu'il y a une dimension narrative à cela, venant du fait que l'adoption d'une identité implique de se doter d'une histoire, mais iels soutiennent que le *branding* n'est pas le récit en soi. Bien que les deux

²³ « [...] *give a good Chinese narrative, and better communicate China's message to the world* », voir « The Central Conference on Work Relating to Foreign Affairs was Held in Beijing », Ministère des Affaires Étrangères de la RPC, 29 novembre 2014, https://www.fmprc.gov.cn/eng/wjb_663304/zizig_663340/xws_665282/xqwx_665284/201412/t20141201_600270.html. Traduisant du mandarin vers l'anglais à partir de la transcription originale de l'allocution publiée sur le site *Xinhua*, Zhao Kejin (2019) parle plutôt de « *telling the Chinese story well, spreading the Chinese voice well* » (« bien raconter l'histoire chinoise, bien répandre la voix chinoise »).

concepts doivent être différenciés, ce sont deux outils d'analyse qu'on peut utiliser ensemble et mettre en dialogue. En outre, comme je l'ai dit dans la revue de littérature, Miskimmon, O'Loughlin et Roselle proposent de voir les récits stratégiques comme un objet de *soft power*, alors que Liu (2020) invite plutôt à en faire des outils de l'analyse pour pallier les lacunes d'une lecture en termes de *soft power*. Cette approche est utile pour examiner la présence du concept de *soft power* dans le discours des différent.es acteur.es impliqué.es dans la diplomatie bouddhiste, mais aussi pour éviter de dépendre d'un concept qui est utilisé de façon très variable selon les auteur.es et les sources.

1.2.3. La politique des slogans de Zeng

Comme mentionné dans la revue de littérature, l'approche de Zeng consiste à analyser la politique chinoise par le biais des slogans. Pour ce chercheur, les postulats à réfuter sont d'une part que les slogans sont des outils rhétoriques creux et d'autre part, que dans le cas d'un État autoritaire, ils ne sont que des éléments de propagande dont l'objectif est de tromper. Zeng considère plutôt que le slogan politique est signifiant et qu'il peut servir plusieurs fonctions. Outre la fonction de **1)** persuader les masses, le slogan permet à un.e acteur.e de **2)** déclarer une intention, **3)** d'affirmer son pouvoir et de tester le soutien qu'il peut recevoir, et **4)** d'appeler les intellectuel.les à soutenir et contribuer à la politique derrière le slogan, et ce dans l'espace domestique comme international. Dans le cas de la Chine, c'est précisément la nature vague des slogans produits par l'État central qui facilite la récupération et la diffusion de ces outils de discours. En employant des slogans ambigus, cet acteur ouvre une marge d'interprétation grâce à laquelle une multitude d'autres acteur.es peuvent s'approprier les politiques centrales, à commencer par les gouvernements provinciaux et municipaux. Le slogan est donc un rouage indispensable du processus d'élaboration et de mise en œuvre des politiques publiques et des politiques étrangères.

Le deuxième intérêt de l'approche de Zeng est de ne pas traiter la communication politique d'un État comme un geste unidirectionnel, que les publics recevront passivement (qu'il s'agisse des représentant.es politiques à l'échelle locale ou de la population), même en contexte de régime autoritaire. Il faut donc voir la marge d'interprétation inhérente à la politique des slogans comme une source considérable d'agentivité. D'une part, cette marge implique que les directives de l'État central ne sont pas systématiquement appliquées à la lettre, puisque cette lettre peut être elle-même très imprécise. Zeng avance d'ailleurs que cette pratique a une fonction presque démocratique, puisqu'elle permet à une pluralité d'acteur.es de s'approprier une directive politique d'une façon qui sert leurs intérêts. En retour, leurs interprétations peuvent s'avérer utiles pour l'État qui cherche à renforcer l'influence de son discours. D'autre part, l'agentivité autorisée par les slogans ambigus signifie qu'il

peut y avoir une forte compétition entre différent.es acteur.es. Ceux-ci peuvent tantôt préférer adapter les slogans à leurs besoins propres, tantôt préférer se plier à la version originale si leur priorité est de bien se faire voir par l'acteur.e qui a émis le slogan et ainsi de gagner en légitimité. Pour illustrer ce point, Zeng donne l'exemple des nombreuses villes et provinces chinoises qui affirment être le point d'origine des anciennes Routes de la Soie, dans le but d'attirer l'investissement de la part de l'État central et de la part d'investisseur.es étrangers/ères impliqués.es dans la *Belt and Road Initiative*.

1.2.4. En résumé

Les approches constructivistes soulignent l'importance de l'identité, de la communication et de l'image en relations internationales, en partant du postulat d'un monde socialement construit. À l'intersection de l'approche radicale et de l'approche pragmatique, je souhaite explorer le rôle du discours dans la politique étrangère chinoise. Dans le cas de cette thèse, une étude par le biais de l'analyse de discours permet de comprendre comment le gouvernement chinois (et surtout le PCC) se représente le monde et comment il souhaite positionner la RPC dans la structure internationale. En étudiant le discours de ses politiques d'influence, qui portent principalement sur l'image du pays, je cherche à déterminer quelle vision du présent et quelles ambitions pour l'avenir le régime chinois a adopté sous le leadership de Xi Jinping. En somme, il s'agit d'explorer le discours de la diplomatie bouddhiste chinoise tournée vers les publics étrangers ou plus précisément la formation, la projection et la réception, voire la réappropriation, de récits stratégiques (comprenant des slogans politiques), dont l'objectif est de diffuser une image positive de la Chine et d'amener ces publics à soutenir les politiques chinoises.

1.3. Cadre méthodologique

Les recherches pour cette thèse doctorale se sont déroulées en deux temps. La première phase de recherche a porté sur l'ensemble du sujet de recherche, et s'est basée sur une analyse de la littérature primaire et une analyse de la littérature secondaire (académique et médiatique). La deuxième phase est relative au travail empirique, combinant une analyse de la littérature primaire et secondaire, avec un travail de terrain. Les méthodes de l'enquête de terrain ont été l'observation non-participante et semi-participante, l'analyse de la documentation issue du terrain, des entrevues semi-dirigées et des discussions informelles.

Dans cette partie, je commence par présenter les sources et les procédés de recherche, les outils de gestion et de traitement de données communs aux deux phases de recherche. Je présente ensuite les questionnements derrière le travail empirique et la méthodologie qui en découle. Enfin, je

commente les difficultés globales et les limites de la méthodologie adoptée. L'objectif primaire de ma thèse étant de déterminer ce qui est fait dans la diplomatie bouddhiste chinoise, afin d'en connaître l'ampleur et les motifs, j'ai cherché à récolter le plus de données possibles sur les « interactions » et les « évènements » de cette entreprise diplomatique. Le terme « interactions » recoupe ici les occurrences de contact entre les acteur.es chinois.es de la diplomatie bouddhiste et les publics bouddhistes d'Asie du Sud-Est. En accord avec le cadre théorique présenté plus haut, le terme « évènement » est utilisé pour souligner la dimension performative des interactions.

1.3.1. Première phase

1.3.1.1. Sources

La première étape de recherche a été de consulter la littérature académique anglophone et francophone, par l'intermédiaire de la bibliothèque en ligne de l'Université d'Ottawa (grâce à l'outil de recherche Omni), la bibliothèque digitale JSTOR, le portail web francophone Cairn, ainsi que le moteur de recherche Google Scholars. À cette étape, j'ai également porté mon attention sur les médias de masse chinois, qui ont une perspective très généraliste (*Le Quotidien du Peuple*, *China Daily*, *Chine Nouvelle-Xinhua*, *Global Times* et *CGTN*), en consultant d'abord leurs publications anglophones afin d'avoir un aperçu global de la médiatisation de la diplomatie bouddhistes visant un public international. Au fur et à mesure que les recherches se sont précisées, je me suis tournée vers le contenu que ces sources publient en mandarin. À côté des sources généralistes, j'ai consulté des sources plus spécialisées, à savoir des médias d'information bouddhiste. Il s'agit premièrement des publications de l'Association Bouddhiste de Chine sur son site web, qui constituent la source primaire principale de mes recherches, étant donné que l'ABC est l'actrice principale du sujet et qu'elle publie une grande quantité de contenu. Pour ce qui est des sources secondaires, les trois médias principaux qui ont été sollicités sont le média anglophone *Buddhist Door* (basé à Hong Kong), le média sinophone *FJNET* (« Bouddhisme en ligne », *fojiao zaixian* 佛教在线) et la branche spécialisée en actualité bouddhiste dite « Bouddhisme du Phénix » (*fenghuang fojiao* 凤凰佛教) du grand groupe médiatique *Phoenix Media*.

De plus, j'ai eu recours au moteur de recherche Google pour trouver des sources additionnelles traitant d'évènements commentés par ces trois sources. Il est arrivé plusieurs fois qu'une même publication apparaisse dans une version plus longue sur une autre plateforme, et pour cette raison, j'ai pris l'habitude de vérifier l'information disponible, par exemple en insérant le titre de la publication diffusée par l'ABC dans le moteur de recherche. Le plus souvent, les résultats de la

recherche m'ont amené vers deux types de sources, soit les sites web de différentes institutions bouddhistes placées sous la supervision de l'ABC, soit d'autres médias spécialisés en actualité bouddhiste, mais moins actifs que *FJNET* et *Phoenix Media*, comme *Great Bodhisatva Culture* (« *Pusa123* »).

Enfin, une autre catégorie de sources d'information qui m'a été indispensable sont les sources produites par l'autorité politique chinoise. D'un côté, il s'agit des sites web et les comptes ou les pages sur des réseaux sociaux du **1)** gouvernement central et des gouvernements décentralisés, **2)** des ministères (notamment le Ministère des Affaires Étrangères), **3)** des ambassades et des consulats représentant la RPC à l'étranger, **4)** du Parti Communiste de Chine et de ses branches décentralisées, et **5)** de diverses agences administratives-politiques du gouvernement, de l'État et/ou du PCC (par exemple : l'Administration d'État/Nationale pour les Affaires Religieuses et ses bureaux décentralisés, le Bureau d'Information du Conseil des affaires de l'État de la République Populaire de Chine, etc.). De l'autre côté, il s'agit des sites web de médias qui diffusent de l'information sur l'actualité chinoise auprès du public chinois et des publics étrangers, et qui sont directement gérés par des agences du gouvernement ou du PCC (par exemple, *China-Tibet Online*, qui relève du Département du Travail de Front Uni par le biais du Centre d'Information de la Chine sur le Tibet).

1.3.1.2. Procédés de recherche

Quatre modes d'investigation ont été utilisés, parfois de façon concurrente. Le premier mode est celui de la recherche par mots-clés et par associations de mots-clés. Le choix de mots-clés a été revisité à mesure que le travail avançait, notamment pour rendre compte des variations de vocabulaire dans les différentes langues rencontrées. Toutefois, ce mode n'est possible que lorsqu'un outil de barre de recherche est disponible sur le site web donné. Le deuxième mode d'investigation consiste à parcourir l'intégralité de certains sites web, puis explorer plus en profondeur les sections les plus pertinentes, comme ça a été le cas pour le site web de l'ABC et celui de *Buddhist Door*. Le troisième mode d'investigation consiste à éplucher les références incluses dans les publications sélectionnées, qu'il s'agisse des listes bibliographiques qu'on trouve dans la littérature académique ou des liens hypertextes intégrés à une page web. Le quatrième mode est d'effectuer une recherche par mots-clés et associations de mots-clés directement sur un navigateur de recherche généraliste.

J'ai d'abord commencé par des sélections très larges qui ont ensuite fait l'objet de plusieurs processus d'élimination et de filtrage. Ces étapes m'ont permis d'exclure des publications non-pertinentes (en fonction de l'intérêt du contenu, de la qualité de l'analyse, de l'intelligibilité des propos, de la disponibilité d'une source plus directe, etc.) et de procéder à plusieurs types de

catégorisation pour les publications pertinentes. Le corpus préliminaire a fait l'objet de plusieurs lectures, d'annotation et de comparaison, ce qui m'a amené à écarter certaines publications et catégoriser les autres selon différents critères, relatifs à la production (source, type de plateforme, etc.) et au contenu (pays concerné, type d'interaction, thématique principale, chronologie, etc.).

1.3.1.3. Traitement des données

Pour ce qui est de l'analyse de contenu, j'ai choisi d'explorer deux à trois dimensions, selon le type de source. Pour la littérature secondaire, j'ai procédé à une analyse du contenu textuel (l'information donnée sous forme écrite par l'auteur.e), et du contenu para-textuel (l'information sur le contexte de la publication elle-même, par exemple la date, l'auteur.e, l'origine, etc.). Pour la littérature secondaire médiatique, il a aussi été pertinent d'analyser le contenu visuel (par exemple les photographies, les vidéos, les logos ou une signature, etc.) qui peuvent accompagner un texte. Les dimensions textuelle, para-textuelle et visuelle ont été toutes les trois intégrées à l'analyse de la littérature primaire. J'ai aussi examiné de près les outils récurrents du discours, en isolant les mots-clés et les associations de mots-clés, les slogans et les expressions fréquemment utilisés dans chaque source. J'ai prêté une attention particulière aux éléments communs à différents types de sources, notamment les éléments du discours officiel de l'État mobilisés par d'autres acteur.es. L'identification et la catégorisation de ces outils discursifs a suivi une approche inductive, et les critères de catégorisation ont été revisités au terme de chaque étape majeure de la recherche.

L'ensemble des publications sélectionnées a fait l'objet de plusieurs classifications, en fonction de la source, du thème ou des thèmes abordés, et par entrecroisements entre la source et le(s) thème(s). Pour ce qui est d'identifier des thèmes récurrents et de les utiliser comme critère de traitement des données, le processus a été non-linéaire. Au fur et à mesure que j'avancais dans l'exploration des sources, j'ai défini plusieurs classifications thématiques qui ont été ajustées à plusieurs reprises, en fonction du résultat des recherches et de l'analyse du contenu, ainsi que de la disponibilité des sources sur la durée.

Le deuxième mode principal de traitement des données que j'ai utilisé est le rassemblement des données dans des chronologies, dans lesquelles sont listés tous les « évènements » en lien avec le sujet de recherche. Ces listes contiennent quatre types de données : la date de déroulement, le type d'évènement (par exemple, une conférence ou une cérémonie), le nom et les rôles des participant.es majeur.es, et l'origine de la publication (ou des publications) qui commente l'évènement. Ce mode de traitement des données permet de rassembler l'information factuelle essentielle dans un format lisible et condensé, à partir duquel il est plus aisé d'identifier des tendances et des liens de corrélation

entre différents événements qui ne sont pas nécessairement liés de façon explicite dans le contenu textuel des publications.

J'ai également façonné un registre des acteur.es récurrent.es de la diplomatie bouddhiste chinoise, comprenant des individu.es comme des institutions. Dans un document unique, j'ai rassemblé des données sur l'identité et le parcours professionnel des acteur.es individuel.les, ainsi que des données sur l'histoire, la structure organisationnelle interne et le positionnement global de certaines institutions dans leur société ou État respectif. Tout au long de la recherche, ce registre a été utile à plusieurs niveaux. D'une part, il a été utile pour identifier les acteur.es quand le contenu textuel était insuffisant. Pour chaque acteur.e individuel.le, j'ai sélectionné un portrait photographique qui m'a permis d'identifier la personne quand celle-ci n'est pas nommée explicitement ou correctement. Il a aussi été nécessaire de noter tous les noms par lesquels une personne ou une organisation est connue, car ces noms peuvent varier selon la langue d'usage et selon le statut social ou légal mis en valeur dans une publication. Dans le cas des moines et moniales bouddhistes, il est courant qu'une personne change de nom plusieurs fois au cours de sa vie, selon le statut que son organisation monastique lui attribue et selon le rôle que cette personne occupe dans la communauté bouddhiste. Dans le cas des institutions, le registre a été particulièrement salutaire pour faire sens des différentes dénominations et acronymes que les auteur.es des publications utilisent, surtout quand il s'agit des sources chinoises dans lesquelles les traductions des noms étrangers en mandarin sont très souvent approximatives. Dans les publications sinophones sur le cas de la Thaïlande, par exemple, on trouve les termes de « conseil », « association », « fédération », « administration », « département » des affaires bouddhistes pour se référer tantôt au Conseil Suprême du Sangha, tantôt à l'Office National du Bouddhisme, voire le Département des Affaires Religieuses du Ministère de la Culture. Cet outil m'a aussi permis de mieux comprendre le fonctionnement et l'évolution de certaines institutions.

D'autre part, en termes d'analyse, l'outil du registre s'est avéré indispensable pour identifier les réseaux interpersonnels et institutionnels qui lient les acteur.es récurrent.es les un.es aux autres. À titre d'exemple, l'information rassemblée m'a permis de noter qu'un responsable laïc de l'Association Bouddhiste de Chine avait précédemment occupé une position dans l'organe politique chargé des affaires religieuses, ce qui a des implications concernant les relations entre ces deux institutions. Je considère en effet que la présence d'un.e même individu.e dans les organes décisionnels de deux (voir plus) institutions constitue un lien de réseau. En ce qui concerne la communauté monastique, le fait qu'une personne occupe un poste à haute responsabilité dans plusieurs organisations bouddhistes, comme des temples, est un indice de son importance et de la

potentielle influence qu'elle peut exercer. Ce sont là deux exemples d'informations qui ne sont pas faciles à déceler sans avoir recours à un outil simple de condensation des données comme un registre des acteur.es récurrent.es.

Dans l'ensemble, la méthodologie adoptée dans la première phase de recherche a été reconduite, avec des ajustements, dans la deuxième phase sur l'étude de cas.

1.3.2. Deuxième phase : travail empirique et étude(s) de cas

Dans cette section, je présente les méthodes et les conditions du travail empirique. Pour commencer, il est important d'expliquer pourquoi une seule étude de cas a été retenue dans l'analyse finale, bien que deux cas aient fait l'objet d'une étude approfondie. Dans un premier temps, j'ai choisi deux études de cas pour approfondir mes recherches sur la mise en pratique de la diplomatie bouddhiste : la première traitant de l'organisation bouddhiste taïwanaise Fo Guang Shan et la deuxième traitant du Royaume de Thaïlande. Pour cela, j'ai accompli un travail empirique basé sur une étude de la littérature (primaire et secondaire) et une enquête de terrain. Toutefois, à mesure que les recherches avançaient, trois constats se sont imposés, justifiant un changement dans la dissertation. Premièrement, les données disponibles sur les initiatives analysées dans la partie 3 (chapitres 5 à 9) se sont avérées très denses, et il était nécessaire d'entrer dans un certain niveau de détail pour avoir une démonstration claire de chaque cas abordé et pour rendre compte de la portée régionale du sujet. Face à cela, il aurait été difficile de présenter deux études de cas dans une seule dissertation.

Deuxièmement, bien que le travail empirique n'ait pas été pensé pour que les deux cas retenus soient comparés entre eux, l'analyse qui en découlait s'est avérée déséquilibrée. Après avoir conclu ma première ébauche de l'analyse sur le cas thaïlandais, j'ai pris la mesure du travail de contextualisation qui serait nécessaire pour comprendre les études de cas et du risque qu'il y avait à ce que le cas particulier de Fo Guang Shan soit perçu comme étant illustratif de l'ensemble des relations sino-taïwanaises, ce qui n'est ni une voie d'analyse valable ni la voie d'analyse que j'avais choisi. Le travail de contextualisation que j'avais initié sur le cas de Fo Guang Shan m'a aussi amenée à constater que son rôle dans le rapprochement sino-taïwanais a déjà été amplement étudié dans la littérature académique. En revanche, ce qui n'a pas fait l'objet d'une étude significative est le sujet du rôle de FGS dans le rapprochement de la Chine avec d'autres pays et dans la poursuite de soutien à la politique de « réunification » en dehors de Taïwan.

Troisièmement, mon travail sur Fo Guang Shan m'a permis de mieux comprendre que les échanges entre cette organisation et la Chine ne sont pas simplement une variante de la diplomatie bouddhiste chinoise déployée par le PCC en Asie du Sud-Est. Il s'agit plutôt d'une expérience cruciale sur la base de laquelle les échanges avec les autres acteur.es bouddhistes de la région ont été modelés et facilités, notamment parce que le régime chinois a tiré profit de la réputation du fondateur de l'organisation taïwanaise (maître Hsing Yun) pour lancer certaines initiatives et pour se rapprocher d'autres organisations et leaders bouddhistes. Plus généralement, le rôle central de FGS dans la diplomatie bouddhiste chinoise confirme que la question de la souveraineté de Taïwan et les objectifs de reconnaissance internationale du principe de la « Chine Unique » et de la « réunification » sont un des fils conducteur.es de cette stratégie d'influence. Plutôt que d'isoler ces enjeux dans une étude de cas, il m'a semblé plus intéressant et pertinent d'y prêter attention tout au long de la thèse.

Pour ces raisons, les données tirées du travail empirique que j'ai mené à l'égard de Fo Guang Shan ont été, en partie, utilisées pour informer l'ensemble de l'analyse, et plus particulièrement, l'analyse développée dans la partie 3. Je prévois également d'utiliser ces données pour des travaux futurs, notamment un article portant sur le rôle des relations interpersonnelles et de la figure charismatique de maître Hsing Yun dans la diplomatie chinoise menée à Taïwan et au-delà. Même si elles n'ont pas abouti à une étude de cas à part entière, les recherches portant sur FGS m'ont été indispensables pour appréhender une des causes principales de l'instrumentalisation du bouddhisme, pour identifier des motifs récurrents des actions et des discours qui lui donnent forme, et pour accomplir l'étude du cas thaïlandais

1.3.2.1. Objectifs et sélection des cas

L'étude de cas a été pensée pour atteindre deux objectifs :

- Premièrement, rendre compte de la profondeur et de l'étendue des initiatives de la diplomatie bouddhiste chinoise et du réseau sur lesquelles elles s'appuient, de façon précise.
- Deuxièmement, identifier les potentielles variations dans les stratégies de la diplomatie bouddhiste chinoise selon les structures politiques, religieuses et sociales, et les relations interétatiques rencontrées dans chaque cas, et ainsi évaluer la capacité d'adaptation de la stratégie d'influence chinoise.

En somme, il s'agit de compléter la partie 3, dans laquelle je propose une vue d'ensemble sur les initiatives majeures de la diplomatie bouddhiste chinoise déployées en Asie du Sud-Est. Dans les cinq chapitres en question, j'explore des exemples concrets, impliquant différents pays de la région,

sans pour autant dresser le tableau du contexte entourant chaque exemple, que ce soit l'histoire du pays concerné, son paysage religieux ou l'état de ses relations avec la Chine. Dans la partie 4, j'ai cherché à intégrer la question du contexte d'interaction et à entrer dans le détail de chaque interaction considérée.

Le premier critère de sélection dans le choix des cas à étudier était la « densité » des interactions avec les acteur.es de la diplomatie bouddhiste chinoise (déterminée par l'ancienneté, la fréquence, l'ampleur, la visibilité, la diversité et l'entrelacement des interactions). Les premiers résultats de la recherche ont mis en avant trois pays avec lesquels les acteur.es chinois.es interagissent le plus densément, à savoir Taïwan, la Thaïlande et le Myanmar. Le cas du Myanmar ne se prêtait pas à une étude de cas pour deux raisons : premièrement, les échanges bouddhistes impliquant le Myanmar sont globalement moins nombreux et moins étendus en termes de domaines et de types d'initiative que dans le cas de Taïwan et le cas de la Thaïlande, et deuxièmement, la situation politique du pays étant redevenue très instable dans les dernières années, le Myanmar est un terrain peu accessible pour une enquête complètement autonome. Pour les raisons énumérées au début de cette section, j'ai finalement déterminé qu'il serait plus pertinent de ne retenir que le cas de la Thaïlande pour une étude approfondie et de démontrer en quoi le cas taïwanais, et plus précisément celui de FGS, imprègne l'ensemble de la diplomatie bouddhiste chinoise déployée en Asie du Sud-Est.

1.3.2.2. *Sources et procédés*

Comme dans la première phase, j'ai essentiellement eu recours à des outils et des sources d'information en ligne. Pour ce qui est de la littérature académique, j'ai aussi fait appel aux mêmes plateformes de recherche. En revanche, en plus d'explorer le sujet spécifique de la diplomatie bouddhiste chinoise, j'ai recueilli des données sur les contextes politiques, économiques, sociaux, religieux, culturels et des relations internationales des deux pays mis sous la focale. Pour connaître ces contextes, j'ai notamment fait appel à des travaux adoptant une perspective historique.

Pour ce qui est de la littérature médiatique, six sources primaires ont été examinées. Du côté chinois, les publications en ligne de l'ABC ont à nouveau servi de source primaire principale. Concernant la Thaïlande, j'ai aussi pris en compte deux autres sources chinoises : les sites web de l'Ambassade de la RPC en Thaïlande et du Ministère chinois des Affaires Étrangères. Les publications de l'Université Mahachulalongkornrajavidyalaya (UMC) et des organismes qui y sont liés constituent la principale source primaire thaïlandaise. À la différence du Conseil Suprême du Sangha, qui est aussi impliqué dans les échanges avec les bouddhistes de Chine, le réseau de l'UMC publie lui-même du contenu, en ligne, en libre accès, sur ces échanges.

S'ajoutent aussi la littérature médiatique secondaire, dont les médias de masse chinois qui ont été consultés dans la première phase de la recherche. Pour le cas thaïlandais, j'ai parcouru les médias visant le grand public thaïlandais (publiant en thaï et/ou en anglais) et les médias sinophones locaux. Dans le premier groupe, seules mes recherches sur les journaux en ligne *Bangkok Post* et *Daily News*, et dans une bien moindre mesure *Kom Chad Luek* et *Thai Rath*, ont produit des résultats pertinents. Le résultat de mes recherches sur *Khaosod*, *Thai Enquirer*, *Thai PBS*, *The Nation*, *Matichon* et *Thai Post* porte à croire que ces médias n'ont pas publié de contenu sur le sujet. Dans le deuxième groupe, les médias *Sing Sian Yer Pao* et *United Daily News Bangkok* ont été particulièrement utiles, surtout par rapport à l'antenne thaïlandaise du média chinois *Xinhua*.

J'ai également consulté diverses sources liées à l'appareil étatique thaïlandais pour me familiariser avec le cadre institutionnel qui conditionne les échanges religieux en Thaïlande et pour identifier la position, les fonctions et les pouvoirs des acteur.es thaïlandais.es qui participent à la diplomatie chinoise. Par exemple, j'ai tiré des données du site web de Conseil du Sangha Suprême et du site web du Bureau National des Affaires Religieuses. Enfin, j'ai fait appel à des médias étrangers variés (principalement anglophones), comme *The Diplomat* et *Al Jazeera*, surtout pour me tenir informée de l'actualité politique dans les pays concernés.

Les procédés de recherche et les modes de traitement de données ont été les mêmes dans la deuxième phase de recherche que dans la première. Certaines des chronologies et le registre des acteur.es récurrent.es établis dans la première phase ont d'ailleurs été complétés par l'étude de cas, en partie grâce au travail de terrain.

1.3.2.3. *L'enquête de terrain : contexte, déroulement et traitement des données*

L'enquête de terrain sur la Thaïlande a eu lieu entre septembre et décembre 2022, dans la ville de Bangkok. Trois méthodes ont été utilisées : 1) l'observation non-participante, 2) les entrevues semi-dirigées, et 3) les discussions informelles.

J'ai pu séjourner dans le pays avec un visa de tourisme, à la suite de la levée des restrictions liées à la Covid-19. En revanche, malgré de nombreuses tentatives de communication avec des organisations bouddhistes, des journalistes et des universitaires (en passant par divers outils de communication), j'ai rencontré deux grandes difficultés qui m'ont empêché d'atteindre les objectifs de l'enquête de terrain. Tout d'abord, il m'a été très difficile de trouver du contenu publié par des sources thaïlandaises au sujet des échanges entre la Thaïlande et la Chine relatifs à la diplomatie bouddhiste, alors qu'il y a beaucoup de contenu à ce sujet publié par des sources chinoises. Le manque

de contenu venant de sources primaires a été problématique pour préparer le terrain, notamment pour identifier les acteur.es d'intérêt à contacter, auprès de qui se renseigner, etc. De plus, mes tentatives de prise de contact sont soit restées sans réponse, soit ont reçu une réponse négative (l'organisation ou la personne concernée m'indiquant qu'elle n'était pas en capacité de m'aider). Cet échec s'explique en partie par la barrière de la langue puisque, puisque n'ayant pas les moyens de communiquer en thaï, je suis passée par l'anglais. En dépit de ces difficultés, j'ai tout de même pu échanger avec deux journalistes et entrer en contact avec des responsables du temple Taihua. Il s'agit de la deuxième branche ouverte par FGS en Thaïlande (inaugurée en 2017). Il remplit les fonctions de monastère, de temple public et de centre d'éducation. Il est situé dans le district Khlong Sam Wa, dans la périphérie Nord-Est de Bangkok. L'accès aux espaces publics du temple est gratuit et libre.

L'enquête de terrain sur le site du temple Taihua a compris 3 méthodes :

- L'observation non-participante : cette méthode a été employée à l'occasion de deux visites du temple. Pour la première visite, j'ai été accompagnée par mon interlocuteur principale (la directrice du centre de langue du temple) et sa fille (une des enseignantes). La deuxième visite s'est faite sans accompagnement, en tant que visiteuse, sans m'être identifiée comme chercheuse.
- Les entrevues : deux entrevues ont été réalisées au temple Taihua, l'une avec l'abbé du temple, maître Hsing Ting, et l'autre avec une des enseignantes du centre de langue. L'entrevue avec maître Hsin Ting a eu lieu de façon spontanée, à l'occasion de ma première visite au temple et de ma première rencontre en personne avec mon interlocuteur principale. Elle n'a donc pas fait l'objet d'un enregistrement audio, mais de notes écrites extensives. La deuxième entrevue a été planifiée à l'avance avec mon interlocuteur principale, bien que la participante ait été remplacée au dernier moment. Cette entrevue a fait l'objet d'un enregistrement audio.
- Les discussions informelles : j'ai eu plusieurs discussions informelles avec mon interlocuteur principale et sa fille, qui travaillent toutes deux au centre de langue du temple, avant et après les deux entrevues.

Par ailleurs, j'ai eu une discussion informelle en tête à tête avec une journaliste thaïlandaise, ancienne éditrice du *Bangkok Post*, sur son invitation, et à la suite d'une conférence au club des correspondant.es étrangers/ères de Thaïlande (*Foreign Correspondents Club of Thailand*, FCCT), j'ai eu quelques échanges par correspondance électronique avec le président du club et éditeur de *Khaosod*. Ces deux personnes m'ont indiqué qu'ils n'avaient pas connaissance de journaliste ou de chercheur.e qui aurait écrit sur le sujet de la diplomatie bouddhiste chinoise en Thaïlande. Toutefois,

la journaliste rencontrée m'a transmis le nom de plusieurs personnes, issues du milieu académique et de la société civile, travaillant sur les relations locales entre le bouddhisme et le politique. Malheureusement, mes échanges avec ces personnes ne m'ont pas permis de prolonger l'enquête de terrain, certain.es n'étant pas disponibles pour m'aider à la période à laquelle je les ai contacté.es et d'autres m'ayant indiqué qu'ils n'étaient pas en mesure de m'aider tout court (sans compter les personnes qui ne m'ont pas répondu du tout, notamment du côté de l'Université Mahachulalongkorn Rajadidyalya).

Pour ce qui est de Fo Guang Shan, l'enquête de terrain a été réalisée entre juin et septembre 2022. Grâce à la Bourse de Langue Chinoise du Ministère taïwanais de l'Éducation, j'ai pu séjourner à Taïwan en tant qu'étudiante au programme d'apprentissage du mandarin à l'Université Nationale Sun-Yat-Sen de Kaohsiung. L'obtention de cette bourse m'a permis d'entrer sur le territoire dans une période où les restrictions de voyage étaient encore très strictes. Toutefois, ces conditions de séjour ont aussi impliqué des contraintes pour la recherche. Les cours à l'université étaient très chronophages et le visa associé à la bourse limitait la durée de séjours à 90 jours. Dans ces conditions, je suis toutefois parvenue à atteindre certains objectifs de l'enquête de terrain, qui a eu lieu au Musée du Bouddha de Fo Guang Shan (*Fo Guang Shan Buddha Museum, foguangshan fotuo jinianguan* 佛光山佛陀纪念馆), situé dans le comté de Kaohsiung. Bien qu'il porte le nom de musée, il serait plus juste de le décrire comme un centre d'activités religio-culturelles, ouvert gratuitement au public (construit sur le terrain adjacent du premier monastère de l'organisation).

L'enquête de terrain sur le site du Musée a compris 5 méthodes :

- L'observation non-participante : cette méthode a été employée à l'occasion de plusieurs visites au Musée et au monastère de FGS. Ces lieux sont des sites touristiques, très vastes, dont l'accès est libre et gratuit.
- L'observation semi-participante : cette méthode concerne les moments durant lesquels j'ai été invitée à participer à une activité du Musée. Par exemple, un.e participant.e aux entrevues m'a invitée à participer à l'inauguration d'une exposition de peinture, et à plusieurs occasions, un.e employé.e ou d'un.e bénévole du Musée m'a invité à participer à des activités rituelles.
- Les entrevues semi-dirigées : j'ai mené six entrevues avec des employé.es et bénévoles du Musée, appartenant à des divisions de travail variées (administration centrale, département international, etc.). La discussion était basée de façon souple sur une grille de questions préparée à l'avance, adaptée à chaque personne. Cinq des entrevues ont été réalisées au

Musée, et la dernière entrevue a été réalisée par appel vidéo. Toutes les entrevues ont fait l'objet d'un enregistrement audio.

- Les discussions informelles : j'ai eu plusieurs discussions informelles (non-planifiée, sans préparation) avec des membres de l'organisation, dans l'enceinte du Musée. Ces discussions n'étaient pas prévues ou organisées, elles ont eu lieu spontanément. Je n'ai pas eu recours à des outils de support et les discussions n'ont pas fait l'objet d'un enregistrement.
- Le recueillement de documentation *in situ* : j'ai recueilli de la documentation imprimée sur le terrain, par trois modes. J'ai collecté des documents parmi ce qui était mis en accès libre et gratuit pour le public (pamphlet, flyer, newsletter, cartes, livres etc.), j'ai acheté quelques items parmi la littérature en vente dans l'un des pavillons du Musée et j'ai obtenu plusieurs rapports annuels de FGS auprès de mon interlocutrice principale.

À plusieurs occasions, j'ai pris un grand nombre de photographies des lieux. J'ai accordé une attention particulière au contenu écrit et visuel portant sur l'organisation FGS elle-même, ainsi qu'au contenu écrit et visuel impliquant la RPC, par exemple une photographie encadrée et exposée dans l'un des pavillons du Musée montrant une rencontre entre maître Hsing Yun et Xi Jinping.

Dans les deux cas, à Taïwan comme en Thaïlande, chaque session de l'enquête de terrain a été suivie d'un compte-rendu détaillé du déroulement de la session et de mes impressions immédiates. J'ai aussi rassemblé des observations générales sous formes de notes écrites, dans un format condensé et dans un format plus extensif. Chaque enregistrement audio des entrevues a été transcrit à l'écrit dans les jours qui ont suivi l'entrevue et a fait l'objet d'annotations. La documentation obtenue *in situ* et les photographies prises sur le terrain ont fait l'objet d'un tri et de plusieurs classements, pour isoler les données les plus informatives. De même, j'ai parcouru plusieurs fois les transcriptions écrites des entrevues pour en extraire le contenu le plus intéressant, relevant de l'information factuelle et des modes de discours (vocabulaire, hésitation ou pause, indicateurs émotionnels, etc.). Toutes ces données m'ont été utiles pour compléter la chronologie des événements et le registre des acteur.es récurrent.es, établis dans la première phase de recherche.

1.3.3. Difficultés et limites du cadre méthodologique

1.3.3.1. Difficultés et limites générales

Parmi tous les défis méthodologiques rencontrés au cours de la réalisation de cette thèse, les défis liés à la langue ont été les plus récurrents. Étant donné que mes recherches portent sur des échanges régionaux et surtout sur le discours entourant ces échanges, il m'a fallu travailler avec

plusieurs langues. En dehors de la littérature académique, des publications issues de médias anglophones et des publications en anglais de certains médias asiatiques, le contenu étudié provenait de sources qui communiquent en diverses langues asiatiques, principalement le mandarin (simplifié et traditionnel) et le thaï. Pour ces sources, j'ai dû dépendre d'outils de traduction en ligne et gratuits (Google Traduction, DeepL, Linguee et Reverso:Context), que ce soit pour naviguer les sites web ou pour lire les publications sélectionnées. Ces outils ne sont pas parfaits et sont mal adaptés pour certains registres de langage, surtout le langage journalistique qui utilise bon nombre d'abréviations, de surnoms et de métaphores.

J'ai cherché à pallier cette difficulté en vérifiant presque systématiquement les traductions. Il a souvent fallu ajuster la ponctuation ou la mise en page, et comparer différentes propositions de traduction, par exemple en comparant la traduction du même texte vers plusieurs langues. Pour ce qui est de la littérature académique, les outils de traduction accessibles sont encore trop inadaptés pour être utilisés, vu le degré de complexité et de nuance qu'on retrouve tant dans le langage que dans les idées du contenu académique. Pour cette raison, le contenu académique que j'ai étudié est essentiellement limité à la production anglophone et francophone, qui ne sont pas les langues d'usage dans les pays étudiés. J'ai tout de même veillé à inclure le plus possible de sources académiques venant de chercheur.es formé.es et/ou basé.es dans ces pays, pour ne pas dépendre des points de vue externes.

Pour ce qui est du contenu en mandarin, ma maîtrise de la langue n'est pas assez développée pour lire une publication entière sans l'aide d'un outil de traduction, mais elle m'a été indispensable pour naviguer des sites web de sources sinophones, effectuer des recherches par mots-clés et identifier des informations-clé dans un texte, à commencer par jauger la pertinence d'une publication à première vue, dans les premiers temps de l'exploration d'une source.

Un autre défi de l'étude de sources en mandarin, dont je donnerai des exemples précis dans le chapitre 11, concerne la tendance des auteur.es chinois.es à transformer certaines informations de façon à les rendre plus intelligibles pour le lectorat de la RPC, en créant des similitudes entre ce qui se passe en RPC et ce qui se fait ailleurs ou en exagérant l'importance d'un.e partenaire d'échange. Le cas de figure le plus courant consiste à nommer les fonctions d'une personne ou d'une institution avec des termes qui sont propres au système institutionnel chinois, ce qu'on retrouve fréquemment dans les publications de l'ABC. Par exemple, les institutions responsables des affaires religieuses au niveau national dans différents pays sont souvent qualifiées d'associations ou d'administrations nationales, de sorte à les rendre équivalentes à l'Association Bouddhiste de Chine ou à

l'Administration d'État/Nationale pour les Affaires Religieuses, quand bien même leurs statuts et leurs rôles diffèrent considérablement. Cette pratique a deux effets : d'une part, elle fait de l'expérience chinoise une norme partagée à travers les nations, et d'autre part, elle tend à réhausser l'importance des institutions étrangères qui sont partenaires de la diplomatie chinoise, alors que celles-ci ont rarement, à elles seules, le même pouvoir (notamment au-delà de la communauté monastique) et les mêmes fonctions que l'ABC ou que l'AEAR. Dans les deux cas, cette pratique participe à légitimer les institutions chinoises et les échanges qu'elles mènent à l'étranger, au détriment de l'exactitude de l'information. On retrouve aussi ce geste à l'échelle individuelle, par exemple quand le ou la responsable d'une sous-division administrative est décrite comme étant le ou la président.e de la division entière. À cela s'ajoute la pratique de la sinisation des noms propres étrangers, quand les personnes étrangères n'ont pas déjà leur propre nom chinois. Le plus souvent, elle suit de très près la phonétique, mais il y a aussi des cas où la traduction de sens prévaut sur la phonétique, ce qui rend difficile la tâche de retrouver le nom d'origine.

Au-delà de leurs implications de fond (en termes de représentation des échanges, de la politique de sinisation, etc.), ces pratiques de communication représentent un défi méthodologique pour ce qui est d'identifier les personnes et les institutions mentionnées, et de comprendre leur réseau d'interaction. C'est d'ailleurs pour dépasser ce problème que j'ai établi le registre des acteur.es récurrent.es, qui comprend les différents noms par lesquels les acteur.es sont identifié.es, à travers les sources et les langues.

1.3.3.2. Difficultés et limites de l'étude de cas

Un grand défi rencontré dans l'étude de cas a été le travail de contextualisation. Pour y procéder, j'ai choisi d'adopter une approche incrémentale et réactive, basée sur les résultats de l'investigation de la littérature médiatique spécialisée (primaire et secondaire). J'ai consulté des publications généralistes donnant une vue d'ensemble sur une thématique (par exemple, la relation entre État et bouddhisme), ainsi que des publications sur des sujets précis, plus directement liés à celui de la diplomatie bouddhiste (par exemple, une réforme de politique religieuse particulièrement marquante). Toutefois, il a été difficile de poser des limites à cette recherche de contextualisation : tout en cherchant à aller au-delà d'une connaissance très générale, il n'est pas possible d'acquérir un haut niveau d'expertise sur la Thaïlande, sans perdre de vue le cœur du sujet ou les objectifs de l'étude de cas.

En ce qui concerne le travail de terrain, j'ai rencontré deux difficultés majeures, qui étaient toutes deux liées à la question du financement : la barrière de la langue et la durée des séjours. Ces

deux contraintes ont limité ma capacité à développer un réseau de relations interpersonnelles et à tisser un lien de confiance avec mes interlocuteur.es. Dans d'autres circonstances, il aurait été possible de faire appel à un.e traducteur.e qualifié.e ou de séjourner sur place plus de trois mois, mais ces options n'étaient pas accessibles, compte tenu du budget dont je disposais et des restrictions liées à la lutte contre la pandémie. Plus généralement, il a été difficile d'aborder des questions politiques sensibles dans la limite de temps qui m'était disponible. Dans d'autres circonstances, et avec l'aide d'un.e traducteur.e, il aurait été possible d'étaler le processus des entrevues sur plusieurs sessions d'entrevues et de construire une relation de confiance avec chaque participant.e.

Néanmoins, les limites de l'enquête de terrain ont un impact moindre sur l'ensemble de l'analyse présentée dans cette thèse, car ce travail a été pensé comme un aspect complémentaire de la recherche relative à l'étude de cas. En effet, le cœur de l'analyse porte sur ce que les acteur.es communiquent au public, à l'ère d'internet et des réseaux sociaux, et donc sur la littérature médiatique primaire. De plus, les difficultés rencontrées sur le terrain sont aussi révélatrices de dynamiques fort intéressantes pour l'analyse. Par exemple, la difficulté à trouver des personnes qui travaillent sur le sujet ou qui participent à la diplomatie chinoise et sont ouvertes à en discuter révèle des choses sur la stratégie étudiée, notamment en termes de visibilité du sujet dans le débat public. Ces obstacles méritent qu'on s'intéresse à leur raison d'être, quand bien même ces hypothèses ne peuvent pas être vérifiées dans les conditions de la thèse ci-présente. De même que, en termes pratiques, ces difficultés sont des opportunités d'apprendre, à partir desquelles des solutions et des alternatives peuvent être formulées pour les enquêtes de terrain à venir.

PARTIE 2. Comprendre l'émergence d'une stratégie chinoise de diplomatie bouddhiste

Avant-propos

La diplomatie bouddhiste chinoise s'inscrit dans un contexte politique, géopolitique et économique particulier, marqué par la montée en puissance de la République Populaire de Chine et précédé par une ère d'hégémonisme occidental et avant cela, par une ère d'antagonisme entre le bloc capitaliste et le bloc socialiste, dans laquelle est né le Parti Communiste de Chine. Celui-ci gouverne toujours l'État qu'il a fondé en 1949 et depuis 2012, il est dirigé par Xi Jinping, lequel est devenu Président en 2013. Sous ce dirigeant, la RPC s'est affirmée dans l'espace international, grâce à son pouvoir économique, mais aussi en s'investissant davantage dans la gouvernance globale, que ce soit au travers d'institutions et de mécanismes préexistants ou en créant ses propres institutions et mécanismes de coopération et de gestions des affaires internationales. Or, le gouvernement de Xi Jinping s'est aussi distingué par un durcissement de sa politique interne et de sa politique étrangère, et une concentration des pouvoirs accrue en faveur de l'exécutif et surtout, du PCC. Dans ces circonstances, la montée en puissance de la RPC soulève des inquiétudes et crée des tensions, ce qui peut nuire au développement de l'économie chinoise et à la capacité de l'État chinois à faire valoir sa voix sur la scène internationale. Pour résoudre ce problème, le Parti ne peut compter uniquement sur le pouvoir économique ou la puissance militaire de l'État, et lui faut considérer l'impact de son image. En ce qui concerne les pays asiatiques, le Parti s'efforce notamment à défendre l'idée d'une communauté interdépendante et s'appuie sur les liens historiques unissant les peuples de la région pour les convaincre du bien-fondé du régime chinois et des bienfaits pour l'ensemble de la société mondiale de l'ascension de la Chine. Pour cela, il a revisité sa politique diplomatique, en mettant l'accent sur la promotion de la culture traditionnelle chinoise et sur une approche non-conventionnelle censée compléter les efforts de la diplomatie inter-gouvernementale. Celle-ci vise à créer des liens plus directs entre les autorités chinoises et les populations étrangères. En Asie du Sud-Est, cela passe par des initiatives d'échanges entre les communautés bouddhistes, orchestrées par le PCC par le biais de ses agent.es du Front Uni, dont l'Association Bouddhiste de Chine, et placées sous le signe de la « diplomatie entre les peuples »

2. Chapitre 2. Puissance et image : un ordre régional à reconfigurer

2.1. Une puissance globale en quête de légitimité

2.1.1. La montée en puissance de la RPC et le tournant Xi Jinping

2.1.1.1. Réinsertion dans la communauté internationale, réforme et ouverture (1979-2012) : la RPC et l'Asie du Sud-Est se retrouvent

L'établissement de relations diplomatiques entre la RPC et la plupart des États d'Asie du Sud-Est est le résultat d'un processus d'insertion dans la communauté internationale initié dans les années 1970, qui porte ses fruits dès 1971 quand l'État du PCC obtient un siège au sein de l'Assemblée Générale et du Conseil de Sécurité de l'ONU, évinçant la République de Chine de Chiang Kai-shek. L'acquisition de ce siège a été un grand exploit pour le Parti Communiste de Chine, autour duquel il a construit un récit de redressement de la justice, comme l'indique une publication du Ministère des Affaires Étrangères de la RPC :

*La restauration des droits légitimes de la Chine par la 26e Assemblée Générale des Nations Unies a représenté une victoire majeure gagnée [...] à travers la lutte prolongée de la Chine et de nombreux pays du Tiers Monde soutenant la justice et autres pays. Ce fut une avancée majeure dans la diplomatie chinoise et cela marqua l'échec complet des forces anti-chinoises dans leur tentative de bloquer la restauration des droits légitimes de la République Populaire de Chine aux Nations Unies.*²⁴

Pour le PCC, l'entrée à l'ONU est en fait une double victoire, puisqu'elle signifie que la communauté internationale a non seulement accepté son autorité sur la Chine continentale, mais aussi accepté la souveraineté de l'État qu'il a créé sur tous les territoires qu'il revendique. S'en sont suivi d'autres succès pour la reconnaissance internationale de la RPC, aboutissant à l'établissement de relations diplomatiques avec cent-vingt États dès 1979, dont les États-Unis le 1er janvier 1979²⁵. Cette même année, sous le leadership de Deng Xiaoping, le PCC instaure une série de réformes dans sa politique interne et externe. Dans le domaine de l'économie, il s'agit de mesures de libéralisation, comme l'établissement graduel d'une économie de marché limitée, la création de zones économiques spéciales et l'ouverture aux capitaux et à la technologie venant de l'étranger. Dans le domaine social,

²⁴ « Struggle to restore China's lawful seat in the United Nations », Ministère des Affaires Étrangères de la République Populaire de Chine, consulté dernièrement le 30 juin 2023,

https://www.fmprc.gov.cn/eng/ziliao_665539/3602_665543/3604_665547/200011/t20001117_697805.html

²⁵ Aujourd'hui, l'État chinois revendique des relations diplomatiques avec 181 États.

cela concerne, entre autres, l'encadrement de la religion. Alors que les constitutions précédentes de 1975 et 1978 reconnaissaient la liberté religieuse dans un ensemble de libertés civiles, la nouvelle Constitution de 1982 en fait un principe constitutionnel à part entière, dans l'article 36 :

*Les citoyens de la République Populaire de Chine jouissent de la liberté de croyance religieuse. Aucun organe d'État, aucune organisation publique, aucun.e individu.e ne peut contraindre un.e citoyen.ne à croire, ou ne pas croire, en une religion ; ni ne peut discriminer les citoyens qui croient, ou ne croient pas, en une religion. L'État protège les activités religieuses normales. Nul ne peut utiliser la religion pour se livrer à des activités qui perturbent l'ordre social, nuisent à la santé des citoyens ou interfèrent avec le système éducatif national. Les groupes religieux et les affaires religieuses ne sont pas soumis à la domination étrangère.*²⁶

Ce changement marque un tournant dans la politique religieuse du PCC. À partir de là, l'article 36 devient la base d'une politique très poussée d'institutionnalisation de la religion, qui n'a cessé d'être reconfigurée et renforcée dans les décennies suivantes. Il devient aussi la preuve de l'ancrage de la liberté religieuse dans le régime chinois actuel, dont le PCC se targue lorsqu'il est accusé de réprimer certaines communautés religieuses.

Dans le domaine de la politique étrangère, le cap pris dans les années 1970 est maintenu : entre 1971 et 1976, la RPC accède à 21 organisations internationales, et en 1989, elle est membre de 37 de ces organisations (Hempson-Jones, 2005, p. 707), dont le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale en 1980, la Banque Asiatique de Développement en 1986 et l'Organisation Mondiale du Commerce en 2001²⁷. En parallèle, l'État chinois adopte une posture particulière dans sa politique étrangère sous Deng Xiaoping, qui consiste à faire « profil bas » et à diffuser l'idée d'une « émergence pacifique » (devenu plus tard le « développement pacifique »)²⁸. Cela implique de

²⁶ Constitution de la République Populaire de Chine (中华人民共和国宪法), promulguée en 1982, Gouvernement de la République Populaire de Chine, consulté dernièrement le 30 juin 2023, https://www.gov.cn/gongbao/content/2004/content_62714.htm

²⁷ Notons que le processus d'insertion de la RPC dans les organisations de gouvernance globale n'a pas été linéaire et a fait l'objet de longues négociations, voire de tensions. Pour ce qui est de la concurrence avec la République de Chine, la RPC n'a pas atteint une victoire complète non plus. Dans le cas de la Banque Asiatique de Développement, la RPC occupe un siège aux côtés d'une représentation taïwanaise sous le nom de « Taipei, Chine » (l'espace est omis par la source), et dans le cas de l'Organisation Mondiale du Commerce, la République de Chine/Taiwan a accédé à une certaine représentation en 2002 sous le nom de « Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen, Matsu (Taipei Chinois) ».

²⁸ Dans la littérature francophone, le slogan est souvent traduit par l'expression « faire profil bas » (en anglais, la traduction « *keep a low profile* » est d'ailleurs utilisée dans le discours officiel chinois) mais plus littéralement, on peut le traduire par l'expression « cacher ses talents, attendre son heure ». Selon Glaser et Murphy (2009), le slogan a été attribué à Deng Xiaoping d'après sa vision de la politique étrangère et de l'attitude que le leadership devait adopter dans sa prise de décision, mais il n'y a pas de preuve qu'il ait lui-même initié l'utilisation de ces termes.

renforcer la place de la RPC dans les institutions de gouvernance globale, tout en agissant prudemment en politique internationale, c'est-à-dire de sorte à ne pas mettre à risque le développement économique du pays. L'objectif est de permettre au PCC de se maintenir au pouvoir et de régler le problème de pauvreté en RPC, sans susciter d'opposition externe et sans encourir d'interférence dans ses affaires internes. En 1989, la réaction de la communauté internationale à la violente répression des manifestations de Tiananmen est une rude piqure de rappel des dangers qui pèsent sur le PCC quand la Chine est mise sous les projecteurs. À la suite de cet événement, le Parti se voit dans l'obligation de restaurer la confiance, en maintenant une politique étrangère discrète et en affirmant de plus belle son adhésion aux principes collectifs de la gouvernance globale, notamment au multilatéralisme. Sous Jiang Zemin et après lui, Hu Jintao, cette approche est associée à l'idée d'une « quête d'harmonie », censée faire le pont entre les aspirations de la population chinoise à l'interne et celles de l'État chinois à l'externe.

Dans l'ensemble, la politique étrangère de la Chine porte ses fruits en matière de développement économique. En effet, elle connaît une croissance « à deux chiffres » presque constante depuis les années 1980²⁹. Même face à des grandes crises économiques, comme la crise financière asiatique de 1997 et la récession mondiale de 2008, l'économie chinoise est restée relativement solide. En 2010, ce rythme de croissance signifie que la Chine accède au rang de deuxième puissance économique mondiale, dépassant le Japon et arrivant aux talons des États-Unis. À l'interne, il signifie aussi qu'un nombre très impressionnant de citoyen.nes chinois.es ont pu améliorer leur qualité de vie, près de 800 millions d'entre eux ayant réussi à s'élever au-dessus du seuil de pauvreté depuis la fin des années 1970³⁰. C'est au nom de ce succès que Pékin peut progressivement adopter une politique étrangère plus proactive et venir en aide à d'autres pays en quête de développement. Sans pour autant rompre avec l'approche du profil bas, le gouvernement chinois se montre de plus en plus confiant en matière de gouvernance globale. Dans les dernières décennies, par exemple, l'aide étrangère chinoise a considérablement augmenté. Le gouvernement chinois a aussi pris l'initiative de créer de nouvelles institutions internationales, comme l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS, établie en 2011), qui a été décrite par les termes suivants :

²⁹ C'est du moins comme ça qu'est perçue la croissance chinoise qui, en réalité, s'élève plutôt en moyenne à 9,5% entre 1979 et 2018 (d'après le Fond Monétaire International et le Bureau National des Statistiques chinois, cités dans Wayne M. Morrison, « China's economic rise: History, trends, challenges, and implications for the United States », *Current Politics and Economics of Northern and Western Asia* 28, no. 2/3 (2019) : 189-242.).

³⁰ « China: Overview », Banque Mondiale, 20 avril 2023, <https://www.worldbank.org/en/country/china/overview>

[...] si l'OCS est une structure interétatique essentiellement consacrée aux questions de sécurité et de lutte antiterroriste, la Chine l'a conçue précisément comme l'un des instruments de son effort de promotion d'un « nouveau type de relations internationales », et ce, dans une logique inclusive privilégiant l'Eurasie, c'est-à-dire l'espace vital où se jouent ses propres intérêts. (Lincot, 2019, p. 44)

2.1.1.2. *Politiques et slogans d'affirmation de puissance sous Xi Jinping*

Cette idée de « nouveau type de relations internationales » fait référence à un nouveau modèle d'institutions, de pratiques et de principes d'interaction internationale que le gouvernement chinois revendique depuis qu'il est sous la tutelle de Xi Jinping. La confiance de celui-ci envers les capacités de l'État chinois à endosser une telle charge représente un tournant dans la politique étrangère chinoise, qui devient celle d'une affirmation de puissance (Cabestan, 2015). Cela se traduit par un investissement plus conséquent dans les institutions de gouvernance globale, une prise de position plus ferme (voire agressive) et le renforcement des relations avec certains pays, régions ou organismes, selon des principes qui ne sont pas ceux du modèle dominant occidentalo-centré. Cette affirmation de puissance prend aussi la forme d'un discours de projection de puissance, comme le montrent deux grands slogans de l'ère Xi Jinping.

Le premier est celui du « Rêve Chinois de Réjuvenation de la Nation Chinoise » (*zhonghua minzu weida fuxing de zhongguo meng* 中华民族伟大复兴的中国梦). Xi Jinping l'a introduit en novembre 2012, à l'occasion de sa première prise de parole publique en tant que leader du PCC, en déclarant : « *Maintenant, nous discutons tous.tes du Rêve Chinois. De mon point de vue, accomplir la Grande Réjuvenation de la Nation Chinoise est le plus grand rêve de la nation chinois des temps modernes* »³¹. Peu de temps après, Xi visite l'exposition « La Route vers la Réjuvenation » en compagnie des membres du comité permanent du Politburo, et affirme :

*Après 170 ans de lutte continue depuis les Guerres de l'Opium, la grande réjuvenation de la Nation chinoise affiche des perspectives radieuses. Aujourd'hui en comparaison avec n'importe quelle période de notre histoire, nous sommes plus proches de l'objectif de la grande réjuvenation de la Nation chinoise, et la confiance en notre capacité de réaliser cet objectif est plus grande qu'à n'importe quel moment de l'histoire.*³²

³¹ « Xi Jinping: les paroles creuses nuisent au pays, travailler dur pour la réjuvenation du pays (习近平：空谈误国，实干兴邦) », *Caixin*, 30 novembre 2012, <http://china.caixin.com/2012-11-30/100466950.html>

³² « Xi Jinping : En héritant du passé et en inaugurant l'avenir, continuez à avancer courageusement vers le grand renouveau de la nation chinoise (习近平：承前启后 继往开来 继续朝着中华民族伟大复兴目标奋勇前进) », *Xinhua*, 29

Plus tard, dans son discours d'inauguration au 12^e Congrès National du Peuple en mars 2013, l'expression fait plusieurs apparitions et devient un slogan, associé à un objectif de prospérité nationale, de revitalisation de la nation chinoise et du bonheur du peuple, et la poursuite du socialisme à caractéristiques chinoises (d'Hooghe, 2015, p. 82-83). Jouant sur l'imaginaire collectif, ce slogan évoque une alternative au « Rêve Américain » et il comprend de même une double-dimension, domestique et internationale. Xi Jinping a d'ailleurs insisté sur le fait que la « réjuvenation de la nation chinoise » serait avantageuse pour tous les pays et que la Chine soutenait l'ambition de chaque pays à réaliser son propre rêve. En même temps, ce slogan marque une rupture avec l'approche des gouvernements chinois précédents en matière de relations internationales. En effet, il traduit une ambition de reconfigurer le monde selon un modèle chinois. Par ailleurs, Xi Jinping lui associe l'objectif de rétablir la grandeur de la Chine, brimée par le « siècle d'humiliation » à la main des grandes puissances occidentales. Cette lecture repose sur l'idée de corriger un tort historique et de redresser la justice. En matière de politique étrangère, le « Rêve chinois » consiste à promouvoir un nouveau modèle de relations internationales et de diplomatie, qui formerait une alternative au modèle occidental ancré dans la démocratie libérale (Poh et Li, 2017).

Un autre concept devenu slogan sous le règne de Xi Jinping est celui de la « diplomatie de grands pays » (*daguo waijiao* 大国外交). Pendant la Guerre Froide, le terme était déjà employé par le gouvernement chinois en référence à sa politique étrangère concernant les pays plus puissants (Yan, 2014; Wang J., 2019). Mais, à partir de 2013, il commence à être utilisé pour désigner la Chine elle-même, qui a rejoint le rang des grandes puissances. Le concept est alors lié à l'idée d'une plus grande responsabilité chinoise dans la gouvernance globale et au principe de « développement mutuellement avantageux », liant le succès de la Chine au succès d'autres nations moins puissantes. Graduellement, le concept devient un slogan pour la promotion d'un nouveau modèle de relations internationales, qui comprendrait des caractéristiques distinctement chinoises (Yan, 2014).

À la suite du 19^e Congrès du PCC en octobre 2017, le concept de la « pensée de Xi Jinping sur la diplomatie de grands pays » (*Xijiping xin shiqi daguo waijiao sixiang* 习近平新时期大国外交思想) est plus clairement défini et commenté à plusieurs reprises par Wang Yi et le Conseiller d'État, Yang Jiechi³³. En juin 2018, la Conférence de Travail concernant les Affaires Étrangères est l'occasion pour Xi Jinping de présenter les idées-clé de sa pensée, à commencer par l'importance du

novembre 2012, http://www.xinhuanet.com/politics/2012-11/29/c_113852724.htm; voir une traduction en anglais dans Kerr, David. « Introduction: China's many dreams », Dans *China's many dreams: Comparative perspectives on China's search for national rejuvenation*, p. 2, London: Palgrave Macmillan UK, 2015.

³³ Avant d'être Conseiller d'État, Yang Jiechi avait été Ministère des Affaires Étrangères de 2007 à 2013.

leadership unifié et centralisé du PCC (Hu, 2019). Il explique aussi que la Chine a un devoir de mener les efforts de réforme du système de gouvernance globale, pour la construction d'une « communauté d'avenir partagé pour l'humanité » (*renlei mingyun gongtongti* 人类命运共同体). Xi mentionne également un besoin pour la Chine de développer ses partenariats dans le monde, tout en protégeant les intérêts de la Nation concernant sa souveraineté, sa sécurité et son développement. D'après le compte-rendu du Ministère des Affaires Étrangères, Swaine détermine que cette « *approche diplomatique distincte digne de son rôle de grand pays* »³⁴ comprend plusieurs principes de politique étrangère chinoise qui ne sont en fait pas nouveaux, à savoir :

[...] soutenir le leadership et le socialisme à caractéristiques chinoises du PCC; rester sur la voie du développement existant et adhérer au système social actuel; poursuivre une « politique étrangère indépendante de paix »; promouvoir la démocratie et l'égalité dans les relations internationales; défendre les Cinq Principes de la Coexistence Pacifique; et défendre la justice internationale et les intérêts des pays en développement. (2015, p. 5)

Pour Wang J. (2019), même si le contenu de « la diplomatie de grands pays » promue par Xi Jinping n'est pas tout à fait clair, il ne fait pas de doute qu'il s'agit du « *remplacement de la diplomatie de profil-bas de Deng Xiaoping* » (p. 19). En outre, ce slogan indique que Xi Jinping adopte un leadership « transformatif ». Avec sa « diplomatie de grands pays », le président chinois énonce non seulement une nouvelle vision de l'avenir pour la Chine en tant que « grand pays » en voie de « réjuvenation nationale », mais aussi un engagement fort envers la réforme du système de gouvernance globale. Pourtant, de prime abord, la « diplomatie de grands pays à caractéristiques chinoises » et l'objectif de réjuvenation de la nation chinoise n'ont pas l'air très compatibles avec l'idée d'une « communauté d'avenir partagé pour l'humanité » (Cabestan, 2022, p. 98). Jusque-là, les responsables chinois.es se sont efforcé.es d'expliquer que la montée en puissance de la Chine mènerait à la montée en puissance de tous et toutes, surtout si la gouvernance mondiale avance selon les principes de justice, d'équité et de coopération gagnant-gagnant intrinsèque au modèle socialiste et de développement chinois. Mais ce discours n'a pas pleinement dissipé les inquiétudes.

Depuis les années 2000, l'existence même d'un modèle chinois interpelle les observateur.es à l'étranger. Chez certain.es, l'évolution de la politique étrangère chinoise a fait émerger l'hypothèse

³⁴ « The Central Conference on Work Relating to Foreign Affairs was Held in Beijing », Ministère des Affaires Étrangères de la République Populaire de Chine, 29 novembre 2014, https://www.fmprc.gov.cn/eng/wjib_663304/zjzg_663340/xws_665282/xgxw_665284/201412/t20141201_600270.html

d'un « Consensus de Pékin », qui serait un modèle alternatif à celui de Washington³⁵. Quand Glaser et Murphy commentent ce débat en 2009, les auteur.es expliquent que l'existence d'un modèle de développement chinois, apte à être diffusé dans le monde, n'est pas confirmée. Entre autres, iels constatent que les responsables politiques chinois.es évitent généralement d'utiliser un discours qui va dans ce sens. Si Glaser et Murphy observent que l'idée a gagné en traction au cours des années 2000, il faut toutefois souligner que le terme de « Consensus de Pékin » est toujours absent du discours officiel chinois. Or, dans le domaine de la politique étrangère (voire dans le domaine économique), le discours semble s'en rapprocher. En effet, le slogan de la « diplomatie de grands pays à caractéristiques chinoises » n'en est pas si loin, puisqu'il fait référence à une alternative aux modes dominants d'interactions internationales, qui serait fondée sur « *des caractéristiques chinoises saillantes, un style chinois et une confiance chinoise* »³⁶.

Or, pour que cette possibilité devienne réalité, il faut que le leadership chinois parvienne à convaincre suffisamment de dirigeant.es à l'international des bienfaits de son modèle. Malheureusement, celui-ci se heurte à un déficit de crédibilité qui est, en grande partie, lié à l'écart entre les décisions prises par le gouvernement de la RPC et son discours en politique étrangère. À mesure que celui-ci s'investit de responsabilités élargies et qu'il revendique plus ouvertement la volonté de réformer le système de gouvernance globale, les contradictions entre action et parole suscitent aussi davantage de méfiance à l'étranger.

2.1.2. Obstacles généraux et le problème de l'image à l'échelle internationale

Dans les dernières années, plusieurs enjeux que le PCC considère comme relevant des affaires domestiques ont suscité l'indignation à l'international. Parmi les politiques chinoises durement critiquées, on peut mentionner le durcissement de la position officielle chinoise concernant les mers de Chine méridionale et orientale et le rejet de la gouvernance globale à ce sujet, dont le refus de reconnaître et de coopérer avec les décisions de la Cour permanente d'arbitrage en 2016³⁷. Cela concerne également les pressions exercées sur Hong-Kong pour renforcer le contrôle de l'État sur la

³⁵ L'idée d'un « Consensus de Pékin » ayant l'ambition de rivaliser avec le « Consensus de Washington » a été introduite par Joshua Cooper Ramo dans un ouvrage publié par le Foreign Policy Centre (*think tank* basé au Royaume-Uni) : Ramo, Joshua Cooper. *The Beijing Consensus*. Foreign Policy Centre (Londres), 2004. Elle est mentionnée dans plusieurs des travaux étudiés au cours de cette thèse, dont Shao (2019), Laliberté (2013) et Li M. (2008).

³⁶ « Full Text of FM Wang Yi's Speech on China's Diplomacy in 2014 », Conseil des affaires de l'État de la République Populaire de Chine, 26 décembre 2014, http://english.www.gov.cn/state_council/ministries/2014/12/26/content_281475029808332.htm, voir aussi Swaine, Michael D. « Xi Jinping's address to the central conference on work relating to foreign affairs: Assessing and advancing major-power diplomacy with Chinese characteristics. » *China Leadership Monitor* 46, no. 1 (2015) : 10-11.

³⁷ Pour une analyse synthétique du conflit en Mer de Chine méridionale voir Larter, Mark. « Mer de Chine méridionale: enjeux, menaces et choix stratégiques pour l'Australie et la communauté internationale », *Revue Défense Nationale* HS3 (2022) : 210-230.

région autonome et le soutien du gouvernement central envers la répression des mouvements contestataires, les plus récents s'étant opposés au projet de loi sur l'extradition et à la loi sur la sécurité en 2019³⁸. De même, les politiques chinoises touchant à Taïwan sont une source de préoccupation majeure à l'international, surtout en ce qui concerne les exercices militaires dans l'espace inter-rives³⁹. Plus généralement, les importants efforts entrepris par le régime chinois pour faire accepter sans équivoque le principe de « Chine Unique » à l'échelle internationale retiennent l'attention internationale (Drun et Glaser, 2022). Enfin, il y a la répression violente dans les territoires de l'Ouest. Dans le cas de la région du Tibet, la politique chinoise inquiète de nombreux États et organisations depuis des décennies, et elle n'a pas fait l'objet d'un quelconque adoucissement sous Xi Jinping, notamment à l'égard du bouddhisme tibétain⁴⁰. Dans le cas du Xinjiang, et dans une seconde mesure du Qinghai et du Gansu⁴¹, c'est plus récemment que les mesures prises par l'autorité centrale pour consolider son contrôle sur la région (soi-disant dans le seul but de lutter contre une menace terroriste-séparatiste) ont attiré l'attention d'une partie de la communauté internationale⁴², du moins dans les médias de masse⁴³. Dans la liste des politiques chinoises qui sont vivement critiquées à l'international, il y a aussi le non-respect des droits humains en général, que ce soit la pratique autoritaire du gouvernement chinois sur le territoire national ou sa non-condamnation des abus causés par d'autres gouvernements. Outre le fait que ces choix soient dénoncés sur le principe par certains États et organisations qui œuvrent pour la protection des droits humains, ils sont un problème de politique étrangère pour l'État chinois en ce qu'ils provoquent des doutes sur sa crédibilité, vu la divergence entre le discours et la pratique. C'est à cela que fait référence Rawnsley quand il parle d'un « écart de crédibilité », qui rend la stratégie chinoise d'un exercice « doux » du pouvoir peu convaincante (2012, p. 131)⁴⁴.

³⁸ Lindsay Maizland, « Hong Kong's Freedoms: What China Promised and How It's Cracking Down », Council on Foreign Relations, 19 mai 2022, <https://www.cfr.org/background/hong-kong-freedoms-democracy-protests-china-crackdown>

³⁹ Agence France-Presse. « La Chine se livre à un exercice d'encerclement de Taïwan », *Radio Canada*, 7 avril 2023, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1970054/chine-taiwan-etats-unis-tensions-exercices-militaire>

⁴⁰ Sarah Cook, « Tibetan Buddhism: Religious Freedom in China [rapport 2017] », Freedom House, consulté dernièrement le 9 juillet 2023, <https://freedomhouse.org/report/2017/battle-china-spirit-tibetan-buddhism-religious-freedom>

⁴¹ Au Nord, l'état des droits humains en Mongolie Intérieure est aussi de plus en plus sous le radar des observateurs internationaux.

⁴² « Xinjiang report: China must address grave human rights violations and the world must not turn a blind eye, say UN experts », Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, 7 septembre 2022, <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2022/09/xinjiang-report-china-must-address-grave-human-rights-violations-and-world>

⁴³ « UN members condemn China over abuse of Uighurs in Xinjiang », *Al Jazeera*, 1er novembre 2022, <https://www.aljazeera.com/news/2022/11/1/un-members-condemn-chinas-silence-on-ughur-abuses-in-xinjiang>

⁴⁴ Dans le texte original : « the soft use of power ». Par cette formulation et l'utilisation de l'italique, Rawnsley fait ici la distinction entre la notion de *soft power* comme pouvoir d'attraction en soi et la notion de *soft power* comme instrumentalisation de ce pouvoir.

Un autre sujet de critique, qui rejoint le problème de crédibilité, concerne la responsabilisation de l'État chinois sur la scène internationale. Dès les années 1990, à la suite des réformes internes et de son adhésion aux institutions internationales, il fait face à des pressions le poussant à accepter plus de responsabilités en matière de gouvernance globale (d'Hooghe, 2015, p. 49-50). Face à son ascension, deux attentes ont été formulées. D'une part, on attend de la Chine qu'elle agisse de façon responsable, c'est-à-dire de façon prudente, considérant les potentielles conséquences de sa puissance et de son influence⁴⁵. D'autre part, compte tenu de ses capacités de puissance et de ses propres déclarations sur sa capacité à jouer le rôle de leader, on attend de la Chine qu'elle endosse plus de responsabilités relatives à la gouvernance globale, ce qui implique, par exemple, de condamner le comportement de certains États, alliés ou non.

Que la Chine soit perçue comme un pays responsable, surtout en tant qu'acteurs des relations internationales, est une idée qu'on retrouve aujourd'hui fréquemment dans le discours du leadership chinois. Cette idée était déjà présente dans le discours de Hu Jintao⁴⁶, mais elle est alors relative à la position de la Chine en tant que pays en voie de développement. Là où Xi Jinping se démarque de son prédécesseur, c'est dans le fait que la responsabilité de la Chine est désormais conditionnée par son statut de grande puissance. En 2013, le Ministère des Affaires Étrangères, Wang Yi s'exprime sur la pensée du président et explique que la notion de responsabilité est non seulement un élément constitutif de « *l'excellente culture traditionnelle chinoise* » (*zhonghua youxiu chuantong wenhua* 中华优秀传统文化), mais aussi « *une caractéristique distinctive de la nouvelle diplomatie chinoise* », elle-même le produit du socialisme à caractéristiques chinoises⁴⁷. En 2017, le Conseiller d'État, Yang Jiechi commente la vision politique de Xi Jinping et affirme que l'idée d'une « communauté d'avenir partagé » atteste d'un « *fort sentiment de mission historique* » et d'un « *sens aigu de la responsabilité pour l'humanité toute entière* ». On pourrait penser que, sous la tutelle de Xi Jinping, l'État chinois a définitivement pris la direction d'une plus forte responsabilisation sur la scène internationale.

Néanmoins, le discours du président chinois traduit aussi une certaine prudence. Lors d'une réunion du Politburo en septembre 2016, celui-ci aurait déclaré à son entourage politique : « *Nous*

⁴⁵ Rieko Miki et Yuko Habano, « G-7 heads weigh first statement urging China to be 'responsible' », *Nikkei Asia*, 4 mai 2023, <https://asia.nikkei.com/Spotlight/G-7-in-Japan/G-7-heads-weigh-first-statement-urging-China-to-be-responsible>

⁴⁶ « Hu Jintao Addresses the General Debate of the 64th General Assembly Session », Ministère des Affaires Étrangères de la République Populaire de Chine, 24 septembre 2009, https://www.fmprc.gov.cn/eng/wjlb_663304/zzjq_663340/qjs_665170/qjzyhy_665174/2594_665176/2596_665180/200909/t20090930_597974.html

⁴⁷ « Wang Yi : Adhérer à la juste conception de la justice et des bénéfices, participer activement en tant que grand pays responsable (王毅: 坚持正确义利观, 积极发挥负责任大国作用) », Gouvernement Central du Peuple de la République Populaire de Chine, 10 septembre 2013, https://www.gov.cn/jrzq/2013-09/10/content_2484898.htm

*devons participer activement à la gouvernance globale, nous prendrons davantage de responsabilités internationales, et ce faisant, nous ferons de notre mieux, mais sans aller trop loin »*⁴⁸. Pour certain.es observateur.es, comme Poh et Li (2017), le gouvernement chinois n'est pas prêt à répondre aux attentes sur sa responsabilisation à l'échelle internationale. En effet, les actions du gouvernement, ainsi que sa rhétorique intransigeante quand il s'agit des intérêts nationaux désignés par le PCC, tendent à saper les efforts de communication censés représenter la Chine comme une puissance « *bienveillante et responsable* » (Poh et Li, 2017, p. 92). Il y a donc un écart entre la puissance de la RPC, le discours sur sa capacité à agir en leader international responsable et la réticence du gouvernement chinois à assumer, dans les faits, certaines responsabilités. Et cet écart suscite des craintes au sein de la communauté internationale, que certaines décisions politiques n'ont fait qu'accentuer. L'idée selon laquelle la Chine poursuit une « diplomatie du piège de la dette » en est un exemple⁴⁹, qui a d'ailleurs été ravivé par le projet de la BRI. De surcroît, malgré toute la rhétorique sur « l'avenir partagé de l'humanité » et la promotion du principe de coopération « gagnant-gagnant », le slogan du « Rêve Chinois pour la Réjuvenation de la Nation Chinoise » ne cesse d'inquiéter. Pour certain.es, il est le signe d'une politique des « intérêts chinois avant tout » et il trahit bien plus une ambition d'hégémonie qu'il ne reflète une volonté sincère de responsabilisation. Dans le cas du Sri Lanka⁵⁰, le gouvernement chinois a récemment fait le choix de relâcher la pression concernant le remboursement de la dette, en acceptant une restructuration des prêts dans le cadre du programme d'aide d'urgence mis en place par le FMI. Au-delà d'un calcul économique, il est possible que cette décision ait été motivée par le besoin de maintenir une image positive, « *la Chine cherchant un plus grand soutien de la part du Sud Global tandis qu'elle fait face à une rivalité prolongée avec les États-Unis* »⁵¹.

En effet, l'image que le pays renvoie au monde semble être une préoccupation majeure du gouvernement chinois actuel. En Asie, plus particulièrement, ses efforts de communication traduisent une volonté de projeter l'image d'un pays puissant, mais qui se montre bienveillant envers ses voisins au nom d'un héritage et d'aspirations communes.

⁴⁸ Dans le texte original : « *We must actively participate in global governance, we will take more international responsibilities, and in so doing we will try our best but not overreach ourselves* ». Voir « Xi calls for reforms on global governance », *Xinhua*, 28 septembre 2016, http://www.xinhuanet.com/english/2016-09/28/c_135720719.htm

⁴⁹ Le concept est attribué à Brahma Chellaney, professeur au Centre de Recherche en Politique de New Delhi. Voir Brahma Chellaney, « China's Debt-Trap Diplomacy », *Project Syndicate*, 23 janvier 2017, <https://www.project-syndicate.org/commentary/china-one-belt-one-road-loans-debt-by-brahma-chellaney-2017-01>

⁵⁰ Saibal Dasgupta, « China's Global Image Under Strain as Sri Lanka Faces Debt Trap », *Voice of America*, 25 avril 2022, <https://www.voanews.com/a/china-s-global-image-under-strain-as-sri-lanka-faces-debt-trap-/6544106.html>

⁵¹ Hanada Ryosuke et Kawate Iori, « China relents on Sri Lanka debt, paving way for bailout », *Nikkei Asia*, 9 mars 2023, <https://asia.nikkei.com/Spotlight/Sri-Lanka-crisis/China-relents-on-Sri-Lanka-debt-paving-way-for-bailout>

2.2. La question de l'image dans les relations avec l'Asie du Sud-Est et les communautés d'héritage et de culture chinoises

2.2.1. Une « communauté asiatique de destin partagé » : comment la Chine veut-elle être perçue en Asie du Sud-Est ?

2.2.1.1. *L'Asie du Sud-Est au cœur de la politique étrangère chinoise*

Depuis les années 1990, une autre tendance de la politique étrangère de la RPC a été le rapprochement avec les pays d'Asie, notamment la région du Sud-Est au travers de l'ASEAN (Association des Nations de l'Asie du Sud-Est)⁵². En 1997, la création du mécanisme « ASEAN +3 » institutionnalise la coopération entre les pays-membres d'Asie du Sud-Est, la Chine, le Japon et la Corée du Sud, dont l'importance est renforcée par la crise financière éclatant la même année. À ce moment charnière, les décisions de la Chine, notamment la décision de ne pas dévaluer sa monnaie et l'aide financière apportée, ont été perçues comme une politique « constructive » (Dassù, 1998; d'Hooghe, 2015) et ont eu un impact positif sur l'image de la Chine, dont le développement rapide avait plutôt jusque-là inquiété les voisins asiatiques. Dans le cas de la Thaïlande, la politique chinoise aurait été particulièrement salvatrice et semble avoir eu des répercussions durables sur la vision que les thaïlandais ont de la Chine. C'est aussi la capacité même de l'économie chinoise à surmonter la crise qui a provoqué un certain changement des mentalités à l'égard de la Chine. À partir de ce moment, il devient de plus en plus crédible pour ce pays d'exercer le rôle de moteur économique en Asie (Thunø, 2018). Certains leaders de la région, comme Thaksin Shinawatra en Thaïlande⁵³, commencent à envisager que la coopération avec la Chine puisse être la clé de leur réussite et une alternative sérieuse aux méthodes « prédatrices » d'investissement des firmes occidentales (Boisseau du Rocher, 2016, p. 108). Depuis, la coopération entre la Chine et l'Asie du Sud-Est a été renforcée par des procédés bilatéraux et multilatéraux, et aujourd'hui comme hier, le régime chinois veille sur l'image véhiculée par sa montée en puissance dans la région. Il doit non seulement rassurer les craintes concernant les risques d'une dépendance économique et politique envers son pays, mais aussi faire taire ceux qui l'accusent d'être en quête de domination. Pour cela, il lui faut continuellement affirmer (si ce n'est par son comportement, au moins par son discours) qu'il adhère aux principes de

⁵² Dans la littérature francophone, on trouve parfois l'acronyme ANASE, mais l'acronyme anglophone ASEAN demeure plus courant.

⁵³ Thaksin Shinawatra a été Premier Ministre de la Thaïlande à partir 2001 jusqu'au coup d'État de 2006. Sa sœur, Yingluck Shinawatra, a été Première Ministre entre 2011 et 2014, de même évincée par un coup d'État.

coexistence pacifique, et prouver que le modèle d'interaction international qu'il propose n'est pas celui d'un jeu à somme nulle.

Dans le domaine de la sécurité, par exemple, le discours de « l'Asie pour les Asiatiques » de Xi Jinping est censé incarner un dévouement à la coopération régionale et un rejet de l'influence étrangère. Par conséquent, le slogan évoque aussi une vocation à transformer l'ordre régional selon les intérêts des pays asiatiques. On constate d'ailleurs que, sous Xi, l'État chinois défie plus ouvertement le *statu quo*, notamment en ce qui concerne la présence des États-Unis dans la région. Dans le discours « Un nouveau concept de sécurité asiatique pour un nouveau progrès en coopération de sécurité » (prononcé au quatrième sommet de la Conférence sur l'Interaction et les Mesures de Confiance en Asie, en mai 2014), le président de la RPC affirme : « *En dernière analyse, il appartient au peuple asiatique de gérer les affaires de l'Asie, de résoudre les problèmes de l'Asie et de maintenir la sécurité de l'Asie. Les peuples d'Asie ont la capacité et la sagesse de parvenir à la paix et à la stabilité dans la région grâce à une coopération renforcée* »⁵⁴.

Ce discours fait écho au « nouveau concept de sécurité » que l'ancien président Jiang Zemin avait défendu dans la deuxième moitié des années 1990, en signe de rejet de la mentalité de la Guerre Froide et pour rassurer la communauté internationale du fait que la Chine ne chercherait pas à occuper une position hégémonique (Goh, 2014). Mais à nouveau, Xi Jinping se démarque de ces prédécesseurs en revendiquant une approche distinctement chinoise. L'alternative à la voie adoptée par les grandes puissances que défend la RPC n'est plus celle des non-alignés, situés à la périphérie des relations internationales. Il s'agit d'une approche proprement chinoise, née de l'expérience chinoise et de la pensée socialiste chinoise, voire plus précisément de la « Pensée de Xi Jinping sur le Socialisme à Caractéristiques Chinoises dans la Nouvelle Ère », promue par un État qui est aujourd'hui au cœur des relations internationales et qui a la capacité d'exercer un leadership d'abord régional, et à terme, global.

Le discours sur la « communauté d'avenir partagé pour l'humanité » reflète également cette ambition. Selon l'ancien Ministre des Affaires Étrangères, Wang Yi, il y a là une innovation majeure en diplomatie et même la « *solution chinoise concernant l'évolution de l'ordre international et du*

⁵⁴ « New Asian Security Concept for New Progress in Security Cooperation », Ambassade de la République Populaire de Chine en Indonésie, 30 mai 2014, http://id.china-embassy.gov.cn/eng/sgdt/201405/t20140530_2048472.htm. Pour une analyse de la réception de cette allocution, voir Jakobson, Linda. « Reflections From China on Xi Jinping's 'Asia for Asians' », *Asian Politics & Policy* 8, no. 1 (2016) : 219-223.

système international »⁵⁵. La « vision » derrière ce discours est une série de principes, articulés en cinq actions :

*[1] forger des partenariats dans lesquels les pays traitent l'un avec l'autre sur un pied d'égalité, entreprennent des consultations mutuelles et font preuve de compréhension mutuelle, [2] créer une architecture de sécurité caractérisée par l'équité, la justice, la contribution conjointe et les avantages partagés, [3] promouvoir un développement ouvert, innovant et inclusif qui profite à tous.les, [4] accroître les échanges inter-civilisationnels pour renforcer l'harmonie, l'inclusivité et le respect des différences, et [5] construire un écosystème qui donne la priorité à Mère-nature et au développement vert.*⁵⁶

Cette définition a été proposée par un représentant du gouvernement pour expliquer le concept aux publics, et pourtant, si l'on s'y fie, il est difficile de déterminer en quoi l'approche chinoise diffère de manière significative de l'approche à la gouvernance globale qui domine actuellement. Il n'est pas non plus clair quelles formes doit prendre la mise en application des principes de la vision chinoise. Néanmoins, cela n'a pas empêché Pékin de faire du concept de « communauté d'avenir partagé pour l'humanité » un des objets les plus récurrents de son discours en politique étrangère et diplomatique, et d'en proposer de nombreuses versions.

2.2.1.2. *Communauté et famille : récits chinois sur la relation Chine-Asie du Sud-Est*

En effet, si le concept initial a vocation à englober l'humanité, il a aussi une facette régionaliste. Parmi toutes les déclinaisons régionales proposées par le leadership chinois, celle de la « communauté asiatique d'avenir partagé » est particulièrement saillante (Ha, 2019). Elle commence à ponctuer le discours officiel dès 2014, mais c'est surtout à partir de mai 2019, à la suite de la Conférence sur le Dialogue des Civilisations Asiatiques organisée à Pékin, qu'elle gagne en visibilité⁵⁷. À l'inauguration de la conférence, dans une adresse intitulée « Approfondir les Échanges

⁵⁵ « Work Together to Create a Community of Shared Future for Mankind », Ministère des Affaires Étrangères de la République Populaire de Chine, 31 mai 2016, https://www.fmprc.gov.cn/eng/wjb_663304/wjbz_663308/2461_663310/201606/t20160603_468625.html

⁵⁶ « La Chine se livre à un exercice d'encerclement de Taïwan », 7 avril 2023. Les indications chiffrées ont été ajoutées au texte pour mieux distinguer entre les différents points.

⁵⁷ Organisée en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO), la Conférence sur le Dialogue des Civilisations Asiatiques est une initiative de la RPC pour « renforcer la coopération régionale et procurer une plateforme d'apprentissage, d'échanges et de dialogue interculturel pour les cultures asiatiques et au-delà » (voir « Programme des Routes de la Soie : Conference on Dialogue of Asian Civilizations, Beijing », UNESCO, consulté dernièrement le 6 juillet 2023, <https://fr.unesco.org/silkroad/node/10460>). Une seconde conférence était prévue pour 2021 mais elle n'a pas eu lieu du fait de la pandémie covid-19 et il ne semble pas y avoir actuellement de projet en cours pour relancer la plateforme.

et l'Apprentissage Mutuel entre les Civilisations pour une Communauté Asiatique d'Avenir Partagé », Xi Jinping met le concept en avant en insistant sur l'appartenance profonde de la civilisation chinoise à la civilisation asiatique⁵⁸. Ces idées sont également très présentes dans le discours entourant le Forum Boao pour l'Asie, organisé en Chine depuis 2001 et dont le thème de 2015 porte le nom de « Nouveau futur de l'Asie : vers une communauté de destin commun »⁵⁹.

Plus récemment, en 2023, le Premier Ministre Li Qiang⁶⁰ s'est servi du forum comme plateforme pour éclaircir le lien entre la version originale et la variante régionale du concept, déclarant que « *[n]ous devons porter haut la bannière de la vision d'une communauté d'avenir partagé pour l'humanité et nous unir pour encourager la communauté asiatique d'avenir partagé* »⁶¹. Ici, le concept de « communauté d'avenir partagé pour l'humanité » est une vision, et la « communauté asiatique d'avenir partagé » est plutôt le projet en cours. Autrement dit, d'après Li Qiang, le premier est l'aspiration globale dont le deuxième est la manifestation actuelle. Il existe aussi d'autres variantes régionales, comme la « communauté Chine-ASEAN d'avenir partagé » (Ha, 2019) ou la « communauté Asie Pacifique d'avenir partagé »⁶². De plus, des variantes bilatérales ont été intégrées dans le vocabulaire des échanges diplomatiques entre la Chine et la plupart des pays d'Asie du Sud-Est⁶³, et même dans les termes d'accords officiels passés avec le Laos⁶⁴, la Thaïlande⁶⁵ et le

⁵⁸ « Xi Jinping Attends the Opening Ceremony of the Conference on Dialogue of Asian Civilizations (CDAC) and Delivers a Keynote Speech », Consulat Général de la République Populaire de Chine à Chicago, 15 mai 2019, http://chicago.china-consulate.gov.cn/eng/xw/201905/t20190517_4657944.htm

⁵⁹ « Religious Leaders Dialogue at Boao Forum: Building community of shared future », CGTN, 11 avril 2018, https://news.cgtn.com/news/7741444f336b7a6333566d54/share_p.html

⁶⁰ Succédant à Li Keqiang le 11 mars 2023, Li Qiang vient alors tout juste d'être nommé à ce poste.

⁶¹ « Following the Vision of a Community with a Shared Future for Mankind and Bringing More Certainty to World Peace and Development », Ministère des Affaires Étrangères de la République Populaire de Chine, 30 mars 2023, https://www.fmprc.gov.cn/eng/wjdt_665385/zyjh_665391/202303/t20230331_11052581.html

⁶² Zhang Yue Marina, « Decoding Xi Jinping's 'Asia Pacific Community With a Shared Future' », *The Diplomat*, 9 décembre 2022, <https://thediplomat.com/2022/12/decoding-xi-jinpings-asia-pacific-community-with-a-shared-future/>

⁶³ Dans le cas du Vietnam, voir « Xi Jinping calls for a China-Vietnam community with a shared future », CGTN, 26 avril 2023, <https://news.cgtn.com/news/2023-04-26/Xi-meets-senior-CPV-official-Truong-Thi-Mai-in-Beijing-1jjiPI0uyZfq/index.html>; dans le cas du Myanmar, « Qin Gang Holds Talks with Minister for Foreign Affairs of Myanmar Than Swe », Ambassade de la République Populaire de Chine à Singapour, 3 mai 2023, http://sg.china-embassy.gov.cn/eng/zqwj/202305/t20230504_11070150.htm; dans le cas de la Malaisie, « Xi Jinping Meets with Prime Minister Datuk Seri Anwar Ibrahim of Malaysia », Ministère des Affaires Étrangères de la République Populaire de Chine, 31 mars 2023, https://www.fmprc.gov.cn/eng/zxxx_662805/202207/t20220713_10719190.html; dans le cas de l'Indonésie « Joint Statement between The People's Republic of China and The Republic of Indonesia », Ministère des Affaires Étrangères de la République Populaire de Chine, 17 novembre 2022, https://www.fmprc.gov.cn/eng/wjdt_665385/2649_665393/202211/t20221117_10976784.html

⁶⁴ « Xi Jinping Holds Talks with General Secretary of the LPRP Central Committee and Lao President Thongloun Sisoulith », Ministère des Affaires Étrangères de la République Populaire de Chine, 30 novembre 2022, https://www.fmprc.gov.cn/eng/zxxx_662805/202212/t20221201_10983749.html

⁶⁵ « Joint Statement between the Kingdom of Thailand and the People's Republic of China on Working towards a Thailand - China Community with a Shared Future for Enhanced Stability, Prosperity and Sustainability », Ministère des Affaires Étrangères du Royaume de Thaïlande, 19 novembre 2022, <https://www.mfa.go.th/en/content/thchnjointstatement19112565-2?cate=5d5bcb4e15e39c306000683c>

Cambodge⁶⁶. Combiné à l'intérêt renouvelé pour le concept de « diplomatie périphérique » (Heath, 2013; Callahan, 2016)⁶⁷, ce discours indique que l'Asie occupe une place majeure dans la politique étrangère menée par Xi Jinping, qui projette une image de confiance quant à la capacité de la RPC à remplir le rôle de leader régional.

De nombreuses initiatives de coopération régionale, que l'État chinois a lancées ou fortement soutenues, tendent à confirmer l'hypothèse d'un tournant vers l'Asie. C'est le cas de l'initiative des « Nouvelles Routes de la Soie », qui s'est graduellement étendue à l'échelle planétaire, mais dont le cœur demeure le continent asiatique, de ses frontières occidentales touchant l'Europe à ses frontières orientales dans l'océan Pacifique. En effet, l'Asie centrale est au cœur de la voie terrestre du projet, et l'Asie du Sud-Est est la principale région concernée par la « Voie Maritime de la Soie du 21^e siècle » (*ershiji shijie shanghai sichou zhilu* 21世纪海上丝绸之路)⁶⁸. On peut d'ailleurs noter que la première annonce de l'Initiative a eu lieu lors d'une visite de Xi Jinping à l'Université Nazarbayev, au Kazakhstan en septembre 2013, et que la voie maritime a ensuite été dévoilée le mois suivant lors d'un passage du président chinois au Parlement indonésien à Jakarta. La priorité donnée à la coopération régionale est aussi révélée par la création de la Banque Asiatique d'Investissement dans les Infrastructures (BAII) en 2014, à l'initiative de l'État chinois, laquelle a été présentée comme une institution de la BRI.

D'autres mécanismes de coopération régionale ont été associés à l'Initiative, comme les forums et les organisations de coopération de la sous-région du Mékong (aussi dite Lancang-Mékong)⁶⁹, qui réunit le Myanmar, le Cambodge, le Laos, la Thaïlande, le Vietnam et la Chine (principalement via les provinces du Yunnan et du Guangxi). Tous ces pays ont reconnu l'existence d'un lien entre les institutions de coopération sous-régionale et la BRI, mais la plupart restent assez vagues sur la nature et la manifestation concrète de ce lien. Du côté de l'État chinois, en revanche, il n'y a pas d'équivoque sur le fait que ces institutions du Lancang-Mékong soient des véhicules ou des

⁶⁶ « Full text: Joint Statement between the People's Republic of China and the Kingdom of Cambodia on Building a China-Cambodia Community with a Shared Future in the New Era », Bureau d'Information du Conseil des affaires de l'État de la République Populaire de Chine, 13 février 2023, http://english.scio.gov.cn/topnews/2023-02/13/content_85102645.htm

⁶⁷ En mandarin, *zhoubian waijiao* (周边 外交). Le concept se traduit aussi « diplomatie de [bon] voisinage » ou « diplomatie du pourtour ». Voir Cabestan, Jean-Pierre. « Chapitre 2. L'évolution de la politique étrangère chinoise depuis 2000 ». Dans *La politique internationale de la Chine*, Presses de Sciences Po, 2022; « La diplomatie chinoise en 2021 : Embrasser une vision globale et servir le pays et le peuple », Ministère des Affaires Étrangères de la République Populaire de Chine, 20 décembre 2021, https://www.fmprc.gov.cn/fra/wjb/wjbz/zyjh/202112/t20211220_10471933.html

⁶⁸ En anglais : « 21st Century Maritime Silk Road ».

⁶⁹ Émergeant comme un espace de coopération spécifique dans les années 1990, dans le cadre de programmes de la Banque Asiatique de Développement sous le nom de « Sous-Région du Grand-Mékong », cet espace fait l'objet de plusieurs initiatives de coopération aujourd'hui. La désignation Lancang-Mékong concerne le même espace mais réfère plutôt à une institution établie en 2016 sous l'impulsion de la RPC, dite Mécanisme de Coopération Lancang-Mékong (ou Coopération Lancang-Mékong). Les deux désignations rassemblent les mêmes 6 pays.

composantes de la *Belt and Road Initiative*, et son discours laisse entendre que tous les pays participants sont sur la même longueur d'onde à cet égard⁷⁰. La plateforme de la CLM a aussi été érigée en « modèle doré » de la coopération régionale⁷¹, le discours chinois faisant ici référence au nom de « Triangle d'or » donné à la région frontalière connectant la Chine, le Myanmar, la Thaïlande et le Laos, où se rencontrent la rivière Ruak et le fleuve Mékong.

Dans le cas des relations inter-asiatiques, le discours chinois sur la « communauté d'avenir partagé » a aussi la particularité d'être accompagné d'un récit sur l'existence d'une « famille » asiatique. En novembre 2022, par exemple, Xi Jinping déclare au sommet de l'APEC (Coopération économique pour l'Asie-Pacifique) : « *Au fil des années, l'Asie-Pacifique est restée ensemble comme une grande famille* »⁷². Cela fait écho à des expressions utilisées par la Chine et certains pays d'ASE pour se référer à leurs relations bilatérales. Le concept de « l'amitié *Pauk-Phaw* » est aujourd'hui très souvent utilisé dans le discours chinois pour qualifier la relation sino-myanmaraise. Émergeant dans les années 1950, mais peu diffusé jusque-là, il fait référence au terme myanmarais qui est utilisé pour désigner des « adelphe (frères-et-sœurs) de la même mère ». Depuis la normalisation des relations diplomatiques sino-thaïlandaises dans les années 1970, les expressions « la Chine et la Thaïlande sont une famille » et « la Chine et la Thaïlande sont frères » sont fréquemment mobilisées, du côté thaïlandais comme du côté chinois. Quels sont censés être les effets d'un tel discours ? On peut considérer, d'une part, qu'il met en valeur l'unité des pays et des peuples asiatiques, ce qui a pour effet corollaire d'agrandir la distance avec le reste du monde. D'autre part, en jouant sur les thèmes de la généalogie et de la filiation, ce discours octroie une ancienneté aux relations de la Chine avec l'Asie du Sud-Est. Comme l'allégorie d'une « communauté liée par le même destin », la rhétorique de la famille et de la fraternité renforce l'idée selon laquelle les pays d'Asie sont interdépendants, aujourd'hui comme hier et demain. En termes de politique étrangère, elle est censée réduire le champ des possibles pour les États d'Asie du Sud-Est qui, prenant acte de leurs liens historiques et familiaux,

⁷⁰ « Joint Press Communiqué of the Seventh Mekong-Lancang Cooperation Foreign Ministers' Meeting », Ministère des Affaires Étrangères de la République Populaire de Chine, 5 juillet 2022, https://www.fmprc.gov.cn/eng/wjdt_665385/2649_665393/202208/t20220815_10743231.html; « Lancang-Mekong Cooperation Platform achieves high-level development, becoming 'golden model' for regional collaboration: FM », *Global Times*, 22 mars 2023, <https://www.globaltimes.cn/page/202303/1287756.shtml>. L'Initiative de Développement Global (*quanqiu fazhan changyi* 全球发展倡议) et l'Initiative de Sécurité Globale (*quanqiu anquan changyi* 全球安全倡议) sont deux initiatives récentes de la RPC : la première a été lancée en 2021 en soutien aux Objectifs de Développement Durable 2030 de l'ONU, et la deuxième a été proposée en 2022 dans le cadre du Forum Boao pour l'Asie.

⁷¹ « Lancang-Mekong Cooperation turned into « golden model » of regional cooperation: Chinese FM », *Xinhua*, 4 juillet 2022, <http://english.news.cn/20220704/91de697fc3b84cc1bb19be4e07def318/c.html>

⁷² « President Xi Jinping Delivered a Written Speech at the APEC CEO Summit, Underscoring China's Commitment to Building an Asia-Pacific Community with a Shared Future », Ministère des Affaires Étrangères de la République Populaire de Chine, 17 novembre 2022, https://www.fmprc.gov.cn/eng/wjwb_663304/zjzg_663340/ggjj_665228/xwlb_665230/202211/t20221117_10977274.html, voir aussi « Xi warns against 'big-power contest' in region », *Bangkok Post*, 18 novembre 2022, <https://www.bangkokpost.com/thailand/general/2440350/xi-warns-against-big-power-contest-in-region>

devraient « naturellement » se tourner vers la Chine. Par extension, cela implique de se distancer d'autres pays, comme les États-Unis, avec lesquels l'Asie du Sud-Est ne partage pas une connexion aussi profonde. En termes de dynamique de relations internationales et de pratique diplomatique, ce discours sert aussi à signaler que la Chine souhaite traiter avec les pays Sud-Est asiatiques comme le ferait une personne envers les autres membres de sa famille, c'est-à-dire sur une base d'égalité.

Or, selon Varrall (2017), dans la conception traditionnelle chinoise du monde, dont le régime chinois contemporain serait l'héritier, les relations entre les membres d'une famille sont une affaire de hiérarchie : « *[La Chine] voit les relations internationales non pas en des termes Westphaliens d'interactions horizontales entre États égaux, mais en tant que hiérarchie familiale, elle-même étant la figure paternelle bienveillante* » (p. 27). En effet, si l'on tient compte de l'influence historique de la pensée confucéenne dans la politique chinoise, il est plausible que le gouvernement actuel ait une conception hiérarchique de la famille. Cela pourrait l'amener à voir sa relation avec ses voisins comme étant celle d'un grand frère envers des cadets, lesquels ont des obligations de respect et d'obéissance envers l'aîné. Que le gouvernement de Xi puisse adhérer à cette vision a de quoi inquiéter les autres membres de cette soi-disant famille asiatique.

2.2.2. L'image de la Chine du point de vue de l'Asie du Sud-Est : comment la Chine est-elle perçue ?

2.2.2.1. Retour historique : un monde sinocentrique ?

L'inquiétude est d'autant plus justifiée que cette vision de l'ordre régional ramène à la mémoire le système tributaire, par lequel les empires chinois ont longtemps maintenu un rapport hiérarchique avec les royaumes d'Asie du Sud-Est. Ce système était lié à une lecture sino-centrique du monde et à des conceptions politiques qui ont eu un profond impact sur les relations régionales, dont l'idée selon laquelle l'Empereur de Chine a un « Mandat du Ciel » pour régner « *non seulement sur la Terre du Milieu, mais aussi sur tout ce qui se trouve en dessous des cieux* » (*tian-xia*) » (Stuart-Fox, 2004, p. 125). Il est important de souligner que l'intégration des différents royaumes d'Asie du Sud-Est à ce système a été un phénomène de va-et-vient, souvent contesté, et qu'elle a impliqué une variété de stratégies de la part des souverain.es Sud-Est asiatiques. Dans les faits, rares ont été les souverain.es à s'être déplacé.es elleux-même à la capitale chinoise, choisissant plutôt d'envoyer des émissaires pour accomplir les actes rituels de démonstration d'obéissance. Ce choix montre que les participant.es du système tributaire n'adhéraient pas nécessairement à la cosmologie chinoise, et que cela n'a pas non plus empêché le système de perdurer pendant plusieurs siècles. Selon Stuart-Fox (2004), le système servait bien plus de base à des « *compromis et rapports mutuels* » qu'il

n'imposait un ordre régional formel (p. 127), même après l'introduction de mesures de formalisation et de régularisation sous la dynastie Ming (1368-1644).

À partir du 19^e siècle, une nouvelle vague d'expansionnisme européen contribue au déclin du système tributaire, s'ajoutant aux tensions internes à l'intérieur de l'Empire chinois et aux tensions interétatiques. Au fur et à mesure, la colonisation européenne impose un nouvel ordre régional en Asie du Sud-Est qui instaure une rupture dans les relations de la Chine avec les pays voisins. Vers la fin du siècle, la politique impérialiste japonaise menace elle aussi l'État chinois et son influence dans la région, à commencer par l'île de Taïwan qui est cédée par la dynastie Qing en 1895, à la suite de la Première Guerre Sino-japonaise. C'est à cette période-là que l'image de puissance renvoyée par la Chine se dégrade et que l'idée d'un monde sinocentrique perd en crédibilité. Le siècle suivant s'avère aussi être une période mouvementée, marquée par la contestation et la reconstruction des structures politiques. Sous le régime des empires coloniaux, puis sous le régime de leur propre État-nation, les gouvernements d'Asie du Sud-Est sont pris dans les mailles de la compétition entre les États-Unis et l'URSS. Même au sein du bloc communiste, les États et les groupes révolutionnaires communistes de la région subissent l'affrontement entre l'URSS et la Chine de Mao. Dans les pays où les gouvernements s'opposent à l'expansion du communisme, le soutien de la RPC aux mouvements communistes locaux est une source majeure de tensions entre les États. C'est notamment autour de cet enjeu qu'ont été construits et diffusés des discours anti-chinois auprès des populations. Comme l'expliquent Cho et Park (2013), « *les sentiments anti-chinois et anti-communistes ont aussi été utilisés pour la construction nationale pendant la Guerre Froide mais à des degrés différents et à des périodes différentes dans le temps* » (p. 74). D'après ces auteur.es, les gouvernements de la région ont eu recours à diverses stratégies de politisation de sentiments antagonistes envers la Chine (et envers le Japon), selon leurs besoins en matière de politique domestique et étrangère. Cette instrumentalisation politique a notamment pris la forme d'une réappropriation de l'histoire des relations entre le pays concerné et la Chine, incluant des discours sur la distance culturelle entre les peuples. Dans les faits, ne serait-ce que par sa proximité géographique, l'Asie du Sud-Est a toujours été exposée à l'influence culturelle et idéationnelle de la Chine. Mais la perception de cette influence n'a pas eu la même signification à travers les siècles et elle a été aussi variée qu'il y a eu de gouvernements et de régimes dans la région.

En matière de liens religieux, les dynamiques régionales ont été fortement influencées par la diffusion du bouddhisme. Partant du Népal, le bouddhisme est arrivé en Asie du Sud-Est en passant par plusieurs routes, certaines traversant la Chine. On raconte qu'il s'est propagé à travers le continent dès le 6^e siècle, grâce aux marchand.es, moines et moniales chinois.es qui voyageaient le long des

Routes de la Soie. Le taoïsme et le confucianisme ont aussi étendu leur influence dans les pays limitrophes de la Chine, notamment au Vietnam, mais leur impact sur le long terme a été moindre. Cette influence est parfois méconnue des populations sud-est asiatiques contemporaines ou perçue différemment d'une communauté à l'autre. Les raisons à cela sont d'une part par l'existence d'une grande diversité ethnoculturelle et d'expériences socio-économiques dans la région et d'autre part, le fait que l'influence chinoise ait été l'objet de récits politiques hétéroclites. Un autre facteur à considérer est celui de la migration. Les différents mouvements d'émigration chinoise ont été à la fois des vecteurs de la diffusion de la culture et des idées chinoises dans la région, et une variable additionnelle dans la construction d'imaginaires collectifs sur la Chine au sein des sociétés d'accueil. L'accumulation de ces expériences et de récits politiques variés tout au long de l'histoire explique sûrement pourquoi on trouve encore aujourd'hui un spectre très large de sentiments à l'égard de la Chine parmi les publics d'Asie du Sud-Est, voire des sentiments contradictoires ou ambigus chez certaines personnes. Elle explique aussi pourquoi la politique étrangère chinoise ne sera pas perçue de la même façon dépendamment du pays concerné et des communautés interrogées.

2.2.2.2. *Évaluer l'opinion publique en Asie du Sud-Est vis-à-vis de la Chine*

Enfin, on peut supposer que c'est cette diversité (ethnique, culturelle, socio-économique) et la fluctuation des discours politiques à travers l'histoire qui font qu'il est encore difficile de mesurer l'opinion publique envers la Chine de nos jours. En effet, il semble y avoir eu peu d'études sur ce sujet, ou du moins qui cochent tous les critères de fiabilité méthodologique, s'inscrivent sur la durée et prennent en compte tous les pays d'Asie du Sud-Est de façon constante. Par exemple, les données récentes du Centre de Recherche Pew issues du sondage « Attitudes Globales »⁷³ ne donnent une idée que très parcellaire de l'opinion publique à travers la région, bien qu'elles soient souvent citées (d'Hooghe, 2015; Kurlantzick, 2022; Rana, 2016; Sonoda, 2021). Premièrement, les données disponibles reposent sur un sondage en une question, formulée selon les termes suivants : « *Veuillez indiquer si vous avez une opinion favorable, plutôt favorable, plutôt défavorable ou très défavorable de la Chine* ». Or, une seule question n'est peut-être pas suffisante pour évaluer l'opinion publique d'un pays envers un autre. On peut aussi s'interroger sur la formulation de la question, les termes « favorable » et « très défavorable » étant assez vagues et l'option d'une opinion « défavorable » tout court n'étant pas proposée. Deuxièmement, l'échantillon du sondage a beaucoup varié à travers les années, que ce soit en termes de pays considérés ou en termes du nombre de personnes interrogées

⁷³ « Global Indicators Database. Opinion of China: do you have a favorable or unfavorable view of China? », Pew Research Center, consulté dernièrement le 27 juillet 2023, <https://www.pewresearch.org/global/database/indicator/24/country/CN>

par pays. Dans le cas de l'Asie du Sud-Est, les données sont plutôt faibles : entre 2002 et 2021, seule l'Indonésie a été prise en compte presque toutes les années et elle est le seul pays de la région cité entre 2005-2006, puis entre 2008-2011. Le sondage le plus représentatif de la région date de l'année 2014 et n'inclut que 5 pays (Vietnam, Philippines, Indonésie, Malaisie et Thaïlande). En outre, aucun pays de la région ne figure dans les données pour les années 2006, 2012, 2016 et 2020, et de nombreux pays n'ont jamais été sondés. En réalité, pour toutes les régions du monde, les données sont insuffisantes et les échantillons sont variables. Pourtant, dans la recherche et dans les médias⁷⁴, les résultats de ce sondage sont souvent interprétés d'une façon qui exagère la représentativité de l'étude et qui ne rend pas compte de ses limites.

La presse et la recherche académiques citent également des études portant spécifiquement sur les publics d'Asie, comme le sondage « Opinion publique dans la région Indo-pacifique » réalisé dans le cadre du projet « Frontières Sinophones - Interaction aux Bords »⁷⁵ et le « Sondage des Étudiant.es Asiatiques »⁷⁶. Mais ces études présentent aussi des faiblesses en matière d'échantillonnage et de durée. L'étude la plus solide est le sondage *L'état de l'Asie du Sud-Est* réalisé annuellement par l'Institut ISEAS-Yusof Ishak (Singapour), depuis 2018. Son défaut majeur est de ne pas être représentatif de l'ensemble de l'opinion publique, puisque les sondages s'adressent aux personnes ayant « des connaissances adéquates en affaires régionales », issues des milieux de la recherche, des affaires et de la finance, de la fonction publique, de la société civile et des médias. Mais l'échantillonnage (par pays et pour chaque pays) est plus large et constant que celui des autres études disponibles. De plus, le sondage repose sur un questionnaire précis et nuancé (32 questions au premier sondage, puis une cinquantaine de questions à partir de 2019), qui permet de mieux représenter la diversité et l'ambiguïté des opinions. En outre, les rapports du sondage publié par l'Institut ISEAS-Yusof Ishak sont d'une grande qualité. Ils ont été réalisés d'une façon qui rend l'information très accessible, même pour le grand public.

⁷⁴ Par exemple Ma Wenhao, « Pew Survey: Global Opinion of China Has Deteriorated Under Xi », *Voice of America*, 30 septembre 2022, <https://www.voanews.com/a/pew-survey-global-opinion-of-china-has-deteriorated-under-xi-6770773.html>; Eugene Whong, « Global Opinion of China has nosedived under Xi Jinping's rule, Pew survey shows », *Radio Free Asia*, 28 septembre 2022, https://www.rfa.org/english/news/china/global_opinion-09282022182628.html

⁷⁵ Le projet « Frontières Sinophones - Interaction aux Bords » (*Sinophone Borderlands - Interaction at the Edges*) a été mené par l'Université Palacky Olomouc et l'Institut d'Europe Centrale d'Études Asiatiques, en 2022. Voir Turcsányi et al., « Public opinion in the Indo-Pacific: Divided on China, cheering for US & EU », CEIAS, novembre 2022; et David Hutt, « China more popular among E Asia publics than elites », *Asia Times*, 7 novembre 2022, <https://asiatimes.com/2022/11/china-more-popular-among-se-asia-publics-than-elites/>

⁷⁶ Sonoda, Shigeto. « Asian views of China in the age of China's rise: interpreting the results of pew survey and Asian student survey in chronological and comparative perspectives, 2002-2019 », *Journal of Contemporary East Asia Studies* 10, no. 2 (2021) : 262-279. Le sondage a été mené en 2008 par l'Université Waseda et reproduit entre 2013-2014, puis 2019-2020 par l'Université de Tokyo.

Pourtant, à nouveau, on peut déplorer le fait que cette information n'est pas toujours bien relatée dans la littérature académique et médiatique. Dans un article publié par le think tank étatsunien *Council on Foreign Relations*, Kurlantzick (2022) rapporte que « [...] un sondage exhaustif annuel, publié en début 2022 par l'Institut Yusof Ishak à Singapour, a établi que des majorités écrasantes d'asiatiques du Sud-Est sont « inquiets/iètes de l'influence régionale politique et stratégique croissante de la Chine » [...] » (p. 5-6), omettant la deuxième partie de la phrase tirée du rapport de l'Institut qui précise que cette majorité de 76.4% est en « léger déclin par rapport au 86.5% de l'année dernière » (*The State of Southeast Asia*, 2022, p. 22). Kurlantzick ajoute cette donnée à la liste des preuves de « l'effondrement de l'image globale de la Chine », sans préciser que ce chiffre n'a cessé de baisser depuis 2020⁷⁷. Il ne précise pas non plus que, tout en étant de moindres proportions, l'opinion concernant la puissance politique et stratégique de l'ASEAN et celle des États-Unis connaît une tendance inverse (c'est-à-dire une majorité favorable qui se rétrécit), plus préoccupante pour les acteur.es concerné.es⁷⁸. Il n'est pas non plus inclus dans le compte-rendu de Kurlantzick que les résultats du sondage ne rendent compte que de l'opinion d'une certaine élite, et qu'ils ne sont donc pas nécessairement représentatifs de toutes les populations dans la région.

En réalité, il est difficile de résumer les résultats de l'étude de façon concise et d'en tirer de grandes conclusions, puisque les questionnaires ont été pensés pour refléter des nuances. D'ailleurs, contrairement à ce que laisse entendre Kurlantzick, l'opinion à l'égard de la Chine (comme à l'égard des autres grandes puissances) est mesurée par d'autres indices que l'inquiétude ou l'optimisme envers sa puissance stratégique et politique⁷⁹. Par ailleurs, une partie des questions changent chaque année, reflétant les enjeux qui ont marqué l'année écoulée, et les résultats varient considérablement selon les différentes questions et les différentes nationalités. Ajoutant à cela les réponses « sans opinion », l'étude renvoie un tableau complexe qu'il est difficile de synthétiser en peu de mots ou de façon accrocheuse. En somme, comme l'explique Strangio dans un article du *Diplomat*, « le rapport du sondage *L'état de l'Asie du Sud-Est 2022* articule avec un degré considérable de nuance les vues

⁷⁷ Le rapport de 2023 indique d'ailleurs que ce chiffre est de 68.5% aujourd'hui.

⁷⁸ Concernant la puissance politique et stratégique de l'ASEAN, 16% des répondant.es expriment une inquiétude en 2020, puis 16.6% en 2021, 19.9% en 2022, et 40.3% en 2023. Pour ce qui est des États-Unis, l'inquiétude s'élève à 47.3% en 2020, 47.9% en 2021, 37.4% en 2022 et 44.2% en 2023 parmi les répondant.es.

⁷⁹ Le sondage évalue aussi l'inquiétude ou l'optimisme envers sa puissance économique, la perception globale de sa puissance (politique-stratégique et économique) en Asie du Sud-Est par rapport aux autres acteur.es internationaux et régionaux, la confiance envers son leadership (en matière de libre-échange mondial, de maintien d'un ordre fondé sur des règles et de défense du droit international), etc.

tendues et ambivalentes à l'égard de la Chine, qui peuvent peut-être être le mieux résumées par [le fait de] « ne pas pouvoir vivre avec, ne pas pouvoir vivre sans » [...] »⁸⁰.

En dehors de l'ASEAN, à Taïwan, les mesures d'opinion relative à la Chine sont étroitement liées à la question de la souveraineté de l'île et des rapports inter-gouvernementaux. C'est le cas du « Sondage d'Opinion Publique sur la Perception du Public à l'égard des Relations Inter-rives » mandaté par le Conseil des Affaires Continentales (« continentales » au sens de la « Chine continentale », soit le territoire de la RPC) et réalisé annuellement par le Centre d'Études Électorales de l'Université Nationale de Changchi. Ce travail évalue entre autres : **1)** la préférence des citoyen.nes taïwanais.es entre « l'unification » ou « l'indépendance » vis-à-vis de la RPC⁸¹, **2)** l'opinion relative au rythme des échanges inter-rives⁸², **3)** l'hostilité perçue de « Pékin » envers la République de Chine (RdC, soit Taïwan), avec une distinction entre l'hostilité perçue envers le gouvernement de la RdC et l'hostilité perçue envers le peuple de la RdC⁸³. Le dernier sondage a été réalisé en avril 2024 et, parmi les résultats-clé, il rend compte d'une forte désapprobation de la politique menée par la RPC à l'égard de Taïwan (notamment en termes de pression militaire et de promotion du principe « Un pays, Deux systèmes ») et d'un soutien largement majoritaire envers le statu quo pour ce qui est de souveraineté de la RdC (soit 88.8% des participant.es sondé.es)⁸⁴.

2.2.2.3. Dépendance économique, perceptions sociales et réactions de l'État chinois : le cas du tourisme

Bien que diverses sources indiquent que le rapprochement économique avec la Chine soit plutôt bienvenu du point de vue des populations d'Asie du Sud-Est, il suscite aussi de l'appréhension. En particulier, la dépendance envers l'économie chinoise est une source d'inquiétude et de tensions interétatiques (Basu-Das, 2017). D'un côté, la coopération économique à l'échelle régionale ou bilatérale, le commerce et l'investissement chinois ont été des moteurs de croissance dans les dernières années. Mais de l'autre côté, ces dynamiques ont aussi amené à ce que les économies d'Asie

⁸⁰ Sebastian Strangio, « Southeast Asian Elite Survey Paints Complex Picture of China Ties », *The Diplomat*, 17 février 2022, <https://thediplomat.com/2022/02/southeast-asian-elite-survey-paints-complex-picture-of-china-ties/>

⁸¹ Le sondage propose 7 réponses possibles : a) « statu quo maintenant, décision plus tard », b) « statu quo indéfiniment », c) « statu quo maintenant, indépendance plus tard », d) « statu quo maintenant, unification plus tard », e) « indépendance le plus tôt possible », f) « unification le plus tôt possible », g) « ne sait pas ».

⁸² Le sondage propose 4 réponses possibles : a) « bien comme ça l'est », b) « trop lent », c) « trop rapide », d) « ne sait pas ».

⁸³ « Sondage d'Opinion Publique sur la « Perception du Public à l'égard des Relations Inter-rives Actuelles » (Graphique) », Conseil des Affaires Continentales de la République de Chine, avril 2024, disponible en téléchargement sur <https://www.mac.gov.tw/en/cp.aspx?n=2C724118195F7BE7>

⁸⁴ « Résultats résumés du Sondage d'Opinion Publique sur la « Perception du Public à l'égard des Relations Inter-rives Actuelles » (avril 3-8, 2024) », Conseil des Affaires Continentales de la République de Chine, avril 2024, disponible en téléchargement sur <https://www.mac.gov.tw/en/cp.aspx?n=2C724118195F7BE7>

du Sud-Est deviennent toujours plus dépendantes de l'économie chinoise, qui est devenue le premier partenaire commercial de nombreux pays (au détriment de configurations plus diversifiées et équilibrées). On l'a vu concernant la politique des prêts avec le cas du Sri Lanka, mais cela concerne aussi le domaine du tourisme où le poids de la Chine est très visible dans la région Sud-Est asiatique.

Selon les données de l'ASEAN, le nombre de visiteur.es arrivé.es dans un des pays-membres de l'organisation en provenance de la Chine s'élevait à plus de 32,2 millions en 2019, soit près de 22,5% du nombre total de visiteur.es⁸⁵. La Chine est loin devant la Corée du Sud et le Japon qui, tout en étant en deuxième et troisième positions dans le classement⁸⁶, ne représentent respectivement que 7,3% et 3,9% des visiteur.es en tout⁸⁷. En termes de destination, ce sont la Thaïlande et le Vietnam qui reçoivent le plus de visiteur.es venant de la Chine cette année⁸⁸. Dans le cas de la Thaïlande, où « *le tourisme compte pour au moins 12% de l'économie et un cinquième des emplois* »⁸⁹, près de 11 millions de touristes chinois.es ont visité le pays en 2019. Au Vietnam, où « *le tourisme a contribué directement à 9,2% du PIB* » en 2019⁹⁰, plus 5,8 millions de touristes chinois.es ont été accueilli.es cette même année. En ce qui concerne Taïwan, d'après les données du Ministère du Transport et de la Communication, le nombre de résident.es de la Chine continentale ayant visité l'île a atteint plus de 2,7 millions en 2019, auquel s'ajoutent les plus de 1,7 million de visiteur.es de Hong-Kong et Macau⁹¹. Ensemble, ces visiteur.es représentaient près de 37,7% des arrivées totales (devant les visiteur.es japonais.es qui en représentaient près de 18,3%) (Sonoda, 2021), dans un pays où la part de l'économie touristique dans le PIB s'élève alors à 4,43%⁹². Chaque année, donc, les publics d'Asie du Sud-Est sont amenés à accueillir et côtoyer un très grand nombre de visiteur.es venant de Chine.

Ce nombre signifie que les économies touristiques d'Asie du Sud-Est sont très dépendantes du marché chinois aujourd'hui. Cette situation n'a d'ailleurs jamais été aussi visible que dans les

⁸⁵ ASEAN Visitors Arrivals Dashboard (Portail de Données Statistiques de l'ASEAN), consulté dernièrement le 28 juillet 2023, <https://data.aseanstats.org/dashboard/tourism>

⁸⁶ Si on inclut les visiteur.es intra-régionaux, c'est-à-dire les visiteur.es en provenance d'autres pays-membres de l'ASEAN, la Chine reste à la première position, la Corée du Sud arrive en troisième position (derrière Singapour) et le Japon est en septième position.

⁸⁷ En 2019, ce sont plus de 10,4 millions de personnes en provenance de la Corée du Sud et plus 5,6 millions de personnes en provenance du Japon qui visitent un des pays de l'ASEAN. L'Inde arrive proche du Japon, avec plus de 5,3 millions de visiteur.es, et s'en suivent les États-Unis, avec plus de 4,8 millions visiteur.es.

⁸⁸ « Southeast Asian Elite Survey Paints Complex Picture of China Ties », 17 février 2022.

⁸⁹ « China reopening 'not enough' to power Thai growth to 4% in 2023 », *Bangkok Post*, 19 janvier 2023, <https://www.bangkokpost.com/business/2486359/china-reopening-not-enough-to-power-thai-growth-to-4-in-2023>

⁹⁰ « Strong growth in visitors to Vietnam, but from a low base », The Economist Group, 31 mai 2022, <https://country.eiu.com/article.aspx?articleid=802155863&Country=Vietnam&topic=Economy&subtopic=Forecast&subsubtopic=External+sector&oid=952147078>

⁹¹ « Visitors Arriving by Residence », Ministère du Transport et de la Communication de la République de Chine (Taïwan), consulté dernièrement le 29 juillet 2023, <https://stat.motc.gov.tw/mocdb/stmain.jsp?sys=100&funid=e7101>

⁹² Robert Kang, « Taiwan's Tourism Sector Readies Itself for Visitor Spike as Borders Re-Open », Hong Kong Trade Development Council (HKTDC): Research, 14 octobre 2022, <https://research.hktdc.com/en/article/MTE4NDYxMjg5Ng>

années de la covid-19. En effet, l'absence des visiteur.es chinois.es (en raison des restrictions de voyage pour lutter contre la pandémie) a été durement ressentie par les travailleur.es et les entreprises du secteur touristique et des secteurs adjacents⁹³. Dans les pays où les visiteur.es chinois.es représentent à elleux seul.es une part significative de tous.tes les visiteur.es, leur potentiel retour a fait l'objet de beaucoup de débats dans les médias et dans l'arène politique. Suivant l'annonce du gouvernement chinois sur la réouverture des frontières le 8 janvier 2023, plusieurs gouvernements avaient décidé de ne pas imposer de restriction de voyage (dont les tests de dépistage avant le départ), mais ces choix n'ont pas fait l'unanimité⁹⁴. Certain.es s'étaient réjoui.es du redémarrage de l'économie touristique que l'absence de restriction devait faciliter, et comptaient sur l'immunité collective locale pour se protéger des possibles contagions venant de Chine. D'autres redoutaient qu'un afflux de tourist.es chinois.es ne fasse que prolonger l'épidémie et mène à une nouvelle fermeture sanitaire, tenant compte du fait que la Chine est le point d'origine du virus et qu'un nouveau pic d'infection venait d'y avoir eu lieu (décembre 2022 et février 2023). Depuis, les touristes chinois.es ont fait leur retour, sans que leur nombre n'atteigne pour autant ce qu'il était avant la pandémie.

Le poids du marché chinois se fait aussi ressentir à chaque fois que l'État chinois décide d'utiliser ses citoyen.nes comme outil de pression, en appelant au boycott de certaines destinations touristiques, pour sanctionner les gouvernements qui prennent des décisions défavorables à Pékin et/ou pour les amener à prendre une décision plus en accord avec les intérêts chinois. Depuis que Tsai Ing-wen et le Parti Démocrate Progressiste dirigent le pays, Taïwan a fait l'objet de plusieurs restrictions de voyage plus ou moins officielles de la part du gouvernement chinois, à commencer par une « recommandation » adressée aux entreprises de tours groupés visant à réduire le nombre de tours organisés sur l'île en 2016⁹⁵. Deux ans plus tard, Pékin décide de limiter drastiquement le nombre de vols vers cette destination, au moment des célébrations de la nouvelle année lunaire, et en 2019, il devient impossible pour les résident.es de quarante-sept villes chinoises de voyager à Taïwan individuellement, en dehors d'un tour organisé. Que ce soit par des mesures officielles ou en

⁹³ Charlie Campbell, « 'It Will Be Catastrophic.' Asia's Tourism-Development Economies Are Being Hit Hard by the Coronavirus », *Time*, 13 février 2020, <https://time.com/5783505/thailand-asia-tourism-covid-19-china-coronavirus/>; Anne Oeking, « Coronavirus' economic impact in East and Southeast Asia », *East Asia Forum*, 4 mars 2020, <https://www.eastasiaforum.org/2020/03/04/coronavirus-economic-impact-in-east-and-southeast-asia/>; Sanchita Basu-Das, « Tourism in Southeast Asia: Building Forward Better », *Fulcrum*, 14 mars 2022, <https://fulcrum.sg/tourism-in-southeast-asia-building-forward-better/>

⁹⁴ « Much of tourism-reliant Southeast Asia has no plans to restrict Chinese tourists », *Radio Free Asia*, 5 janvier 2023, <https://www.rfa.org/english/news/china/tourism-01052023152641.html>

⁹⁵ Anu Anwar, « How China is using tourists to realise its geopolitical goals », *East Asia Forum*, 19 septembre 2019, <https://www.eastasiaforum.org/2019/09/19/how-china-is-using-tourists-to-realise-its-geopolitical-goals/>. Voir aussi Yu, Qionglei, Richard McManus, Dorothy A. Yen, et Xiang Robert Li. « Tourism boycotts and animosity: A study of seven events », *Annals of Tourism Research* 80 (2020) : 102792.

encourageant des formes populaires de boycott, le Vietnam, la Malaisie et les Philippines ont aussi subi une pression dans le secteur du tourisme venant du gouvernement chinois. Pour les gouvernements des autres pays, le risque que leur pays fasse un jour l'objet d'une telle pression est ressenti et il leur faut donc traiter avec le gouvernement chinois en espérant que ce dernier ne soit pas tenté de jouer cette carte. Avoir conscience de la dépendance de leurs économies respectives envers le marché chinois signifie que les dirigeant.es d'Asie du Sud-Est coopèrent et négocient avec la Chine tout en ayant une épée de Damoclès au-dessus de leurs têtes.

Mais l'afflux de touristes chinois.es en Asie du Sud-Est est une arme à double tranchant puisque leurs comportements à l'étranger jouent sur l'image de la Chine. Les sentiments négatifs que des mauvais comportements peuvent susciter auprès des publics d'accueil préoccupent grandement le gouvernement chinois qui, à plusieurs reprises, a réprimandé et mis en garde ses citoyen.nes, en instaurant une loi sur le tourisme imposant des obligations pour les touristes⁹⁶ et en encourageant la sanction sociale (principalement par le biais de la dénonciation publique sur les réseaux sociaux)⁹⁷. En parallèle, les pratiques des entreprises touristiques chinoises (par exemple, les « tours zéro-dollars ») provoquent de l'animosité du côté des publics d'accueil en Asie du Sud-Est⁹⁸. Certain.es regrettent que l'argent des touristes chinois.es aille plutôt dans les poches des entreprises chinoises que dans l'économie locale, ce qui rend la dépendance envers le marché chinois encore plus difficile à accepter. Pourtant, ce phénomène semble provoquer moins de réaction du côté du gouvernement chinois que le comportement de ses citoyen.nes, qu'il peut réprimander sans que cela n'ait d'impact sur ses gains économiques.

2.2.2.4. « Intérêts vitaux de la Nation Chinoise » et tensions interétatiques

Si les autorités chinoises sont très attentives à l'image du pays à l'étranger, cette préoccupation ne se fait pas au prix des « intérêts vitaux de la Nation chinoise », ce qui, du point de vue des autres États, peut susciter de la méfiance. L'intransigeance dont Pékin fait preuve quand il s'agit d'enjeux qui touchent, selon le PCC, à l'intégrité territoriale de la RPC est d'autant plus inacceptable pour les gouvernements étrangers que le gouvernement de Xi ne cesse de promouvoir la fameuse

⁹⁶ Rachel Nuwer, « Government-Issued Guidelines Warn Chinese Tourists Not to Spit, Shout Or Overeat at Buffets », *Smithsonian Magazine*, 7 octobre 2013, <https://www.smithsonianmag.com/smart-news/government-issued-guidelines-warn-chinese-tourists-not-to-spit-shout-or-overeat-at-buffets-879185/>

⁹⁷ Adam Taylor, « Beijing is embarrassed about unruly Chinese tourists and plans to 'publicly shame' them », *The Washington Post*, 16 janvier 2015, <https://www.washingtonpost.com/news/worldviews/wp/2015/01/16/beijing-is-embarrassed-about-unruly-chinese-tourists-and-plans-to-publicly-shame-them/>

⁹⁸ Molpasorn Shoowong, « Sounding the alarm on zero-dollar tours », *Bangkok Post*, 19 avril 2023, <https://www.bangkokpost.com/business/2552350/sounding-the-alarm-on-zero-dollar-tours>; Nopparat Chaichalearmmongkol, « Return of Chinese Tourists to Thailand Has Pros, Cons », *Voice of America*, 24 mai 2023, <https://www.voanews.com/a/return-of-chinese-tourists-to-thailand-has-pros-cons/7107885.html>

« communauté d'avenir partagé ». En fait, ce dernier s'efforce autant à représenter la Chine comme une puissance bienveillante et solidaire en Asie, c'est parce qu'il a bien conscience des inquiétudes et du scepticisme que provoque sa politique à l'égard du Tibet, de Taïwan et des mers méridionale et orientale, dans les pays voisins. Pour le PCC, les revendications rivales au sujet de ces espaces constituent une atteinte à la souveraineté de son État et une menace aux intérêts vitaux de la Nation chinoise. Plus encore, ils sont une affaire de légitimité pour le Parti lui-même, ainsi que pour Xi Jinping, qui a volontairement attiré l'attention sur son inflexibilité face à ces enjeux. La contradiction entre cette posture et le discours officiel promouvant le multilatéralisme, l'égalité et le développement pacifique n'échappent pas aux observateur.es extérieur.es, notamment en Asie du Sud-Est où les populations sont parmi les plus directement touchées par la politique étrangère chinoise.

Pourtant, en ce qui concerne le non-respect des droits humains et plus globalement la nature autoritaire de l'État chinois, les gouvernements d'Asie du Sud-Est, hormis Taïwan, s'expriment rarement sur la question. En règle générale, les États peu ou non démocratiques, (soit tous les États d'Asie du Sud-Est, sauf Taïwan) n'ont pas pour habitude de critiquer les actions anti-démocratiques d'autres gouvernements quand leurs intérêts ne sont pas directement atteints. Toutefois, s'il y a rarement une condamnation officielle de la politique chinoise venant de ces États quand cela concerne les droits humains, la réaction du côté de la population peut être différente. Les abus de l'État chinois ne passent pas inaperçus auprès des groupes et des individu.es qui luttent pour la protection des droits humains et pour la démocratie dans leurs pays respectifs. Ceux-là voient dans la répression que subit la société chinoise une expérience semblable à la leur, ce qui a pu provoquer un sentiment de solidarité à plusieurs occasions. Ces vues ne sont pas nécessairement représentatives de l'ensemble de l'opinion publique dans chaque pays, mais elles ne sont pas pour autant négligeables. Elles ont même parfois abouti à la formation de coalitions transnationales de solidarité connectant l'Asie du Sud-Est à la Chine, notamment grâce aux réseaux sociaux. C'est le cas de la *Milk Tea Alliance*, autour de laquelle se sont rassemblé.es des activistes venant principalement de Taïwan, de Hong-Kong, de la Thaïlande et du Myanmar⁹⁹. Il peut être dit que ces alliances relèvent davantage d'un soutien moral et symbolique que d'une action organisée et concertée. Mais cela ne justifie pas pour autant que l'on les ignore, et qu'on n'accorde du crédit qu'à la position adoptée par les gouvernements de la région. Il est d'autant plus pertinent de prendre en compte ces vues contestataires que le PCC, lui, ne peut

⁹⁹ « What is the Milk Tea Alliance?: The Economist Explains », *The Economist*, 24 mars 2021, <https://www.economist.com/the-economist-explains/2021/03/24/what-is-the-milk-tea-alliance>; Ponglamjiak, Sopolnawitch A. « Digital Solidarity Movement of Non-State Actors against Authoritarianism: Milk Tea Alliance of Hong Kong and Thailand », *Journal Legal Ethical & Regulatory Issues*, vol. 24 (2021) : 1-7; Wichuta Teeratanabodee et Jye Quah Say, « Pelosi's Taiwan Visit has Revived the Milk Tea Alliance », *The Diplomat*, 9 août 2022, <https://thediplomat.com/2022/08/pelosis-taiwan-visit-has-revived-the-milk-tea-alliance/>

pas se permettre de les ignorer, s'il souhaite être efficace dans sa politique de Front Uni et étendre son influence.

2.2.3. Les communautés d'héritage et de culture chinoises au service de l'image de la Chine : discours englobants et risques

2.2.3.1. Discours nationalistes, discours englobants

Une autre source d'inquiétude concerne les communautés d'héritage et de culture chinoises (CHCC)¹⁰⁰ qui sont particulièrement nombreuses en Asie du Sud-Est (Suryadinata, 2013; Nyíri, 2018; Wong, 2018). Il s'agit de la politique de rapprochement poursuivie par le PCC, laquelle n'est pas nouvelle, mais semble avoir été renforcée et associée à de nouveaux objectifs dans les dernières décennies.

Au tournant du 20^e siècle, les populations d'origine chinoise ayant émigré à l'extérieur du territoire chinois avaient été appelées à soutenir les mouvements républicains, surtout financièrement. Après la fondation de la République Populaire de Chine, le PCC continue de mobiliser les « compatriotes » pour défendre la cause communiste à l'étranger et pour contribuer au développement de la « mère patrie » (*zuguo* 祖国). Aujourd'hui, en plus des objectifs de croissance économique, les communautés d'héritage et de culture chinoises sont aussi appelées à servir la politique étrangère de la RPC, en influençant les publics non-chinois de leur pays d'établissement, dans une logique de « Travail de Front Uni ». L'objectif n'est plus de propager le communisme maoïste, mais de légitimer et de faire accepter le « modèle socialiste à caractéristiques chinoises » à l'échelle globale. Selon Thunø (2018), l'ambition de faire des Chinois.es résidant à l'étranger des acteur.es de la diplomatie publique (*gonggong waijiao* 公共外交) dans leur pays d'établissement représente un changement politique majeur. La chercheuse attire d'ailleurs l'attention sur l'inclusion du terme « diplomatie publique de la diaspora » (*qiaowu gonggong waijiao* 侨务公共外交) dans le discours de He Yafei, après que celui-ci soit passé du Ministre des Affaires Étrangères au Bureau des Affaires des Chinois.es d'Outre-mer en février 2012 (Thunø, 2018, p. 195).

¹⁰⁰ D'autres termes sont couramment utilisés comme désigner les personnes ayant des origines chinoises, qui ne résident pas en République Populaire de Chine (ou en République de Chine/Taiwan) : on parle par exemple de « diaspora chinoise » pour désigner l'ensemble de ces personnes, ou de « Chinois.es d'outre-mer » (comme le fait le régime chinois) ou de « personnes d'ethnicité chinoise », etc. À mon sens, le terme de « communautés d'héritage et de culture chinoises » est le plus approprié car il a l'avantage d'être englobant, de ne pas avoir de connotation politique et de ne pas invisibiliser la diversité des parcours et des expériences qu'il rassemble, là où le terme de « diaspora chinoise », par exemple, tend à faire penser à un ensemble homogène, formé par une expérience migratoire identique.

Dans l'ensemble, on constate que la question du rôle des CHCC est liée aux pratiques et au discours du gouvernement chinois concernant la citoyenneté et l'identité nationale. À travers l'histoire, les autorités chinoises ont pu tantôt insister sur le devoir patriotique que les migrant.es chinois.es et les descendant.es de migrant.es avaient envers la terre d'origine par-delà les frontières nationales, et tantôt les encourager à s'intégrer pleinement dans les pays d'accueil, au nom d'une citoyenneté unique. Aujourd'hui, la politique consiste à promouvoir un sentiment de loyauté envers la Chine chez toutes les personnes d'héritage et de culture chinoise, tout en élargissant la responsabilité de l'État chinois à leur égard. Pour cela, le PCC s'est employé à diffuser une nouvelle terminologie, un sujet exploré par Suryadinata (2017). Celui-ci décrit, entre autres, un brouillage des frontières entre deux catégories utilisées par l'État chinois depuis l'ère de Deng Xiaoping pour se référer aux personnes d'origine chinoise établies à l'étranger, soit *huaqiao* (华侨) et *huaren* (华人). Le premier terme désigne les citoyen.nes de la RPC résidant à l'étranger, et le deuxième désigne les personnes de descendance chinoise qui sont citoyennes d'autres États. Selon Suryadinata, la distinction entre ces termes commence à devenir plus ambiguë au tournant du 21^e siècle. Cette évolution se reflète, d'une part, dans les grandes conférences auxquelles sont invitées une grande variété de personnes d'origine chinoise, quel que soit leur statut de citoyenneté, dont un exemple est la Conférence Mondiale de la Fédération des Associations Huaqiao Huaren, établie en 2001. D'autre part, on le voit dans le discours adopté par le régime chinois quand celui-ci parle d'une « grande famille chinoise » (*zhonghua dajiating*, 中华大家庭) et opte pour des termes englobants, comme celui de *huayi* (华裔) qu'on peut traduire par « descendant.es de personnes chinois.es » (Paulès, 2023, p. 18). Cela concerne aussi le terme *haiwai qiaobao* (海外侨胞), qu'on peut traduire par « compatriotes d'outre-mer » (Suryadinata, 2017). D'ailleurs, ces termes sont de plus en plus souvent joints l'un à l'autre, au point que « *huaqiao huaren* » est maintenant une catégorie à part entière.

Le flou terminologique cultivé par le gouvernement actuel ressort également de ses choix de traduction. En français, le terme de « Chinois.es d'outre-mer » est souvent utilisé pour traduire « *huaqiao* » comme « *huaren* », comme le fait le terme « *overseas Chinese* » dans les traductions vers l'anglais. Pour Wu (2019), la distinction est claire : le terme *huaqiao* se traduit « *overseas Chinese* » en anglais (donc « Chinois.es d'outre-mer » en français), alors que le terme *huaren* se traduit « *Chinese overseas* » (qu'on pourrait traduire par « Chinois.es en outre-mer » en français). En réalité, dans la pratique, cette distinction n'est pas si claire et les deux termes sont souvent utilisés de façon interchangeable dans les publications anglophones officielles de l'État chinois. En français, la situation est aussi obscurcie par le recours à la formule « chinois.es de » suivi du nom du pays

d'établissement (par exemple « Chinois.es du Canada » ou « Chinois.es de France »), tant elle maintient de l'ambiguïté vis-à-vis de la citoyenneté des personnes visées.

L'inclusion des « Chinois.es d'outre-mer » dans le projet de Réjuvenation de la Nation Chinoise est un autre indicateur de cette interprétation élargie de la nation chinoise venant du gouvernement chinois actuel¹⁰¹. Quand il s'agit de rassurer l'ensemble de la communauté internationale sur le caractère inoffensif de ce Rêve Chinois, la rhétorique porte sur sa nature paisible et mutuellement avantageuse, l'idée étant que la Réjuvenation de la Nation Chinoise ne met personne en péril et que, au contraire, ses conséquences seront positives pour les autres nations. Par ailleurs, le gouvernement affirme que le Rêve Chinois est un rêve tout à fait semblable à celui auquel peut aspirer n'importe quelle nation. En revanche, quand il s'agit de s'adresser aux CHCC, la rhétorique est explicitement inclusive : le gouvernement souhaite convaincre ces communautés que, du fait de leur appartenance à la grande Nation chinoise, elles sont directement concernées par le projet de Réjuvenation. Autrement dit, selon le gouvernement de Xi, les autres nations n'ont pas de raison de s'inquiéter et devraient même se réjouir du Rêve Chinois, mais ce rêve n'est pas le leur, alors que dans le cas des CHCC, il leur faut prendre conscience que leur rêve est tout simplement le même que celui que défend l'État chinois.

Dans la pratique, l'élargissement de la conception de la Nation chinoise passe aussi par une responsabilisation accrue des autorités chinoises envers les CHCC. Elle prend la forme de politiques d'assistance consulaire et d'intervention pour protéger les Chinois.es à l'étranger, indépendamment de leur statut de citoyenneté ou situation de migration (Thunø, 2018), lorsque ceux-ci se retrouvent dans des situations de crise localisée ou quand ils sont ciblés par des violences anti-chinoises¹⁰². Cette politique englobante, que Groot (2019, p. 7) qualifie de pratique d'« extraterritorialité », vise

¹⁰¹ « The Rejuvenation of the Chinese Nation Is a Dream Shared by All Chinese », Congrès National du Peuple de la République Populaire de Chine, 5 juin 2020, <http://www.npc.gov.cn/englishnpc/c23934/202006/0a154627b1474b0eab0c354af4d2e56e.shtml>

¹⁰² Un événement majeur a été la mission d'évacuation organisée par le gouvernement chinois en Libye en 2011, au moment des révoltes du Printemps arabe, qui a marqué les esprits de par la quantité de personnes évacuées et la forte implication de l'Armée Populaire de Libération, voir Peter Connolly, « Chinese evacuations and power projection (part 1): overseas citizen protection », *The Strategist*, 12 décembre 2018, <https://www.aspistrategist.org.au/chinese-evacuations-and-power-projection-part-1-overseas-citizen-protection/>. Pour Groot (2019), cela contraste fortement avec le manque de réponse de Pékin aux émeutes anti-chinoises qui avaient secoué l'Indonésie en 1998. À cette époque, la décision de ne pas protéger les « confrères chinois à l'étranger » avait provoqué une indignation des citoyens de RPC (Groot, 2019, p. 7). Depuis la mission libyenne, le leadership chinois a augmenté les capacités de l'État concernant l'aide d'urgence et l'assistance consulaire. En 2015, l'évacuation organisée au Yémen avait été le premier cas de mission d'évacuation impliquant officiellement des citoyens étrangers/ères. Selon Wu Xi, directeur général du Département des Affaires Consulaires du Ministère des Affaires Étrangères, « [d]ans la décennie après le 18e Congrès National du Parti Communiste de Chine (PCC), le front diplomatique a organisé 20 opérations d'évacuation de citoyens chinois.es d'outre-mer, a géré plus de 500,000 cas de protection consulaire impliquant des millions de chinois.es », voir Wang Qi, « 'China consular work puts the safety of overseas Chinese first,' consular affairs diplomat says after 1,508 Chinese were evacuated from Sudan », *Global Times*, 21 juin 2023, <https://www.globaltimes.cn/page/202306/1292983.shtml>.

également les communautés d'héritage et de culture chinoises qui ont émigré à l'étranger depuis Taïwan, et qui sont aujourd'hui disputées par la RPC et la République de Chine/Taïwan, chacune faisant appel à son propre discours nationaliste. Pour sa part, le gouvernement de la RPC prétend à une responsabilité égale envers les personnes d'héritage et de culture chinoise établies à l'étranger, qu'elles soient parties de la Chine continentale ou de Taïwan.

Enfin, les stratégies de rapprochement avec les CHCC sont aussi influencées par la politique de promotion d'une version plutôt monolithique de l'identité nationale chinoise. Contrairement à ce que laisse parfois entendre le discours officiel, l'identité « chinoise » mise en avant par les organes sous l'autorité du PCC est en réalité limitée à l'identité ethnoculturelle Han, et même à une certaine version de cette identité (Hoon et Chan, 2021). Ce construit identitaire est doublement exclusif : il met à l'écart les identités non-Han (comme les identités Hui et Ouïghour des territoires de l'Ouest, l'identité Dai au Sud et l'identité Manchu au Nord), et il invisibilise la diversité ethnoculturelle et linguistique interne au grand ensemble que représente le groupement « Han ». Le phénomène n'est pas nouveau, mais il a certainement pris de l'ampleur sous le gouvernement de Xi, en grande partie parce que celui-ci poursuit une politique nationaliste. Cela s'explique aussi par la valorisation de « l'excellente culture traditionnelle chinoise » sous Xi¹⁰³, une innovation plutôt inattendue de la part d'un Parti ayant longtemps et violemment réprimé une multitude de pratiques et de croyances traditionnelles.

Ce « retour à la tradition » n'est pas toujours facile à identifier, ne serait-ce qu'à cause du discours officiel souvent contradictoire avancé par les responsables politiques. Il est toutefois assez visible dans le domaine de la politique linguistique. Aujourd'hui, cette politique concerne surtout la promotion du mandarin simplifié (*putonghua* 普通话, littéralement « langue standard » ou « langue ordinaire », largement basé sur le dialecte pékinois de la langue chinoise, *huayu* 华语), tant sur le territoire national qu'à l'extérieur. À l'interne, cela se traduit par des mesures relatives à l'éducation, l'information et l'emploi, qui rendent la maîtrise de cette langue de plus en plus incontournable. Ces mesures sont complémentées par un manque de soutien, voire des interdictions, à l'égard des autres langues pratiquées en Chine. À l'étranger, l'État chinois a principalement recours à deux mesures : **1)** l'organisation de programmes d'enseignement linguistique, en grande partie par le biais des Instituts/Classes Confucius, et **2)** la diffusion du mandarin simplifié à travers les médias chinois, soit

¹⁰³ « Xi Jinping et la protection du patrimoine culturel chinois (习近平与中国文化遗产保护) », *People's Daily* (édition d'outremer), 19 mai 2020, http://paper.people.com.cn/rmrhwb/html/2020-05/19/content_1987770.htm

par le biais des branches locales des médias domiciliés en RPC soit par le biais de médias sinophones locaux, partiellement ou entièrement acquis par des entreprises chinoises.

2.2.3.2. *Implications pour les CHCC : risques associés au rapprochement avec la RPC*

Pour les CHCC, ces mesures ont des effets ambivalents. D'un côté, elles rendent la culture chinoise plus accessible et elles peuvent contribuer à revaloriser cette culture auprès du grand public dans leur pays d'établissement, ce qui peut augmenter les sentiments de fierté et d'appartenance pour les CHCC. Mais d'un autre côté, la diffusion de la culture chinoise telle que définie par l'État chinois se fait au détriment d'autres identités ethnoculturelles et linguistiques, comme les identités non-Han et les identités particulières qui existent au sein du groupe Han. La politique linguistique poursuivie par le gouvernement chinois à l'étranger a en effet comme conséquence de délégitimer des langues comme le cantonais et des dialectes comme le hakka, le hokkien, le teochew (Han, 2022). Ce sont pourtant ces langues et ces dialectes qui ont longtemps été majoritaires parmi les CHCC et qui ont été déterminants vis-vis de la constitution de communautés diasporiques à l'étranger. À Taïwan aussi, ces langues sont une partie importante de l'héritage de nombreuses familles et communautés, et donc un important élément de leur identité. Dans leur cas, le discours sur l'appartenance de toutes les CHCC à la même Nation peut provoquer un ressentiment pour deux raisons : d'une part, parce qu'il est étroitement lié au projet de « réunification », et d'autre part, parce qu'il dévalorise la diversité des identités ethnoculturelles.

Pour ceux qui utilisent le mandarin traditionnel, comme c'est le cas de la population taïwanaise et de certaines CHCC en Asie du Sud-Est, la politique linguistique de la RPC peut aussi être une source d'irritation en ce qu'elle tend à rendre obsolète l'écriture traditionnelle. Il faut ici rappeler que le système d'écriture simplifiée qu'on connaît aujourd'hui est le produit de réformes introduites par le PCC sous Mao, dans ses efforts pour augmenter l'alphabétisation¹⁰⁴ dans le pays. Pour cette raison, la question de la langue a une dimension politique forte, et la pratique de l'écriture traditionnelle chez certaines CHCC peut être autant une question de tradition et d'identité ethnoculturelle qu'un choix politique. Dans l'ensemble, l'enjeu linguistique révèle que le régime chinois a tendance à employer des politiques de rapprochement englobantes envers les CHCC, en raison d'un tournant nationaliste et de sa préférence pour une identité monolithique au détriment d'une identité fondée sur la diversité ethnoculturelle. De même, il semble ne pas prendre en compte

¹⁰⁴ Notons la limite du terme « alphabétisation » quand il s'agit de parler de la capacité à lire et à écrire dans une langue sans alphabet.

la diversité des parcours migratoires, notamment lorsqu'il tente d'influencer les « Chinois.es d'outre-mer » en fermant les yeux sur les raisons politiques qui ont pu pousser certaines personnes et familles à quitter la Chine.

Les discours englobants sur la Nation chinoise et les appels de la « mère patrie » peuvent être problématiques pour les CHCC lorsqu'ils impactent leur relation avec la société dans laquelle elles se sont établies. Le rapprochement de ces communautés avec la RPC peut être vu d'un mauvais œil et éveiller des suspicions quant à la loyauté des personnes d'origine chinoise par rapport à leur pays d'accueil, ou susciter des critiques sur leur degré d'intégration à la société locale. Ces sentiments seront d'autant plus forts et dangereux pour les CHCC dans un pays où le comportement de la RPC est une source d'inquiétude collective. Comme l'explique Roy (2002),

Les Asiatiques du Sud-Est sont sensibles aux tentatives de la Chine d'intervenir dans leurs affaires internes. Plusieurs États de l'ASEAN ont des populations chinoises importantes (et parfois disproportionnellement riches), et la préservation des relations interethniques est une affaire domestique délicate. Par le passé, la Chine a provoqué la colère des gouvernements sud-est asiatiques en suggérant que Pékin conserve une certaine responsabilité envers les personnes d'ethnicité chinoise vivant dans la région, incluant celles dont les ancêtres ont quitté la Chine il y a plusieurs générations. Nombreux/ses dans les élites asiatiques du Sud-Est d'aujourd'hui se souviennent aussi que la Chine a soutenu les insurgés communistes en Asie du Sud-Est au début de la Guerre Froide. (p. 2).

Au Myanmar, par exemple, il est arrivé plusieurs fois qu'une colère populaire s'élève face au soutien de l'État chinois à la dictature, aux pratiques des entreprises chinoises et aux activités du crime organisé aux frontières avec la Chine, et que cette colère soit retournée contre toute personne étant perçue comme chinoise¹⁰⁵. On a vu un phénomène similaire durant la pandémie de la covid-19, lorsque l'amalgame entre des sentiments anti-RPC et des sentiments racistes anti-chinois a provoqué des violences envers toute personne perçue comme chinoise, incluant des personnes d'origine asiatique n'ayant pourtant aucun rapport avec la Chine¹⁰⁶. En fait, plus l'État chinois traite les CHCC comme des compatriotes, plus celles-ci sont à risque, puisqu'elles deviennent des cibles par proxy pour les sentiments négatifs provoqués par le comportement du gouvernement et des entreprises

¹⁰⁵ « Anti-China Sentiment Surges in Myanmar With Wave of Protests and Attacks », *The Irrawaddy*, 30 mai 2023, <https://www.irrawaddy.com/news/burma/anti-china-sentiment-surges-in-myanmar-with-wave-of-protests-and-attacks.html>; « Protests Force Myanmar's Ethnic Chinese to Distinguish Themselves From China », *Radio Free Asia*, 16 mars 2021, <https://www.rfa.org/english/news/myanmar/ethnic-chinese-03162021181531.html>

¹⁰⁶ « Covid-19 Fueling Anti-Asian Racism and Xenophobia Worldwide », Human Rights Watch, 12 mai 2020, <https://www.hrw.org/news/2020/05/12/covid-19-fueling-anti-asian-racism-and-xenophobia-worldwide>

chinoises. Pour cette raison, la capacité des acteur.es du gouvernement chinois à se rapprocher de, à influencer et à forger un Front Uni avec les CHCC à l'étranger dépendra beaucoup de leur capacité à évaluer justement les besoins et les contraintes de chacune de ces communautés, plutôt que de leur capacité à appliquer un mode d'influence uniforme à toutes les situations, comme le suggère son discours englobant vis-à-vis des « Chinois.es d'outre-mer ».

2.3. Éléments conclusifs : convaincre pour ne pas réformer

Il me semble pertinent de retenir, premièrement, que la question de l'image nationale est aujourd'hui traitée comme une préoccupation majeure de la politique étrangère chinoise, sur laquelle le PCC et ses agent.es doivent travailler activement, et qu'elle n'est pas vue comme la conséquence imparable des décisions du gouvernement. Il existe des politiques de gestion de cette image, qui sont pensées pour accompagner et faciliter la montée en puissance du pays. Or, la perception de la Chine qu'auront les publics étrangers dépend en grande partie de la crédibilité des messages communiqués par le gouvernement sur l'identité du pays et sa place dans le monde. En l'état, et c'est le deuxième point à retenir, l'écart entre le comportement et le discours de l'État chinois provoque un déficit de crédibilité qui, combiné aux perceptions négatives ou aux appréhensions préexistantes à l'égard de la Chine (que ce soit à cause de conflits historiques, d'une dépendance économique ou de tensions interethniques), nuit à la montée en puissance de la RPC en Asie du Sud-Est.

Face à cette situation, le PCC ne montre aucun signe d'envisager un changement de fond dans sa politique (interne ou externe), surtout lorsque les « intérêts vitaux de la Nation » sont en jeu. Il semble avoir plutôt choisi de doubler la mise dans le domaine diplomatique et de renforcer son travail de communication pour convaincre les autres pays du bien-fondé de cette politique. En effet, s'il refuse d'adopter d'autres politiques ou du moins de se conformer plus fidèlement aux engagements qu'il revendique, il lui faut compter sur ses stratégies diplomatiques pour combler le déficit de crédibilité et amener les États et les publics de la région à accepter le discours du gouvernement chinois concernant l'alignement de leurs intérêts, ce que le gouvernement chinois fait en s'appuyant sur les thèmes de la communauté et de la familiarité. En même temps, produire davantage de discours et des discours plus convaincants ne résout pas foncièrement le problème de l'écart entre le discours et les actes, et le PCC doit tenir compte de la multiplicité des acteur.es auquel.les il s'adresse, et donc de la multiplicité des intérêts qu'il prétend satisfaire. Considérant ces potentiels écueils, une grande attention a été prêtée aux ressources et aux outils que l'autorité politique chinoise peut mobiliser pour projeter une image positive de puissance et déployer des stratégies d'influence efficaces.

3. Chapitre 3. Un nouveau modèle d'influence « à caractéristiques chinoises » ? Réflexions sur le pouvoir et l'influence en RPC

3.1. Le débat sur le *soft power*

Comme la revue de littérature l'indique, le concept de *soft power* a connu du succès en RPC, et il demeure très présent dans le discours politique aujourd'hui. Or, le processus de diffusion du concept dans le contexte chinois n'a pas été celui d'une simple traduction à la lettre de la perspective originale. Dans cette section, je propose de retracer le parcours du concept de *soft power* dans le débat académique et politique chinois, pour mettre en lumière le processus de réappropriation dont il a fait l'objet, lequel explique comment le *soft power* est passé d'un outil d'analyse des relations internationales à un outil dans l'arsenal d'influence de Pékin.

3.1.1. Entrée et diffusion du concept dans l'espace politique chinois

Le *soft power* est conceptualisé par Joseph Jr. Nye en 1990 dans l'ouvrage *Bound to Lead: The Changing Nature of American Power* et dans un article publié dans *Foreign Policy*, portant sobrement le nom de « Soft Power ». Ses écrits voient le jour dans un contexte de profonds changements dans l'ordre international, cristallisés dans la chute du Mur de Berlin et impulsés par les réformes puis la dissolution de l'URSS. En 1990, donc, le monde est à l'aube d'une nouvelle ère dans lequel les États-Unis représentent la seule grande puissance, forte de son pouvoir économique, militaire, mais aussi de son *soft power*, comme l'argumente Nye. Dans *Bound to Lead*, il écrit :

La capacité à établir des préférences tend à être associée aux ressources de pouvoir intangibles telles que la culture, l'idéologie et les institutions. Cette dimension peut être pensée comme soft power, en contraste avec le pouvoir hard de commandement habituellement associé aux ressources tangibles, comme la puissance militaire et économique. (Nye, 1990a, p. 32)

Dans l'article pour *Foreign Policy* (1990b), ce pouvoir est défini comme « *ce qui arrive quand un pays amène d'autres pays à vouloir ce qu'il veut* » (p. 166), par contraste avec le pouvoir exercé lorsqu'un pays ordonne aux autres de faire ce qu'il veut. Le *soft power* est aussi appelé « pouvoir de cooptation », par opposition au *hard power* qui est un « pouvoir de commandement ». Autrement dit, il s'agit du « *pouvoir des idées attrayantes ou de la capacité à fixer l'agenda politique et déterminer le cadre du débat de sorte à façonner les préférences des autres* » (ibid.). Par la suite, Nye publie *Soft*

Power: The Means to Success in World Politics en 2004, dont sont tirées les définitions du concept les plus fréquemment citées. Dans cet ouvrage, l'auteur propose que « [c]e soft power - amener les autres à vouloir les résultats que l'on désire - coopte les personnes plutôt qu'il ne les contraint. Le soft power repose dans la capacité à façonner les préférences des autres » (Nye, 2004, p. 5). En d'autres termes, il est « la capacité à obtenir les résultats que l'on souhaite sans avoir à forcer autrui à changer leur comportement par des menaces ou des paiements » (ibid., p. 15). Nye explique que :

Le soft power n'est pas simplement la même chose que l'influence. Après tout, l'influence peut aussi reposer sur le hard power des menaces ou des paiements. Et le soft power est aussi plus que la seule persuasion ou la capacité à faire bouger autrui par des arguments, bien que cela en représente une partie importante. C'est aussi la capacité à attirer, et l'attraction mène souvent à l'acquiescement. Dit simplement, en termes de comportement le soft power est le pouvoir d'attraction. En termes de ressources, les ressources de soft power sont les atouts qui produisent cette attraction. (ibid., p. 6)

Initialement, Nye cite la culture, l'idéologie et les institutions comme trois principales ressources du soft power. Plus tard, à côté de la culture, ce sont plutôt les valeurs ou les idées politiques et la politique étrangère qui sont considérées comme telles. Le politologue pose aussi des conditions auxquelles ces ressources peuvent produire du soft power : la culture ne joue ce rôle qu'aux endroits où elle est attirante pour autrui, les valeurs politiques ne jouent que lorsqu'elles sont respectées dans l'espace domestique et international, et la politique étrangère ne joue que lorsqu'elle est perçue comme étant légitime et dotée d'autorité morale¹⁰⁷. Ces conditions reflètent deux idées-clé dans sa pensée : premièrement, le soft power a une dimension contextuelle, et deuxièmement, le soft power est une affaire de crédibilité. Dans les années 2000, Nye fait également évoluer le concept en lui associant celui de smart power, de façon à rendre compte de la possible combinaison « du hard power de coercition et de paiement avec celui du soft power de persuasion et d'attraction » (Nye, 2011, p. xiii).

Tout en faisant l'objet de nombreuses critiques, le concept de soft power se diffuse rapidement dans les cercles de discussion politique aux États-Unis, puis à l'étranger. En RPC, *Bound to Lead* est traduit en mandarin et publié en 1992. Au cours des années 1990, plusieurs penseur.es s'attellent à introduire le concept au public chinois, dont Wang Huning. Directeur adjoint du Bureau de la Recherche Politique du PCC sous Jiang Zemin, puis directeur de cette institution et membre du

¹⁰⁷ Joseph S. Nye Jr., « What China and Russia Don't Get About Soft Power », *Foreign Policy*, 29 avril 2013, https://foreignpolicy.com/2013/04/29/what-china-and-russia-dont-get-about-soft-power/#cookie_message_anchor

Secrétariat du Comité Central du Parti sous Hu Jintao, il est aujourd'hui membre du Comité Permanent du Politburo (nommé à ce poste une première fois en 2017, puis reconduit en 2022). Il fut l'un des premiers à étudier le concept et à discuter de son application dans le contexte chinois. Dans un article publié en 1993 dans le journal de l'Université Fudan, il met l'accent sur l'importance de la culture comme ressource de *soft power* chinois.

Traduit *ruanshili* (软实力), *ruanquanli* (软权力) ou *ruanliliang* (软力量), le *soft power* suscite l'intérêt des académiciens chinois, malgré un certain scepticisme venant de ceux qui ont questionné la pertinence de ce concept d'importation occidentale dans le contexte national. Du côté politique, le concept gagne aussi du terrain. Si bien qu'en octobre 2007 qu'il intègre officiellement le lexique du PCC lorsque Hu Jintao présente son rapport au 17e Congrès National :

*Dans l'ère actuelle, la culture est devenue une source de plus en plus importante de cohésion nationale et de créativité, et un facteur d'importance croissante dans la compétition pour la puissance nationale globale, et le peuple chinois a un désir grandissant pour une vie culturelle riche. Nous devons nous tenir à la direction d'une culture socialiste avancée, amener une nouvelle poussée dans le développement culturel socialiste, stimuler la créativité culturelle de l'ensemble de la nation, et renforcer la culture dans le cadre du soft power de notre pays pour mieux garantir les intérêts et droits fondamentaux du peuple, enrichir la vie culturelle de la société chinoise et inspirer l'enthousiasme du peuple pour le progrès.*¹⁰⁸

Plus tard, le *soft power* fait son apparition dans le 12e Plan Quinquennal (2011-2015) annoncé par le Comité Central du PCC en octobre 2010 (Lai, 2012). Paradoxalement, celui qui est à l'origine du concept a toujours considéré que le *soft power* chinois n'est pas des plus fructueux. Citant souvent des sondages d'opinion pour mesurer le pouvoir de persuasion et d'attraction de différents pays, Nye constate des « succès mitigés » du côté de la Chine. Selon lui, malgré l'attraction que suscite la culture traditionnelle chinoise et l'admiration pour la réussite économique chinoise, le *soft power* chinois n'est pas à la hauteur de ce que l'État a investi, notamment dans le domaine de la culture populaire. Sollicité par des responsables politiques chinois, Nye (2017) a maintenu que « [l]a Chine doit réaliser que la plus grande part du *soft power* d'un pays vient de la société civile plutôt que son gouvernement. La propagande n'est pas crédible et donc n'attire pas. La Chine a besoin de donner plus de marge

¹⁰⁸ « Hu Jintao's report at 17th Party Congress: Hold High the Great Banner of Socialism with Chinese Characteristics and Strive for New Victories in Building a Moderately Prosperous Society in all », Centre d'informations Internet de Chine, dernière consulté le 19 août 2023 (rediffusion d'un article publié par *Xinhua* le 25 octobre 2007), <http://www.china.org.cn/english/congress/229611.htm>

de manœuvre aux talents de sa société civile, bien que cela soit difficile à concilier avec un contrôle étroit du parti » (p. 2-3). Nye pointe aussi du doigt l'écart entre les activités produisant du *soft power* et le reste de la politique étrangère chinoise, qui repose sur un recours excessif à la force et la contrainte, relevant du *hard power*. Il cite, par exemple, la position rigide du gouvernement chinois en ce qui concerne Taïwan¹⁰⁹ et son attitude face aux Philippines vis-à-vis du récif de Scarborough¹¹⁰. En dépit de cette évaluation pessimiste, le concept s'est largement répandu dans le discours officiel chinois et le gouvernement en a fait un levier d'action en soi, considérant le *soft power* comme « *quelque chose qui peut être cultivé délibérément* » (Glaser et Murphy, 2009, p. 21).

Alors, quels sont les objectifs de la stratégie chinoise ? Dans l'ensemble, le *soft power* est censé être un moyen pour le gouvernement de « *faire progresser l'agenda domestique et international de la Chine, protéger Pékin contre les critiques étrangères, et renforcer la position internationale de la Chine* » (d'Hooghe, 2015, p. 2). La première étape est de faire accepter la Chine comme une puissance bienveillante. Les dirigeants politiques chinois.es considèrent que l'environnement international est hostile à la RPC et ils sont conscient.es des images négatives qui circulent à l'égard de leur pays et nuisent à son développement. Pour s'assurer de la croissance nationale, il leur faut convaincre la communauté internationale que la montée en puissance de la Chine ne représente pas une menace pour la sécurité des États et pour l'ordre global. D'une certaine façon, la stratégie de *soft power* est une affaire de *branding*, revenant à « *projeter une image de force, de richesse et de responsabilité politique qui surmonte l'impression populaire de la Chine étant un État qui viole régulièrement les droits humains et menace la stabilité mondiale* » (Rawnsley, 2008, p. 282, cité par Barr, 2015, p. 186). En ce qui concerne le PCC, l'enjeu est de générer de l'attraction pour son modèle de gouvernement et son idéologie, de sorte à consolider la légitimité du Parti (Barr, 2015).

Selon Li M. (2008), la grande majorité des analystes chinois.es restent plutôt proches de la définition du politologue étatsunien, mais ils en diffèrent sur la question des ressources du *soft power*, le rôle des médias étant plus valorisé dans les travaux venant de Chine. Pour Li M., il y a là une réaction à l'hégémonisme médiatique des États-Unis, qui prévaut dans le domaine de la presse comme dans le domaine du divertissement audiovisuel. L'importance accordée au pouvoir médiatique dans la stratégie chinoise de *soft power* converge aussi avec l'idée de rectifier l'image de la Chine à l'international, en « *racontant bien l'histoire chinoise* » (*jianghao zhongguo gushi* 讲好中国故事). En effet, les dirigeants chinois.es ont tendance à présenter l'hostilité étrangère envers la Chine

¹⁰⁹ Joseph S. Nye Jr., « The Rise of China's Soft Power », *Wall Street Journal*, 29 décembre 2005, <https://www.wsj.com/articles/SB11358086724233272>

¹¹⁰ « What China and Russia Don't Get About Soft Power », 29 décembre 2013.

comme étant le résultat d'une méconnaissance ou d'une méprise sur ce qu'elle est réellement. Pour y remédier, selon eux, il faut s'assurer que l'histoire de la Chine (ou du moins la version validée par le PCC) soit plus accessible à l'international. Ainsi, les médias peuvent contribuer à la stratégie de *soft power* en diffusant des récits positifs et compréhensibles qui rendent la Chine attirante pour les publics étrangers.

Un autre point de divergence avec la pensée de Nye est d'avoir fait du *soft power* une affaire de politique domestique et internationale. Il y a là une approche plus « holistique » (Glaser et Murphy, 2009) qui consiste à déployer des stratégies similaires et complémentaires dans les deux sphères, pour répondre à deux besoins du régime chinois. Premièrement, il lui faut rattraper le retard que la Chine a pris tout au long du 20^e siècle. Force est de constater que les campagnes révolutionnaires de la période maoïste ont durablement affaibli le patrimoine culturel chinois et que le système imposé par le PCC n'a pas été des plus favorables à l'épanouissement d'une culture contemporaine. La situation est d'autant plus flagrante quand on compare la Chine à ses voisins de la Corée du Sud et du Japon, qui sont tous deux à l'origine de « vagues culturelles » ayant touché les quatre coins de la planète. Autrement dit, pour faire rayonner la culture chinoise à l'international, il faut d'abord la reconstruire à l'interne. Deuxièmement, l'approche « holistique » au *soft power* est liée à la politique nationaliste que le régime chinois ne peut pas poursuivre en l'absence d'une culture nationaliste. Sous Xi Jinping, la culture traditionnelle chinoise occupe une place de premier rang dans ce construit nationaliste, aux côtés de la « culture socialiste chinoise » instaurée par le Parti. C'est aussi le cas de la politique étrangère, qui est devenue un des leviers sur lesquels les dirigeants chinois jouent pour rallier les citoyen.nes autour de la Nation. Dans ce contexte, plutôt que de voir le *soft power* chinois comme ayant deux dimensions, il faut plutôt le voir comme étant toujours à l'intersection du domestique et de l'international.

3.1.2. Une interprétation particulière : « le *soft power* chinois est avant tout culturel »

Les discussions sur le *soft power* en Chine ont également pris la forme d'un débat entre deux écoles de pensée s'opposant sur la question de la ressource que l'État doit privilégier pour développer sa « capacité à établir des préférences ». Pour les un.es, la stratégie chinoise de *soft power* doit accorder la priorité à la culture, alors que pour les autres, ce sont les ressources politiques qu'il faut valoriser, soit les valeurs et les institutions du régime chinois.

Wang Huning est considéré comme l'un des premiers/ères défenseur.es de l'école du *soft power* culturel (*wenhua ruanshili* 文化软实力), comme en témoigne son article de 1993 intitulé « La

culture comme force nationale : le *soft power* » (*zuowei guojia shili de wenhua: ruanshili*, 作为国家实力的文化 : 软实力). Son approche est fondée sur deux arguments. D'une part, la culture est un facteur majeur d'identité nationale, laquelle distingue le plus clairement une Nation d'une autre. D'autre part, le *soft power* culturel est la voie la plus efficace pour étendre l'attractivité et l'influence d'une Nation, car ce qui relève de la culture est plus facile à communiquer et à diffuser, en quelque sorte à « vendre » aux publics étrangers, que ne le sont d'autres facteurs d'identité nationale comme les valeurs politiques (d'Hooghe, 2015, p. 111-112). Pour ce qui est de définir ce qui rentre dans la catégorie « culture », les avis sont multiples. Yu Xintian (Institut d'Études Internationales de Shanghai), par exemple, rompt plus ou moins avec la typologie de Nye et avance que toutes les sources de *soft power*, que ce soient les idées, les pensées, les institutions ou les politiques d'un pays, relèvent en fait de la culture (Yu, 2007, cité dans d'Hooghe, 2015).

De l'autre côté, certain.es commentateur.es chinois.es défendent une approche valorisant les ressources politiques du *soft power*. Yan Xuetong, doyen de l'Institut des Relations Internationales de l'Université Tsinghua, encourage l'État à privilégier le pouvoir politique découlant des institutions, des normes et de la crédibilité politiques du pays (Yan, 2007[a] cité dans Liu, 2020; Yan, 2007[b] cité dans Li, 2008). En premier lieu, il argumente que les objectifs d'une stratégie de *soft power* relèvent du politique, à savoir influencer la politique étrangère des autres acteur.es, fixer l'agenda politique, déterminer les normes des institutions politiques et plus généralement faire accepter la politique du régime chinois à l'échelle internationale. Pour cette raison, il est bien plus pertinent d'utiliser des ressources politiques et de développer le pouvoir politique de la Chine. En second lieu, considérant la compétitivité de l'environnement international, il considère que la stratégie de *soft power* doit contribuer à la lutte contre l'hégémonisme occidental. Pour Yan, cela n'arrivera que si l'État chinois est capable de promouvoir les ressources politiques propres au système national et d'en faire un modèle politique alternatif.

Aujourd'hui, dans le discours de l'État, c'est l'approche culturaliste qui semble dominer. Très tôt, les responsables du gouvernement et du PCC font référence au *soft power* culturel quand ils évoquent le *soft power*. En mars 2007, lors d'une session du 10e Comité National de la CCPPC, Jia Qinglin (alors président de la CCPPC et membre du Comité Permanent du Politburo) affirme que : « *En se concentrant sur la construction d'un soft power national avec la culture comme contenu principal et sur la promotion de la culture chinoise dans le monde, nous mènerons des consultations*

et des discussions sérieuses et nous fournirons activement des conseils et des recommandations »¹¹¹. En octobre 2011, lors de la sixième session plénière de 17e Congrès du PCC¹¹², une série de directives est adoptée concernant l'amélioration du *soft power* culturel national et la promotion de la culture chinoise à l'interne et à l'international. D'après les résumés en anglais du communiqué officiel, le *soft power* culturel est associé à deux objectifs primordiaux pour le Parti : **1)** la sécurité nationale, via le concept de « sécurité culturelle nationale » (*guojia wenhua anquan* 国家文化安全), et **2)** le développement économique du pays¹¹³. En outre, le communiqué précise qu'il est « urgent de renforcer le *soft power* culturel du pays et le rayonnement international de la culture chinoise »¹¹⁴. Ces communications montrent en quoi, dans la perspective officielle, le *soft power* dépasse la seule question de l'attraction dans l'espace international, et que c'est avant tout sur le plan culturel que l'État souhaite agir pour développer ce pouvoir.

On le voit dans la notion de « sécurité culturelle ». Celle-ci traduit un besoin pour l'autorité publique de renforcer la cohésion à travers le territoire, en répondant aux demandes de la population pour une culture qui n'est pas que politique (Li M., 2008), afin d'éviter la division sociale et la contestation politique. Elle traduit aussi une préoccupation pour l'influence étrangère au sein du territoire, qui pourrait mettre en péril la cohésion nationale et par extension, la légitimité du PCC. On peut aussi y voir une inquiétude face à l'hégémonie culturelle occidentale, répandue à travers le monde, qui laisse peu de place à la Chine pour exercer un pouvoir d'attraction. Dans la pratique, la valorisation du *soft power* culturel passe par un investissement accru de l'État dans le développement et la promotion des ressources culturelles chinoises. Cela comprend un soutien financier, logistique et administratif envers la production dans le domaine des médias (journaux, émissions télévisées, podcasts), des arts et du divertissement audiovisuel (peinture, cinéma, musique), et envers les pratiques culturelles traditionnelles (festivités du Nouvel An, danses traditionnelles) et patrimoine culturel tangible (restauration de sites, musées et expositions). À cela s'ajoute la promotion de la langue chinoise à l'étranger, qui est une des tactiques de la stratégie chinoise de *soft power* culturel les plus visibles et commentées depuis leur apparition en 2004.

¹¹¹ « Publication autorisée : Jia Qinglin a proposé six tâches pour le Comité national de la Conférence consultative politique du peuple chinois de 2007 (授权发布：贾庆林提出2007年全国政协的六项工作) », Gouvernement de la République Populaire de Chine, 3 mars 2007, https://www.gov.cn/2007lh/content_540809.htm

¹¹² C'est aussi au cours de cette session qu'a été préparée la passation des rênes du Parti ayant amené Xi Jinping au pouvoir.

¹¹³ « China vows to construct socialist cultural power », Centre d'informations Internet de Chine, 19 octobre 2011, http://www.china.org.cn/china/2011-10/19/content_23662810.htm

¹¹⁴ « Communiqué de la sixième session plénière du dix-septième Comité central du Parti communiste chinois (中国共产党第十七届中央委员会第六次全体会议公报) », Gouvernement de la République Populaire de Chine, 18 octobre 2011, https://www.gov.cn/jrzq/2011-10/18/content_1972749.htm

Sous le gouvernement de Xi, les tendances initiées par son prédécesseur se confirment et s'intensifient. La culture conserve sa place prioritaire et le *soft power* demeure un enjeu à l'intersection entre les affaires domestiques et les affaires internationales. Graduellement, le concept de *soft power* est inséré dans les grands slogans du nouveau leadership et rejoint la « Pensée de Xi Jinping sur le Socialisme à Caractéristiques Chinoises pour la Nouvelle Ère », dite aussi « Pensée de Xi Jinping », qui constitue le nouveau fondement idéologique du Parti. Lors d'une session d'étude collective du Politburo, en décembre 2013, Xi déclare : « *Le renforcement du soft power culturel national n'est pas seulement lié au positionnement de notre pays dans la structure culturelle mondiale, mais aussi à notre statut international et à notre influence internationale, et il est lié à la réalisation des « Deux Objectifs Centenaires » et du Rêve Chinois de la Grande Réjuvenation de la Nation Chinoise* »¹¹⁵. D'après un rapport sur la réunion publié par *Le Quotidien du Peuple*, la stratégie de *soft power* de Xi consiste à mettre en valeur les ressources venant de la culture traditionnelle chinoise, incluant les vertus et la morale de la pensée traditionnelle, et de la culture socialiste « à caractéristiques chinoises » apportée par le PCC. Lors de cette réunion, Xi aurait insisté sur le fait que la culture traditionnelle chinoise est l'héritage d'une grande civilisation, vieille de plus de cinq millénaires. C'est une façon efficace pour lui d'asseoir la légitimité de cette culture dans la grandeur et d'en faire un objet inébranlable. Le label civilisationnel sert aussi à souligner le caractère unique de la culture chinoise, tout en lui offrant la possibilité de dépasser les contours nationaux, puisque le propre d'une civilisation est d'exercer une influence étendue. D'après le rapport du *Quotidien du Peuple*, la stratégie de *soft power* présentée par Xi Jinping s'inscrit dans la continuité de ces prédécesseurs. Mais, le journal indique aussi que l'approche de Xi implique une plus forte imbrication de la politique domestique avec la politique étrangère, notamment en appelant la population chinoise à agir en conduisant pour la diffusion de la culture chinoise de par les frontières nationales. Enfin, le discours du Président témoigne d'une grande préoccupation pour l'image de la Chine à l'international, qu'il propose d'améliorer en produisant les « bons » récits. On retrouve une idée assez similaire chez Nye (2014), qui a souligné l'importance des « récits stratégiques » dans la concurrence entre les Nations, surtout depuis l'avènement de « la révolution de l'information ». Aujourd'hui, selon Nye, l'acquisition de pouvoir est tout autant une affaire d'histoire gagnante, que de victoire militaire ou de gains économiques. Ce type de « discours sur le discours » est en fait assez fréquent chez Xi

¹¹⁵ « Extraits de la Pensée de Xi Jinping sur la Construction Socialiste Culturelle : 8. Renforcer le *soft power* culturel du pays et bien raconter l'histoire chinoise (习近平关于社会主义文化建设论述摘编：八、提高国家文化软实力，讲好中国故事) », Commission Centrale de Contrôle Disciplinaire du Parti Communiste de Chine, consulté dernièrement le 9 septembre 2023, http://people.ccdi.gov.cn/detail/537?route=database_databaseTitle&databaseFlag=true&subjectId=536

Jinping, et il se démarque sur ce point du leadership précédent qui n'avait pas accordé autant d'importance au pouvoir de la narration.

3.1.3. Les contradictions d'une politique de *soft power* culturel élaborée par le Parti Communiste de Chine

Pour Nye (2012, 2013) et Rawnsley (2012, 2021), la stratégie chinoise du *soft power* culturel souffre d'un déficit de crédibilité, qui est en partie liée au manque de liberté dont jouissent les industries culturelles chinoises (idée qu'on retrouve chez Cao (2014) et d'Hooghe (2015)), mais aussi à la politique contradictoire du PCC à l'égard de la culture traditionnelle. En effet, difficile de faire accepter à la société chinoise et aux publics étrangers que le Parti est le défenseur de ce qu'il a si souvent bridé. Aujourd'hui, comme par le passé, celui-ci exerce une politique répressive à l'égard de nombreuses activités culturelles et pratiques traditionnelles, notamment dans le domaine de la religion.

Au début du 20^e siècle, dans un contexte général de remise en question et de critiques des institutions traditionnelles liées au pouvoir impérial, le PCC adopte une politique anti-traditionaliste. Il vise plus particulièrement les traditions religieuses, qu'il accuse d'être à l'origine d'un grand nombre de maux affectant la société chinoise, en connivence avec la classe dirigeante et bourgeoise. Au fil du temps, cette approche va varier en intensité et en degré de violence, selon les besoins du parti et de son leadership. Pendant la Révolution Culturelle, le PCC fait sa plus grande démonstration d'hostilité envers la culture traditionnelle avec sa campagne d'éradication des « Quatre Vieilleries » (*sijiu* 四旧) du système féodal (soit les « vieilles idées », les « vieilles coutumes », la « vieille culture » et les « vieilles habitudes »)¹¹⁶, dont les cibles principales sont l'élite politique-intellectuelle et les communautés religieuses. Outre la persécution à l'encontre des personnes (humiliation publique, torture, emprisonnement, meurtre), la violence du régime s'abat sur le patrimoine physique des traditions chinoises : lieux de rassemblement et de culte, icônes, reliques, écrits, etc., tous sont grièvement endommagés ou entièrement détruits. Idéologiquement, les dirigeant.es communistes s'acharnent à délégitimer les pensées de l'ancien régime, à commencer par le confucianisme, en faisant largement usage de leurs outils de propagande, comme les slogans révolutionnaires et l'éducation publique. En dépit de la consécration de la liberté de religion dans la Constitution de 1954 et la mise en place d'un système corporatiste, la religion est considérée comme « *l'expression de l'aliénation dans une société arriérée* » (Laliberté, 2017, p. 227) et à ce titre, elle fait l'objet d'une

¹¹⁶ Les « vieilles idées » : *jiu sixiang* 旧思想, les « vieilles coutumes » : *jiu fengsu* 旧风俗, la « vieille culture » : *jiu wenhua* 旧文化, et les « vieilles habitudes » : *jiu siguan* 旧习惯.

tentative d'extermination sous la Révolution Culturelle. Bien que cet objectif n'ait jamais été atteint, l'ampleur de la destruction et de la propagande déployée durant cette décennie a durablement débilité la vie religieuse en Chine.

Sur le plan idéologique, le gouvernement se prête à une guerre d'étiquetage qui consiste à apposer les catégories de « doctrine hétérodoxe » (ou « hérésie », *xiejiao* 邪教)¹¹⁷ et de « superstition » (*mixin* 迷信) aux éléments dont le Parti souhaite se débarrasser par crainte de dissidence, sous couvert de protéger la société chinoise de ceux qui souhaiteraient la maintenir dans l'obscurantisme, la tromper et l'empêcher de mener à bout la lutte des classes. Dans le cas du bouddhisme, la destruction du patrimoine est très étendue et touche même certains des temples les plus prestigieux, comme le temple du Cheval Blanc. Moines et moniales sont forcés d'abandonner l'habit et de retourner à une « vie laïque », c'est-à-dire non-monastique (Ji, 2004). Seule une petite minorité parvient à rester dans les temples, à condition d'y exercer une fonction productive et de ne pas porter leurs vêtements religieux, et c'est dans le plus grand des secrets que certains continuent de pratiquer leur croyance¹¹⁸. À cette période, l'Association Bouddhiste de Chine est mise hors de fonction par le régime, et ce n'est que dans les années 1980 que le système corporatiste et les associations patriotiques religieuses sont réinstituées.

Dans le cadre de la « Réforme et Ouverture » (politique lancée en 1978), de nombreux sites religieux et de pratique d'activités traditionnelles sont reconstruits, et de nouveaux sites voient le jour. Depuis, l'État n'empêche plus ces citoyen.nes de participer à ces activités, tant qu'elles rentrent dans le cadre imposé par le régime. Or, malgré d'importants efforts de relèvement, le chemin à parcourir est encore long, précisément à cause de l'étendue des dégâts causés par la Révolution Culturelle et les

¹¹⁷ L'État chinois traduit officiellement en anglais par les termes *cults* ou *evil cults*. En français, on parle plutôt de « secte » ou de « groupe sectaire ». Pour une analyse de l'évolution du discours politique sur les sectes au fil du 20^e siècle, voir Palmer, David A. « Les mutations du discours sur les sectes en Chine moderne. Orthodoxie impériale, idéologie révolutionnaire, catégories sociologiques », *Archives de sciences sociales des religions* 144 (2008). Un exemple de groupe religieux ayant été qualifié en ces termes, puis interdit et persécuté en Chine est Falungong, que le gouvernement chinois tente d'éliminer dès 1999. Voir Palmer, David A. « L'État et le sectarisme en Chine: Le cas du Falungong », *Religion et Politique en Asie. Histoire et Actualité* (2006) : 175-186.

¹¹⁸ Au temple du Bouddha de Jade à Shanghai, par exemple, certains moines réussissent à conserver leur place pendant un temps, en formant une petite unité d'assemblage de boîtes de papier. L'abbé, maître Weifang, prend également l'initiative de vider le temple de ses objets de valeur et de les cacher dans un entrepôt. Les moines se seraient déguisés en Gardes Rouges et auraient collé des papiers rouges portant des slogans politiques, dont ceux de la Révolution Culturelle, sur leur cargaison. Ils auraient aussi bénéficié des bonnes relations de leur abbé avec les responsables du Bureau des Affaires Religieuses de la municipalité. Voir « Introduction au Temple du Bouddha de Jade (上海玉佛寺简介) », *Phoenix Media*, 19 novembre 2009, https://fo.ifeng.com/zhuanti/yufosi/beijingliao/200911/1119_502_59268.shtml; « Souvenir de la relation profonde entre le laïc Zhao Puchu et le Temple du Bouddha de Jade (追忆赵朴初居士与玉佛寺的深厚渊源) », Association Chinoise pour Promouvoir la Démocratie, 3 juin 2015, https://www.mj.org.cn/hszl/mrys/201911/t20191125_101499.htm; « Protégez le Bouddha de Jade avec le plus grand soin (殫精竭慮护玉佛) », *Phoenix Media*, 30 novembre 2010, https://fo.ifeng.com/special/zhenchanfashi/zhenchanfashiyufojiao/detail_2010_11/30/3280062_0.shtml

autres campagnes anti-traditionalistes du PCC. Une partie du patrimoine culturel traditionnel chinois est à jamais perdue, car certains objets et sites ne pourront être ni restaurés ni recréés. À cela s'ajoute la disparition de certaines pratiques et idées, puisque leurs gardien.nes ont été écarté.es de leurs fonctions ou assassiné.es avant d'avoir pu transmettre leur savoir.

Vu son histoire, il est difficile pour le régime chinois de se faire défenseur de la culture traditionnelle sans soulever des questions et susciter des critiques, ce qui affecte sa crédibilité. En revanche, quatre facteurs peuvent jouer en faveur de sa quête de *soft power* culturel. Il s'agit premièrement de l'essor du nationalisme et du patriotisme dans le pays. Ce phénomène peut amener les citoyen.nes chinois.es à mettre de côté les errements passés du Parti tant que celui-ci est considéré comme crédible en ce qui concerne la défense et la protection de l'identité nationale. Deuxièmement, le Parti peut se targuer d'une certaine crédibilité s'il continue d'affirmer qu'il ne souhaite que purger la culture traditionnelle des éléments superstitieux, qui sont nuisibles et dangereux pour la société et le patrimoine chinois. Dans le domaine religieux, ce type de discours permet d'ailleurs au Parti de se porter garant des activités religieuses « saines », sans avoir l'air de contredire ses principes idéologiques et sa politique actuelle de développement des ressources culturelles du pays. Troisièmement, la méconnaissance de l'histoire politique de la Chine peut aussi jouer en faveur du Parti. En RPC, le travail de propagande, le contrôle de l'information et la crainte de la sanction font que les nouvelles générations n'ont pas une connaissance adéquate des actions menées par le PCC dans le passé, ou même actuellement. À l'étranger, le traitement de la culture traditionnelle chinoise sous le régime du PCC n'est pas bien connu non plus de tous.tes. Même les publics qui ont quelques notions sur la Révolution Culturelle, par exemple, n'auront pas nécessairement des connaissances suffisantes pour avoir une opinion sur la crédibilité de la stratégie chinoise à l'égard du *soft power* culturel. Enfin et quatrièmement, le PCC peut compter sur ses allié.es venant elleux-même du domaine de la culture traditionnelle. C'est le cas de certain.es leaders religieux/ses, qui pensent avoir plus à gagner en coopérant avec le régime qu'en affichant leur opposition au nom des torts commis dans le passé ou commis à l'égard d'autres groupes.

Pour le Parti, l'alliance avec les personnes d'influence et les responsables d'institutions du domaine culturel issu.es de la société civile est indispensable. Au-delà de la légitimité morale qu'elle apporte, cette alliance permet aux membres du Parti d'avoir accès à des ressources de savoir, logistiques, relationnelles, matérielles, etc., qui sont nécessaires pour transformer une pratique, une activité ou un objet culturel en un véhicule de leur influence, auprès des citoyen.nes chinois.es comme à l'étranger. Autrement dit, la convergence des intérêts entre les acteur.es politiques et les acteur.es culturel.les, et la cooptation des un.es par les autres sont deux variables majeures de la capacité du

Parti à transformer des ressources culturelles en des instruments d'influence politique et à exercer un pouvoir d'attraction crédible. En outre, la stratégie employée par Pékin pour influencer les publics étrangers en s'appuyant sur des ressources culturelles dépend de sa capacité à s'allier avec, coopter et façonner les préférences d'acteur.es qui n'appartiennent pas, ou du moins pas uniquement, à la classe dirigeante politique. Cette approche découle d'une réflexion et d'expérimentations sur le plan de la diplomatie qui émergent au tournant du 21^e siècle. La montée au pouvoir de Xi Jinping marque un nouveau coup d'élan pour ce phénomène, aujourd'hui guidé par l'ambition d'offrir au monde un nouveau modèle diplomatique.

3.2. Un nouveau modèle diplomatique : la diplomatie culturelle « à caractéristiques chinoises »

3.2.1. La diplomatie culturelle publique contemporaine

3.2.1.1. Diplomatie culturelle, diplomatie publique

Milton C. Cummings JR. (2003) définit la diplomatie culturelle comme « *l'échange d'idées, d'information, d'art et d'autres aspects de la culture entre des Nations et leurs peuples afin de favoriser la compréhension mutuelle* » (p. 1). Cette définition est souvent utilisée par des chercheur.es en politique internationale, et pourtant, comme le font remarquer Rawnsley et Ngac (2016), elle sous-entend que l'objectif final de la diplomatie culturelle est cette « compréhension mutuelle » entre les Nations et les peuples du monde. Elle ne semble pas tenir compte du fait que cette dernière puisse elle-même servir d'autres objectifs. Intégrant cette dimension, Rawnsley propose de voir les choses de la façon suivante :

La diplomatie culturelle se réfère aux programmes ou activités sponsorisées ou organisées par le gouvernement et ses agences pour utiliser la culture comme un moyen pour faire avancer des intérêts politiques, stratégiques ou nationaux. C'est une pratique menée par un gouvernement, conçue pour renforcer la représentation nationale et internationale entreprise par ses envoyé.es. [...] La diplomatie culturelle, donc, est un instrument qui peut être déployé dans des situations spécifiques pour renforcer d'autres formes d'activité et de communication diplomatiques (bien qu'il soit toujours mieux de voir la diplomatie culturelle comme étant une mission sur le long terme de construction et reconstruction de relations, de la confiance et de la crédibilité). (2021, p. 21-22)

En outre, Rawnsley la distingue également des « relations culturelles ». Celles-ci peuvent être semblables à la diplomatie culturelle en fins et en apparence, mais elles ont pour particularité d'être

menées par les industries culturelles et d'autres acteur.es du domaine elleux-mêmes, plutôt que par des acteur.es du gouvernement. Dans le cas de la Chine, la diplomatie culturelle a un long historique qui précède de très loin l'utilisation du concept lui-même par l'autorité étatique, sous le nom de *wenhua waijiao* (文化外交). En République Populaire de Chine, cette pratique transparaît dans un certain nombre de politiques menées sous Mao, mais l'hostilité du régime à la culture traditionnelle et son renfermement sur soi-même ont été antithétiques à l'émergence d'une diplomatie culturelle à part entière. Ce n'est qu'à partir des années 2000 que la situation devient favorable à ce que la culture prenne une place importante dans la politique chinoise. À cette période, le PCC s'engage davantage dans la voie de l'ouverture en poussant les responsables étatiques et les entreprises chinoises à « aller à l'extérieur » (expression utilisée par Cabestan, 2022, pour désigner la politique de globalisation dite *zouchuqu* 走出去 ou « *go-out policy* »), En 2006, le gouvernement lance le 11e Plan Quinquennal pour le Développement Culturel, dont une partie est dédiée aux efforts de promotion de la culture chinoise à l'étranger (Glaser et Murphy, 2009). Concrètement, cela consiste à organiser des événements pour faire découvrir aux publics étrangers différents aspects de la culture chinoise, avant tout traditionnelle. Cela comprend d'une part le fait d'organiser des activités sur place, directement auprès des publics (par exemple, des célébrations collectives de la Nouvelle Année, des activités de démonstration d'arts martiaux). Le plus souvent, ces activités sont organisées par le biais des ambassades et des consulats de la RPC, parfois avec la participation de branches locales d'associations basées en RPC ou même d'associations locales des CHCC. D'autre part, dans le domaine culturel, la *go-out* politique passe par le soutien du gouvernement aux industries culturelles chinoises pour qu'elles s'étendent sur le marché international et qu'elles atteignent directement le plus de personnes possibles à l'étranger. Cela concerne essentiellement la production dans les domaines de la littérature, du cinéma (long-métrage, séries, émissions) et de la musique. Le pendant de cette politique est d'accompagner toutes ces actions d'une large couverture médiatique. Comme on l'a vu, la réflexion sur le *soft power* en Chine valorise le rôle des médias, et le contrôle de l'État (et du Parti) sur tous les médias de masse chinois est propice à ce qu'ils soient mis au service de la promotion de la culture chinoise. À l'étranger, Pékin peut compter sur son autorité directe sur les branches locales des médias de masse chinois, et mais aussi sur les services de communication des bureaux de représentation étatique et des associations chinoises. Il peut aussi s'appuyer sur des médias étrangers pour relayer de l'information (positive ou neutre) sur les activités de la diplomatie culturelle chinoise, en leur proposant des incitations financières ou en exerçant une pression sur eux (par exemple, en mentionnant la possibilité d'une restriction d'accès au marché chinois ou en accusant un média d'avoir un biais anti-chinois).

Chez Liu (2020), la diplomatie culturelle chinoise est appréhendée par le biais de ses objectifs, qui sont **1)** changer les « Perceptions » de la Chine à l'étranger, **2)** améliorer la « Position » de la Chine à l'échelle internationale et **3)** renforcer le « Pouvoir » du pays, ou plus précisément du régime. Dans le cadre d'une politique de globalisation, elle contribue à la lutte contre l'occidentalisation dans le monde, et ce d'autant plus depuis que Xi Jinping a mis l'accent sur « l'excellente culture traditionnelle chinoise ». Cette expression fait allusion à une culture aux racines antiques qui n'est pas teintée par l'influence occidentale, apte à susciter l'intérêt des publics rejetant l'hégémonie culturelle venant de l'Occident, notamment des États-Unis. En même temps, la diplomatie culturelle est une façon d'exercer de l'influence en jouant sur un domaine qu'on pourrait présumer être apolitique (Barr, 2015). En effet, comparé à d'autres instruments d'influence, la culture a l'avantage d'être considérée dans de nombreuses sociétés comme étant au-dessus du politique, de par sa longévité et le fait qu'une culture ou une pratique culturelle puisse transcender les clivages politiques. Elle peut même être perçue comme une affaire privée dans laquelle le politique n'a pas son mot à dire. Étant donné qu'une large part des perceptions négatives associées à la Chine est relative à la perception du régime politique (et bien que ce dernier se considère la victime d'un biais occidentalocentré), il fait sens d'investir dans un domaine qui semble loin du politique. De prime abord, la diplomatie culturelle peut susciter moins de méfiance et donc d'inquiétude de la part des publics étrangers. À nouveau, le choix de valoriser la culture traditionnelle renforce cette impression que la promotion de la culture chinoise à l'étranger est séparée du domaine politique, puisqu'elle met en scène une culture qui appartient à la civilisation chinoise dans son entièreté, et non pas seulement à la République Populaire de Chine du Parti Communiste. Les dirigeant.es chinois.es peuvent aussi réduire la portée politique, du moins dans l'image, de la diplomatie culturelle, en choisissant stratégiquement les acteur.es impliqué.es. Même les observateur.es qui s'y intéressent de près peuvent éprouver de la difficulté à identifier la dimension politico-stratégique d'activités qui ciblent des publics non-gouvernementaux et qui, sur le terrain, sont mises en œuvre par des acteur.es non-gouvernementaux/ales.

3.2.1.2. *Nouvelle diplomatie publique : une approche stratégique*

Dans l'approche conventionnelle, la diplomatie repose sur une relation interétatique bilatérale basée sur des échanges entre acteur.es gouvernementaux/ales. Au milieu du 20^e siècle, une nouvelle approche émerge, qui implique d'un côté, des acteur.es gouvernementaux/ales d'un État et de l'autre côté, des acteur.es non-gouvernementaux/ales, issu.es de la société civile d'un autre État. En Relations Internationales, cette approche est nommée « diplomatie publique ». Selon la définition de Xu (2015), il s'agit du mode diplomatique par lequel :

[...] *un gouvernement transmet ses valeurs et de l'information positive à un public étranger, clôt l'écart cognitif et émotionnel entre son peuple et le public étranger, élargit la compréhension mutuelle, et façonne l'opinion publique d'autres pays par le biais d'une variété de moyens, dont des programmes d'échanges culturels et les médias d'actualité, de sorte à renforcer l'image internationale et l'influence d'un pays et promouvoir ses intérêts nationaux.* (p. 16)

Si ces objectifs sont similaires à ceux de la diplomatie interétatique conventionnelle, la diplomatie publique en diffère en raison du contact direct qui est établi entre les acteur.es d'un gouvernement et des citoyen.nes étrangers/ères, sans que le gouvernement de ces derniers/ères ne soit impliqué. En RPC, jusqu'au milieu des années 2000, le discours officiel réfère aux activités relevant de cette approche en utilisant plusieurs termes : *duiwai xuanchuan* (对外宣传) qu'on peut traduire par « propagande externe », *minjian waijiao* (民间外交) soit la « diplomatie civile » et *gongzhong waijiao* (公众外交), soit la « diplomatie populaire » (ou « diplomatie des masses »). Par la suite, l'État chinois va emprunter une traduction plus étroite du terme « diplomatie publique » qui est utilisé en Occident, en parlant de *gonggong waijiao* (公共外交)¹¹⁹.

Selon Zhao Kejin (2019), l'intérêt du gouvernement chinois est aujourd'hui passé du concept de la diplomatie publique à ceux de la « diplomatie entre les peuples » (*renmin waijiao* 人民外交, ou « *people-to-people diplomacy* ») et des « échanges entre les peuples » (*renwen jiaolu* 人文交流). Il explique cette transition par le fait que la traduction chinoise du concept occidental de diplomatie publique emploie un terme (*gonggong* 公共) qui, dans la culture chinoise, fait référence aux affaires gouvernementales (plutôt qu'aux affaires du grand public, de la société). À l'inverse, parler d'une « diplomatie entre les peuples » traduirait plus fidèlement l'approche adoptée en Chine, qui ne serait pas du seul ressort du gouvernement. L'expression « échanges entre les peuples » va encore plus loin dans ce sens, en éliminant la dimension diplomatique. Avec ce nouveau lexique, le régime chinois prétend que ni l'État ni le Parti ne sont impliqués dans certaines formes de contact entre la société chinoise et des sociétés étrangères. Dans les faits, comme on va le voir, c'est loin d'être le cas¹²⁰.

Que ce soit directement ou indirectement, le régime mis en place par le PCC impose que ce dernier soit impliqué dans ces échanges et affaires diplomatiques. Zhao (2019) lui-même rapporte

¹¹⁹ Un des indices du changement lexical, et en même un indice de l'intérêt accru pour cette approche, est la création d'une Division de la Diplomatie Civile au sein de Bureau d'Information du Ministère des Affaires Étrangères en 2004, qui devient un département à part entière en octobre 2009 sous le nom de « Bureau de la Diplomatie Publique ».

¹²⁰ L'observation même de Zhao est à nuancer puisque le terme « diplomatie publique » apparaît encore très souvent dans le discours officiel.

que Xi a affirmé, lors du 19e Congrès National du PCC en 2018, que « [l]e Parti exerce un *leadership global sur tous les domaines d'initiative dans toutes les parties du pays* » (p. 172). C'est d'ailleurs ce *leadership global* du Parti qui est censé incarner l'essence du « socialisme à caractéristiques chinoises » (*zhongguo tese shehui zhuyi* 中国特色社会主义). Sur le plan institutionnel, dans le domaine de la diplomatie touchant directement les publics étrangers, le rôle du Parti passe par une centralisation du pouvoir décisionnel dans les mains de la Commission Centrale des Affaires Étrangères du Parti¹²¹. Outre le fait que cette commission en soit l'autorité maîtresse, la diplomatie publique ne fait pas l'objet d'une structure institutionnelle fixe et clairement délimitée. Elle est plutôt mise en œuvre par une diversité d'agences du Parti et d'institutions de l'État, dont les plus importantes sont le Bureau Central de la Propagande (ou « Bureau Central de la Publicité ») et le Département International du Parti, le Bureau d'Information et le Bureau des Affaires Étrangères du Conseil des affaires de l'État, le Ministère de la Culture, le Bureau du Conseil International de la Langue Chinoise (dit *Hanban*, connu comme étant l'institution responsable des Instituts Confucius) sous l'autorité du Ministère de l'Éducation, et le Ministère des Affaires Étrangères (Rana, 2016).

Bien que le Parti ait pour vocation d'avoir le pouvoir décisionnel le plus étendu possible, le discours officiel indique qu'il a aussi conscience de l'effet adverse que son implication peut avoir en matière de diplomatie publique et d'influence à l'étranger. Sous le *leadership* de Xi, la diplomatie chinoise est censée suivre un nouveau modèle de diplomatie dont les gouvernements ne sont ni les acteurs ni les cibles. C'est ce que représente le concept de « diplomatie entre les peuples », c'est-à-dire une implication minimale, voire nulle, de la part des gouvernements et la possibilité pour deux entités de la société civile d'échanger entre elles, sur un plan d'égalité. Pourtant, dans la perspective des dirigeant.es chinois.es, cette approche n'est pas synonyme d'une pleine autonomie pour le peuple chinois. D'un côté, ce dernier est encouragé à prendre contact avec d'autres peuples, à mettre en place des plateformes et des activités d'échanges, à communiquer sur ces échanges, etc., au travers de diverses associations et entreprises. Il lui revient d'agir sur le terrain, il lui est possible de prendre des initiatives, et en cela, le peuple chinois est acteur de la diplomatie publique. En revanche, de l'autre côté, le Parti a le rôle de décideur : il a non seulement la compétence d'initier des échanges et d'appeler les citoyen.nes à y contribuer, mais aussi la pleine autorité pour approuver ou non les initiatives venant de la société civile. En somme, c'est bien le Parti qui choisit ce qui est fait dans ce domaine.

¹²¹ Elle remplace le Groupe Directeur Central des Affaires Étrangères en mars 2018.

De même que sa vision de la diplomatie entre les peuples n'exclut pas que des personnes qui sont membres et/ou responsables du Parti ou qui travaillent pour l'État soient des acteur.es de cette diplomatie, tant qu'ils agissent au nom de leur rôle dans la société civile. Ici, Pékin profite du fait qu'il est courant pour une personne occupant un poste à responsabilité au sein d'une institution de l'appareil de l'État ou du PCC de le cumuler avec un poste dans une institution « civile ». En soi, le principe de double-casquette n'a rien de rare, on le retrouve dans de nombreux pays. En Chine, cependant, il revêt une dimension particulière à partir du moment où une personne fait un usage stratégique de ses positions multiples, selon ses besoins, en cultivant l'incertitude et l'ambiguïté chez ses interlocuteur.es, quitte à aller jusqu'à dissimuler une de ces positions. Cette stratégie est encouragée par le Parti (Brady, 2017[b]) et elle est très pertinente dans le domaine de la diplomatie touchant les publics étrangers. Ceux-ci auront plus ou moins d'appréhension à interagir avec des acteur.es chinois.es dépendamment de l'institution qu'ils représentent, surtout pour des individu.es qui préfèrent que leurs activités n'attirent pas l'attention de leurs propres communautés ou gouvernements. Pour les acteur.es chinois.es elleux-même, il est aussi question d'assurer leur propre légitimité. On le voit dans le domaine des échanges religieux, où il vaut mieux pour les acteur.es de valoriser leur position dans la communauté religieuse et de minimiser (voire passer sous silence) leur affiliation avec un gouvernement ou un Parti (et d'autant plus avec un Parti athéiste). Cela permet de conserver une certaine légitimité auprès de leurs interlocuteur.es religieux/ses, surtout si ceux-ci défendent une séparation stricte du religieux et du politique.

On trouve un exemple de l'ambiguïté vis-à-vis de la dimension non-gouvernementale de la diplomatie chinoise dans le travail de Xu Yihua (2015), professeur au Centre d'Études Américaines à l'Université Fudan. Dans un article sur la place de la religion dans la diplomatie publique chinoise contemporaine, il décrit un système composé de 3 types d'acteur.es, accomplissant chacun une fonction distincte : **1)** les groupes religieux ont pour fonction de mettre en œuvre les programmes diplomatiques, **2)** les membres de la sphère académique ont pour fonction d'émettre des « recommandations et des suggestions » sur les programmes, et **3)** le gouvernement a pour fonction de « coordonner » le tout, en passant par des agences gouvernementales comme l'Association Chinoise d'Échanges pour la Culture Religieuse ou l'Institut Charhar. De prime abord, ce système semble manquer d'un.e acteur.e dont la fonction serait de concevoir les programmes à coordonner, améliorer et mettre en œuvre. De plus, l'usage répété du terme « coordonner » pour qualifier le rôle des agences du gouvernement peut laisser un doute sur l'ampleur de l'intervention de l'autorité politique dans la diplomatie religieuse chinoise. Ce n'est que de façon détournée que Xu reconnaît le rôle joué par le gouvernement dans l'élaboration des politiques (2015, p. 31). Même s'il reconnaît

que le gouvernement est présent à tous les échelons de la diplomatie publique religieuse, il n'y voit qu'une forme de « soutien » envers les autres acteur.es. Dans les faits, l'autorité politique est présente, de façon active, à toutes les étapes. Plus exactement, c'est le Parti lui-même qui intervient, directement ou indirectement par le biais de son pouvoir sur les organes du gouvernement. Il est celui qui détermine la direction générale de la marche à suivre, celui qui élabore les politiques, les stratégies, les programmes précis et en ordonne l'exécution, et celui qui sanctionne l'action menée sur le terrain, en approuvant, en censurant ou en prohibant ce que font les acteur.es mandaté.es pour exécuter sa volonté ou autorisé.es à suivre leurs propres initiatives. On le voit **A)** dans la structure institutionnelle qui donne le monopole de l'activité religieuse aux associations patriotiques, lesquelles sont sous l'autorité du Parti, **B)** dans la séquence des événements qui amènent ces associations à adopter les directives et les slogans du Parti, et **C)** dans le fait que leurs échanges avec des publics étrangers impliquent systématiquement la présence de représentant.es d'instances du Parti ou du gouvernement, qui sont parfois des leaders religieux/ses elleux-même. Mais le discours officiel et académique chinois obscurcit la portée de la main politique en insistant sur les fonctions de coordination et de soutien aux acteur.es du grand public.

Une autre source d'ambiguïté qui rend difficile l'identification de la dimension politique et la place du Parti dans des activités d'échange avec les publics étrangers concerne le rôle joué par les CHCC. Ces communautés sont de plus en plus ciblées par des tentatives de rapprochement venant du PCC, au nom de sa responsabilité envers l'ensemble de la « Grande Nation Chinoise ». On voit ainsi émerger le concept d'une « diplomatie publique des Chinois.es d'Outre-mer » dans le discours officiel. Zhang Mei affirme, par exemple, que « *[l]es Chinois.es d'Outre-mer sont les porteurs de la culture chinoise à l'étranger, un pont et un lien importants pour les échanges entre la Chine et les pays étrangers, et une force importante pour mener à bien la diplomatie publique et construire un nouveau modèle de réforme et d'ouverture* »¹²². Depuis au moins 2011, date de la « Conférence Nationale sur le travail concernant les affaires des Chinois.es d'Outre-mer »¹²³, les personnes d'origine et de culture chinoise établies en dehors de la RPC sont considérées comme des acteur.es potentiel.les de la politique diplomatique visant les publics étrangers.

¹²² Zhang Mei, « Problèmes et perspectives de la diplomatie publique des affaires des Chinois.es d'outre-mer (侨务公共外交的问题与展望) », *Relations Internationales Contemporaines (现代国际关系)*, n°11 (2017), publié en ligne le 19 janvier 2018 sur <http://www.ccg.org.cn/archives/32830>. NB : L'auteure est professeur agrégée de l'Université des Sciences et de la Technologie de Pékin, présidente de la branche étatsunienne de l'Association chinoise des érudits de retour de l'Occident (*oumei tongxue hui* 欧美同学会) et professeure invitée à l'université de Harvard.

¹²³ « Problèmes et perspectives de la diplomatie publique des affaires des Chinois.es d'outre-mer », 19 janvier 2018.

Selon Zhang M., professeur de l'Université des Sciences et de la Technologie de Pékin et présidente de la branche étatsunienne de l'Association Chinoise des Érudits de retour de l'Occident, les Chinois.es d'outre-mer peuvent être de bons agent.es de la diplomatie publique chinoise pour quatre raisons. Premièrement, ces personnes bénéficient d'importantes ressources qui peuvent être utiles à la diplomatie publique, en raison de leur nombre, des capacités organisationnelles de leurs communautés, de leur capital financier, de leurs qualifications professionnelles, etc. Deuxièmement, elles sont en mesure « *d'intégrer la communication chinoise et étrangère* »¹²⁴, c'est-à-dire d'adapter leur mode de communication de façon à rendre intelligible le discours chinois pour les publics étrangers. Troisièmement, leur intégration dans la société locale fait d'elleux des interlocuteur.es plus fiables et crédibles pour les publics étrangers que peuvent l'être les représentant.es officiel.les de la Chine. Quatrièmement, parce qu'ils sont établies sur le long-terme dans des pays étrangers, l'influence des Chinois.es d'outre-mer vis-à-vis des sociétés locales peut aussi s'exercer sur le long terme. En même temps, il est important de tenir compte du fait que les relations entre les CHCC et les sociétés locales ne sont pas forcément positives, et que les personnes d'origine chinoise peuvent elles-mêmes faire l'objet d'une image négative, ce qui peut amoindrir leur capacité d'influence. De plus, il peut y avoir un manque de coordination et de communication avec les autres acteur.es de la diplomatie politique chinoises, comme les médias, qui limite la cohésion stratégique dans leurs actions. Malgré ces défis, Pékin n'a cessé de faire appel aux Chinois.es d'outre-mer pour renforcer le *soft power* national et « *réduire l'écart de confiance causé par des malentendus, de la suspicion et des interprétations erronées* » à l'égard de la Chine (Xu, 2015, p. 21).

3.2.2. Le concept de *sharp power* : inquiétudes à l'étranger et réponses du régime chinois

Le *sharp power* est un concept proposé par Walker et Ludwig (2017), du *National Endowment for Democracy*. Dans un article pour *Foreign Affairs*, ils soutiennent que :

Dans la nouvelle compétition impitoyable en cours entre les États démocratiques et autocratiques, les techniques de sharp power des régimes répressifs devraient être vues comme la pointe du poignard. Ces régimes ne cherchent pas nécessairement à « gagner les cœurs et les esprits », le cadre de référence courant pour les efforts de soft power, mais ils cherchent assurément à manipuler les audiences-cibles en déformant l'information qui les atteint. [...] Par-dessus tout, le terme « sharp power » capture la nature pernicieuse et

¹²⁴ « Problèmes et perspectives de la diplomatie publique des affaires des Chinois.es d'outre-mer », 19 janvier 2018.

*agressive des projets autoritaires qui ont peu de ressemblance avec l'attraction bénigne du soft power.*¹²⁵

Le *sharp power* présente certaines des mêmes défaillances que le *soft power*, grâce auxquelles, paradoxalement, les deux concepts se sont largement diffusés, tout en étant utilisés de façon très variable. En effet, ni l'un ni l'autre n'ont des contours définis et fixes, ce qui les amène à se chevaucher et à chevaucher avec d'autres concepts, comme le *hard power* et le *smart power*. Selon Walker et Ludwig, la délimitation entre le *sharp power* et le *soft power* tient à ce que le premier est une influence maligne, reposant largement sur de la manipulation, ce qui n'est pas le cas du deuxième. Or, cette conception repose sur une interprétation assez différente du *soft power* de celle qu'on retrouve chez Nye, pour qui le *soft power* n'est pas toujours bénin, inoffensif, compatible avec la démocratie ou incompatible avec la manipulation¹²⁶. Un autre défaut des analyses pensées en termes de *sharp power* est leur tendance à se focaliser sur le court terme, alors que les objectifs précis, palpables et concrets poursuivis par le PCC (par exemple obtenir tel ou tel résultat lors d'une élection locale) sont liés à des objectifs plus abstraits et long-termistes, comme le fait de changer les perceptions et l'image de la Chine (Lai, 2012; Rawnsley, 2012; Barr, 2015; Liu, 2020). Je rejoins toutefois les défenseur.es du *sharp power* sur la nécessité d'avoir un regard critique sur le concept de *soft power*, qui est passé d'être un outil d'analyse à être un outil de discours politique. Dans le cas de la Chine, il existe un écart significatif entre ce que les acteur.es politiques racontent sur le *soft power* et comment iels agissent. De plus, le *soft power* peut être utilisé comme un écran de fumée pour dissimuler des formes d'intervention que le régime chinois n'assume pas officiellement.

Dans l'ensemble, si une analyse autour du *sharp power* a ses mérites, voire peut être nécessaire, force est de constater qu'elle n'a pas sa place dans une étude sur la diplomatie bouddhiste chinoise visant l'Asie du Sud-Est. En effet, cette politique diplomatique vise tout autant des pays peu ou non-démocratiques que des pays démocratiques. Or, le *sharp power* de Walker et Ludwig ne s'applique qu'au second cas. On peut ici s'interroger sur le fait que leur approche repose sur une lecture plutôt binaire de la politique internationale en se limitant aux antagonismes opposant deux grands types de régime. De plus, les exemples utilisés par Walker et Ludwig donnent l'impression que les États démocratiques n'existent qu'en Occident et que les États autoritaires n'existent qu'en

¹²⁵ « The Meaning of Sharp Power: How Authoritarian States Project Influence », 16 novembre 2017.

¹²⁶ Nye (1990[b]) a d'ailleurs expliqué que le *soft power* repose sur un pouvoir de cooptation, qui dépend pour un.e acteur.e de « l'attractivité de sa culture et de son idéologie ou de sa capacité à manipuler l'agenda des choix politiques d'une façon qui empêchent les acteur.es d'exprimer leurs préférences parce qu'elles leur paraissent trop irréalistes » (note 11, p. 267). En revanche, Nye considère que lorsqu'un État est perçu comme manipulateur, il y a un problème de crédibilité qui nuit à l'exercice du *soft power*. Cela n'exclut pas que le *soft power* ait une dimension manipulatrice, cela signifie simplement que cette dimension est connue, le *soft power* a peu ou pas de chance d'être exercé.

dehors de l'Occident. Leur travail semble d'ailleurs exclure la possibilité qu'un État démocratique puisse utiliser, ne serait-ce que ponctuellement, des stratégies de *sharp power*. Malheureusement, cette lecture est à la fois rigide et trop proche de ce qu'on retrouve dans le discours sur la « menace chinoise », ce qui n'a pas échappé aux observateur.es chinois.es qui ont rapidement réagi au concept de *sharp power* en l'accusant d'être fondé sur un biais occidental-centré anti-chinois¹²⁷.

Les observations faites sur la base du concept de *sharp power*, et plus particulièrement celles ciblant la RPC, n'ont pas tardé à parvenir à l'attention des médias et des politicien.nes chinois.es. Presqu'immédiatement, des réponses critiques sont publiées, remettant en question la pertinence du concept, dit *ruishili* (锐实力), et les motivations derrière son recours en Occident. Les critiques se rejoignent autour de deux arguments : **1)** les accusations concernant l'usage de stratégies de *sharp power* de la part de la Chine reposent sur une lecture erronée de faits¹²⁸, et **2)** ces accusations démontrent un jugement biaisé et hypocrite de la part d'États qui pointent la Chine du doigt tout en ayant recours aux mêmes stratégies¹²⁹. Selon les médias chinois, les agissements chinois suscitent autant d'animosité, parce que l'Occident n'est toujours pas sorti d'une mentalité de Guerre Froide et est parvenu à diffuser sa vision anti-chinoise auprès du grand public, en déployant des « offensives conceptuelles », comme la « théorie de la menace chinoise » et le concept du *sharp power*¹³⁰.

Il est vrai que les défenseur.es du *sharp power* ont tendance à faire preuve d'occidentalo-centrisme, en excluant la possibilité qu'un État occidental démocratique puisse faire usage de stratégies d'influence considérées comme relevant du *sharp power*. En revanche, quelles que soient les défaillances du concept, ce n'est pas pourtant que les allégations à l'encontre de l'État chinois sont infondées. Le gouvernement de Xi, et plus précisément le Parti Communiste de Chine, fait bel et bien l'usage de stratégies d'influence auprès des publics étrangers qui contournent ou portent atteinte aux systèmes politiques locaux. Mais ces stratégies sont à voir comme le résultat d'une politique bien établie dans le système chinois : le « Travail de Front Uni ».

¹²⁷ « Wang Guoqing : Le soi-disant *sharp power* est une nouvelle version de la « théorie de la menace chinoise » (王国庆：所谓的锐实力是「中国威胁论」的新版本) », *Xinhua*, 2 mars 2018, http://www.xinhuanet.com/politics/2018lh/2018-03/02/c_137011380.htm

¹²⁸ Voir par exemple « Sharp power concept proves Western Bias », *Global Times*, 29 janvier 2018, <http://www.globaltimes.cn/content/1087165.shtml>, consulté dernièrement le 26 août 2023 https://web.archive.org/web/20200307041002/http://www.globaltimes.cn/content/1087165.shtml?utm_content=buffer5cd e1&utm_medium=social&utm_source=twitter.com&utm_campaign=buffer

¹²⁹ Voir par exemple Liu Si, « Spotlight: « Sharp power » or Western invisible power », *Xinhua*, 13 février 2013, http://www.xinhuanet.com/english/2018-02/13/c_136972778.htm

¹³⁰ Zhang Shuhua et Zhao Weitao, « West uses 'sharp power' label against China », *Global Times*, 26 février 2018, <https://www.globaltimes.cn/page/201802/1090783.shtml>

3.3. Le Travail de Front Uni : idéologie politique et système institutionnel

Pour mieux comprendre et pour contrecarrer cette forme de gouvernance chinoise, les décideur.es politiques et les stratégestes occidentaux doivent examiner la guerre politique dans les termes propres du PCC, y compris sa vision du monde, ses institutions, ses politiques, ses stratégies, ses tactiques et même son vocabulaire. C'est seulement en voyant le monde à travers les yeux du Parti que les gouvernements occidentaux peuvent apprécier la nature et le caractère de la guerre politique chinoise et développer des stratégies efficaces pour combattre les opérations d'influence de Pékin. (Yoshihara, 2020, p. 232)

La citation ci-dessus est extraite d'un travail de recherche sur le Travail de Front Uni, adoptant une approche normative et destinée aux publics occidentaux. La thèse ci-présente concorde avec l'idée selon laquelle il est nécessaire de se rapprocher le plus possible du point de vue du Parti pour avoir une compréhension juste des politiques qu'il met en œuvre directement ou par le biais des organes de l'État. Néanmoins, il me semble également pertinent d'étendre cette approche au-delà du monde occidental. Même pour l'analyste qui considère que la compétition sino-occidentale doit être la préoccupation centrale de la recherche et des gouvernements, car elle est de la préoccupation centrale de la politique étrangère chinoise, il est indispensable de tenir compte des relations que la Chine a avec d'autres régions du monde. Étendre son regard au-delà de l'Occident rend aussi plus apte à comprendre le point de vue des acteur.es qui ne considèrent pas ou qui ne souhaitent pas que l'Occident soit au centre du monde. Dans les sections qui suivent, je propose d'explorer en profondeur l'idéologie et le système institutionnel derrière le Travail de Front Uni, qui permettent au PCC d'ambitionner une influence très large dans le monde.

3.3.1. L'idéologie derrière le Travail de Front Uni : origine, principes-clé et le tournant de Xi Jinping

3.3.1.1. À l'origine du concept de « Front Uni » : une politique englobante d'inspiration léniniste

Le « Travail de Front Uni » (*tongyi zhanxian gongzuo*, 统一战线工作), est une stratégie de lutte politique empruntée à Lénine :

On ne peut triompher d'un adversaire plus puissant qu'au prix d'une extrême tension des forces et à la condition expresse d'utiliser de la façon la plus minutieuse, la plus attentive, la plus circonspecte, la plus intelligente, la moindre « fissure » entre les ennemis, les moindres oppositions d'intérêts entre les bourgeoisies des différents pays, entre les

différents groupes ou catégories de la bourgeoisie à l'intérieur de chaque pays, aussi bien que la moindre possibilité de s'assurer un allié numériquement fort, fût-il un allié temporaire, chancelant, conditionnel, peu solide et peu sûr. Qui n'a pas compris cette vérité n'a compris goutte au marxisme, ni en général au socialisme scientifique contemporain. (Lénine, 1920, cité par Brady, 2017[b], p. 2-3)

Dans l'interprétation des communistes de Chine, cette stratégie s'applique aussi bien à la politique domestique qu'à la politique étrangère. On retrouve d'ailleurs une distinction entre le « Front Uni interne » (*guonei tongzhan*, 国内统战) et le « Front Uni externe » (*haiwai tongzhan*, 海外统战) dans le lexique du Parti. Au début du 20^e siècle, cette stratégie vise deux objectifs prioritaires : **1)** rassembler toutes les forces chinoises autour d'un combat commun, d'abord le renversement du régime impérial, puis la victoire contre l'occupation japonaise, et **2)** créer un État communiste, en consolidant le mouvement communiste autour d'un parti de masse et en évinçant les rivaux nationalistes du Guomindang (GMD, aussi dit *Kuomintang*). Bien qu'il s'agisse là d'objectifs de politique interne, la stratégie de Front Uni implique dès ses débuts des publics étrangers, en faisant appel aux diasporas chinoises établies à l'étranger et à des groupes communistes hors du pays. Le Premier Front Uni (1924-1927) est une forme de rassemblement de certaines forces nationalistes que le PCC espère pousser vers la gauche, en insistant sur les objectifs communs et en proposant des concessions à court terme. Le Deuxième Front Uni débute en 1936 et dure, formellement, jusqu'en 1945. Un des piliers de ce Front est le rapprochement du PCC et du GMD autour de la lutte contre l'invasion japonaise. Dans les deux cas, la stratégie chinoise de Front Uni reçoit le soutien et les encouragements de l'Union Soviétique (Groot, 2012).

Pour marquer l'originalité de l'approche chinoise au Front Uni, Mao en fait l'une des trois « armes magiques » (*fabao* 法宝) du PCC, aux côtés de la consolidation et du développement du Parti et de la lutte armée guidée par l'Armée Populaire de Libération. Que ce soit une référence explicite ou non, le concept maoïste des « trois armes magiques » fait écho au concept des « Trois Joyaux » ou « Trois Trésors » du Bouddhisme, dit *sanbao* (三宝)¹³¹. En effet, on retrouve le même caractère « 宝 » dans les deux expressions, qui renvoie à l'idée d'une chose précieuse et cachée, qu'on peut traduire comme « joyaux », « trésor », voire « perle » ou « gemme ». De plus, de même que le Bouddhisme désigne trois *bao*, à savoir le Bouddha, le Dharma et le Sangha, Mao énumère trois *fabao*. On peut même pousser le parallélisme plus loin en considérant que le Bouddha est le leader

¹³¹ Victor Mair, « Mao Zedong's « three jewels » », Language Log (University of Pennsylvania), 2 octobre 2017, <https://languagelog.idc.upenn.edu/nll/?p=34768>

de la communauté bouddhiste comme le Parti se veut leader de la Chine, que le Dharma est la voie édictée par le Bouddha que doivent suivre toute personne bouddhiste comme le Front Uni est la voie par laquelle le Parti exerce son leadership sur l'ensemble de la communauté chinoise (voire au-delà), et que le Sangha est la communauté monastique montrant l'exemple comme l'Armée Populaire de Libération représente l'avant-garde de la révolution. Il est aussi possible que le lien avec le Bouddhisme soit très indirect et que l'inspiration de Mao vienne d'autres sources de la pensée traditionnelle chinoise, puisqu'on retrouve aussi l'idée de *sanbao* dans les écrits taoïstes et de médecine traditionnelle chinoise. Cette référence à la pensée traditionnelle de la part du Grand Timonier est peut-être involontaire. Elle démontre néanmoins la profondeur de l'influence de cette pensée sur la société chinoise, y compris les leaders communistes.

3.3.1.2. *Les principes-clé de la théorie : idées centrales, méthode et publics ciblés*

Quels sont les principes-clé de « l'armée magique » que représente le Front Uni ? Dans sa forme la plus élémentaire, l'objectif du Front Uni est d'assurer la survie du PCC. En théorie, il est un accord passé avec des individus ou des organisations qui ne sont pas attachés au Parti, mais qui lui promettent leur soutien en échange de concessions spécifiques ou de l'obtention d'une voix dans le processus de décision. Pour le Parti, il s'agit de neutraliser les potentielles sources d'opposition, en satisfaisant certains intérêts particuliers. Le Front Uni est une forme d'alliance stratégique à caractère corporatiste. Premièrement, l'alliance ne se fait pas sur la base de principes ou de valeurs en commun, elle se fait plutôt sur la base d'objectifs communs à un moment donné. Sur papier, le Front doit demeurer uni tant qu'il y a un intérêt stratégique à le maintenir, mais il n'est pas une promesse de soutien mutuel à durée indéterminée. Du côté du Parti, en revanche, l'existence d'un intérêt stratégique commun représente une ouverture pour l'exercice d'une influence qui doit être durable. Deuxièmement, le caractère corporatiste du Front Uni renvoie au fait que le Parti détermine et encadre l'espace dans lequel les éléments « unifiés » pourront exprimer leurs intérêts et participer au processus de décision, et au fait que le prix à payer pour obtenir des privilèges et un traitement de faveur est un droit de regard plus étendu du Parti dans leurs activités. Cet arrangement lui permet de renforcer sa légitimité au nom du consensus collectif, de renforcer son contrôle sur l'ensemble des institutions politiques et de gagner le droit d'accéder au savoir, aux compétences et aux ressources matérielles et sociales d'un groupe social, d'une organisation civile, d'une entreprise, etc. (Groot, 2017).

Bien qu'il ait vocation à englober davantage d'acteur.es, dans sa dimension la plus formelle, le Front Uni (*tongyi zhanxian*, 统一战线) est un principe de politique interne, faisant partie intégrante du système mis en place par le PCC. Le terme « Travail de Front Uni » (*tongyi zhanxian gongzuo*, 统一战线工作), quant à lui, désigne les efforts que doivent entreprendre les membres du Parti et leurs allié.es pour consolider et étendre le Front Uni, en s'assurant de la loyauté des participant.es et en amenant toujours plus d'individu.es et de groupes dans le cercle d'influence et de contrôle du Parti. La notion de « travail » sous-entend qu'il s'agit d'une activité continue de recrutement, de cooptation, de fidélisation, d'influence et de contrôle. Chaque nouvel.le individu.e unifié.e représente une plateforme pour l'extension du Front Uni à un autre échelon de la société. Autrement dit, ceux qui sont coopté.es serviront de véhicules ou d'agent.es de cooptation à leur tour, en prenant activement part au Travail de Front Uni et en mettant leurs ressources à disposition des agent.es du Parti. Une fois que les leaders d'un groupe d'intérêt ou d'une communauté sont intégré.es au Front Uni, le Parti s'attend à ce que ces leaders l'aident à étendre son pouvoir, en commençant par expliquer ses demandes au groupe ou à la communauté qu'ils représentent.

À l'étranger, l'objectif du Travail de Front Uni est d'amener des publics à soutenir la politique et le régime de l'État chinois, ou même de les amener à penser qu'un tel soutien est dans leurs intérêts propres, de sorte à renforcer l'autorité du PCC. Pour cela, il faut d'abord que les publics étrangers aient une connaissance de cette politique et ce régime. Le principe du Travail de Front Uni est justement d'amener des acteur.es à diffuser le « bon récit » sur la Chine, à travers la société ou auprès de certain.es individu.es et de certains groupes. Une fois persuadés des mérites de la politique chinoise, les publics ciblés sont encouragés à défendre leur point de vue dans leur propre société et auprès de leurs décideur.es politiques. Comme le résume Brady (2017[b]), le but de ce travail est d'amener des individu.es et des groupes à « *s'engager de façon proactive et même mieux, spontanée, dans des activités qui renforce l'agenda de la politique étrangère de Chine* » (p. 4), en raison des bénéfices qu'ils pensent obtenir pour ce soutien.

La méthode principale du travail de Front Uni est la promesse d'une voix dans le processus décisionnel, de concessions sur des enjeux d'intérêt et de privilèges pour mener à bien telle ou telle activité. Dans le domaine de la religion, le Front Uni prend la forme d'un système corporatiste moniste très institutionnalisé (Groot, 2012, p. 32), qui encadre, entre autres, les affaires religieuses. En RPC, cinq religions sont reconnues et autorisées par la puissance publique, qui sont la base pour les cinq associations nationales (aussi appelées « organisations patriotiques ») censées représenter chacune l'ensemble de leur communauté religieuse respective auprès de l'État. Or, dans les faits, c'est plutôt

l'inverse qui est vrai, à savoir que les associations nationales représentent l'État (et en fait, le PCC) auprès de leurs communautés. Ces institutions voient le jour sous la République Populaire de Chine, dans les années 1950 : l'Association Bouddhiste de Chine (*zhongguo fojiao xiehui* 中国佛教协会) et l'Association Islamique de Chine (*zhongguo yisilanjiao xiehui* 中国伊斯兰教协会) sont créées en 1953, le Mouvement patriotique des Trois-autonomies (qui représente les protestant.es, *sanzi aiguo yundong* 三自爱国运动) est créé en 1954, et l'Association Taoïste de Chine (*zhongguo daojiao xiehui* 中国道教协会) et l'Association Patriotique Catholique de Chine (*zhongguo tianzhujiao aiguo hui* 中国天主教爱国会) sont créées en 1957. Ces associations sont censées superviser toute l'activité religieuse autorisée par l'État dans leurs communautés et sont les seules à pouvoir représenter ces communautés auprès d'institutions de la puissance publique. Toute activité ou organisation religieuse doit être enregistrée auprès d'une des associations nationales, et tout ce qui n'entre dans aucune des cinq religions est considéré comme illégal et peut faire l'objet de lourdes sanctions¹³². Les cinq associations nationales administrent les affaires religieuses en veillant à l'application des règlements et des directives émis par le gouvernement central et les gouvernements locaux, et doivent soumettre des rapports aux institutions compétentes de la puissance publique, la première étant l'administration centrale responsable des Affaires Religieuses (mais il peut aussi s'agir d'institutions plus indirectement concernées par les affaires religieuses, comme des départements locaux du Ministère de la Culture et du Tourisme). À l'échelle du système politique national, les associations nationales sont sous l'autorité d'une administration centrale, aujourd'hui appelée Administration Nationale pour les Affaires Religieuses (ANAR), qui était jusqu'à quelques années connues sous le nom d'Administration d'État pour les Affaires Religieuses (et avant cela, le Bureau des Affaires Religieuses). Comme on va le voir, c'est par le biais de cette administration centrale que les associations nationales sont passées d'une subordination à l'autorité étatique à une subordination à l'autorité du Parti.

Le soutien des associations nationales à l'autorité politique est la contrepartie d'une reconnaissance légale, institutionnelle et idéologique de leur légitimité à gouverner l'ensemble de la communauté religieuse et à participer à la « démocratie socialiste », en ayant une place dans les

¹³² Dans la pratique, de nombreux phénomènes religieux échappent à l'encadrement rigide prévu par la réglementation. Plusieurs chercheurs postulent d'ailleurs que la grande majorité de l'activité religieuse en Chine se situe dans les interstices de ce système et que cette situation n'est pas le résultat d'un échec de l'État mais plutôt la conséquence voulue du mode de gouvernance appliqué par le PCC. L'article « The red, black, and gray markets of religion in China » de Yang (2006) explique très bien cette situation en recourant à la métaphore des « trois marchés religieux » (un marché « noir » représentant les activités religieuses qui sont officiellement et activement criminalisées par l'autorité politique, un marché « rouge » représentant les activités religieuses qui sont officiellement reconnues et souvent soutenues par l'autorité politique et un marché « gris » représentant les activités religieuses qui flottent entre les deux autres marchés et profitent des intérêts changeants de l'autorité politique, surtout au niveau local).

institutions de consultation populaire. Dans le cas de l'Association Bouddhiste de Chine (ABC), son rôle s'étend à la gestion des ressources bouddhistes, touristiques ou non (temples, monastères, sanctuaires, bibliothèques, musées, reliques, textes, etc.), la sélection et le recrutement des leaders monastiques et laïcs à la tête des organisations qu'elle a enregistrées, la gestion de l'éducation et de la formation de la communauté monastique, le contrôle du financement des activités bouddhistes (notamment les dons venant de l'étranger), la supervision des œuvres sociales et des activités caritatives des organisations bouddhistes, etc. Comme le veut le principe de corporatisme moniste, aucune autre organisation de la société civile n'a la compétence d'exercer ces fonctions.

Une autre méthode de Front Uni, qui rejoint le système corporatiste moniste, est l'extension de la structure organisationnelle du PCC, par laquelle tout groupe institutionnalisé qui intègre le Front Uni est encouragé à adopter un schéma de haute hiérarchisation et centralisation semblable à celui du Parti. Cela participe à légitimer son modèle de gestion politique, et cela lui permet de s'immiscer plus facilement dans les affaires du groupe donné, qui devient plus « lisible ». L'établissement d'une hiérarchie claire, par exemple, facilite la tâche aux membres du Parti qui souhaitent identifier comment le pouvoir est réparti dans un groupe et qui sont les personnes à influencer en priorité ou les fonctions à investir. Cette méthode est très prévalente dans les années 1950 en ce qui concerne les huit Partis Politiques Minoritaires qui sont représentés dans la CCPPC, et elle continue d'être appliquée de nos jours, comme le montre la structure organisationnelle de l'Association Bouddhiste de Chine.

Pour comprendre le Travail de Front Uni, il est aussi important de répondre à la question des cibles visées. En principe, ce sont toutes les personnes qui ne sont pas membres du PCC et tous les groupes sociaux et les organisations (civiles, commerciales, religieuses etc.) qui ne lui sont pas formellement affiliés. Cela comprend également les groupes ou les organisations dont les représentant.es, leaders et responsables principaux/ales sont eux-mêmes membres du Parti (qui jouissent alors d'une double-casquette) mais qui ne sont pas encore alliés à titre collectif. Dans les années 1950 jusqu'aux années 1980, le Travail de Front Uni se concentre sur l'objectif de rallier du soutien au-delà de la sphère d'influence « naturelle » du Parti, allant des travailleur.es et des paysan.nes vers les groupes et les partis politiques minoritaires, les académicien.nes et les activistes proéminent.es, et les propriétaires terriens, d'usines et de commerces. À partir de 1978, les réformes amenées par le Parti ouvrent une nouvelle ère d'intérêts et de tensions, qui va faire émerger de nouvelles cibles prioritaires pour le Travail de Front Uni. Il s'agit principalement des grand.es entrepreneur.es du secteur privé qui commence à prendre forme, des groupes religieux et des groupes ethniques et de minorités nationales (Groot, 2012). En priorité, ce sont les personnes qui combinent

une influence dans un milieu ou au sein d'un groupe particulier et une expertise dans leur propre domaine d'activité qui sont visées par le Travail de Front Uni. En outre, la logique léniniste du Front Uni pousse le Parti à considérer qu'aucun groupe, communauté ou organisation n'est trop petite pour mériter son attention.

Dans la documentation officielle, douze catégories d'individu.es sont listées comme « champ d'application et objectifs » du Travail de Front Uni, dans l'ordre suivant¹³³ :

- Les membres des partis « démocratiques » minoritaires (民主党派成员)
- Les personnes sans affiliation à un parti (无党派人士)
- Les intellectuel.les extérieur.es au Parti (党外知识分子)
- Les personnes issues de minorités ethniques (少数民族人士)
- Les personnes de la sphère religieuse (宗教界人士)
- Les personnes du secteur économique non-public (非公有制经济人士)
- Les personnes des nouvelles strates sociales [c'est-à-dire principalement les professionnel.les urbain.es aisé.es] (新的社会阶层人士)
- Les personnes étudiant.es à l'étranger et de retour de leurs études à l'étranger (出国和归国留学人员)
- Les compatriotes de Hong Kong et de Macao (香港同胞、澳门同胞)
- Les compatriotes de Taïwan et leurs proches résidant sur le continent (台湾同胞及其在大陆的亲属)
- Les Chinois.es d'Outre-mer, les Chinois.es de retour de l'étranger et leurs proches résidant à l'étranger (华侨、归侨及侨眷)
- Toute autre personne ayant besoin de lien et d'unité (其他需要联系和团结的人员)

Cette catégorisation et l'attention portée à chaque catégorie sont susceptibles d'évoluer selon les besoins du leadership à la tête du Parti, s'il fait face à de nouvelles circonstances ou s'il vise de nouveaux objectifs. Sous Xi Jinping, plusieurs grandes réformes et le discours officiel les accompagnant signalent un glissement des priorités en direction de la sphère religieuse, des minorités

¹³³ « Règlement sur le travail du Front Uni du Parti Communiste de Chine (phase pilote) (中国共产党统一战线工作条例 (试行)) », Parti Communiste de Chine, 23 septembre 2015, <http://cpc.people.com.cn/n/2015/0923/c64107-27622040.html>

ethniques et des Chinois.es d'outre-mer. Ce changement s'inscrit dans le cadre d'une revalorisation d'ensemble du Travail de Front Uni sous le leadership de Xi.

3.3.1.3. *Un tournant sous Xi Jinping : la renaissance d'une « arme magique »*

Arrivé à la tête du Parti et de l'État entre 2012 et 2013, Xi va rapidement mettre le Travail de Front Uni sur le devant de la scène. Lors des célébrations du 65e anniversaire de la CCPPC en septembre 2014, il annonce une nouvelle vision pour cette stratégie, traçant un pont entre un slogan de l'ère maoïste et son propre grand slogan pour l'ère avenir, lorsqu'il affirme que « *[l]e front uni est une arme magique importante permettant au Parti communiste chinois de gagner la cause de la révolution, de la construction et de la réforme, et également une arme magique importante pour réaliser la Grande Réjuvenation de la Nation Chinoise* »¹³⁴. En mai 2015, le Parti organise la première grande conférence sur le Travail de Front Uni depuis 2006, d'abord appelée « conférence nationale » (*zhongyang huiyi* 中央会议), puis renommée en « conférence centrale » (*quanguo huiyi* 全国会议). Ce changement de terminologie indique d'une part qu'il s'agit d'un évènement majeur, et d'autre part que l'objet de la conférence est au cœur des préoccupations du PCC, comme le montre aussi la présence de Xi à la conférence (Angliviel de la Beaumelle, 2017). L'un des compte-rendus officiels de la conférence, publiés par le Parti, confirme la priorité imposée par Xi Jinping au Travail de Front Uni et plus particulièrement à quatre cibles : **1)** les intellectuel.les hors du Parti, parmi lesquel.les sont inclu.es les personnes étudiant à l'étranger, **2)** les personnes du secteur économique non-public, **3)** les groupes ethniques et les groupes, et **4)** les compatriotes de Hong Kong, de Macao, de Taïwan et d'Outre-mer¹³⁵. En octobre 2017, plusieurs changements significatifs sont annoncés à l'issue du 19e Congrès National du PCC, à commencer par la nomination stratégique de certain.es allié.es de Xi et de personnes venant du milieu de la diplomatie à des postes-clé du Département du Travail de Front Uni (Groot, 2017). Le Congrès marque aussi le coup d'envoi pour des réformes institutionnelles et la mise en place de nouvelles régulations dans le domaine du Travail de Front Uni, confirmant la direction annoncée dès 2014. En juillet 2022, pour célébrer le centenaire du Front Uni, le Parti organise une nouvelle Conférence Générale, à laquelle Xi prend part personnellement, expliquant alors que « *le Front Uni est une arme magique importante permettant au parti de vaincre l'ennemi,*

¹³⁴ « Un groupe dirigeant dédié au travail du Front uni a été créé pour améliorer la pensée du « Grand Front uni » du Comité central (专设统战工作领导小组 中央« 大统战 »思维升级) », Parti Communiste de Chine, 31 juillet 2015, <http://cpc.people.com.cn/xuexi/n/2015/0731/c385474-27391395.html>

¹³⁵ « Xi Jinping : Consolider et développer le Front Uni patriotique le plus large pour apporter un soutien étendu à la réalisation du rêve chinois (习近平：巩固发展最广泛的爱国统一战线 为实现中国梦提供广泛力量支持) », Partie Communiste de Chine, 21 mai 2015, <http://cpc.people.com.cn/n/2015/0521/c64094-27032339.html>, consulté dernièrement le 6 septembre 2023 <https://web.archive.org/web/20190826055834/http://cpc.people.com.cn/n/2015/0521/c64094-27032339.html>

de gouverner et de rajeunir le pays, et une arme magique importante pour unir tous les Chinois au pays et à l'étranger afin de réaliser la Grande Réjuvenation de la Nation Chinoise, et qu'il doit persister longtemps »¹³⁶.

Dans les dernières années, deux domaines semblent avoir fait l'objet d'une attention plus particulière de Xi Jinping concernant le Travail de Front Uni interne et externe : il s'agit d'une part des affaires religieuses et ethniques (Groot, 2017), et d'autre part, des affaires des Chinois.es d'outre-mer, comprenant les personnes étudiant à l'étranger, les nouveaux/elles migrant.es dit *xinyimin* (新移民) qui se sont établi.es à l'étranger dans les trois dernières décennies, et les personnes issues des communautés d'héritage et de culture chinoises qui sont établi.es à l'étranger depuis plusieurs générations (Thunø, 2018).

3.3.2. Structure organisationnelle, réformes et renforcement du Travail de Front Uni à l'étranger sous Xi Jinping

Jusqu'ici, j'ai décrit le Front Uni, soit le réseau d'allié.es hors du Parti sur lequel celui-ci peut compter pour soutenir ses objectifs, et le Travail de Front Uni, soit les efforts de recrutement, de cooptation, de fidélisation, d'influence et de contrôle mobilisés pour former le réseau du Front Uni. À cela s'ajoute tout un système regroupant « *des agences, des organisations sociales, des entreprises, des universités, des instituts de recherche et des individu.es effectuant le travail de front uni* » (Joske, 2020, p. 6). Au cœur de ce système, se trouve le Département du Travail de Front Uni du Parti Communiste de Chine. Dans la section qui suit, je propose de décrire la composition et le fonctionnement de cet appareil formé de cercles concentriques.

3.3.2.1. Un système institutionnel vaste

Le premier cercle du système correspond à la tête pensante du Front Uni. Il est entièrement composé de haut-placé.es du PCC. On y trouve des membres du Comité Permanent du Politburo, des membres du Secrétariat ou du Politburo, le/la directeur.e du Département du Travail de Front Uni, un.e haut responsable du Conseil des affaires de l'État et les membres du Petit Groupe Directeur du Travail de Front Uni (créé en 2015). Le deuxième cercle correspond au cercle d'autorité du Département du Travail de Front Uni (DTFU), comprenant les différentes divisions internes du département lui-même et une pluralité d'agences-antennes. Le troisième cercle réunit toutes les agences, institutions et organismes du système d'État-Parti qui ont la compétence (et l'obligation) de

¹³⁶ « Xi Jinping participe à la conférence de travail du Front central uni et prononce un discours important », 30 juillet 2022.

mener du Travail de Front Uni, sous la coordination du DTFU. Enfin, le quatrième cercle représente tous les groupes et individu.es visé.es par le Travail de Front Uni qui pourront à leur tour en être acteur.es, une fois « unifié.es ».

En tant qu'organe du Parti, le DTFU a des branches sur tout le territoire, à tous les échelons où l'on trouve un comité local du Parti (provincial, municipal, voire au niveau des comtés et des districts). En plus de ses divisions administratives et de recherche, le Département lui-même comprend 12 bureaux internes, qui ont chacun la compétence sur un groupe-cible ou un domaine d'action concernant un groupe-cible. Ce dispositif est reproduit au niveau des branches décentralisées. Le Département central est mené par une dizaine de directeur.es, qui cumulent souvent cette fonction avec une position de rang ministériel ou plus élevé. En termes de hiérarchie, les directeur.es des bureaux internes au Département central sont situé.es juste en dessous des vice-ministres d'État et des gouverneur.es adjoint.es de provinces (Joske, 2020). Depuis 2018, cet organe comprend deux bureaux ciblant les Chinois.es d'outre-mer, l'un fonctionnant par aire régionale et l'autre fonctionnant plutôt par secteur d'activité (média, éducation et culture), et deux bureaux gérant les affaires religieuses, l'un opérant une distinction entre les cinq religions reconnues et le deuxième opérant une distinction entre différentes fonctions religieuses (par exemple, l'éducation).

L'autorité du DTFU s'étend aussi sur une pluralité d'agences externes, qui peuvent aussi être sous l'autorité d'autres organes du Parti ou de l'État. Les plus notables sont la CCPPC, les huit Partis Minoritaires, l'Administration Nationales pour les Affaires Religieuses, la Commission d'État des Affaires Ethniques, le Bureau des Affaires des Chinois.es d'Outre-mer, le Conseil pour la Promotion de la Réunification Pacifique, l'Association Panchinoise des Chinois.es d'Outre-mer de retour au pays, l'Association Chinoise de l'Amitié d'Outre-mer, l'Association Chinoise d'Échanges pour la Culture Religieuse, l'Institut Central du Socialisme ainsi que certaines universités. Le Département supervise également *China News Service*, le deuxième plus grand groupe médiatique en Chine (après *Xinhua*). Dans le domaine religieux, il exerce une autorité sur les associations nationales, comme l'Association Bouddhiste de Chine, par le biais de l'ANAR.

Au-delà du cercle du DTFU, le troisième cercle du système de Front Uni rassemble une dizaine d'entités relevant de l'État et du PCC. Leurs contributions au Travail de Front Uni ne sont pas soumises au contrôle du DTFU, mais elles font tout de même l'objet d'un effort de coordination de la part de ce dernier. Les plus importantes de ces entités sont le Bureau des Affaires Taïwanaises du Conseil des affaires de l'État, le Bureau des Affaires de Hong Kong et Macao (sous l'autorité conjointe du Conseil des affaires de l'État et du PCC), le Congrès National du Peuple, le Ministère

de la Science et de la Technologies, le Ministère de la Culture et du Tourisme, le Ministère de l'Éducation, le Ministère des Affaires Étrangères et le Ministère de la Sécurité d'État, auxquelles s'ajoutent le Département de la Propagande (aussi dit Département de la Publicité) et le Département Central de l'Organisation appartenant au Comité Central du PCC. On peut également ajouter à cette liste certains départements de l'Armée Populaire de Libération et de la Commission chinoise d'administration et de supervision des actifs publics (Brady, 2017[b]; Joske, 2020).

Parmi tous ces organes, agences et institutions, la CCPPC constitue la face la plus visible du Front Uni de par sa taille et son existence en tant que forum de représentation des intérêts de tous, des ceux qui acceptent l'autorité du Parti (en échange d'un siège au sein de la Conférence). Elle est aussi la plus illustrative de la dimension tactique de la stratégie de Front Uni, puisqu'elle est essentiellement une institution à fonction nominative, ayant très peu de pouvoir au-delà d'offrir des conseils et suggestions aux décideur.es politiques. Son rôle limité montre que l'accord du Front Uni n'est pas un échange équitable entre le Parti et les éléments de la société qu'il souhaite unifier. Son rôle relève bien plus du symbolique que de l'effectif.

La direction du Département du Travail de Front Uni a aussi toujours été confiée à des haut-placé.es du Parti. Depuis octobre 2022, ce poste est occupé par Shi Taifeng, qui a succédé à You Quan (qui avait été nommé en 2018). À cette même période, Shi intègre le Secrétariat Général du Comité Central du PCC, et en mars 2023, il intègre le Politburo. En dessous de lui se trouvent huit directeur.es adjoint.es¹³⁷. Du côté de l'Administration Nationale pour les Affaires Religieuses, la direction a fait l'objet de plusieurs remaniements dans les dernières années. L'arrivée de Chen Ruifeng au poste de directeur est le résultat de la mise en examen de son prédécesseur, Cui Maohu, en mars 2023, qui a ensuite été exclu du Parti quelques mois plus tard. Cela faisait seulement un an que Cui Maohu avait pris la tête de l'Administration, remplaçant Wang Zuo'an. Ce dernier a longtemps été une figure majeure du Travail de Front Uni, ayant occupé le poste de directeur de l'Administration d'État pour les Affaires Religieuses de 2009 à 2018 et le poste de directeur adjoint du DTFU de 2018 à 2022¹³⁸.

3.3.2.2. *Réformes et renforcement ciblés sous Xi Jinping*

En 2014, au nom d'une campagne anti-corruption, Xi Jinping commence à déplacer des pions pour mettre en action un plan de remaniement du système de Front Uni. Pour commencer, le DTFU

¹³⁷ « Fenêtre du leadership (领导之窗) », Département du Front Uni du Comité Central du PCC, consulté dernièrement le 6 septembre 2023, https://www.zyztb.gov.cn/zyztb/2022-09/26/article_2022121420300082382.shtml

¹³⁸ Âgé de 64 ans, il est aujourd'hui à la retraite.

fait l'objet d'une purge et son directeur, Ling Jihua, un collaborateur proche de Hu Jintao, est remercié. Tout en conservant sa place au Politburo, Sun Chunlan prend la direction du Département, où elle est secondée par Wang Zhengwei, qui garde quant à lui ses fonctions de vice-président de la CCPPC et président de la Commission d'État pour les Affaires Ethniques. Peu de temps après, la Conférence Centrale du Travail de Front Uni est lancée en mai 2015, offrant une plateforme à Xi Jinping pour annoncer une série de réformes. L'une d'entre elles est la création d'un Petit Groupe Directeur Central spécialisé en Travail du Front, placé au sommet du DTFU et présidé par Xi Jinping lui-même. Cet organe rassemble les représentant.es des principales agences du Front Uni, pour évaluer et améliorer les activités du Travail de Front Uni. Les réformes prévoient aussi la création d'un tel organe à tous les échelons des branches décentralisées du PCC (Suzuki, 2019). Enfin, la Conférence Centrale décide de mettre en place des nouvelles régulations encadrant le Travail de Front Uni, à titre d'essai. Ces régulations préfigurent en fait le remaniement de la structure institutionnelle qui sera entériné en 2018. Selon Joske (2020), tous ces changements sont le fruit d'une réflexion que Xi a mûrie dès les années 1990. En atteste un article écrit en 1995, lorsqu'il était Secrétaire du Comité municipal du Parti à Fuzhou (Fujian), portant sur le sujet du Travail de Front Uni concernant les Chinois.es d'outre-mer¹³⁹.

En mars 2018, le Parti publie son « Plan Directeur pour l'Approfondissement de la Réforme du Parti et du Gouvernement », confirmant la direction annoncée en 2015 en ce qui concerne le Front Uni¹⁴⁰. Ce plan annonce l'absorption de trois organes de l'État dans le Département du Travail de Front Uni, autrement dit dans l'appareil du Parti. Il s'agit de l'Administration d'État pour les Affaires Religieuses (AEAR), du Bureau des Affaires des Chinois.es d'Outre-mer du Conseil des affaires de l'État (BACOCÉ) et de la Commission d'État pour les Affaires Ethniques (CEAE). Les deux premières sont alors formellement dissoutes et transformées en antennes du DTFU. Pour ce qui est de l'AEAR, son nom en mandarin ne change pas, mais, dans la traduction officielle, elle devient en anglais la « *National Administration for Religious Affairs* » (soit l'Administration Nationale des Affaires Religieuses). Si le BACOCÉ ne change pas de nom, il apparaît désormais plus souvent dans la communication officielle chinoise sous le nom raccourci de « Bureau des Affaires des Chinois.es d'Outre-mer ». La situation est un peu différente pour la CEAE qui n'est pas formellement dissoute et qui semble avoir conservé son statut de « Commission de l'État », tout en étant désormais sous

¹³⁹ « Xi Jinping : l'établissement du concept de « Grandes Affaires des Chinois.es d'Outre-mer » (习近平：「大侨务」观念的确立) », Aisixiang, 30 mai 2017, <http://www.aisixiang.com/data/93625.html>

¹⁴⁰ « Le Comité central du Parti communiste chinois a publié le « Plan directeur pour approfondir la réforme des institutions du Parti et de l'État » », 21 mars 2018, Gouvernement Central de la Chine, https://www.gov.cn/zhengce/2018-03/21/content_5276191.htm#1

l'autorité du DTFU. Ce dernier a aussi fait l'objet de plusieurs reconfigurations internes depuis la Conférence Générale du Travail de Front Uni. En 2016, il acquiert un bureau dédié au « Travail de Front Uni dans le Xinjiang » et l'année suivante, un bureau dédié aux « personnes des nouvelles strates sociales ». Deux ans plus tard, il passe de neuf à douze bureaux internes. Ce changement se fait par **1)** la suppression du bureau dédié à la formation des « cadres » (*ganbu* 干部), **2)** la scission en trois du Bureau des Affaires Ethniques et Religieuses laissant place à un Bureau des Affaires Ethniques et deux bureaux dédiés aux affaires religieuses, et **3)** la scission en trois du Bureau des Affaires concernant Hong Kong, Macao, Taïwan et les Chinois.es d'outre-mer menant à la création d'un bureau pour Hong Kong, Macao et Taïwan et de deux bureaux pour les Chinois.es d'outre-mer.

Dans l'ensemble, ces réformes et la prééminence du Parti sur ces questions ont mené à une revalorisation institutionnelle du Département du Travail de Front Uni sous le nouveau leadership incarné par Xi Jinping (Yoshihara, 2020). Plusieurs chercheur.es s'accordent aussi à dire qu'elles participent au renforcement du travail d'influence réalisé à l'étranger, notamment vis-à-vis des communautés d'héritage et de culture chinoises (Brady, 2017[b]; Dotson, 2019[b]; Joske, 2019, 2020; Groot, 2019; Yoshihara, 2020). Cette tendance signifie qu'il est de plus en plus difficile de tracer une frontière entre le Travail externe et le Travail interne de Front Uni. En effet, depuis les réformes, une seule agence du PCC est responsable de mettre en œuvre une stratégie déployée sur deux fronts. Pour cela, elle a l'autorité d'exiger que chacune des nombreuses agences placées sous sa tutelle contribue au front interne comme au front externe. À certains égards, la facette externe du Travail de Front Uni ressemble d'ailleurs de plus en plus à sa facette interne, par exemple sur le plan des acteur.es impliqués ou des objectifs visés.

En revanche, le travail externe présente aussi des singularités dans son mode opératoire. Cela s'explique en grande partie par le rôle des CHCC, qui incarnent de façon si nette le double statut de « cibles » et « acteur.es » du Travail de Front Uni. Pour avoir une idée plus précise des tactiques et des moyens qui sont utilisés pour coopter et influencer les publics à l'étranger, les travaux de Brady (2017[b], 2018) sont incontournables, bien qu'ils soient principalement centrés sur le cas de la Nouvelle-Zélande. Ses recherches démontrent l'existence d'une stratégie polyforme et étendue, qui consistent, par exemple, à :

- Recueillir des données, identifier et surveiller les individu.es ou les groupes dont le PCC a intérêt à obtenir le soutien ou à limiter l'influence;
- Former un réseau institutionnel et interpersonnel centré sur les organisations de communauté (principalement chez les CHCC et chez les étudiant.es chinois.es), en créant des organisations

nouvelles ou en cooptant les membres d'organisations existantes, et en plaçant des allié.es aux postes-clé de ces organisations;

- Mettre en place des partenariats académiques avec des institutions d'enseignement et de recherche, notamment en apportant une contribution financière significative qui peut ensuite être utilisée comme levier d'influence pour imposer des formes de censure, voire d'auto-censure au sein de ces institutions;
- Nommer des personnes locales influentes (notamment politique) à des postes prestigieux au sein d'entreprises ou d'organismes publics chinois implantés à l'étranger;
- Inciter des personnes locales influentes à s'investir dans les affaires publiques pour promouvoir et défendre les intérêts chinois (du régime chinois et des CHCC locales), en commençant par les personnes influentes dans les CHCC et dans les médias;
- Inciter des personnes influentes dans les CHCC à tisser des liens avec des personnes influentes non-chinois.es ayant des vues plutôt favorables aux intérêts chinois (du régime chinois et des CHCC locales), pour relayer ces intérêts auprès de leurs communautés d'influence;
- Créer des liens avec le grand public ou certains groupes de la société civile, en les invitant à participer à des activités d'échange et de promotion de la culture chinoise (organisées à l'étranger et en RPC), par le biais d'organismes chinois, avec ou sans la coopération d'acteur.es locaux/ales;
- Soutenir sur le plan financier, technique ou logistique des activités d'échange et de promotion de la culture chinoise, organisées à l'étranger par des acteur.es locaux/ales (surtout venant des CHCC);

Dans l'ensemble, la stratégie du Front Uni dépend de tactiques de financement et de récompenses conçues pour étendre la portée des plateformes d'influence dont le PCC dispose présentement et pour acquérir de nouvelles plateformes. L'autre facette de cette stratégie est l'exercice d'un pouvoir punitif envers ceux qui rejettent un quelconque rapprochement avec le régime chinois, et envers ceux qui acceptent le rapprochement, mais qui errent dans leur contribution aux intérêts du régime. En effet, le refus de coopérer peut avoir un coût, allant de la perte d'opportunités en Chine (refus de visa, interdiction d'exercer une activité, complication des processus administratifs, boycott, etc.) aux attaques à la réputation d'une personne ou d'une organisation (critiques publiques, diffamation, accusation de racisme anti-chinois, etc.). Cela comprend aussi des tactiques illégales, qui consistent à exercer une pression par voie de menaces à l'encontre d'une personne et de sa famille, surtout quand cette famille réside en Chine. Tous ces modes d'influence peuvent être mobilisés dans le domaine religieux.

3.3.3. La politique de sinisation des religions : une logique de Front Uni

Comme l'indique le compte-rendu de la « Conférence Nationale sur le Travail Religieux » (avril 2016), le Travail de Front Uni est une composante majeure de la politique religieuse en RPC. En même temps, le monde religieux est devenu une cible prioritaire du Travail de Front Uni sous le gouvernement de Xi Jinping. Cette nouvelle direction repose en grande partie sur une politique précise : celle de la sinisation des religions. Le concept de sinisation (*zhongguohua* 中国化) a été introduit pour la première fois à la Conférence Centrale du Travail de Front Uni, en 2015 :

Pour guider activement les religions dans leur adaptation à la société socialiste, nous devons adhérer à la direction de la sinisation, nous devons améliorer le niveau de légalisation du travail religieux, nous devons considérer dialectiquement le rôle social de la religion, faire jouer pleinement le rôle des personnalités religieuses et guider les efforts religieux pour servir la promotion du développement économique, de l'harmonie sociale, de la prospérité culturelle, de l'unité nationale et de l'unification de la patrie.¹⁴¹

Un an plus tard, Xi annonce sa grande stratégie de sinisation aux responsables de la politique religieuse lors de la Conférence Nationale sur le Travail Religieux. Il est alors le premier Secrétaire du Parti à avoir participé à cette conférence qui se tient annuellement, depuis que Jiang Zemin s'y était rendu en 2001 (Chang KM, 2018). En bref, sa stratégie consiste à pousser les religions présentes sur le territoire chinois et autorisées par l'État à incorporer des éléments de la culture chinoise. À terme, elle doit produire une version proprement chinoise de chaque religion, compatible avec le nationalisme promu par le Parti et imperméable à toute influence étrangère. Comment expliquer une ingérence si profonde du politique dans les affaires internes de la religion venant d'un parti qui prêche l'athéisme et dont les membres sont interdits de pratique religieuse ?

La pensée idéologique du PCC a beaucoup évolué, mais elle suit encore aujourd'hui la perspective marxiste selon laquelle la religion est un problème des sociétés de classes qui favorise le maintien des inégalités et de l'exploitation du plus grand nombre. Selon cette perspective, la religion disparaîtra avec le plein avènement d'une société socialiste. Or, même après la fondation de la République Populaire de Chine et malgré des tentatives d'éradication sous Mao, le phénomène religieux a survécu en Chine. Face à cette résilience et considérant les potentielles retombées positives de l'activité religieuse dont le régime pourrait profiter, le PCC a graduellement repensé son approche.

¹⁴¹ « Xi Jinping : Consolider et développer le Front Uni patriotique le plus large pour apporter un soutien étendu à la réalisation du rêve chinois », 21 mai 2015.

Il est ainsi passé d'une politique de répression envers toute forme d'expression religieuse à une politique d'institutionnalisation et d'assimilation. Concrètement, ce sont surtout les « services » proposés par les groupes religieux dans le domaine des œuvres sociales et caritatives que le régime a cherché à développer, pour compenser le recul de la protection sociale découlant des réformes initiées à la fin des années 1970. À un niveau plus abstrait, le Parti tient aussi compte du fait que les religions peuvent grandement contribuer au bien-être spirituel des citoyen.nes chinoises et peuvent être amenées à maintenir un ordre moral collectif. Fort de ces constats, le PCC a adopté une nouvelle politique religieuse, communiquée aux membres du parti en 1982 sous la forme du « Document 19 : Point de vue fondamental et politique relatif aux questions religieuses au cours de la période socialiste de notre pays ». En ce que ce document reconnaît l'importance de la religion pour la société chinoise, il marque une rupture avec la vision idéologique adoptée jusque-là, qui n'accordait aucune valeur à la religion. Mais c'est surtout à partir des années 1990 que la politique religieuse chinoise prend un tournant, lorsque Jiang Zemin expose sa vision quant à la compatibilité de la religion avec le socialisme (Laliberté, 2015).

La nouvelle politique repose sur un système institutionnel à la fois strict et limité : strict en ce que la réglementation et les directives politiques imposent un cadre restreint à la vie religieuse, et limité en ce que le régime n'a pas imposé de loi nationale pour régir les affaires religieuses. Encore aujourd'hui, ce domaine n'est encadré que par des règlements et des directives politiques, et le Parti n'a toujours pas imposé le respect absolu de ce corpus. Le système actuel repose sur la coexistence d'un cadre dans lequel les affaires religieuses sont strictement définies et peuvent être contrôlées, régies et sanctionnées de façon rigide, et de larges zones d'ombre où l'intervention de la puissance publique est ambiguë. L'intérêt de ce système est de permettre au gouvernement central et aux gouvernements locaux de pouvoir osciller entre une politique de fer (allant d'une gestion ferme à répressive), et une politique de tolérance, voire de soutien vis-à-vis de l'activité religieuse et para-religieuse, selon les besoins du moment et selon le territoire concerné. Le PCC n'a pas pour autant abandonné l'objectif d'une disparition totale de la religion à terme. En attendant que les conditions soient atteintes pour que la religion soit une chose obsolète, le Parti doit composer avec deux besoins : satisfaire la demande populaire pour une offre religieuse et empêcher l'émergence d'idées contestataires et de formes d'autorité alternative qui mettent la sienne en péril. C'est le défi qu'est censé résoudre le Travail de Front Uni et la politique de sinisation, en plus de garantir que l'activité religieuse soit la plus serviable et la plus utile au Parti.

La politique de sinisation reflète aussi le passage du Travail de Front Uni d'une politique d'accommodement des différences à une politique d'assimilation, qui conditionne la reconnaissance

politique à la perte des particularismes (Groot, 2019). Dans le domaine religieux, cela signifie qu'un groupe religieux ne peut avoir de représentation dans les institutions publiques que s'il accepte de soutenir le Parti et de se conformer le plus possible à l'identité nationale conçue par le Parti, au détriment de ses particularismes culturels, ethniques, linguistiques, etc. Cette approche assimilationniste diverge du principe de compromis, même dans sa dimension tactique-pragmatique, qui a longtemps été le fondement du Front Uni. Elle implique inversement l'accentuation du principe de « purge » qu'on retrouve très tôt dans la politique religieuse du PCC, qui consiste à n'accepter le ralliement de certains éléments à la cause socialiste qu'après avoir été « purgés » de tout ce qui pourrait porter préjudice à l'autorité et aux stratégies du Parti. Depuis 2015, le pouvoir dont disposent les associations nationales religieuses est conditionné à leur capacité d'atteindre l'objectif de sinisation de leur religion respective, c'est-à-dire de la purger des éléments qui sont incompatibles avec l'identité nationale définie par le Parti. À ces fins, les associations religieuses doivent **1)** décrédibiliser les particularismes locaux, **2)** éliminer l'influence étrangère, et **3)** mettre en avant ce qui dans leur patrimoine correspond au patrimoine culturel valorisé par le régime. En même temps, le processus de sinisation comprend **a)** une dimension culturelle, soit injecter des éléments de la culture traditionnelle chinoise dans la culture religieuse donnée, **b)** une dimension politique, soit faire preuve de loyauté envers le Parti et **c)** une dimension institutionnelle, soit standardiser les pratiques religieuses et les modes de gestion des affaires religieuses. Chacune des cinq religions reconnues par l'État doit poursuivre ces trois missions et investir ces trois dimensions de la politique de sinisation. En revanche, la situation de chaque religion diffère en termes de position initiale sur l'échelle de la sinisation (dépendamment du contexte d'origine de la religion sur le territoire actuel de la RPC) et des défis contemporains qu'elle représente pour l'État et le PCC.

Pour les communautés musulmanes de Chine, notamment les communautés non-Han de la région du Xinjiang, la politique de sinisation est englobante et remarquablement violente : englobante parce qu'elle fait partie d'une politique plus large de sinisation des minorités ethniques, et violente parce qu'elle repose sur des mesures très répressives et punitives (d'aucuns diront génocidaires). Dans la perspective du PCC, cette radicalité est justifiée par l'existence d'un Islam extrémiste qui menace l'identité, la sécurité et la souveraineté nationale. Même dans ses formes plus modérées (du point de vue du Parti), l'Islam est une source potentielle considérable de tensions, puisqu'elle est par essence une religion étrangère, pratiquée par des minorités ethniques qui n'ont pas pleinement embrassé la cause socialiste. Chez les communautés chrétiennes, la politique de sinisation et le Travail de Front Uni en général sont principalement une affaire de lutte contre l'influence étrangère, surtout occidentale. La méfiance du Parti à leur égard repose aussi sur l'origine étrangère des religions

chrétiennes et le fait qu'elles puissent être un véhicule pour les idées et les valeurs occidentales, et donc une source de contestation du régime. Dans le cas des groupes catholiques, il y a le problème additionnel de la reconnaissance de l'autorité papale, qui est incompatible avec le principe d'autorité unique que veut incarner le Parti.

Dans le cas du bouddhisme, cette politique prend des formes différentes selon la tradition concernée. La principale cible de la sinisation forcée est le bouddhisme tibétain qui, comme l'Islam, pose un problème de fond pour l'autorité politique. Au Tibet, le gouvernement doit « siniser » la tradition bouddhiste locale pour atténuer l'identité ethnique et défaire la légitimité de la demande pour davantage d'autonomie ou pour l'indépendance. Il est aussi question de créer une distance entre la population bouddhiste et le Dalaï Lama, devenu un symbole de la lutte contre l'oppression du PCC. La stratégie de sinisation se poursuit même à l'étranger où la tradition bouddhiste tibétaine est très populaire (particulièrement dans les pays occidentaux) et peut être un canal de sensibilisation à la cause du Tibet. Il en est de même pour les autres minorités ethniques pratiquant leur propre tradition bouddhiste, comme les communautés du bouddhisme Theravāda dans les provinces du Sud ou les communautés du bouddhisme mongol, hérité de la tradition tibétaine, en Mongolie Intérieure. Dans leur cas, le processus de sinisation prend la forme d'une injection forcée d'éléments de la culture chinoise et d'une décrédibilisation de la culture locale. Le pendant de ce travail est la création d'un modèle de bouddhisme purement chinois à émuler, dont le bouddhisme Mahāyāna est le précurseur. Il s'agit de la tradition bouddhiste qui est pratiquée en grande majorité par la population Han, en langue chinoise. Tout en étant d'origine étrangère (le bouddhisme étant né entre le Népal et l'Inde du Nord), cette tradition a de longue date fusionnée avec des éléments du patrimoine spirituel natif chinois, comme le confucianisme, le taoïsme et les religions dites « populaires »¹⁴². Pour ces raisons, cette branche du bouddhisme est considérée comme étant une religion endémique à la Chine. Dans son cas, la sinisation implique **1)** de valoriser les éléments de sa culture qui font partie de « l'excellente culture traditionnelle chinoise » et **2)** de l'imprégner du socialisme à caractéristiques chinoises¹⁴³.

¹⁴² Aussi dites « croyances populaires » (*minjian xinyang* 民间信仰, en anglais « *folk religion* » ou plus littéralement « *popular beliefs* »). Cette catégorie rassemble un vaste ensemble de croyances et de pratiques à connotation spirituelle et religieuse qui n'entre pas dans une catégorie précise de religion organisée. Voir Goossaert, Vincent. « Le concept de religion en Chine et en Occident », *Diogenes* 1, n°205 (2004) : 11-21.

¹⁴³ Voir par exemple « Wang Zuo'an : Cultiver le tempérament culturel chinois de la religion de notre pays (王作安：涵养我国宗教的中国文化气质) », compte WeChat de l'Administration d'État pour les Affaires Religieuses, 31 mai 2019, https://mp.weixin.qq.com/s?biz=MzlyMTAxNzY1Mg==&mid=2247492669&idx=1&sn=3240a87daa3fb117076ee5c7c0f43198&source=41#wechat_redirect

Dans la pratique, ce processus de sinisation a surtout lieu au niveau du recrutement, de l'éducation et de la formation des moines et moniales, et donc ne concerne qu'indirectement le reste de la communauté bouddhiste. Cela renvoie d'ailleurs à la logique de Travail de Front Uni : coopter les figures d'autorité et d'influence pour pouvoir rassembler le tout. Outre le fait de soutenir le Parti et de suivre de près ces directives, la sinisation comprend une dimension linguistique qui consiste à mettre en avant le mandarin comme langue d'apprentissage et de pratique. En réalité, il n'est pas facile de décoder ce que cette stratégie implique de plus concret, tant le discours public reste vague. L'extrait suivant, tiré du compte-rendu d'une entrevue du président de l'ABC pour *China News Service* en février 2021, en témoigne :

*En se tournant vers l'avenir, Yanjue a déclaré qu'au cours des cinq prochaines années, l'Association bouddhiste de Chine promouvra le développement sain du bouddhisme et créerait activement un nouveau domaine de sinisation du bouddhisme. Guidée par les valeurs fondamentales du socialisme, l'Association bouddhiste devrait renforcer la construction de la culture bouddhiste, hériter et développer une culture bouddhiste avec des caractéristiques chinoises et une excellente culture traditionnelle chinoise, promouvoir la culture bouddhiste chinoise dans le monde, aider à construire un pays culturellement puissant, et renforcer l'influence de la culture chinoise.*¹⁴⁴

En effet, de même que le rapprochement personnel de ces leaders avec les institutions politiques mondaines présente des risques pour leur légitimité religieuse (Groot, 2012), la politique de sinisation peut aussi provoquer une remise en question, voire une rupture de la communauté des croyant.es avec les institutions religieuses. À mesure qu'une religion perd ses particularismes, culturels ou doctrinaux, les croyant.es peuvent perdre leur sentiment d'appartenance. Si les institutions religieuses ne parviennent pas à faire accepter le processus de sinisation à leurs communautés respectives, un fossé peut se creuser, qui finira par pousser les croyant.es vers des activités religieuses plus à la marge, vers des pratiques plus informelles, voire clandestines. C'est donc une stratégie périlleuse que le PCC a adoptée, tant elle repose sur la capacité des leaders religieux/ses à non seulement accepter et comprendre ses demandes, mais aussi à les rendre

¹⁴⁴ « Président Yanjue : Les opportunités et les défis coexistent dans le développement du bouddhisme chinois dans la nouvelle ère (演觉会长：新时代中国佛教事业发展机遇和挑战并存) », compte WeChat de l'Association Bouddhiste de Chine, 2 février 2021, https://mp.weixin.qq.com/s?_biz=MzI5MzA1MjI0Ng==&mid=2651586672&idx=1&sn=8d5b06004447adc8b3369a4c0c95e9c6&chksm=f780aa49c0f7235f575fc46f61934cc3f11fe6dd1f1e82bdbb83e690af3cd25849c7f950df2c&token=1906

acceptables pour leurs groupes, ce qui requiert certainement un travail de réappropriation du discours et des talents de communication.

3.3.4. Une institution partout-et-nulle-part

Ce qui rend le Travail de Front Uni si inquiétant et difficile à cerner, c'est qu'il a une portée potentiellement illimitée, puisqu'il n'est pas restreint à des cibles fixes et que le Parti a vocation à rassembler le plus de personnes possibles sous son autorité. Xi a plusieurs fois insisté sur le fait que le TFU est un effort que doivent entreprendre tous les membres du Parti, en passant par tous les échelons du système étatique. De plus, cette politique repose sur l'ambiguïté des rôles et des relations entre les acteur.es. En effet, un.e individu ou un groupe peut être à la fois coopté et « coopteur », à la fois représentant du régime et représentant d'un groupe de la société civile. En ce sens, le Travail de Front Uni est « partout-et-nulle-part ». Partout, parce qu'il a pour mission d'infiltrer et de mettre au service du régime n'importe quel cercle de la société chinoise et des sociétés à l'étranger si le Parti y voit un gain potentiel, et nulle part, parce qu'il dépend en grande partie d'actions et d'accords cachés du regard public et qu'il est souvent réalisé au nom d'un autre principe, d'une autre politique ou d'un autre intérêt. Dans le domaine religieux, la cooptation et l'instrumentalisation des leaders à l'intérieur de la Chine se font au nom de l'identité nationale et de la protection des religions contre l'influence néfaste des superstitions, des sectes, de l'extrémisme et contre l'influence des forces étrangères qui menacent le bien-être de la Nation Chinoise et sa grande réjuvenation. À l'étranger, le Travail de Front Uni dans le domaine religieux prend la forme d'échanges entre des communautés de croyant.es au nom de la compréhension mutuelle entre les peuples, de la paix dans le monde et du développement global des religions.

Il faut aussi souligner que, contrairement à ce que nombre de travaux anglophones suggèrent, l'Occident n'en est pas la seule cible du Travail de Front Uni à l'étranger. La logique même de cette stratégie est de ne pas exclure la possibilité d'y avoir recours dans n'importe quel pays. Contrairement à ce qu'induit aussi le concept de *sharp power*, les opérations chinoises d'influence et de cooptation au-delà des frontières nationales ne sont pas uniquement tournées vers les institutions démocratiques. Si ces opérations sont davantage connues dans le cas des pays démocratiques, c'est sûrement que les institutions démocratiques garantissent une meilleure circulation de l'information et un meilleur contrôle de l'ingérence étrangère que ça n'est le cas pour les pays moins ou non-démocratiques. Cela ne signifie pas pour autant que ces pays ne sont pas concernés par le Travail de Front Uni. Même si l'on considère que la rivalité avec l'Occident est la principale préoccupation de la politique étrangère chinoise, il ne faut pas négliger le « reste du monde ». En effet, la lutte contre l'influence occidentale

est souvent au cœur du Travail de Front Uni à l'étranger, car pour agrandir son influence dans certains pays, le régime chinois doit aussi décrédibiliser l'Occident. Pour ces raisons, il est impératif d'ouvrir l'analyse aux cibles non-occidentales du TFU, à commencer par celles de l'Asie du Sud-Est qui est une des régions voisines de la Chine où se déroule un développement économique majeur auquel contribue l'économie chinoise et où se jouent certains des plus importants défis géopolitiques auxquels le PCC doit faire face.

3.4. Éléments conclusifs : un contexte interne particulièrement propice à l'instrumentalisation diplomatique de la religion

Aucune idée politique ne naît dans le vide et dans le cas de l'instrumentalisation du bouddhisme au profit des intérêts du PCC, cette idée est née dans un contexte politique et idéal-idéologique particulier, celui de la montée en puissance de l'État chinois et de l'émergence d'un débat sur les sources, l'exercice et l'élargissement de son pouvoir et de son influence. Comme je l'ai montré, il a fallu la convergence de trois facteurs pour amener Pékin à considérer le bouddhisme comme un outil d'influence à l'étranger : **1)** l'engouement pour le concept du *soft power* culturel, **2)** l'élaboration d'un nouveau modèle de diplomatie et un nouveau discours sur la diplomatie (incluant des nouveaux/elles acteur.es, de nouveaux rapports entre ces acteur.es, le gouvernement et le PCC, et un intérêt plus prononcé pour les échanges dans des domaines soi-disant apolitiques, soit la culture et la religion) et **3)** l'expansion du Travail de Front Uni, tant en termes de moyens que de cibles.

En revanche, si ce contexte explique pourquoi les autorités politiques chinoises sont en quête de nouveaux outils d'influence et ont plutôt regardé du côté des ressources culturelles chinoises, il n'explique pas pourquoi, parmi toutes les religions présentes en Chine, c'est le bouddhisme qui a fait l'objet d'un tel intérêt. Il n'explique pas non plus comment l'instrumentalisation diplomatique de cette religion s'articule avec la valorisation du patrimoine culturel chinois poursuivie au nom du *soft power*. Dans le chapitre suivant, j'explique quels avantages diplomatiques le bouddhisme présente pour le PCC et *quelle version* du bouddhisme a été façonnée pour intégrer ses stratégies d'influence.

4. Chapitre 4. Le bouddhisme comme outil d'influence

La République Populaire de Chine traverse une période d'innovation en matière de stratégies d'influence à l'étranger, qui a ouvert les portes à ce que la religion soit sollicitée comme un instrument pour renforcer les liens « entre les peuples ». Dans le cas du bouddhisme, trois dimensions sont au cœur du processus par lequel cette religion a été transformé en outil d'influence : une dimension « sinisée », une dimension « inclusive » qui réunit trois grandes traditions et une dimension « culturelle ». Chacune de ces dimensions correspond à des caractéristiques du bouddhisme dont les autorités politiques font la promotion pour faire avancer leurs objectifs. Vu autrement, le PCC et ses agent.es ont construit trois versions du récit selon lequel les communautés bouddhistes peuvent exercer une influence positive sur la scène internationale.

4.1. Le bouddhisme comme « héritage commun »

4.1.1. État des lieux : la population bouddhiste dans le monde, en Chine et en Asie du Sud-Est

Le bouddhisme est considéré comme une « religion mondiale », à l'instar du christianisme et de l'islam. Il est pratiqué par une population très nombreuse, dispersée sur les cinq continents, et fait l'objet d'une certaine reconnaissance à l'échelle globale. Pour avoir une idée plus concrète de ce que cela représente aujourd'hui, je propose de dresser un état des lieux de la population bouddhiste. Pour commencer, il faut noter que la quantification de la religion ou de la religiosité est une tâche complexe. Au-delà de la difficulté à naviguer les sources secondaires qui ne référencent pas ou référencent de façon incorrecte l'origine des données citées, il peut être difficile d'obtenir des chiffres fiables sur ce sujet, car il implique des concepts, à commencer par celui de religion lui-même, qui sont sujets à des interprétations très diverses. Le phénomène religieux est un objet de recherche délicat à fixer en des termes qui se prêtent à une analyse quantitative, et le défi est d'autant plus prononcé dans le cas du bouddhisme. Quatre enjeux peuvent constituer des obstacles à le mesurer :

- 1) Tout d'abord, mesurer le bouddhisme en tant que religion implique de se confronter à un problème ontologique. La conceptualisation même de religion comme objet délimité, et la préconception de l'appartenance religieuse comme appartenance exclusive et comme élément essentiel de l'identité d'une personne sont le produit d'une vision du monde située, dominante en Occident, mais qui n'est pas partagée ailleurs. Dans le cas du bouddhisme, bon nombre de pratiques, de comportements et de modes de pensée qu'on lui attribue semblent échapper à cette vision. En effet, la croyance en une figure du panthéon bouddhiste, le fait de suivre un

principe, une règle de la doctrine bouddhiste ou la pratique d'un geste rituel, d'un culte dans un temple bouddhiste n'équivaut pas systématiquement à un sentiment d'appartenance ou d'affiliation à la « religion » du bouddhisme pour les personnes concernées. Cette relation au bouddhisme est particulièrement présente en Asie où la « polytropie », soit la pratique simultanée de plusieurs religions, est un phénomène courant (Laliberté, 2022, p. 285-286). De plus, pour les personnes dans la vie desquelles l'affinité avec le bouddhisme est un aspect important, le sentiment d'appartenance ou d'affiliation est souvent relatif à un.e maître ou un lignage particulier, plutôt qu'à l'ensemble plus général de la « religion bouddhiste ». Autrement dit, en Asie, dans les façons que de nombreuses personnes ont d'aborder leur identité bouddhiste, l'appartenance à une relation « maître-disciple » prime sur l'appartenance au bouddhisme dans son ensemble, ou même à une tradition ou une école bouddhiste (McDaniel, 2010).

- 2) Ensuite, il n'existe pas de rite formalisant l'appartenance au bouddhisme qui soit obligatoire et accepté à travers toutes les traditions (comme c'est le cas du baptême pour le christianisme, par exemple), lequel pourrait pousser les croyant.es, les pratiquant.es à s'auto-identifier comme « bouddhistes ». L'absence d'un tel rite signifie aussi qu'il n'existe pas de registres sur lesquels les chercheur.es peuvent se baser pour mesurer les populations bouddhistes.
- 3) De plus, et corollaire des deux enjeux précédents, le qualificatif « bouddhiste » peut être perçu comme étant réservé aux personnes appartenant à la communauté monastique, c'est-à-dire les novices, les moniales et les moines qui ont accompli les rites requis pour consacrer leur connexion aux enseignements de Bouddha. Cette conception exclut les laïc/ques, c'est-à-dire les croyant.es et les pratiquant.es qui suivent ces enseignements sans appartenir aux ordres monastiques. Inversement, on utilise souvent le terme « sangha » pour se référer à ces ordres, comme je le fais dans cette thèse, mais il est aussi valide de l'utiliser pour englober toutes les personnes, monastiques et laïques, vivant selon les enseignements de Bouddha.
- 4) Enfin, le dernier enjeu qui rend difficile la quantification des populations bouddhistes concerne plus spécifiquement les pays où il existe une pression sociale ou politique qui empêche les individu.es de s'auto-identifier librement et publiquement comme adhérent.e d'une religion. C'est le cas dans des pays dirigés par des partis prônant une idéologie athéiste, où l'appartenance à une religion est considérée comme étant incompatible avec une appartenance au parti ou avec la possibilité de grimper les échelons politiques (qu'il s'agisse d'une règle formelle ou tacite). Cela peut aussi avoir lieu dans des pays où le bouddhisme est une religion minoritaire coexistant avec une autre religion majoritaire, comme en Indonésie ou en Inde, ou avec une religion d'État, comme en Malaisie. Dans de telles situations, il est

peut être souhaitable pour un.e individu.e de ne pas attirer l'attention sur son appartenance au bouddhisme.

Malgré les difficultés méthodologiques qui découlent de ces enjeux, les projets de recherche visant à quantifier la population bouddhiste à travers le monde ne sont pas rares. Parmi les plus reconnus, je retiens en premier lieu les enquêtes réalisées par le centre de recherche Pew et le recueillement de données de la Base Mondiale de Données Religieuses (*World Religion Database*) de l'Institut sur la Culture, la Religion et les Affaires Mondiales de l'Université de Boston. D'après le projet « L'avenir des religions du monde : projections de la croissance des populations, 2010-2050 » financé par le centre de recherche Pew et la Fondation John Templeton (dont le rapport a été présenté en 2015), 487 760 000 personnes s'identifiaient au bouddhisme à travers le monde en 2010, ce qui représente 7.1% de la population mondiale. L'enquête propose également une projection pour la population bouddhiste en 2030, s'élevant à 511 300 000 individus, soit 6.1% de la population mondiale anticipée.¹⁴⁵ La Base Mondiale de Données Religieuses compte pour sa part 532 657 094 personnes bouddhistes en 2020, soit 6.83% de la population mondiale.¹⁴⁶ Selon ces études, la grande majorité de la population bouddhiste se trouve en Asie et les dix pays où les bouddhistes représentent une part significative dans la population locale sont situés en Asie du Sud, en Asie du Sud-Est, en Asie du Nord et en Asie Nord-Est. En Asie du Sud-Est, les bouddhistes représentent une majorité écrasante dans leur population nationale respective au Cambodge, en Thaïlande et au Myanmar. Par ailleurs, le bouddhisme est aussi largement majoritaire au Bhoutan (entre 74.7% et 82.8% de la population bhoutanaise), au Sri Lanka (autour de 68%), en Mongolie (54,4% et 58,1%), voire au Japon (entre 33,2% et 55,8%).

Malgré des similitudes dans les données concernant la Thaïlande, le Cambodge, le Myanmar, la Chine et Taïwan, les résultats de l'enquête du centre Pew et de la Base Mondiale des Données Religieuses diffèrent au sujet du Vietnam, de Singapour et de la Malaisie, et dans une moindre mesure du Laos. Pour compléter le tableau, on peut aussi se référer au projet « Composition des Groupes Religieux et Ethniques » (CGRE) du Centre Cline de l'Université d'Illinois, qui ne donne toutefois que la part de pourcentage de la composition religieuse de chaque pays, et non les chiffres absolus¹⁴⁷.

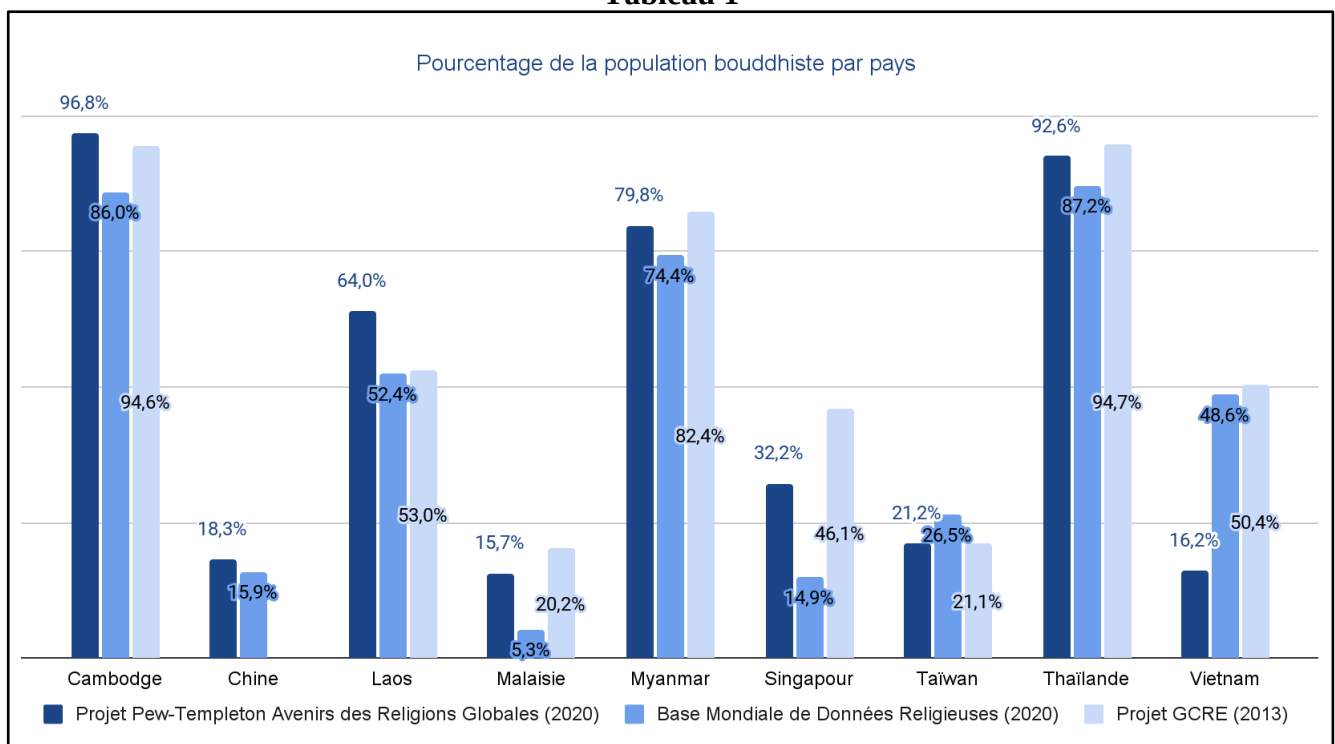
¹⁴⁵ « The Future of World Religions: Population Growth Projections, 2010-2050. Buddhists », Pew Research Center, 2 avril 2015, <https://www.pewresearch.org/religion/2015/04/02/buddhists/>

¹⁴⁶ « Totaux de toutes les religions », World Religion Database, consulté dernièrement le 8 novembre 2023 et accédé via la bibliothèque en ligne de l'Université d'Ottawa, <https://www-worldreligiondatabase-org.proxy.bib.uottawa.ca/wrd/#/results/1747>

¹⁴⁷ Projet « Composition des Groupes Religieux et Ethniques » (*Composition of Religious and Ethnic Groups*; données et livre blanc), Cline Center of Advanced Social Research, consulté dernièrement le 8 novembre 2023, <https://clinecenter.illinois.edu/project/Religious-Ethnic-Identity/composition-religious-and-ethnic-groups-creg-project>

Pour l'année 2013, les résultats de ce projet se rapprochent des estimations du centre Pew en ce qui concerne la Thaïlande (94.7%), le Cambodge (94.6%), le Myanmar (82.4%), Taïwan (21.1%) et la Malaisie (20.2%), mais ils sont plus proches des estimations de la Base Mondiale de Données Religieuses pour ce qui est du Laos (53%) et du Vietnam (50.4%). Le cas de Singapour est singulier en ce que les résultats du CGRE, qui estiment la population bouddhiste à 46% de la population nationale, varient significativement des deux autres sources. Malheureusement, ce projet n'offre aucune donnée pour la Chine. Le centre Pew et la Base Mondiale de Données Religieuses donnent des estimations similaires, mais il faut noter que les deux sources évaluent séparément le cas de la Chine des cas de Hong Kong et de Macao, où se situent autour d'un million de bouddhistes¹⁴⁸.

Tableau 1



Sources : « Composition Religieuse par Pays 2010-2050: projet Pew-Templeton Avenirs des Religions Globales (*Religious Composition by Country, 2010-2050: Pew-Templeton Global Religious Futures project*) », Pew Research Center; « Toutes religions par pays (*All religions by country*) », Base Mondiale de Données Religieuses (*World Religion Database*); Projet « Composition des Groupes Religieux et Ethniques » (*Composition of Religious and Ethnic Groups*, CGRE), Cline Center of Advanced Social Research

¹⁴⁸ Selon les projections du centre Pew, Hong Kong compte 998 300 bouddhistes et Macao en compte 98 800 en 2020. Selon la Base Mondiale de Données Religieuses, Hong Kong compte 1 170 156 bouddhistes et Macao en compte 112 157 en 2020.

4.1.2. Une religion « universelle, mais asiatique »

D'après les données du centre Pew et la Base Mondiale de Données Religieuses, la population bouddhiste chinoise (Hong Kong et Macao comprises) représente plus de 200 millions de personnes¹⁴⁹. Pourtant, la Chine n'est pas le foyer originel du bouddhisme et la présence de cette religion sur le territoire chinois est le résultat d'un long processus de diffusion. Un des facteurs de la diffusion du bouddhisme à l'échelle globale est son caractère « universel ». En effet, aucun principe tiré des textes et des traditions orales formant les canons du bouddhisme ne restreint l'accès aux enseignements de Bouddha à un groupe particulier d'individu.es. Ces enseignements ne sont ni réservés à un groupe ethnique ni attachés exclusivement à un lieu géographique. Pourtant, comme les données l'indiquent, toute universelle et mondiale que soit la religion bouddhiste, sa population est surtout concentrée en Asie. Cela s'explique principalement par son point d'émergence, ses voies principales de diffusion et ses interactions avec le politique à travers l'histoire.

Le bouddhisme est originaire du Nord de l'Inde, dans une région proche des Himalayas appartenant aujourd'hui au Népal. Son fondateur, Siddharta Gautama, naît à Lumbini autour du 5^e siècle avant notre ère, dans la famille puissante des Shakya. Grâce à des liens noués le long des routes marchandes et dans diverses cours royales, la communauté de ses disciples parvient à se développer à travers la région indienne. Plus tard, dans la continuité des grandes missions du roi Ashoka Maurya¹⁵⁰, les adeptes du bouddhisme ont propagé leur croyance bien au-delà de son point d'origine. Entre le 9^e et le 14^e siècles, le bouddhisme fait l'objet de ce que Frasch (2013) appelle une « grande translocation », soit « *la presque complète disparition des institutions et des communautés bouddhistes de leur terre natale indienne et un essor simultané sur le continent Sud-Est asiatique [...]* » (p. 41). Des réseaux vastes se forment aussi autour de monastères, de centres d'apprentissage et de cours royales au Sri Lanka, au Tibet, en Chine, en Corée et au Japon, se superposant notamment à certains réseaux commerciaux. Cette dynamique amène à l'émergence de traditions tout à fait distinctes de celles qu'on retrouve initialement dans la région indienne, certaines perdurant jusqu'à nos jours. Ceci est dû d'une part au caractère adaptable des enseignements bouddhistes, qui ont pu être intégrés et fusionnés, plutôt que mis en opposition, avec diverses cultures locales. D'autre part,

¹⁴⁹ Plus exactement, elle représenterait 255 797 100 individu.es selon le centre Pew, et 229 398 828 individu.es selon la Base Mondiale des Données Religieuses.

¹⁵⁰ Au 3^e siècle de notre ère, la conversion d'un des plus grands rois d'Inde, Ashoka Maurya, marque le début de la première grande expansion bouddhiste. D'abord dans son propre empire, il envoie ensuite des missions de moines et d'ambassadeur.es à travers l'Asie centrale jusqu'à la Méditerranée, et à travers l'Asie du Sud/Sud-Est pour diffuser les enseignements dharmiques (Keown, 2013; Sen, 2015). Toutefois, en Inde, malgré ce règne favorable et le développement de centres d'apprentissage comme l'université de Nalanda, le bouddhisme connaît plusieurs épisodes de déclin, causés par la concurrence avec l'hindouisme et l'islam, et des invasions dévastatrices, jusqu'à sa presque extinction autour du 13^e siècle.

le bouddhisme a fait l'objet d'un soutien politique à des moments-clé, étant parfois mobilisé comme outil d'influence et de légitimation dans des conflits inter-dynastiques (Sen, 2015). Bouddhisme et politique sont aussi liés par une histoire diplomatique. En effet, la diffusion du bouddhisme à travers l'Asie est en partie le résultat d'expéditions et de rencontres parrainées par des dirigeant.es politiques, dans le cadre de missions diplomatiques conventionnelles ou dans le cadre d'échanges expressément centrés sur le bouddhisme (par exemple, sous la forme de dons et d'acquisition d'objets sacrés, de pièces d'art, de récits oraux et de manuscrits). Certain.es souverain.es envoient également des moines et des moniales étudier à l'étranger pour ramener dans leur fief des savoirs en enseignements dharmiques, en arts, en architecture, en médecine, etc.

En même temps, malgré des liens forts avec des élites gouvernantes, le bouddhisme connaît plusieurs phases de déclin localisé au cours de son histoire. En Chine, il est ciblé par des campagnes officielles de persécution à plusieurs reprises¹⁵¹. Grâce à des efforts de reconstruction post-persécution et à son essor dans les régions où il n'y a pas eu de campagne officielle d'éradication, il survit à ces crises et connaît une certaine pérennité. En témoignent la longévité d'écoles et de grands lignages qui perdurent jusqu'à aujourd'hui et l'existence de lignages monastiques féminins dans la tradition chinoise, qui ont disparu dans la tradition Theravāda des pays d'Asie du Sud-Est.¹⁵² Au Sri Lanka, la tradition de pleine ordination pour les femmes disparaît autour du 11^e siècle, et n'est rétabli qu'à la fin du 20^e siècle, avec l'aide de moniales de la tradition Mahāyāna venues de Chine et de Corée du Sud¹⁵³. De même, certains lignages masculins sri-lankais ont été rétablis en envoyant des moines au Myanmar au 11^e siècle, puis en Thaïlande au 18^e siècle pour y recevoir la pleine ordination selon les rites Theravāda (Keown, 2013). En Asie centrale, en revanche, l'expansion de l'islam, une succession de conflits et d'invasions venant de l'Ouest, et la chute de la dynastie chinoise Tang contribuent à l'étiollement des réseaux d'échange et à la disparition graduelle du bouddhisme.

¹⁵¹ Dans la Chine ancienne, le bouddhisme est ciblé par quatre grandes campagnes d'éradication : sous l'Empereur Taiwu des Wei du Nord au 5^e siècle, sous l'Empereur Wu des Zhou du Nord au 6^e siècle, sous l'Empereur Wuzong des Tang au 9^e siècle et sous l'Empereur Shizong des Hou Zhou au 10^e siècle.

¹⁵² La plus forte vulnérabilité des lignages féminins à l'extinction, par rapport aux lignages masculins, s'explique par le fait que, selon la volonté de Bouddha, la pleine ordination des femmes doit être accomplie sous un quorum de moines et de moniales. Il est donc plus difficile pour un lignage féminin en voie d'extinction de se maintenir (par exemple, à la suite d'un épisode de persécution ou d'épidémie) qu'il ne l'est pour des lignages masculins, qui ne requièrent que la présence de moines pour ordonner d'autres moines. L'ordination devant aussi être accomplie par des moines et des moniales de la même tradition, il est aussi courant que les ordinations réalisées avec l'aide de moniales de la tradition Mahāyāna ne soient pas reconnues par les institutions de la tradition Theravāda. Pour des analyses de mouvements contemporains luttant pour l'empouvoirement des femmes dans le bouddhisme, dont fait partie la lutte pour le rétablissement des lignages féminins, voir par exemple Kawanami, Hiroko. « The Bhikkhuni Ordination Debate: Global Aspirations, Local Concerns, with special emphasis on the views of the monastic community in Burma », *Buddhist Studies Review*, vol. 24, no. 2 (2007) : 226-244; Mrozik, Susanne. « A Robed Revolution: The Contemporary Buddhist Nun's (Bhiksuni) Movement », *Religion Compass*, vol. 3, no. 3 (2009) : 360-378.

¹⁵³ Kristofer Rhude, « The Ordination of Nuns in Sri Lanka », Harvard Divinity School, consulté dernièrement le 17 novembre 2023, <https://rpl.hds.harvard.edu/religion-context/case-studies/gender/ordination-nuns-sri-lanka>

Si l'on trouve des traces de contacts très anciens entre le monde hellénique et le monde bouddhiste dans des récits anciens et dans l'art¹⁵⁴, le bouddhisme ne s'est pas diffusé en Europe comme ça a été le cas en Asie¹⁵⁵. Vers la fin du 19^e siècle et au cours du siècle suivant, d'importants mouvements d'immigration partant de l'Asie vers l'Europe, l'Amérique et l'Océanie participent toutefois à l'expansion du bouddhisme par-delà le continent asiatique. Petit à petit, son influence s'étend au-delà des communautés d'origine asiatique qui l'ont importée. L'émergence des « contre-cultures » en Amérique et en Europe dans les années 1960, rejetant les valeurs conservatrices et le capitalisme, est un contexte propice au développement du bouddhisme dans les sociétés occidentales. Toutefois, dans l'ensemble, le bouddhisme demeure très minoritaire en dehors de l'Asie. À l'ère contemporaine, l'immigration asiatique joue encore un rôle majeur dans la globalisation du bouddhisme. Mais, en dépit de son expansion géographique, il n'est pas parvenu à devenir une religion majoritaire ou à rejoindre le rang des religions principales en dehors du continent asiatique.

En Asie du Sud-Est, la pérennité du bouddhisme et son hégémonie dans le paysage religieux s'expliquent en partie par sa proximité avec des élites régnautes, qui se sont appuyées dessus pour légitimer leur autorité, se faisant défenseuses des enseignements de Bouddha et protectrices du Dharma. Aujourd'hui, le bouddhisme est la religion d'État au Royaume du Cambodge (Thompson, 2016; Lawrence, 2022) où, selon les chiffres officiels de 2019, elle est pratiquée par 97,1% de la population cambodgienne¹⁵⁶. En Thaïlande, il jouit d'une position privilégiée qui est entérinée dans la Constitution (McCargo, 2004; Scott, 2016; Larsson, 2019), et d'après un sondage du gouvernement réalisé en 2018, il représente une population de 93,5%¹⁵⁷. Le bouddhisme a aussi un statut particulier dans la Constitution de la République de l'Union du Myanmar (Walton et Hayward, 2014; Foxeus,

¹⁵⁴ Certaines traces sont censées dater de l'époque du Bouddha lui-même, d'autres datent plutôt de l'ère d'Ashoka Maurya. Voir Vassiliades (2004) et Zhang J. (2012, p. 21).

¹⁵⁵ Malgré la circulation de quelques récits mentionnant son existence à l'époque médiévale (par exemple les récits de Marco Polo sur l'Asie Centrale et la Chine, datant du 13^e siècle, et plus tard, les récits des Jésuites partis en Chine et au Japon au 16^e siècle), le bouddhisme demeure relativement méconnu des sociétés occidentales. L'intérêt académique émerge au 17^e siècle, mais ne se développe véritablement qu'au 19^e siècle, sous l'impulsion de la colonisation européenne, d'abord dans les écrits des fonctionnaires britanniques et français, puis dans les travaux d'historien.nes, d'anthropologues, de spécialistes des religions et de spécialistes des sociétés « orientales ». À cette même époque, des penseur.es et des chercheur.es asiatiques contribuent à la diffusion du savoir bouddhiste en publiant des textes et en organisant des conférences à l'intention des publics internationaux.

¹⁵⁶ « General Population Census of the Kingdom of Cambodia, 2019: National Report on Final Census Results », Institut National des Statistiques sous le Ministère de la Planification du Royaume du Cambodge, publié en octobre 2020. Voir aussi le Rapport de 2022 sur la Liberté Religieuse au Cambodge, publié par le Département d'État des États-Unis, consulté dernièrement le 17 novembre 2023, <https://www.state.gov/reports/2022-report-on-international-religious-freedom/cambodia/>.

¹⁵⁷ « The 2018 Survey on Conditions of Society, Culture and Mental Health », Bureau National des Statistiques sous le Ministère de l'Économie et de la Société Digitale du Royaume de Thaïlande, publié en 2020.

2016; Kyaw, 2019), où les bouddhistes représentaient 89,9% de la population en 2014, d'après le recensement national¹⁵⁸.

Au Laos, le dernier recensement en date indique que le bouddhisme était la religion de 64,71% de la population en 2015¹⁵⁹. Au Vietnam, les chiffres officiels donnent une estimation basse de la population bouddhiste (4,8%)¹⁶⁰, qui est en décalage avec les estimations externes. Dans ces deux pays, des régimes socialistes ont été instaurés après les luttes de décolonisation, gouvernés par des Partis d'inspiration marxiste qui prônent officiellement l'avènement de sociétés athées. Pourtant, ces Partis se sont appuyés sur des leaders religieux/ses, surtout bouddhistes, tout au long du processus de conquête politique. Une fois au pouvoir, le Parti Populaire Révolutionnaire Lao (PPRL) et le Parti Communiste du Vietnam (PCV) ont mis en place des politiques de sécularisation profonde et de répression religieuse, mais contrairement à ce qu'il s'est produit en Chine pendant la Révolution Culturelle, le bouddhisme n'a pas fait l'objet de campagnes d'éradication sous leurs régimes (Baird, 2012; Liên, 2013; Evans, 2015; Ladwig, 2016; Soucy, 2016; Son, 2019; Bouté, 2021; Roszko, 2021). Les deux partis n'ont pas non plus tenté d'évincer entièrement les leaders religieux/ses de la scène politique, bien que certains aient été poussés à l'exil. Comme en RPC actuellement, les régimes du Laos et du Vietnam exercent un contrôle fort sur les affaires religieuses, qui est bien moins motivé par une certaine idéologie politique qu'il n'est motivé par la crainte de contestations et de l'émergence de formes d'autorité qui concurrenceraient avec celle des Partis dirigeants. À la différence de la RPC, en revanche, les membres du PPRL et ceux du PCV ne sont pas sous ordre strict de ne pratiquer aucune religion. Il est donc possible pour les gouvernements en place d'organiser ou de participer directement à des événements à caractère religieux. En République Démocratique Populaire du Laos, le régime fait coïncider certaines journées de fête nationale avec des célébrations bouddhistes. Le décret 315 de 2016, mis en place pour renforcer la liberté religieuse dans le pays, dispose que le gouvernement laotien possède le droit de « *sponsoriser des établissements bouddhistes, incorporer*

¹⁵⁸ « The 2014 Myanmar Population and Housing Census », Département de la Population du Ministère du Travail, de l'Immigration et de la Population de la République de l'Union du Myanmar, publié en juillet 2016. Le rapport propose deux séries de pourcentage pour la population par religion : l'un est basé sur « *la population énumérée par le recensement* », soit 50 279 900 personnes et l'autre est basé sur une « *estimation de la population dans l'ensemble* », soit 51 486 253 personnes, tenant compte des communautés qui se trouvent en dehors de la portée de l'État central, notamment dans la région de l'État de Rakhine.

¹⁵⁹ « Results of Population and Housing Census 2015 », Bureau des Statistiques du Laos sous le Ministère de la Planification et de l'Investissement de la République Démocratique Populaire du Laos, publié en 2015.

¹⁶⁰ Même si l'on ajoute à ce chiffre les personnes affiliées à des groupes religieux « para-bouddhistes », comme les membres du mouvement Hoa Hao (dénommés « bouddhistes Hoa Hao » dans le recensement) et les personnes affiliées au caodaïsme, la part des bouddhistes ne dépasse pas la barre des 10%. J'entends par « para-bouddhistes » les groupes religieux qui ne s'identifient pas principalement comme bouddhistes, mais pour lesquels la doctrine et les rites bouddhistes constituent un pilier de leur pratique religieuse, qu'il s'agisse d'une filiation assumée ou d'emprunts qui ne sont pas ouvertement revendiqués. Voir « Results: The Viet Nam Population and Housing Census », Comité Directeur du Recensement Central de la Population et du Logement de la République Socialiste du Vietnam, publié en mars 2020.

des rituels et cérémonies bouddhistes dans des activités d'État, et de promouvoir le bouddhisme comme un élément de l'identité culturelle et spirituelle du pays et comme religion prédominante dans le pays » (Bouté, 2021, p. 87, note 4). En République Socialiste du Vietnam, les représentant.es locaux/locales de l'autorité politique participent souvent à des festivités religieuses, et sont même parfois félicité.es pour leur travail en faveur de la religion à ces occasions (Nguyen et Vu, 2020, p. 2499).

À Singapour et en Malaisie, la gestion des affaires religieuses est intimement liée aux questions d'identité ethnique sur lesquelles sont fondés les deux États. D'après les recensements nationaux, en 2020, les bouddhistes représentaient 31,1% de la population singapourienne¹⁶¹ et 18,7% de la population malaisienne¹⁶². Dans les deux pays, le bouddhisme est très majoritairement pratiqué par les personnes d'origine chinoise, qui représentent 74.3% de la population singapourienne¹⁶³ et 23.2% de la population malaisienne en 2020¹⁶⁴. C'est donc un bouddhisme de tradition chinoise qui est le plus répandu sur ces territoires. Dans la République de Singapour, la politique religieuse est essentiellement guidée par un principe de séparation entre l'État et la religion, nuancé cependant par un besoin de reconnaissance de la diversité ethnique et un besoin d'unité nationale (Chia et Ming, 2008; Tan K., 2016; Thio, 2019). En Malaisie, les communautés bouddhistes doivent composer avec le fait que le bouddhisme est une religion minoritaire dans un pays où l'Islam est non seulement la religion officielle de l'État (Huang, 2013; Samuels, 2016; Tan O., 2020), mais aussi indissociable de l'identité ethnique malaise¹⁶⁵. Malgré un encadrement strict, notamment sur le point des conversions et des mariages mixtes, le bouddhisme bénéficie d'une certaine reconnaissance de la part de l'État malaisien, découlant de la protection des droits de la minorité chinoise et du fait de sa présence historique sur le territoire, contrairement à d'autres groupes religieux, par exemple les groupes chrétiens. À Taïwan, les données sur la population religieuse n'apparaissent plus dans les statistiques nationales diffusées au grand public, mais le "Sondage sur le Changement Social à Taïwan" réalisé par l'Academia Sinica est souvent cité comme une source fiable à ce sujet. En 2018, ce sondage indique que 14% de la population taïwanaise s'identifie comme bouddhiste (Li, Chen et Kang, 2023).

¹⁶¹ « Census of Population 2020: Statistical Release 1, Demographic Characteristics, Education, Language and Religion », Département des Statistiques sous le Ministère du Commerce et de l'Industrie de la République de Singapour, publié en juin 2021.

¹⁶² « Launching of Report on the Key Findings Population and Housing Census of Malaysia 2020 », Département des Statistiques sous le Ministère de l'Économie de la Malaisie, 14 février 2022.

¹⁶³ « Census of Population 2020: Statistical Release 1, Demographic Characteristics, Education, Language and Religion »

¹⁶⁴ « Launching of Report on the Key Findings Population and Housing Census of Malaysia 2020 »

¹⁶⁵ Dans la Constitution de Malaisie, l'article 160 définit comme « Malais.e » toute personne « *qui s'affirme musulmane, parle habituellement la langue malaise, adhère aux coutumes malaises [...]* », « Constitution Fédérale de la Malaisie », Législation Fédérale de la Malaisie, réimpression du 15 octobre 2000, consulté en ligne sur <https://lom.agc.gov.my/federal-constitution.php>

Sous le régime de la République de Chine, la relation du politique avec le religieux a été marquée par l'existence d'un système de corporatisme moniste (Laliberté, 2003[a]; 2013; Kuo, 2013). Dans le cas du bouddhisme, cette relation a aussi été marquée par l'émergence de vastes organisations (aujourd'hui, d'envergure internationale), qui rassemblent un grand nombre de fidèles et qui se sont, à certains moments, impliquées dans la vie démocratique (Madsen, 2007; Kuo, 2009).

Cet aperçu de la relation actuelle entre le bouddhisme et les divers régimes politiques de l'Asie du Sud-Est met en lumière deux phénomènes : d'une part, l'importance globale du bouddhisme dans la région, et d'autre part, la diversité des parcours. Le premier fait explique en quoi le bouddhisme constitue un potentiel levier d'influence pour le régime chinois dans sa quête de pouvoir régional. En utilisant le bouddhisme comme outil diplomatique, le PCC et ses agent.es peuvent toucher un public très vaste et jouer sur l'existence d'un héritage commun pour s'en rapprocher. Cette influence peut même englober des personnes qui n'ont pas une affiliation forte avec le bouddhisme, mais qui vivent dans des sociétés marquées par son influence culturelle. De façon réciproque, la diversité des parcours signifie également que la diplomatie bouddhiste chinoise peut difficilement suivre une approche uniforme à travers la région. Pour optimiser la crédibilité de son discours, identifier, puis atteindre les bonnes cibles et développer sa stratégie, il semble impératif que le régime chinois apprenne à naviguer le paysage religieux interne de chaque pays et comprenne la politique religieuse de chaque État et gouvernement.

En même temps, tout l'intérêt de faire appel au bouddhisme est de permettre à Pékin de toucher un public large. Il lui faut donc trouver un équilibre entre l'élaboration de stratégies d'influence « sur mesure », spécifiques à chaque contexte, à chaque cible, et le recours à un discours valorisant des sentiments de communauté et de solidarité entre tous.les les bouddhistes. Avantagusement pour les acteur.es chinois.es, il existe quelques points-clé de l'identité bouddhiste dans lesquels se reconnaîtront le plus grand nombre de pratiquant.es et de croyant.es bouddhistes, quelle que soit leur nationalité ou la tradition à laquelle iels sont affilié.es. Le principe de pacifisme en est un et, comme je l'explique ci-dessous, celui-ci est particulièrement utile à quiconque chercherait à faire des échanges bouddhistes un canal de son influence, sans éveiller les suspicions.

4.1.3. Le bouddhisme dans l'imaginaire collectif : une religion de la paix

Parmi les raisons qui sont avancées pour expliquer la pérennité et la diffusion globale du bouddhisme, on retrouve souvent l'idée d'une religion fondamentalement pacifique. Dans le cas de la Chine, Chung (2022) affirme que le bouddhisme a été « *une force puissante pour unifier l'Empire du Milieu et élargir ses relations diplomatiques et commerciales avec les nations étrangères le long*

des anciens réseaux de la Route de la Soie. La religion s'est répandue sans aucun recours à la force ni à aucune action coercitive » (p. 2). Zhang J. (2012) soutient que, plus généralement, « [a]u cours de ses 2 600 années de développement et de diffusion, le bouddhisme a connu de nombreux hauts et bas. Mais il a réussi à étendre sa portée à l'ensemble du globe de manière très pacifique » (p. 41), puisque « [c]omparé à la chrétienté et à l'islam, beaucoup moins de guerres ont été menées au nom du bouddhisme » (*ibid.*, p. 5). Selon Zhang J., la centralité de la non-violence et de la paix dans les enseignements du bouddhisme le rend plus apte à coexister avec d'autres systèmes de croyance, en valorisant une approche plus dialogique que conflictuelle (*ibid.*, p. 18). En particulier, son message de paix en fait une religion attirante.

Les principes de non-violence, de paix, de tolérance, de compassion, d'égalité entre tous les êtres vivants, et la recherche d'harmonie sont inscrits au plus profond de la pensée bouddhiste. Ces principes infusent tous les préceptes codifiés de l'enseignement du Bouddha¹⁶⁶. Même pour les publics peu familiers avec cette pensée, il est courant que le bouddhisme soit associé à la non-violence (dérivée du principe d'inviolabilité de la vie ou du caractère sacré de la vie, dit *ahimsā*). Pour Chung (2022) et Ramachandran (2019), c'est précisément parce que le bouddhisme est une religion opposée à la coercition qu'il est une source de *soft power* potentiellement puissante. La tolérance et le respect pour la vie dans toutes ses formes prêchées par Bouddha signifient aussi que l'éthique bouddhiste est communément perçue comme étant compatible avec la démocratie, ce qui est particulièrement apprécié du côté des démocraties occidentales (Chung, 2022). Et c'est d'ailleurs là-dessus que repose tout l'intérêt d'une stratégie visant à faire du bouddhisme un outil d'influence diplomatique. Angelskär (2013) l'a expliqué simplement : « [l]a Chine souhaite améliorer son image à l'international. Le bouddhisme est souvent perçu comme une religion pacifique. En se présentant comme une nation bouddhiste, le gouvernement chinois espère assurer au monde qu'il [représente]¹⁶⁷ une nation responsable, digne de confiance et amicale » (p. 3). En effet, la promotion des échanges bouddhistes peut contribuer à diffuser l'idée d'une montée en puissance chinoise pacifique (*zhongguo heping jueqi* 中国和平崛起) ou d'un développement chinois pacifique (*zhongguo heping fazhan* 中

¹⁶⁶ L'enseignement de Bouddha peut être représenté sous la forme de codes ou séries de préceptes, à savoir les Cinq Préceptes (*pañcasīla*), les Huit Préceptes (*aṭṭhaṅgasaṃvara*), les Dix Préceptes (*dasasīla*), le Dix Chemins de l'Action Correcte (*dasa kusala kamma patha*) et le code monastique disciplinaire (*pāṭimokkha*). Voir Keown, Damien. *Buddhism: A very short introduction*. Presse Universitaire d'Oxford, 2013.

¹⁶⁷ Dans le texte original : « *China wishes to improve its image internationally. Buddhism is often perceived as a peaceful religion. By portraying itself as a Buddhist nation, the Chinese government hopes to assure the world that it is a responsible, trustworthy and friendly nation* ». J'ai choisi de modifier la citation, optant pour « *le gouvernement chinois espère assurer au monde qu'il représente une nation [...]* » plutôt que « *le gouvernement chinois espère assurer au monde qu'il est une nation* », pour ne pas reproduire l'amalgame « gouvernement-nation », que l'auteure a sûrement opéré dans son article pour refléter la pensée du gouvernement chinois mais qui peut porter à confusion lorsque la phrase est isolée en une citation.

国和平发展), et contrer l'idée d'une « menace chinoise ». Ainsi, le régime chinois cherche à profiter de l'image positive du bouddhisme, espérant que celle-ci « déteigne » sur l'image globale du pays dans le regard des publics étrangers. En plus d'opérer un rapprochement avec les publics bouddhistes en mettant l'accent sur le patrimoine partagé, la diplomatie bouddhiste touche aussi les publics non-bouddhistes qui n'ont de familiarité avec cette religion qu'une idée vague centrée sur son caractère pacifique.

Dans certains imaginaires collectifs, le bouddhisme n'est pas considéré comme étant une religion, mais plutôt une spiritualité, voire une philosophie ou un mode de vie. Cette vision tend à la dédouaner de certains torts imputés à la religion, par exemple le prosélytisme, l'incompatibilité avec d'autres formes de pensée, l'institutionnalisation poussée de certaines formes de religion, etc. Le débat sur le caractère « religieux » du bouddhisme a ses mérites, compte tenu du processus historique par lequel le concept de religion a été adopté en Asie (soit un processus d'exportation, voire d'imposition d'un concept occidental dans un contexte de colonisation). Or, force est de constater que la dissociation entre bouddhisme et religion est parfois le résultat d'une méconnaissance de la doctrine bouddhiste et de la façon dont elle est pratiquée. Sans pour autant limiter le bouddhisme à cela, il est important de tenir compte de sa dimension institutionnelle, que ce soit au sein de la communauté monastique ou des liens entre celle-ci, la communauté laïque et le pouvoir politique. Malheureusement, en dehors des pays où le bouddhisme est très présent, cette dimension n'est pas forcément bien connue du grand public. Comme on l'a vu vis-à-vis du défi de la quantification de la population bouddhiste, même dans les pays où le bouddhisme est très présent, la catégorie « religion » n'est pas systématiquement en usage. Ce rapport ambigu du bouddhisme par rapport au concept de religion contribue à alimenter l'image d'un phénomène « inoffensif », qui n'a pas vocation à accumuler du pouvoir ou qui peut être difficilement instrumentalisé par le politique. À nouveau, cet imaginaire sert les fins du régime chinois qui peut ainsi faire de sa diplomatie bouddhiste une initiative apolitique, spirituelle, de promotion de la paix.

Néanmoins, pour avoir une idée plus réaliste de la capacité de Pékin à se faire défenseur du pacifisme bouddhiste, deux points doivent être soulevés. Le premier concerne le rapport avéré du bouddhisme à la violence, et le deuxième concerne le problème que représente le Dalaï Lama pour la crédibilité du message pacifiste revendiqué par le gouvernement de Xi. Pour commencer, il faut signaler que, dans les faits, violence et bouddhisme ne sont pas mutuellement exclusifs. Bien que la doctrine bouddhiste soit effectivement centrée sur des principes qui mettent en avant le respect de la vie dans toutes ses formes et la tolérance pour la différence, l'histoire montre bien qu'elle peut aussi

être instrumentalisée pour défendre des actes de violence et d'intolérance. Malheureusement, l'imaginaire collectif entourant le bouddhisme repose en partie sur des récits simplifiés de sa diffusion historique, mettant de côté les épisodes de violence qui semblent, au premier abord, ne pas concorder avec la doctrine. Même dans l'histoire plus récente et dans l'actualité, on trouve des exemples de violence commise au nom du bouddhisme qui provoquent la stupéfaction tant ils seraient inconciliables avec ce que prêche cette religion (encore plus quand le bouddhisme est vu comme une « spiritualité ») ou qui sont simplement ignorés par manque de considération pour les pays où la violence se déroule. La Thaïlande et la Malaisie connaissent toutes deux des tensions opposant la communauté bouddhiste à la communauté musulmane, qui ne sont ni nouvelles ni dénuées de violence. En ce qui concerne la Thaïlande et le Cambodge, le litige frontalier au sujet du temple Prasat Preah Vihear a mené à un renforcement de la présence militaire des deux côtés dans la zone et à des éclatements de violence en 2011. Dans ce cas-ci, le conflit oppose deux nations bouddhistes et bien qu'on puisse argumenter que l'enjeu est bien plus territorial que religieux, les deux États justifient leurs actions en employant un discours de défense du patrimoine bouddhiste. Plus récemment, les violences commises à l'encontre des minorités musulmanes au Myanmar ont suscité une profonde indignation de la communauté internationale, accentuée par une incapacité à comprendre comment une population bouddhiste pouvait se prêter à de telles violences, d'autant plus qu'elles avaient été (et continuent d'être) ordonnées et commises par des moines et des renonçantes¹⁶⁸ bouddhistes. Cette réaction est liée à une lecture essentialiste du bouddhisme, particulièrement prévalente en Occident (Lawrence, 2022, p. 268). D'ailleurs, pour Vickery :

Il y a probablement plus d'absurdités qui ont été écrites en Occident sur le bouddhisme que sur tout autre aspect de la vie en Asie du Sud-Est... Que les bouddhistes puissent torturer et massacrer n'est pas plus étonnant que l'Inquisition ait brûlé des gens ou que des catholiques et des protestants pratiquants aient rejoint les SS nazis. (1984, p. 9, cité par McCargo, 2004, p. 167)

Pour les communautés bouddhistes, il y a un intérêt évident à défendre le caractère pacifique du bouddhisme, tant il lui octroie une image positive. En revanche, par la force de l'expérience, ces communautés peuvent aussi savoir qu'il est possible d'instrumentaliser le bouddhisme à des fins néfastes, ce qui peut les amener à avoir un regard plus critique que ne le pense le régime chinois à l'égard de ses dispositifs de diplomatie bouddhiste. La capacité de ce dernier à se faire accepter

¹⁶⁸ J'emploie ici un néologisme pour faire référence aux femmes bouddhistes ayant fait des vœux de renonciation, qui suivent un nombre de préceptes plus élevés que les laïcs/ques (bien que plus restreint que les moines pleinement ordonnés) mais qui n'ont pas accès à la pleine ordination dans la tradition Theravāda. Ces femmes portent le nom de *thilasin* au Myanmar, *mae chi* (*mae chee*) en Thaïlande, *dongchee* ou *yaychee* au Cambodge, et *mae khao* au Laos.

comme porteur d'un message pacifique insufflé par le bouddhisme est aussi entravée par la popularité internationale du 14^e Dalaï Lama, Tenzin Gyatso.

En effet, l'ancien chef du gouvernement tibétain est une figure emblématique du bouddhisme dans le monde, et est particulièrement connu pour sa philosophie pacifiste. Pour son combat en faveur des droits du Tibet et ses enseignements du Dharma, il a d'ailleurs reçu le Prix Nobel de la Paix en 1989. Comme l'explique Laliberté (2022), « *[n]ombreux/ses de ceux en Occident qui associent déjà la tradition bouddhiste à un message de paix et de non-violence, attribuent ces qualités au Dalaï Lama, et n'ont pas manqué de remarquer que le PCC le cible depuis des décennies* » (p. 297). En effet, en tant que représentant de la cause tibétaine¹⁶⁹, le Dalaï Lama est un des principaux/ales adversaires du PCC. La menace qu'il représente pour le régime chinois est double puisqu'il nuit non seulement à la politique du Parti à l'égard du Tibet, mais aussi à ses efforts d'embellissement de l'image de la Chine à l'étranger. Malheureusement pour le Parti, la diabolisation acharnée qu'il mène contre le Dalaï Lama n'a pas porté ses fruits, et celui-ci continue de jouir d'une aura très positive. Pire encore, la politique répressive de l'État central dans la région soi-disant autonome du Tibet et la campagne de diffamation visant le Dalaï Lama auraient plutôt un effet inverse, tant elles suscitent des réactions négatives à l'étranger, ce qui ternit l'image de la Chine. En effet, il n'a pas échappé aux observateur.es étranger.ères que les actions du régime chinois détonnent avec son discours présentant la Chine comme une puissance responsable et avec son dévouement à la paix. En résumé, le Dalaï Lama représente un problème majeur pour la crédibilité du PCC et son gouvernement, surtout quand celui-ci tente de profiter de la bonne réputation du bouddhisme. Presque paradoxalement, il faut aussi considérer, à l'instar de Shi, que « *la stratégie diplomatique bouddhiste de la Chine vise peut-être en partie à compenser l'image négative qu'elle a acquise à l'égard du bouddhisme tibétain* »¹⁷⁰. Autrement dit, c'est peut-être précisément pour rattraper les dommages causés par sa position sur la question tibétaine que le PCC doit dédier autant de moyens à convaincre les publics étrangers, et en priorité les communautés bouddhistes, qu'il n'est pas fondamentalement hostile au bouddhisme. Pour cette raison, il est important pour lui de montrer au monde que le bouddhisme connaît un essor en Chine et que son développement est même encouragé, soutenu par l'État. L'objectif est de convaincre

¹⁶⁹ Dans les dernières années, le Dalaï Lama s'est graduellement retiré de ses fonctions officielles au sein du gouvernement-en-exil tibétain et il a déclaré que la position du Dalaï Lama devait être dissociée de la position de chef d'État. De plus, son positionnement concernant le statut du Tibet par rapport à la RPC a beaucoup évolué au fil du temps, oscillant entre la revendication d'une indépendance complète et la revendication d'une autonomie effective. Bien qu'il mette aujourd'hui davantage l'accent sur le respect des droits humains des tibétain.es que sur la question de la souveraineté du Tibet, le Dalaï Lama est perçu comme défenseur de la cause tibétaine dans son ensemble. Bien que ce leadership soit essentiellement symbolique, cela suffit pour faire de lui un ennemi du régime chinois.

¹⁷⁰ Isabelle Shi, « A Buddhist Path: Cultural Diplomacy in China and India », *McGill Journal of Political Studies*, 29 avril 2019, <https://mjps.ssmu.ca/2019/04/29/buddhist-diplomacy/>

les publics étrangers du fait que la répression mise en œuvre au Tibet n'est pas une affaire de répression religieuse, mais plutôt une affaire de lutte contre des activités illégales, qui perturbent l'ordre public.

Il est vrai qu'en RPC, le renouvellement du bouddhisme dans la période post-réforme (qui commence à la fin des années 1970) a été en partie facilité par une relation privilégiée avec le régime. Aujourd'hui encore, la politique religieuse du gouvernement chinois semble largement plus favorable au bouddhisme qu'aux autres religions reconnues par l'État. Dans la section suivante, j'explique que ce traitement de faveur ne s'applique pas de façon homogène à l'ensemble de la communauté bouddhiste de Chine. Après avoir démontré la pertinence d'une diplomatie bouddhiste tournée vers l'Asie du Sud-Est, je propose donc de définir *quel* bouddhisme est instrumentalisé par le PCC, c'est-à-dire quels aspects du bouddhisme chinois, de ses communautés et de ses institutions représentent des potentiels outils d'influence pour le gouvernement de Xi.

4.2. La construction d'un outil diplomatique

4.2.1. Religion sinisée, alliée politique

4.2.1.1. Le bouddhisme comme religion domestique

Tout d'abord, le bouddhisme est largement considéré par la société chinoise et le régime actuel comme étant une des religions domestiques de la Chine. Cette conception est d'autant plus prévalente sous le gouvernement de Xi Jinping qu'elle sert au discours sur la réjuvenation de la culture traditionnelle chinoise. Pourtant, le bouddhisme est originaire dans le Nord de l'Inde et le long processus de sa diffusion en Chine n'a pas été linéaire. De ce point de vue, il est une religion importée, et non une religion indigène en Chine. Comment expliquer alors que le bouddhisme soit considéré, au même titre que le confucianisme et le taoïsme qui ont leurs racines dans le sol chinois, comme une religion pleinement chinoise, alors que l'islam et le christianisme continuent d'être perçus par l'État comme des religions étrangères ?

Premièrement, il y a le fait que, malgré des aléas, le bouddhisme se maintient en Chine depuis presque deux millénaires. Il est même raconté que le temple du Cheval Blanc, réputé pour être le premier temple bouddhiste en Chine, a été fondé autour de l'an 68 de notre ère. Les recherches historiographiques et archéologiques indiquent qu'il s'agit là d'un récit fictif, mais il reste assez largement accepté comme un des signes de l'ancienneté du bouddhisme en Chine. En outre, le bouddhisme a bénéficié du soutien officiel des élites gouvernantes à des moments-clé de l'histoire chinoise, comme c'est le cas en Chine sous l'Empire Sui (589-618 EC), l'Empire Tang (618-907 EC)

et l'Empire Yuan (1271-1368 EC), après son introduction sur le territoire chinois autour du 2^e siècle de notre ère (Zhang J., 2012). Pour cette même raison, il est dit que la philosophie bouddhiste a de longue date imprégné la pensée politique chinoise et qu'elle fait partie de la pensée classique ou traditionnelle chinoise. De surcroît, la capacité du bouddhisme à coexister et même à fusionner avec les croyances et les modes de vie natifs de la Chine expliquerait pourquoi son influence sur la culture locale s'est autant développée, au point d'être perçu comme l'un des trois piliers de la culture traditionnelle, aux côtés du taoïsme et du confucianisme.

Deuxièmement, les traditions bouddhistes proprement chinoises, distinctes des traditions importées d'Inde, se sont développées assez tôt dans l'histoire chinoise. Cela a d'ailleurs mené à l'émergence de centres d'apprentissage et d'échange qui se sont fait connaître par-delà les frontières de la Chine, connectant les communautés bouddhistes chinoises aux autres communautés bouddhistes du continent asiatique. Ces centres ont même été le point de départ de nouvelles voies de propagation des enseignements de Bouddha, notamment vers la péninsule coréenne et le Japon. Outre la force de ses traditions, le rayonnement du bouddhisme chinois a été facilité par le déclin du bouddhisme dans ses terres d'origine, ce qui a eu pour effet d'élever le statut des centres bouddhistes situés en dehors de sa zone d'origine. Aujourd'hui encore, la faible présence du bouddhisme en Inde autorise d'autres pays ou régions à se présenter légitimement comme les chefs-lieux du bouddhisme. Ensemble, ces dénouements historiques expliquent pourquoi le bouddhisme n'est pas perçu comme une religion étrangère en Chine, comme c'est le cas de l'Islam ou du christianisme. Quelque part, le bouddhisme est « devenu chinois », et c'est ce que le gouvernement de Xi Jinping cherche à approfondir par une politique délibérée de « sinisation » des religions mise en œuvre dans le cadre du Travail de Front Uni. C'est d'ailleurs ce que Xi Jinping décrit lors de sa visite à la Maison de l'UNESCO, le 27 mars 2014 :

Le bouddhisme est né dans l'Inde antique. Après avoir été introduite en Chine, la religion a connu une longue période de développement intégré avec le confucianisme et le taoïsme indigènes et est finalement devenue le bouddhisme aux caractéristiques chinoises, exerçant ainsi un profond impact sur la croyance religieuse, la philosophie, la littérature, l'art, l'étiquette et les coutumes du peuple chinois. Xuanzang (Hsuen Tsang), le moine Tang qui a enduré des souffrances indicibles alors qu'il partait en pèlerinage vers l'Ouest à la recherche d'écritures bouddhistes, a pleinement exprimé la détermination et la force morale du peuple chinois à apprendre des autres cultures. Je suis sûr que vous avez tous entendus parler du classique chinois La Pérégrination vers l'Ouest, écrit sur la base de ses histoires. Le peuple chinois a enrichi le bouddhisme à la lumière de la culture chinoise et

*a développé des pensées bouddhistes particulières. De plus, il a également contribué à la propagation du bouddhisme de la Chine au Japon, en Corée, en Asie du Sud-Est et au-delà.*¹⁷¹

Ce discours a grandement attiré l'attention des médias chinois, en particulier des médias bouddhistes qui y ont vu un signe de reconnaissance et d'appréciation de leur religion de la part du Président¹⁷². De son côté, l'Association Bouddhiste de Chine rappelle régulièrement que le bouddhisme est un des trois piliers de la culture traditionnelle chinoise, au même titre que le confucianisme et le taoïsme. En 2014, à l'occasion de la visite du nouvel ambassadeur d'Inde en RPC (Ashok Kantha) au quartier général de l'ABC, maître Chuanyin (président de l'association entre 2010-2015), déclare : « *Après son introduction en Chine, le bouddhisme a fusionné avec le confucianisme et le taoïsme, et est devenu un des piliers de la culture traditionnelle chinoise. L'influence de la pensée bouddhiste sur la culture chinoise est extrêmement profonde, ouvrant une nouvelle dimension à la vie spirituelle du peuple chinois* »¹⁷³. Son successeur, Maître Xuecheng (président de l'ABC entre 2015-2018), est allé même plus loin, en tirant du parcours historique du bouddhisme en Chine des conclusions sur son devoir face au « Rêve Chinois ». Interviewé lors des Deux Sessions Nationales¹⁷⁴ de 2016, il déclare :

[...] le bouddhisme chinois doit assumer la responsabilité historique de revitaliser la culture traditionnelle chinoise. Le bouddhisme a été transmis à la Chine il y a plus de deux

¹⁷¹ « Discours de Son Excellence Xi Jinping Président de la République Populaire de Chine au Quartier-général de l'UNESCO », Ministère des Affaires Étrangères de la République Populaire de Chine, 28 mars 2014, https://www.fmprc.gov.cn/eng/wjdt_665385/zyjh_665391/201403/t20140331_678150.html. Lors de cette visite officielle, la conjointe de Xi Jinping, Peng Liyuan, est nommée « envoyée spéciale de l'UNESCO pour la promotion de l'éducation des filles et des femmes » par la Directeure Générale de l'UNESCO, Irina Bokova.

¹⁷² Pour des exemples dans la presse mainstream, voir Wang, Kaihao. « President's speech boosts cultural heritage protection », *China Daily*, 22 août 2020, <https://www.chinadaily.com.cn/a/202008/22/WS5f404daea310834817261fdd.html>; Chen, Lijun. « Communist Party of China embraces virtues of religion in diplomacy », *Global Times*, 4 mai 2015, <https://www.globaltimes.cn/content/920035.shtml>. Pour des exemples venant de l'ABC, voir « Xi Jinping parle du bouddhisme comme d'un précédent pour les leaders chinois (习近平谈佛教 开中国领导人先河) », Association Bouddhiste de Chine, 19 juin 2015, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/19137.html>; « Les cercles bouddhistes des deux côtés du détroit de Taiwan, de Hong Kong et de Macao ont organisé conjointement une « Prière pour la paix mondiale commémorant le 70e anniversaire de la victoire de la guerre de résistance du peuple chinois contre l'agression japonaise et la guerre antifasciste mondiale (海峡两岸暨港澳佛教界共同举办「纪念中国人民抗日战争暨世界反法西斯战争胜利70周年祈祷世界和平法会」) », Association Bouddhiste de Chine, 4 septembre 2015, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/19173.html>; « L'Association Bouddhiste de Chine a organisé un symposium sur « L'apprentissage mutuel entre les civilisations – Promouvoir l'esprit de Xuanzang » (中国佛教协会举办「文明互鉴——弘扬玄奘精神」座谈会) », Association Bouddhiste de Chine, 13 mai 2015, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/19103.html>

¹⁷³ « M. Kantha, le nouvel ambassadeur indien en Chine et sa délégation ont visité notre association (印度新任驻华大使康特先生一行拜访我会) », Association Bouddhiste de Chine, 26 mai 2014, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/20133.html>

¹⁷⁴ Surnom donné aux rencontres annuelles de la Conférence Consultative Politique du Peuple Chinois et du Congrès National du Peuple.

*mille ans et il a profondément absorbé l'essence de la culture traditionnelle comme le confucianisme et le taoïsme. [...] Cela a permis au bouddhisme de conserver et d'hériter du système complet de la culture traditionnelle chinoise, et de devenir une force importante pour la réjuvenation de la culture traditionnelle aujourd'hui.*¹⁷⁵

Ce discours sur la dimension « domestique » du bouddhisme en Chine et son rôle dans le projet de réhabilitation de la culture traditionnelle orchestrée par le régime n'est pas rare et on le retrouve souvent dans le cadre d'échanges sino-taïwanais. En effet, il est très utile pour stimuler un sentiment d'appartenance à la nation chinoise chez les communautés bouddhistes de l'île, l'argument étant qu'une affinité au bouddhisme chinois équivaut à une affinité à la culture traditionnelle chinoise. Cette rhétorique est très présente dans un article de l'ABC dressant le bilan des échanges avec la communauté bouddhiste de Taïwan qui ont lieu entre 2015-2020. Tout d'abord, l'association écrit : « *En se basant sur les avantages des ressources bouddhistes continentales, nous promouvrons la culture traditionnelle chinoise et nous renforcerons l'identité culturelle et nationale des compatriotes de Taïwan, et nous continuerons de solidifier notre relation avec la communauté bouddhiste de Taïwan* »¹⁷⁶. Plus loin, dans son commentaire sur une tournée en Chine menée par l'organisation taïwanaise dite « Association Unie du Bouddhisme Humaniste Chinois » (en avril 2019), l'ABC ajoute : « *Cet événement d'échange était à grande échelle et riche en contenu, et a eu un effet positif dans la promotion des échanges bouddhistes à travers le détroit et dans l'amélioration de la reconnaissance de la culture traditionnelle chinoise par la communauté bouddhiste de Taïwan* »¹⁷⁷. Plus généralement, l'ABC traite la promotion de la culture traditionnelle chinoise comme l'une des causes communes des cercles bouddhistes venant « des deux côtés du détroit », en insistant sur l'idée d'une identité partagée.

C'est précisément au nom de cette cause qu'a été créée l'Association Unie du Bouddhisme Humaniste Chinois (AUBHC) en 2015 et que celle-ci travaille de si près avec l'ABC. Sur papier, l'AUBHC est une organisation pan-taïwanaise regroupant plusieurs organisations et ordres monastiques bouddhistes basés à Taïwan, qui ont pour mission commune de développer la tradition

¹⁷⁵ « Hériter du lignage bouddhiste des deux côtés du détroit de Taïwan et afficher l'élégance de la culture chinoise - une entrevue exclusive avec Maître Xuecheng, président de l'Association bouddhiste de Chine (传承两岸佛教法脉 展示中华文化风采——专访中国佛教协会会长学诚法师) », Association Bouddhiste de Chine, 18 avril 2016, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw/yw/2016-04-18/10472.html>

¹⁷⁶ « Utiliser le bouddhisme pour promouvoir les échanges, rapprocher des cercles concentriques, accroître la confiance mutuelle et renforcer la reconnaissance, et réaliser ensemble le rêve chinois - bilan des échanges de notre association avec la communauté bouddhiste de Taïwan de 2015 à 2020 (以佛法促交流, 共画同心圆 增互信强认同, 共圆中国梦——2015-2020年我会与台湾地区佛教界交往回顾) », Association Bouddhiste de Chine, 28 novembre 2020, <https://www.chinabuddhism.com.cn/e/action/ShowInfo.php?classid=506&id=42607>

¹⁷⁷ « Utiliser le bouddhisme pour promouvoir les échanges [...] bilan des échanges de notre association avec la communauté bouddhiste de Taïwan de 2015 à 2020 », 28 novembre 2020.

dite du « bouddhisme humaniste », dont se revendique aussi l'ABC. Officiellement, ni l'ABC ni aucun de ses membres ne fait pas partie de l'AUBHC, mais les deux organisations ont des contacts fréquents¹⁷⁸ et ont déjà collaboré pour organiser conjointement des échanges avec d'autres organisations bouddhistes¹⁷⁹. De plus, à plusieurs occasions, des membres de l'ABC ont fait partie de délégations représentant l'AUBHC à l'étranger, ce dont on verra un exemple dans le chapitre 11. La promotion de la culture bouddhiste chinoise est aussi un des facteurs de rapprochement entre l'ABC et certaines organisations bouddhistes de Singapour, dont l'identité religieuse est fortement liée aux questions d'identité ethnique, comme je le montrerai dans le chapitre 8.

4.2.1.2. *L'intérêt politique du bouddhisme pour le régime chinois*

Un autre facteur qui explique la pertinence du bouddhisme comme outil diplomatique, par rapport aux autres religions reconnues par l'État, concerne les relations qu'il entretient avec l'autorité politique. En effet, outre les communautés tibétaines, les communautés bouddhistes chinoises ne représentent pas une source de contestation majeure à l'égard de l'État, du gouvernement ou du Parti, ce qui s'observe à travers l'histoire de la Chine. Plus encore, les processus réussis de cooptation de certaines leaders bouddhistes ont abouti à un rapprochement avec le PCC, fondé sur l'existence d'intérêts communs et la promesse d'un traitement favorable en échange de loyauté politique. Combiné à l'histoire de la religion dans le pays, l'entente du bouddhisme (et surtout celui de la majorité ethnique Han) avec le régime contraste avec la situation des autres religions qui pourraient aussi, théoriquement, participer à la diplomatie chinoise.

Dans les cas du catholicisme, du protestantisme et de l'islam, l'histoire de leur développement sur le territoire chinois et leurs relations avec l'autorité politique ne font pas de bons candidats pour servir les intérêts du PCC à l'étranger. Dans la perspective du PCC, le catholicisme et le protestantisme sont associés à des formes d'influence occidentale, voire d'ingérence, hostiles à ses intérêts. Cela est notamment dû à leurs liens historiques aux projets européens coloniaux et à leur approche missionnaire. Aujourd'hui, les communautés chrétiennes de Chine se retrouvent régulièrement en conflit avec le gouvernement central et les gouvernements locaux, à cause de

¹⁷⁸ En mai 2015, par exemple, peu de temps après avoir été créée, l'AUBHC envoie une délégation, comprenant quatre des six présidents de l'association, rendre visite à l'Association Bouddhiste de Chine au temple Guangji (Pékin). Voir « Une délégation de l'Association Unie du Bouddhisme Humaniste Chinois de Taiwan a visité (台湾中华人间佛教联合总会一行来访) », Association Bouddhiste de Chine, 19 mai 2015, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/20178.html>

¹⁷⁹ En avril 2018, par exemple, l'ABC et l'AUBHC ont organisé une série de rencontres avec des leaders bouddhistes japonais, sous la forme d'une tournée à travers le Japon. Voir Raymond Lam, « Chinese Cross-Strait Buddhists Hold Landmark Meetings with Japanese Buddhist Leaders », *Buddhistdoor*, 16 mai 2018, <https://www.buddhistdoor.net/news/chinese-cross-strait-buddhists-hold-landmark-meetings-with-japanese-buddhist-leaders/>

l'incompatibilité entre leur pratique religieuse et la gestion politique des affaires religieuses. Dans le cas des communautés catholiques, la relation avec l'autorité étatique est aggravée par leur affiliation avec l'autorité papale, qui représente, pour le PCC, un déni de l'autorité souveraine de l'État central chinois sur la population du territoire qu'il administre. Un exemple des tensions à ce sujet concerne l'ingérence du politique dans la nomination des membres du clergé à des positions de pouvoir, les communautés de croyant.es ne reconnaissant pas systématiquement l'autorité de l'État chinois en la matière¹⁸⁰. Dans le cas des communautés protestantes, les tensions contemporaines avec l'autorité politique s'articulent souvent autour de la question du statut des lieux de culte et de pratique, qui font régulièrement l'objet de campagne de répression policière¹⁸¹ (Vala, 2018, 2012). À l'heure actuelle, le PCC se méfie également beaucoup de la capacité des États occidentaux à saper son autorité par le biais de l'influence qu'exercent les églises et les organisations chrétiennes occidentales sur les communautés de croyant.es en Chine. Comme ces dernières, les communautés musulmanes de la RPC sont considérées comme pratiquantes d'une religion étrangère qui, de surcroît, est arrivée en Chine par voie d'invasions de clans turco-mongols. L'islam étant un des piliers de l'identité ethnique sur laquelle sont fondées les revendications séparatistes des provinces de l'Ouest comme le Xinjiang, les communautés musulmanes font l'objet d'une dure répression de la part de l'État central, qui s'est accentuée sous le leadership de Xi Jinping.

À l'inverse, le taoïsme est une religion domestique de la Chine, il est considéré comme un pilier de la culture traditionnelle, et ses adhérent.es ne sont pas une source de tension majeure pour le régime. En ce sens, il constitue un bon allié pour le PCC et on observe effectivement une cooptation de certains leaders du taoïsme. En revanche, sur le plan diplomatique, les atouts du taoïsme sont moindres, surtout si on le compare au bouddhisme. Dans l'ensemble, le taoïsme ne représente pas une force sociale aussi importante que le bouddhisme. Cela est dû d'une part à la structure institutionnelle du taoïsme et d'autre part, aux enseignements taoïstes eux-mêmes. En effet, une

¹⁸⁰ En ce qui concerne le bouddhisme tibétain, le cas de la nomination du 11ème Panchen Lama et le sujet de la nomination du prochain Dalaï Lama sont des affaires très commentées (voir, par exemple, Sophie Richardson. « 25 Years After 'Disappearing' Tibetan Panchen Lama, China Is No Nearer to Its Goal », Human Rights Watch, 15 mai 2020, <https://www.hrw.org/news/2020/05/15/25-years-after-disappearing-tibetan-panchen-lama-china-no-nearer-its-goal>), mais le cas de la nomination des évêques de Chine est un exemple tout aussi parlant et a fait l'objet d'importantes négociations entre Pékin et le Vatican, voir Madsen, Richard. « Catholic revival during the reform era. » *The China Quarterly* 174 (2003): 468-487; Antonio Graceffo, « China's Recognition of Bishop Shi Hongzhen: A Diplomatic Shift with Broader Implications », *Providence Magazine*, 13 septembre 2024, <https://providencemag.com/2024/09/chinas-recognition-of-bishop-shi-hongzhen-a-diplomatic-shift-with-broader-implications/>

¹⁸¹ Ian Johnson, « China Is Reversing Its Crackdown on Some Religions, but Not All », Council of Foreign Relations, 14 mai 2024, <https://www.cfr.org/expert-brief/china-reversing-its-crackdown-some-religions-not-all>; Qiang Lang, « China cracking down on Protestant churches during annual congress », *Radio Free Asia*, 7 mars 2025, <https://www.rfa.org/english/china/2025/03/07/china-npc-christians-raid-protestant-church/>

grande partie des pratiques et des croyances considérées comme taoïstes existe en dehors du cadre structurel hautement institutionnalisé de l'Association Taoïste de Chine, et tend à se fondre dans ce qu'on appelle les « religions populaires » de Chine. Le bouddhisme connaît aussi une telle tendance, mais il dispose également d'importantes ressources institutionnelles, à commencer par des ordres monastiques anciens et fortement régulés, qui sont plus facilement identifiables et mobilisables pour l'autorité politique. La façon dont le taoïsme est pratiqué implique aussi une moindre dépendance des croyant.es envers les ordres monastiques, ce qui limite l'impact de la cooptation des leaders taoïstes de la part du PCC. Cela explique plus généralement pourquoi si peu de personnes revendiquent une appartenance au taoïsme en tant que religion. De plus, le taoïsme n'est pas le meilleur candidat pour une stratégie diplomatique pour la simple raison qu'il est pratiquement inexistant en dehors des communautés d'héritage et de culture chinoises. En effet, la diffusion du taoïsme à l'extérieur de la Chine n'a pas dépassé les lignes ethniques, ce qui restreint grandement le public qui peut être influencé par des initiatives diplomatiques à l'étranger. On retrouve ces mêmes obstacles du côté du confucianisme, lesquels expliquent d'ailleurs les retombées limitées de son instrumentalisation au travers des Instituts Confucius¹⁸².

En somme, comparé aux autres religions de la Chine, le bouddhisme combine plus d'avantages qui peuvent le rendre utile aux stratégies diplomatiques du régime. Or, en dépit de ce que laisse entendre le discours du gouvernement et de l'ABC, ces avantages ne concernent pas l'ensemble des communautés bouddhistes de Chine.

4.2.2. Diplomatie bouddhiste ou diplomatie bouddhiste Han ?

4.2.2.1. Trois grandes traditions : la question de la nomenclature

La pertinence du bouddhisme comme instrument politique est accentuée par le fait que les trois grandes traditions bouddhistes, à savoir Mahāyāna, Theravāda et Vajrayāna, sont présentes sur le territoire chinois, de façon plus significative que dans tout autre pays. Avant d'élaborer sur ce phénomène et ses implications en diplomatie, il est ici pertinent de s'arrêter un moment sur ces trois termes.

Tout d'abord, il faut noter que la distinction entre « Mahāyāna », « Theravāda » et « Vajrayāna » est bien plus un outil pour simplifier l'analyse qu'une réalité observable. Elle rend possible le regroupement d'écoles et de lignages ayant un certain nombre d'éléments en commun,

¹⁸² Il mérite d'être rappelé que c'est avant tout le nom de Confucius qui a été instrumentalisé aux travers des Instituts Confucius, plutôt que les enseignements du penseur.

mais elle ne repose pas sur des critères qui font consensus et s'avère souvent trop rigide pour représenter l'ensemble de ce qui constitue le bouddhisme. En outre, cette distinction n'est pas utilisée de façon systématique ou uniforme par les communautés bouddhistes elles-mêmes. Ce qu'elle reflète est bien plus une affaire de regroupement géographique et linguistique qu'une division sur la base de la doctrine et de la pratique. La tradition Mahāyāna, terme sanskrit signifiant « Grand Véhicule », est principalement pratiquée en Asie de l'Est et du Nord-Est, c'est-à-dire dans les régions côtières et les territoires des grandes plaines de la Chine, dans la région du détroit de Taïwan, au Vietnam, dans la péninsule coréenne et au Japon. À l'origine, elle est surtout associée à la langue sanskrite, mais la langue chinoise¹⁸³ est aujourd'hui une de ses principales langues de diffusion et d'enseignement. Conséquence de phénomènes migratoires, on la retrouve également parmi les communautés d'héritage et de culture chinoises en Malaisie et à Singapour. La tradition Theravāda, de son côté, est dominante en Asie du Sud-Est, et plus précisément dans la région dite « continentale », formée par le Myanmar, la Thaïlande, le Laos et le Cambodge, ainsi que dans la province chinoise du Yunnan et au Sri Lanka. En langue pāli, qui en est la langue d'enseignement classique, le terme « Theravāda » signifie « école des aînés ». La tradition Vajrayāna, qu'on peut traduire du sanskrit « Véhicule du Diamant » (ou « Véhicule de la Foudre »), rassemble essentiellement des écoles tantriques tibétaines. On la trouve aujourd'hui dans la région du Tibet, dans la région de la Mongolie et au Népal. Le sanskrit et le tibétain en sont les deux langues d'enseignement.

Cette représentation est utile pour avoir une idée globale des grandes dynamiques qui traversent le bouddhisme, mais elle peut aussi être remise en question aux vues des nombreux chevauchements qui existent entre les traditions et du nombre d'exceptions qu'elle invisibilise. Il faut aussi savoir que cette façon de voir les choses est fortement liée à la perspective colonialiste européenne. En effet, quand les puissances européennes ont tourné leurs ambitions de conquête vers l'Asie, elles ont développé des outils d'analyse dont la finalité était de servir la colonisation. La nomenclature « Mahāyāna », « Theravāda » et « Vajrayāna » est née dans ce contexte. Plus tard, elle a été instrumentalisée par les mouvements de lutte contre la colonisation et dans les projets de construction d'États-nations indépendants (Thompson, 2016) et de nos jours, elle fait partie du vocabulaire des communautés bouddhistes d'Asie. Mais elle n'est ni prévalente sur d'autres nomenclatures ni interprétée de la même façon par l'ensemble des bouddhistes. De par le rôle qu'a joué le bouddhisme dans la (re)construction nationale après la période de colonisation, il est plus fréquent de faire la distinction entre les traditions en fonction des pays ou des ethnies majoritaires.

¹⁸³ J'entends ici par « langue chinoise » le vaste ensemble linguistique qui rassemble le mandarin standard et ses dialectes ainsi que d'autres dialectes locaux, comme le cantonais, qui sont pratiqués par la majorité ethnique Han.

Par exemple, les traditions dominantes en Thaïlande et dans une partie du Laos peuvent être rassemblées sous le nom de « bouddhisme thaï », alors qu’au Myanmar, on parlera plutôt de « bouddhisme birman ». À l’intérieur des pays, l’accent peut aussi être mis sur les écoles dominantes, comme c’est le cas au Tibet où quatre écoles prédominent (les Nyingma, les Kagyu, les Sakya et les Gelug). Au Cambodge, en Thaïlande et au Laos, deux ordres monastiques bénéficient d’une reconnaissance particulière au niveau des institutions étatiques, l’ordre Thammayut (ou Dhammayut) et l’ordre Mahanikaya. De surcroît, à l’échelle des individus, c’est bien plus souvent le lignage d’un moine ou d’une moniale, et donc la relation maître-disciple(s), qui compte par rapport à des catégories plus englobantes, comme l’explique McDaniel (2010). À Taïwan, l’existence de grandes organisations globalisées fondées par une personne monastique particulière (et presque toutes fondées dans un temple) ajoute un degré de complexité à ce que signifie l’appartenance à un lignage ou à un temple spécifique.

Par ailleurs, même quand la catégorisation des trois grandes traditions est employée, les termes peuvent varier. La tradition Mahāyāna est parfois appelée plutôt « bouddhisme chinois » ou « bouddhisme du Nord », alors que la tradition Theravāda est aussi nommée « bouddhisme du Sud » et la tradition Vajrayāna dite « bouddhisme tibétain ». Le terme « bouddhisme du Nord » est parfois utilisé pour rassembler la tradition Mahāyāna de Chine et la tradition tibétaine, mais plus couramment, c’est à la première de ses deux traditions qu’il est fait référence. Les bouddhistes affiliés au Mahāyāna utilisent aussi le terme « Hīnayāna », signifiant « Petit Véhicule », pour se référer au bouddhisme Theravāda. Mais en Asie du Sud-Est, ce terme est considéré comme ayant une connotation péjorative et n’est donc pas bien reçu. L’Association Bouddhiste de Chine, quant à elle, parle le plus souvent de « langues du bouddhisme » ou de « familles linguistiques du bouddhisme » (*dayu xi fojiao* 大语系佛教), distinguant la famille sinophone (*han yuxi* 汉语系), la famille du pāli (*bali yuxi* 巴利语系) et la famille du tibétain (*zang yuxi* 藏语系).

En somme, la nomenclature concernant les grandes traditions ou famille du bouddhisme n’est donc pas consensuelle. Ceci considérant, dans cette thèse, j’ai choisi d’adopter les termes « Mahāyāna » / « bouddhisme chinois », « Theravāda » et « Vajrayāna » / « bouddhisme tibétain », d’une part pour faciliter la discussion (en privilégiant une lecture à tendance englobante, mais courante et cohérente), d’autre part pour mettre en lumière les stratégies discursives des acteurs chinois.

4.2.2.2. « La Chine est le seul pays où les trois grandes traditions du bouddhisme coexistent » : discours et implications pour la légitimité de la diplomatie bouddhiste chinoise

Dans les faits, ces « trois familles de langues » sont bel et bien présentes sur le territoire de la République Populaire de Chine. La famille sinophone rassemble diverses communautés bouddhistes issues des groupes ethniques de la majorité Han, qui représentent 91.11% de la population totale de la RPC selon les chiffres officiels¹⁸⁴. Ces communautés pratiquent des traditions variées, qui peuvent néanmoins être rassemblées sous la catégorie Mahāyāna et partagent certains points communs, dont l'usage de la langue chinoise. De son côté, la famille du pāli réunit les communautés du bouddhisme Theravāda, qui sont essentiellement localisées dans la province du Yunnan. La religion et l'ethnicité coïncident aussi dans ce cas, puisque ce sont presque exclusivement les minorités ethniques, c'est-à-dire la population non-Han, qui pratiquent la tradition Theravāda. Cela s'explique par la proximité géographique, historique et culturelle entre ces groupes ethniques et ceux qui sont situés de l'autre côté de la frontière, dans les pays d'Asie du Sud-Est où la tradition Theravāda est dominante. Enfin, la famille de langue tibétaine rassemble les traditions nées dans la région tibétaine, que l'on recoupe conventionnellement sous le nom Vajrayāna. Comme le sous-entendent la nomenclature et leur origine historique, ce sont les traditions dominantes dans la région « autonome » du Tibet et les provinces environnantes (Qinghai et Sichuan). Mais dans ce cas, ethnicité et religion ne coïncident pas complètement puisque la famille tibétaine comprend aussi les communautés mongoles qui, en RPC, sont concentrées dans la province de la Mongolie Intérieure.

Que représente ces traditions sur le plan démographique ? Pour répondre à cette question, il faut tout d'abord noter qu'il n'existe pas de statistiques officielles publiques sur la démographie religieuse en Chine. La seule information diffusée par le gouvernement, par exemple à travers des Livres Blancs sur la religion, concerne le nombre total de personnes qui peuvent être considérées comme appartenant à une des cinq religions reconnues par l'État. Le Livre Blanc de 2018 (le plus récent à date) indique qu'il y aurait autour de 200 millions de personnes religieuses en Chine¹⁸⁵. Cependant, ce document ne donne aucune information sur ce que représente chaque religion indépendamment. Citant « des statistiques incomplètes », l'Association Bouddhiste de Chine

¹⁸⁴ « Main Data of the Seventh National Population Census », Bureau National des Statistiques de Chine, 11 mai 2021, https://www.stats.gov.cn/english/PressRelease/202105/t20210510_1817185.html

¹⁸⁵ « Politiques et pratiques de la Chine pour la protection de la liberté de croyance religieuse (中国保障宗教信仰自由的政策和实践) », Gouvernement Central du Peuple de la République Populaire de Chine, 3 avril 2018, https://www.gov.cn/zhengce/2018-04/03/content_5279419.htm. Pour la version officielle en anglais, voir « Full text: China's Policies and Practices on Protecting Freedom of Religious Belief », Conseil des affaires de l'État, 4 avril 2018, https://english.www.gov.cn/archive/white_paper/2018/04/04/content_281476100999028.htm

considère pour sa part qu'il y aurait autour de 100 millions de bouddhistes en Chine, dont près de 230 000 personnes appartenant à des ordres monastiques¹⁸⁶. Selon ces chiffres, les bouddhistes représenteraient 50% de la population religieuse chinoise et près de 7% de la population chinoise totale.

Toujours d'après l'ABC, le bouddhisme Han compte autour de 28 000 temples et 100 000 personnes appartenant à la communauté monastique¹⁸⁷. Pour le bouddhisme tibétain, le nombre de temples est bien moins conséquent, s'élevant à environ 3 000, mais la population monastique est proportionnellement plus élevée, étant estimée à 120 000 individus. De son côté, le bouddhisme Theravāda compte seulement 1 700 temples. Pour ce qui est de la population monastique, les informations de l'ABC ne sont pas très claires puisqu'elles indiquent qu'il y aurait « 10 000 moines (dont 2 000 moines) »¹⁸⁸ dans le « bouddhisme du Sud ». Cela fait sûrement référence à une coutume de la tradition Theravāda qui encourage tous les hommes à être ordonnés de façon temporaire, c'est-à-dire à vivre selon les règles monastiques et à accomplir les rites de la pleine ordination pendant une période limitée. Ainsi, les « 10 000 moines » cités correspondent sûrement au nombre total de personnes qui vivent dans les temples (en moyenne par année), incluant les moines « temporaires », alors que les « 2 000 moines » sont sûrement les moines « permanents » (ceux qui ont dédié leur vie aux ordres). Les estimations de l'ABC correspondent plus ou moins aux chiffres diffusés par le gouvernement, notamment dans le Livre Blanc sur la politique religieuse de l'État de 2018¹⁸⁹. Mon interprétation des données de l'ABC est confirmée par une publication de l'Administration d'État pour les Affaires Religieuses (rediffusée sur le site web du gouvernement) dans laquelle il est précisé que les « 10 000 moines » comprennent les « bhikkhus » (*biqu* 比丘) et les « aînés » (*zhanglao* 長老). La première catégorie renvoie au terme pāli utilisé pour se référer à tous les moines qui ont été ordonnés, de façon temporaire ou non, alors que la deuxième catégorie se réfère uniquement aux moines qui resteront dans les ordres toute leur vie¹⁹⁰.

La présence des trois grandes traditions du bouddhisme sur le territoire de la RPC est importante, car elle est une source de légitimité pour la stratégie diplomatique de Pékin. Tout d'abord,

¹⁸⁶ « Introduction à l'Association Bouddhiste de Chine (中国佛教协会简介) », Association Bouddhiste de Chine, 24 juillet 2017, <https://www.chinabuddhism.com.cn/web/myjs.html>

¹⁸⁷ « Introduction à l'Association Bouddhiste de Chine », 24 juillet 2017.

¹⁸⁸ La phrase exacte est « 南传上座部佛教寺院1600余座, 僧人近万人 (其中比丘2千多人) ». On peut la traduire littéralement : « Il existe plus de 1 600 monastères bouddhistes Theravāda avec près de 10 000 moines (dont plus de 2 000 moines) ».

¹⁸⁹ « Politiques et pratiques de la Chine pour la protection de la liberté de croyance religieuse », 3 avril 2018.

¹⁹⁰ « Aperçu des religions en Chine (中国宗教概况) », Gouvernement Central du Peuple de la République Populaire de Chine, consulté dernièrement le 25 novembre 2023, https://www.gov.cn/test/2005-06/22/content_8406.htm.

elle est utilisée comme un indicateur de la liberté religieuse et de la bonne gestion des affaires religieuses venant de l'autorité publique. Elle est censée prouver que l'État chinois ne s'oppose à aucune tradition et qu'il soutient le développement du bouddhisme comme aucun autre État. En termes d'image, la diversité du bouddhisme en RPC est aussi un facteur de légitimité en ce qu'elle renforce l'impression selon laquelle la Chine est *vraiment* un pays bouddhiste, ou du moins un pays où le bouddhisme rayonne. Le fait de réunir les « trois familles du bouddhisme » peut même lui octroyer une certaine légitimité à jouer le rôle de représentante du bouddhisme à l'échelle globale. C'est d'ailleurs un des principaux arguments qui sont avancés pour affirmer que les plateformes internationales d'échanges bouddhistes créées par la Chine sont les plus représentatives de la communauté bouddhiste mondiale. Comme je l'expliquerai dans le chapitre suivant, c'est le cas pour le Forum Mondial Bouddhiste, qui concurrence avec des plateformes semblables créées ailleurs en Asie (Ashiwa et Wank, 2020; Laliberté, 2018). En outre, la coexistence des trois grandes traditions en RPC profite directement à l'ABC en ce qu'elle légitime sa participation à des échanges bouddhistes internationaux. D'une part, l'association ne représentant pas une seule tradition bouddhiste, mais trois traditions, elle est particulièrement bien placée pour représenter la communauté bouddhiste de Chine auprès de publics étrangers. D'autre part, l'ABC ayant une affinité avec une grande diversité d'écoles et de lignages, elle serait apte à développer des relations avec n'importe quelle communauté bouddhiste en dehors de la Chine, quelle que soit son affiliation. Plus encore, les publications de l'ABC indiquent que la coexistence du Mahāyāna, Theravāda et Vajrayāna en Chine est une source de fierté¹⁹¹. C'est ce que remarque Borchert à l'issue d'une conversation avec une moniale membre d'une branche provinciale de l'ABC, dans le cadre de son enquête de terrain auprès des institutions monastiques de Xishuangbanna (aussi dit Sipsongpannā, province du Yunnan) :

Au petit-déjeuner, le 18 février, le jour des lanternes volantes, j'ai rencontré une moniale qui travaille à l'Association Bouddhiste (fojiao hui 佛教会) du Yunnan à Kunming. Nous avons parlé des événements de la journée précédente et du jour à venir, et de la quantité de travail impliquée. Nous avons aussi parlé de son travail à l'association, et une des choses-clé qu'elle voulait que je sache était que le Yunnan est l'endroit, et peut-être le seul endroit, où les trois types de bouddhisme, Mahāyāna, Theravāda et tibétain, se produisent

¹⁹¹ Voir par exemple le discours du vice-président de l'ABC, maître Zongxing, lors de la visite d'une délégation myanmaraise : « Le vice-président Zongxing rencontre le maître Zen du Myanmar Aung San et sa délégation (宗性副会长会见缅甸昂山禅师一行) », Association Bouddhiste de Chine, 4 septembre 2016, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw/jliu/2016-09-04/11384.html>; le discours du président de l'ABC, maître Yanjue, à l'occasion des célébrations de l'anniversaire du Bouddha, en présence d'invités internationaux/ales, « L'Association bouddhiste de Chine organise la célébration de l'anniversaire du Bouddha 2021 (中国佛教协会举办2021年佛诞节庆祝活动) », Association Bouddhiste de Chine, 19 mai 2021, <https://www.chinabuddhism.com.cn/e/action/ShowInfo.php?classid=506&id=43150>

« naturellement ». Cela rend le bouddhisme de la province unique et spécial. De plus, il était clair que même si le bouddhisme de la région était et est étroitement associé à l'Asie du Sud-Est, elle le considérait comme faisant partie intégrante de l'État-nation chinois.
(2022, p. 99)

Or, à nouveau, l'écart significatif entre les faits et le discours pose un problème de crédibilité pour le PCC et ses alliés. En effet, bien qu'il soit incontestable que les trois grandes traditions du bouddhisme sont présentes sur le territoire de la RPC, elles ne sont pas représentées de façon égale à travers la population, ni ne sont-elles traitées de façon égale par l'autorité politique.

4.2.2.3. *Le bouddhisme Han : un allié politique dominant*

Étant minoritaire sur le plan démographique et pratiquée par des minorités ethniques, le bouddhisme Theravāda souffre d'un manque de soutien de la part des pouvoirs publics (Borchert, 2022). Depuis les réformes de la fin des années 1970, le bouddhisme Theravāda a connu une renaissance plus lente et limitée que le bouddhisme Mahāyāna/chinois et le bouddhisme Vajrayāna/tibétain. En atteste la faible part des sites reconstruits dans les dernières décennies parmi ceux qui ont été détruits à l'époque de la chute du régime impérial et surtout lors de la Révolution Culturelle. Aujourd'hui encore, les institutions monastiques Theravāda demeurent sous-développées par rapport à la demande, que ce soit au niveau du nombre de moines pouvant officier auprès du public ou au niveau de la formation de ces moines¹⁹². Dans l'ensemble, les risques politiques associés à la communauté Theravāda sont bien moindres que ceux que le gouvernement craint de la communauté tibétaine. La tradition Theravāda n'a jusque-là pas été au cœur des mouvements contestataires conséquents, et les accrochages avec les gouvernements locaux (qui ne sont pas pour autant rares) donnent l'impression d'être plutôt cantonnés à des problèmes ponctuels, concernant un groupe, un temple ou une organisation particulière. Néanmoins, puisqu'elle est pratiquée par des minorités ethniques, le PCC se montre vigilant et surveille toute forme d'atteinte à la souveraineté de l'État central sur le territoire de la RPC. De plus, en raison de sa composition ethnique, la communauté bouddhiste Theravāda est moins utile au projet nationaliste de Xi Jinping, ce qui fait que sa cooptation dans le Front Uni est un objectif moins pressant.

Pour ce qui est du bouddhisme Vajrayāna/tibétain, le problème est essentiellement d'ordre politique. La communauté monastique et laïque de cette tradition représente une population bien plus conséquente que celle du Theravāda. De plus, elle est répartie sur des territoires où la souveraineté

¹⁹² Yang Zi, « The Soft Power Limits of Chinese Theravada Buddhism », *The Diplomat*, 15 août 2017, <https://thediplomat.com/2017/08/the-soft-power-limits-of-chinese-theravada-buddhism/>

de l'État central chinois est la plus contestée, à savoir le Tibet, le Qinghai, la Mongolie Intérieure et, dans une moindre mesure, le Sichuan. Comme on l'a vu, le bouddhisme tibétain est étroitement lié à la cause indépendantiste, d'où les politiques religieuses répressives adoptées par l'État central. La croissance que cette tradition a connu depuis les années 1980 est fortement conditionnée par ces tensions. Plus précisément, les projets de reconstruction et de développement de certains sites et de certaines institutions du bouddhisme tibétain sont directement corrélés à la cooptation de certain.es leaders bouddhistes dans le Front Uni et à la politique d'investissement (surtout dans le domaine de tourisme) que le PCC a mis en place pour sceller l'interdépendance économique des territoires de l'Ouest au reste de la Chine.

En ce qui concerne l'ABC, certes les trois traditions y sont représentées au travers de ses branches locales et au travers des membres de l'administration centrale. En revanche, la distribution des pouvoirs n'est ni égalitaire ni tout à fait proportionnée au poids démographique de chaque tradition, comme l'indique la répartition des sièges au sein du 10^e Conseil des Directeur.es¹⁹³, surtout concernant les sièges permanents¹⁹⁴. Il n'est pas anodin que le poste de président de l'association n'ait été occupé qu'une seule fois par un moine de la tradition tibétaine depuis sa création. Il s'agissait du moine Geshe Sherab Gyatso, qui est entré en fonction en 1953 et a continué d'occuper le poste plus ou moins formellement pendant la Révolution Culturelle. La tradition Theravāda, elle aussi, n'a été représentée à la présidence de l'ABC qu'une seule fois. Il s'agissait de Dao Shuren (2000-2002), un bouddhiste laïc issu du milieu politique.

Ainsi, bien que le gouvernement et l'ABC insistent sur la coexistence des trois grandes traditions bouddhistes en Chine, celles-ci n'ont pas accès aux mêmes ressources, à la même reconnaissance institutionnelle ou au même traitement politique, et ce, pour des raisons qui ne sont pas seulement d'ordre démographique. En effet, quand le régime vante l'importance du bouddhisme comme pilier de la culture traditionnelle chinoise, c'est presque exclusivement au bouddhisme Mahāyāna pratiqué par la population Han qu'il fait référence. Celui-ci sert en fait de modèle à suivre pour le processus de sinisation imposé par Xi Jinping. Sur le plan diplomatique, ce sont aussi principalement les ressources du bouddhisme Han qui sont sollicitées. Même quand la diplomatie bouddhiste s'adresse aux publics d'Asie du Sud-Est où la tradition Theravāda est majoritaire, la

¹⁹³ « Liste des directeurs du 10^e Conseil de l'Association Bouddhiste de Chine (中国佛教协会第十届理事会理事名单) », Association Bouddhiste de Chine, 9 février 2021, <https://www.chinabuddhism.com.cn/web/details/42826>

¹⁹⁴ « Liste des directeurs permanents du 10^e Conseil de l'Association Bouddhiste de Chine (中国佛教协会第十届理事会常务理事名单) », Association Bouddhiste de Chine, 9 février 2021, <https://www.chinabuddhism.com.cn/web/details/42827>

répartition des pouvoirs au sein de l'ABC signifie que ce sont avant tout des moines du bouddhisme Mahāyāna/Han qui sont au-devant de la scène. Comment l'expliquer ?

Tout d'abord, comme on l'a vu, le bouddhisme Han est le résultat du processus de « sinisation » culturelle du bouddhisme, c'est-à-dire d'un processus d'adaptation au contexte chinois et d'intégration de nombreux éléments considérés comme constitutifs de la culture traditionnelle chinoise dans une religion d'origine étrangère. Grâce à cette transformation, le bouddhisme est devenu à son tour un pilier de la culture traditionnelle. Le bouddhisme Han est aussi le produit d'un processus de « sinisation » politique, facilité par la cooptation de leaders et des institutions bouddhistes Mahāyāna/Han dans le Front Uni. À l'échelle individuelle, l'obéissance et le soutien au PCC peut être récompensée par l'accès à des postes de pouvoir ou de prestige. À l'échelle institutionnelle, cela peut passer par le fait que le gouvernement central ou un gouvernement local facilite des procédures administratives ou contribue financièrement à la reconstruction d'un temple bouddhiste, à l'agrandissement d'un institut d'enseignement, etc. En contrepartie, les alliés bouddhistes du Parti doivent s'assurer que leur communauté ne participe pas à des activités attentatoires aux intérêts du régime et ne reproduise pas les erreurs de Falun Gong, par exemple. Ce groupe a été persécuté par le régime dans les années 1990-2000, après que ses membres aient organisé des manifestations pour dénoncer les restrictions dont leur pratique faisait l'objet. Depuis, Falun Gong a été formellement interdit en RPC et nombreux/ses membres ont été poussés à l'exil.

En l'état, l'entente entre le bouddhisme de la tradition chinoise/Mahāyāna/Han et le régime est mutuellement avantageuse, mais elle est aussi profondément déséquilibrée. En effet, le régime peut rompre l'entente à tout moment et piocher parmi pléthore de justifications, comme la lutte contre les superstitions ou le non-respect de procédures administratives, s'il considère ne plus avoir à y gagner ou s'il souhaite punir des comportements non désirés. En même temps, de nos jours, la politique religieuse du gouvernement chinois a mené à un phénomène de renforcement réciproque. Dans un premier temps, la prédominance des moines de la tradition Han dans le comité permanent du Conseil des Directeur.es de l'ABC (sans compter les membres laïc/ques)¹⁹⁵ a été le résultat du Travail de Front Uni. Aujourd'hui, elle agit en retour comme une cause du maintien et de l'approfondissement de l'entente entre les moines du bouddhisme Han et le Parti. Un autre exemple est le développement des instituts d'enseignement bouddhistes et des organisations de communauté

¹⁹⁵ Il est plus difficile de déterminer à quelle tradition appartiennent les responsables laïc/ques de l'association, puisque cette information n'est généralement pas diffusée et puisque ces personnes ne portent pas de signe distinctif de leur appartenance comme c'est le cas des moines et moniales que l'on peut facilement identifier par leurs habits monastiques. En revanche, il est possible de connaître leur ethnicité car l'ABC précise systématiquement quand un.e responsable appartient à un groupe ethnique minoritaire (par conséquent, ceux pour qui l'appartenance ethnique n'est pas indiqué peuvent être considérés comme appartenant au groupe Han).

appartenant à la tradition Han (notamment dans le domaine social-caritatif). L'attitude favorable des autorités politiques face à ce développement est née d'un calcul tenant compte du poids démographique des bouddhistes de la majorité Han et de leur capacité à en coopter les leaders. Or, maintenant que ces instituts et ces organisations se sont développées et disposent d'importantes ressources, il est indispensable pour le gouvernement et le PCC de maintenir de bons rapports avec ceux qui en sont à la tête et de s'assurer de leur loyauté.

Le même principe vaut pour le patrimoine physique du bouddhisme Han. Aux 28 000 temples recensés dans le Livre Blanc de 2018 s'ajoute un nombre remarquable de sites à caractère religieux, comme des autels, mausolées, pagodes et reliquaires, qui n'apparaissent pas dans les données officielles (parce qu'ils sont si nombreux et parce qu'il est difficile de classer les sites qui sont à cheval entre plusieurs croyances et traditions). Le patrimoine religieux comprend aussi les espaces naturels que les communautés bouddhistes considèrent comme sacrés. C'est le cas de certaines montagnes ou de points d'eau liés à une divinité ou un récit de la tradition chinoise, qui ne sont pas nécessairement démarqués ou délimités par un construit humain. Enfin, les ressources du bouddhisme Han s'étendent aussi à des objets, ce qui inclut avant tout les reliques du Bouddha, des Bodhisattvas et des grands maîtres, ainsi que les textes qui ont été préservés. Ces sites et objets représentent non seulement un capital matériel autour duquel les communautés bouddhistes se retrouvent physiquement, mais aussi un capital symbolique qui renforce le prestige de la tradition Han. À nouveau, l'existence de ces ressources est à la fois une conséquence du poids démographique du bouddhisme Han et d'une entente avec le régime en place (qui a permis de reconstruire, rénover et développer des sites qui avaient été détruits ou abandonnés à l'époque maoïste), et la raison pour laquelle les autorités politiques doivent veiller à ce que les figures et les institutions influentes de cette tradition soit bien ancrées dans le Front Uni.

4.2.3. La construction d'un bouddhisme *culturel*

En politique interne comme dans le cadre de la diplomatie, le Parti et ses alliés ont tendance à valoriser le bouddhisme en tant que culture, plaçant alors la dimension religieuse en arrière-plan. Cela comprend notamment le fait d'accorder plus de place dans le discours aux éléments culturels du bouddhisme, le fait de se référer plutôt à la « culture bouddhiste » qu'à la « religion bouddhiste » et le fait de placer les échanges entre les communautés bouddhistes dans la catégorie des « échanges culturels ». Ces procédés jouent sur l'ambiguïté entre les termes et sur la difficulté à délimiter l'espace religieux de l'espace culturel. D'après le discours dominant, la dimension culturelle du bouddhisme englobe l'art (peinture, musique, sculpture) et l'architecture, la cuisine, la médecine, les pratiques

d'entraînement physique et le langage qui sont nés dans des communautés bouddhistes et de la pensée bouddhiste, mais qui peuvent être appréciés et pratiqués sans avoir une connaissance poussée des enseignements de Bouddha, une adhésion forte aux croyances bouddhistes ou une appartenance marquée à une communauté bouddhiste. La dimension religieuse comprend plutôt les éléments du bouddhisme qui nécessitent un certain degré de croyance et/ou d'affiliation à des institutions pour être compris, appréciés et pratiqués, comme c'est le cas des rituels, des célébrations dans le calendrier bouddhiste, des actes de dévotion et de vénération envers des divinités et autres figures honorées, de l'étude des textes sacrés, de rites initiatiques, etc. La culture bouddhiste peut être considérée comme la face émergente du bouddhisme qui est accessible à tous, alors que la religion bouddhiste constitue la face immergée auquel n'ont accès que ceux qui ont une affinité plus profonde avec les enseignements de Bouddha.

On trouve de nombreux exemples de la rhétorique valorisant un bouddhisme « culturel » dans les publications de l'ABC, qui se réfère plus souvent à la « culture bouddhiste » qu'à la « religion bouddhiste », lorsqu'elle ne parle pas de « bouddhisme » tout court. Plus généralement, le développement de la dimension culturelle semble être une mission prioritaire de l'association. Par exemple, dans une entrevue avec *China News Services*, le président Yanjue déclare que :

*[g]uidée par les valeurs fondamentales du socialisme, l'Association bouddhiste devrait renforcer la construction de la culture bouddhiste, préserver et développer une culture bouddhiste à caractéristiques chinoises et l'excellente culture traditionnelle chinoise, promouvoir la culture bouddhiste chinoise dans le monde, aider à construire un pays culturellement puissant, et renforcer l'influence de la culture chinoise.*¹⁹⁶

On en voit aussi un exemple dans la description que maître Juexing fait de la « diplomatie civile bouddhiste », citée dans l'introduction, et dans son appel à « créer une « marque » culturelle dotée de caractéristiques distinctives et facile à promouvoir » autour du bouddhisme chinois¹⁹⁷. Selon lui, la diplomatie bouddhiste de la Chine doit prendre exemple sur ce qui permet au bouddhisme tibétain et au bouddhisme Theravāda de se distinguer comme « marques », et sur la diplomatie

¹⁹⁶ « Président Yanjue : Des opportunités et des défis coexistent pour le développement du bouddhisme chinois dans la nouvelle ère (演觉会长：新时代中国佛教事业发展机遇和挑战并存) », compte WeChat officiel de l'Association Bouddhiste de Chine, 2 février 2021, <https://mp.weixin.qq.com/s?biz=MzI5MzA1MjI0Ng==&mid=2651586672&idx=1&sn=8d5b06004447adc8b3369a4c0c95e9c6&chksm=f780aa49c0f7235f575fc46f61934cc3f11fe6dd1f1e82bd8bb83e690af3cd25849c7f950df2c&token=1906>

¹⁹⁷ « Maître Juexing, membre du Comité national de la Conférence consultative politique du peuple chinois : le bouddhisme chinois devrait « aller à l'extérieur » », 5 mars 2014.

bouddhiste du Japon et celle de la Corée du Sud, qui seraient toutes deux basées sur une stratégie long-termiste et une planification élaborée.

Cette mise en valeur de la « culture bouddhiste » n'a rien de très étonnant si l'on considère qu'il existe effectivement une dimension culturelle au bouddhisme, qui touche un public plus vaste, et qu'elle n'exclut pas nécessairement une reconnaissance de sa dimension religieuse. Cependant, l'ABC emploie très peu fréquemment le terme « religion » en mandarin (*zongjiao* 宗教) pour se référer au bouddhisme. De plus, même si les échanges avec d'autres communautés bouddhistes sont souvent qualifiés d'échanges « religieux », il est tout aussi courant, voire plus courant, que l'Association les qualifie d'échanges « culturels ». Et quand il s'agit de caractériser le lien qui rassemble le peuple chinois et des peuples étrangers autour du bouddhisme, l'Association parle plus souvent d'un lien spirituel (*jingchen niudai* 精神纽带)¹⁹⁸, d'un lien de croyance (*xinyang de niudai* 信仰的纽带, qu'on peut aussi traduire « lien de foi ») ou d'un lien entre les âmes (*xinling de niu dai* 心灵的纽带)¹⁹⁹, que d'un lien « religieux ». En fait, ce n'est pas l'existence d'un cadre discursif centré sur la notion de culture qui mérite une attention particulière, mais plutôt son poids par rapport au cadre discursif centré sur la notion de religieux. Le cadre discursif culturel doit d'autant plus être questionné quand il est employé pour décrire une activité qui, *a priori*, a un fort caractère religieux, comme c'est le cas des célébrations de l'anniversaire du Bouddha, de la vénération des reliques du Bouddha ou d'un rituel d'ordination monastique. Aucun exemple n'est aussi parlant que celui de l'ordination temporaire d'un responsable politique thaïlandais²⁰⁰ au temple Hongfa. L'ordination est une pratique que l'on peut difficilement dissocier du rituel religieux. Pourtant, l'ABC a préféré l'insérer dans un récit de pratique culturelle. L'individu concerné a ainsi été décrit comme étant « *le premier responsable thaïlandais à être devenu moine dans un temple chinois, dans l'histoire des échanges culturels sino-thaïlandais* », et l'évènement comme « *une nouvelle page dans les échanges bouddhistes culturels sino-thaïlandais* »²⁰¹. On le voit aussi dans les politiques d'investissement économique du gouvernement qui ont contribué au développement des activités touristiques

¹⁹⁸ « Hériter du lignage bouddhiste des deux côtés du détroit de Taiwan et afficher l'élégance de la culture chinoise (...) », 18 avril 2016.

¹⁹⁹ « Une délégation de l'Association Bouddhiste de Chine s'est rendue au Myanmar pour rédiger conjointement un splendide chapitre des échanges culturels bouddhistes (中国佛教协会代表团出访缅甸 共谱佛教文化交流华彩乐章) », Association Bouddhiste de Chine, 10 avril 2017, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw/jliu/2017-04-10/12741.html>

²⁰⁰ Malgré de longues recherches, je ne suis pas parvenue à identifier cet individu en toute certitude. J'expliquerai plus en détails les obstacles que j'ai rencontrés sur ce point dans le chapitre 11. On notera aussi que l'ordination temporaire est traditionnelle dans la tradition Theravāda et presque obligatoire pour les hommes travaillant dans le domaine des affaires publiques en Thaïlande, mais qu'elle n'est pas pratiquée dans la tradition Mahāyāna/chinoise à laquelle appartient pourtant le temple Hongfa où l'ordination a eu lieu.

²⁰¹ « Un responsable religieux thaïlandais devient moine en Chine pour une courte période (泰国宗教官员在华短期出家) », Association Bouddhiste de Chine, 3 avril 2013, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/20065.html>

bouddhistes, en ciblant les ressources qui peuvent toucher le plus large public possible (et non seulement la communauté des croyant.es). Cela revient à investir davantage dans la « culture bouddhiste » que dans la « religion bouddhiste ».

Tant la dimension religieuse du bouddhisme semble délibérément mise de côté et vu les choix stratégiques qui sont opérés dans le discours, je suggère qu'il y a là un processus de construction d'un « bouddhisme culturel ». À nouveau, cela s'explique par un besoin de séparer l'espace politique de l'espace religieux. Pour les communautés bouddhistes, cette séparation est souhaitable pour éviter que l'État intervienne dans un domaine où il n'est pas censé être l'autorité dominante et pour éviter que la politique (une activité mondaine où la moralité n'est pas de rigueur) ne « souille » pas le monde de la religion, qui lui est guidé par une forte vocation morale et une aspiration à la pureté. En RPC, cette distance entre le politique et le religieux est motivée par deux facteurs supplémentaires. D'une part, il y a le fait que le PCC adhère à une idéologie athéiste annonçant la fin des religions avec le parachèvement de la révolution socialiste. Cette orientation politique l'empêche d'intervenir dans les affaires internes des religions pour un autre motif que le respect de la loi et le maintien de l'ordre public, et surtout de se montrer trop ouvertement favorable au développement d'une religion. D'autre part, il y a le fait que la liberté religieuse est souvent utilisée comme un indicateur de l'état des droits humains dans un État. Pour ces deux raisons, le PCC se voit dans l'obligation de conserver au moins un semblant de séparation entre sa sphère d'autorité et une sphère religieuse privée.

Or, dans les faits et paradoxalement, la construction d'un bouddhisme culturel lui permet en fait d'intervenir de façon légitime dans des affaires « culturelles » (qui sont en fait intimement liées aux affaires religieuses), tout en maintenant la façade d'une distance entre le religieux et le politique et d'un respect de la liberté religieuse. De cette façon, les actions du Parti peuvent échapper aux regards critiques à l'international, surtout quand ses agissements impliquent des publics étrangers. Dans le domaine de la diplomatie, cette stratégie a d'autant plus de chance de porter ses fruits si est qualifiée de « publique » ou « d'échanges entre les peuples », et dissimule l'ingérence du politique dans les affaires religieuses. À cause de son lien avec le projet de réjuvenation de la culture traditionnelle chinoise, le bouddhisme Han se trouve au centre de cette révision culturaliste, ce qui facilite une immixtion du politique dans ses affaires et son instrumentalisation diplomatique.

Habiller ses activités d'influence dans le domaine du bouddhisme d'une aura de diplomatie publique culturelle permet également au PCC d'affirmer qu'il ne fait que soutenir indirectement le développement de relations entre des groupes de la société civile, qui agiraient de façon autonome. Un autre intérêt que Xi et ses allié.es ont à placer la diplomatie bouddhiste sous le signe des

« échanges culturels entre les peuples » est de faciliter le rapprochement avec des groupes et des individus qui peuvent avoir une certaine méfiance à l'égard du politique. Là où règne un certain climat de scepticisme anti-politique, il peut être plus efficace pour le PCC de cultiver, indirectement, des liens avec les personnes d'influence qui n'appartiennent pas au milieu politique et ont une relation de confiance avec les communautés que le Parti cherche à influencer.

4.3. Éléments conclusifs : un outil diplomatique à façonner

Le bouddhisme, ou plutôt une certaine version de cette religion, dispose d'atouts qui en font un outil d'influence potentiellement puissant en ce qui concerne l'Asie du Sud-Est. État présent dans tous les pays de la région et représentant la religion la plus populaire au Myanmar, en Thaïlande, au Laos, au Vietnam, au Cambodge et à Taïwan, le bouddhisme est un élément important de l'identité culturelle pour de larges populations, et même de l'identité nationale contemporaine dans le cas du Myanmar, de la Thaïlande et du Cambodge. Le bouddhisme a aussi l'avantage d'être perçu comme une religion (voire une spiritualité) pacifiste, qui n'est pas « contaminée » par les tares du monde politique. Cela signifie que les échanges bouddhistes ne sont pas immédiatement associés aux jeux d'influence politique. En outre, il est important de considérer que le bouddhisme n'est pas un outil de diplomatie parce qu'il possède des capacités d'influence intrinsèques. Plutôt, il devient un outil de diplomatie lorsque, certaines de ces ressources font l'objet d'un processus de construction d'instruments diplomatiques, mené par des autorités politiques, ce qui a plus de chance de se produire dans le contexte particulier d'une reconfiguration de l'ordre régional et d'une appréciation renouvelée du pouvoir de la culture et de la religion sur les relations internationales.

PARTIE 3. La mise en pratique de la stratégie chinoise de diplomatie bouddhiste

Avant-propos

Dans la partie précédente, j'ai expliqué en quoi le Parti Communiste de Xi Jinping a modelé le bouddhisme pour en faire un outil d'influence internationale et en quoi il est pertinent pour lui d'y recourir pour influencer sur les relations entre la Chine et les pays d'Asie du Sud-Est. Après avoir analysé le cadre politique et conceptuel de cette stratégie, j'en explore les modes opératoires en analysant deux grandes catégories d'initiatives (les forums internationaux, la valorisation du patrimoine bouddhiste) et un type de récit stratégique (dans le cadre de la promotion de la *Belt and Road Initiative*). Ces modes d'action témoignent, de façon non-exhaustive, des efforts d'influence chinoise en Asie du Sud-Est qui se présentent sous la forme d'échanges bouddhistes. J'ai choisi de me concentrer sur ces deux grandes catégories d'initiative et sur un récit, car elles reflètent l'étendue et la continuité de la stratégie d'influence, et l'interconnexion de ses initiatives, ses discours et ses acteur.es.

La première catégorie d'initiatives concerne les forums, symposium, « tables rondes » et conférences organisées par des institutions chinoises pour servir de plateforme internationale aux échanges entre les communautés bouddhistes. La deuxième catégorie concerne la valorisation du patrimoine bouddhiste orchestrée par le gouvernement chinois pour cultiver des liens d'amitié avec des communautés étrangères. Elle consiste à organiser des événements pour visibiliser, exposer, faire connaître des éléments du patrimoine bouddhiste chinois aux publics étrangers, et à aider les communautés bouddhistes étrangères à protéger, restaurer et développer leur propre patrimoine. D'une part, il est question de montrer aux publics bouddhistes à l'étranger que la Chine est un pays riche en ressources bouddhistes et dotée d'importantes capacités de développement. Cela, dans l'optique de diffuser une bonne image de la vie religieuse en RPC et d'amener les publics étrangers à considérer l'ampleur des moyens dont ils pourraient bénéficier s'ils se rapprochaient des institutions chinoises. D'autre part, il s'agit d'utiliser ces capacités pour aider au développement du bouddhisme à l'étranger, en coopérant avec des acteur.es locaux/ales. De cette façon, les acteur.es chinois.es peuvent faire preuve d'un esprit de générosité et de solidarité, mais aussi créer des liens d'obligation, voire de dépendance chez des communautés bouddhistes étrangères envers la Chine. Ces initiatives se concentrent sur trois types de ressources : les reliques, le patrimoine tangible des sites religieux et le savoir bouddhiste. Pour faciliter la lecture, chacune de ces formes sera traitée dans un chapitre distinct. Enfin, le troisième objet est le récit stratégique des « Nouvelles Routes de la Soie », qui s'étend à des initiatives aux formes variables et qui sert à défendre la *Belt and Road Initiative*, un projet majeur du gouvernement de Xi Jinping.

5. Chapitre 5. Rivalités et infiltration dans la « géopolitique des forums bouddhistes »

Ce chapitre se concentre sur les initiatives conçues et organisées par des acteur.es chinois.es dans l'objectif de servir de plateforme d'échanges aux communautés bouddhistes du monde, et à l'insertion de l'ABC dans des plateformes similaires conçues par des acteur.es étrangers/ères. Ces initiatives se présentent sous différents noms (« forum », « symposium », « table ronde » ou « conférence »), mais elles partagent un format commun, qui est de rassembler un public bouddhiste international, sur quelques jours, pour discuter et échanger autour de sujets concernant le bouddhisme. Elles représentent la contribution chinoise à la « géopolitique des Forums bouddhistes », terme que j'utilise pour faire référence à la concurrence internationale qui oppose différentes communautés bouddhistes (principalement des communautés nationales), ayant toutes comme objectif d'instituer une plateforme dominante pour représenter l'ensemble des bouddhistes à l'échelle régionale et mondiale. J'emprunte cette terminologie à l'article de Laliberté (2018) sur la « Géopolitique du Bouddhisme », étudiant les tentatives de création d'organisations bouddhistes internationales et les tensions qui ont empêché l'émergence d'un consensus. La plus grande initiative chinoise portant le nom de « Forum Bouddhiste Mondial », j'opte pour le terme « forum » comme terme-parapluie pour réunir les initiatives du même acabit.

5.1. **Le Forum Bouddhiste Mondial : une ambitieuse initiative chinoise**

5.1.1. **Origine et développement**

Le « Forum Bouddhiste Mondial » (FBM) est la plus grande initiative chinoise dans le domaine des forums bouddhistes et l'une des manifestations les plus visibles et commentées de la diplomatie bouddhiste chinoise (Zhang J., 2012, 2013; Angelskär, 2013; Scott, 2016; Ponka, Dzhanava et Zhao, 2017; Ashiwa et Wank, 2020; Chung, 2022). L'ampleur de ce forum est caractérisée par la taille du public participant, ainsi que par les moyens humains, financiers et matériels mobilisés pour l'organiser. Il s'agit d'un événement organisé tous les trois ans, qui voit le jour en 2006, lorsqu'est organisée la première édition du forum, du 13 au 16 avril 2006, dans les municipalités de Hangzhou et Zhoushan (province du Zhejiang). Depuis, quatre autres Forums ont eu lieu. En 2009, l'événement se déroule à cheval sur la municipalité de Wuxi (province du Jiangsu) et l'île de Taïwan. En 2012, il se déplace à Hong Kong, puis il est à nouveau organisé à Wuxi, en 2015. Enfin, le dernier événement en date a eu lieu à Putian (province du Fujian), en 2018. À chaque édition, le FBM attire des milliers de participant.es, appartenant pour la plupart aux ordres monastiques. Le

premier Forum avait réuni « *plus de 1 000 moines et expert.es de 37 pays et régions* »²⁰². Douze ans plus tard, le cinquième Forum réunissait « *plus de 1 000 personnes, dont des bouddhistes, des expert.es et des représentant.es de 55 pays et régions* »²⁰³ et mobilisait « *2 180 bénévoles énergétiques, dont 1 000 étudiant.es universitaires bénévoles ayant de bonnes bases en langues étrangères* »²⁰⁴.

À l’instar de ce que sont le Conseil œcuménique des Églises pour la communauté catholique et l’Organisation de la coopération islamique pour la communauté musulmane, cet événement représente la proposition chinoise à la création d’une plateforme visant à rassembler et représenter l’ensemble de la communauté bouddhiste à l’échelle mondiale (Laliberté, 2018). Elle est en fait la réponse plutôt tardive de la Chine à des projets concurrents qui ont émergé dès les années 1950. Bien qu’aucun ne soit parvenu à générer un consensus global, ces projets ont contribué à la concentration d’activités bouddhistes à portée internationale en trois capitales asiatiques, soit Colombo, Bangkok et Taipei (Laliberté, 2018), et à la marginalisation de la communauté bouddhiste chinoise, à l’avantage de la communauté bouddhiste taïwanaise. Par ailleurs, même si elles représentent un groupe démographiquement faible, les initiatives de la communauté bouddhiste indienne dans ce domaine ont concouru à l’intensification de la rivalité entre les puissances émergentes que sont l’Inde et la Chine. Cela s’explique notamment par l’attitude plutôt conciliante du gouvernement indien envers le Dalai Lama, dont la popularité auprès des plus grandes plateformes bouddhistes internationales est une source d’exaspération pour le PCC. C’est d’ailleurs pour restreindre la tribune accordée au Dalai Lama et pour faire reconnaître le 11^e Panchen Lama, désigné par le gouvernement chinois, comme leader du bouddhisme tibétain que les institutions bouddhistes de Chine ont été encouragées à accroître leur influence au sein des plateformes existantes et à créer leur propre plateforme, dont le Forum Bouddhiste Mondial.

Le FBM est organisé par l’Association Bouddhiste de Chine et l’Association Chinoise d’Échanges pour la Culture Religieuse (ACECR, aussi appelée « *China Religious Culture Communication Association* » en anglais). Juridiquement, cette dernière est une organisation sociale nationale à but non-lucratif, établie en 2005 par l’Administration d’État pour les Affaires

²⁰² « World Buddhist Forum ends with declaration of peace », *People’s Daily*, 17 avril 2006, http://en.people.cn/200604/17/eng20060417_258846.html

²⁰³ « 5th World Buddhist Forum Held in Putian, East China’s Fujian », *China Daily*, 31 octobre 2018, http://www.chinadaily.com.cn/m/fujian/2018-10/31/content_37174456.htm

²⁰⁴ « Un événement bouddhiste mondial ! Le 5^e Forum Bouddhiste Mondial s’ouvre avec de nombreux moments forts et de belles images à regarder (全球佛教盛事！第五届世界佛教论坛开幕 超多亮点美图看现场) », *Chang Feng*, 29 octobre 2018, <https://www.ichanfeng.com/2018/10/29/6084.html>

Religieuses²⁰⁵. Tout comme l'ABC, il s'agit en fait d'une agence du Travail de Front Uni, dont la particularité est d'être entièrement dédiée aux relations avec les publics religieux étrangers. La présidence de cette agence a d'ailleurs toujours été assurée par le directeur de l'Administration d'État pour les Affaires Religieuses ou par l'un.e des directeur.es adjoint.es du Département du Travail de Front Uni depuis son absorption de l'AEAR en 2018. Le poste a été occupé par Ye Xiaowen (2005-2011), puis par Wang Zuo'An (2011-2022) et plus récemment, par Cui Maohu (2022-2023). Depuis 2023, c'est l'actuel directeur de l'Administration Nationale pour les Affaires Religieuses et directeur adjoint du DTFU, Chen Ruifeng, qui est à la tête de l'ACECR. Un autre responsable important est Jiang Jianyong, qui a servi en tant que vice-président et secrétaire de l'association entre 2011 et 2018, et en tant que vice-président de l'AEAR entre 2005 et 2017. Celui-ci a été très investi dans l'organisation du FBM, et il peut être considéré plus généralement comme l'un des principaux/ales acteur.es de la diplomatie bouddhiste chinoise, agissant tantôt comme le représentant d'une organisation « civile » de promotion des échanges religieux et tantôt comme le représentant de l'administration religieuse publique.

Le FBM bénéficie également du soutien d'une organisation bouddhiste internationale établie et basée à Taïwan, Fo Guang Shan. Le fondateur de Fo Guang Shan, maître Hsing Yun (décédé en février 2023), est même crédité comme l'un des huit architectes du premier Forum²⁰⁶, aux côtés de six moines de la RPC, qui sont maître Yicheng (ancien président de l'Association Bouddhiste de Chine, 2005-2010), maître Kok Kwong (président de l'Association Bouddhiste de Hong Kong), Huba Longzhuangmeng (vice-président de l'ABC et vice-président de l'Association Bouddhiste du Yunnan), maître Shenghui (vice-président de l'ABC et président de l'Association Bouddhiste du Hunan), maître Benhuan (ancien abbé du temple Hongfa et président honorifique de l'ABC, 2010-2012) et Lobsang Jigme Thubten Chökyi Nyima (6^e Jamyang Zhayp, leader de l'école tibétaine Gelug et vice-président de l'ABC), auxquels s'ajoute maître Wei Chueh, fondateur d'une autre organisation bouddhiste taïwanaise Chung Tai Chan²⁰⁷. Comme je l'expliquerai dans le point suivant, l'implication de deux moines taïwanais (Hsing Yun et Wei Chueh), qui sont tous deux à la tête de grandes

²⁰⁵ « La réunion du conseil d'administration de l'Association Chinoise d'Échanges pour la Culture Religieuse s'est tenue à Pékin (中华宗教文化交流协会理事会议在北京召开) », Temple Hongfa, 24 février 2014, <http://www.hongfasi.net/index.php?a=show&m=Article&id=729>

²⁰⁶ « World Buddhist Forum ends with declaration of peace », 17 avril 2006; « Le président Xuecheng dirige une délégation à Taiwan pour promouvoir des échanges approfondis entre les cercles bouddhistes des deux côtés du détroit », Association Bouddhiste de Chine, 13 septembre 2017, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-09-13/38603.html>

²⁰⁷ « Le premier « Forum bouddhiste mondial » initié par les Huit Aînés a été dévoilé (八大長老發起 首屆「世界佛教論壇」揭幕) », Life News Agency, 12 avril 2006, <https://www.merit-times.com/NewsPage.aspx?unid=13709>; « Maître Xuecheng : L'aîné Hsing Yun à mes yeux (学诚法师：我眼中的星云长老) », Phoenix Media, 21 mars 2018, <https://ifo.ifeng.com/44914237/news.shtml?srctag=pc2m&back>

organisations internationales, s'explique par le fait que, dès sa conception, le FBM a été mis au service de la politique de « réunification » poursuivie par le gouvernement chinois, visant à intégrer l'île de Taïwan dans le territoire national de la RPC.

Pour ce qui est de l'implication du gouvernement chinois, celle-ci pourrait être considérée comme indirecte dans la mesure où il ne compte pas comme l'un des organisateurs du Forum. Les médias et la littérature académique parlent le plus souvent d'un « soutien » ou d'un « parrainage » de la part du gouvernement, sans pour autant en préciser l'étendue ou les moyens (Ponka, Dzhanava et Zhao, 2017), notamment parce que l'information à ce sujet n'est pas diffusée librement par les acteur.es impliqué.es. En réalité, le gouvernement central et les gouvernements locaux sont systématiquement impliqués dans la préparation, la gestion du déroulement et la promotion de l'évènement. En effet, en plus des représentant.es de l'ABC et de l'ACECR, les « comités organisateurs » comprennent des responsables issu.es du gouvernement, de l'administration chargée des affaires religieuses et ethniques, ainsi que du Parti Communiste de Chine, au niveau municipal, provincial et national. Ces responsables ne sont pas seulement présent.es en coulisses, nombre d'entre eux sont présent.es lors du FBM. Plus encore, certain.es responsables ont adopté un rôle actif, par exemple en prononçant un discours lors des cérémonies d'ouverture et de clôture. Cela pourrait surprendre les observateur.es étrangers/ères selon lequel.les l'athéisme poursuivi par le PCC nuit à la crédibilité de la diplomatie bouddhiste chinoise, en empêchant ses membres de participer à des activités religieuses. En outre, Xi Jinping est lui-même considéré comme l'un des principaux/ales protagonistes derrière la création du Forum Bouddhiste Mondial. En effet, plusieurs chercheur.es et journalistes soutiennent que c'est grâce au soutien de Xi Jinping, en sa qualité de Secrétaire Général du Comité Provincial du Parti, que le premier évènement a vu le jour dans la province du Zhejiang (Ranade, 2011; Martin P., 2014; Singh et Wallis, 2016; Pallapothu, 2020; Chung, 2022). Bien que l'ABC et l'ACECR en soient les organisateurs officielles et que l'idée même du Forum ait été formulée par huit moines, le FBM est un outil du PCC.

5.1.2. Un outil de Front Uni : fonctions et objectifs

Plus exactement, le Forum Bouddhiste Mondial est un outil du Front Uni, qui sert plusieurs objectifs intermédiaires convergeant chacun vers l'objectif central de soutien au Parti Communiste de Chine. En premier lieu, il sert de plateforme aux agent.es du Parti pour entrer en contact avec des publics étrangers dans un cadre présumément apolitique, donc à l'abri de l'attention de ceux qui traquent les « opérations d'influence » du PCC (Joske, 2019; Yoshihara, 2020). En effet, le Forum est une occasion de faire venir des personnes étrangères sur le territoire chinois pour un motif légitime

et conforme à la pratique bouddhiste. Qui plus est, cette initiative a été pensée pour faciliter l'interaction des participant.es étrangers/ères avec le public bouddhiste de Chine, bien entendu, mais aussi avec des acteur.es politiques dont la présence à un évènement religieux organisé dans leur juridiction est bien plus attendue et acceptable que ne le serait leur présence à un évènement religieux organisé à l'étranger. Le FBM est également une opportunité pour les bouddhistes de Chine de « rendre la pareille » aux partenair.es étrangers/ères qui ont pu les inviter à se rendre dans leur pays respectif pour participer à des activités bouddhistes, instaurant ainsi un rapport de réciprocité dans les échanges entre communautés bouddhistes. Dans l'ensemble, le Forum Bouddhiste Mondial est un espace de cooptation des publics étrangers bouddhistes. Cet espace s'étend en fait au-delà de l'évènement lui-même, puisque les délégations étrangères peuvent profiter de leur déplacement en Chine pour visiter le pays et approfondir leurs relations avec des acteur.es bouddhistes locaux/ales. Leurs séjours en Chine peuvent ainsi être l'occasion d'inviter à leur tour des membres de la communauté chinoise à participer à des évènements bouddhistes à l'étranger, ou de travailler avec elleux sur des projets coopératifs, comme la signature d'un accord d'amitié entre deux temples ou l'organisation conjointe d'une activité.

En deuxième lieu, le FBM sert de canal pour la diffusion d'information dont l'objectif est de faire connaître le bouddhisme de Chine par-delà les frontières nationales. Plus exactement, il s'agit de diffuser une information qui génère une image positive du patrimoine bouddhiste chinois et de sa communauté. Le but est, d'une part, de faire savoir au monde que la Chine réunit une grande diversité de traditions, dont les « trois familles linguistiques »²⁰⁸, ce qui fait d'elle un cas unique parmi les pays où le bouddhisme est prédominant. La reconnaissance de cette situation exceptionnelle est importante dans la mesure où elle augmente le prestige religieux et culturel de la Chine. D'autre part, le Forum est l'occasion de faire connaître la richesse du patrimoine bouddhiste de Chine, tant sur le plan quantitatif que sur le plan qualitatif. C'est pourquoi l'évènement est organisé dans des lieux grandioses et que certaines activités mobilisent des ressources prestigieuses du bouddhisme chinois, comme des temples et des reliques qui jouissent déjà d'une aura internationale, et mettent en scène des performances artistiques impressionnantes. Cela revient à rappeler l'ancienneté du bouddhisme en Chine et à en démontrer la vitalité contemporaine, l'objectif final étant de prouver que la Chine mérite sa place parmi les « pays bouddhistes ». Enfin, le Forum est conçu pour témoigner de la capacité des institutions chinoises à organiser des évènements de grande envergure, ayant à leur

²⁰⁸ « Les dirigeant.es bouddhistes des trois principales familles linguistiques de Chine brûlent de l'encens et prient pour le 4e Forum bouddhiste mondial (中国三大语系佛教领袖共同为第四届世界佛教论坛拈香祈福) », Association Bouddhiste de Chine, consulté dernièrement le 21 février 2023, <https://www.chinabuddhism.com.cn/special/2015wbf4th/baodao/2015-10-24/9891.html>

disposition d'importants moyens financiers, humains et infrastructurels, et étant expérimentées en la matière. Dans l'ensemble, ces démonstrations doivent convaincre les publics étrangers que la Chine a toute la légitimité pour jouer le rôle de représentante du bouddhisme à l'échelle mondiale, ce qui devrait amener le FBM à devenir une plateforme incontournable pour les échanges entre communautés bouddhistes. En cela, il représente un outil de cooptation très puissant.

En troisième lieu, le Forum a pour fonction de promouvoir et de montrer les bienfaits des politiques du gouvernement chinois. Tout d'abord, l'organisation d'un événement bouddhiste de grande envergure, à portée internationale est censée être en elle-même une preuve de la liberté religieuse garantie par l'État. Elle est une réponse aux critiques externes qui décrivent le non-respect de cette liberté fondamentale en RPC. Le soutien visible des responsables issus du gouvernement et de l'administration publique à l'événement va même au-delà en montrant que les activités religieuses ne sont pas seulement autorisées par le régime, elles sont encouragées et facilitées par celui-ci. Autrement dit, le FBM est un signal au monde entier, et plus particulièrement aux communautés bouddhistes, qu'un renouveau du bouddhisme est en cours en Chine et que cela a lieu grâce à la politique adoptée par le PCC. Ce dernier peut également compter sur l'événement en question pour diffuser les slogans dans lesquelles sont incarnées ses grandes politiques du moment, ce qui se reflète clairement dans les thèmes de chacun des cinq Forums passés. Les trois premiers Forums ont ainsi fait référence au slogan de la « Société Harmonieuse » mis en avant par Hu Jintao, avec les thèmes « Un monde harmonieux commence dans l'esprit » (en 2006), « Un monde harmonieux, une synergie des conditions » (en 2009) et « Aspirations et actions communes vers un monde harmonieux » (en 2012). En effet, bien que nombreux/ses analystes aient conclu que le slogan de Hu Jintao était le résultat de l'influence de la pensée confucéenne dans la politique chinoise (Geis et Holt, 2009; Zhang J., 2013; Hagström et Nordin, 2020; Barr, 2023)²⁰⁹, il mérite d'être rappelé que le concept d'harmonie est également très présent dans la pensée bouddhiste.

Tout en se positionnant dans la continuité du thème précédent, le quatrième Forum avait plutôt fait référence à l'expression « échanges mutuellement avantageux », qui caractérise la nouvelle politique étrangère instituée par Xi Jinping. En 2015, le forum avait ainsi eu lieu au nom des « Aspirations et actions communes : embrasser les échanges et l'apprentissage mutuel ». Dans la même veine, le cinquième Forum rapprochait le discours de deux présidents, avec le thème « L'échange pour l'apprentissage mutuel : la voie du milieu pour une harmonie parfaite ». Mais la

²⁰⁹ Voir aussi John Delury, « "Harmonious" In China. The ancient sources of modern doctrine », Hoover Institution, 31 mars 2008, <https://www.hoover.org/research/harmonious-china>; Frank Ching, « Confucian concept of harmonious society », *The Korea Times*, 18 septembre 2011, https://www.koreatimes.co.kr/www/news/opinion/2014/11/171_94973.html

diffusion des slogans politiques ne s'arrête pas là, puisqu'ils figurent également dans les thèmes des différentes activités organisées tout au long du FBM, par exemple au travers des sujets explorés dans les « sous-Forums » (soit les conférences et les séances de discussion menées par un panel d'expert.es) ou dans les « forums médiatiques » (soit les séances de discussion entre des expert.es et des commentateur.es médiatiques, diffusées à la télévision ou sur les réseaux sociaux). Lors du premier forum, le thème de la « responsabilité sociale » du bouddhisme était très présent dans plusieurs sous-forums, faisant écho au tournant politique pris par le gouvernement de Jiang Zemin, lequel avait reconnu « l'utilité sociale » des religions. Le deuxième forum avait plutôt mis l'accent sur la modernisation des institutions bouddhistes, reflétant les inquiétudes du gouvernement de Hu Jintao face à l'émergence de « sectes » menaçant l'ordre public. En 2018, les sous-forums renvoient de même aux priorités du gouvernement, tant sur le plan de la politique domestique que sur le plan de la politique étrangère. On compte ainsi un sous-forum sur la protection environnementale, un sous-forum sur les relations bouddhistes « interrives » (en référence aux relations sino-taïwanaises) et un sous-forum sur la coopération dans la région Lancang-Mékong. Plus parlantes encore sont les nombreuses références au projet phare des « Nouvelles Routes de la Soie » (*Belt and Road Initiative*), au cours des deux derniers Forums. Le dernier FBM a ainsi compté un forum médiatique nommé « D'Est en Ouest : la civilisation bouddhiste le long de la Route de la Soie » en 2015, un « Sous-forum sur le Bouddhisme et la Route Maritime de la Soie : le Bouddhisme en relation à la construction de l'avenir de la civilisation asiatique », un « Forum des Nouveaux Médias : Bouddhisme et la *Belt and Road* » et une exposition sur le thème de « La culture bouddhiste le long de la *Belt and Road* ».

Mais le soutien du FBM aux politiques du gouvernement ne se limite pas à la diffusion explicite de slogans, il se fait également de façon plus indirecte et implicite, comme c'est le cas pour les objectifs de la « réunification » avec Taïwan et de la décrédibilisation du Dalaï Lama. Comme mentionné précédemment, le Forum a toujours été lié à la politique de la Chine Unique, visant surtout un rapprochement avec les communautés bouddhistes taïwanaises, ainsi que hongkongaises et macanéennes. Les médias chinois ne manquent pas de souligner qu'il s'agit d'un projet initié et parrainé par « *les cercles bouddhistes des deux côtés du détroit de Taïwan* »²¹⁰ ou par « *les communautés bouddhistes de la Chine continentale, de Taïwan, de Hong Kong et de Macao* »²¹¹. Le Forum est ainsi représenté par l'ABC comme une « scène » offrant « *une opportunité aux échanges*

²¹⁰ « La réunion de discussion du thème du cinquième Forum bouddhiste mondial s'est tenue à Putian, Fujian (第五届世界佛教论坛主题论证会在福建莆田举行) », Association Bouddhiste de Chine, 17 juillet 2017, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw/jliu/2017-07-17/13075.html>

²¹¹ « Fifth World Buddhist Forum to open in Fujian », *China Daily*, 9 avril 2018, http://www.chinadaily.com.cn/m/fujian/2018-04/09/content_35999334.htm

bouddhistes entre les deux côtés du détroit de Taïwan »²¹². Les médias chinois se montrent également très élogieux à l'égard de Hsing Yun, fondateur de Fo Guang Shan, qu'ils désignent comme « *l'un des moines les plus influents de Taïwan* »²¹³. Il est ainsi souvent acclamé par les médias chinois pour le rôle qu'il a joué dans la création du Forum et dans l'organisation d'activités sur le territoire taïwanais pour le deuxième évènement, en 2009. Il faut aussi mentionner que Hsing Yun a lui-même été présent aux quatre premières éditions, avant de limiter ses déplacements à l'étranger pour des raisons de santé (l'organisation Fo Guang Shan est représentée par maître Hsin Bao, abbé du temple-mère à Kaohsiung, lors du cinquième Forum). Dans un ouvrage autobiographique, Hsing Yun explique avoir rencontré Xi Jinping à l'occasion du premier Forum, laissant entendre que cette rencontre a été le point de départ d'une relation personnelle entre le moine et le leader politique (Hsing Yun, 2016)²¹⁴.

Plus généralement, le FBM est représenté dans les médias chinois comme une plateforme pour « *renforcer la compréhension à travers le détroit de Taïwan et promouvoir la réunification pacifique de la Chine* »²¹⁵. L'ancien directeur de l'ACECR, Ye Xiaowen, a même expliqué que « *[l]e bouddhisme aide les gens à surmonter la douleur. La plus grande douleur que le peuple chinois ressent maintenant est la douleur de la séparation avec les êtres aimés, une des huit grandes douleurs du bouddhisme* »²¹⁶, faisant ainsi des échanges bouddhistes la solution au problème de la « séparation » de la famille chinoise, entre le peuple de la Chine continentale et celui de l'île de Taïwan. Le FBM est censé panser la séparation et contribuer à la politique de « réunification » de deux façons. D'une part, il permet de mettre en avant les similitudes entre la tradition bouddhiste pratiquée en Chine et la tradition pratiquée à Taïwan, de sorte à prouver qu'il s'agit en fait d'une seule et même tradition. Autrement dit, il est censé rappeler que les bouddhistes « des deux côtés du détroit » appartiennent à la même famille religieuse, parce qu'ils appartiennent à la même famille culturelle, ethnique et donc nationale. D'autre part, le FBM est une démonstration performative qui met en scène les importantes ressources accumulées par la communauté bouddhiste chinoise. L'objectif est d'impressionner les publics bouddhistes taïwanais et de les amener à penser que le développement de leur tradition religieuse ne peut se faire sans l'aide du pays dont elle est originaire.

²¹² « Le 4^e Forum bouddhiste mondial a ouvert en grande pompe à Wuxi, province du Jiangsu. Yu Zhengsheng a envoyé une lettre de félicitations (第四届世界佛教论坛在江苏无锡隆重开幕 俞正声致信祝贺) », Association Bouddhiste de Chine, 24 octobre 2015, <https://www.chinabuddhism.com.cn/special/2015wbfd4th/baodao/2015-10-24/9889.html>

²¹³ Xu Wei, « Buddhists asked to develop ecological protection services », *China Daily: USA*, 26 octobre 2015, http://usa.chinadaily.com.cn/china/2015-10/26/content_22287887.htm

²¹⁴ Voir aussi « Le Rêve Chinois pour l'économie interrive de maître Hsing Yun (星雲大師的中國夢與兩岸經) », *Life News Agency*, 6 avril 2013, <https://www.lnanews.com/news/14743>

²¹⁵ « World Buddhist Forum ends with declaration of peace », 17 avril 2006.

²¹⁶ « World Buddhist Forum ends with declaration of peace », 17 avril 2006.

En effet, le FBM sert à rappeler que la tradition chinoise n'a pas été interrompue sur le continent et que le bouddhisme avec lequel les ordres monastiques de Taïwan partagent une parenté connaît un essor en Chine. De plus, il permet d'exhiber les ressources (que ce soit en termes de patrimoine bouddhiste ou de financement, de capacités logistiques et de soutien de l'État), dont les communautés bouddhistes de Taïwan pourraient bénéficier si elles étaient pleinement intégrées au système religieux de la RPC.

Le rôle « réunificateur » du Forum s'étend également à la question tibétaine. Dans ce cas-ci, il s'agit moins d'amener le peuple tibétain à soutenir le « retour » du Tibet à la Chine, puisque cette région fait déjà partie du territoire national administré par l'État de la RPC. Il est plutôt question de décrédibiliser le Dalaï Lama et de rallier la communauté bouddhiste tibétaine et les communautés bouddhistes étrangères au leader du bouddhisme tibétain que le régime chinois a désigné, le 11^e Panchen Lama, Gyaltzen Norbu (aussi appelé Bainqen Erdini Qoigyijabu). En effet, si le gouvernement chinois parvenait à faire reconnaître le FBM comme étant la plateforme la plus représentative de la population bouddhiste mondiale, il serait en bonne position pour dicter la perception et le traitement du 14^e Dalaï Lama, qui jusque-là demeure une des figures les plus respectées du bouddhisme et le principal symbole de la cause tibétaine. Le besoin de créer un Forum chinois est d'ailleurs en grande partie né du constat selon lequel le Dalaï Lama jouit d'une grande reconnaissance de la part des principales organisations et plateformes bouddhistes à portée internationale. Bien sûr, celui-ci est exclu du Forum Bouddhiste Mondial et seules les représentant.es du bouddhisme tibétain qui ont reçu l'approbation de l'autorité politique chinoise peuvent y participer. Parmi celles-là, le 11^e Panchen Lama occupe une place de premier rang. C'est d'ailleurs au travers du premier Forum que celui-ci a été introduit au monde entier pour la première fois, à l'âge de 16 ans, dans un cadre aussi international et médiatisé. Si à l'époque il n'avait pu s'exprimer qu'en langue tibétaine²¹⁷, trois ans plus tard, il s'adresse au public en anglais, à l'occasion du deuxième forum²¹⁸, ce qui montre une volonté de le rendre encore plus accessible à un public international. Lors de la cérémonie d'ouverture du troisième Forum, le Panchen Lama prend à nouveau la parole, mais il se plie alors à la politique de sinisation en s'exprimant cette fois-ci en mandarin²¹⁹. Curieusement, l'évènement ayant lieu à Hong Kong, les médias chinois ont indiqué qu'il s'agissait de son premier

²¹⁷ « Panchen Lama makes rare public appearance at Buddhist conference », *New York Times*, 13 avril 2006, <https://www.nytimes.com/2006/04/13/world/asia/panchen-lama-makes-rare-public-appearance-at-buddhist-conference.html>

²¹⁸ « Panchen Lama's English speech wins applause », *China Daily*, 28 mars 2009, https://global.chinadaily.com.cn/china/2009-03/28/content_7626532.htm

²¹⁹ Rachel Vandenbrink, « China's Lama Speaks in Hong Kong », *Radio Free Asia*, 26 avril 2012, <https://www.rfa.org/english/news/tibet/panchen-lama-04262012164635.html>

discours « à l'étranger »²²⁰. Le parcours du Panchen Lama montre en quoi le Forum Bouddhiste Mondial sert de terrain d'expérimentation pour tester la capacité du jeune moine à représenter le bouddhisme tibétain de la RPC auprès du public international, et à se faire accepter comme une alternative viable au Dalai Lama pour le leadership du bouddhisme tibétain à l'échelle mondiale. De façon plus générale, outre la marginalisation du Dalai Lama, le FBM soutient la politique centrale à l'égard du Tibet en offrant une vitrine minutieusement et stratégiquement façonnée, agencée et encadrée par le PCC et ses agent.es, sur le bouddhisme tibétain. Le message transmis est que cette tradition, et par extension le peuple tibétain, peut s'épanouir en RPC, et recevra même toute l'aide du gouvernement, tant qu'elle respecte l'ordre public et les règles de l'État. L'argumentaire à l'encontre du Dalai Lama est justement que celui-ci représente un danger pour l'ordre public et le développement de la région tibétaine.

5.1.3. Sous la focale : le cinquième Forum Bouddhiste Mondial

Pour avoir une idée plus précise du déroulement du FBM, de la façon dont il peut être utilisé comme outil d'influence et de sa portée, je porte mon attention sur la cinquième et dernière édition en date de l'évènement, qui a eu lieu du 28 au 30 octobre 2018, dans la ville de Putian (province du Fujian), sur le thème de « L'échange pour l'apprentissage mutuel : la voie du milieu pour une harmonie parfaite ».

5.1.3.1. Qui étaient les organisateur.es du cinquième Forum ?

Comme les années précédentes, l'Association Bouddhiste de Chine et l'Association Chinoise d'Échanges pour la Culture Religieuse sont les organisateurs officiels du cinquième Forum, mais les comités de préparation comprennent également des représentant.es de l'administration, du gouvernement et du Parti, à l'échelle centrale, provinciale et municipale. À titre d'exemple, la réunion prévue pour définir le thème de l'évènement (qui se déroule à Pékin du 12 au 14 juillet 2017) est organisée par le Département Provincial pour les Affaires Religieuses et Ethniques du Fujian, l'Association Bouddhiste du Fujian et le Gouvernement populaire de Putian. Outre des représentant.es de l'ABC et de l'ACECR et des académicien.nes, on compte parmi les participant.es plusieurs représentant.es de l'Administration d'État pour les Affaires Religieuses, le maire adjoint du gouvernement municipal de Putian, Hu Guofang et le secrétaire du Comité municipal du Parti, Lin

²²⁰ « Le 11e Panchen Lama a prononcé un discours au Troisième Forum bouddhiste mondial (第十一世班禅在第三届世界佛教论坛上发表主旨演讲) », Association Bouddhiste de Chine, 26 avril 2012, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/19592.html>

Baojin²²¹. En fait, les autorités politiques chinoises sont profondément impliquées dans tout le processus d'organisation du Forum Bouddhiste Mondial, et cette implication n'est pas dissimulée. Au contraire, elle est assumée publiquement, puisque la communication diffusée par les organisateur.es cite systématiquement les gouvernements locaux comme co-organisateur.es. Pareillement, le soutien du gouvernement central et de l'administration publique pour les affaires religieuses est salué par les animateur.es lors de la cérémonie de lancement²²².

Comme expliqué précédemment, certain.es représentant.es du gouvernement, de l'administration et du Parti sont présent.es pendant l'évènement et jouent même un rôle actif. Le premier soir, le directeur du Secrétariat du Comité Central du Parti Communiste de Chine et du Département du Travail de Front Uni²²³, You Quan rencontre une cinquantaine de représentant.es des délégations étrangères participant au Forum, en présence de membres de l'ABC et de l'ACECR, à l'hôtel Hilton²²⁴, et déclare que :

*[...] le gouvernement chinois adhère fermement à la politique de liberté de croyance religieuse et continue de soutenir la communauté bouddhiste chinoise dans le renforcement des échanges avec les communautés bouddhistes du monde entier sur la base de l'indépendance, de l'égalité, de l'amitié et du respect mutuel. On espère que les membres de la communauté bouddhiste porteront des valeurs telles que la compassion, l'égalité, l'harmonie sur la voie du milieu, les échanges et l'apprentissage mutuel, ainsi que la symbiose des civilisations, et apporteront sagesse et force à la construction d'une communauté d'avenir partagé pour l'humanité et d'un monde de paix durable, de sécurité universelle, de prospérité commune, d'ouverture et d'inclusion, de propreté, de sagesse et de beauté.*²²⁵

À la cérémonie d'ouverture du forum, You Quan est invité à monter sur scène pour le moment de consécration symbolique du Forum, aux côtés des représentant.es des « trois familles bouddhistes » de Chine (maître Yanjue, le 11^e Panchen Lama et Pasonglie Longzhuangmeng), et de

²²¹ « La réunion de discussion du thème pour le cinquième Forum bouddhiste mondial s'est tenue à Putian, Fujian », 17 juillet 2017.

²²² Disciples de Bouddha (佛弟子), « Cérémonie d'ouverture du 5^e Forum Bouddhiste Mondial (第五屆世界佛教論壇開幕式) », 29 octobre 2018, https://www.youtube.com/watch?v=Cu5SM2H4vps&ab_channel=%E4%BD%9B%E5%BC%9F%E5%AD%90

²²³ You Quan a aussi été le Secrétaire général du Comité Provincial du PCC du Fujian (2012-2017) .

²²⁴ « You Quan rencontre certain.es représentant.es participant au 5^e Forum bouddhiste mondial (尤权会见参加第五届世界佛教论坛部分代表) », Association Bouddhiste de Chine, 29 octobre 2018, <https://www.chinabuddhism.com.cn/e/action/ShowInfo.php?classid=660&id=40158>

²²⁵ « You Quan rencontre certain.es représentant.es participant au 5^e Forum bouddhiste mondial », 30 octobre 2018.

trois autres responsables politiques chinois (Yu Weiguo, secrétaire du Comité provincial du Parti, Lin Baojin, secrétaire du Comité municipal du Parti, et Wang Zuo'an²²⁶. Ce dernier est aussi très actif tout au long du Forum, et à la cérémonie d'ouverture, il s'adresse au public pour lire la lettre de félicitations de Wang Yang, un des principaux leaders du PCC (membre du Comité Permanent du Politburo et président du Comité National de la CCPPC), énonçant que :

*Actuellement, le monde traverse une période de grand développement, de transformation et d'ajustement. La paix et le développement restent les thèmes de l'époque, mais l'instabilité et l'incertitude auxquelles le monde est confronté sont également très marquantes. Le bouddhisme prône les concepts d'égalité, de compassion, d'harmonie et de paix entre tous les êtres vivants et devrait apporter une contribution positive à la promotion de la paix mondiale et à l'amélioration du bien-être humain, à la promotion de la construction d'une communauté d'avenir partagé pour l'humanité et à la création conjointe d'un avenir meilleur pour l'humanité.*²²⁷

Outre le slogan de la « communauté d'avenir partagé pour l'humanité », le cinquième Forum a aussi été l'occasion de faire la promotion de la *Belt and Road Initiative*. De nombreuses références y sont faites dans les sessions de discours du 29 et du 30 octobre, et l'initiative est le sujet de l'un des sept sous-forums organisés la même année, sous le titre « Le Bouddhisme et le Route Maritime de la Soie du 21^e siècle : Construction de l'avenir de la civilisation asiatique et du bouddhisme ». Au cours de cette activité, l'un des panélistes, maître Yaozhi (vice-président de l'Association Bouddhiste de Guangdong), propose une intervention sur le sujet de « La mission bouddhiste de la *Belt and Road* ». Le choix des mots n'est pas anodin et il rend explicitement compte du rôle que les communautés bouddhistes chinoises ont adopté à l'égard de la BRI. Dans le chapitre 9, je reviendrai sur la rhétorique de « mission » bouddhiste employée par l'ABC pour promouvoir ce projet du gouvernement chinois. Enfin, on peut relever que le « Forum des Nouveaux Médias : le Bouddhisme et la *Belt and Road Initiative* » a été le seul évènement du cinquième FBM à se dérouler entièrement en anglais.

5.1.3.2. Quel public le cinquième Forum a-t-il attiré ?

Dans cette section, je propose d'identifier des participant.es étrangers/ères qui sont particulièrement important.es, d'une part parce qu'ils représentent des institutions bouddhistes majeures (à l'échelle internationale comme nationale) et d'autre part, parce qu'ils sont des invité.es

²²⁶ « Cérémonie d'ouverture du 5^e Forum Bouddhiste Mondial », 29 octobre 2018.

²²⁷ « Wang Yangxin félicite l'ouverture du Forum bouddhiste mondial », 30 octobre 2018.

récurrent.es du FBM et participent régulièrement à d'autres initiatives chinoises. À l'origine, le Forum réunit essentiellement des participant.es de la « Chine continentale », de Hong-Kong, Macao et de Taïwan. Graduellement, son public se diversifie et s'internationalise, avec la participation de moines, de moniales, d'académicien.nes et même de représentant.es gouvernementaux venant de l'Asie du Sud-Est, de l'Asie du Sud, de l'Asie du Nord, d'Europe, d'Amérique du Nord, d'Australie et de Nouvelle-Zélande. En 2018, parmi les 55 « pays et régions » qui sont représentés au Forum selon les médias chinois, j'ai pu identifier des participant.es venant du Japon, de la Corée du Sud, de la Corée du Nord, de la Mongolie, du Népal, du Sri Lanka, d'Inde, du Bangladesh, du Canada, des États-Unis et d'Allemagne, ainsi que de tous les pays d'Asie du Sud-Est où le bouddhisme est une des religions majoritaires, soit le Cambodge, le Laos, la Malaisie, le Myanmar, Singapour, Taïwan, la Thaïlande et le Vietnam.

Le cas de Taïwan est assez particulier, car la communauté bouddhiste de l'île est souvent représentée par un grand nombre d'individu.es, appartenant à des organisations religieuses et académiques diverses. À l'inverse, les autres communautés bouddhistes ont tendance à n'être représentées que par un petit nombre de participant.es, appartenant à un nombre limité d'organisations. Lors du cinquième Forum, la communauté bouddhiste taïwanaise est ainsi représenté.es par des académicien.nes, comme maître Zhaohui et maître Xingguang (tous deux professeur.es à l'Université Xuanzang, ville de Hsinchu)²²⁸, ainsi que par les membres des grandes organisations bouddhistes. Fo Guang Shan est alors représentée par maître Hsin Bao, abbé du temple Fo Guang Shan, Fagu Shan (*Dharma Drum Mountain*) est représentée par maître Guodong et maître Guohui (respectivement le fondateur et le leader actuel de l'organisation), la Fondation Caritative Bouddhiste Tzu Chi est représentée par Lin Biyu (dont elle est la PDG), et Chung Tai Chan est représentée par son leader et abbé du temple-mère, maître Jian Deng²²⁹. Le Forum compte même la participation de maître Jingyao, président de l'Association Bouddhiste de la République de Chine (ABRC). Il s'agit pourtant là d'une institution qui, théoriquement, est la rivale de l'ABC, car les deux ont vocation à être l'unique représentante de la communauté bouddhiste chinoise. Or, dans les dernières années, les deux institutions semblent s'être rapprochées. Dans le cas du FBM, la possibilité

²²⁸ « Le 5è Forum Bouddhiste Mondial : sous-forum « Le bouddhisme dans le bassin du fleuve Lancang-Mekong » (第五届世界佛教论坛: « 湄澜流域佛教 »分论坛) », *Pusa123*, 30 octobre 2018, <https://www.pusa123.com/pusa/news/dujia/119932.shtml>

²²⁹ « Accès direct au forum : Plan réel de la cérémonie d'ouverture d'éminents moines et individu.es vertueux/ses du monde entier entrant dans la salle (直击论坛: 实拍开幕式全球高僧大德入场) », *Phoenix Media*, 29 octobre 2018, https://fo.ifeng.com/a/20181029/45202564_0.shtml#p=1; « You Quan rencontre certains représentants participant au 5è Forum bouddhiste mondial », 29 octobre 2018; « Sous-forum du Cinquième Forum bouddhiste mondial : Le bouddhisme et la Route maritime de la soie (第五届世界佛教论坛分论坛: 佛教与海上丝绸之路) », *Phoenix Media*, 30 octobre 2018, https://fo.ifeng.com/a/20181030/45204346_0.shtml

pour l'ABRC d'y participer est notamment liée au fait que le Forum a un caractère global, et non « inter-national », au sens où il ne fonctionne pas selon un système de représentation nationale où une seule personne ou une seule délégation pourrait représenter l'ensemble d'un État-nation. Dans le modèle adopté par le FBM, il est donc possible pour l'Association Bouddhiste de Chine (RPC) et l'Association Bouddhiste de la République de Chine (Taïwan) de coexister, sans que se pose le problème de la représentation nationale. Par ailleurs, les médias chinois emploient systématiquement la dénomination « pays et régions » (dans les publications en anglais, « *countries and regions* ») pour se référer à la provenance des participant.es, ce qui leur permet de ne pas avoir à trancher sur l'appartenance de Taïwan en termes de territoire national.

Une autre cible majeure de la diplomatie bouddhiste chinoise est la communauté bouddhiste thaïlandaise, qui est représentée au cinquième Forum par Phra Brahmapundit. Celui-ci est l'ancien recteur de l'université bouddhiste Mahachulalongkornrajavidyalaya (UMC²³⁰), un membre du Conseil Suprême du Sangha, le président du Conseil International pour la Journée de Vesak et, comme je l'expliquerai dans le chapitre 11, l'un des principaux/ales alliés de l'ABC en Thaïlande. Tout au long de cinquième FBM, Phra Brahmapundit occupe une place de premier plan. Il est seul à avoir été photographié en discussion avec You Quan, lors de la rencontre avec certaines délégations étrangères²³¹.



Phra Brahmapundit (gauche) et You Quan (droite)

Source : Département du Travail de Front Uni du Comité Provincial du Fujian, photographie publiée le 30 octobre 2018

²³⁰ Pour distinguer cette université de l'autre grande université bouddhiste publique de Thaïlande, l'université Mahamakut (UM), et pour coller à l'acronyme anglophone utilisé par l'université elle-même, j'utilise l'acronyme "UMC".

²³¹ "You Quan rencontre certain.es représentant.es participant au 5è Forum bouddhiste mondial (尤权会见参加第五届世界佛教论坛部分代表)", Département du Travail de Front Uni du Comité Provincial du Fujian, 30 octobre 2018, <http://www.fjtz.gov.cn/ar/20181031000015.htm>; "You Quan rencontre certain.es représentant.es participant au 5è Forum bouddhiste mondial (尤权会见参加第五届世界佛教论坛部分代表)", Association Bouddhiste de Chine, 29 octobre 2018, <https://www.chinabuddhism.com.cn/web/details/40158>



Phra Brahmapundit (centre, gauche) et You Quan (centre, droite) en présence des délégations étrangères
Source : Association Bouddhiste de Chine, photographie publiée le 29 octobre 2018

La photographie de groupe, prise après la rencontre, montre aussi le moine thaïlandais assis au premier rang, au centre, à la gauche de You Quan²³².



Photo de groupe avec les organisateur.es chinois.es et les délégations étrangères (premier rang, au centre : maître Yanjue, You Quan et Phra Brahmapundit)

Source : Association Bouddhiste de Chine, photographie publiée le 29 octobre 2018

De même, pendant la cérémonie d'inauguration, Phra Brahmapundit, You Quan et maître Yanjue sont assis côte à côte, au premier rang, parmi les représentant.es des institutions organisatrices²³³.

²³² "You Quan rencontre certain.es représentant.es participant au 5^e Forum bouddhiste mondial", 29 octobre 2018.

²³³ "Cérémonie d'ouverture du 5^e Forum Bouddhiste Mondial", 29 octobre 2018.



De gauche à droite : Phra Brahmapundit, You Quan et maître Yanjue, assistant à la cérémonie d'inauguration
Source : Disciple de Bouddha (chaîne Youtube), mise en ligne le 29 octobre 2018

Le cinquième Forum compte également la participation du Vénérable Bour Kry (Patriarche Suprême de l'ordre Thammayut du Cambodge)²³⁴, d'une représentante du Ministère des Cultes et de la Religion du Cambodge²³⁵, du vice-président du Comité Central du Front Laotien pour le Développement National, du directeur adjoint de la Commission des Affaires Religieuses du Vietnam²³⁶, de Trần Tấn Hùng (vice-président du Comité gouvernemental sur les Affaires Religieuses du Vietnam)²³⁷, de maître Guangpin (président de la Fédération Bouddhiste de Singapour)²³⁸, de Sayadaw Dr. Bhaddanta Kumārabhivamsa (secrétaire du Comité d'État du Sangha de l'ordre Maha Nayaka du Myanmar)²³⁹, de maître Riheng (président de l'Association Bouddhiste de Malaisie)²⁴⁰ et de Vénérable Tep Vong (Grand Suprême Patriarche du Cambodge)²⁴¹. D'autres moines venant d'Asie du Sud-Est sont cités comme ayant contribué aux sous-forums, par exemple Bhante Mahinda (conseiller de la Société Missionnaire Bouddhiste de Malaisie) et Maître Thích Thiện Nhơn (président du conseil d'administration du Sangha Bouddhiste du Vietnam)²⁴².

²³⁴ « You Quan rencontre certains représentants participant au 5è Forum bouddhiste mondial », 29 octobre 2018.

²³⁵ « Le troisième discours devant l'assemblée générale se tient au 5è Forum Bouddhiste Mondial (第五届世界佛教论坛举行第三场大会发言) », Association Bouddhiste du Fujian, 29 octobre 2018, <http://www.fjsfjxh.com/2018/10/7356.html>

²³⁶ « Le troisième discours devant l'assemblée générale se tient au 5è Forum Bouddhiste Mondial », 29 octobre 2018; « D'éminents moines et d'autres ont donné de merveilleuses conférences sur le Dao lors du 5è Forum bouddhiste mondial (高僧大德等在第五届世界佛教论坛上精彩论道) », Département Provincial pour les Affaires Religieuses et Ethniques du Fujian, 31 octobre 2018, https://mzzjt.fujian.gov.cn/xxgk/qzdt/stdt/mzyw/201810/t20181031_4564417.htm

²³⁷ « D'éminents moines et d'autres ont donné de merveilleuses conférences sur le Dao lors du 5è Forum bouddhiste mondial », 31 octobre 2018.

²³⁸ « Le troisième discours devant l'assemblée générale se tient au 5è Forum Bouddhiste Mondial », 29 octobre 2018.

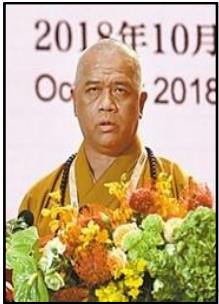
²³⁹ « Bhaddanta Candima Bhivamsa du Comité des moines éminents du Myanmar, a assisté à la conférence et a prononcé un discours (缅甸高僧委员会巴丹那·萨迪玛文达长老出席大会并发言) », Pusa123, 29 octobre 2018, <https://www.pusa123.com/pusa/news/fo/119974.shtml>

²⁴⁰ « D'éminents moines et d'autres ont donné de merveilleuses conférences sur le Dao lors du 5è Forum bouddhiste mondial », 31 octobre 2018.

²⁴¹ « D'éminents moines et d'autres ont donné de merveilleuses conférences sur le Dao lors du 5è Forum bouddhiste mondial », 31 octobre 2018.

²⁴² « You Quan rencontre certains représentants participant au 5è Forum bouddhiste mondial », 29 octobre 2018.

Cette liste non-exhaustive met trois choses en lumière. Premièrement, le cinquième Forum Bouddhiste Mondial attire des participant.es haut-placé.es dans leurs communautés nationales respectives. Deuxièmement, le Forum attire non seulement des membres de la communauté monastique, mais aussi des responsables politiques. Troisièmement, il semblerait que la région de l'Asie du Sud-Est ait été la plus représentée au cinquième Forum (parmi les participant.es étrangers/ères, hors RPC). Sur les 36 discours cités dans une publication du Département Provincial pour les Affaires Religieuses et Ethniques du Fujian, les auteur.es de quinze d'entre eux sont des individu.es venant d'Asie du Sud-Est, représentant des institutions religieuses et politiques²⁴³ :

Maître Hsin Bao, abbé de Fo Guang Shan <i>Taïwan</i>  244	Maître Guo Hui, abbé de Fagu Shan <i>Taïwan</i>  245	Maître Jiang Deng, abbé de Chung Tai Chan <i>Taïwan</i>  246	Maître Jingyao, président de l'Association Bouddhiste de la RdC <i>Taïwan</i>  247	Maître Riheng Association Bouddhiste Malaisienne <i>Malaisie</i>  248
Thura Aung Ko, Ministre des Affaires Religieuses et Culturelles <i>Myanmar</i>	Sayadaw Dr Bhaddanta Kumārabhivaṃsa, président du Comité d'État de l'ordre Maha Nayaka <i>Myanmar</i>	Sayadaw Dr. Ashin Nyanissara, fondateur de l'Association Bouddhiste Missionnaire Internationale de Sitagu <i>Myanmar</i>	Bour Kry, Patriarche Suprême de l'ordre Thammayut <i>Cambodge</i>	Tep Vong, Grand Patriarche Suprême <i>Cambodge</i>

²⁴³ « D'éminents moines et d'autres ont donné de merveilleuses conférences sur le Dao lors du 5^e Forum bouddhiste mondial », 31 octobre 2018.

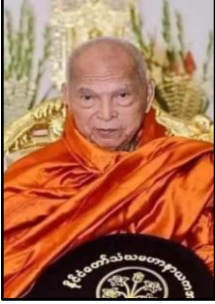
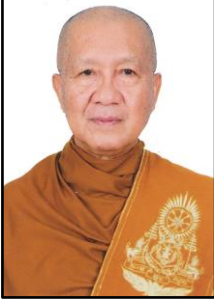
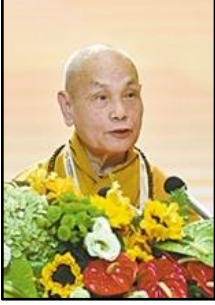
²⁴⁴ « Tous les courants affluent vers le même océan de la sagesse, tous les coeurs retournent à la même destination et actions - Discours à la deuxième conférence du Forum bouddhiste mondial (众流同入智慧海 一心皆归同愿行 ——世界佛教论坛第二场大会发言) », *Pusa123*, 29 octobre 2018, <https://www.pusa123.com/pusa/news/fo/119912.shtml>

²⁴⁵ « Tous les courants affluent vers le même océan de la sagesse (...) », 29 octobre 2018.

²⁴⁶ « D'éminents moines et d'autres ont donné de merveilleuses conférences sur le Dao lors du 5^e Forum bouddhiste mondial », 31 octobre 2018.

²⁴⁷ « Tous les courants affluent vers le même océan de la sagesse (...) », 29 octobre 2018.

²⁴⁸ « Tous les courants affluent vers le même océan de la sagesse (...) », 29 octobre 2018.

 249	 250	 251	 252	 253
Trần Tấn Hùng, vice-président du Comité gouvernemental sur les Affaires Religieuses Vietnam	Thích Thiện Nhơn, président du conseil exécutif du Sangha Bouddhiste Vietnam	Bounma Simaphom, président en exercice de l'Organisation Centrale de la Communauté Bouddhiste Laos	Phra Brahmapundit, vice-président du conseil de l'université Mahachulalongkornraja vidyalaya Thaïlande	Phra Dhamma Vatjarabundit (aussi appelé Phra Rajapariyatkavi), recteur de l'université Mahachulalongkornra javidyalaya Thaïlande
 254	 255	 256	 257	 258

Les 21 autres discours sont partagés entre sept orateur.es venant de la RPC, quatre orateur.es venant d'Asie du Nord-Est (soit le Japon et la Corée du Sud), quatre orateur.es venant d'Asie du Sud

²⁴⁹ « Tous les courants affluent vers le même océan de la sagesse (...) », 29 octobre 2018.

²⁵⁰ « State Sangha Maha Nayaka Committee Chairman Bhamo Sayadaw passes away », *The Global New Light of Myanmar*, 26 mai 2023, <https://www.gnlm.com.mm/state-sangha-maha-nayaka-committee-chairman-bhamo-sayadaw-passes-away/>

²⁵¹ « A Brief Biography of Dr. Ashin Nyanissara », Sigatu Theravada Dhamma Society of America, consulté dernièrement le 9 septembre 2024, <https://sitagu.org/austin/About/Nyanissara/Nyanissara.html>

²⁵² « Le Patriarche Suprême de la secte cambodgienne Dhammayut, Bour Kry. Sous-forum religieux du Forum Boao pour l'Asie 2024 (柬埔寨法宗派僧王布格里 | 2024博鳌亚洲论坛宗教分论坛) », *Phoenix Media*, 29 mars 2024, <https://fo.ifeng.com/c/8YLHhNuJ2k4>

²⁵³ « D'éminents moines et d'autres ont donné de merveilleuses conférences sur le Dao lors du 5è Forum bouddhiste mondial », 31 octobre 2018.

²⁵⁴ « Tous les courants affluent vers le même océan de la sagesse (...) », 29 octobre 2018.

²⁵⁵ « D'éminents moines et d'autres ont donné de merveilleuses conférences sur le Dao lors du 5è Forum bouddhiste mondial », 31 octobre 2018.

²⁵⁶ « Tous les courants affluent vers le même océan de la sagesse (...) », 29 octobre 2018.

²⁵⁷ « D'éminents moines et d'autres ont donné de merveilleuses conférences sur le Dao lors du 5è Forum bouddhiste mondial », 31 octobre 2018.

²⁵⁸ « Tous les courants affluent vers le même océan de la sagesse (...) », 29 octobre 2018.

(soit le Sri Lanka, Bangladesh et Inde), cinq orateur.es venant de pays occidentaux (soit le Canada, les États-Unis, l'Italie, l'Australie et la Nouvelle-Zélande) et un orateur venant de la Russie²⁵⁹.

La prééminence des orateur.es venant d'Asie du Sud-Est témoigne du fait que le Forum Bouddhiste Mondial a gagné une certaine reconnaissance de la part des communautés bouddhistes et des gouvernements dans la région. Cela est d'ailleurs confirmé par les nombreuses lettres de félicitations venant de ces pays adressées aux organisateur.es du FBM²⁶⁰ qui, a minima, confirment que le Forum est connu en Asie du Sud-Est, tant dans la sphère religieuse que dans la sphère politique. Par ailleurs, si l'on se penche sur les quatre Forums précédents, on constate que la visibilité internationale de l'évènement s'est graduellement élargie, mais aussi que la plupart des grand.es leaders du bouddhisme venant d'Asie du Sud-Est ont été impliqué.es dans le projet dès ses débuts. C'est plus particulièrement le cas des leaders des grandes organisations bouddhistes taïwanaises (Fo Guang Shan, Chung Tai Chan, Fagu Shan et Tzu Chi), des deux leaders du bouddhisme cambodgien (Tep Vong et Bour Kry) et des recteurs de l'une des deux plus grandes universités bouddhistes de Thaïlande, l'université Mahachulalongkornrajavidyalaya. Toutefois, cette reconnaissance permet-elle de conclure que le FBM a eu l'impact souhaité par le régime chinois ?

5.1.4. Portée et limites du Forum Bouddhiste Mondial

En fait, que le FBM soit connu, reconnu et apprécié par un grand nombre de leaders bouddhistes et d'États n'équivaut pas à un ralliement exclusif. En d'autres termes, cela ne signifie pas que les leaders en question considèrent le FBM comme étant la plateforme la plus représentative de la communauté bouddhiste à l'échelle mondiale. Pour commencer, la participation au FBM ne les empêche pas de participer aux initiatives concurrentes. On constate ainsi que les mêmes organisations bouddhistes, ordres monastiques, instituts académiques et gouvernements qui sont présent.es au Forum chinois investissent également des plateformes basées dans d'autres pays. La communauté chinoise elle-même n'a pas adopté un modèle de participation exclusive. Au contraire, tout en travaillant pour la reconnaissance du FBM, l'ABC travaille aussi à accroître son influence au sein des organismes pilotant les forums rivaux. À ce jour, seule la présence du Dalaï Lama semble avoir poussé

²⁵⁹ « D'éminents moines et d'autres ont donné de merveilleuses conférences sur le Dao lors du 5^e Forum bouddhiste mondial », 31 octobre 2018.

²⁶⁰ Voir par exemple « Lettre de félicitations de M. Vira Rojpojchanarat, ministre de la Culture de Thaïlande (泰国文化部部长Mr. Vira Rojpojchanarat 贺信) », Association Bouddhiste de Chine, 28 octobre 2018 <https://www.chinabuddhism.com.cn/web/details/39938>; « Lettre de félicitations du président du Myanmar (缅甸总统贺信) », Association Bouddhiste de Chine, 28 octobre 2018, <https://www.chinabuddhism.com.cn/web/details/39940>; « Lettre de félicitations du Dr Xaisomphone Phomvihane, Président du Comité Central du Front Laotien pour le Développement National (老挝建国阵线中央主席 Dr.Xaisomphone Phomvihane 贺信) », Association Bouddhiste de Chine, 28 octobre 2018, <https://www.chinabuddhism.com.cn/web/details/39939>

l'ABC à rejeter ou à se retirer de certains événements, de même que la perception d'une relation trop étroite avec celui-ci est un critère de sélection pour les personnes et les institutions que l'ABC invite à participer au Forum chinois. Cependant, dans l'ensemble, la participation non-exclusive semble être la norme de rigueur dans la « géopolitique des Forums ». Ainsi, le FBM a bel et bien acquis une reconnaissance internationale, mais le régime chinois n'a pas encore gagné son pari d'en faire la seule et unique plateforme à reconnaissance internationale.

Outre le consensus actuel sur la non-exclusivité de la participation aux forums bouddhistes, l'incapacité du projet chinois à l'emporter sur ses concurrents s'explique par certains choix de format et de contenu qui limitent sa portée internationale et qui n'ont pas été significativement ajustés depuis la naissance du FBM. En premier lieu, sa portée internationale est limitée par une contrainte linguistique. En effet, tout au long du Forum, le recours à la langue chinoise est très largement dominant. On retrouve ce même défaut dans le contenu communicationnel qui fait la promotion de l'évènement en amont et dans le contenu médiatique rapportant sur l'évènement, au cours de son déroulement et après qu'il ait été conclu. Les publications des médias chinois qui s'adressent aux publics étrangers sont majoritairement produites en anglais, et elles sont bien plus brèves et généralistes que ne le sont les publications en chinois. Il y a en effet un déséquilibre considérable entre les publications en chinois et celles en langues étrangères non seulement en termes de quantité, mais aussi en termes de diversité et de niveau de détails dans l'information. Cela signifie que les médias chinois sont bien plus en mesure d'augmenter la visibilité du Forum auprès des publics sinophones qu'ils ne le sont pour d'autres publics, ce qui limite la portée de cette plateforme. En somme, les moyens de communication mobilisés font que le Forum est un événement bien plus chinois qu'il n'est international ou mondial.

Le deuxième obstacle à l'hégémonie du FBM est aussi lié à la prédominance de la culture chinoise. Il concerne plus spécifiquement la prédominance de la tradition chinoise du bouddhisme Mahāyāna sur toutes les autres traditions, incluant les traditions du bouddhisme tibétain/Vajrayāna et du bouddhisme Theravāda rassemblées sous l'aile de l'Association Bouddhiste de Chine. Bien que le Forum soit ouvert à toutes les traditions et malgré les efforts de l'ABC pour ce qui est de mettre en avant le caractère « tri-traditionnel » de la communauté chinoise, la majorité des participant.es, du moins monastiques, appartiennent à la tradition chinoise Mahāyāna. Cela s'explique en grande partie par le fait que les participant.es chinois.es, parmi lesquelles cette tradition est dominante, restent les plus nombreux/ses au Forum. De plus, certaines activités accordent beaucoup de visibilité à cette tradition, en mobilisant les codes, une esthétique, des concepts, des rites, des objets et des sites qui sont davantage propres à la tradition chinoise Mahāyāna qu'aux autres traditions. On le voit par

exemple au travers des performances artistiques et des artefacts sélectionnés pour les expositions d'art, et dans le choix des temples que les délégations étrangères sont amenées à visiter. À nouveau, cela fait sens vu le poids historique et contemporain de cette tradition sur le territoire chinois. On peut d'ailleurs argumenter que la prédominance de la tradition Mahāyāna n'est pas nécessairement un problème pour les publics étrangers qui participent au Forum, puisqu'un grand nombre d'entre eux viennent de pays où la tradition en question est très importante. Dans la région Sud-Est asiatique, c'est le cas pour Taïwan, la Malaisie, Singapour et le Vietnam. Mais il s'avère que ce n'est pas dans ces pays-là que la population est majoritairement bouddhiste. À l'inverse, là où les bouddhistes représentent plus de la moitié de la population, c'est-à-dire le Myanmar, la Thaïlande, le Cambodge et le Laos, c'est la tradition Theravāda qui prédomine, et la tradition Mahāyāna y est largement minoritaire. En partie du fait de son poids démographique, le bouddhisme Theravāda représente aussi un élément majeur de l'identité nationale de ces quatre pays. Pour ces communautés bouddhistes, il est très probable que la prévalence d'une tradition qui n'est pas la leur dans le Forum Bouddhiste Mondial les empêche de s'y identifier sérieusement et de le considérer comme le canal par lequel elles pourraient être le mieux représentées sur la scène internationale.

Au fil des années, ni le problème de la barrière linguistique ni le problème de la surreprésentation doctrinale ne semblent avoir été résolus par les organisateur.es, ce qui semble nuire à la visibilité médiatique de l'évènement. En effet, en dehors de la Chine, le FBM ne semble pas beaucoup attirer l'attention des médias. Quand c'est le cas, les articles sont le plus souvent brefs et peu détaillés. Ils s'en tiennent aux informations factuelles et le discours n'est pas particulièrement élogieux. Cela est sans compter les articles critiques, dont une grande partie dénonce l'exclusion du Dalai Lama. De plus, l'intérêt pour le Forum semble avoir décliné d'année en année. Le premier Forum avait en quelque sorte fait sensation, principalement sous le coup de la surprise de voir le gouvernement chinois autoriser un évènement religieux de si grande envergure. Or, les Forums suivants n'ont pas fait l'objet d'une importante médiatisation à l'étranger. Cet intérêt décroissant du côté des médias peut provoquer un désintérêt pour cette plateforme de la part des communautés bouddhistes étrangères. On peut même se demander si cela ne pourrait pas aussi nuire aux objectifs de rapprochement avec Taïwan : si les communautés bouddhistes de l'île perçoivent que le Forum perd en légitimité auprès des autres communautés bouddhistes et qu'il n'offre plus autant d'opportunité d'échanges avec un public international diversifié, continueront-elles de s'y rendre ? En même temps, selon Laliberté (2022), dès 2015, le FBM « *avait perdu l'une de ses principales raisons d'être, car la situation à Taïwan avait pris un tournant moins favorable pour le PCC, à la suite du rejet populaire d'un accord d'échanges inter-rives dans le secteur secondaire entre Taïwan*

et la Chine, soumis par le KMT » (p. 295). L'année suivante, ce tournant est consolidé par la victoire du Parti Démocrate Progressiste (PDP) aux élections générales, qui est globalement plus hostile à la soi-disant « réunification » de Taïwan avec la RPC que ne l'est le Parti nationaliste, Kuomintang (KMT). En 2020, puis à nouveau en 2024, les élections générales ont confirmé le soutien de la majorité citoyenne au PDP. Face à ces changements conséquents, la pertinence et l'efficacité du FBM peuvent être remises en question. Il reste à voir si le PCC optera pour sa dissolution, s'il considère que la stratégie est vouée à l'échec, ou s'il optera pour une surenchère, s'il considère que la stratégie reste viable et qu'elle nécessite seulement que ces agent.es redoublent d'efforts.

Or, tant que le sixième Forum n'aura pas lieu, la question restera en suspens. À dater de mai 2024, cet événement ne s'est toujours pas produit, alors qu'il aurait dû se dérouler en 2021. L'impact limité du FBM par rapport à ses objectifs, et peut-être aussi par rapport à son coût, pourrait expliquer pourquoi l'événement met tant de temps à être relancé. Bien évidemment, le contexte de l'épidémie de la covid-19 explique pourquoi il n'a pas pu avoir lieu à la date prévue. Comme dans presque tous les pays du monde, de nombreuses contraintes empêchaient l'organisation d'une activité de la nature et de l'ampleur du Forum Bouddhiste Mondial, en termes de mobilité humaine (tant dans l'espace domestique qu'au niveau international) et en termes de main-d'œuvre et de ressources économiques disponibles. Des contraintes uniques liées au fait d'avoir été l'épicentre de la pandémie ont également pesé sur la Chine. Il ne fait pas de doute que la crise sanitaire a eu des conséquences non-négligeables sur son image à travers le monde. Elle a également mis en lumière certaines défaillances du régime chinois, tant au niveau de sa capacité générale à résoudre une telle crise, que des moyens (liberticides) qui ont été mobilisés. Ces choix n'ont pas manqué de porter atteinte à la crédibilité de l'État chinois auprès des publics étrangers, même ceux qui lui sont le plus amicaux. Or, depuis janvier 2023, la principale contrainte qui pesait sur le Forum, soit la fermeture des frontières de la RPC aux voyageur.es étrangers/ères, a été levée.

À compter d'avril 2024, on sait désormais que le sixième FBM aura bien lieu, mais aucune date n'a encore été fixée. Entre 2018 et 2023, peu d'informations ont été communiquées sur les projets des organisateur.es. À partir d'août 2023, l'événement commence à être mentionné par les institutions des cercles religieux, par exemple dans le compte-rendu d'une réunion de l'ACECR qui liste le sixième forum parmi une série d'activités que l'association s'engage à organiser²⁶¹. En octobre 2023,

²⁶¹ « La deuxième réunion du troisième conseil d'administration de l'Association Chinoise d'Échanges pour la Culture Religieuse a eu lieu (中华宗教文化交流协会召开第三届二次理事会会议) », Comité National de la Conférence Consultative Politique du Peuple Chinois, 7 août 2023, <http://www.cppcc.gov.cn/zxww/2023/08/07/ARTI1691376531083249.shtml>

des préparatifs du côté des responsables politiques et administratifs confirment que le projet est en cours et qu'il se déroulera dans la municipalité de Ningbo, dans la province du Zhejiang²⁶². Depuis au moins février 2024, un « Comité Préparatoire de Ningbo pour le Sixième Forum Bouddhiste Mondial » a été formé et a commencé à mobiliser les institutions politiques et administratives locales, notamment le Département Municipal du Travail de Front Uni et le Bureau Municipal des Affaires Ethniques et Religieuses, pour avancer sur le projet²⁶³. En revanche, ni l'ABC, ni l'ACECR n'ont communiqué quoi que ce soit sur leur implication, ce qui donne l'impression que les institutions politiques et administratives sont plus investies que les institutions des cercles religieux, alors qu'elles sont pourtant les organisateurs officiels du FBM. Il faut aussi souligner que, malgré les préparatifs en cours, aucune date n'a été annoncée. Il sera intéressant de suivre le processus de préparation et d'organisation à venir pour voir quelles difficultés ou quelles opportunités le hiatus de plusieurs années peut représenter. La continuité ou les ruptures que le prochain Forum peut opérer par rapport aux précédents devrait susciter l'attention des chercheur.es, notamment pour évaluer l'impact du FBM à l'étranger.

5.2. Des forums bouddhistes au service des politiques de Xi Jinping : initiatives du nouveau leadership

Le Forum Bouddhiste Mondial n'est pas la seule initiative de rassemblement visant les communautés bouddhistes étrangères à avoir été conçue par des acteur.es chinois.es. En effet, plusieurs autres forums, conférences, tables rondes à portée internationale ont été organisées en RPC dans les deux dernières décennies, certaines initiatives étant prises en charge à l'échelle centrale, d'autres étant prises en charge à l'échelle provinciale. Comme le FBM, ces initiatives remplissent trois missions : 1) elles permettent au régime chinois de faire l'étalage de la liberté religieuse et du soutien politique dont jouissent les communautés religieuses en RPC (dans un cadre bien déterminé), 2) elles servent de canal à la diffusion de slogans, concepts et récits stratégiques par lesquels le gouvernement communique sa politique étrangère, et 3) elles constituent une plateforme d'échanges entre la communauté bouddhiste de Chine et les communautés bouddhistes d'Asie du Sud-Est (ou du moins les institutions nationales censées les représenter) qui, à terme, devraient créer des liens étroits

²⁶² « En se concentrant sur « tous les efforts déployés pour postuler à l'accueil du 6^e Forum bouddhiste mondial », la CCPPC du district a tenu une réunion pour superviser les propositions clés (围绕« 全力申办第六届世界佛教论坛 » 区政协召开重点提案督办会) », Gouvernement Populaire du District de Fenghua de la Municipalité de Ningbo, 17 octobre 2023, http://www.fh.gov.cn/art/2023/10/17/art_1229045201_59128536.html

²⁶³ « L'équipe d'inspection du Comité préparatoire de Ningbo du 6^e Forum bouddhiste mondial s'est rendue dans la ville de Jurong pour une inspection et un échange (第六届世界佛教论坛宁波筹委会考察组来句容市考察交流) », Commission des Affaires Ethniques et Religieuses de la Province de Jiangsu, 4 mars 2024, https://mzw.jiangsu.gov.cn/art/2024/3/4/art_39733_11164897.html

et permettre au Parti de coopter ces communautés étrangères dans le grand Front Uni. À la différence du FBM qui, comme son nom l'indique, s'adresse à l'ensemble de la communauté bouddhiste mondiale, les trois initiatives présentées ci-dessous ont une portée régionale.

5.2.1. La « Table Ronde de Shenzhen du Bouddhisme de la Mer de Chine Méridionale » : au service des revendications territoriales

C'est le cas de la « Table Ronde de Shenzhen du Bouddhisme de la Mer de Chine Méridionale », dont le nom laisse peu d'équivoque sur sa mission de promotion des droits territoriaux de la RPC dans un espace maritime contesté, connu en Chine sous le nom de « Mer du Sud » (南海 *nanhai*). Appelé « Mer de l'Est » au Vietnam et « Mer de l'Ouest Philippin » aux Philippines, cet espace porte couramment le nom de « Mer de Chine Méridionale » dans les cercles francophones, ce qui se rapproche plutôt de la vision chinoise. En RPC, il est devenu une pratique courante d'accoler le nom « Mer du Sud/Méridionale » à des événements ou des institutions basées dans les régions côtières au Sud du pays pour élargir la visibilité de cette appellation et la normaliser. C'est à cela que contribue la Table Ronde de Shenzhen sur le Bouddhisme en Mer de Chine Méridionale, organisée annuellement depuis 2016 par diverses institutions chinoises, dont l'Académie Benhuan, l'Institut de Recherche Culturel Nanhai, l'ABC et l'ACECR. Pendant les quatre premières années, l'évènement a lieu à Shenzhen. Pour faire face à la pandémie de la covid-19, en 2020 et en 2021, la Table Ronde a été organisée en format bimodal, en réunissant d'un côté les participant.es chinois.es en personne à Shenzhen, et de l'autre côté les participant.es étrangers/ères en ligne. Plus récemment, l'évènement s'est déplacé à l'international, d'abord à Phnom Penh, au Cambodge en décembre 2022, puis à Colombo, au Sri Lanka en décembre 2023.

La mission officielle de la Table Ronde est d'offrir à la communauté bouddhiste une plateforme pour contribuer au maintien de la paix et à la résolution des conflits dans la région de la Mer de Chine Méridionale. Le rôle accordé au bouddhisme dans l'apaisement de tensions régionales, pour ne pas dire géopolitiques, s'explique par la centralité du message de paix dans cette religion. Autrement dit, c'est parce que le bouddhisme est conçu comme une religion particulièrement pacifique qu'il est considéré comme étant apte à contribuer positivement à la coopération dans l'espace maritime en question. La confiance en cette capacité du bouddhisme à œuvrer pour la paix est affirmée par Phra Prommasith, membre du Conseil du Sangha Suprême de Thaïlande, lorsqu'il participe à la deuxième Table Ronde en novembre 2017 et déclare que « *[l]e bouddhisme peut amener*

l'harmonie dans la région et surmonter tout conflit et tension »²⁶⁴. L'imaginaire autour du bouddhisme comme religion de la paix signifie en fait que le gouvernement chinois peut passer par la communauté bouddhiste pour défendre ses intérêts territoriaux, en se montrant favorable au principe de résolution pacifique des conflits qui est valorisé par la communauté internationale. Outre la défense de l'intégrité territoriale de la RPC, la Table Ronde a graduellement endossé la responsabilité de soutenir deux autres politiques du gouvernement de Xi Jinping : **1)** la diffusion du récit de « construction d'une communauté d'avenir partagé » censée rassurer les autres États concernant la montée en puissance « pacifique » de la Chine et écarter la « théorie de la menace chinoise », et **2)** la promotion de la *Belt and Road Initiative*, conçue pour redynamiser l'économie chinoise et renforcer les « partenariats stratégiques » de la RPC. Ces deux politiques ont été les thèmes de plusieurs Tables Rondes et ont fait l'objet d'engagements de la part des participant.es sous la forme de discours, de déclarations et de mémorandums signés à l'issue de chaque évènement²⁶⁵.

Sur le terrain, la Table Ronde prend la forme d'une série de discussions sur des thèmes déterminés à l'avance, étalée sur deux à trois jours. Elle tire son nom de la séance de discussion principale pour laquelle les participant.es sont invité.es à s'asseoir autour d'une table en cercle. En 2016, celle-ci avait rassemblé une dizaine de participant.es venant du Cambodge, de la Thaïlande, du Laos, de Taïwan, du Népal, du Sri Lanka et des États-Unis, auxquels s'ajoutaient des représentant.es de la communauté bouddhiste, de l'administration et du gouvernement chinois.es. Progressivement, la Table Ronde s'élargit et se diversifie. En 2023, ce sont 25 « *pays et régions* » qui sont représentés par une cinquantaine de participant.es à la huitième Table Ronde, parmi les plus de « *400 éminents moines, responsables gouvernementaux, experts et académicien.nes* »²⁶⁶ qui sont présent.es tout au long de l'évènement²⁶⁷. Dans le cas du Cambodge, au moins l'un des Patriarches du bouddhisme, Tep Vong ou Bour Kry, et un.e représentant.e de l'État (le plus souvent venant du Ministre des Cultes et de la Religion) ont participé à chaque Table Ronde depuis 2016. Un autre participant récurrent est maître Jingyao, président de l'Association Bouddhiste de la République de Chine (Taïwan), qui était présent dès la première Table Ronde. Au fur et à mesure, la Table Ronde est parvenue à réunir presque tous les pays auxquels la Chine dispute le territoire de sa « Mer du Sud ». Dès le début, les

²⁶⁴ Liu Xiaoli et Ma Zhiping, « Buddhist communities to set up South China Sea Silk Road Fund », *China Daily*, 27 novembre 2017, https://www.chinadaily.com.cn/china/2017-11/27/content_35066837.htm

²⁶⁵ Voir par exemple « Buddhist communities to set up South China Sea Silk Road Fund », *China Daily*, 27 novembre 2017, https://www.chinadaily.com.cn/china/2017-11/27/content_35066837.htm

²⁶⁶ « La Table ronde bouddhiste de la mer de Chine méridionale 2023 a été organisée au Sri Lanka », 13 décembre 2023.

²⁶⁷ Depuis sa création en 2016, la Table Ronde a le plus régulièrement accueilli des représentant.es des communautés bouddhistes du Cambodge, de la Thaïlande, du Myanmar, du Laos, de Taïwan, du Népal, du Sri Lanka, de la Mongolie, des États-Unis et du Canada.

communautés bouddhistes du Cambodge et de Taïwan sont impliquées dans le projet, mais ce n'est pas le cas du Vietnam, de la Malaisie et des Philippines. La Malaisie et les Philippines sont représentées à la Table Ronde depuis au moins 2020²⁶⁸ et le Vietnam, quant à lui, a rejoint la table en 2023²⁶⁹. Ne manquerait plus que Brunei pour que toutes les parties prenantes au débat soient représentées sur cette plateforme, mais son absence peut s'expliquer par le faible pourcentage de sa population qui appartient à la communauté bouddhiste (7.8% selon le Département d'État des États-Unis, citant un recensement national de 2021)²⁷⁰. Or, d'après les médias chinois, la Table Ronde est ouverte aux représentant.es de toute autre religion. D'ailleurs, les Philippines comptent aujourd'hui parmi les participant.es, bien que les bouddhistes ne représentent qu'autour de 2% de sa population (ce qui équivaut tout de même à plus de deux millions d'individu.es)²⁷¹.

Du côté de la communauté bouddhiste chinoise, celle-ci est représentée par les membres de l'Association Bouddhiste de Chine et de ses branches locales. Parmi eux, maître Yinshun (vice-président de l'ABC et abbé du temple Hongfa, à Shenzhen) est crédité comme étant le fondateur de l'évènement et il en est aujourd'hui la figure de proue. Un article de *Xinhua*, repris dans la presse étrangère, affirme d'ailleurs que c'est ce type d'initiative qui l'a fait connaître comme le « Xuanzang des temps modernes »²⁷², en référence au célèbre moine chinois qui contribua à la diffusion des connaissances bouddhistes à travers la Chine grâce à de nombreux voyages à l'étranger, au 7^e siècle, durant la dynastie Tang. Comme pour le Forum Bouddhiste Mondial, l'évènement de Shenzhen comprend aussi systématiquement la participation des représentant.es de l'administration pour les affaires religieuses, du gouvernement et du Parti, à l'échelle centrale, provinciale et municipale. Lors de la dernière Table Ronde en date, Chen Ruifeng, directeur de l'Administration Nationale des Affaires Religieuses et du Département de Travail de Front Uni, s'est lui-même déplacé au Sri Lanka avec la délégation chinoise. À l'inauguration de l'évènement, il s'est adressé au public pour saluer l'amitié sino-srilankaise, féliciter les communautés bouddhistes pour leur contribution à cette amitié, rappeler la mission de la Table Ronde et enjoindre les communautés bouddhistes de la région de la

²⁶⁸ « [Rapport] La 5e Table ronde bouddhiste de Nanhai : Travailler ensemble pendant cinq ans pour discuter de l'avenir (【回顾篇】第五届南海佛教圆桌会：携手五载 共话未来) », Bouddhisme de la Mer sur Sud en ligne, consulté dernièrement le 19 avril 2024, <https://www.nhfjw.org/news/zwjl/2023/5689.html>

²⁶⁹ « La Table ronde bouddhiste de la mer de Chine méridionale 2023 a été organisée au Sri Lanka », 13 décembre 2023.

²⁷⁰ « 2022 Report on International Religious Freedom: Brunei », Département d'État des États-Unis, consulté dernièrement le 19 avril 2024, <https://www.state.gov/reports/2022-report-on-international-religious-freedom/brunei>. Comme le montre le cas des Philippines, Il n'est pas impossible que Brunei rejoigne un jour cette Table Ronde, même si les représentant.es bouddhistes brunéien.nes représentent une communauté très minoritaire.

²⁷¹ « The International Day of Vesak », Mission Permanente des Philippines aux Nations Unies, 20 mai 2016, https://www.un.int/philippines/statements_speeches/international-day-vesak

²⁷² « 2023 South China Sea Buddhism Roundtable Held in Sri Lanka », *Canada Newswire*, 13 décembre 2023, <https://www.newswire.ca/news-releases/2023-south-china-sea-buddhism-roundtable-held-in-sri-lanka-860013207.html>

Mer de Chine Méridionale à continuer d'œuvrer pour le respect des valeurs communes à l'humanité, pour l'épanouissement du bouddhisme et pour la construction d'une communauté d'avenir partagé pour l'humanité²⁷³. Ainsi, la Table Ronde sert de plateforme d'influence pour le régime chinois, de façon indirecte, au travers des membres de la communauté bouddhiste chinoise, et de façon directe, au travers de ses propres représentants politiques et administratifs.

5.2.2. Le « Dialogue des leaders religieux/ses » du Forum Boao pour l'Asie : au service de l'intégration régionale et de la politique étrangère chinoise

Une autre plateforme d'influence est le « Dialogue des leaders religieux/ses », organisé dans le cadre du Forum Boao pour l'Asie (FBA). Il s'agit d'une organisation à but non-lucratif réunissant 25 pays d'Asie et l'Australie. Modelé sur le Forum Économique Mondial (« Forum de Davos »), le FBA œuvre pour la promotion de l'intégration économique régionale par le biais de conférences annuelles et de conférences thématiques ponctuelles, auxquelles sont invité.es principalement des responsables politiques et des expert.es des secteurs des affaires, de la recherche et de l'éducation. L'organisation est née d'un accord conclu entre le président philippin Fidel Valdez Ramos, le Premier Ministre australien Bob Hawke et le vice-président chinois Hu Jintao, le 8 octobre 1999. Aujourd'hui, le secrétariat de l'organisation est situé à Pékin, mais l'organisation elle-même est domiciliée à Boao, dans la province de Hainan, et c'est dans cette ville qu'ont lieu les conférences annuelles. À dater d'avril 2024, le président du conseil d'administration est Ban Ki-moon (ancien Secrétaire Général des Nations Unies, 2007-2016), le vice-président est Zhou Xiaochuan (ancien directeur de la Banque Populaire de Chine, 2002-2018) et le secrétaire général est Li Baodong (ancien Ministre des Affaires Étrangères de la RPC).

Même si la Chine n'en est pas la seule fondatrice, le FBA est considéré comme une initiative du gouvernement chinois, faisant partie de sa « politique de bon voisinage » (Scott, 2016, p. 146). De plus, la Chine a un poids non-négligeable au sein de l'organisation, de par sa domiciliation, la part des participant.es chinois.es à ses événements et la composition actuelle du conseil d'administration. De plus, si l'on regarde de près les thèmes des conférences annuelles, on peut constater que le lexique politique chinois est prédominant. En effet, que ce soit dans le thème global des conférences annuelles ou dans les thèmes de leurs sous-forums, les slogans et les concepts élaborés par le gouvernement

²⁷³ « La Table ronde du bouddhisme de la mer de Chine méridionale 2023 s'est tenue en grande pompe au Sri Lanka (2023南海佛教圆桌会在斯里兰卡盛大举行) », Centre d'informations Internet de Chine, 12 décembre 2023, http://photo.china.com.cn/2023-12/12/content_116874752.shtml

chinois sont très présents, comme c'est le cas du concept de « coopération gagnant-gagnant »²⁷⁴. C'est d'ailleurs à l'occasion de la conférence de 2015 que Xi Jinping a introduit, pour la première fois, son concept de « communauté d'avenir partagé pour l'humanité » à un public international (Hu, 2019, p. 10).

Le sous-forum du « Dialogue des leaders religieux/ses » est organisé dans le cadre des conférences annuelles du FBA depuis 2016. L'activité précurseur de ce sous-forum est un débat télévisé sur le sujet de « La voie du milieu : réunir le pouvoir de bons souhaits », diffusé à l'occasion de la conférence de 2015. Les six intervenant.es de ce débat étaient maître Yinshun (meneur de la Table Ronde de Shenzhen du Bouddhisme de la Mer de Chine Méridionale), maître Hsing Yun (fondateur de Fo Guang Shan), Sheng Kung Hui (Paul Kwong, archevêque de Hong Kong), Adiljan Haj Kerim (vice-président de l'Association Islamique de Chine), Din Syamsuddin (président du Conseil des Oulémas d'Indonésie) et Liu Changle (président du groupe médiatique chinois *Phoenix*)²⁷⁵. Les médias chinois soulignent également la présence de responsables politiques et administratifs chinois.es, notamment Li Jun, secrétaire adjoint du Comité Provincial du Parti de Hainan, Li Caiwang, directeur adjoint de la Commission Provinciale des Affaires Religieuses et Ethniques de Hainan, et Jiang Jianyong, directeur adjoint de l'AEAR²⁷⁶. La conférence de 2016 entérine cette activité sous la forme d'un sous-forum annuel, décrit comme « *une plateforme pour promouvoir les échanges et l'apprentissage mutuels entre religions et civilisations. Il vise à faire avancer la coexistence et l'intégration de différentes civilisations, cultures et pays, de sorte à renforcer la consolidation des fondations de la construction d'une communauté d'avenir partagé pour l'humanité* »²⁷⁷. Pour les participant.es religieux/ses, il représente une occasion de contribuer à la gouvernance régionale, en apportant une justification et une perspective religieuses à la coopération pacifique et à l'intégration économique, resserrant ainsi l'écart entre le monde des affaires religieuses et le monde des affaires internationales.

Plus concrètement, le sous-forum fait intervenir un panel d'expert.es, s'exprimant face à un public. Ces expert.es sont principalement des leaders religieux/ses, ainsi que des académicien.nes et des responsables politiques ou administratifs des affaires religieuses dans leur pays respectif. En mars

²⁷⁴ « Conférences », Boao Forum for Asia, consulté dernièrement le 20 avril 2024, <https://english.boaoforum.org/confActiviti.html>

²⁷⁵ « Le sous-forum sur la religion de la conférence annuelle 2015 du Forum de Boao pour l'Asie s'est tenu avec succès (博鳌亚洲论坛2015年年会宗教分论坛成功召开) », Sina, 31 mars 2015, <https://fo.sina.com.cn/news/jnxw/2015-03-31/doc-icczmvun7637793.shtml>

²⁷⁶ « Le sous-forum sur la religion de la conférence annuelle 2015 du Forum de Boao pour l'Asie s'est tenu avec succès », Sina, 31 mars 2015.

²⁷⁷ « The religious sub-forum of Boao Forum for Asia », *China Daily*, 23 avril 2023, http://regional.chinadaily.com.cn/en/2023-04/03/c_874671.htm

2024, le sous-forum réunit ainsi neuf intervenants, autour du thème de « L’harmonie religieuse et l’apprentissage mutuel entre les civilisations ». Parmi eux, huit sont des leaders religieux, auquel s’ajoute un responsable politique. Sur ces neuf intervenants, trois d’entre eux sont chinois : il s’agit de Yanjue et Yinshun de l’Association Bouddhiste de Chine, qui sont aussi identifiés comme membres du Comité Permanent du 14^e Comité National de la CCPPC, et de Chen Ruifeng, directeur de l’ANAR et du DTFU. Les autres intervenants sont Thích Đức Thiện (vice-président et secrétaire général du conseil exécutif du Sangha Bouddhiste du Vietnam et membre de l’Assemblée Nationale du Vietnam), Kirinde Assaji (Chef Haut-prélat du temple Gangaramaya de Colombo, Sri Lanka), Lharkyal Lama (abbé du monastère Palyul Ling à Kathmandu, Népal et vice-président du Fonds de Développement de Lumbini), Mu Ae (représentant de l’ordre Jogye de la Corée du Sud), Harada Mitsunori (représentant de l’école Soto Zen du Japon), et Bour Kry (Patriarche Suprême de l’ordre Thammayut du Cambodge)²⁷⁸. Cette année-là, étant donné que la Table Ronde ne comprenait que des intervenants bouddhistes (sans compter Chen Ruifeng), les médias chinois ont eu tendance à décrire l’évènement comme une rencontre bouddhiste²⁷⁹. En principe, le sous-forum est ouvert aux représentant.es de toute religion et il a en effet déjà accueilli la participation de représentants chinois du taoïsme et du christianisme en 2018²⁸⁰, d’un représentant chinois de l’islam en 2022²⁸¹ et du représentant d’un organisme pan-religieux d’Amérique Latine et des Caraïbes en 2023²⁸². Dans l’ensemble, néanmoins, l’évènement est dominé par les représentant.es du bouddhisme : sur les trente intervenants qui ont participé au sous-forum depuis 2016, vingt-quatre d’entre eux étaient bouddhistes.

En outre, bien que l’évènement ait lieu dans le cadre du Forum Boao pour l’Asie, les organisateur.es du sous-forum sont systématiquement des organismes chinois, comme l’Association

²⁷⁸ « YAN JUE (Member of the Standing Committee of the 14th National Committee of the Chinese People's Political Consultative Conference (CPPCC), Vice President of the China Committee on Religion and Peace (CCRP), Co-chair of the Religions for Peace, President of the Buddhist Association of China) speaks at The sub-forum on Religious Harmony and Mutual Learning Among Civilizations session », Boao Forum for Asia, 29 mars 2024, https://www.boaoforum.org/ac2024/html/detail_2_609_27901_Pictures.html; « YIN SHUN (Member of the 14th National Committee of the Chinese People's Political Consultative Conference (CPPCC), Head of the Youth Division of China Committee on Religion and Peace (CCRP), Vice President of the Buddhist Association of China, and President of the Buddhist Association of Hainan Province) speaks at The sub-forum on Religious Harmony and Mutual Learning Among Civilizations session », Boao Forum for Asia, 29 mars 2024, https://www.boaoforum.org/ac2024/html/detail_2_609_27902_Pictures.html

²⁷⁹ « Buddhists from across world discuss closer tie », *China Daily*, 2 avril 2024, http://regional.chinadaily.com.cn/en/2024-04/02/c_976072.htm

²⁸⁰ « 'Religious Leaders Dialogue' session held at Boao Forum », *Xinhua*, 11 avril 2018, http://www.xinhuanet.com/english/2018-04/11/c_137103685.htm

²⁸¹ « CCRP: Sub-Forum on 'Dialogue of Religious Leaders' of the 2022 », Asian Conference of Religion for Peace, 30 avril 2022, <https://rfpasia.org/ccrp%EF%BC%9Asub-forum-on-dialogue-of-religious-leaders-of-the-2022/>

²⁸² « The Sub-forum « Religious Harmony and Mutual Learning Among Civilizations » of BFA Annual Conference 2023 », Comité Chinois pour la Religion et la Paix, 21 avril 2023, <http://www.cppcc.gov.cn/ccrp/2023/04/21/ARTI1682061493229313.shtml>

Chinoise d'Échanges pour la Culture Religieuse, le Comité Chinois sur la Religion et la Paix, et l'Association Bouddhiste de Chine. La prédominance des intérêts chinois se manifeste également par l'appropriation de slogans et de concepts promus par le gouvernement de Xi Jinping, que ce soit dans les thèmes du sous-forum ou dans le discours des intervenants. En 2019, le sous-forum porte le nom de « Dialogue des Leaders Religieux/ses : Développement Commun entraîné par des Croyances Partagées - Illuminer l'avenir »²⁸³. Si le concept de « communauté d'avenir partagé pour l'humanité » ne figure pas explicitement dans le thème du sous-forum, il est bel et bien le sujet de la discussion. Plus encore, dans ce cadre-là, le concept a été défini et promu comme un modèle de développement économique alternatif, mutuellement avantageux et compatible avec la pensée bouddhiste²⁸⁴. En somme, il faut voir le sous-forum « Dialogue des Leaders Religieux/ses » du Forum Boao pour l'Asie comme une plateforme de diffusion du discours officiel chinois, utilisée par le PCC pour renforcer son influence auprès des communautés bouddhistes d'Asie. En effet, étant donné que les intervenant.es bouddhistes sont majoritaires, l'activité est plus susceptible de susciter l'intérêt d'un public bouddhiste, et c'est en cela qu'elle contribue à la diplomatie bouddhiste chinoise. Plus précisément, c'est le public bouddhiste de Chine et d'Asie du Sud-Est qui semble être ciblé, puisque sur les vingt-quatre leaders bouddhistes ayant participé aux panels, huit étaient originaires d'un pays de l'Asie du Sud-Est (Cambodge, Laos, Myanmar, Taïwan, Thaïlande, Vietnam) et dix étaient originaires de la RPC. Ce n'est d'ailleurs que dans les deux dernières années que l'évènement s'est davantage internationalisé, avec la participation de trois représentants bouddhistes d'Asie du Nord/Nord-Est (Mongolie, Japon et Corée du Sud), deux représentants bouddhistes d'Asie du Sud (Népal et Sri Lanka) et d'un représentant bouddhiste allemand en 2023 et 2024. Il est possible que, dans les années à venir, le sous-forum réunisse des panels plus diversifiés, mais en l'état, il s'apparente davantage à une plateforme de discussion entre les bouddhistes de Chine et d'Asie du Sud-Est qu'à une plateforme panasiatique et pan-religieuse.

Il est aussi intéressant de relever que le format du sous-forum a été modifié lors de la dernière conférence (en 2024) : les intervenants étaient assis autour d'une grande table ronde, certains tournant le dos au public présent, alors que les intervenants précédents avaient été assis sur une table en longueur, faisant tous face au public. Ce changement de disposition rappelle le format adopté par la Table Ronde de Shenzhen du Bouddhisme de la Mer de Chine Méridionale. Il se peut qu'il y ait eu là une volonté de la part des organisateur.es chinois.es d'imiter cette Table Ronde, ce qui est d'autant

²⁸³ « Religious Leaders Dialogue: Common Development Driven by Shared Beliefs – Light up the Future », Boao Forum for Asia, consulté dernièrement le 20 avril 2024, <https://www.boaoforum.org/ljnh/en/2019ft2329/43088.htm>

²⁸⁴ « Religious Leaders Dialogue: Common Development Driven by Shared Beliefs – Light up the Future », Boao Forum for Asia, consulté dernièrement le 20 avril 2024, <https://www.boaoforum.org/ljnh/en/2019ft2329/43088.htm>

plus probable que les deux évènements ont des organisateur.es en commun, à savoir l'ABC et l'ACECR. Cela peut s'expliquer par une volonté d'homogénéiser leurs activités, par souci de cohérence et de lisibilité. Cela peut aussi s'expliquer par la volonté de faire de la Table Ronde un modèle pour les échanges bouddhistes, de sorte à augmenter le prestige et la légitimité de cette plateforme. Le sous-forum religieux du FBA et la Table Ronde de Shenzhen ont également le même porte-drapeau, maître Yinshun. Celui-ci est un des membres de l'ABC les plus actif.ves de la diplomatie bouddhiste chinoise déployée en Asie, et plus particulièrement au Népal, où il occupe le poste d'abbé du temple chinois construit dans l'enceinte du site de Lumbini (lieu de naissance du Bouddha), et en Asie du Sud-Est, où il a développé des relations étroites dans les hauts cercles du bouddhisme dans plusieurs pays. Comme à la Table Ronde de Shenzhen, on retrouve parmi les intervenant.es du « Dialogue des Leaders Religieux/ses » les représentant.es d'institutions bouddhistes nationales d'Asie du Sud-Est, notamment le Conseil Suprême du Sangha de Thaïlande, le Comité d'État du Sangha de l'ordre Maha Nayaka du Myanmar, l'Organisation de la Communauté Bouddhiste du Laos, le Sangha Bouddhiste du Vietnam et l'Association Bouddhiste de la République de Chine (Taïwan). Ce sont ces mêmes institutions que l'on retrouve parmi les participant.es de la Réunion d'Échanges Bouddhistes dans le bassin Lancang-Mékong.

5.2.3. La « Réunion d'Échanges Bouddhistes dans la Région Lancang-Mékong » : au service d'un mécanisme de coopération sub-régionale

Dans le domaine des forums bouddhistes, la Chine participe aussi à des rencontres tripartites et sous-régionales. C'est le cas de la « Conférence Amicale d'Échanges Chine-Corée-Japon »²⁸⁵, du « Forum des Trois Nations Chine-Canada-É.U »²⁸⁶, ainsi que de la « Réunion d'Échanges Bouddhistes dans la Région Lancang-Mékong », qui rassemble des représentant.es des communautés bouddhistes des pays situés dans le bassin du fleuve Lancang-Mékong, à savoir la Chine, le Myanmar, la Thaïlande, le Laos, le Cambodge et le Vietnam, ainsi que des représentant.es du Sri Lanka (bien que ce pays soit très éloigné de la région en question). Il s'agit d'une initiative de l'Association Bouddhiste de Chine, qui a vu le jour en mai 2021. Lancée dans le contexte de la pandémie de la covid-19, les deux premières réunions n'ont duré qu'une journée et ont eu lieu en format hybride : les membres de l'ABC étaient réunis en personne au quartier général de l'association (au temple

²⁸⁵ « La délégation bouddhiste chinoise s'est rendue en Corée du Sud pour assister à la 23e Conférence d'échanges amicaux sur le bouddhisme Chine-Corée du Sud-Japon (中国佛教代表团赴韩出席第23次中韩日佛教友好交流会议) », compte officiel Weixin de l'Association Bouddhiste de Chine, 10 novembre 2023, <https://mp.weixin.qq.com/s/Bxn4vFUgJhplF5LDv3d5Ew>

²⁸⁶ « Le « Premier Forum bouddhiste Chine-Canada-États-Unis » a publié la « Déclaration de Toronto » au Canada (« 首届中加美三国佛教论坛 »在加拿大发表《多伦多宣言》) », Association Bouddhiste de Chine, 19 juin 2017, <https://www.chinabuddhism.com.cn/web/details/19563>

Guangji, Pékin), alors que les invité.es étrangers/ères participaient en ligne. En 2023, la réunion s'étale sur plusieurs jours (du 1er au 4 décembre) et se déroule pour la première fois entièrement en présentiel, dans la municipalité de Xishuangbanna, sous la direction de l'Association Bouddhiste de Chine, sa branche provinciale (Yunnan) et sa branche municipale (Xishuangbanna). La réunion est décrite par l'institution centrale comme étant « *un mécanisme d'échanges multilatéral pour le bouddhisme dans les pays du bassin de Lancang-Mékong* » et « *un jalon dans l'histoire des échanges bouddhistes* » dans la région²⁸⁷. En ce qu'elle est censée permettre aux bouddhistes « *d'explorer des nouvelles façons d'aider la coopération Lancang-Mékong* »²⁸⁸, cette initiative s'inscrit dans la politique de développement sous-régional qui a été consolidée par la Chine, le Myanmar, le Cambodge, le Laos, la Thaïlande et le Vietnam en 2016 sous la forme du Mécanisme de Coopération Lancang-Mékong²⁸⁹. Le soutien à cette politique pourrait d'ailleurs être la première motivation derrière la création de la Réunion, qui exclut les communautés bouddhistes d'Asie du Sud-Est dont les États ne sont pas concernés par le Mécanisme de Coopération Lancang-Mékong (à savoir la Malaisie, Singapour et Taïwan). On remarquera toutefois que la justification donnée par l'ABC est celle de la proximité culturelle entre les peuples de l'espace sous-régional. Lors de la première réunion, le président de l'ABC aurait affirmé :

[...] que les pays du bassin du fleuve Lancang-Mékong sont géographiquement proches, que leurs peuples sont liés et que leurs cultures sont liées. Depuis les temps anciens, le bouddhisme dans les pays de Lancang-Mékong est étroitement lié et intégré. Ces dernières années, la Chine a hérité de son amitié traditionnelle avec les cercles bouddhistes de divers pays du bassin du fleuve Lancang-Mékong et a continué à écrire de nouveaux chapitres d'échanges amicaux entre les bouddhistes du bassin du fleuve Lancang-Mékong à travers des interactions bilatérales, des échanges multilatéraux et de la coopération. Surtout depuis le début de l'épidémie de COVID-19 l'année dernière, les communautés bouddhistes de divers pays du bassin de Lancang-Mékong se sont souciées et soutenues les unes les autres, ont uni leurs mains pour lutter contre l'épidémie et ont prié pour obtenir des

²⁸⁷ « Suivre | Allumez la lampe du cœur et partagez un destin commun - la Conférence d'échange bouddhiste Lancang-Bassin du Mékong 2023 s'est tenue à Xishuangbanna, Yunnan (关注 | 点亮心灯 命运与共——2023澜湄流域佛教交流会在云南西双版纳举行) », compte officiel Weixin de l'Association Bouddhiste de Chine, 2 décembre 2023, <https://mp.weixin.qq.com/s/iX0fxE8Vbxy6arxb9LlkXg>

²⁸⁸ « L'Association bouddhiste de Chine organise à Pékin la Conférence d'échanges sur le bouddhisme du bassin Lancang-Mékong (中国佛教协会在京举办澜湄流域佛教交流会) », Association Bouddhiste de Chine, 18 mai 2021, <https://www.chinabuddhism.com.cn/e/action/ShowInfo.php?classid=506&id=43147>

²⁸⁹ Voir chapitre 2.

*bénédiction et des secours en cas de catastrophe, ce qui a démontré la compassion des bouddhistes et leur solide amitié, partageant bonheur et malheur.*²⁹⁰

Il y a dans cet extrait des thèmes discursifs que l'on trouve dans toutes les publications chinoises au sujet de trois réunions qui ont eu lieu jusqu'à présent et dans les propos des invité.es étrangers/ères que ces publications relatent. Premièrement, le discours de Yanjue mobilise le thème de la proximité culturelle découlant d'une proximité géographique : selon lui, les peuples vivant dans la région traversée par le fleuve n'ont pas seulement en commun un certain environnement naturel, mais aussi un patrimoine culturel. Deuxièmement, Yanjue présente le bouddhisme comme étant le principal élément de ce patrimoine culturel partagé, qui rapproche les peuples du bassin fluvial entre eux et les rend plus indistincts. Troisièmement, le moine chinois inscrit les échanges contemporains auxquels contribue la Chine dans la continuité d'une longue histoire d'échanges entre communautés bouddhistes de la région. Enfin, son discours reprend le thème de la solidarité et de la compassion pour montrer la pertinence d'une approche guidée par la perspective bouddhiste pour faire face à des défis de l'époque contemporaine, comme celui de la covid-19. On trouve des thèmes similaires dans les propos, par exemple, de Phra Brahmapundit (université Mahachulalongkornrajavidyalaya, Thaïlande)²⁹¹.

En 2023, la rencontre a lieu en présentiel pour la première fois, dans la province du Yunnan. Ce choix de lieu est d'abord une question de cohérence géographique, puisque c'est cette région que traverse le fleuve Lancang-Mékong en Chine et avec laquelle plusieurs des autres pays du bassin partagent une frontière. Le Yunnan est d'ailleurs considéré comme « *le portail de la Chine vers l'Asie du Sud-Est* » (Raymond, 2020, p. 353). Mais ce choix est aussi cohérent avec la prédominance de la tradition Theravāda dans la région : hormis la communauté bouddhiste du Vietnam, les communautés bouddhistes du Lancang-Mékong suivent majoritairement cette tradition Theravāda. C'est là un point qu'elles ont en commun avec la communauté bouddhiste du Yunnan, et non avec le reste de la communauté bouddhiste chinoise. Les participant.es à la Réunion sont effectivement en grande majorité des bouddhistes de la tradition Theravāda. Jusque-là, seul le Vietnam n'a été représenté que par des moines de la tradition Mahāyāna, bien que le Sangha Bouddhiste du Vietnam comprenne des membres issus de la tradition Theravāda. Du côté de l'ABC, les participant.es sont aussi principalement des moines de la tradition Mahāyāna, dont le président de l'association, Yanjue. Mais, dès le début, l'institution a aussi veillé à ce que la tradition Theravāda de la RPC soit représentée au

²⁹⁰ « L'Association bouddhiste de Chine organise à Pékin la Conférence d'échanges sur le bouddhisme du bassin Lancang-Mékong », 18 mai 2021.

²⁹¹ « Suivre | Allumez la lampe du cœur et partagez un destin commun [...] », 2 décembre 2023.

travers du moine Pasonglie Longzhuangmeng, qui cumule plusieurs postes dans le réseau de l'ABC (vice-président de l'ABC, vice-président de l'Association Bouddhiste du Yunnan et président de l'Association Bouddhiste de la préfecture autonome Dai de Xishuangbanna) et une place au sein du Comité des Affaires Ethniques et Religieuses du 14^e Comité National de la CCPPC. En 2021, les participant.es chinois.es sont rejoints par des moines de la Thaïlande, du Vietnam, du Cambodge et du Sri Lanka, dont plusieurs membres de l'université thaïlandaise Mahachulalongkornrajavidyalaya et plusieurs membres du Sangha Bouddhiste du Vietnam²⁹². Les deux années suivantes, la Réunion reçoit également la participation du Myanmar et du Laos, représentés respectivement par l'Association Chine-Myanmar pour la Promotion du Bouddhisme et de la Culture, et par l'Académie Bouddhiste du Laos et l'Association Bouddhiste de la République Démocratique Populaire du Laos.

Ce tournant vers la tradition Theravāda atteste d'une certaine flexibilité de la diplomatie bouddhiste chinoise. Pour renforcer la légitimité du discours sur la proximité entre les peuples de la région Lancang-Mékong, les acteur.es chinois.es ont su mobiliser les ressources les plus pertinentes, en l'occurrence les ressources du bouddhisme Theravāda de la RPC. D'autres événements du type « forum » ont d'ailleurs été organisés en Chine pour favoriser les échanges entre les communautés appartenant à la tradition Theravāda, notamment le Sommet du Bouddhisme Theravāda, qui s'est tenu à Dali en 2016 et à Dehong en 2017, dans le Yunnan (Borchert, 2020; Raymond, 2020). À cela s'ajoutent les forums qui visent, officiellement, à rapprocher les bouddhistes des trois grandes traditions, mais qui tendent à favoriser la participation des communautés Theravāda puisqu'ils ont lieu dans le Yunnan, par exemple le Forum Chongsheng, organisé par le temple Chongsheng (municipalité de Dali, Yunnan) en 2017 (Raymond, 2020).

En termes de contenu, des liens ont été tracés entre la politique de coopération dans la sous-région du Lancang-Mékong et la construction de la *Belt and Road Initiative* tout au long des trois « Réunions d'Échanges Bouddhiste dans la Région Lancang-Mékong ». Cela montre que les deux projets sont aujourd'hui traités comme étant interdépendants. Le régime chinois a donc particulièrement intérêt à se rapprocher des moines influents dans la sous-région : grâce à la Réunion, le PCC et ses agent.es pourraient amener ces individus à soutenir et à promouvoir non pas un, mais deux projets-phare du gouvernement de Xi Jinping, auprès de leurs communautés.

²⁹² Les participant.es du Cambodge et du Sri Lanka ne sont pas clairement identifié.es dans les publications disponibles.

5.3. Cooptation et infiltration d'une organisation bouddhiste à vocation internationale : le cas de la Communauté Mondiales des Bouddhistes

5.3.1. La Communauté Mondiale des Bouddhistes : adversaire ou alliée de l'Association Bouddhiste de Chine ?

Comme on l'a vu en début de chapitre, la Chine n'est pas la seule à avoir mis en place une plateforme de rencontre internationale pour la communauté bouddhiste et son Forum Bouddhiste Mondial doit concurrencer avec des initiatives créées par d'autres acteurs. Une de ces concurrentes est la Communauté Mondiale des Bouddhistes (*World Buddhist Fellowship*), qui a vu le jour le 25 mai 1950. La création de l'organisation est alors soutenue par 129 délégués représentant 27 pays²⁹³, qui s'engagent à promouvoir l'unité et l'amitié au sein de la communauté bouddhiste, afin de propager l'enseignement de Bouddha. À l'origine, l'organisation est domiciliée à Colombo, au Sri Lanka, et menée par Dr G.P. Malalasekera, un académicien et diplomate sri-lankais. En 1984, la présidence de l'organisation passe à Sanya Dharmasakti (juriste, professeur et politicien thaïlandais) et le siège se déplace à Bangkok. Par la suite, en 1998, le diplomate thaïlandais Phan Wannamethee obtient le poste de président²⁹⁴, auquel succède l'homme d'affaires Phallop Thaiarry (président de la branche thaïlandaise de l'entreprise de location automobile Avis). Ces deux hommes sont encore aujourd'hui à la tête de l'organisation, Wannamethee occupant le poste de président honorifique, et Thaiarry occupant le poste de président exécutif.

La Communauté Mondiale des Bouddhistes (CMB) est composée d'un conseil d'administration et d'un conseil exécutif, et elle revendique aujourd'hui plus de 180 associations-membres, qui comptent comme ses « centres régionaux », dispersés dans 50 pays²⁹⁵. L'organisation a pour vocation d'avoir une portée internationale et se revendique être inclusive à toutes les écoles du bouddhisme. Pourtant, avec le temps, la CMB semble avoir penché davantage du côté de la tradition Theravāda. On peut remarquer, par exemple, que la seule organisation bouddhiste vietnamienne affiliée à la CMB est une organisation Theravāda, alors que cette tradition est largement minoritaire au Vietnam. Il est fort probable que l'implantation de l'organisation en Thaïlande depuis plus de 40

²⁹³ « About Us:History », Communauté Mondiale des Bouddhistes, consulté dernièrement le 6 mai 2024, <https://wfbhq.org/about-history.php>. Voir aussi Laliberté, André. « Geopolitics of Buddhism. » *Journal of Buddhist Ethics* 25 (2018): 395-427.

²⁹⁴ Entre-temps, le siège s'est déplacé deux fois : en 1958, il passe de Colombo à Yangon, au Myanmar, où réside le successeur de Dr. Malalasekera, le juriste U Chan Htoon. En 1963, alors que le pays est plongé dans la révolution et peu avant son emprisonnement, U Chan Htoon demande à la princesse thaïlandaise Poon Pismai Diskul de lui succéder et le siège est déplacé à Bangkok, où il se situe aujourd'hui.

²⁹⁵ « Regional Centers », Communauté Mondiale des Bouddhistes, consulté dernièrement le 6 mai 2024, <https://wfbhq.org/regional-centres.php>. NB: étant donné que certaines associations listées ne semblent plus être en activité, il est probable que le nombre de centres régionaux sont plus bas que ce qui est revendiqué par la CMB.

ans ait joué dans la prédominance de la tradition Theravāda. En outre, la co-présidence de Phan Wannamethee et Phallop Thaiarry, le grand nombre d'associations thaïlandaises affiliées à la CMB et le fait que les communications de l'organisation se fassent exclusivement en anglais et en thaïlandais, font paraître l'organisation comme étant autant thaïlandaise qu'internationale. Son caractère international transparaît surtout dans l'évènement principal qu'elle organise presque tous les deux ans, dit « Conférence Générale de la Communauté Bouddhiste Mondiale ». Pour ce qui est de sa mission, la constitution de la CMB définit cinq objectifs que ses membres, « *ne se laissant pas décourager par les coutumes et pratiques propres aux confessions* », s'engagent à défendre : 1) promouvoir entre les membres le strict respect et la pratique des enseignements de Bouddha, 2) assurer l'unité, la solidarité et la fraternité entre bouddhistes, 3) propager la doctrine sublime du Bouddha, 4) organiser et mener des activités dans le domaine du social, de l'éducation, du culturel et d'autres services humanitaires, et 5) œuvrer pour assurer la paix et l'harmonie entre les hommes et le bonheur de tous les êtres et collaborer avec d'autres organisations œuvrant pour les mêmes fins. La constitution précise également que « *[e]n particulier, la Communauté Mondiale des Bouddhistes s'abstient de s'impliquer directement ou indirectement dans toute activité politique* »²⁹⁶. Or, il s'agit là d'une stipulation que l'insertion de l'Association Bouddhiste de Chine dans la CMB a mise à mal.

Dans une publication de la Communauté Bouddhiste Mondiale, rapportant sur une réunion du dixième conseil de l'ABC, l'institution chinoise est décrite comme étant

*[n]on seulement l'unique Centre Régional en République Populaire de Chine, mais aussi un des co-fondateurs de la CMB. En plus d'être au centre de toutes les écoles du Bouddhisme en Chine, cultivant l'éducation bouddhiste, menant des activités d'échanges de culture et d'art bouddhistes, renforçant la recherche académique, elle exerce des missions sociales et caritatives au profit de la société et des personnes.*²⁹⁷

Les publications de l'ABC, relatives à la CMB, ne manquent pas non plus de rappeler son rôle en tant que membre fondateur et en tant que seule représentante de la Chine continentale. Lors de la 29^e réunion générale du conseil exécutif de la CMB (en 2018), un représentant de l'ABC, maître Juexing, précise d'ailleurs que l'association chinoise a participé aux premières conférences générales de la CMB, d'abord en 1956 puis 1961. Celui-ci souligne également que Zhao Puchu, qui présida

²⁹⁶ Article 4, Constitution de la Communauté Mondiale des Bouddhistes (1992), telle qu'amendée par la 18^e, la 19^e, le 20^e et la 28^e Conférences Générales. Disponible à télécharger dans la section « About Us: Constitution » sur le site web de l'organisation, consultée dernièrement le 15 mai 2023, <https://wfbhq.org/about-constitution.php>

²⁹⁷ « The 10th National Representative Conference of The Buddhist Association of China », Communauté Mondiale des Bouddhistes, consulté dernièrement le 6 mai 2024, <https://wfbhq.org/news-detail.php?id=002000148>

l'ABC de 1980 à 2000, avait reçu une médaille d'honneur de la part de la CMB, et que son successeur, maître Yicheng, avait été nommé comme président honorifique de l'organisation²⁹⁸. En réalité, ce récit est le résultat d'un révisionnisme assez flagrant. Tout d'abord, l'ABC n'existait pas encore lorsque la CMB a été créée en 1950. Après avoir été établie en 1954, l'ABC a effectivement développé une relation avec la CMB, mais celle-ci a connu des hauts et des bas. Dès le début, les antagonismes politiques entrent en jeu et sont à l'origine, par exemple, de l'opposition de l'ABC au déplacement du siège de la CMB en Thaïlande, où le régime poursuivait alors une politique anti-communiste (Welch, 1961). En 1961, une délégation de l'ABC s'était bel et bien rendue à la Conférence Générale de la CMB, comme le rappelle maître Juexing, mais celle-ci avait coupé court à sa participation, en signe de protestation face au refus de la CMB d'exclure la délégation taïwanaise également présente (Ashiwa et Wank, 2020). De plus, dès la fin des années 1950, l'ABC subit elle-même de plein fouet la politique répressive du régime communiste chinois : elle est pratiquement inactive pendant la période du Grand Bond en Avant (1958-1962), puis complètement mise à l'arrêt sous la Révolution Culturelle (1966-1976), et ce n'est finalement que dans les années 1980 qu'elle est pleinement rétablie. Dans ces conditions, il lui a été impossible de maintenir des relations avec des autres organisations bouddhistes basées à l'étranger. De son côté, la CMB a longtemps appliqué une politique d'exclusion des organisations bouddhistes des pays socialistes. Ce n'est que dans les années 2000, sous le leadership de Phan Wannamethee, que cette règle est abandonnée et que le réseau de la CMB s'élargit significativement (Laliberté, 2018). Entre-temps, c'est l'Association Bouddhiste de la République de Chine (formée sous l'ère républicaine en Chine puis reconstituée à Taïwan) qui s'était imposée comme représentante de la communauté bouddhiste chinoise. En fait, malgré plusieurs tentatives de rapprochement et notamment à cause de son refus de coexister avec l'ABRC, l'ABC ne parvient à intégrer officiellement la CMB qu'en 2014.

Dans les années 1980, grâce aux efforts de Zhao Puchu, l'association de la RPC parvient à établir un certain lien avec la CMB, en participant à certaines conférences générales à l'étranger ou en rendant visite au siège de l'organisation à Bangkok²⁹⁹. Plus récemment, en 2010, l'ABC participe à la 25^e Conférence Générale de la CMB, organisée au Sri Lanka, en y envoyant une délégation menée par l'un de ses vice-présidents, maître Xuecheng et le directeur de l'AEAR, Wang Zuo'an³⁰⁰.

²⁹⁸ « Le vice-président Juexing a conduit une délégation au Japon pour assister à la 29^e conférence de la Communauté Mondiale des Bouddhistes (觉醒副会长率团赴日本出席第29届世佛联大会) », *FJNET*, 12 novembre 2018, http://www.fjnet.com/hwj/haiwainr/201811/t20181112_271311.htm

²⁹⁹ « Encourageons-nous davantage lorsque nous nous rencontrons. La relation entre l'Association Bouddhiste de Chine et la Communauté Mondiale des Bouddhistes (相见多相勉 同心德不孤——中国佛教协会与世界佛教徒联谊会的因缘) », *Fayin*, n° 9 (361) : 2014, <https://www.chinabuddhism.com.cn/fayin/dharma/2014.9/q2k1408f04.htm>

³⁰⁰ « Encourageons-nous davantage lorsque nous nous rencontrons (...) », 2014.

L'année suivante, le président de l'ABC, maître Chuanyin, est nommé à l'un des postes de vice-présidence du conseil administratif de la CMB, une première depuis la nomination de Zhao Puchu à ce poste en 1984. Le 29 novembre 2013, un autre vice-président de l'ABC, maître Daoci, assiste à la session plénière d'une réunion du conseil exécutif de la CMB et il reçoit le soutien de Phallop Thairry pour que la prochaine Conférence Générale soit organisée en RPC. Un an plus tard, c'est autour de maître Xuecheng de participer à plusieurs réunions du conseil exécutif, notamment pour préparer la 27^e Conférence Générale³⁰¹. Comme je l'expliquerai par la suite, la décision d'organiser cet événement pour la première fois sur le territoire chinois a été un tournant dans les relations entre la CMB et l'ABC. Dans un rapport sur la 27^e Conférence Générale, qui a eu lieu en 2014, la CMB déclare : « *[c]'est la première fois depuis 60 ans de création de la CMB que la Chine continentale accueille la Conférence Générale, mais, ce genre d'évènement international bouddhiste n'est pas nouveau pour la Chine, car elle a organisé les Conférences Bouddhistes Mondiales au moins trois fois* »³⁰². Les « Conférences Bouddhistes Mondiales » auxquelles il est fait allusion sont en fait le Forum Bouddhiste Mondial. Cet extrait atteste d'un double succès de l'initiative chinoise, en ce qu'elle n'a pas seulement réussi à capter l'intérêt d'une organisation dont les Conférences Générales pourraient être considérées comme rivales, elle a aussi réussi à générer une confiance, à l'étranger, en les capacités de la Chine à organiser une rencontre bouddhiste d'envergure internationale. De même, le succès de la 27^e Conférence Générale semble avoir renforcé la confiance de la CMB en l'ABC, comme membre de son réseau et comme représentante de la communauté bouddhiste chinoise. On peut même interpréter la nomination d'un responsable de l'ABC, maître Puzheng (directeur du département international et secrétaire général de l'ABC) à l'un des dix sièges du conseil exécutif de la CMB³⁰³, comme une récompense pour le bon déroulement de la 27^e Conférence Générale, ou du moins comme un signe de reconnaissance des intérêts partagés par les deux institutions. En 2022, l'intégration de l'ABC est confirmée par la nomination du président de

³⁰¹ « La délégation bouddhiste chinoise a rendu visite au président Phan Wannamethee Communauté Mondiale des Bouddhistes et a assisté à la 82^e réunion du comité exécutif de la Communauté Mondiale des Bouddhistes (中国佛教代表团拜会«世佛联»潘·瓦那密提主席并出席第82届«世佛联»执委会议) », Association Bouddhiste de Chine, 18 avril 2014, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/20124.html>

³⁰² « 2557 (2014) The Twenty-Seventh General Conference, Baoji, People's Republic of China », Procès-verbal de la 27^e Conférence Générale disponible à télécharger sur le site web de la Communauté Mondiale des Bouddhistes, consulté dernièrement le 14 mai 2023, <https://wfbhq.org/general-conference-detail.php?id=015000029>

³⁰³ « La délégation de l'Association Bouddhiste de Chine assiste à la 28^e Conférence de la Communauté Mondiale des Bouddhistes (中国佛教协会代表团出席第28届世佛联大会) », Association Bouddhiste de Chine, 30 septembre 2016, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/20256.html>

l'institution chinoise, maître Yanjue, à l'un des postes de vice-présidence du conseil d'administration et par la reconduction de Puzheng au sein du conseil exécutif de la CMB³⁰⁴.

Outre la composition des organes de direction, l'influence de l'Association Bouddhiste de Chine se fait ressentir dans les décisions qui ont été prises par la CMB, parmi lesquelles les plus significatives ont été le soutien au principe de la « Chine Unique » et l'organisation de la 27^e Conférence Générale en RPC.

5.3.2. Du rapprochement à la convergence politique

Bien que la constitution de la Communauté Mondiale des Bouddhistes l'engage à s'abstenir de toute implication dans les affaires politiques, l'organisation s'est plusieurs fois positionnée politiquement au travers de son histoire, à commencer par le refus de s'associer aux bouddhistes provenant de pays socialistes dans les premières décennies suivant sa création. Ce principe a depuis été abandonné, mais cela n'a pas pour autant amené à une attitude entièrement apolitique de la part de la CMB. Son alignement sur la politique de la « Chine Unique » atteste même plutôt d'un renversement de la tendance, par lequel l'organisation s'est rangée du côté du régime du Parti Communiste Chinois. La manifestation la plus visible de ce positionnement a eu lieu en 2012, à l'occasion de la 26^e Conférence Générale de la CMB. Cet épisode est significatif pour deux raisons : d'une part, il montre l'intransigeance dont l'ABC doit faire preuve lorsqu'elle est appelée à défendre les intérêts cruciaux du PCC, et d'autre part, il montre que l'ABC a connu un certain succès en tant qu'agent diplomatique du PCC auprès de la CMB.

L'incident dont il est question advient en juin 2012, à la veille de la 26^e Conférence Générale de la Communauté Bouddhiste Mondiale, organisée en Corée du Sud, en partenariat avec l'Ordre Jogye, qui représente la plus importante école du bouddhisme coréen. Alors que la délégation chinoise se rend sur place pour participer à l'évènement, elle apprend que la liste des invité.es comprend une délégation tibétaine, dont l'ancien Premier Ministre du gouvernement du Tibet en exil, Samdhong Rinpoche³⁰⁵. Selon l'Association Bouddhiste de Chine, la nouvelle va à l'encontre de la promesse faite par l'Ordre Jogye de respecter le principe de « Chine Unique » et de n'inviter ni le Dalaï Lama, ni ses représentant.es³⁰⁶. En réaction, l'ABC exige que l'invitation de la délégation tibétaine soit

³⁰⁴ « L'Association Bouddhiste de Chine a été invitée à assister à la 30^e Conférence de la Communauté Mondiale des bouddhistes (中国佛教协会应邀出席第三十届世界佛教徒联谊会大会) », Association Bouddhiste de Chine, 21 octobre 2022, <https://www.chinabuddhism.com.cn/e/action/ShowInfo.php?classid=506&id=44653>

³⁰⁵ Cho Cung-un, « Chinese block Tibetans at Buddhist event in Yeosu », *The Korea Herald*, 13 juin 2012, <https://www.koreaherald.com/view.php?ud=20120613000973&cpv=0>

³⁰⁶ « Le porte-parole de notre association a fait une déclaration sur le retrait de la délégation bouddhiste chinoise du 26^e Congrès coréen de la « Communauté Mondiale des Bouddhistes » (我会发言人就中国佛教代表团退出第26届« 世佛联 »

révoquée par le comité organisateur coréen et, face au refus de ce dernier, elle se tourne vers Phallop Thaiarry, pour qu'il intervienne. À nouveau selon l'ABC, le secrétaire général de la CMB aurait alors présenté un ultimatum aux organisateur.es coréen.nes : ces derniers/ères pouvaient désinviter la délégation tibétaine et apaiser les revendications de la délégation chinoise, ou maintenir leur invitation, accepter le départ de la délégation chinoise et accepter qu'aucun.e membre du conseil exécutif de la CBM ne participerait à l'évènement ou quelconque autre évènement organisé par l'Ordre Jogye à l'avenir³⁰⁷. À cela, les organisateur.es coréen.nes répondent par une déclaration formelle demandant à toute personne affiliée au Dalai Lama de quitter les lieux de la Conférence et par laquelle iels s'engagent à veiller à ce qu'aucun.e membre de la délégation tibétaine ne participe aux activités de la conférence³⁰⁸. Le lendemain, contre toute attente, la délégation tibétaine a déjà pris place parmi le public pour assister à l'inauguration, avant même que la délégation chinoise ne s'y rende. Considérant que les organisateur.es n'ont pas respecté leurs engagements et soupçonnant qu'iels ont même facilité l'accès à la délégation tibétaine, l'ABC quitte la conférence. Elle réitère alors son refus catégorique de cautionner ce qui est, pour elle, un acte de trahison de son amitié avec l'Ordre Jogye et une atteinte à l'intégrité de la Nation chinoise. Selon le communiqué de l'association, certain.es membres du conseil exécutif de la CMB et d'autres délégations étrangères se seraient montré.es solidaires en quittant également les lieux. Ce n'est toutefois pas le cas de Phallop Thaiarry, ou du président de la CMB, Phan Wannamethee, les deux ayant été présents tout au long de l'évènement. Or, dans son communiqué, l'ABC remercie la CMB pour son soutien, en citant plus particulièrement le soutien apporté par Phallop Thaiarry.

D'une certaine façon, les protestations de la CMB semble avoir été considérées comme une preuve suffisante du soutien envers l'ABC, ou du moins elles lui auraient suffi à pouvoir sauver la face. Il se peut également que l'association chinoise ne se soit pas montrée davantage critique envers la CMB en raison de promesses faites pour l'avenir. Ce n'est sûrement pas une coïncidence que la Conférence Générale suivante ait été la première à avoir été organisée en RPC. De même qu'en 2016, lorsqu'il est décidé que la Conférence Générale aura à nouveau lieu en Corée du Sud, c'est à l'Ordre

韩国大会发表谈话) », Association Bouddhiste de Chine, 15 juin 2012, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/18813.html>

³⁰⁷ « Le porte-parole de notre association a fait une déclaration sur le retrait de la délégation bouddhiste chinoise du 26e Congrès coréen de la « Communauté Mondiale des Bouddhistes » », 15 juin 2012.

³⁰⁸ Emi Hayakawa, « Tibetan delegates forced to leave conference due to Chinese pressure », *Buddhist Channel*, 15 juin 2012, <https://www.buddhistchannel.tv/index.php?id=89,10949,0,0,1,0#.ZGJa3aXMJPY>; « Buddhists regret China's boycott of world conference », *The Korea Times*, 14 juin 2012, https://www.koreatimes.co.kr/www/news/culture/2013/08/135_113083.html?gonw

Jin-Gak (et non à l'Ordre Jogye) qu'en est confiée l'organisation³⁰⁹. Indirectement, ces décisions confirment l'importance pour la Communauté Mondiale des Bouddhistes de sa relation avec l'ABC et de son mécontentement envers ceux qui la pousseraient du côté des adversaires de la Chine.

L'alignement de la CMB sur la politique de « Chine Unique » se manifeste aussi dans des choix discursifs. En ce qui concerne la question tibétaine, l'organisation internationale semble se ranger du côté chinois lorsqu'elle désigne le Panchen Lama Gyaltzen Norbu, comme « *le leader spirituel du bouddhisme tibétain* »³¹⁰. Cela sous-entend que le moine investi par le PCC est, pour la CMB, le représentant légitime de la tradition tibétaine dans le monde. En ce qui concerne le statut de Taïwan, l'organisation semble aussi se conformer au discours officiel chinois en employant systématiquement le terme « Taipei chinois » (*Chinese Taipei*) pour se référer aux personnes et aux organisations basées sur l'île. Sur le site web de la CMB, dans la liste de ses « centres régionaux », trois catégories sont différenciées : la « Chine », « Hong Kong chinois » et « Taipei chinois »³¹¹. Parmi ces centres, l'Association Bouddhiste de la République de Chine (Taïwan) n'est enregistrée que par le biais de l'Association Bouddhiste de Taipei, soit une branche municipale de l'ABRC avec laquelle elle partage son siège social. De même, les membres du conseil administratif et du conseil exécutif qui sont originaires de Taïwan sont désigné.es comme provenant de « Taipei chinois ». C'est le cas même pour Dr Yo Hsiang Chou, professeur à l'Université Fo Guang qui est pourtant située dans le comté de Yilan, et non à Taipei³¹². Ainsi, dans les dernières années, le vocabulaire adopté par la CMB est devenu plus compatible avec la politique de la « Chine Unique » qu'il ne l'a été par le passé.

La décision d'organiser la 27^e Conférence Générale de la Communauté Mondiale des Bouddhistes en RPC est un autre signe de rapprochement. Elle témoigne d'une confiance de la part de la CMB, non seulement envers les capacités organisationnelles de ses partenaires chinois.es, mais aussi envers leurs capacités à œuvrer pour la propagation des enseignements bouddhistes dans le monde. Indirectement, cette décision montre aussi que la CMB éprouve une certaine satisfaction quant à la situation du bouddhisme en Chine et plus généralement les politiques religieuses chinoises. D'ailleurs, si l'idée aboutit en 2014, ce n'est pas la première fois qu'elle a été considérée. L'ABC

³⁰⁹ « La délégation de l'Association bouddhiste de Chine assiste à la 28^e Conférence de la Communauté Mondiale des Bouddhistes », 3 septembre 2016; « General Conference: 28th General Conference », Communauté Mondiale des Bouddhistes, consulté dernièrement le 15 mai 2023, <https://wfbhq.org/general-conference-detail.php?id=015000031>

³¹⁰ « (News & Activity: Headquarters) Buddhist Association of China visited Headquarters of the WFB », Communauté Mondiale des Bouddhistes, consulté dernièrement le 6 mai 2024, <https://wfbhq.org/news-detail.php?id=002000111>

³¹¹ « Regional Centres », Communauté Mondiale des Bouddhistes, consulté dernièrement le 6 mai 2024.

³¹² « About Us: Office Bearers », Communauté Mondiale des Bouddhistes, consulté dernièrement le 6 mai 2024, <https://wfbhq.org/about-office-bearers.php>; « About Us: Executive Council », Communauté Mondiale des Bouddhistes, consulté dernièrement le 6 mai 2024, <https://wfbhq.org/about-executive-council.php>

affirme que la proposition avait été présentée à la CMB par maître Hsing Yun, leader de Fo Guang Shan, dès les années 2000³¹³. Toutefois, ce n'est qu'après que l'ABC ait été invitée à participer davantage aux réunions du conseil exécutif de la CMB et après l'incident de la 26^e Conférence Générale que l'une des conférences a été confiée à des organisateur.es chinois.es. Comme pour le Forum Bouddhiste Mondial, les institutions politiques et administratives chinoises ont été très investies dans le processus de préparation de l'évènement, qui commence en janvier 2014. C'est notamment le cas du gouvernement provincial du Shaanxi et du gouvernement municipal de Baoji et l'Administration d'État pour les Affaires Religieuses³¹⁴.

Avec leur coopération, la 27^e Conférence Générale se déroule du 14 octobre 2014, jusqu'au 19 octobre, à travers la municipalité de Baoji, principalement au « Site Scénique Culturel Bouddhiste du Temple Famen », où a lieu la cérémonie d'inauguration³¹⁵. C'est à cet endroit qu'est conservée la Relique du Doigt du Bouddha, dont le temple Famen tire une grande partie de sa renommée et en raison de laquelle le grand complexe religieux et touristique a été construit. L'activité de lancement de la 27^e Conférence Générale de la CMB tire avantage de la grande envergure des lieux et projette une image de prospérité du bouddhisme en Chine : elle commence par une procession le long d'une vaste allée, bordée de hautes statues et recouverte d'un immense tapis rouge, sur les bords desquels se tiennent des centaines de moines saluant les participant.es qui entrent dans le pavillon Namaste Dagoba, au sommet duquel se trouve une impressionnante structure représentant des mains jointes, en prière. Selon les médias chinois, ce sont plus de 4 000 personnes qui se présentent au pavillon Namaste Dagoba pour l'inauguration de la conférence et 600 personnes qui participent ensuite à la cérémonie de vénération de la Relique du Doigt³¹⁶. Parmi les invité.es de marque, on compte le Grand Patriarche Suprême du Cambodge (Tep Vong), le président du Comité de l'État du Sangha Maha Nayaka du Myanmar (Bhaddanta Kumārabhivaṃsa), le président du Sangha Bouddhiste du Vietnam

³¹³ « Encourageons-nous davantage lorsque nous nous rencontrons. La relation entre l'Association Bouddhiste de Chine et la Communauté Mondiale des Bouddhistes », 2014.

³¹⁴ « La cérémonie de signature du mémorandum de l'Association Bouddhiste de Chine pour accueillir la 27^e Conférence de la « Communauté Mondiale des Bouddhistes » (Baoji, Shaanxi) s'est tenue à Pékin (中国佛教协会承办第27届«世佛联»(陕西宝鸡)大会备忘录签字仪式在京举行) », Association Bouddhiste de Chine, 10 janvier 2014, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/20115.html>; « La 2^e réunion de coordination pour les travaux préparatoires de la 27^e Conférence de la Communauté Mondiale des Bouddhistes s'est tenue à Xi'an, Shaanxi (第27届世佛联大会筹备工作第2次协调会在陕西西安召开) », Association Bouddhiste de Chine, 16 avril 2014, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/19006.html>

³¹⁵ « La 27^e Conférence de la Communauté Mondiale des Bouddhistes a été inaugurée grandiosement au temple Famen, Baoji, Shaanxi (第27届世界佛教徒联谊会大会在陕西宝鸡法门寺隆重开幕) », Association Bouddhiste de Chine, 17 octobre 2014, <https://www.chinabuddhism.com.cn/WFB27th/hdbd/2014-10-17/7111.html>

³¹⁶ « Ouverture de la 27^e Conférence mondiale des bouddhistes au Temple Famen à Baoji », *Quotidien du Peuple*, 24 octobre 2014, <http://french.peopledaily.com.cn/Tourisme/n/2014/1024/c31361-8799608.html>; « 27th World Fellowship of Buddhists Conference opens in Shaanxi », *People's Daily*, 17 octobre 2014, <http://en.people.cn/n/2014/1017/c98649-8796337.html>

(Thích Thiện Nhơn), le recteur de l'université thaïlandaise UMC (Phra Brahmapundit), un représentant de la famille royale thaïlandaise, et même le président de l'Association Bouddhiste de la République de Chine, maître Yuanzong³¹⁷.



Photographie de groupe des participant.es à la 27^e Conférence Générale de la Communauté Bouddhiste Mondiale

Source : *People's Daily*, photographie publiée le 17 octobre 2014

Sont également présent.es de nombreux/ses représentant.es politiques et administratifs/ves de la RPC, dont le vice-directeur du DTFU, Zhang Yijiong, le directeur de l'AEAR, Wang Zuo'an, et le directeur du Bureau des Affaires Taïwanaises du Conseil d'État, Ye Kedong. Comme dans le cas du Forum Bouddhiste Mondial, on assiste donc à la participation de représentant.es de l'État et du PCC à un évènement à caractère religieux, dans un lieu religieux. Cela renvoie l'image d'un régime qui est tolérant envers la religion bouddhiste et même investi dans son développement. Autrement dit, le soutien actif du régime à la Conférence Générale de la CMB est une réponse à ceux qui critiquent le manque de liberté religieuse en RPC et dénoncent un recours à des politiques répressives envers les communautés religieuses. Par la même occasion, le régime va à l'encontre des attentes concernant les liens que peuvent entretenir les membres du Parti Communiste de Chine avec la religion, manifestant dans ce cas une certaine proximité avec le bouddhisme. En effet, malgré l'interdiction qu'ont les membres du Parti d'adopter une religion et l'ordre qu'iels ont reçu de Xi Jinping d'agir comme des « *athéistes marxistes inflexibles* »³¹⁸, iels sont aussi encouragé.es à se mettre en scène dans le cadre d'évènements religieux comme la Conférence Générale de la CMB ou le Forum

³¹⁷ « La 27^e Conférence de la Communauté Mondiale des Bouddhistes a été inaugurée grandiosement au temple Famen, Baoji, Shaanxi », 17 octobre 2014.

³¹⁸ Charlie Campbell, « China's Leader Xi Jinping Reminds Party Members to be 'Unyielding Marxist Atheists' », *Time*, 25 avril 2016, <https://time.com/4306179/china-religion-freedom-xi-jinping-muslim-christian-xinjiang-buddhist-tibet/>

Bouddhiste Mondial. Cette possibilité existe justement parce que le Parti compte parmi les organisateur.es de ces événements, de façon directe au travers de ses représentant.es municipaux et provinciaux, et de façon indirecte au travers de ses agences du Front Uni. Que le PCC se soit impliqué dans l'organisation de la rencontre biannuelle d'une organisation bouddhiste étrangère montre que sa stratégie d'influence auprès des communautés bouddhistes ne se limite pas à promouvoir ses propres plateformes et qu'elle passe aussi par l'appropriation de plateformes créées par d'autres acteur.es à l'étranger.

Dans le cas de la Communauté Mondiale Bouddhiste, après plusieurs décennies de négociations et de tensions, l'Association Bouddhiste de Chine est parvenue à y prendre une place significative. L'accession à des postes à responsabilité au sein de la CMB présage une plus grande capacité de l'association chinoise à influencer sur les décisions de l'organisation étrangère. Reste à savoir si cette réussite aura l'impact désiré sur le long terme, par rapport aux objectifs du Parti d'améliorer l'image de la Chine et de recueillir du soutien pour ses politiques de la part des publics étrangers. Cet impact est conditionné à l'influence de la CMB elle-même sur les communautés bouddhistes qu'elle prétend représenter. Or, les activités de l'organisation ne reçoivent pas une grande attention médiatique et, outre les donations caritatives, la plupart de ces activités ne mettent pas l'organisation au contact des populations bouddhistes dans leur quotidien. La CMB dévoue plutôt son temps à participer à des rencontres avec les leaders d'autres organisations bouddhistes et les leaders d'ordres monastiques, ce qui signifie qu'elle a une notoriété dans certains cercles du bouddhisme, mais qu'elle manque peut-être de notoriété auprès de la population bouddhiste en général, surtout en dehors de Thaïlande.

5.4. Éléments conclusifs : la double approche de la stratégie chinoise dans la « géopolitique des forums bouddhistes » et ses limites

Les initiatives étudiées ci-dessus démontrent que, face à la « géopolitique des Forums », la stratégie chinoise consiste à combiner deux approches. Premièrement, il y a la création de plateformes contrôlées par des acteur.es chinois.es qui ont pour vocation d'être acceptées par les communautés bouddhistes à l'étranger comme étant les plus représentatives de leurs intérêts. Deuxièmement, il y a l'infiltration de plateformes créées à l'étranger pour faire valoir les intérêts de la communauté bouddhiste chinoise, qui sont en fait ceux du régime chinois, comme on a pu le voir avec la défense du principe de la « Chine Unique ». Autrement dit, la Chine tente à la fois de faire dominer ses initiatives sur leurs rivales et de faire dominer ses représentant.es dans les initiatives rivales. Ce que cela peut représenter en termes d'influence avérée sur les communautés bouddhistes étrangères,

toutefois, n'est pas évident. D'une part, le format des forums signifie que les interactions qui ont lieu relèvent de la discussion, du débat et de la communication. Si les Forums sont parfois l'occasion pour les participant.es de signer des déclarations et des accords de coopération par lesquels iels s'engagent à défendre certains objectifs communs (qui sont, le plus souvent, très généraux), force est de constater qu'il s'agit là essentiellement d'actes discursifs. Les forums constituent peut-être des plateformes de coopération à partir desquelles les acteur.es bouddhistes peuvent s'engager à élaborer des actions plus concrètes, mais ils ne sont pas les cadres de l'action elle-même. La « Réunion d'Échanges Bouddhistes dans la Région Lancang-Mékong », par exemple, peut être l'occasion pour les participant.es de s'entendre sur le besoin de développer les capacités de l'enseignement bouddhiste, mais ce n'est pas au cours de cette rencontre qu'une activité d'enseignement aura lieu ou qu'une donation sera remise à un institut d'enseignement. Compte tenu de la nature des forums, et aussi peut-être du manque de communication sur les actions concrètes qui peuvent en découler, il est difficile d'évaluer la portée de l'influence gagnée par les acteur.es chinois.es sur leurs partenaires étrangers/ères et les sociétés qu'iels représentent.

Il faut également rappeler que les forums en question ne semblent pas susciter une attention médiatique très importante, ce qui peut limiter la capacité des acteur.es chinois.es à diffuser leur message auprès du grand public. En effet, les événements en question font généralement l'objet d'une grande couverture médiatique de la part des médias chinois, mais ce n'est pas le cas du côté des médias étrangers, qui ont tendance à traiter ces événements de façon plutôt brève et sommaire ou à les ignorer complètement. Le cas du Forum Bouddhiste Mondial est assez parlant, car s'il a pu susciter un important intérêt médiatique à ses débuts, cet intérêt semble avoir décliné avec le temps. Il est possible que le hiatus causé par la pandémie de la covid-19 signifie qu'il faudra redoubler d'efforts pour capter à nouveau l'attention des médias étrangers lorsqu'aura lieu le sixième forum. Une autre potentielle limite de la stratégie chinoise relative aux forums concerne la multiplication des initiatives. En effet, en principe, être présente sur plusieurs plateformes devrait permettre à la communauté bouddhiste chinoise d'avoir une portée plus étendue, en termes de potentiel.les partenaires et de public atteint par ses communications. Pourtant, comme on l'a vu, ce sont souvent les mêmes groupes et les mêmes leaders bouddhistes qui sont représenté.es aux divers forums investis par l'ABC. On assiste donc davantage à la formation de réseaux qui se superposent qu'à la formation de réseaux qui s'étendent vers l'extérieur. Or, les forums ont un coût financier et s'il n'existe aucune information précise sur le montant dépensé pour chaque événement, on peut tout de même supposer que ce montant n'est pas négligeable (vus les importants moyens matériels, humains, logistiques, communicationnels, etc., qui sont mobilisés, surtout dans le cas du Forum Bouddhiste Mondial). La

superposition des initiatives peut aussi poser un problème de lisibilité pour les communautés bouddhistes, pour lesquelles il peut être difficile de comprendre les objectifs, la pertinence, la légitimité et le poids qui sont spécifiques à chaque évènement.

Jusqu'à présent, le régime chinois s'est montré confiant envers l'investissement que ces forums représentent, puisqu'il continue de les soutenir. Cela s'explique par le fait qu'il s'agit là d'une stratégie d'influence au long terme, qui vise davantage la constitution d'un réseau d'allié.es situé.es à des positions-clé que l'obtention de décisions favorables pour des enjeux spécifiques sur le court ou le moyen terme. Elle est aussi complémentaire avec d'autres stratégies d'influence, visant tout autant le long terme, comme l'expansion du contenu médiatique chinois à l'étranger. Ainsi, il peut être difficile d'évaluer l'impact d'initiatives comme celles des forums bouddhistes, qui mènent rarement à une coopération plus concrète, plus palpable entre les acteur.es bouddhistes ou à l'expression de positions favorables au PCC sur des enjeux spécifiques. Il est peut-être plus pertinent d'interroger ce que la participation d'acteur.es étrangers/ères aux forums bouddhistes investis par l'ABC implique en termes de soutien tacite au Parti. Dès lors que ceux-ci acceptent d'accorder une légitimité à ces plateformes et acceptent de s'exposer au message politique qui est diffusé lors de ces évènements, ces acteur.es cautionnent, d'une certaine façon, les actions du régime chinois. À minima, la participation aux forums portés par les acteur.es chinois.es témoigne d'une reconnaissance de la validité des politiques et du discours du gouvernement chinois et du PCC, ce qui renforce la crédibilité de ces derniers auprès des publics étrangers.

6. Chapitre 6. La diplomatie bouddhiste au service du rayonnement du patrimoine bouddhiste sacré : les reliques bouddhistes

Aux côtés des initiatives de « forums », une deuxième grande catégorie d'initiatives de la diplomatie bouddhiste du gouvernement chinois consiste à promouvoir les ressources du bouddhisme à l'international, c'est-à-dire à organiser des événements pour visibiliser, exposer, faire connaître des éléments du patrimoine bouddhiste chinois aux publics étrangers, et à aider les communautés bouddhistes étrangères à protéger, restaurer et développer leur propre patrimoine. D'une part, il est question de montrer aux publics bouddhistes à l'étranger que la Chine est un pays riche en ressources bouddhistes et dotée d'importantes capacités de développement, dans l'optique de diffuser une bonne image de la vie religieuse en RPC et d'amener les publics étrangers à considérer l'ampleur des moyens dont ils pourraient bénéficier s'ils se rapprochaient des institutions chinoises. D'autre part, il s'agit d'utiliser ces capacités pour aider au développement du bouddhisme à l'étranger, en coopérant avec des acteur.es locaux/ales. De cette façon, les acteur.es chinois.es peuvent faire preuve d'un esprit de générosité et de solidarité, mais aussi créer des liens d'obligation, voire de dépendance chez des communautés bouddhistes étrangères envers la Chine. D'après mes recherches, ces initiatives sont concentrées sur trois types de ressources : 1) les ressources culturelles/culturelles et plus particulièrement, les reliques du Bouddha, 2) le patrimoine tangible des sites religieux, et 3) les ressources éducatives.

6.1. L'appropriation d'un outil historique de diplomatie

Dans l'histoire du bouddhisme, l'échange de reliques sacrées est une pratique ancienne souvent appropriée par des autorités politiques pour créer ou renforcer des liens diplomatiques avec d'autres territoires (Zhang, 2012; Singh et Wallis, 2016, p. 113). À l'instar de Ngeow (2019), on peut ainsi parler d'une « diplomatie *śarīra* », en référence au terme sanskrit utilisé pour se référer aux reliques corporelles de figures bouddhistes importantes. Cette pratique diplomatique consiste à envoyer des reliques à l'étranger et à en recevoir, de façon temporaire, dans le but d'offrir aux communautés bouddhistes locales l'opportunité de vénérer une relique importante conservée ailleurs. En plus d'un geste de générosité, l'échange de reliques est une façon pour un pays de faire l'étalage du prestige de son patrimoine religieux. Les reliques corporelles du Bouddha sont, plus que toutes autres, un moyen de revendiquer une certaine autorité religieuse. Les croyant.es considèrent en effet que posséder une telle relique n'est pas le fruit du hasard, mais la marque d'une grande vertu pour la nation qui la possède. Aujourd'hui, la RPC revendique de nombreuses reliques de moines et de moniales illustres, mais surtout, trois reliques corporelles du Bouddha historique, Shakyamuni

Siddharta Gautama. La première des reliques découvertes est une des dents du Bouddha, déterrée au début du 20^e siècle dans les vestiges d'une pagode datant de la dynastie Liao (10^e-12^e siècle), située près du temple Lingguang (Pékin), puis consacrée dans une nouvelle pagode construite à cet effet, dans l'enceinte du temple Lingguang, en 1964³¹⁹. La deuxième relique est un doigt de Bouddha, découverte en 1987 dans le palais souterrain de l'ancien temple Famen (Baoji, Shaanxi)³²⁰ et aujourd'hui conservée dans la pagode Heshi du Site Scénique Culturel Bouddhiste du Temple Famen. La troisième relique, celle du fragment de crâne de Bouddha, a été découverte plus récemment en 2008, parmi les vestiges du temple Bao'en (proche de Nanjing, Jiangsu). Après avoir été gardée un temps au temple Qixia, elle a ensuite été déplacée au Palais Foding, en 2015, dans le parc touristique Niushoushan (construit sur le site du temple Bao'en).

Malgré des doutes sur l'authenticité des reliques, en particulier celle du crâne, deux d'entre elles ont gagné une reconnaissance auprès de certains publics bouddhistes en dehors de la Chine. Quand elles sont envoyées à l'étranger, elles sont acclamées par de nombreux/ses de dévot.es. Elles sont aussi régulièrement honorées par des représentant.es étrangers/ères qui se rendent en Chine. Comme les forums décrits précédemment, les initiatives d'échange des reliques ne sont pas une innovation de Xi Jinping. En effet, sous le régime de Mao, la relique de la dent est arrivée en possession de l'ABC et a été utilisée comme ressource diplomatique en 1955, puis à nouveau en 1961. Jusqu'aux années 1990, la relique ne quitte pas le territoire chinois, mais sous la présidence de Jiang Zemin (1993-2003) et de Hu Jintao (2003-2013), elle est envoyée à plusieurs reprises à l'étranger. Découverte à l'époque de la Réforme et Ouverture, la relique du doigt a aussi fait l'objet de tournées à l'étranger sous Jiang et Hu. Sous le gouvernement de Xi Jinping, aucune des reliques n'a quitté la RPC. En revanche, elles ont reçu la visite d'une multitude de leaders bouddhistes et politiques étrangers/ères. De plus, de nos jours, les médias chinois font très souvent référence aux tournées passées des reliques lorsqu'ils commentent les échanges bouddhistes.

L'Association Bouddhiste de Chine, notamment, cite régulièrement ces tournées comme des étapes majeures de l'amitié entre la communauté bouddhiste chinoise et les communautés bouddhistes d'Asie du Sud-Est. Ce discours souligne tout particulièrement l'unité dont feraient preuve les communautés bouddhistes. En effet, la vénération des reliques de Bouddha est un puissant symbole des liens unissant les communautés bouddhistes, malgré leurs différences. Le message

³¹⁹ « Reconstruction de la pagode de la relique de la dent de Bouddha (佛牙舍利--佛牙概述) », Temple Lingguang, consulté dernièrement le 27 mai 2024, <http://www.lingguangsi.com/index.php/Article/view/id/247>

³²⁰ « Notes archéologiques sur le palais souterrain du temple de Famen (法门寺地宫考古记) », Temple Famen, consulté dernièrement le 27 mai 2024, http://www.famensi.com/fzsl_content.asp?id=2538

d'unité derrière les reliques est d'autant plus marquant qu'il incorpore souvent le récit sur la construction d'une « communauté asiatique d'avenir partagé ». L'ABC accompagne aussi les références aux tournées historiques des reliques du récit sur les Routes de la Soie, de sorte à ancrer les échanges religieux dans une longue histoire de relations pacifiques et à en faire une composante des « Nouvelles Routes de la Soie ».

6.2. La relique de la dent du temple Lingguang

6.2.1. Historique d'une instrumentalisation diplomatique

Selon le temple Lingguang, la relique de la dent a été découverte au début du 20^e siècle dans les ruines d'une pagode située à proximité du temple lui-même³²¹. En 1955, elle est placée sous la protection de l'Association Bouddhiste de Chine, nouvellement constituée, qui la déplace au temple Guangji. En 1957, sous le leadership de Zhao Puchu, l'ABC demande au gouvernement de construire une pagode dans l'enceinte du temple Lingguang, où la relique est conservée depuis 1960. Aujourd'hui, le temple Lingguang est sous l'autorité de maître Changzang, qui occupe les postes de vice-président de l'ABC et de vice-président de l'Association Bouddhiste de Pékin.

La dent a été la première relique du Bouddha possédée par un temple chinois à avoir été envoyée à l'étranger, sous le régime de la République Populaire de Chine. Du 15 octobre 1955 au 6 juin 1956, la relique réalise une « tournée » au Myanmar, « *marquant le début de la « diplomatie de la relique de la dent » de la Nouvelle Chine* »³²². Cette tournée aurait été suggérée par le Premier Ministre de ce qui est alors l'Union de la Birmanie, au cours d'une visite de l'ABC, en avril 1955. Elle est le résultat de plusieurs échanges et rencontres entre l'Association Bouddhiste de Chine, le gouvernement chinois et le gouvernement birman tout au long de l'année 1955. Elle a été un symbole important de l'amitié sino-birmane, dans une période de forte instabilité politique interne et de reconstitution des relations diplomatiques pour les deux régimes. La deuxième tournée de la relique à l'étranger a lieu en 1961, lorsqu'elle est envoyée au Sri Lanka (alors appelé Ceylan) du 10 juin au 10 août³²³. Dans les années 1960, toutefois, la RPC connaît un durcissement de la politique religieuse

³²¹ « Relique de la dent de Bouddha - Bénissons ensemble la grâce de Bouddha (佛牙舍利--共沐佛恩) », Temple Lingguang, consulté dernièrement le 28 mai 2024, <http://www.lingguangsi.com/index.php/Article/view/id/248>

³²² « La première tournée de la relique dentaire du Bouddha au Myanmar - 15 octobre 1955 au 6 juin 1956 (佛牙舍利第一次巡礼缅甸国--1955年10月15日至1956年6月6日) », Temple Lingguang, consulté dernièrement le 28 mai 2024, <http://www.lingguangsi.com/index.php/Article/view/id/254>

³²³ « Minister of Buddhist Affairs pay homage to Buddha relics in China », Association Sino-Sri Lankaise d'Amitié Bouddhiste, consulté dernièrement le 28 mai 2024, <https://srilanka-china-buddhist.com/event-page/minister-of-buddhist-affairs-pay-homage-to-buddha-relics-in-china/>; « Le 10 juin marque l'anniversaire de la première tournée de la relique de la dent de Bouddha de la Chine au Sri Lanka (6月10日 中国佛牙舍利首次巡礼赴斯里兰卡纪念日) », *Phoenix Media*, 10 juin 2018, <https://ifo.ifeng.com/45020069/news.shtml?&back>

et la « diplomatie *śarīra* » est mise de côté. Il faut attendre 1994 pour que la relique de la dent du Bouddha soit à nouveau utilisée comme un instrument diplomatique. La réintroduction de la relique à l'étranger commence une nouvelle fois au Myanmar, où elle est en tournée du 20 avril au 5 juin 1994³²⁴, puis du 5 décembre 1996 au 5 mars 1997³²⁵. Deux ans plus tard, elle est mise au service de la réunification avec Hong Kong, pour un bref séjour, du 20 mai au 29 mai 1999³²⁶. Une grande cérémonie est organisée au Stade de Hong Kong pour célébrer l'arrivée de la relique et la journée de Vesak (anniversaire de Bouddha), qui est alors reconnue comme une fête nationale pour la première fois par l'État chinois³²⁷. Par la suite, la relique de la dent est envoyée en Thaïlande, du 15 décembre 2002 au 1er mars 2003, à l'occasion du 75^e anniversaire du roi Adulyadej Bhumibol³²⁸. Le dernier séjour de la relique à l'étranger en date a lieu en 2011, lorsqu'elle est à nouveau envoyée au Myanmar, du 6 novembre au 24 décembre³²⁹.

6.2.2. Un outil du rapprochement sino-myanmarais

Selon *Global Times*, au cours de sa dernière tournée à travers le Myanmar, la relique aurait été vénérée par plus de quatre millions de personnes³³⁰. Peu de temps après, le temple Lingguang et la Pagode Shwedagon (Yangon) signent un accord de coopération (Scott, 2016, p. 158-159, Chung, 2022, p. 7), dans l'espoir que « *l'approfondissement des échanges culturels bouddhistes jouerait un rôle plus important dans le renforcement des relations bilatérales entre les deux pays et dans le renforcement de la paix mondiale* »³³¹. En juin 2013, le temple Lingguang remet un don de trois reproductions de la relique de la dent au Myanmar, pour qu'elles soient exposées dans les trois plus

³²⁴ « La deuxième tournée de la relique dentaire de Bouddha au Myanmar – du 20 avril au 5 juin 1994 (佛牙舍利第二次巡礼缅甸国--1994年4月20日至6月5日) », Temple Lingguang, consulté dernièrement le 28 mai 2024,

<http://www.lingguangsi.com/index.php/Article/view/id/255>

³²⁵ « La troisième tournée de la relique dentaire de Bouddha au Myanmar – du 5 décembre 1996 au 5 mars 1997 (佛牙舍利第三次巡礼缅甸国--1996年12月5日至1997年3月5日) », Temple Lingguang, consulté dernièrement le 28 mai 2024,

<http://www.lingguangsi.com/index.php/Article/view/id/256>

³²⁶ « La relique de la dent de Bouddha a été envoyée dans la région administrative spéciale de Hong Kong pour y être vénérée et célébrée - du 20 au 29 mai 1999 (佛牙舍利赴香港特别行政区巡礼供奉--1999年5月20日至5月29日) », Temple Lingguang, consulté dernièrement le 28 mai 2024, <http://www.lingguangsi.com/index.php/Article/view/id/252>

³²⁷ « Vingt ans après la rétrocession : Hong Kong devient la seule ville à avoir consacré les trois principales reliques saintes bouddhistes de Chine (回归二十年：香港成供奉过中国三大佛教圣物唯一城市) », Académie Bouddhiste de Nanhai, 3 juillet 2017, <http://www.nhfy.net/?article/258.html>

³²⁸ « La relique de la dent de Bouddha est allée en Thaïlande pour un pèlerinage - du 15 décembre 2002 au 1er mars 2003 (佛牙舍利赴泰国巡礼供奉--2002年12月15日至2003年3月1日) », Temple Lingguang, consulté dernièrement le 28 mai 2024, <http://www.lingguangsi.com/index.php/Article/view/id/253>

³²⁹ « Le quatrième voyage au Myanmar : le quatrième voyage de la Chine au Myanmar pour consacrer les reliques des dents de Bouddha a été achevé avec succès et renvoyé en Chine pour être consacré. La cérémonie du Dharma a eu lieu au temple de Lingguang (第四次赴缅：中国佛牙舍利第四次赴缅供奉圆满结束顺利回国安奉法会在灵光寺举行) », Temple Lingguang, consulté dernièrement le 28 mai 2024, <http://www.lingguangsi.com/index.php/Article/view/id/277>

³³⁰ W. Zirui, « Buddhist relic back », *Global Times*, 25 décembre 2011,

<https://www.globaltimes.cn/page/201112/689778.shtml>

³³¹ « China, Myanmar sign MoU on setting up friendly religious relations », Centre ASEAN-Chine, 23 février 2012, http://www.asean-china-center.org/english/2012-02/23/c_131427247.htm

grandes villes du pays. À Yangon, une des reproductions est consacrée de façon permanente dans l'enceinte de la Pagode Shwedagon, l'un des sites bouddhistes les plus célèbres du pays³³².

La dernière tournée de la relique³³³ a eu lieu seulement deux mois après la décision du gouvernement myanmarais de suspendre le projet de barrage Myitsone, censé être construit en partenariat avec une entreprise de l'État chinois. Pour Angelskâr (2013), la tournée de la relique est une réponse directe au rétropédalage du gouvernement myanmarais. Elle y voit un « *geste de bonne volonté* » du gouvernement de Pékin, « *toujours désireux d'être en bons termes avec un voisin important géopolitiquement* » (p. 5). En réalité, les préparatifs de la tournée sont déjà bien avancés lorsque le président myanmarais, U Thein Sein (2011-2016), annonce la suspension du projet Myitsone en septembre³³⁴. Pour Chung (2022), l'évènement religieux est plutôt une réponse aux sentiments anti-chinois suscités par le projet Myitsone en général, les citoyen.nes dénonçant les dégâts écologiques, les déplacements de population et la dépendance envers la Chine que le barrage implique, qui ont par la suite poussé U Thein Sein à y mettre fin. Pour Singh et Wallis (2016), il s'agit plus généralement d'une réaction à la reconfiguration du régime myanmarais à l'époque. Selon eux, l'envoi de la relique chinoise est une façon pour le gouvernement chinois de profiter de l'ouverture politique qui se profile au Myanmar pour apaiser les sentiments anti-chinois qui agitent le pays depuis les années 1990, nourris du rejet de la dépendance économique envers les investissements chinois croissants, sur fond de tensions inter-ethniques. Si les médias décrivent un grand engouement de la population myanmaraise pour la tournée de la relique chinoise en 2011, Singh et Wallis dépeignent une situation plus nuancée. Sans pour autant nier le nombre important des fidèles bouddhistes présent.es à chaque étape, ils soutiennent que cette participation n'a pas nécessairement la signification qu'on lui attribue. Au Myanmar, selon eux, la population considère l'objet comme sacré, mais n'y voit pas forcément une relique authentique du Bouddha. D'abord parce que les Myanmarais.es ont tendance à ne pas considérer la Chine comme un pays bouddhiste. Ensuite, parce que la relique est associée à une tradition religieuse que la majorité bouddhiste (pratiquant la tradition Theravāda) considère à peine comme relevant du bouddhisme et plutôt comme un des cultes de la culture traditionnelle chinoise, que pratique la population myanmaraise d'origine chinoise. Ainsi, pour Singh et Wallis (2016), « *[l]e parrainage par la Chine de la relique de la dent chinoise est donc*

³³² « Sakyamuni tooth-relic replica conveyed to Yangon », Ambassade de la République Populaire de Chine en République de l'Union du Myanmar, 13 juin 2013, http://mm.china-embassy.gov.cn/eng/sqxw/201306/t20130613_1388093.htm

³³³ Je fais ici référence à la relique originale, et non aux reproductions.

³³⁴ « La relique de la dent de Bouddha est sur le point de visiter le Myanmar pour la quatrième fois. Le grand moine Chang Zang a été invité à visiter le Myanmar pour une inspection (佛牙舍利即将第四次巡礼缅甸 常藏大和尚应邀赴缅甸考察) », Temple Lingguang, consulté dernièrement le 28 mai 2024, <http://www.lingguangsi.com/index.php/Article/view/id/259>

considéré comme une action généreuse et méritoire, mais il n'est pas considéré comme un exemple d'un quelconque héritage bouddhiste partagé » (p. 116).

Pour eux, la situation pourrait être différente si le bouddhisme Theravāda était plus développé en Chine ou si la tradition bouddhiste pratiquée par les Myanmarais.es d'origine chinoise était plus connue au Myanmar. En l'état, toutefois, la Chine n'est pas considérée comme une nation bouddhiste, ce qui limite grandement l'impact des tournées de la relique. En revanche, si ces événements ne persuadent pas la population d'accorder une plus grande estime au bouddhisme venant de Chine, ils ont très certainement contribué à ce que le gouvernement du Myanmar adopte lui aussi la relique de Lingguang comme un symbole diplomatique de la relation sino-myanmarais. En effet, depuis au moins 2006 (date de la première publication sur le site web du temple Lingguang à ce sujet), les responsables politiques myanmarais.es rendent très régulièrement hommage à la relique lorsqu'ils sont en déplacement en Chine. La régularité de ces visites s'est même largement accentuée depuis l'avènement de la République de l'Union du Myanmar en 2010 et depuis que Xi Jinping est au pouvoir en RPC en 2012. D'après les publications sur son site web, entre 2006 et 2012, le temple a reçu la visite de quarante-neuf délégations représentant des institutions politiques, des institutions bouddhistes et des médias du Myanmar (au cours desquelles les participant.es auraient rendu hommage à la relique). Par la suite, les visites se multiplient, le temple ayant reçu la visite de quatre-vingt-deux délégations myanmaraises entre 2013 à 2019.

Jusqu'à présent, ce sont principalement des membres de la classe politique qui ont fait partie de ces délégations. En octobre 2023, par exemple, le temple Lingguang a reçu la visite d'une délégation menée par le Premier Ministre adjoint et Ministre de la Défense, Tin Aung San. Au cours de cette visite, après avoir rencontré avec l'abbé Changzang, la délégation aurait rendu hommage à la relique de la dent, comme l'indique une publication de l'ABC³³⁵. Il est plus rare que les délégations myanmaraises comptent des membres de la classe monastique. On en peut citer l'exemple de la visite d'une délégation de 16 moines du Comité d'État du Sangha de l'ordre Maha Nayaka du Myanmar, accompagné par un haut responsable du Ministère de la Religion et de la Culture du Myanmar, U Myint Oo (directeur du Département de la Religion), le 5 juillet 2018. Dans l'ensemble, ce cas de figure est plutôt rare, probablement pour des raisons doctrinales : les moines myanmarais, et surtout de l'ordre Maha Nayaka, observent un bouddhisme très orthodoxe, excluant les traditions bouddhistes

³³⁵ « Maître Chang Zang, vice-président de l'Association bouddhiste de Chine, a rencontré le vice-premier ministre et ministre de la Défense Din Aung San du Myanmar et sa délégation (中国佛教协会副会长常藏法师会见缅甸副总理兼国防部长丁昂山一行) », Association Bouddhiste de Chine, 3 novembre 2023, <https://www.chinabuddhism.com.cn/web/details/76019>

chinoises. À l'inverse, les laïc/ques ont une plus grande liberté sur leur pratique religieuse et peuvent donc plus facilement honorer la relique chinoise. Pourtant, des représentants de l'ordre Mahā Nikāya ont parfois témoigné d'un certain respect envers cet objet, comme le montre une photographie dans laquelle figure des moines de Maha Nayaka priant mains jointes face au reliquaire, lors d'une visite le 22 juin 2019³³⁶.



Délégation de Maha Nayaka priant devant le reliquaire du temple Lingguang
Source : Myanmar-China Online, photographie publiée le 2 juillet 2019

Les visites au temple Lingguang ne sont donc pas seulement l'occasion pour eux de voir la relique en tant qu'objet du patrimoine culturel chinois. Elles sont l'occasion de se prêter à un moment d'observance religieuse, leurs gestes témoignant d'un certain degré de sacralité accordé à la relique de la dent. En même temps, ces moines appartiennent à une institution de l'État de l'Union du Myanmar et le temple Lingguang ne cite la visite d'aucune autre institution bouddhiste myanmaraise. Il se peut que le comportement des moines du Comité d'État du Sangha de l'ordre Maha Nayaka envers la relique de Lingguang reflète surtout un alignement sur la politique diplomatique du gouvernement, qui traite la relique avec déférence pour l'adopter comme symbole des bonnes relations sino-myanmaraises. En somme, les tournées de la relique au Myanmar ont permis à la Chine de la faire connaître de la population myanmaraise et les visites fréquentes de responsables politiques myanmarais au temple Lingguang démontrent que la relique est d'ores et déjà un outil diplomatique partagé. Plus encore, bien que le gouvernement chinois revendique une approche innovatrice de diplomatie « de peuple à peuple » en ce qui concerne sa diplomatie bouddhiste, la relique de

³³⁶ « Une délégation de moines du Myanmar s'est rendue en Chine en 2019 (2019年缅甸高僧代表团访问中国) », Myanmar-China Online, 2 juillet 2019, <https://mhwm.com/miandianxinwen/39283.html>

Lingguang a plutôt, jusqu'à présent, été utilisée comme un outil de diplomatie intergouvernementale classique.

6.2.3. Rayonnement régional de la relique

Le Myanmar n'est pas le seul pays d'Asie du Sud-Est vers lequel la Chine projette sa diplomatie *śarīra*, comme le montre l'exemple d'une visite organisée pour des diplomates de la région le 9 avril 2015. Cette visite a lieu à l'occasion de la première rencontre entre les représentants des six pays-membres du Mécanisme de Coopération Lancang (à savoir la Chine, le Myanmar, la Thaïlande, le Laos, le Vietnam et le Cambodge)³³⁷, qui se déroule à Pékin le 6 avril 2015³³⁸. Un article du média hongkongais *Ta Kung Pao* décrit la rencontre et explique que celle-ci s'inscrit dans le cadre de la construction de la « communauté d'avenir partagé des pays du Lancang-Mékong ». L'article justifie également le passage au temple Lingguang en soulignant l'importance du bouddhisme dans chacun des cinq pays avec lesquels la Chine souhaite coopérer et affirmant que :

*Depuis longtemps, le bouddhisme constitue un pont important pour les échanges culturels entre les six pays, il constitue de même un lien culturel puissant pour maintenir les relations entre les six pays et il est appelé à devenir une force puissante dans la promotion d'une communauté culturelle entre les six pays.*³³⁹

Comme cet extrait le montre, les médias chinois participent, de façon très directe et explicite, à justifier les efforts de diplomatie bouddhiste du gouvernement chinois. Celui-ci compte également sur ses médias pour amener les médias étrangers à diffuser son message dans leur propre pays. Un exemple parlant est une visite du temple Lingguang organisée pour des journalistes chinois.es et d'Asie du Sud-Est (Thaïlande, Laos et Cambodge), dans le cadre de la « Tournée Culturelle Bouddhiste Chinoise des journalistes chinois.es et étrangers/ères de 2013 », par la Radio Chine Internationale, en juillet 2013³⁴⁰. Un article du média *Great Bodhisattva Culture* fait part des retours des journalistes étrangers/ères, qui auraient exprimé une grande satisfaction à l'issue de la tournée :

³³⁷ L'évènement prend le nom de « Mécanisme de Coopération et de Dialogue Lancang-Mékong pour la promotion du développement durable subrégional : six pays, une Communauté d'Avenir Partagé ».

³³⁸ « De hauts responsables des cinq pays riverains du bassin du Mékong sont venus au temple pour rendre hommage à la relique de la dent du Bouddha », Temple Lingguang, consulté dernièrement le 29 mai 2024, <http://www.lingguangsi.com/index.php/Article/view/id/800>

³³⁹ « La première réunion de hauts fonctionnaires de Lancang-Mékong Des hauts fonctionnaires de six pays ont vu la relique de la dent du Bouddha », 9 avril 2015.

³⁴⁰ « Des journalistes de chaînes de télévision et de radio nationales de Thaïlande, du Myanmar, du Laos et du Cambodge sont venus au temple pour rendre hommage à la relique de la dent du Bouddha (泰、緬、老、柬国家电视、广播电台记者来寺参拜佛牙舍利) », Temple Lingguang, consulté dernièrement le 29 mai 2024, <http://www.lingguangsi.com/index.php/Article/view/id/691>

*Un journaliste de la radio nationale thaïlandaise, Mae Ko, a déclaré que c'était sa première visite à Pékin. Lorsqu'il était enfant, il a entendu de fausses informations sur la Chine dans les médias occidentaux. Cette fois-ci, lorsqu'il est arrivé en Chine, il a vu de ses propres yeux le développement rapide de la Chine et a fait l'expérience de l'amitié du peuple chinois. Ce sont des choses qui n'ont jamais été mentionnées dans les médias occidentaux. Participer à cette « Tournée Culturelle Bouddhiste des journalistes chinois.es et étrangers/ères » lui a fait ressentir la prospérité du bouddhisme chinois. Qu'il s'agisse du bouddhisme Mahayana en Chine ou du bouddhisme Theravada en Thaïlande, de nombreux enseignements se ressemblent.*³⁴¹

Selon ce même article, les participant.es du Myanmar et du Laos auraient également pris connaissance de l'existence de grandes similarités entre le bouddhisme de leur pays et celui de la Chine, après avoir visité plusieurs temples chinois. L'un des journalistes aurait également fait référence aux tournées de la relique de la dent au Myanmar pour affirmer que « [l]a pagode de la relique de la dent de Bouddha est un lieu saint bouddhiste suprême dans le cœur du peuple myanmarais. Ce reportage suscitera certainement l'enthousiasme des auditeur.es du Myanmar »³⁴². Le régime chinois peut donc parfois compter sur des journalistes étrangers/ères pour relayer une image positive de la Chine et célébrer les interactions avec la communauté bouddhiste chinoise.

Un autre exemple est celui du Vietnam, qui, à plusieurs occasions, a envoyé des diplomates au temple, pour rencontrer maître Changzang et rendre hommage à la relique. C'est le cas des deux précédents ambassadeurs de la République Socialiste du Vietnam à Pékin, Nguyễn Văn Thơ (2009-2015) et Đặng Minh Khôi (2015-2019) qui se sont rendus plusieurs fois au temple Lingguang au cours de leur mandat, saluant la relique à chacune de ces occasions³⁴³. La déférence envers la relique de la dent semble servir de prétexte à de nombreuses visites au temple Lingguang, grâce auxquelles le temple s'est rapproché de l'ambassade vietnamienne. D'ailleurs, depuis 2009, le temple organise fréquemment des célébrations du Nouvel An lunaire pour les membres de l'ambassade et leur famille,

³⁴¹ « Explorer le bouddhisme en Chine Résumé de l'événement « Tournée de la culture bouddhiste chinoise 2013 » (探索佛教在中国 « 2013中国佛教文化之旅 »活动纪略) », *Pusa123*, 5 août 2013, <https://www.pusa123.com/pusa/news/dujia/55444.shtml>

³⁴² « Explorer le bouddhisme en Chine Résumé de l'événement « Tournée de la culture bouddhiste chinoise 2013 » », 5 août 2013.

³⁴³ Dans le cas de Ngyuen Van Tho, voir par exemple « L'ambassadeur vietnamien et tout le personnel de l'ambassade en Chine sont venus au temple pour rendre hommage à la relique de la dent de Bouddha (越南大使携驻华使馆全体人员来寺参拜佛牙舍利) », Temple Lingguang, consulté dernièrement le 29 mai 2024, <http://www.lingguangsi.com/index.php/Article/view/id/659>. Dans le cas de Dang Minh Khoi, voir par exemple « Le nouvel ambassadeur du Vietnam en Chine visite le temple pour rendre hommage à la relique de la dent de Bouddha (越南新任驻华大使来寺参拜佛牙舍利) », Temple Lingguang, consulté dernièrement le 29 mai 2024, <http://www.lingguangsi.com/index.php/Article/view/id/837>

les dernières en date remontant à février 2019³⁴⁴. Dans ce cas-ci, plus encore que dans le cas du Myanmar, la relique semble être exclusivement un objet de diplomatie intergouvernementale classique : le temple Lingguang n'évoque aucune visite de la part de représentant.es bouddhistes vietnamien.nes, même de la part de représentant.es de l'institution étatique du Sangha Bouddhiste du Vietnam.

Dans le cas de Taïwan, à l'inverse, la relique de la dent semble avoir attiré l'attention des bouddhistes monastiques uniquement, parmi lesquels les membres de l'Association Unie du Bouddhisme Humaniste Chinois et de l'Association Bouddhiste de la République de Chine. Le 7 septembre 2016, par exemple, une délégation de l'AUBHC est reçue au temple Lingguang par maître Changzang et d'autres responsables haut-placés de l'ABC³⁴⁵. Le 27 juin 2017, la délégation de l'ABRC reçoit un accueil similaire³⁴⁶. Dans les deux cas, les visites semblent avoir été bien plus orientées sur la pratique religieuse que ça n'est le cas pour les délégations d'autres pays. Outre le fait que ces événements n'impliquent que des membres de la communauté monastique, cela s'explique par la proximité des traditions bouddhistes taïwanaises avec celle du temple Lingguang.

6.3. La relique du doigt du temple Famen

6.3.1. Historique d'une instrumentalisation diplomatique

La deuxième relique bouddhiste à avoir été utilisée comme outil diplomatique à l'ère de la République Populaire de Chine est la relique du doigt de Bouddha. Celle-ci fut exhumée en 1987, à la suite de fouilles archéologiques dans une galerie souterraine du site du temple Famen (province du Shaanxi), découverte après l'effondrement de la pagode Zhenshen (provoqué par une série de catastrophes naturelles)³⁴⁷.

Jusqu'à présent, la relique « authentique » a effectué trois tournées à l'étranger et une à Hong Kong. La première se déroule entre le 29 novembre 1994 et le 29 février 1995, à travers le Royaume de Thaïlande, « à la demande du roi de Thaïlande et du Patriarche Suprême, et avec l'autorisation

³⁴⁴ « Tout le personnel de l'ambassade du Vietnam en Chine est venu au temple pour célébrer la Fête du Printemps (越南驻华使馆全体工作人员来寺欢度春节) », Temple Lingguang, consulté dernièrement le 29 mai 2024, <http://www.lingguangsi.com/index.php/Article/view/id/1220>

³⁴⁵ « Les cercles bouddhistes des deux côtés du détroit de Taïwan ont tenu une réunion de prière pour la paix mondiale au temple Lingguang à Pékin (两岸佛教界祈祷世界和平法会在北京灵光寺举行) », Temple Lingguang, consulté dernièrement le 29 mai 2024, <http://www.zgfy.cn/Item/1686.aspx>

³⁴⁶ « Les cercles bouddhistes des deux côtés du détroit de Taïwan ont organisé conjointement la « Prière pour la zone sinistrée du comté de Maoxian, Sichuan et la prière pour la paix mondiale » devant la tour de la relique de la dent (两岸佛教界在佛牙塔前共同举行« 为四川茂县灾区祈福暨祈祷世界和平法会 ») », Temple Lingguang, consulté dernièrement le 29 mai 2024, <http://www.lingguangsi.com/index.php/Article/view/id/1046>

³⁴⁷ « Notes archéologiques sur le palais souterrain du temple de Famen », consulté dernièrement le 27 mai 2024.

du gouvernement central »³⁴⁸. La deuxième tournée a lieu à Taïwan, du 22 février au 30 mars 2002, où la relique aurait attiré plus de deux millions de croyant.es³⁴⁹. Deux ans plus tard, la relique est envoyée à Hong Kong, où elle est exposée au Centre de Congrès et d'Exposition Wan Chai, avec vingt « trésors nationaux rares »³⁵⁰ exhumés de la galerie souterraine du temple Famen, du 25 mai au 4 juin 2004. La quatrième et dernière tournée en date a été organisée en Corée du Sud, entre le 11 novembre et le 20 décembre 2005, la relique étant cette fois-ci accompagnée par 35 artefacts de son temple³⁵¹.

6.3.2. Un outil du rapprochement sino-taïwanais

Parmi ces quatre événements, la tournée à Taïwan est sûrement la plus significative, en termes de public rassemblé et en termes de signification politique, notamment parce que cette tournée s'inscrit très expressément dans la politique de « réunification » du régime chinois. Selon le temple Famen, l'origine de l'évènement remonte au 3 avril 1989, date à laquelle le fondateur de Fo Guang Shan, maître Hsing Yun, avait pu contempler la relique au temple Famen, à l'occasion de son premier retour en Chine depuis son départ en 1949. Après un long travail de négociation, un accord de coopération est signé par l'ABC, l'AEAR et plusieurs représentant.es de la communauté bouddhiste taïwanaise, dont Hsing Yun, le 30 janvier 2002³⁵². Dans un ouvrage publié en 2016, ce dernier salue le soutien apporté par Jiang Zemin, qui aurait accepté le projet sous trois conditions : « *que Hsing Yun prenne les devants, que la relique soit accueillie et vénérée conjointement par les croyant.es des deux côtés du détroit, et que la sécurité soit la priorité absolue* » (Hsing Yun, 2016, p. 328)³⁵³. Le 23 février, la relique débute sa tournée à Taïwan, comprenant une étape au monastère de Fo Guang Shan à Kaohsiung³⁵⁴.

³⁴⁸ « La relique du doigt de Bouddha partent en Thaïlande (佛指舍利赴泰) », Temple Famen, consulté dernièrement le 30 mai 2024, http://famensi.cn/fzsl_content.asp?id=6

³⁴⁹ « Le nombre de personnes rendant hommage à la relique du doigt du Bouddha à Taiwan a dépassé les 2 millions (佛指舍利在台湾瞻仰人数已超过200万人次) », Temple Famen, consulté dernièrement le 30 mai 2024, http://famensi.cn/fzsl_content.asp?id=201

³⁵⁰ « Des reliques partent à Hong Kong pour y être consacrées (舍利赴香港供奉) », Temple Famen, consulté dernièrement le 30 mai 2024, http://famensi.cn/fzsl_content.asp?id=203

³⁵¹ « La cérémonie d'adoration de la relique du doigt de Bouddha continue de se dérouler au stade olympique de Séoul, en Corée du Sud (佛指舍利供奉法会继续在韩国汉城奥体馆举行) », Temple Famen, consulté dernièrement le 30 mai 2024, http://famensi.cn/fzsl_content.asp?id=214

³⁵² « Destin spécial, mérites et vertus parfaits : notes sur la consécration de la relique du doigt de Bouddha du temple Famen à Taïwan (殊因胜缘 功德圆满——法门寺佛指舍利赴台湾地区供奉记) », Temple Famen, consulté dernièrement le 30 mai 2024, http://famensi.cn/fzsl_content.asp?id=196

³⁵³ Pour la citation en chinois, voir « Maître Hsing Yun : La relique du doigt de Bouddha est allée à Taïwan pour y être consacrée, Jiang Zemin a personnellement approuvé 16 mots (星云大师：佛指舍利赴台供奉 江泽民亲批16字) », Phoenix Media, 27 octobre 2014, https://fo.ifeng.com/news/detail_2014_01/26/33388298_0.shtml

³⁵⁴ « [Histoire du 30e anniversaire des reliques des doigts de Bouddha du temple Famen] Les reliques des doigts de Bouddha ont visité Taïwan. La communication religieuse entre les deux rives du détroit de Taiwan passe en première



Cérémonie d'accueil de la relique au monastère Fo Guang Shan de Kaohsiung
Source : *Life News Agency*, photographie publiée le 23 novembre 2017

Selon un article de *Xinhua*, plus de deux millions de personnes seraient venues prêter hommage à la relique au cours des trente-sept jours de tournée³⁵⁵. Un article de *Phoenix Media* cite plutôt un chiffre de quatre millions de croyant.es³⁵⁶, alors que selon *China Daily*, ce chiffre s'élevait même à près de cinq millions³⁵⁷. Ces estimations donnent une certaine idée de l'ampleur du public rassemblé par l'évènement, mais surtout de l'image positive véhiculée par les médias chinois, qui contribue à légitimer ce type d'initiatives entreprises par des acteur.es chinois.es. Les médias de la RPC et certains médias de Taïwan ont aussi eu tendance à insister sur le caractère grandiose de l'évènement, que ce soit en termes de moyens mobilisés ou de l'émotion suscitée :

Ce jour-là, l'autel du gymnase de l'Université nationale de Taiwan était décoré de fleurs, de lanternes, de pagodes et de tables d'autel, et des drapeaux à cinq couleurs étaient accrochés haut dans les airs, créant une atmosphère joyeuse et solennelle. La pagode en cuivre doré contenant la relique du doigt du Bouddha a été placée dans le pavillon des reliques au centre de l'autel, sous la garde de quatre moines guerriers. Des milliers de

(【法門寺佛指舍利盛世重光30周年歷史篇】佛指舍利蒞台 兩岸未通宗教先通) », *Life News Agency*, 23 novembre 2017, <https://www.lnnews.com/news/103/108495>

³⁵⁵ « Le nombre de personnes rendant hommage à la relique du doigt du Bouddha à Taiwan a dépassé les 2 millions », 4 juillet 2011.

³⁵⁶ « 23 février 2018, Journée commémorative de la visite des reliques du doigt du Bouddha du temple Shaanxi Famen à Taïwan (2018年2月23日 陝西法門寺佛指舍利巡禮台灣紀念日) », *Phoenix Media*, 23 février 2018, <https://ifo.ifeng.com/44884551/news.shtml?&back>

³⁵⁷ Ma Lie, « Sacred relic of Buddha featured in Hong Kong », *China Daily*, 25 mai 2004, https://www.chinadaily.com.cn/english/doc/2004-05/25/content_333686.htm

*croyants, des fleurs à la main, sont venus ici tôt le matin pour attendre le début de la cérémonie.*³⁵⁸

*Pendant cette période, de nombreuses personnes n'ont pu s'empêcher de s'agenouiller et de rendre hommage lorsqu'elles ont vu la relique du doigt du Bouddha. Certains ont versé des larmes et ont pleuré, certains étaient remplis de joie et certains avaient l'impression d'être réunis avec le Bouddha qui a vécu plus longtemps il y a plus de 2 500 ans.*³⁵⁹

Ces médias ont aussi eu tendance à insérer la tournée de la relique dans le cadre de la politique de « réunification » en traitant l'évènement comme une étape importante dans les échanges inter-rives. En effet, tout en insistant sur la signification de la tournée pour les relations entre communautés bouddhistes, ils en ont extrapolé une signification pour les relations entre les peuples de Chine et de Taïwan, au-delà des cercles bouddhistes. Selon certains médias, la tournée de la relique aurait opéré trois formes de rapprochement : un rapprochement des cercles bouddhistes taïwanais entre eux, un rapprochement des cercles bouddhistes taïwanais avec les cercles bouddhistes chinois, et plus généralement, un rapprochement du peuple taïwanais avec le peuple chinois. C'est ce qu'on peut voir dans les extraits suivants, le premier provenant du média chinois *Phoenix Media* et les deux autres provenant d'un des médias de FGS, *Life News Agency* :

*Les personnes des cercles bouddhistes des deux côtés du détroit de Taïwan ont souligné que les seules reliques restantes du véritable corps du Bouddha ont été amenées du continent, de l'autre côté de la mer, jusqu'à Taïwan pour y être vénérées, ce qui démontre pleinement l'amour des compatriotes entre les peuples des deux côtés du détroit de Taïwan et ce qui peut être décrit comme un moment de karma et de mérite incommensurables.*³⁶⁰

*La visite du Doigt de Bouddha à Taïwan favorise non seulement une grande unité et harmonie au sein de la communauté bouddhiste taïwanaise, mais établit également un modèle d'échanges harmonieux et amicaux entre les peuples des deux rives du détroit de Taïwan.*³⁶¹

³⁵⁸ « La communauté bouddhiste de Taïwan a organisé une grande cérémonie pour accueillir la relique du doigt de Bouddha du temple Famen (台湾佛教界举行盛大法会恭迎法门寺佛指舍利) », *Phoenix Media*, 29 avril 2010, https://fo.ifeng.com/special/baishengzhanglaosheli/jiaoliuzuji/detail_2010_04/29/1472783_0.shtml

³⁵⁹ « [Histoire du 30e anniversaire de la relique dorée du doigt de Bouddha du temple Famen] (...) », 23 novembre 2017.

³⁶⁰ « La communauté bouddhiste de Taïwan a organisé une grande cérémonie pour accueillir la relique du doigt de Bouddha du temple Famen », 29 octobre 2010.

³⁶¹ « [Histoire du 30e anniversaire de la relique dorée du doigt de Bouddha du temple Famen] (...) », 23 novembre 2017.

*Le bouddhisme a transcendé les frontières et a facilité les liens entre les peuples de Chine continentale et de Taïwan. [...] La présence de la relique a également facilité un rassemblement harmonieux du peuple chinois.*³⁶²

L'idée selon laquelle la tournée de la relique de Famen a été un jalon des relations au sein de la communauté bouddhiste et pour les relations sino-taïwanaises a été renforcée par le fait que, par la suite, les médias chinois, et certains médias taïwanais (en premier lieu, ceux de Fo Guang Shan), ont souvent fait référence à cet évènement dans leurs reportages sur d'autres interactions entre les bouddhistes de Chine et les bouddhistes de Taïwan, dans des termes similaires au discours cité plus haut. Encore aujourd'hui, la tournée de la relique est souvent évoquée comme une des premières grandes étapes du rapprochement sino-taïwanais, initiées par les cercles religieux. En somme, comme dans le cas de la relique de Lingguang pour les relations sino-myanmaraises, la relique de Famen a vocation à être un symbole des relations sino-taïwanaises. Or, dans le cas du Myanmar, bien que les tournées de la relique de Lingguang étaient censées toucher le grand public, la relique est plutôt devenue un outil de diplomatie conventionnelle, partagée par les gouvernements respectifs du Myanmar et de la Chine. Dans le cas taïwanais, bien que la tournée de la relique de Famen 2002 ait nécessité la coopération du gouvernement taïwanais, celui-ci n'était ni le principal collaborateur du gouvernement chinois ni la cible de l'initiative. En outre, le temple Famen n'est pas devenu un lieu de rendez-vous pour les membres de la classe politique taïwanaise lorsque ceux-ci se rendent en RPC, même ceux qui pourraient être considérés comme étant les plus proches du gouvernement chinois. Autrement dit, la relique de ce temple n'a pas été intégrée aux symboles diplomatiques mobilisés par les acteurs politiques de Taïwan.

6.3.3. Rayonnement régional de la relique

La situation est différente pour le Cambodge et le Myanmar, dont les gouvernements semblent accorder un certain rôle diplomatique à la relique de Famen, comme en attestent les visites de leurs représentants dans les deux dernières décennies. On peut mentionner comme premier exemple la visite du Premier Ministre adjoint du Cambodge, Nhek Bun Chhay, en juillet 2012, à l'occasion de laquelle celui-ci avait rencontré l'abbé du temple Famen, maître Xiankong et rendu hommage à la relique du doigt de Bouddha³⁶³. Quatre ans plus tard, le 4 août 2016, le temple Famen reçoit le roi du Cambodge, Norodom Sihamoni, lui-même. Sa délégation est accueillie par maître Xuecheng, qui est

³⁶² « Buddha's finger relic in Taiwan for friendly », *Life News Agency*, 2 décembre 2017, <https://www.lnnews.com/news/108669>

³⁶³ « Nhek Bun Chhay, le vice-Premier ministre du Royaume du Cambodge, a visité le temple Famen (柬埔寨王国副首相 涅本才参访法门寺) », *Pusa123*, 24 juillet 2012, <https://www.pusa123.com/pusa/news/fo/33488.shtml>

alors président de l'Association Bouddhiste de Chine et le nouvel abbé du temple Famen, en compagnie du gouverneur de la province de Shaanxi, Wang Lixia et du maire de la municipalité de Baoji, Hui Jincai³⁶⁴. Du côté myanmarais, la relique a été le motif de nombreuses visites de de représentant.es d'institutions étatiques, dont le président U Thein Sein, le 19 septembre 2012, la Conseillère spéciale de l'État, Aung San Suu Kyi, en août 2016, et une délégation du Comité d'État du Sangha de l'ordre Maha Nayaka du Myanmar, en juin 2019.

On l'a vu au sujet de la Communauté Mondiale des Bouddhistes, la relique a aussi été l'objet d'attraction principal pour la 27^e Conférence Générale. Trois ans plus tard, en novembre 2017, avec l'aide de l'Association Bouddhiste centrale et de ses branches locales (province du Shaanxi et municipalité de Baoji), le temple Famen organise un autre grand événement, cette fois-ci pour célébrer les trente ans de redécouverte de la relique du doigt, auquel sont invité.es des leaders bouddhistes étrangers/ères, venant du Japon, de la Corée du Sud, du Myanmar, de la Thaïlande, du Sri Lanka, du Népal du Cambodge et de Taïwan. On y trouve notamment Phra Sophonvachiraborn de l'université Mahachulalongkornrajavidyalaya et maître Hsin Bao, abbé du monastère Fo Guang Shan à Kaohsiung. Au cours de cet événement, maître Hsin Bao participe d'ailleurs à la signature d'un accord d'amitié tripartite avec le temple Po Lin de Hong Kong (représenté par son abbé, maître Jingyin) et le temple Famen (représenté par son abbé, maître Xuecheng). En outre, les cérémonies religieuses du trentième anniversaire ont été présidées par les représentants des trois traditions bouddhistes de Chine (Pasonglie Longzhuangmeng pour la tradition Theravāda, Hu Xuefeng pour la tradition tibétaine et Xuecheng pour la tradition Mahāyāna). Ce n'est pas là un geste anodin, mais plutôt un choix stratégique, pour promouvoir le caractère exceptionnel de la Chine en tant que seul pays où les trois traditions bouddhistes sont autant développées.

6.4. Une quête continue de prestige : des « reliques cultuelles » aux « reliques culturelles »

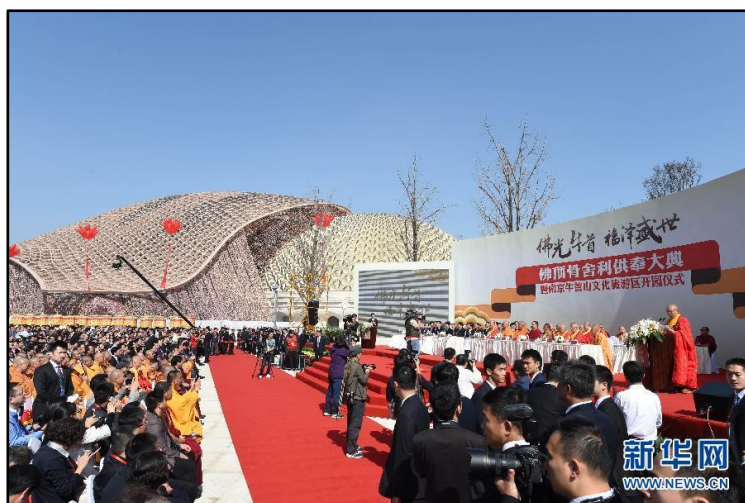
6.4.1. La relique du fragment de crâne du parc Niushoushan

La Chine revendique une troisième relique corporelle du Bouddha : celle du fragment de crâne (aussi dite « relique de l'os pariétal »). Découverte en juillet 2008, dans une galerie souterraine sur le site du Grand Temple Bao'en, situé à proximité de la ville de Nankin³⁶⁵, la relique est placée sous la

³⁶⁴ « Le roi cambodgien Norodom Sihamoni et sa délégation ont visité le temple Famen au Shaanxi (柬埔寨国王诺罗敦·西哈莫尼一行参访陕西法门寺) », *Pusa123*, 6 août 2016, <https://www.pusa123.com/pusa/news/fo/104674.shtml>

³⁶⁵ « Vieille de 1400 ans, la vraie relique du crâne du Bouddha apparaît dans le monde (歷一千四百年 佛頂真骨舍利現世) », *China Times*, 13 juin 2010, <https://www.chinatimes.com/newspapers/20100613000693-260108?chdtv>

garde du Musée de Nankin pour être étudiée. Elle est ensuite consacrée au temple Qixia (Nankin), le 12 juin 2010, à l'occasion de la Journée Mondiale du Patrimoine, dans une cérémonie à laquelle participent des moines et des moniales venues de Taïwan, dont maître Hsing Yun de FGS³⁶⁶. Deux ans plus tard, le 25 avril 2012, elle est envoyée à Hong Kong, pour une consécration temporaire de dix jours, dans le Colisée Hung Hom³⁶⁷, où se déroule la cérémonie d'ouverture du troisième Forum Bouddhiste Mondial le lendemain même (Ramachandran, 2019). Le 27 octobre 2015, la suite du quatrième Forum Bouddhiste Mondial qui s'était déroulé non loin à Wuxi, la relique est déplacée du temple Qixia au Palais Foding, dans le Parc Touristique Culturel Niushoushan³⁶⁸. Il s'agit là d'un vaste complexe touristique, dont la construction a été entreprise dans le cadre de projets municipaux de développement et s'est achevée en 2014, pour un coût total de 4 milliards RMB (soit plus de 750 millions CAD)³⁶⁹. À nouveau, Hsing Yun participe à la cérémonie de consécration, et il déclare : « *De nombreux aspects de la culture chinoise sont une lumière qui brille à travers le monde, mais la relique du crâne de Bouddha en est la quintessence et l'a fait atteindre un niveau supérieur* »³⁷⁰.



Cérémonie de consécration de la relique : maître Hsing Yun préside sur l'évènement aux côtés de moines de l'Association Bouddhiste de Chine

Source : *Soleil du Tibet* (média du Comité Provincial du Parti au Sichuan), photographie publiée le 28 octobre 2015³⁷¹

³⁶⁶ « Hsing Yun a participé à la cérémonie du Dharma des os de Foding à Nankin (星云参加南京佛顶真骨法会) », *China Times*, 12 juin 2010, <https://www.chinatimes.com/newspapers/20100612000972-260303?chdtv>

³⁶⁷ Guo Jiaxue, « Buddha's skull bone in Hong Kong », *China Daily*, 26 avril 2012, https://www.chinadaily.com.cn/china/2012-04/26/content_15144030.htm

³⁶⁸ « La plus grande relique osseuse de Bouddha a été transférée au mont Niushou à Nankin, où les trésors bouddhistes sont conservés à jamais dans le mystérieux palais souterrain (佛顶骨舍利移驾南京牛首山 神秘地宫永藏佛家至宝) », *China News*, 27 octobre 2015, <https://www.chinanews.com.cn/m/cul/2015/10-27/7592182.shtml>

³⁶⁹ « Nankin organise une grande cérémonie pour le culte de la relique de l'os pariétal du Bouddha Sakyamuni, et le palais Foding est devenu un lieu de culte historique (南京举行释迦牟尼佛顶骨舍利供奉大典, 佛顶宫成为长期供奉地) », *The Paper*, 27 octobre 2015, https://m.thepaper.cn/newsDetail_forward_1389734

³⁷⁰ « La plus grande relique osseuse de Bouddha a été transférée au mont Niushou à Nankin, où les trésors bouddhistes sont conservés à jamais dans le mystérieux palais souterrain », 27 octobre 2015.

³⁷¹ « Une cérémonie de consécration de la relique de l'os pariétal du Bouddha Shakyamuni a eu lieu à Nanjing (释迦牟尼佛顶骨舍利供奉大典在南京举行) », *Soleil du Tibet* (Comité Provincial du Parti au Sichuan), 28 octobre 2015, <https://www.zangdiyig.com/article/detail/id/5947.html>

Bien que l'évènement ait eu lieu seulement deux jours après la clôture du quatrième FBM et que *China News* souligne la présence de « 108 moines venant du monde entier »³⁷², aucun.e autre leader bouddhiste étranger/ère n'est cité.e dans les articles ou n'apparaît dans les photographies publiées par les médias chinois ou étrangers. En fait, au-delà de la communauté bouddhiste taïwanaise, si ce n'est pas seulement celle de Fo Guang Shan, la relique en question ne semble pas avoir suscité beaucoup d'intérêt de la part des publics étrangers. En septembre 2016, par exemple, le parc accueille d'abord une délégation de l'Association Unie du Bouddhisme Humaniste Chinois (deux jours après son passage au temple Lingguang)³⁷³, puis un petit groupe mené par le vice-président du parti taïwanais Kuomintang, Hu Zhiqian³⁷⁴. Ces visites sont suivies par la participation de maître Hsing Yun au premier « Forum du Sutra du Cœur des Pays le long des Nouvelles Routes de la Soie », le 27 octobre 2016³⁷⁵.

Or, dans les années qui suivent, aucune autre visite de ce type ne semble avoir eu lieu, ni du côté taïwanais ni d'un autre pays. Ce n'est pourtant pas faute de moyens ou par manque de publicité. La relique a notamment été mise en avant à l'occasion du troisième et du quatrième Forum Bouddhiste Mondial et est désormais systématiquement citée par les médias chinois parmi les reliques du Bouddha conservées en Chine. Il se peut, en revanche, que le doute sur l'authenticité de la relique explique un certain manque d'enthousiasme de la part des publics étrangers. En effet, plus que celle de Lingguang et celle de Famen, le débat sur la provenance et sur la valeur de la relique semble peser contre elle³⁷⁶. Dans le cas des reliques de Lingguang et de Famen, ce débat existe, mais leur contexte respectif de conservation joue en leur faveur, puisque les deux reliques ont longtemps été et sont encore aujourd'hui conservées dans des lieux religieux qui ont une longue histoire. Même si le temple Lingguang et le temple Famen ont été en grande partie reconstruits sous l'ère de la « Nouvelle Chine », une partie de leur patrimoine historique a été préservée et est encore en usage. À l'inverse, la relique du crâne a été déplacée du site historique où elle a été découverte, le Grand Temple Bao'en.

³⁷² « La plus grande relique osseuse de Bouddha a été transférée au mont Niushou à Nankin, où les trésors bouddhistes sont conservés à jamais dans le mystérieux palais souterrain », 27 octobre 2015.

³⁷³ « Une délégation de l'Association Unie du Bouddhisme Humaniste Chinois de Taïwan s'est rendue à Niushoushan pour rendre hommage à l'os pariétal du Bouddha (台湾« 中华人间佛教联合总会 »代表团赴牛首山 瞻礼佛顶骨) », Parc Niushoushan, 10 septembre 2016, <https://www.niushoushan.net/brand/2178.html>

³⁷⁴ « Introduction à la zone de tourisme culturel de Nankin Niushoushan (南京牛首山文化旅游区简介) », Bureau des Affaires taïwanaises du Comité provincial du Parti du Jiangsu, 16 janvier 2017, http://www.jsstb.gov.cn/special/jidi/sj/nj/201701/t20170122_11684664.htm

³⁷⁵ « Des érudits de « la Ceinture et la Route » et d'éminents moines parlent de la culture du « Sutra du cœur » (« 一带一路 »学者高僧共话《心经》文化) », Parc Niushoushan, 28 octobre 2016, <https://niushoushan.net/Brand/2204.html>

³⁷⁶ Lu Bohua, « Les gros titres révélés : L'authenticité des reliques en os de Bouddha qui circulent depuis des milliers d'années est difficile à distinguer. Depuis l'Antiquité, il s'agit principalement de spéculations politiques et commerciales (頭條揭密》千年流轉佛骨舍利真偽難辨 自古多為政治商業炒作) », *China Times*, 14 janvier 2023, <https://www.chinatimes.com/realtimenews/20230114000734-260407?chdtv>

S'il fait sens d'avoir retiré la relique d'un site qui a été presque entièrement détruit au 19^e siècle et qui ne fonctionne plus comme un lieu religieux de nos jours, il est plus difficile de comprendre pourquoi la relique n'est pas plutôt restée au temple Qixia, où elle a été conservée pendant un temps, qui a une histoire plus ancienne que Palais Foding et qui est encore en activité. En effet, la zone du mont Niushou a abrité plusieurs sites bouddhistes depuis le 5^e siècle, mais ces sites n'existent plus et le Palais (ou Pagode) Foding lui-même n'est lié à aucun d'entre eux³⁷⁷. Ainsi, même si un clergé bouddhiste réside dans le Parc Niushoushan aujourd'hui, les lieux manquent d'un ancrage historique. Ce contexte n'est pas favorable à ce que la légitimation de la relique comme objet d'une grande valeur, auquel tous les bouddhistes se doivent de rendre hommage.

6.4.2. La religion au service de la revitalisation de « l'excellente culture traditionnelle chinoise » : les « reliques culturelles »

Outre les reliques du Bouddha, le gouvernement chinois encourage également les institutions bouddhistes à mettre d'autres types de reliques au service de son influence auprès des publics étrangers. C'est le cas par exemple des reliques mortuaires de moines ayant une certaine renommée internationale. Un bon exemple sont les reliques de maître Benhuan du temple Hongfa (Shenzhen), qui ont été envoyées en Thaïlande en mars 2013³⁷⁸ et en décembre 2014³⁷⁹, au Cambodge en mars 2015³⁸⁰ et au Sri Lanka en 2017³⁸¹. La consécration de ces reliques au Cambodge a d'ailleurs été qualifiée par l'institution du temple Hongfa elle-même de « *nouveau chapitre de la diplomatie bouddhiste* »³⁸². C'est aussi le cas d'objets qui ne sont pas des reliques mortuaires auxquelles sont vouées un culte spécifique, mais qui sont considérés comme étant des « reliques culturelles » ou des « reliques historiques bouddhistes » (*fojiao lishi wenwu* 佛教歷史文物). En septembre 2014, par

³⁷⁷ « Histoire de Niushou (牛首历史) », Parc Niushoushan, consulté dernièrement le 5 juin 2024, <https://niushoushan.net/History.html>

³⁷⁸ « Maître Yinshun a mené une délégation pour envoyer les reliques de l'ancien Benhuan en Thaïlande pour y être consacrées de manière permanente (印顺法师率团恭送本焕长老舍利赴泰国永久安奉) », *Phoenix Media*, 25 mars 2013, https://fo.ifeng.com/news/detail_2013_03/25/23475591_0.shtml

³⁷⁹ « La Thaïlande accueille les reliques de Ben Huan. Le Patriarche Suprême thaïlandais et Maître Yinshun ont présidé conjointement l'assemblée de Dharma (泰国迎请本焕长老舍利 泰代僧王与印顺法师共同主法) », *FJNET*, 4 décembre 2014, www.fjnet.com/hwj/haiwainr/201412/t20141204_225432.htm

³⁸⁰ « Un nouveau chapitre dans la diplomatie bouddhique : un avion royal du Cambodge invite respectueusement les reliques de l'ancien Benhuan à être consacrées de manière permanente (佛门外交新篇章：柬埔寨王国专机恭请本焕长老舍利永久安奉) », Temple Hongfa, 20 mars 2015, <http://www.hongfasi.net/index.php?a=show&m=Article&id=5304>

³⁸¹ « Le Sri Lanka organise une cérémonie de défilé et une cérémonie de bénédiction pour accueillir les reliques de l'ancien Ben Huan, une grande figure du bouddhisme chinois (斯里兰卡举行恭迎中国佛门泰斗本焕长老真身舍利巡游庆典暨祈福法) », Réseau du Bouddhisme de Nanhai, consulté dernièrement le 5 juin 2024, <http://www.nhfjw.org.cn/news/nhfj/2017/5235.html>

³⁸² « Un nouveau chapitre dans la diplomatie bouddhique : un avion royal du Cambodge invite respectueusement les reliques de l'ancien Benhuan à être consacrées de manière permanente », 20 mars 2015.

exemple, 88 reliques venant de cinq musées chinois³⁸³ sont prêtées au Musée du Bouddha Fo Guang Shan à Kaohsiung, pour une exposition intitulée « Sept Trésors Illuminant le Ciel : Exposition d'Art Bouddhiste du Sud de la Chine »³⁸⁴. La promotion de ce type d'artefact sous le nom de « relique » s'inscrit dans un mouvement de revalorisation de la culture traditionnelle chinoise et de popularisation du concept de « relique culturelle » dans le lexique juridique et politique.

Ce mouvement émerge dans les années 1980, notamment avec la promulgation de la « Loi sur la Protection des Reliques Culturelles de la République Populaire de Chine » en 1982 (*zhonghua renmin gonghegong wenwu baohu fa* 中华人民共和国文物保护法; amendée le plus récemment en 2017)³⁸⁵. Le terme « relique culturelle » (*wenwu* 文物) est alors utilisé pour se référer à des « *reliques et vestiges ayant une valeur historique, artistique et scientifique, laissés par les êtres humains, de par leurs activités sociales* » (Li X.D., 2005, cité par Chai et Li, 2009, p. 132). Il dépasse ainsi le sens qu'on peut lui donner en français ou en anglais, langues dans lesquelles le terme « relique » est presque exclusivement associé au religieux, au sacré. En fait, le terme chinois pourrait d'ailleurs tout aussi bien être traduit par « objet culturel » ou « artefact culturel », mais officiellement, le gouvernement chinois a opté pour le terme de « *cultural relic* » en anglais (soit « relique culturelle » en français). À l'origine, tel qu'il est employé dans la loi chinoise, le terme n'a pas une connotation religieuse. Plus récemment, toutefois, le concept a commencé à être appliqué au domaine religieux. Dans un compte-rendu sur la Troisième Session du 12^e Comité National de la CCPPC du 3 mars 2015, l'Association Bouddhiste de Chine explique que, lors de cette réunion, les termes de « protection des reliques culturelles » et de « l'héritage culturel intangible » ont été utilisés pour la première fois en rapport avec le domaine religieux³⁸⁶. Depuis, l'ABC qualifie souvent toute sorte d'objets du patrimoine bouddhiste comme étant des « reliques culturelles » bouddhistes. On le voit dans un article portant sur la rencontre avec une délégation du Comité des Affaires Religieuses du Vietnam qui a eu lieu le 9 septembre 2018, au temple Guangji. D'après cet article, la délégation vietnamienne aurait salué les efforts entrepris par la communauté bouddhiste chinoise pour protéger « l'héritage culturel » (*wenhua chuancheng* 文化传承) et « les reliques culturelles » (*wenwu* 文物)

³⁸³ Le Musée de Nankin, le Musée municipal de Nankin, le Musée de Suzhou, le Musée Provincial du Zhejiang et le Musée du Sichuan.

³⁸⁴ « Les meilleures reliques culturelles bouddhistes. Les sept trésors de la pagode Ashoka arrive à Taïwan (佛教文物之最 七寶阿育王塔來台) », *China Times*, 13 septembre 2014, <https://chinatimes.com/newspapers/20140913000903-260115?chdtv>

³⁸⁵ « Law of the People's Republic of China on the Protection of Cultural Relics », Congrès National du Peuple de la République Populaire de Chine, consulté dernièrement le 5 juin 2024, http://www.npc.gov.cn/zqrdw/englishnpc/Law/2007-12/13/content_1384015.htm

³⁸⁶ « [Deux Sessions Nationales] Interprétation des 6 changements majeurs dans le domaine religieux dans le rapport de la CCPPC 2015 ([全国两会]解读2015政协报告宗教领域的6大重要变化) », Association Bouddhiste de Chine, 6 mars 2015, <https://www.chinabuddhism.com.cn/web/details/19073>

de leur pays³⁸⁷. Dans un autre article de l'ABC, décrivant une visite d'une délégation du temple Taihua (une branche de l'organisation Fo Guang Shan à Bangkok) au quartier général de l'ABC, le 24 février 2017, on peut lire : « *Maître Hsin Ting et son groupe ont vénéré Bouddha dans la salle du temple Guangji et ont visité les bâtiments du temple et les reliques culturelles* »³⁸⁸.

Or, presque paradoxalement, la valorisation des « reliques culturelles » chinoises signifie aussi que celles qui proviennent du domaine religieux sont de plus en plus prises en charge par des institutions non-religieuses, comme des musées publics et des organes administratifs. D'un côté, cela peut augmenter la visibilité de ces objets en les exposant à un public plus large que celui qui pourrait se rendre dans des sites religieux. D'un autre côté, cela implique de créer une distance entre ces « reliques » et l'espace sacré qui leur infuse une partie de leur valeur. Face à cela, les communautés religieuses pourraient être amenées à apprécier ces objets pour leur valeur historique et culturelle, sans pour autant les considérer comme des reliques ayant une signification religieuse particulière. C'est potentiellement la raison pour laquelle la relique du fragment de crâne n'a toujours pas attiré un grand public bouddhiste étranger vers le Parc Touristique Culturel de Niushoushan et n'a pas fait l'objet de tournées à l'étranger, et n'est donc pas (encore) un outil de la diplomatie bouddhiste chinoise.

6.5. Éléments conclusifs : un outil au succès limité ?

Ainsi, les reliques bouddhistes sont des instruments diplomatiques anciens que s'est approprié le Parti Communiste de Chine dès les années 1950. Bien qu'ils n'aient pas été utilisés pendant plusieurs décennies, ces instruments refont surface sous le gouvernement de Jiang Zemin et ils se sont maintenus dans l'arsenal diplomatique du régime, sous Hu Jintao, puis sous Xi Jinping. La popularité des tournées des reliques de Lingguang et de Famen à l'étranger et la fréquence à laquelle elles reçoivent l'attention de haut-responsables religieux/ses et politiques lorsqu'elles se trouvent sur le territoire chinois montrent que les institutions bouddhistes chinoises ont accompli deux choses. D'une part, ces institutions sont parvenues à faire accepter à une large part de la population bouddhiste d'Asie du Sud-Est que les reliques en leur possession sont des objets sacrés auxquels tous les bouddhistes devraient rendre hommage si l'occasion leur en est donnée. D'autre part, elles sont parvenues à faire de la vénération de ces reliques un motif légitime pour recevoir non seulement

³⁸⁷ « Le vice-président Yanjue a rencontré le directeur de la Commission des affaires religieuses du gouvernement vietnamien Vu Chien Thang (演觉副会长会见越南政府宗教委员会主任武战胜) », Association Bouddhiste de Chine, 19 septembre 2018, <https://www.chinabuddhism.com.cn/e/action/ShowInfo.php?classid=506&id=40485>

³⁸⁸ « Le président Xuecheng a rencontré Maître Hin Ting, abbé du temple Taihua à Bangkok, Fo Guang Shan et sa délégation (学诚会长会见佛光山曼谷泰华寺住持心定法师一行) », Association Bouddhiste de Chine, 24 février 2017, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/19985.html>

des figures monastiques importantes, mais aussi des représentant.es étatiques et des politicien.nes influent.es, à l'intérieur des temples chinois.

Toutefois, le succès de cette entreprise n'est pas non plus fracassant. Les tournées des reliques ont certes suscité l'intérêt d'un très grand nombre de bouddhistes, mais ce phénomène ne signifie pas pour autant qu'elles sont considérées comme des reliques authentiques du Bouddha. Autrement dit, l'engouement pour les tournées ne veut pas dire que l'ABC et ses allié.es ont convaincu les communautés bouddhistes de la région d'accorder la même importance aux reliques chinoises qu'elles accorderaient aux reliques de Bouddha reconnues dans leur tradition respective, surtout dans le cas de la tradition Theravāda. De même, le fait que rendre hommage aux reliques chinoises soit devenu une pratique diplomatique suppose que les haut-responsables religieux/ses et politiques qui s'y prêtent ne les considèrent pas comme des objets profanes. Or, cela ne veut pas dire pour autant qu'ils acceptent l'interprétation chinoise vis-à-vis de l'origine et du degré suprême de sacralité des reliques de Lingguang, de Famen et de Niushoushan.

La façon dont celles-ci sont perçues n'est pas nécessairement un obstacle, mais elle joue certainement en défaveur de leur promotion auprès des publics d'Asie du Sud-Est. Bien que les reliques aient permis aux acteur.es chinois.es d'interagir avec ces publics à de nombreuses reprises, on ne peut pas affirmer que la Chine est parvenue à se faire considérer comme faisant partie des sociétés bouddhistes ou que les institutions bouddhistes chinoises ont suffisamment de crédibilité pour que leur vision des reliques fasse consensus. C'est peut-être d'ailleurs à cause de ces difficultés qu'aucune d'entre elles n'a été envoyée à l'étranger sous le gouvernement de Xi Jinping : le coût et la complexité de l'organisation nécessaires sont peut-être trop élevées, par rapport à l'impact qu'ont les tournées des reliques. En même temps, l'intérêt de la promotion de ces objets ne se réduit pas à influencer les perceptions à l'égard de la Chine de façon directe. Je propose plutôt que leur intérêt est d'offrir **1)** un motif légitime par rapport aux traditions bouddhistes et **2)** une raison apolitique aux interactions entre les acteur.es chinois.es, les publics étrangers et leurs représentant.es (religieux/ses et politiques). Autrement dit, les reliques sont un excellent prétexte à ce que les membres de l'ABC puissent se déplacer à l'étranger, ce dont ils peuvent profiter pour rencontrer des personnes étrangères influentes sur place. Elles sont également un bon prétexte pour échanger avec ces personnes lorsqu'elles sont en déplacement sur le territoire chinois, voire pour les y faire venir. De ce point de vue, les reliques de Lingguang et de Famen ont été très utiles jusqu'à présent, et si elles n'ont pas donné l'opportunité à l'ABC de se rendre à l'étranger sous le gouvernement de Xi Jinping, elles continuent néanmoins de lui permettre d'interagir avec des nombreux.ses représentant.es étatiques et politicien.nes venant d'Asie du Sud-Est en RPC.

À l'inverse, la relique de Niushoushan n'a pas suscité un grand intérêt à l'étranger et n'a pas souvent permis aux représentant.es de l'ABC d'agir en diplomates. Il est possible que la situation évolue et que les institutions bouddhistes chinoises parviennent à faire mieux connaître la relique en dehors de la Chine. Or, en l'état, une grande partie de l'attention médiatique dont elle fait l'objet, du moins dans la presse anglophone, n'est pas très favorable à son rayonnement, tant elle met le doute sur son authenticité. Je postule que la décision des autorités politiques de placer la relique dans un espace non-religieux constitue un obstacle à ce que les communautés bouddhistes, chinoises et étrangères, l'acceptent comme objet sacré. Plus généralement, la transition vers les « reliques culturelles » participe à mieux faire connaître le patrimoine culturel chinois, mais elle crée une distance avec le monde religieux qui n'est pas favorable à ce que l'autorité des institutions bouddhistes chinoises soit reconnue à l'échelle mondiale.

7. Chapitre 7. La diplomatie bouddhiste au secours du patrimoine tangible bouddhiste : les initiatives chinoises de restauration, de conservation et de développement

7.1. La préservation du patrimoine culturel sous l'égide de Xi Jinping

La désignation de la « protection du patrimoine culturel chinois » (*zhongguo wenhua yichan baohu* 中国文化遗产保护) comme une priorité du gouvernement de Xi Jinping a été un élément important du programme politique énoncé lors des Deux Sessions de 2015, à savoir la troisième session du 12^e Comité National de la CCPPC et du 12^e Congrès National du Peuple. Cette idée apparaît d'abord à l'occasion du 18^e Congrès National du Parti Communiste de Chine, qui s'est déroulé en novembre 2012 et qui a placé Xi Jinping à la tête du parti³⁸⁹. Pour donner suite aux engagements du Parti, Xi Jinping s'est rendu sur plusieurs sites considérés comme ayant une signification culturelle majeure, au cours de ses trois mandats. En ce qui concerne le bouddhisme, deux gestes en particulier ont été déterminants dans son assimilation au programme de revalorisation de la culture traditionnelle chinoise, qui aiguillonne largement la stratégie de la diplomatie bouddhiste. Il s'agit d'une visite aux Grottes de Dunhuang (aussi dites Grottes Mogao) en août 2019 et d'une visite aux Grottes de Yungang en mai 2020, deux sites classés au Patrimoine Mondial de l'UNESCO. En raison des peintures murales et des sculptures bouddhistes qu'elles abritent, ces grottes sont considérées comme des sites majeurs du patrimoine bouddhiste chinois. On les associe depuis longtemps aux anciennes Routes de la Soie, et elles ont aujourd'hui été intégrées à la *Belt and Road Initiative* par le biais du récit sur la construction de « Nouvelles Routes de la Soie ». Un article du *Quotidien du Peuple* présente le site de Dunhuang en les termes suivants :

*Bien que cette oasis centrale le long de l'ancienne Route de la Soie puisse apparaître comme un petit tas de sable sans caractéristique unique, pour les échanges commerciaux et culturels de l'Est et de l'Ouest, on ne pourrait être plus loin de la vérité. [...] Des siècles plus tard, à la suite de la revitalisation de l'ancienne Route de la Soie dans le cadre de la nouvelle « Belt and Road Initiative », Dunhuang a de nouveau attiré l'attention du monde.*³⁹⁰

³⁸⁹ « Xi Jinping et la protection du patrimoine culturel chinois (习近平与中国文化遗产保护) », *People's Daily* (édition d'outre-mer), 19 mai 2020, http://paper.people.com.cn/rmrbhwb/html/2020-05/19/content_1987770.htm

³⁹⁰ Jie Kou, « A chronicle of Dunhuang: from Silk Road to Belt and Road », *People's Daily*, 22 octobre 2018, <http://en.people.cn/n3/2018/1022/c90000-9510605.html>

Pour ce qui est des Grottes Yungang³⁹¹, une statue de Bouddha de près de quatorze mètres de hauteur qui en constitue l'attraction majeure, est décrite par *Global Times* comme étant « *la statue de Bouddha la plus représentative et une icône culturelle de Yungang, un chef-d'œuvre qui montre clairement les échanges entre les civilisations chinoises et indiennes le long de l'ancienne Route de la Soie* »³⁹². Les visites de Xi Jinping à chacun de ces sites ont reçu une grande attention de la part des médias chinois et ont été traitées comme des jalons dans la politique de préservation et de revitalisation de la culture traditionnelle chinoise. Plus particulièrement, la presse a relevé les commentaires du Président associant les grottes de Dunhuang à la « quintessence » de la culture nationale chinoise et encourageant les « *expert.es culturel.les à raconter l'histoire de Dunhuang et à diffuser la voix de la Chine dans le monde, dans un effort de promotion de la coopération internationale sur les [Nouvelles Routes de la Soie]* »³⁹³. Selon *Xinhua*, lors de sa visite à Yungang, Xi Jinping aurait insisté sur l'importance de la préservation culturelle et affirmé que « *[l]es grottes de Yungang représentent les caractéristiques de la culture chinoise et l'histoire des échanges culturels entre la Chine et d'autres pays* »³⁹⁴. Plus généralement, ces visites ont été considérées comme un geste de reconnaissance de l'importance de la culture bouddhiste chinoise et comme un appel à contribuer au projet du « Rêve Chinois de revitalisation de la Nation » adressé aux institutions responsables de préserver le patrimoine bouddhiste.

Or, il s'avère que les institutions en question sont souvent non-religieuses. Dans le cas des Grottes de Dunhuang et des Grottes de Yungang, celles-ci sont gérées, respectivement, par l'Académie Dunhuang, qui est actuellement sous l'autorité conjointe de l'Administration d'Etat pour l'Héritage Culturel et le Gouvernement Provincial du Peuple du Gansu, et par l'Institut de Recherche des Grottes Yungang, sous l'autorité directe du Gouvernement Provincial du Shanxi. Les deux sites, donc, n'entrent pas dans la juridiction de l'Association Bouddhiste de Chine. C'est là une des contradictions (voire une des limites) de la stratégie de revalorisation de la culture bouddhiste sous le gouvernement de Xi Jinping, qui implique de déplacer des ressources culturelles en dehors de l'espace religieux. Cela renvoie à la construction d'un bouddhisme *culturel*, qui se traduit par la relative exclusion des acteur.es, même quand il s'agit de promouvoir le patrimoine bouddhiste à l'étranger.

³⁹¹ « Convergence et apprentissage mutuel : diversité et intégration de la culture Yungang (交融与互鉴：云冈文化的多元与融合) », *Guangming Daily*, 28 octobre 2023, https://news.gmw.cn/2023-10/28/content_36925072.htm

³⁹² « Yungang Grottoes witnesses of cultural exchanges », *Global Times*, 2 novembre 2023, <https://www.globaltimes.cn/page/202311/1301078.shtml>; voir aussi « Mogao Caves », Convention du Patrimoine Mondial de l'UNESCO, consulté dernièrement le 9 juin 2024, <https://whc.unesco.org/en/list/440/>

³⁹³ « Xi emphasizes cultural preservation », *China Daily*, 26 août 2019, https://www.chinadaily.com.cn/global/2019-08/26/content_37505489.htm

³⁹⁴ « Xi Focus: Xi stresses protection of Yungang Grottoes », *Xinhua*, 12 mai 2020, http://www.xinhuanet.com/english/2020-05/12/c_139050071.htm

En effet, comme on va le voir, le gouvernement chinois mène une « diplomatie de la conservation » à part entière (Winter, 2018), en participant à plusieurs initiatives de protection, préservation et promotion du patrimoine bouddhiste, et en premier lieu du patrimoine bouddhiste tangible, en Asie du Sud-Est. Néanmoins, ces initiatives ont tendance, à divers degrés, à marginaliser ou à exclure les leaders et les institutions bouddhistes, à la faveur d'institutions publiques non-religieuses. Pour donner la mesure du spectre d'implication des acteur.es bouddhistes, je propose d'examiner quatre initiatives de préservation et de promotion du patrimoine bouddhiste tangible, en commençant par l'initiative ayant le plus intégré ces acteur.es et en terminant par celle qui les a le plus exclus.

7.2. Quatre cas d'étude à travers l'Asie du Sud-Est : la diplomatie bouddhiste se fait-elle sans les bouddhistes ?

7.2.1. Le parc international du temple Baima

Le premier cas est celui du « parc international » du temple Baima, aussi dit temple du Cheval Blanc (*baimasi* 白马寺). Situé à l'Est de la ville de Luoyang, dans la province du Henan, le temple est largement considéré comme le premier temple bouddhiste de la Chine, (établi en 68 de l'ère commune) et le berceau du bouddhisme chinois³⁹⁵. À ce titre, il jouit d'une grande renommée et est un important symbole de la culture traditionnelle chinoise. Dans les années 2010, le temple fait l'objet d'un projet d'agrandissement, qui comprend la construction d'un « parc international », soit une zone dédiée à l'accueil de pagodes, sanctuaires et statues construites dans des styles bouddhistes venant de l'étranger. C'est en quelque sorte de la version très poussée d'une pratique courante dans le monde du bouddhisme, qui consiste à conserver et exposer des reliques et autres artefacts offerts par des donateur.es étranger/ères (symbolisant souvent un lien d'amitié avec un temple étranger). Au temple Baima, à l'ère contemporaine, cela commence par la construction d'un sanctuaire pour accueillir une statue de Bouddha, réalisée dans un style thaïlandais et offerte par le politicien Vatana Asavahame (alors Ministre attaché au Secrétariat du Premier Ministre de la Thaïlande et ancien Ministre adjoint de l'Intérieur, 1988-1990), qui débute en 1992 et s'achève en 1997³⁹⁶. En avril 2005, le temple Baima s'internationalise davantage en se lançant dans la construction d'un pavillon élaboré dans un style

³⁹⁵ Voir par exemple « White Horse Temple – the First Buddhist Temple in China », Centre d'informations Internet de Chine, 16 mai 2003, <http://www.china.org.cn/english/travel/64434.htm>; « Taizhou zone celebrates 75th anniversary of PLA Navy », *China Daily*, 23 avril 2024, https://subsites.chinadaily.com.cn/jiangsu/taizhou/gaogang/2024-04/23/c_981693.htm

³⁹⁶ « Thai-style Buddha halls to open in Baima Temple », *People's Daily*, 15 janvier 2014, <http://en.people.cn/90782/8513136.html>; « Le hall bouddhiste de style thaïlandais du temple du Cheval Blanc de Luoyang est achevé (洛阳白马寺泰国风格佛殿落成) », *China National Radio*, 26 septembre 2014, https://news.cnr.cn/native/city/201409/t20140926_516514663.shtml

bouddhiste indien, donnant suite à un accord signé entre les gouvernements indien et chinois, d'après lequel le pavillon serait conçu (sur le plan architectural), financé et aménagé par l'Inde³⁹⁷.

Dans les années 2010, le temple Baima connaît une nouvelle phase de rénovation et de construction, qui comprend l'expansion de son « parc international ». À la suite d'une visite du Patriarche Suprême par intérim de Thaïlande, Somdet Kiaw Putthacharn et de Vatana Asavahame, il est décidé de transformer le sanctuaire thaïlandais en un pavillon à part entière, qui prend le nom de Wat Hame Assavaram. Les travaux commencent en mai 2010 et sont financés par la Thaïlande³⁹⁸. En novembre 2012, une cérémonie est organisée pour la consécration d'une statue de Bouddha, marquant l'avancée des travaux. L'évènement se fait en présence d'un représentant du Conseil Suprême du Sangha et abbé du Wat Saket (célèbre temple situé à Bangkok, aussi connu sous le nom de Mont Doré), Phra Prommasith et de Vatanna Asavahame³⁹⁹. Or, à ce moment, ce dernier est considéré par la justice thaïlandaise comme un fugitif, ayant été condamné à dix ans de prison pour une affaire d'abus de pouvoir en 2008 (puis à nouveau en 2018, à trois ans de prison pour une autre affaire)⁴⁰⁰. Sa participation à la consécration de la statue en Chine est d'ailleurs de sa première apparition publique depuis qu'il a pris la fuite⁴⁰¹. Sa situation ne l'empêche pas non plus de se présenter à nouveau au temple Baima en septembre 2014, pour la grande cérémonie d'inauguration du pavillon thaïlandais⁴⁰².

³⁹⁷ « L'ancien temple indien sera « déplacé » dans le temple du Cheval Blanc à Luoyang, ce qui sera achevé au début de l'année prochaine (印度古寺将« 搬进 »洛阳白马寺 明年初竣工) », CCTV, 13 septembre 2007, <https://news.cctv.com/china/20070913/100287.shtml>

³⁹⁸ « Thai-style Buddha halls to open in Baima Temple », 15 janvier 2014; « Le hall bouddhiste de style thaïlandais du temple du Cheval Blanc de Luoyang est achevé », 26 septembre 2014.

³⁹⁹ « Le Temple du Cheval Blanc à Luoyang a organisé une grande cérémonie d'intronisation du Bouddha à quatre visages (洛阳白马寺隆重举行四面佛安座仪式) », Réseau du Bouddhisme Nanhai, consulté dernièrement le 10 juin 2024, <http://www.nhfjw.org/news/jwhd/2013/1122.html>

⁴⁰⁰ « Fugitive politician Vatana loses second son while in exile », *The Nation*, 31 mars 2023, <https://www.nationthailand.com/thailand/general/40026224>

⁴⁰¹ « Theravada goes to China A magnificent Buddhist house of worship opens in Luoyang, Henan province, after 20 years in the making », *Dhamma Wheel*, 14 août 2012, <https://www.dhammadownload.com/viewtopic.php?t=13580>, la source originelle est un article du *Bangkok Post* qui a depuis été supprimé (« Theravada goes to China A magnificent Buddhist house of worship opens in Luoyang, Henan province, after 20 years in the making », *Bangkok Post*, 4 août 2012, <http://www.bangkokpost.com/news/local/304289/fugitive-fears-for-future>)

⁴⁰² « China's oldest Buddhist temples receives holy relic from Thailand », *Global Times*, 24 septembre 2014, <https://www.globaltimes.cn/content/883161.shtml>



Vatana Asavahame remettant un don sous forme de chèque à l'abbé du temple Baima, maître Yinle, lors de la cérémonie d'inauguration du pavillon thaïlandais

Source : *China National Radio*, photographie publiée le 28 septembre 2014

Ainsi, malgré sa condamnation, il n'a pas été écarté du projet, que ce soit du côté chinois ou du côté thaïlandais. Il est intéressant de noter que l'autre figure thaïlandaise porteuse du projet, Phra Prommasith, qui préside d'ailleurs l'évènement d'inauguration en 2014 (aux côtés du directeur adjoint de l'AEAR, Zhang Lebin)⁴⁰³, a aussi été inculpé pour une affaire de corruption en 2018⁴⁰⁴ (voir chapitre 12).

Aux côtés des pavillons indien et thaïlandais, le parc du temple Baima comprend un pavillon myanmarais, inspiré de la Pagode Shwedagon de Yangon. Le projet de construction du pavillon est issu d'un accord de coopération conclu entre la RPC et le Myanmar, signé le 19 novembre 2013, et a pris fin en 2014. D'après *China Daily*, il aurait été conçu et financé par l'État du Myanmar⁴⁰⁵ et d'après l'ambassade de Chine au Myanmar, son coût aurait été de 35 millions RMB (soit plus de 6,7 millions CAD)⁴⁰⁶. Lors de la cérémonie d'inauguration, qui a lieu le 30 juin 2014, le président myanmarais, U Thein Sein salue « *une collaboration et une coopération minutieuses entre les gouvernements et les peuples du Myanmar et de la Chine* »⁴⁰⁷ et qualifie l'achèvement du projet

⁴⁰³ « Le temple bouddhiste de style thaïlandais du Temple du Cheval Blanc est achevé et sera ouvert aux touristes chinois et étrangers/ères (白马寺泰国风格佛殿落成 将对中外游客开放) », *China National Radio*, 28 septembre 2014, https://hn.cnr.cn/hngbwh/201409/t20140928_516520163.shtml

⁴⁰⁴ « Wat Sa Ket abbot defrocked, sent to jail », *Bangkok Post*, 30 mai 2018, <https://www.bangkokpost.com/thailand/general/1475797/wat-sa-ket-abbot-defrocked-sent-to-jail>

⁴⁰⁵ « People visit Myanmar style shrine in C China's Henan », *China Daily*, 12 août 2016, https://global.chinadaily.com.cn/usa/travel/2016-08/12/content_26452171.htm

⁴⁰⁶ Ambassade de la République Populaire de Chine au Myanmar, 2013. « Myanmar Style Pagoda Donated to an Ancient Temple in China », Facebook, 23 décembre, 10h46, <https://www.facebook.com/profile/100064655561388/search/?q=baima>

⁴⁰⁷ « Le président du Myanmar, Thein Sein, a visité le temple du Cheval Blanc et le temple l'a accueilli avec la plus haute étiquette bouddhiste (缅甸总统登盛造访白马寺 寺院以佛门最高礼节欢迎) », *People's Daily*, 30 juin 2014, <http://world.people.com.cn/n/2014/0630/c1002-25219744.html>

comme étant « *une nouvelle étape symbolisant l'amitié entre les peuples du Myanmar et de la Chine et soulignant l'amitié durable et mutuelle* »⁴⁰⁸. De son côté, Wang Zuo'an affirme que « *le bouddhisme a toujours été un lien fort dans les relations amicales entre les peuples de Chine et du Myanmar. Le temple bouddhiste de style myanmarais érigé dans le temple Baima apportera sûrement bonheur et bonne fortune aux peuples des deux pays* »⁴⁰⁹.

Ces extraits illustrent un discours entourant le projet du parc international du temple Baima, qui consiste, d'une part, à mettre en avant le respect mutuel et l'unité en dépit des différences caractérisant la communauté bouddhiste. En effet, si le temple chinois suit une tradition de l'école Mahāyāna, les pavillons indien, thaïlandais et myanmarais ont été conçus selon les codes architecturaux, décoratifs, esthétiques des traditions bouddhistes respectives de chacun des trois pays. La coexistence de ces différentes traditions au sein du temple Baima est censée attester d'un grand esprit de tolérance et d'ouverture sur le monde de la part de la communauté bouddhiste chinoise. Cela fait écho au récit selon lequel la Chine est le seul pays où les trois grandes traditions du bouddhisme prospèrent. D'autre part, le discours entourant le projet du parc international s'appuie fortement sur l'idée selon laquelle les échanges entre les cercles bouddhistes de divers pays ont un impact au-delà du monde bouddhiste, c'est-à-dire que le rapprochement entre les cercles bouddhistes contribue au rapprochement entre les peuples. L'instrumentalisation diplomatique du bouddhisme est d'ailleurs pleinement assumée par les acteur.es chinois.es, comme le souligne l'éditeur et journaliste Craig Lewis. Celui-ci rapporte les propos de Huang Xianian, chercheur à l'Institut des Religions du Monde (Académie Chinoise des Sciences Sociales), selon lequel les échanges religieux entre la Chine et les pays d'Asie du Sud-Est sont « *un catalyseur influent d'une grande efficacité pour la diplomatie publique* »⁴¹⁰. Concernant le parc international du temple Baima plus spécifiquement, Lewis cite le directeur de l'Administration Provinciale pour les Affaires Religieuses du Henan, Peng Yaping : « *[n]ous essayons de construire le plus de sanctuaires possibles dans des styles différents pour utiliser pleinement le bouddhisme comme un canal pour renforcer l'amitié avec différents pays* »⁴¹¹. La stratégie semble avoir réussi puisque, selon la presse chinoise, d'autres pays auraient d'ores et

⁴⁰⁸ « Le président du Myanmar, Thein Sein, a visité le temple du Cheval Blanc et le temple l'a accueilli avec la plus haute étiquette bouddhiste », 30 juin 2014.

⁴⁰⁹ « Le président du Myanmar, Thein Sein, a visité le temple du Cheval Blanc et le temple l'a accueilli avec la plus haute étiquette bouddhiste », 30 juin 2014.

⁴¹⁰ Craig Lewis, « China Plans Expansion of Baima Temple », *Buddhist Door*, 28 juillet 2015, <https://www2.buddhistdoor.net/news/china-plans-expansion-of-baima-temple>

⁴¹¹ Craig Lewis, « China Plans Expansion of Baima Temple », 28 juillet 2015.

déjà exprimé la volonté de construire, eux aussi, leur propre pavillon dans l'enceinte du temple Baima⁴¹².

Pour les partenaires étrangers/ères, le projet présente plusieurs intérêts, à commencer par l'opportunité de promouvoir leur tradition bouddhiste, culturelle, architecturale auprès du public chinois et d'attirer des potentiel.les touristes chinois.es dans leur pays. Dans le cas du Myanmar et de la Thaïlande, le tourisme des sites religieux est une part importante de l'économie touristique et les visiteur.es provenant de la Chine représentent une grande proportion des visiteur.es étrangers/ères chaque année. Il est donc pertinent pour leurs gouvernements d'investir dans des projets qui familiariseront le public chinois avec l'offre touristique de leur pays. Les retombées potentielles du parc international de Baima sont d'autant plus grandes que le projet en question donne accès à l'un des plus célèbres temples de la Chine. Un autre intérêt de la participation au projet pour les acteur.es étrangers/ères est de signaler aux institutions bouddhistes chinoises et au gouvernement chinois qu'ils sont prêt.es à coopérer avec elleux, à investir en Chine et à se plier aux règles du régime. Pour le temple Baima lui-même, l'intérêt de ce projet est d'accroître sa renommée, d'attirer davantage de visiteur.es et d'assurer sa pérennité. En effet, de nos jours, de nombreux sites bouddhistes dépendent presque entièrement des revenus tirés de leurs activités touristiques. Il est impératif pour les responsables de ces lieux de veiller à attirer un large public, non seulement pour répandre le message religieux et élargir la communauté des croyant.es, mais aussi pour assurer d'avoir le capital nécessaire au maintien, voire au développement des lieux.

En termes d'implication des acteur.es religieux/ses, le projet du parc international du temple Baima semble leur avoir accordé une place, mais iels n'ont pas pour autant été les seul.es protagonistes, ni n'ont été systématiquement présent.es. Du côté du temple Baima lui-même, l'abbé, maître Yingle a été présent à tous les événements marquant les diverses étapes de construction et de consécration des pavillons étrangers. Il est difficile de déterminer si le projet relève, à l'origine, de son initiative et quelle était l'étendue du pouvoir décisionnel des responsables du temple. En revanche, on peut souligner que le produit de ces projets de coopération internationale (les pavillons eux-mêmes) a été placé sous la responsabilité de l'institution religieuse gérant le temple, dont maître Yingle est à la tête. Cela peut sembler évident, mais le régime chinois a souvent eu tendance à extraire le patrimoine bouddhiste culturel de l'espace religieux et l'implication de la communauté monastique du temple Baima n'était pas garantie. L'Association Bouddhiste de Chine semble aussi avoir été liée aux projets, comme en atteste la présence de l'ancien président de l'association, maître Chuanyin, à

⁴¹² Liu Xiangrui et Li Yao, « 'Cradle of Chinese Buddhism' embraces world », *China Daily*, 7 janvier 2012, https://www.chinadaily.com.cn/china/2012-01/07/content_14397689.htm

l'inauguration du pavillon myanmarais en 2014⁴¹³. Du côté des partenaire.s étranger/ères, en revanche, l'implication des cercles religieux a été variable. Pour sa part, la communauté bouddhiste thaïlandaise a été représentée par le Conseil Suprême du Sangha, d'abord par le Patriarche Suprême intérimaire Phra Kiaw Putthacharn, puis par Phra Prommasith. Mais c'est surtout à Vatanna Asavahame que l'on attribue l'initiative de la construction du pavillon thaïlandais. À l'origine, il aurait agi à titre personnel, et non au nom du gouvernement ou de l'État thaïlandais, mais graduellement, le gouvernement thaïlandais s'est aussi impliqué dans le projet et en a assumé la responsabilité. Pour ce qui est de l'Inde et du Myanmar, les sources disponibles n'indiquent pas que des membres de la communauté religieuse aient été associé.es au projet. En effet, aucune institution religieuse, personnalité religieuse ou membre de la communauté monastique de ces pays n'est citée dans la presse ou n'apparaît dans les photographies prises à l'occasion des événements de lancement, de consécration, d'inauguration, etc. Dans le cas du Myanmar, on peut considérer que la communauté bouddhiste a été représentée par le biais du président U Thein Sein⁴¹⁴, celui-ci étant un fervent croyant bouddhiste. Or, bien que la population du Myanmar soit très largement bouddhiste, il n'est pas admis que le Président de la nation joue aussi le rôle de représentant de la communauté bouddhiste myanmaraise lorsqu'il se déplace à l'étranger. Dans le cas de l'Inde, le projet a été associé à l'ancien ambassadeur d'Inde en Chine, Nalin Surie, et aux deux précédents Premier Ministre, Atal Bihari Vajpayee et Manmohan Singh⁴¹⁵, mais aucun d'entre eux n'a de lien personnel avec la religion bouddhiste et aucune institution bouddhiste indienne n'a été citée comme contributrice au projet. On serait donc plutôt dans un cas de diplomatie intergouvernementale classique, dans laquelle les acteur.es religieux/ses de la Chine ont joué un rôle central et les acteur.es religieux/ses étrangers/ères ont joué un rôle auxiliaire.

7.2.2. La statue du temple Youju au cœur des relations sino-taïwanaises : rapatriement et « réunification » symbolique

Le deuxième cas est celui du rapatriement de la tête d'une statue de Bouddha provenant du temple Youju (province du Hebei), à travers le détroit de Taïwan. Cet épisode commence en mai 2014, lorsque deux fidèles de maître Hsing Yun lui offrent une statue de tête de Bouddha en marbre

⁴¹³ « Ancien ambassadeur du Myanmar en Chine : Le pavillon bouddhiste de style myanmarais du temple du Cheval blanc à Luoyang est un témoignage de l'amitié sino-myanmaraise », Myanmar-China Online, 3 juillet 2015, <https://www.mhwm.com/index.php/miandianxinwen/11788.html>

⁴¹⁴ « China Plans Expansion of Baima Temple », 28 juillet 2015.

⁴¹⁵ « Le temple bouddhiste indien du temple Baima à Luoyang, Henan, devrait être inauguré au premier semestre (河南洛阳白马寺印度佛殿预计于上半年面世) », *China Daily*, 13 janvier 2008, https://www.chinadaily.com.cn/zgzx/2008-01/13/content_7438434.htm

blanc, après l’avoir acquise pour la somme de 10 millions NTD (plus de 424 000 CAD)⁴¹⁶. Sur conseil de maître Hsing Yun, la conservatrice du Musée du Bouddha de Fo Guang Shan, maître Ruchang, fait appel à ses contacts en Chine continentale pour enquêter sur l’origine de l’artefact. Vers la fin du mois de mai, elle se rend à Pékin, pour rencontrer Gu Yucai, le directeur adjoint de l’Administration d’État pour l’Héritage Culturel (AEHC). D’après maître Youlu, directrice du département des affaires internationales du Musée du Bouddha de Fo Guang Shan (interviewée en août 2022), l’organisation FGS est parvenue à entrer en contact avec l’autorité pertinente grâce à son expérience sur le territoire chinois. En effet, FGS a ouvert plusieurs centres en RPC et son Musée du Bouddha (Kaohsiung) y a organisé un grand nombre d’événements, parmi lesquels l’exposition itinérante nommée « Calligraphie d’un seul trait » (*One-stroke Calligraphy*)⁴¹⁷. À l’issue de la rencontre entre Ruchang et Gu Yucai, une équipe d’expert.es chinois.es est envoyée à Taïwan pour authentifier l’objet, et en juillet 2014, celle-ci détermine qu’il s’agit de la tête d’une statue de Bouddha dérobée au temple Youju en 1996⁴¹⁸. À la suite de cette découverte, maître Hsing Yun annonce qu’il souhaite rendre la relique à la Chine, sans rien attendre en retour et sans apporter de conditions, souhaitant uniquement remplir son devoir monastique⁴¹⁹. Les responsables de Fo Guang Shan et de l’AEHC s’entendent alors pour organiser le rapatriement de l’artefact et en décembre 2014, les deux parties signent un accord pour transférer les droits de propriété à l’AEHC, « avec l’approbation du Bureau des Affaires Taïwanaises de la RPC et en consultation avec le côté taïwanais »⁴²⁰.

La tête de la statue aurait pu être tout simplement rapatriée en Chine. Mais FGS et l’AEHC, par le biais du Centre Chinois de l’Échange des Reliques Culturelles (CCERC, agence de l’AEHC), ont préféré orchestrer tout un processus qui s’est étalé sur deux ans. Les préparatifs sont fixés le 19 mars 2015, au cours d’une rencontre à Pékin entre Ruchang, le vice-ministre de la Culture et directeur de l’AEHC, Li Xiaojie, ainsi que le directeur du CCERC, Wang Jun et d’autres responsables chinois.es (à quelques jours du Forum Boao pour l’Asie auquel participe Hsing Yun)⁴²¹. Puis, une

⁴¹⁶ Hsing Yun, « Venerable Master Hsing Yun’s 2016 Letter to Dharma Protectors and Friends », Fo Guang Shan, 1 janvier 2016, <https://www.fgs.org.tw/events/2016ny/en/letter.html>; Huang Kuei-lei et Jonathan Chin, « Buddha statue head returned to China », *Taipei Times*, 2 mars 2016, <https://www.taipeitimes.com/News/taiwan/archives/2016/03/02/2003640639>

⁴¹⁷ Entrevue du 27 août 2022, au Musée du Bouddha de Fo Guang Shan (Kaohsiung, Taïwan).

⁴¹⁸ « La relation entre la tête du Bouddha du temple Youju et Fo Guang Shan (幽居寺佛首與佛光山的因緣) », Fo Guang Shan, consulté dernièrement le 13 juin 2024, <https://www.fgs.org.tw/events/fgsevent20150504/story.html>

⁴¹⁹ « La relation entre la tête du Bouddha du temple Youju et Fo Guang Shan », consulté dernièrement le 13 juin 2024.

⁴²⁰ « La statue millénaire de Bouddha du temple Youju, dans la province du Hebei, est sur le chemin du retour pour être conservée de façon permanente au musée du Hebei (河北幽居寺千年佛像踏上回家路 河北博物院永久保存) », *Phoenix Media*, 23 février 2016, https://news.ifeng.com/a/20160223/47552708_0.shtml

⁴²¹ « La statue de Bouddha avec corps et tête située dans le temple Youju, dans la province du Hebei, a été célébrée conjointement par Fo Guang Shan et l’Administration d’État du patrimoine culturel de Chine continentale (河北幽居寺塔佛像身首合璧 佛光山、大陸國家文物局共同促成) », *Life News Agency*, 27 mars 2015, <https://www.lnnews.com/news/3/80268>

première « réunification » de la tête de la statue avec son corps, conservé jusque-là au Musée Provincial du Hebei, a lieu à Taïwan. Le 23 mai 2015, une grande cérémonie est organisée pour célébrer la venue du corps de la statue au monastère de FGS, à Kaohsiung. Les deux pièces de la statue, corps et tête, sont exposées au monastère pendant 275 jours, dans le cadre de l'exposition « La lumière de Bouddha brille de toute part - Exposition d'art sur la pierre et le trésor de la pagode du temple Youju du Hebei » (aux côtés de nombreux artefacts provenant également du Musée Provincial du Hebei).



Cérémonie d'accueil du corps de la statue, au monastère Fo Guang Shan à Kaohsiung
Source : *Phoenix Media*, 23 mai 2015



Maître Hsing Yun s'adressant au public lors de la cérémonie d'accueil, face à la statue « ré-unifiée »
Source : *Phoenix Media*, 22 février 2016

Au cours de notre entrevue en août 2022, une responsable du département administratif du Musée du Bouddha de FGS m'a dit avoir été très touchée par la cérémonie d'arrivée du corps de la statue au monastère et a décrit une scène qu'elle considère comme miraculeuse :

*Il pleuvait très fort ce jour-là. On nous avait tous.tes donné des imperméables [...] parce que c'était un évènement en extérieur. Le moment où le Maître [Hsing Yun] est arrivé, le moment où il s'est avancé, la pluie s'est simplement arrêtée. Il pleuvait fort, et puis ça s'est juste arrêté ! [...] On pouvait voir le corps et la tête [de la statue] dans l'autel principal et ça a simplement touché beaucoup de personnes*⁴²².

Elle a également souligné que « *ce jour a été diffusé en Chine, ça semble presque impossible et ça a vraiment été visionné. Je pense que vous saurez à quel point c'est sensible qu'un temple apparaisse à la télévision, en direct, en Chine [...] et nous devons faire très attention, mais encore une fois, cela a touché le cœur de beaucoup de personnes* »⁴²³. Le jour même, au cours de la cérémonie, Hsing Yun avait aussi insisté sur l'importance de l'évènement en déclarant que « *[l]a réunion harmonieuse du corps doré représente l'amour inter-rives et la lumière du Bouddha brille sur nous comme sur une seule famille* »⁴²⁴.

Le 26 février 2016, les deux pièces de la statue de Youju sont finalement rapatriées en Chine, escortés par une délégation de Fo Guang Shan menée par Hsing Yun lui-même. Par la suite, elles sont remises au Musée Provincial du Hebei pour y être conservées de façon permanente, après avoir été ressoudées l'une à l'autre et restaurées par des expert.es du Département Provincial des Reliques Culturelles du Hebei. De nombreux/ses responsables du gouvernement central chinois sont présent.es à la cérémonie d'accueil, parmi lesquels le Ministre de la Culture (Luo Shugang), le directeur du Bureau des Affaires Taïwanaises (Zhang Zhijun), le directeur de l'AEHC (Liu Yuzhu), le directeur adjoint du Bureau des Affaires des Chinois.es d'Outre-mer (Tan Tianxing) et le directeur adjoint de l'Administration d'État pour les Affaires Religieuses (Jiang Jianyong). D'après *Life News Agency*, ce jour-là, maître Hsing Yun déclare : « *La signification du retour de la tête du Bouddha montre non seulement que l'eau de mer ne peut pas scinder notre culture, notre histoire ou nos liens de sang, mais aussi bien sûr, qu'elle ne peut pas scinder la réunion parfaite de la tête et du corps du Bouddha* »⁴²⁵. D'autres médias taïwanais rapportent que Hsing Yun aurait pris l'évènement comme preuve que « *les deux côtés du détroit de Taïwan appartiennent à la même famille* »⁴²⁶. Selon le

⁴²² Entrevue du 18 août 2022, au Musée du Bouddha de Fo Guang Shan (Kaohsiung, Taïwan).

⁴²³ Entrevue du 18 août 2022, au Musée du Bouddha de Fo Guang Shan (Kaohsiung, Taïwan).

⁴²⁴ « La statue du Bouddha Sakyamuni de la dynastie Qi du Nord a été réunie avec son corps et sa tête à Taiwan. Maître Hsing Yun a écrit un couplet (北齐释迦牟尼佛像在台湾身首合璧 星云大师写对联) », *China News*, 23 mai 2015, <https://www.chinanews.com.cn/cul/2015/05-23/7296446.shtml>

⁴²⁵ « Maître Hsing Yun escorte le retour de la statue du Bouddha Qi du Nord (星云大师护送北齐佛首造像回歸) », *Life News Agency*, 20 mars 2016, <https://www.lnnews.com/news/91079>

⁴²⁶ « Des croyant.es ont rendu la tête du Bouddha. Hsing Yun l'a escortée à Pékin (信徒贈佛首 星云護送到北京) », *Liberty Times*, 28 février 2016, <https://news.ltn.com.tw/news/local/paper/962867>

journal taïwanais *Taipei Times*, il s'agit là de propos très similaires à ceux que Hsing Yun aurait tenus lors du troisième Forum Bouddhiste Mondial en 2009, quand il avait affirmé : « *Les deux côtés du détroit de Taïwan appartiennent à la même famille. Il n'y a pas de Taïwanais.es à Taïwan et tous.les les Taïwanais.es sont Chinois.es* »⁴²⁷. Le journal ajoute que ces commentaires ont valu à Hsing Yun d'être durement critiqué à Taïwan, ses détracteur.es lui reprochant une « *ingérence inappropriée* » dans le monde politique⁴²⁸. Concernant la statue de Youju, le récit sur la « réunification » a effectivement été très présent à travers tout le processus de rapatriement. Il est vrai que la situation s'y prêtait particulièrement bien : on aurait difficilement pu faire mieux comme symbole de la réunification qu'un trésor national étant rendu intact grâce à la coopération inter-rives, après de nombreuses années de séparation. En 2016, dans la lettre annuelle diffusée aux fidèles de FGS pour la nouvelle année, Hsing Yun écrit :

*J'espère qu'à travers la cause de cette statue du Bouddha, les populations des deux côtés du détroit sentiront qu'elles sont une famille et des parentes qui partagent la même foi. [...] La réunion de la tête et du corps de la statue devrait être un évènement significatif et précieux dans la promotion de la paix inter-rives*⁴²⁹.

Dans la même veine, un responsable du Ministère de la Culture de la RPC, cité par *Xinhua*, aurait affirmé qu'il s'agissait « [...] d'un évènement majeur qui resterait dans le cœur des habitants des deux rives du détroit de Taïwan et qui serait enregistré dans l'histoire des échanges culturels inter-rives »⁴³⁰. Ainsi, le ré-assemblage de la statue et son retour en Chine ont été traités par FGS et les médias chinois comme la preuve de l'affinité entre les populations de Taïwan et de la Chine et comme une étape importante de leur rapprochement à l'ère contemporaine.

On constate en effet que la « réunification » de la statue a donné lieu à une forme de rapprochement, premièrement, émotionnel entre FGS et la Chine, ou du moins un rapprochement la communauté de FGS vis-à-vis de la culture chinoise. À l'occasion du rapatriement de deux pièces de la statue, une série de visites à des sites bouddhistes a été organisée pour les membres de la délégation de FGS accompagnant la relique lors de son retour en Chine. Au cours de notre entrevue, maître Youlu (responsable au département des affaires internationales du Musée du Bouddha) m'a indiqué que les participant.es de FGS avaient pu se rendre dans des parties de certains temples chinois qui

⁴²⁷ Huang Kuei-lei et Jonathan Chin, 2 mars 2016.

⁴²⁸ Huang Kuei-lei et Jonathan Chin, 2 mars 2016.

⁴²⁹ « Venerable Master Hsing Yun's 2016 Letter to Dharma Protectors and Friends »

⁴³⁰ « La statue du Bouddha Qi du Nord du temple Youju sera restaurée après avoir été assemblée et seront dévoilée au public fin avril », *Xinhua*, 30 mars 2016, http://www.xinhuanet.com/politics/2016-03/30/c_128848553.htm

sont habituellement inaccessibles au grand public, et même les photographier⁴³¹. Elle m'a expliqué que cet accès privilégié était dû aux bonnes relations que l'organisation taïwanaise a cultivées avec ces temples, notamment par l'intermédiaire d'une des branches qu'elle a ouvertes en RPC, à savoir le temple Dajue (Yixing, Jiangsu). Il s'agit de la seule branche monastique, pleinement dédiée à la pratique religieuse que Fo Guang Shan a pu établir sur le territoire chinois⁴³² (aux côtés de branches comme le Centre Guangzhou pour la Culture et l'Éducation basé à Pékin ou la Compagnie Culturelle Dajue de Shanghai). À ma connaissance, c'est aussi le seul temple bouddhiste géré par une organisation étrangère en RPC. Plus exactement, le temple Dajue est l'endroit où maître Hsing Yun a été ordonné et pour cette raison, il est considéré comme le « temple ancestral » de Fo Guang Shan. Mais ce temple est tombé en désuétude sous le régime de Mao et ses liens avec l'organisation sont longtemps restés symboliques. Ce n'est qu'en 2004 que maître Hsing Yun obtient l'accord du gouvernement municipal de Yixing pour reconstruire le temple sur un autre site et en 2007, le Bureau des Affaires Religieuses de Yixing enregistre officiellement le nouveau temple parmi les lieux d'activités religieuses de la municipalité⁴³³. Cet accomplissement a été une étape majeure dans l'expansion de FGS en Chine et un signe fort du rapprochement entre l'organisation taïwanaise et les autorités politiques chinoises. Les activités autour du rapatriement de la statue de Youju, en 2016, en sont la conséquence. D'après mon entrevue, les visites avaient pour objectif de familiariser les volontaires de Fo Guang Shan avec le patrimoine bouddhiste de la Chine dont l'organisation est héritière et qu'elle souhaite conserver. Combiné au discours de FGS sur sa filiation avec un lignage bouddhiste chinois ininterrompu et au discours de Hsing Yun sur les liens de parenté unissant les populations de Taïwan et de Chine, leur effet est de susciter chez les membres de l'organisation un sentiment de fierté, ainsi que des sentiments d'affinité et d'appartenance vis-à-vis de la culture chinoise, voire envers le pays lui-même.

Deuxièmement, la « réunification » de la statue a été l'occasion d'un rapprochement institutionnel entre FGS et la Chine. Le 1er mars 2016, l'organisation taïwanaise renouvelle son accord de coopération quinquennale avec l'Administration d'État pour l'Héritage Culturel par le biais de la « Fondation Fo Guang Shan pour l'Éducation et la Culture »⁴³⁴, et deux jours plus tard, le Musée du Bouddha de FGS signe un accord de coopération avec le Musée Provincial du Hebei, qui devient

⁴³¹ Entrevue avec une employée du Musée du Bouddha de FGS, en présence d'une traductrice et de maître Youlu, le 27 août 2022, au Musée du Bouddha de Fo Guang Shan (Kaohsiung, Taïwan).

⁴³² Voir le site web du temple Dajue : <http://www.fgsdajue.org.cn/>

⁴³³ « La cour ancestrale Fo Guang, le Temple Dajue de Yixing (佛光祖庭 宜興大覺寺) », *Life News Agency*, 24 juillet 2013, <https://www.lnnews.com/news/54546>

⁴³⁴ « Profonde gratitude au maître pour son don généreux du Bouddha Qi du Nord. Un nouvel accord quinquennal ouvre un nouveau point de départ pour les échanges culturels inter-rives (感念大師無相布施 北齊佛首回歸 新5年協議開啟兩岸文化交流新起點) », *Life News Agency*, 1er mars 2016, <https://www.lnnews.com/news/90251>

le troisième musée public chinois à avoir signé un tel accord avec l'organisation taïwanaise, après le Musée de l'Anhui et le Musée de Suzhou⁴³⁵.

La place qu'ont pris les deux musées dans le processus de rapatriement de la statue du temple Youlu est assez révélatrice du phénomène de sortie de l'espace religieux qui se produit aujourd'hui en Chine quand il est question de promouvoir certains éléments du patrimoine bouddhiste. En effet, même si les deux pièces de la statue ont été exhibées au monastère Fo Guang Shan de Kaohsiung (où l'organisation a été fondée par maître Hsing Yun), le monastère n'a pas été le protagoniste de cet épisode de coopération avec la Chine. C'est plutôt le Musée du Bouddha de FGS (situé sur le terrain adjacent au monastère) qui en a pris les devants, notamment par le biais de maître Ruchang. Cette institution est, en quelque sorte, la face culturelle et « laïque » de Fo Guang Shan : elle a vocation à être un espace éducatif, où n'importe qui peut venir pour en apprendre plus sur FGS et sur le bouddhisme en général, sans passer par la pratique religieuse. Maître Youlu la décrit même comme étant « *en fait, très non-religieux, au sens où [...] les activités sont faites pour que même les personnes qui ne sont pas bouddhistes puissent être impliquées* »⁴³⁶. Cela reflète d'ailleurs l'approche globale de FGS au bouddhisme, que Hsing Yun encourage à considérer comme une culture plutôt qu'une religion⁴³⁷. Dans la perspective de FGS, donc, le Musée du Bouddha est avant tout un centre culturel, éducatif, et non un centre religieux.

Du côté de la Chine, la « réunification » de la statue du temple Youju n'a impliqué aucun.e acteur.e bouddhiste. En effet, aucun.e membre de l'Association Bouddhiste de Chine, de ses branches locales ou de ses institutions éducatives n'a contribué au projet, ni même participé à certains événements. On aurait pu s'attendre, par exemple, à ce qu'un.e membre de l'ABC accompagne la délégation chinoise escortant le corps de la statue à Taïwan en 2015 ou soit présent lors du retour de la statue en Chine. Or, ça n'a pas été le cas. De plus, comme on l'a vu, la statue n'a pas été remise à une institution bouddhiste, mais à un musée provincial. Étant donné qu'il est aujourd'hui en ruines, il est compréhensible que la statue n'ait pas été remise au temple Youju. Le gouvernement Provincial du Hebei a d'ailleurs annoncé qu'il comptait reconstruire le temple, afin d'y replacer la statue, sans pour autant préciser à quel type d'institution (religieuse ou laïque) le temple serait remis, ni à quelle

⁴³⁵ « Le Musée bouddhiste et le Musée du Hebei ont créé une institution d'amitié (佛館和河北博物院 締結友好館) », *Life News Agency*, 3 mars 2016, <https://www.lnnews.com/news/90284>

⁴³⁶ Entrevue du 27 août 2022, au Musée du Bouddha de Fo Guang Shan (Kaohsiung, Taïwan).

⁴³⁷ « Conférence inter-rives PEN 2015. Maître Hsing Yun : Pour faire revivre la culture chinoise, le bouddhisme ne peut être absent (2015兩岸筆會 星雲大師：復興中華文化 佛教不可缺席) », *Life News Agency*, 7 mai 2015, <https://www.lnnews.com/news/81571>; « Maître Hsing Yun est nommé professeur honoraire de l'Université Renmin. Il encourage les jeunes à se trouver eux-mêmes (星雲大師受聘人大名譽教授 勉勵青年「找回自己」) », *Life News Agency*, 22 octobre 2013, <https://www.lnnews.com/news/64260>

fonction il serait dédié (religieuse, touristique, éducative, etc.). Il est aussi cohérent que la statue soit d'abord passée par le Musée Provincial du Hebei pour y être restaurée par des expert.es, mais rien n'explique pourquoi les responsables chinois.es n'ont pas désigné un autre temple local (en activité et doté des moyens nécessaires) pour conserver la statue après avoir été réparée, en attendant que son temple d'origine soit reconstruit. Je suggère que cette décision s'explique par la volonté de traiter la statue comme une relique culturelle appartenant au patrimoine national chinois, et non comme une relique religieuse, appartenant à la seule communauté bouddhiste, de façon à élargir la portée symbolique de sa « réunification » et de son retour en Chine. En effet, en tant que « trésor national », la statue a pu être le symbole de l'unité sino-taïwanaise tout court, plutôt que le symbole de la seule unité entre les communautés bouddhistes sino-taïwanaises.

7.2.3. La restauration du Site Historique de Bagan au Myanmar

Le troisième cas de « diplomatie de la conservation » bouddhiste concerne les efforts de restauration du site historique de Bagan, au Myanmar. Le 24 août 2016, la région de Mandalay est frappée par un puissant tremblement de terre qui a un effet dévastateur sur un très grand nombre de monuments à Bagan. C'est une terrible perte pour le patrimoine culturel myanmarais et surtout pour le patrimoine bouddhiste, car la presque totalité des plus de deux mille monuments de Bagan sont des monuments bouddhistes (temples, pagodes, monastères, stupas, etc.). Face à l'étendue des dégâts, le gouvernement myanmarais lance des appels à l'aide internationale et reçoit des réponses positives de plusieurs côtés, notamment de l'UNESCO, mais surtout de la Chine. En peu de temps, cette dernière envoie une équipe d'expert.es et un don financier d'un million USD pour aider au travail initial de restauration d'urgence⁴³⁸. En mai 2017, à l'occasion du « Sommet de Coopération International des Nouvelles Routes de la Soie », la Chine et le Myanmar signent un mémorandum d'entente pour la restauration et la protection du site de Bagan⁴³⁹. Dans les années qui suivent, les deux pays concluent des accords plus précis portant sur des monuments spécifiques, dont le très vaste et très célèbre temple Thatbyinnyu. L'accord concernant ce temple prévoit deux choses : **1)** une équipe d'expert.es chinois.es est envoyée à Bagan pour évaluer les dégâts et les besoins de restauration, concevoir les

⁴³⁸ « La cérémonie de lancement du projet de restauration de la pagode Thatbyinnyu, soutenu par le gouvernement chinois, à Bagan, au Myanmar, a eu lieu (中国政府援缅甸蒲甘他冰瑜佛塔修复项目举行启动仪式) », Ministère du Commerce de la République Populaire de Chine, 8 janvier 2022, <http://mm.mofcom.gov.cn/article/ztdy/202201/20220103236043.shtml>; « Utiliser le bouddhisme pour construire un pont entre les peuples de Chine et du Myanmar (用佛教搭起中缅民心相通之桥) », *China Tibet Online*, 21 janvier 2019, http://m.tibet.cn/cn/index/religion/201901/t20190121_6485192.html

⁴³⁹ Zhang Dongqiang, « Le projet d'assistance du gouvernement chinois pour la restauration de la pagode Thatbyinnyu à Bagan, au Myanmar, a été officiellement lancé (中国政府援助缅甸蒲甘他冰瑜佛塔修复项目正式启动) », *Yidai Yilu* (site web du projet des Nouvelles Routes de la Soie, portail en chinois), 9 janvier 2022, <https://www.yidaiyilu.gov.cn/p/213129.html>

plans de la restauration, et mener les travaux de restauration du bâtiment, des éléments décoratifs et des artefacts contenus dans le temple, en s'appuyant sur des travailleur.es myanmarais.es et chinois.es⁴⁴⁰, et 2) le gouvernement chinois assure le financement du projet, à hauteur de 200 millions RMB (près de 38 millions CAD), pour neuf années de travail⁴⁴¹.

Si Bagan est considéré comme un important symbole du bouddhisme au Myanmar, quelle a été l'implication d'acteur.es bouddhistes dans le projet de restauration ? Du côté chinois, l'implication vient de l'Association Bouddhiste de Chine, qui s'est rendue sur le site en avril 2017, dans le cadre d'une tournée au Myanmar, réalisée « *sur invitation du Ministère des Affaires Religieuses et de la Culture et du Ministère des Affaires Étrangères* »⁴⁴². La délégation en question est menée par maître Xuecheng et comprend également maître Changzang du temple Lingguang et maître Puzheng, directeur du département international de l'ABC. Lors de la visite de Bagan, les membres de l'ABC procèdent à une inspection des lieux, puis à une cérémonie de prière en hommage aux victimes et aux dommages causés par le tremblement de terre.



Délégation de l'Association Bouddhiste de Chine visitant le site de Bagan
Source : Association Bouddhiste de Chine, 14 avril 2017

L'ABC annonce alors qu'elle compte remettre un don de 200 000 RMB au Ministère des Affaires Religieuses et de la Culture du Myanmar pour contribuer à la restauration de deux pagodes,

⁴⁴⁰ « China assists Myanmar city with temple restoration », *People's Daily*, 10 septembre 2019, <http://en.people.cn/n3/2019/0910/c90000-9613780.html>; La cérémonie de lancement du projet de restauration de la pagode Thatbyinnyu, soutenu par le gouvernement chinois, à Bagan, au Myanmar, a eu lieu », 8 janvier 2022.

⁴⁴¹ « Discours de l'Ambassadeur Hong Liang lors de la cérémonie de signature de l'échange de lettres d'assistance pour la restauration de la pagode Thabingyu à Bagan (洪亮大使在援助修复蒲甘他冰瑜佛塔换文签字仪式上的讲话) », Ambassade de la République de Chine en République de l'Union du Myanmar, 28 septembre 2018, http://mm.china-embassy.gov.cn/chn/xwdt/201809/t20180928_1378727.htm

⁴⁴² « Une délégation de l'Association bouddhiste de Chine conclut une visite d'échange au Myanmar (中国佛教协会代表团结束对缅交流访问) », Association Bouddhiste de Chine, 14 avril 2017, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/20293.html>

que maître Xuecheng remet en main propre au ministre U Aung Ko, le 11 avril. Au cours de ce séjour, les représentant.es de l'ABC rencontrent également l'ancien président U Thein Sein, des membres du Comité d'État du Sangha de l'ordre Maha Nayaka (dont le président du comité Kumārabhivaṃsa), ainsi que nombreux/ses figures politiques locales (par exemple le maire de Yangon, le président de l'Association d'Amitié Chine-Myanmar, etc.)⁴⁴³. Lors de la rencontre avec U Aung Ko, Xuecheng s'exprime au sujet des échanges bouddhistes sino-myanmarais, affirme son engagement pour le renforcement de leur relation, et aborde le sujet des Routes de la Soie, en rappelant que « *[à] travers les âges, la Route de la Soie était non seulement une ancienne route commerciale sino-étrangère, mais aussi un canal important pour la propagation et les échanges du bouddhisme* »⁴⁴⁴. Par la même occasion, il encourage les bouddhistes des deux pays à soutenir l'initiative contemporaine des « Nouvelles Routes de la Soie » et à y apporter « *le riche esprit humaniste et la sagesse du bouddhisme* »⁴⁴⁵.

D'après la documentation disponible, ce don remis par Xuecheng relève entièrement d'une initiative de l'Association Bouddhiste de Chine et n'a pas de lien avec l'aide financière apportée directement par le gouvernement chinois. En fait, l'ABC semble ne pas avoir été impliquée dans les projets gouvernementaux de restauration de Bagan. Aucun moine, aucune moniale, ni aucune institution bouddhiste chinoise n'est citée (du moins dans la presse anglophone et sinophone) comme ayant été sollicitée pour partager leur expertise à l'égard du patrimoine bouddhiste. Le gouvernement chinois n'a pas non plus fait appel à l'ABC pour participer aux événements célébrant l'avancement de la restauration, comme ça a été le cas pour le projet de restauration du sanctuaire Botahtaung Paya à Yangon en 2022⁴⁴⁶, ou pour faciliter les échanges avec la communauté bouddhiste myanmaraise au cours des travaux. Cette dernière aussi a été peu impliquée dans la restauration à Bagan. Lors de sa rencontre avec le ministre U Aung Ko en avril 2017, Xuecheng avait sous-entendu que le Comité d'État du Sangha de l'ordre Maha Nayaka et la communauté bouddhiste serait impliquées dans « *la réparation, la protection, la restauration et la reconstruction de la pagode de Bagan* »⁴⁴⁷. Mais aucun article de presse ne l'a confirmé. Il est vrai que Bagan compte comme un site historique et l'une des

⁴⁴³ « Le Chargé d'Affaires Chen Chen a assisté à la cérémonie de bénédiction des moines bouddhistes de Chine et du Myanmar (陈宸代办出席中缅佛教高僧祈福仪式) », Ambassade de la République de Chine en République de l'Union du Myanmar, 10 avril 2017, http://mm.china-embassy.gov.cn/chn/sqwxw/201704/t20170410_1383490.htm

⁴⁴⁴ « Une délégation de l'Association bouddhiste de Chine conclut une visite d'échange au Myanmar », 14 avril 2017.

⁴⁴⁵ « Une délégation de l'Association bouddhiste de Chine conclut une visite d'échange au Myanmar », 14 avril 2017.

⁴⁴⁶ « La cérémonie d'achèvement et de réouverture du projet de préservation de la relique capillaire du temple Botahtaung s'est déroulée avec succès (波德堂佛塔佛发舍利安防工程竣工和重新开放仪式成功举行) », Ambassade de la République Populaire de Chine en République de l'Union du Myanmar, 26 septembre 2022, http://mm.china-embassy.gov.cn/sqwxw/202209/t20220926_10772056.htm

⁴⁴⁷ « Une délégation de l'Association bouddhiste de Chine conclut une visite d'échange au Myanmar », 14 avril 2017.

principales destinations touristiques du pays. Pour ces deux raisons, le site n'est pas uniquement géré par la communauté monastique locale ou par des institutions bouddhistes nationales. Il n'est pas pour autant un site de vestiges, qui ne sert plus de fonction religieuse. Au contraire, des milliers de moines résident dans des temples situés à Bagan et une grande partie des visiteur.es qui s'y rendent le font à titre de pèlerinage religieux. La marginalisation des acteur.es bouddhistes dans la restauration du site, ou du moins dans la médiatisation du projet de coopération sino-myanmaraise, est donc surprenante.

Ça l'est d'autant plus si l'on considère le discours du gouvernement chinois et du gouvernement myanmarais, qui ont tous deux vanté le rôle des relations bouddhistes dans le tissage et le renforcement de l'amitié entre les deux peuples. Pour commencer, Bagan est systématiquement associé au bouddhisme. Il est souvent qualifié comme « *une ancienne cité bouddhiste* »⁴⁴⁸ et célébré pour le caractère unique de l'art et de l'architecture bouddhiste qu'on y trouve⁴⁴⁹. De plus, le projet de restauration sino-myanmaraise a été associé aux échanges bouddhistes par un discours assimilant le rapprochement entre les communautés bouddhistes au rapprochement entre les peuples. En septembre 2018, par exemple, l'ambassadeur de Chine au Myanmar, Hong Liang, affirme que le projet de restauration du temple Thatbyinnyu est « *une étape importante dans l'histoire des échanges culturels bouddhistes entre les deux pays et aura un impact profond sur la promotion des liens bouddhistes et de l'amitié Pauk-phaw* »⁴⁵⁰ entre la Chine et le Myanmar »⁴⁵¹. Cette déclaration a d'ailleurs été reprise dans un article du média *China-Tibet Online* retraçant les grandes étapes de la diplomatie bouddhiste chinoise au Myanmar, titré « Utiliser le bouddhisme pour construire un pont entre les peuples de Chine et du Myanmar »⁴⁵². Face à ce discours, il est étonnant de voir que les acteur.es religieux/ses, chinois et myanmarais, ont été si peu impliqués dans le projet de restauration. Dans ce cas-ci, l'instrumentalisation diplomatique du bouddhisme a un caractère exploiteur, tant elle marginalise les communautés bouddhistes.

⁴⁴⁸ Ling Nan et Wang Wei, « Chinese experts help restore ancient pagodas in Bagan, Myanmar », *CGTN*, 7 août 2019, <https://news.cgtn.com/news/2019-08-07/Chinese-experts-help-restore-ancient-pagodas-in-Bagan-Myanmar-IYah90TSQE/index.html>

⁴⁴⁹ « China assists Myanmar city with temple restoration », 10 septembre 2019.

⁴⁵⁰ Pour rappel, le terme « Pauk-phaw » est un terme de langue birmane utilisé pour se référer à des « adelphe.s de la même mère », comme expliqué dans le chapitre 2.

⁴⁵¹ « Discours de l'Ambassadeur Hong Liang lors de la cérémonie de signature de l'échange de lettres d'assistance pour la restauration de la pagode Thabingyu à Bagan », 28 septembre 2018.

⁴⁵² « Utiliser le bouddhisme pour construire un pont entre les peuples de Chine et du Myanmar », 21 janvier 2019.

7.2.4. La restauration des temples iconiques du Cambodge, au service du Patrimoine Mondial de l'UNESCO

Le quatrième cas concerne l'aide chinoise à la restauration de temples emblématiques du Cambodge, dont ceux de l'ancienne capitale Khmer, Angkor, dans le cadre des activités du Comité International de Coordination pour la Sauvegarde et le Développement du Site Historique d'Angkor (CIC-Angkor). En tant que membre du comité, la Chine a dirigé et financé trois projets de restauration du site cambodgien. Le premier est la restauration du temple Chau Say Tevoda, qui a débuté en 1998, s'est achevée en 2008 et a coûté 1,7 million USD au Ministère des Finances de la RPC (*20 ans de coopération internationale pour la conservation et le développement durable*, rapport du CIC-Angkor, 2013). Le deuxième projet concerne le temple Ta Keo, dont la restauration a duré de 2010 à 2018 et dont le financement s'est élevé à 7,7 millions USD, investi par l'État chinois par le biais du Ministère des Finances et du Ministère du Commerce (Rapport du CIC-Angkor, 2013). Parmi tous les projets de restauration menés sous l'autorité du CIC-Angkor, il s'agit-là d'un des projets les plus coûteux (Rapport du CIC-Angkor, 2013)⁴⁵³. Plus récemment, en 2019, la Chine et le Cambodge se sont entendus pour confier un troisième projet de restauration du Site Historique d'Angkor à l'Académie Chinoise de l'Héritage Culture : le temple Phimeanakas, situé dans le Palais Royal Angkor Thom⁴⁵⁴. Cette même année, l'Académie Chinoise de Dunhuang et l'Autorité pour la Protection et la Préservation d'Angkor et la Région d'Angkor (dite APSARA) signent un accord pour « mener des activités de conservation, partager du matériel de recherche, candidater conjointement à des projets de recherche et organiser des expositions pour promouvoir les échanges culturels »⁴⁵⁵. La Chine a également contribué à la préservation et à la restauration du temple Preah Vihear, un autre site cambodgien inscrit au Patrimoine Mondial de l'UNESCO. Dans le cadre de sa co-présidence du Comité International de Coordination pour la Préservation et le Développement de Preah Vihear

⁴⁵³ Sur le plan financier, le projet chinois est seulement derrière celui de la restauration du temple Bayon, financé par l'UNESCO et le Fonds-en-dépôt Japonais pour la Préservation de l'Héritage Culturel Mondial (plus de 24 millions USD) et celui du temple Preah Khan financé par le gouvernement étatsunien (9,25 millions USD), et devant le projet de restauration du complexe Ta Prohm financé par le gouvernement indien (7,6 millions USD)

⁴⁵⁴ « Chinese experts contributing to Angkor restoration in Cambodia awarded medals », *Khmer Times*, 17 décembre 2022, <https://www.khmertimeskh.com/501204066/chinese-experts-contributing-to-angkor-restoration-in-cambodia-awarded-medals/>

⁴⁵⁵ « China, Cambodia enhance heritage site cooperation, exchanges », *Cambodianess*, 21 mai 2019, <https://cambodianess.com/article/china-cambodia-enhance-heritage-site-cooperation-exchanges>. Par la suite, la coopération entre ces deux instituts a abouti à la réalisation d'un documentaire intitulé « Dialogue entre les Grottes Mogao et Angkor » (voir « Documentary on cultural links between Mogao Grottoes and Angkor Wat launched », *China Daily*, 2 septembre 2019, <https://www.chinadaily.com.cn/a/201909/02/WS5d6cd234a310cf3e355693d0.html>) et à la réalisation d'un ouvrage intitulé « Les Grottes Mogao rencontrent Angkor Wat », publié par les Presses Universitaires de Zhejiang et promu lors de la quatrième Expo Culturelle Internationale de la Route de la Soie (disponible sur Youtube : CCTV (纪录), « 《莫高窟与吴哥窟的对话》第一集 丝路双骄【Dialogue between Mogao and Angkor EP1】 », 25 mai 2020, 48:58, <https://www.youtube.com/watch?v=ZGtUTkRyBRS>; CCTV (纪录), « 《莫高窟与吴哥窟的对话》第二集 余响千年【Dialogue between Mogao and Angkor EP2】 | CCTV纪录 », 25 mai 2020, 48:56, <https://www.youtube.com/watch?v=Sfni5m3zjt0>)

(CIC-Preah Vihear, établi en 2014), aux côtés de l'Inde, elle a participé à la direction de l'ensemble du projet et elle s'est entièrement occupée de la restauration de trois des cinq portails d'entrée du temple (dits « gorupa »)⁴⁵⁶.

Pour le Cambodge, l'intérêt de ces projets est double. En premier lieu, ils permettent de préserver le patrimoine historique cambodgien et garantissent d'une certaine façon que la population cambodgienne puisse maintenir un lien avec son passé, avec sa culture, son savoir, etc. C'est un enjeu majeur pour un pays qui a beaucoup souffert des politiques révisionnistes et de « table rase » du régime des Khmers Rouges. Dans le cas particulier d'Angkor et de Preah Vihear, la préservation de ces sites peut même être vue comme une affaire d'identité nationale, vue leur importance historique, culturelle et symbolique. En deuxième lieu, ces projets ont un intérêt économique, puisque les sites en question sont parmi les plus grandes attractions touristiques au Cambodge. Le Site Historique d'Angkor est même l'une des destinations les plus prisées pour les touristes à l'échelle de l'Asie du Sud-Est. En 2019, avant la crise de la covid-19, le site avait accueilli plus de 2,6 millions de visiteur.es, générant entre 80 et 99 millions USD de ventes de billetterie⁴⁵⁷. Les visiteur.es chinois.es représentent une grande part de tous.les les visiteur.es qui se rendent au Cambodge annuellement (autour de 35,7% en 2019)⁴⁵⁸, et pour cette raison, la coopération avec la Chine dans ce qui touche au domaine touristique est très importante pour le Cambodge. Sur le plan économique, la Chine a aussi un intérêt à participer aux initiatives de restauration du patrimoine cambodgien, car les touristes chinois.es sont très nombreux/ses à employer les services d'entreprises chinoises (plutôt que des entreprises locales) pour leur voyage au Cambodge, ce qui représente des gains pour le PIB chinois. En outre, la dépendance du Cambodge envers les touristes chinois.es est un levier d'influence pour la Chine. En contribuant au rayonnement des sites touristiques cambodgiens, le gouvernement chinois s'assure de l'attractivité de ces sites pour les touristes chinois.es, et donc de maintenir son poids dans l'économie touristique cambodgienne. La Chine a d'ailleurs financé la construction du nouvel aéroport Angkor Siem Reap, dans le but de faciliter et d'augmenter le flux touristique à destination du Site Historique d'Angkor (projet débuté en 2020 et terminé en 2023)⁴⁵⁹.

⁴⁵⁶ « China's vital role in safeguarding Cambodia's Preah Vihear Temple », *Global Times*, 14 avril 2022, <https://www.globaltimes.cn/page/202204/1259328.shtml>; « 7th Session for ICC-Preah Vihear in Cambodia », *The Diplomatic Insight*, 22 septembre 2022, <https://thediomaticinsight.com/7th-session-for-icc-preah-vihear-in-cambodia/>

⁴⁵⁷ « 287,454 international tourists visit world famous Angkor Archaeological Park in Cambodia in 2022 », *Khmer Times*, 5 janvier 2023, <https://www.khmertimeskh.com/501214463/287454-international-tourists-visit-world-famous-angkor-archaeological-park-in-cambodia-in-2022/>; « Angkor Park revenue surges by '300%' in 2023 », *The Phnom Penh Post*, 1er novembre 2023, <https://www.phnompenhpost.com/business/angkor-park-revenue-surges-300-2023>

⁴⁵⁸ « Chinese top tourist arrivals in 2019 », *Khmer Times*, 7 février 2020, <https://www.khmertimeskh.com/688511/chinese-top-tourist-arrivals-in-2019/>

⁴⁵⁹ Yuji Nitta, « China-funded airport opens in Cambodia with more projects to come », *Nikkei Asia*, 17 novembre 2023, <https://asia.nikkei.com/Business/Transportation/China-funded-airport-opens-in-Cambodia-with-more-projects-to-come>

Au-delà du tourisme, la coopération sino-cambodgienne en matière de patrimoine culturel est importante pour l'image que la Chine projette. En effet, les projets de restauration sont l'occasion pour la Chine de montrer sa nature bienveillante, généreuse auprès de la population cambodgienne. En aidant à la préservation du patrimoine cambodgien, la Chine montre aussi qu'elle en reconnaît la valeur et qu'elle comprend ce que le patrimoine représente pour la nation cambodgienne. Par la même occasion, la Chine renforce son image en faisant l'étalage de son expertise et des hautes compétences de ses institutions, en matière de préservation du patrimoine, déjouant ainsi certains stéréotypes négatifs sur la production chinoise. La qualité du travail des équipes chinoises à Angkor a d'ailleurs été saluée par le gouvernement cambodgien, comme le montre la remise d'une médaille d'honneur à deux expert.es chinois.es, en décembre 2022, à l'issue d'une réunion de la CIC-Angkor⁴⁶⁰. Les expert.es chinois.es ont non seulement apporté leur savoir-faire aux projets de restauration, mais aussi participé à former leurs partenaires cambodgien.nes, ce qui est favorable pour l'image de la Chine au Cambodge.

Les représentant.es des deux gouvernements n'ont pas manqué de souligner les avantages de ces projets coopératifs dans leur communication aux médias. En 2022, par exemple, à l'occasion de la cérémonie de passation du temple Tao Keo, le Premier Ministre adjoint du Cambodge, Chea Sophara, déclare :

Le Cambodge et la Chine sont aussi proches que des frères, et se sont montrés du respect et se sont soutenus mutuellement. La coopération étroite entre les deux parties a stimulé le développement rapide du Cambodge. Le Cambodge remercie la Chine pour son aide active dans la promotion du développement économique et social et la préservation de la culture nationale du Cambodge. Le Cambodge est prêt à travailler avec la Chine pour perpétuer l'amitié traditionnelle, maintenir des échanges culturels et entre les peuples étroits, et promouvoir de nouveaux progrès dans le partenariat global de coopération Cambodge-Chine⁴⁶¹.

Cela traduit l'importance des projets de restauration pour l'économie cambodgienne et le fait que ce type de projets fasse partie d'un programme de coopération bilatéral plus global, conclu entre

⁴⁶⁰ « Cambodia awards honorable medals to Chinese experts for contribution to Angkor restoration », *Xinhua*, 16 décembre 2022n <https://english.news.cn/20221216/f41014f75a2141b289fe849ba79c2b67/c.html>. Voir aussi « Chinese experts help preserve Cambodia's Angkor temples », Bureau d'Information du Conseil des affaires de l'État de la République Populaire de Chine, 31 janvier 2019, http://english.scio.gov.cn/in-depth/2019-01/31/content_74428366.htm

⁴⁶¹ « Li Keqiang Visits Exhibition Marking 30 Years of China-Cambodia Exchanges and Cooperation on Cultural Heritage and Attends the Handover Ceremony of Restoration Project », Ministère des Affaires Étrangères de la République Populaire de Chine, 10 novembre 2022, https://www.fmprc.gov.cn/eng/zxxx_662805/202211/t20221115_10975562.html

les deux gouvernements. Cela atteste également d'une convergence du lexique et du discours employés par les acteur.es chinois.es et cambodgien.nes, la restauration des sites cambodgiens étant traitée comme une forme d'échanges « entre les peuples » (*people-to-people*), bien qu'elle ait été entreprise par des institutions étatiques, mandatées par leur gouvernement respectif.

Comme le montre la citation précédente, l'idée d'un lien fraternel sino-cambodgien est aussi très présente dans le discours entourant la restauration d'Angkor et Preah Vihear. On en trouve un autre exemple dans les propos de Nuth Poeng, chef de l'équipe cambodgienne travaillant sur le temple Ta Keo aux côtés de l'équipe chinoise, selon lequel « *[q]uand nous travaillions ici, les deux côtés - les équipes chinoise et cambodgienne - travaillions ensemble avec aisance, nous nous entendions comme des frères* »⁴⁶². Du côté chinois, cette relation est attribuée à une longue histoire d'échanges et au partage d'un héritage commun. Selon le chef de l'équipe chinoise travaillant sur le temple Phimeanakas, Wang Yuanlin, les sites d'excavations cambodgiens contiennent des traces de la « *communication culturelle étroite entre la Chine et le Cambodge aux temps anciens* »⁴⁶³. Les médias chinois ont tendance à rappeler ce passé pour légitimer le rapprochement sino-cambodgien qui se déroule à l'ère contemporaine, comme le montre un article de *Xinhua*, repris par le média cambodgien *Khmer Times*, intitulé « Des expert.es chinois.es aident à préserver les temples d'Angkor au Cambodge et à forger des liens culturels entre la Chine et l'ASEAN »⁴⁶⁴.

Ce discours a pour effet de dédoubler la signification de la restauration des sites de patrimoine du Cambodge, qui n'est alors plus seulement une affaire d'amitié bilatérale entre deux pays, mais aussi une affaire de coopération et d'intégration régionales. Le gouvernement chinois a aussi associé la restauration des temples cambodgiens au projet des « Nouvelles Routes de la Soie », comme il en ressort des propos tenus par Xu Yan, directeur adjoint de l'Académie Chinoise de l'Héritage Culturel : « *[l]a conservation d'Angkor est la première fois que la Chine participe officiellement à un vaste programme international d'héritage et reflète dans une certaine mesure la coopération culturelle des pays de l'ASEAN dans le cadre de la Belt and Road Initiative* »⁴⁶⁵.

⁴⁶² Mao Pengfei et Nguon Sovan, « Chinese experts help preserve Cambodia's Angkor temples, forge China-ASEAN cultural bond », *Khmer Times*, 25 mars 2019, <https://www.khmertimeskh.com/590121/chinese-experts-help-preserve-cambodias-angkor-temples-forge-china-asean-cultural-bond/>

⁴⁶³ Ji Yuqiao, « Restoration of historical sites in Angkor, Cambodia assisted by China amid pandemic », *Global Times*, 30 juillet 2020, <https://www.globaltimes.cn/content/1196234.shtml>

⁴⁶⁴ Mao Pengfei et Nguon Sovan, « Xinhua Headlines: Chinese experts help preserve Cambodia's Angkor temples, forge China-ASEAN cultural bond », *Xinhua*, 30 janvier 2019, http://www.xinhuanet.com/english/asiapacific/2019-01/30/c_137786690.htm

⁴⁶⁵ « Chinese experts help preserve Cambodia's Angkor temples », 31 janvier 2019.

Ces projets ont-ils été associés à la diplomatie bouddhiste ? Pour répondre à cette question, il est nécessaire de clarifier la nature des temples dont la restauration a été menée par la Chine. La cité d'Angkor servit de capitale à l'empire Khmer entre le 9^e siècle et le 15^e siècle de notre ère. Les principaux vestiges qui constituent aujourd'hui le Site Historique d'Angkor font partie des complexes d'Angkor Wat et d'Angkor Thom, deux temples qui furent construits selon les codes et pour le culte hindouistes (Fletcher, Evans, Pottier et Rachna, 2015). À partir des 14^e-15^e siècles, ces espaces sont graduellement transformés pour servir la religion bouddhiste qui a pris l'ascendant. Au 16^e siècle, Angkor Wat devient même un important lieu de pèlerinage pour les bouddhistes d'Asie du Sud-Est (Kim, 2010). Au 19^e siècle, sous le régime du Protectorat français du Cambodge, le monument principal d'Angkor Wat est intégré au drapeau national. Depuis, il a figuré dans toutes les versions de ce drapeau, le plus récent ayant été adopté en 1993. Pareillement, le temple Preah Vihear, construit entre le 9^e siècle et le 10^e siècle de notre ère, a d'abord été dédié au culte de divinités de l'hindouisme et a ensuite été reconstitué en monastère bouddhiste autour du 12^e siècle (Hauser-Schäublin, 2011). Bien que moins célèbre qu'Angkor Wat, ce temple est aussi devenu un emblème de l'identité nationale cambodgienne, notamment à cause du conflit territorial dont il fait l'objet depuis les années 1930. Depuis cette période, le Cambodge et la Thaïlande se disputent le temple et bien que la Cour Internationale de Justice ait statué en faveur du Cambodge en 1962 et que l'UNESCO ait fait de même lorsqu'elle l'a reconnu comme Site du Patrimoine Mondial en 2008, il demeure un sujet sensible des relations cambodgiennes-thaïlandaises (Hauser-Schäublin, 2011). Pour ces raisons et parce que le bouddhisme est la religion d'État au Cambodge, l'association d'Angkor et de Preah Vihear au bouddhisme n'est pas seulement une affaire d'histoire, mais une affaire d'identité nationale contemporaine. Du côté chinois, ces sites sont aussi largement associés à la religion bouddhiste. On peut le voir dans un article de l'Association Bouddhiste de Chine relayant l'expérience de maître Guangquan, lors de sa rencontre avec le Premier Ministre cambodgien, Hun Sen, au temple Lingyin (province de Huangzhou), en mai 2014 : « [l]e Cambodge lui a laissé de merveilleux souvenirs, notamment la culture bouddhiste d'Angkor Wat qui est à couper le souffle »⁴⁶⁶.

Dans cette situation, on pourrait donc s'attendre à ce que la communauté bouddhiste, par le biais d'ordres monastiques ou d'institutions laïques, ait été impliquée dans les opérations de restauration de ces temples. Or, aucune de mes sources n'indique que cela a été le cas, ni du côté cambodgien ni du côté chinois. En effet, aucun.e leader, temple ou institution n'est citée comme ayant contribué aux projets, participé à un événement lié aux projets, ni même n'apparaît sur les

⁴⁶⁶ « Le Premier ministre cambodgien Hun Sen visite le temple Lingyin à Hangzhou (柬埔寨首相洪森参访杭州灵隐寺) », Association Bouddhiste de Chine, 23 mai 2014, <https://www.chinabuddhism.com.cn/web/details/33464>

photographies publiées sur ce sujet. Plus encore que dans le cas de Bagan au Myanmar, où l'ABC s'était impliquée en parallèle du gouvernement chinois, la « diplomatie de la conservation » du patrimoine bouddhiste cambodgien semble s'être faite dans l'exclusion totale de la communauté bouddhiste. Dans ce cas-ci, l'instrumentalisation diplomatique du patrimoine bouddhiste, visant à souder l'amitié sino-cambodgienne et à bonifier l'image de la Chine comme bienfaitrice de l'héritage culturel cambodgien, revêt un aspect exploiteur, utilitariste. Le cas cambodgien montre de façon significative que la diplomatie bouddhiste peut se faire sans les acteur.es bouddhistes, dès lors qu'une frontière est tracée entre la culture bouddhiste, dont découle un patrimoine ancien, hérité de toute la nation et qui dépasse le monde du culte et de la croyance, et la religion bouddhiste, dont l'univers se limite à la communauté des pratiquant.es (voire de la communauté monastique).

7.3. Éléments conclusifs : une mise en pratique contradictoire de la diplomatie bouddhiste ?

Les quatre cas sélectionnés montrent un spectre d'implication très variable des acteur.es bouddhistes dans la diplomatie bouddhiste chinoise. Dans le cas de la « diplomatie de la conservation », le rôle joué par ces acteur.es semble être déterminé par la politique gouvernant le patrimoine national qui a été adoptée par le gouvernement avec lequel le régime chinois interagit. De façon simplifiée, on pourrait dire que plus un objet bouddhiste est considéré comme relevant du patrimoine national, par son poids dans l'identité nationale et/ou son poids dans l'économie (touristique) nationale, moins il sera nécessaire de faire appel à des acteur.es bouddhistes pour instrumentaliser cet objet à des fins diplomatiques. En effet, dans ces circonstances, d'autres figures d'influence, notamment des représentant.es étatiques ou gouvernementaux, peuvent être sollicité.es.

Difficile, toutefois, de ne pas voir les potentielles limites dans cette façon de procéder. En effet, l'exclusion des leaders et institutions bouddhistes est forcément une opportunité manquée de coopter des acteur.es qui exercent une influence sur la population locale et qui pourraient trouver un grand intérêt à participer à la restauration d'un patrimoine dont iels sont héritiers/ères. Ces acteur.es sont d'ailleurs la cible d'autres stratégies de cooptation déployées dans le cadre de la diplomatie bouddhiste chinoise, et leur absence dans le domaine particulier de la diplomatie de la conservation est une forme d'incohérence. Or, cette incohérence peut nuire aux intérêts du régime chinois pour deux raisons. D'une part, elle peut porter préjudice à sa crédibilité auprès des acteur.es bouddhistes s'iels ont conscience de n'être inclu.es que lorsque cela favorise les intérêts du régime chinois, et s'iels ont conscience que le discours chinois entre parfois en contradiction avec ses actions (surtout quand le gouvernement chinois applaudit l'affinité entre les communautés bouddhistes tout en les

excluant de ses projets). D'autre part, le manque de cohérence de la politique chinoise peut poser un problème d'efficacité en termes de complémentarité des actions menées, d'allocation de ressources, de communication, etc. En l'excluant de certains projets, le gouvernement chinois prend le risque de mener des actions qui ne sont pas complémentaires avec les actions menées par l'ABC auprès de la communauté bouddhiste d'un pays donné. Il peut aussi dédier beaucoup de ressources à tisser un réseau d'allié.es dans un domaine que l'ABC a déjà pénétré par le biais de ses relations avec des acteur.es bouddhistes locaux/ales.

Enfin, la marginalisation, voire l'exclusion, des acteur.es bouddhistes est problématique en ce qu'elle contredit le discours du gouvernement chinois sur son recours à un nouveau mode de diplomatie, plus ouvert encore que la « diplomatie publique », à savoir la diplomatie « entre les peuples » (*people-to-people*). Celle-ci est censée faire place à des initiatives non-gouvernementales, élaborées et mises en œuvre par des acteur.es qui peuvent être soutenu.es par le gouvernement sans toutefois en dépendre. Or, dans le cas de la diplomatie de la conservation du patrimoine bouddhiste, les initiatives découlent entièrement du gouvernement et les acteur.es bouddhistes en sont presque ou totalement absent.es, même ceux qui appartiennent à des institutions étatiques. Ce cas de figure rend le gouvernement chinois peu crédible lorsqu'il affirme que les initiatives en question relèvent de la diplomatie et des échanges « entre les peuples ».

8. Chapitre 8. La diplomatie « entre les peuples » au service de l'éducation bouddhiste : cultiver une nouvelle génération d'émissaires pour diffuser le message chinois

8.1. Vision et objectifs : transformer les étudiant.es en émissaires

À l'autre bout du spectre d'implication des acteur.es bouddhistes, se trouvent les échanges bouddhistes autour de l'éducation. En effet, les initiatives entreprises par les communautés bouddhistes d'Asie du Sud-Est dans ce domaine sont bien plus proches du modèle de la « diplomatie entre les peuples » revendiqué par le gouvernement chinois que ne le sont les initiatives de la diplomatie de conservation du patrimoine tangible bouddhiste. Comme l'illustreront les deux cas choisis, les institutions bouddhistes chinoises sont au premier plan de la diplomatie de développement du patrimoine intellectuel et humain bouddhistes. Cela ne signifie pas, bien sûr, qu'elles agissent de façon indépendante du gouvernement chinois. L'éducation bouddhiste relève d'une « diplomatie entre les peuples » au sens où elle fait l'objet d'initiatives d'échanges et d'efforts d'influence **1)** qui visent des acteur.es étrangers/ères non-gouvernementaux/ales et **2)** qui sont mises en œuvre par des acteur.es bouddhistes chinois.es **a)** n'appartenant pas directement au gouvernement chinois et **b)** ayant une certaine autonomie dans leurs actions. En revanche, la dimension « populaire » de ce domaine de la diplomatie bouddhiste chinoise est limitée par le fait que le gouvernement chinois est systématiquement impliqué dans les initiatives en question⁴⁶⁷. Cette ingérence est plus ou moins directe et se manifeste à des étapes variables des échanges éducationnels, mais elle est néanmoins inévitable et traduit un lien étroit avec la politique du Travail de Front Uni.

D'après mes recherches, les initiatives dans le domaine de l'éducation bouddhiste mises en œuvre en Chine et en Asie du Sud-Est par l'Association Bouddhiste de Chine visent deux objectifs : **A)** la formation d'une nouvelle génération de moines et de moniales spécialisées dans les échanges diplomatiques avec les publics étrangers (en l'occurrence, sud-est asiatiques), et **B)** la création d'un réseau d'allié.es étrangers/ères représentant les intérêts du régime chinois dans leur pays respectif. On trouve des exemples très parlants dans les programmes de certaines institutions bouddhistes chinoises qui proposent un apprentissage des enseignements bouddhistes en anglais. C'est le cas du « Cours de Formation Bouddhiste en Anglais », coorganisé annuellement par l'Association Bouddhiste de Guangdong, le temple Guangxiao de Guangzhou et le temple Putuo de Zhuhai, établi en 2017 avec le soutien de l'Association Bouddhiste centrale et approuvé officiellement par

⁴⁶⁷ J'entends par cela une implication qui va au-delà du simple contrôle de légalité dont on pourrait s'attendre de la part de n'importe quel gouvernement face à des contacts réguliers entre des institutions éducatives de son pays et des institutions étrangères.

l'Administration Nationale des Affaires Religieuses en 2020⁴⁶⁸. Ce « cours » prend la forme de conférences, offertes à des candidat.es laïc.ques et monastiques, portant sur des sujets bouddhistes contemporains. Selon le Département du Travail de Front Uni du Comité Provincial de Guangdong du Parti Communiste de Chine, l'objectif du programme est de former les participant.es à « *bien raconter l'histoire du bouddhisme chinois* », promouvoir la diffusion du bouddhisme chinois et participer aux efforts de traduction et d'interprétation pour le Forum Bouddhiste Mondial⁴⁶⁹. Jusqu'à présent, les apprenant.es ont été exclusivement des citoyen.nes chinois.es, la majorité provenant de la communauté monastique. Du côté des conférenciers/ères, en revanche, le programme comprend des citoyen.nes chinois.es et étrangers/ères. En 2023, par exemple, les conférences sont données par deux moines chinois et trois moines étrangers, venant du Sri Lanka, du Vietnam et du Bhoutan⁴⁷⁰. Un autre exemple est celui du « Cours de Formation Bouddhiste en Anglais pour les Maîtres Conférenciers/ères », co-organisé par l'Association Bouddhiste de Huanzhou, le temple Lingyin de Hangzhou et l'Académie Bouddhiste de Hangzhou, avec le soutien de l'Association Bouddhiste centrale, depuis 2018⁴⁷¹. Comme celui de Guangdong, ce programme réunit exclusivement des apprenant.es chinois.es, mais il fait aussi appel à des intervenant.es étrangers/ères, comme ce fut le cas du directeur adjoint de l'Institut du Bouddhisme Humaniste de Fo Guang Shan (Taïwan), maître Miaoguang, en 2019⁴⁷².

L'idée derrière ces programmes est de former les maîtres bouddhistes à interagir avec des publics étrangers, pour s'en rapprocher et défendre les intérêts de la Chine. Autrement dit, il s'agit de les former à jouer le rôle d'ambassadeur.es du régime chinois. Parallèlement, les institutions bouddhistes chinoises œuvrent aussi pour amener des personnes étrangères à jouer elles-mêmes ce rôle auprès de leurs concitoyen.nes, que ce soit par le biais de formations qui ont lieu en RPC ou par le biais de formations qui ont lieu dans leur pays, en coopération avec des organismes chinois. Cet objectif transparaît dans l'intervention de maître Zhan Ru (vice-président de l'Association Bouddhiste

⁴⁶⁸ « La cérémonie d'ouverture du cours de formation bouddhiste en anglais 2021 a eu lieu au temple Zhuhai Putuo (2021佛教英語培訓班開幕式在珠海普陀寺舉行) », Département du Travail de Front Uni du Comité Provincial de Guangdong du Parti Communiste de Chine, 29 septembre 2021, http://www.tongxin.org/mzzj/content/post_154568.html

⁴⁶⁹ « La cérémonie d'ouverture du cours de formation bouddhiste en anglais 2021 a eu lieu au temple Zhuhai Putuo », 29 septembre 2021.

⁴⁷⁰ « Les conférenciers éduquent soigneusement et proposent un contenu passionnant - le cours de formation d'anglais bouddhiste 2023 est pleinement lancé (講師精心育教 內容精彩紛呈——2023佛教英語培訓班全面開課) », Centre d'informations Internet de Chine, 6 septembre 2023, <https://fo.china.com/m/foNews/20001205/20230906/25788175.html>

⁴⁷¹ « Le cours de formation d'anglais bouddhiste 2018 pour les maîtres conférenciers/ères s'est terminé avec succès (2018講經法師佛教英語培訓班圓滿結束) », Bureau Municipal des Affaires Religieuses et Ethniques de Hangzhou, 18 avril 2018, https://mzj.hangzhou.gov.cn/art/2018/4/18/art_1632183_35119415.html

⁴⁷² « Formation de talents bouddhistes en anglais, ouvert à Hangzhou (佛教英語人才培訓 杭州開辦) », Life News Agency, 10 mars 2019, <https://www.lnanews.com/news/120520>

de Chine, professeur à l'Université de Pékin et membre du 13^e Comité National de la CCPPC) à la quatrième Session Plénière de l'Assemblée Nationale du Peuple :

*En tant qu'élément important de la force nationale globale, le soft power attire de plus en plus l'attention des pays et des régions. Le soft power culturel né de l'excellente culture traditionnelle de la Chine, de la culture socialiste avancée et des réalisations exceptionnelles de la civilisation humaine a montré au monde l'image unique de la Chine en tant que grande puissance, a favorisé la construction d'un nouveau type de relations internationales et d'une communauté avec un avenir partagé pour l'humanité, et est lié à l'objectif des « Deux Centenaires » et à la réalisation du Rêve Chinois de Réjuvenation de la Nation Chinoise. [...] Près de 400 000 étudiant.es internationaux/ales venu.es en Chine, en tant que témoins et diffuseur.es de l'image de la Chine, sont des ambassadeur.es de bonne volonté pour le développement de relations amicales et de bon voisinage entre la Chine et d'autres pays, et constituent un potentiel atout politique et diplomatique.*⁴⁷³

Considérant les étudiant.es internationaux/ales comme d'importants canaux d'influence chinoise dans leur pays respectif, maître Zhan Ru conseille au gouvernement chinois de réévaluer la façon dont ces individu.es sont traité.es en Chine. Plus particulièrement, il encourage le gouvernement à se préoccuper davantage de leur exposition à la culture chinoise. Il suggère ainsi d'intégrer plus de contenu sur la culture chinoise dans les programmes d'éducation offerts aux étudiant.es étrangers/ères en Chine et à offrir davantage d'opportunités académiques, sociales et professionnelles aux étudiant.es ayant déjà une affinité avec la culture chinoise, notamment ceux qui sont issu.es des communautés d'héritage et de culture chinoises. En somme, selon le moine, les étudiant.es internationaux/ales ne pourront jouer pleinement leur rôle d'émissaires de la Chine dans leur pays que s'ils ont une affinité étroite avec la culture (traditionnelle) chinoise. La culture bouddhiste faisant partie de cette « *excellente culture traditionnelle chinoise* », les propos de Zhan Ru s'appliquent aussi au cas des étudiant.es internationaux/ales inscrit.es dans des institutions chinoises d'éducation supérieure bouddhiste, ainsi qu'aux étudiant.es inscrit.es dans des programmes proposés à l'étranger, en coopération avec des institutions bouddhistes chinoises.

Dans les sections suivantes, j'examine deux initiatives de la diplomatie bouddhiste relatives à l'éducation. La première concerne la fondation et le développement d'un institut d'éducation

⁴⁷³ « Zhan Ru, membre du Comité national de la Conférence consultative politique du peuple chinois : Améliorer la reconnaissance de la culture chinoise des étudiant.es internationaux/ales (全国政协委员湛如：增强留学生对中华文化的认同) », *Phoenix Media*, 10 mars 2021, <https://fo.ifeng.com/c/84V8Af2cnnc>

supérieure bouddhiste tourné vers l'international et la deuxième concerne les efforts de rapprochement avec un institut d'éducation supérieure bouddhiste de Singapour, au nom de la promotion du bouddhisme chinois. Un autre cas, celui du rapprochement entre l'ABC et l'université thaïlandaise Mahachulalongkornrajavidyalaya, sera exploré dans le chapitre 12. Comme je l'expliquerai, il est un des piliers de la diplomatie bouddhiste chinoise visant la Thaïlande.

8.2. L'Académie Bouddhiste de Nanhai : une plateforme éducative chinoise en quête de rayonnement international

8.2.1. Création, composition et fonctionnement

La première initiative à découvrir est celle de l'Académie Bouddhiste de Nanhai (ABN), ou « Académie Bouddhiste de la Mer de Chine Méridionale », construite à proximité de la ville de Sanya, sur l'île de Hainan. Il s'agit d'un institut d'éducation tertiaire bouddhiste qui a ouvert ses portes à des étudiant.es de premier cycle en septembre 2017, puis à des étudiant.es en deuxième et troisième cycles en 2021⁴⁷⁴. Reconnu par le Ministère de l'Éducation et l'Administration d'État pour les Affaires Religieuses, il est actuellement sous l'autorité conjointe de l'Association Bouddhiste de Hainan et du Département du Travail de Front Uni du Comité Provincial du Parti de Hainan. Le doyen de l'institut est maître Yinshun, l'un des vice-président.es de l'ABC et figure de proue de la Table Ronde de Shenzhen du Bouddhisme de la Mer de Chine Méridionale. Il est secondé par un président honorifique, le 11^e Panchen Lama et vice-président de l'ABC, Gyaltsen Norbu. Un deuxième poste de président honorifique était occupé par le Suprême Patriarche de Thaïlande, Somdet Phra Rachamangalacharn, mais depuis son décès en 2021, ce siège demeure vide. En termes d'effectifs, l'Académie compte aujourd'hui 72 membres du personnel éducatif et administratif, et autour de 600 inscrit.es (contre 227 inscrit.es à son ouverture en septembre 2017)⁴⁷⁵. Les étudiant.es sont recruté.es parmi les « quatre disciples » de Bouddha, expression utilisée en Chine pour désigner les femmes et hommes monastiques, ainsi que les femmes et hommes laïc.ques adhérant aux enseignements bouddhistes.

D'après la CCPPC, les conditions que les candidat.es doivent remplir pour être retenu.es sont « *d'aimer le pays et aimer la religion, de respecter la loi, d'avoir des convictions fermes, d'observer*

⁴⁷⁴ « L'Académie Bouddhisme de Nanhai (南海佛学院) », compte Weixin de la Conférence Consultative Politique du Peuple Chinois, 19 mars 2022, <https://mp.weixin.qq.com/s/mXld476engFLQP0VwxUtg>

⁴⁷⁵ « Introduction à l'Académie (学院简介) », Académie Bouddhiste de Nanhai, consulté dernièrement le 27 juin 2024, <http://www.nhfy.net/?article/type/94/1.html>; « China Nanhai Buddhism Academy: World's only institute with three divisions of Buddhism opens », CGTN, 24 septembre 2017, https://news.cgtn.com/news/3d55544f79494464776c6d636a4e6e62684a4856/share_p.html

strictement la discipline, d'être en bonne santé physique et mentale, de pratiquer les valeurs socialistes fondamentales et de soutenir la direction du Parti Communiste Chinois »⁴⁷⁶. Toujours selon la même source, le travail de l'Académie Bouddhiste de Nanhai est guidé par deux aspirations définies par maître Yinshun :

- 1)** La première est une aspiration à « combiner » **A)** la « *Pensée de Xi Jinping sur le Socialisme à Caractéristiques Chinoises de la Nouvelle Ère* » avec « *les rêves de chacun pour la Nation Chinoise* », et à « combiner » **B)** « *la cause du Bouddhisme* » avec « *la cause de la Nation Chinoise* ».
- 2)** La seconde aspiration consiste à « unifier » **C)** la promotion du Bouddhisme avec la promotion de « *l'excellente culture de la Nation Chinoise* » et des « *valeurs socialistes fondamentales* », et à « unifier » **D)** la « *quête des bouddhistes de l'autre monde avec leur quête d'une vie meilleure dès maintenant* »⁴⁷⁷.

Autrement dit, l'ABN cherche à faire converger le développement du bouddhisme vers les objectifs politiques du régime chinois. Ce travail ne concerne pas seulement les bouddhistes de Chine, il s'adresse aussi aux bouddhistes vivant par-delà les frontières chinoises. En effet, d'après la CCPPC, l'ABN serait le seul institut d'éducation bouddhiste de Chine à offrir un programme spécifiquement conçu pour les étudiant.es internationaux/ales⁴⁷⁸. Comme l'a préconisé maître Zhan Ru lors de son intervention à l'Assemblée Nationale du Peuple, ce programme comprend des cours sur les sujets de « *la méditation, le thé chan, l'histoire du bouddhisme chinois, la gestion des temples modernes, la charité sociale et religieuse* »⁴⁷⁹, ainsi que des activités extra-académiques orientées vers la découverte des arts bouddhistes et de la culture traditionnelle chinoise (par exemple, des visites de temples, des ateliers de calligraphie, de peinture, etc.).

En fait, plus que n'importe quel autre institut du même type, l'Académie Bouddhiste de Nanhai semble déterminée à prendre les devants de la diplomatie bouddhiste dans le domaine de l'éducation, en formant des futur.es ambassadeur.es, chinois.es et étrangers/ères, et en offrant au monde extérieur une vitrine sur le bouddhisme de Chine. On le voit dans ses choix de recrutement, ainsi que dans le contenu enseigné. Selon *CGTN*, il est le seul institut d'éducation bouddhiste au monde à avoir intégré les enseignements des trois traditions bouddhistes, dans des cours instruits en

⁴⁷⁶ « L'Académie Bouddhisme de Nanhai », 19 mars 2022.

⁴⁷⁷ « L'Académie Bouddhisme de Nanhai », 19 mars 2022.

⁴⁷⁸ « Introduction à l'Académie », consulté dernièrement le 27 juin 2024.

⁴⁷⁹ Mao Lijun, « Visite à l'Académie Bouddhiste de Nanhai (南海佛学院探访记) », Réseau des Ethnies et Religions de la Chine, 12 novembre 2021, <http://www.mzb.com.cn/html/report/211131010-1.htm>

langues chinoise, tibétaine et Pali.⁴⁸⁰ Plus encore, l'institut a été créé pour renforcer les liens connectant les bouddhistes à travers la Mer de Chine Méridionale⁴⁸¹.

8.2.2. Une stratégie de Front Uni : le cas des bouddhistes du Laos

Les premiers étudiants étrangers à avoir intégré l'institut sont un groupe de vingt moines venus du Laos, en 2018. L'année suivante, c'est le tour de quatre moines venus de la Mongolie, et plus récemment, en 2022, 40 moines du Cambodge et du Népal se sont ajoutés aux étudiant.es de Nanhai⁴⁸². Dans le cas des étudiants laotiens, leur inscription est encadrée par un accord conclu entre l'Académie Bouddhiste de Nanhai et l'Organisation Centrale de la Communauté Bouddhiste du Laos qui garantit 40 places annuellement à des moines sélectionnés par le président de l'association bouddhiste laotienne, considéré comme le chef du Sangha au Laos⁴⁸³. Les premiers d'entre eux intègrent l'institut chinois en octobre 2018, valident un examen de mandarin en décembre 2018, et reçoivent un diplôme de l'ABN le 17 avril 2019⁴⁸⁴. Plusieurs représentant.es politiques locaux/ales sont d'ailleurs présent.es lors de la remise des diplômes. Le directeur adjoint du Département du Travail de Front Uni provincial, Liu Geng profite de l'occasion pour encourager les moines ayant étudié en Chine à devenir « *des messagers pour les échanges amicaux entre la Chine et le Laos* » et « *des messagers pour la propagation de la civilisation moderne* »⁴⁸⁵.

Le 29 avril, l'Académie Bouddhiste de Nanhai reçoit la visite d'une délégation laotienne représentant le Front National pour le Développement du Laos et l'Organisation Centrale de la Communauté Bouddhiste. Elle est menée par un membre du Politburo du Parti Révolutionnaire Populaire Lao, Sinlavong Khoutphaythoun⁴⁸⁶, qui aurait déclaré que « *le bouddhisme a une profonde*

⁴⁸⁰ « China Nanhai Buddhism Academy: World's only institute with three divisions of Buddhism opens », 24 septembre 2017.

⁴⁸¹ « Hainan construira le Collège bouddhiste de Nanhai pour créer une base d'échange culturel bouddhiste avec l'Asie du Sud-Est (海南将建成南海佛学院 打造面向东南亚佛教文化交流基地) », Académie Bouddhiste de Nanhai, 26 janvier 2016, <http://www.nhfx.net/?article/66.html>

⁴⁸² « Le vent souffle à des milliers de kilomètres vers l'est, les montagnes et les rivières traversent les vagues (长风万里向东土 山河朵朵破浪行) », Académie Bouddhiste de Nanhai, consulté dernièrement le 27 juin 2024, <http://www.nhfjw.org/news/nhfj/2023/5645.html>

⁴⁸³ « Le Laos envoie des moines étudier à l'étranger à l'Académie Bouddhiste de Nanhai (老挝派驻学僧赴南海佛学院留学深造) », Académie Bouddhiste de Nanhai, consulté dernièrement le 27 juin 2024, <http://www.nhfx.net/?article/type/47/1.html>

⁴⁸⁴ « L'amitié sino-laotienne écrit un nouveau chapitre | Le premier cours de formation pour les moines laotiens au Collège bouddhiste de Nanhai s'est terminé avec succès ! (中老友好 再谱新篇 | 南海佛学院首届老挝僧侣研修班圆满结业 ~!) », Académie Bouddhiste de Nanhai, 27 mai 2019, <http://www.nhfx.net/?article/379.html>

⁴⁸⁵ « L'amitié sino-laotienne écrit un nouveau chapitre | Le premier cours de formation pour les moines laotiens au Collège bouddhiste de Nanhai s'est terminé avec succès ! », 27 mai 2019.

⁴⁸⁶ « La compassion ne connaît pas de frontières. Briser les frontières, cultiver les talents des moines et perpétuer la sagesse du bouddhisme - une délégation de l'Organisation Centrale de la Communauté Bouddhiste du Laos a visité l'Académie bouddhiste de Nanhai (慈悲无国界 | 突破疆域 培育僧才 续佛慧命——老挝中央佛教联盟代表团参访南海佛学院) », Académie Bouddhiste de Nanhai, 30 mai 2019, <http://www.nhfx.net/?article/409.html>

influence au Laos » et « ces jeunes moines laotiens étudiant à l'étranger contribueront certainement aux échanges bouddhistes entre les deux pays et aux échanges amicaux entre les deux peuples après leur retour en Chine »⁴⁸⁷. Lui aussi reconnaît donc le rôle d'ambassadeur.es que peuvent jouer les membres de la communauté monastique formé.es à l'étranger.



Visite de la délégation du Front National pour le Développement du Laos et l'Organisation Centrale de la Communauté Bouddhiste, en compagnie de maître Yinshun
Source : Académie Bouddhiste de Nanhai, photographie publiée le 30 mai 2019

Au cours de la visite, l'Association Bouddhiste de Nanhai et l'Organisation Centrale de la Communauté Bouddhiste signent un accord de coopération intitulé « Protocole d'Entente sur la Coopération Chine-Laos en matière d'Éducation Bouddhiste de la *Belt and Road* »⁴⁸⁸, lequel compte six engagements :

- 1) Organiser conjointement des activités d'échange portant sur la culture bouddhiste et l'histoire partagée entre les deux pays;
- 2) Approfondir le dialogue, les échanges et la coopération entre les deux pays et avec les leaders bouddhistes d'autres régions de la Mer de Chine Méridionale dans le cadre de la Table Ronde du Bouddhisme de la Mer de Chine Méridionale;
- 3) Continuer à mener des recherches sur des sujets bouddhistes et à mener des échanges universitaires entre les deux pays, comme l'envoi mutuel d'étudiant.es étrangers/ères;
- 4) Explorer les pratiques de coopération et les expériences d'échange entre les cercles bouddhistes des deux pays en matière de construction et de gestion des temples;

⁴⁸⁷ « La compassion ne connaît pas de frontières. [...] », 30 mai 2019.

⁴⁸⁸ « Le bouddhisme en Chine et au Laos contribue à l'intégration de l'initiative « la Ceinture et la Route » dans les liens entre les peuples - l'Association bouddhiste de Hainan et l'Organisation Centrale de la Communauté Bouddhiste du Laos ont signé le Protocole d'Entente sur la Coopération Chine-Laos en matière d'Éducation Bouddhiste de la *Belt and Road* (中老佛教为« 一带一路 »融入民心相通的力量——海南省佛教协会与老挝中央佛教联盟签署《一带一路中老佛教教育合作谅解备忘录》) », Académie Bouddhiste de Nanhai, 27 mai 2019, <http://www.nhfy.net/?article/408.html>

- 5) Promouvoir le culte et l'échange des reliques de moines éminents des deux pays;
- 6) [Mener] d'autres activités pertinentes favorisant les échanges et le développement de l'amitié des cercles bouddhistes de deux pays.

L'Académie Bouddhiste de Nanhai affirme qu'il s'agit là de « *la cérémonie de signature la plus importante pour les cercles bouddhistes de la Chine et du Laos depuis la proposition de la Belt and Road Initiative* »⁴⁸⁹. L'accord est même décrit comme une preuve de la coopération sino-laotienne visant à « *intégrer le pouvoir religieux des liens entre les peuples dans la Belt and Road Initiative et [à] intégrer la sagesse de l'harmonie dans la construction d'une Communauté de Destin Partagé pour l'Humanité* »⁴⁹⁰. Cet extrait illustre les efforts entrepris par l'ABN pour insérer ses échanges avec des communautés bouddhistes étrangères dans le cadre des grands slogans de Xi Jinping⁴⁹¹. D'ailleurs, la visite de la délégation laotienne à l'Académie Bouddhiste de Nanhai et la signature de l'accord de coopération se déroulent quelques jours après la conclusion du « *Second Forum Belt and Road* », organisé par le gouvernement chinois à Pékin (25 au 27 avril 2019). Comme son nom l'indique, cet institut bouddhiste est aussi impliqué dans la politique de défense du territoire de la « Mer de Chine Méridionale ». En effet, la coopération et le renforcement de « relations amicales » entre les peuples de la région maritime sont souvent cités parmi ses objectifs. Il est sous-entendu que l'ABN contribue à mobiliser du soutien à l'étranger en faveur des revendications territoriales de l'État chinois. Cela se traduit notamment par une participation à l'organisation de la « Table Ronde de Shenzhen du Bouddhisme de Mer de Chine Méridionale », dont Yinshun est la tête d'affiche. L'Académie Bouddhiste de Nanhai contribue également à cette plateforme en y envoyant des participant.es, dont des étudiant.es étrangers/ères. En octobre 2019, par exemple, l'un des vingt premiers moines laotiens à avoir étudié à Nanhai fait partie de la délégation laotienne présente à la Table Ronde. Bhante Sengphacanh Somphone sert alors de traducteur et sa participation à l'évènement lui vaut une publication élogieuse sur le compte officiel Weixin de l'ABN⁴⁹².

⁴⁸⁹ « Le bouddhisme en Chine et au Laos contribue à l'intégration de l'initiative « la Ceinture et la Route » dans les liens entre les peuples [...] », 27 mai 2019.

⁴⁹⁰ « Le bouddhisme en Chine et au Laos contribue à l'intégration de l'initiative « la Ceinture et la Route » dans les liens entre les peuples [...] », 27 mai 2019.

⁴⁹¹ Voir aussi « Aspirer à être un envoyé du bouddhisme en Mer de Chine Méridionale au service de l'initiative « *Belt and Road* » - L'Académie Bouddhiste de Nanhai a organisé la cérémonie d'ouverture de l'automne 2020 et la cérémonie de lancement du Mois de la culture Guanyin (争做南海佛教使者 服务一带一路建设 ——南海佛学院举行2020年秋季开学典礼暨观音文化月启动仪式) », compte Weixin de l'Académie Bouddhiste de Nanhai, 19 octobre 2020, <https://mp.weixin.qq.com/s/ggchkw7N6duMfo5h5n51qw>; « Maître Yinshun : « L'initiative de la *Belt and Road* du bouddhisme est très prometteuse (印顺大和尚：佛教的“一带一路”一定大有可为) », Académie Bouddhiste de Nanhai, 17 juillet 2017, <http://www.nhfx.net/?article/263.html>

⁴⁹² « Les moines étudiant à l'étranger à l'Académie Bouddhiste de Nanhai ont réalisé des accomplissement exceptionnels dans le domaine de l'éducation : la Table ronde bouddhiste de Nanhai à Shenzhen rencontre à nouveau des moines laotiens étudiant à l'étranger (南海佛学院留学僧教育成绩斐然：南海佛教深圳圆桌会再遇老挝留学僧) »,

Ce cas illustre la façon dont l'institut bouddhiste sert de plateforme au Travail de Front Uni. Bhante Sengphacanh Somphone y a acquis des compétences linguistiques qui lui ont ensuite permis d'interagir directement avec les acteur.es chinois.es, au nom de la communauté bouddhiste du Laos. Au cours de son séjour en 2018, il a été exposé à la culture traditionnelle chinoise, par le biais d'activités conçues spécifiquement pour un public étranger, dans le but de créer un lien d'affinité avec la nation chinoise. Il est probable que le moine laotien ait tissé des liens interpersonnels avec des acteur.es chinois.es bouddhistes, mais aussi potentiellement avec des acteur.es chinois.es politiques (compte tenu de la fréquence à laquelle l'Académie reçoit la visite de responsables politiques). Au cours de leur programme d'études à Nanhai, les étudiant.es étrangers/ères comme Bhante Sengphacanh Somphone sont aussi exposé.es aux messages politiques du gouvernement chinois, notamment à son discours nationaliste. L'institut de Nanhai y veille activement en les incluant dans certaines activités à caractère patriotique, comme les cérémonies de lever de drapeau⁴⁹³ ou les séances d'études des grandes conférences et des déclarations politiques⁴⁹⁴. Enfin, la présence de maître Yinshun sert le Travail de Front Uni à Nanhai, en créant un pont vers d'autres plateformes de cooptation, comme la Table Ronde de Shenzhen et le Forum Boao. En somme, l'Académie Bouddhiste de Nanhai peut servir de point d'entrée au réseau des allié.es du PCC, au nom d'un objectif apolitique : celui de développer les capacités éducatives du bouddhisme, en favorisant l'apprentissage mutuel entre les bouddhistes de la Mer de Chine Méridionale, à travers la région et à travers les différentes traditions.

En même temps, l'ABN insiste souvent sur l'intérêt qu'aurait l'ensemble de la communauté bouddhiste à contribuer aux projets politiques chinois, auxquels il fait référence par des slogans et des formules préfabriquées. C'est là tout le paradoxe de la stratégie de la diplomatie bouddhiste chinoise, qui compte sur l'image apolitique du bouddhisme pour faire passer des messages politiques. En ce qui concerne la Mer de Chine Méridionale, par exemple, l'Académie Bouddhiste de Nanhai soutient les efforts du gouvernement chinois, tout en revendiquant haut et fort qu'elle s'engage à promouvoir des échanges pacifistes dans la région et en attirant l'attention sur les gestes de bonne foi adoptés par

compte Weixin de l'Académie Bouddhiste de Nanhai, 27 octobre 2019,

https://mp.weixin.qq.com/s?__biz=MzIxODc4MzE0NA==&mid=2247486185&idx=1&sn=9845c9669969cea2247dff85e714a618&chksm=97e4062ea0938f38012978d86ac7bbb447b16a796ee9b68d5101b7c16c40b1b56e8e679b41ee&token=1055132721&lang=zh_CN#rd

⁴⁹³ « L'Académie Bouddhiste de Nanhai a organisé une cérémonie solennelle de lever du drapeau (南海佛学院举行庄重的升国旗仪式) », Académie Bouddhiste de Nanhai, 4 avril 2019, https://mp.weixin.qq.com/s/DPpXi2s0zbS_h5oXterNMg

⁴⁹⁴ « L'Association bouddhiste de Hainan et l'Académie Bouddhiste de Nanhai étudient et mettent en œuvre l'esprit des deux sessions nationales (海南省佛教协会、南海佛学院学习贯彻全国两会精神) », Académie Bouddhiste de Nanhai, 27 mai 2019, <http://www.nhfy.net/?article/403.html>; « Les enseignant.es et les étudiant.es de l'Académie Bouddhiste de Nanhai ont discuté du discours important du secrétaire général Xi Jinping (1) », Académie Bouddhiste de Nanhai, 4 mai 2018, <http://www.nhfy.net/?article/328.html>

la Chine. Mais l'Académie peut difficilement s'exprimer de façon explicite sur les revendications territoriales du gouvernement chinois sans perdre l'avantage d'être perçu comme un acteur apolitique. Autrement dit, l'Académie doit défendre les intérêts du gouvernement chinois et convaincre des acteur.es étrangers/ères de s'aligner sur ces intérêts, sans pouvoir être pleinement transparente sur cette mission et tout en agissant comme si elle défendait avant tout des intérêts communs à tous.les les bouddhistes.

8.2.3. De la coopération à la rivalité : raviver l'héritage de l'université Nalanda

L'ABN a aussi pour ambition de devenir un haut lieu de l'enseignement bouddhiste à l'échelle mondiale. À ce titre, on pourrait dire qu'elle aspire à être la « Nalanda des temps modernes ». Je fais ici référence à « l'université Nalanda » (*Nālandā Mahāvira*), l'une des plus anciennes universités au monde, fondée au 5^e siècle de notre ère dans la région indienne du Bihar (non loin de Bodhgaya, où il est dit que le Bouddha a atteint l'illumination) par l'Empereur Kumaragupta.

Considérée comme le principal centre d'apprentissage des enseignements bouddhistes de son époque et comme un point central de la diffusion du bouddhisme en Asie⁴⁹⁵, l'université est en activité pendant près de sept siècles. À partir du 8^e siècle, toutefois, elle souffre du déclin général du bouddhisme en Inde et vers la fin du 12^e siècle, elle est détruite au cours d'une invasion turco-afghane (menée par le général Bakhtiyar Khilji)⁴⁹⁶. Longtemps laissé à l'état de ruines, le site de l'université a fait l'objet de fouilles archéologiques au début du 20^e siècle et devient graduellement un site touristique. Ce n'est qu'au 21^e siècle que le gouvernement indien commence à considérer de la reconstruire, ou du moins de reconstruire un institut à son image. Avec le soutien de seize États, exprimé au Sommet de l'Asie Orientale en 2009⁴⁹⁷, le Parlement indien approuve le projet en 2010. Trois ans plus tard seulement, un premier groupe de 14 étudiant.es est inscrit au programme de l'université⁴⁹⁸. Les cours se déroulent d'abord au Centre de Congrès Rajgir, et ce n'est qu'en 2017 que la construction de l'université commence vraiment, sur un terrain alloué par le gouvernement de l'État du Bihar. Cinq ans plus tard, les travaux prennent fin, mais le campus n'est inauguré qu'en juin

⁴⁹⁵ C'est de là que le moine chinois Xuanzang aurait ramené de nombreux écrits, qui furent ensuite traduits en langue chinoise et grâce auxquels la pensée bouddhiste s'est développée en Chine « History and Revival », Université Nālandā, consulté dernièrement le 2 juillet 2024, <https://nalandauniv.edu.in/about-nalanda/history-and-revival/>

⁴⁹⁶ Sugato Mukherjee, « Nalanda: The university that changed the world », *BBC*, 23 février 2023, <https://www.bbc.com/travel/article/20230222-nalanda-the-university-that-changed-the-world>

⁴⁹⁷ « History and Revival », consulté dernièrement le 2 juillet 2024.

⁴⁹⁸ Amit Bhelari, « PM Modi inaugurates new Nalanda University campus in Bihar », *The Hindu*, 19 juin 2024, <https://www.thehindu.com/news/national/prime-minister-narendra-modis-nalanda-visit-new-campus-of-nalanda-university-inauguration/article68306826.ece>; « New Nalanda University Set to Open », *Hinduism Today*, 10 avril 2022, <https://www.hinduismtoday.com/hpi/2022/08/10/new-nalanda-university-set-to-open/>

2024, en présence du Premier Ministre Narendra Modi⁴⁹⁹. Nombreux/ses observateur.es constatent que ce calendrier ne correspond pas à ce qui avait été annoncé et ont commenté les divers obstacles ayant ralenti le projet⁵⁰⁰. Face à cela, les partenaires étrangers/ères ont exprimé leur déception en limitant leurs contributions financières, voire en se retirant du projet tout court.

C'est le cas de la Chine, qui s'était pourtant montrée très enthousiaste dans les débuts. Dès 2010, le gouvernement chinois avait annoncé son soutien et s'était engagé à verser un don d'un million USD pour la construction d'une bibliothèque dans un style architectural chinois (don remis par l'ambassadeur chinois Zhang Yan en 2011)⁵⁰¹. Cette aide était encadrée par un Protocol d'Entente signé par tous les pays participant au Sommet de l'Asie Orientale de 2013, lequel prévoyait aussi une aide financière de la part de la Thaïlande (1,32 million USD), de l'Australie (1 million) et du Laos (50 000 USD)⁵⁰². Le gouvernement chinois et le Conseil de Direction de Nalanda s'étaient également entendus pour établir un « Centre Xuanzang d'Études Asiatiques » (en hommage au moine chinois Xuanzang)⁵⁰³. Par ailleurs, à sa création, le Conseil de Direction de l'université Nalanda comptait un membre venant de Chine, Dr Wang Bangwei de l'Université de Pékin, parmi les représentant.es des pays ayant contribué financièrement au projet. Mais Dr Wang a été écarté du Conseil en 2019 et depuis, aucun.e représentant.e de la Chine n'a été invité.e à prendre sa place. L'engagement limité de la Chine est devenu très apparent quand il a été annoncé qu'un grand institut d'enseignement supérieur bouddhiste ouvrirait ses portes en Chine, que les médias chinois (et étrangers) n'ont pas hésité à désigner comme la « Nalanda chinoise »⁵⁰⁴.

⁴⁹⁹ Amit Bhelari, « PM Modi inaugurates new Nalanda University campus in Bihar », 19 juin 2024.

⁵⁰⁰ Chung (2022), par exemple, avance que le projet n'a pas été assez soutenu par le gouvernement indien, en partie par méfiance envers le trop grand pouvoir décisionnaire que pouvaient gagner les partenaires étrangers/ères contribuant financièrement au projet. Martin (2014) rappelle que la communauté bouddhiste est extrêmement minoritaire en Inde (représentant moins d'1% de la population) et que le pays vit une montée du nationalisme hindouiste, soit un contexte peu favorable à une tentative de revitalisation de l'héritage bouddhiste. Dans la presse indienne, on dénonce également un manque de volonté de la part du gouvernement, mais aussi un échec de leadership, principalement de la part d'Amartya Sen qui avait été placé à la tête du Conseil de Direction de l'université (voir par exemple « Consumed by Communism: The Sordid Story of how Amartya Sen Ruined the Nalanda Revival », *The Dharma Dispatch*, 16 avril 2019, <https://www.dharmadispatch.in/commentary/blinded-by-communism-the-story-of-how-amartya-sen-ruined-the-nalanda-revival>; « Debunking False Allegations About Amartya Sen and Nalanda University », *The Wire*, 2 mai 2019, <https://thewire.in/media/debunking-a-false-allegations-about-amartya-sen-and-nalanda-university>).

⁵⁰¹ « China donates one million \$ for Nalanda University revival », *The Economic Times (India Times)*, 15 novembre 2011, <https://economictimes.indiatimes.com/china-donates-one-million-for-nalanda-university-revival/articleshow/10742865.cms?from=mdr>

⁵⁰² « No contribution in 3 years from participating countries for Nalanda University construction: MEA », *India Today*, 15 décembre 2019, <https://www.indiatoday.in/india/story/no-contribution-in-3-years-from-participating-countries-for-nalanda-university-construction-mea-1628474-2019-12-15>

⁵⁰³ « China's Consul General in Kolkata meets Nalanda Vice-Chancellor to discuss further collaboration », Université Nālandā, 5 juillet 2016, <https://nalandauniv.edu.in/news/chinas-consul-general-in-kolkata-meets-nalanda-vice-chancellor-to-discuss-further-collaboration/>

⁵⁰⁴ Anne Wisman, « China to Open its Own Nalanda University in Hainan Province in September », *Buddhist Door*, 6 juin 2017, <https://www2.buddhistdoor.net/news/china-to-open-its-own-nalanda-university-in-hainan-province-in-september>

Comment expliquer que la Chine ait investi dans un tel projet, alors qu'elle s'était déjà engagée envers le projet indien ? Comment expliquer que « *[c]e qui a commencé comme un effort collaboratif est aujourd'hui un effort compétitif ?* » (Ramachandran, 2019, p. 6). Le gouvernement chinois n'a lui-même offert aucune justification. Les autres sources s'en tiennent à pointer du doigt la volonté de surpasser le gouvernement indien en tout point (ce qui n'explique pas pourquoi la Chine aurait initialement soutenu son initiative) ou la déception face au manque de soutien de la part du gouvernement indien (ce qui n'est pas cohérent avec le calendrier des événements). Je suggère d'autres hypothèses. Dans un premier temps, il est possible que le gouvernement chinois se soit montré favorable à l'initiative indienne, parce qu'il n'avait pas encore prévu de se lancer dans la construction d'une grande université bouddhiste tournée vers l'international. Il est aussi possible ait préféré gagner un certain droit de décision dans l'université indienne en tant qu'investisseur, plutôt que d'en être exclu et de voir les leaders et les institutions bouddhistes étrangères qu'il courtise se détourner de son cercle d'influence au profit de l'Inde. Plus tard, le gouvernement chinois a pu réaliser l'intérêt d'une telle initiative en constatant l'enthousiasme que la proposition indienne suscitait auprès de nombreux pays, surtout en Asie du Sud-Est. Quelles qu'en soient les raisons, le choix de lancer leur propre initiative, au détriment du soutien à l'initiative, semble avoir été un pari gagnant pour les autorités chinoises. En effet, contrairement à la nouvelle université Nalanda, la création de l'Académie Bouddhiste de Nanhai a été plutôt rapide⁵⁰⁵, a fait l'objet d'un gouvernement constant et fiable, et semble ne pas avoir fait l'expérience de conflit interne qui aurait pu ralentir le projet ou atteindre à sa crédibilité⁵⁰⁶. En outre, l'initiative de Nanhai a été très positive pour l'image de la Chine à l'étranger. Elle a pu prouver que la Chine avait non seulement une volonté ferme, mais aussi les moyens d'être une actrice majeure des affaires bouddhistes sur la scène internationale, alors que les difficultés du projet de Nalanda ont nuit à la crédibilité de l'Inde.

Du côté de la presse indienne, l'Académie Bouddhiste de Nanhai semble avoir suscité deux réactions : certains journalistes l'ont utilisée comme contre-exemple pour dénoncer les défaillances de l'université Nalanda et ont mis l'accent sur les facteurs de réussite dans la gestion chinoise⁵⁰⁷, alors que d'autres l'ont plutôt utilisée pour dénoncer un comportement malhonnête de la part du

⁵⁰⁵ Seulement deux années se sont écoulées entre l'annonce du projet chinois en 2015 et l'accueil des étudiant.es de premier cycle en 2017 dans les premiers locaux construits, et quatre années plus tard, en 2021, les travaux d'infrastructures prennent fin et l'Académie ouvrent ses portes aux étudiant.es de troisième cycle, soit un processus de six ans.

⁵⁰⁶ Près de quatorze années se sont écoulées entre l'approbation du projet par le Parlement indien et la pleine inauguration de la nouvelle université Nalanda, le gouvernement indien a fait preuve d'un soutien mitigé, et la presse indienne a rapporté de nombreux conflits et changements concernant les organes responsables du projet.

⁵⁰⁷ Voir par exemple « China's Nalanda is Finally Ready to start first batch of Students! », *Bihar Times*, 3 juin 2017, <http://www.bihartimes.in/Newsbihar/2017/Jun/newsbihar03Jun18.html>

gouvernement chinois, auquel il est reproché d'avoir fait semblant de soutenir l'initiative indienne tout en agissant en secret de son côté⁵⁰⁸. Dans l'ensemble, le ton a été plutôt critique, puisque même ceux qui ont salué les résultats chinois ont déploré la création d'une institution rivale. Ces réactions s'expliquent en grande partie par le fait que la Chine et l'Inde sont prises dans une lutte de pouvoir, surtout à l'échelle de l'Asie, et qu'elles ont toutes deux déployé leur propre stratégie de diplomatie bouddhiste (Scott, 2016). Malgré une faible population d'adhérent.es et un contexte politique adverse, l'Inde a des arguments forts pour prétendre au rôle de leader de la communauté bouddhiste mondiale. Outre le fait d'en être le berceau, l'Inde possède encore un important patrimoine bouddhiste révéralé dans le monde, dont les vestiges de l'université historique de Nalanda sont un exemple. Fort de cet héritage et en insistant sur la proximité entre le bouddhisme et l'hindouisme, le gouvernement s'est impliqué dans des initiatives de diplomatie bouddhiste. Les acteur.es responsables de ces initiatives se sont d'ailleurs montré.es très critiques de la stratégie chinoise, pointant du doigt le fait que la RPC vit sous un régime hostile à la religion, qui manque de sincérité quand il prétend soutenir le développement du bouddhisme dans le monde. Dans ce contexte, il était particulièrement malvenu pour l'Académie Bouddhiste de Nanhai de se présenter comme la « Nalanda chinoise », terme que la presse chinoise a aussi adopté⁵⁰⁹.

Alors, qu'en est-il de cette rivalité aujourd'hui ? L'un des deux instituts a-t-il triomphé sur l'autre, comme le prétendent certains médias indiens⁵¹⁰ ? Si on s'en tient au nombre d'étudiant.es étrangers/ères inscrit.es dans chaque université, l'université indienne est plus populaire que l'université chinoise, malgré son parcours accidenté. En 2023, 263 étudiant.es étrangers/ères étaient inscrit.es à Nalanda, venu.es de 24 pays différents⁵¹¹. La même année, Nanhai n'accueillait que 40 étudiant.es étrangers/ères, provenant du Cambodge et du Népal. En termes d'image, l'université indienne jouit du prestige de sa prédécesseure, alors que l'université chinoise est une création sans filiation historique. En revanche, l'efficacité de sa construction et dans sa gestion interne ont donné une bonne réputation à l'ABN, celle-ci ayant pu s'appuyer sur un réseau préexistant d'institutions bouddhistes centralisées et gérées (principalement) par des membres de la communauté monastique.

⁵⁰⁸ Yatish Yadav, « Soft power: China gets its own Nalanda university, shames India », *The New Indian Express*, 5 juin 2017, <https://www.newindianexpress.com/nation/2017/Jun/05/soft-power-china-gets-its-own-nalanda-university-shames-india-1612915.html>

⁵⁰⁹ « La vie passée et présente de l'Académie Bouddhiste de Nanhai, « l'Université Nalanda de la Chine »- Entretien exclusif avec le doyen fondateur de l'Académie Bouddhiste de Nanhai, le moine Yinshun », Académie Bouddhiste de Nanhai, 13 novembre 2017, <http://www.nhfy.net/?article/297.html>; « L'Université Nalanda de la Chine a appris de Cambridge, elle a été saluée par de nombreux expert.es dans le domaine de la culture bouddhiste (中国的那烂陀大学向剑桥取经 多位佛教文化领域专家称赞) », *China Daily*, 23 septembre 2017, https://hain.chinadaily.com.cn/2017-09/23/content_32379771.htm

⁵¹⁰ Yadav, « Soft power: China gets its own Nalanda university, shames India », 5 juin 2017.

⁵¹¹ « International Community », Université Nalanda, consulté dernièrement le 3 juillet 2024, <https://nalandauniv.edu.in/international-community/>

À l'inverse, l'université Nalanda n'est associée à aucune institution bouddhiste indienne et elle est gérée par deux organes dont les membres sont surtout issus.es des milieux universitaire, entrepreneurial et politique. La grande majorité d'entre eux n'ont d'ailleurs aucun lien avec le bouddhisme, que ce soit sur le plan de l'expertise ou sur le plan des croyances personnelles. En outre, tout en revendiquant une filiation avec l'ancienne université de Nalanda, la nouvelle université n'est pas spécialisée dans l'éducation bouddhiste et a un caractère séculier. De son côté, l'Académie Bouddhiste de Nanhai est entièrement spécialisée dans les enseignements bouddhistes et une grande partie des cours sont dispensés par des membres de la communauté monastique, ce qui renforce l'identité religieuse de l'institut. Cependant, à dater de 2024, les deux instituts demeurent des créations plutôt récentes et il reste encore à voir s'ils recevront la reconnaissance recherchée auprès des bouddhistes, au-delà de leur communauté religieuse respective.

8.3. Solidarité au sein de la tradition chinoise Mahāyāna : la relation entre le Collège Bouddhiste de Singapour et l'Association Bouddhiste de Chine

8.3.1. Historique d'un rapprochement

L'autre facette principale de la diplomatie bouddhiste chinoise dans le domaine de l'éducation consiste à développer des liens avec des instituts d'enseignement à l'étranger. Un exemple parlant est celui des échanges entre l'Association Bouddhiste de Chine et le Collège Bouddhiste de Singapour (CBS), un institut d'enseignement supérieur bouddhiste basé au monastère Kong Meng San Phor Kark See (*Guangmingshan Pujue si* 光明山普觉禅寺), à Singapour. Établi en 2005 et ouvert aux étudiant.es en 2006, le Collège propose un programme de licence en partenariat avec l'Université de Kelaniya au Sri Lanka, et un programme de maîtrise en partenariat avec l'Université Mahachulalongkornrajavidyalaya en Thaïlande⁵¹². Les cours y sont offerts en anglais et mandarin, et sont centrés sur le bouddhisme de la tradition chinoise. Sa mission est d'ailleurs de « *former un corps de moines/moniales ayant des connaissances et des perspectives justes, maîtrisant le chinois et l'anglais, et capable de s'investir dans la gestion de la propagation du Dharma et dans la recherche bouddhiste, pour apporter des ressources humaines au développement durable du bouddhisme chinois et à sa diffusion dans le monde anglophone* »⁵¹³. L'institut est aujourd'hui dirigé par maître Guangsheng (Kwang Sheng) et recrute le plus grand nombre de ses candidat.es à l'étranger, principalement en Chine, au Sri Lanka et en Asie du Sud-Est. Le CBS coopère d'ailleurs avec des

⁵¹² « Introduction au Collège (学院简介) », Collège Bouddhiste de Singapour, consulté dernièrement le 4 juillet 2024, <https://www.bcs.edu.sg/zh/about-bcs/>

⁵¹³ « Introduction au Collège », consulté dernièrement le 4 juillet 2024.

partenaires étrangers pour organiser ses examens en dehors de Singapour⁵¹⁴. En 2018, par exemple, un examen d'entrée a lieu à Colombo, au Sri Lanka et à Phnom Penh, au Cambodge, et au Collège Bouddhiste de Minnan, à Xiamen (province du Fujian) en RPC⁵¹⁵. Cette année-là, parmi les candidat.es retenu.es, 27 sont originaires de Chine, s'ajoutant à la centaine de moines et moniales déjà formé.es par le Collège Bouddhiste de Singapour⁵¹⁶. Par ailleurs, l'institut emploie actuellement quinze personnes nées et formées en RPC parmi les vingt-neuf membres de l'équipe académique et administrative⁵¹⁷. Le bureau de l'enseignement monastique est même entièrement composé de moines nés, ordonnés et formés en Chine⁵¹⁸.

Depuis sa création, le CBS a des liens étroits avec l'ABC, qui reposent en grande partie sur une relation préexistante entre le monastère qui l'a fondé et l'association chinoise. Cette relation remonte aux efforts de rapprochement entrepris par l'ancien abbé de Kong Meng San Phor Kark See, maître Hongchuan (qui fut aussi président de la Fédération Bouddhiste de Singapour) et l'ancien président de l'ABC, Zhao Puchu, dans les années 1980⁵¹⁹. Aujourd'hui, du côté singapourien, cet héritage est perpétué par le successeur de Hongchuan, maître Guangsheng (président du CBS, président de la Fédération Bouddhiste de Singapour et abbé du monastère Kong Meng San Phor Kark See). Du côté chinois, la mission est passée à maître Shenghui, l'un des vice-président.es de l'ABC et le président du Collège Bouddhiste de Minnan. En septembre 2016, par exemple, maître Shenghui est invité à participer aux célébrations du 10^e anniversaire du CBS et à la cérémonie d'inauguration des nouveaux locaux d'enseignement⁵²⁰. Il s'y rend en compagnie de plusieurs représentant.es de l'Association Bouddhiste de Chine et de la branche du Jiangsu, un.e responsable de l'AEAR et des représentant.es de l'Ambassade de la République Populaire de Chine à Singapour. L'évènement en

⁵¹⁴ « Les examens d'admission 2018 du Collège bouddhiste de Singapour ont eu lieu à Singapour, en Chine, au Sri Lanka et au Cambodge (新加坡佛学院2018年招生考试分别在新加坡、中国、斯里兰卡和柬埔寨举行) », Collège Bouddhiste de Singapour, consulté dernièrement le 4 juillet 2024, <https://www.bcs.edu.sg/zh/%e6%96%b0%e5%8a%a0%e5%9d%a1%e4%bd%9b%e5%ad%a6%e9%99%a22018%e5%b9%b4%e6%8b%9b%e7%94%9f%e8%80%83%e8%af%95%e5%88%86%e5%88%ab%e5%9c%a8%e6%96%b0%e5%8a%a0%e5%9d%a1%e3%80%81%e4%b8%ad%e5%9b%bd%e3%80%81/>

⁵¹⁵ « Les examens d'admission 2018 du Collège bouddhiste de Singapour ont eu lieu à Singapour, en Chine, au Sri Lanka et au Cambodge », consulté dernièrement le 4 juillet 2024.

⁵¹⁶ « L'examen d'admission 2018 du Collège bouddhiste de Singapour a eu lieu à Xiamen (新加坡佛学院2018年招生考试工作在厦门举行) », Association Bouddhiste de Chine, 11 juin 2018, <https://www.chinabuddhism.com.cn/web/details/39324>

⁵¹⁷ « Offices », Collège Bouddhiste de Singapour, consulté dernièrement le 4 juillet 2024, <https://www.bcs.edu.sg/offices/>

⁵¹⁸ « Monastic Training Office », Collège Bouddhiste de Singapour, consulté dernièrement le 4 juillet 2024, <https://www.bcs.edu.sg/offices/monastic-training-office/>

⁵¹⁹ « Discours à l'occasion de l'accompagnement des nouveaux/elles étudiant.es du Collège Bouddhiste de Singapour pour s'inscrire à l'admission en 2012 », Association Bouddhiste du Hunan, 6 février 2012, <http://www.fjhnw.com/content/783-130-1292.html>

⁵²⁰ « Le vice-président Shenghui a mené une délégation pour assister au 10^e anniversaire de la fondation du Collège bouddhiste de Singapour et à la cérémonie d'inauguration du nouveau bâtiment d'enseignement (圣辉副会长率团出席新加坡佛学院建校十周年暨新教学楼落成庆典) », Association Bouddhiste de Chine, 11 septembre 2016, <https://www.chinabuddhism.com.cn/web/details/20255>

question rassemble également d'important.es responsables politiques de Singapour, dont le Premier Ministre Lee Hsien Loong et plusieurs haut responsables ministériel.les⁵²¹.



Célébration du 10^e anniversaire du CBS, avec la participation de maître Shenghui (quatrième en partant de la gauche) et du Premier Ministre Lee Hsien Loong (sixième en partant de la gauche)

Source : Association Bouddhiste de Chine, 11 septembre 2016

Bien qu'elles soient en contact depuis la fondation de l'institut singapourien, l'ABC et le CBS n'ont formalisé leur relation qu'en décembre 2017, par le biais d'un Protocole d'Entente relatif au recrutement d'étudiant.es, signé au temple Guangji, à Pékin. Plus généralement, cet accord engage les deux parties à renforcer leur coopération, afin de « *promouvoir l'internationalisation du bouddhisme chinois* »⁵²². La signature du protocole a aussi été l'occasion pour l'abbé Guangsheng de remettre un don de 300 000 RMB (autour de 56 000 CAD) à l'ABC, au nom du monastère Kong Meng San Phor Kark See et du Collège Bouddhiste de Singapour, destiné à la construction du nouveau campus de l'Académie Bouddhiste de Chine (situé au temple Fayuan, à Pékin). Après sa rencontre avec l'ABC, la délégation singapourienne se rend aux bureaux de l'Administration d'État pour les Affaires Religieuses, où elle est reçue par le directeur adjoint, Jiang Jianyong et le directeur adjoint du département des affaires étrangères, Xue Shuqi. Maître Guangsheng profite de l'occasion pour remercier l'AEAR de « *son soutien ferme au fil des années* »⁵²³. Un an auparavant, Jiang Jianyong avait aussi salué le travail du CBS, lors d'une rencontre avec maître Guangsheng, et promis que son institution continuerait d'appuyer le développement des échanges bouddhistes sino-

⁵²¹ « Le vice-président Shenghui a conduit une délégation pour assister au 10^e anniversaire de la fondation du Collège bouddhiste de Singapour [...] », 11 septembre 2016.

⁵²² « Le Collège bouddhiste de Singapour et l'Association bouddhiste chinoise signent un mémorandum d'inscription (新加坡佛学院与中国佛教协会签署招生备忘录) », Collège Bouddhiste de Singapour, 18 décembre 2017, <https://www.bcs.edu.sg/zh/signing-of-memorandum-on-recruitment-of-students-by-bcs-and-bac/>

⁵²³ « Le Collège bouddhiste de Singapour et l'Association bouddhiste chinoise signent un mémorandum d'inscription », 18 décembre 2017.

singapouriens⁵²⁴. D'après ces informations, l'Administration d'État pour les Affaires Religieuses qui, rappelons-le, est étroitement liée au PCC, est assez directement impliquée dans la coopération de l'ABC avec le CBS.

La documentation disponible montre aussi que l'ABC a toujours été impliquée dans la vie au Collège Bouddhiste de Singapour. L'institution chinoise est régulièrement invitée à y envoyer ses membres pour participer aux cérémonies d'accueil des nouveaux/elles étudiant.es, de remise de diplômes, d'inauguration, de conférences, etc. De plus, lorsqu'une délégation de l'ABC se déplace à Singapour, elle passe presque systématiquement par le CBS. Ce dernier a aussi organisé plusieurs voyages d'études en RPC pour ses étudiant.es, avec le soutien de l'ABC et de l'AEAR⁵²⁵. Ces initiatives attestent d'une relation étroite avec les institutions chinoises, sûrement facilitée par la présence de personnes nées et formées en RPC parmi le personnel du CBS. Étant donné qu'aucun temple ni institut d'enseignement bouddhiste ne peut opérer en Chine en dehors de la supervision de l'ABC, il est probable que les moines et les moniales chinois.es qui travaillent aujourd'hui au CBS aient été influencé.es, d'une façon ou d'une autre, par les politiques et les modes de fonctionnement de l'ABC. Il est même possible que certain.es d'entre eux aient conservé des liens personnels avec des responsables de l'association, après avoir immigré à Singapour.

8.3.2. Intérêts convergents, discours divergents

Comment expliquer que le CBS et l'ABC aient développé des liens si étroits ? La principale raison avancée par les deux institutions est la poursuite d'un objectif commun : diffuser la tradition chinoise du bouddhisme à travers le monde, principalement en formant des émissaires bilingues (chinois et anglais). En effet, la tradition chinoise liée au groupe ethnique Han, communément associée au bouddhisme Mahāyāna, est dominante dans les deux pays. À Singapour, elle est très largement pratiquée par la communauté de descendance chinoise, qui représente la majorité ethnique du pays. D'après le recensement national de 2020, 98% de la population bouddhiste singapourienne

⁵²⁴ « Visite de l'Association bouddhiste de Chine et de l'Administration d'État pour les affaires religieuses (拜访中国佛教协会及国家宗教事务局) », Collège Bouddhiste de Singapour, 8 juin 2016, <https://www.bcs.edu.sg/zh/%E6%8B%9C%E8%AE%BF%E4%B8%AD%E5%9B%BD%E4%BD%9B%E6%95%99%E5%8D%8F%E4%BC%9A%E5%8F%8A%E5%9B%BD%E5%AE%B6%E5%AE%97%E6%95%99%E4%BA%8B%E5%8A%A1%E5%B1%80/>

⁵²⁵ Le groupe visite le temple Lingguang, où se trouve la relique de la dent, le temple Fayuan, où est domicilié l'Académie Bouddhiste de Chine, et le temple Longquan, dont le président de l'ABC, maître Xuecheng, est l'abbé. Voir « Le quatrième groupe de diplômé.es de licence en chinois et en anglais du Collège bouddhiste de Singapour s'est rendu en Chine pour étudier (新加坡佛学院第四届中英文学士毕业生赴中国参学) », Collège Bouddhiste de Singapour, 5 juillet 2017, <https://www.bcs.edu.sg/zh/%E6%96%B0%E5%8A%A0%E5%9D%A1%E4%BD%9B%E5%AD%A6%E9%99%A2%E7%AC%A C%E5%9B%9B%E5%B1%8A%E4%B8%AD%E8%8B%B1%E6%96%87%E5%AD%A6%E5%A3%AB%E6%AF%95%E4%B8%9A%E7%94%9F%E8%B5%B4%E4%B8%AD%E5%9B%BD%E5%8F%82%E5%AD%A6/>

appartient au groupe ethnique des Chinois.es de Singapour⁵²⁶. Il y a donc une convergence entre l'identité religieuse et l'identité ethnique. En Chine, bien que les proportions soient différentes, il en est de même : la tradition chinoise domine, parce qu'elle est pratiquée par la majorité ethnique Han. De plus, sous le gouvernement de Xi Jinping, la politique de sinisation des religions valorise le caractère « chinois » de cette tradition. Dans les deux pays, promouvoir la tradition chinoise du bouddhisme équivaut, d'une certaine façon, à promouvoir la culture chinoise. Les deux cas diffèrent cependant sur l'évolution du poids démographique du bouddhisme, la population bouddhiste étant en hausse en Chine, alors qu'elle est en baisse à Singapour. En effet, les bouddhistes de Singapour représentaient 42.5% de la population sondée en 2000, 33.3% de la population sondée en 2010, et 31.1% de la population sondée en 2020⁵²⁷. En fait, le déclin du bouddhisme dans ce pays peut aussi expliquer, en partie, pourquoi le Collège Bouddhiste de Singapour a besoin de recruter des candidat.es à l'étranger et pourquoi il sollicite l'aide de l'ABC.

Outre la possibilité d'accéder à un grand vivier de candidat.es, le CBS a intérêt à coopérer avec l'Association Bouddhiste de Chine pour trois raisons. Premièrement, la Chine est le berceau de la tradition suivie par le CBS, et l'ABC dispose d'importantes ressources qui sont **1)** indispensables à la pérennité de la tradition (textes, connaissances transmises oralement, objets et sites sacrés, etc.) et **2)** attirantes pour le grand public (temples, jardin, art et architecture, gastronomie, etc.). Une bonne relation avec l'ABC pourrait permettre au CBS d'avoir accès à ces ressources, par exemple pour consulter des textes uniquement conservés en Chine ou vénérer des objets sacrés. Il est possible que les étudiant.es qui se sont rendu.es en Chine dans le cadre des séjours organisés par le CBS ont pu accéder à des lieux qui sont habituellement interdits au grand public, comme ce fut le cas pour le groupe de Fo Guang Shan qui accompagnait le rapatriement de la statue de Youju en 2016. En outre, la coopération avec l'ABC pourrait permettre au CBS de recevoir le soutien du gouvernement chinois, surtout s'il insiste sur la convergence de leurs intérêts vis-à-vis de la promotion de la culture traditionnelle chinoise et du rapprochement avec les « Chinois.es d'outre-mer ».

Pour l'ABC, la coopération avec le CBS présente deux intérêts. Sur le plan linguistique et culturel, Singapour représente un environnement idéal pour entraîner les agent.es de l'ABC à devenir des acteur.es de la diplomatie chinoise, en leur permettant de développer leurs compétences en anglais

⁵²⁶ « Bulletin Statistique 1, Caractéristiques Démographiques, Éducation, Langue et Religion: Recensement de la Population, 2020 », Département des Statistiques sous le Ministère du Commerce et de l'Industrie de la République de Singapour, publié en juin 2021.

⁵²⁷ « Bulletin Statistique 1, Caractéristiques Démographiques, Éducation, Langue et Religion: Recensement de la Population, 2010 », Département des Statistiques sous le Ministère du Commerce et de l'Industrie de la République de Singapour, publié en janvier 2011; « Bulletin Statistique 1, Caractéristiques Démographiques, Éducation, Langue et Religion: Recensement de la Population, 2020 », juin 2021.

tout en vivant dans un environnement linguistique et culturel familier⁵²⁸. De plus, comme en témoigne la présence du Premier Ministre Lee Hsing Loong aux célébrations d'anniversaire en 2016, le CBS jouit d'une certaine reconnaissance à Singapour, de par sa filiation avec le monastère Kong Meng San Phor Kark See qui est l'un des plus vieux monastères singapouriens appartenant au bouddhisme chinois. Pour cette raison, il peut être vu comme une plateforme d'influence locale, grâce à laquelle l'ABC pourrait potentiellement augmenter sa visibilité auprès du public singapourien. Les célébrations de 2016 en témoignent aussi, puisque l'événement a été très médiatisé et a donné à maître Shenghui l'opportunité inédite de rencontrer Lee Hsien Loong en personne et de lui remettre des cadeaux⁵²⁹.

Or, malgré l'existence d'un but commun et la convergence de leurs intérêts sur plusieurs points, le discours adopté par le CBS et l'ABC pour justifier leurs échanges ne concordent pas tout à fait. Dans l'ensemble, les deux institutions font toutes deux appel au thème de la familiarité, ethnoculturelle et religieuse, comme le montre le discours de maître Shenghui lors d'une rencontre avec des étudiant.es du CBS en 2012 :

*Bien qu'une période de temps sépare l'émergence du bouddhisme en Chine et son émergence à Singapour, nous appartenons tous.tes à la même famille linguistique bouddhiste. Par conséquent, le bouddhisme de Chine et Singapour partage non seulement les mêmes mots et la même langue, mais les mêmes racines, les mêmes ancêtres, et partage une lignée et une origine dharmiques profondes.*⁵³⁰

Les représentant.es de l'ABC ont aussi tendance à affirmer que les échanges avec le CBS sont essentiels au développement d'un lien d'amitié profonde pour l'ensemble des bouddhistes des deux pays. Autrement dit, « [l]e Collège Bouddhiste de Singapour est devenu un pont et un lien pour les échanges amicaux entre les cercles bouddhistes de Chine et de Singapour »⁵³¹. Ce type de déclaration va de pair avec l'idée selon laquelle le rapprochement entre les cercles bouddhistes mènera à un rapprochement entre les deux peuples tout court, comme l'a affirmé maître Shenghui :

⁵²⁸ Ou du moins plus familier que pourraient l'être d'autres pays anglophones.

⁵²⁹ « Le vice-président Shenghui a mené une délégation pour assister au 10e anniversaire de la fondation du Collège bouddhiste de Singapour [...] », 11 septembre 2016.

⁵³⁰ « Discours à l'occasion de l'accompagnement des nouveaux/elles étudiant.es du Collège Bouddhiste de Singapour pour s'inscrire à l'admission en 2012 », 6 février 2012.

⁵³¹ « La délégation bouddhiste chinoise a assisté à la cérémonie d'inauguration de la construction du bâtiment d'enseignement du Collège Bouddhiste de Singapour (中国佛教代表团出席新加坡佛学院教学大楼奠基仪式) », Association Bouddhiste de Chine, 10 décembre 2012, <https://www.chinabuddhism.com.cn/web/details/20054>

Plus particulièrement depuis que notre pays a mis en œuvre la Réforme et l'Ouverture, les échanges amicaux et l'amitié de Dharma entre les cercles bouddhistes de Chine et de Singapour se sont bien développés, contribuant positivement à la promotion et au développement de l'amitié entre les deux pays. [...] Au cours des deux dernières décennies, grâce aux efforts conjoints des deux gouvernements et des deux peuples, une bonne situation s'est formée avec un haut degré de confiance sur le plan politique, des avantages mutuels et une coopération gagnant-gagnant sur le plan économique, et des résultats remarquables dans divers domaines de coopération. Parmi ces efforts, les rapprochements étroits et les échanges de coopération dans le domaine religieux jouent activement un rôle indispensable.⁵³²

En revanche, ce mécanisme d'extrapolation est absent du discours communiqué par le Collège Bouddhiste de Singapour. Pour expliquer ses échanges avec l'ABC, l'institut a plutôt tendance à s'en tenir à l'objectif concret qu'il partage avec l'association chinoise et qui ne concerne que les intérêts de la communauté bouddhiste, soit la formation de moines et de moniales bilingues dont la mission est de développer la tradition bouddhiste chinois à l'échelle internationale⁵³³. Le Collège Bouddhiste de Singapour prend soin de souligner que la coopération avec des acteur.es chinois.es (en l'occurrence, l'ABC) est indispensable à la poursuite de sa mission, mais ne tire aucune conclusion sur l'impact de cette coopération sur les relations de l'ensemble des bouddhistes de Chine et de Singapour, et encore moins sur la relation entre les deux États⁵³⁴.

Malgré cet effort, le CBS donne toutes les clés à ses étudiant.es pour devenir des acteur.es de la diplomatie bouddhiste. Le fait de coopérer si étroitement avec l'ABC et le maintien de contacts avec les ancien.nes étudiant.es venant de Chine contribuent d'ailleurs à créer un réseau de relations particulièrement propice à être investi par les acteur.es chinois.es du Travail de Front Uni à l'étranger et avec les « Chinois.es d'outre-mer ». En effet, les étudiant.es qui retournent en Chine après avoir complété leur formation au CBS sont encouragé.es à rester en contact avec l'institut. D'ailleurs, le CBS fait plus que simplement encourager ses étudiant.es diplômé.es à poursuivre leurs études en Chine : il les soutient parfois financièrement. Cela a été le cas pour maître Yan Zheng, un moine qui a étudié à l'institut singapourien entre 2006 et 2011 et qui a ensuite obtenu une maîtrise et un doctorat

⁵³² « Le vice-président Shenghui a mené une délégation pour assister au 10e anniversaire de la fondation du Collège bouddhiste de Singapour [...] », 11 septembre 2016.

⁵³³ « Le vice-président Yanjue a rencontré Maître Guangsheng, président du Collège Bouddhiste de Singapour, et sa délégation (演觉副会长会见新加坡佛学院院长广声法师一行) », Association Bouddhiste de Chine, 12 décembre 2019, <https://www.chinabuddhism.com.cn/web/details/40702>

⁵³⁴ « Le quatrième groupe de diplômé.es de licence en chinois et en anglais du Collège bouddhiste de Singapour s'est rendu en Chine pour étudier », 5 juillet 2017.

auprès du Centre d'Études Bouddhistes de l'Université de Hong Kong, grâce au soutien financier du monastère Kong Meng San Phor Kark See⁵³⁵. En 2019, il retourne au CBS pour partager son expérience avec les étudiant.es, vanter les mérites de la formation qu'il a reçue à Singapour et à Hong Kong. Le monastère dont dépend le CBS a lui-même facilité le départ du moine en Chine et l'invitation à faire part de son expérience peut indiquer que le CBS souhaite encourager d'autres étudiant.es à suivre son exemple. Dans ce cas-là, le CBS pourrait devenir une plateforme idéale pour le recrutement de moines et de moniales dans le Front Uni, sur la base de leurs compétences linguistiques, familiarité avec Singapour et la Chine et de leur appartenance à aux milieux religieux et académique.

Les interactions entre le Collège Bouddhiste de Singapour et l'Association Bouddhiste de Chine sont un enjeu à suivre. Dans les dernières années, l'institut singapourien a opéré à capacités réduites, et a même fermé ses portes entre 2020 et 2022 à cause des restrictions liées à la Covid-19. Puisqu'il recrute beaucoup à l'étranger (pour les étudiant.es comme pour le personnel administratif et éducatif) et qu'il dépend d'universités étrangères pour remettre des diplômes, il serait intéressant de voir comment la pandémie a affecté son fonctionnement et plus particulièrement, sa relation avec l'ABC. Jusqu'à présent, depuis la réouverture du Collège en septembre 2022, aucune interaction avec l'association chinoise n'a été documentée. Il reste à déterminer si cela est uniquement la conséquence du hiatus causé par la Covid-19 ou s'il s'agit d'un éloignement plus durable.

8.4. Éléments conclusifs : entre souplesse et automatisme

L'analyse des échanges dans le domaine de l'éducation entre les bouddhistes de Chine et les bouddhistes d'Asie du Sud-Est est utile pour discerner l'adaptabilité des stratégies de rapprochement et d'influence déployées par les acteur.es chinois.es, notamment sur le plan discursif. On en voit la preuve dans les façons qu'ont l'Association Bouddhiste de Chine et ses partenaires de réagir à l'enjeu de l'existence de différentes traditions dans le bouddhisme, jouant tantôt la carte du rassemblement inédit des traditions en un seul lieu et tantôt la carte de la préférence envers la tradition chinoise. Les cas de l'Académie Bouddhiste de Nanhai et de la coopération avec le Collège Bouddhiste de Singapour en sont des exemples assez parlants. D'un côté, l'institut de Nanhai a été médiatisé à la fois comme un site unique au monde et le reflet de la situation du bouddhisme en Chine, parce qu'il

⁵³⁵ « Séance de partage sur l'expérience d'apprentissage de Maître Yanzheng, doctorant de l'Université de Hong Kong dans notre institut (我院港大博士生延政法师学习经验分享会) », Collège Bouddhiste de Singapour, 26 juin 2019, <https://www.bcs.edu.sg/zh/%e6%88%91%e9%99%a2%e6%b8%af%e5%a4%a7%e5%8d%9a%e5%a3%ab%e7%94%9f%e5%bb%b6%e6%94%bf%e6%b3%95%e5%b8%88%e5%ad%a6%e4%b9%a0%e7%bb%8f%e9%aa%8c%e5%88%86%e4%ba%ab%e4%bc%9a/>

réunit les trois grandes traditions du bouddhisme tant sur le plan du contenu enseigné que sur le plan du personnel employé, ou même de son architecture, etc. D'un autre côté, et à l'inverse, les liens étroits avec le CBS se sont formés au nom d'une tradition spécifique, la tradition chinoise, et ont été entretenus sur la base d'une solidarité entre les membres d'un même ensemble ethno-culturel-religieux.

En revanche, les gestes et les discours de la diplomatie bouddhiste chinoise sont moins souples et créatifs dans leur façon d'incorporer les slogans du gouvernement chinois et d'appeler les bouddhistes d'Asie du Sud-Est à contribuer aux grands projets de Xi Jinping. Le domaine de l'éducation n'échappe pas à l'injection systématique des slogans politiques dans le discours des acteur.es bouddhistes chinois.es, même quand les contextes d'élocution ont peu de rapport avec les initiatives politiques et économiques que ces slogans synthétisent. Mais cette injection se fait rarement avec créativité : au contraire, les acteur.es bouddhistes chinois.es ont plutôt tendance à suivre la même formule, quelles que soient les circonstances. Depuis le lancement de la *Belt and Road Initiative*, l'ABC et ses branches organisent régulièrement des conférences pour discuter du projet et de ses liens avec l'ancienne Route de la Soie. Mais, très souvent, les références à la BRI sont sommaires et insérées dans le discours des acteur.es de la diplomatie bouddhiste sans commentaire ni explication, dans des situations qui n'ont pas de rapport direct avec le thème des anciennes ou nouvelles Routes de la Soie. En juillet 2017, par exemple, l'un des directeur.es adjoint.es de l'AEAR, Zhang Yantong appelle les étudiant.es du CBS à « *utilis[er] la sagesse bouddhiste et les atouts qu'iels ont acquis pour poursuivre et approfondir leur éducation, devenir des piliers de la société, de leur pays, de leur nation et de la communauté bouddhiste, et servir la construction des [Nouvelles Routes de la Soie]* »⁵³⁶, sans préciser ce que ce soutien à la BRI impliquerait, ni les raisons pour lesquelles les bouddhistes auraient intérêt à le faire.

⁵³⁶ « Le quatrième groupe de diplômé.es de licence en chinois et en anglais du Collège bouddhiste de Singapour s'est rendu en Chine pour étudier », 5 juillet 2017.

9. Chapitre 9. Les « Nouvelles Routes de la Soie » : instrumentalisation de l’histoire et de la culture bouddhiste dans la construction d’un récit stratégique

Comme le montrent les interactions avec le Collège Bouddhiste de Singapour et d’autres exemples cités à travers la partie 3, la *Belt and Road Initiative* et les « Routes de la Soie » sont des thèmes auxquels les acteur.es de la diplomatie bouddhiste chinoise font très souvent référence. Dans ce chapitre, j’explique pourquoi c’est le cas en explorant les façons dont le bouddhisme a été amené à servir la BRI. Plus spécifiquement, j’explique pourquoi et par quels moyens l’Association Bouddhiste de Chine et ses partenaires travaillent à diffuser un récit stratégique des « Routes Bouddhistes de la Soie », fondé sur le parallélisme entre l’expansion historique du bouddhisme le long des anciennes Routes de la Soie et les nouvelles voies d’expansion offertes par les « Nouvelles Routes de la Soie » tracées par Xi Jinping, et sur l’idée d’un devoir de veiller au bien-être des peuples en apportant la sagesse du Bouddha à des projets de développement comme celui de la BRI.

9.1. *La Belt and Road Initiative* et les « Nouvelles Routes de la Soie » : de quoi parle-t-on ?

Depuis son lancement par les discours prononcés par le président chinois Xi Jinping au Kazakhstan et en Indonésie en 2013, la *Belt and Road Initiative* n’a cessé de faire débat, notamment au sujet de sa nature et de sa portée. Alors que certain.es y voient principalement un projet de développement économique, centré sur la construction et la modernisation des infrastructures de production et de transport, d’autres y voient un projet géopolitique pensé pour sécuriser l’intégrité territoriale de la RPC et les intérêts vitaux du régime (Swaine, 2015; Callahan, 2016; Cabestan, 2019). D’autres encore considèrent que la BRI est, si ce n’est avant tout, du moins en grande partie, un projet discursif ou, comme le désignent Miskimmon, O’Loughlin et Zeng (2020), un récit stratégique. L’importance du discours entourant la BRI est d’ailleurs particulièrement frappante dans le monde francophone où l’on a pris l’habitude d’utiliser le nom « Nouvelles Routes de la Soie » pour se référer à ce curieux objet d’étude. Ainsi faisant, les observateur.es francophones acquiescent d’une stratégie narrative élaborée par le gouvernement chinois, qui consiste à tracer un lien de continuité entre son initiative de développement et un épisode de l’histoire qui a été maintes fois raconté. En effet, les « Routes de la Soie » font l’objet d’un imaginaire collectif, répandu notamment au travers de la culture populaire (films, livres, séries, etc.), qui met en scène une période idéalisée d’échanges commerciaux et de rencontres interculturelles pacifiques entre les peuples d’Occident et d’Orient. Et c’est sur cet imaginaire que joue le gouvernement chinois lorsqu’il choisit de parler de « Nouvelles Routes de la Soie ».

Si le récit sur les anciennes et nouvelles Routes de la Soie dit peu de choses sur le déroulement concret prévu pour la BRI, il est censé, en revanche, en décrire « l'esprit », terme adopté par Xi Jinping pour se référer aux principes, aux normes, aux valeurs et à la vision du monde que la BRI est censée incarner. Le terme est très présent dans le document « *Vision and Actions on Jointly Building Silk Road Economic Belt and 21st Century Maritime Silk Road* », publié en 2015 à titre de « feuille de route » pour l'Initiative *Belt and Road*⁵³⁷. Le choix du mot « esprit » n'est pas un hasard puisqu'il permet d'ouvrir une porte sur le monde spirituel, et plus particulièrement sur le monde bouddhiste. En effet, comme je l'expliquerai dans ce chapitre, le récit des Routes de la Soie est aussi celui du rôle que les bouddhistes ont joué et peuvent continuer de jouer dans l'échange pacifique entre les peuples. Pour entretenir ce récit, de nombreux événements ont été organisés par des institutions bouddhistes en RPC, avec le soutien de l'État et la participation de ses représentant.es, reprenant le discours officiel sur les bienfaits de la BRI. Lors de ces événements, il est question de rappeler que les moines, les moniales et les marchand.es bouddhistes ont contribué à développer les anciennes Routes de la Soie et que, réciproquement, c'est grâce à ce réseau d'échange que le bouddhisme a réussi à se répandre dans le monde et à imprégner si durablement les cultures asiatiques. En somme, ces événements servent de tremplin à l'Association Bouddhiste de Chine et ses allié.es pour promouvoir l'Initiative auprès des communautés bouddhistes à l'étranger.

9.2. Le discours autour de la BRI : raconter l'histoire chinoise des anciennes et des nouvelles Routes de la Soie

9.2.1. Les « Nouvelles Routes de la Soie » comme slogan politique

Le document censé expliciter le contenu et les objectifs de l'Initiative *Belt and Road*, dit « Vision et Actions pour la Construction Conjointe de la Ceinture Économique de la Soie et la Route Maritime de la Soie du 21^e siècle », arrive un an et demi après les premières déclarations de Xi Jinping au Kazakhstan et en Indonésie. En réalité, le document porte bien plus sur la « vision » que sur les « actions » de l'Initiative. Il s'agit essentiellement d'une présentation du cadre normatif auquel le projet adhère, notamment en ce qui concerne le modèle de coopération adopté. Certes le document énumère un certain nombre de domaines d'actions prioritaires et de mécanismes de coordination nécessaires à la mise en œuvre de l'Initiative, mais dans l'ensemble, il peint plutôt le tableau de

⁵³⁷ « *Vision and Actions on Jointly Building Silk Road Economic Belt and 21st Century Maritime Silk Road* », Commission Nationale sur le Développement et la Réforme, le Ministère des Affaires Étrangères et le Ministère du Commerce de la République Populaire de Chine, 28 mars 2015. Une version peut être consultée sur le site du Forum International de Coopération *Belt and Road* : « Full Text: Vision and actions on jointly building Belt and Road », Forum International de Coopération *Belt and Road*, 10 avril 2017, <http://2017.beltandroadforum.org/english/n100/2017/0410/c22-45.html>

« l'esprit des Routes de la Soie ». Celui-ci est défini par de nombreux principes de coopération, comme « *le respect mutuel de la souveraineté des uns et des autres, la non-agression mutuelle, la non-interférence mutuelle dans les affaires internes des uns et des autres, le bénéfice mutuel et égal, et la coexistence pacifique* »⁵³⁸. En fin de compte, le document informe davantage sur la façon dont l'État chinois communique en général, qu'il n'informe sur les faits de l'Initiative. En fait, la communication à ce sujet a été abondante : de nombreux documents ont été publiés par divers départements de l'État et de nombreux discours ont été prononcés. Mais, à dater de 2024, il manque encore une documentation officielle complète et précise, qui puisse servir de plan de route. D'ailleurs, s'il existe plusieurs cartes censées représenter les routes de l'Initiative, il n'y a pas de carte officielle unique. Avec un tel mode de communication, le gouvernement chinois semble d'une part, privilégier une information vague et nébuleuse et d'autre part, placer l'attention sur le sujet de l'esprit de l'Initiative, et ce, au détriment d'une information précise et factuelle.

À cela s'ajoutent des changements fréquents concernant le nom même de l'Initiative et les pays invités à y participer. En l'état, il est donc difficile d'évaluer ce qu'elle représente. Non pas que le gouvernement chinois n'en dise pas assez, ses efforts de communication autour de la BRI sont considérables. Mais les choix qu'il opère dans sa communication sont en décalage avec le désir des observateur.es extérieur.es d'obtenir une définition fixe. Zeng (2019, 2020) considère pour sa part que cette situation n'est ni accidentelle ni le résultat d'un mauvais calcul. Elle est symptomatique de la façon dont sont élaborées et mises en œuvre les politiques en République Populaire de Chine (RPC), c'est-à-dire d'une tendance à privilégier un discours qui laisse à l'État central et à ses partenaires une marge de manœuvre. Shichor (2018) considère même que « *[c]ontrairement à l'AIIB [Asian Infrastructure Investment Bank], qui est une organisation formelle et bien définie, la BRI est avant tout un slogan* » (p. 41). Pour comprendre cette affirmation, on peut retourner aux travaux de Zeng (2019, 2020), selon lequel les slogans sont des outils politiques multifonctionnels dont la nature vague leur permet d'être largement récupérés et diffusés. En ne fixant pas de définition à la BRI, l'État chinois accorde une certaine marge d'interprétation grâce à laquelle une multitude d'acteur.es peuvent s'approprier les thèmes des « Nouvelles Routes de la Soie ». En effet, les gouvernements provinciaux et municipaux de la RPC sont nombreux à se revendiquer comme étant des points stratégiques sur les nouvelles Routes de la Soie ou à présenter certaines de leurs politiques comme faisant partie de l'Initiative⁵³⁹. Le slogan n'est donc pas seulement un instrument rhétorique de

⁵³⁸ « Full Text: Vision and actions on jointly building Belt and Road », 10 avril 2017.

⁵³⁹ Zeng (2019) parle du cas des autorités provinciales du Jiangsu, et cite des ouvrages analysant les tentatives de diverses villes et provinces de s'approprier le titre de « point de départ » des routes de la soie, comme les villes de Quanzhou, Xi'an, Luoyang et Qingdao, et les provinces de Jiangsu et de Fujian. Voir aussi « La culture *chan* chinoise

propagande, c'est un rouage essentiel du processus d'élaboration et de diffusion des politiques publiques. Pour Lin, Sidaway et Woon (2019), la BRI s'insère dans ce que Heilmann et Perry (2011) ont qualifié de « gouvernance adaptative », soit un modèle de gouvernance qui repose sur « *l'acceptation d'une incertitude omniprésente* » (p. 21-22) et sur une flexibilité à l'égard des contextes, des situations et des agent.es. La production de discours par le biais de slogans ambigus reproduit ce *modus operandi* en facilitant l'adaptation des politiques. En fait, le travail des slogans est hautement stratégique. Pour avoir l'effet souhaité de répandre le message de l'émetteur, il nécessite de combiner une ambiguïté suffisante avec un certain contrôle discours, pour qu'il touche un grand nombre d'acteur.es tout en permettant à l'interprétation officielle de l'émetteur de dominer. On retrouve cet équilibre dans le recours à la métaphore des Routes de la Soie qui entoure la BRI.

9.2.2. Les « Nouvelles Routes de la Soie » comme récit stratégique

Tout d'abord, la Route de la Soie est probablement le seul symbole d'un héritage culturel commun, et de commerce historique et de relations culturelles étroites pour la plupart des pays en Asie, en Europe et en Afrique. Deuxièmement, la Route de la Soie est une métaphore pour la « paix et la coopération, l'ouverture et l'inclusivité, l'apprentissage et les avantages mutuels. (Liu et Dunford, 2016)

En employant le terme « Routes de la Soie » dans les documents publiés et les discours prononcés, les dirigeant.es chinois.es redonnent vie à un concept très présent dans les mentalités collectives, comme nous l'expliquent Liu et Dunford (2016). En effet, le nom, sinon l'histoire, des Routes de la Soie est bien connu. En les associant à la BRI, le régime chinois peut viser deux objectifs : premièrement, insérer l'Initiative dans une continuité historique, voire dans une tradition de l'échange, et deuxièmement, transposer les représentations positives à l'égard des Routes de la Soie sur l'Initiative. Tout en jouant sur des idées partagées, l'État chinois va aussi produire et diffuser sa propre version de l'histoire des Routes. Celle-ci semble reposer sur trois idées : tout d'abord, l'enrichissement mutuel des sociétés ayant échangé le long des Routes, puis la dimension pacifiste de ces échanges, et enfin, le dialogue entre l'Est et Ouest ayant permis aux grandes civilisations de partager leurs connaissances et leurs cultures (Zhou et McKerrow, 2020). Dans ce récit, la Chine

arrive en Thaïlande'. [...] », 30 décembre 2019; « Pour promouvoir l'échange de la culture chinoise chan du thé, la branche jeunesse de l'Association de Commerce [Sino-Thaïlandaise] accueille le groupe d'échange du Fujian « Tournée de la culture *chan* chinoise en Thaïlande » (推动中华禅茶文化交流 青商会迎来« 中华禅文化泰国行 »福建交流团) », Thai-Chinese New Generation Business Association, 3 octobre 2022, <https://www.tycc.org/a/2558>; « Rassembler les forces des entrepreneur.es du Guangdong pour construire conjointement la « Ceinture et la Route » (为共建“一带一路”汇聚粤商力量) », Gouvernement du Peuple de la Municipalité de Guangzhou, 24 septembre 2023, https://www.gz.gov.cn/ysgz/xwdt/ysdt/content/post_9226516.html

occupe un rôle central. D'une part, géographiquement, elle peut être considérée comme le point de départ du réseau des Routes. D'autre part, elle est une de ces grandes civilisations qui a su à la fois diffuser son modèle à travers l'Eurasie, tout en respectant les différences politiques et culturelles, et capter ce que les autres sociétés avaient à lui offrir. D'ailleurs, le fait que les Routes portent le nom de la marchandise dont la Chine a eu pendant longtemps le monopole de production est également un indice de la nature sino-centrée de l'échange. Aujourd'hui, ce que le gouvernement chinois fait ressortir de l'histoire des anciennes Routes sont les éléments dont il se serait inspiré pour construire les nouvelles Routes. Ainsi, à l'instar du système antique, le nouveau système d'échange est certainement sino-centré, mais il vise en même temps à produire des bénéfices mutuels, tout en respectant la souveraineté des participant.es. En réalité, ce ne sont pas les Routes elles-mêmes que la Chine fait renaître, puisque le gouvernement a reconnu que la BRI ne suivrait pas exactement leurs tracés. Ce qu'elle fait renaître, c'est leur histoire, et non pas l'histoire avec un grand H (c'est-à-dire le déroulement chronologique d'évènements), mais l'histoire au sens du récit.

Comme l'explique Winter (2020), avant que Xi Jinping ne s'en empare au 21^e siècle, les Routes de la Soie sont déjà un « grand récit romancé », avec tout ce que ce type de récit peut avoir de simplificateur et d'exagérateur. Le concept même des Routes est un outil narratif qui n'émerge en fait qu'au 19^e siècle, ayant été popularisé par le géographe Ferdinand von Richthofen. Avec un regard contemporain, certain.es en ont même fait un récit de pré-globalisation, en traçant des parallèles avec les formes d'échanges transfrontaliers qui se sont multipliés et amplifiés depuis les années 1990. De par sa présence dans le langage courant et dans la culture populaire, c'est un public large que l'État chinois peut toucher quand il décide de raconter à nouveau le récit des Routes de la Soie. Ce qu'il a alors dans les mains n'est pas un objet fixe et inchangeable, c'est un construit social, auquel il peut insuffler un sens particulier, tout en s'accommodant de codes collectifs déjà présents. Comme tout bon récit, les Routes de la Soie ont leurs personnages iconiques, comme l'amiral Zheng He (1371-1433) et les moines Faxian (337-422 av. J-C) et Xuan Zhang (602-664 av. J-C), elles sont ponctuées par des évènements marquants et se déroulent sur des lieux emblématiques. Tous ces éléments, explique le gouvernement chinois, ont eu un impact durable sur nos sociétés et les traces qu'il en reste peuvent servir de fondation à la construction d'une nouvelle ère d'échange. La dimension narrative de la BRI s'explique aussi par le fait que le Parti Communiste Chinois encourage de plus en plus ses représentant.es et leurs allié.es à « raconter l'histoire chinoise » (Zhao, 2019). En 2014, par exemple, dans son allocution à la Conférence Centrale de Travail sur les Affaires Étrangères, Xi Jinping insiste sur la nécessité de « *donner un bon récit chinois, et mieux communiquer le message de la Chine au*

monde »⁵⁴⁰. Cette expression désigne à la fois un mode de communication politique et un objectif politique en soi. La métaphore de la « voix chinoise » permet de comprendre cette ambivalence : lorsque Xi Jinping parle de « diffuser la voix chinoise »⁵⁴¹, cela renvoie non seulement à l'idée de parler « avec une voix chinoise », c'est-à-dire avec une façon de parler propre à la société chinoise, mais aussi à l'idée de faire entendre ce que la Chine souhaite dire au monde. De la même façon, « raconter l'histoire chinoise des Routes de la Soie » implique à la fois de raconter l'histoire de ces routes depuis le point de vue chinois, et de mettre en avant le rôle central joué par la Chine au cours de cette histoire. Pour ces raisons, il est intéressant de ramener la BRI au concept de « récit stratégique » proposé par Miskimmon, O'Loughlin et Roselle (2017), comme le fait Winter (2020), ainsi que les auteur.es ayant contribué à l'ouvrage collectif dirigé par Miskimmon, O'Loughlin et Zeng, *One Belt, One Road, One Story? Towards an EU-China Strategic Narrative* (2020). Lorsqu'il mobilise le thème des « Routes de la Soie », le gouvernement chinois trace un lien entre sa politique actuelle, un passé partagé et des possibilités d'avenir communes, en mettant en avant une lecture fondée sur l'expérience chinoise, sans prétendre à un récit neutre et universel. Au contraire, la perspective située du récit chinois sur les Routes de la Soie est pleinement assumée, car l'objectif est de démontrer en quoi la perspective chinoise est particulière et que de celle-ci découle un modèle exceptionnel de coopération mutuellement avantageuse. Ainsi, le récit sur les Routes de la Soie sert à rendre la politique chinoise plus lisible aux yeux des publics étrangers, en se basant sur un imaginaire collectif et une expérience partagée, tout en persuadant ces publics de l'intérêt qu'ils auraient à soutenir et à contribuer à la BRI. Autrement dit, en s'appropriant le mythe des Routes de la Soie, le gouvernement chinois tente « [...] de construire un sens partagé du passé, du présent et de l'avenir de la politique internationale pour façonner le comportement d'acteur.es domestiques et internationaux/ales » (Miskimmon, O'Loughlin et Roselle, 2017, p. 6).

Il est pertinent d'insister de la sorte sur la dimension stratégique du récit pour pouvoir décortiquer et ne pas sous-estimer les fonctions et les objectifs de la communication politique. Pour Zeng (2019), la communication politique accompagnant la BRI est une stratégie de *rebranding*, en référence à la pratique de *marketing* visant à changer l'image d'une entreprise ou d'une organisation. On peut de même comprendre la réappropriation de l'histoire des Routes de la Soie comme une

⁵⁴⁰ « Xi Jinping a participé à la Conférence centrale de travail sur les Affaires étrangères et a prononcé un discours important (习近平出席中央外事工作会议并发表重要讲话) », *Xinhua*, 29 novembre 2014, http://www.xinhuanet.com/politics/2014-11/29/c_1113457723.htm. Traduisant cette allocution publiée par *Xinhua*, Zhao Kejin (2019) parle plutôt de « *telling the Chinese story well, spreading the Chinese voice well* », c'est-à-dire « bien raconter l'histoire chinoise, bien répandre la voix chinoise ».

⁵⁴¹ Cao, Desheng. « Xi emphasizes cultural preservation », *China Daily*, 26 août 2019, <https://www.chinadaily.com.cn/a/201908/26/WS5d63702ea310cf3e35567df7.html>

stratégie de construction de l'identité de la BRI et plus généralement de reconstruction de l'identité de la Chine, appuyée sur des codes partagés par un grand nombre d'acteur.es. En l'occurrence, le *rebranding* passant par la métaphore des Routes permet au gouvernement chinois d'augmenter la visibilité de son Initiative. Il permet également d'opérer une rupture avec une certaine image qui circule au sujet de la Chine, en revendiquant une autre identité, d'un lignage plus ancien. En effet, la réception de la BRI n'a pas été entièrement positive et la façon dont certain.es acteur.es réagissent à la BRI, que ce soit du côté des politiques ou des médias, en Afrique, en Asie et en Occident, est un indicateur des perceptions qui circulent autour de la Chine. L'Initiative est régulièrement critiquée comme étant un projet impérialiste, permettant à la Chine d'exercer un contrôle autoritaire sur tous les pays qui y participent (Cabestan, 2019; Xing, 2019). Cette façon de penser n'est pas née avec la BRI, elle rejoint en fait la « théorie de la menace chinoise », qui consiste à voir la montée en puissance de la Chine comme un « péril » ou une « menace » pesant sur l'Occident (Liu, 2020). Au-delà des cercles politiques, la crainte d'un impérialisme chinois joue également sur des représentations stéréotypées répandues dans les mentalités collectives populaires surtout venant de l'Occident. Comme l'explique Liu (2020), la Chine est depuis longtemps un « autre culturel » (surtout du point de vue occidental) dont on exagère l'altérité en se fondant sur des stéréotypes. Récemment, c'est la pandémie de la covid-19 qui a suscité des ressentis négatifs à l'égard des Chinois.es, auquel.les on a fait porter la responsabilité de cette crise mondiale. L'image de la Chine est également liée au comportement de son gouvernement, notamment à l'égard des droits humains. On a déjà évoqué dans cette thèse son conflit avec le Tibet, et plus particulièrement son rapport avec le Dalaï-Lama, mais on peut également inclure la répression subie par les mouvements d'opposition au gouvernement de Hong-Kong, ainsi que la répression menée à l'encontre des minorités musulmanes, dont les Ouïghour.es. Si le développement économique rapide de la Chine impressionne et est parfois traité comme un modèle à suivre, les images positives à ce sujet semblent insuffisantes pour faire le contrepoids des images négatives qui circulent. De la même façon, il ne suffit pas à l'État chinois de vanter les mérites économiques de la BRI pour atténuer les craintes et susciter l'adhésion sans réserve à l'Initiative.

Le récit des Routes de la Soie, anciennes et nouvelles, sert justement à compléter l'argument du gain matériel promis par la BRI, en y ajoutant la promesse d'un renouveau de l'échange culturel entre les peuples, tout en insistant sur la contribution unique de la civilisation chinoise à cet enrichissement mutuel. Ce récit rejoint d'ailleurs celui sur la réjuvenation de la culture traditionnelle chinoise, qui a pour objectif de renforcer l'identité nationale chinoise et d'attirer les publics étrangers vers la Chine (Liu, 2020; Barr, 2015; Lai, 2012). Comme je l'ai démontré dans la deuxième partie de

cette thèse, le bouddhisme compte aujourd'hui comme un des piliers de cette culture traditionnelle. Dans le contexte de promotion de la BRI, le bouddhisme de la tradition chinoise est un outil d'influence doublement prometteur : en tant que religion « sinisée », il peut contribuer à la diffusion de la culture chinoise à travers les « Routes de la Soie », et en tant que branche d'une religion mondiale, il peut nourrir un sentiment d'appartenance à une même communauté qui s'étend le long de ces célèbres routes.

9.3. La communauté bouddhiste au service de la promotion de la BRI

On l'a vu dans le chapitre 5, le thème des « Routes de la Soie » s'est largement diffusé au travers des forums bouddhistes depuis le dévoilement de la BRI, surtout dans le cas du Forum Bouddhiste Mondial. Outre les diverses activités qui lui ont été dédiées, les Routes de la Soie apparaissent également dans la déclaration du cinquième FBM, par laquelle les participant.es se sont engagé.es à défendre sept initiatives, dont celle de « [...] *promouvoir les échanges culturels et les liens entre les peuples dans les pays situés le long de la « Belt and Road » [...] »*⁵⁴². Dans les chapitres précédents, on a vu de même que les Routes de la Soie, anciennes et nouvelles, constituent très souvent le thème d'activités organisées par l'Association Bouddhiste de Chine et ses allié.es, que ce soit des séminaires académiques⁵⁴³ ou des expositions d'art⁵⁴⁴. Cela représente une des façons par lesquelles les bouddhistes de Chine ont été mis au service de la promotion de la BRI, qui consiste à faire des Routes de la Soie le sujet de rencontres avec des publics bouddhistes étrangers. À cela s'ajoute également le recours au slogan des « Routes de la Soie » comme cadre narratif pour des activités d'échanges qui ne portent ni sur les Routes de la Soie historiques, ni sur la *Belt and Road Initiative*. Dans ce cas de figure, les Routes de la Soie ne sont pas mises au-devant de la scène comme sujet à explorer au travers d'échanges entre acteur.es bouddhistes mais comme contexte culturel et spirituel contemporain dans lequel les échanges ont lieu. Chacune de ces deux stratégies est décortiquée dans les parties suivantes.

⁵⁴² « Le 5^e Forum bouddhiste mondial se termine. Les représentant.es bouddhistes présent.es ont proposé sept initiatives », 31 octobre 2018.

⁵⁴³ « Le président Xuecheng a participé au forum universitaire sur la culture bouddhiste et la stratégie de la *Belt and Road* » (学诚会长出席佛教文化与«一带一路»战略学术论坛), Association Bouddhiste de Chine, 17 décembre 2015, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw/yw/2015-12-17/10170.html>

⁵⁴⁴ « Des échanges extérieurs fructueux. Poursuite du développement de l'initiative « la Ceinture et la Route » — L'exposition de photos sur les échanges étrangers et l'exposition de photos sur la culture bouddhiste One Belt, One Road à l'occasion de l'anniversaire du Bouddha 2018 de l'Association bouddhiste de Chine ont été lancées avec la cérémonie d'inauguration au temple Lingguang à Pékin (对外交流成果丰 一带一路再开拓——中国佛教协会2018年佛诞节 « 对外交流图片展和« 一带一路佛教文化图片展 »在北京灵光寺剪彩开展), Association Bouddhiste de Chine, 22 mai 2018, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xwbd/2018-05-22/39267.html>

9.3.1. Le récit des Routes de la Soie raconté par les bouddhistes de Chine

Parmi les exemples d'activités organisées par les institutions bouddhistes chinoises sur le thème des Routes de la Soie, on peut citer la « Série d'Activités sur le Bouddhisme Chinois et la Route Maritime de la Soie », lancée par l'Institut Chinois d'Études Bouddhistes Culturelles, l'Association Bouddhiste du Guangdong, l'Association Bouddhiste de Zhuhai et le temple Putuo de Zhuhai. Du 16 au 17 novembre 2015, l'évènement réunit plus de 600 participant.es (dont des participant.es étrangers/ères) autour de six activités, soit un séminaire académique, une exposition de peintures et d'œuvres de calligraphie, un concours de photographie, une réunion du Comité de la Charité et du Bien-être Public du neuvième conseil de l'Association Bouddhiste de Chine, un concert et les célébrations du 15^e anniversaire du temple Putuo de Zhuhai⁵⁴⁵. Lors de la cérémonie d'inauguration, Jiang Jianyong, directeur adjoint de l'AEAR, prend la parole pour souligner la position importante du Guangdong sur la Route Maritime de la Soie et pour encourager la communauté bouddhiste de la province à profiter de cet avantage pour « *développer vigoureusement les échanges culturels bouddhistes et la coopération avec les pays et les régions situées le long de la Route Maritime de la Soie, et faire du Guangdong une fenêtre pour les échanges culturels bouddhistes entre la partie continentale de notre pays et les pays situés le long de la Route maritime de la soie, et travailler ensemble pour écrire une histoire pour notre pays* »⁵⁴⁶. Selon un article de Xinhua, il aurait également affirmé que « *l'histoire de la Route Maritime de la Soie montre que le bouddhisme peut jouer un rôle positif et profond dans les échanges idéologiques et culturels, l'apprentissage mutuel de la littérature et de l'art, la diffusion de la science et de la technologie, la diplomatie politique, les échanges économiques et commerciaux et les coutumes sociales entre la Chine et les pays situés le long de la route* »⁵⁴⁷. Enfin, il aurait encouragé l'ABC à prendre exemple sur le passé, pour « *faire pleinement valoir les avantages uniques du bouddhisme dans la diplomatie non-gouvernementale, la diplomatie publique et la diplomatie humaniste* »⁵⁴⁸.

Le premier jour, le séminaire académique a lieu et rassemble plus de cent participant.es, « *venant des États-Unis, du Japon, de Taïwan, de Hong Kong, et d'autres pays et régions, et de la*

⁵⁴⁵ « Lancement d'une série d'activités sur le bouddhisme chinois et la Route maritime de la soie à Zhuhai (中国佛教与海上丝绸之路系列活动在珠海启动) », *Phoenix Media*, 16 novembre 2015, https://fo.ifeng.com/a/20151116/41507399_0.shtml

⁵⁴⁶ « Lancement d'une série d'activités sur le bouddhisme chinois et la Route maritime de la soie à Zhuhai », 16 novembre 2015.

⁵⁴⁷ « La cérémonie de lancement d'une série d'activités sur le bouddhisme chinois et la Route maritime de la soie s'est tenue à Zhuhai (中国佛教与海上丝绸之路系列活动启动仪式在珠海举行) », *Xinhua*, 20 novembre 2015, http://www.xinhuanet.com/politics/2015-11/20/c_128450900.htm

⁵⁴⁸ « La cérémonie de lancement d'une série d'activités sur le bouddhisme chinois et la Route maritime de la soie s'est tenue à Zhuhai », 20 novembre 2015.

Chine »⁵⁴⁹, sous la supervision de maître Miaoyi, doyen de l'Académie Bouddhiste du Guangdong. Cette activité est particulièrement intéressante pour ce qu'elle révèle quant à la stratégie d'instrumentalisation du bouddhisme au service de la BRI, notamment ce que révèlent l'ordre des interventions (ou du moins l'ordre dans lequel elles sont présentées dans la communication de l'Association Bouddhiste de Chine) et leur contenu. Le séminaire commence en effet par une intervention de maître Jingyin, directeur exécutif de l'Institut Chinois d'Études Bouddhistes Culturelles, à l'occasion de laquelle il souligne l'importante contribution du bouddhisme à la « diplomatie culturelle » de la Chine. Il poursuit en vantant les mérites d'une discussion académique au sujet de la « Route Maritime de la Soie » pour les communautés bouddhistes : selon lui, une telle discussion permet d'une part, de mieux comprendre l'histoire du bouddhisme (surtout vis-à-vis de son expansion et du rôle du bouddhisme chinois), et d'autre part, de renforcer les liens entre les communautés bouddhistes situées le long de la Route Maritime, en ravivant un héritage commun, ce qui aurait pour conséquence de renforcer la coopération régionale et de contribuer à la paix dans le monde⁵⁵⁰. Son intervention est suivie par celle de Lewis Lancaster (professeur à l'Université de Californie, É.U.), sur l'état de la coopération internationale en matière de recherche sur le sujet de la Route Maritime de la Soie. S'en suit une intervention d'un professeur de l'université japonaise Otani, sur le développement du bouddhisme chinois dans la région de Guangzhou. C'est ensuite au tour de Huang Xianian, professeur à l'Institut des Religions Mondiales (Académie Chinoise des Sciences Sociales), qui explique que le bouddhisme a longtemps été la source principale de « diplomatie culturelle » dans la région de la Mer de Chine Méridionale, laquelle était traversée par la Route Maritime de la Soie. Enfin, le séminaire conclut sur le discours de maître Yaozhi, vice-président et secrétaire général de l'Association Bouddhiste de Guangdong, selon lequel « [...] *la Belt and Road Initiative n'est pas seulement une route pour l'économie et le commerce, mais aussi une route pour les échanges culturels, en particulier les échanges culturels bouddhistes* »⁵⁵¹. Il affirme également que ces échanges bouddhistes sont indispensables pour la réussite des échanges commerciaux entre les peuples situés le long de la Route Maritime qui, d'après ses propos, pratiquent tous le bouddhisme.

Ainsi, le séminaire commence par une intervention d'un participant chinois affirmant que le bouddhisme a un rôle diplomatique à jouer, ce qui amène la discussion vers le sujet de la relation

⁵⁴⁹ « Le séminaire académique « Le bouddhisme chinois et la route maritime de la soie » s'est tenu à Zhuhai, Guangdong (« 中国佛教与海上丝绸之路 »学术研讨会在广东珠海隆重召开) », Association Bouddhiste de Chine, 26 novembre 2015, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw/jl/2015-11-26/10116.html>

⁵⁵⁰ « Le séminaire académique « Le bouddhisme chinois et la route maritime de la soie » s'est tenu à Zhuhai, Guangdong », 26 novembre 2015.

⁵⁵¹ « Le séminaire académique « Le bouddhisme chinois et la route maritime de la soie » s'est tenu à Zhuhai, Guangdong », 26 novembre 2015.

entre religion et politique au centre de la discussion. Par la suite, les deux participants étrangers s'écartent quelque peu de ce sujet, en s'intéressant plutôt à l'état de la recherche sur la Route Maritime de la Soie et à l'histoire locale du développement du bouddhisme. Or, les deux intervenants chinois suivants ramènent la discussion à la question de la contribution politique du bouddhisme, en réitérant que le bouddhisme est un outil diplomatique pertinent et en insistant sur son lien avec le projet contemporain de la *Belt and Road*.

L'année suivante, en août 2016, le temple Putuo de Zhuhai accueille un autre évènement portant sur les Routes de la Soie, organisé par les branches locales de l'ABC et l'Institut Chinois d'Études Bouddhistes Culturelles, avec le soutien d'autres temples de la région, dont le temple Po Lin de Hong Kong : il s'agit d'un camp d'été dédié à l'apprentissage du bouddhisme en anglais, qui prend le nom de « Voyage de la Foi *Belt and Road* »⁵⁵². Avec la participation de professeur.es venant de Chine et de l'étranger (par exemple, Lewis Lancaster de l'Université de Californie et Thích Nhất Hạnh du Village des Pruniers en France⁵⁵³), le camp d'été comprend des séminaires, des activités de méditation et des ateliers de discussion sur les thèmes de l'histoire des Routes de la Soie et du développement du bouddhisme chinois. Son objectif est de former des jeunes « stagiaires » aux enseignements du Bouddha, en passant par la langue anglaise et par le sujet des Routes de la Soie. En cela, cette initiative consiste à cultiver une nouvelle génération de bouddhistes capable de communiquer avec des publics étrangers, à qui l'on a transmis plus spécifiquement des connaissances portant sur les contributions des bouddhistes au développement historique de ces routes d'échanges et du bouddhisme lui-même. En d'autres termes, le camp d'été prépare une nouvelle génération de diplomates bouddhistes mis.es au service de la BRI. Dans ce contexte, le message-clé est que les enseignements bouddhistes sont pertinents pour ranimer l'esprit des Routes de la Soie et donc pour renforcer les échanges entre les peuples.

Graduellement, l'Association Bouddhiste de Chine va aller encore plus loin, en faisant du soutien à la BRI une affaire de responsabilité, de devoir pour les communautés bouddhistes, en Chine et à l'étranger. C'est précisément ce qui ressort d'un discours de maître Xuecheng (alors président de l'ABC), intitulé « Les Empreintes Spirituelles du Bouddhisme et la Construction d'une Civilisation de Nouveau Monde le long de la Route et de la Ceinture », prononcé lors du « Séminaire *Belt and*

⁵⁵² « Cultiver les talents bouddhistes bilingues pour soutenir l'initiative « One Belt, One Road » (培养佛教双语人才 助力 « 一带一路 »), Association Bouddhiste de Chine, 11 août 2016, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xwjl/2016-08-11/11230.html>

⁵⁵³ La présence de Thích Nhất Hạnh peut surprendre, étant donné que celui-ci a longtemps été en conflit avec le régime vietnamien : exilé pendant près de 40 ans (principalement pour son activisme pacifiste, ayant dénoncé les guerres du Vietnam, et pour avoir critiqué le régime communiste), il n'a été autorisé à rentrer au Vietnam qu'à partir de 2005, pour des visites brèves, et ne s'est réinstallé dans son pays qu'en 2018, à l'âge de 92 ans.

Road sur le Bouddhisme Theravāda et Mahāyāna ». L'évènement en question se déroule en juin 2017, au temple Po Lin, dans le cadre des célébrations du 25^e anniversaire de la grande statue de Bouddha de l'île Lantau et du 20^e anniversaire de rétrocession de Hong Kong (motif pour lequel Xi Jinping se rend au même moment à Hong Kong, pour la première fois en tant que Président de la RPC). Dans son discours d'inauguration, Xuecheng insiste sur trois points. Premièrement, il s'attèle à définir la *Belt and Road Initiative*. Pour cela, il reprend mot pour mot un passage du document « Vision et Actions pour la Construction Conjointe de la Ceinture Économique de la Soie et la Route Maritime de la Soie du 21^e siècle », dans lequel sont posés « cinq principes d'interconnexion », à savoir la coordination des politiques, la connectivité des infrastructures, le commerce sans obstacle, l'intégration financière et les liens de « peuple-à-peuple »⁵⁵⁴. Deuxièmement, Xuecheng insiste sur le rôle que les moines et les moniales bouddhistes ont joué, par le passé, dans le développement des Routes de la Soie, . Il explique que c'est grâce à la diffusion des principes bouddhistes de recherche de la paix et de tolérance que les peuples ont su échanger en toute tranquillité et ont connu un épanouissement culturel et spirituel. Troisièmement, le président de l'ABC parle d'une « responsabilité historique » de par laquelle les bouddhistes du 21^e siècle doivent perpétuer l'héritage des Routes de la Soie en participant à la BRI. Xuecheng emploie également le terme de « mission culturelle » pour encourager les bouddhistes du monde à « [...] renforcer la croyance en la BRI, tout en communiquant la gloire de la culture » bouddhiste et à promouvoir « une nouvelle culture, de nouvelles idées et une nouvelle vision de la civilisation pour cette ère »⁵⁵⁵. Plus généralement, le moine soutient que la BRI n'est pas seulement la clé de la construction d'une « zone économique prospère », elle représente aussi « le point de départ d'une nouvelle structure pour la civilisation dans le monde »⁵⁵⁶.

Le message du président de l'ABC est en parfaite harmonie avec celui du gouvernement chinois, et ces extraits montrent bien la capacité de l'institution bouddhiste à lui servir de porte-parole auprès des publics étrangers. Il est ici important de souligner que l'endossement de ce rôle n'est pas uniquement une affaire de tâche imposée, par la contrainte, de la part de l'autorité politique centrale. Comme le rappelle Zeng dans son travail sur les slogans politiques, c'est une erreur que de présumer qu'un État, même autoritaire, puisse simplement imposer des politiques et des discours aux acteur.es chargé.es de faire appliquer sa volonté. Tout État a plutôt besoin de prévoir une marge de manœuvre

⁵⁵⁴ Xuecheng, « On the Belt and Road: The Spiritual Footprints of Buddhism and the Construction of a New World Civilization », *Voice of Longquan*, 29 juin 2017, <http://eng.longquanzs.org/xuecheng/writings/76775.htm>

⁵⁵⁵ « On the Belt and Road: The Spiritual Footprints of Buddhism and the Construction of a New World Civilization », 29 juin 2017.

⁵⁵⁶ « On the Belt and Road: The Spiritual Footprints of Buddhism and the Construction of a New World Civilization », 29 juin 2017.

grâce à laquelle ses agent.es peuvent adapter les politiques et les discours émergeant du centre pour défendre leurs propres intérêts. Lorsque le gouvernement chinois élabore des slogans politiques pour encapsuler de grands projets ou objectifs politiques, il choisit d’opérer avec un outil foncièrement malléable que divers acteur.es (du secteur privé comme public, à l’échelle provinciale comme municipale) peuvent promouvoir et diffuser, tout en y injectant leur propre interprétation. Ainsi, ces acteur.es peuvent montrer au régime qu’iels sont prêts à servir ses objectifs, faisant preuve de loyauté et d’utilité politique, en échange de quoi iels espèrent recevoir de lui un traitement favorable et sans pour autant agir au détriment de leurs intérêts particuliers. Dans le cas de la BRI, un geste très parlant de cette dynamique consiste à revendiquer le titre de « point de départ » ou de « nœud majeur » des anciennes Routes de la Soie. C’est ce que font des provinces et des villes en RPC, dans l’espoir d’être traitées comme tel par de potentiels investisseurs (dont le gouvernement central) impliqué.es dans les « Nouvelles Routes de la Soie ». Lors du cinquième Forum Bouddhiste Mondial, par exemple, plusieurs responsables chinois.es insistent sur la centralité du Fujian dans le réseau des Routes de la Soie. C’est le cas de Wang Zuo’an qui rappelle que la province jouit d’importantes ressources bouddhistes historiques et culturelles parce qu’elle a été « [...] *le point de départ de la Route Maritime de la Soie* »⁵⁵⁷, dressant un parallèle avec le développement que la communauté bouddhiste peut espérer de la BRI. De même, lors de la « Série d’Activités sur le Bouddhisme Chinois et la Route Maritime de la Soie », maître Yaozhi affirme que « [*l]*e Guangdong est la source de la Route Maritime de la Soie et le port de départ pour l’Est », avant d’expliquer que les activités auxquelles il participe ont pour objectif de « *souligner le rôle que le bouddhisme doit jouer envers la construction culturelle de la ‘Belt and Road’, qui est d’une grande importance* »⁵⁵⁸. Ces deux exemples donnent une idée de la concurrence suscitée par la BRI, qui pousse les provinces à se réclamer comme étant le « berceau » des anciennes Routes de la Soie, pour ne pas être mise à l’écart de la construction des nouvelles routes. La même logique s’applique aux institutions bouddhistes pour qui la contribution à la promotion de la BRI est une occasion de prouver leur loyauté envers le gouvernement et bénéficier des retombées de son projet.

Un exemple significatif de cela vient du Forum du Bouddhisme Theravāda, organisé dans la province du Yunnan, qui a servi de plateforme aux bouddhistes de la région pour discuter de la *Belt and Road Initiative* avec des participant.es étrangers/ères, principalement en provenance d’Asie du Sud-Est. Lors du premier évènement en 2016, Borchert (2020) observe d’ailleurs que, de façon

⁵⁵⁷ « Buddhist Forum drops curtain in Fujian », *China Daily*, 31 octobre 2018, http://www.chinadaily.com.cn/m/fujian/2018-10/31/content_37174454.htm

⁵⁵⁸ « Le séminaire académique « Le bouddhisme chinois et la route maritime de la soie » s’est tenu à Zhuhai, Guangdong », 26 novembre 2015.

discrète comme apparente, la BRI « [...] *était une présence plus proéminente dans le forum que le bouddhisme Theravāda lui-même* » (p. 113). Selon lui, le zèle des communautés bouddhistes chinoises Theravāda à promouvoir l'Initiative s'explique en grande partie par la situation précaire du bouddhisme Theravāda en RPC. Étant minoritaire (qui plus est, pratiquée par une minorité ethnique), la tradition Theravāda n'a pas fait l'objet de la même revitalisation post-Ouverture et Réforme que la tradition Mahāyāna de la majorité Han, et il souffre désormais d'un manque de ressources. Pour se maintenir, voire se développer, les institutions bouddhistes Theravāda ont besoin du soutien et de l'investissement du gouvernement central et des gouvernements locaux. C'est dans l'espoir d'être récompensé.es pour leurs efforts de promotion et de bénéficier des retombées économiques de la BRI que ces institutions peuvent se montrer si enclines à diffuser le récit des « Nouvelles Routes de la Soie », surtout auprès des publics d'Asie du Sud-Est, où la tradition Theravāda est importante. C'est là une façon pour les institutions bouddhistes Theravāda de prouver leur loyauté envers le gouvernement de Xi Jinping et le PCC. C'est aussi une façon de prouver au gouvernement provincial qu'elles peuvent l'aider à attirer l'attention des investisseur.es impliqué.es dans la BRI. Plus généralement, les institutions Theravāda espèrent sûrement que leur soutien à la BRI contribuera à un développement économique dans la région qui profitera aux communautés locales et qui assurera la survie, voire la prospérité de leur tradition religieuse. L'amélioration des infrastructures de transport ou du réseau internet, par exemple, peut grandement contribuer à la popularisation du tourisme religieux, dont dépendent de nombreux temple.

En somme, l'engagement des institutions bouddhistes Theravāda de la RPC montre que l'instrumentalisation du bouddhisme au service de la BRI n'est pas que le résultat d'une politique imposée par un gouvernement autoritaire, puisque les calculs d'intérêts d'autres acteur.es entrent en compte. Du côté des bouddhistes, ces calculs relèvent certes en grande partie de leur relation avec l'autorité politique centrale, mais ils comprennent également leur relation avec les autorités politiques décentralisées, ainsi que des préoccupations économiques qui peuvent varier d'une communauté à l'autre.

9.3.2. Les échanges bouddhistes contemporaines insérés dans le cadre narratif des « Nouvelles Routes de la Soie »

À côté des activités qu'elles organisent sur le thème des Routes de la Soie généralement ou sur le thème de la *Belt and Road Initiative* spécifiquement, les institutions bouddhistes de Chine se mettent au service de la promotion du projet de Xi Jinping d'une deuxième façon : celle-ci consiste à utiliser les (Nouvelles) Routes de la Soie comme cadre narratif pour contextualiser et caractériser des

activités qui n'ont pourtant pas de lien direct avec ce thème. Un exemple plutôt flagrant est celui d'une visite de l'Association Bouddhiste de Chine au Sri Lanka, qui a lieu en juin 2017. À cette occasion, l'institution chinoise remet un don d'un million RMB (soit près de 190 000 CAD) au Fonds National de Réponse d'Urgence (pour aider aux efforts de reconstruction après les inondations de mai 2017) et un don de 100 000 RMB (19 000 CAD) à l'Université Bouddhiste et Pali du Sri Lanka, pour son Fonds d'Aide aux Étudiant.es. Rapportant sur l'évènement, l'ABC publie un article intitulé « Échanges bouddhistes et aide caritative le long de la *Belt and Road* : une délégation bouddhiste chinoise a visité l'Université Bouddhiste et Pali du Sri Lanka et a fait un don au Fonds National de secours d'urgence du Président du Sri Lanka »⁵⁵⁹. Pourtant, rien ne semble lier la visite et les dons au projet de la *Belt and Road*, ni même aux Routes de la Soie plus généralement. L'article de l'ABC n'explique nullement en quoi cet évènement s'inscrit dans le cadre de la Routes de la Soie contemporaine, et ne fait pas non plus référence aux anciennes Routes de la Soie. L'instrumentalisation du thème des Routes de la Soie est d'autant plus visible si on compare la façon dont l'échange avec le Sri Lanka a été traité avec la façon dont sont traités d'autres activités d'échanges bouddhistes supervisés par l'ABC. Prenons, par exemple, la « Série d'Activités sur le Bouddhisme Chinois et la Route Maritime de la Soie » organisée dans le Guangdong en 2015. Dans ce cas-là, les Routes de la Soie étaient au cœur du sujet : les activités portaient précisément sur la relation entre la tradition bouddhiste chinoise, l'ancienne Route Maritime de la Soie et la branche maritime de la *BRI*, dite « Route Maritime de la Soie du 21^e siècle ». Et c'est ce que reflètent les communications de l'ABC sur l'évènement. Dans le cas de l'échange avec le Sri Lanka, la *BRI* n'est pas le sujet, elle sert uniquement de cadre narratif pour donner un sens et une place à l'évènement. L'absence d'une quelconque explication ou d'un quelconque récit permettant de comprendre le lien entre ces échanges et la *BRI* dans la publication de l'ABC montre d'ailleurs que le travail de promotion de l'initiative peut parfois se résumer à insérer des mots-clé, sans élaborer davantage.

Dans une certaine mesure, ce geste suffit à inscrire les échanges bouddhistes dans le cadre narratif des Routes de la Soie, et d'après mon analyse des publications de l'Association Bouddhiste de Chine, cette stratégie produit trois effets. Le premier effet est de diffuser un récit selon lequel le bouddhisme pratiqué par l'ABC et ses alliés est moderne. En effet, en associant ses activités à la *BRI*, les institutions bouddhistes de Chine se donnent un lien de filiation avec les anciennes Routes

⁵⁵⁹ « Échanges bouddhistes et aide caritative le long de la *Belt and Road* : une délégation bouddhiste chinoise a visité l'Université Bouddhiste et Pali du Sri Lanka et a fait un don au Fonds National de secours d'urgence du Président du Sri Lanka (« 一带一路 »上的佛教交流与慈善援助——中国佛教代表团访问斯里兰卡佛教与巴利语大学并向斯里兰卡总统国家救灾基金捐赠善款) », Association Bouddhiste de Chine, 4 juin 2017, <https://www.chinabuddhism.com.cn/web/details/20308>

de la Soie, tout en prouvant que le bouddhisme est une religion qui vit avec son temps, qui est capable de contribuer à des projets économiques-politiques contemporains, de répondre aux besoins d'une population faisant face à de nouveaux défis, etc. En inscrivant ses activités dans le cadre de la *BRI*, l'ABC fait hommage au passé, tout en se mettant au service du développement économique, culturel et spirituel de la population, dans le présent et pour l'avenir. D'une certaine façon, elle se positionne dans la lignée d'une tradition bouddhiste dite « engagée », laquelle valorise la recherche du progrès des sociétés dans le plan terrestre. Cette tradition encourage, entre autres, les membres de la communauté monastique à s'investir dans des projets qui pourront répondre aux besoins fondamentaux de la population, incluant des besoins matériels, économiques et financiers. L'ABC prend ainsi de la distance avec une tradition bouddhiste plus « distante » des préoccupations mondaines, dédiée avant tout à l'élévation spirituelle individuelle. En fait, le lien avec la *BRI* permet à l'ABC de démontrer qu'elle est prête à contribuer à un projet de modernisation qui est censé améliorer les conditions de vie d'une vaste population. Il permet aussi à l'ABC de montrer à la population chinoise qu'elle est capable de l'aider à faire face aux bouleversements sociaux, culturels, économiques que la modernisation peut entraîner. Autrement dit, l'inscription dans le récit des « Nouvelles Routes de la Soie » est une occasion pour l'ABC de prouver sa légitimité comme actrice de développement.

Le deuxième effet produit par cette inscription est de connecter les interactions de l'ABC avec des bouddhistes étrangers/ères à un projet global qui serait bénéfique pour l'ensemble de la communauté bouddhiste mondiale. Cela permet de donner une cohérence à toutes les interactions entreprises par l'ABC. Et cela permet de réhausser l'importance de ses relations avec chaque communauté bouddhiste, qui ne sont dès lors plus seulement des relations bilatérales, mais une composante d'un ensemble plus vaste de relations internationales animées par une même mission. En effet, en inscrivant toutes sortes d'interactions dans le cadre de la *BRI* ou des « Nouvelles Routes de la Soie », l'ABC injecte un sens commun à des interactions qui seraient autrement isolées les unes des autres. Ce mécanisme fait également des interactions entre les bouddhistes de Chine et d'ailleurs une affaire de solidarité, de similitudes, d'intérêts communs et d'interdépendance. Et ce d'autant plus quand l'ABC y ajoute le slogan de « la construction d'une communauté de destin partagé ».

Enfin, le troisième effet du mécanisme d'inscription narratif est de renforcer le caractère pacifique de la diplomatie bouddhiste chinoise. En affiliant les interactions contemporaines entre bouddhistes à celles du temps des anciennes Routes de la Soie, l'ABC joue sur le mythe d'un réseau d'échanges entièrement pacifiste, qui a mené à la prospérité de tous les peuples impliqués, sans recourir à la force ou à la contrainte. Elle sous-entend par-là que les interactions qu'elle recherche

aujourd'hui sont pareillement animées par un esprit pacifiste. Elle anticipe ainsi sur le discours critique et les accusations de manipulation, d'influence abusive, d'exercice d'un *sharp power*, etc., que ces interactions pourraient susciter. C'est là une façon de faire taire le discours de la « menace chinoise ». D'un côté, il s'agit de rappeler que les initiatives de diplomatie bouddhiste ne sont pas nouvelles et que les communautés bouddhistes ont toujours procédé de la sorte. En somme, c'est une façon de dire que la diplomatie bouddhiste chinoise d'aujourd'hui n'est pas une invention du gouvernement chinois. D'un autre côté, cela permet d'affirmer que cette démarche diplomatique est dictée par des principes fondamentalement pacifiques et bienveillants, propres à la pensée bouddhiste, et ne constitue donc pas une menace pour les sociétés qui en sont la cible.

Pour illustrer plus en détails le mécanisme d'encadrement narratif, je propose de décortiquer quatre extraits de discours. En mai 2015, l'Association Bouddhiste de Chine reçoit la vision de l'Association Unie du Bouddhisme Humaniste Chinois (AUBHC), venant de Taïwan. Dans la publication rapportant sur la rencontre, l'ABC relate les propos suivants de maître Xuecheng :

*[...] à différents moments, les moines assument différentes missions. Dans le contexte de la promotion globale par le pays de la stratégie des [Nouvelles Routes de la Soie], le bouddhisme chinois inaugurerait également une nouvelle période d'importantes opportunités de développement et assumerait de plus grandes missions et responsabilités historiques. Le bouddhisme chinois peut également jouer un rôle positif dans la stratégie des [Nouvelles Routes de la Soie], et la culture bouddhiste devrait devenir partie intégrante de la stratégie des [Nouvelles Routes de la Soie] du pays. J'espère que les idées de paix, de sagesse, de compassion et de tolérance prônées par le bouddhisme pourront éclairer les peuples d'un plus grand nombre de pays et de régions.*⁵⁶⁰

Or, le reste de la publication n'indique pas que les Routes de la Soie ont été le sujet de discussion de la rencontre, et les propos des autres participant.es qui sont rapportés n'y font pas non plus référence. On a là un cas d'insertion des relations bouddhistes sino-taïwanaises dans le cadre narratif des « Nouvelles Routes de la Soie », employant un discours précurseur de celui que Xuecheng adopte deux ans plus tard, lors du « Séminaire *Belt and Road* sur le Bouddhisme Theravāda et Mahāyāna ». En effet, le moine fait appel au lexique du devoir pour tracer un lien entre le projet de la *Belt and Road* et le bouddhisme chinois, sans pour autant expliquer pourquoi un tel lien est tracé

⁵⁶⁰ « Une délégation de l'Association Unie du Bouddhisme Humaniste Chinois de Taïwan a visité (台湾中华人间佛教联合总会一行来访) », Association Bouddhiste de Chine, 19 mai 2015, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/20178.html>

dans le contexte de la rencontre avec l'AUBHC. L'insertion d'une référence à « des missions et des responsabilités historiques » a toutefois pour effet de situer la rencontre sino-taïwanaise de mai 2015 dans une tradition commune d'échanges entre les communautés bouddhistes, de diffusion de la culture bouddhiste et de contribution au développement humain. C'est une façon de légitimer les interactions entre les bouddhistes de Chine et de Taïwan, en soulignant également la pertinence d'une contribution bouddhiste à un projet tel que la *Belt and Road Initiative*. Ces messages ont d'autant plus de chance de résonner avec les membres de l'AUBHC que la raison d'être de cette organisation est précisément de promouvoir un bouddhisme de tradition chinoise, impliqué dans le bien-être des sociétés humaines. Le récit des Routes de la Soie permet aussi de donner une autre légitimité aux interactions sino-taïwanaises, ancrée plus profondément dans l'histoire et dépassant la dimension bilatérale, que celle de la recherche d'unification, qui pourrait être perçue comme un motif trop politisé.

Un autre exemple du mécanisme d'encadrement narratif provient du discours de Xuecheng à l'occasion d'une visite au Myanmar en avril 2017. Lors de sa rencontre avec le ministre des Affaires Religieuses et de la Culture, U Aung Ko, le président de l'ABC aurait tenu les propos suivants :

Au cours de la visite, j'ai eu des entretiens et des réunions cordiaux et amicaux avec maître Kumārabhivaṃsa, président du Comité des moines éminents du Myanmar [Comité de l'État du Sangha Maha Nikai du Myanmar], ainsi qu'avec d'autres dirigeant.es du Ministère des Affaires Religieuses et de la Culture de votre pays, au sujet du renforcement de la coopération sino-myanmaraise pour la cause bouddhiste. Nous avons eu des discussions poussées sur l'approfondissement de la coopération bouddhiste entre les deux pays, et nous avons atteint un large consensus. Ces dernières années, afin de promouvoir le développement de l'intégration économique régionale, mon pays a proposé la stratégie de développement national des [Nouvelles Routes] de la Soie et accueillera le Sommet de la coopération internationale Belt and Road à Pékin en mai de cette année. À travers les âges, la Route de la Soie était non seulement une ancienne route commerciale sino-étrangère, mais aussi un canal important pour la propagation et les échanges bouddhistes. Le bouddhisme enseigne que la vie de chacun et celle de tous les êtres sensibles forment une seule communauté. Nous espérons que les cercles bouddhistes des deux pays pourront conjointement apporter le riche esprit humaniste et la sagesse du bouddhisme dans la stratégie nationale des [Nouvelles Routes de la Soie], et discuter de la manière de construire un système bouddhiste institutionnalisé, standardisé et normalisé, de maximiser

*le rôle positif unique de la communauté bouddhiste et de contribuer à la promotion de la construction des [Nouvelles Routes de la Soie].*⁵⁶¹

À nouveau, on est dans un cas de figure où les Routes de la Soie ou la *BRI* ne sont pas l'objet de la rencontre, et ne semblent pas avoir été abordées par les interlocuteur.es de Xuecheng. Mais le président de l'association chinoise choisit d'y faire référence de façon à intégrer les échanges bouddhistes dans un projet plus global de coopération sino-myanmaraise et de coopération régionale. Ses propos tendent également à mettre en avant la pertinence des enseignements bouddhistes pour un projet de développement contemporain, ce qui participe à faire du bouddhisme une religion moderne, ayant sa place comme actrice dans l'espace international. Par ce même geste, Xuecheng octroie à la *BRI* des caractéristiques bienveillantes et non-menaçantes, soit un sens de la communauté, un esprit humaniste et une sagesse, amenées par les communautés bouddhistes. De cette façon, il retire de la crédibilité aux discours critiques qui voient dans la *BRI* un projet impérialiste, préparant l'avènement d'une hégémonie chinoise.

Le troisième exemple vient d'une visite d'une délégation laotienne à l'ABC, en octobre 2016, composée de représentants du Sangha Bouddhiste du Laos et de représentant.es du Front National pour le Développement du Laos (FNDL, organisation de front populaire, mené par le Parti Révolutionnaire du Populaire Lao). Selon une publication de l'ABC,

*[a]u cours de la rencontre, le vice-président [du FNDL] Chanthavong a exprimé sa gratitude au vice-président [de l'ABC] Yanjue pour son accueil chaleureux et a déclaré que les échanges bouddhistes entre le Laos et la Chine ont une longue histoire, vieille de milliers d'années. Le vice-président Chanthavong a également souligné que la stratégie de développement de la Chine des [Nouvelles Routes de la Soie] est louable*⁵⁶².

En retour, maître Yanjue aurait déclaré :

[l]a Chine et le Laos sont des voisins amicaux reliés par des montagnes et des rivières, et les deux pays et leurs peuples entretiennent une amitié longue et profonde. [...] À l'avenir, l'Association Bouddhiste de Chine est disposée à renforcer davantage les échanges avec l'association bouddhiste laotienne, à lui rendre visite fréquemment, à renforcer son amitié

⁵⁶¹ « La délégation de l'Association bouddhiste de Chine a conclu sa visite d'échange au Myanmar (中国佛教协会代表团结束对缅交流访问) », Association Bouddhiste de Chine, 14 avril 2017, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/20293.html>

⁵⁶² « Des dirigeants bouddhistes laotiens et une délégation du Front national de développement ont visité l'Association bouddhiste de Chine (老挝佛教领袖暨建国阵线代表团拜访中国佛教协会) », Association Bouddhiste de Chine, 31 octobre 2016, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw/jliu/2016-10-31/12072.html>

*avec elle, et à apporter de nouvelles et de plus grandes contributions à la prospérité de la Chine et du Laos, à l'avancement constant de la stratégie des [Nouvelles Routes de la Soie], au développement du bouddhisme en Chine et du Laos, au bien-être des peuples et à la paix mondiale.*⁵⁶³

Dans ce cas, les Routes de la Soie et la *BRI* ne sont pas l'objet spécifique de la rencontre, mais elles sont mentionnées par les deux parties prenantes. On peut toutefois noter la différence de ton entre le vice-président du FNDL qui souligne uniquement que le projet de la *BRI* est « louable », et le vice-président de l'ABC qui fait preuve d'un grand enthousiasme. Le discours de Yanjue insinue également que la coopération en faveur de la *BRI* est une conséquence naturelle de la proximité géographique entre les deux pays, sur laquelle est fondée leur amitié. Ici, la référence aux « Nouvelles Routes de la Soie » a pour effet de situer les échanges bouddhistes sino-laotiens dans un cadre plus vaste d'objectifs de développement bilatéral, régional et même mondial.

Un dernier exemple vient d'une rencontre entre l'Organisation Inter-religieuse de Singapour et l'Association Bouddhiste de Chine, le 2 septembre 2019. D'après une publication de l'ABC, maître Yanjue aurait exprimé le souhait de voir les cercles bouddhistes et religieux de Chine et de Singapour unir leurs efforts « [...] pour parvenir à la prospérité des deux pays, à la purification du cœur des peuples, à l'harmonie sociale et à la paix mondiale, à construire les [Nouvelles Routes de la Soie], à établir une communauté d'avenir partagé pour l'humanité et à apporter des contributions positives à nos cercles religieux »⁵⁶⁴. Si le président de l'organisation singapourienne, maître Guangpin (également président de la Fédération Bouddhiste de Singapour) salue l'amitié historique entre les deux pays et les contributions de son organisation à l'harmonie sociale, au bonheur des peuples, à la paix mondiale, etc., il ne mentionne pas les « Nouvelles Routes de la Soie ». À nouveau, la référence au projet est amenée uniquement par un représentant de l'ABC, de sorte à lier les échanges religieux sino-singapouriens à de plus grands objectifs. Or, la référence aux « Nouvelles Routes de la Soie », comme celle à la « communauté d'avenir partagé pour l'humanité », est assez expéditive. Cela montre que la contribution de l'Association Bouddhiste de Chine aux projets politiques du gouvernement de Xi Jinping passe en partie par l'adoption et la diffusion de slogans politiques, insérés comme mots-clé dans les communications de l'association, sans qu'elle n'ait besoin de les commenter ou de les expliquer. C'est là une façon de normaliser les termes symboliques des projets politiques du

⁵⁶³ « Des dirigeants bouddhistes laotiens et une délégation du Front national de développement ont visité l'Association bouddhiste de Chine », 31 octobre 2016.

⁵⁶⁴ « Le vice-président Yanjue a rencontré une délégation de l'Association religieuse de Singapour (演觉副会长会见新加坡宗教联谊会代表团一行) », Association Bouddhiste de Chine, 3 septembre 2019, <https://www.chinabuddhism.com.cn/e/action/ShowInfo.php?classid=506&id=40467>

gouvernement chinois, dans le but d'amener ces termes à imprégner le vocabulaire des publics étrangers.

9.4. Éléments conclusifs : quelle réception pour le récit des « Nouvelles Routes de la Soie » dans le monde bouddhiste ?

L'ultra-présence du récit des Routes de la Soie dans le discours de l'Association Bouddhiste de Chine et ses allié.es illustre plusieurs tendances importantes de la diplomatie bouddhiste chinoise. Pour commencer, elle indique que, même si le Travail de Front Uni qui l'anime est une affaire d'influence globale sur le long terme, la diplomatie bouddhiste élaborée par le régime chinois peut également viser des objectifs plus précis, comme le soutien à un projet particulier, tel que la *Belt and Road Initiative*. Ensuite, elle révèle en quoi cette diplomatie bouddhiste contribue à la diffusion d'un certain discours et repose sur ses propres stratégies de communication. En outre, cette orientation stratégique peut exister parce que le régime chinois gouverne déjà par les slogans politiques. Autrement dit, elle peut exister parce que le régime chinois a toujours fait usage de slogans politiques pour entériner son influence et son autorité. Et cette forme de communication est efficace comme outil de Front Uni précisément en raison de sa malléabilité. En effet, si l'ABC peut servir le récit des Routes de la Soie « à toutes les sauces », c'est parce que le gouvernement chinois lui laisse, à elle comme à d'autres acteur.es, une certaine marge d'interprétation. Grâce à cela, l'ABC peut adapter ce récit à ses intérêts et aux différents contextes d'interaction avec des publics étrangers, sans enfreindre sur le discours de Pékin.

Toutefois, tout ce travail de communication présume que les Routes de la Soie est une grille de lecture que les publics étrangers peuvent effectivement utiliser pour mieux comprendre et s'identifier au projet de la *Belt and Road Initiative* lui-même. Même si le travail de communication vise à diffuser un récit proprement chinois de ces anciennes et nouvelles Routes, la présomption de départ est que ce récit est parlant pour les publics étrangers parce qu'il leur est déjà familier. Or, il faut considérer d'une part, que ce n'est peut-être pas le cas. Il est concevable que le récit des Routes de la Soie ne soit pas aussi connu à travers l'Asie du Sud-Est, par exemple, que le présupposent les acteur.es chinois.es. D'autre part, si ce récit est suffisamment connu, il est fort probable qu'il soit déjà profondément imprégné de codes qui sont propres à chaque pays, peuple ou communauté. C'est là toute la difficulté à manipuler un récit partagé. Le récit des Routes de la Soie est intéressant parce qu'il touche un public large, mais il n'est utile au PCC que s'il parvient à lui imposer un sens spécifique, en l'occurrence une perspective « chinoise ». L'insertion désormais presque systématique d'une référence aux Routes de la Soie dans le discours de l'ABC permet certes peut-être de

familiariser les publics étrangers avec ce vocabulaire. Toutefois, elle ne garantit pas que le message « chinois » (c'est-à-dire celui du PCC) soit compris. C'est en ce sens que la gouvernance par le slogan est une stratégie à double-tranchant. En se référant aux Routes de la Soie sans nécessairement en expliquer le sens, l'ABC laisse à son tour une marge d'interprétation qui peut amener les publics auxquels elle s'adresse à s'approprier ce slogan plus aisément. En même temps, cela implique aussi un risque pour le régime chinois qui pourrait voir sa vision des choses se diluer, voire se perdre.

Quoiqu'il en soit, en l'état, il semblerait que le récit des Routes de la Soie n'est pas encore trouvé preneur.e du côté des communautés bouddhistes d'Asie du Sud-Est. En effet, on ne trouve que très peu d'exemples d'appropriation de ce récit de la part des leaders et des organisations bouddhistes de la région, même parmi ceux qui sont les plus proches de l'ABC. On observe que nombreux/ses acteur.es bouddhistes sont prêt.es à participer à des activités dédiées à l'étude et à la discussion des anciennes Routes de la Soie, mais cela ne se traduit pas pour autant par une récupération du récit chinois, notamment celui qui dresse une filiation avec la *Belt and Road Initiative* et qui tend à situer toute interaction bouddhiste internationale contemporaine dans le cadre de ce projet. Au cours de mes recherches, j'ai pu relever plusieurs cas de références aux anciennes Routes de la Soie faites par des acteur.es bouddhistes d'Asie du Sud-Est dans le cadre d'activités organisées par la Chine, notamment pour rappeler l'ancienneté des échanges entre communautés bouddhistes et retracer le parcours de l'expansion du bouddhisme chinois. En revanche, rares sont les références aux « nouvelles » routes. En juin 2018, par exemple, l'ABC décrit la visite d'une délégation du monastère taïwanais Chung Tai Chan (CTC, berceau de l'organisation internationale du même nom) à Pékin. Sur son site web, elle rapporte les propos du président de CTC, maître Jian Deng, expliquant pourquoi il avait choisi la localité de Dunhuang (province du Gansu) comme point de départ de sa tournée en RPC. D'après l'ABC, ce choix a été fait « *parce que, en tant que plaque tournante des ancienne Routes de la Soie de la Chine, Dunhuang est non seulement le lieu de rencontre et d'intégration des cultures chinoise et occidentale, mais aussi un nœud important de la propagation du bouddhisme vers l'Est* »⁵⁶⁵. Ce discours montre que maître Jian Deng, qui est l'une figure majeure du bouddhisme à Taïwan, accorde de l'importance aux anciennes Routes de la Soie. Or, à occasion, celui-ci n'a pas pour autant tracé de lien avec le projet contemporain de la *Belt and Road Initiative*, puisque, d'après l'ABC, il n'y fait alors aucune référence. On observe ce mécanisme d'adoption partielle du cadre narratif des Routes de la Soie dans d'autres interactions de l'ABC avec des groupes bouddhistes étrangers, ce qui laisse

⁵⁶⁵ « Le président Xuecheng de l'Association bouddhiste de Chine a rencontré Maître Jian Deng, abbé du temple Chung Tai Chan à Taiwan, et sa délégation (中佛协学诚会长会见台湾中台禅寺住持见灯法师一行) », *Pusa123*, 12 juin 2018, <https://www.pusa123.com/pusa/news/fo/118301.shtml>

entendre que, jusqu'à présent, la stratégie de diffusion du slogan des « Nouvelles Routes de la Soie » n'a pas encore porté ses fruits.

Je n'ai pu identifier que deux cas faisant exception, dans lesquels on peut voir une forme d'appropriation du récit des « Nouvelles Routes de la Soie ». Le premier cas a lieu lors de la visite d'une délégation du temple Taihua au siège de l'ABC à Pékin, en février 2017. Le temple en question est une branche de l'organisation taïwanaise Fo Guang Shan, établie à Bangkok, en Thaïlande. Selon une publication de l'ABC, lors de sa rencontre avec le président de l'association chinoise, maître Hsin Ting (abbé du temple Taihua)

*[...] a souligné que le temple Taihua est une intersection importante entre le bouddhisme chinois et le bouddhisme thaïlandais, entre le bouddhisme du Nord et le bouddhisme, et de la stratégie des [Nouvelles Routes de la Soie]. Il estime que cet événement deviendra une étape marquante dans les échanges et la coopération entre la Chine et la Thaïlande, et de part et d'autre du détroit de Taïwan, et qu'il s'agit également de la manifestation vivante, concrète, et de grande envergure de la contribution du bouddhisme à la mise en œuvre de la stratégie des [Nouvelles Routes de la Soie].*⁵⁶⁶

Cet extrait contient deux éléments importants : d'une part, il montre que Hsin Ting emploie lui-même le mécanisme d'insertion des échanges bouddhistes dans le projet de la *Belt and Road Initiative*, et d'autre part, il montre que Hsin Ting soutient aussi l'idée de mettre le bouddhisme au service du projet chinois. En cela, il adopte parfaitement les codes de la diplomatie bouddhiste chinoise.

Le deuxième cas est celui du discours prononcé par Phra Brahmaphundit, membre du Conseil Suprême du Sangha thaïlandais et ancien recteur de l'université bouddhiste Mahachulalongkornrajavidyalaya, lors de la « Réunion d'Échanges Bouddhistes dans la Région Lancang-Mékong », en décembre 2023. Comme cité précédemment, le moine thaïlandais aurait affirmé que l'objectif commun des participant.es à l'événement est de

[...] renforcer la coopération entre les pays du bassin du fleuve Lancang-Mékong, de l'intégrer organiquement à l'initiative des [Nouvelles Routes de la Soie] proposée par la Chine, et d'œuvrer ensemble à la réalisation des objectifs d'une paix durable et d'un

⁵⁶⁶ « Le président Xuecheng a rencontré Maître Hsin Ting, abbé du temple Taihua à Bangkok, Fo Guang Shan et sa délégation (学诚会长会见佛光山曼谷泰华寺住持心定法师一行) », Association Bouddhiste de Chine, 24 février 2017, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/19985.html>

développement dans la région, ainsi qu'à la réalisation de l'objectif de « recherche du bonheur et du bien-être de tous les humains à travers le monde des Nations Unies.⁵⁶⁷

De même que dans le discours de maître Yanjue lors de sa rencontre avec l'Organisation Inter-religieuse de Singapour, les « Nouvelles Routes de la Soie » apparaissent ici parmi une liste de grands objectifs envers lesquels les communautés bouddhistes devraient s'engager. Or, cette fois-ci, le message vient non pas par un.e acteur.e chinois.e, mais d'une figure importante du bouddhisme en Thaïlande. À l'instar de maître Hsin Ting, Phra Brahmapundit se montre un bon allié de la diplomatie bouddhiste chinois, puisqu'il s'approprie le récit des « Nouvelles Routes de la Soie » d'une façon similaire à celle des acteur.es chinois.es.

Toutefois, si une telle appropriation par des acteur.es étrangers/ères existe, elle reste extrêmement rare. De plus, il faut aussi considérer que ces extraits proviennent de publications de l'Association Bouddhiste de Chine. Il est possible que les discours rapportés aient été ajustés d'une quelconque façon pour se conformer au discours employé par l'association chinoise elle-même. Malheureusement, en l'absence de contenu publié par les acteur.es étrangers/ères concerné.es ou par les médias de leur pays respectif, il n'est pas possible de savoir si les propos rapportés par l'ABC sont fidèles à ce qui a été dit par maître Hsin Ting et Phra Brahmapundit. Pour ces raisons-là et pour reprendre le cadre analytique proposé par Miskimmon, O'Loughlin et Roselle (2017), il me semble juste de conclure que, en ce qui concerne les publics bouddhistes d'Asie du Sud-Est, le récit stratégique des « Nouvelles Routes de la Soie » est en pleine étape de projection, et que cette projection se fait sous des formes multiples et interposées, par le biais de diverses plateformes, mais que la réception est encore incertaine.

⁵⁶⁷ « Suivre | Allumez la lampe du cœur et partagez un destin commun [...] », 2 décembre 2023.

**Partie 4. Étude de cas : instrumentalisation du bouddhisme pour étendre
l'influence chinoise dans le Royaume de Thaïlande**

Avant-propos

Dans cette partie, je propose une analyse approfondie des efforts entrepris par l'Association Bouddhiste de Chine et d'autres agent.es du Parti Communiste de Chine pour diffuser une image positive de la République Populaire de Chine et pour amener la société thaïlandaise et son État à s'aligner sur les intérêts du régime chinois. Dans un premier temps, je présente les éléments de contexte, relatifs au Royaume de Thaïlande lui-même et à ses relations avec la RPC, qui permettent de comprendre pourquoi le pays est ciblé par la diplomatie bouddhiste chinoise et quels facteurs doivent être pris en compte pour que cette stratégie soit efficace. Dans un deuxième temps, j'examine les grandes dynamiques qui caractérisent les interactions sino-thaïlandaises autour du bouddhisme, en prêtant attention aux acteur.es principaux/ales qu'elles impliquent, aux discours que ces acteur.es mobilisent pour les justifier, et aux plateformes qui accueillent ces interactions. Dans un troisième temps, je place la focale sur les individu.es qui représentent les piliers de la diplomatie bouddhiste chinoise en Thaïlande, grâce auquel l'ABC a pu intégrer un réseau institutionnel local et contribuer à l'expansion de l'influence du PCC dans un des pays d'Asie du Sud-Est où le bouddhisme est la religion dominante. Dans un quatrième temps, j'apporte une conclusion générale à l'étude de cas, centrée sur la question des défis et des limites de la stratégie chinoise.

10. Chapitre 10. Le Royaume de Thaïlande : contexte interne et état des relations bilatérales avec la République Populaire de Chine

En Asie du Sud-Est, la Thaïlande (officiellement, le Royaume de Thaïlande) fait partie des pays avec lesquels la Chine a des relations interétatiques relativement positives. De façon générale, les deux États entretiennent de bons rapports qui, même s'ils sont parfois mis en difficulté, se sont stabilisés depuis la moitié des années 1970. L'entente sino-thaïlandaise est caractérisée par une quasi-absence de contentieux géopolitiques, notamment territoriaux, majeurs et des relations économiques très approfondies. En cela, la Thaïlande se démarque des autres pays de la région, certains ayant des relations plus conflictuelles sur le plan géopolitique ou moins productives sur le plan économique. Le Vietnam et le Myanmar peuvent être rangés du côté des pays avec lesquels la Chine a une relation plutôt tumultueuse, liée à des litiges territoriaux et aux tentatives de l'État chinois (d'abord sous le régime impérial puis sous le régime du PCC) d'exercer un pouvoir direct dans ces pays. Aujourd'hui, plusieurs défis majeurs minent la relation sino-myanmaraise, parmi lesquels la collaboration du gouvernement chinois avec la junte militaire, son implication dans des projets de développement critiqués (considérés comme inaptes à résoudre les problèmes locaux relatifs à l'emploi, la qualité de l'environnement, le bien-être social, la protection des droits des ethnies minoritaires etc.), et son attitude permissive à l'égard des activités illégales dans la zone frontalière (par exemple, le commerce illégal de ressources précieuses ou les réseaux clandestins de jeux d'argent)⁵⁶⁸. Ces enjeux alimentent les mêmes sentiments anti-chinois, parfois instrumentalisés par les politiciens myanmarais, qui ont conduit par le passé à des violences contre la population d'origine chinoise locale (Fan, 2012)⁵⁶⁹. Pour ce qui est des relations sino-vietnamiennes, la longue histoire d'antagonisme entre les deux pays (qui n'a été que très partiellement pacifiée avec l'avènement de leurs régimes socialistes respectifs) est aujourd'hui prolongées par des conflits concernant la souveraineté de leurs États dans l'espace maritime⁵⁷⁰ et les contraintes qu'imposent le géant chinois sur la politique étrangère vietnamienne⁵⁷¹. Dans le cas des relations avec le Laos et le Cambodge, les problèmes géopolitiques du passé ont été

⁵⁶⁸ « 'Chinese business, Out!' Myanmar anger threatens investment plans », *Reuters*, 11 mars 2021, <https://www.reuters.com/article/idUSKBN2B31C1/>; Tom Fawthrop, « Myanmar's Myitson Dam Dilemma », *The Diplomat*, 11 mars 2019, <https://thediplomat.com/2019/03/myanmars-myitsone-dam-dilemma/>; Antonio Graceffo, « Transnational Crime on the China-Myanmar Border », *China Brief* vol 23, n°17, publié en ligne le 22 septembre 2023, <https://jamestown.org/program/transnational-crime-on-the-china-myanmar-border/>

⁵⁶⁹ Pour des analyses plus générales sur les tensions sino-myanmaraises, voir Han, Enze. « Continual Contestations at the China-Myanmar Border. » Dans *Asymmetrical Neighbors: Borderland state building between China and Southeast Asia*, Oxford University Press (2019) : 137-56; Kipgen, Nehginpao. « Myanmar-China Relations: A Strategy of Mutual Interests. » Dans *Myanmar: A political history*. Oxford University Press (2016) : 164-175.

⁵⁷⁰ Huong Le Thu., « Rough Waters Ahead for Vietnam-China Relations », *Carnegie Endowment for International Peace*, 30 septembre 2020, <https://carnegieendowment.org/2020/09/30/rough-waters-ahead-for-vietnam-china-relations-pub-82826>

⁵⁷¹ Khang Vu, « The China Factor in Vietnam's Multidirectional Foreign Policy », 19 avril 2023, <https://thediplomat.com/2023/04/the-china-factor-in-vietnams-multidirectional-foreign-policy/>

plus ou moins résolu, mais c'est la sur-dépendance économique des deux plus petits pays à l'égard du géant chinois qui pose problème aujourd'hui. Ce phénomène inquiète aussi en Malaisie et à Singapour, où l'avenir des relations avec la Chine est, de surcroît, sensible aux rapports inter-ethniques internes que les tentatives de cooptation des CHCC émanant de Pékin peuvent fragiliser. Enfin, la relation sino-taïwanaise est malheureusement bien connue pour être criblée de tensions qui touchent à l'intégrité territoriale des deux États. La dépendance envers le marché chinois est également une source d'inquiétudes en Thaïlande, affectant particulièrement sa balance commerciale, son développement infrastructurel interne et le secteur touristique. À la différence de ses voisins, en revanche, le royaume n'a pas eu à se confronter à la Chine pour des questions de territoire dans l'histoire récente.

Outre des relations interétatiques relativement stables, qu'est-ce qui peut expliquer que la Thaïlande soit la cible de la diplomatie bouddhiste chinoise ? Tout d'abord, comme on a pu le voir dans le chapitre 4, la population bouddhiste thaïlandaise est une des plus importantes au monde. Sur l'ensemble de la population thaïlandaise, elle représente une proportion similaire à celle des populations bouddhistes du Myanmar et du Cambodge, mais en chiffre absolu, elle est bien plus nombreuse. Elle dépasse ainsi de très loin les populations bouddhistes du Laos, de la Malaisie, de Singapour, de Taïwan et du Vietnam. Si on ajoute à cela l'ampleur du volume du commerce bilatéral et la quasi-absence de litige géopolitique, la Thaïlande devrait être une alliée prisée pour la Chine. Autrement dit, la Thaïlande présente de nombreux avantages qui devraient motiver le PCC à étendre son influence sur la population locale. Compte-tenu de l'importance du bouddhisme pour la société thaïlandaise mais aussi pour le Royaume de Thaïlande en tant qu'État-nation, on a là un terrain opportun pour le déploiement de la diplomatie bouddhiste chinoise.

Pour ouvrir l'analyse, je commencerai premièrement par dresser un portrait du Royaume de la Thaïlande en explorant trois sujets, à savoir le régime politique en place, l'état du bouddhisme en chiffres et le parcours historique de l'immigration d'origine chinoise. Deuxièmement, je ferai un état des lieux des relations économiques sino-thaïlandaises, puis, et troisièmement, une analyse de l'évolution des relations politiques entre les deux États. Enfin, quatrièmement, je décrirai plus en profondeur le rapport entre le bouddhisme et le politique dans le contexte thaïlandais. Au-delà d'une introduction générale au Royaume de Thaïlande, cette analyse en quatre temps vise à mettre en lumière les facteurs d'intérêt pour la stratégie diplomatique chinoise. Il s'agit d'identifier **1)** les facteurs structurels locaux qui conditionnent la politique d'influence chinoise, **2)** les domaines et les acteur.es auprès desquels le gouvernement chinois et ses agent.es ont intérêt à déployer leurs stratégies d'influence, **3)** les intérêts communs partagés par les acteur.es thaïlandais.es et chinois.es qui peuvent

servir de leviers d'influence, et 4) les potentiels défis de la diplomatie bouddhiste chinoise et les limites que les acteur.es chinois.es ont intérêt à anticiper. Ce tableau dressé, il sera possible d'entrer dans le cœur de la matière et d'explorer la mise en application de la diplomatie bouddhiste chinoise dans le contexte thaïlandais.

10.1. Le Royaume de Thaïlande : régime politique, religion et immigration chinoise

10.1.1. Aperçu du régime politique

Pour commencer, le Royaume de Thaïlande est une monarchie constitutionnelle avec un système parlementaire, dont le chef d'État est un roi de la dynastie des Chakri⁵⁷². Aujourd'hui, il s'agit de Rama X Maha Vajiralongkorn Phra Vajiraklaochaoyuhua, dit Maha Vajiralongkorn⁵⁷³. Son intronisation a été la conclusion d'une période de débats et d'incertitude, opposant différentes factions de la famille royale, de l'élite et du gouvernement. Outre une lutte d'influence entre les puissant.es, la montée au pouvoir du roi Maha Vajiralongkorn a été marquée par un certain mécontentement de la population. Par rapport à son père, qui était grandement apprécié et admiré, le nouveau monarque n'est pas très populaire, surtout parmi les jeunes générations⁵⁷⁴. La passation du pouvoir a également été entachée par la dégradation du climat politique depuis le coup d'État du 22 mai 2014, lequel a mis au pouvoir une junte militaire, gouvernant sous le nom de « Conseil national pour la paix et le maintien de l'ordre ». Sous ce régime, la Thaïlande a connu un recul net de la démocratie, reflétée dans la Constitution qui est actuellement en vigueur⁵⁷⁵. Acceptée au référendum par 61% des citoyen.nes le 7 août 2016⁵⁷⁶, elle a ensuite été signée par le roi Maha Vajiralongkorn le 6 avril 2017, à l'occasion de la Journée Chakri (commémoration annuelle en l'honneur de la dynastie régnante), dans une cérémonie évoquant les traditions de la monarchie absolue⁵⁷⁷.

Cette Constitution est en fait le résultat de plusieurs tentatives de réforme du système politique menées par la junte depuis qu'elle a renversé le gouvernement élu de Yingluck Shinawatra.

⁵⁷² La dynastie des Chakri est au pouvoir depuis le Rama I Phra Putthayotfa Chulaloke Maharaj, aussi connu par le nom Chaophraya Chakri (1737-1809), qui régna de 1782 à 1809.

⁵⁷³ Il succède à son père, le roi Rama IX Bhumibol Adulyadej. Bien qu'il n'ait été couronné qu'en mai 2019, son règne a officiellement débuté à la date de décès de son père, le 13 octobre 2016.

⁵⁷⁴ Pavin Chachavalpongpun, « Opinion. Why Thais are losing faith in the monarchy », *The Washington Post*, 15 mai 2020, <https://www.washingtonpost.com/opinions/2020/05/15/why-thais-are-losing-faith-monarchy/>

⁵⁷⁵ Il s'agit de la vingtième Constitution à avoir été adoptée depuis l'abolition de la monarchie absolue en 1932.

⁵⁷⁶ Jonathan Head, « Thai referendum: Why Thais backed a military-backed constitution », *BBC*, 9 août 2016, <https://www.bbc.com/news/world-asia-37013950>

⁵⁷⁷ Merrit Kennedy, « Thai King Signs Military-Backed Constitution », *NPR*, 6 avril 2017, <https://www.npr.org/sections/thetwo-way/2017/04/06/522878983/thai-king-signs-military-backed-constitution>; Jonathan Head, « Thailand's constitution: New era, new uncertainties », *BBC*, 7 avril 2017, <https://www.bbc.com/news/world-asia-39499485>

« [C]onçue pour affaiblir les partis politiques et les responsables élu.es tout en renforçant les institutions non-élues »⁵⁷⁸, elle a confirmé le tournant autoritaire pris par les militaires et leurs alliés en 2014. Les changements les plus significatifs concernent le système d'attribution des sièges à la Chambre des Représentant.es et au Sénat⁵⁷⁹, qui garantit un nombre fixe de sièges aux militaires et leur donne un plus grand pouvoir de décision pour la distribution des autres sièges. La Constitution comprend aussi des dispositions insérées à la demande du roi (alors qu'il n'avait pas encore été couronné), octroyant davantage de pouvoir à la monarchie sur des questions la concernant et sur lesquelles les pouvoirs publics avaient, précédemment, un droit de regard.

Par la suite, ayant promis un retour à une distribution démocratique des pouvoirs parlementaires, la junte a organisé plusieurs élections générales. Le 24 mars 2019, ces élections mènent à la dissolution du Conseil national pour la paix et le maintien de l'ordre en faveur d'une coalition menée par le Palang Pracharath (« Parti du pouvoir de l'État populaire »). Cette coalition reconduit Prayuth Chan-o-cha, leader de la junte, au poste de Premier Ministre (poste qu'il occupait depuis 2014) et nomme Prawit Wongsuwan, leader du parti Palang Pracharath et ancien chef des armées, au poste de Premier Ministre adjoint. Mais ces élections ont été très contestées, en raison de fraudes de procédure et de promesses non-tenues vis-à-vis de la place des militaires dans l'Assemblée Nationale. En mai 2023, de nouvelles élections générales ont eu lieu, mais à nouveau, la junte militaire et ses alliés sont parvenus à garder une position dominante, bien que le parti d'opposition Move Forward (Phak Kao Klai, « Parti Aller de l'avant ») ait obtenu le plus grand nombre de sièges à la Chambre des Représentant.es. Après avoir rejeté le candidat proposé par Move Forward pour le poste de Premier Ministre (notamment en sollicitant la Cour Constitutionnelle pour annuler son éligibilité), la coalition du gouvernement précédent a choisi de s'allier à l'autre parti d'opposition, Pheu Thai (« Parti pour les Thaïlandais.es ») et d'élire son candidat, Srettha Thavisin, comme Premier Ministre, le 22 août 2023⁵⁸⁰. Plus inattendue encore a été la décision de remplacer Thavisin par Paetongtarn Shinawatra, dont le père, Thaksin Shinawatra, avait l'objet du coup d'État militaire de 2006, qui vivait en exil jusqu'en 2023⁵⁸¹.

⁵⁷⁸ « Thailand. Freedom in the World 2022 », Freedom House, consulté dernièrement le 22 décembre 2023, <https://freedomhouse.org/country/thailand/freedom-world/2022>

⁵⁷⁹ Respectivement, la chambre basse et la chambre haute de l'Assemblée Nationale.

⁵⁸⁰ Greg Raymond, « Srettha Thavisin's election raises questions for Thailand », *East Asia Forum*, 17 septembre 2023, <https://www.eastasiaforum.org/2023/09/17/srettha-thavisins-election-raises-questions-for-thailand/>

⁵⁸¹ « Paetongtarn Shinawatra becomes Thailand's next PM, youngest ever », *Al Jazeera*, 16 août 2024, <https://www.aljazeera.com/news/2024/8/16/thailands-ruling-coalition-nominates-paetongtarn-as-pm-parliament-to-vote>

10.1.2. L'état du bouddhisme en chiffres

Il est inscrit dans la Constitution que le roi de Thaïlande « *est un bouddhiste et le défenseur des religions* »⁵⁸². Cette règle est censée refléter le fait que le bouddhisme est la religion traditionnelle de la monarchie et la religion dominante en Thaïlande. La prévalence du bouddhisme au sein de la population est confirmée par toutes les études chiffrées que l'on peut trouver, dont certaines sont mentionnées dans le chapitre 4. Pour autant, la plupart des publications académiques et médiatiques ont tendance à avancer des chiffres sans citer de source primaire, soutenant le plus souvent que les bouddhistes représentent 95% de la population thaïlandaise (voir par exemple McCargo, 2004, p.156; Dubus, 2018[b], p. 81). Le Bureau National des Statistiques (BNS), pour sa part, estime que la population bouddhiste s'élève à 93.6% (d'après le recensement général de 2010)⁵⁸³. Ce sont les données de cet institut que cite Litalien (2013), lorsqu'il parle d'une baisse de 1% de la population bouddhiste entre 1990 (95.2%) et 2000 (94.2%).

Malheureusement, il n'y a pas eu de recensement général depuis 2010. Pour des chiffres plus récents, il faut se reporter sur deux sondages réalisés par le BNS, en 2014 et en 2018. Le dernier indique que 93.5% de la population thaïlandaise est bouddhiste⁵⁸⁴, mais les données citées portent à confusion. Tout d'abord, les données publiées dans le rapport de 2014 ne comprennent que des chiffres absolus pour ce qui est de la démographie bouddhiste (et non un chiffre en pourcentage de la population totale). Or, si l'on compare le chiffre donné pour les personnes (âgées de 15 ans et plus) qui s'identifient comme bouddhistes au chiffre donné pour l'ensemble de la population thaïlandaise (âgée de 15 et plus), on obtient une proportion de 99.6% de bouddhistes, ce qui semble exagéré⁵⁸⁵. Si on fait le même calcul avec les données de l'année 2018, on obtient le chiffre de 95.5%. Ce résultat semble plus plausible, mais il diffère quand même du chiffre de 93.5% cité dans le rapport du sondage. En outre, le Bureau National des Statistiques ne propose aucune donnée sur les différentes traditions bouddhistes pratiquées par la population thaïlandaise, par exemple sur la proportion des personnes appartenant à la tradition Theravāda par rapport à l'ensemble de la population bouddhiste. Pourtant, en 2021, le Rapport sur la Liberté Religieuse du Département d'État des États-Unis affirme que « [l]e

⁵⁸² Constitution of the Kingdom of Thailand (traduction officielle en anglais), Cour Administrative de Thaïlande, publié en ligne le 2 août 2022, https://www.admincourt.go.th/adminCourt/en/law_detail.php?id=495

⁵⁸³ « Recensement de la Population et du Logement, 2010 (สำมะโนประชากรและเคหะ พ.ศ. 2553) », Bureau National des Statistiques de Thaïlande, consulté dernièrement le 12 mai 2023, <http://www.nso.go.th/sites/2014en/Pages/popeng/2010/mainpop.aspx>

⁵⁸⁴ « Sondage sur les Conditions de la Société, de la Culture et de la Santé Mentale, 2018 », Bureau National des Statistiques sous le Ministère de l'Économie et de la Société Digitale du Royaume de Thaïlande, publié en 2020.

⁵⁸⁵ « 2014 Survey on Conditions of Society, Culture », Bureau National des Statistiques, consulté dernièrement le 12 mai 2023, <https://www.nso.go.th/sites/2014en/Pages/survey/Social/Religion,%20Art%20and%20Culture/The-Survey-On-Conditions-Of-Society-And-Culture.aspx>

recensement de la population de 2010, le plus récent disponible, indiquait que 93 pourcents de la population est bouddhiste Theravada et 5 pourcent musulmane »⁵⁸⁶. Cela ne concorde pas avec le rapport du recensement : le terme Theravāda (เถรวาท) n'apparaît nulle part, et les seules communautés religieuses à être distinguées les unes des autres sont les bouddhistes (พุทธ), les musulman.es (อิสลาม) et les chrétien.nes (คริสต์). Le Rapport de 2022 du Département d'État des États-Unis est peu plus juste lorsqu'il cite que « *la population est 92.5 pourcent bouddhiste, 5.4 pourcent musulmane, et 1.2 pourcent chrétienne* » et que « *[l]es autres groupes incluent des animistes, confucéen.nes, hindou.es, juif.ves, sikhs et taoïstes* »⁵⁸⁷, en se basant sur les informations publiées par le Département des Affaires Religieuses thaïlandais (DAR, Ministère de la Culture). Néanmoins, aucune référence n'est donnée pour ces sources, et je ne suis pas parvenue à les confirmer par moi-même en cherchant du côté des publications du DAR.

Pour avoir une idée du poids de la démographie bouddhiste, il faut donc se reposer sur des données imparfaites et incomplètes. Celles-ci ont toutefois le mérite d'être relativement cohérentes entre elles, puisqu'elles estiment toutes que les bouddhistes représentent plus de 90% de la population nationale.

10.1.3. L'immigration d'origine chinoise

Un autre sujet à contextualiser concerne l'immigration d'origine chinoise en Thaïlande. La politique de Front Uni ayant mis l'accent sur la cooptation des « Chinois.es d'outre-mer », on peut s'attendre à ce que les communautés d'héritage et de culture chinoises établies dans le royaume attire l'attention du PCC.

Les peuples de Thaïlande et de Chine sont liés par une longue histoire de contact et d'échanges, qui s'accroissent au 13^e siècle quand le Royaume de Sukhothai est intégré au système tributaire de la dynastie mongole des Yuan. Dès cette époque, plusieurs mouvements d'immigration amènent un grand nombre de personnes à quitter la Chine pour s'établir dans ce qui devient par la suite le Royaume du Siam (Jory, 2021; Liu, 2020). Au 19^e siècle, cette immigration devient un phénomène de masse et les personnes d'origine chinoise deviennent la plus importante minorité en Thaïlande (Tungkeunkunt et Phuphakdi, 2020). Il s'agit en grande partie de personnes appartenant aux groupes Chaozhou (Teochew), Hokkien, cantonais, Hakka et hainanais (Chatavanich, 1997; Lee,

⁵⁸⁶ « 2021 Report on International Religious Freedom: Thailand », U.S. Department of State, <https://www.state.gov/reports/2021-report-on-international-religious-freedom/thailand/>

⁵⁸⁷ « 2022 Report on International Religious Freedom: Thailand », U.S. Department of State, <https://www.state.gov/reports/2022-report-on-international-religious-freedom/thailand/>

2022; Liu, 2020) et, sur place, les communautés d'immigré.es se forment en suivant ces mêmes lignes ethnolinguistiques. Au début du 20^e siècle, certains hommes d'affaires venus de Chine parviennent à se rapprocher de l'élite thaïlandaise, notamment dans l'aristocratie, et graduellement, les CHCC en viennent aussi à dominer dans certains secteurs économiques.

En réaction à l'influence grandissante des immigré.es d'origine chinoise, la monarchie prend une série de décisions visant à affirmer son autorité et à s'assurer de l'allégeance des nouveaux/elles arrivant.es. Le roi Rama VI Vajiravudh (1881-1925) augmente la taxe d'entrée pour les migrant.es et impose plusieurs mesures d'assimilation, par exemple en limitant l'usage de langues chinoises dans l'éducation et dans la presse ou en imposant l'adoption de noms thaïs pour ceux qui souhaitent être naturalisé.es. Le régime décide également d'accorder la nationalité à toutes personnes d'origine chinoise nées sur le sol thaïlandais. À cette époque, le gouvernement chinois (sous le régime impérial des Qing, puis sous le régime républicain) reconnaissait tous.tes les « Chinois.es d'outre-mer » comme citoyen.nes. Face à cette politique, le gouvernement thaïlandais décide de forcer les immigré.es d'origine chinoise à choisir entre leur identité chinoise et leur identité thaïlandaise. Cette approche semblait d'autant plus nécessaire qu'au tournant du 20^e siècle, les pays sont agités par une série de soulèvements populaires. C'est notamment le cas de la Chine où les rébellions aboutissent finalement à la chute de l'État impérial. Craignant que ces mouvements inspirent la population thaïlandaise à se soulever contre son autorité, la monarchie va chercher à désolidariser les immigré.es d'origine chinoise du sort de la Chine en forçant leur intégration dans la société locale. Mais les mesures adoptées et les propos parfois xénophobes du roi vont aussi provoquer des tensions avec les CHCC. Pour les apaiser, son successeur, Rama VII Prajadhipok (1893-1941), relâche la pression sur la politique assimilatrice dans le royaume et emploie un discours plus positif, qui consiste à présenter les personnes d'origine chinois.es comme des frères et sœurs du peuple thaïlandais et de la monarchie.

Toutefois, après l'abolition de la monarchie absolue (1932), le gouvernement mené par le Parti du Peuple (*Khana Ratsadon*) remet en place des mesures strictes d'assimilation, (vis-à-vis de l'emploi, de la résidence et de l'acquisition de propriété foncières, etc.), et adopte une politique d'immigration très restrictive. L'amendement de 1939 à la loi sur la nationalité impose aux personnes d'origine chinois.es d'adopter des noms thaïs, d'envoyer leurs enfants dans des écoles thaïlandaises, de parler thaï et de renoncer formellement à toute loyauté envers la Chine, pour pouvoir accéder à la naturalisation (Han, 2022). Pourtant, malgré la violence symbolique et culturelle de ces décisions, il est possible qu'elles aient contribué au développement de relations inter-ethniques relativement pacifiées. En effet, comme l'explique Morita (2007), bien qu'il y ait eu des moments de tensions et des épisodes de violence physique, la politique d'assimilation imposée a été plutôt un succès. On peut

constater que les personnes d'origine chinoise n'ont globalement pas été poussées à la marge de la société thaïlandaise, qu'il existe de nombreuses familles d'héritage partagé sino-thaïlandais et que la Thaïlande n'a pas connu une fragmentation de la société sur la base de clivages ethniques comme ça a été le cas en Malaisie, par exemple. C'est d'ailleurs pourquoi Boisseau du Rocher (2016) y voit « *une assimilation qui reste la plus réussie en Asie du Sud-Est et qui n'est pas l'objet de discrimination* » (p. 107).

Ce genre de conclusion vise assez juste, mais elle peut avoir tendance à occulter la méfiance dont les CHCC ont fait l'objet presque continuellement du point de vue des dirigeant.es politiques. Dans les années 1950, par exemple, les CHCC sont vues avec suspicion par un gouvernement qui se sent menacé par la diffusion des idées communistes. Plusieurs siècles d'assimilation forcée et de longues décennies de lutte anti-communiste ont eu un impact non-négligeable sur la place des personnes d'origine chinoise dans la société thaïlandaise et sur l'imaginaire collectif à leur égard. Tungkeunkunt et Phuphakdi (2018, 2020) rappellent que les relations inter-ethniques et les relations des CHCC avec l'État thaïlandais ne sont pas dégradées significativement au fil du temps, en grande partie, grâce à la rhétorique de fraternité adoptée par l'élite politique thaïlandaise (en premier lieu, la monarchie). Cette rhétorique avait pour effet de placer les deux peuples sur un pied d'égalité et de leur octroyer un lien de sang. Il faut aussi souligner que la politique d'assimilation n'a pas été pratiquée de façon uniforme et que, de même que les identités ethnoculturelles des immigré.es venant de Chine sont multiples, leurs expériences et leur rapport à l'identité sont très variables.

La situation des CHCC en Thaïlande signifie que les tentatives de cooptation des « Chinois.es d'outre-mer » émanant du régime chinois aujourd'hui peuvent potentiellement toucher un public très large. En même temps, elle signifie aussi que ce public est difficilement différenciable du reste de la population thaïlandaise. De plus, l'influence croissante de la Chine en Thaïlande pourrait perturber l'équilibre socio-ethnique interne, si les personnes d'origine chinoise sont considérées comme agissant de façon déloyale envers leur pays en se rapprochant des agent.es du PCC. Même au sein des CHCC, cette influence peut causer des frictions, comme le constate Han (2022) au sujet de l'apprentissage du mandarin, dont la popularité se fait au détriment des autres langues chinoises. En promouvant cet apprentissage, notamment par le biais des Instituts Confucius, le gouvernement chinois contribue à une forme de « re-sinisation » qui valorise une identité chinoise singulière et exclusive, liée à un construit national, sur d'autres identités plus polyformes et inclusives, dans lesquelles coexistent des identités chinoises non-nationales (ethnolinguistiques, régionales) et une identité sino-thaï(landais)e. Historiquement, les personnes issues de l'immigration chinoise ont eu tendance à conserver des relations avec leur communauté d'origine et à privilégier une identité

chinoise localisée, centrée sur le village, la ville, la région ou la province, plutôt qu'une identité chinoise nationale. Dans le secteur du commerce, certain.es ont également développé des liens d'activités avec leurs provinces d'origine. Il existe de nos jours un grand nombre d'associations de commerce spécialisées dans les échanges entre la Thaïlande et une région spécifique de la Chine, qui ont été créés par des personnes d'affaires d'origine chinoise, comme la Chambre de Commerce du Fujian en Thaïlande. C'est en partie grâce à ces réseaux que les relations économiques des deux pays sont aussi importantes de nos jours.

10.2. Les relations économiques contemporaines sino-thaïlandaises

10.2.1. Aperçu général

Pour un aperçu général de ces relations économiques, je propose ici de présenter quelques chiffres parlants et de citer quelques-uns des accords de coopération économique majeurs que les deux pays ont passés, à commencer par un accord de libre-échange dans le secteur agricole signé en 2003. Cet accord est significatif, car il a été considéré comme un des premiers pas vers la mise en place d'un système de libre-échange entre l'ASEAN et la Chine. Pour ce qui est du volume des échanges commerciaux sino-thaïlandais, celui-ci s'élevait à 17,3 milliards USD en 2004 (Zhou Y., 2021, p. 237)⁵⁸⁸. En deux décennies, les échanges économiques bilatéraux ont fortement accru et en 2022, la Chine a dépassé le Japon en devenant le premier partenaire commercial de la Thaïlande, avec plus de 135 milliards de dollars en produits et services échangés⁵⁸⁹. Cette même année, « *grâce au principe d'avantages réciproques et de coopération gagnant-gagnant* »⁵⁹⁰, la Chine aussi est devenue la première source d'investissement étranger en Thaïlande, ce qui aurait mené à « *des avantages tangibles immenses pour le développement des deux pays et le bien-être des deux peuples* »⁵⁹¹.

Au sommet de l'APEC organisé en novembre 2022 en Thaïlande, Prayut Chan-o-cha (alors Premier Ministre) et Xi Jinping ont signé cinq accords pour approfondir leur coopération économique, dont un plan de coopération pour le projet de la *Belt and Road Initiative*⁵⁹². La déclaration conjointe

⁵⁸⁸ En 2015, ces échanges sont évalués à 56 milliards de dollars, soit 15.6% du commerce international de la Thaïlande (Busbarat, 2016, p. 239). Trois ans plus tard, ce volume équivaut à 80,1 milliards de dollars, faisant de la Chine le deuxième partenaire économique le plus important de la Thaïlande, derrière le Japon (Zhou, 2021, p. 237).

⁵⁸⁹ « Remarks of Spokesperson of the Chinese Embassy in Thailand upon Media Inquiries », Ambassade de la République Populaire de Chine en Thaïlande, 2 mars 2023, http://th.china-embassy.gov.cn/eng/sqwxw/202303/t20230302_11034040.htm

⁵⁹⁰ « Remarks of Spokesperson of the Chinese Embassy in Thailand upon Media Inquiries », 2023.

⁵⁹¹ « Remarks of Spokesperson of the Chinese Embassy in Thailand upon Media Inquiries », 2023.

⁵⁹² Les quatre autres accords sont : 1) le quatrième « plan d'action conjointe » du partenariat de « Coopération stratégique globale » (le premier ayant été élaboré en 2007), 2) un protocole d'entente interministérielle pour la coopération en e-commerce, 3) un protocole d'entente pour la coopération dans les domaines de l'académie, de la science et de la technologie (conclu par le Ministère thaïlandais de l'Éducation Supérieure, des Sciences, de la Recherche et de l'Innovation et l'Académie des Sciences de Chine) et 4) un protocole d'entente pour l'établissement

diffusée par les deux gouvernements, intitulée « Construire une communauté Thaïlande-Chine d'avenir partagé pour une Stabilité, Prospérité et Durabilité renforcées »⁵⁹³, réitère aussi certains engagements concernant des projets en cours, dont la construction d'un réseau ferroviaire reliant les deux pays⁵⁹⁴, le partenariat stratégique global ASEAN-Chine et la coopération dans la région Lancang-Mékong. Les deux gouvernements se sont aussi engagés à collaborer davantage pour lutter contre l'épidémie de la Covid-19 et favoriser le redressement économique et social post-pandémie.

Bien que le sommet de l'APEC ait été essentiellement centré sur les affaires économiques, la déclaration sino-thaïlandaise réaffirme aussi le positionnement de la Thaïlande par rapport à la politique de la « Chine Unique », en soutenant le principe « Un pays, deux systèmes ». Enfin, l'évènement a été l'occasion pour les deux gouvernements de réitérer l'importance qu'ils accordent au développement des échanges entre les peuples pour promouvoir l'amitié et l'entente à travers les cultures, auxquels contribuent les échanges dans le domaine de l'éducation, de la culture, des médias, mais aussi du tourisme (d'où le besoin pressant pour une reprise de l'activité dans ce domaine à la sortie de la pandémie). D'après un article de *Xinhua*, Xi Jinping aurait affirmé que la Chine et la Thaïlande « *doivent renforcer les échanges entre les jeunes des deux pays, rapprocher encore plus le cœur de leurs peuples, renforcer davantage leurs affinités et enrichir l'aspect interpersonnel et culturel de la communauté de destin Chine-Thaïlande* » et que « *[l]a Chine est prête à renforcer la coordination avec la Thaïlande dans les affaires internationales et à travailler activement avec elle pour la paix durable et le développement à long terme du monde* »⁵⁹⁵.

Ce genre de propos dépeint une bonne entente entre les deux pays et des résultats positifs de leur coopération. Or, le poids de l'économie chinoise dans l'économie thaïlandaise implique une forme de dépendance, reflétée dans les flux d'importation et d'exportation. Selon les données de la Banque Mondiale, en 2020, les exportations de la Thaïlande vers la Chine s'élèvent à 29,7 milliards de dollars. Mais les importations depuis la Chine sont bien plus élevées, montant jusqu'à 49,8

d'un groupe de travail sur la coopération économique et l'investissement conclu entre le Ministère de l'Industrie de la Thaïlande et le Ministère du Commerce de la Chine. Voir « Thailand and China ink 5 agreements to boost trade, regional security », *The Nation*, 19 novembre 2022, <https://www.nationthailand.com/special-edition/apec/40022252>

⁵⁹³ « Joint Statement between the Kingdom of Thailand and the People's Republic of China on Working towards a Thailand - China Community with a Shared Future for Enhanced Stability, Prosperity and Sustainability », 19 novembre 2022, Ministère des Affaires Étrangères du Royaume de Thaïlande, <https://www.mfa.go.th/en/content/thchnjointstatement19112565-2?cate=5d5bcb4e15e39c306000683c>

⁵⁹⁴ Ce projet s'inscrit dans le cadre du Couloir de Développement Thaïlande-Laos-Chine. Il rejoint le projet du Couloir Économique de l'Est de la Thaïlande et les projets chinois de développement de la zone Guangdong-Hong Kong-Macao et du delta du Yangzi.

⁵⁹⁵ « Xi et Prayut conviennent de construire une communauté d'avenir partagé sino-thaïlandaise plus stable, plus prospère et plus durable », *Xinhua*, 20 novembre 2022, <http://french.xinhuanet.com/20221120/d84b6d7540d544779f06d32113b3e20e/c.html>

milliards de dollars, soit un déficit commercial de plus de 20 milliards⁵⁹⁶. Un an plus tard, l'écart est encore plus creusé, puisque les exportations de la Thaïlande vers la Chine s'élèvent à 37,7 milliards de dollars, contre 69,6 milliards de dollars d'importations depuis la Chine⁵⁹⁷. Ce déficit commercial significatif pour la Thaïlande crée un certain déséquilibre dans ses relations économiques avec le géant chinois. Dans le secteur du tourisme, la dépendance envers les voyageurs chinois.es a été très tangible et très médiatisée au cours de la pandémie de la Covid-19, surtout pendant la période de fermeture des frontières chinoises⁵⁹⁸.

10.2.2. Le secteur touristique : pilier et jauge des relations sino-thaïlandaises

Le secteur touristique est un des plus importants dans les relations économiques sino-thaïlandaises et à ce titre, les gains générés par les touristes chinois.es en Thaïlande servent souvent de jauge à l'état des relations bilatérales. En 2019, ces touristes représentent autour de 11 millions de personnes, soit 27.6% de tous.les les touristes qui sont entré.es en Thaïlande cette année, ce qui fait de la Chine la plus grande source de consommateur.es de l'économie touristique thaïlandaise⁵⁹⁹. Selon un responsable de l'Autorité du Tourisme de Thaïlande, l'activité générée par le tourisme chinois représente autour d'un cinquième du PIB national⁶⁰⁰. La pandémie a porté un coup dur à ce secteur et les attentes concernant le retour des touristes chinoises, avec la réouverture des frontières, étaient hautes. Le gouvernement thaïlandais est conscient de la dépendance envers le tourisme chinois et il a manifesté à plusieurs reprises un désir de relancer le secteur en permettant aux chinois.es de voyager en Thaïlande le plus tôt possible. Cela redevient possible début 2023, le gouvernement chinois ayant relâché les mesures concernant la mobilité internationale de ses citoyen.nes. Le 9 janvier 2023, trois ministres thaïlandais sont d'ailleurs présents à l'aéroport Suvarnabhumi de Bangkok pour accueillir les premiers/ères touristes venant de Chine, faisant preuve d'un grand enthousiasme⁶⁰¹. Parmi eux, il y a Anutin Charnirakui, ministre de la Santé Publique, qui annonce alors que les voyageurs en provenance de la Chine n'ont pas besoin de preuve vaccinale pour entrer sur le territoire. Il avait à ce

⁵⁹⁶ « Balance commerciale, exports et imports par pays 2020 : Thaïlande », Banque Mondiale (World Integrated Trade Solution), consulté dernièrement le 11 mai 2023, <https://wits.worldbank.org/CountryProfile/en/Country/THA/Year/2020/TradeFlow/EXPIMP/Partner/by-country#>

⁵⁹⁷ « China / Thailand (country to country profile) », Observatory of Economic Complexity, consulté dernièrement le 23 décembre 2023, <https://oec.world/en/profile/bilateral-country/chn/partner/tha>

⁵⁹⁸ « China reopening and impact on Thailand's economy », Krungsri Bank of Ayudhya, 9 février 2023, <https://www.krungsri.com/en/research/research-intelligence/china-reopening-2023>

⁵⁹⁹ « China reopening and impact on Thailand's economy », 2023. Voir aussi Tungkeunkunt, Kornphanat. « Culture and commerce: China's soft power in Thailand. » *International Journal of China Studies* 7, no. 2 (2016): 151-173.

⁶⁰⁰ Chalida Ekvitthayavechnukul et Tian McLeod Ji, « With high hopes, Thailand welcomes Chinese tourists' return », Associated Press, 9 janvier 2023, <https://apnews.com/article/health-china-thailand-travel-and-tourism-business-5568e441ab99c808d459c4cccb090856>

⁶⁰¹ Ekvitthayavechnukul et Ji, « With high hopes, Thailand welcomes Chinese tourists' return », 2023.

moment contredit l'annonce diffusée par le Ministère des Transport deux jours auparavant, et confirmé la dépendance envers les voyageur.es chinois.es pour un retour à la normale dans le secteur touristique.

Malheureusement, les résultats n'ont pas été à la hauteur des attentes du gouvernement et de la population thaïlandaise qui vit de l'activité touristique⁶⁰². Pour la période entre janvier et août 2023, les touristes en provenance de Chine ne représentaient que 12% de tous.les les visiteur.es (soit 5 millions), un chiffre nettement en dessous de ce qu'il était en 2019 (27%, soit 11 millions)⁶⁰³. Parmi les causes de cette reprise modeste, il y a d'une part le ralentissement général de la croissance chinoise et d'autre part, quelques incidents qui ont suscité des craintes de la part de la population chinoise vis-à-vis de la sécurité des voyageur.es en Thaïlande⁶⁰⁴. Le royaume ne compte pas seulement sur la Chine pour son secteur touristique, mais le faible retour des touristes chinois.es est une vraie source d'inquiétudes et de débats sur la dépendance envers le marché chinois et sur le manque de diversification dans l'économie thaïlandaise. Cette réaction semble d'autant plus justifiée qu'une des raisons pour lesquelles le gouvernement thaïlandais s'est engagé à investir dans d'importants projets de développement d'infrastructure est de soutenir, faciliter et élargir l'économie touristique.

10.2.3. Développer le réseau d'infrastructure : entrelacement des projets chinois et thaïlandais

Les deux pays coopèrent sur plusieurs grands projets de développement d'infrastructure, censés servir les secteurs du commerce, de l'industrie, de l'agriculture et du tourisme. Ces projets font le pont entre diverses initiatives de développement nationales et régionales, comme la construction d'une voie ferroviaire pour train à grande vitesse qui devra connecter la Thaïlande à la Chine (en prolongeant une voie construite au Nord entre le Laos et la Chine), et qui devra, à terme, être prolongée au Sud vers la Malaisie et Singapour au Sud. Du côté thaïlandais, ce type de projets est placé sous le signe d'une « connectivité » renforcée sur l'ensemble du territoire, censée favoriser le développement de certaines zones jusque-là mises à l'écart du processus de croissance nationale.

⁶⁰² Karen Gilchrist, « Chinese tourists are traveling again — but not the way they used to », 14 mars 2023, *CNBC*, <https://www.cnbc.com/2023/03/15/chinese-tourists-are-traveling-again-opt-for-domestic-remote-travel-.html>

⁶⁰³ Inoue Kosuke et Yuji Nitta, « Chinese travelers' slow return hits Southeast Asian economies », *Nikkei Asia*, 13 octobre 2023, <https://asia.nikkei.com/Business/Travel-Leisure/Chinese-travelers-slow-return-hits-Southeast-Asian-economies>

⁶⁰⁴ Par exemple, le film *No More Bets*, sorti en août, dépeignant un univers de trafic humain et de fraudes, et le décès d'une femme chinoise à la suite d'une fusillade dans un des plus prestigieux centres commerciaux de Bangkok en octobre auraient provoqué une baisse de confiance à l'égard des pays d'Asie du Sud-Est. Voir Jonathan Head, « Chinese tourists are returning - but not to Thailand », *BBC*, 6 novembre 2023, <https://www.bbc.com/news/world-asia-67305693>

C'est le cas du « Couloir de l'Est », qui fait partie du plan « Thaïlande 4.0 »⁶⁰⁵ centré sur le développement des infrastructures de transport et digitales (Punyaratabandhu et Swaspitchayaskun, 2021). Du côté chinois, le projet ferroviaire compte comme une composante des « Nouvelles Routes de la Soie ». C'est du moins ce qu'indique un article du *Global Times* selon lequel « [l]e projet ferroviaire Chine-Thaïlande, signé et lancé en 2021, est une construction conjointe de haute qualité et un projet phare des Routes de la Soie entre la Chine et la Thaïlande »⁶⁰⁶.

Le gouvernement chinois a lui aussi insisté sur la symbiose entre les politiques chinoises et les politiques thaïlandaises, et sur le besoin de « renforcer l'alignement » de leur stratégie de développement⁶⁰⁷. Dans son compte-rendu sur la rencontre organisée le 11 juin 2019 entre Li Xi (membre du Politburo central du PCC et secrétaire du comité provincial de Guangdong du Parti) et Prayut Chan-o-cha, l'ambassade chinoise rapporte que les responsables politiques se sont entendus sur plusieurs objectifs communs, dont l'approfondissement des échanges entre partis politiques, et sur le besoin de « synergiser les stratégies de développement respectives [des deux pays], accroître la coopération entre la région de la Grande Baie Guangdong-Hong Kong-Macao et le Couloir Économique de l'Est de la Thaïlande, et promouvoir une coopération de qualité sur les Routes de la Soie »⁶⁰⁸.

10.2.4. La Thaïlande comme point d'entrée de la Chine en Asie du Sud-Est

Du point de vue du gouvernement chinois, la Thaïlande est non seulement un point relais des « Nouvelles Routes de la Soie », elle est aussi le point d'entrée pour la Chine vers des plateformes de coopération régionale. Les deux pays sont membres de plusieurs mécanismes et institutions dont l'objectif est de favoriser la coopération (principalement économique) à travers l'Asie, dont la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (dite APEC), le Dialogue pour la coopération asiatique et la Coopération Lancang-Mékong. En ce qui concerne plus spécifiquement l'Asie du Sud-Est, la Thaïlande est un membre fondateur de l'ASEAN, à laquelle la Chine est liée par le biais des

⁶⁰⁵ Selon l'ambassade de Thaïlande à Washington, le plan Thaïlande 4.0 est un « modèle économique qui vise à débloquer le pays de plusieurs défis économiques résultant de modèles économiques passés qui avaient insisté sur l'agriculture (Thaïlande 1.0), l'industrie légère (Thaïlande 2.0), et l'industrie de pointe (Thaïlande 3.0) ». Voir « Thailand 4.0 », Ambassade du Royaume de Thaïlande à Washington, consulté dernièrement le 12 mai 2023, <https://thaiembdc.org/thailand-4-0-2/>

⁶⁰⁶ « China-Thailand railway to provide new momentum for regional economy and trade », *Global Times*, 17 novembre 2022, <https://www.globaltimes.cn/page/202211/1279801.shtml>

⁶⁰⁷ « Faire perdurer les relations amicales traditionnelles entre la Chine et la Thaïlande, créer un nouveau modèle de relations internationales (弘扬中泰传统友好关系 打造新型国际关系典范) », Ambassade de la République Populaire de Chine en Thaïlande, 4 juillet 2018, http://th.china-embassy.gov.cn/chn/ztgx/zxdt/201807/t20180704_1447805.html

⁶⁰⁸ « L'ambassade en Thaïlande a organisé une célébration pour le 44e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et la Thaïlande (驻泰国使馆举办中泰建交44周年庆祝活动) », Ambassade de la République Populaire de Chine en Thaïlande, 2 juillet 2019, http://th.china-embassy.gov.cn/ztgx/zxdt/201907/t20190702_1448085.html

mécanismes ASEAN+1 et ASEAN+3 (qui comprend également la Corée du Sud et le Japon). En fait, on peut considérer que la coopération de la Chine dans l'espace régional de l'Asie du Sud-Est dépend de ses relations avec la Thaïlande et la Chine. Selon Punyaratabandhu et Swaspitchayaskun (2018) « *[l]a Thaïlande est le centre de l'ASEAN et le connecteur entre la Chine et la région ASEAN. Par conséquent, la relation politique et économique entre la Thaïlande et la Chine affectera aussi la région ASEAN, surtout la promotion de la Route maritime de la Soie* » (p. 337). Pour Zhou Y. (2021), le rapprochement avec la Thaïlande a été en fait la première étape du projet de rapprochement de la Chine avec l'ASEAN. Aujourd'hui, du fait du rôle actif de la Thaïlande dans la coopération régionale, la Chine a besoin de cultiver une bonne relation avec celle-ci pour frayer la voie vers davantage de coopération avec les autres pays voisins. Autrement dit, les bonnes relations avec la Thaïlande sont vitales à l'intégration de la Chine dans la coopération régionale et à ses relations bilatérales en Asie du Sud-Est. Lorsqu'il était Premier Ministre de la RPC (2013-2023), Li Keqiang avait d'ailleurs déclaré en 2013 que « *[l]es relations sino-thaïlandaises sont au premier plan des relations sino-ASEAN, jouant un rôle exemplaire et moteur* »⁶⁰⁹.

L'idée selon laquelle la Thaïlande constitue un point d'entrée de la Chine en Asie du Sud-Est est très présente dans le discours diplomatique chinois. On la retrouve dans les déclarations de l'ambassadeur chinois Lyu Jian, à l'occasion des célébrations du 44^e anniversaire d'établissement officiel des relations entre le Royaume de Thaïlande et la RPC (2019), auxquels participent, parmi d'autres, deux anciens premiers-ministres adjoints thaïlandais, Phinij Jarusombat et Korn Dabbaransi (invités en leur qualité respective de président du Conseil des Relations Culturelles Chine-Thaïlande⁶¹⁰ et président de l'Association des Relations Amicales Chine-Thaïlande⁶¹¹). L'ambassade chinoise rapporte que la Chine aspire à « *faire des relations sino-thaïlandaises un exemple de coopération amicale entre des pays avec des systèmes sociaux différents* »⁶¹². L'ambassadeur aurait également confirmé le soutien de la Chine au leadership de la Thaïlande au sein de l'ASEAN, en indiquant que ce rôle était essentiel pour « *ancrer l'initiative des [Nouvelles Routes de la Soie] et promouvoir la coopération régionale* »⁶¹³. Ce type de discours place les relations sino-thaïlandaises

⁶⁰⁹ « Lors de son entretien avec Yingluck Shinawatra, Li Keqiang a souligné que les relations sino-thaïlandaises devraient jouer un rôle exemplaire et moteur (李克强与英拉举行会谈时强调 发挥中泰关系的示范和引领作用) », *Xinhua*, 12 octobre 2013, http://www.xinhuanet.com/world/2013-10/12/c_125518343.htm, cité par Zhou (2021, p. 236)

⁶¹⁰ En chinois, *taizhong wenhua cujin weiyuanhui* (泰中文化促进委员).

⁶¹¹ En chinois, *taizhong penghao guangxi xiehui* (泰中友好关系协会).

⁶¹² « L'ambassade en Thaïlande a organisé une célébration pour le 44^e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et la Thaïlande », 2 juillet 2019.

⁶¹³ « L'ambassade en Thaïlande a organisé une célébration pour le 44^e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et la Thaïlande », 2 juillet 2019.

au cœur de la coopération régionale, ce qui tend à faire penser que la Thaïlande occupe une place particulière dans la diplomatie chinoise.

10.3. Évolution des relations politiques sino-thaïlandaises : rupture, continuité et resserrement

10.3.1. De la rupture des relations interétatiques en contexte de Guerre Froide au rapprochement pragmatique

Pour promouvoir le renforcement des relations bilatérales, le gouvernement chinois et ses interlocuteurs thaïlandais font référence à une amitié ancienne entre les deux peuples et à une confiance mutuelle entre leurs gouvernements. Comme je l'expliquerai plus loin, une rhétorique d'appartenance à la même famille est aussi utilisée des deux côtés pour « naturaliser » la bonne entente entre la Chine et la Thaïlande. Elle est contenue dans l'expression « la Chine et la Thaïlande sont une famille » dans sa version en mandarin (*zhong tai yi jia qin* 中泰一家亲), dite « la Chine et la Thaïlande sont des frères » dans sa version thaïlandaise (*jin thai phae nong gan* จีนไทยพี่น้องกัน). Or, ce récit fait abstraction des tensions qui ont opposé les deux États à travers l'histoire, autant qu'il fait abstraction des tensions actuelles.

Au cours du 20^e siècle, les relations sino-thaïlandaises ont fait l'objet de changements majeurs. Pendant la Guerre Froide, les relations interétatiques ont été rompues et sont restées dans un état de gel officiel pendant plusieurs décennies, jusqu'au rapprochement qui débute dans les années 1970. La capacité des gouvernements thaïlandais à se repositionner par rapport à la Chine est considérée comme le résultat de l'approche dite du « bambou pliant selon le vent » (aussi dite « bambou se courbant sous la brise », voir Boisseau du Rocher, 2016). Il s'agit-là d'une approche de politique étrangère adoptée par l'élite politique thaïlandaise et fondée sur la flexibilité et le pragmatisme, que Boisseau du Rocher (2016) qualifie de « réaliste et opportuniste » (p. 105). Comme l'explique Busbarat (2016), au terme de la deuxième guerre mondiale, cette approche amène les gouvernements thaïlandais à épouser une posture relativement non-alignée qui leur permet de maintenir des relations plutôt pacifiées avec le bloc de l'Ouest comme le bloc de l'Est. Au tournant des années 1950, toutefois, le gouvernement thaïlandais penche plutôt du côté des États-Unis et opte pour une politique franchement anti-communiste. Officiellement, le Royaume de Thaïlande ne reconnaît pas la République Populaire de Chine et choisit de ne pas établir de relations diplomatiques avec ce nouvel État. Ce repositionnement est en grande partie motivé par la crainte d'un soulèvement communiste au sein de la Thaïlande. Pendant deux décennies, le communisme est considéré comme

la menace principale pour l'intégrité de l'État thaïlandais (Wongsuwarat, 2020), à la tête duquel se succèdent une série de gouvernements autoritaires-militaires. Durant cette même période, les autorités thaïlandaises déploient d'ailleurs des « missionnaires » bouddhistes dans les zones du pays qui leur semblent particulièrement vulnérables à l'influence communiste. Ce sont des moines, chargés deux missions : **1)**, prêcher une interprétation orthodoxe du bouddhisme qui s'accorde avec la vision politique conservatrice du gouvernement et qui prouve l'incompatibilité des enseignements de Bouddha avec les idées communistes, et **2)** répondre aux besoins matériels et spirituels des populations locales, agissant au nom du gouvernement thaïlandais (Dubus, 2018[b]).

Dans les années 1970, plusieurs changements poussent ce dernier à réévaluer ses alliances et ses priorités, à commencer par la normalisation des relations entre la Chine et les États-Unis. Les dirigeants thaïlandais réagissent aussi à la politique étrangère du Vietnam, qui leur semble de plus en plus offensive et menaçante pour la sécurité nationale thaïlandaise. Face à cela, la Thaïlande choisit d'effectuer une série d'ajustements pragmatiques menant au rapprochement avec la Chine et le Cambodge. Bien qu'ils soient menés par des régimes d'inspiration communiste, ces deux États se sont aussi rapprochés des États-Unis, sur la base de leur hostilité envers l'URSS et de leurs craintes concernant le Vietnam. Ainsi, au cours des années 1970, la Chine et la Thaïlande multiplient les gestes de rapprochement⁶¹⁴. Selon Chambers (2005, cité par Tungkeunkunt et Phuphakdi, 2018, p. 607), le gouvernement thaïlandais visait alors en priorité le développement des relations commerciales et culturelles, comme premier pas vers la normalisation des relations politiques avec la Chine. Finalement, en 1975, sous le leadership du Premier Ministre Kukrit Pramoj (appartenant à la droite conservatrice), le gouvernement thaïlandais accepte de reconnaître officiellement l'autorité du gouvernement de la République Populaire de Chine, avec lequel il établit formellement des relations diplomatiques⁶¹⁵. En premier point, la déclaration officielle (signée le 1er juillet 1975 par Zhou Enlai et Kukrit Pramoj) énonce que :

⁶¹⁴ En réalité, des gestes de rapprochement entre des responsables politiques thaïlandais et chinois avaient déjà vu le jour dans les années 1950, peu de temps après la rupture officielle des relations interétatiques, mais ceux-ci étaient secrets et non-officiels. Les relations entre les deux pays avaient aussi été maintenues par des échanges diplomatiques « entre les peuples », grâce à des acteurs des secteurs du commerce et de la culture (Tungkeunkunt et Phuphakdi, 2020).

⁶¹⁵ Avant cela, en 1972, le ministre du Commerce thaïlandais, Prasit Karnchanawat, s'était rendu à Pékin pour une rencontre officielle avec des responsables chinois, puis en 1974, alors qu'il occupe le poste de ministre des Affaires Étrangères, Karnchanawat avait pris la tête d'une délégation parlementaire pour une visite en RPC, qui est aujourd'hui considérée comme l'un des grands moments du rapprochement entre les deux États. Un an plus tard, le rapprochement est officialisé par l'établissement des relations diplomatiques. Notons que cette décision a été conditionnée, entre autres, à la désolidarisation du PCC envers le parti communiste thaïlandais, et que les mouvements socialistes-communistes thaïlandais ont longtemps continué d'être réprimés par le gouvernement thaïlandais (Wang, 2019, Wongsuwarat, 2020).

[l]e Gouvernement du Royaume de Thaïlande et le Gouvernement de la République Populaire de Chine, désireux de ranimer et renforcer davantage les relations traditionnellement étroites et amicales entre les peuples des deux pays et conformément aux intérêts et aux désirs communs des deux peuples, ont décidé de la reconnaissance mutuelle et de l'établissement de relations diplomatiques à partir du 1er juillet 1975⁶¹⁶.

C'est donc sur la base d'une relation traditionnelle et mutuellement avantageuse pour les peuples que l'entente a été conclue, et les deux gouvernements ont depuis continué d'employer cette rhétorique. À la suite de ce tournant majeur, la Thaïlande et la Chine ont approfondi leurs relations en coopérant sur de nombreux sujets. La Thaïlande est ainsi parvenue à reconstruire une relation positive avec la Chine, surtout dans le secteur économique, tout en maintenant son alliance avec les États-Unis en matière de sécurité. Ce succès semble avoir donné raison à l'approche du « bambou pliant selon le vent ». Pourtant, force est de constater que la Chine est aujourd'hui dotée d'une puissance qui crée un déséquilibre dans ses relations bilatérales avec des États moins puissants comme la Thaïlande. De plus, cette dernière doit composer avec des tensions accrues entre la Chine et les États-Unis dans les deux dernières décennies. À cela s'ajoute l'instabilité de la politique thaïlandaise à l'interne, née des coups d'État récents et de la gouvernance autoritaire de la junte militaire. Pour ces raisons, il est de plus en plus difficile pour le gouvernement thaïlandais d'adopter une politique cohérente, proactive et autonome, ce qui amène Busbarat à considérer que sa politique étrangère ressemble davantage à un « *bambou tourbillonnant dans le vent* » (2016), surtout en ce qui concerne la relation avec la Chine. Pour Dubus (2018[a]), la dérive autoritaire dans le Royaume de Thaïlande est en partie responsable d'une dépendance accrue envers la Chine en matière de politique étrangère (qui s'ajoute à sa dépendance économique). Le gouvernement thaïlandais a en effet pris de la distance avec les États qui, comme les États-Unis, ont décrié la détérioration de la démocratie sous le régime de la junte et du roi Vajiralongkorn. Outre le fait d'avoir cautionné les actions anti-démocratiques du gouvernement, le roi actuel est, par exemple, responsable de l'instauration de réformes qui ont renforcé les pouvoirs de la monarchie⁶¹⁷.

⁶¹⁶ « Joint Communiqué on the Establishment of Diplomatic Relations Between the Kingdom of Thailand and the People's Republic of China », Ambassade de la République Populaire de Chine en Thaïlande, 18 juillet 2011, http://th.china-embassy.gov.cn/eng/ztgx/zywj/201107/t20110718_1450271.htm

⁶¹⁷ Zaheena Rasheed, « Why are Thai students protesting against King Vajiralongkorn? », *Al Jazeera*, 26 août 2020, <https://www.aljazeera.com/news/2020/8/26/why-are-thai-students-protesting-against-king-vajiralongkorn>

10.3.2. Le rôle stabilisateur de la monarchie thaïlandaise

Pour le régime chinois, la puissance renouvelée de la monarchie thaïlandaise est la bienvenue, car la famille royale thaïlandaise entretient depuis longtemps des liens étroits avec la Chine. Le roi Taksin (Royaume de Thonburi, 1734-1782) était le fils d'un immigré teochew venu de Guangdong, et la famille royale qui règne aujourd'hui a une relation directe avec le peuple chinois, puisque la mère du premier roi de la dynastie Chakri était d'origine chinoise (Boisseau du Rocher, 2016). Par la suite, dans les années 1970, des membres de la famille royale ont participé au processus de rapprochement avec le gouvernement chinois. En 1978, par exemple, lors de sa première visite officielle en Thaïlande, Deng Xiaoping avait été invité à la cérémonie d'ordination du Prince Vajiralongkorn. À cette occasion, il avait même été reçu en audience personnelle avec le roi Bhumibol. Pour Wongsuwarat (2020), il est significatif que Deng ait choisi de commencer sa tournée d'Asie du Sud-Est par une visite en Thaïlande, et surtout par des rencontres avec la famille royale. De cette façon, le leader *de facto* de la RPC signalait que le PCC souhaitait en priorité se rapprocher de la société thaïlandaise et qu'il était prêt à soutenir la monarchie thaïlandaise.

Dans les années 1980, c'est la Princesse Maha Chakri Sirindhorn⁶¹⁸ qui prend le relais et devient le symbole de l'amitié sino-thaïlandaise. Seconde fille du roi défunt Bhumibol et sœur cadette du roi actuel Vajiralongkorn, elle est l'une des membres de la famille royale qui sont les plus appréciées de la société thaïlandaise. Au cours de sa vie, elle a étudié le mandarin et la culture chinoise, et elle s'est rendue plus de cinquante fois en RPC pour rencontrer des responsables politiques et apporter son soutien à des projets éducatifs, culturels et caritatifs. En septembre 2019, à l'occasion du 70^e anniversaire de la fondation de la RPC, Xi Jinping lui remet personnellement une Médaille de l'Amitié, dans une cérémonie honorant cinq autres personnalités étrangères⁶¹⁹. Plus récemment, en février 2022, à l'occasion des Jeux Olympiques d'hiver, la Princesse a été reçue par Wang Yi, alors conseiller d'État et ministre des Affaires Étrangères, à la résidence des hôtes d'État (Diaoyutai, à Pékin)⁶²⁰. Tout au long de sa carrière diplomatique, elle s'est appuyée sur sa connexion personnelle avec la culture chinoise pour projeter l'image d'une amitié durable entre les deux peuples. Depuis plusieurs décennies, elle est donc une alliée importante du rapprochement entre les deux pays, même si ses fonctions au sein de l'État thaïlandais sont essentiellement symboliques.

⁶¹⁸ Elle porte le titre officiel de Princesse Royale, et on la surnomme « Princesse Ange », en référence à l'abréviation de son nom cérémoniel et par reconnaissance de son travail pour le développement du pays.

⁶¹⁹ « Princess Sirindhorn Thanks China for Friendship Medal (Photos) », *Khaosod*, 30 septembre 2019, <https://www.khaosodenglish.com/news/2019/09/30/princess-sirindhorn-thanks-china-for-friendship-medal-photos/>

⁶²⁰ « Chinese State Councilor and Foreign Minister Wang Yi met with Princess Maha Chakri Sirindhorn », Ambassade de la République Populaire de Chine en Thaïlande, 4 février 2022, http://th.china-embassy.gov.cn/eng/sqxw/202202/t20220204_10638858.htm

Malheureusement, dans les dernières années, des problèmes de santé l'ont amené à limiter son activité politique et, en l'état, aucun.e autre membre de la famille royale n'est en capacité de lui succéder dans son rôle de grande amie de la Chine. La monarchie thaïlandaise a pourtant intérêt à préserver ses bonnes relations avec les autorités chinoises, vu le tournant autoritaire dans lequel elle s'est engagée sous le leadership du roi Vajiralongkorn.

10.3.3. Vers une alliance des autoritarismes ?

Des observateur.es comme Dubus (2018[a]), Tungkeunkunt et Phuphakdi (2018) et Boisseau du Rocher (2016) ont constaté que le virage anti-démocratique dans lequel le pays s'est engagé depuis 2014 constitue un facteur majeur de rapprochement avec la Chine. D'une certaine façon, la convergence de la monarchie et du gouvernement thaïlandais dans une direction autoritaire pousse davantage le royaume dans les bras de la Chine, puisqu'elle empêche les dirigeant.es de renforcer ou maintenir de bonnes relations avec les pays et les institutions internationales qui valorisent la démocratie. En effet, la Thaïlande est de plus en plus isolée à l'international à cause de sa politique domestique. Contrairement à de nombreux États et au nom du principe de non-ingérence, la Chine n'a ni critiqué ni repoussé le gouvernement de la junte militaire thaïlandaise. C'est le constat que dresse le *Bangkok Post* lorsqu'il rapporte que « *[l]es généraux thaïlandais entretiennent des liens plus chaleureux avec la Chine depuis qu'ils ont pris le pouvoir lors d'un coup d'État en 2014. Le coup d'État a été largement condamné par les nations occidentales, ce qui a dégradé les relations diplomatiques, mais la junte au pouvoir a affirmé avoir le soutien de la Chine* »⁶²¹. Dans un article sur la détention de l'activiste hong-kongais Joshua Wong sur le territoire thaïlandais, Erich Parpart explique que le rapprochement de la junte avec la Chine n'est pas une surprise, étant donné que l'ONU, les États-Unis, l'Union Européenne et d'autres acteur.es se sont opposés au gouvernement thaïlandais, lui reprochant d'être à l'origine de nombreux abus des droits humains⁶²².

Que le régime thaïlandais accueille favorablement « *l'étreinte amicale de la Pékin* »⁶²³, pour reprendre les termes de Parpart, s'explique aussi par le fait que son expérience politique est désormais plus similaire à celle du régime chinois. On peut même émettre l'hypothèse que la junte et ses allié.es voient dans une relation étroite avec la Chine une occasion d'apprentissage en matière d'autoritarisme. Le PCC a en effet réussi à se maintenir au pouvoir depuis maintenant plus de 70 ans

⁶²¹ « Thailand blasted for deporting Canada-bound refugees to China », *Bangkok Post*, 18 novembre 2015, <https://www.bangkokpost.com/thailand/general/768180/thailand-blasted-for-deporting-canada-bound-refugees-to-china>

⁶²² Erich Parpart, « Thailand plays the China card again », *Bangkok Post*, 10 octobre 2016, <https://www.bangkokpost.com/opinion/opinion/1106625/thailand-plays-the-china-card-again>

⁶²³ Parpart, « Thailand plays the China card again », 10 octobre 2016.

et il attribue la réussite économique du pays à la stabilité interne maintenue par une poigne de fer sur la société chinoise. Par conséquent, son régime peut constituer un modèle à émuler pour la junte militaire et l'élite conservatrice qui ne sont pas parvenu à écraser les mouvements d'opposition en Thaïlande et qui doivent aussi faire face à des divisions internes. Depuis 2006, année du coup d'État ayant déposé le Premier Ministre Thaksin Shinawatra (2001-2006), et de façon accrue depuis 2014, la contestation populaire contre les dirigeant.es militaires et les partis conservateurs continue de menacer le statu quo. Des revendications plus radicales ont aussi vu le jour, malgré la répression brandie à l'égard des partis d'opposition et des activistes de la société civile. La montée au pouvoir d'un roi peu populaire, à l'origine de nombreux scandales et qui a remis en place certaines traditions de la monarchie absolue, contribue à l'agitation populaire. Aujourd'hui, de plus en plus de citoyen.nes appellent à la réforme, voire au démantèlement, de la monarchie, une situation inenvisageable sous le règne de Bhumibol.

Le rapprochement du gouvernement thaïlandais avec le PCC n'a pas échappé au camp pro-démocratie, pour qui cela confirme de façon non-équivoque le durcissement du régime autoritaire dans le royaume. Comme l'indiquent Tungkeunkunt et Phuphakdi (2018), « [...] *le manque de légitimité du gouvernement de la junte thaïlandaise a mené certain.es thaïlandais.es qui soutiennent la démocratie à dénigrer des relations plus étroites avec la Chine. Iels estiment que la Chine soutient le gouvernement autoritaire pour son propre programme plutôt que pour le bien de la population locale* » (p. 613). Han constate aussi que :

[e]n raison du virage autoritaire intérieur de la Thaïlande, l'étroite association entre Bangkok et Pékin a été interprétée comme renforçant le pouvoir du gouvernement militaire du pays. Pendant ce temps, de nombreux/ses Thaïlandais.es de la jeune génération ont souscrit à une forme plus libérale d'un réseau international qui promeut la démocratie et la liberté en Asie, ce qui ajoute à leur aversion grandissante à l'encontre de la Chine continentale autoritaire sous le règne du Parti Communiste de Chine [...]. (2022, p. 272).

Si le déclin de la démocratie thaïlandaise signifie que les dirigeant.es sont plus enclins à se tourner vers la Chine, cette tendance peut aussi desservir le PCC pour ce qui est d'étendre son influence sur l'ensemble de la société thaïlandaise. Le Parti peut rassurer le secteur économique thaïlandais en lui promettant une coopération « mutuellement avantageuse », mais quels peuvent être ses arguments pour rassurer la partie de la population qui rejette l'autoritarisme de son propre gouvernement et s'oppose à le voir se jeter dans les bras d'un régime plus autoritaire encore ? Pour atteindre leurs objectifs de diplomatie publique, les acteur.es chinois.es ont intérêt à avoir une bonne

connaissance de dynamiques politiques internes à la Thaïlande et trouver un équilibre dans ses relations avec les élites gouvernantes qui ne mènent pas à l'aliénation d'une grande partie de la société locale. À mon sens, cette volonté de combiner une influence envers les élites gouvernantes et une influence sur le plus grand nombre explique les choix qui ont été fait vis-à-vis de la cooptation d'une certaine élite bouddhiste.

10.4. Bouddhisme et politique en Thaïlande : une relation à géométrie variable

Pour satisfaire les objectifs de cooptation et d'influence du PCC, les acteur.es de la stratégie de diplomatie bouddhiste chinoise ont intérêt à avoir une bonne connaissance du paysage religieux thaïlandais, et des relations de pouvoir qui le traversent. Dans la section suivante, j'explore quelques-unes des caractéristiques marquantes du bouddhisme en Thaïlande et de ses relations avec les institutions de pouvoir politique, en commençant par l'étroite relation entre la tradition Theravāda et l'État-nation. S'ensuit un point de comparaison entre une institution majeure du bouddhisme en Thaïlande, le Conseil Suprême du Sangha, et l'institution dominante en Chine, à savoir l'Association Bouddhiste de Chine. Enfin, je porte mon attention sur la tradition bouddhiste chinoise en Thaïlande, représentée principalement par l'ordre monastique Jin Nikāya.

10.4.1. Le bouddhisme Theravāda dans l'État-nation

Bien qu'il n'y ait pas de données statistiques explicites sur ce sujet, il fait consensus que la tradition bouddhiste Theravāda est très largement dominante en Thaïlande et cela, non seulement parce qu'une grande majorité de la population pratique un bouddhisme qu'on peut qualifier de Theravāda, mais aussi parce que la monarchie a un lien historique avec cette tradition. Comme le rappelle Liu, le bouddhisme Theravāda « *a servi sans interruption la monarchie thaïlandaise comme idéologie dirigeante, avec le monarque lui-même au centre, depuis le XIII^e siècle* » (2020, p. 123). McCargo (2004, p. 168) parle même d'un « *cordon ombilical* » pour décrire la relation entre l'institution monarchique et la tradition Theravāda.

Bien que d'autres dynasties se soient appuyées sur le bouddhisme Theravāda pour légitimer leur pouvoir et gouverner, cette relation est surtout renforcée sous le règne du premier roi de la dynastie des Chakri, Rama I Phra Putthayotfa Chulalok Maharaj (1782-1809), lorsque celui-ci place les enseignements de cette tradition au cœur de sa philosophie politique. Le monarque avait aussi encouragé la compilation de l'Édition Dorée du Tripitaka, considérée comme le texte canon du bouddhisme Theravāda. Plus tard, en 1902, dans le cadre d'une grande politique de standardisation dans ce qui est à l'époque le Royaume de Siam, le roi Rama V Chulalongkorn instaure la « Loi du

Sangha ». Celle-ci prévoit, entre autres, la création de ce qui est aujourd'hui le Conseil Suprême du Sangha (CSS), une institution administrative monastique centralisée, structurée selon les mêmes règles hiérarchiques et bureaucratiques que l'administration civile. La loi de 1902 distingue aussi quatre écoles du bouddhisme (aussi dites « sectes ») prédominantes en Thaïlande qui devront être supervisée par le CSS : deux écoles de la tradition Theravāda, soit Mahā Nikāya et Dhammayuttika Nikāya⁶²⁴, et deux écoles de la tradition Mahāyāna, l'une étant l'école chinoise Jin Nikāya et l'autre étant l'école vietnamienne Annam Nikāya. Chacune d'entre elle dispose de représentant.es au sein du Conseil Suprême du Sangha, mais les plus hautes positions sont réservées aux moines des deux écoles Theravāda. Seuls les membres Mahā Nikāya et Dhammayuttika Nikāya peuvent ainsi faire partie du Comité central du CSS et pourvoir à la position de Patriarche Suprême.

À l'origine, le CSS a été conçu comme un organe de conseil pour le roi. Graduellement, il est devenu un pilier du processus de construction de l'État-nation moderne, grâce auquel la monarchie est parvenue à centraliser, harmoniser et exercer un contrôle politique sur le religieux (Litalien, 2013). Pour les moines, devenir membre du Conseil est synonyme de prestige et donne accès à certaines ressources (sociales, politiques et financières). Toutefois, leurs pouvoirs effectifs sont assez limités car, tout en étant un rouage de l'appareil administratif étatique, la fonction principale du CSS est en fait d'accorder une légitimité morale à l'institution monarchique qui, à l'origine, était indissociable de l'État (Dubus, 2018[b]). Sous le règne du roi Rama VI Vajiravudh, la relation entre le bouddhisme, la monarchie et l'État-nation est renforcée par l'émergence d'une idéologie nationale représentée dans la devise « Monarque, Nation et Religion » (Litalien, 2013). Selon cette devise, le bouddhisme, la monarchie et l'unité nationale sont les trois piliers de l'identité thaïlandaise. Dans ce contexte, l'amalgame entre « religion » et « bouddhisme » est justifié par le fait que la monarchie est considérée comme la défenseuse des bouddhistes et que la personne occupant le trône doit obligatoirement être bouddhiste. Cependant, même si implicitement et traditionnellement le bouddhisme occupe une place proéminente dans l'identité nationale, il faut souligner qu'il n'est pas officiellement la religion de l'État. Ce choix s'explique d'une part, par la volonté de ne pas exclure les minorités religieuses non-bouddhistes de la Nation et d'autre part, par la volonté de limiter l'ingérence du politique dans le religieux, comme le souhaitent de nombreux/ses bouddhistes, dont des leaders influent.es. Depuis le 20^e siècle, les Constitutions successives de l'État devenu Royaume de Thaïlande en 1939 ont ainsi accordé une position privilégiée au bouddhisme, tout en reconnaissant qu'elle n'est pas la seule religion des citoyen.nes thaïlandais.es. Socialement, en revanche, être bouddhiste demeure un des

⁶²⁴ Alternativement, leurs noms peuvent s'orthographier « Mahanikai » et « Thammayutnikai ».

critères les plus utilisés pour définir l'identité thaïlandaise (aussi dite « *thainess* »)⁶²⁵, aux côtés de la langue thaïe. C'est là une perspective assez présente au sein de la population, mais aussi une perspective défendue par certaines institutions, comme l'école publique.

Le bouddhisme est aussi devenu une composante de l'économie thaïlandaise à travers le modèle de « l'économie de suffisance » introduite par le roi Bhumibol, introduit dans les années 1970 et mis en avant en 1997, dans la première année de la grande crise financière qui secoue l'Asie⁶²⁶. Il s'agit d'un modèle de développement économique guidé, entre autres, par trois principes tirés des enseignements de Bouddha : la modération, la recherche du raisonnable et l'auto-immunité (ou « auto-résilience »)⁶²⁷. Comme les « Nouvelles Routes de la Soie », il s'agit bien plus d'un outil rhétorique permettant de promouvoir diverses initiatives proposées par l'État (dont les « Projets Royaux »)⁶²⁸ que d'un modèle économique défini (Noy, 2011; McCargo, 2004), délimité et prescriptif, doté d'une feuille de route pour mettre en pratique les valeurs bouddhistes. Il a toutefois le mérite d'avoir fixé une direction morale au processus de développement économique, dans une période d'incertitude et de dérégulation, et il continue d'être une source d'inspiration dans les milieux politiques.

Pour administrer et financer les affaires religieuses, le gouvernement peut également s'appuyer sur d'autres institutions qui lui sont, d'une façon ou d'une autre, subordonnées. Dans le cas du bouddhisme, le système de « *mécénat d'État* » (pour reprendre les termes employés par Larsson, 2019) passe principalement par l'Office National du Bouddhisme (ONB), une agence gouvernementale « indépendante » qui répond toutefois directement au Premier Ministre, et par deux

⁶²⁵ Voir Chachavalpongpan, Pavin (éd). *Routledge handbook of contemporary Thailand*. Routledge, 2019, en particulier le chapitre de Saichol Sattayanurak, « Thai identity and nationalism » (p. 241-252), le chapitre d'Edoardo Siani, « Buddhism and power » (p. 268-277), et le chapitre de Tomas Larsson, « Secularisation, secularism, and the Thai state » (p. 278-290).

⁶²⁶ « The Sufficiency Economy Philosophy and the Context of National Development », Bureau National du Conseil du Développement Économique et Social, consulté dernièrement le 15 mai 2023, disponible en téléchargement sur https://www.nesdc.go.th/nesdb_en/download/article/article_20160323113011.pdf

⁶²⁷ La « modération » fait référence à la recherche de la « voie du milieu », un des principaux préceptes du bouddhisme, la recherche du raisonnable (en anglais, « *reasonableness* ») revient à être conscient.e de l'influence d'une action sur son monde (fondée sur le principe de non-séparation entre le soi et le monde et la pensée cyclique liée à la notion de karma), et l'auto-immunité à la capacité d'un être ou d'une communauté à se protéger des perturbations externes (proche des notions de résilience et de prudence, nécessitant d'arriver à l'état de pleine conscience ou « *mindfulness* »). Voir Song, Hee-Chan. « Sufficiency economy philosophy: Buddhism-based sustainability framework in Thailand. » *Business Strategy and the Environment* 29, no. 8 (2020), et Mongsawad, Prasopchoke. « The philosophy of the sufficiency economy: a contribution to the theory of development. » *Asia Pacific Development Journal* 17, no. 1 (2010) : 123.

⁶²⁸ Il s'agit de projets de recherche et de développement financés par la Fondation des Projets Royaux, introduits dans les années 1960 par le roi Bhumibol, les premiers ayant été centrés sur le développement agricole et la lutte contre les activités agricoles illicites. Pour une étude de cas incluant une présentation générale des Projets Royaux, voir Latt, Sai SW. « More than culture, gender, and class: Erasing Shan labor in the « success » of Thailand's Royal Development Project. » *Critical Asian Studies* 43, no. 4 (2011): 531-550. Il mérite d'être noté que le fonctionnement de la Fondation, et surtout sa gestion financière, est peu transparent.

universités bouddhistes publiques (l'Université Mahachulalongkornrajavidyalaya et l'Université Mahamakut), elles-mêmes supervisées par le Ministère des Affaires Universitaires. Le Département des Affaires Religieuses (DAR), qui dépend du Ministère de la Culture, est un autre organe de gestion des affaires religieuses, mais il s'occupe plutôt des religions minoritaires, à savoir l'islam, le christianisme, l'hindouisme et le sikhisme (Larsson, 2019).

Le Conseil Suprême du Sangha appartient à cet ensemble bureaucratique. Il est plus ou moins subordonné au Département des Affaires Religieuses par un rapport de financement, puisque cette administration lui attribue une partie de son budget. Sa relation avec l'Office National du Bouddhisme est plus ambivalente, étant donné qu'une partie de leurs fonctions s'entrecoupent et que certains membres du Conseil Suprême du Sangha occupent des positions au sein de l'ONB. En revanche, la capacité du CSS à contribuer à une gestion effective des affaires bouddhistes a été remise en question. Certain.es dénoncent un manque de moyens octroyés par l'État, alors que d'autres dénoncent un manque de volonté de la part du CSS. On lui reproche notamment de ne pas avoir su s'adapter aux conditions de la société moderne et d'en être aujourd'hui trop éloignée, ce qui l'amène à perdurer sans avoir la capacité de répondre aux besoins des bouddhistes dans le pays, par exemple pour ce qui est de les soutenir face aux nouvelles pressions économiques. Le détachement du CSS avec le quotidien des Thaïlandais.es est le résultat aussi de sa distance avec les moines⁶²⁹ dispersés à travers le territoire, surtout ceux qui résident dans des campagnes. En fait, l'évolution du CSS a été plutôt marquée par la constance. Malgré la chute de la monarchie absolue en 1932 et des réformes internes mises en œuvre en 1941 puis en 1963, son fonctionnement et son rapport à l'État n'ont pas significativement changés depuis qu'il a été créé (Dubus, 2018[b]; Liu, 2020). Désormais découplés, la monarchie et l'État conservent tous deux un contrôle fort sur le Conseil et ce contrôle semble s'être accentué sous le régime de la junte militaire et depuis l'accession au trône du roi Vajiralongkorn. C'est du moins ce que montre la décision de l'Assemblée Nationale d'amender la Loi du Sangha en décembre 2016, de sorte à supprimer le rôle du CSS dans la désignation du Patriarche Suprême, qui en est pourtant le chef, en décrétant que « *[l]e roi nomme le Patriarche Suprême, dont la nomination sera contresignée par le Premier Ministre* » (article 7 de la loi, citée par Dubus, 2018[b], p. 54).

⁶²⁹ Puisque seuls les hommes peuvent être pleinement ordonnés dans la tradition Theravāda thaïlandaise, le CSS ne supervise que les moines. Ni les femmes renonçantes ayant le statut de *maechee*, ni les femmes thaïlandaises ayant été ordonnées à l'étranger, ne sont gouvernées par l'institution (Borchert, 2022, voir note de bas de page n°11). Le Conseil et le Patriarche Suprême sont d'ailleurs historiquement parmi les plus hostiles à une meilleure reconnaissance des femmes dans la communauté monastique, et la prépondérance des écoles Theravāda explique pourquoi la non-reconnaissance des moniales s'applique à toutes les sectes représentées dans le CSS..

10.4.2. Point de comparaison : le Conseil Suprême du Sangha et l'Association Bouddhiste de Chine

Le Conseil Suprême du Sangha est un instrument de pouvoir, au service de l'État, et non au service de la population. Bien qu'elle prétende le contraire, il en est de même pour l'Association Bouddhiste de Chine. Dans le cas du CSS, ce sont les intérêts du gouvernement et de la monarchie qui comptent par-dessus les intérêts des citoyen.nes, et dans le cas de l'ABC, ce sont les intérêts du gouvernement et du PCC. Toutefois, les deux institutions diffèrent par leur vocation en termes de représentativité et leurs utilités politiques. Le CSS ne cherche pas à représenter tous les bouddhistes de la Thaïlande, mais plutôt à administrer les quatre sectes reconnues par l'État et à garantir la continuité des deux sectes qui se partagent le monopole de l'orthodoxie Theravāda. En termes d'objectif politique, sa raison d'être est principalement une question de légitimation morale, qui consiste à apporter une sanction spirituelle aux décideur.es et à leurs politiques. Le CSS ne dispose d'ailleurs pas des pouvoirs et de la structure institutionnelle qui serait nécessaire à l'exercice d'un contrôle exhaustif sur les affaires religieuses, sur l'ensemble du territoire, et l'autorité étatique dispose d'autres moyens pour réguler ces affaires. De plus, l'État thaïlandais n'a pas un rapport systématiquement antagoniste avec les formes de religiosité qui ne sont pas prises en compte par le CSS, comme le montrent sa tolérance, plus ou moins directe, pour certains mouvements bouddhistes hétérodoxes, dont Santi Asoke et Dhammakaya (Scott, 2016).

Dans le cas chinois, l'ABC a pour vocation de représenter tous.tes les bouddhistes, dans la limite des formes autorisées par l'État. Elle se base moins sur une distinction entre l'orthodoxie et l'hétérodoxie que sur une logique d'alignement avec la politique du PCC. L'objectif poursuivi par le gouvernement dans son recours à l'ABC est tout autant d'obtenir le soutien politique des leaders du bouddhisme (et un canal pour diffuser la volonté du Parti et de Xi Jinping) que d'exercer un contrôle potentiellement très strict des affaires religieuses. Cette différence est liée à la responsabilité que l'autorité politique doit assumer dans ce domaine. Si l'État thaïlandais a les moyens de se servir du CSS pour défendre un bouddhisme « *hautement conservateur, orthodoxe et autoritaire* » (McCargo, 2004, p. 168), et a parfois intérêt à le faire, la légitimité du gouvernement et de la monarchie ne repose pas de façon cruciale sur leur capacité à éradiquer les croyances et les pratiques hétérodoxes du bouddhisme. À l'inverse, la légitimité du PCC dépend de sa capacité à exercer un contrôle exhaustif sur la société chinoise, dont les communautés bouddhistes. D'une part, il doit veiller à maintenir un certain degré de cohérence et de crédibilité par rapport à son idéologie athéiste et l'interprétation de la place de la religion dans une société « socialiste à caractéristiques chinoises » qu'il a imposée.

D'autre part, il doit s'assurer qu'aucun groupe ne soutienne un discours religieux qui n'est pas compatible avec son programme politique.

Pour les membres du CSS et de l'ABC, leur intérêt à servir l'autorité politique tient à la protection qu'elle offre aux communautés, aux organisations et aux projets bouddhistes dont iels sont les représentant.es, ainsi qu'à un accès personnel à davantage de prestige et de ressources. Dans le cas du Conseil Suprême du Sangha, malgré un pouvoir limité en l'état, il y a aussi toujours l'attente que la coopération avec le gouvernement et la monarchie mène à un pouvoir agrandi à l'avenir, par exemple si ses membres parviennent à convaincre les décideur.es politiques de modifier la Constitution pour faire du bouddhisme Theravāda la religion officielle du royaume. Dans le cas de l'Association Bouddhiste de Chine, une coopération avec le gouvernement, et avant tout avec le PCC, a d'ores et déjà mené à un traitement plus favorable pour les activités de certains temples et de certaines organisations, qui se traduit par une plus grande marge de manœuvre et l'accès à davantage de ressources pour revitaliser le bouddhisme en Chine.

Étant historiquement proche de la monarchie et étant encore aujourd'hui un instrument de pouvoir étatique, le CSS est par essence une institution conservatrice, dont la fonction est de défendre le statu quo. Par extension, il peut également devenir un outil de légitimation de l'autoritarisme, surtout lorsque les deux sources d'autorité auxquelles il est subordonné (la monarchie et le gouvernement) prennent toutes deux ce virage anti-démocratique. Cette propension à accompagner la dérive autoritaire est un autre point en commun avec l'ABC, et elle peut motiver un rapprochement entre les deux institutions (sur la base d'une expérience similaire, d'un potentiel apprentissage mutuel) sous la forme d'une diplomatie publique. Paradoxalement, sur le plan doctrinal, c'est ce même fondement conservateur chez le CSS et son rôle par rapport à l'orthodoxie bouddhiste qui en fait un allié improbable de l'ABC. En effet, le CSS est garant d'un système dans lequel la tradition Theravāda domine. Tout en ayant le droit d'exister et tout en disposant d'une certaine reconnaissance institutionnelle, la tradition Mahāyāna est en position d'infériorité par rapport aux écoles Theravāda. De par sa structure, le CSS exclut le clergé de la tradition locale chinoise, Jin Nikāya, de son plus important organe décisionnel et les membres du Comité central n'ont pas témoigné d'une volonté de le réformer et de l'ouvrir. À l'inverse, l'ABC est dominée par des membres de la tradition Mahāyāna, et le PCC, surtout sous le leadership de Xi Jinping, pousse toujours plus l'association à « siniser » le bouddhisme. Vu leur divergence vis-à-vis de ce qui constitue l'interprétation « correcte » du bouddhisme et de leur traitement de la diversité des interprétations, on pourrait s'attendre à ce que le CSS et l'ABC aient des difficultés à s'entendre. En particulier, on pourrait s'attendre à ce que le CSS n'ait pas une haute estime de l'ABC. Pourtant, comme je le montrerai par la suite, l'Association

Bouddhiste de Chine jouit d'une reconnaissance suffisante pour que ses principaux/ales responsables soient conviés à des événements prestigieux du Conseil Suprême du Sangha. La relation du CSS avec les écoles du bouddhisme n'appartenant pas à l'orthodoxie Theravāda et sa distance avec la société thaïlandaise au quotidien peut expliquer, nonobstant, pourquoi l'ABC ne compte pas seulement sur lui pour tisser des liens avec la communauté bouddhiste de Thaïlande. En effet, d'autres institutions, gravitant autour l'université Mahachulalongkornrajavidyalaya (UMC), et des individus particuliers ont suscité l'attention de l'association chinoise.

10.4.3. Le bouddhisme chinois en Thaïlande et l'école Jin Nikāya

Comme on l'a vu, le CSS accorde une place à une école chinoise de la tradition Mahāyāna en Thaïlande, représentée en son sein par le « Patriarche de la secte chinoise ». L'existence de cette école est le résultat de l'importante immigration chinoise dans le pays, qui s'étale sur plusieurs siècles. Comme en Chine, la pratique du bouddhisme chinois en Thaïlande est souvent imbriquée dans la pratique d'une multitude de traditions d'origine chinoise, dont le taoïsme, le confucianisme, le culte aux ancêtres, etc. Dans la capitale, des temples dédiés aux croyances chinoises apparaissent dès la fin du 18^e siècle (Kataoka, 2012), mais ce n'est qu'à la fin du 19^e siècle que sont construits des temples dédiés spécifiquement au bouddhisme chinois de la tradition Mahāyāna, dont le célèbre Temple du Dragon-Lotus (*longlian si* 龙莲寺, aussi Wat Mangkon Kamalawa en thaï) situé dans le quartier Chinatown de Bangkok (Liu, 2021). Au fil du temps, la religiosité chinoise s'est aussi imprégnée de la culture locale et en a adopté certains codes. En outre, il n'est pas rare que des individus qui fréquentent des temples de tradition chinoise Mahāyāna fréquentent également des temples de tradition thaïlandaise Theravāda. Malgré son ancienneté dans le royaume et sa reconnaissance dans le CSS, la tradition bouddhiste chinoise n'est pas un objet très documenté. Kataoka constate que

[l]e bouddhisme en Thaïlande est toujours présenté comme s'il s'agissait d'une tradition culturelle des Thaïlandais.es, voire d'un synonyme. Dans les faits, la composition de la « société bouddhiste » est bien plus complexe et l'école Theravada n'est qu'une des traditions religieuses qui apparaissent en tant que bouddhisme dans les statistiques. Les Chinois.es de Thaïlande font partie intégrante de cette complexité, mais malheureusement, à quelques exceptions près, les discussions sur les Chinois.es et leur culture en Thaïlande semblent avoir accordé peu d'attention à cette question – le bouddhisme vu du point de vue chinois. (2012, p. 462)

En règle générale, dans la littérature sur les communautés d'héritage et de culture chinoises en Thaïlande (ou du moins dans la littérature qui m'a été accessible), le sujet de leurs croyances et de leurs pratiques religieuses n'est pas systématiquement pris en considération et quand c'est le cas, le bouddhisme ne figure pas au premier plan. S'il est mentionné, c'est le plus souvent pour dresser un contraste avec d'autres formes de religiosités pratiquées par ces communautés, et ce, dans des termes assez généraux. On peut citer, par exemple, Morita (2007) qui discute du fait que les groupes ethnolinguistiques de la diaspora chinoise et la société thaïlandaise se sont mutuellement influencés en matière de croyances et de pratiques religieuses, sans pour autant s'arrêter sur la situation spécifique de l'école bouddhiste chinoise. Outre ceux de Liu (2020, 2021) et de Kataoka (2012), il est difficile de trouver des travaux qui donnent des informations très précises sur l'histoire de cette école, et surtout sur son histoire récente et sa situation actuelle (quels temples y appartiennent, quelles communautés les fréquentent, comment est composé l'ordre monastique, etc.).

Ce qui ressort de la littérature disponible, en revanche, sont deux dynamiques spécifiques au contexte thaïlandais qui méritent d'être soulignées. En premier lieu, la diffusion de la tradition bouddhiste chinoise en Thaïlande est caractérisée par le développement de temples et de sociétés philanthropiques bouddhistes « non-religieuses ». Il s'agit de sites et d'associations civiles qui ne sont pas enregistrées auprès de l'administration publique chargée des affaires religieuses, et au sein desquelles les activités de réunion, de culte, de célébration, de vénération sont pratiquées sans la présence d'un moine ou d'une moniale. À l'origine, l'émergence d'un espace « religieux-non-religieux » (Kataoka, 2012) est une réaction aux politiques de l'État thaïlandais, notamment à ses tentatives de réguler les activités des immigré.es venu.es de Chine et de construire une forme de bouddhisme officiel centré sur la tradition Theravāda. Autrement dit, la création d'un bouddhisme chinois qui prend un autre nom que celui de religion était une façon pour les CHCC d'échapper au contrôle de l'État. Cet espace coexiste avec un autre espace plus institutionnalisé, rassemblé autour d'un unique ordre monastique connu sous le nom de Jin Nikāya (JN) (nom qui est aussi utilisé pour désigner l'ensemble de la « secte chinoise » du bouddhisme thaïlandais). L'ordre de JN revendique un lignage avec l'école Linji, née en Chine, et compte officiellement 18 temples répartis à travers le territoire thaïlandais (Liu, 2020 et 2021). Jusqu'à récemment, son leader était le Vénérable Maître Rende. Succédant au sixième Patriarche (Vénérable Maître Pujing) en 1986, il est le premier chef de l'ordre à être né en Thaïlande, d'une famille originaire de Chine. Mais celui-ci est décédé le 30 mars 2023 et depuis, aucun successeur ne semble avoir pris le relais, que ce soit en tant que chef de JN ou en tant que « Patriarche de la secte chinoise » au sein du Conseil Suprême du Sangha. Il est possible

que, comme par le passé, la passation de pouvoir ait suscité des dissensions internes au sein de JN, et que la question ne soit pas résolue rapidement.

Quoiqu'il advienne par la suite, ce qu'il faut retenir de la situation actuelle de la tradition chinoise Mahāyāna en Thaïlande est la coexistence d'un bouddhisme « laïc », centré sur la philanthropie et non-institutionnalisé du point de vue des pouvoirs publics, avec un bouddhisme « religieux » monopolisé par un unique ordre monastique, intégré au système administratif de l'État.

11. Chapitre 11. La stratégie de diplomatie bouddhiste chinoise déployée dans le Royaume de Thaïlande : acteur.es, discours et plateformes des échanges

11.1. La quasi-absence des CHCC dans la diplomatie bouddhiste du PCC : contacts sporadiques de l'ABC avec Jin Nikāya et les associations de communautés de la diaspora chinoise

Compte tenu de l'importance des CHCC en Thaïlande et de l'existence d'un bouddhisme d'origine chinoise implanté localement, on pourrait s'attendre à ce que le PCC pointe sa stratégie de diplomatie bouddhiste dans la direction des communautés de croyant.es d'origine chinoise. Théoriquement, l'affiliation à un bouddhisme chinois de tradition Mahāyāna pourrait être instrumentalisé par le Parti pour renforcer les liens entre ces communautés et leur terre d'origine, et par cela renforcer leur sentiment d'appartenance à la Nation chinoise, voire cultiver un sentiment de loyauté envers le Parti lui-même. Vu l'influence sociale, politique et économique de certain.es citoyen.nes thaïlandais.es d'origine chinoise, il serait pertinent pour le PCC d'utiliser de tous les moyens dont il dispose pour coopter ces individu.es et en faire des canaux d'influence sur la société thaïlandaise dans son ensemble. D'après mes recherches, les CHCC de Thaïlande sont effectivement ciblées par le Travail de Front Uni, mais contrairement aux attentes, la diplomatie bouddhiste n'en est pas le moyen principal. Ni les institutions locales du bouddhisme de tradition chinoise, ni les associations de communauté (c'est-à-dire les associations représentant les intérêts des diverses communautés d'origine chinoise en Thaïlande, à travers divers domaines) ne sont impliquées dans les efforts de la diplomatie bouddhiste chinoise visant la société thaïlandaise.

11.1.1. L'ABC et JN : une relation distendue

Les données collectées au cours de mes recherches indiquent que l'Association Bouddhiste de Chine n'entretient pas une relation étroite ou dynamique avec les organisations thaïlandaises du bouddhisme chinois, l'ordre monastique de Jin Nikāya inclus, à l'heure d'aujourd'hui. Dans les années 2000, l'ABC et JN ont interagi à plusieurs occasions⁶³⁰, mais depuis 2013, ces contacts semblent avoir été rompus. Les agent.es diplomatiques du PCC semblent privilégier une relation avec

⁶³⁰ « La délégation bouddhiste chinoise s'est rendue en Thaïlande pour assister à l'exposition d'art conjointe Thaïlande-Chine « Monde de la peinture bouddhiste », à la Conférence bouddhiste internationale et aux activités du « Festival Vesak » des Nations Unies en 2007 (中国佛教代表团访问泰国出席泰中« 佛画世界 »艺术联展、国际佛教大会暨2007联合国« 卫赛节 »活动) », *Fayin*, n°6 (274) : 2007, <https://www.chinabuddhism.com.cn/fayin/dharma/2k0706/g2k0706f12.htm>; « Maître Rende de Thaïlande a rendu visite à l'Association bouddhiste de Chine (泰国仁得长老参访中国佛教协会) », *Phoenix Media*, 25 septembre, 2017 https://fo.ifeng.com/news/detail_2007_09/25/239395_0.shtml; « [Rapport du Forum] Maître Rende de Thaïlande a envoyé un message au 2e Forum Bouddhiste Mondial ([论坛报道] 泰国仁得上师为二届世佛教论坛寄语) », *FJNET*, 18 février 2009, http://www.fjnet.com/jjdt/jjdtmr/200902/t20090218_109321.htm

des acteur.es représentant la majorité thaïe, présumément pour atteindre plus directement l'ensemble de la population. Par ailleurs, le PCC travaille à se rapprocher des CHCC par le biais d'autres branches du Travail de Front Uni, notamment les associations de commerce. Du côté de Jin Nikāya, il pourrait être dans son intérêt de profiter de la politique de revalorisation de la culture traditionnelle chinoise et de promotion du bouddhisme chinois mise en œuvre par le régime chinois. Surtout, si l'on considère que l'ordre a souvent eu à se démentir pour ne perdre ni en popularité auprès de la communauté des croyant.es, ni en reconnaissance auprès de l'État thaïlandais au cours de son histoire. Comme le Collège Bouddhiste de Singapour, il serait aussi dans son intérêt de coopérer avec l'ABC pour développer ses capacités de formation pour la communauté monastique ou obtenir un soutien financier de la part de l'Administration Nationale pour les Affaires Religieuses. Or, cette coopération n'a pas lieu.

Je suggère que la relation distendue entre l'Association Bouddhiste de Chine et l'ordre de Jin Nikāya s'explique en grande partie par la volonté de maître Rende, qui a été à la tête de JN de 1986 à 2023, de ne pas contribuer à l'expansion de l'influence de l'association chinoise en Thaïlande. Bien que le défunt Rende ait affirmé qu'il « *ne considère pas les moines ou moniales chinois.es de la Chine continentale comme une menace* » (Liu, 2020, p. 159), son attitude a laissé entendre autre chose. Tout d'abord, dans les années 2000, il refuse d'établir une école de l'Institut Confucius dans l'une des structures de Jin Nikāya. Liu (2020) rapporte que « *[d]ans nos entrevues, Rende a déclaré qu'il comprenait que l'Institut Confucius aiderait ses moines dans l'apprentissage de la langue chinoise, mais il préférerait éloigner JN de toute collaboration politiquement liée avec la Chine* » (p. 159). En 2015, il décline le « Prix Mondial du Leader Bouddhiste Exceptionnel » remis par l'Office National du Bouddhisme et la Communauté Mondiale des Bouddhistes. Selon ses échanges avec Liu, maître Rende était mécontent de voir qu'un moine de la RPC figurait dans la liste des récipiendaires (maître Benxing). Il avait d'ailleurs profité de cette occasion pour critiquer ce type de pratique, centrée sur la recherche de célébrité. D'après Liu (2020), sa décision est en partie une réaction à la remise du titre de « Chef du Bouddhisme Chinois en Thaïlande » à un moine de la RPC, maître Yinshun, de la part du roi Bhumibol en 2011. Bien qu'il s'agisse-là d'un titre honorifique, qui ne changeait en rien la position de « Patriarche du bouddhisme chinois » que Rende occupait au sein du Conseil Suprême du Sangha, il est possible que ce geste ait suscité un sentiment de rivalité entre les deux moines. Liu (2020) relève aussi que Rende a refusé de loger des moines de Chine venus étudier en Thaïlande dans les locaux de Jin Nikāya, prétextant qu'il ne serait pas sécuritaire d'accueillir des personnes qu'il ne connaissait pas. Il s'agit pourtant d'une pratique assez courante dans le monde bouddhiste, suivie, par exemple, par l'ordre vietnamien Annam Nikāya. Plus généralement, l'enquête menée Liu (2020) met

en lumière un certain ressentiment de la part de Rende vis-à-vis des relations qui se sont tissées entre l'ABC et l'État thaïlandais. Or, Jin Nikāya n'est aujourd'hui plus sous sa direction. Il reste à voir si le nouveau leadership choisira de maintenir le cap ou d'en dévier et de resserrer ses liens avec les institutions chinoises.

11.1.2. Les associations de communauté sino-thaïlandaises dans la diplomatie bouddhiste chinoise : une place limitée

D'après mes recherches, l'Association Bouddhiste de Chine et les institutions qui lui sont subordonnées ont peu de contacts avec les associations de communauté parmi les CHCC de Thaïlande. Ces associations sont bien plus sollicitées par d'autres agent.es du PCC, notamment les responsables des bureaux des Affaires des Chinois.es d'Outre-mer du Département du Travail de Front Uni. Les journaux thaïlandais en langue chinoise, les sites web des associations sino-thaïlandaise de communauté et les sites web d'organismes politiques chinois regorgent d'exemples pour ce type d'interactions. En effet, les associations de communauté sino-thaïlandaises sont en contact avec des agent.es du PCC, que ce soient les membres de comités provinciaux et municipaux du Parti⁶³¹, des représentant.es du DTFU central et de ses branches provinciales⁶³², ou des organismes gravitant dans l'orbite du Grand Front Uni, comme le Conseil Chinois pour la Promotion de la Réunification Pacifique⁶³³. Les épisodes de contact avec des représentant.es bouddhistes chinois.es sont plus rares et impliquent, presque systématiquement, d'autres participant.es qui font partie du Front Uni.

En novembre 2019, par exemple, le moine Hu Xuefeng rend visite à des associations de communauté sino-thaïlandaises, en tant que membre d'une délégation représentant le Comité des

⁶³¹ Voir par exemple « Le président Xu Huishen de l'Association Chaozhou de Thaïlande a conduit une délégation pour rendre visite à Son Excellence Wen Zhanbin, secrétaire du comité municipal du Parti de Shantou, au bureau général du comité municipal du parti de Shantou (泰国潮州会馆徐惠深主席率团一行拜访汕头市委办公厅汕头市委书记温湛滨阁下) », Association Tio Chew [*chaozhou*] de Thaïlande, septembre 2023, http://www.tiochewth.org/index.php?langtype=cn&pageid=cn_14&add=view&id=872

⁶³² Voir par exemple « Le directeur du département du Travail de Front Uni a mené toute une délégation en visite (平原县统战部长率团访客总) », *United Daily News Bangkok*, 10 septembre 2018, <http://www.udnbkk.com/article-263504-1.html> (la visite en question était à l'Association Hakka de Thaïlande); « Les dirigeants de la branche jeunesse de l'Association de Commerce [*Sino-Thaïlandaise*] ont mené une délégation en visite au Département du Travail de Front Uni du Comité Municipal du Parti de Guangzhou (青商會領導率團訪廣州市委統戰部) », *United Daily News Bangkok*, 21 décembre 2021, <http://www.udnbkk.com/article-328065-1.html>

⁶³³ Voir par exemple « Une délégation de l'Association d'amitié d'Outre-mer du Jiangxi visite l'Association de Commerce Sino-Thaïlandaise (江西海外联谊会代表团访问中总) », *Sing Sian Yer Pao*, 24 octobre 2019, <https://www.singsianyerpao.com/article-56481.html>; « The Overseas Friendship Association and the Chinese Embassy in Thailand hosted a grand event by Mr. Yang Xin and two advisors on the topic of [Overseas Chinese Epidemic Prevention supplies] », The United Chinese Clans Association of Thailand, juin 2020, http://www.zonglian thai.com/index.php?langtype=en&pageid=en_39&add=view&id=261

Affaires Ethniques et Religieuses de la Conférence Consultative Politique Populaire de Chine⁶³⁴. Celui-ci est l'un des vice-président.es de l'ABC, l'abbé du célèbre temple Lama à Pékin et il occupe la position prestigieuse de président de l'Association Bouddhiste de Pékin. Il est également membre du Comité des Affaires Ethniques et Religieuses depuis 2018 (nommé une première fois au 13e comité national, puis à nouveau au 14e comité en mars 2023). La délégation chinoise dont il fait alors partie est menée par le directeur adjoint du Comité, Quan Zhezhu. Au cours de sa visite à l'Association de Commerce Sino-Thaïlande (ACST), le groupe est accompagné par un représentant de l'ambassade de la RPC en Thaïlande (Zhang Cheng, directeur adjoint du département politique) et est reçu par le président exécutif de l'ACST, Lin Chuqin. Deux points du discours de Quan Zhezhu, rapporté par *Sing Sian Yer Pao*, ont attiré mon attention : **1)** le directeur aurait déclaré que la Conférence Consultative Politique Populaire de Chine est une organisation du « *Front Uni patriotique* », décrite comme un « *système et un mécanisme à caractéristiques chinoises représentant les 56 groupes ethniques et les 5 religions de la Chine* »⁶³⁵, et **2)** il aurait insisté sur le fait que la Thaïlande est un pays bouddhiste et que les deux pays sont « proches l'un de l'autre »⁶³⁶. Le premier point situe la rencontre entre la délégation chinoise et les associations sino-thaïlandaises dans le cadre du Travail de Front Uni, et le deuxième point montre que l'importance du bouddhisme en Thaïlande est prise en compte par les acteur.es de cette politique, justifiant notamment la présence d'un moine bouddhiste comme Hu Xuefeng dans la délégation. On peut toutefois noter que ce moine (lui-même d'ethnicité mongole) appartient à la tradition bouddhiste tibétaine-mongole, laquelle n'est dominante ni en Chine ni en Thaïlande. Dans ce cas, il me semble que sa présence dans la délégation, et d'ailleurs dans le Comité des Affaires Ethniques et Religieuses, s'explique par sa renommée personnelle, notamment en qualité d'abbé de l'un des temples les plus connus de Chine.

Il y a bien eu des interactions entre l'ABC et les CHCC de Thaïlande, lesquelles ont fait l'objet des mêmes gestes et discours qu'on trouve fréquemment dans la diplomatie bouddhiste chinoise. Toutefois, aucun des événements que l'on peut citer ne semblent avoir été reconduits ni avoir mené à d'autres interactions. Ce sont plutôt des épisodes isolés, contrairement à ce qu'on observe des interactions entre les agent.es non-bouddhistes du PCC et les CHCC. Celles-ci sont souvent répétées dans le temps, et menées par les mêmes individu.es, ce qui peut favoriser le développement de

⁶³⁴ « Quan Zhezhu, un haut responsable religieux chinois, a conduit une délégation pour visiter l'Association de Commerce Sino-Thaïlandaise (中国宗教高官全哲殊率团访问中总) », *Sing Sian Yer Pao*, 13 novembre 2019, <http://www.singsianyerpao.com/uncategorized/58962/>

⁶³⁵ « Quan Zhezhu, un haut responsable religieux chinois, a conduit une délégation pour visiter l'Association de Commerce Sino-Thaïlandaise », 13 novembre 2019.

⁶³⁶ « Quan Zhezhu, un haut responsable religieux chinois, a conduit une délégation pour visiter l'Association de Commerce Sino-Thaïlandaise », 13 novembre 2019.

relations interpersonnelles, plutôt que simplement institutionnelles. En somme, on observe que le PCC n'exclut pas l'option de passer par le bouddhisme pour développer des liens avec les CHCC de Thaïlande, mais aussi qu'il n'en a pas le besoin, puisqu'il dispose d'autres canaux. Pour se rapprocher des associations de commerce, par exemple, il peut passer par des agent.es plus spécialisés dans la cooptation des « Chinois.es d'outre-mer », comme le Département du Travail de Front Uni et le Conseil Chinois pour la Promotion de la Réunification Pacifique, voire même par des agent.es spécialisés dans la cooptation des commerçant.es d'origine chinoise.

11.2. Influencer le grand public en influençant l'élite ?

Comme la suite de ce chapitre le montrera, l'ABC, les agent.es de son réseau et ses allié.es au sein de l'administration responsable des affaires religieuses sont très actifs/ves en Thaïlande. Mes recherches révèlent que la diplomatie bouddhiste chinoise cible l'ensemble de la population affiliée au bouddhisme Theravāda. Pour capter l'attention de ce public, deux grandes voies (non-exclusives) s'offrent au PCC : **1)** déployer des initiatives qui touchent directement le plus grand nombre (par exemple, diffuser des messages positifs sur le bouddhisme chinois en passant par les grands médias locaux), et **2)** passer par les élites gouvernantes et les leaders d'opinion qui utiliseront leur position pour exercer une influence sur le plus grand nombre. Actuellement, le Parti semble privilégier la deuxième voie et ne pas s'être engagé dans la première voie. L'action de l'ABC et ses collaborateur.es en Thaïlande montre que ce sont les élites politiques (les politicien.nes de carrière et la famille royale), et les élites bouddhistes institutionnalisées (le Conseil Suprême du Sangha et les deux principales universités bouddhistes) qui reçoivent le plus d'attention.

11.2.1. Vers une cooptation de l'élite politique

11.2.1.1. Les politicien.nes

L'ABC a d'ores et déjà établi un contact avec plusieurs politicien.es thaïlandais.es. À de nombreuses reprises, l'association a reçu des représentant.es de l'État thaïlandais dans l'un de ses temples, lorsqu'ils étaient en visite officielle en RPC. Comme on l'a vu dans le chapitre 6, en tant que sanctuaire d'une des reliques du Bouddha, le temple Lingguang s'est construit une réputation internationale et sa relique du Bouddha est devenu un outil de diplomatie majeur vis-à-vis des pays de l'Asie du Sud. En mai 2016, par exemple, le président de l'Assemblée Nationale de Thaïlande, Pornpech Wichitcholchai (2014-2019)⁶³⁷ mène une délégation thaïlandaise au temple Lingguang pour

⁶³⁷ Il occupe actuellement le poste de président du Sénat, depuis 2019.

rencontrer l'abbé, maître Changzang, et rendre hommage à la relique⁶³⁸. D'après les photographies publiées par le temple, les membres de la délégation ont témoigné de leur respect envers le moine en suivant la coutume thaïlandaise, qui veut que l'on salue et qu'on offre des cadeaux aux moines en position agenouillée, alors qu'il est plus usuel pour les moines de l'ABC de recevoir leurs invité.es et de procéder aux échanges de cadeaux en étant debout.



Pornpech Wichitcholchai, remettant un cadeau à maître Changzang
Source : temple Lingguang, photographie publiée le 20 janvier 2024

Le cas du Wat Hame Assavaram construit dans l'enceinte du temple Baima en Chine, sous l'initiative et grâce au financement du politicien Vatana Asavahame, présenté dans le chapitre 7, témoigne aussi de liens étroits entre le monde des affaires politiques thaïlandaises et les échanges bouddhistes sino-thaïlandais. Un autre célèbre temple chinois à avoir reçu la visite de politicien.nes thaïlandais.es est le temple Shaolin. En juillet 2013, par exemple, une délégation du Sénat thaïlandais, menée par Surachai Lengboonlertchai (alors Président adjoint de l'institution) s'y rend pour visiter les lieux, assister à une performance d'arts martiaux et prier à l'un des autels du Bouddha⁶³⁹. Dans ses commentaires sur l'évènement, l'ABC insiste sur le fait que le temple Shaolin a une longue relation avec la communauté bouddhiste de Thaïlande, citant plusieurs interactions avec le Wat Traimit (Bangkok).

Comme dans le cas des interactions de l'ABC avec les associations des CHCC de Thaïlande, ces interactions n'ont pas connu de suite. En revanche, elles témoignent du fait que l'État thaïlandais

⁶³⁸ « Le président de l'Assemblée législative thaïlandaise Pornpech visite le temple Lingguang à Pékin (泰国立法议会主席蓬佩参访北京灵光寺) », Temple Lingguang, consulté dernièrement le 20 janvier 2024, <http://www.lingguangsi.com/index.php/Article/view/id/869>

⁶³⁹ « Surachai Lengboonlertchai, premier vice-président du Sénat de Thaïlande, et sa délégation ont visité le temple Shaolin (泰国上议院第一副议长素拉猜.力布叻差一行参访少林寺) », Association Bouddhiste de Chine, 8 juillet 2013, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/qdxf/2017-08-03/36853.html>

reconnaît l'autorité de l'ABC et voit un intérêt à interagir avec elle, puisque c'est en tant que représentant.es de cet État que les politicien.nes cité.es ont rencontré des représentant.es de l'ABC, au cours de leur déplacement en RPC. De tels contacts ont aussi eu lieu lorsque des délégations de l'association chinoise se sont rendues en Thaïlande, notamment sur invitation d'institutions bouddhistes thaïlandaises. De ces deux façons, l'ABC est fréquemment amenée à rencontrer des politicien.nes thaïlandaises : d'une part, parce que le bouddhisme a un rôle politique dans le royaume et d'autre part, parce que l'ABC a tissé des liens étroits avec des institutions bouddhistes qui sont elles-mêmes proches du milieu politique. Autrement dit, les politicien.nes thaïlandais.es ne sont pas les interlocuteur.es primaires de l'ABC, mais iels sont très souvent impliqués dans les activités auxquelles l'association participe en Thaïlande.

11.2.1.2. *La famille royale*

L'ABC jouit aussi d'une reconnaissance de la part de la monarchie thaïlandaise, témoignée par une série d'invitations à des célébrations organisées pour ou par la famille royale. L'ABC et la presse chinoise, mais aussi la presse sinophone thaïlandaise, rappellent souvent que la tournée de la relique chinoise de la Dent de Bouddha dans le Royaume de Thaïlande (entre décembre 2002 et mars 2003) avait été organisée dans le cadre des célébrations du 75^e anniversaire du roi Bhumibol, insistant sur le resserrement des liens bouddhistes sino-thaïlandais occasionné par l'évènement. Le temple Lingguang, où est conservée la relique, est d'ailleurs très actif dans les relations avec la famille royale.

Le 11 avril 2011, par exemple, l'ambassadeur du Royaume de Thaïlande à Pékin s'y rend pour finaliser les préparatifs d'une cérémonie d'un don royal, en compagnie de Wang Li, directeur adjoint du département international de l'ABC⁶⁴⁰. Le don est une statue de Bouddha façonnée dans le style thaïlandais de Sukhothai, offerte par la Princesse Sirindhorn à l'ABC au nom de la famille royale⁶⁴¹. Le jour de la consécration de la statue, la Princesse elle-même préside la cérémonie, aux côtés de Phan Wannamethee, président de la Communauté Mondiale des Bouddhistes. Aux côtés des représentant.es de l'ABC, se trouvent aussi Wang Zuo'an, en sa qualité de directeur de l'Administration d'État pour les Affaires Religieuses. Dans son discours à l'assemblée, ce dernier remercie la Princesse Sirindhorn pour son soutien continu au développement du bouddhisme et plus

⁶⁴⁰ « Le consul thaïlandais en Chine est venu au temple de Lingguang pour discuter de la cérémonie de la princesse thaïlandaise présentant la statue de Bouddha au temple de Lingguang (泰国驻华公使前来灵光寺商讨泰国公主赠送灵光寺佛像仪式) », Temple Lingguang, consulté dernièrement le 23 janvier 2024, <http://www.lingguangsi.com/index.php/Article/view/id/581>

⁶⁴¹ « Son Altesse Royale la princesse Sirindhorn du Royaume de Thaïlande a présenté la statue du Bouddha doré de Sukhothai au temple de Lingguang (泰国国公主诗琳通殿下向灵光寺赠送素可泰金身佛像) », *Phoenix Media*, 12 avril 2011, https://fo.ifeng.com/news/detail_2011_04/12/5687285_0.shtml

généralement pour sa contribution à l'amitié sino-thaïlandaise dans les domaines de la culture, de l'éducation et de la religion. Plus tard, en mai 2016, le temple Lingguang reçoit la visite de la Princesse Bajrakitiyabha, fille aînée du roi Vajiralongkorn et l'une des principaux/ales diplomates de la famille royale de nos jours. Elle est alors en déplacement officiel à Pékin, où elle participe au Forum Juridique Chine-ASEAN et rencontre le vice-président de la RPC, Li Yuanchao⁶⁴². Au temple Lingguang, elle rend hommage à maître Changzang, en suivant la coutume thaïlandaise (agenouillée, face au moine qui, lui, est assis sur un fauteuil), et puis se rend à la pagode de la relique de la dent.



La princesse Bajrakitiyabha présentant ses hommages à maître Changzhang
Source : site web du temple Lingguang, dernièrement consulté le 28 août 2024

Un an plus tard, en novembre 2017, le Ministre des Affaires Étrangères, Don Pramudwinai (2015-2023) remet au temple chinois un don d'habits de la part du roi Vajiralongkorn⁶⁴³, dans le cadre d'un rituel annuel instauré par le roi Bhumibol en 1995, honorant chaque année un temple bouddhiste à l'étranger⁶⁴⁴. Par ailleurs, pendant trois années consécutives (entre 2018 et 2020), le temple Lingguang a participé aux célébrations de l'anniversaire de la Reine Sirikit, épouse du roi Bhumibol

⁶⁴² « La princesse thaïlandaise est venue au temple pour « baigner le Bouddha » et rendre hommage à la relique dentaire du Bouddha (泰国公主来寺« 浴佛 »并参拜佛牙舍利) », Temple Lingguang, consulté dernièrement le 13 mai 2023, <http://www.lingguangsi.com/index.php/Article/view/id/865>; « Chinese vice president meets Thai princess », ASEAN China Center, 16 mai 2016, http://www.asean-china-center.org/english/2016-05/16/c_135361934.htm

⁶⁴³ « Le ministre des Affaires étrangères du gouvernement thaïlandais, Don Pramudwinai, a présenté les robes offertes par le roi de Thaïlande au temple Lingguang à Pékin (泰国政府外交部敦·帕玛威奈部长赠送北京灵光寺泰国国王御赐供养僧衣) », Association Bouddhiste de Chine, 4 novembre 2017, <https://www.chinabuddhism.com.cn/e/action/ShowInfo.php?classid=506&id=38796>; « The Offering Ceremony of the Royal Kathin Robe at Lingguang Temple, Beijing, People's Republic of China », Ministère des Affaires Étrangères du Royaume de Thaïlande, 3 novembre 2017, <https://www.mfa.go.th/en/content/5d5bd0d815e39c3060021b67?cate=5d5bcb4e15e39c306000683c>

⁶⁴⁴ « The Offering Ceremony of the Royal Kathin Robe at Lingguang Temple, Beijing, People's Republic of China », 3 novembre 2017. Un an auparavant, le Temple du Bouddha de Jade de Manbian, à Xishuangbanna (province du Yunnan), avait reçu ce don par l'intermédiaire du Consulat Général du Royaume de Thaïlande à Kunming, voir « L'événement de don de robes monastiques offertes par la famille royale thaïlandaise a eu lieu au temple du Bouddha de jade Manbian à Xishuangbanna (泰国皇室御赐袈裟布施活动在西双版纳曼扁玉佛寺举行) », *Phoenix Media*, 27 octobre 2016, https://fo.ifeng.com/a/20161027/44479128_0.shtml

et mère du roi Vajiralongkorn. La première année, l'évènement est organisé à l'Ambassade du Royaume de Thaïlande où les représentant.es du temple Lingguang ont été invité.es à officier la cérémonie religieuse⁶⁴⁵. Il est important de noter que les moines en question appartiennent à la tradition chinoise Mahāyāna, et qu'ils sont pourtant les seules personnes monastiques présentes à l'évènement. On aurait pu s'attendre à ce que l'ambassade choisisse des moines de la tradition Theravāda pour officier la cérémonie, d'une part pour se conformer à la tradition adoptée par la famille royale et d'autre part pour faciliter la participation des membres de l'ambassade qui ont très probablement plus l'habitude de suivre les rites Theravāda. En cela, le choix d'inviter des moines du temple Lingguang témoigne de sa haute réputation auprès de l'État thaïlandais et de son poids en tant qu'acteur dans les relations sino-thaïlandaises. D'ailleurs, la deuxième année, les célébrations d'anniversaire n'ont pas lieu à l'ambassade, mais au temple Lingguang, où se déplace une délégation de plus de trente représentant.es de l'ambassade thaïlandaise, dont l'ambassadeur Piriya Khempon⁶⁴⁶. En août 2020, les célébrations se tiennent à nouveau au temple, mais cette fois, aucun.e représentant.e thaïlandais.e n'est présent.e, sûrement à cause des restrictions de déplacement imposées pour lutter contre la Covid-19⁶⁴⁷. Il est intéressant de voir que le temple a maintenu la célébration de son propre chef, et il serait d'autant plus intéressant de connaître le raisonnement derrière cette décision. Malheureusement, la publication diffusée par le temple ne renseigne pas sur ce point, indiquant seulement que « *[l]e 12 août 2020, l'abbé Changzang du temple Lingguang de Pékin a conduit des moines du temple dans la récitation de sutras et de prières pour célébrer la fête des mères thaïlandaise de 2020 et pour bénir et consacrer un œuvre calligraphique offerte à Sa Majesté la Reine Mère Sirikit en cadeau d'anniversaire* »⁶⁴⁸.

Le temple Lingguang est l'acteur ayant le plus participé à des événements en lien avec la famille royale thaïlandaise, mais il n'est pas le seul. En décembre 2013, par exemple, la Consule Générale de Thaïlande à Shanghai, Buskorn Prugsapongse, conduit une délégation du consulat au temple Longhua, pour participer à une cérémonie de prière et de chant en l'honneur du roi Bhumibol,

⁶⁴⁵ « Le Secrétaire général adjoint et sa délégation se sont rendus à l'ambassade de Thaïlande en Chine pour assister à la cérémonie célébrant le 86e anniversaire du roi et de la reine mère de Thaïlande (常藏副秘书长一行到泰国驻华使馆出席庆祝泰王太后86岁寿辰典礼) », Temple Lingguang, consulté dernièrement le 23 janvier 2024, <http://www.lingguangsi.com/index.php/Article/view/id/1199>

⁶⁴⁶ « L'abbé Changzang du temple Lingguang à Pékin a conduit des moines du temple Lingguang à assister à la cérémonie célébrant le 87e anniversaire de Sa Majesté la reine mère de Thaïlande Sirikit au temple et a chanté des sutras et prié pour des bénédictions (北京灵光寺方丈常藏大和尚率灵光寺全体僧众在本寺出席庆祝泰国皇太后诗丽吉陛下87岁寿辰仪式并诵经祈福) », Temple Lingguang, consulté dernièrement le 23 janvier 2024, <http://www.lingguangsi.com/index.php/Article/view/id/1238>

⁶⁴⁷ « L'abbé Changzang du temple Lingguang à Pékin a conduit les moines du temple à chanter des sutras et à prier pour célébrer la fête des mères thaïlandaises 2020 [...] », consulté dernièrement le 23 janvier 2024.

⁶⁴⁸ « L'abbé Changzang du temple Lingguang à Pékin a conduit les moines du temple à chanter des sutras et à prier pour célébrer la fête des mères thaïlandaises 2020 [...] », consulté dernièrement le 23 janvier 2024.

alors hospitalisé⁶⁴⁹. Dans ce cas aussi, la cérémonie bouddhiste est menée par une institution de la tradition Mahāyāna, tout en s'adressant à un public qui a de fortes chances d'être davantage familier avec la tradition Theravāda. De même, en 2014, lorsque l'ABC est invitée à participer aux célébrations bouddhistes organisées pour le 86e du roi Bhumibol au Wat Pho (Bangkok), ce sont uniquement des moines portant les robes de la tradition Mahāyāna, dont le vice-président de l'Association, maître Miaojiang (aussi président de l'Association Bouddhiste du Shanxi), qui sont présents⁶⁵⁰. Ces exemples montrent que l'école chinoise de la tradition Theravāda n'est pas active dans les relations entre l'ABC et la communauté bouddhiste de Thaïlande, du moins lorsque cela concerne la famille royale.

Ces exemples indiquent également que le discours chinois valorisant la coexistence des trois grandes traditions du bouddhisme en Chine ne se traduit pas systématiquement dans le domaine de l'action diplomatique et que le bouddhisme chinois prédomine largement, même lorsqu'il s'agit de se rapprocher d'un public pratiquant une autre tradition, comme c'est le cas en Thaïlande. Par ailleurs, le fait que des acteur.es thaïlandais.es accordent une certaine validité aux rites du bouddhisme chinois Mahāyāna donne l'impression que la différence entre les traditions n'est peut-être pas si importante aux yeux des bouddhistes qu'elle ne peut le paraître. Ou plutôt, ce comportement implique que les acteur.es thaïlandais.es et chinois.es ont suffisamment d'intérêt à coopérer pour ne pas faire de cette différence un obstacle à leurs interactions.

11.2.2. Vers une cooptation de l'élite bouddhiste

11.2.2.1. Le Conseil Suprême du Sangha

La dimension « inter-sectaire » de la diplomatie bouddhiste chinoise est particulièrement visible dans les relations entre l'ABC et le Conseil Suprême du Sangha, qui représente l'une des deux branches de l'élite bouddhiste thaïlandaise proche de l'État, aux côtés des universités bouddhistes publiques. Ces relations se basent en grande partie sur les invitations que l'ABC reçoit régulièrement à participer aux grands événements en lien avec le Patriarche Suprême. Dans les années 2010, des membres de l'ABC ont été présent.es à presque tous les événements publics ponctuant l'histoire mouvementée du leadership du CSS.

⁶⁴⁹ « La Consule de Thaïlande à Shanghai a prié pour le roi de Thaïlande au temple antique de Longhua à Shanghai (泰国驻沪大使在上海龙华古寺为泰国国王祈福) », Association Bouddhiste de Chine, 9 décembre 2013, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/gdxf/2017-08-03/37001.html>

⁶⁵⁰ « Le vice-président de l'Association Bouddhiste de Chine Miaojiang a été invité à mener une délégation pour assister à l'exposition de la statue de Bouddha du temple des moines en Thaïlande (中佛协妙江副会长应邀率团出席泰国蒙克寺大佛像展览会) », *FJNET*, 15 septembre 2014, http://www.fjnet.com/hwj/haiwainr/201409/t20140915_222268.htm

Pour commencer, en mai 2013, une délégation chinoise assiste aux célébrations du 100e anniversaire du Patriarche Suprême, Somdet Phra Nyanasamvara, dans le cadre d'une visite en Thaïlande pour la Journée de Vesak (l'anniversaire du Bouddha), organisée annuellement par les Nations Unies⁶⁵¹. Le Patriarche Suprême étant alité en hôpital depuis 2004, les célébrations pour son anniversaire sont supervisées par son représentant intérimaire, Somdet Rachamangalacharn (2013-2017). L'évènement est de grande envergure et rassemble de nombreuses personnalités importantes comme la Princesse Sujarinee Mahidol na Ayudhya (ancienne épouse du roi Vajiralongkorn), plusieurs membres du gouvernement thaïlandais (par exemple, le Premier Ministre adjoint et Ministre de l'Éducation, Phongthep Thepkanjana), ainsi que des représentant.es étrangers/ères (par exemple, le vice-président du Myanmar, Sai Mauk Kham) et des leaders bouddhistes étrangers/ères, notamment les deux patriarches du bouddhisme au Cambodge, Bour Kry et Tep Vong, etc. La délégation chinoise, pour sa part, est menée par le maître Huba Longzhuangmeng, vice-président de l'ABC et vice-président de l'Association Bouddhiste du Yunnan (il porte aujourd'hui le nom de Pasonglie Longzhengmeng) et Danba, un responsable (d'origine tibétaine) de l'Administration d'État pour les Affaires Religieuses. Cette fois-ci, l'école chinoise de la tradition Theravāda est représentée par Huba Longzhuangmeng mais, d'après les robes monastiques qu'ils portent sur les photographies publiées par l'ABC⁶⁵², seuls trois autres moines de cette école l'accompagnent, parmi les 17 moines de la délégation. Quelques mois plus tard, le 1er octobre 2013, la Communauté Mondiale des Bouddhistes organise son propre évènement pour célébrer l'anniversaire du Patriarche Suprême, auquel participent des représentant.es de l'ABC, menés maître Daoci (vice-président de l'Association et président de l'Association Bouddhiste de Putuoshan), ainsi qu'un représentant de l'AEAR, Xue Shuqi. D'après l'ABC, au cours de ce séjour, la délégation chinoise a reçu « *un accueil exceptionnel et d'un haut standard* »⁶⁵³.

Le 24 octobre 2013, le Patriarche Suprême Somdet Phra Nyanasamvara décède et un mois plus tard, une délégation menée par maître Yinshun (le récipiendaire du titre de « Chef du bouddhisme chinois de Thaïlande » remis par le roi en 2011) est invitée à lui présente ses hommages au Wat Arun

⁶⁵¹ « Huba Longzhuang Meng, vice-président de notre association, a conduit une délégation en Thaïlande pour assister à la célébration du 100e anniversaire du Patriarche Suprême thaïlandais et au 10e anniversaire de la célébration de la 'Journée de Vesak des Nations Unies' (我会祐巴龙庄勳副会长率团赴泰出席庆祝泰僧王智护尊者百岁寿辰暨« 联合国卫塞节 »庆典十周年纪念大会) », Association Bouddhiste de Chine, 31 mai 2013
<https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/20074.html>

⁶⁵² « Huba Longzhuang Meng, vice-président de notre association, a conduit une délégation en Thaïlande [...] », 31 mai 2013.

⁶⁵³ « La délégation bouddhiste chinoise s'est rendue en Thaïlande à l'invitation de la Communauté Mondiale des Bouddhistes (中国佛教代表团应« 世佛联 »邀请访问泰国) », Association Bouddhiste de Chine, 2 octobre 2013,
<https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/20104.html>

(« Temple de l'Aube »), lors d'un bref séjour à Bangkok⁶⁵⁴. Plus tôt dans la journée, Yinshun s'était rendu au Wat Saket (temple de la « Montagne Dorée »), en compagnie d'un responsable politique thaïlandais décrit par l'ABC comme étant un membre du « Conseil National Bouddhiste de Thaïlande » du nom de « Zhou Liping » (sur lequel je reviendrai plus loin dans ce chapitre), pour une rencontre avec Phraprommasith Sukkho, abbé du Wat Arun et membre du Conseil Suprême du Sangha. Un an plus tard seulement, le Patriarche Suprême intérimaire, Somdet Phra Putthacharn décède également et maître Yinshun est à nouveau à la tête d'un groupe représentant l'ABC aux obsèques⁶⁵⁵. Un premier évènement est organisé par l'université bouddhiste Mahachulalongkornrajavidyalaya, en la présence de plusieurs membres de la famille royale, du Premier Ministre adjoint Kittiratt Na-Ranong, de Phraprommasith Sukkho (en sa qualité de représentant du CSS), ainsi que du conseiller culturel de l'ambassade de RPC en Thaïlande, Qin Yusen. Le lendemain, maître Yinshun et sa délégation participent aux obsèques officielles, auxquelles assistent des milliers de personnes, et auxquelles participent la Princesse Sirindhorn et la Première Ministre, Yingluck Shinawatra (2011-2014)⁶⁵⁶.

Deux ans après son décès, le 16 décembre 2015, la Thaïlande organise les obsèques officielles du défunt Patriarche Suprême, Somdet Phra Nyanasamvara. Selon l'ABC, elle aurait été invitée à y assister par le Premier Ministre thaïlandais, Prayut Chan-o-cha⁶⁵⁷. La délégation est accueillie à l'aéroport par plusieurs membres du gouvernement, dont le Premier Ministre adjoint Prajin Juntong (2014-2019), ainsi que des représentants du CSS. Tout au long des obsèques, les rites sont présidés par celui qui est alors prince héritier du royaume, Vajiralongkorn. Reflétant l'importance du Patriarche Suprême dans le pays, l'évènement se déroule avec beaucoup de faste et réunit un très grand public, dont la famille royale, l'élite politique, les représentants de l'armée et les grands leaders bouddhistes, ainsi que des émissaires étrangers/ères⁶⁵⁸. Parmi les six membres de la délégation

⁶⁵⁴ « Maître Yinshun s'est rendu en Thaïlande et a organisé une cérémonie d'offrande pour feu le Patriarche Suprême (印顺法师访问泰国并为泰国已故僧王苏瓦塔那摩诃长老举办供僧法会) », Association Bouddhiste de Chine, 31 décembre 2013, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw/fj/2013-12-31/4983.html>

⁶⁵⁵ « Le service commémoratif pour l'ancien Putthacharn, Patriarche Suprême de Thaïlande, a eu lieu, Maître Yinshun a été invité à assister (泰国僧王菩塔瞻长老追思会举办 印顺法师应邀出席) », *FJNET*, 9 mars 2014, http://www.fjnet.com/hwjj/haiwainr/201403/t20140309_218206.htm

⁶⁵⁶ « Le vice-président Yinshun a conduit une délégation pour assister aux obsèques du Patriarche Suprême par intérim de Thaïlande (印顺副会长率团出席泰国代僧王荼毗仪式) », Association Bouddhiste de Chine, 10 mars 2014, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/20119.html>

⁶⁵⁷ « Une délégation bouddhiste chinoise s'est rendue en Thaïlande pour assister aux funérailles nationales de Sa Sainteté le Patriarche Suprême (中国佛教代表团赴泰国参加僧王智护尊者国葬典礼) », *FJNET*, 24 décembre 2015, www.fjnet.com/hwjj/haiwainr/201512/t20151224_237871.htm

⁶⁵⁸ « Last respects set for Supreme Patriarch », *Bangkok Post*, 14 décembre 2015, <https://www.bangkokpost.com/thailand/general/793085/last-respects-set-for-supreme-patriarch>; « Funeral Ceremony for Thailand's Supreme Patriarch », *Thaizer*, 16 décembre 2015, <https://www.thaizer.com/funeral-ceremony-of-thailands-supreme-patriarch/>

chinoise, on compte les deux vice-présidents de l'ABC, maître Yinshun et Huba Longzhuangmeng. La participation de ce dernier semble indiquer que la présence d'un moine de l'école chinoise de la tradition Theravāda était importante pour l'ABC. En revanche, il n'apparaît sur aucune des photos publiées par les médias chinois. Le contenu médiatique disponible, textuel et photographique, montrent très nettement que maître Yinshun occupe la place d'honneur.

Une publication en particulier, diffusée sur le site web du temple Hongfa, met en lumière la reconnaissance dont jouit son abbé en Thaïlande, et ce principalement aux travers des différentes photographies⁶⁵⁹. Trois d'entre elles ont attiré mon attention.



De gauche à droite : Zhao Kuntongchai, Somdet Rachamangalacharn et maître Yinshun
Source : site du temple Hongfa, photographie publiée le 19 décembre 2015⁶⁶⁰

La première montre le Patriarche Suprême par intérim, Somdet Rachamangalacharn, marchant dans l'enceinte d'un temple, en s'appuyant au bras d'un moine thaïlandais (dit Zhao Kuntongchai ou Dhammathacho) et en tenant la main droite de maître Yinshun. La légende de la photographie indique d'ailleurs que « *le grand moine Yinshun et le Patriarche Suprême par intérim sont entrés dans la salle main dans la main* »⁶⁶¹. Le moine chinois a donc occupé une place d'honneur lors de cet événement, ce qui atteste de l'estime que lui accorde les hautes institutions bouddhistes thaïlandaises.

⁶⁵⁹ « Rapport de série sur la Thaïlande (2) : Le vénérable moine Yinshun, vice-président de l'Association bouddhiste de Chine, a conduit une délégation pour assister à la cérémonie funéraire nationale du Patriarche Suprême thaïlandais (泰国系列报道 (二) : 中国佛教协会副会长印顺大和尚率团出席泰僧王智护尊者国葬典礼) », Temple Hongfa, 19 décembre 2015, http://www.hongfasi.net/index.php?a=show&m=Article&id=5745&d_id=77cac8d3ac886c6a6d09117344f379

⁶⁶⁰ « Rapport de série sur la Thaïlande (2) [...] », 19 décembre 2015.

⁶⁶¹ « Rapport de série sur la Thaïlande (2) [...] », 19 décembre 2015.



Maître Yinshun se recueillant vers l'autel funéraire

Source : site du temple Hongfa, photographie publiée le 19 décembre 2015⁶⁶²

Dans la deuxième photographie, on voit maître Yinshun payant hommage au défunt Patriarche Suprême, dans une pièce gardée par des hommes en uniforme blanc⁶⁶³, brassard noir de deuil aux bras. Derrière lui, un moine en habit de la tradition Theravāda passe les marches d'entrée, il s'agit possiblement de Phra Ariyawongsakatayan, qui devient Patriarche Suprême en 2017, mais ni la légende (« *le moine Yinshun chante des sutras devant le cercueil doré* »⁶⁶⁴), ni le texte de la publication ne le confirme. En revanche, ces éléments montrent que maître Yinshun a pu entrer dans un espace dont l'accès était très restreint, réservé uniquement aux moines et aux haut responsables politiques⁶⁶⁵.



Maître Yinshun recevant un repas de la part du ministre Suwaphan Tanyuwattana

Source : site du temple Hongfa, photographie publiée le 19 décembre 2015⁶⁶⁶

⁶⁶² « Rapport de série sur la Thaïlande (2) [...] », 19 décembre 2015.

⁶⁶³ L'uniforme porté semble être celui des fonctionnaires du gouvernement.

⁶⁶⁴ « Rapport de série sur la Thaïlande (2) [...] », 19 décembre 2015.

⁶⁶⁵ « Funeral in pictures », *Bangkok Post*, 16 décembre 2015, <https://www.bangkokpost.com/photo/796444>

⁶⁶⁶ « Rapport de série sur la Thaïlande (2) [...] », 19 décembre 2015.

La scène représentée dans la troisième photographie est celle du dîner organisé pour les leaders bouddhistes de 13 pays, venus participer aux obsèques du Patriarche. On y voit maître Yinshun, assis aux côtés des autres invités, recevant son repas des mains de Suwaphan Tanyuwattana, Ministre attaché au Bureau du Premier Ministre. Faisant référence au fait que le don de nourriture à un moine ou une moniale est considéré comme une forme d'offrande dans le bouddhisme, la légende de la photographie indique : « *Le ministre d'État thaïlandais Suwaphan Tanyawattana fait des offrandes au grand moine Yinshun* »⁶⁶⁷. Ce contenu confirme la reconnaissance dont Yinshun fait l'objet en Thaïlande.

Huba Longzhuangmeng, à l'inverse, ne figure sur aucune des photographies du dîner. Il est possible qu'il y ait été invité, sans pour autant avoir été photographié⁶⁶⁸. Toutefois, on peut considérer que s'il jouissait de la même reconnaissance que Yinshun auprès de l'élite thaïlandaise, les deux moines auraient sûrement été photographiés ensemble. S'ils étaient considérés comme égaux, l'un aurait dû, logiquement, être aux côtés de l'autre, pour au moins un des trois moments capturés. Pourtant, les deux moines chinois occupent la même position au sein de l'ABC et des positions plutôt équivalentes à l'échelle régionale et locale. On pourrait présumer que Huba Longzhuangmeng est mieux placé que Yinshun pour participer à des événements religieux en Thaïlande et pour interagir avec les membres-clé du CSS, de par son appartenance à une école Theravāda. De plus, Huba Longzhuangmeng appartient à la minorité ethnique Dai de la RPC, qui est proche du groupe ethnolinguistique thaï, soit le groupe dominant en Thaïlande. Trois hypothèses me semblent pouvoir expliquer pourquoi, en dépit de ces avantages, le CSS accorde plus d'importance à un moine de la tradition chinoise Mahāyāna, de la majorité Han. Premièrement, il est possible que Yinshun soit mis en avant grâce à un engouement pour la tradition chinoise Mahāyāna. C'est du moins ce que suggère un article de *FJNET*, affirmant que « *[l]a reconnaissance, la confiance et le respect pour maître Yinshun dans les cercles politiques et bouddhistes de Thaïlande est en fait la reconnaissance, la confiance et le respect pour le bouddhisme Mahāyāna de la Chine* »⁶⁶⁹. Deuxièmement, il est aussi possible qu'il soit apprécié sur la base de ses mérites religieux personnels (par exemple, son niveau d'éducation ou son lignage). Troisièmement, la place accordée à Yinshun est peut-être davantage relative au pouvoir dont il dispose en Chine, de par sa position élevée dans la hiérarchie de l'ABC et ses relations avec le politique. Ces trois hypothèses ne sont pas mutuellement exclusives. En

⁶⁶⁷ « Rapport de série sur la Thaïlande (2) [...] », 19 décembre 2015.

⁶⁶⁸ Il est aussi possible que Huba Longzhuangmeng apparaisse peu dans les photographies référencées, parce qu'elles proviennent du temple Hongfa, qui a pu vouloir mettre en avant son abbé, maître Yinsun.

⁶⁶⁹ « Maître Yinshun a conduit une délégation de l'Association bouddhiste de Chine en Thaïlande et l'événement a été un succès total (印顺法师率中佛协代表团一行赴泰活动圆满成功) », *FJNET*, 11 mars 2014, www.fjnet.com/hwj/haiwainr/201403/t20140311_218232.htm

revanche, si on tient compte du fait que le CSS positionne toute autre école bouddhiste en dessous des deux écoles de l'orthodoxie Theravāda qu'il est censé protéger, la deuxième hypothèse semble la moins plausible. L'institution thaïlandaise donne peut-être la priorité à ses relations avec les bouddhistes chinois.es de la tradition Mahāyāna pour la même raison que l'ABC donne la priorité à un rapprochement avec une institution majeure de la tradition Theravāda (plutôt qu'avec la communauté Mahāyāna locale), c'est-à-dire pour se rapprocher des institutions les plus puissantes et toucher le plus grand public afin d'exercer l'influence la plus étendue possible.

11.2.2.2. *Les universités bouddhistes*

Au sein de la communauté bouddhiste de Thaïlande, les universités bouddhistes sont des institutions de formation de l'élite. Les deux plus importantes d'entre elles sont l'Université Mahachulalongkornrajavidyalaya et l'Université Mahamakut, fondées respectivement en 1887 et 1893, par le roi Rama V Chulalongkorn. La première est associée à l'école Mahā Nikāya, et la seconde est associée à l'école Dhammayuttika Nikāya. À l'origine, les institutions sont sous patronage royal, mais elles deviennent des universités publiques en 1997 et passent sous l'autorité du gouvernement, par le biais du Ministère des Affaires Universitaires (Larsson, 2019; Mahatthanadull, 2019). L'éducation supérieure étant peu accessible pour la majorité des citoyen.nes thaïlandais.es (seulement 2,65% de la population était inscrite dans un institut d'éducation supérieure en 2010⁶⁷⁰), les universités sont généralement fréquentées par une certaine élite sociale. C'est aussi le cas des deux universités bouddhistes publiques, d'autant plus que celles-ci sont très spécialisées et qu'elles ne sont pas la seule option pour ceux qui souhaitent poursuivre des études bouddhistes poussées (une autre option étant d'étudier auprès des moines dans les temples). Pour ces raisons, l'Université Mahachulalongkornrajavidyalaya et l'Université Mahamakut constituent des institutions d'élite, liées à l'autorité étatique en raison de leur statut d'institution publique.

D'après mes recherches, l'Université Mahamakut a eu quelques contacts avec des institutions bouddhistes de la RPC. On peut citer par exemple la participation d'un professeur de l'université Mahamakut, Phra Dr. Anil Sakya, à un sous-forum sur le thème de « la charité bouddhiste pour le bien-être public » organisé à Boaji, dans la province du Shaanxi en RPC, lors de la 27e Conférence Générale de la Communauté Mondiale des Bouddhistes⁶⁷¹. Un autre exemple serait la visite d'une délégation conjointe sino-taïwanaise à l'université Mahamakut, en février 2017, à laquelle participent

⁶⁷⁰ « Recensement de la Population et du Logement, 2010 », consulté dernièrement le 12 mai 2023.

⁶⁷¹ « La 27e Conférence de la Communauté mondiale des Bouddhistes organise un symposium sur « La charité bouddhiste pour le bien-être public » (第27届世界佛教徒联谊会大会举行« 佛教与公益慈善 »研讨会) », Association Bouddhiste de Chine, 18 octobre 2014, <https://www.chinabuddhism.com.cn/WFB27th/hdbd/2014-10-18/7129.html>

dix moines chinois (dont des représentant.es des Associations Bouddhistes du Fujian), dans le cadre d'une tournée de l'Association Unie du Bouddhisme Humaniste Chinois (AUBHC) en Thaïlande et au Myanmar, en compagnie de représentant.es du temple Taihua de l'organisation taïwanaise Fo Guang Shan⁶⁷². D'autres exemples d'interaction existent, néanmoins ils sont peu nombreux, surtout par rapport aux exemples d'interaction entre les bouddhistes de Chine et l'UMC, ce qui traduit une relation peu développée.

Aux côtés du CSS, l'UMC est de loin l'une des acteur.es thaïlandais.es les plus important.es de la diplomatie bouddhiste chinoise. Pour donner une première idée de l'étendue de son implication dans les relations sino-thaïlandaises, je propose trois exemples de visites à l'ABC qui ont été menées par le ou les mêmes représentant.es de l'université. Plus loin dans ce chapitre, j'élaborerai en plus de détails sur les initiatives, les plateformes et les acteur.es impliqués dans la diplomatie bouddhiste chinoise en Thaïlande dans le domaine de l'éducation et je montrerai en quoi la stratégie chinoise repose sur des relations aux niveaux institutionnel et individuel.

Le premier exemple relevé est la visite d'une délégation bouddhiste thaïlandaise composée de représentant.es de l'UMC et du CSS, au temple Lingguang en octobre 2013, dans le cadre d'un séjour à Pékin⁶⁷³. Selon l'ABC, bien qu'il s'agisse d'une délégation conjointe, elle est dirigée par deux membres de l'UMC, soit Phra Brahmapundit et de Phra Sophornvachiraborn, qui occupaient respectivement le poste de recteur de l'université et le poste de directeur du Département des Affaires Étrangères. À cette occasion, les deux moines sont invités à rencontrer et à discuter avec le président de l'ABC, maître Chuanyin, ainsi que maître Changzang (abbé du temple Lingguang) et Xue Shuqi, en sa qualité de représentant du département des affaires étrangères de l'Administration d'État pour les Affaires Étrangères. Cette visite est particulièrement significative, car elle conclut sur la signature d'un accord d'amitié entre le temple Lingguang et le Wat Arun de Thaïlande, temple dont Phra Sophornvachiraborn est l'abbé adjoint⁶⁷⁴. Au cours de ce même séjour, la délégation thaïlandaise rend également visite au temple Longquan (dont maître Xuecheng, futur président de l'ABC, est alors

⁶⁷² « Maître Hsin Ting a conduit une délégation pour visiter 2 universités bouddhistes (心定和尚率團參訪2所佛教大學) », *United Daily News Bkk*, 7 mars 2017, <http://www.udnbnk.com/article-216038-1.html>

⁶⁷³ « Le recteur de l'Université Maha Chulalongkorn en Thaïlande, Phra Brahmapundit, a conduit une délégation pour visiter le temple Lingguang à Pékin », Association Bouddhiste de Chine, 16 octobre 2013, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw/jliu/2013-10-16/4066.html>

⁶⁷⁴ « Le président de l'Université Mahachulalongkornrajavidyalaya de Thaïlande, Phra Brahmapundit, et sa délégation ont visité le temple Lingguang à Pékin (泰国摩诃朱拉隆功大学校长帕·菩拉玛攀迪长老一行访问北京灵光寺) », *Navigation Bouddhiste*, (fojiao daohang 佛教导航), 16 octobre 2013, <https://www.fjdh.cn/bnznews/2013/10/112855297099.html>; « Wat Arun - Temple Lingguang de Pékin' signent pour être temple-frères ('วัดอรุณ-วัดหลังกวางบึกกิ่ง' ลงนามเป็นวัดพี่วัดน้อง) », *Kom Chad Luek*, 21 octobre 2013, <https://www.komchadluek.net/amulet/171036>

l'abbé), à l'Université de Pékin, et surtout aux bureaux de l'AEAR, où Phra Brahmapundit et Phra Sophornvachiraborn sont reçus par le vice-directeur de l'institution, Jiang Jianyong⁶⁷⁵.

Trois en plus tard, en mars 2016, Phra Sophornvachiraborn est à nouveau à la tête d'une délégation bouddhiste thaïlandaise en visite à Pékin, cette fois-ci composée de diverses institutions en lien avec le bouddhisme, dont l'UMC, l'université Mahamakut et l'Office National du Bouddhisme⁶⁷⁶. La délégation se rend notamment au temple Guangji, où elle est reçue par l'un des vice-président.es de l'ABC, maître Zongxing, et par le directeur du département international de l'association, maître Puzheng. Parlant au nom du président de l'association, Zongxing affirme que le bouddhisme est un « *canal important et le lien principal des échanges culturels entre la Chine et la Thaïlande* »⁶⁷⁷. Le contenu photographique qui accompagne la publication de l'ABC sur l'évènement contient plusieurs éléments intéressants. Premièrement, il permet de voir que le directeur de l'Office National du Bouddhisme, Phanom Sornslip, fait partie de la délégation. Or, celui-ci n'est pas nommé dans le texte de la publication, bien que sa présence atteste de l'importance que l'Office accorde à la rencontre. Deuxièmement, une des photographies publiées montre plusieurs membres de la délégation thaïlandaise, ainsi que maître Puzheng, en position de prière, dans l'un des pavillons du temple. D'après le placement des participant.es et leur posture, il semblerait que Phra Sophornvachiraborn guide la prière. La scène pourrait être considérée comme un exemple de pratique bouddhiste inter-sectaire, officiee par un moine Theravāda, dans un temple Mahāyāna, avec la participation d'un moine Mahāyāna. En revanche, ni le texte ni les photographies de la publication ne renseignent sur les actions concrètes entreprises par les communautés bouddhistes chinoises et thaïlandaises qui, d'après les propos de Phra Sophornvachiraborn et maître Yongxin (tels que rapportés par l'ABC), auraient tant contribué à l'amitié entre les deux peuples. Le texte mentionne par exemple que les participant.es aspirent à prolonger leur coopération au travers d'activités « *d'échange culturel et d'apprentissage linguistique* »⁶⁷⁸, sans pour autant fournir d'information précise sur ce en quoi leur coopération a consisté jusqu'alors.

⁶⁷⁵ « Le directeur adjoint de l'Administration d'État pour les Affaires Religieuses, Jiang Jianyong, a rencontré l'aîné thaïlandais Phra Brahmapundit et sa délégation (国宗局蒋坚永副局长会见泰国帕·菩拉玛攀迪长老一行) », Bouddhisme de la Mer sur Sud en ligne, (*nanhai fojiao wang*, 南海佛教网), consulté dernièrement le 26 janvier 2024, <https://www.nhfjw.org/news/nhfj/2013/3352.html>

⁶⁷⁶ « Une délégation bouddhiste thaïlandaise a rendu visite (泰国佛教代表团一行来访) », Association Bouddhiste de Chine, 29 mars 2016, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/20215.html>

⁶⁷⁷ « Une délégation bouddhiste thaïlandaise a rendu visite (泰国佛教代表团一行来访) », 29 mars 2016.

⁶⁷⁸ « Une délégation bouddhiste thaïlandaise a rendu visite (泰国佛教代表团一行来访) », 29 mars 2016.



Moment de prière au temple Guangji. De gauche à droite : Phanom Sornslip, moine de la délégation thaïlandaise, Phra Sophornvachiraborn, trois membres laïcs de la délégation thaïlandaise et maître Puzheng
Source : Association Bouddhiste de Chine, photographie publiée le 29 mars 2016

Plus récemment, le 2 janvier 2020, Phra Sophornvachiraborn s'est rendu au chef-lieu de l'ABC, au temple Guangji⁶⁷⁹, pour y rencontrer le vice-président de l'association, maître Yanjue. D'après l'ABC, ce dernier aurait alors dressé un compte-rendu des échanges entre les communautés bouddhistes de Chine et de Thaïlande, citant notamment **1)** l'invitation faite au 11^e Panchen Lama à se rendre en Thaïlande en mai 2019, **2)** la participation de l'ABC à la Journée de Vesak de 2019, **3)** des « *échanges cordiaux* » avec le Patriarche Suprême, **4)** et « *des activités telles que la remise d'un doctorat honorifique* »⁶⁸⁰ à sa personne de la part de l'UMC. On a là des informations un peu plus substantielles sur la teneur des échanges entre les deux communautés, par rapport à ce qu'on trouve dans d'autres publications de l'ABC (dont celle sur la visite de 2016, commentée plus haut). Mais il demeure qu'une grande partie des propos rapportés est formulée dans des termes imprécis, ne donnant qu'une idée très générale des actions entreprises et des acteur.es impliqués. C'est en fait une tendance assez prononcée du style de communication adoptée par l'ABC dans ses publications en ligne, qui consiste à énumérer des actions en se reposant sur des informations très générales, tout en employant un discours très élogieux. Autrement dit, l'ABC tend à dire peu sur les actions elles-mêmes, mais beaucoup sur leur signification pour l'amitié entre les deux peuples. La visite de Phra Sophornvachiraborn en 2020 est aussi intéressante en ce qu'elle est un rare exemple d'une visite individuelle, en dehors d'une délégation : d'après la publication de l'ABC, Phra Sophornvachiraborn

⁶⁷⁹ « Le vice-président Yanjue a rencontré la délégation conduite par le vice-président de l'université thaïlandaise Maha Chulalongkorn, Sawai (演觉副会长会见泰国摩诃朱拉隆功大学沙威副校长一行) », Association Bouddhiste de Chine, 3 janvier 2020, <https://www.chinabuddhism.com.cn/e/action/ShowInfo.php?classid=506&id=40718>

⁶⁸⁰ « Le vice-président Yanjue a rencontré la délégation conduite par le vice-président de l'université thaïlandaise Maha Chulalongkorn, Sawai », 3 janvier 2020.

n'était alors accompagnée que d'une personne, qui n'est ni nommée dans le texte, ni identifiable par les photographies, ce qui donne un caractère interpersonnel à son interaction avec maître Yanjue.

En effet, la diplomatie bouddhiste chinoise déployée en Thaïlande repose autant sur des relations inter-institutionnelles que sur des relations interpersonnelles. Dans le cas de l'UMC, c'est grâce à deux individus en particulier, Phra Brahmapundit et Phra Sophonvachirabhorn, que l'ABC est parvenue à intégrer un réseau d'institutions bouddhistes. Plus encore, je postule que la disposition de ces deux individus à interagir et coopérer avec l'ABC et ses alliés est la raison pour laquelle l'éducation occupe une place si importante dans la stratégie de la diplomatie bouddhiste chinoise utilisée dans le royaume. Il serait possible de voir les choses autrement et de considérer que c'est parce que les acteurs chinois ont des intérêts à investir dans le domaine de l'éducation (dans le cadre de la diplomatie bouddhiste) qu'ils cherchent autant à cultiver de bonnes relations avec des personnes comme Phra Brahmapundit et Phra Sophonvachirabhorn. Or, les institutions d'éducation bouddhiste sont plus développées en Thaïlande qu'en Chine, ce qui signifie qu'un soutien de la Chine ne leur est pas vital. De plus, comme je l'expliquerai plus en détail par la suite, l'investissement de l'ABC dans le domaine de l'éducation en Thaïlande est avant tout une affaire de discours et d'actes de présence. En l'état, la contribution réelle à des projets en cours n'est pas claire, et les projets envers lesquels l'ABC s'est engagée demeurent assez flous. D'où l'hypothèse selon laquelle l'existence de personnes issues du milieu de l'éducation bouddhiste ayant des dispositions personnelles à coopérer avec les acteurs chinois est la cause, plutôt que la conséquence, de l'importance du thème de l'éducation dans la diplomatie bouddhiste chinoise en Thaïlande.

11.3. Récits stratégiques et intérêts à coopérer

Pour comprendre sur quoi reposent les échanges entre les acteurs bouddhistes chinois et thaïlandais, je propose de décortiquer deux récits stratégiques employés par ces acteurs pour justifier leurs interactions. Le premier récit consiste à faire de ces interactions une chose naturelle et inévitable, en affirmant qu'elles sont une affaire de bons rapports entre deux membres d'une même famille. Le second récit consiste à mettre en avant les bénéfices de la coopération entre les communautés de deux différentes traditions pour le bien-être et le développement du bouddhisme. Ces récits ne sont pas à prendre tels quels : ils ne sont pas des représentations fidèles du raisonnement qui poussent les acteurs à agir comme ils le font. Mais ils nous renseignent sur le travail narratif que ces acteurs estiment comme étant nécessaire, pertinent et persuasif. Autrement dit, ces récits ne renseignent pas sur les intérêts qui poussent effectivement ces acteurs à coopérer, mais plutôt sur les intérêts qu'ils veulent communiquer. La diplomatie, et surtout la diplomatie tournée vers le grand

public (comme c'est soi-disant le cas de la diplomatie publique « à caractéristiques chinoises »), est en grande partie une affaire de communication et de projection d'image. Par conséquent, il est essentiel d'investiguer les récits stratégiques offerts par les acteur.es de la diplomatie bouddhiste pour donner du sens à leurs interactions auprès du public bouddhiste.

11.3.1. Familiarité et affinité : « la Chine et la Thaïlande sont une famille »

L'expression « la Chine et la Thaïlande sont une famille » (en mandarin), ou « la Chine et la Thaïlande sont des frères » (en thaï), fait partie des outils rhétoriques utilisés par les deux pays pour inscrire leurs relations dans l'ordre naturel des choses en jouant sur l'idée de liens biologiques et de familiarité. C'est une façon de réduire l'écart d'altérité entre les peuples, et donc de les amener à un haut niveau de confiance, grâce à laquelle la coopération contemporaine devient la manifestation naturelle, normale et inévitable d'un lien ancien et étroit. La même logique est derrière le concept de « l'amitié *Pauk Phaw* » unissant la Chine et le Myanmar (pour rappel, le concept fait référence à des « frères de mères différentes »). On la retrouve aussi dans le discours sur des pays liés par « des monts et des rivières » (*chushui xianglian* 山水相连) qui s'applique aux relations de la Chine avec plusieurs des pays d'Asie du Sud-Est⁶⁸¹. Mais l'expression « la Chine et la Thaïlande sont une famille » a ça de différent qu'elle est utilisée bien plus souvent que le concept d'amitié *Pauk Phaw* et qu'elle implique un degré d'affinité bien plus élevé que la référence à un patrimoine géographique commun.

À l'origine, le discours sur la fraternité sino-thaïlandaise est utilisé par le gouvernement et la monarchie thaïlandaise pour justifier leur politique d'assimilation des immigré.es d'origine chinoise de la fin du 19^e siècle au début du 20^e siècle. L'idée derrière cela est de cultiver un lien de familiarité de sorte à favoriser l'intégration des nouveaux et nouvelles arrivant.es, et à faciliter leur adoption de la culture thaïlandaise, pour finalement parvenir à supplanter leur loyauté envers la Chine par une loyauté envers le Royaume de Thaïlande. Le roi Rama VII Prajadhipok se saisit d'ailleurs de ce discours pour apaiser les tensions causées par la politique assimilatrice stricte de son prédécesseur, mettant en avant par la même occasion les liens de sang que la famille royale thaïlandaise partage

⁶⁸¹ Cette expression est souvent utilisée pour qualifier la relation sino-myanmaraise, la relation sino-vietnamienne et sino-laotienne. Pour un exemple du cas sino-myanmarais, où l'expression est aussi attribuée au président du Comité national du Sangha Maha Nikai du Myanmar, voir « Le président Xuecheng a rencontré une délégation du Comité national des moines éminents du Myanmar (学诚会长会见缅甸国家高僧委员会代表团一行) », Association Bouddhiste de Chine, 29 août 2016, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw/jliu/2016-08-29/11358.html>. Pour un exemple du cas sino-vietnamien, voir « Le vice-président Yanjue a rencontré le directeur de la Commission des affaires religieuses du gouvernement vietnamien Vu Chien Tang (演觉副会长会见越南政府宗教委员会主任武战胜) », Association Bouddhiste de Chine, 19 septembre 2019 <https://www.chinabuddhism.com.cn/e/action/ShowInfo.php?classid=506&id=40485>. Pour un exemple du cas sino-laotien, voir « Des dirigeants bouddhistes laotiens et une délégation du Front lao pour la construction nationale ont visité l'Association bouddhiste de Chine (老挝佛教领袖暨建国阵线代表团拜访中国佛教协会) », Association Bouddhiste de Chine, 31 octobre 2016, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw/jliu/2016-10-31/12072.html>.

avec le peuple chinois (Tungkeunkunt et Phuphakdi, 2018, p. 601-602). En revanche, à partir des années 1950, l'éloignement entre les deux États et la rupture officielle de leurs relations diplomatiques ne laissent aucune place à un discours de fraternité. Ainsi, jusqu'aux années 1970, l'expression « la Chine et la Thaïlande sont des frères » est absente du discours officiel thaïlandais. Elle ne resurgit qu'à partir du moment où les efforts de rapprochement entre les deux États deviennent publics et se formalisent.

Le fait que la rhétorique de fraternité sino-thaïlandaise ait déjà un passif dans le discours officiel thaïlandais, et la présence historique de communautés d'héritage et de culture chinoises sur le territoire donnent de la crédibilité au rapprochement avec la société chinoise. En revendiquant des attaches familiales, ce discours inscrit les relations entre les deux sociétés dans un cadre biologique, donc naturel, et il permet de placer la similarité culturelle et les contacts historiques au-dessus de la divergence idéologique. Aujourd'hui, les expressions « la Chine et la Thaïlande sont une famille » et « la Chine et la Thaïlande sont des frères » demeurent des outils de communication très sollicités. Elles sont utilisées tant pour promouvoir la coopération entre les deux États, par exemple au sujet des « Nouvelles Routes de la Soie » (Tungkeunkunt et Phuphakdi, 2018, p. 611), que pour apaiser les tensions quand un événement fragilise la relation sino-thaïlandaise (Tungkeunkunt et Phuphakdi, 2020, p. 141).

En février 2019, l'Ambassade de la République Populaire de Chine y fait référence dans une publication sur les célébrations pour la nouvelle année lunaire, félicitant les succès de la coopération bilatérale dans l'année écoulée :

Au cours des dernières années, la coopération culturelle et touristique est devenue de plus en plus étroite, et les célébrations du joyeux Nouvel An chinois ont insufflé une nouvelle vitalité à nos relations. En 2018, l'initiative « Routes de la Soie » de la Chine est profondément liée à la Thaïlande 4.0 et au plan du corridor économique oriental de la Thaïlande. L'étroite coopération entre la Chine et la Thaïlande a apporté de réels avantages et bénéfices aux deux peuples. En 2019, la Chine et la Thaïlande continueront de promouvoir la coopération pragmatique de la culture et du tourisme pour les connexions entre les peuples. Nous nous efforcerons de faire du partenariat stratégique global de coopération entre la Chine et la Thaïlande un exemple pour le nouveau type de

*relations internationales. Notre relation « la Chine et la Thaïlande comme une famille » deviendra plus forte.*⁶⁸²

Cet extrait contient deux associations narratives courantes dans le discours chinois : **1)** une association du projet chinois des « Nouvelles Routes de la Soie » aux grands projets de développement national thaïlandais, et **2)** une association de la coopération dans le domaine économique à l'appartenance des deux pays à une même famille. La première association a pour effet de renforcer l'image de deux économies liées par une interdépendance mutuellement bénéfique, et la deuxième association présente la coopération bilatérale (principalement économique) comme la manifestation des relations familiales qui unissent leurs peuples. On retrouve des mécanismes discursifs similaires dans une publication du Ministère des Affaires Étrangères de la RPC, rapportant sur le sommet de l'APEC de novembre 2022, organisé en Thaïlande :

*Le président Xi [...] a félicité la Thaïlande pour avoir accueilli avec succès la réunion des dirigeants économiques de l'APEC. Il a souligné que la Chine et la Thaïlande jouissaient d'une amitié millénaire et que les peuples des deux pays se sentaient comme des frères et sœurs l'un pour l'autre. Au cours des dix dernières années, depuis que les deux pays ont établi le partenariat de coopération stratégique global, notre amitié traditionnelle s'est encore renforcée, la coopération stratégique globale a continué de s'approfondir et les relations bilatérales sont entrées dans une nouvelle phase de développement. La Chine accorde une grande importance à ses relations avec la Thaïlande. À un nouveau point de départ historique, la Chine travaillera avec la Thaïlande pour faire avancer le lien spécial selon lequel « la Chine et la Thaïlande sont aussi proches qu'une seule famille », construire une communauté sino-thaïlandaise avec un avenir partagé pour une stabilité, une prospérité et une durabilité accrues, ajouter de nouvelles dimensions aux relations quasi-familiales, ouvrent une nouvelle ère des relations sino-thaïlandaises et offrent plus d'avantages aux deux peuples.*⁶⁸³

En retour, Prayut Chan-o-cha aurait déclaré que la Thaïlande était prête à contribuer à la construction d'une « communauté sino-thaïlandaise d'avenir partagé », en se basant sur l'idée que « la Thaïlande et la Chine sont aussi proches qu'une famille »⁶⁸⁴. Dans la publication du ministère

⁶⁸² « Ceremony of Exchanging Greetings of 2019 « Happy Chinese New Year » held in Bangkok », Ambassade de la République Populaire de Chine en Thaïlande, 11 février 2019, http://th.china-embassy.gov.cn/eng/ztgx/zxdt/201902/t20190211_1450202.htm

⁶⁸³ « President Xi Jinping Holds Talks with Thai Prime Minister Prayut Chan-o-cha », Ministère des Affaires Étrangères de la RPC, 19 novembre 2022, https://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/zxxx_662805/202211/t20221119_10978201.html

⁶⁸⁴ « President Xi Jinping Holds Talks with Thai Prime Minister Prayut Chan-o-cha », 19 novembre 2022.

chinois, la concrétisation de cet engagement correspond à la coopération des deux pays vis-à-vis des projets de développement thaïlandais, des projets de développement sino-lao-thaïlandais et du projet de la Route Maritime de la Soie. À nouveau, on retrouve un récit qui, d'une part, valorise l'interdépendance des projets de développement des deux pays et d'autre part, utilise l'idée de liens familiaux pour encadrer la coopération économique.

On retrouve le discours de familiarité dans un article du journal *Sing Sian Yer Pao*, mais utilisé autrement. L'article rapporte les propos tenus par Lin Chuqin, président de l'Association de Commerce Sino-Thaïlandaise, lors d'une visite auprès d'un des membres du CSS, Zhao Kuntongchai (Dhammathacho) :

Sous la bénédiction de la famille royale thaïlandaise, les groupes thaïlandais et chinois se mélangent harmonieusement pour favoriser la prospérité et le progrès de la Thaïlande. La famille royale thaïlandaise a toujours attaché une grande importance aux Chinois.es d'outre-mer et respecte les coutumes chinoises. Nous devons nous unir, être reconnaissant.es et respecter la famille royale, et promouvoir conjointement la convergence culturelle de la Thaïlande et de la Chine. Avec l'approfondissement continu des relations amicales entre la Thaïlande et la Chine, « la Thaïlande et la Chine sont une seule famille » a vraiment été profondément enracinée dans le cœur du peuple. L'Association de Commerce Sino-Thaïlandaise a joué un rôle actif et important en tant que pont et a fait de grandes contributions à l'amitié entre les deux pays.⁶⁸⁵

Ici, il n'est pas question de coopération économique entre deux pays, menée par des gouvernements. Le lien de familiarité se situe au niveau des peuples, il est essentiellement une affaire d'affinité culturelle et il est représenté comme le résultat de l'action de la monarchie thaïlandaise et des associations des CHCC de Thaïlande. De plus, comme dans la publication de l'ambassade chinoise mentionnée premièrement, l'expression « la Thaïlande et la Chine sont [comme] une famille » elle-même est réifiée, traitée comme un objet à part entière : elle n'est pas seulement une tournure de phrase, insérée de façon organique dans le texte, mais un objet auquel le texte fait référence en supposant une connaissance préalable de la part des lecteur.es. Dans la première publication, l'expression est utilisée comme un qualificatif de la relation sino-thaïlandaise pour désigner un modèle spécifique d'interaction. On retrouve cet usage dans le discours que tient maître

⁶⁸⁵ « Le président Lin Chuqin de la Chambre de Commerce Sino-Thaïlandaise et son groupe ont rencontré d'éminents moines de trois temples bouddhistes (中总林楚钦主席一行拜见3大佛寺高僧) », *Sing Sian Yer Pao*, 15 novembre 2020, <http://www.singsianyerpao.com/thoc/74979/>

Xuecheng lors de la visite de la délégation de l'Association Chine-Thaïlande d'Échanges Culturels et Artistiques au temple Guangji en août 2016 : « [l]es échanges bouddhistes entre les deux pays jouent un rôle important de pont et de lien dans l'amitié traditionnelle de « la Chine et la Thaïlande sont une famille » et ont laissé la marque d'un chapitre historique glorieux »⁶⁸⁶.

Ce dernier extrait montre que l'expression « la Chine et la Thaïlande sont une famille » est mobilisée de façon à lui faire contenir l'ensemble des relations entre les deux peuples, les deux pays et les deux États dans l'objet « relations familiales ». Il montre également que l'expression a un rôle dans les récits stratégiques de la diplomatie bouddhiste chinoise. Elle permet d'aller au-delà de l'idée générale selon laquelle les échanges bouddhistes contribuent aux bonnes relations entre la Thaïlande et la Chine, en les inscrivant dans le cadre de relations historiques et de liens de sang. Autrement dit, la présence de l'expression « la Chine et la Thaïlande sont une famille » dans le discours sur les échanges bouddhistes permet de resserrer les liens entre les pays. Un article de *Sing Sian Yer Pao* indique que ce discours n'est pas seulement utilisé par l'ABC, mais aussi par des représentant.es de l'État chinois, et qu'il attire l'attention des médias sinophones thaïlandais. L'article en question décrit un dîner organisé par l'Association sino-thaïlandaises des Entreprises Commerciales et Industrielles⁶⁸⁷ à l'occasion de la visite d'une délégation du temple Shaolin en Thaïlande⁶⁸⁸. Il est rapporté qu'à cette occasion, la conseillère culturelle de l'Ambassade de la RPC en Thaïlande, Chang Yumeng (accompagnante de la délégation bouddhiste), a vanté l'importance des « relations culturelles bouddhistes » dans les rapports entre la Chine et la Thaïlande, et affirmé que « les « relations familiales » de « la Chine et la Thaïlande sont une famille » incluent les échanges étroits entre les cercles bouddhistes des deux pays »⁶⁸⁹.

Les exemples cités n'indiquent pas, en revanche, la nature plus précise des liens de famille auxquels ils font référence. En effet, la phrase « la Chine et la Thaïlande sont une famille » parle seulement de l'appartenance à une famille, sans préciser quelle position chaque pays est supposé occuper dans l'unité familiale. Sur ce point, la version thaïlandaise de l'expression (« la Chine et la Thaïlande sont des frères ») est plus précise, puisqu'elle spécifie qu'il s'agit de liens fraternels. Mais elle ne dit pas non plus quelle position est occupée par chaque « frère » dans la famille. Ce que je

⁶⁸⁶ « Le président Xuecheng a rencontré la délégation de l'Association Thaïlande-Chine d'Échanges Culturels et Artistiques de Thaïlande », 25 août 2016.

⁶⁸⁷ En anglais, Thai-Chinese Commercial and Industry Trade Association (en mandarin, 泰中工商业联合总会 et en thaï, « สมาคมการค้าและอุตสาหกรรมไทย-จีน »). Cet organisme est présidé par le Général Chetta Thanajaro, ancien ministre des Sciences et de la Technologie (2003-2004) et ministre de la Défense (2004) sous Thaksin Shinawatra.

⁶⁸⁸ « L'abbé Shi Yongxin du temple Shaolin visite la Thaïlande (少林寺释永信方丈莅泰友好访问) », *Sing Sian Yer Pao*, 2 janvier 2019, <http://www.singsianyerpao.com/uncategorized/34915/>

⁶⁸⁹ « L'abbé Shi Yongxin du temple Shaolin visite la Thaïlande », 2 janvier 2019.

sous-entends ici, c'est que les deux versions de l'expression ne se prononcent pas sur la relation de pouvoir qui lie les deux membres de la famille sino-thaïlandaise : s'agit-il d'une relation parfaitement égalitaire, entre deux frères du même âge et de la même parenté, ou d'une relation hiérarchique, entre un frère aîné et un frère cadet ? C'est le problème que souligne le journaliste Kavi Chongkittavorn dans un billet d'opinion publié dans le *Bangkok Post*, au sujet d'une session de discussion organisée par le Ministère thaïlandais de la Culture et l'Université Chulalongkorn pour préparer l'établissement d'un centre culturel thaïlandais en Chine⁶⁹⁰. Chongkittavorn relève que les participant.es thaïlandais.es et chinois.es ont fait référence à « la célèbre métaphore « *Zhong Tai Yi Jia Qin* » - la Thaïlande et la Chine sont la même famille », mais qu'ils sont restés très prudents face à la question de la perception mutuelle entre les deux peuples. Il fait d'ailleurs remarquer que « *[c]omme c'est bien connu dans une famille Est-asiatique, il y a une hiérarchie, disons, d'un frère aîné et d'une sœur cadette, et vice-versa* », et il souligne que la question du rapport de pouvoir infra-familial n'a pas été clarifiée durant la session de discussion. Or, difficile de croire à un rapport d'égalité vu l'écart de puissance globale qui existe entre les deux États et la dépendance forte de l'économie thaïlandaise envers l'économie chinoise (dépendance qui n'est pas réciproque). La puissance contemporaine de la Chine s'aligne d'ailleurs avec la vision classique chinoise d'un monde organisé en cercles concentriques et de façon hiérarchique, au centre et au sommet duquel se trouve la Chine. À l'inverse, l'État thaïlandais peut souhaiter avoir l'ascendant sur la Chine, mais il ne peut ignorer qu'aujourd'hui, la Chine est plus puissante sur les plans économique, militaire et en politique étrangère, ce qui aurait tendance à créer un rapport fraternel plus hiérarchique qu'égalitaire. Pour ce qui est de la façon dont les populations se perçoivent, il est aussi possible que, tout en acceptant l'idée d'un lien fraternel, chacun ait sa propre vision hiérarchique de ce lien, basée sur un sentiment de supériorité culturelle, morale ou politique, plutôt que sur la seule puissance étatique.

L'existence d'un rapport de pouvoir intra-familial n'est jamais admis dans le discours officiel, ni du côté chinois ni du côté thaïlandais, mais les expressions « la Chine et la Thaïlande sont une famille » et « la Chine et la Thaïlande sont des frères » demeurent très en vogue et sont particulièrement utiles pour servir de cadre narratif aux échanges bouddhistes. En fait, tant qu'aucune des deux parties n'exprime une vision hiérarchique du lien familial, ces expressions peuvent favoriser le rapprochement en passant sous silence l'écart de puissance qui les oppose. On retrouve cette même propension à mettre de côté les rapports de pouvoir dans le second récit stratégique employée dans la diplomatie bouddhiste chinoise en Thaïlande : il s'agit du récit selon lequel les échanges entre les

⁶⁹⁰Kavi Chongkittavorn, « Thailand plans cultural centre in China », *Bangkok Post*, 7 septembre 2021, <https://www.bangkokpost.com/opinion/opinion/2177631/thailand-plans-cultural-centre-in-china>

communautés bouddhistes chinoises et thaïlandaises visent à faire dialoguer et à construire un pont entre la tradition Mahāyāna et la tradition Theravāda.

11.3.2. La diplomatie bouddhiste au service des échanges inter/trans-sectaires : favoriser le dialogue et construire un pont entre les traditions

L'idée sous-jacente est que ce dialogue contribue positivement au développement du bouddhisme dans le monde et à l'unité au sein de la communauté bouddhiste. Même s'il est présent dans d'autres domaines d'activité, il se prête particulièrement bien à justifier les échanges dans le domaine de l'éducation, et ce, au nom de l'enrichissement des connaissances de l'enseignement de Bouddha. On le trouve ainsi très fréquemment dans la communication sur les événements de contact entre l'ABC et l'université Mahachulalongkornrajavidyalaya. Pour illustrer cette tendance, j'ai choisi quatre exemples d'utilisation de ce récit dans le cadre d'interactions entre des instituts affiliés à l'ABC et l'UMC. J'y ajoute le cas d'une activité n'impliquant pas l'UMC, pour montrer que le récit du dialogue « inter-sectaire » est aussi mobilisé en dehors du domaine de l'éducation. Enfin, je propose deux exemples d'utilisation d'un récit similaire, qui va au-delà de la valorisation du dialogue en promouvant l'intégration des deux traditions.

Le premier exemple concerne une série d'activités organisées en Thaïlande dans le cadre de la tournée d'une délégation du Collège Bouddhiste de Minnan (province du Fujian), nommée « Re-parcourir la Route Maritime de la Soie », entre le 20 mai et le 3 juin 2017, qui s'est conclue sur la signature d'un accord de coopération entre l'institut chinois et l'UMC. D'après le temple Nanputuo (province du Fujian), les objectifs de leur coopération sont de « *faire pleinement jouer le rôle du bouddhisme en tant que lien culturel des [Nouvelles Routes de la Soie], promouvoir le développement commun de l'éducation bouddhiste en Chine et en Thaïlande, et de renforcer davantage les échanges amicaux entre les bouddhismes du Nord et du Sud* »⁶⁹¹. Comme le montre cet extrait, les acteur.es chinois.es ont tendance à parler d'un dialogue entre la tradition du Nord et celle du Sud, plutôt que d'un dialogue entre les traditions Mahāyāna et Theravāda. Ces derniers termes apparaissent dans certaines publications, mais les références à un bouddhisme « du Nord et du Sud » sont plus courantes. Comme expliqué dans le chapitre 4, le terme « bouddhisme du Nord » est parfois utilisé pour rassembler le bouddhisme Mahāyāna chinois et le bouddhisme tibétain. Dans les publications chinoises, le sens adopté est rarement spécifié, mais l'action de l'ABC et de ses alliés portent à

⁶⁹¹ « Re-parcourir la Route Maritime de la Soie : le bouddhisme de Chine et le bouddhisme de Thaïlande reconstruisent un monument (重走海上丝绸之路 中泰佛教再铸丰碑) », Temple Taipingyan, 25 mai 2017, <http://www.taipingyansi.com/html/201705/2502151284265.html>

croire que c'est essentiellement du bouddhisme Mahāyāna chinois qu'il s'agit. En effet, le bouddhisme tibétain n'est presque jamais mentionné, aucun moine de cette tradition ne semble participer aux activités de « dialogue entre le bouddhisme du Nord et le bouddhisme du Sud », et certaines de ces activités sont très explicitement centrées sur le bouddhisme Mahāyāna et le bouddhisme Theravāda.

Le deuxième exemple est celui d'une conférence donnée par maître Benxing (abbé du temple Kaiyuan) en mars 2018, à l'occasion d'un séminaire organisé par l'UMC⁶⁹². Dans cette conférence sur « Les spécificités et les similitudes du bouddhisme en Chine », maître Benxing avait présenté les piliers de l'histoire de la tradition chinoise du bouddhisme, et proposé une comparaison entre le « bouddhisme du Nord » et le « bouddhisme du Sud ». Le public était composé d'une centaine de moines étudiant à l'UMC, portant tous la robe monastique de la tradition Theravāda thaïlandaise. Comme le fait remarquer l'article de *FJNET*, cet événement a eu lieu dans le cadre d'activités missionnaires bouddhistes, expliqué par le média chinois comme étant « *un programme missionnaire du Dharma mis en œuvre par la communauté bouddhiste thaïlandaise pour améliorer la moralité et apporter de la stabilité dans la société* »⁶⁹³. Il s'agit sûrement là d'un des programmes nationaux qui consistent à envoyer des moines dans des zones rurales, pour promouvoir une certaine morale bouddhiste et qui sont actuellement supervisés par le Département des Affaires Religieuses (Larsson, 2019, p. 580). Il est assez surprenant que l'UMC ait fait appel à un moine chinois, vice-président de l'ABC et membre de plusieurs agences de la Conférence Consultative Politique Populaire de Chine (à l'échelle nationale et de la province du Fujian) pour animer une activité missionnaire si similaire au programme instauré par le gouvernement thaïlandais dans les années 1980 pour, entre autres, lutter contre l'influence chinoise communiste. Il s'avère que ce moine chinois, en particulier, est très actif dans les relations entre l'ABC et l'UMC. D'ailleurs, d'après une entrevue publiée par le média *Phoenix*, le travail qu'il poursuit en Thaïlande (et aux États-Unis) représente un engagement envers les « *échanges entre le bouddhisme du Nord et le bouddhisme du Sud* », motivé par la recherche d'un « *dialogue entre les civilisations de l'Est et de l'Ouest* » et par l'espoir de contribuer à « *l'internationalisation du bouddhisme de la tradition chinoise* »⁶⁹⁴.

⁶⁹² « Maître Benxing a été invité à donner une conférence sur le bouddhisme chinois aux moines bouddhistes thaïlandais (本性法師应邀为泰国弘法使布教僧举办汉传佛教讲座) », *FJNET*, 9 mars 2018, http://www.fjnet.com/hwji/haiwainr/201803/t20180309_252921.htm

⁶⁹³ « Maître Benxing a été invité à donner une conférence sur le bouddhisme chinois aux moines bouddhistes thaïlandais », 9 mars 2018.

⁶⁹⁴ « Maître Benxing : Mon parcours de 38 ans d'étude et de pratique (本性法師：我的38年学修之路) », *Phoenix Media*, 13 mai 2023, <https://fo.ifeng.com/c/8PkicWaFUPL>

Un autre exemple de la contribution de maître Benxing au dialogue bouddhiste inter-sectaire entre la Chine et la Thaïlande est sa présence à la tête d'une délégation bouddhiste du Fujian (composées de membres de l'Association Bouddhiste du Fujian et d'instituts d'éducation bouddhiste locaux), venue en Thaïlande pour participer à une série d'activités organisées par l'UMC, entre le 26 février et le 3 mars 2019⁶⁹⁵. Selon *FJNET*, l'objectif de ce séjour était de « *discuter des échanges et de la coopération dans l'éducation du Sangha bouddhiste du Nord et du Sud, et des échanges et de la coopération au sujet des pratiques méditatives du Nord et du Sud* »⁶⁹⁶. D'après ce média, le dialogue inter-sectaire sino-thaïlandais porte sur l'éducation monastique, ainsi que sur les pratiques de méditation (pratiques qui n'appartiennent pas qu'aux membres de la communauté monastique). L'article en question explique aussi que :

*[L]es deux parties estiment que la promotion de l'échange et de l'apprentissage mutuel de la théorie et de la pratique de la méditation bouddhiste du bouddhisme du Nord et du bouddhisme du Sud contribuera à renforcer l'amitié entre les bouddhismes du Nord et du Sud et à les améliorer conjointement, apportant ainsi de la sagesse pour la purification du cœur de la société, et augmentant la vérité, le bien et la beauté de l'humanité.*⁶⁹⁷

Cela revient à affirmer que la mise en dialogue des deux traditions bouddhistes est bénéfique non seulement pour la relation entre ces deux traditions elles-mêmes, mais aussi pour le bien-être de l'ensemble de la société humaine. Cette même rhétorique a été fortement sollicitée pour expliquer les motivations derrière la création d'un centre de recherche nommé « Centre de Recherche en Bouddhisme Mahāyāna » (*dacheng fojiao yanjiu zhongxing* 大乘佛教研究中心), sous l'initiative conjointe du temple Kaiyuan et de l'Université Mahachulalongkornrajavidyalaya. Cette initiative sera analysée plus en profondeur dans la suite de ce chapitre, mais on peut s'arrêter un instant sur le forum annuel organisé par le centre, en collaboration avec le Collège International d'Études Bouddhistes (CIEB) de l'UMC. Intitulé « Forum Académique International sur le Bouddhisme du Nord et le Bouddhisme du Sud », le premier forum a eu lieu en 2016. Très peu d'informations sur le premier événement est disponible, mais le deuxième événement qui s'est déroulé le 20 décembre 2019 a été davantage commenté. Dans les publications sinophones, il est écrit que le forum portait sur le thème de « La théorie et la pratique des méthodes zen du Bouddhisme du Nord et du Bouddhisme du

⁶⁹⁵ « La délégation d'échange du Collège Bouddhiste du Fujian s'est rendue en Thaïlande pour un échange et une inspection réussis (福建佛学院交流团一行赴泰交流考察圆满) », *FJNET*, 4 mars 2019, http://www.fjnet.com/hwji/haiwainr/201903/t20190304_273492.htm

⁶⁹⁶ « La délégation d'échange du Collège Bouddhiste du Fujian s'est rendue en Thaïlande pour un échange et une inspection réussis », 4 mars 2019.

⁶⁹⁷ « La délégation d'échange du Collège Bouddhiste du Fujian s'est rendue en Thaïlande pour un échange et une inspection réussis », 4 mars 2019.

Sud »⁶⁹⁸. S'il n'est pas toujours clair ce que les parties concernées entendent par « bouddhisme du Nord » (i.e. s'il s'agit uniquement de la tradition chinoise Mahāyāna ou de la tradition chinoise Mahāyāna et de la tradition tibétaine), dans ce cas-ci, on trouve un élément de réponse dans la traduction en anglais du thème du forum : d'après les photographies disponibles, on voit que le thème a été traduit « *The Meditative Techniques in Theravada & Mahayana. Theory and Practice* »⁶⁹⁹, soit en français « Les techniques méditatives dans le Theravāda et le Mahāyāna. Théorie et Pratique ». Cela indique que, dans ce contexte du moins, le « bouddhisme du Nord » fait référence uniquement à la tradition Mahāyāna. De même, d'après les photographies du quatrième événement (qui a eu lieu en décembre 2023), le forum s'intitulait « Quatrième forum académique sur le bouddhisme du Nord et le bouddhisme du Sud » en mandarin, alors qu'il s'intitulait « Quatrième forum bouddhiste d'échange entre le Theravāda et le Mahāyāna » en anglais⁷⁰⁰.

En dehors du domaine académique, le récit stratégique sur la recherche d'un dialogue entre les deux traditions du bouddhisme est moins souvent sollicité que celui de « la Chine et la Thaïlande sont une famille », mais on en trouve tout de même plusieurs exemples, dans le contexte d'activités assez différentes. Par exemple, il figure dans une publication du temple Shaolin, portant sur une cérémonie de moulage de statues offertes par le temple Shaolin du Nord (municipalité de Tianjin) au Wat Vachirathamaram (province d'Ayutthaya) en décembre 2014, à laquelle assistent maître Yongxin, en tant que leader de l'organisation chinoise Shaolin, et Somdet Phra Vanarata, abbé du temple Vachirathamaram et membre du Conseil Suprême du Sangha⁷⁰¹. La publication explique que le don de sept statues est le résultat d'un long processus de collaboration entre maître Yongxin et ses partenaires thaïlandais, et qu'il représente « *un bon début pour que le bouddhisme du Sud et le bouddhisme du Nord se complémentent et prospèrent* »⁷⁰². Ici, l'idée de complémentarité, associée à l'idée d'une prospérité commune, ajoute un degré supplémentaire au récit stratégique du dialogue entre les deux traditions bouddhistes. En effet, le recours à un vocabulaire de la complémentarité (*jiaoxianghuiying* 交相辉映) signifie que les échanges bouddhistes sino-thaïlandais ne sont pas

⁶⁹⁸ « Bouddhisme Zen du Nord et du Sud : théorie et pratique – Résumé du deuxième Forum académique international sur les bouddhismes du Nord et du Sud (北传禅法：理论与实践——第二届南北传佛教国际学术论坛综述) », *FJNET*, 23 décembre 2019, http://www.fjnet.com/hwj/haiwainr/201912/t20191223_280466.htm

⁶⁹⁹ « Bouddhisme Zen du Nord et du Sud : théorie et pratique – Résumé du deuxième Forum académique international sur les bouddhismes du Nord et du Sud », 23 décembre 2019.

⁷⁰⁰ « Le 4^e Forum académique sur les échanges bouddhistes du Nord et du Sud s'est tenu en Thaïlande (第四届南北传佛教交流学术论坛在泰国举行) », *China News*, 17 décembre 2023, <https://www.fj.chinanews.com.cn/news/2023/2023-12-17/538929.html>

⁷⁰¹ « La cérémonie de moulage de la statue de Bouddha dans le temple Shaolin du nord de la Chine a eu lieu à Ayutthaya, en Thaïlande (photo) (中国北少林寺佛像浇铸仪式在泰国大城府举行 (图)) », *FJNET*, 19 décembre 2014, http://www.fjnet.com/hwj/haiwainr/201412/t20141219_226077.htm

⁷⁰² « La cérémonie de moulage de la statue de Bouddha dans le temple Shaolin du nord de la Chine a eu lieu à Ayutthaya, en Thaïlande (photo) », 19 décembre 2014.

considérés comme étant seulement une affaire de promotion d'un dialogue inter-sectaire, ce qui peut se réduire à accepter que la communication entre les traditions est possible. Le vocabulaire de la complémentarité sous-entend que les enseignements de chaque tradition ne sont pas mutuellement exclusifs, voire qu'ils sont incomplets lorsque l'un va sans l'autre, et donc que les échanges bouddhistes sino-thaïlandais peuvent déboucher sur un dialogue trans-sectaire, qui outrepassa l'existence même des deux « sectes ».

On retrouve cette déclinaison dans un article publié par *Xinhua*, repris par l'ABC, portant sur un épisode plutôt insolite des échanges bouddhistes sino-thaïlandais qui s'est déroulé en avril 2013. Il s'agit de l'ordination temporaire du dénommé « Zhou Liping », un « responsable » (ou « fonctionnaire », *guanyuan* 官员) de l'administration thaïlandaise chargée des affaires religieuses⁷⁰³.

Le mystérieux « Zhou Liping » :

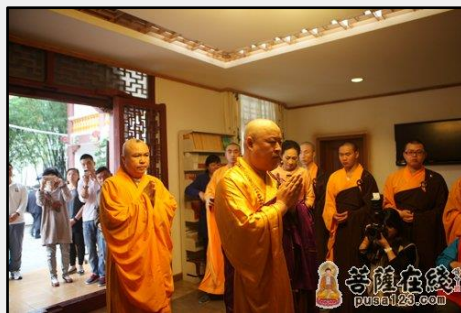
Malgré de nombreuses tentatives, il m'a été impossible d'identifier cet individu avec certitude, et surtout de confirmer sa fonction dans l'administration thaïlandaise. Les médias chinois l'identifient parfois par le nom thaï « Apidaj Pasuthalerd » et lui attribuent tantôt les postes de « vice-président de la Commission Culturelle Nationale Bouddhiste de Thaïlande »⁷⁰⁴, de « vice-président du Conseil (national) du Bouddhisme de Thaïlande »⁷⁰⁵ et d'« ancien commandant de la police militaire du quartier général du ministère de la Défense nationale »⁷⁰⁶. Mais le nom d'Apidaj Pasuthalerd n'apparaît ni sur le site de l'Office National du Bouddhisme ni sur le site du Ministère de la Culture, dont dépend le Département des Affaires Religieuses. « Zhou Liping » est identifié sur de nombreuses photographies publiées par des sources chinoises, dont je donne trois exemples ci-dessous, mais l'individu en question ne correspond à aucun des membres listés dans les trombinoscopes mis en ligne par les deux institutions thaïlandaises :

⁷⁰³ « Un responsable de la religion en Thaïlande devient moine en Chine pour une courte période (泰国宗教官员在华短期出家) », Association Bouddhiste de Chine, 3 avril 2013, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/20065.html>

⁷⁰⁴ « Un responsable de la religion en Thaïlande devient moine en Chine pour une courte période », 3 avril 2013.

⁷⁰⁵ « Une délégation bouddhiste thaïlandaise a visité le temple Hongfa (泰国佛教代表团一行参访弘法寺) », Association Bouddhiste de Chine, 24 mars 2014, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/20121.html>; « Le service commémoratif pour l'ancien Putthacharn, Patriarche Suprême de Thaïlande, a eu lieu, Maître Yinshun a été invité à assister », 9 mars 2014; « Maître Yinshun s'est rendu en Thaïlande et a organisé une cérémonie d'offrande pour feu le Patriarche Suprême (...), 31 décembre 2013.

⁷⁰⁶ « Le temple Hongfa a organisé une série d'activités pour commémorer le premier anniversaire de la mort de frère Benhuan (弘法寺举行纪念本焕长老圆寂一周年系列活动) », *Pusa123*, 2 avril 2013, <https://www.pusa123.com/pusa/news/dujia/48727.shtml>



Zhou Liping suivant maître Yinshun, durant sa cérémonie d'ordination, au temple Hongfa

Source : Pusa123, photographie publiée le 2 avril 2013⁷⁰⁷



De gauche à droite : l'épouse de Zhou Liping, Somdet Phra Putthacharn, maître Yinshun et Zhou Liping, au temple Hongfa

Source : temple Hongfa, photographie publiée le 10 mars 2014⁷⁰⁸



Maître Yinshun et derrière lui, Zhou Liping en uniforme de haut-fonctionnaire, aux obsèques du Patriarche Suprême par intérim de Thaïlande

Source : temple Hongfa, photographie publiée le 24 mars 2014⁷⁰⁹

Le 2 avril 2013, il est fait moine au temple Hongfa (province de Guangdong) par l'abbé, maître Yinshun, pour une période de dix jours⁷¹⁰. Selon l'ABC, l'ordination a lieu dans le cadre de célébrations commémoratives en l'honneur du patriarche du temple Hongfa, maître Benhuan. Le média précise aussi que l'ordination a été commanditée par le Patriarche Suprême de Thaïlande lui-même (Phra Nyanasamvara). Lors de son ordination, Zhou Liping se serait engagé à « *intégrer le bouddhisme Theravāda de la Thaïlande avec le bouddhisme Mahāyāna de la Chine* »⁷¹¹. En effet, l'ordination elle-même représente une forme d'intégration (*rong he* 融合) des deux traditions, puisqu'elle combine un rituel d'intégration à un lignage monastique chinois (suivant les règles de la tradition chinoise Mahāyāna) et la coutume d'ordination temporaire qui est pratiquée dans le bouddhisme Theravāda, particulièrement courante chez les responsables politiques en Thaïlande. On a donc là une forme d'ordination hybride qui va au-delà de la communication entre les deux traditions pour s'apparenter davantage à une interaction trans-sectaire.

Le développement d'un dialogue trans-sectaire serait en fait l'un des grands objectifs de maître Benxing, du temple Kaiyuan. Dans un article célébrant le prix du « Leader Bouddhiste

⁷⁰⁷ « Le temple Hongfa a organisé une série d'activités pour commémorer le premier anniversaire de la mort de frère Benhuan (弘法寺举行纪念本焕长老圆寂一周年系列活动) », Pusa123, 2 avril 2013

⁷⁰⁸ « Les ambassadeurs bouddhistes thaïlandais auprès de huit pays se sont réunis au temple Hongfa pour rendre une visite spéciale au grand moine Yinshun (泰国驻八国佛教大使团齐聚弘法寺专程拜访印顺大和尚) », Temple Hongfa, 24 mars 2014, <http://www.hongfasi.net/index.php?a=show&m=Article&id=4598>

⁷⁰⁹ « Le moine Yinshun a dirigé une délégation de l'Association bouddhiste de Chine pour assister à la cérémonie du Patriarche Suprême par intérim de Thaïlande »

⁷¹⁰ On peut relever qu'à la suite de cet épisode, Zhou Liping a servi à plusieurs reprises d'accompagnateur pour maître Yinshun, lors de ses déplacements en Thaïlande, notamment lorsque celui-ci participe aux cérémonies d'obsèques du Patriarche Suprême en décembre 2013, puis en mars 2014.

⁷¹¹ « Un responsable de la religion en Thaïlande devient moine en Chine pour une courte période », 3 avril 2013.

International Exceptionnel » remis par la Communauté Mondiale des Bouddhistes le 5 mars 2015, *China News* décrit le moine chinois comme étant investi dans la promotion de « *la voie du bouddhisme humaniste, la convergence des bouddhismes du Nord et du Sud, et [du] dialogue entre les civilisations orientales et occidentales* »⁷¹². Comme l'idée d'intégration, l'idée d'une convergence (ou d'un mélange, *jiaorong* 交融) donne un caractère trans-sectaire à la diplomatie bouddhiste dont maître Benxing est acteur. La rhétorique de convergence implique certes une ambition plus restreinte que la rhétorique d'intégration, mais elles sous-entendent toutes deux que la recherche de dialogue entre les traditions a pour objectif d'aboutir à une connaissance des enseignements de Bouddha qui transcendent les clivages sectaires.

Or, la hiérarchie entre les traditions qui existe dans les deux pays peut être un obstacle à une telle transcendance. Du côté thaïlandais, les deux écoles principales de la tradition Theravāda sont institutionnellement placées au-dessus de tout autre école et la mission suprême du CSS est de défendre l'orthodoxie Theravāda, qui est considérée comme l'interprétation la plus juste de la pensée de Bouddha. Du côté chinois, l'orthodoxie dont se préoccupe l'ABC est avant tout une affaire de compatibilité avec le régime du PCC, mais il existe quand même une hiérarchie des traditions, fondée sur la prédominance démographique du bouddhisme chinois de la tradition Mahāyāna et le traitement plus favorable que lui accorde l'État, surtout depuis qu'il sert le projet nationaliste de Xi Jinping. En Thaïlande aussi, la tradition Theravāda est aussi de longue date un élément de la construction nationale (voire nationaliste). Ce contexte est peu propice à ce qu'émergent des visions non-hiérarchiques du monde bouddhiste qui seraient pourtant nécessaires à la recherche d'un dialogue inter/trans-sectaire. Alors, les interactions entre certain.es acteur.es bouddhistes chinois.es et thaïlandais.es sont-elles sincèrement motivées par cet objectif ? La rhétorique communiquée reflète-t-elle fidèlement les raisons qui poussent les acteur.es chinois.es et thaïlandais.es à interagir ?

Pour la journaliste Sanitsuda Ekachai, rencontrée en novembre 2022⁷¹³, l'objectif de cultiver un dialogue, ou de construire un pont, entre les traditions Mahāyāna et Theravāda représente uniquement une terminologie officielle noble utilisée pour justifier les contacts entre les institutions bouddhistes de Chine et l'autorité bouddhiste thaïlandaise. Elle sert de version officielle, mais il est peu probable qu'il s'agisse de l'objectif qui est véritablement poursuivi. D'après Mme Ekachai, cet objectif semble irréaliste quand on considère qu'il existe au sein du Sangha thaïlandais un fort

⁷¹² « Maître Benxing du Fujian a remporté le deuxième prix mondial du leader bouddhiste exceptionnel décerné par la Communauté Mondiale des Bouddhistes (福建本性法師获世佛联第二届世界佛教杰出领袖奖) », *FJNET*, 8 mars 2015, www.fjnet.com/hwj/haiwainr/201503/t20150308_228623.htm

⁷¹³ J'ai rencontré Mme Sanitsuda Ekachai, à Bangkok, le 14 novembre 2022 et j'ai ensuite communiqué avec elle à plusieurs occasions par messagerie virtuelle.

sentiment de supériorité de la tradition Theravāda sur la tradition Mahāyāna, qu'on retrouve chez les membres du CSS. De manière plus générale, les moines de la tradition Mahāyāna ont tendance à être déconsidérés ou traités avec un certain dédain par de nombreux moines éminents de Thaïlande. De plus, historiquement, une des missions du Conseil Suprême du Sangha est de protéger l'orthodoxie Theravāda. Or, cultiver un dialogue, voire une convergence, entre les traditions Theravāda et Mahāyāna, nécessite une certaine forme de réinterprétation de l'orthodoxie Theravāda, sans laquelle il n'y aurait pas de justification au fait d'accorder du crédit aux enseignements de la tradition Mahāyāna. Toutefois, jusqu'à présent, rien n'indique qu'une telle démarche est en cours, ce qui suggère que le sentiment de supériorité de la tradition Theravāda sur la tradition Mahāyāna est encore prévalent. D'ailleurs, bien que l'Association Bouddhiste de Chine et les médias chinois affirment que le discours du dialogue inter/trans-sectaire soit aussi adopté par les acteur.es bouddhistes thaïlandais, les médias thaïlandais n'en fournissent pas d'exemples. Cela n'est pas en soi une preuve que les acteur.es thaïlandais.es ne se servent pas de ce discours, compte tenu du fait que les médias thaïlandais ne publient, en règle générale, presque aucun contenu sur les échanges entre les bouddhistes de Chine et de Thaïlande. En revanche, vu la prévalence du sentiment de supériorité de la tradition Theravāda dans les hauts cercles bouddhistes de Thaïlande, il ne serait pas surprenant de voir que le discours du dialogue inter/sectaire n'est employé que rarement, et seulement par les acteur.es qui sont directement impliqués dans la diplomatie bouddhiste chinoise.

À ma connaissance, la littérature académique sur la tradition bouddhiste chinoise Mahāyāna en Thaïlande aborde peu la question des relations inter-sectaires et la perspective du Sangha Theravāda à son égard. On peut toutefois regarder du côté de la littérature sur le Myanmar pour combler cet interstice. En effet, les deux pays partageant des similarités sur le plan de la démographie religieuse et de la place du bouddhisme dans l'identité nationale. La hiérarchisation des traditions bouddhistes dans le CSS, les liens étroits entre la monarchie et le Sangha Theravāda, et la prévalence des opinions négatives envers le bouddhisme Mahāyāna chez certains moines importants (abordée par Sanitsuda Ekachai) sont des phénomènes assez proches de ce qu'observent Singh et Wallis (2016) et Chiu (2019, 2022) au Myanmar. On peut donc suggérer que, à l'instar des ceux qui se prêtent aux échanges bouddhistes sino-myanmarais, les moines et les institutions thaïlandaises qui coopèrent avec les acteur.es de la diplomatie bouddhiste chinoise ne sont pas profondément motivés par la recherche d'une meilleure connaissance des autres traditions ou par la volonté de transcender les divisions. Alors, comment expliquer que du côté thaïlandais, ce soit des acteur.es du bouddhisme Theravāda, plutôt que des acteur.es du bouddhisme chinois local, qui interagissent avec les acteur.es bouddhistes chinois ? Et pourquoi la Chine préfère-t-elle compter sur ses acteur.es issus du

bouddhisme Mahāyāna, plutôt que sur les acteur.es lié.es à la tradition chinoise du Theravāda, pour se rapprocher des grandes institutions bouddhistes en Thaïlande ?

L'explication la plus immédiate est que le bouddhisme Theravāda est largement dominant en Thaïlande et le bouddhisme Mahāyāna est largement dominant en Chine. Cela peut paraître une réponse évidente, mais si l'on considère l'impact de cette distribution sur les capacités d'influence des institutions représentant chacune des deux traditions, on en comprend la signification. Premièrement, la prééminence de ces deux traditions auprès de leur population respective signifie qu'elles représentent chacune un potentiel canal d'influence majeur pour quiconque souhaiterait façonner les perceptions de ces populations. Je réitère ici ce que j'ai argumenté plus tôt pour expliquer les relations distantes entre l'ABC et Jin Nikāya : pour le PCC, il est bien plus pertinent d'établir une relation avec les institutions qui parlent au plus grand nombre et pour le plus grand nombre, et qui ont des liens étroits avec l'autorité politique, que d'établir une relation avec des institutions minoritaires. Deuxièmement, la prééminence de la tradition Theravāda en Thaïlande et la prééminence du bouddhisme Mahāyāna en Chine ont un impact sur le pouvoir que leurs institutions peuvent mobiliser. Sur le plan matériel, il s'agit des ressources financières, infrastructurelles et humaines qui peuvent être mises au service des interactions sino-thaïlandaises. Sur le plan politique, c'est un capital social (c'est-à-dire les relations étroites avec les décideurs politiques) qui peut être sollicité pour mettre en œuvre des décisions politiques favorables aux interactions sino-thaïlandaises. En outre, ce pouvoir détermine ce que chaque partie peut espérer gagner de l'autre en retour de sa coopération. Par exemple, les universités bouddhistes thaïlandaises jouissent d'importants avantages, à savoir une existence longue et plutôt stable, une relation étroite avec la famille royale, un patronage public et une grande estime de la part de la population, ce qui n'est pas le cas pour la plupart des instituts chinois d'éducation supérieure bouddhiste. En d'autres termes, les instituts chinois ont des intérêts à apprendre de l'expérience thaïlandaise pour se développer. Inversement, les bouddhistes de Chine ont une plus grande expérience en matière d'autoritarisme, au sens où ils sont parvenu.es (graduellement et de façon imparfaite) à développer de bonnes relations avec l'autorité politique sous un régime strict et liberticide. L'autoritarisme n'est pas un phénomène nouveau en Thaïlande, mais le tournant autoritaire actuel comprend des formes nouvelles de contrôle et de répression (par exemple dans le recours aux réseaux sociaux comme outil de propagande et de surveillance) que les institutions bouddhistes doivent non seulement subir, mais aussi défendre auprès de la société si elles espèrent continuer à bénéficier du soutien de l'État. Sur ce point, les institutions bouddhistes thaïlandaises ont à apprendre des institutions bouddhistes chinoises.

Pourtant, à la différence du CSS, l'ABC n'est pas fondée sur une hiérarchisation entre les traditions bouddhistes sur le plan institutionnel et elle est censée toutes les représenter de façon égalitaire. Théoriquement, donc, il devrait être possible de mettre la tradition chinoise Theravāda en avant dans le cas des interactions sino-thaïlandaises, ne serait-ce qu'en passant par les membres de l'ABC qui appartiennent à cette tradition, pour profiter des capacités maximales d'influence du bouddhisme Theravāda en Thaïlande. Que l'ABC n'ait pas cherché à exploiter ses ressources Theravāda s'explique par le fait qu'il n'est pas dans l'intérêt du PCC de développer cette tradition en Chine (du moins, pas avant que ne soit achevé le processus de « sinisation » des religions), puisqu'elle ne sert pas le projet nationaliste, et qu'elle pourrait même le fragiliser en renforçant la culture d'une ethnie minoritaire. Le parti craint peut-être que les acteur.es de la tradition Theravāda défendent avant tout leurs propres intérêts, pour combler le déficit de soutien qu'ils reçoivent de la part du gouvernement et de l'ABC, s'ils étaient mis au-devant des initiatives de diplomatie en Thaïlande. Comme l'a montré Zeng (2019, 2020), la gouvernance par les slogans comprend des risques pour l'autorité politique, qui peut se retrouver face à des interprétations très variées de son message. Dans le cas du bouddhisme, il serait risqué pour l'ABC de permettre aux acteur.es Theravāda de prendre plus de place, de devenir plus autonomes vis-à-vis de leurs interactions avec les bouddhistes de Thaïlande, si leur appropriation des récits stratégiques qui sont si intégraux à ses efforts diplomatiques s'avérait contraire aux intérêts du PCC.

Par ailleurs, ni les acteur.es chinois.es ni les acteur.es thaïlandais.es n'ont intérêt à admettre que la dynamique de leurs interactions est motivée par des stratégies d'influence, par des intérêts politiques ou par la volonté d'apprendre les un.es des autres au sujet de questions qui ne relèvent pas du domaine religieux. Quand cela touche au bouddhisme, les interactions sino-thaïlandaises seront davantage perçues comme légitimes et pertinentes pour la communauté des croyant.es, et vues avec moins de suspensions, si elles sont motivées par des objectifs proprement religieux. Le récit de la recherche de dialogue entre (ou par-delà) les traditions remplit cette fonction-là : il donne une raison-d'être religieuse aux interactions sino-thaïlandaises, qui plus est s'aligne avec les valeurs bouddhistes de tolérance et la recherche de la « voie du milieu ».

11.3.3. Convergence des récits à la jonction sino-taïwanaise-thaïlandaise

Le plus souvent, le récit de « la Chine et la Thaïlande sont une famille » et le récit du dialogue inter/trans-sectaire sont mobilisés de façon indépendante. Toutefois, il arrive aussi qu'ils apparaissent ensemble. Plus intéressant encore, la combinaison de ces récits a servi plusieurs fois à justifier les

interactions entre l'Association Bouddhiste de Chine, le temple Taihua de l'organisation taïwanaise Fo Guang Shan et des membres du Conseil Suprême du Sangha thaïlandais.

En février 2017, une délégation réunissant des représentant.es de l'Association Unie du Bouddhisme Humaniste Chinois et des représentant.es d'institutions bouddhistes du Fujian (notamment de l'Association Bouddhiste de Xiamen et du Collège Bouddhiste de Minnan) se rendent au Myanmar, puis en Thaïlande⁷¹⁴. Pour rappel, l'AUBHC sert d'intermédiaire pour les interactions entre l'ABC et certains cercles bouddhistes taïwanais, souvent en coordonnant des visites conjointes vers des tiers-pays. En Thaïlande, la délégation sino-taïwanaise est accompagnée par maître Hsin Ting, abbé du temple Taihua, et elle rencontre plusieurs moines éminents appartenant au CSS. Le 18 février, par exemple, le groupe sino-taïwanais se rend au Wat Traimit (un célèbre temple bouddhiste de la tradition Theravāda situé au cœur du quartier « Chinatown » de Bangkok) pour visiter les lieux, prier devant le Bouddha Doré et saluer l'abbé adjoint du temple, Zhao Kuntongchai (Dhammathacho). Il est intéressant de voir que cet événement a attiré l'attention de médias chinois, thaïlandais sinophones et taïwanais. *Merit Times*, un des journaux de Fo Guang Shan, titre d'ailleurs son article : « *La Chine et la Thaïlande sont une seule famille, le bouddhisme du Nord et le bouddhisme du Sud sont une seule famille* »⁷¹⁵. Ce titre fait référence au fait que, à l'arrivée de la délégation au Wat Traimit, maître Hsin Ting aurait prononcé la phrase « la Chine et la Thaïlande sont une famille » en guise de salutations à Zhao Kuntongchai, qui aurait lui répondu « le bouddhisme du Nord et le bouddhisme du Sud sont une famille ». Maître Huichuan, l'un des six co-président.es de l'AUBHC et abbé adjoint du temple-mère de Fo Guang Shan, aurait également utilisé ces deux phrases au moment de la prière devant le Bouddha Doré⁷¹⁶. On peut aussi souligner que, d'après ce même article qui a été repris par *United Daily News*, la délégation sino-taïwanaise est désignée comme « *la délégation inter-rives d'échanges bouddhistes Nord-Sud* »⁷¹⁷. Le terme « inter-rives » (*liang'an* 兩岸, qu'on peut également traduire par « des deux côtés du détroit ») est un mot-clé du discours sur la Chine Unique, fréquemment employé par les médias et le gouvernement chinois pour se référer aux contacts sino-taïwanais. Ce terme permet à la fois d'insister sur la proximité géographique entre les

⁷¹⁴ « Respect et tolérance : Harmonie sans entrave entre le bouddhisme du Nord et le bouddhisme du Sud (尊重与包容 理事无碍的南北传佛教融和) », *FJNET*, 19 février 2017, http://www.fjnet.com/hwji/haiwainr/201702/t20170219_243615.htm

⁷¹⁵ « La Chine et la Thaïlande sont une seule famille, le bouddhisme du Nord et du Sud sont une seule famille (中泰一家 親 南北傳佛教本一家) », *Merit Times*, 19 février 2017, <https://www.merit-times.com/NewsPage.aspx?unid=462579>

⁷¹⁶ « La Chine et la Thaïlande sont une seule famille, le bouddhisme du Nord et du Sud sont une seule famille », 19 février 2017.

⁷¹⁷ L'article a été repris par *United Daily News Bangkok* : « Une délégation d'échanges bouddhistes Nord-Sud inter-rives arrive en Thaïlande (兩岸南北傳佛教交流訪問團來泰) », *United Daily News Bangkok*, 6 mars 2017, <http://www.udnbkk.com/article-215907-1.html>

deux espaces (sous-entendu, appartenant au même espace national) et d'éviter d'opérer une distinction entre la Chine (continentale) et (l'île de) Taïwan. Ainsi, la tournée de la délégation bouddhiste « inter-rives » en Thaïlande, sous la bannière de l'AUBHC, a fait l'objet d'un triple-récit stratégique : « **A**) les bouddhistes de Chine, qui sont uni.es à travers le détroit, **B**) interagissent avec les bouddhistes de Thaïlande pour créer un dialogue entre la tradition Mahāyāna et la tradition Theravāda, **C**) en s'appuyant sur leur relation familiale ».

On retrouve des discours similaires dans le contenu publié au sujet d'un évènement d'inauguration au temple Taihua le 8 avril 2017. Ce jour-là, le temple organise une grande cérémonie religieuse pour célébrer la consécration d'une impressionnante statue du Bodhisattva Avalokitesvara (figure connue sous le nom de Guanyin en chinois), haute de 37 mètres et offerte, selon l'ABC, par des « *philanthropes de Chine* »⁷¹⁸. Parmi les invité.es notables se trouvent des représentant.es internationaux/ales de Fo Guang Shan (dont des représentant.es de la branche pékinoise de la Fondation Hsing Yun pour la Culture et l'Éducation), des responsables politiques thaïlandais.es (représentant le gouvernement municipal et l'administration des affaires religieuses), des moines éminents affiliés au CSS et aux universités bouddhistes (dont Phra Brahmapundit et Phra Sophornvachiraborn)⁷¹⁹. À cela s'ajoutent des moines éminents venus de l'étranger, dont le Suprême Patriarche de l'ordre Thammayut au Cambodge, Bour Kry, et une délégation de l'Association Bouddhiste de Chine, menée par maître Xuecheng. Lors de la cérémonie, ce dernier occupe une place d'honneur : il est l'un des principaux/ales officiant.es de la consécration religieuse et il est assis aux côtés de maître Hsin Bao, abbé du temple-mère de FGS, sur le même fauteuil, au-devant des moines de FGS et de l'ABC.

⁷¹⁸ « L'amitié sino-thaïlandaise et les échanges bouddhistes entre les deux rives du détroit écrivent un nouveau chapitre dans le développement du bouddhisme (中泰两国友谊和海峡两岸佛教交流 书写佛教发展新篇章) », Association Bouddhiste de Chine, 10 avril 2017, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/20291.html>

⁷¹⁹ « Le temple Fo Guang Shan Taihua consacre le Guanyin de bon augure, marquant une étape importante dans les échanges bouddhiques entre le Nord et le Sud (佛光山泰华寺吉祥观音开光 南北传佛教交流迎来里程碑) », *FJNET*, 12 avril 2017, http://www.fjnet.com/hwj/haiwainr/201704/t20170412_244209.htm



Cérémonie de consécration de la statue : au premier rang, maître Xuecheng de l'ABC (gauche) et maître Hsin Bao de FGS (droite)

Source : Association Bouddhiste de Chine, photographie publiée le 10 avril 2017

En effet, durant l'évènement, les invités monastiques sont divisés en deux groupes et positionnés face à face : les moines de FGS et de l'ABC sont regroupés d'un côté⁷²⁰ et les moines thaïlandais de la tradition Theravāda et Bour Kry sont regroupés de l'autre côté.



Cérémonie de consécration de la statue : au premier rang, Somdet Phra Buddha Chinnawong du CSS (gauche) et Bour Kry, Patriarche de Thammayut au Cambodge (droite); au deuxième rang, Phra Brahmapundit (3^e en partant de la gauche) et Phra Sophonvachiraborn (4^e en partant de la gauche)

Source : Association Bouddhiste de Chine, photographie publiée le 10 avril 2017

Cette disposition joue dans le sens du récit d'unité entre Taïwan et la Chine, et elle montre aussi la prévalence de la distinction entre les traditions Theravāda et Mahāyāna (bien que celle-ci ne soit pas suffisamment forte pour déplacer le moine chinois Huba Hantingfoye hors de son groupe national pour être placé du côté de son groupe religieux).

⁷²⁰ Comme on le voit sur la première photographie, tous les moines du deuxième groupe sont vêtus des habits de la tradition Mahāyāna. La seule exception est Huba Hantingfoye (rang du milieu, deuxième en partant de la gauche), qui appartient à la tradition Theravāda de la province chinoise du Yunnan.

L'évènement en question est significatif sur deux plans : d'une part, il rassemble des acteur.es taïwanais.es, chinois.es et thaïlandais.es, en donnant un rôle important à l'Association Bouddhiste de Chine, et d'autre part, il est l'occasion pour ces acteur.es de mobiliser des récits-clé de la stratégie chinoise de diplomatie bouddhiste. Premièrement, dans son allocution à l'assemblée, Xuecheng aurait attribué le succès de la consécration « *aux efforts conjoints des quatre disciples de Taïwan et de la Chine continentale* »⁷²¹, à l'aide de Fo Guang Shan, et au soutien du gouvernement thaïlandais⁷²². Il aurait également déclaré que la statue du temple Taihua « *incarne l'esprit d'unité nationale et d'unité à travers le détroit, l'esprit de la coopération amicale entre le bouddhisme du Nord et le bouddhisme du Sud, et la belle tradition d'amitié entre les peuples chinois et thaïlandais, transmise de génération en génération* »⁷²³. Il fait ainsi usage **1)** du récit d'unité inter-rives pour encadrer la relation sino-taïwanaise, **2)** du récit de dialogue inter-sectaire pour encadrer l'ensemble de la communauté bouddhiste présente, et **3)** du récit d'amitié d'historique pour encadrer la relation sino-thaïlandaise. FJNET relève des propos similaires du côté de l'abbé du temple Taihua, lorsque celui-ci déclare que « *[l']amitié entre la Chine et la Thaïlande s'est resserrée et j'espère que le Bodhisattva rapprochera les deux rives du détroit de Taïwan et que le bouddhisme du Nord et le bouddhisme du Sud seront davantage intégrés* »⁷²⁴, mobilisant aussi les trois mêmes récits stratégiques. Le récit sur le dialogue inter/trans-sectaire apparaît de même dans les publications de FGS sur l'évènement. Un article de Merit Times décrit la cérémonie religieuse à laquelle participent des moines des deux traditions en commentant que « *les sons des sutras chantés par le Nord et le Sud se mélangent continuellement comme la marée et se reflètent mutuellement* »⁷²⁵. Plus généralement, l'idée d'une « intégration » (*ronghe* 融和) des deux traditions est souvent présente dans la communication de FGS concernant les activités du temple taihua⁷²⁶.

Pour ce qui est des relations sino-thaïlandaises, les acteur.es présent.es lors de l'inauguration en 2017 parlent plutôt d'une amitié historique, sans faire de référence explicite à l'expression « la

⁷²¹ Ce terme (*si zhong dizi* 四众弟子) fait référence aux moines, aux moniales, aux hommes laïcs et aux femmes laïques qui constituent ensemble la communauté du bouddhisme.

⁷²² « L'amitié sino-thaïlandaise et les échanges bouddhistes entre les deux rives du détroit écrivent un nouveau chapitre dans le développement du bouddhisme », 10 avril 2017.

⁷²³ « L'amitié sino-thaïlandaise et les échanges bouddhistes entre les deux rives du détroit écrivent un nouveau chapitre dans le développement du bouddhisme », 10 avril 2017.

⁷²⁴ « Le temple Fo Guang Shan Taihua consacre le Guanyin de bon augure, marquant une étape importante dans les échanges bouddhiques entre le Nord et le Sud », 12 avril 2017.

⁷²⁵ « Le temple Taihua installe Guanyin, que le bouddhisme se répande (泰華寺立觀音 傳佛教新猷) », Merit Times (Californie), consulté dernièrement le 4 septembre 2024, <http://www.hsilai.org/tc/mn/2017/20170416.pdf>

⁷²⁶ Voir, par exemple, « L'amitié sino-thaïlandaise et les échanges bouddhistes entre les deux rives du détroit écrivent un nouveau chapitre dans le développement du bouddhisme », 10 avril 2017; « Le temple Fo Guang Shan Taihua a été achevé et inauguré, une nouvelle étape dans l'intégration du bouddhisme du sud et du nord », Merit Times, 17 juin 2024, <https://www.merit-times.com.tw/NewsPage.aspx?unid=888807>

Chine et la Thaïlande sont une famille », mais cette expression apparaît dans un autre évènement qui a lieu le même jour. En effet, elle figure dans le discours employé par Xuecheng à l'occasion de sa rencontre avec le Patriarche Suprême thaïlandais, Somdet Phra Maha Muniwong, dans l'après-midi du 8 avril 2017⁷²⁷. Bien que l'ABC ne l'indique pas dans le texte, les photographies montrent que l'abbé du temple Taihua, maître Hsin Ting, est également présent, ainsi que Phra Sophornvachiraborn de l'UMC. Elles montrent même que maître Xuecheng et maître Hsin Ting sont placés à égalité lors de cette rencontre : sur la première photographie, on voit les deux moines étrangers offrir ensemble un rouleau de calligraphie au Patriarche Suprême.



Somdet Phra Maha Muniwong (à gauche) recevant un cadeau de la part de Maître Hsin Ting de FGS et maître Xuecheng de l'ABC (à droite)

Source : Association Bouddhiste de Chine, photographie publiée le 10 avril 2017



Au deuxième rang, en partant de la gauche : Phra Sophornvachiraborn (1er), maître Xuecheng (3è), Somdet Phra Maha Muniwong (4è), maître Hsin Ying (5è)

⁷²⁷ « Les dirigeants bouddhistes de Chine et de Thaïlande se réunissent à Bangkok – Travaillons ensemble pour créer un avenir meilleur (中泰两国佛教领袖相聚曼谷 一脉相承共创未来) », Association Bouddhiste de Chine, 10 avril 2017, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/20289.html>

Sur la photographie de groupe, les trois mêmes moines sont assis côte à côte, alors que Phra Sophornvachiraborn est assis plus en retrait (sûrement parce qu'il ne joue à ce moment qu'un rôle d'accompagnateur). Outre la référence de Xuecheng au récit des liens familiaux sino-thaïlandais, l'ABC cite le « *rôle important de la culture bouddhiste dans la construction des [Nouvelles Routes de la Soie]* » comme élément d'explication pour contextualiser la rencontre avec le Patriarche Suprême⁷²⁸. On retrouve des propos similaires dans le discours de Xuecheng lors de l'inauguration à Taihua. Celui-ci avait en effet inséré la consécration de la statue dans le cadre de la construction des « Nouvelles Routes de la Soie » en déclarant que :

*[l]'achèvement de la statue dorée de Guanyin de Bonne Augure perpétue l'histoire millénaire des échanges bouddhistes entre la Chine et la Thaïlande. Avec la construction des [Nouvelles Routes de la Soie], un flot incessant de personnes viennent prier chaque année, dont de nombreux/ses Chinois.es et Chinois.es d'outre-mer. Avec la construction de la Route et de la Ceinture, davantage de chinois.es se rendront en Thaïlande chaque année.*⁷²⁹

Par ailleurs, au temple Taihua, Xuecheng aurait fait référence à un autre des grands slogans de Xi Jinping, en exprimant le désir de voir « *les bouddhistes de Chine et de Thaïlande, et les bouddhistes des deux côtés du détroit [...] travailler ensemble pour construire une communauté de destin partagé pour l'humanité* »⁷³⁰. On a là un exemple très net de recours aux récits stratégiques du PCC de la part d'un leader de l'ABC, dans le cadre de la diplomatie bouddhiste chinoise. Plus généralement, les deux interactions sélectionnées ici montrent que l'enjeu de la souveraineté taïwanaise occupe une place centrale dans la diplomatie bouddhiste dont le régime chinois fait usage en Asie du Sud-Est. Elles montrent plus particulièrement que les acteur.es de la diplomatie bouddhiste chinoise justifient le rapprochement entre les bouddhistes de Chine, de Taïwan et de Thaïlande en faisant converger leurs récits sur les interactions sino-taïwanaises et sur les interactions sino-thaïlandaises.

⁷²⁸ « Les dirigeants bouddhistes de Chine et de Thaïlande se réunissent à Bangkok – Travaillons ensemble pour créer un avenir meilleur », 10 avril 2017.

⁷²⁹ « L'amitié sino-thaïlandaise et les échanges bouddhistes entre les deux rives du détroit écrivent un nouveau chapitre dans le développement du bouddhisme », 10 avril 2017.

⁷³⁰ « L'amitié sino-thaïlandaise et les échanges bouddhistes entre les deux rives du détroit écrivent un nouveau chapitre dans le développement du bouddhisme », 10 avril 2017.

12. Chapitre 12. Les moines-diplomates : de qui dépendent les échanges bouddhistes sino-thaïlandais ?

Avant-propos : après avoir expliqué les grandes dynamiques de la stratégie (le comment), j'explore les acteur.es, tant au niveau institutionnel qu'interpersonnel.

12.1. Responsables et plateformes du réseau de l'UMC au cœur des interactions sino-thaïlandaises

Comme on l'a vu, les interactions entre l'ABC et l'Université Mahachulalongkornrajavidyalaya sont au premier plan de la diplomatie bouddhiste chinoise déployée en Thaïlande. En fait, du côté thaïlandais, deux responsables sont presque systématiquement présents : Phra Brahmapundit et Phra Sophonvachiraborn. Ces deux moines semblent avoir ouvert les portes au développement des relations inter-institutionnelles entre l'ABC et l'UMC, et plus encore, avoir permis l'intégration de l'ABC à tout un réseau d'institutions bouddhistes auquel l'UMC est elle-même liée grâce à ces deux moines. Pour comprendre leur rôle dans la diplomatie bouddhiste chinoise, je commencerai par décrire la place qu'ils occupent dans les institutions bouddhistes thaïlandaises, puis je présenterai trois exemples de leur participation à des échanges avec l'ABC. Par la suite, je décrirai trois plateformes d'interactions bouddhistes auxquelles l'ABC a été introduite par le biais des deux moines thaïlandais.

12.1.1. Phra Brahmapundit et Phra Sophonvachiraborn : alliés majeurs de la diplomatie chinoise

D'après les informations les plus récentes, Dr Phra Brahmapundit (aussi surnommé Dhammacitto) occupe aujourd'hui le poste de vice-président du Conseil de l'UMC. Précédemment, il avait été recteur de l'université pendant 5 mandats, à partir de 1997. En 2016, il est remplacé par Phra Dhammavatjarabundit (aussi connu sous le nom de Phra Rajapariyatkavi ou Somjin Sammapanyo), et nommé au Conseil de l'université. Aux côtés de ses fonctions universitaires, il est également l'abbé du temple royal Wat Prayurawongsawat Worawihan et membre du Comité du Conseil Suprême du Sangha depuis 2011. De son côté, Dr. Pha Sophonvachiraborn (aussi surnommé Sawai Chotiko) est actuellement enseignant à plein temps à la Faculté de Bouddhisme de l'UMC. Précédemment, toutefois, il avait occupé le poste de vice-président du Département des Affaires Étrangères au sein de l'université (entre 2010 et 2022). Il est aussi l'abbé adjoint du célèbre Wat Arun Ratchawararam Ratchawararamahawihan et l'abbé par intérim du Wat Pounwanapiratararam.

Il est important de souligner que dans la littérature médiatique chinoise, malgré leurs changements de position au sein de l'UMC, ces deux individus continuent d'être identifiés par les postes qu'ils avaient occupés précédemment. Dans le cas de Phra Sophonvachiraborn, il est même identifié comme « vice-recteur » de l'université, alors qu'il n'a jamais occupé ce poste. Ce manque d'exactitude peut être expliqué soit par une erreur de compréhension de la part de l'ABC, soit par sa volonté de privilégier une information qui renforce le prestige de ces individus. L'ABC opère en fait souvent des raccourcis dans l'identification de ses partenaires à l'étranger. Un de ces raccourcis consiste à traduire le nom de certaines institutions d'une façon qui fasse ressembler leur nom en mandarin à ceux des institutions chinoises. Un autre raccourci consiste à rehausser la position des individus au sein de la hiérarchie des institutions auxquelles ils appartiennent. Par exemple, les membres du Comité Central du CSS sont souvent désignés comme « Patriarche Suprême adjoint » de Thaïlande⁷³¹, l'Organisation Centrale de la Communauté Bouddhiste du Laos est désignée comme « l'Association Bouddhiste du Laos » (*laowo fojiaohui* 老挝佛教会)⁷³² et le Sangha Bouddhiste du Vietnam comme « l'Association Bouddhiste du Vietnam » (*yuenan fojiaohui* 越南佛教会)⁷³³. Dans le cas de Phra Brahmapundit et Phra Sophonvachiraborn, il semblerait que l'ABC ait fait le choix d'ignorer ce qui peut être considéré comme une rétrogradation dans la hiérarchie de l'UMC, pour que ces deux acteurs semblent tout aussi centraux dans l'université qu'ils l'ont été par le passé. Il y a un intérêt évident à cela, puisqu'en insistant sur leur prestige et leur haute position dans une institution majeure du bouddhisme en Thaïlande, l'ABC réhausse le prestige de ses interactions avec ces individus.

Cela est d'autant plus nécessaire que ces interactions sont nombreuses et que les deux moines thaïlandais ont longtemps été les seuls interlocuteurs de l'ABC au sein de l'UMC, auquel ne s'est ajouté que très récemment (et de façon moins régulière que son prédécesseur) le nouveau recteur de l'université thaïlandaise. En effet, Phra Brahmapundit et Phra Sophonvachiraborn ont été présents chaque fois qu'une délégation bouddhiste chinoise liée à l'ABC a rendu visite à l'UMC et vice-versa. De plus, ils ont très souvent accompagné diverses délégations bouddhistes chinoises tout au long de leurs séjours en Thaïlande, même pour des interactions en dehors du domaine de l'éducation. J'ai par

⁷³¹ Voir par exemple « Le complexe de langue chinoise du Patriarche Suprême adjoint thaïlandais : quand le son bouddhiste rencontre la langue chinoise (泰国副僧王的华文情结：当佛音与汉语相遇) », Association Bouddhiste de Chine, 23 juillet 2014, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/gdxf/2017-08-03/36284.html>

⁷³² Voir par exemple « Des dirigeants bouddhistes laotiens et une délégation du Front national de construction ont visité l'Association bouddhiste de Chine », 31 octobre 2016.

⁷³³ Voir par exemple « Le vice-président Yanjue a rencontré frère Thích Thiện Nhơn, président de l'Association bouddhiste du Vietnam, et sa délégation (演觉副会长会见越南佛教协会会长善仁长老一行) », Association Bouddhiste de Chine, 29 octobre 2018, <https://www.chinabuddhism.com.cn/web/details/40196>

exemple déjà souligné la présence de Phra Sophonvachiraborn lors de la rencontre entre une délégation sino-taïwanaise et le Patriarche Suprême de Thaïlande en avril 2017. Il est aussi pertinent de noter que, des deux moines, Phra Sophonvachiraborn est le plus actif dans les échanges sino-thaïlandais.

Le 24 février 2016, par exemple, c'est lui qui reçoit une délégation de l'Académie Bouddhiste de Minnan pour une visite guidée du campus principal de l'UMC⁷³⁴. Cette visite a lieu le lendemain de la troisième remise du prix du « Leader Bouddhiste International Exceptionnel », à laquelle la délégation chinoise avait été invitée à participer, bien qu'aucun moine de la RPC n'ait été récipiendaire d'un prix (alors que c'est le cas de plusieurs moines taïwanais)⁷³⁵. À l'UMC, la délégation chinoise rend aussi hommage à des reliques, en suivant la prière et les chants guidés par Phra Sophonvachiraborn, et participe à une session de discussion, que l'Association Bouddhiste de Xiamen décrit comme étant « *des échanges amicaux sur des aspects tels que l'éducation bouddhiste, la recherche universitaire, la formation des talents, les programmes d'études, la pratique professionnelle et la gestion administrative* »⁷³⁶.

Les deux moines thaïlandais ont aussi été présents à l'occasion de plusieurs remises de diplômes honorifiques de l'UMC à des membres de l'ABC. En septembre 2014, par exemple, Phra Sophonvachiraborn se déplace lui-même jusqu'au temple Puji (province du Zhejiang) pour remettre un doctorat honorifique à l'abbé, maître Daoci (aussi vice-président de l'ABC et président de l'Association Bouddhiste de Putuoshan), au nom de l'université thaïlandaise. Deux ans plus tard, en mai 2016, c'est autour de maître Yanjue, alors vice-président de l'Association Bouddhiste de Chine de recevoir un tel diplôme. Cette fois-ci, une délégation chinoise est invitée à se rendre en Thaïlande pour participer à une grande cérémonie pour la remise du diplôme, aux côtés d'autres invité.es locaux/ales et étranger/ères⁷³⁷. Lors de la cérémonie, les diplômes sont remis par le Patriarche Suprême par intérim, Somdet Rachamangalacharn, mais Phra Brahmapundit et Phra Sophonvachiraborn sont aussi parmi les représentant.es thaïlandais.es présent.es à l'évènement. Le

⁷³⁴ « La délégation du Collège Bouddhiste de Minnan a conclu avec succès sa visite en Thaïlande pour des enquêtes et des recherches (闽南佛学院参访团一行赴泰国参访调研圆满结束) », Association Bouddhiste de Xiamen, 27 février 2016, www.xiamenfojiao.com/html/w/201602/3760.html

⁷³⁵ « L'Académie Bouddhiste de Minnan a remporté le 3e prix mondial du leader bouddhiste international exceptionnel (闽南佛学院荣获第三届世界佛教杰出领袖奖) », *FJNET*, 26 février 2016, http://www.fjnet.com/hwji/haiwainr/201602/t20160226_238765.htm

⁷³⁶ « La délégation du Collège Bouddhiste de Minnan a conclu avec succès sa visite en Thaïlande pour des enquêtes et des recherches », 27 février 2016.

⁷³⁷ « Le vice-président Yanjue a reçu un doctorat honorifique de l'Université Mahachulalongkornrajavidyalaya en Thaïlande (演觉副会长荣获泰国摩诃朱拉隆功大学荣誉博士学位) », Association Bouddhiste de Chine, 17 mai 2016, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/20226.html>

lendemain, la délégation chinoise rend visite à Phra Brahmapundit dans son bureau, et maître Yanjue profite de cette occasion pour remercier l'université de l'honneur qui lui a été accordé, qu'il considère comme étant « *un pont et un lien pour renforcer le Dharma et l'amitié entre les bouddhistes de Chine et de Thaïlande* »⁷³⁸.

En 2017, Phra Sophonvachiraborn représente à nouveau l'UMC dans le cadre des activités organisées par l'université pour échanger avec une délégation du Collège Bouddhiste de Minnan lors de sa tournée « Re-parcourir la Route Maritime de la Soie »⁷³⁹. Une de ces activités est la conclusion d'un accord de coopération entre les deux instituts, signé par Phra Sophonvachiraborn et maître Zewu (président de l'institut de Minnan, vice-président de l'ABC et président de l'Association Bouddhiste du Fujian). La documentation disponible, originellement publiée par le temple Nanputuo, indique plus particulièrement que la coopération étroite entre les deux instituts est le résultat des efforts conjoints de Phra Brahmapundit et Phra Sophonvachiraborn du côté thaïlandais, et de maître Shenghui du côté chinois, lorsque celui-ci était président du Collège Bouddhiste de Minnan (ainsi que divers postes dans le réseau de l'Association Bouddhiste de Chine)⁷⁴⁰. Le temple Nanputuo insiste d'ailleurs beaucoup sur les contributions personnelles de ces trois acteur.es. En fait, la grande part des publications de l'ABC sur les échanges sino-thaïlandais fait ressortir le rôle important joué par Phra Sophonvachiraborn et Phra Brahmapundit, dans le domaine de l'éducation et au-delà.

Pourtant, ces deux individus n'occupent plus une place aussi centrale dans l'UMC et par conséquent, ils ne sont plus les seuls interlocuteurs de l'ABC dans ses interactions avec l'université thaïlandaise. Par exemple, en février 2019, lorsqu'une délégation de l'Académie Bouddhiste du Fujian se rend en Thaïlande sur invitation de l'UMC, elle rencontre premièrement le directeur du Collège International d'Études Bouddhistes, Phra Krupalad Paññavoravat, puis le recteur de l'université, Phra Dhammavatjarabundit, quelques jours plus tard⁷⁴¹. Mais Phra Sophonvachiraborn et Phra Brahmapundit n'ont pas pour autant disparu des échanges bouddhistes sino-thaïlandais. Malgré leur changement de situation au sein de l'UMC, ils continuent d'entretenir des liens avec l'ABC, et ce parfois, en dehors du cadre de l'université. D'ailleurs, en 2019, entre ses visites à l'UMC, la délégation de l'Académie Bouddhiste du Fujian se rend aussi au Wat Arun, puis au Wat

⁷³⁸ « Le vice-président Yanjue a reçu un doctorat honorifique de l'Université Mahachulalongkornrajavidyalaya en Thaïlande », 17 mai 2016.

⁷³⁹ « Re-parcourir la Route Maritime de la Soie : le bouddhisme de Chine et de Thaïlande reconstruit un monument », 25 mai 2017.

⁷⁴⁰ « Re-parcourir la Route Maritime de la Soie : le bouddhisme de Chine et de Thaïlande reconstruit un monument », 25 mai 2017.

⁷⁴¹ « La délégation d'échange du Collège Bouddhiste du Fujian s'est rendue en Thaïlande pour un échange et une inspection réussis », 4 mars 2019.

Prayurawongsawat pour y rencontrer Phra Sophonvachiraborn et Phra Brahmapundit. Cela montre donc que l'ABC accorde une grande importance à ces relations interpersonnelles, sur le long terme, ce qui s'explique par le fait que Phra Sophonvachriaborn et Phra Brahmapundit sont des membres-clé d'autres institutions qui forment, avec l'UMC, un réseau bouddhiste à portée internationale.

12.1.2. L'Association Internationale des Universités Bouddhistes

Un premier maillon dans ce réseau est l'Association Internationale des Universités Bouddhistes (AIUB), un organisme fondé en 2007, qui réunit plusieurs instituts d'éducation supérieure bouddhiste de Thaïlande et d'ailleurs. Cette association est liée à l'UMC par le biais du Collège International d'Études Bouddhistes (CIEB), auprès de laquelle elle est domiciliée. Ses deux activités principales sont la publication biannuelle d'une revue académique, le *Journal de l'Association Internationale des Universités Bouddhistes*, et la participation à des conférences académiques internationales portant sur le bouddhisme, la dernière en date étant une conférence organisée en septembre 2021 par le CIEB.

L'organe à la tête de l'AIUB est un comité exécutif composé de 20 membres (moines et laïcs), comprenant huit postes à responsabilité et douze postes sans fonction spécifique. Actuellement, la présidence est occupée par Phra Brahmapundit. Celui-ci est assisté par un secrétariat composé de trois membres, parmi lesquels maître Puzheng de l'Association Bouddhiste de Chine, qui a remplacé son compatriote maître Yuanci (vice-recteur de l'Académie Bouddhiste de Chine)⁷⁴². À cela s'ajoutent quatre postes de vice-président.e, dont l'un est occupé par maître Yanjue, président de l'ABC. Ce dernier remplace maître Xuecheng, qui a été écarté de toutes ses fonctions dans des institutions chinoises en 2018. En ce qui concerne l'AIUB, son départ n'a été confirmé que récemment. En mai 2023, après que le site web ait été reconfiguré, Xuecheng apparaissait encore sur la page officielle de présentation de l'association. Depuis au moins décembre 2023, toutefois, Yanjue figure parmi le comité sur le site web de l'association. Il est possible que la passation de pouvoir ait été tardive, ou qu'elle ait eu lieu rapidement, mais que la mise à jour en ligne ait été délayée. Dans les deux cas, selon mes observations, cela est lié au fait que l'AIUB ne soit pas très dynamique.

En effet, même pour ce qui est de la participation à des conférences académiques, l'AIUB n'est pas des plus actives, ou du moins il y a peu d'information disponible qui refléterait une activité conséquente. Outre une page Facebook qui n'est pas souvent alimentée, l'association ne semble pas avoir de canal médiatique propre, et ses activités ne sont que très rarement commentées par les médias

⁷⁴² Comité exécutif de l'AIUB (« IABU EXCO »), Conseil International pour la Journée de Vesak, consultée dernièrement le 21 décembre 2023, https://www.icdv.net/iabu_exco.php

d'autres organismes. Pourtant, la présence de deux membres de l'ABC au sein du comité exécutif de l'AIUB montre que l'association chinoise a trouvé un intérêt à intégrer cette association étrangère. En mai 2017, l'ABC envoie d'ailleurs quatre moines la représenter à la troisième conférence internationale organisée par l'AIUB, sur invitation de Phra Brahmapundit⁷⁴³. Au cours de l'évènement, les moines chinois sont photographiés en compagnie de Phra Sophonvachiraborn, et une publication de l'ABC indique que deux d'entre eux ont aussi été invités à assister à la réunion annuelle du comité exécutif. Dans les jours qui suivent, la délégation chinoise participe également à l'inauguration d'un nouveau bâtiment du Collège International d'Études Bouddhistes, ainsi qu'à l'inauguration du Centre de Recherche en Bouddhisme Mahāyāna et aux célébrations de la Journée de Vesak des Nations Unies, qui constituent deux autres maillons du réseau dans lequel Phra Sophonvachiraborn et Phra Brahmapundit jouent un rôle-clé, et que l'ABC a investi⁷⁴⁴. En fait, la présence de membres de l'ABC au sein de l'organe décisionnel de l'AIUB est davantage le signe d'une intégration réussie de l'ABC dans ce réseau, partant de ses interactions dans le domaine de l'éducation avec l'UMC, que de la portée de l'AIUB en soi. Autrement dit, avoir une place dans cette association n'élargit pas directement l'influence de l'ABC en Thaïlande (ou à l'international) ni ne lui donne accès à d'importantes ressources matérielles ou financières, puisque l'AIUB ne semble elle-même n'avoir ni une grande influence, ni un grand capital. En revanche, cela contribue à consolider la place de l'ABC dans un réseau bouddhiste thaïlandais majeur. En quelque sorte, l'AIUB est une voie d'accès vers davantage de capital social. En se rapprochant d'elle, l'ABC peut d'ailleurs multiplier les occasions d'interactions avec certain.es individu.es influent.es, comme Phra Brahmapundit et Phra Sophonvachiraborn, ce qui peut mener à une amitié durable, voire à la cooptation de ces personnes dans une logique de Front Uni à l'étranger.

12.1.3. Le Centre de Recherche en Bouddhisme Mahāyāna

Le second maillon de ce réseau, aussi lié au domaine de l'éducation, est le Centre de Recherche en Bouddhisme Mahāyāna. Il s'agit d'une co-crédation de plusieurs instituts chinois, dont le temple Kaiyuan, et de l'UMC. Ses locaux sont situés dans l'enceinte du Collège International d'Études Bouddhistes, sur le campus de l'UMC à Bangkok. Le centre représente l'un des résultats les

⁷⁴³ « Notre Association a envoyé une délégation en Thaïlande pour assister à la 3e Conférence de l'Association Internationale des Universités Bouddhistes (我会派团赴泰国出席第三届佛教大学国际协会会议) », Association Bouddhiste de Chine, 11 mai 2017, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/20302.html>

⁷⁴⁴ « Notre Association a envoyé une délégation en Thaïlande pour assister à la 3e Conférence de l'Association Internationale des Universités Bouddhistes », 11 mai 2017.

plus concrets de la coopération entre les bouddhistes de Chine et les bouddhistes de Thaïlande dans le domaine de l'éducation et de la recherche.

Le projet pour sa création est dévoilé officiellement le 8 avril 2015, à l'occasion d'une cérémonie présidée par Phra Brahmapundit et Wang Zuo'an de l'Administration d'État pour les Affaires Religieuses de la RPC, à laquelle assistent plus de 200 personnes⁷⁴⁵. Wang Zuo'an, pour sa part, est accompagné par des membres de l'ABC, dont maître Benxing et maître Yinshun, et d'autres responsables de l'AEAR⁷⁴⁶. À la suite de l'annonce publique, le projet a été entériné par la signature d'un accord d'entente le 30 mai 2015 par maître Benxing (en tant que représentant du temple Kaiyuan) et Phra Sophonvachiraborn (en tant que représentant de l'UMC)⁷⁴⁷. Deux ans plus tard, le 5 mai 2017, les bureaux du centre sont inaugurés lors d'une cérémonie présidée par Phra Brahmapundit et maître Benxing, en la présence d'une centaine de participant.es⁷⁴⁸. Dans son discours, Benxing remercie tout particulièrement l'Association Bouddhiste de Chine, l'Université Mahachulalongkornrajavidyalaya et l'Administration d'État des Affaires Religieuses pour le soutien qu'elles ont apporté à l'établissement du centre de recherche. D'après *FJNET*, citant l'accord de coopération signé en mai 2015, les objectifs du nouvel institut sont de :

1. *Promouvoir ensemble le projet de diffusion scientifique et en ligne du bouddhisme,*
2. *Promouvoir ensemble la traduction multilingue des écrits du bouddhisme du Nord et du Sud,*
3. *Promouvoir ensemble l'organisation d'activités académiques internationales et de conférences de haut niveau sur le bouddhisme du Nord et du Sud,*
4. *Promouvoir ensemble des projets d'éducation du Sangha visant à améliorer le niveau d'éducation des deux côtés,*
5. *Promouvoir ensemble la création et l'exposition d'art du bouddhisme du Nord et du Sud.*⁷⁴⁹

⁷⁴⁵ « La Chine et la Thaïlande construisent conjointement un centre de recherche sur le bouddhisme Mahayana, Inauguration à l'Université bouddhiste de Bangkok (中泰共建大乘佛教研究中心 在曼谷佛教大学挂牌揭幕) », *FJNET*, 14 avril 2015, http://www.fjnet.com/hwjj/haiwainr/201504/t20150415_229818.htm

⁷⁴⁶ La délégation compte, par exemple, le directeur de la première division (Liu Wei) et la directrice du département des affaires étrangères (Xiao Hong) de l'AEAR centrale, le directeur du Département Provincial des Affaires Religieuses et Ethniques du Fujian (Yang Zhiying), et le directeur du Bureau Municipal des Affaires Religieuses de Fuzhou (Lin Ashan).

⁷⁴⁷ « Le temple Kaiyuan à Fuzhou et l'université Maha Chulalongkorn en Thaïlande construisent conjointement un centre de recherche sur le bouddhisme Mahayana (福州开元寺与泰国摩诃朱拉隆功大学共建大乘佛教研究中心) », *FJNET*, 1er juin 2015, http://www.fjnet.com/hwjj/haiwainr/201506/t20150601_231224.htm

⁷⁴⁸ « L'ouverture du nouveau bureau du Centre de recherche bouddhiste Mahayana et la cérémonie de lancement de la traduction chinoise du nouveau livre par Phra Brahmapundit ont eu lieu à Bangkok (大乘佛教研究中心新办公区启用与梵智长老中译新著首发式在曼谷举行) », *FJNET*, 8 mai 2017, http://www.fjnet.com/hwjj/haiwainr/201705/t20170508_244497.htm

⁷⁴⁹ « Le temple Kaiyuan à Fuzhou et l'université Maha Chulalongkorn en Thaïlande construisent conjointement un centre de recherche sur le bouddhisme Mahayana », 1er juin 2015.

Cet extrait indique que trois des cinq objectifs cités sont formulés en termes d'interactions entre le bouddhisme du Nord et le bouddhisme du Sud. À l'inauguration, en 2017, maître Benxing et Phra Brahmapundit avaient d'ailleurs tous deux fait allusion au récit de la recherche d'un dialogue inter/trans-sectaire. Le premier affirme que le centre « *fera de son mieux pour approfondir la convergence et l'apprentissage mutuel entre le bouddhisme du Nord et le bouddhisme du Sud, et pour contribuer aux échanges amicaux et à la promotion commune du bouddhisme entre la Chine et la Thaïlande* »⁷⁵⁰, et le second exprime le souhait que le centre devienne un « *modèle d'échanges entre le bouddhisme du Nord et le bouddhisme du Sud* »⁷⁵¹. En outre, le contenu médiatique chinois publié sur le centre (narrant les étapes de son établissement) fait systématiquement référence à ce récit de dialogue, de convergence ou d'intégration entre les deux traditions bouddhistes. Pourtant, que ce soit en mandarin, en thaï ou en anglais⁷⁵², le nom de l'institut porte à croire qu'il s'agit d'un centre dédié à la recherche sur le bouddhisme Mahāyāna uniquement. On peut même être interpellé par le fait que le terme « Mahāyāna » soit utilisé en mandarin dans ce contexte, alors que les acteur.es chinois.es ont plutôt l'habitude de « bouddhisme du Nord ». Le centre est aussi à l'origine d'un événement nommé « Forum Académique International sur le Bouddhisme du Nord et le Bouddhisme du Sud » en mandarin, mais plutôt « Forum bouddhiste d'échange entre le Theravāda et le Mahāyāna » en anglais, comme mentionné dans une des sections précédentes. L'adoption du terme « Mahāyāna » dans le nom de l'institut pourrait indiquer que la convention académique tend plutôt vers ce terme, à la différence de l'usage plus courant.

Outre les forums académiques et les réunions régulières du comité responsable de la gestion du centre (à la tête se trouve maître Benxing et Phra Sophonvachiraborn)⁷⁵³, le Centre de Recherche en Bouddhisme Mahāyāna est dédié à un travail de traduction et de publication. La cérémonie d'inauguration du centre (mai 2017) avait d'ailleurs été l'occasion pour Phra Brahmapundit de faire le lancement d'un de ses ouvrages, traduit du thaï vers le mandarin. En revanche, même les sources les plus récentes n'offrent pas davantage d'information sur les moyens mobilisés par le centre, les thématiques de recherche explorées, le personnel impliqué, etc., ni sur son fonctionnement institutionnel. En effet, impossible de déterminer par qui l'institut est financé (le financement vient-

⁷⁵⁰ « L'ouverture du nouveau bureau du Centre de recherche bouddhiste Mahayana et la cérémonie de lancement de la traduction chinoise du nouveau livre par Phra Brahmapundit ont eu lieu à Bangkok », 8 mai 2017.

⁷⁵¹ « L'ouverture du nouveau bureau du Centre de recherche bouddhiste Mahayana et la cérémonie de lancement de la traduction chinoise du nouveau livre par Phra Brahmapundit ont eu lieu à Bangkok », 8 mai 2017.

⁷⁵² En français, le nom chinois (大乘佛教研究中心) peut se traduire par « Centre de Recherche en Bouddhisme Mahāyāna », le nom en anglais (*Center of Mahāyāna Buddhism Studies*) peut se traduire par « Centre d'Études sur le Bouddhisme Mahāyāna », et le nom en thaï (ศูนย์ศึกษาพุทธมหายาน) peut se traduire par « Centre d'Études Mahāyāna ».

⁷⁵³ « La réunion annuelle 2021 du Centre de recherche bouddhiste Mahayana a eu lieu (大乘佛教研究中心2021年度会议召开) », *Phoenix Media*, 28 décembre 2021, <https://i.ifeng.com/c/8CKpJfHqgpW>

il du côté chinois ou thaïlandais ? Vient-il des deux côtés ? Qui sont les institutions ou les individu.es à l'origine de ce financement ?), comment ce financement est alloué, quel est le statut du centre par rapport à l'UMC, qui sont les chercheur.es affilié.es au centre, ou tout autre information qui donnerait une idée plus précise des activités et du fonctionnement du Centre de Recherche en Bouddhisme Mahāyāna. Pourtant, les objectifs cités par *FJNET* semblent plutôt concrets et spécifiques. Si on s'intéresse au premier objectif, celui de « *promouvoir ensemble le projet de diffusion scientifique et en ligne du bouddhisme* », difficile de savoir où en est le travail du centre. Je ne suis parvenue à trouver aucune source qui renseigne sur les projets de recherche en cours (et sur les processus par lesquels ces travaux sont définis, les canaux par lesquels leurs résultats sont publiés, etc.), sur les outils mobilisés ou les plateformes investies pour contribuer à la diffusion du bouddhisme. Le centre ne semble pas disposer de ses propres canaux médiatiques, et les sources secondaires ne donnent que des informations très générales, relatives aux grands objectifs poursuivis, comme celui de resserrer le lien entre les traditions bouddhistes ou celui d'approfondir l'amitié sino-thaïlandaise. On retrouve cette tendance du côté des médias chinois, surtout dans les publications de l'ABC, à faire l'éloge des objectifs poursuivis et affirmer que la coopération entre les acteur.es chinois.es et thaïlandais.es progresse très bien, sans apporter d'information plus précise. Le manque d'information est encore plus flagrant du côté de la presse thaïlandaise, qui semble ne pas accorder d'attention du tout au Centre de Recherche en Bouddhisme Mahāyāna.

12.1.4. La Journée de Vesak des Nations Unies

Une plateforme qui reçoit davantage d'attention médiatique est la « Journée de Vesak des Nations Unies », organisée chaque année par le Conseil International de la Journée de Vesak (CIJV). L'évènement commémore le jour de la naissance, de l'illumination et du décès du Bouddha, que célèbre l'ensemble des communautés bouddhistes à travers le monde. Les célébrations du CIJV réunissent des personnes bouddhistes de toutes les traditions. Contrairement à ce que leur nom indique, elles s'étendent sur plusieurs jours, durant lesquels diverses activités et festivités bouddhistes ont lieu, comme des activités collectives de chants, de prières et de vénération d'objets sacrés, des conférences sur la doctrine bouddhiste et les enjeux contemporains de la religion, des expositions d'arts, etc. Chaque année, la Journée de Vesak des Nations Unies se conclut sur la signature d'une déclaration, annonçant les vœux et les engagements des participant.es pour l'avenir du bouddhisme.

Cet évènement est né d'une proposition déposée par les représentant.es de 34 pays, le 13 décembre en 1999, devant l'Assemblée Générale des Nations Unies, pour faire reconnaître le jour de

Vesak comme l'une des journées internationales de l'ONU⁷⁵⁴. Donnant suite à l'adoption de la proposition, seize pays se sont entendus pour organiser conjointement des célébrations et créer le Conseil International de la Journée de Vesak, en 2008. Depuis, l'évènement a lieu chaque année. S'il réunit un public très international, les participant.es d'Asie (et plus précisément du Cambodge, de la Chine, de la Corée du Sud, du Laos, du Myanmar, du Népal, du Sri Lanka, de la Thaïlande et du Vietnam) sont systématiquement les plus nombreux/ses. Le plus souvent, les célébrations sont organisées en Thaïlande, où est domicilié le Conseil International de la Journée de Vesak, mais il arrive parfois que d'autres pays servent d'hôtes, comme ça a été le cas du Vietnam en 2019⁷⁵⁵. Plus récemment, en 2023, les célébrations ont eu lieu sur le campus de l'université Mahachulalongkornrajavidyalaya à Ayutthaya⁷⁵⁶. Outre des grandes personnalités bouddhistes, reconnues à l'international, la Journée de Vesak des Nations Unies réunit chaque année des leaders politiques. En 2017, par exemple, elle se déroule au Sri Lanka et reçoit en invité d'honneur le Président srilankais, Maithripala Sirisena. Sont également présent.es le Ministre de la Justice et Ministre des Affaires Bouddhistes, Religieuses et Culturelles du Sri Lanka, Wijeyadasa Rajapakse, ainsi que le Premier Ministre de l'Inde, Narendra Modi, et la Présidente du Népal, Bidya Devi Bhandari⁷⁵⁷. Lorsque l'évènement a lieu en Thaïlande, il compte généralement des membres du gouvernement thaïlandais et de la famille royale parmi les participant.es. En 2015, par exemple, Wisanu Krue-ngam y représentait le gouvernement thaïlandais en sa qualité de Premier Ministre adjoint, et la Princesse Bajrakitiyabha y représentait son père, le roi Vajiralongkorn⁷⁵⁸.

Bien que le Conseil ait une portée et une mission internationales, il est important de souligner la prédominance de la communauté bouddhiste thaïlandaise dans cette institution. Premièrement,

⁷⁵⁴ Les pays dont les représentant.es ont contribué à la proposition sont le Bangladesh, le Bhoutan, le Cambodge, le Chili, Chypre, Grenade, la Grèce, l'Islande, l'Inde, l'Indonésie, l'Irlande, la République démocratique populaire du Laos, le Lesotho, les Maldives, l'île Maurice, la Mongolie, le Myanmar, le Népal, le Nicaragua, la Norvège, le Pakistan, les Philippines, le Portugal, la République de Corée, la Fédération de Russie, les Seychelles, la Slovaquie, l'Espagne, le Sri Lanka, le Suriname, la Thaïlande, la Turquie, l'Ukraine et les États-Unis d'Amérique. On peut noter que la RPC ne figure pas dans cette liste. Voir la section « Overview », Conseil International pour la Journée de Vesak, consulté dernièrement le 14 mai 2017, <https://www.icdv.net/overview.php>.

⁷⁵⁵ « Report from the secretariat of the 16th UNDV celebration in Ha Nam, Vietnam », Journée de Vesak des Nations Unies au Vietnam en 2019, 14 mai 2019, <https://www.undv2019vietnam.com/en/blog/report-from-the-secretariat-of-the-16th-undv-celebration-in-ha-nam-vietnam>

⁷⁵⁶ Entre 2020 et 2022, l'évènement a été déplacé dans le monde virtuel, pour s'adapter aux contraintes imposées par la lutte contre l'épidémie de la Covid-19. Ce n'est qu'en 2023 qu'il a pu à nouveau avoir lieu en présentiel (voir « Vesak 2023 », Journée de Vesak des Nations Unies, consulté dernièrement le 20 février 2024 <https://www.undv.org/vesak2023/>)

⁷⁵⁷ « Une délégation bouddhiste chinoise a été invitée à assister aux célébrations de la 14^e Journée du Vesak des Nations Unies (中国佛教代表团应邀出席第14届«联合国卫塞节»庆典活动) », Association Bouddhiste de Chine, 15 mai 2017, chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/20303.html

⁷⁵⁸ « United Nations Day of Vesak: Buddhist Country Holds Grand Ceremony, Promotes Dialogue Among Civilizations », Fondation d'Échanges et de Coopération Asie-Pacifique, 30 mai 2015, <http://www.apecf.org/en/foundationnews/20150530.html>

cette situation s'explique par le fait qu'elle est domiciliée en Thaïlande, et que ses bureaux se trouvent au campus de l'UMC à Ayutthaya. Deuxièmement, cela s'explique par le fait que le CIJV est étroitement lié à un réseau institutionnel thaïlandais. En effet, les co-organisateurs de la Journée de Vesak sont toutes des institutions thaïlandaises : il s'agit de l'UMC et de l'AIUB, ainsi que du Conseil Suprême du Sangha, de l'Office National du Bouddhisme, du Département des Affaires Religieuses (Ministère de la Culture) et de l'Office du Premier Ministre⁷⁵⁹. Le CIJV semble même s'être distancé des Nations Unies. Précédemment, le site web du Conseil portait le nom de l'évènement, soit la « Journée de Vesak des Nations Unies » (undv.org) et l'Organisation des Nations Unies était comptée comme l'une des contributeurs et marraines du projet⁷⁶⁰. Mais le site web a été reconfiguré pour porter aujourd'hui le nom du Conseil (icdv.net)⁷⁶¹ et l'ONU n'est plus comptée comme l'une des institutions co-organisatrices de la Journée de Vesak. Plus exactement donc, plus qu'un ancrage national, il y a un ancrage spécifique au réseau de l'UMC. Sur le plan institutionnel, le CIJV est affilié à l'université elle-même, mais aussi à son Institut des Langues et au programme de Master en Études de la Paix de son Collège International d'Études Bouddhistes, ainsi qu'à l'AIUB. Cette connexion résulte aussi du fait que Phra Brahmapundit et Phra Sophonvachiraborn cumulent tous les deux des postes dans le CIJV et à l'UMC.

En troisième lieu, la prédominance des participant.es thaïlandais.es à la Journée de Vesak est liée au fait que l'organe de gestion du CIJV (composé d'un comité exécutif et d'une dizaine de membres sans fonction spécifique) est dominé par des membres thaïlandais. Tout d'abord, le comité exécutif est présidé par Phra Brahmapundit, et c'est d'ailleurs une des positions par lesquelles il est le plus souvent identifié dans les médias (outre sa position dans l'UMC). Au sein du CIJV, il est secondé par trois vice-présidents, qui sont actuellement Dr Tempalawela Dhammaratana de France, Masakazu Matsumoto du Japon et maître Yanjue de la RPC (qui a remplacé Xuecheng en 2023). Le secrétariat du comité est composé d'un secrétaire général et de trois assistants, qui sont respectivement Phra Dhammavajjarabundit (recteur de l'UMC), Phra Krupalad Paññavoravat (directeur du Collège International d'Études Bouddhistes, UMC), maître Puzheng de la RPC (qui remplace maître Yuanci, vice-recteur de l'Académie Bouddhiste de Chine, depuis 2023) et Goh Seng

⁷⁵⁹ « Co-organization of the United Day of Vesak », Conseil International de la Journée de Vesak, consulté dernièrement le 21 février 2024, <https://www.icdv.net/organization.php>

⁷⁶⁰ Voir par exemple la page dédiée aux célébrations de 2012 : « Message. The United Nations Day of Vesak Celebrations. From The President of IABU/ICDV », Journée de Vesak des Nations Unies, consulté dernièrement le 21 février 2024, http://www.undv.org/vesak2012/en/message_president.php

⁷⁶¹ Les pages hébergées sur le site undv.org sont encore accessibles, mais si l'on cherche à accéder à la page d'accueil du site, on est redirigé.es vers le nouveau site, icdv.net.

Chai de la Malaisie. Enfin, le comité comprend un trésorier, Phra Sophonvachiraborn⁷⁶². Treize autres membres du Conseil sont inclus dans le comité exécutif, sans disposer de fonction spécifique. Aujourd'hui, ces membres comptent des personnes venant du Sri Lanka (2), du Vietnam (2), de la Thaïlande (4, dont Phallop Thaiarry, de la Communauté Mondiale des Bouddhistes), du Myanmar (1), du Royaume-Uni (1), des États-Unis (1), de la Corée de Sud (1) et de la Norvège (1). En mai 2023⁷⁶³, ces membres comprenaient également un moine de Taïwan, le Très Vénérable Ching Hsin (président de l'Association Bouddhiste de la République de Chine entre 1993 et 2001), qui était alors identifié en anglais comme provenant de « Taipei chinois » (*Chinese Taipei*). Mais depuis au moins décembre 2023, celui-ci n'est plus membre du comité exécutif et aucun.e autre taïwanais.e n'y siège à sa place.

De son côté, l'Association Bouddhiste de Chine a confirmé son intégration au réseau du CIJV lorsque maître Yanjue et maître Puzheng ont succédé à maître Xuecheng et maître Yuanci (respectivement) au cours de l'année 2023. Selon mes observations, ces nominations sont le résultat de la régularité à laquelle l'ABC participe à la Journée de Vesak. Chaque année, elle envoie une délégation assister aux célébrations et les membres des délégations chinoises sont fréquemment invité.es à jouer un rôle actif dans les activités encadrées par le CIJV, par exemple en co-organisant des conférences, en menant certaines activités de culte, en contribuant aux expositions d'art, etc. En tant que vice-présidents du Conseil, Xuecheng et Yanjue ont été au premier plan des célébrations et à plusieurs reprises, ils ont été invités à donner des discours lors des cérémonies d'inauguration.

La Journée de Vesak est significative vis-à-vis de la diplomatie bouddhiste chinoise sur deux plans : premièrement, elle illustre la capacité de l'ABC à se faire accepter dans des cercles bouddhistes à l'étranger et à s'investir activement dans des initiatives dont elle n'est pas l'auteure, et deuxièmement, elle est un rendez-vous régulier au motif duquel l'ABC peut se rendre fréquemment en Thaïlande et en profiter pour se prêter à d'autres interactions avec ses partenaires locaux/ales. En 2016, par exemple, une délégation chinoise se rend aux célébrations de la Journée de Vesak qui ont lieu à Bangkok, sous la supervision de Pasonglie Longzhuangmeng (anciennement Huba Longzhuangmeng). Lors de la cérémonie d'ouverture, le chef de la délégation chinoise est invité à prononcer un discours⁷⁶⁴, de même qu'un de ses collègues, maître Jing Yin du temple Po Lin à Hong

⁷⁶² Comité exécutif du Conseil International de la Journée de Vesak (« ICDV EXCO »), Conseil International de la Journée de Vesak, consultée dernièrement le 21 décembre 2023, https://www.icdv.net/icdv_exco.php

⁷⁶³ Il s'agit de la dernière date à laquelle j'ai consulté le site où maître Ching Hsin était encore listé parmi les membres du comité. En décembre 2023, le changement avait été fait.

⁷⁶⁴ « La délégation de l'Association Bouddhiste de Chine s'est rendue en Thaïlande pour assister à la 13e Conférence Bouddhiste Internationale pour la Journée du Vesak des Nations Unies (中国佛教协会代表团赴泰国出席第十三届« 联合

Kong (et directeur adjoint de l'Institut Chinois de Culture Bouddhiste), lequel s'adresse à l'assemblée dans un discours intitulé « Pacifisme dans l'éducation bouddhiste du point de vue de la culture traditionnelle chinoise ». Le lendemain, la délégation chinoise participe à une conférence sur le thème de « La Route Maritime de la Soie et les Échanges Bouddhistes entre le Nord et le Sud »⁷⁶⁵, co-organisée par le temple Kaiyuan et l'Université Mahachulalongkornrajavidyalaya (à laquelle participe aussi Phra Brahmapundit)⁷⁶⁶. À l'issue de la conférence, les participant.es sont invité.es à assister à la consécration d'une statue offerte par le temple Longquan (Pékin) à l'université thaïlandaise, et plus tard à visiter le Wat Arun, où iels sont reçu.es par Phra Sophonvachiraborn. On note que les déplacements de délégations de l'ABC pour la Journée de Vesak sont très souvent optimisés par la planification d'autres activités sur place. Les deux grands événements de lancement du Centre de Recherche en Bouddhisme Mahāyāna (l'annonce officielle en 2015 et l'inauguration des bureaux en 2017) avaient aussi été organisés à quelques jours des célébrations de la Journée de Vesak, permettant ainsi à la délégation de l'ABC de participer à toutes ces activités en un seul séjour en Thaïlande.

Il est aussi important de relever que les membres de l'ABC sont habituellement accompagné.es par des représentant.es du gouvernement chinois et d'organes proches du PCC quand iels se déplacent pour la Journée de Vesak. À titre d'exemple, la délégation chinoise qui se rend aux célébrations de 2017 comprend cent-quarante-quatre personnes. Ce sont, pour la plupart, des moines affiliés à l'ABC, mais sont également présents Chen Zongrong et Xue Shuqi⁷⁶⁷. Le premier occupe alors le poste de directeur adjoint de l'AEAR et celui de vice-président de l'Association Chinoise des Échanges Culturels Religieux. Aujourd'hui, Chen Zongrong cumule plusieurs postes dans d'autres organes du Front Uni, il est notamment directeur du Centre Chine de Recherche en Tibétologie et membre du Comité des Affaires Ethniques et Religieuses de la CCPPC. Xue Shuqi, pour sa part, est à l'époque directeur adjoint du Département des Affaires Étrangères au sein de l'AEAR. Depuis les réformes de 2018, il travaille comme inspecteur au Bureau des Affaires Religieuses générales au sein du Département de Travail de Front Uni. Plus récemment, en 2023, la Chine est représentée aux célébrations de Vesak par une délégation de vingt-huit personnes, dont le directeur du Bureau des Activités Religieuses du DTFU, Wu Guosheng. Celui-ci est notamment chargé de faire part des vœux

国卫塞节 »国际佛教大会) », Association Bouddhiste de Chine, 31 mai 2016, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/20231.html>

⁷⁶⁵ « La délégation de l'Association Bouddhiste de Chine s'est rendue en Thaïlande pour assister à la 13e Conférence Bouddhiste Internationale pour la Journée du Vesak des Nations Unies », 31 mai 2016.

⁷⁶⁶ « La délégation de l'Association Bouddhiste de Chine s'est rendue en Thaïlande pour assister à la 13e Conférence Bouddhiste Internationale pour la Journée du Vesak des Nations Unies », 31 mai 2016.

⁷⁶⁷ « Une délégation bouddhiste chinoise a été invitée à assister à la 14e célébration de la « Journée du Vesak des Nations Unies » », 15 mai 2017.

exprimés par Chen Ruifeng, directeur actuel du DTFU, dans une lettre de félicitations adressée aux participant.es⁷⁶⁸. Ces exemples témoignent d'une implication plutôt directe de l'un des organes principaux du PCC en matière d'influence à l'étranger, dans un événement à caractère religieux, en dehors du territoire chinois.

Plus généralement, l'ABC profite souvent du jour de Vesak pour interagir avec des publics bouddhistes étrangers. Bien que les célébrations tournent toujours autour de la pleine lune du mois de mai, elles s'étalent souvent sur plusieurs jours et aucune règle n'en limite la durée. Dans ces conditions-là, l'ABC peut, comme toutes les institutions bouddhistes, organiser et participer à plusieurs événements chaque année. Ainsi, en mai 2017, quelques jours avant de se rendre au Sri Lanka pour rejoindre le CIJV, l'ABC invite des représentant.es d'ambassades étrangères, notamment de l'Asie du Sud-Est, à assister aux célébrations de Vesak organisées au temple Lingguang, à Pékin⁷⁶⁹. Raymond (2020) relève que l'un des objectifs derrière cet événement était de « *créer une bonne atmosphère internationale pour la stratégie des « Routes de la Soie » de la Chine* » (p. 354). Autrement dit, les célébrations religieuses du jour de Vesak avaient alors servi de plateforme à la diffusion du récit officiel sur les « Nouvelles Routes de la Soie », comme cela avait déjà été le cas en 2016, dans le cadre de la Journée de Vesak organisée par le CIJV.

En revanche, les célébrations organisées par l'ABC en Chine sont très loin d'avoir la même portée que celles de la CIJV et elles semblent s'adresser plutôt à un public bouddhiste laïc, puisque les invité.es sont des représentant.es politiques, et non des représentant.es religieux/ses. En fait, la Journée de Vesak des Nations Unies et les initiatives chinoises autour de Vesak peuvent être vues comme complémentaires. D'un côté, l'événement du CIJV permet à l'ABC de gagner en visibilité auprès du grand public et de tisser des liens avec des figures monastiques importantes en se déplaçant à l'étranger. De l'autre côté, les célébrations organisées en RPC lui permettent de mieux se faire connaître des gouvernements étrangers et de tisser des liens avec leurs représentant.es sur le territoire chinois. Il n'aurait sûrement pas été possible pour l'ABC d'agir sur les deux fronts si elle n'avait pas trouvé en Phra Brahmapundit et Phra Sophonvachiraborn des alliés si bien positionnés dans un réseau

⁷⁶⁸ « Une délégation bouddhiste chinoise s'est rendue en Thaïlande pour assister aux célébrations de la 18^e Journée de Vesak des Nations Unies (中国佛教代表团赴泰出席第18届联合国卫塞节庆祝活动) », compte WeChat de l'Association Bouddhiste de Chine, 3 juin 2023, <https://mp.weixin.qq.com/s?biz=MzI5MzA1MjI0Ng==&mid=2651597861&idx=1&sn=9611c6d585178dd1a3ce0734e9c5d803&chksm=f780861cc0f70f0a2939ca5b2f983ed1a8aeb21b1170eaa65b13c51c25a0c246e5aa6cee5430&token=2423>

⁷⁶⁹ « L'Association bouddhiste organise des célébrations pour l'anniversaire de Bouddha (佛教协会举办佛诞节庆祝活动) », *Xinhua*, 4 mai 2017, http://www.xinhuanet.com/politics/2017-05/04/c_129587476.htm

bouddhiste ayant un ancrage institutionnel important en Thaïlande et disposés à soutenir ses initiatives diplomatiques.

12.2. Zhao Kuntongchai, allié des stratégies d'influence chinoise sur deux fronts

12.2.1. Un moine Theravāda de l'ordre Mahā Nikāya au service de la culture chinoise

Aux côtés de l'UMC, le Conseil Suprême du Sangha est une des institutions bouddhistes thaïlandaises les plus proches de l'Association Bouddhiste de Chine. Or, si des membres de l'ABC ont à plusieurs reprises eu l'occasion de rencontrer les différents Patriarches Suprêmes qui se sont succédé dans les deux dernières décennies, la dimension interpersonnelle des liens entre l'ABC et le CSS implique plutôt d'autres membres de l'institution thaïlandaise. Le plus important d'entre eux est un moine de la tradition Theravāda Mahā Nikāya connu en chinois sous le nom de Zhao Kuntongchai et en thaï sous le nom de Dhammathacho (ou Tongchai Dhammathacho). Celui-ci a la particularité de servir deux projets d'influence émanant de la Chine : **1)** il est l'un des principaux/ales partenaires de l'ABC dans le domaine de la diplomatie bouddhiste, et **2)** il est l'un des principaux/ales responsables de la promotion de la langue et de la culture chinoise à l'étranger, dans le cadre de l'Institut Confucius.

Zhao Kuntongchai a été ordonné et formé au Wat Traimit, un temple de la tradition Theravāda, célèbre pour sa statue de Bouddha en or solide. Ce temple est situé dans l'un des quartiers historiques des communautés d'héritage et de culture chinoises de Bangkok, (« Chinatown »), et il abrite d'ailleurs le Musée d'Héritage de Chinatown Yaowarat. Aujourd'hui, Zhao Kuntongchai en est l'abbé adjoint, sous l'abbé Somdet Phra Buddhacarya et, depuis 2019, il est également membre du comité central du Conseil Suprême du Sangha, ayant reçu le titre de Somdet Phra Maha Ratchamongkhon Muni par décret royal. En 2020, il devient Patriarche du Centre, soit le plus haut responsable de la secte Mahā Nikāya pour la région administrative du centre (dont la capitale fait partie)⁷⁷⁰. Outre ses fonctions dans l'administration du Sangha, il est un partenaire important de l'Institut Confucius en Thaïlande. Premièrement, il occupe le poste de directeur de l'école primaire du Wat Traimit, où l'un des premiers programmes d'apprentissage de l'Institut Confucius (prenant le nom de *Confucius Classroom*) a été ouvert à l'étranger en 2006. Il est même considéré comme le principal instigateur du projet du côté thaïlandais, de même que pour l'Institut Confucius de la Route Maritime de la Soie.

⁷⁷⁰ « Somdet Phra Maha Ratchamongkhon Muni (Thongchai Thammathacho, Pali niveau 6) (สมเด็จพระมหาธีรราชมงคลมุนี (ธงชัย ธรรมธัช ป.ธ.๖)) », Sanghatikan (centre d'information pour la communauté monastique), consulté dernièrement le 4 mars 2024, https://sanghatikan.com/monk_view.php?ID=17

Cet organisme a été créé en 2015 pour servir de centre de coordination à tous les projets de l'Institut Confucius établis en Thaïlande. Zhao Kuntongchai aurait été à l'origine de cette initiative, et il occupe actuellement le poste de président du conseil d'administration de l'organisme en question, ce qui fait de lui quelqu'un de très investi dans un projet conçu par le gouvernement chinois pour accroître son influence à l'étranger. L'Institut Confucius de la Route Maritime de la Soie sert aussi de relais pour d'autres projets éducatifs lancés par la Chine, comme l'octroi de bourses à des citoyen.nes thaïlandais.es pour étudier dans des centres de formation à Tianjin, dont l'objectif est « *d'aider à connecter la stratégie Thaïlande 4.0 à l'initiative 'Une Ceinture, Une Route'* »⁷⁷¹. D'ailleurs, le cadre narratif des « Nouvelles Routes de la Soie » est très présent dans la communication entourant les activités de promotion de la langue et de la culture chinoises en Thaïlande. En septembre 2022, par exemple, l'Université Dhurakij Pundit (où sont hébergés des programmes de l'Institut Confucius) organise un concert pour célébrer les accomplissements de Zhao Kuntongchai et le premier anniversaire du « Réseau d'Alliance pour le Développement de l'Institut Confucius et des Classes Confucius de Thaïlande »⁷⁷². L'université nomme cet événement « Les Nouvelles Routes de la Soie, Thongchai pour réussir ensemble », ce qui a pour effet de lier Zhao Kuntongchai au grand récit de reconstruction des anciennes Routes de la Soie. En effet, le nom laisse entendre que les projets de coopération linguistique sino-thaïlandaises (dans laquelle l'université Dhurakij Pundit est impliquée) font partie du même ensemble que la *Belt and Road Initiative* et que le moine thaïlandais est directement investi dans ce projet.

Pourtant, Zhao Kuntongchai ne semble pas avoir de lien personnel avec la Chine ou la culture chinoise. Il appartient à une école bouddhiste thaïlandaise et, d'après les informations disponibles, il n'est pas lui-même descendant d'une famille chinoise ou sino-thaïlandaise. Comment expliquer son rôle dans la promotion linguistique-culturelle chinoise en Chine ? Comment expliquer, d'ailleurs, que le premier projet de l'Institut Confucius en Thaïlande ait été ouvert dans l'école d'un temple Theravāda, sur initiative de son abbé adjoint ? Tout d'abord, il convient de rappeler que l'éducation « publique » a longtemps été du ressort des temples bouddhistes en Thaïlande. Avant que l'État ne développe un système d'éducation nationale standardisée et sécularisée, inspiré des systèmes occidentaux, l'éducation était le plus souvent dispensée dans des écoles gérées par des temples (Larsson, 2019). Encore aujourd'hui, un grand nombre d'enfants est formé dans des écoles comme

⁷⁷¹ « Institut Confucius de la Route Maritime de la Soie en Thaïlande : Présentation de l'Institut (学院简介) », Hanban Thaïlande (branche thaïlandaise du Bureau national pour l'enseignement du chinois langue étrangère), consulté dernièrement le 15 mai 2023, <http://www.hanbanthai.org/kongzixueyuan/cihssl/>

⁷⁷² « L'Université Dhurajik Pundit organise un concert orchestral pour renforcer les relations sino-thaïlandaises, Animer la dimension pédagogique (มธบ.จัดคอนเสิร์ตออร์เคสตราสานสัมพันธ์ไทย-จีน พลักดันมิติการศึกษา) », *Daily News*, 30 septembre 2022, <https://www.dailynews.co.th/news/1528148/>

celle du Wat Traimit, même si ce ne sont désormais plus que 30% des temples qui possèdent leur propre école (Litalien, 2013). Par ailleurs, la contribution de Zhao Kuntongchai au travail de l'Institut Confucius s'explique par le fait d'avoir été élevé, éduqué et formé dans un temple situé en étroite proximité des CHCC de Bangkok, ce qui a pu lui permettre de développer une certaine affinité avec la culture chinoise. Il semble bien connu et apprécié des associations de communauté, qui l'invite régulièrement à leur rendre visite, souvent pour officier des services religieux. En août 2020, par exemple Zhao Kuntongchai se rend à l'Association de Commerce Sino-Thaïlandaise pour rencontrer des membres de l'association, dont le président, Lin Chuqin et le vice-président Guixiong, ainsi que pour bénir les locaux de l'association et réciter des textes sacrés⁷⁷³. Quelques mois plus tard, en novembre, un groupe de cette même association fait la tournée de trois temples bouddhistes : les temples Longlian et Pumen Baoen, qui appartiennent à l'ordre Jin Nikāya, et le Wat Traimit, où le groupe est reçu par Zhao Kuntongchai⁷⁷⁴. Ces événements ont été commentés par le média sinophone *Sing Sian Yer Pao*, qui a lui aussi un lien avec le moine thaïlandais. En août 2018⁷⁷⁵, puis à nouveau en juillet 2019⁷⁷⁶, il est invité à officier une cérémonie de bénédictions et de prières dans les bureaux de l'entreprise, en présence de plusieurs responsables de la direction du journal et d'autres associations des CHCC.

La proximité de Zhao Kuntongchai avec ces communautés et son investissement dans la promotion de la langue chinoise sont appréciés par l'Association Bouddhiste de Chine, qui lui a dédié toute une publication en 2014, dans laquelle elle décrit son rôle dans le développement des plus de 400 programmes de l'Institut Confucius en Thaïlande⁷⁷⁷. Le texte commence par souligner l'importance de Zhao Kuntongchai dans la communauté bouddhiste thaïlandaise, en tant qu'abbé adjoint de l'un des plus célèbres temples du pays, et en tant que haut responsable au sein du Conseil Suprême du Sangha, en le qualifiant d'ailleurs de « Patriarche Suprême adjoint », bien que ce ne soit pas un titre utilisé par le CCS. De plus, l'ABC affirme que le moine thaïlandais dispose d'une « *position respectée, d'un caractère moral élevé et d'innombrables fidèles* »⁷⁷⁸. Pour expliquer

⁷⁷³ « Le vice-Patriarche Thongchai chantant des sutras et priant pour le président de l'Association de Commerce Sino-Thaïlandaise (通猜副僧王为中总会董诵经祈福) », *Sing Sian Yer Pao*, 21 août 2020, <http://www.singsianyerpao.com/thoc/71358/>

⁷⁷⁴ « Le président Lin Chuqin de l'Association de Commerce Sino-Thaïlandaise et son entourage ont rencontré d'éminents moines de trois temples bouddhistes », 15 novembre 2020.

⁷⁷⁵ « Ce journal invite respectueusement Maître Zhao Kuntongchai à chanter des sutras et à prier pour obtenir des bénédictions (本报恭请赵坤通猜大师诵经祈福) », *Sing Sian Yer Pao*, 16 août 2018, <https://www.singsianyerpao.com/article-24434.html>

⁷⁷⁶ « Maître Zhao Kuntongchai a été favorisé par le roi et a été promu (赵昆通猜大师宠蒙皇上御赐晋升僧爵) », *Sing Sian Yer Pao*, 31 juillet 2019, www.singsianyerpao.com/uncategorized/46593/

⁷⁷⁷ « Le complexe de langue chinoise du Patriarche Suprême adjoint thaïlandais : quand le son bouddhiste rencontre la langue chinoise », 23 juillet 2014.

⁷⁷⁸ « Le complexe de langue chinoise du Patriarche Suprême adjoint thaïlandais [...] », 23 juillet 2014.

pourquoi il contribue autant à la promotion de l'éducation linguistique chinoise, l'association affirme tout d'abord qu'en Thaïlande, « où plus de 90% de la population est bouddhiste [...] », « [...] la tradition des écoles dans des temples a une longue histoire »⁷⁷⁹. L'ABC explique également que le mandarin fait l'objet d'un engouement massif de la part de la société thaïlandaise, qui se traduit par l'existence de près d'un million d'apprenant.es aujourd'hui. Rapportant les propos de Zhao Kuntongchai lui-même (sans pour autant préciser dans quelles conditions ses propos ont été recueillis), l'association avance que le succès des programmes d'apprentissage linguistiques chinois est le résultat « des liens de sang et des similitudes culturelles entre la Chine et la Thaïlande »⁷⁸⁰. Zhao Kuntongchai aurait lui-même affirmé que ce succès « favorisera la réalisation de notre plus grand objectif à l'avenir, à savoir une relation plus étroite entre la Chine et l'ASEAN »⁷⁸¹. La publication conclut en mentionnant le dernier projet en date mené par Zhao Kuntongchai, à savoir l'élaboration d'un programme d'apprentissage du mandarin en ligne, en coopération avec l'institution chinoise Hanban (qui est responsable des Instituts Confucius), le Ministère de l'Éducation chinois et le Ministère de l'Éducation thaïlandais. D'après le moine, lorsque le projet aura prouvé son succès, il sera « reproduit dans tous les pays de l'ASEAN »⁷⁸². On a là une manifestation de la tendance à traiter la Thaïlande comme un point d'entrée sur l'Asie du Sud-Est et à faire des relations sino-thaïlandaises un modèle à émuler dans la région, point que j'ai abordé en début de chapitre. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles il est particulièrement pertinent de s'intéresser au cas de la Thaïlande pour comprendre la stratégie de la diplomatie bouddhiste déployée par le gouvernement chinois en Asie du Sud-Est.

12.2.2. Quel rôle joue-t-il vis-à-vis de la diplomatie bouddhiste chinoise ?

Aux premiers abords, l'implication de Zhao Kuntongchai dans la diplomatie bouddhiste chinoise n'est pas évidente à déceler. D'une part, il est moins souvent cité comme interlocuteur ou partenaire d'échanges de l'ABC que Phra Sophonvachiraborn ou Phra Brahmapundit. D'autre part, c'est principalement pour son rôle vis-à-vis de la promotion de la langue et de la culture chinoises en Thaïlande qu'il est connu des acteur.es de la diplomatie chinoise, plutôt que pour son rôle au sein du comité du Conseil Suprême du Sangha. D'ailleurs, les contacts entre l'ABC et le moine ont commencé avant qu'il n'y soit nommé. En août 2010, par exemple, il invite une délégation de l'association chinoise, menée par maître Yongxin, à participer à la cérémonie de consécration d'une statue de

⁷⁷⁹ « Le complexe de langue chinoise du Patriarche Suprême adjoint thaïlandais [...] », 23 juillet 2014.

⁷⁸⁰ « Le complexe de langue chinoise du Patriarche Suprême adjoint thaïlandais [...] », 23 juillet 2014.

⁷⁸¹ « Le complexe de langue chinoise du Patriarche Suprême adjoint thaïlandais [...] », 23 juillet 2014.

⁷⁸² « Le complexe de langue chinoise du Patriarche Suprême adjoint thaïlandais [...] », 23 juillet 2014.

Bouddha au Wat Traimit. Un an plus tard, maître Yongxin et lui officient ensemble des rites de prière et de consécration pour une statue de Bouddha offerte par la Thaïlande au temple Shaolin, faisant ainsi abstraction de la différence de traditions qui les séparent⁷⁸³. Plus tard, en février 2017, comme on l'a vu, Zhao Kuntongchai reçoit la délégation sino-taïwanaise assemblée par l'AUBHC au Wat Traimit.

Sa situation contraste avec celle de Phra Prommasith qui a été, pendant plusieurs années, un intermédiaire entre le CSS et la Chine. Comme Zhao Kuntongchai, Phra Prommasith (aussi connu sous le nom de Tongchai Sukkho) est un moine thaïlandais de l'école Mahā Nikāya, qui a été l'abbé d'un autre temple prestigieux à Bangkok, le Wat Saket. Il a également occupé plusieurs fonctions au sein du Conseil Suprême du Sangha, dont celle de responsable de la dixième région administrative (nommé en 2011) et de membre du Comité Central (nommé en 2015). Dans les années 2010, celui-ci a échangé plusieurs fois avec des représentant.es de l'Association Bouddhiste de Chine et de l'Administration d'État pour les Affaires Religieuses⁷⁸⁴. En 2015, par exemple, il est présent à la cérémonie de consécration d'un temple fondé en l'honneur de maître Benhuan⁷⁸⁵ et à la rencontre d'une délégation de l'ABC avec le Patriarche Suprême par intérim, Somdet Phra Rachamangalacharn, en Thaïlande⁷⁸⁶.

Mais en 2018, Phra Prommasith est visé par une affaire de corruption et, après une tentative de fuite, il est démis de ses fonctions religieuses et administratives⁷⁸⁷. Deux ans plus tard, il est

⁷⁸³ « Le premier vice-président de la Chambre des Représentant.es de Thaïlande, Surachai Lipracha et sa délégation ont visité le temple Shaolin (泰国上议院第一副议长素拉猜.力布叻差一行参访少林寺) », Association Bouddhiste de Chine, 8 juillet 2013, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/gdxf/2017-08-03/36853.html>

⁷⁸⁴ En tant que directeur du comité exécutif de l'Office de Supervision des Missionnaires à l'Étranger (Conseil Suprême du Sangha), Phra Prommasith s'est rendu au quartier général de l'AEAR en octobre 2012, accompagné du secrétaire générale de l'ABC, Liu Wei (voir « Le directeur adjoint Jiang Jianyong a rencontré Phra Zhaokun et sa délégation, représentant le Patriarche Suprême par intérim de Thaïlande (蒋坚永副局长会见泰国代僧王代表照坤长老一行) », Association Bouddhiste de Chine, 10 octobre 2012, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/gdxf/2017-08-03/37242.html>). L'année suivante, il interagit aux échanges bouddhistes sino-thaïlandais à trois reprises : d'abord, lors d'une visite au temple Hongfa, puis lors d'une cérémonie de consécration de reliques venues de Chine en Thaïlande, et enfin en accompagnant une délégation de l'ABC tout au long de son séjour en Thaïlande. Voir « Le vice-Suprême Patriarche, Phra Prommasith, et sa délégation ont visité le temple Hongfa à Shenzhen (泰国副僧王帕波玛师提长老一行到访深圳弘法寺) », Association Bouddhiste de Chine, 24 février 2013, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/20060.html>; « Les reliques d'un moine éminent partent en Thaïlande. Les échanges bouddhistes atteignent leur paroxysme (高僧舍利赴泰国 佛教交流掀高潮) », Association Bouddhiste de Chine, 25 mars 2013, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/20063.html>; « Maître Yinshun s'est rendu en Thaïlande et a organisé une cérémonie d'offrande pour feu le Patriarche Suprême », 31 décembre 2013.

⁷⁸⁵ Il s'agirait du premier temple à avoir été fondé en l'honneur de ce moine à l'étranger.

⁷⁸⁶ À cette occasion, Phra Prommasith rencontre pour la deuxième fois au moins le directeur adjoint de l'AEAR, Jiang Jianyong, celui-ci accompagnant une délégation de l'ABC. Voir « Le directeur adjoint de l'Administration d'État pour les Affaires religieuses, Jiang Jianyong, dirige une délégation en visite au Cambodge et en Thaïlande (国家宗教事务局蒋坚永副局长率团访问柬埔寨与泰国) », *FJNET*, 25 mars 2015, http://www.fjnet.com/hwj/haiwainr/201503/t20150325_229123.htm

⁷⁸⁷ « Wat Sa Ket abbot defrocked, sent to jail », *Bangkok Post*, 30 mai 2018, <https://www.bangkokpost.com/thailand/general/1475797/wat-sa-ket-abbot-defrocked-sent-to-jail>

reconnu coupable de détournement de fonds par la Cour Pénale Centrale pour les Affaires de Corruption et d'Inconduite, aux côtés de quatre responsables de l'Office National du Bouddhisme⁷⁸⁸. Bien que sa peine de prison ait été suspendue, il demeure exclu des ordres monastiques et est désormais connu sous son nom laïc, Tongchai Sukkho. Depuis, l'ABC n'a plus de contact avec lui et elle s'est tournée vers Zhao Kuntongchai comme intermédiaire de ses relations avec le CSS. Il n'est pas le seul à jouer ce rôle, puisque Phra Brahmapundit occupe également un siège au sein du comité central du CSS. En revanche, Zhao Kuntongchai occupe aujourd'hui une position plus élevée dans la hiérarchie administrative du Sangha, ayant reçu le titre de Somdet Phra Maha Ratchamongkhon Muni. C'est d'ailleurs à Phra Brahmapundit qu'il succède en 2020, quand il accède à la fonction de Patriarche du Centre (fonction que Phra Brahmapundit avait occupée entre 2019-2020 à titre intérimaire).

Aujourd'hui donc, Zhao Kuntongchai est le responsable le plus haut placé dans le CSS avec lequel l'ABC a eu des contacts réguliers depuis au moins 2010. Reste à voir comment la relation entre cet individu et l'association chinoise va évoluer dans les années qui suivent. Compte-tenu de son implication déjà importante dans la promotion linguistique-culturelle chinoise en Thaïlande, il est plausible que son implication dans la diplomatie bouddhiste chinoise s'approfondisse. Sa présence sur les deux fronts pourrait réduire l'écart entre la diplomatie bouddhiste chinoise et le travail de Front Uni visant les CHCC de Thaïlande, permettant à l'ABC de se rapprocher de ces dernières sans pour autant dévier de sa stratégie de rapprochement avec les élites bouddhistes thaïlandaises.

12.3. Une stratégie à quatre piliers : quatre agents de l'ABC pour la Thaïlande

Dans la section précédente, j'ai mis la focale sur les individus avec lesquels l'Association Bouddhiste de Chine a développé des relations particulières, et desquels elle dépend pour renforcer ses liens avec deux des plus importantes institutions du bouddhisme en Thaïlande. Jusque-là, j'ai également cité une dizaine de membres du réseau de l'ABC qui prennent part aux échanges bouddhistes sino-thaïlandais, au nom de l'association centrale, des associations locales ou des instituts d'enseignement supérieur supervisés par ces associations. Sans pour autant nier l'agentivité dont peuvent faire preuve ces individus, il faut souligner que leurs actions à l'étranger est fortement encadrée par l'association. En effet, de par le système corporatiste en vigueur dans le domaine religieux et la forte vigilance du PCC concernant des potentielles influences étrangères dans ce domaine, il faut considérer que les personnes ayant un poste de responsabilité dans une institution

⁷⁸⁸ « Former Sangha Council member given suspended jail term », *Thai PBS World*, 19 février 2020, <https://www.thaipbsworld.com/former-sangha-council-member-given-suspended-jail-term/>

bouddhiste reconnue par l'État chinois, et donc enregistrée auprès de l'ABC, n'auront accès à des publics étrangers que si ces contacts sont approuvés, voire planifiés par l'ABC et l'AEAR. Cette dépendance découle en grande partie du fait que la mobilité des moines et des moniales chinois.es à l'international est plus strictement régulée, contrôlée et surveillée que celle des autres citoyen.nes de la RPC (par exemple, par le biais de l'article 40 du Règlement sur les Affaires Religieuses⁷⁸⁹).

Dans cette section, je propose de placer la focale sur quatre moines membres de l'ABC, qui sont les plus actifs dans la diplomatie bouddhiste chinoise en Thaïlande. L'objectif est de démontrer en quoi cette diplomatie peut prendre des formes différentes selon les ressources dont dispose chaque acteur, dépendamment de la place qu'il occupe dans le réseau de l'ABC et de ses attributs personnels. Dans le monde bouddhiste, l'appartenance à un certain lignage, le niveau d'éducation, le charisme et les vertus personnelles des moines et des moniales sont autant de facteurs déterminant pour leur carrière religieuse, mais aussi pour leur carrière en tant qu'envoyé.e diplomatique. Parmi les quatre moines que j'ai identifiés comme étant les plus actifs en Thaïlande, trois d'entre eux appartiennent à des temples ayant une certaine renommée à l'étranger, et ce pour des raisons différentes. Le quatrième ne bénéficie pas d'une affiliation avec un temple aussi connu, mais il occupe une position respectée et dispose d'importantes ressources en tant que doyen du Collège Bouddhiste du Fujian.

12.3.1. Maître Changzang, sous l'aura de la Relique de la Dent

Pour commencer, j'attire l'attention sur maître Changzang, dont le rôle diplomatique a déjà été mis en exergue dans la section sur l'instrumentalisation des reliques bouddhistes. Celui-ci est à la tête du temple Lingguang (depuis 1998, d'abord en tant que superviseur, puis en tant qu'abbé à partir de 2006). En 2002, il est élu comme directeur de département au sein de l'Association Bouddhiste de Chine, puis il accède au poste de secrétaire général de l'association en 2015, pour finalement être nommé vice-président de la dixième conférence nationale de l'ABC en 2020, poste qu'il cumule aujourd'hui avec celui de vice-président de l'Association Bouddhiste de Pékin (élu en 2014). En mars 2023, il a également été nommé comme membre du Comité pour les Affaires Ethniques et Religieuses du 14^e Comité National de la CCPPC. Parmi toutes ces fonctions, c'est avant tout son rôle en tant

⁷⁸⁹ Art. 40, Règlement sur les Affaires Religieuses : « Si une personne organise, sans autorisation, la participation de citoyens à une formation religieuse, à une conférence religieuse ou à un pèlerinage à l'étranger, ou dispense une formation religieuse, le service des affaires religieuses compétent doit, en collaboration avec les autres services compétents, lui ordonner de cesser cette activité et peut lui infliger une amende d'au moins 20 000 yuans et de 200 000 yuans au maximum. [...] ». Pour la version officielle en anglais, voir « Regulation on Religious Affairs », Administration d'État pour les Affaires Religieuses, 8 octobre 2018, <https://www.sara.gov.cn/static/content/flfg/2018-10-08/1181540556363268098.html>

qu'abbé du temple Lingguang qui explique sa contribution à la diplomatie bouddhiste chinoise en Thaïlande.

Comme on l'a vu, la notoriété de ce temple est fortement liée à celle de la Relique de la Dent qui y est hébergée. Bien que l'authenticité de cette relique soit contestable, force est de constater qu'elle est traitée comme un objet sacré par des représentant.es de plusieurs États, dont l'État thaïlandais. Changzang reçoit en effet très régulièrement la visite de membres de l'ambassade du Royaume de Thaïlande à Pékin, ainsi que de membres du gouvernement, de l'administration, de la police et de l'armée. D'après le site web du temple Lingguang, une vingtaine de ces visites auraient eu lieu entre 2010 et 2023, chacune ayant impliqué un moment de prière devant la Relique de la Dent⁷⁹⁰. Plus généralement, le temple Lingguang semble être le temple bouddhiste le plus visité par les représentant.es de l'État thaïlandais, lorsqu'ils sont en déplacement officiel à Pékin. De plus, comme je l'ai expliqué dans la section sur la cooptation de l'élite politique thaïlandaise, maître Changzang a développé une relation avec la famille royale thaïlandaise. Bien que ces visites soient plus rares, Changzang a également reçu des moines thaïlandais au temple Lingguang, qui ont rendu hommage à la Relique de la Dent. En mars 2016, par exemple, il rencontre une petite délégation thaïlandaise, menée par Phra Sophonvachiraborn, dont fait également partie Phanom Sornslip, ancien directeur de l'Office National du Bouddhisme (inculpé aux côtés de Phra Phrommasith en 2018 pour la même affaire de détournement de fonds). À la suite d'une discussion entre les deux moines, Phra Sophornvachiraborn et son groupe sont admis dans le pavillon de la Relique de la Dent, pour y prier et réciter des sutras. Ces gestes attestent d'une certaine révérence à l'égard de la relique de la part du Sangha thaïlandais, malgré les débats concernant son authenticité et en dépit du fait que le temple Lingguang appartient à une tradition minoritaire en Thaïlande.

Si Changzang est très actif pour ce qui est de recevoir des délégations étrangères dans son temple, il se déplace lui-même moins fréquemment à l'international que d'autres membres de l'ABC. D'après mes recherches, il ne s'est pas rendu une seule fois en Thaïlande dans les deux dernières décennies, et le temple Lingguang n'a pas non plus envoyé d'autre représentant.e pour participer à des activités dans le royaume. La seule concrétisation des contacts entre le temple, par le biais de Changzang, et la Thaïlande a été la signature d'un accord d'amitié avec le Wat Arun, en octobre 2013. Toutefois, il est difficile de savoir ce que cet accord implique, étant donné qu'aucune source n'a diffusé d'informations précises sur son contenu. En somme, si la contribution de Changzang à la diplomatie bouddhiste chinoise visant la Thaïlande n'est pas négligeable, vu le nombre de contacts

⁷⁹⁰ Consulter la section « Focus sur Lingguang (聚焦灵光) » du site web du temple Lingguang, <http://www.lingguangsi.com/index.php/jujiaolingguang>

qu'il a eu avec des membres de l'État et du Sangha thaïlandais, elle se résume à profiter du prestige de la Relique de la Dent pour faire du temple Lingguang un lieu de rencontre diplomatique sur le territoire chinois, et ce, principalement à l'intention des représentant.es politiques thaïlandais.

12.3.2. Maître Yongxin, sous l'aura de l'organisation Shaolin

Un autre membre de l'ABC à être très actif dans les échanges sino-thaïlandais est maître Yongxin. Comme Changzang, il est à la tête d'un temple de renommée internationale, le temple Shaolin (province de Henan). En revanche, deux différences les distinguent : d'une part, la renommée du temple Shaolin est bien plus importante que celle du temple Lingguang, étant probablement l'un des temples les plus connus au monde, et d'autre part, maître Yongxin joue un rôle diplomatique à l'interne et à l'externe.

La notoriété du temple Shaolin est due à plusieurs facteurs. Premièrement, il est considéré comme l'un des berceaux de la tradition bouddhiste *chan*. Celle-ci représente une contribution majeure de la Chine au bouddhisme, qui a profondément influencé d'autres sociétés, notamment la société japonaise où elle porte le nom de « bouddhisme *zen* ». Deuxièmement, le temple Shaolin est aussi le berceau d'une tradition d'arts martiaux, aujourd'hui communément appelée « Kungfu Shaolin ». Outre son rôle dans l'histoire chinoise, cette discipline a accédé à une renommée internationale en pénétrant dans la culture populaire à partir des années 1980, surtout au travers d'acteur.es chinois.es (les célèbrissimes Jet Li, Bruce Lee, etc.) qui se sont produits dans le cinéma hongkongais, puis étatsunien (Su, 2016; Lu, 2019). Troisièmement, sur la base de ces deux avantages, le temple s'est développé en une organisation internationale, formant un réseau de branches dispersées à travers la Chine et le monde. La particularité de cette expansion est d'avoir adopté un modèle commercial, à travers diverses initiatives lucratives, comprenant le développement d'une économie touristique autour du temple-mère et de ses branches, l'ouverture d'écoles de kungfu, la création d'entreprises ou la coopération avec des entreprises de production culturelle-médiatique, la création d'une troupe performant des spectacles à l'international, etc. Plus généralement, le temple a

créé une véritable « marque » autour de la « culture Shaolin »⁷⁹¹, et ses efforts ont été récompensés en 2010 par l'inscription du temple au Patrimoine Mondial de l'UNESCO⁷⁹².

Le succès commercial du temple est en grande partie attribué à l'esprit entrepreneurial de maître Yongxin, qui en est l'abbé depuis 1999, celui-ci ayant même été surnommé le « PDG de Shaolin »⁷⁹³. Il occupe également plusieurs positions dans la hiérarchie institutionnelle officielle du bouddhisme en Chine, dont celle de président de l'Association Bouddhiste de Henan (nommé en 1998, réélu le plus récemment en 2021), et celle de vice-président de l'Association Bouddhiste de Chine (nommé en 2002, réélu le plus récemment en 2020). En dehors du réseau de l'ABC, il a siégé dans plusieurs institutions politiques, dont le Congrès National du Peuple (du 9^e au 12^e Congrès, 2003-2018) et plus récemment, le 12^e Comité Provincial de la CCPPC de Henan (depuis 2018). Comme Changzang, son rôle dans la diplomatie bouddhiste chinoise consiste à accueillir des délégations étrangères en visite au temple Shaolin, dont des représentant.es et ancien.nes représentant.es de l'État thaïlandais. Outre la visite en juillet 2013 d'une délégation représentant le Sénat thaïlandais, on peut aussi citer la visite du Général Chetta Thanajaro au temple Shaolin, en novembre 2014⁷⁹⁴. Ancien politicien et chef de l'armée⁷⁹⁵, celui-ci occupe aujourd'hui, entre autres, la position de président de l'Association sino-thaïlandaises des Entreprises Commerciales et Industrielles. Au temple Shaolin, il fait sa première rencontre avec maître Yongxin, en l'honneur duquel il organise, un mois plus tard, un dîner au Club de l'Armée Thaïlandaise, à Bangkok⁷⁹⁶. À ce moment, maître Yongxin est à la tête d'une délégation de 80 personnes en déplacement en Thaïlande pour des « échanges culturels » avec le Wat Traimit, alors représenté par Zhao Kuntongchai. Chetta Thanajaro est d'ailleurs présent à la cérémonie d'accueil organisée au Wat Traimit, tout comme maître Hsin Ting de Fo Guang Shan. Quatre ans plus tard, en 2018, maître Yongxin est à nouveau

⁷⁹¹ Le temple Shaolin cherche notamment à faire reconnaître légalement la « culture Shaolin » comme étant une marque déposée, par le biais de la Compagnie de Développement Industriel du Temple Shaolin Henan (voir « Shaolin Temple Applies for Trademark Registration in over 80 Countries », Centre d'informations Internet de Chine, consulté dernièrement le 28 février 2024 (rediffusion d'un article publié par *Xinhua* le 29 juin 2004) <http://www.china.org.cn/english/international/99755.htm>). Mais ce type de démarches n'est pas toujours bien vu en Chine, et le temple Shaolin fait souvent l'objet de critiques.

⁷⁹² Chen Jia et Li Yuefeng, « Shaolin Temple recognized as world cultural heritage », *China Daily*, 2 août 2010, https://www.chinadaily.com.cn/china/2010-08/02/content_11078606.htm

⁷⁹³ Zeng Yu, « Shi Yongxin aux yeux des médias étrangers : le PDG du temple Shaolin, pas l'abbé (外媒眼中的释永信：少林寺的CEO，而不是方丈) », *Jiemian (Nouvelles du Monde)*, 30 juillet 2015, <https://www.jiemian.com/article/339409.html>

⁷⁹⁴ « Maître Yongxin dirige une délégation culturelle Shaolin en Thaïlande pour des échanges culturels (photos) (永信法师率少林文化代表团赴泰国进行文化交流 (图)) », *FJNET*, 17 décembre 2014, http://www.fjnet.com/hwjj/haiwainr/201412/t20141217_225997.htm

⁷⁹⁵ Le Général Chetta Thanajaro a été représentant au Parlement entre 1989-2003, puis brièvement Ministre de la Science et des Technologie entre 2003-2004, et Ministre de la Défense en 2004) et haut-responsable de l'Armée Royale de Thaïlande (Commandant en chef entre 1996-1997).

⁷⁹⁶ « Maître Yongxin dirige une délégation culturelle Shaolin en Thaïlande pour des échanges culturels (photos) », 17 décembre 2014.

mis à l'honneur par Chetta Thanajaro, à l'occasion d'un grand dîner organisé par l'Association sino-thaïlandaises des Entreprises Commerciales et Industrielles, avec la participation de représentant.es de multiples associations sino-thaïlandaises, dont l'Association de Commerce Sino-Thaïlandaise⁷⁹⁷.

Ces échanges sont des exemples parmi d'autres de séjours que maître Yongxin a effectués en Thaïlande dans les deux dernières décennies. Ils montrent d'une part, l'importance des relations interpersonnelles cultivées par les représentant.es de l'ABC, et d'autre part, la différence entre les approches adoptées par maître Yongxin et maître Changzang. En effet, contrairement à maître Changzang, maître Yongxin joue à la fois le rôle d'hôte sur le territoire chinois et le rôle de représentant de la (communauté bouddhiste de) Chine à l'étranger. De plus, si les deux moines ont cultivé des liens avec les représentant.es de l'État thaïlandais (principalement par le biais de l'ambassade du Royaume de Thaïlande à Pékin, dans le cas de Changzang) et le Sangha thaïlandais, maître Yongxin est le seul des deux à avoir incorporé les associations des CHCC thaïlandaises dans ses démarches. J'explique cela par le fait que le temple Shaolin s'est fait connaître comme lieu d'héritage culturel chinois, et non pas seulement comme temple bouddhiste. Cette double identité permet à Yongxin d'alterner un rôle d'émissaire culturel auprès de tout.e individu.e ayant un intérêt pour la culture traditionnelle chinoise et un rôle d'émissaire religieux auprès des communautés bouddhistes. Comme Changzang, Yongxin dépend fortement de la renommée du temple auquel il appartient, mais là où la renommée du temple Lingguang est limitée aux publics familiers avec les reliques du Bouddha, celle du temple Shaolin s'étend à un public très large, dont une partie n'a pas ou peu d'affinité avec le bouddhisme.

En même temps, cette renommée a aussi placé Yongxin dans une position de pouvoir dont il aurait profité pour commettre de nombreux abus, qui ont été investigués par l'administration chinoise entre 2015 et 2017. Il lui a notamment été reproché de mener une vie en désaccord avec les principes monastiques de célibat et d'ascétisme, et d'avoir commis des fraudes financières majeures⁷⁹⁸. Pour cette raison, il avait dû s'abstenir d'accompagner une délégation du temple Shaolin lors de son voyage en Thaïlande en août 2015, pour une série de performances sur le thème des Routes de la Soie. Cette absence n'est pas passé inaperçue auprès des médias chinois et il avait dû s'en excuser auprès de la branche jeunesse de l'Association de Commerce Sino-Thaïlandaise qui accueillait la délégation⁷⁹⁹.

⁷⁹⁷ « L'abbé Shi Yongxin du temple Shaolin visite la Thaïlande », 2 janvier 2019.

⁷⁹⁸ Fergus Ryan, « Shaolin Kung fu temple chief under investigation over sex and fraud claims », *The Guardian*, 4 août 2015, <https://www.theguardian.com/world/2015/aug/02/shaolin-abbot-under-investigation-after-sex-and-claims-surface-online>

⁷⁹⁹ « Shaolin Abbot absent from Thai visit amid investigation rumors », *China Daily USA*, 3 août 2015, http://usa.chinadaily.com.cn/2015-08/03/content_21492745.htm; Li Ruohan, « Shaolin Temple abbot's absence in Thailand sparks rumors », *People's Daily*, 3 août 2015, <http://en.people.cn/n/2015/0803/c90000-8930261.html>

Malgré l'indignation provoquée par les allégations contre Yongxin (notamment à Taïwan où le moine a été durement critiqué par les médias de tous bords politiques), l'affaire a pris fin en février 2017. L'enquête menée par les autorités provinciales de Henan et l'AEAR ayant exonérée Yongxin de toute faute, les agissements de Yongxin n'ont pas été examinés par la justice⁸⁰⁰. Contrairement au précédent président de l'ABC (maître Xuecheng), le chef de Shaolin est ainsi parvenu à préserver ses fonctions officielles, tant au sein de l'ABC et de l'Association Bouddhiste de Henan, qu'à la tête du temple Shaolin, et même au sein des institutions publiques, comme le montre sa nomination au Comité Provincial de la CCPPC de Henan en 2018. De même, sa participation à la 15^e Journée de Vesak des Nations Unies organisée à Bangkok en mai 2018 (suivies d'un dîner organisé par l'Association sino-thaïlandaises des Entreprises Commerciales et Industrielles) montre que Yongxin a su se maintenir dans le rôle de diplomate bouddhiste. Dans une large mesure, il doit sa sauvegarde à sa loyauté envers le PCC, notamment à son soutien envers la politique nationaliste. On le voit dans sa décision d'organiser le premier levé du drapeau de la RPC à avoir lieu au temple Shaolin, en août 2018. Ce geste est pratiqué dans de nombreux temples chinois, mais nulle part ailleurs n'a-t-il suscité autant de critique qu'à Shaolin, surtout de la part de la presse étrangère et même de la part de journaux taïwanais réputés pour être plutôt « pro-Chine »⁸⁰¹. Cette réaction s'explique par le fait que le temple Shaolin soit connu dans le monde entier. Ce problème n'affecte pas autant d'autres temples chinois, dont la renommée se limite à des cercles bouddhistes restreints, comme c'est le cas du temple Hongfa⁸⁰².

12.3.3. Maître Yinshun, sous l'aura de maître Benhuan

Depuis 2008, le temple Hongfa est supervisé par Maître Yinshun, vice-président de l'ABC, président de l'Association Bouddhiste de Hainan et président de l'Association Bouddhiste de Shenzhen. En 2018, celui-ci a aussi été nommé membre du Comité National de la CCPPC. Comme je l'ai expliqué dans le chapitre sur les forums bouddhistes et dans le chapitre sur la promotion de l'éducation bouddhiste, sa contribution à la diplomatie bouddhiste chinoise est très vaste. Yinshun est à la tête de nombreuses initiatives, et s'est fait connaître dans plusieurs pays. Au Népal, par exemple, il est l'abbé du Temple Chinois construit dans le cadre du projet de développement du site de Lumbini

⁸⁰⁰ Wang Zhicheng, « Shaolin abbot Shi Yongxin cleared of all charges », *Asia News*, 25 février 2017, <https://www.asianews.it/news-en/ShaoLin-abbot-Shi-Yongxin-cleared-of-all-charges-40040.html>

⁸⁰¹ Xu Yichen, « Le temple de Shaolin, où même l'empereur ne s'est pas agenouillé, a obéi. Qui ose désobéir une fois ce drapeau hissé ? (連皇帝都不跪的少林寺也服了 此旗一出 誰敢不從？) », *United Daily News*, 28 août 2018, <https://theme.udn.com/theme/story/6775/3333562>

⁸⁰² « Un anniversaire prospère et une célébration à l'échelle nationale | Le temple Hongfa de Shenzhen a solennellement organisé une cérémonie de lever du drapeau (盛世华诞 举国同庆 | 深圳弘法寺庄严举行升国旗仪式) », Temple Hongfa, 2 octobre 2022, <http://www.hongfasi.net/index.php?a=show&m=Article&id=6767#:~:text=2022%E5%B9%B410%E6%9C%881,%E8%A1%8C%E6%84%BF%E5%93%81%E3%80%8B%E6%B3%95%E4%BC%9A%E3%80%82>

(où le Bouddha est né), qui a ouvert ses portes en 2000. Il sert également de conseiller à l'Association d'Amitié Sino-Cambodgienne⁸⁰³ et il a été le récipiendaire du prix du Grand Ordre du Mérite National du Cambodge⁸⁰⁴. En Thaïlande, il est traité par les représentant.es de l'État comme une figure majeure du bouddhisme chinois. En 2011, le roi Bhumibol lui confère le titre de « Chef du Bouddhisme Chinois en Thaïlande », geste qui, selon Liu (2020), avait pour but de récompenser une « *généreuse donation au Conseil Suprême du Sangha* » (p. 159). En 2015, le Premier Ministre adjoint, Prajin Juntong déclare que maître Yinshun est un « *symbole de l'amitié sino-thaïlandaise* »⁸⁰⁵.

À l'instar de ses compatriotes Changzang et Yongxin, la reconnaissance internationale dont jouit Yinshun est étroitement liée au temple qu'il supervise. Dans son cas, c'est même plus précisément le fait d'avoir été le disciple et le successeur du fondateur du temple Hongfa, maître Benhuan, qui lui confère un certain prestige auprès de la communauté bouddhiste. Maître Benhuan (1907-2012) est l'un des Patriarches les plus célèbres de l'école bouddhiste chinoise Linji, qui s'est fait connaître à travers le monde en donnant des conférences sur le bouddhisme à l'étranger, dès 1987. Il s'est notamment rendu en Thaïlande à plusieurs reprises dans les années 1990. Lors de sa visite en 1995, il avait même eu l'honneur de rencontrer le roi Bhumibol⁸⁰⁶. Décédé en 2012 à l'âge de 106 ans, ses restes mortuaires ont été consacrés en reliques, pour lesquelles des autels ont été construits dans plusieurs pays. En mars 2013, le temple Hongfa organise une tournée de ses reliques en Thaïlande et au Myanmar, dont maître Yinshun est responsable. En Thaïlande, elles sont consacrées temporairement, entre autres, au Wat Saket, au cours d'une cérémonie officinée par Phra Prommasith⁸⁰⁷. Cet événement fait d'ailleurs l'objet d'une publication sur le site web du temple Hongfa, intitulée « Diplomatie bouddhiste : les reliques de Benhuan ont été solennellement consacrées en Thaïlande »⁸⁰⁸.

Le rôle de diplomate assumé par Yinshun consiste en grande partie à nouer des liens avec le Conseil Suprême du Sangha. Outre le titre honorifique qu'il a reçu du roi Bhumibol en 2011, la grande

⁸⁰³ « Maître Yinshun a été nommé conseiller principal de l'Association d'amitié Cambodge-Chine (印顺大和尚获聘柬中友协最高顾问) », Temple Hongfa, 12 juillet 2016, <http://www.hongfasi.net/index.php?a=show&m=Article&id=5948>

⁸⁰⁴ « Mémoire éternelle | Promouvez le Dharma et sauvez les gens avec compassion et des vœux sincères (永远的记忆 | 弘法度人 悲心切愿) », Temple Hongfa, 14 novembre 2022, <http://hongfasi.net/index.php?a=show&m=Article&id=6788>

⁸⁰⁵ « Une délégation bouddhiste chinoise s'est rendue en Thaïlande pour assister aux funérailles nationales de Sa Sainteté le Patriarche Suprême », 24 décembre 2015.

⁸⁰⁶ « Benhuan : Regard vers le grand maître bouddhiste sur une haute montagne (photo) (本焕：高山仰止佛门泰斗(图)) », *Sina Buddhism*, 22 août 2012, <https://fo.sina.com.cn/master/dd/2012-08-22/1425155.shtml>

⁸⁰⁷ « Diplomatie bouddhiste : les reliques de Ben Huan ont été solennellement consacrées en Thaïlande (佛门外交：本焕长老舍利在泰国隆重供奉) », Temple Hongfa, 23 mars 2013, <http://www.hongfasi.net/index.php?a=show&m=Article&id=3909%E7%BC%9B>

⁸⁰⁸ « Diplomatie bouddhiste : les reliques de Ben Huan ont été solennellement consacrées en Thaïlande », 23 mars 2013.

considération des hautes institutions thaïlandaises à son égard est témoignée par les invitations répétées à participer aux grands événements dédiés au Patriarche Suprême. De façon significative, on le voit aussi dans l'honneur qui lui a été accordé d'escorter le Patriarche Suprême par intérim, Somdet Rachamangalacharn lors des obsèques du défunt Somdet Phra Nyanasamvara, en 2015. La documentation sur ces événements met en exergue un autre accomplissement diplomatique de Yinshun en Thaïlande, qui est de s'être rapproché d'un responsable des affaires religieuses (venant présumément de l'Office National du Bouddhisme), le dit « Zhou Liping ». Le temple Hongfa a publié plusieurs photographies les mettant en scène ensemble, comme celles prises lors des obsèques du Patriarche Suprême par intérim (Somdet Phra Putthacharn) en 2014, où les deux hommes apparaissent côte à côte dans le cortège funéraire, et en conversation avec la Première Ministre, Yingluck Shinawatra⁸⁰⁹. Comme on l'a vu, c'est sous l'autorité de Yinshun que Zhou Liping avait été ordonné de façon temporaire au temple Hongfa, faisant de lui le premier et seul responsable thaïlandais à avoir été ordonné dans un temple en Chine (dont le cas a été documenté).

En termes de stratégie diplomatique, ces exemples mettent en lumière le fait que les efforts de rapprochement entrepris par Yinshun en Thaïlande visent avant tout l'élite administrative : d'un côté, le Conseil Suprême du Sangha, et de l'autre côté, l'administration publique. Ils indiquent également que Yinshun est d'ores et déjà parvenu à acquérir un haut statut auprès de ces institutions, et ce en grande partie grâce à sa filiation avec maître Benhuan. Dans son cas, contrairement à Changzang et Yongxin, c'est avant tout cette filiation de maître à disciple qui lui confère une reconnaissance par-delà la communauté bouddhiste chinoise, plutôt que la renommée du temple Hongfa en soi. À la différence de Changzang, mais comme Yongxin, Yinshun sert la diplomatie chinoise en étant actif à l'étranger. En revanche, si Yongxin s'est plutôt tourné vers les membres du gouvernement (et dans une seconde mesure, vers les CHCC), Yinshun mise plutôt sur des relations interpersonnelles avec des membres de l'administration (publique et religieuse) gérant les affaires bouddhistes.

12.3.4. Maître Benxing, au service du savoir bouddhiste

De son côté, maître Benxing est l'agent de l'ABC le plus impliqué dans le rapprochement avec l'université Mahachulalongkornrajavidyalaya. Bien que plusieurs membres de l'association chinoise soient impliqués, maître Benxing est à la fois l'un des plus fréquents interlocuteurs des représentants de l'UMC et celui qui a pris les devants du projet le plus abouti de coopération sino-

⁸⁰⁹ « Le moine Yinshun a dirigé une délégation de l'Association bouddhiste de Chine pour assister à la cérémonie du Patriarche Suprême par intérim de Thaïlande », 10 mars 2014.

thaïlandaise dans le domaine de l'éducation bouddhiste (soit le Centre de Recherche en Bouddhisme Mahāyāna). Celui-ci est à la tête du temple Kaiyuan (Fuzhou, Fujian) depuis 1997, année de sa nomination au poste de vice-président exécutif de l'Association Bouddhiste du Fujian⁸¹⁰. Il est également vice-président du Conseil de l'ABC depuis 2018, et membre du 14^e Comité National de la CCPPC formé en janvier 2023. En outre, c'est surtout grâce à son rôle en tant que président du Collège Bouddhiste du Fujian (nommé en 2018, succédant à maître Xuecheng), et dans une moindre mesure, en tant que directeur de l'Institut de Recherche de Kaiyuan en Culture Bouddhiste, qu'il est devenu un des principaux partenaires chinois.es de l'UMC.

En effet, contrairement aux autres membres de l'ABC mentionnés jusque-là, ce n'est pas le temple auquel il est affilié qui semble lui conférer une légitimité auprès de ses interlocuteur.es thaïlandais.es. Tout d'abord, si le temple a une certaine renommée à l'intérieur de la Chine, il ne jouit pas de la même notoriété internationale que le temple Shaolin, ou même le temple Hongfa et le temple Lingguang. Le temple Kaiyuan n'est pas le berceau d'une pratique connue à travers le monde, et sa notoriété n'a pas été agrandie à l'époque contemporaine par les voyages internationaux de son précédent abbé, ni par la conservation d'une relique jouissant d'une certaine reconnaissance à l'étranger. Du moins, aucune des publications portant sur les activités de Benxing en Thaïlande ne souligne un tel aspect. Ce qui est souligné, en revanche, c'est la position du moine au sein du Collège Bouddhiste de Fujian. Il s'agit du premier institut d'éducation supérieure bouddhiste à avoir ouvert ses portes au lendemain de la « Réforme et l'Ouverture », en 1983. Comme tout institut de ce type en Chine, il est supervisé par l'association bouddhiste provinciale, en l'occurrence celle du Fujian, ainsi que par l'association bouddhiste centrale, l'ABC. Le collège envoie régulièrement des délégations en Thaïlande, systématiquement placées sous la direction de maître Benxing, pour échanger avec l'UMC. De ces interactions est né le Centre de Recherche en Bouddhisme Mahāyāna, dont Benxing a été un des principaux/ales instigateur.es, aux côtés de Phra Sophonvachiraborn et Phra Brahmapundit, et qu'il co-dirige aujourd'hui. Le moine chinois représente également le Collège Bouddhiste de Fujian aux grandes conférences de l'Association Internationale des Universités Bouddhistes, et on le trouve fréquemment dans les délégations envoyées par l'ABC pour participer aux Journée de Vesak des Nations Unies, deux plateformes intégrées au réseau de l'UMC.

Comme Yongxin et Yinshun, il sert la diplomatie chinoise en se rendant régulièrement à l'étranger. Mais contrairement à eux (ainsi qu'à Changzang), sa légitimité auprès des publics étrangers ne repose pas sur la renommée du temple qu'il supervise. Cela fait sens dans la mesure où

⁸¹⁰ Depuis 2017, cette association est dirigée par 5 vice-présidents exécutifs, qui ne sont sous l'autorité d'aucun.e président.e.

son rôle est d'intervenir dans le domaine de l'éducation. En revanche, la raison pour laquelle le Collège Bouddhiste de Fujian est devenu un partenaire de l'UMC, plutôt qu'un autre institut chinois d'éducation supérieure bouddhiste, n'est pas tout à fait claire. Du point de vue chinois, il était pertinent de se lier à l'UMC compte-tenu de l'ancienneté, de la position institutionnelle, de la taille et des ressources de l'université. De l'autre côté, difficile de savoir quelles ont été les raisons qui ont poussé l'UMC vers le Collège Bouddhiste de Fujian ou qui ont poussé l'ABC à passer par cet institut pour développer ses liens avec l'UMC. La documentation portant sur les échanges sino-thaïlandais ne mentionne aucun avantage comparatif dont il bénéficie par rapport à d'autres instituts chinois, et n'en est pas particulièrement élogieuse. En outre, mes propres recherches sur l'institut ne m'ont pas permis de trouver de réponse satisfaisante à cette question. Du point de l'ABC et du PCC, il est possible que le collège soit encouragé à s'impliquer dans la diplomatie bouddhiste en raison de son lien avec les « Nouvelles Routes de la Soie », puisque celui-ci est situé dans le Fujian et que cette province est l'un des principaux terrains d'action du gouvernement chinois pour la promotion et le développement du projet de la BRI. On peut trouver des indices de cela dans les nombreuses références faites aux « Nouvelles Routes de la Soie » ou à la « Route Maritime de la Soie » dans le discours de Benxing, lorsqu'il intervient en Thaïlande.

Pourtant, le Collège Bouddhiste de Fujian n'est pas le seul institut d'éducation supérieure bouddhiste dans la province. Le Collège Bouddhiste de Minnan (aussi connu sous le nom d'Académie Bouddhiste du Sud-Fujian) s'y trouve aussi. Celui-ci est plus ancien (ayant été établi en 1925) et il est affilié à un temple plus connu, le temple Nanputuo, lequel participe d'ailleurs également aux échanges sino-thaïlandais. Mais c'est peut-être précisément cette ancienneté et cette filiation qui rend l'institut de Minnan moins dépendant de l'ABC, et donc moins apte à servir ses stratégies diplomatiques. À l'inverse, le Collège Bouddhiste de Fujian est né après la formation de la RPC, sous le régime du PCC. De plus, il est directement supervisé par la branche provinciale de l'ABC, alors que le Collège Bouddhiste de Minnan est supervisé par une branche municipale de l'association (celle de Xiamen). D'une certaine façon, le premier peut être considéré une institution *de* l'ABC, créée dans son réseau et gérée étroitement par celle-ci, tandis que le Collège Bouddhiste de Minnan est plutôt une institution *du* temple Nanputuo et (plus indirectement) *supervisée par* l'ABC.

Quelle qu'en soit la raison, le Collège Bouddhiste de Fujian est aujourd'hui lié à l'UMC sur le plan interpersonnel, par le biais de maître Benxing et sur le plan institutionnel, au travers du Centre de Recherche en Bouddhisme Mahāyāna. Il est possible que les futures activités de ce centre puissent en dire davantage sur les intérêts que représente le Collège Bouddhiste de Fujian comme canal

diplomatique pour l'ABC (et le PCC) et comme partenaire pour l'UMC. En l'état, la question reste sans réponse claire.

12.3.5. Une stratégie pluriforme entreprise par des agents loyaux

Dans la section ci-dessus, j'ai souhaité mettre en exergue deux caractéristiques de la stratégie diplomatique de l'ABC en Thaïlande. D'une part, il y a le fait que, tout en impliquant un grand nombre de membres de l'ABC, cette stratégie repose en grande partie sur l'action d'un nombre limité d'agents. Cela confirme la dimension interpersonnelle des échanges bouddhistes sino-thaïlandais, déjà mis en avant du côté thaïlandais par le rôle de Phra Brahmapundit, Phra Sophonvachiraborn et Zhao Kuntongchai. D'autre part, il y a le fait que la légitimité des membres de l'ABC à jouer le rôle d'agent diplomatique repose sur des attributs variables, mis en évidence par le type d'initiatives dans lesquelles les moines sont impliqués et par le discours médiatisant ces initiatives. En effet, le rôle diplomatique de Changzang semble dépendre grandement de la notoriété de la relique du Bouddha, Yongxin joue le rôle d'émissaire à l'étranger en s'appuyant sur la notoriété du temple Shaolin dans son ensemble, Yinshun joue sur sa filiation monastique et sa capacité à jouer le rôle de diplomate est en quelque sorte la continuation du rôle entrepris par son prédécesseur, alors que Benxing semble n'être impliqué qu'à titre d'éducateur.

Toutefois, ces mêmes caractéristiques peuvent aussi être une source de tensions entre l'ABC et ses agents, si leurs intérêts divergent. En effet, tout en agissant pour le compte de l'ABC et en étant haut-placés dans la hiérarchie de l'association, les quatre moines ont également des responsabilités vis-à-vis des communautés qu'ils servent, des temples qu'ils supervisent et des autres institutions auxquelles ils appartiennent. Or, les intérêts de ces groupes peuvent ne pas coïncider parfaitement avec ceux de l'ABC, qui elle-même doit défendre les intérêts du régime. Il est possible que les échanges avec leurs interlocuteur.es thaïlandaises leur servent à obtenir des gains que l'ABC ne peut ou ne souhaite pas leur accorder. Dans le cas de maître Yongxin, par exemple, l'ambition d'agrandir l'organisation Shaolin à l'international n'entre pas nécessairement dans le cadre de la mission dont l'ABC l'a investi et ce genre de déviation pourrait lui porter préjudice. Le moine pourrait tirer parti de son rôle d'agent diplomatique de l'ABC en Thaïlande, et donc de ses relations avec des acteur.es thaïlandais.es, pour faciliter l'établissement de branches sur le territoire thaïlandais. Or, le modèle d'expansion de l'organisation Shaolin fait déjà l'objet de nombreuses critiques déplorant la commercialisation aiguë du bouddhisme qu'il implique. L'ouverture de nouvelles branches en Thaïlande pourrait avoir comme effet de donner davantage de visibilité à des pratiques qui font aussi débat au sein de la société thaïlandaise, et potentiellement nuire à l'image des bouddhistes de Chine

et à l'image de l'ABC. En RPC, l'image ambivalente du temple Shaolin, à la fois admiré pour ses traditions et décrié pour son modèle entrepreneurial, est une source de problèmes pour l'ABC. Cette dernière doit s'assurer que le modèle promu par Yongxin ait des retombées positives pour le régime, sans pour autant aliéner la communauté bouddhiste, ou même les responsables politiques ayant une attitude méfiante envers le développement des religions en Chine. Pour cette raison, l'ABC doit se montrer vigilante à l'égard des agissements de maître Yongxin à l'étranger.

Il faut aussi souligner le fait que la diplomatie bouddhiste chinoise repose en grande partie sur une stratégie narrative, sous la forme de slogans et d'expressions facilement appropriables. Les récits stratégiques sur les liens familiaux unissant la Thaïlande et la Chine, sur la recherche de dialogue entre/par-delà les traditions bouddhistes, sur la construction d'une « communauté d'avenir partagé » ou sur la création de « Nouvelles Routes de la Soie » peuvent être réappropriés par les agent.es de l'ABC d'une façon qui légitime leurs actions à l'étranger, tout en leur donnant suffisamment de marge de manœuvre pour mettre leurs intérêts particuliers (personnels ou relatifs à leur temple, leur institut d'éducation, etc.) devant ceux de l'ABC lorsqu'ils interagissent avec leurs partenaires thaïlandais.es.

En revanche, le poids de l'ABC et la mainmise du PCC sur les affaires religieuses en Chine signifient aussi qu'il sera difficile pour un.e de ses membres de nuire à leurs intérêts, sur la durée, sans être sanctionné.e. En effet, le système chinois de réglementation et de contrôle des affaires religieuses implique que les activités des moines et des moniales chinois.es à l'étranger (ou avec des publics étrangers sur le territoire chinois) sont fortement encadrées par l'autorité politique, ce qui limite leur capacité à maintenir des liens avec des publics étrangers tout en entravant les objectifs poursuivis par l'ABC et le PCC. En outre, il n'est pas non plus dans l'intérêt des acteur.es thaïlandais.es de maintenir des relations avec un moine ou une moniale qui serait désavoué.e par l'ABC, ou même qui n'occupe pas (ou plus) une fonction importante dans l'institution. Par conséquent, on peut présumer que si Changzang, Yongxin, Yinshun et Benxing jouent le rôle de diplomate depuis désormais plus de dix ans et se sont maintenus à des fonctions hautes au sein l'administration bouddhiste chinoise, c'est parce qu'ils servent les intérêts de l'ABC, et par extension ceux du PCC, de façon satisfaisante.

13. Chapitre 13. Conclusion de l'étude de cas : défis et limites de l'influence chinoise en Thaïlande

Pour conclure ce chapitre, je propose d'évaluer les défis et les limites rencontrées par la stratégie chinoise d'instrumentalisation du bouddhisme visant à renforcer l'influence de l'autorité politique chinoise en Thaïlande. En premier lieu, je reviens sur les difficultés liées à l'écart entre le discours de recherche d'un dialogue inter/trans-sectaire et les rapports de force entre les deux traditions dans chaque pays. En deuxième lieu, j'interroge l'écart entre le modèle de diplomatie « à caractéristiques chinoises » soi-disant fondé sur les échanges de peuple-à-peuple et le fait que le réseau de partenaires forgé par l'ABC repose davantage sur des relations avec l'élite politique et l'élite religieuse, que sur des relations avec le peuple thaïlandais. Enfin, et rejoignant le deuxième point, j'examine le problème de l'information communiquée par les acteur.es impliqué.es dans les échanges bouddhistes sino-thaïlandais, constatant que l'information diffusée par les médias chinois est souvent très générale et que l'information diffusée par les médias thaïlandais est très limitée.

13.1. La rencontre difficile entre Mahāyāna et Theravāda

Il serait raisonnable de s'attendre à ce que les échanges bouddhistes sino-thaïlandais impliquent des acteur.es venant de mêmes traditions, ou du moins que les échanges intra-traditions soient tout aussi importants que les échanges inter-traditions. En effet, compte tenu de la prédominance de la tradition Theravāda en Thaïlande et du discours des institutions chinoises sur l'épanouissement des trois traditions du bouddhisme en Chine, il n'aurait pas été surprenant de voir l'ABC mobiliser le plus de ses ressources Theravāda possible pour toucher le public thaïlandais. En même temps, l'existence d'importantes communautés d'héritage et de culture chinoises et l'existence d'un ordre monastique bouddhiste d'un lignage chinois en Thaïlande (qui plus est jouit d'une reconnaissance au niveau de l'État) pouvaient présager une relation étroite entre l'ABC et la communauté qui pratique le bouddhisme chinois localement. Mais les résultats de mes recherches montrent que, contrairement à ces attentes, ce sont les échanges inter-sectaires, impliquant des acteur.es de la tradition Mahāyāna du côté chinois et des acteur.es de la tradition Theravāda, qui prédominent largement dans la stratégie chinoise de diplomatie bouddhiste. Plus encore, le caractère inter-sectaire de ces échanges est central au cadre discursif utilisé pour en narrer les événements. En effet, cette dynamique d'interaction entre des acteur.es thaïlandais.es appartenant à la tradition Theravāda et des acteur.es chinois.es appartenant à la tradition Mahāyāna ne se déroule pas sans être encadrée par un récit spécifique, qui réitère systématiquement la volonté d'établir un dialogue entre ou par-delà les traditions.

Toutefois, si ce récit est nécessaire, c'est à cause d'un rapport de force entre les deux traditions qui, dans le cas de la Thaïlande, constitue un enjeu majeur pour les institutions nationales veillant sur les affaires bouddhistes. Une des missions du Conseil Suprême du Sangha, duquel l'ABC s'est beaucoup rapproché dans les dernières années, est justement de maintenir le statu quo selon lequel la tradition Theravāda est considérée comme l'orthodoxie (nationale) et la tradition Mahāyāna est considérée comme une hétérodoxie acceptable, à vocation minoritaire. Du côté chinois, le rôle de l'ABC par rapport à une quelconque orthodoxie bouddhiste est davantage une affaire de compatibilité avec la politique et la ligne idéologique défendue par le PCC, bien plus qu'elle n'est une affaire de respect d'un certain canon bouddhiste. En revanche, une certaine hiérarchie entre les traditions existe à cause de la politique nationaliste du gouvernement, qui valorise la tradition Mahāyāna « sinisée ». Ainsi, le récit sur le dialogue inter/trans-sectaire sert à protéger le mythe d'une société où les trois traditions du bouddhisme ont une valeur égale aux yeux de l'ABC et de l'État, en donnant un objectif spécifique et mutuellement avantageux à la forme que les échanges sino-thaïlandais prennent. Or, pour que ce récit soit crédible, et donc accepté et rediffusé dans les deux pays, il faudrait qu'un changement significatif s'opère dans les mentalités collectives et dans les missions de leurs autorités bouddhistes respectives. À lui seul, il est insuffisant à provoquer un tel changement, d'autant plus que ce récit tend à n'être diffusé que dans des cercles restreints de l'élite thaïlandaise. En outre, la capacité de ce récit à altérer le rapport de force entre les deux traditions est entravée par deux facteurs. D'une part, la priorité de ce récit n'est vraisemblablement pas de faire progresser le dialogue entre les traditions bouddhistes, mais de créditer les échanges sino-thaïlandais d'un motif acceptable pour la communauté bouddhiste et par la même occasion, d'éviter toute accusation d'instrumentalisation politique du bouddhisme. D'autre part, il y a le fait que la hiérarchie entre les traditions bouddhistes est, aujourd'hui, une affaire d'identité nationale. En Thaïlande, l'association entre le bouddhisme Theravāda, l'institution monarchique et l'identité nationale existe de longue date, mais le climat politique des deux dernières décennies a favorisé le renforcement d'un discours nationaliste qui réclame davantage de protection pour l'orthodoxie Theravāda. En République Populaire de Chine, le lien entre le bouddhisme et l'identité nationale est plus récent et il n'a pas vocation à s'appliquer à l'ensemble de la population. Il implique, pour le bouddhisme, de se mettre au service de la politique nationaliste de Xi, en se pliant à une « sinisation » toujours plus poussée. Le bouddhisme Mahāyāna étant déjà passé par un tel processus et faisant office de modèle pour les autres traditions, il est probable qu'il continuera de dominer la hiérarchie des traditions bouddhistes. Ainsi, dans les deux pays, le climat politique se montre peu propice à une évolution du rapport de force entre la tradition Mahāyāna et la tradition Theravāda. Or, tant qu'il est dans l'intérêt des institutions religieuses et politiques dominantes de maintenir ce rapport de force, le récit sur la

recherche d'un dialogue inter-sectaire, et encore plus sa version trans-sectaire, souffrira d'un déficit de crédibilité.

13.2. Une diplomatie entre élites, plutôt qu'« entre les peuples »

La stratégie chinoise a d'autant moins de chance d'avoir un effet sur la façon dont ces échanges sont perçus qu'elle semble ne pas avoir encore dépassé les cercles de l'élite thaïlandaise pour atteindre le grand public. En fait, et cela confirme l'hypothèse d'un récit déconnecté des intentions portées par les acteur.es et de l'action menée sur le terrain, la diplomatie bouddhiste chinoise suit davantage le modèle d'une diplomatie d'élite-à-élite, plutôt que de peuple-à-peuple. Malgré tous les efforts entrepris par le gouvernement chinois pour convaincre de son soutien à un modèle diplomatique favorisant les échanges autonomes entre les peuples, il n'en demeure pas moins que les actions menées sont souvent bien loin de ce qui est revendiqué. Dans le cas de la diplomatie bouddhiste déployée en Thaïlande, les dimensions « autonome » et « publique » sont démenties par le fait que toutes les actions chinoises sont menées sous l'autorité de l'ABC, qui est elle-même soumise aux intérêts du PCC, et par le fait que la stratégie de l'ABC a été de prioriser un rapprochement avec d'un côté, l'élite politique et de l'autre côté, une élite bouddhiste proche de l'autorité étatique, mais éloignée du grand public. En effet, ni le Conseil Suprême du Sangha ni l'université Mahachulalongkornrajavidyalaya ne sont des institutions qui interviennent dans le quotidien de la population, même bouddhiste.

Plutôt que des contacts directs et spontanés entre les peuples bouddhistes, la diplomatie bouddhiste chinoise met en œuvre des contacts entre des acteur.es qui sont, directement ou indirectement, dépendants de leurs gouvernements respectifs. De plus, dans la mesure où le PCC vise effectivement une influence sur le grand public thaïlandais, il aurait pu élaborer des stratégies touchant directement ce public, comme c'est le cas d'autres stratégies de diplomatie culturelle, notamment dans le domaine du divertissement audio-visuel. Or, les efforts de l'ABC se concentrent sur le rapprochement avec des acteur.es issu.es de l'élite thaïlandaise. Si le PCC cherche à instrumentaliser le bouddhisme pour influencer l'ensemble de la population thaïlandaise, ce n'est pour l'instant que par le biais des canaux d'influence locaux que sont les politicien.nes, la famille royale, le CSS et l'UMC. Il est possible que ce que l'on observe actuellement ne représentent que la première étape d'une stratégie plus globale, commençant par la cooptation de certain.es partenaires avant de profiter de leur position en tant que leaders d'influence pour diffuser des messages et des images auprès de la population dans son ensemble. Toutefois, on peut s'interroger sur l'efficacité d'une telle stratégie, vu le rapport plutôt distant qu'un grand nombre de partenaires de l'ABC ont

avec la population thaïlandaise. Dans le cas de la famille royale, celle-ci exerce une influence forte sur la société thaïlandaise, en ce qu'elle est censée incarner des vertus idéales, un modèle exemplaire à émuler et une figure de guide de la nation. Mais pour ces mêmes raisons, elle est également placée au-dessus de la population, et la distance entre les deux est régulée, institutionnalisée et a été renforcée sous le règne du roi Vajiralongkorn. De son côté, le CSS n'a pas pour mission d'administrer, de superviser et de gérer toutes les affaires bouddhistes, mais seulement celles qui ont une incidence sur l'autorité étatique, et par conséquent, son influence sur la population est très indirecte et limitée. Il en est de même pour l'UMC, qui n'est une figure d'autorité et d'influence que dans le cercle réduit du monde universitaire. Comparativement, les politicien.nes ont une relation avec et une influence plus directe sur les citoyen.nes. C'est aussi le cas de Zhao Kuntongchai, qui est présent « sur le terrain », au-delà des cercles d'élites, et avoir une relation de proximité avec la société bouddhiste, mais aussi avec la part de la société thaïlandaise qui a un intérêt pour la langue chinoise.

Il est aussi possible que la stratégie de rapprochement d'élite-à-élite ait été adoptée en raison de sa complémentarité avec d'autres stratégies d'influence mise en place par le gouvernement chinois, qui, elles, visent à toucher la population sans passer par des intermédiaires. Le cas des CHCC montre d'ailleurs que la politique de Front Uni peut prendre des approches très variées, dont des approches très directes. En effet, le Département du Front Uni peut mobiliser un grand nombre d'agent.es appartenant au Front Uni pour entrer en contact avec les associations des CHCC, tout autant qu'il peut envoyer ses propres membres le représenter auprès de ces associations.

13.3. Du manque d'information précise : une faille communicative ou la preuve d'une diplomatie limitée au discours ?

Malheureusement, il est difficile d'évaluer la cohérence et la crédibilité des stratégies chinoises déployées en Thaïlande dans le cadre de la diplomatie bouddhiste en raison des limites de l'information disponible. D'une part, l'information relative aux interactions entre des acteur.es chinois.es et thaïlandais.es provient essentiellement de sources chinoises, alors que les médias thaïlandais, et surtout ceux en langue thaïe, semblent y accorder peu d'intérêt. D'autre part, cette information est généralement vague et peu détaillée, par exemple en ce qui concerne le plan du financement des projets sur lesquels ces acteur.es coopèrent. Le plus souvent, le contenu diffusé par les médias chinois renseigne sur les acteur.es impliqué.es et le format de l'interaction (ce qui comprend le type d'interaction, par exemple s'il s'agit d'une conférence ou d'une cérémonie d'inauguration, ainsi que le lieu où elle se déroule, sa durée, etc.) et comprend presque systématiquement des références ou des extraits de déclarations faites par les acteur.es impliqué.es.

En revanche, de nombreuses questions sont souvent sans réponse, on parvient rarement à savoir qui a initié l'interaction, combien de temps a pris l'organisation de cette interaction et surtout, qui l'a financé et à hauteur de quel montant. Les carences de l'information concernent aussi le contenu des maintes « discussions » entre les acteur.es chinois.es et thaïlandais.es citées par les médias chinois. Ce qui est relayé concerne généralement les grands objectifs et les grands engagements visés par leurs « échanges », mais l'information concernant les projets et les moyens mobilisés pour concrétiser les discours est remarquablement absente du contenu publié par les médias chinois.

Le cas des interactions entre l'ABC et l'UMC est symptomatique de cette tendance. Lorsque ces interactions ont lieu à l'occasion d'une activité spécifique (par exemple une conférence académique ou une cérémonie de remise des diplômes), les médias décrivent la séquence de l'action et font part des propos qui ont été tenus, mais ont tendance à ne rien dire sur l'organisation préalable à l'évènement et sur les moyens (surtout financiers) investis. En particulier, les publications sur les « discussions » ou les « échanges » des membres de l'ABC et de l'UMC qui se tiennent en privé (par exemple dans le bureau de Phra Brahmapundit) sont plutôt creuses et ne permettent pas de comprendre ce que ces interactions impliquent. Le plus souvent, les médias chinois vont relayer les objectifs que les participant.es revendiquent comme motifs de leurs rencontres, par exemple celui d'approfondir l'amitié entre les deux pays, d'établir un dialogue entre les traditions ou de « *contribuer à la paix et la stabilité en Asie et dans le monde* »⁸¹¹, et même faire référence à des engagements plus spécifiques (comme « *l'amélioration commune de l'éducation bouddhiste du Nord et du Sud* »⁸¹², « *l'internationalisation de l'éducation bouddhiste chinoise* »⁸¹³, ou « *l'éducation et l'enseignement bouddhiste, la construction de temples et la formation des moines* »⁸¹⁴). Mais, ils ne diront rien sur les projets en cours de préparation ou prévus pour atteindre les objectifs revendiqués. Face à cela, difficile de savoir quel type de programme d'éducation et d'enseignement bouddhiste sont envisagés ou ont déjà été créés sous l'initiative conjointe de l'ABC et de l'UMC, ou quels aspects de la construction des temples les préoccupent. S'agit-il des méthodes de construction, des matériaux employés, ou du financement ? Les associations ont-elles déjà coopéré pour la construction d'un

⁸¹¹ « Le vice-président Sawai de l'Université Mahachulalongkornrajavidyalaya en Thaïlande et sa délégation ont visité notre association (泰国摩诃朱拉隆功大学沙威副校长一行拜访我会) », Association Bouddhiste de Chine, 6 mai 2015, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/20174.html>

⁸¹² « Une délégation de l'Université bouddhiste du Fujian s'est rendue en Thaïlande pour discuter des échanges et de la coopération dans l'éducation bouddhiste (福建佛学院代表团一行赴泰共商佛教教育交流与合作) », *FJNET*, 28 février 2019, http://www.fjnet.com/hwj/haiwainr/201903/t20190301_273458.htm

⁸¹³ « Une délégation de l'Université bouddhiste du Fujian s'est rendue en Thaïlande pour discuter des échanges et de la coopération dans l'éducation bouddhiste », 28 février 2019.

⁸¹⁴ « Une délégation de Maîtres du Collège Putuoshan de l'Académie Bouddhiste de Chine a visité l'Université Mahachulalongkornrajavidyalaya en Thaïlande (中国佛学院普陀山学院法师参访团参访泰国摩诃朱拉隆功大学) », *FJNET*, 27 janvier 2016, http://www.fjnet.com/hwj/haiwainr/201601/t20160127_238371.htm

temple et dans ce cas, duquel s'agit-il, comment le projet a-t-il été financé, etc. ? Parmi toutes les publications sur les interactions entre l'ABC et l'UMC que j'ai pu rassembler, aucune ne renseigne, par exemple, sur la situation des étudiant.es chinois.es inscrit.es à l'UMC ou celles des étudiant.es thaïlandais.es inscrit.es dans l'un des instituts supervisés par l'ABC. Pourtant, d'après Phra Sophovachiraborn, il y aurait autour de cent étudiant.es venu.es de la « Chine continentale » parmi les 1 500 étudiant.es étrangers/ères inscrit.es à l'UMC⁸¹⁵. Malheureusement, les questions relatives à leurs conditions d'éducation (domaine des programmes, niveau d'études, inscription autonome ou dans le cadre d'un échange académique, etc.), et relatives à la potentielle implication de l'ABC restent ainsi sans réponse. Il en est de même pour le Centre de Recherche en Bouddhisme Mahāyāna, dont on peut facilement connaître les grands objectifs, sans pour autant pouvoir déterminer quoique ce soit de plus précis au sujet de ses projets concrets en cours ou en préparation. Jusque-là, la seule concrétisation de cette plateforme d'interaction dont on peut avoir connaissance est la traduction et la publication d'un recueil de discours de Phra Brahmapundit. Si le centre a accompli ou travaille actuellement sur d'autres tâches, l'information à ce sujet est soit inexistante, soit difficile d'accès.

Cette tendance à diffuser une information non seulement partielle, mais aussi partiale, c'est-à-dire biaisée en faveur d'un certain contenu, donne l'impression que les acteur.es chinois.es et thaïlandais.es en sont encore à l'étape de formuler et de communiquer des objectifs et des intérêts communs, et que la concrétisation de leur coopération reste à venir. Il se peut que de nombreuses choses aient déjà été accomplies, sans susciter pour autant l'attention des médias. Il se peut même que les acteur.es impliqués préfèrent que le détail de leur coopération ne soit pas connu du grand public. Cela étant dit, à l'état actuel, le manque d'information dont on dispose a pour effet de créer un décalage entre ce qui est dit et ce qui est fait, ce qui peut poser un problème de crédibilité pour la diplomatie bouddhiste chinoise en Thaïlande.

⁸¹⁵ « Maître Hsin Ting a conduit une délégation pour visiter 2 universités bouddhistes », *United Daily News Bkk*, 7 mars 2017.

Conclusion et ouverture

La diplomatie bouddhiste chinoise : une stratégie de communication paradoxale

Comme le montre le cas thaïlandais, il manque un grand nombre de pièces au puzzle pour que l'on puisse dresser un tableau complet de l'instrumentalisation diplomatique du bouddhisme aux mains du Parti Communiste de Chine et du gouvernement chinois sous Xi Jinping dans le cas des pays d'Asie du Sud-Est. Le problème vient surtout de la façon paradoxale dont l'information est communiquée par les acteur.es de la diplomatie chinoise et les médias chinois. Dans un sens, l'information abonde et la stratégie d'utilisation du bouddhisme comme outil d'influence est une affaire de diffusion de messages positifs et de récits accrocheurs. En même temps, le contenu communiqué est souvent vague et imprécis, renseignant davantage sur ce que les acteur.es disent de leurs actions et de leurs projets de coopération que sur le contenu à proprement parler de ces actions et de ces projets. À l'issue d'une rencontre avec une délégation bouddhiste étrangère, par exemple, l'ABC aura tendance à expliquer que cette rencontre est le fruit d'une profonde amitié et que les deux parties coopèrent pour atteindre des objectifs communs, tel que le développement du bouddhisme dans le monde ou plus concrètement, le développement de l'éducation bouddhiste, mais elle le fera sans pour autant renseigner, de façon claire, sur les modalités et les moyens employés pour atteindre lesdits objectifs.

On peut interpréter l'incomplétude de l'information comme un défaut de la politique chinoise. J'y vois plutôt un choix stratégique, hérité d'une longue tradition de gouvernance par voie de slogans politiques et motivé par trois facteurs. Premièrement, la diplomatie bouddhiste chinoise a largement été pensée comme une stratégie de communication et le régime a une grande confiance envers le pouvoir du discours à changer les opinions et à disséminer une image positive de la Chine. Comme le montre sa longue histoire de recours à la propagande en RPC, le PCC a depuis longtemps compris que la communication ne sert pas uniquement une fonction informative : elle peut susciter des émotions, créer des liens, changer les opinions, véhiculer des images, etc. Et pour cela, il n'est pas nécessaire de transmettre une information factuelle et précise, l'alternative étant de s'appuyer sur la rhétorique, les codes visuels, du contenu symbolique et photographique, etc. Dans le cas de la diplomatie bouddhiste, le contenu factuel et la nature informative du discours des acteur.es chinois.es sont tout aussi intéressants que les techniques de discours employées et les choix stratégiques opérés, incluant les choix d'omission.

Deuxièmement, la carence en information factuelle et précise est une affaire de marge de manœuvre et d'interprétation. Le mode de discours adopté par les acteur.es de la diplomatie bouddhiste chinoise leur permet plus facilement de recouper toutes sortes d'activités derrière des engagements généraux, et d'éviter qu'on les accuse d'agir de façon incohérente ou de manquer à leurs engagements. De même, cette façon d'opérer offre plus de possibilités aux publics pour interpréter le contenu communiqué et augmente les chances qu'un.e acteur.e se reconnaisse dans les actions et dans les objectifs poursuivis par la Chine. Inversement, quand le contenu communiqué est très précis, la marge d'action des acteur.es chinois.es et la marge d'interprétation des publics sont réduites. Le recours au discours sur la recherche d'un dialogue entre la tradition Mahāyāna et la tradition Theravāda, dans le cas des échanges sino-thaïlandais, exemplifie bien ce mécanisme : il permet de donner un sens et une justification aux échanges bouddhistes entre la Chine et la Thaïlande, mais il est suffisamment vague pour qu'on lui accole une variété de significations. L'ABC et l'université Mahachulalongkornrajavidyalaya en ont fait un objectif commun de recherche et de partage des savoirs bouddhistes, grâce auquel elles peuvent légitimer leurs interactions (par exemple, la création du Centre de Recherche en Bouddhisme Mahāyāna au sein de la MCU) auprès des publics et de l'autorité politique. Mais, dans l'ensemble, leur discours est imprécis et la communication venant de leur part contient trop peu d'information factuelle pour qu'il soit possible de déterminer si la coopération entre les deux institutions est cohérente avec l'objectif revendiqué, quels progrès ont été faits, ou même quelles actions ont été entreprises jusqu'à présent. En même temps, leur mode de discours est suffisamment ouvert pour que coexiste une grande diversité d'interprétations. L'information disponible n'indique d'ailleurs pas que l'ABC et la MCU elles-mêmes s'accordent sur la même interprétation de ce que ce « dialogue » implique, et le contenu communiqué par l'ABC montre que celle-ci alterne entre différentes significations, allant du simple échange des savoirs à la recherche d'une synthèse des savoirs.

Troisièmement, la stratégie de communication employée par les acteur.es chinois.es permet de donner de la visibilité aux actions de la diplomatie bouddhiste tout en maintenant hors du regard public les éléments qui pourraient inquiéter et contrarier. Autrement dit, cette stratégie de communication consiste à attirer le regard du public sur les efforts entrepris par les acteur.es chinois.es sans pour autant lui donner l'information nécessaire à y porter un regard critique. À mon sens, l'extrême rareté de l'information concernant le financement des activités est un bon indicateur de ce mécanisme. En effet, on ne trouve aucune information précise sur les flux d'argent derrière les échanges bouddhistes. En fait, rien ne permet de confirmer que de tels flux existent. Parmi tout le contenu publié, on ne trouve presque aucune mention explicite de contributions financières venant du

côté chinois. On ne peut en fait que supposer que le « soutien » apporté par les institutions chinoises (par exemple, l'ANAR) à certaines activités bouddhistes auquel font référence l'ABC et les médias chinois inclut un soutien financier. On peut s'interroger sur les raisons qui poussent les acteur.es chinois.es à taire l'information sur ce sujet. D'après mes recherches, la perception de ce qu'un soutien financier implique en termes de rapport de pouvoir et d'obligation explique en grande partie ce silence. Le cas des Instituts Confucius l'a montré, les gestes de financement venant de la part d'un.e acteur.e qui est associé, de près ou de loin, au régime chinois font systématiquement l'objet d'une méfiance. Cette réaction part du principe qu'un geste de financement crée chez l'entité récipiendaire des liens d'obligation qui la rendent plus susceptible à se plier à la volonté de l'entité émettrice, quand bien même cette dernière soutient haut et fort qu'elle n'attend rien en retour de son soutien financier. Autrement dit, l'existence d'un cordon financier crée un rapport d'influence qui a tendance à être considéré comme étant plus contraignant que ce qui peut découler d'une autre forme d'interaction. Pour cette raison, l'ABC et les médias chinois ont intérêt à faire allusion à un « soutien » de la part des institutions politiques chinoises, sans préciser la nature de ce soutien. L'exception à cela sont les dons caritatifs pour des situations de secours d'urgence ou humanitaire qui, par essence, sont censés ne pas créer de lien d'obligation, et les formes de soutien financier qui sont encadrés par des tierces-parties veillant à leur bon usage, telles que le financement des projets de conservation des sites bouddhistes qui sont supervisés par l'UNESCO.

Néanmoins, en dépit des difficultés que peut présenter l'analyse du contenu communiqué sur la diplomatie bouddhiste chinoise, je suis parvenue à trouver des réponses aux hypothèses de recherche.

Réponses à la question de recherche et résultats de la recherche

En RPC, le bouddhisme a fait l'objet d'un processus de transformation en un outil de diplomatie dans l'objectif d'accroître l'influence du Parti Communiste de Chine et du gouvernement chinois en Asie du Sud-Est. Elle consiste à valoriser le patrimoine bouddhiste chinois pour susciter chez les populations bouddhistes un sentiment d'appartenance à une même communauté, et pour créer des liens durables et étroits avec des institutions et des individu.es qui ont une grande influence sur ces populations. Plus exactement, ces gestes et discours ont tendance à valoriser la dimension culturelle du bouddhisme, de façon à toucher un public plus large que celui des croyant.es religieux/ses et à légitimer la présence d'acteur.es politiques dans les affaires bouddhistes. En outre, pour faire accepter cette forme d'influence, voire pour la dissimuler, les acteur.es de la diplomatie bouddhiste chinoise revendiquent l'adoption d'un nouveau modèle de diplomatie publique, centré sur

des formes d'échanges directs et autonomes entrepris par les « peuples » eux-mêmes. Ces tendances traduisent le fait que la diplomatie bouddhiste est en grande partie une affaire de communication, qui passe par la construction de récits stratégiques, grâce auxquels les acteur.es chinois.es peuvent donner un certain sens à leurs actions, voire en donner différents sens selon le contexte dans lequel iels agissent, et transmettre le message du PCC sur les bienfaits de la montée en puissance de la Chine et du régime socialiste « à caractéristiques chinoises ». L'intérêt pour le pouvoir discursif dont la diplomatie bouddhiste témoigne est le résultat d'un tournant dans la politique étrangère chinoise vers une plus grande considération de l'impact des images en relations internationales et de la capacité d'un État à exercer du pouvoir par voie d'attraction et d'influence non-coercitive, qui a amené le PCC à formuler des stratégies de « *soft power* culturel ».

Hypothèses validées

Une « diplomatie bouddhiste » à part entière, étendue, stratégique et politique

Premièrement, j'ai pu corroborer l'existence d'une stratégie d'instrumentalisation diplomatique du bouddhisme émanant de la RPC et visant à agrandir l'influence du gouvernement chinois et du Parti Communiste de Chine, que d'autres chercheur.es ont identifiée. Mes recherches confirment que, en ce qui concerne le bouddhisme, les interactions entre la Chine et les publics étrangers ne sont ni des événements isolés ni des initiatives indépendantes de la volonté du régime chinois. Elles sont plutôt la manifestation d'une politique d'influence à part entière, née dans un contexte politique et idéationnel particulier, combinant une quête de puissance et une réflexion sur l'exercice du pouvoir, de l'influence et de la diplomatie. Cette politique est hautement stratégique et elle vise principalement à améliorer l'image de la Chine et à favoriser la cooptation de figures et de groupes d'influence en vue de générer du soutien pour le régime chinois à l'étranger. De par son mode opératoire et compte tenu des acteur.es qui en sont responsables, la diplomatie bouddhiste chinoise reproduit la politique de Travail de Front Uni et étend son réseau. En ce qui concerne le soutien qu'elle est censée recueillir, il peut porter sur des politiques englobantes et long-termistes, comme la politique de la Chine Unique, tout comme des politiques plus concrètes et des projets spécifiques, tels que l'intégration économique régionale ou le projet des Nouvelles Routes de la Soie. La diplomatie bouddhiste chinoise peut également être mobilisée pour promouvoir et créer du soutien vis-à-vis de la gestion des affaires internes en RPC. Dans le domaine religieux, cela concerne, par exemple, le système de corporatisme moniste ou plus récemment, la politique de sinisation.

Plus exactement, comme annoncé dans l'introduction, la diplomatie bouddhiste chinoise est caractérisée comme étant étendue, stratégique et politique :

1) La diplomatie bouddhiste chinoise est étendue en ce qu'elle correspond à un ensemble d'actions régulières, répétées dans le temps et interconnectées, qui impliquent des publics, des modalités et des domaines d'actions diversifiés.

2) La diplomatie bouddhiste chinoise est stratégique en ce que ses actions sont menées de façon délibérée, qu'elles ont été conçues pour atteindre (sur le court terme et sur le long terme) des buts prédéfinis, qui peuvent être concrets (par exemple, créer un lien formel de coopération entre une institution bouddhiste chinoise et une institution bouddhiste étrangère) ou abstraits (par exemple, améliorer l'image de la Chine à l'étranger), et qu'elles sont caractérisées par une cohérence interne et une cohérence avec les autres stratégies d'influence chinoises.

3) La diplomatie bouddhiste chinoise est politique en ce qu'elle a été conçue par les autorités politiques chinoises, et surtout par le PCC, pour servir leurs intérêts. Sa dimension politique vient également du fait qu'elle **a)** implique une ingérence du politique dans le domaine des affaires religieuses, **b)** s'insère dans la politique étrangère chinoise et **c)** est censée avoir un impact sur la politique étrangère des États ciblés.

Continuité, renforcement et prolongement sous Xi Jinping

Deuxièmement, mes travaux confirment l'hypothèse selon laquelle la diplomatie bouddhiste chinoise qui est pratiquée de nos jours a été modelée par le gouvernement de Xi Jinping. Elle n'est pas une stratégie politique tout court, mais plus exactement une stratégie de la politique de Xi et de ses alliés, puisqu'elle a été mise au service des priorités politiques fixées par le nouveau leadership, au pouvoir depuis 2012. En même temps, elle n'en est pas une création *ex nihilo* et au contraire, elle s'insère dans la continuité des politiques d'influence employées par les prédécesseurs de Xi, notamment parce qu'elle suit la logique du Travail de Front Uni. De même, la diplomatie bouddhiste chinoise d'aujourd'hui continue de servir des objectifs que le PCC lui a imposés depuis plusieurs décennies, comme la défense de l'intégrité territoriale de la RPC. En revanche, ce qui fait la singularité du leadership de Xi, c'est le renforcement et le prolongement de cette stratégie d'influence. D'une part, les interactions des acteurs chinois avec les publics bouddhistes d'Asie du Sud-Est sont plus nombreuses et, dans certains cas, plus variées que par le passé. D'autre part, ces interactions sont aujourd'hui pleinement intégrées au reste de la diplomatie et à la politique d'influence dont s'est armé le régime chinois. Plus exactement, la diplomatie bouddhiste fait désormais partie d'un nouveau modèle de diplomatie introduit par le nouveau leadership, dit « diplomatie publique à caractéristiques chinoises », qui préconise davantage d'interactions « de peuple à peuple ». De plus, sur le plan institutionnel comme sur le plan stratégique, les liens de la politique diplomatique avec la politique

du Travail de Front Uni ont été renforcés. En ce qui concerne la diplomatie bouddhiste, ces liens sont surtout le résultat d'une préoccupation accrue pour les affaires religieuses de la part du PCC, qui s'est doté davantage de moyens pour les contrôler et instrumentaliser leurs ressources, en grande partie grâce aux réformes du Département de Travail de Front Uni en 2015 et 2018.

Par ailleurs, en plus des priorités adoptées par le PCC dans les décennies précédentes, la diplomatie bouddhiste chinoise vise également à défendre et à recueillir du soutien pour les nouvelles grandes priorités du gouvernement chinois fixées par Xi, qui sont d'ailleurs censées le démarquer de ses prédécesseurs. On le voit très clairement dans le discours des acteur.es chinois.es qui utilisent des plateformes et des ressources bouddhistes pour diffuser et promouvoir les slogans politiques du nouveau leadership. Ces acteur.es ont tracé un pont entre le développement du bouddhisme chinois et la revitalisation de la culture traditionnelle chinoise, telle que définie par le régime, en se donnant pour objectif la réalisation du « Grand Rêve Chinois de Réjuvenation de la Nation Chinoise ». En Asie du Sud-Est, plus particulièrement, la diplomatie bouddhiste contribue à populariser le récit sur la résurrection des Routes de la Soie grâce auquel le PCC espère convaincre les publics étrangers des bienfaits de la *Belt and Road Initiative*. Elle donne également plus de visibilité au récit sur la construction d'une « communauté (asiatique) d'avenir partagé », qui a été élaboré par le nouveau leadership pour rassurer le reste du monde vis-à-vis de la montée en puissance de la Chine. Il s'agit essentiellement d'un travail de communication qui va de la mention systématique d'un ou de plusieurs de ces slogans dans le discours des acteur.es chinois.es à l'occasion de leurs interactions avec des publics étrangers (ou des médias chinois.es rapportant sur ces interactions), jusqu'à l'utilisation de ces slogans comme cadre narratif pour donner un sens à ces interactions. Plus encore, même quand la diplomatie bouddhiste sert des objectifs politiques qui ont été fixés par ses prédécesseurs, son déploiement sous le règne de Xi se démarque du fait de la position plus ferme que celui-ci et ses alliés ont adopté à l'égard de certains objectifs, notamment en ce qui concerne leurs revendications territoriales. Quand cela touche aux publics d'Asie du Sud-Est, la diplomatie bouddhiste chinoise continue de défendre la souveraineté de la RPC sur Taïwan et en Mer de Chine Méridionale, comme elle l'a fait par le passé, mais elle le fait à présent de façon plus régulière et avec des nouveaux moyens. C'est ce que montrent les interactions toujours plus nombreuses avec l'organisation taïwanaise Fo Guang Shan et la portée toujours plus étendue de la « Table Ronde de Shenzhen du Bouddhisme de la Mer de Chine Méridionale ».

Enfin, cette stratégie diplomatique est révélatrice d'une part, de la façon dont Xi Jinping et ses alliés conçoivent le monde des relations internationales et d'autre part, de la vision de l'ordre

mondial et régional que ce leadership prétend vouloir réaliser. Tout d'abord, concernant la façon dont il comprend les relations internationales, l'instrumentalisation du bouddhisme montre que le PCC y voit un monde dans lequel l'image d'un État est une source de puissance, qui plus est peut être contrôlée et façonnée délibérément, moyennant des stratégies de communication et de cooptation de figures d'influence. Ensuite, pour ce qui est du monde à construire, la diplomatie bouddhiste chinoise est censée convaincre les publics étrangers de trois vocations. Premièrement, elle doit faire comprendre que la RPC ne cherche pas à imposer un ordre international, ou même régional dans le cas de l'Asie du Sud-Est, et qu'elle souhaite seulement ouvrir la voie pour que d'autres pays participent à l'établissement d'un ordre plus juste et favorable au développement du plus grand nombre. Autrement dit, la diplomatie bouddhiste défend l'idée selon laquelle la RPC ne prétend pas à une position de domination hégémonique, mais plutôt à un leadership découlant de sa capacité à ouvrir des nouvelles possibilités. Deuxièmement, cette stratégie d'influence doit rassurer sur le fait que la montée en puissance chinoise est avantageuse pour tous. Plus encore, elle doit faire comprendre que l'État chinois soutiendra toujours le développement de tous les peuples et la paix mondiale, tant que les intérêts vitaux de la nation chinoise ne seront pas mis en péril par d'autres acteurs. Troisièmement, la diplomatie bouddhiste est censée montrer que la politique étrangère chinoise n'est ni fondée sur une logique de jeu à somme nulle ni animée par la volonté d'amener un renversement total de l'ordre international et régional. Le régime chinois agirait plutôt selon une logique « gagnant-gagnant » et sans nécessairement pousser les uns et les autres à devoir choisir entre une amitié avec la Chine et une amitié avec d'autres puissances. Ce n'est peut-être pas ce que l'on observe dans le comportement du gouvernement de Xi Jinping, mais c'est le message que ses efforts diplomatiques doivent faire passer.

Troisièmement, j'ai pu confirmer que la diplomatie bouddhiste menée par la RPC est une stratégie cohérente dans l'ensemble, mais aussi flexible. Cette cohérence s'étend sur le plan interne et vis-à-vis des autres politiques établies par le gouvernement chinois. À l'échelle régionale, elle dépend en grande partie de motifs récurrents et communs dans sa mise en pratique. J'ai aussi pu démontrer que les contradictions que l'on peut observer ne mettent pas en péril la cohérence de la stratégie. Au contraire, elles sont le résultat de choix délibérés et un facteur de flexibilité qui permet de l'adapter à des contextes et des publics divers, et à des circonstances changeantes.

En effet, à travers les pays, les initiatives des acteurs chinois concordent entre elles et visent, le plus possible, à être reproduites sur la durée. De plus, comme l'indique la confirmation de la deuxième hypothèse de recherche, la diplomatie bouddhiste chinoise est aujourd'hui pleinement

intégrée aux autres politiques poursuivies par le PCC. Cela vaut tant sur le plan de la politique domestique, par exemple vis-à-vis de la politique de sinisation des religions, que sur le plan de la politique étrangère, comme le voit en ce qui concerne la promotion des Nouvelles Routes de la Soie. C'est aussi la longévité de la stratégie qui en confirme la cohérence. En effet, dans son ensemble, celle-ci a été pratiquée de façon continue depuis les années 1980. Mais surtout, certaines initiatives introduites dès ses débuts ou dans les années 2000 sont encore actives, comme c'est le cas de la diplomatie des reliques et du Forum Bouddhiste Mondial. À mesure que le temps passe, la longévité de ces initiatives renforce la cohérence à la stratégie et lui donne davantage de légitimité, tant elle peut être interprétée comme un indicateur de bonne gestion de la part des acteur.es chinois.es et comme un signe d'approbation de leurs actions de la part de leurs partenaires étrangers/ères.

L'instrumentalisation du bouddhisme à des fins diplomatiques est aussi cohérente en ce que sa mise en pratique est traversée par des motifs récurrents. En premier lieu, cela concerne le rôle de l'Association Bouddhiste de Chine en tant qu'actrice principale de la stratégie, celle-ci s'appuyant pour cela sur ses branches provinciales et municipales, ainsi que sur certaines grandes institutions monastiques et éducatives qu'elle supervise grâce au système de corporatisme moniste instauré par le PCC. En second lieu, la diplomatie bouddhiste chinoise est marquée par l'ultra-présence de l'autorité politique. D'une part, l'ABC est elle-même une agente de l'autorité politique, ralliée par un long processus de cooptation dans le cadre du Front Uni et dont le lien de subordination envers le PCC a été renforcé par l'absorption de l'Administration d'État pour les Affaires Religieuses dans le Département du Travail de Front Uni. D'autre part, le gouvernement et le PCC envoient leurs propres représentant.es participer à des activités bouddhistes, rencontrer des personnalités bouddhistes, accompagner les délégations de l'ABC dans leurs déplacements à l'étranger, etc., et les deux autorités sont directement impliquées dans l'organisation d'initiatives d'échanges bouddhistes sur le territoire chinois. Autrement dit, contrairement à ce qu'on pourrait attendre d'un État dirigé par un parti athéiste, le gouvernement et le PCC ne passent pas seulement par l'ABC, ils agissent directement et en leur propre nom. En troisième lieu, mes recherches montrent que la stratégie d'instrumentalisation du bouddhisme est en grande partie une affaire de discours et de communication, qui repose sur la réitération de récits stratégiques. Ceux-là sont formulés à partir des slogans politiques émanant de l'autorité chinoise et intègrent des expressions qui sont déjà en usage pour caractériser les relations d'un pays avec la Chine. Le contenu de ces récits peut varier selon les publics vers lesquels ils sont projetés, mais certains motifs sont communs. À travers la région et à travers toutes sortes d'initiatives, on retrouve des références aux Routes de la Soie, censées amener les publics d'Asie du Sud-Est à associer les routes mythiques de l'ancien temps, grâce auxquelles le bouddhisme s'est développé et

les peuples se sont enrichis, au projet contemporain de la BRI. On trouve aussi, de toute part, le thème de la construction d'une « communauté d'avenir partagé » qui met en valeur les affinités des peuples d'Asie entre eux et présage un avenir d'interdépendance « mutuellement avantageuse ». Enfin, un geste récurrent est le recours à la rhétorique des liens familiaux qui consiste à prêter des origines communes à la Chine et aux pays d'Asie du Sud-Est, surtout du côté des communautés bouddhiste, et donc à ancrer leur solidarité dans le temps. En quatrième lieu, j'ai pu identifier les partenaires de la région qui sont les plus investis dans la diplomatie bouddhiste chinoise, soit les individus et les institutions qui participent le plus souvent et se montrent le plus enthousiastes face aux initiatives chinoises. Il s'agit de maître Hsing Yun et de l'organisation Fo Guang Shan à Taïwan, du Grand Patriarche Suprême Tep Vong et du Patriarche Suprême Bour Kry de l'Ordre Thammayut au Cambodge, de Bhaddanta Kumārabhivaṃsa et du Comité d'État du Sangha Maha Nayaka au Myanmar, du Conseil du Sangha Suprême et de l'université Mahachulalongkornrajavidyalaya que représentent Phra Brahmapundit, Phra Sophonvachiraborn et Zhao Kuntongchai en Thaïlande, du Sangha Bouddhiste du Vietnam, de l'Organisation de la Communauté Bouddhiste au Laos, et de maître Guangpin, de la Fédération Bouddhiste de Singapour et du Collège Bouddhiste de Singapour.

Or, même si ces dynamiques durent depuis plusieurs années, il est aussi apparent que les choses peuvent changer abruptement et qu'il n'est pas certain que la relation que le/la représentant.e d'une institution entretient avec les acteur.es chinois.es sera maintenue par son/sa successeur.e. La grande majorité des moines cités ci-dessus ont un âge avancé et, depuis le début de mon travail de recherche, trois d'entre eux sont décédés (maître Hsing Yun en février 2023, Bhaddanta Kumārabhivaṃsa en mai 2023 et Tep Vong en février 2024) et deux autres ont été rétrogradés (Phra Brahmapundit et Phra Sophonvachiraborn, qui occupent aujourd'hui des fonctions moindres à la MCU). Il reste à savoir si les prochaines générations de leaders bouddhistes adopteront la même attitude que leurs prédécesseur.es. La réponse à cette question est d'autant plus importante qu'elle permettrait d'avoir une meilleure compréhension de la façon dont les relations entre des institutions peuvent se développer. En analysant la capacité de l'Association Bouddhiste de Chine à maintenir ses liens avec une institution lorsqu'elle perd les interlocuteur.es dont elle s'était rapprochée, on serait plus à même de déterminer dans quelle mesure les relations institutionnelles dépendent des relations interpersonnelles. Le cas de l'université Mahachulalongkornrajavidyalaya montre que le défi n'est pas insurmontable, mais il ne prouve pas qu'une réussite est garantie dans d'autres contextes. Il serait aussi pertinent de traiter de cas où l'amitié avec l'ABC ne survivrait pas à une passation de pouvoir dans une institution donnée, pour jauger sa capacité à reporter ses efforts vers une autre cible.

D'après mes observations, la façon dont la diplomatie bouddhiste chinoise est menée actuellement facilite l'adaptation à ce genre de changements de circonstances. C'est d'ailleurs l'un des résultats majeurs de mon travail de recherche qui a été de constater la présence d'une stratégie d'influence multiforme et flexible, capable de s'adapter à des environnements divers et à des revirements imprévus. La raison à cela est que l'instrumentalisation diplomatique du bouddhisme n'a pas été conçue pour suivre un schéma fixe. On observe que les différentes tentatives de rapprochement avec les publics bouddhistes d'Asie du Sud-Est ne suivent pas une feuille de route commune à tous les cas. Plutôt, les acteur.es chinois.es agissent en tenant compte des structures sociales et culturelles locales, de la répartition de pouvoir entre les acteur.es religieux/ses et les acteur.es politiques, des besoins financiers et des missions des différentes institutions et communautés bouddhistes, etc., mais aussi des évolutions dans la hiérarchie des institutions ciblées et des événements inédits. On le voit dans les efforts qu'ont fait les membres de l'ABC pour maintenir une relation avec ceux qui occupent le poste de Patriarche Suprême en Thaïlande et ses représentants intérimaires dans les dernières années, et on le voit dans la réponse rapide de l'ABC au tremblement de terre ayant affecté le site de Bagan au Myanmar en 2016. Mes recherches montrent, entre autres, que les acteur.es chinois.es ont su trouver des réponses avec la question des différences sectaires. Sans pour autant se limiter à diriger tous les efforts envers les communautés voisines qui pratiquent le bouddhisme chinois Mahāyāna, l'ABC et ses allié.es ne sont pas entièrement reposé.es sur les institutions chinoises du bouddhisme Theravāda de la RPC pour se lier aux communautés de cette tradition qui sont pourtant majoritaires en Asie du Sud-Est. Comme je l'ai expliqué plus haut, le caractère imprécis du discours et le recours à des slogans sont un facteur de flexibilité qui permet aux acteur.es chinois.es d'ajuster la façon dont iels expliquent, justifient, promeuvent leurs échanges avec des acteur.es étranger/ères, selon les publics auxquels iels s'adressent.

En même temps, c'est ce *modus operandi* qui peut rendre les efforts d'influence passant par le bouddhisme si difficile à cerner, et peut-être plus encore à contrer. La diversité des formes que ces efforts prennent signifie qu'ils ne sont pas toujours faciles à identifier et que certains peuvent échapper à l'analyse, notamment dans les cas où l'Association Bouddhiste de Chine n'est pas directement impliquée. La présence plus ou moins visible du politique derrière les échanges bouddhistes est aussi une raison pour laquelle certaines interactions avec des publics bouddhistes étrangers ne seront pas considérées comme relevant de la diplomatie bouddhiste chinoise, mais plutôt comme le résultat de l'action indépendante et spontanée d'acteur.es bouddhistes. En effet, étant donné que les représentant.es du gouvernement et du PCC participent parfois de façon directe et transparente aux initiatives d'échanges bouddhistes, on peut sous-estimer l'implication de l'autorité politique dans

les cas où ses représentant.es ne sont pas visibles aux premiers abords. En outre, pour déterminer si un geste, un événement fait partie de la diplomatie bouddhiste chinoise, il faut avoir une bonne connaissance du système chapeauté par l'ABC et donc savoir que les actions de tel temple célèbre ou de tel institut d'éducation supérieure à l'étranger ne se font pas sans l'aval de l'association centrale qui, elle, répond à l'autorité politique. Sans cela, on peut avoir tendance à sous-évaluer la dimension politique et à ne pas voir la main du Parti derrière une action menée par des acteur.es qui n'agissent pas directement au nom de l'ABC.

À mon sens, c'est d'ailleurs en raison du caractère multiforme et flexible de la diplomatie bouddhiste chinoise qu'elle ne suscite pas, pour l'instant, une grande attention et encore moins une inquiétude de la part des médias des pays d'Asie du Sud-Est. Lorsque cela touche au bouddhisme, les interactions entre des acteur.es chinois.es et étrangers/ères semblent être considérées comme relevant simplement des échanges religieux, culturels, et leur potentiel lien avec une stratégie politique d'influence n'est pas toujours questionné. Par ailleurs, l'absence d'un schéma fixe guidant les acteur.es chinois.es signifie qu'il peut y avoir un certain degré d'incohérence et de nombreuses répétitions, de nombreuses superpositions dans les actions menées, ce qui peut nuire à la lisibilité de la stratégie du point de vue des publics ciblés. Les forums analysés dans le chapitre 6 ont chacun leur spécialisation, mais les similitudes qu'ils partagent et l'existence d'un grand nombre d'autres initiatives du même type que je n'ai pas cités peuvent créer de la confusion chez les partenaires étrangers/ères qui sont invité.es à y participer. Face à autant d'initiatives, il peut être difficile pour elleux de jauger lesquelles méritent le plus leur attention ou de savoir lequel/laquelle de ses membres serait le/la plus apte à représenter une institution. Pour savoir si un tel problème se pose, il faudrait toutefois approfondir les recherches et, comme je l'expliquerai plus loin, avoir les moyens d'étudier de plus près la façon dont les publics visés par la diplomatie bouddhiste chinoise perçoivent et réagissent aux diverses initiatives.

La question taïwanaise au cœur de l'instrumentalisation diplomatique du bouddhisme

Mes recherches montrent aussi que Taïwan occupe une place centrale dans l'instrumentalisation du bouddhisme à des fins diplomatiques en ce qui concerne les pays d'Asie du Sud-Est. Tout d'abord, les acteur.es chinois.es se sont servi du réseau et de la réputation établie par des grandes organisations bouddhistes taïwanaises (surtout Fo Guang Shan) pour tisser des liens avec des leaders et des institutions bouddhistes à travers la région et pour donner de la légitimité à leurs propres initiatives, comme l'illustre le Forum Bouddhiste Mondial. Dans certains cas, notamment au Myanmar et en Thaïlande, les acteur.es chinois.es cherchent aussi à intégrer des acteur.es bouddhistes

taïwanais.es à leurs interactions avec d'autres acteur.es bouddhistes de la région, de sorte à présenter un front chinois uni. En effet, la diplomatie bouddhiste sert directement les revendications territoriales du régime chinois à l'égard de Taïwan. Elle le fait principalement en relayant le discours officiel sur la « ré-unification » et en diffusant un récit sur les liens de famille qui unissent les bouddhistes « des deux côtés du détroit ». En fait, le cas de l'Asie du Sud-Est montre plus généralement que la défense de l'intégrité territoriale est l'un des principaux objectifs de la diplomatie bouddhiste élaborée par Pékin. La campagne de promotion du Panchen Lama reflète aussi à quel point il est important pour le régime chinois que les autres leaders bouddhistes reconnaissent ce moine comme étant le leader incontesté du bouddhisme tibétain, de sorte à évincer le Dalai Lama. Cela concerne tous.tes les leaders bouddhistes dans le monde, mais d'après mes observations, ce sont surtout les leaders venant d'Asie du Sud-Est qui en sont la cible. De plus, je constate que la diplomatie bouddhiste chinoise a été pensée pour servir la cause nationaliste, comme le montrent les efforts de persuasion auxquels se prête le PCC concernant son territoire maritime, à commencer par la légitimation du nom « Mer de Chine Méridionale ».

Hypothèses réfutées

Le travail accompli m'a amené à réfuter certaines hypothèses formulées en début de parcours. J'en retiens deux, la première concernant les acteur.es de la nouvelle forme de diplomatie publique revendiqué par le gouvernement de Xi Jinping, et la deuxième concernant l'implication des communautés d'héritage et de culture chinoise.

Une forme déséquilibrée de diplomatie « entre les peuples »

D'après le discours officiel chinois, le nouveau modèle de diplomatie promu et pratiqué en Chine est celui d'une diplomatie non-gouvernementale menée des deux côtés par des acteur.es qui n'appartiennent pas au milieu politique ou à l'administration publique, et qui interagissent entre elleux de façon autonome et spontanée, sous-entendu sans suivre les ordres du gouvernement ou d'une autre institution étatique. Ces acteur.es peuvent agir comme des représentant.es de leur pays, mais cela relève de leur propre initiative et iels ne sont pas mandaté.es par l'autorité politique d'agir de la sorte. Ainsi, quand l'Association Bouddhiste de Chine interagit avec des publics étrangers, les invite à se rendre en RPC ou participe à un événement à l'étranger, elle représente l'ensemble de la communauté bouddhiste de Chine, mais elle ne représente pas l'État chinois, et elle agit de son propre chef. L'ABC ne nie pas que ses actions servent des objectifs qui s'alignent avec ceux du régime, mais elle n'est pas transparente sur le fait qu'elle agit pour le compte de celui-ci. De même, l'association

se vante d'être encouragée et soutenue par le gouvernement ou certaines institutions politiques-administratives, sans pour autant être claire sur le fait qu'il existe un lien de subordination par lequel la conduite de l'ABC est en fait dictée par le gouvernement et le Parti Communiste de Chine. Or, si l'association bouddhiste ne reconnaît pas l'ampleur de l'ingérence du politique dans ses activités diplomatiques, cela n'entre pas nécessairement en contradiction avec le modèle de diplomatie publique revendiquée par le régime. Ce modèle n'exclut pas complètement la présence d'une autorité gouvernementale, tant que les initiatives en question sont principalement mises en œuvre par des acteur.es non-gouvernementaux/ales. L'idée d'une diplomatie publique « à caractéristiques chinoises », quand bien même elle valorise les échanges « entre les peuples », est une référence au modèle politique adopté en RPC dans lequel la prévalence du PCC est pleinement endossée. Il n'est donc pas surprenant que, du côté chinois, les échanges « entre les peuples » bouddhistes impliquent de près des acteur.es issus.es du gouvernement, de l'administration publique et du Parti. Aucune de mes hypothèses de recherche ne présupposait que les acteur.es bouddhistes de Chine puissent réaliser un travail diplomatique de façon indépendante des autorités représentant l'État chinois. En revanche, j'ai postulé que ce travail de communication et de cooptation serait dirigé vers « le grand public », c'est-à-dire qu'il s'adresserait à l'ensemble de la population qui n'appartient pas à la classe politique. En effet, l'autre pendant d'une diplomatie « publique » est de ne pas s'adresser au gouvernement d'un pays, mais plutôt à la population dans son ensemble ou des groupes spécifiques de cette population. Étant donné que les efforts de diplomatie bouddhiste émanant de la RPC visent à changer l'image de la Chine et à créer un soutien populaire pour le régime chinois à l'échelle d'un pays, j'ai postulé que ces efforts s'adresseraient au plus grand nombre, de façon directe ou indirecte, en passant par la cooptation de figures d'influence locales.

Or, d'après mes recherches, la diplomatie bouddhiste chinoise ne s'adresse qu'à un public réduit, qui est le plus souvent proche des institutions étatiques, et ne comprend aucune initiative qui s'adresse directement au grand public. En effet, en l'état, la grande majorité des acteur.es avec lesquelles les acteur.es chinois.es interagissent appartiennent à des institutions liées à l'appareil étatique de leur pays respectif. La seule exception est le Collège Bouddhiste de Singapour, qui est lié à la Fédération Bouddhiste de Singapour (principalement par le biais du doyen maître Guangpin qui est à la tête de la Fédération depuis 2014). Contrairement à ce que peut laisser croire son nom, il s'agit là d'une institution bouddhiste parmi d'autres, qui n'a pas de statut particulier vis-à-vis de l'État de Singapour. En ce sens, le CBS est un cas à part, puisque la plupart des partenaires de l'ABC en Asie du Sud-Est ont un lien institutionnel avec leur État respectif et donc un certain lien avec leur gouvernement. Toutefois, il demeure qu'en s'adressant au CBS, ainsi qu'aux autres institutions

faisant partie du réseau de la Fédération Bouddhiste de Singapour, la diplomatie bouddhiste chinoise n'interagit qu'avec un public restreint, composé des membres des institutions et de la communauté des pratiquant.es qui ont recours au service de ces institutions. Et ces interactions se font de façon indirecte, en passant par les canaux qui ont été ouverts par les interlocuteur.es de l'ABC au sein des institutions en question. Il est de même dans les autres pays où l'Association Bouddhiste de Chine interagit avant tout avec des institutions faisant partie du système étatique : ses actions ne touchent, pour l'instant, que les membres des institutions données, lesquelles représentent une certaine élite, et leur impact sur la société bouddhiste plus largement est indirect. En effet, d'un côté l'ABC et ses allié.es concentrent leurs efforts envers des institutions d'élite qui sont peu présentes dans le quotidien de la grande majorité des bouddhistes d'Asie du Sud-Est. De l'autre côté, aucune de leurs actions ne sont pensées pour toucher directement ce public-là, sans passer par l'intermédiaire d'un.e acteur.e local.e. La logique de cette approche est de maximiser les efforts de rapprochement envers des acteur.es implanté.es localement, qui disposent elleux-mêmes des moyens d'exercer une influence sur le grand public. Elle s'explique aussi par le fait qu'il est peut-être plus difficile d'élaborer des stratégies d'influence qui touchent directement le grand public, d'une façon efficace, vu le nombre d'aléas à considérer. En passant par un nombre restreint d'institutions, haut-placées dans la société et interconnectées entre elles, l'ABC navigue dans un environnement où elle peut plus facilement identifier les paramètres qui auront un impact sur ses activités diplomatiques. À l'inverse, lorsqu'il s'agit de mettre au point des stratégies d'influence directe sur le plus grand nombre, davantage de facteurs doivent être anticipés et maîtrisés.

Néanmoins, de telles stratégies ne sont pas inenvisageables et plusieurs initiatives diplomatiques venant de la RPC en attestent, en particulier dans le domaine de la production audiovisuelle de divertissement et dans l'industrie des médias. On le voit, par exemple, dans les tentatives de diffusion de films chinois à l'étranger (surtout dans le cas des films à caractère patriotique) et dans l'expansion des médias chinois à l'étranger, qui diffusent de plus en plus de contenu d'information et de divertissement, en partenariat avec des médias locaux, mais aussi par le biais de branches implantées localement et par l'acquisition de médias locaux. Or, dans le cas de la diplomatie bouddhiste, je n'ai rencontré aucune initiative de ce type, qui puisse constituer une forme d'influence touchant au bouddhisme, destinée à atteindre les publics d'Asie du Sud-Est et ne nécessitant pas l'intervention d'un.e partenaire local.e. Contrairement à l'hypothèse formulée en début de parcours, dans le cas de l'Asie du Sud-Est, les acteur.es de la diplomatie bouddhiste chinoise **1)** se limitent pour l'instant à interagir avec des institutions proches de ou intégrées à l'élite politique, ayant une relation distante avec la société ou une influence sociale limitée à une communauté très

spécifique, et 2) n'ont pas développé de moyens d'interagir de façon immédiate avec l'ensemble des populations qui ont une affinité avec le bouddhisme. En ce sens, la stratégie consiste principalement à étendre l'influence du PCC auprès des classes dirigeantes et auprès de certaines communautés de fidèles. Il est possible qu'à l'avenir la diplomatie bouddhiste chinoise s'élargisse et mobilise des stratégies d'intervention plus directe dans le quotidien des populations bouddhiste d'Asie du Sud-Est, mais ce tournant n'a pas encore été pris.

Les communautés d'héritage et de culture chinoises au second plan

La seconde hypothèse à réfuter concerne le rôle des communautés d'héritage et de culture chinoise. Au début du projet de recherche, j'ai postulé que celles-ci compteraient parmi les partenaires principaux/ales des acteur.es de la diplomatie bouddhiste chinoise. Cette proposition se basait sur cinq facteurs, le premier étant la présence d'un grand nombre de personnes issues d'une immigration venue de Chine en Asie du Sud-Est, laquelle s'étend sur plusieurs siècles et a suivi des parcours très divers. Le deuxième facteur concerne la place importante que le bouddhisme occupe au sein de l'héritage et de la culture chinoise et le rôle qu'il a joué dans la constitution de liens de communauté et à la construction des identités chinoises dans la région. Les trois autres facteurs sont liés à la montée du nationalisme en RPC sous l'égide de Xi Jinping : il s'agit du renforcement du Travail de Front Uni visant les « Chinois.es d'Ostre-mer », de la politique de promotion et de développement de « l'excellente culture traditionnelle chinoise » et de la politique de sinisation des religions. Ensemble, ces facteurs forment un contexte favorable à ce que les CHCC soient au premier rang de la diplomatie bouddhiste orchestrée par le Parti Communiste de Chine, d'abord en tant que public à influencer et à coopter, et ensuite en tant qu'alliées des efforts d'influence visant le grand public d'Asie du Sud-Est. En dépit de cela, mes recherches ne m'ont pas permis de confirmer l'hypothèse d'un lien fort entre la cooptation des « Chinois.es d'outre-mer » et la diplomatie bouddhiste chinoise. Je constate plutôt que les CHCC ne sont pas impliquées de manière significative dans les initiatives chinoises d'instrumentalisation diplomatique du bouddhisme déployées en Asie du Sud-Est, ailleurs que dans les pays où elles représentent une large majorité. Plus exactement, les organisations représentant les CHCC interagissent peu avec les acteur.es chinois.es en ce qui concerne le bouddhisme dans les pays où elles sont une minorité. De surcroît, dans aucun des pays de la région, le régime chinois n'a cherché à se servir du bouddhisme pour exercer une influence directe sur les CHCC, sans passer par des intermédiaires d'influence.

L'hypothèse formulée en début de parcours se rapproche plus de la réalité dans les cas de Singapour où les personnes d'origine chinoise représentent le groupe ethnique majoritaire, et de

Taïwan qui est, en quelque sorte, un pays d'héritage et de culture chinoise (dans lequel les communautés autochtones sont extrêmement minoritaires). Dans ces deux pays, l'ABC et ses alliés interagissent avec des organisations bouddhistes locales, qui sont fréquentées par des personnes que le PCC considère appartenant au groupe « Chinois.es d'outre-mer ». Mais pour l'instant, il n'y a pas eu de tentative de passer par le bouddhisme pour diffuser le message du Parti auprès de l'ensemble des communautés ayant une affinité avec la culture chinoise, de façon directe, c'est-à-dire sans passer par les organisations bouddhistes locales. Dans les autres pays de la région (soit le Myanmar, la Thaïlande, le Laos, le Vietnam, le Cambodge et la Malaisie), les CHCC représentent certes des minorités, mais elles ne sont pas négligeables, que ce soit parce qu'elles sont présentes depuis très longtemps sur ces territoires, ou en raison de leur influence politique, culturelle ou de leur poids économique. Pourtant, au cours de mes recherches, j'ai identifié peu d'interactions entre ces communautés et les acteurs de la diplomatie bouddhiste de la RPC. En m'appuyant sur le cas thaïlandais, je propose que cette situation s'explique par **1)** un choix stratégique de concentrer les efforts sur les communautés majoritaires (au sein desquelles le bouddhisme la tradition Theravāda est dominante), en passant par des figures d'influence locales, **2)** l'existence d'autres canaux d'influence par lesquels le PCC peut passer pour coopter les « Chinois.es d'Outre-mer ». Il est aussi possible que l'ABC soit entravée dans ses efforts de rapprochement avec les CHCC bouddhistes par les leaders bouddhistes eux-mêmes si, comme maître Rende en Thaïlande, ils considèrent qu'il n'est pas dans l'intérêt de coopérer avec l'association chinoise. Mais le cas thaïlandais est insuffisant et il faudrait prolonger le travail mené dans le cadre de cette thèse pour vérifier la validité de ces explications dans le cas des autres pays de la région.

Quelles qu'en soient les raisons, on peut considérer d'une part, qu'il y a là une opportunité manquée pour le régime et d'autre part, que cela crée une dissonance entre la politique interne et la politique externe de la RPC. En effet, le bouddhisme est à la fois un élément important des identités chinoises qui se sont développées en dehors du territoire chinois et, dans le cas de l'Asie du Sud-Est, un point en commun que partagent les CHCC avec les sociétés dans lesquelles elles se sont établies. En même temps, il serait pertinent pour la Chine de coopérer de plus près avec les CHCC si elle souhaite développer la tradition chinoise du bouddhisme, et ainsi contribuer à la revitalisation de la culture traditionnelle chinoise et à la sinisation des religions. Par ailleurs, ne serait-il pas plus facile de stimuler davantage d'intérêt pour la tradition bouddhiste chinoise auprès des CHCC qu'il ne le serait dans le cas des communautés bouddhistes qui ont déjà une affinité avec une autre tradition bouddhiste ou qui ne sont pas sinophones ? Au-delà de générer plus de demande envers la culture traditionnelle chinoise, les CHCC peuvent aussi jouer un rôle crucial en partageant leurs savoirs, leurs

ressources et leurs expériences avec les bouddhistes de la RPC. Les acteur.es chinois.es gagneraient certainement à apprendre et à comparer l'expérience des bouddhistes d'origine chinoise venant de divers pays, notamment pour mieux maîtriser l'environnement dans lequel iels doivent diffuser le message du PCC.

Bien qu'elle n'ait pas été validée par mes recherches, j'attire l'attention sur l'hypothèse d'un rôle prononcé des CHCC dans la diplomatie bouddhiste chinoise, car il me semble que cela demeure un scénario envisageable, surtout au vu des efforts entrepris par le régime chinois pour se rapprocher de tous.les les « Chinois.es d'outre-mer ». Autrement dit, si les CHCC d'Asie du Sud-Est ne sont pas fortement ciblées par cette stratégie d'influence de nos jours, il n'est pas exclu que ce soit le cas à l'avenir. Par conséquent, il mérite d'être souligné qu'il serait fort cohérent pour le PCC de passer par le bouddhisme pour agrandir son influence auprès des CHCC ayant une affinité à cette religion ou culture, dans tous les pays de la région, incluant là où ses communautés sont minoritaires, et cet enjeu devrait être surveillé de près.

Ingérence et influence : que conclure ?

En somme, mes recherches montrent que le bouddhisme est traité comme un outil d'influence qui est mobilisé pour défendre les intérêts du PCC. Or, si celui-ci parvient à accroître son influence en Asie du Sud-Est, cette situation devrait-elle inquiéter ? Cette stratégie d'influence est-elle inhéremment problématique, maligne ou dangereuse ? Une grande partie du travail des acteur.es chinois.es impliqués dans la diplomatie bouddhiste consiste à convaincre les publics étrangers que cette influence est positive, en insistant notamment sur les intérêts communs et les gains mutuels. Or, que cela soit vrai n'exclut pas non plus la possibilité qu'une tentative d'influence au travers des échanges bouddhistes constitue également une forme d'ingérence. En relations internationales, l'exercice d'une influence d'un pays vers un autre n'est pas inhéremment un problème politique tant ses conséquences peuvent être bénignes pour le pays qui en est l'objet et tant cette influence peut se développer de façon consentie et non-contraignante. À l'inverse, l'ingérence est un problème politique en ce qu'elle implique une forme d'intervention non-souhaité et non-désirable d'un.e acteur.e politique dans les affaires d'un.e autre. Ce que la diplomatie bouddhiste chinoise contribue à l'amélioration de l'image de la Chine à l'étranger constitue une forme d'influence qui n'est pas, en soi, intrusive ou néfaste. En revanche, cette stratégie vise également à amener les décideur.es des États ciblés à prendre des décisions qui vont dans le sens des intérêts de l'État chinois, ou plus exactement du PCC. De ce fait, la diplomatie bouddhiste chinoise implique une forme d'immixtion dans les affaires d'autres États. Or, si les décideur.es étrangers/ères en viennent à prendre des

décisions favorables au régime chinois en toute connaissance de cause, de façon libre et informée, on peut difficilement parler d'ingérence.

Sur le terrain et dans le discours, la diplomatie bouddhiste chinoise est une stratégie d'influence qui opère principalement par l'attraction, l'incitation, la coopération et la diffusion de messages positifs, en jouant sur la valorisation du patrimoine culturel bouddhiste. Autrement dit, elle produit une influence non-contraindante que les acteur.es étrangers/ères choisissent d'accueillir par intérêts propres. Or, comme je l'ai démontré dans cette thèse, il y a aussi un écart entre le discours et les actes dans la façon dont les acteur.es chinois.es participent aux échanges bouddhistes en Asie du Sud-Est, notamment vis-à-vis de l'autonomie des acteur.es religieux/ses et du caractère soi-disant "publique" ou "populaire" des échanges. En outre, la communication autour de ces échanges pose problème. Du côté chinois, la communication autour de ces interactions est très sélective et souvent vague. Elle combine en fait tout autant des efforts de visibilisation que des efforts de dissimulation. Du côté des pays d'Asie du Sud-Est, la communication au sujet des échanges bouddhistes avec des acteur.es chinois.es est très limitée, voire presque inexistante dans certains pays. La seule exception est Taïwan, où l'instrumentalisation du bouddhisme au nom de la « *ré-unification* » est un enjeu assez médiatisé.

Il est très plausible que, en dépit d'un manque de communication publique, les acteur.es étrangers/ères qui ont une relation étroite avec les acteur.es chinois.es ont l'information qui leur faut pour agir de façon libre et informée et contribuer à l'expansion de l'influence chinoise dans leur pays en connaissance de cause. En revanche, ça n'est certainement pas le cas pour le grand public, qui n'est pas acteur, mais cible de ce phénomène et qui dispose de peu ou pas d'information pour réagir. Cela n'est pas uniquement le fait de la politique chinoise, c'est aussi dû au manque de liberté d'expression et de presse de certains États d'Asie du Sud-Est, notamment en Thaïlande, au Cambodge, au Laos et au Myanmar. Mais ce n'est pas non plus quelque chose qui a échappé aux autorités chinoises. Au contraire, c'est un élément qui joue en leur faveur, tant cela leur permet d'agir sans devoir se confronter à l'opinion publique. Dans ces circonstances, les sociétés d'Asie du Sud-Est qui sont ciblées par la diplomatie bouddhiste chinoise subissent les conséquences de décisions sur lesquelles elles n'ont ni information, ni pouvoir, c'est-à-dire auxquelles elles n'ont pas les moyens de consentir. Il est aussi fort probable que les acteur.es étrangers/ères avec lesquels les acteur.es chinois.es interagissent le plus n'ont pas non plus toute l'information nécessaire pour prendre des décisions. Et quand bien même ce serait le cas, le problème de la transparence intervient aussi quand

l'information transmise ne s'aligne pas avec les actions, c'est-à-dire quand il y a un écart entre ce que disent ou promettent les acteur.es chinois.es et ce qu'ils font sur le terrain.

La possibilité d'une ingérence derrière la diplomatie bouddhiste est également liée au fait que les acteur.es chinois.es eux-mêmes ne sont pas libres de leurs actions. C'est particulièrement le cas des acteur.es bouddhistes qui ont intérêt à agir pour le compte du PCC et qui bénéficie d'une relation assez privilégiée avec les autorités politiques de leur pays, mais qui font face à un important rapport d'inégalité de pouvoir. Cette inégalité de pouvoir signifie non seulement que les acteur.es bouddhistes subissent des contraintes qui les poussent à se faire agent.es du Parti, mais aussi que ce dernier dispose d'une grande capacité à intervenir dans le domaine des affaires religieuses pour les réguler et pour s'approprier des éléments qui lui sont d'utilité politique. En effet, avant de constituer une ingérence étrangère, la diplomatie bouddhiste exige une ingérence du politique dans les affaires étrangères. Celle-ci est d'autant plus problématique quand les acteur.es bouddhistes sont exclu.es des processus par lesquels le PCC se sert des ressources bouddhistes qu'ils protègent et cultivent. À nouveau, c'est l'écart entre le discours et les actes qui posent un problème, puisque le discours officiel laisse entendre que les acteur.es bouddhistes agissent de façon autonome et que l'intervention des autorités politiques ne prend que la forme d'un soutien à des échanges "entre les peuples". En plus du problème de transparence que pose cette représentation biaisée des faits, l'hypothèse de l'ingérence est d'autant plus plausible que c'est l'acteur principal derrière cette stratégie d'influence n'est pas simplement un autre élément de la société civil, mais un acteur politique, qui plus est le seul parti politique à pouvoir régner en République Populaire de Chine, soit le Parti Communiste de Chine.

Ainsi donc, je conclus que la diplomatie bouddhiste chinoise est une stratégie d'influence qui opère, en partie, une forme d'ingérence. Dans ce cas-ci, l'ingérence est moins une affaire de contrainte, du moins pour les acteur.es étrangers/ères qui en sont la cible (bien que ce ne soit pas le cas pour les acteur.es bouddhistes chinois.es) qu'elle n'est une affaire de manque (ou absence) de transparence. Comme l'indiquent les chercheur.es travaillant avec le concept de *sharp power*, c'est justement parce que ce type de stratégies combine des opérations d'influence bénigne, visible et consentie, souvent sous couvert d'une politique de "*soft power*", à des opérations d'influence dissimulées et contraignantes qu'elles sont difficiles à cerner et à encadrer, voire à empêcher. Or, contrairement à ces chercheur.es, je soutiens que ces stratégies ne visent pas uniquement les régimes démocratiques, ou du moins les institutions démocratiques. En effet, ces stratégies ciblent tout type de régime et elles profitent tout autant des voies d'action offertes par des institutions ou des dynamiques autoritaires que celles qui sont offertes en contexte de démocratie. Dans les États semi

ou non-démocratique, le manque de libertés d'expression et de la presse facilitent l'exercice d'une influence en partie dissimulée et contraignante. Au vu de ces dynamiques, le concept de *sharp power* est d'intérêt limité et il est plus pertinent d'examiner les stratégies chinoises d'influence à l'étranger par le biais du Travail de Front Uni. Un tel angle d'analyse est indispensable justement parce que cette politique, et le réseau qu'elle met en place, repose à la fois sur la recherche de consentement (par l'incitation, les intérêts mutuels, etc.) et sur l'exercice de la contrainte (par la dissimulation, le contrôle, etc.), et qui repose sur des acteur.es qui peuvent tout autant être cibles qu'agent.es de l'influence, donc de l'ingérence, chinoise.

Prolongements et ouverture

Une des difficultés à tirer des grandes conclusions et résumer l'ensemble de mes découvertes en quelques résultats-clé vient du fait que le phénomène étudié est en plein développement. Je veux dire par là que la diplomatie bouddhiste brandie par le régime chinois est à la fois en phase d'expansion, tant en termes de diffusion géographique qu'en terme d'intensification des activités, et en phase d'élaboration, au sens où de nouvelles initiatives, de nouveaux moyens et de nouveaux discours continuent d'être échafaudés et expérimentés sur le terrain. En outre, la diplomatie bouddhiste chinoise est difficile à identifier et à évaluer parce qu'elle combine des efforts de publicité à des efforts de dissimulation. En effet, l'objectif étant d'amener les populations à avoir une meilleure image de la Chine, pour qu'elles soient amenées à soutenir son régime et ses politiques, la stratégie repose en grande partie sur la diffusion de messages au-delà du seul cercle des dirigeant.es d'État, ce qui implique de promouvoir, médiatiser, visibiliser les activités des acteur.es chinois.es à l'étranger. En même temps, en ce qu'elle constitue une forme d'ingérence dans les affaires internes d'un État (pouvant même amener des citoyen.nes à agir contre l'intérêt de leur État), certains aspects de la stratégie doivent être dissimulés, soit en étant maintenus en dehors du regard public, soit en étant, en quelque sorte, déguisés d'une façon qui les rendent plus acceptables. C'est d'ailleurs à cela que sert la tactique de valorisation de la dimension culturelle du bouddhisme qui place les échanges bouddhistes dans une sphère supposément apolitique.

Ainsi donc, j'ai pu prouver qu'il existe une stratégie d'instrumentalisation du bouddhisme visant à étendre l'influence du PCC en Asie du Sud-Est, donner une mesure de l'étendue de son déploiement sous le gouvernement de Xi Jinping et identifier des motifs récurrents. Mais ce phénomène est en cours, il continue d'évoluer et de s'adapter à de nouvelles circonstances, et le cadre de mes recherches signifie que certaines questions n'ont pas donné de réponses. Par conséquent, le travail de recherche devrait être prolongé. Outre des contraintes de temps et de moyens, certaines

zones d'ombre demeurent en raison de l'échelle de l'analyse. La perspective régionale de l'étude ci-présente a permis de mettre en évidence l'ampleur du phénomène et d'identifier des modes d'action et des discours qui sont au cœur de la stratégie chinoise, ce qui aurait été plus difficile si je m'étais concentrée sur un seul cas. Néanmoins, il serait pertinent d'agrémenter une étude à échelle régionale par des études approfondies traitant uniquement d'un pays, ou d'une communauté.

En effet, en ne s'intéressant qu'à un seul cas, il aurait été plus difficile de rendre compte du fait que la stratégie elle-même a une dimension régionale. Non parce qu'on la retrouve à travers l'Asie du Sud-Est, mais plutôt au sens où elle a été conçue et promue comme une initiative de coopération régionale, et au sens où elle s'appuie sur un réseau bouddhiste qui a déjà un caractère régional. De même, lorsqu'on ne s'intéresse qu'à un seul cas, on peut tomber dans le piège de généraliser les conclusions et de les faire dépasser le cas en question. Si on ne s'intéresse qu'au cas de Singapour, par exemple, il serait raisonnable de conclure que la diplomatie bouddhiste chinoise vise principalement à opérer un rapprochement avec des communautés étrangères appartenant à la tradition bouddhiste chinoise. Pareillement, certaines conclusions que je tire du cas thaïlandais ne seraient pas aussi pertinentes pour comprendre la stratégie dans son ensemble si je n'avais pas confronté ce que le régime chinois fait en Thaïlande à ce qui est fait dans les pays voisins. Et pourtant, seule une étude approfondie permet de déceler certains mécanismes ou de jauger le degré d'implication d'un.e certain.e acteur.e, et plus généralement, de mettre en évidence le caractère flexible de la stratégie et la capacité qu'ont les acteur.es chinois.es à comprendre l'environnement dans lequel iels doivent travailler et à agir en conséquence.

Il serait surtout nécessaire de procéder à des études détaillées et entièrement centrées sur des cas particuliers pour répondre à la question de la réception et de l'impact de la stratégie chinoise. Dans la thèse ci-présente, j'ai exploré ces enjeux en tenant compte de trois facteurs : **1)** le degré d'implication des personnes et des institutions étrangères avec lesquelles l'ABC et ses alliés interagissent sur la durée, **2)** la similarité des discours venant des acteur.es chinois.es et de leurs interlocuteurs, et la réappropriation ou non des récits stratégiques chinois de la part de ces derniers/ères, et **3)** la couverture médiatique vis-à-vis des échanges bouddhistes impliquant la Chine. Or, l'objectif de la thèse était d'expliquer comment le bouddhisme a été transformé en outil diplomatique par le régime chinois. Mes recherches n'ont pas été conçues pour mesurer l'efficacité de la stratégie chinoise et j'ai donc seulement effleuré la question de sa réception et de son impact. Pour élucider ces enjeux, il est indispensable de tenir compte de la diversité des publics ciblés et affectés par les efforts d'influence chinois, d'avoir les outils pour mesurer l'opinion du grand public,

et d'avoir une bonne connaissance du paysage médiatique de chaque environnement étudié. Cela nécessite aussi d'évaluer le phénomène sur le long terme, puisque la stratégie est pensée en ces termes et que seul un certain recul dans le temps peut permettre de déterminer si cette stratégie a contribué ou non à améliorer l'image de la Chine à l'étranger et, le cas échéant, si cela s'est traduit par un changement dans l'attitude et les décisions des populations, voire des gouvernements (par voie de pression populaire). Pour rassembler ces éléments, il faut réduire la focale sur le cas d'un pays ou d'une communauté, et d'allonger le processus de recherche dans le temps.

À partir d'un tel cadre de recherche, l'évaluation de la réception et de l'impact pourrait éclaircir la question de la lisibilité des efforts entrepris par l'ABC et ses alliés du point de vue des publics ciblés, c'est-à-dire de la capacité de ces publics **1)** à comprendre et intégrer les messages qui leurs sont adressés, et **2)** à naviguer le champ d'interactions dans lequel les acteur.es chinois.es souhaitent les faire entrer. En effet, la multiplication des initiatives pourrait être contreproductive si les acteur.es auxquelles elles s'adressent ont de la difficulté à comprendre à quoi sert chaque initiative et quels intérêts ils ont à y participer. En outre, le prolongement des recherches permettrait d'élucider la question de la crédibilité de la diplomatie chinoise, en interrogeant de plus près comment les messages positifs qu'elle diffuse s'articulent avec le comportement du régime chinois dans les faits, du point de vue des publics étrangers. En effet, des recherches doivent être menées pour déterminer si l'action du gouvernement de Xi Jinping est perçue comme étant en contradiction ou non avec le discours valorisant la coopération et promettant des avantages mutuels que répandent les acteur.es de la diplomatie bouddhiste chinoise, et le cas échéant, à quel point la perception d'une contradiction nuit à leurs efforts d'influence.

Enfin, le prolongement des recherches est nécessaire à ce que des stratégies de contre-influence soient élaborées. D'un côté, l'intérêt d'une étude à l'échelle régionale est de produire des connaissances qui pourraient amener les analystes et les décideur.es politiques à apprendre de l'expérience d'autres pays, voire à travailler ensemble pour limiter ou faire obstacle à l'influence chinoise. De l'autre côté, la perspective régionale doit être complétée par des études de cas pour que l'on puisse comprendre précisément ce que font les acteur.es chinois.es dans chaque pays ou auprès de communautés spécifiques. Sans cela, il serait difficile d'élaborer des stratégies de prévention ou d'encadrement des efforts de rapprochement et de cooptation venant de la RPC, qui seraient appropriées au contexte particulier du pays ou de la communauté en question. En d'autres termes, davantage de connaissances sont nécessaires à une lutte efficace contre l'ingérence chinoise. Car, en effet, la diplomatie bouddhiste menée par le PCC est une forme d'ingérence dans les affaires

internes des États d'Asie du Sud-Est, laquelle profite tout autant des opportunités offertes par les systèmes autoritaires que des opportunités offertes par les systèmes démocratiques. Or, parce qu'elle consiste à amener des individu.es et des institutions à s'aligner sur les intérêts du régime chinois en les convaincant du bien-fondé de ce positionnement et qu'elle n'est pas un exercice de contrainte ou de force, elle peut échapper à la vigilance des citoyen.nes, des décideur.es politiques et même des analystes, et elle peut ainsi ne pas être identifiée comme une forme d'ingérence. C'est d'ailleurs pour favoriser ce résultat que Pékin travaille autant à présenter les gestes de la diplomatie bouddhiste comme des « échanges entre les peuples » qui ne sont, du côté chinois, que « soutenus » par l'autorité politique. Malgré ces efforts, les tentatives chinoises d'influence à l'égard des populations étrangères qui contournent les canaux diplomatiques conventionnels attirent de plus en plus l'attention, comme le montre le succès du concept de *sharp power* et le retentissement des travaux d'Anne-Marie Brady.

L'Asie du Sud-Est n'est pas la seule région ciblée par la diplomatie bouddhiste chinoise. Or, de par la composition religieuse de la population et les liens forts entre le bouddhisme et le politique dans plusieurs États de la région, le gouvernement chinois et le PCC auraient beaucoup à gagner en concentrant les efforts d'instrumentalisation du bouddhisme vers cet espace. Dans les faits, comme le montre la thèse ci-présente, **1)** les populations bouddhistes de la région sont régulièrement ciblées par des initiatives chinoises instrumentalisant la religion ou la culture bouddhiste, **2)** l'ABC et ses allié.es sont d'ores et déjà parvenu.es à tisser des relations étroites avec des figures d'influence et des institutions puissantes en se servant du bouddhisme dans tous les pays d'Asie du Sud-Est où le bouddhisme est la religion dominante ou une des principales religions, **3)** les bouddhistes d'Asie du Sud-Est sont les plus représenté.es dans les initiatives à portée internationale créées ou investies par l'ABC, et ce par le biais d'un nombre limité d'institutions et de leaders bouddhistes, et **4)** la question de la « réunification » chinoise avec Taïwan, qui est l'une des principales raisons-d'être de la diplomatie bouddhiste, est centrale aux interactions entre les acteur.es chinois.es et les publics d'Asie du Sud-Est. Comme j'espère l'avoir démontré, l'ampleur du phénomène signifie que les recherches à ce sujet méritent d'être approfondies et prolongées sur la durée.

Bibliographie

Sources académiques (tous chapitres confondus) :

- Adler, Emanuel. « Constructivism in international relations: Sources, contributions, and debates. » *Handbook of international relations* 2 (2013) : 112-144.
- Anderson, Floyd D., et Lawrence J. Prelli. « Pentadic cartography: Mapping the universe of discourse. » *Quarterly Journal of Speech* 87, no. 1 (2001) : 73-95.
- Angelskår, Trine. « China's Buddhist diplomacy. » Report of the Norwegian Peacebuilding Resource Centre (2013).
- Angliviel de la Beaumelle, Marcel. « The United Front Department: "Magic Weapon" at Home and Abroad. » *China Brief*, publié le 6 juillet 2017, consulté en ligne sur <https://jamestown.org/program/united-front-work-department-magic-weapon-home-abroad/>.
- Ashiwa, Yoshiko, et David L. Wank. « The Chinese State's Global Promotion of Buddhism. » Berkeley Center for Religion, Peace & World Affairs/Brookings Institution. November 11 (2020).
- Ashiwa, Yoshiko, et David L. Wank. « The politics of a reviving Buddhist temple: State, association, and religion in southeast China. » *The Journal of Asian Studies* 65, no. 2 (2006) : 337-359.
- Ashiwa, Yoshiko, et David L. Wank. « The globalization of Chinese Buddhism: clergy and devotee networks in the twentieth century. » *International Journal of Asian Studies* 2, no. 2 (2005) : 217-237.
- Ashiwa, Yoshiko. « Dynamics of the Buddhist revival movement in South China: state, society, and transnationalism. » *Hitotsubashi Journal of Social Studies* 32, no. 1 (2000) : 15-31.
- Baird, Ian G. « Lao Buddhist monks' involvement in political and military resistance to the Lao People's Democratic Republic government since 1975. » *The Journal of Asian Studies* 71, no. 3 (2012) : 655-677.
- Barr, Michael D. « Confucianism: Classical, neo-and "new". » Dans *Routledge handbook of religion and politics* (éd. Haynes, Jeffrey), pp. 66-80. Routledge, 2023.
- Barr, Michael. « Chinese cultural diplomacy: old wine in new bottles?. » Dans *China's Many Dreams* (éd. Kerr, David), pp. 180-200. Palgrave Macmillan, London, 2015.
- Basu-Das, Sanchita. « Southeast Asia Worries over Growing Economic Dependence on China. » Institute of Southeast Asian Studies (ISEAS)–Yusof Ishak Institute 81 (2017) : 1-12.
- Bhikkhu Jinabodhi. « Theravada and Mahayana: Parallels, Connections and Unifying Concepts. » Dans *Unifying Buddhist Philosophical Views*, publié par l'Association Internationale des Universités Bouddhistes (2012) : 49-63.
- Billioud, Sébastien, et Joël Thoraval. *Le Sage et le peuple. Le renouveau confucéen en Chine*. CNRS, 2014.
- Boisseau du Rocher, Sophie. « Chine–Thaïlande: jeu de dupes ou convergences durables?. » *Monde chinois* 4 (2016) : 104-111.
- Borchert, Thomas. « Monks, the State, and Monastic Governance in Contemporary Thailand. » *Journal of the American Academy of Religion* 90, no. 3 (2022) : 654-673.
- Borchert, Thomas. « Belt-and-Road Buddhists: Religion-Making and the Rebuilding of Minority Buddhism in the Reform Era. » *Review of Religion and Chinese Society* 7, no. 1 (2020) : 92-119.
- Borchert, Thomas. « On Being a Monk and a Citizen in Thailand and China. » Dans *Buddhism and the Political Process*, pp. 11-30. London: Palgrave Macmillan UK, 2016.

- Bouté, Vanina. « Religious Changes, Ethnic minorities and the State in Laos. » *Taiwan Journal of Southeast Asian Studies* 16, no. 2 (2021) : pp-79.
- Brady, Anne-Marie. « China in Xi's "New Era": New Zealand and the CCP's "Magic Weapons." » *Journal of Democracy* 29, no. 2 (2018) : 68-75.
- Brady, Anne-Marie. « Guiding hand: The role of the CCP Central Propaganda Department in the current era. » Dans *Critical Readings on the Communist Party of China* (éd. Brodsgaard, Kjeld Erik), pp. 752-772. Brill, 2017[a].
- Brady, Anne-Marie. *Magic Weapons: China's political influence activities under Xi Jinping*. Wilson Center, 18 septembre 2017[b], <https://www.wilsoncenter.org/article/magic-weapons-chinas-political-influence-activities-under-xi-jinping>.
- Brady, Anne-Marie. « China's Foreign Propaganda Machine. » Dans *Authoritarianism goes global: The challenge to democracy* (éd. Diamond, Larry, Marc F. Plattner, et Christopher Walker), pp. 187-197, John Hopkins University Press, 2016.
- Brady, Anne-Marie. « Authoritarianism goes global (II): China's foreign propaganda machine. » *Journal of Democracy* 26, no. 4 (2015) : 51-59.
- Bretfeld, Sven. « Theravāda Buddhism. » Dans *Oxford Research Encyclopedia of Religion*, 2019.
- Brown, Deborah A., et Tun-jen Cheng. « Religious relations across the Taiwan Strait: Patterns, alignments, and political effects. » *Orbis* 56, no. 1 (2012) : 60-81.
- Brown, Melissa J. *Is Taiwan Chinese?: the impact of culture, power, and migration on changing identities*. Vol. 2. Univ of California Press, 2004.
- Burke, Kenneth. *A rhetoric of motives*. University of California Press, 1969.
- Busbarat, Pongphisoot. « "Bamboo Swirling in the Wind": Thailand's Foreign Policy Imbalance between China and the United States. » *Contemporary Southeast Asia* (2016) : 233-257.
- Cabestan, Jean-Pierre. « Chapitre 2. L'évolution de la politique étrangère chinoise depuis 2000. » Dans *La politique internationale de la Chine*, pp. 57-124. Presses de Sciences Po, 2022.
- Cabestan, Jean-Pierre. « Les nouvelles routes de la soie. » *Études* 1, no. 12 (2019) : 19-30.
- Cabestan, Jean-Pierre. « Changing identities in Taiwan under Ma Ying-jeou. » Dans *Taiwan and China: Fitful Embrace*, University of California Press, Oakland, CA (2017) : 42-60.
- Cabestan, Jean-Pierre. « Chapitre 2. L'évolution de la politique étrangère chinoise depuis 2000. De la recherche de l'harmonie à l'affirmation de puissance. » Dans *La politique internationale de la Chine. Entre intégration et volonté de puissance*, pp. 67-118. Presses de Sciences Po, 2015.
- Cabestan, Jean-Pierre. « Specificities and limits of Taiwanese nationalism. » *China Perspectives* 2005, no. 62 (2005).
- Callahan, William A. « China's "Asia Dream" the Belt Road Initiative and the new regional order. » *Asian Journal of Comparative Politics* 1, no. 3 (2016) : 226-243.
- Cao, Qing. « China's soft power. » Dans *Discourse, politics and media in contemporary China*, vol. 54 (éd. Cao, Qing, Tian Hailong et Paul Chilton), pp. 172-194, John Benjamins Publishing Company, 2014.
- Chachavalpongpan, Pavin. *Routledge handbook of contemporary Thailand*. Routledge, 2019.
- Chai, Rong, et Hao Li. « A study on legislation for protection of cultural relics in China: origin, content and model. » *Chinese Studies* 8, no. 03 (2019) : 132-147.

- Chambers, Michael R. « 'The Chinese and the Thais are Brothers': the evolution of the Sino–Thai friendship. » *Journal of Contemporary China* 14, no. 45 (2005) : 599-629.
- Chandler, Stuart. *Establishing a pure land on earth: The Foguang Buddhist perspective on modernization and globalization*. University of Hawaii Press, 2004.
- Chang, Kuei-min. « New Wine in Old Bottles: Sinicisation and State Regulation of Religion in China. » *China Perspectives*, vol. 1-2, n. 113 (2018) : 37-44.
- Chantavanich, Supang, et Anusorn Limmanee. « From Siamese-Chinese to Chinese-Thai: Political conditions and identity shifts among the Chinese in Thailand. » Dans *Ethnic Chinese as Southeast Asians*, pp. 232-266. New York: Palgrave Macmillan US, 1997.
- Chang, Kuei-min. « New Wine in Old Bottles: Sinicisation and State Regulation of Religion in China. » *China Perspectives*, vol. 1-2, n. 113 (2018) : 37-44.
- Chen, Chien-Kai. « China-Taiwan Relations Through the Lens of the Interaction Between China's Association for Relations Across the Taiwan Straits and Taiwan's Straits Exchange Foundation. » *East Asia* 31, no. 3 (2014) : 223-248.
- Cheng, Su-feng. *An Analysis of Taiwanese/Chinese Identity and Its Implications to Cross-Straits Relations (II)*. National Science Council Research Plan NSC102–2410-H004–128-MY2, Taiwan, Republic of China: National Science Council, 2014.
- Cheng, Su-feng. *Taiwan Identity: Formation Typology and Its Political Consequences (II)*. National Science Council Research Plan (NSC 99–2410-H-004–113), Taiwan, Republic of China: National Science Council, 2011.
- Chia, Meng Tat Jack, et Ming Feng Robin Chee. « Rebranding the Buddhist Faith: Reformist Buddhism and Piety in Contemporary Singapore. » *Explorations: A graduate student journal of Southeast Asian Studies*, no. 8 (2008) : 1-9.
- Chiu, Tzu-Lung. « When Mahāyāna Meets Theravāda: The Position of Chinese Bhikṣuṇīs in Contemporary Myanmar. » *Religions* 13, no. 7 (2022) : 662-695.
- Chiu, Tzu-Lung. « When Mahāyāna Meets Theravāda: Humanistic Buddhism's Challenges and Opportunities in Myanmar », 7e Symposium sur le Bouddhisme Humaniste, Institut Fo Guang Shan de Bouddhisme Humaniste, 2019.
- Cho, Il Hyun, et Seo-Hyun Park. « The rise of China and varying sentiments in Southeast Asia toward great powers. » *Strategic Studies Quarterly* 7, no. 2 (2013) : 69-92.
- Chong, Wu-Ling. « Rethinking the Position of Ethnic Chinese in Southeast Asia. » Dans *Contesting Chineseness: Ethnicity, Identity, and Nation in China and Southeast Asia* (éd. Hoon, Chang-Yau, et Ying-kit Chan), pp. 125-147. Singapore: Springer Nature Singapore, 2021.
- Chung, Chien-peng. « China's Buddhist diplomacy under Xi Jinping: A preliminary investigation. » *East Asia* (2022) : 1-20.
- Cole, J. Michael. *Hard Edge of Sharp Power*. Macdonald-Laurier Institute for Public Policy, 2018.
- Cummings, Milton C. *Cultural diplomacy and the United States government: A survey*. Center for Arts and Culture, 2003, aussi publié en ligne le 20 août 2023 sur <https://www.americansforthearts.org/by-program/reports-and-data/legislation-policy/naappd/cultural-diplomacy-and-the-united-states-government-a-survey>.
- Dassù, Marta. « China and the Asian crisis: Pillar of stability or next country at risk?. » *The International Spectator* 33, no. 3 (1998) : 29-40.

Dellios, Rosita. « Silk roads of the twenty-first century: The cultural dimension. » *Asia & the Pacific Policy Studies* 4, no. 2 (2017) : 225-236.

Dellios, Rosita, et R. James Ferguson. « New Buddhist Silk Roads. » *World Buddhist Forum: Common Aspiration, Common Action-Embracing Exchanges and Mutual Learning*. 2015.

d'Hooghe, Ingrid. *China's Public Diplomacy*. Diplomatic Studies Series, vol. 10, Leiden, The Netherlands: Brill Nijhoff, 2015.

Dotson, John. « The United Front Work Department Assumes a Diplomatic Role. » *China Brief*, publié le 26 septembre 2019[a], consulté en ligne sur <https://jamestown.org/program/the-united-front-work-department-assumes-a-diplomatic-role/>.

Dotson, John. « The United Front Work Department goes global: the worldwide expansion of the Council for the Promotion of the Peaceful Reunification of China. » *China Brief*, publié le 9 mai 2019[b], consulté en ligne sur <https://jamestown.org/program/the-united-front-work-department-goes-global-the-worldwide-expansion-of-the-council-for-the-promotion-of-the-peaceful-reunification-of-china/>.

Dotson, John. « Propaganda Themes at the CPPCC Stress the “Sinicization” of Religion. » *China Brief*, publié le 9 avril 2019[c], consulté en ligne sur <https://jamestown.org/program/propaganda-themes-at-the-cppcc-stress-the-sinicization-of-religion/>.

Dotson, John. « The United Front Work Department in Action Abroad: A Profile of the Council for the Promotion of Peaceful Reunification of China. » *China Brief*, publié le 13 février 2018, consulté en ligne sur <https://jamestown.org/program/united-front-work-department-action-abroad-profile-council-promotion-peaceful-reunification-china/>.

Dubus, Arnaud. « La dérive chinoise de la Thaïlande des généraux. » *Monde chinois* 2 (2018[a]) : 85-92.

Dubus, Arnaud. *Buddhism and Politics in Thailand*. Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine, 2018[b].

Drun, Jessica, et Bonnie Glaser. *The Distortion of UN Resolution 2758 to Limit Taiwan's Access to the United Nations*. German Marshall Fund of the United States, 2022.

Evans, Grant. « Le socialisme et l'émergence bouddhiste au Laos. » Dans *Atheist Secularism and Its Discontents: A Comparative Study of Religion and Communism in Eurasia*, Londres : Palgrave Macmillan UK (2015) : 54-69.

Fan, Hongwei. « Les émeutes anti-chinoises de 1967 en Birmanie et les relations sino-birmanes. » *Journal of Southeast Asian Studies* 43, no. 2 (2012) : 234-256.

Feng, Huiyun, He Kai et Yan Xuetong. *Chinese Scholars and Foreign Policy: Debating International Relations*. Routledge, 2019.

Fletcher, Roland, Damian Evans, Christophe Pottier et Chhay Rachna. « Angkor Wat : une introduction. » *Antiquity* 89, no. 348 (2015) : 1388-1401.

Foxeus, Niklas. « Le bouddhisme birman contemporain. » Dans *Oxford Handbook of Contemporary Buddhism* (éd. Jerryson), Presse Universitaire d'Oxford, (2016) : 212-235.

Frasch, Tilman. « Les conseils bouddhistes à une époque de transition : globalisme, modernité et préservation des traditions textuelles. » Dans *A Buddhist Crossroads*, pp. 37-50. Routledge, 2016.

Friedman, Edward. « Paix ou guerre avec Taïwan dans la politique étrangère de la Chine. » Dans *A New Era in Democratic Taiwan: Trajectories and Turning Points in Politics and Cross-Strait Relations* (éd. Sullivan, Jonathan, et Lee Chun-Yi), pp. 123-141. Routledge, 2018.

- Fulda, Andreas. « Pouvoir aigu et ses mécontentements. » Dans *The Struggle for Democracy in Mainland China, Taiwan and Hong Kong: Sharp Power and Its Discontents*, pp. 212-233. Routledge, 2019.
- Geis, John P., et Blaine Holt. « La "société harmonieuse" et l'essor de la nouvelle Chine. » *Strategic Studies Quarterly* 3, no. 4 (2009) : 75-94.
- Glaser, Bonnie S., et Melissa E. Murphy. « Pouvoir doux avec des caractéristiques chinoises. » Dans *Chinese Soft Power and Its Implications for the United States* (2009) : 10-26.
- Goh, Evelyn. « Les modes d'influence de la Chine : cas d'Asie du Sud-Est. » *Asian Survey* 54, no. 5 (2014) : 825-848.
- Goossaert, Vincent. « 1898 : Le début de la fin de la religion chinoise ? » *Journal of Asian Studies* n° 65/2 (2006) : 307-336.
- Goossaert, Vincent. « Le concept de religion en Chine et en Occident. » *Diogène* 1, n° 205 (2004) : 11-21.
- Groot, Gerry. « Le Grand Front Uni du PCC à l'étranger. » *Sinopsis: China in Context and Perspective*, 24 septembre 2019, <https://sinopsis.cz/en/the-ccps-grand-united-front-abroad/>.
- Groot, Gerry. « L'essor et l'essor du Département de travail du Front uni sous Xi. » *China Brief*, vol. 18, n° 7 (2018) : 14-16.
- Groot, Gerry. « Le travail du Front uni après le 19e Congrès du Parti. » *China Brief*, vol. 17, n° 17 (2017) : 3-7.
- Groot, Gerry. « Une arme secrète aut destructrice ? Les limitations institutionnelles du corporatisme sur le travail du Front uni. » Dans *The Chinese Corporatist State* (éd. Shu et Hasmath), pp. 47-67. Routledge, 2012.
- Ha, Hoang Thi. « Comprendre la proposition de la Chine pour une communauté ASEAN-Chine de destin commun et la réponse ambivalente de l'ASEAN. » *Contemporary Southeast Asia* 41, no. 2 (2019) : 223-254.
- Hagström, Linus, et Astrid HM Nordin. « La "politique d'harmonie" de la Chine et la quête du pouvoir doux dans la politique internationale. » *International Studies Review* 22, no. 3 (2020) : 507-525.
- Han, Enze. « Rencontrer à nouveau l'autre familial : Contester la "re-Sinicisation" en Thaïlande. » *Singapore Journal of Tropical Geography* 43, no. 3 (2022) : 270-286.
- Hartig, Falk. « La gestion de l'image mondiale de la Chine : découpage de papier et omission de la politique. » *Asian Studies Review* 42, no. 4 (2018) : 701-720.
- Hauser-Schäublin, Brigitta. « Preah Vihear : De l'objet de désir colonial à un site du patrimoine mondial contesté. » Dans *World Heritage Angkor and Beyond. Circumstances and Implications of UNESCO Listings in Cambodia* (éd. Hauser-Schäublin, Brigitta), pp. 33-56, Göttingen University Press, 2011.
- Heath, Timothy. « Forum de travail diplomatique : Xi intensifie les efforts pour façonner un ordre régional centré sur la Chine. » *China Brief* 13, no. 22 (2013) : 6-10.
- Heilmann, Sebastian, et Elizabeth J. Perry. « Embrasser l'incertitude : style politique de guérilla et gouvernance adaptative en Chine. » Dans *Mao's Invisible Hand*, pp. 1-29. Harvard University Asia Center, 2011.
- Hempson-Jones, Justin S. « L'évolution de l'engagement de la Chine avec les organisations gouvernementales internationales : vers une politique étrangère libérale ? » *Asian Survey* 45, no. 5 (2005) : 702-721.
- Hetmanczyk, Philipp. « Idéologie du Parti et rôle changeant de la religion : du "Front Uni" au "Patrimoine Culturel Immatériel". » *Asiatische Studien-Études Asiatiques*, vol. 69, no. 1 (2015) : 165-184.
- Hille, Kathrin. « La stratégie de "pouvoir aigu" de la Chine à Taïwan. » *Financial Times*, publié le 21 novembre 2018, consulté en ligne sur <https://www.ft.com/content/5c272b90-ec12-11e8-89c8-d36339d835c053>.

- Hoon, Chang-Yau, et Ying-kit Chan, *Contesting Chineseness: Ethnicity, Identity, and Nation in China and Southeast Asia*. Singapore: Springer, 2021.
- Hrubý, Jakub, et Tomáš Petrů. « La diplomatie culturelle de la Chine en Malaisie durant la présidence de Najib Razak. » *ASEAS-Austrian Journal of South-East Asian Studies* 12, no. 1 (2019) : 111-129.
- Huang, C. Julia. « Le bouddhisme et ses réseaux de confiance entre Taïwan, la Malaisie et les États-Unis. » *The Eastern Buddhist* 44, no. 2 (2013) : 59-76.
- Huang, Weishan. « La place du bouddhisme socialement engagé en Chine : une identité religieuse émergente dans la communauté locale de Shanghai. » *Journal of Buddhist Ethics* (2018).
- Huang, Yufan. « Questions et réponses : Yan Xuetong appelle la Chine à adopter une politique étrangère plus assertive. » *New York Times*, publié le 9 février 2016, consulté en ligne sur <https://www.nytimes.com/2016/02/10/world/asia/china-foreign-policy-yan-xuetong.html>.
- Hu, Weixing. « La diplomatie des "grands pays" de Xi Jinping : le rôle du leadership dans la transformation de la politique étrangère. » *Journal of Contemporary China* 28, no. 115 (2019) : 1-14.
- Huijgh, Ellen. « Diplomatie publique. » Dans *The SAGE Handbook of Diplomacy*. Londres : Sage (2016) : 437-450.
- Hurd, Ian, Christian Reus-Smit, et Duncan Snidal. « *The Oxford Handbook of International Relations* » (2008) : 289-316.
- Islam, Nazrul. *Silk Road to Belt Road*. Springer Singapore, 2019.
- Jain, B. M. *China's Soft Power Diplomacy in South Asia: Myth or Reality?* Lexington Books, 2017.
- Jain, Shree, et Sukalpa Chakrabarti. « Le Yin et le Yang du pouvoir de la Chine : Comment la force du pouvoir dur chinois limite la quête et l'effet de son pouvoir doux. » *Asian Perspective* 47, no. 1 (2023) : 145-166.
- Jaivin, Linda. « Pouvoir doux, temps difficiles. » Dans *Power* (éd. Golley, Jane et al.), pp. 236-243. Acton ACT, Australie : ANU Press, 2020.
- Jakobson, Linda. « Réflexions de Chine sur le "L'Asie pour les Asiatiques" de Xi Jinping. » *Asian Politics & Policy* 8, no. 1 (2016) : 219-223.
- Jichang Lulu. « Repurposing democracy : The European Parliament China Friendship Cluster. » *Sinopsis: China in Context and Perspective*, 26 novembre 2019, <https://sinopsis.cz/en/ep/>.
- Ji, Zhe. « Sécularisation sans sécularisme : la configuration politico-religieuse de la Chine post-1989. » Dans *Atheist Secularism and Its Discontents: A Comparative Study of Religion and Communism in Eurasia*, pp. 92-111. Londres : Palgrave Macmillan UK, 2015.
- Ji, Zhe. « Le bouddhisme à l'ère de la réforme : une résurgence sécularisée ? » *Religion in Contemporary China* (2011) : 32-52.
- Ji, Zhe. « Sécularisation comme restructuration religieuse : l'institutionnalisation étatique dans le bouddhisme chinois et ses paradoxes. » Dans *Chinese Religiosities, Affliction of Modernity and the State Formation* (éd. Mayfair Mei-hui Yang), pp. 233-260. University of California Press, 2008.
- Ji, Zhe. « Bouddhisme et État : la nouvelle relation. L'augmentation du nombre de croyants apporte de grands changements à l'économie monastique en Chine. » *China Perspectives* 2004, no. 55 (2004).
- Jiang, Fei. « Une analyse critique du discours sur le pouvoir doux. » Dans *The Routledge Handbook of Soft Power* (éd. Chitty, Naren, Li Lilian, Gary D. Rawnsley et Craig Hayden), pp. 68-81. Routledge, 2016.

- Jones, Charles Brewer. *Buddhism in Taiwan: Religion and the State, 1660-1990*. University of Hawaii Press, 1999.
- Jory, Patrick. « Le Siam comme un 'État tributaire' de la Chine impériale et l'âge de l'empire. » *History Australia* 18, no. 2 (2021) : 302-321.
- Joske, Alex. « Le Parti parle pour vous : ingérence étrangère et le système de front uni du Parti communiste chinois. » Australian Strategic Policy Institute, 9 juin 2020, <https://www.aspi.org.au/report/party-speaks-you>.
- Joske, Alex. « Réorganiser le Département de travail du Front uni : nouvelles structures pour une nouvelle ère de travail sur la diaspora et les affaires religieuses. » *China Brief*, vol. 19, no. 9 (2019) : 6-13.
- Kataoka, Tatsuki. « Religion en tant que non-religion : la place des temples chinois à Phuket, en Thaïlande du Sud (numéro spécial : Dé-institutionnalisation de la religion en Asie du Sud-Est). » *Southeast Asian Studies* 1, no. 3 (2012) : 461-485.
- Katz, Paul R. « Religion et État dans le Taïwan d'après-guerre. » *The China Quarterly* 174 (2003) : 395-412.
- Kawanami, Hiroko. « Le débat sur l'ordination des Bhikkhunī : aspirations mondiales, préoccupations locales, avec une attention particulière aux points de vue de la communauté monastique en Birmanie. » *Buddhist Studies Review*, vol. 24, no. 2 (2007) : 226-244.
- Kerr, David. « Introduction : Les nombreux rêves de la Chine. », p. 2 dans *China's Many Dreams: Comparative Perspectives on China's Search for National Rejuvenation*. Londres : Palgrave Macmillan UK, 2015.
- Keown, Damien. *Buddhism: A Very Short Introduction*. Oxford University Press, 2013.
- Kim, Jinah. « Affaires inachevées : réutilisation bouddhiste d'Angkor Wat et son importance historique et politique. » *Artibus Asiae* 70, no. 1 (2010) : 77-122.
- Kipgen, Nehginpao. « Relations Myanmar-Chine : une stratégie d'intérêts mutuels. » Dans *Myanmar: A Political History*. Oxford University Press (2016) : 164-175.
- Kuo, Cheng-tian. *Religion and Democracy in Taiwan*. State University of New York Press, 2009.
- Kuo, Cheng-tian. « Relations État-religion à Taïwan : du statisme et du séparatisme à des contrepoids. » *Issues and Studies* 49, no. 1 (2013) : 1-38.
- Kurlantzick, Joshua. *China's Collapsing Global Image: How Beijing's Unpopularity is Undermining Its Strategic, Economic, and Diplomatic Goals*. Council on Foreign Relations, 2022.
- Kyaw, Nyi Nyi. « Réguler le bouddhisme en Birmanie : le cas des sectes bouddhistes déviantes. » Dans *Regulating Religion in Asia* (2019) : 169-186.
- Ladwig, Patrice. « Le bouddhisme laotien contemporain : histoires rompues. » Dans *Oxford Handbook of Contemporary Buddhism* (éd. Jerryson). Presse Universitaire d'Oxford, (2016) : 274-296.
- Lai, Harry Hongyi. « Introduction : le concept de pouvoir doux et une Chine en ascension. » Dans *China's Soft Power and International Relations* (éd. Lai, Harry Hongyi et Yiyi Lu), pp. 1-20. Routledge, 2012.
- Lai, Harry Hongyi. « La diplomatie culturelle de la Chine : vers un pouvoir doux. » Dans *China's Soft Power and International Relations* (éd. Lai, Hongyi et Yiyi Lu), pp. 95-115. Routledge, 2012.
- Lai, Harry Hongyi. « La résurgence religieuse en Chine. » *Copenhagen Journal of Asian Studies*, vol. 18 (2003) : 40-64.
- Lai, Harry Hongyi. « La résurgence religieuse en Chine. » *Copenhagen Journal of Asian Studies*, vol. 18 (2003) : 40-64.

- Laliberté, André. « The Buddhist Association of China and Constitutional Law in Buddhist Majority Nations. The International Channels of Influence. » Dans *Buddhism and Comparative Constitutional Law* (éd. Ginsburg, Tom et Benjamin Schonthal), pp. 285-304. Cambridge University Press, 2022.
- Laliberté, André. « Geopolitics of Buddhism. » *Journal of Buddhist Ethics* 25 (2018) : 395-427.
- Laliberté, André. « Religion, Resistance, and Contentious Politics in China (中国的宗教, 抵抗与抗争政治) » *Review of Religion and Chinese Society* 4, no. 2 (2017[a]) : 151-166.
- Laliberté, André. « The pluralization of the religious field in Taiwan and its impact on China. » Dans *Taiwan's Impact on China: Why Soft Power Matters More than Economic or Political Inputs* (éd. Tsang, Steve), pp. 203-232. Springer, 2017[b].
- Laliberté, André. « The politicization of religion by the CCP: A selective retrieval. » *Asiatische Studien-Études Asiatiques* 69, no. 1 (2015) : 185-211.
- Laliberté, André. « The growth of a Taiwanese Buddhist association in China: Soft power and institutional learning. » *China Information* 27, no. 1 (2013) : 81-105.
- Laliberté, André. « Buddhist Revival under State Watch. » *Journal of Current Chinese Affairs*, vol. 40, n° 2 (2011[a]) : 107-134.
- Laliberté, André. « Religion and the state in China: The limits of institutionalization. » *Journal of Current Chinese Affairs* 40, no. 2 (2011[b]) : 3-15.
- Laliberté, André. « The regulation of religious affairs in Taiwan: From state control to laissez-faire? » *Journal of Current Chinese Affairs* 38, no. 2 (2009[a]) : 53-83.
- Laliberté, André. « Entre désécularisation et resacralisation : Bouddhistes laïcs, temples et organisations philanthropiques en Chine. » *Social Compass* 56, no. 3 (2009[b]) : 345-361.
- Laliberté, André. « Religious change and democratization in postwar Taiwan. » *Religion in Modern Taiwan: Tradition and Innovation in a Changing Society*. Édité par Philip Clart et Charles Brewer Jones. Honolulu : University of Hawaii Press (2003) : 158-83.
- Lam, Wai Man, et C. Y. Lam. « China's united front work in civil society: The case of Hong Kong. » *International Journal of China Studies* (2013).
- Lams, Lutgard. « Examining strategic narratives in Chinese official discourse under Xi Jinping. » *Journal of Chinese Political Science* 23, no. 3 (2018) : 387-411.
- Larsson, Tomas. « Secularisation, secularism, and the Thai state. » Dans *Routledge Handbook of Contemporary Thailand* (éd. Chachavalpongpun, Pavin), pp. 278-290. Routledge, 2019.
- Larsson, Tomas. « The political economy of state patronage of religion: Evidence from Thailand. » *International Political Science Review* 40, no. 4 (2019) : 576-590.
- Larter, Mark. « Mer de Chine méridionale : enjeux, menaces et choix stratégiques pour l'Australie et la communauté internationale. » *Revue Défense Nationale* HS3 (2022) : 210-230.
- Latt, Sai SW. « More than culture, gender, and class: Erasing Shan labor in the "success" of Thailand's Royal Development Project. » *Critical Asian Studies* 43, no. 4 (2011) : 531-550.
- Lawrence, Benjamin. « Saffron Suffrage: Buddhist Monks and Constitutional Politics in Cambodia. » *Journal of Law and Religion* 37, no. 2 (2022) : 259-283.

- Lee, Kian Cheng. « Re-conceptualizing Chinese in Bangkok: Embeddedness, mobilities and folk diplomacies. » Dans *Transnational Chinese Diaspora in Southeast Asia: Case Studies from Thailand, Malaysia, and Singapore* (éd. Yos Santasombat), pp. 49-79. Singapour : Springer Nature Singapore, 2022.
- Leheny, David. « Constructivism and international relations in Asia. » Dans *The Oxford Handbook of the International Relations of Asia* (éd. Saadia M. Pekkanen, John Ravenhill et Rosemary Foot). Oxford University Press (2014) : 64-84.
- Legro, Jeffrey W. « Whence American Internationalism. » *International Organization* 54, no. 2 (2000) : 253-289.
- Lertpusit, Sivarin. « The Patterns of New Chinese Immigration in Thailand: The Terms of Diaspora, Overseas Chinese and New Migrants Comparing in a Global Context. » *ABAC Journal* (Assumption University of Thailand) 38, no. 1 (2018) : 74-87.
- Leung, Beatrice. « China's religious freedom policy: The art of managing religious activity. » *The China Quarterly* 184 (2005) : 894-913.
- Leung, Beatrice. « Religious Freedom and the Constitution in the People's Republic of China: Interpretation and Implementation. » *Diskus* 3, no. 1 (1995) : 1-18.
- Li, Mingjiang. « Soft Power in Chinese Discourse: Popularity and Prospect. » Working paper no. 165 (Sept. 2008), Singapour : S. Rajaratnam School of International Studies [RSIS], Nanyang Technological University.
- Li, X. D. *文物学* [Cultural Relics]. Beijing : Xueyuan Press, 2005.
- Li, Xin-Zhu, Chen Chun-Ching, et Kang Xin. « Religious diversity education: raising children's awareness of religious diversity through augmented reality. » *Humanities and Social Sciences Communications* 10, no. 1 (2023) : 1-10.
- Li, Zhi. « Diplomatie Culturelle – Un mode d'interprétation de la communication (Wenhua waijiao. Yi zhong chuanboxue de jiedu 文化外交. 一种传播学的解读). » Peking University Press (2005).
- Liao, Ning. « The power of strategic narratives: The communicative dynamics of Chinese nationalism and foreign relations. » Dans *Forging the World: Strategic Narratives and International Relations* (2017) : 110-133.
- Liên, Claire Trần Thị. « Communist state and religious policy in Vietnam: A historical perspective. » *Hague Journal on the Rule of Law* 5, no. 2 (2013) : 229-252.
- Lin, Shaun, James D. Sidaway, et Chih Yuan Woon. « Reordering China, rescaling the world: Belt and Road Initiative (一带一路) as an emergent geopolitical culture. » *The Professional Geographer* 71, no. 3 (2019) : 507-522.
- Lincot, Emmanuel. « La Chine et sa politique étrangère : le sharp power face à l'incertitude ? » *Revue Internationale et Stratégique* 3 (2019) : 39-49.
- Litalien, Manuel. « The Changing State Monopoly on Religion and Secular Views in Thailand. » Dans *Secular States and Religious Diversity* (2013) : 232-265.
- Liu, Xin. *China's Cultural Diplomacy: A Great Leap Outward?* Routledge, 2020.
- Liu, Yaoping. « A Study of Chinese Lay Buddhist Societies in Thailand: History and Current State. » *Canadian Journal of Buddhist Studies* 16 (2021).
- Liu, Yao-ping. « The History of Jin Nikāya in Thailand: A Preliminary Study from a Socio-political Perspective. » *The Journal of Chinese Buddhist Studies* = *中华佛学学报* 33 (2020) : 121-170.

- Liu, Meiwu, et Zhang Wei. « The Analysis of the Religious Risk and Countermeasures along the Belt and Road - Taking Thailand as an Example. » Dans *3rd International Symposium on Asian B&R Conference on International Business Cooperation (ISBCD 2018)*, pp. 356-359. Atlantis Press, 2018.
- Liu, Weidong, Michael Dunford, et Gao Boyang. « A discursive construction of the Belt and Road Initiative: From neo-liberal to inclusive globalization. » *Journal of Geographical Sciences* 28 (2018) : 1199-1214.
- Liu, Weidong, et Michael Dunford. « Inclusive globalization: Unpacking China's Belt and Road Initiative. » *Area Development and Policy* 1, no. 3 (2016) : 323-340.
- Lo, Sonny Shiu-Hing, Steven Chung-Fun Hung et Jeff Hai-Chi Loo. *China's New United Front Work in Hong Kong: Penetrative Politics and Its Implications*. Palgrave Macmillan, 2019. 54.
- Lu, Shuai, Meng Sun, et Jin Chen. « The Present Situation of Sino-Thai Trade and the Enlightenment from the Belt and Road Construction. » *3rd International Symposium on Asian B&R Conference on International Business Cooperation (ISBCD 2018)*, pp. 1-5. Atlantis Press, 2018.
- Lu, Zhaoxiang. « The Revival of Shaolin in the Era of Reform and Opening Up. » Dans *A History of Shaolin: Buddhism, Kung Fu and Identity*, pp. 219-249. Routledge, 2019.
- MacInnis, Donald E. *Religion in China Today: Policy and Practice*. Orbis Books, 1989.
- Madsen, Richard. *Democracy's Dharma: Religious Renaissance and Political Development in Taiwan*. University of California Press, 2007.
- Madsen, Richard. « Catholic revival during the reform era. » *The China Quarterly* 174 (2003) : 468-487.
- Mahatthanadull, Sanu. « Modern Buddhism, Education, and the State in Thailand and Japan. » Dans *The Second Tohoku Conference on Global Japanese Studies*, Tohoku University, Sendai, Japon. 2019.
- Martin, Miguel. « Global Religion and the United Front: The Case of Mongolia. » *China Brief*, 10 juillet 2018, consulté en ligne sur <https://jamestown.org/program/propaganda-themes-at-the-cppcc-stress-the-sinicization-of-religion/>.
- Martin, Peter. « Searching for Inner Peace in Sino-Indian Relations: Xi and Modi's Buddhist Diplomacy. » *The Asia Dialogue*, 21 novembre 2014, <https://theasiadialogue.com/2014/11/21/searching-for-inner-peace-in-sino-indian-relations-xi-and-modis-buddhist-diplomacy/>.
- McCargo, Duncan, et Saowanee T. Alexander. « Thailand's 2019 Elections. » *Asia Policy* 14, no. 4 (2019) : 89-106.
- McCargo, Duncan. « Buddhism, Democracy and Identity in Thailand. » *Democratization* 11, no. 4 (2004) : 155-170.
- McDaniel, Justin Thomas. « Buddhists in Modern Southeast Asia. » *Religion Compass* 4, no. 11 (2010) : 657-668.
- Melissen, Jan. *The New Public Diplomacy: Soft Power in International Relations*. Palgrave Macmillan London, 2005.
- Mongsawad, Prasopchoke. « The Philosophy of the Sufficiency Economy: A Contribution to the Theory of Development. » *Asia Pacific Development Journal* 17, no. 1 (2010) : 123.
- Morita, Liang Chua. « Religion and Family of the Chinese and Thai in Thailand and Influences. » *Studies in Language and Culture* 28, no. 2 (2007) : 125-142.

- Michaels, Sara E., et Justin Thomas McDaniel. « Money and Politics in Buddhist Sangha in Modern Thailand. » Dans *Routledge Handbook of Contemporary Thailand* (éd. Chachavalpongpun, Pavin), pp. 253-267. Routledge, 2019.
- Miskimmon, Alister, Ben O'Loughlin, et Zeng Jinghan. *One Belt, One Road, One Story?: Towards an EU-China Strategic Narrative*. Springer Nature, 2020.
- Miskimmon, Alister, Ben O'Loughlin, et Laura Roselle. *Forging the World: Strategic Narratives and International Relations*. University of Michigan Press, 2017.
- Miskimmon, Alister, Ben O'loughlin, et Laura Roselle. « Strategic Narrative: A New Means to Understand Soft Power. » *Media, War & Conflict* 7, no. 1 (2014[a]) : 70-84.
- Miskimmon, Alister, Ben O'Loughlin, et Laura Roselle. *Strategic Narratives: Communication Power and the New World Order*. Routledge, 2014[b].
- Morrison, Wayne M. « China's Economic Rise: History, Trends, Challenges, and Implications for the United States. » *Current Politics and Economics of Northern and Western Asia* 28, no. 2/3 (2019) : 189-242.
- Mrozik, Susanne. « A Robed Revolution: The Contemporary Buddhist Nun's (Bhiksuni) Movement. » *Religion Compass* 3, no. 3 (2009) : 360-378.
- Ngeow, Chow-Bing. « Religion in China's Public Diplomacy Towards the Belt and Road Countries in Asia. » Dans *Silk Road to Belt Road* (éd. Islam, Nazul), pp. 75-93. Springer, Singapour, 2019.
- Nguyen, Van Dao et Vu Hong Van. « Religious policy and freedom of religious activity at Vietnam. » *Palarch's Journal Of Archaeology Of Egypt/Egyptology* 17, no. 9 (2020) : 2496-2513.
- Noy, Darren. « Thailand's Sufficiency Economy: Origins and Comparisons with Other Systems of Religious Economics. » *Social Compass* 58, no. 4 (2011) : 593-610.
- Nye Jr., Joseph S. « Soft Power: The Origins and Political Progress of a Concept. » *Palgrave Communications* 3, no. 1 (2017) : 1-3.
- Nye Jr., Joseph S. « The Information Revolution and Soft Power. » *Current History* 113, no. 759 (2014) : 19-22.
- Nye Jr., Joseph S. « What China and Russia Don't Get About Soft Power. » *Foreign Policy*, 29 avril 2013, <https://foreignpolicy.com/2013/04/29/what-china-and-russia-dont-get-about-soft-power/>.
- Nye Jr., Joseph S. « China and Soft Power. » *South African Journal of International Affairs* 19, no. 2 (2012) : 151-155.
- Nye Jr., Joseph S. *The Future of Power*. Public Affairs, 2011.
- Nye Jr., Joseph S. « Get Smart. Combining Hard and Soft Power. » *Foreign Affairs*, 1er juillet 2009, <https://www.foreignaffairs.com/united-states/get-smart>.
- Nye Jr, Joseph S. « Public Diplomacy and Soft Power. » *The Annals of the American Academy of Political and Social Science* 616, no. 1 (2008) : 94-109.
- Nye Jr, Joseph S. *Soft Power: The Means to Success in World Politics*. Public Affairs, 2004.
- Nye Jr., Joseph S. « The Rise of China's Soft Power. » *Wall Street Journal*, 29 décembre 2005, <https://www.wsj.com/articles/SB11358086724233272>.
- Nye Jr, Joseph S. *Bound to Lead: The Changing Nature of American Power*. New York : Basic Books, 1990[a].
- Nye Jr, Joseph S. « Soft Power. » *Foreign Policy* 80 (1990[b]) : 153-171.

- Nyíri, Pál. « Chinese Outside China. » Dans *The SAGE Handbook of Contemporary China* (dir. Wu, Weiping et Mark Frazier), pp. 696-712. SAGE, 2018.
- Palit, Parama Sinha. « China's Cultural Diplomacy: Historical Origin, Modern Methods and Strategic Outcomes. » *China Research Center* 12, no. 2 (2013) : 12-2.
- Pallapothu, Vaishnavi. *Dharma Diplomacy: Buddhism in India and China*. KW Publishers, 2021.
- Palmer, David A. « China's Religious Danwei: Institutionalising Religion in the People's Republic. » *China Perspectives*, no. 4 (2009) : 19-43.
- Palmer, David A. « Les mutations du discours sur les sectes en Chine moderne : Orthodoxie impériale, idéologie révolutionnaire, catégories sociologiques. » *Archives de sciences sociales des religions* 144 (2008).
- Palmer, David A. « L'État et le sectarisme en Chine: Le cas du Falungong. » *Religion et Politique en Asie. Histoire et Actualité* (2006) : 175-186.
- Parama, Sinha Palit. « China's Cultural Diplomacy: Historical Origin, Modern Methods and Strategic Outcomes. » *China Research Center* 12, no. 2 (2013) : 12-2.
- Parnwell, Michael, et Martin Seeger. « The Relocalization of Buddhism in Thailand. » *Journal of Buddhist Ethics* 15, no. 1 (2008) : 79-176.
- Paulès, Xavier. « Les études consacrées à l'histoire de la diaspora chinoise menées en République populaire de Chine depuis 1979, essai de synthèse. » *Diasporas. Circulations, migrations, histoire* 40 (2023) : 211-217.
- Phanishsarn, Aksornsri. « The Link Between the EEC of Thailand 4.0 Model and China's BRI: A New Chapter of Thailand-China Economic Relations. » Dans *Exchanges and Mutual Learning Among Asian Civilizations*, pp. 115-123. Singapour : Springer Nature Singapore, 2023.
- Ponka, Tatyana Ivanovna, Altn Erdnievna Dzhanayeva, et Zhao Jielin. « Buddhism as a Resource of "Soft Power" of China (Буддизм как ресурс «мягкой силы» Китая). » *Vestnik RUDN. International Relations* 17, no. 2 (2017) : 290-300.
- Poh, Angela, et Li Mingjiang. « A China in Transition: The Rhetoric and Substance of Chinese Foreign Policy under Xi Jinping. » *Asian Security* 13, no. 2 (2017) : 84-97.
- Potter, Pitman B. « Belief in Control: Regulation of Religion in China. » *The China Quarterly* 174 (2003) : 317-337.
- Ponglamjiak, Soponawitch A. « Digital Solidarity Movement of Non-State Actors Against Authoritarianism: Milk Tea Alliance of Hong Kong and Thailand. » *Journal of Legal Ethical & Regulatory Issues* 24 (2021) : 1-7.
- Punyaratabandhu, Piratorn, et Jiranuwat Swaspitchayaskun. « Thailand's Perception and Strategy toward China's BRI Expansion: Hedging with Cooperating. » *The Chinese Economy* 54, no. 1 (2021) : 69-77.
- Punyaratabandhu, Piratorn, et Jiranuwat Swaspitchayaskun. « The Political Economy of China-Thailand Development under the One Belt One Road Initiative: Challenges and Opportunities. » *The Chinese Economy* 51, no. 4 (2018) : 333-341.
- Rahula, Walpola Thero. « Theravada-Mahayana Buddhism. » *Gems of Buddhist Wisdom*, Buddhist Missionary Society, Kuala Lumpur (1996).
- Ramachandran, Sudha. « Rivalries and Relics: Examining China's Buddhist Public Diplomacy. » *China Brief* 19, no. 5 (2019) : 15-20, consulté en ligne sur <https://jamestown.org/program/rivalries-and-relics-examining-chinas-buddhist-public-diplomacy/>.

- Ramo, Joshua Cooper. *The Beijing Consensus*. Foreign Policy Centre, Londres, 2004.
- Rana, Kishan S. « India and China: Soft Power in an Asian Context. » Dans *The Routledge Handbook of Soft Power* (dir. Naren Chitty, Gary D. Rawnsley, et Craig Hayden), pp. 381-391. Taylor & Francis, 2016.
- Ranade, Jayadeva. « Buddhism: A New Frontier in the China-India Rivalry. » Carnegie India, publié le 17 mars 2017, <https://carnegieindia.org/2017/03/17/buddhism-new-frontier-in-china-india-rivalry-pub-68326>.
- Rawnsley, Gary D. « Cultural Diplomacy Today: A ‘Culture of Dialogue’ or a ‘Dialogue of Cultures’? » Dans *Transnational Sites of China’s Cultural Diplomacy* (éd. Ptáčková, Klimeš, et Rawnsley), pp. 13-33. Palgrave Macmillan, Singapour, 2021.
- Rawnsley, Gary D., et Chi Ngac. « Vietnamese Cultural Diplomacy: An Emerging Strategy. » Dans *The Routledge Handbook of Soft Power* (éd. Chitty, Naren, Li Lilian, Gary D. Rawnsley et Craig Hayden), pp. 445-460. Routledge, 2016.
- Rawnsley, Gary D. « Approaches to Soft Power and Public Diplomacy in China and Taiwan. » *Journal of International Communication* 18, no. 2 (2012) : 121-135.
- Rawnsley, Gary D. « China Talks Back: Public Diplomacy and Soft Power for the Chinese Century. » Dans *Routledge Handbook of Public Diplomacy* (éd. Snow, Nancy et Philip M. Taylor), pp. 302-311. Routledge, 2008.
- Raymond, Gregory V. « Religion as a Tool of Influence: Buddhism and China’s Belt and Road Initiative in Mainland Southeast Asia. » *Contemporary Southeast Asia* 42, no. 3 (2020) : 346-371.
- Read, Graeme. « Sharp Power, Youth Power, and the New Politics in Taiwan. » *Power: China Story Yearbook*. ANU Press (2019).
- Reinke, Jens. « Situating Buddhist Modernism within a Global Context: The Global Spread of Fo Guang Shan. » 7e Symposium sur le Bouddhisme Humaniste, Institut Fo Guang Shan du Bouddhisme Humaniste (2021) : 333-341.
- Reinke, Jens. « Sacred Secularities: Ritual and Social Engagement in a Global Buddhist China. » *Religions* 9, no. 11 (2018) : 338-350.
- Rigger, Shelley. « Has China’s Taiwan Policy Failed? And If So, What Next? » Dans *A New Era in Democratic Taiwan: Trajectories and Turning Points in Politics and Cross-Strait Relations* (éd. Sullivan, Jonathan, et Lee Chun-Yi), pp. 142-155. Routledge, 2018.
- Ríos Peñafiel, María Elvira. « El Budismo en el Discurso Político Chino: Construcción de una Narración Patriótico-Religiosa. » *Estudios de Asia y África* 52, no. 3 (2017) : 567-592.
- Roszkó, Edyta. « Controlled Religious Plurality: Possibilities for Covenantal Pluralism in Vietnam. » *The Review of Faith & International Affairs* 19, no. 3 (2021) : 89-103.
- Roy, Denny. *Taiwan: A Political History*. Cornell University Press, 2003.
- Roy, Denny. « China and Southeast Asia: ASEAN Makes the Best of the Inevitable. » *Asia Pacific Security Studies* 1, no. 2 (2002).
- Rubinstein, Murray A. *Taiwan: A New History*. Routledge, 2015.
- Samuels, Jeffrey. « Contemporary Buddhism in Malaysia. » Dans *Oxford Handbook of Contemporary Buddhism* (éd. Jerryson). Presse Universitaire d’Oxford, (2016) : 258-273.
- Sattayanurak, Saichol. « Thai Identity and Nationalism. » Dans *Routledge Handbook of Contemporary Thailand* (éd. Chachavalpongpun, Pavin), pp. 241-252. Routledge, 2019.

- Schmitter, Philippe C. « Still the Century of Corporatism? » *The Review of Politics* 36, no. 1 (1974) : 85-131.
- Scott, David. « Buddhism in Current China-India Diplomacy. » *Journal of Current Chinese Affairs* 45, no. 3 (2016) : 139-174.
- Scott, Rachelle M. « Contemporary Thai Buddhism. » Dans *Oxford Handbook of Contemporary Buddhism* (éd. Jerryson). Presse Universitaire d'Oxford, (2016) : 196-211.
- Siani, Edoardo. « Buddhism and Power. » Dans *Routledge Handbook of Contemporary Thailand* (éd. Pavin Chachavalpongpun), pp. 268-277. Routledge, 2019.
- Sen, Tamsen. « The Spread of Buddhism. » Dans *The Cambridge World History: Volume 5, Expanding Webs of Exchange and Conflict, 500CE–1500CE* (éd. Kedar et Wiesner-Hanks). Cambridge University Press, (2015) : 447-480.
- Shao, Jingkai. « Exploring China's "Sharp Power": Conceptual Deficiencies and Alternatives. » *Transcommunication*, Tokyo 6, no. 2 (2019) : 129-148.
- Shichor, Yitzhak. « China's Belt and Road Initiative Revisited: Challenges and Ways Forward. » *China Quarterly of International Strategic Studies* 4, no. 01 (2018) : 39-53.
- Sidaway, James D., et Chih Yuan Woon. « Chinese Narratives on "One Belt, One Road" (一带一路) in Geopolitical and Imperial Contexts. » *The Professional Geographer* 69, no. 4 (2017) : 591-603.
- Singh, Swaran, et Kaziah Wallis. « Buddhism as a Solution to "China Threat Theories"? Chinese Diplomacy and the Case of Chinese Tooth Relic in Myanmar. » Dans *Understanding 21st Century China in Buddhist Asia: History, Modernity, and International Relations* (éd. Manomaivibool, Prapin et Chih-yu Shih), pp. 101-122. Chulalongkorn University Press, 2016.
- Siriphon, Aranya, et Li Jiangyu. « Chinese Dream, Emerging Statecraft, and Chinese Influence in the Mekong Region. » *International Journal of Asian Studies* 18, no. 2 (2021) : 289-304.
- Son, Bui Ngoc. « Legal Regulation of Religion in Vietnam. » Dans *Regulating Religion in Asia: Norms, Modes, and Challenges* (2019) : 146-168.
- Song, Hee-Chan. « Sufficiency Economy Philosophy: Buddhism-Based Sustainability Framework in Thailand. » *Business Strategy and the Environment* 29, no. 8 (2020).
- Sonoda, Shigeto. « Asian Views of China in the Age of China's Rise: Interpreting the Results of Pew Survey and Asian Student Survey in Chronological and Comparative Perspectives, 2002-2019. » *Journal of Contemporary East Asia Studies* 10, no. 2 (2021) : 262-279.
- Soucy, Alexander. « Contemporary Vietnamese Buddhism. » Dans *Oxford Handbook of Contemporary Buddhism* (éd. Jerryson). Presse Universitaire d'Oxford, (2016) : 177-195.
- Sparks, Colin. « China, Soft Power and Imperialism. » Dans *Routledge Handbook of Chinese Media* (éd. Rawnsley, Gary D. et Ming-yeh T. Rawnsley), pp. 45-64. Routledge, 2015.
- Stuart-Fox, Martin. « Southeast Asia and China: The Role of History and Culture in Shaping Future Relations. » *Contemporary Southeast Asia: A Journal of International and Strategic Affairs* 26, no. 1 (2004) : 116-139.
- Su, Xiaoyan. « Reconstruction of Tradition: Modernity, Tourism and Shaolin Martial Arts in the Shaolin Scenic Area, China. » *The International Journal of the History of Sport* 33, no. 9 (2016) : 934-950.
- Suryadinata, Leo. « Blurring the Distinction between Huaqiao and Huaren: China's Changing Policy Towards the Chinese Overseas. » *Southeast Asian Affairs* (2017) : 101-114.

- Suryadinata, Leo. « Southeast Asian Policies Toward the Ethnic Chinese: A Revisit. » Dans *Routledge Handbook of the Chinese Diaspora*, pp. 274-289. Routledge, 2013.
- Suzuki, Takashi. « China's United Front Work in the Xi Jinping Era: Institutional Developments and Activities. » *Journal of Contemporary East Asia Studies* 8, no. 1 (2019) : 83-98.
- Swaine, Michael D. « Chinese Views and Commentary on the 'One Belt, One Road' Initiative. » *China Leadership Monitor* 47, no. 2 (2015) : 3-26.
- Tan, Kevin YL. « Law, Religion, and the State in Singapore. » *The Review of Faith & International Affairs* 14, no. 4 (2016) : 65-77.
- Tan, Ooi. *Buddhist Revitalization and Chinese Religions in Malaysia*. Buddhist Revitalization and Chinese Religions in Malaysia, 2020 : 1-204.
- Thio, Li-Ann. « Principled Pluralism, Relational Constitutionalism and Regulating Religion within Singapore's Secular Democratic Model. » Dans *Regulating Religion in Asia* (2019) : 119-145.
- Thoraval, Joël. « Pourquoi les "religions chinoises" ne peuvent-elles apparaître dans les statistiques occidentales ? » *Perspectives Chinoises* 1 (1992) : 37-44.
- Thompson, Ashley. « Contemporary Cambodian Buddhist Traditions: Seen from the Past. » Dans *Oxford Handbook of Contemporary Buddhism* (éd. Jerryson). Presse Universitaire d'Oxford, (2016) : 236-257.
- Thunø, Mette. « China's New Global Position: Changing Policies Toward the Chinese Diaspora in the Twenty-First Century. » Dans *China's Rise and the Chinese Overseas* (éd. Wong, Bernard P. et Tan Chee-Bing), pp. 184-208. Routledge, 2018.
- Toft, Monica Duffy. « Religion and International Relations Theory. » Dans *Sage Handbook of International Relations* (éd. Walter Carlsnaes, Thomas Risse, et Beth A. Simmons). Sage Publications, (2012) : 673-691.
- Tong, James W. « The New Religious Policy in China: Catching Up with Systemic Reforms. » *Asian Survey* 50, no. 5 (2010) : 859-887.
- Tong, Jiadong, Yu Ziliang, Xu Jiayun, et Tong Meng. « The Belt and Road Initiative and China's Export: A Soft Power Perspective. » *Frontiers of Economics in China* 15, no. 3 (2020) : 313-354.
- Tungkeunkunt, Kornphanat, et Kanya Phuphakdi. « Rethinking Diplomatic Discourse with Chinese Characteristics: The Brotherhood Discourse. » Dans *Chinese People's Diplomacy and Developmental Relations with East Asia* (éd. Lee, Lai To), pp. 132-145. Routledge, 2020.
- Tungkeunkunt, Kornphanat, et Kanya Phuphakdi. « Blood Is Thicker Than Water: A History of the Diplomatic Discourse "China and Thailand Are Brothers." » *Asian Perspective* 42, no. 4 (2018) : 597-621.
- Tungkeunkunt, Kornphanat. « Culture and Commerce: China's Soft Power in Thailand. » *International Journal of China Studies* 7, no. 2 (2016) : 151-173.
- Turcsányi et al. « Public Opinion in the Indo-Pacific: Divided on China, Cheering for US & EU. » CEIAS, novembre 2022..
- Vala, Carsten T. *The politics of Protestant churches and the party-state in China: God above party?*. Routledge, 2017.
- Vala, Carsten T. « The state—religion relationship in contemporary China: Corporatism with hegemony. » Dans *The Chinese Corporatist State*, pp. 102-119. Routledge, 2012.
- Varrall, Merriden. « A Risen China and the Dawn of a New Era. » *ASEANFocus* 6 (2017) : 26-27.

- Vassiliades, Demetrios Th. « Greeks and Buddhism: Historical Contacts in the Development of a Universal Religion. » *The Eastern Buddhist* 36, no. 1/2 (2004) : 134-183.
- Vermader, Benoît. « Réveil religieux et sortie de la religion en Chine contemporaine. » *Perspectives chinoises*, n° 109 (2009) : 4-17.
- Vickery, Michael. *Cambodia: 1975-1982*. Sydney: Allen and Unwin, 1984.
- Walker, Christopher. « What Is "Sharp Power"? » *Journal of Democracy*, vol. 29, no. 3 (2018) : 9-23.
- Walker, Christopher et Jessica Ludwig. « The Meaning of Sharp Power: How Authoritarian States Project Influence. » *Foreign Affairs*, 16 novembre 2017, <https://www.foreignaffairs.com/articles/china/2017-11-16/meaning-sharp-power>.
- Walton, Matthew J., et Susan Hayward. *Contesting Buddhist Narratives: Democratization, Nationalism, and Communal Violence in Myanmar*. Honolulu, HI: East-West Center, 2014.
- Wang, Huning. « La Culture Comme Force Nationale : Le Soft Power. » *Journal of Fudan University* 3 (1993).
- Wang, Jianwei. « Xi Jinping's 'Major Country Diplomacy:' A Paradigm Shift? » *Journal of Contemporary China* 28, no. 115 (2019) : 15-30.
- Wang, Ray. *Resistance Under Communist China: Religious Protesters, Advocates and Opportunists*. Springer International Publishing, 2019.
- Wang, T.Y. et Cheng Su-feng. « Taiwan Citizens' View of China: What Are the Effects of Cross-Strait Contacts? » *Journal of East Asian Studies* 17, no. 2 (2017) : 233-243.
- Wang, Yujiao. « Confucius Institutes in Thailand: Revealing the Multi-dimensionality of China's Public Diplomacy. » *Journal of the Graduate School of Asia-Pacific Studies* 37 (2019) : 99-113.
- Welch, Holmes. « Buddhism under the Communists. » *The China Quarterly* 6 (1961) : 1-14.
- Winter, Tim. « Geocultural Power: China's Belt and Road Initiative. » *Geopolitics* 26, no. 5 (2021) : 1376-1399.
- Winter, Tim. « Silk Road Diplomacy: Geopolitics and Histories of Connectivity. » *International Journal of Cultural Policy* 26, no. 7 (2020) : 898-912.
- Winter, Tim. « Conservation Diplomacy and the Narratives of Material Antiquity. » Dans *Southeast Asia's Modern Architecture: Questions of Translation, Epistemology and Power* (éd. Chang, Jiat-Hwee et Imran bin Tajudeen), pp. 115-138. NUS Press, 2018.
- Wong, Bernard, et Tan Chee-Beng. *China's Rise and the Chinese Overseas*. Routledge, 2017.
- Wong, Wei Chin. « Chinese Identities in Southeast Asia. » Dans *Silk Road to Belt Road: Reinventing the Past and Shaping the Future* (dir. Nazrul Islam), pp. 329-340. Singapore: Springer Nature Singapore, 2018.
- Wongsurawat, Wasana. « Disturbing the Inequality of PRC Influence on the Position of Ethnic Chinese in Thailand in the New Era. » Dans *Chinese People's Diplomacy and Developmental Relations with East Asia* (éd. Lee Lai To), pp. 146-161. Routledge, 2020.
- Wu, Xiao An. *China's Evolving Policy Towards the Chinese Diaspora in Southeast Asia (1949–2018)*. No. 14. ISEAS-Yusof Ishak Institute, 2019.
- Xing, Li. « China's Pursuit of the "One Belt One Road" Initiative: A New World Order with Chinese Characteristics? » Dans *Mapping China's 'One Belt One Road' Initiative* (éd. Xing, Li), pp. 1-28. Palgrave MacMillan, 2019.

- Xu, Yihua. « Religion and China's Public Diplomacy in the Era of Globalization. » *Journal of Middle Eastern and Islamic Studies (in Asia)* 9, no. 4 (2015) : 14-35.
- Yan, Xuetong. « From Keeping a Low Profile to Striving for Achievement. » *Chinese Journal of International Politics* 7, no. 2 (2014) : 153-184.
- Yan, Xuetong. *Soft Power et la Montée de la Chine, Rapport de Recherche du Centre des Affaires Chinoises et Globales (Ruanshili yu Zhongguo de Jueqi: Beijing daxue yu shijie yanjiu zhongxin Yanjiu Baogao)*, Université de Pékin, 2007[a].
- Yan, Xuetong. « *Ruanshili de hexin shi zhengzhi shili (Le Cœur du soft power est le pouvoir politique)*, *Global Times*, 22 mai 2007[b].
- Yang, Bokai, et Zhiyi Zhuo. « Cultural Ties of the 21st Century Maritime Silk Road: Cultural and Creative Industries of Southern Fujian. » *International Communication of Chinese Culture* 6, no. 4 (2019) : 311-322.
- Yang, Fenggang. « A Research Agenda on Religious Freedom in China. » *The Review of Faith and International Affairs* vol. 11, n° 2 (2013) : 6-17.
- Yang, Fenggang. « The Red, Black, and Gray Markets of Religion in China. » *Sociological Quarterly* n° 47/1 (2006) : 93-122.
- Yang, Fenggang et Dedong Wei. « The Bailin Buddhist Temple: Thriving under Communism. » Dans *State, Market, and Religions in Chinese Societies* (éd. Fenggang Yang et Joseph B. Tamney), pp. 63-86. Koninklijke Brill, 2005.
- Yang, Mayfair Mei-hui. « Shanghai: Re-emerging Religiosities in a Global City. » Contribution pour l'atelier-conférence "Urban Aspiration in Global Cities", à l'Institut Max Planck (Göttingen, Allemagne), 9-13 août 2009.
- Yoshihara, Toshi. « Evaluating the Logic and Methods of China's United Front Work. » *Orbis: FPRI's Journal of World Affairs*, vol. 64, n° 2 (2020) : 230-248.
- Yu, Qionglei, Richard McManus, Dorothy A. Yen, et Xiang Robert Li. « Tourism Boycotts and Animosity: A Study of Seven Events. » *Annals of Tourism Research* 80 (2020) : 102792.
- Yu, Xintian. « The role of soft power in China's external strategy. » *Global Review* 1 (2007) : 113-127.
- Zamorano, Mariano Martín. « Reframing Cultural Diplomacy: The Instrumentalization of Culture under the Soft Power Theory. » *Culture Unbound* 8, no. 2 (2016) : 165-186.
- Zehfuss, Maja. « Critical Theory, Poststructuralism and Postcolonialism. » Dans *Sage Handbook of International Relations* (éd. Walter Carlsnaes, Thomas Risse, et Beth A. Simmons). Sage Publications, (2012) : 145-169.
- Zeng, Jinghan. *Slogan Politics: Understanding Chinese Foreign Policy Concepts*. Springer Nature, 2020.
- Zeng, Jinghan. « Narrating China's Belt and Road Initiative. » *Global Policy* 10, no. 2 (2019) : 207-216.
- Zhao, Kejin. « The China Model of Public Diplomacy and Its Future. » *The Hague Journal of Diplomacy* 14, no. 1-2 (2019) : 169-181.
- Zhao, Kejin. « Public Diplomacy, Rising Power, and China's Strategy in East Asia. » Dans *Understanding Public Diplomacy in East Asia: Middle Powers in a Troubled Region* (éd. Méliessen Jan et Yul Sohn), pp. 51-77. New York: Palgrave Macmillan US, 2016.
- Zhang, Guozuo. *Research Outline for China's Cultural Soft Power*. Springer Singapore, 2017.
- Zhang, Juyan. « Buddhist Diplomacy: History and Status Quo. » *CPD Perspective*, vol. 7 (2012) : 5-62.

Zhang, Juyan. « China's Faith Diplomacy. » Dans *Religion and Public Diplomacy* (éd. Seib, Philip), pp. 75-97. Palgrave Macmillan, New York, 2013.

Zhang, Mingliang. « The Road to Cooperation between Beijing and Taipei on the South China Sea Issue. » Dans *A New Era in Democratic Taiwan: Trajectories and Turning Points in Politics and Cross-Strait Relations* (éd. Sullivan, Jonathan et Lee Chun-Yi), pp. 224-236. Routledge, 2018.

Zhao, Kejin. « The China Model of Public Diplomacy and Its Future. » *The Hague Journal of Diplomacy* 14 (2019) : 169-181.

Zhao, Kejin. « Public Diplomacy, Rising Power, and China's Strategy in East Asia. » Dans *Understanding Public Diplomacy in East Asia: Middle Powers in a Troubled Region* (éd. Méliessen Jan et Yul Sohn), pp. 51-77. New York: Palgrave Macmillan US, 2016.

Zhou, Ying. « Confucius Institute in the Sino-Thai Relations: A Display of China's Soft Power. » *Asian Journal of Social Science* 49, no. 4 (2021) : 234-243.

Zhou, Li et Raymie E. McKerrow. « Xi Jinping's Keynote in the Belt and Road Forum: A Pentadic Cartography. » *Critical Discourse Studies* 18, no. 5 (2021) : 504-518.

Zhu, Hua, et Li Wei. « Geopolitics and the Changing Hierarchies of the Chinese Language: Implications for Policy and Practice of Chinese Language Teaching in Britain. » *The Modern Language Journal* 98, no. 1 (2014) : 326-339.

Zhuang, Liwei. « The Gap between China's People-to-People Policy and Its Aim to Promote Understanding among Peoples in the World. » Dans *Chinese People's Diplomacy and Developmental Relations with East Asia* (éd. Lee Lai To), pp. 10-29. Routledge, 2020.

Sources en ligne (par chapitre) :

- **Introduction**

Center for Preventive Action, « Territorial Disputes in the South China Sea », *Council on Foreign Relations*, 17 septembre 2024, <https://www.cfr.org/global-conflict-tracker/conflict/territorial-disputes-south-china-sea>.

– « Maître Juexing, membre du Comité national de la Conférence consultative politique du peuple chinois : le bouddhisme chinois devrait « sortir » (全国政协委员觉醒法师：中国佛教应“走出去”) », *Association Bouddhiste de Chine*, 3 mai 2014, <https://www.chinabuddhism.com.cn/web/details/18976>.

– « Maître Juexing, vice-président de l'Association bouddhiste de Chine (中国佛教协会副会长觉醒法师) », *Phoenix Media*, 2 décembre 2020, <https://i.ifeng.com/c/81s4fa4cyJY>.

Naughton, Michael. « Resurfacing Religion in Contemporary China (entrevue avec Anna Sun) », *Harvard Divinity School*, 18 avril 2017, <https://news-archive.hds.harvard.edu/news/2017/04/18/resurfacing-religion-contemporary-china>.

– « Recognition of new Dalai Lama must be conducted in China », *Global Times*, 22 février 2023, <https://www.globaltimes.cn/page/202302/1285980.shtml>.

– « Le 11e Panchen Lama a assisté à la cérémonie d'ouverture du cinquième Forum Bouddhiste Mondial et a prononcé un discours (十一世班禅出席第五届世界佛教论坛开幕式并发表演讲) », *China Tibet Online*, 29 octobre 2018, http://www.tibet.cn/cn/index/gdt/201810/t20181030_6360431.html.

- **Chapitre 1**

– « Buddhistdoor View: Buddhist Hopes for China's Silk Road Initiative », *Buddhist Door*, 12 mai 2017, <https://www.buddhistdoor.net/features/buddhistdoor-view-buddhist-hopes-for-chinas-silk-road-initiative/>

– « China trying to use Tibetan Buddhism to promote Belt and Road Initiative », *New Indian Express*, 18 octobre 2018, <https://www.newindianexpress.com/world/2018/oct/18/china-trying-to-use-tibetan-buddhism-to-promote-belt-and-road-initiative-1887125.html>

Mendis, Patrick. « China's quest for soft power: where Confucius has failed, the Buddha may succeed », *South China Morning Post*, 1er juin 2018, consulté dernièrement le 7 juin 2023, <https://www.scmp.com/comment/insight-opinion/article/2148798/chinas-quest-soft-power-where-confucius-has-failed-buddha>

– « Religious Composition of India », Pew Research Center, 21 septembre 2021, <https://www.pewresearch.org/religion/2021/09/21/religious-composition-of-india/>

– « The Central Conference on Work Relating to Foreign Affairs was Held in Beijing », Ministère des Affaires Étrangères de la RPC, 29 novembre 2014, https://www.fmprc.gov.cn/eng/wjb_663304/zzjg_663340/xws_665282/xgxw_665284/201412/t20141201_600270.html

Walker, Christopher et Jessica Ludwig, « The Meaning of Sharp Power: How Authoritarian States Project Influence », *Foreign Affairs*, 16 novembre 2017, <https://www.foreignaffairs.com/articles/china/2017-11-16/meaning-sharp-power>

Zhang Han. « Buddhism encouraged to serve BRI », *Global Times*, 17 octobre 2018, <https://www.globaltimes.cn/page/201810/1123430.shtml>

• Chapitre 2

Agence France-Presse. « La Chine se livre à un exercice d'encerclement de Taïwan », *Radio Canada*, 7 avril 2023, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1970054/chine-taiwan-etats-unis-tensions-exercices-militaire>

– « Anti-China Sentiment Surges in Myanmar With Wave of Protests and Attacks », *The Irrawaddy*, 30 mai 2023, <https://www.irrawaddy.com/news/burma/anti-china-sentiment-surges-in-myanmar-with-wave-of-protests-and-attacks.html>

Anwar, Anu. « How China is using tourists to realise its geopolitical goals », *East Asia Forum*, 19 septembre 2019, <https://www.eastasiaforum.org/2019/09/19/how-china-is-using-tourists-to-realise-its-geopolitical-goals/>

ASEAN Visitors Arrivals Dashboard (Portail de Données Statistiques de l'ASEAN), consulté dernièrement le 28 juillet 2023, <https://data.aseanstats.org/dashboard/tourism>

Basu-Das, Sanchita. « Tourism in Southeast Asia: Building Forward Better », *Fulcrum*, 14 mars 2022, <https://fulcrum.sg/tourism-in-southeast-asia-building-forward-better/>

Campbell, Charlie. « 'It Will Be Catastrophic.' Asia's Tourism-Development Economies Are Being Hit Hard by the Coronavirus », *Time*, 13 février 2020, <https://time.com/5783505/thailand-asia-tourism-covid-19-china-coronavirus/>

Chaichalearmmongkol, Nopparat. « Return of Chinese Tourists to Thailand Has Pros, Cons », *Voice of America*, 24 mai 2023, <https://www.voanews.com/a/return-of-chinese-tourists-to-thailand-has-pros-cons/7107885.html>

Chellaney, Brahma. « China's Debt-Trap Diplomacy », *Project Syndicate*, 23 janvier 2017, <https://www.project-syndicate.org/commentary/china-one-belt-one-road-loans-debt-by-brahma-chellaney-2017-01>

– « China: Overview », Banque Mondiale, 20 avril 2023, <https://www.worldbank.org/en/country/china/overview>

– « China's Approach to Global Governance », Council on Foreign Relations, consulté dernièrement le 10 juillet 2023, <https://www.cfr.org/china-global-governance/>

– « China reopening 'not enough' to power Thai growth to 4% in 2023 », *Bangkok Post*, 19 janvier 2023, <https://www.bangkokpost.com/business/2486359/china-reopening-not-enough-to-power-thai-growth-to-4-in-2023>

Connolly, Peter. « Chinese evacuations and power projection (part 1): overseas citizen protection », *The Strategist*, 12 décembre 2018, <https://www.aspistrategist.org.au/chinese-evacuations-and-power-projection-part-1-overseas-citizen-protection/>

Constitution de la République Populaire de Chine (中华人民共和国宪法), promulguée en 1982, Gouvernement de la République Populaire de Chine, consulté dernièrement le 30 juin 2023, https://www.gov.cn/gongbao/content/2004/content_62714.htm

Cook, Sarah. « Tibetan Buddhism: Religious Freedom in China [rapport 2017] », Freedom House, consulté dernièrement le 9 juillet 2023, <https://freedomhouse.org/report/2017/battle-china-spirit-tibetan-buddhism-religious-freedom>

– « Covid-19 Fueling Anti-Asian Racism and Xenophobia Worldwide », Human Rights Watch, 12 mai 2020, <https://www.hrw.org/news/2020/05/12/covid-19-fueling-anti-asian-racism-and-xenophobia-worldwide>

Dasgupta, Saibal. « China's Global Image Under Strain as Sri Lanka Faces Debt Trap », *Voice of America*, 25 avril 2022, <https://www.voanews.com/a/china-s-global-image-under-strain-as-sri-lanka-faces-debt-trap-/6544106.html>

– « European Council conclusions on China, 30 juin 2023 [communiqué de presse] », Conseil Européen, 30 juin 2023, <https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2023/06/30/european-council-conclusions-on-china-30-june-2023/>

– « Fenêtre du leadership (领导之窗) », Département du Front Uni du Comité Central du PCC, consulté dernièrement le 6 septembre 2023, https://www.zyztb.gov.cn/zyztb/2022-09/26/article_2022121420300082382.shtml

– « Following the Vision of a Community with a Shared Future for Mankind and Bringing More Certainty to World Peace and Development », Ministère des Affaires Etrangères de la République Populaire de Chine, 30 mars 2023, https://www.fmprc.gov.cn/eng/wjdt_665385/zyjh_665391/202303/t20230331_11052581.html

– « Full text: Joint Statement between the People's Republic of China and the Kingdom of Cambodia on Building a China-Cambodia Community with a Shared Future in the New Era », Bureau d'Information du Conseil des affaires de l'État de la République Populaire de Chine, 13 février 2023, http://english.scio.gov.cn/topnews/2023-02/13/content_85102645.htm

– « Full Text of FM Wang Yi's Speech on China's Diplomacy in 2014 », Conseil des affaires de l'État de la République Populaire de Chine, 26 décembre 2014, http://english.www.gov.cn/state_council/ministries/2014/12/26/content_281475029808332.htm

– « Global Indicators Database. Opinion of China: do you have a favorable or unfavorable view of China? », Pew Research Center, consulté dernièrement le 27 juillet 2023, <https://www.pewresearch.org/global/database/indicator/24/country/CN>

Hanada Ryosuke et Kawate Iori, « China relents on Sri Lanka debt, paving way for bailout », *Nikkei Asia*, 9 mars 2023, <https://asia.nikkei.com/Spotlight/Sri-Lanka-crisis/China-relents-on-Sri-Lanka-debt-paving-way-for-bailout>

– « Hu Jintao Addresses the General Debate of the 64th General Assembly Session », Ministère des Affaires Étrangères de la République Populaire de Chine, 24 septembre 2009, https://www.fmprc.gov.cn/eng/wjb_663304/zzjg_663340/gjs_665170/gjzzyhy_665174/2594_665176/2596_665180/200909/t20090930_597974.html

Hutt, David. « China more popular among E Asia publics than elites », *Asia Times*, 7 novembre 2022, <https://asiatimes.com/2022/11/china-more-popular-among-se-asia-publics-than-elites/>

– « Joint Press Communiqué of the Seventh Mekong-Lancang Cooperation Foreign Ministers' Meeting », Ministère des Affaires Étrangères de la République Populaire de Chine, 5 juillet 2022, https://www.fmprc.gov.cn/eng/wjdt_665385/2649_665393/202208/t20220815_10743231.html

– « Joint Statement between the Kingdom of Thailand and the People's Republic of China on Working towards a Thailand - China Community with a Shared Future for Enhanced Stability, Prosperity and Sustainability », Ministère des Affaires Étrangères du Royaume de Thaïlande, 19 novembre 2022, <https://www.mfa.go.th/en/content/thchnjointstatement19112565-2?cate=5d5bcb4e15e39c306000683c>

– « Joint Statement between The People's Republic of China and The Republic of Indonesia », Ministère des Affaires Étrangères de la République Populaire de Chine, 17 novembre 2022, https://www.fmprc.gov.cn/eng/wjdt_665385/2649_665393/202211/t20221117_10976784.html

Kang, Robert. « Taiwan's Tourism Sector Readies Itself for Visitor Spike as Borders Re-Open », Hong Kong Trade Development Council (HKTDC): Research, 14 octobre 2022, <https://research.hktcdc.com/en/article/MTE4NDYxMjg5Ng>

– « La diplomatie chinoise en 2021 : Embrasser une vision globale et servir le pays et le peuple », Ministère des Affaires Étrangères de la République Populaire de Chine, 20 décembre 2021, https://www.fmprc.gov.cn/fra/wjb/wjbz/zyjh/202112/t20211220_10471933.html

– « Lancang-Mekong Cooperation Platform achieves high-level development, becoming 'golden model' for regional collaboration: FM », *Global Times*, 22 mars 2023, <https://www.globaltimes.cn/page/202303/1287756.shtml>

– « Lancang-Mekong Cooperation turned into « golden model » of regional cooperation: Chinese FM », *Xinhua*, 4 juillet 2022, <http://english.news.cn/20220704/91de697fc3b84cc1bb19be4e07def318/c.html>

Maizland, Lindsay. « Hong Kong's Freedoms: What China Promised and How It's Cracking Down », Council on Foreign Relations, 19 mai 2022, <https://www.cfr.org/background/hong-kong-freedoms-democracy-protests-china-crackdown>

– « Much of tourism-reliant Southeast Asia has no plans to restrict Chinese tourists », *Radio Free Asia*, 5 janvier 2023, <https://www.rfa.org/english/news/china/tourism-01052023152641.html>

– « New Asian Security Concept for New Progress in Security Cooperation », Ambassade de la République Populaire de Chine en Indonésie, 30 mai 2014, http://id.china-embassy.gov.cn/eng/sgdt/201405/t20140530_2048472.htm

Ngeow, Chow Bing. « China's Religious Charm Offensive: The Case of Malaysia. » *Asia Dialogue*, 18 mai 2017, <https://theasiadialogue.com/2017/05/18/chinas-religious-charm-offensive-the-case-of-malaysia/>

Nuwer, Rachel. « Government-Issued Guidelines Warn Chinese Tourists Not to Spit, Shout Or Overeat at Buffets », *Smithsonian Magazine*, 7 octobre 2013, <https://www.smithsonianmag.com/smart-news/government-issued-guidelines-warn-chinese-tourists-not-to-spit-shout-or-overeat-at-buffets-879185/>

Oeking, Anne. « Coronavirus' economic impact in East and Southeast Asia », East Asia Forum, 4 mars 2020, <https://www.eastasiaforum.org/2020/03/04/coronavirus-economic-impact-in-east-and-southeast-asia/>

– « Pew Survey: Global Opinion of China Has Deteriorated Under Xi », *Voice of America*, 30 septembre 2022, <https://www.voanews.com/a/pew-survey-global-opinion-of-china-has-deteriorated-under-xi-/6770773.html>

– « President Xi Jinping Delivered a Written Speech at the APEC CEO Summit, Underscoring China's Commitment to Building an Asia-Pacific Community with a Shared Future », Ministère des Affaires Étrangères de la République Populaire de Chine, 17 novembre 2022, https://www.fmprc.gov.cn/eng/wjb_663304/zzjg_663340/ggjjs_665228/xwlb_665230/202211/t20221117_10977274.html

– « Programme des Routes de la Soie : Conference on Dialogue of Asian Civilizations, Beijing », UNESCO, consulté dernièrement le 6 juillet 2023, <https://fr.unesco.org/silkroad/node/10460>

– « Protests Force Myanmar's Ethnic Chinese to Distinguish Themselves From China », *Radio Free Asia*, 16 mars 2021, <https://www.rfa.org/english/news/myanmar/ethnic-chinese-03162021181531.html>

– « Qin Gang Holds Talks with Minister for Foreign Affairs of Myanmar Than Swe », Ambassade de la République Populaire de Chine à Singapour, 3 mai 2023, http://sg.china-embassy.gov.cn/eng/zgwj/202305/t20230504_11070150.htm

– « Religious Leaders Dialogue at Boao Forum: Building community of shared future », *CGTN*, 11 avril 2018, https://news.cgtn.com/news/7741444f336b7a6333566d54/share_p.html

– « Résultats résumés du Sondage d'Opinion Publique sur la « Perception du Public à l'égard des Relations Inter-rives Actuelles » (avril 3-8, 2024) », Conseil des Affaires Continentales de la République de Chine, avril 2024, disponible en téléchargement sur <https://www.mac.gov.tw/en/cp.aspx?n=2C724118195F7BE7>

Rieko Miki et Yuko Habano, « G-7 heads weigh first statement urging China to be 'responsible' », *Nikkei Asia*, 4 mai 2023, <https://asia.nikkei.com/Spotlight/G-7-in-Japan/G-7-heads-weigh-first-statement-urging-China-to-be-responsible>

Shoowong, Molpasorn. « Sounding the alarm on zero-dollar tours », *Bangkok Post*, 19 avril 2023, <https://www.bangkokpost.com/business/2552350/sounding-the-alarm-on-zero-dollar-tours>

« Sondage d'Opinion Publique sur la « Perception du Public à l'égard des Relations Inter-rives Actuelles » (Graphique) », Conseil des Affaires Continentales de la République de Chine, avril 2024, disponible en téléchargement sur <https://www.mac.gov.tw/en/cp.aspx?n=2C724118195F7BE7>

Strangio, Sebastian. « Southeast Asian Elite Survey Paints Complex Picture of China Ties », *The Diplomat*, 17 février 2022, <https://thediplomat.com/2022/02/southeast-asian-elite-survey-paints-complex-picture-of-china-ties/>

– « Strong growth in visitors to Vietnam, but from a low base », *The Economist Group*, 31 mai 2022, <https://country.eiu.com/article.aspx?articleid=802155863&Country=Vietnam&topic=Economy&subtopic=Fforecast&subsubtopic=External+sector&oid=952147078>

– « Struggle to restore China's lawful seat in the United Nations », Ministère des Affaires Étrangères de la République Populaire de Chine, consulté dernièrement le 30 juin 2023, https://www.fmprc.gov.cn/eng/ziliao_665539/3602_665543/3604_665547/200011/t20001117_697805.html

Taylor, Adam. « Beijing is embarrassed about unruly Chinese tourists and plans to 'publicly shame' them », *The Washington Post*, 16 janvier 2015, <https://www.washingtonpost.com/news/worldviews/wp/2015/01/16/beijing-is-embarrassed-about-unruly-chinese-tourists-and-plans-to-publicly-shame-them/>

Teeratanabodee, Wichuta et Jye Quah Say, « Pelosi's Taiwan Visit has Revived the Milk Tea Alliance », *The Diplomat*, 9 août 2022, <https://thediplomat.com/2022/08/pelosis-taiwan-visit-has-revived-the-milk-tea-alliance/>

– « The Central Conference on Work Relating to Foreign Affairs was Held in Beijing », Ministère des Affaires Étrangères de la République Populaire de Chine, 29 novembre 2014, https://www.fmprc.gov.cn/eng/wjb_663304/zzjg_663340/xws_665282/xgxw_665284/201412/t20141201_600270.html

– « The Rejuvenation of the Chinese Nation Is a Dream Shared by All Chinese », Congrès National du Peuple de la République Populaire de Chine, 5 juin 2020, <http://www.npc.gov.cn/englishnpc/c23934/202006/0a154627b1474b0eab0c354af4d2e56e.shtml>

– « UN members condemn China over abuse of Uighurs in Xinjiang », *Al Jazeera*, 1er novembre 2022, <https://www.aljazeera.com/news/2022/11/1/un-members-condemn-chinas-silence-on-uighur-abuses-in-xinjiang>

– « Visitors Arriving by Residence », Ministère du Transport et de la Communication de la République de Chine (Taïwan), consulté dernièrement le 29 juillet 2023, <https://stat.motc.gov.tw/mocdb/stmain.jsp?sys=100&funid=e7101>

Wang Qi, « 'China consular work puts the safety of overseas Chinese first,' consular affairs diplomat says after 1,508 Chinese were evacuated from Sudan », *Global Times*, 21 juin 2023, <https://www.globaltimes.cn/page/202306/1292983.shtml>.

– « Wang Yi : Adhérer à la juste conception de la justice et des bénéfices, participer activement en tant que grand pays responsable (王毅: 坚持正确义利观, 积极发挥负责任大国作用) », Gouvernement Central du Peuple de la République Populaire de Chine, 10 septembre 2013, https://www.gov.cn/jrzq/2013-09/10/content_2484898.htm

– « What is the Milk Tea Alliance?: The Economist Explains », *The Economist*, 24 mars 2021, <https://www.economist.com/the-economist-explains/2021/03/24/what-is-the-milk-tea-alliance>

Whong, Eugene. « Global Opinion of China has nosedived under Xi Jinping's rule, Pew survey shows », *Radio Free Asia*, 28 septembre 2022, https://www.rfa.org/english/news/china/global_opinion-09282022182628.html

– « Work Together to Create a Community of Shared Future for Mankind », Ministère des Affaires Étrangères de la République Populaire de Chine, 31 mai 2016, https://www.fmprc.gov.cn/eng/wjb_663304/wjbz_663308/2461_663310/201606/t20160603_468625.html

– « Xi calls for reforms on global governance », *Xinhua*, 28 septembre 2016, http://www.xinhuanet.com/english/2016-09/28/c_135720719.htm

– « Xi Jinping Attends the Opening Ceremony of the Conference on Dialogue of Asian Civilizations (CDAC) and Delivers a Keynote Speech », Consulat Général de la République Populaire de Chine à Chicago, 15 mai 2019, http://chicago.china-consulate.gov.cn/eng/xw/201905/t20190517_4657944.htm

– « Xi Jinping calls for a China-Vietnam community with a shared future », *CGTN*, 26 avril 2023, <https://news.cgtn.com/news/2023-04-26/Xi-meets-senior-CPV-official-Truong-Thi-Mai-in-Beijing-1jjPI0uyZfq/in>

– « Xi Jinping : En héritant du passé et en inaugurant l'avenir, continuez à avancer courageusement vers le grand renouveau de la nation chinoise (习近平: 承前启后 继往开来 继续朝着中华民族伟大复兴目标奋勇前进) », *Xinhua*, 29 novembre 2012, http://www.xinhuanet.com/politics/2012-11/29/c_113852724.htm

- « Xi Jinping Holds Talks with General Secretary of the LPRP Central Committee and Lao President Thongloun Sisoulith », Ministère des Affaires Étrangères de la République Populaire de Chine, 30 novembre 2022, https://www.fmprc.gov.cn/eng/zxxx_662805/202212/t20221201_10983749.html
- « Xi Jinping: les paroles creuses nuisent au pays, travailler dur pour la réjuvenation du pays (习近平：空谈误国，实干兴邦) », *Caixin*, 30 novembre 2012, <http://china.caixin.com/2012-11-30/100466950.html>
- « Xi Jinping Meets with Prime Minister Datuk Seri Anwar Ibrahim of Malaysia », Ministère des Affaires Étrangères de la République Populaire de Chine, 31 mars 2023, https://www.fmprc.gov.cn/eng/zxxx_662805/202207/t20220713_10719190.html
- « Xinjiang report: China must address grave human rights violations and the world must not turn a blind eye, say UN experts », Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, 7 septembre 2022, <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2022/09/xinjiang-report-china-must-address-grave-human-rights-violations-and-world>
- « Xi warns against 'big-power contest' in region », *Bangkok Post*, 18 novembre 2022, <https://www.bangkokpost.com/thailand/general/2440350/xi-warns-against-big-power-contest-in-region>
- Zhang Yue Marina, « Decoding Xi Jinping's 'Asia Pacific Community With a Shared Future' », *The Diplomat*, 9 décembre 2022, <https://thediplomat.com/2022/12/decoding-xi-jinpings-asia-pacific-community-with-a-shared-future/>

• **Chapitre 3**

- « China vows to construct socialist cultural power », Centre d'informations Internet de Chine, 19 octobre 2011, http://www.china.org.cn/china/2011-10/19/content_23662810.htm
- Chou Zejing et Li Qing, « Le « soft power » est une interprétation déformée de la Chine (« 锐实力« 是对中国的歪曲解读) », *Qiushi* (journal bimensuel du Comité Central du PCC), 22 mai 2019, http://www.qstheory.cn/dukan/hqwg/2019-05/22/c_1124523258.htm
- « Communiqué de la sixième session plénière du dix-septième Comité central du Parti communiste chinois (中国共产党第十七届中央委员会第六次全体会议公报) », Gouvernement de la République Populaire de Chine, 18 octobre 2011, https://www.gov.cn/jrzq/2011-10/18/content_1972749.htm
 - « Extraits de la Pensée de Xi Jinping sur la Construction Socialiste Culturelle : 8. Renforcer le *soft power* culturel du pays et bien raconter l'histoire chinoise (习近平关于社会主义文化建设论述摘编：八、提高国家文化软实力，讲好中国故事) », Commission Centrale de Contrôle Disciplinaire du Parti Communiste de Chine, consulté dernièrement le 9 septembre 2023, <http://people.ccdi.gov.cn/detail/537?route=database,databaseTitle&databaseFlag=true&subjectId=536>
 - « Fenêtre du leadership (领导之窗) », Département du Front Uni du Comité Central du PCC, consulté dernièrement le 6 septembre 2023, https://www.zyztb.gov.cn/zyztb/2022-09/26/article_2022121420300082382.shtml
 - « Hu Jintao's report at 17th Party Congress: Hold High the Great Banner of Socialism with Chinese Characteristics and Strive for New Victories in Building a Moderately Prosperous Society in all », Centre d'informations Internet de Chine, dernière consulté le 19 août 2023 (rediffusion d'un article publié par *Xinhua* le 25 octobre 2007), <http://www.china.org.cn/english/congress/229611.htm>
 - « Introduction au Temple du Bouddha de Jade (上海玉佛寺简介) », *Phoenix Media*, 19 novembre 2009, https://fo.ifeng.com/zhuant/yufosi/beijingliao/200911/1119_502_59268.shtml

- « Jia Qinglin a participé au Comité national de la Conférence consultative politique du peuple chinois sur la construction culturelle le 24 (贾庆林24日出席全国政协文化建设专题协商会) », Gouvernement de la République Populaire de Chine, 24 juillet 2007, https://www.gov.cn/govweb/ldhd/2007-07/24/content_695456.htm
- « La première réunion du Conseil de la 10e Conseil chinois pour la promotion de la réunification pacifique a eu lieu (中国和平统一促进会十届一次理事大会召开) », *People's Daily*, 12 septembre 2023, <http://cpc.people.com.cn/n1/2023/0912/c64094-40075624.html>
- « L'Association chinoise d'Échanges pour la Culture Religieuse a tenu une nouvelle assemblée générale et la première réunion du troisième conseil (中华宗教文化交流协会举行换届大会暨第三届一次理事会会议) », Conférence Consultative Politique du Peuple Chinois, 1er octobre 2022, <https://www.rmzxb.com.cn/c/2022-10-01/3214113.shtml>
- « Le Comité central du Parti communiste chinois a publié le « Plan directeur pour approfondir la réforme des institutions du Parti et de l'État » », 21 mars 2018, Gouvernement Central de la Chine, https://www.gov.cn/zhengce/2018-03/21/content_5276191.htm#1
- « Le deuxième Conseil de l'Association chinoise d'Échanges pour la Culture Religieuse s'est tenu à Pékin (中华宗教文化交流协会第二次理事会在京召开) », *Ta Kung Pao*, 9 février 2015, <http://bodhi.takungpao.com/dongtai/2015-02/2916279.html>
- Liu Si, « Spotlight: « Sharp power » or Western invisible power », *Xinhua*, 13 février 2013, http://www.xinhuanet.com/english/2018-02/13/c_136972778.htm
- Mair, Victor. « Mao Zedong's « three jewels » », *Language Log* (University of Pennsylvania), 2 octobre 2017, <https://language.log.ldc.upenn.edu/nll/?p=34768>
- Nye Jr., Joseph S. « What China and Russia Don't Get About Soft Power », *Foreign Policy*, 29 avril 2013, https://foreignpolicy.com/2013/04/29/what-china-and-russia-dont-get-about-soft-power/#cookie_message_anchor
- Nye Jr., Joseph S. « The Rise of China's Soft Power », *Wall Street Journal*, 29 décembre 2005, <https://www.wsj.com/articles/SB113580867242333272>
- « Président Yanjue : Les opportunités et les défis coexistent dans le développement du bouddhisme chinois dans la nouvelle ère (演觉会长：新时代中国佛教事业发展机遇和挑战并存) », compte WeChat de l'Association Bouddhiste de Chine, 2 février 2021, https://mp.weixin.qq.com/s?__biz=MzI5MzA1MjI0Ng==&mid=2651586672&idx=1&sn=8d5b06004447adc8b3369a4c0c95e9c6&chksm=f780aa49c0f7235f575fc46f61934cc3f11fe6dd1f1e82bdbb83e690af3cd25849c7f950df2c&token=1906
- « Protégez le Bouddha de Jade avec le plus grand soin (殚精竭虑护玉佛) », *Phoenix Media*, 30 novembre 2010, https://fo.ifeng.com/special/zhenchanfashi/zhenchanfashiyufojiao/detail_2010_11/30/3280062_0.shtml
- « Publication autorisée : Jia Qinglin a proposé six tâches pour le Comité national de la Conférence consultative politique du peuple chinois de 2007 (授权发布：贾庆林提出2007年全国政协的六项工作) », Gouvernement de la République Populaire de Chine, 3 mars 2007, https://www.gov.cn/2007lh/content_540809.htm
- « Règlement sur le travail du Front Uni du Parti Communiste de Chine (phase pilote) (中国共产党统一战线工作条例（试行）) », Parti Communiste de Chine, 23 septembre 2015, <http://cpc.people.com.cn/n/2015/0923/c64107-27622040.html>

Richardson, Sophie. « 25 Years After ‘Disappearing’ Tibetan Panchen Lama, China Is No Nearer to Its Goal », Human Rights Watch, 15 mai 2020, <https://www.hrw.org/news/2020/05/15/25-years-after-disappearing-tibetan-panchen-lama-china-no-nearer-its-goal>

– « Sharp power concept proves Western Bias », *Global Times*, 29 janvier 2018, <http://www.globaltimes.cn/content/1087165.shtml>

– « Souvenir de la relation profonde entre le laïc Zhao Puchu et le Temple du Bouddha de Jade (追忆赵朴初居士与玉佛寺的深厚渊源) », Association Chinoise pour Promouvoir la Démocratie, 3 juin 2015, https://www.mj.org.cn/hszl/mrys/201911/t20191125_101499.htm

– « Un groupe dirigeant dédié au travail du Front uni a été créé pour améliorer la pensée du « Grand Front uni » du Comité central (专设统战工作领导小组 中央«大统战»思维升级) », Parti Communiste de Chine, 31 juillet 2015, <http://cpc.people.com.cn/xuexi/n/2015/0731/c385474-27391395.html>

– « Wang Guoqing : Le soi-disant *sharp power* est une nouvelle version de la « théorie de la menace chinoise » (王国庆：所谓的锐实力是«中国威胁论»的新版本) », *Xinhua*, 2 mars 2018, http://www.xinhuanet.com/politics/2018lh/2018-03/02/c_137011380.htm

– « Wang Zuo'an : Cultiver le tempérament culturel chinois de la religion de notre pays (王作安：涵养我国宗教的中国文化气质) », compte WeChat de l'Administration d'État pour les Affaires Religieuses, 31 mai 2019, https://mp.weixin.qq.com/s?__biz=MzIyMTAxNzY1Mg==&mid=2247492669&idx=1&sn=3240a87daa3fb117076ee5c7c0f43198&source=41#wechat_redirect

– « Xi: China to promote cultural soft power », Centre d'informations Internet de Chine, 1er janvier 2014, http://www.china.org.cn/china/2014-01/01/content_31059390.htm

– « Xi Jinping : Améliorer globalement le niveau du travail religieux dans la nouvelle situation (习近平：全面提高新形势下宗教工作水平) », *Xinhua*, 23 avril 2016, http://www.xinhuanet.com/politics/2016-04/23/c_1118716540.htm

– « Xi Jinping : Consolider et développer le Front Uni patriotique le plus large pour apporter un soutien étendu à la réalisation du rêve chinois (习近平：巩固发展最广泛的爱国统一战线 为实现中国梦提供广泛力量支持) », Partie Communiste de Chine, 21 mai 2015, <http://cpc.people.com.cn/n/2015/0521/c64094-27032339.html>

– « Xi Jinping : Construire une puissance culturelle socialiste et se concentrer sur l'amélioration du soft power culturel du pays (习近平：建设社会主义文化强国 着力提高国家文化软实力) », Parti Communiste de Chine, 1er janvier 2014, <http://cpc.people.com.cn/n/2014/0101/c64094-23995307.html>

– « Xi Jinping : l'établissement du concept de « Grandes Affaires des Chinois.es d'Outre-mer » (习近平：「大侨务」观念的确立) », Aisixiang, 30 mai 2017, <http://www.aisixiang.com/data/93625.html>

– « Xi Jinping participe à la conférence de travail du Front central uni et prononce un discours important (习近平出席中央统战工作会议并发表重要讲话) », Conseil des affaires de l'État de la République Populaire de Chine, 30 juillet 2022, https://www.gov.cn/xinwen/2022-07/30/content_5703635.htm

Zhang Mei, « Problèmes et perspectives de la diplomatie publique des affaires des Chinois.es d'outre-mer (侨务公共外交的问题与展望) », *Relations Internationales Contemporaines (现代国际关系)*, n°11 (2017), publié en ligne le 19 janvier 2018 sur <http://www.ccg.org.cn/archives/32830>

Zhang Shuhua et Zhao Weitao, « West uses 'sharp power' label against China », *Global Times*, 26 février 2018, <https://www.globaltimes.cn/page/201802/1090783.shtml>

- **Chapitre 4**

– « Aperçu des religions en Chine (中国宗教概况) », Gouvernement Central du Peuple de la République Populaire de Chine, consulté dernièrement le 25 novembre 2023, https://www.gov.cn/test/2005-06/22/content_8406.htm.

Butet, Dominique. « Nuns in the Tibetan Tradition: Latest Developments and Future Projects », *Buddhist Door*, 2 juin 2017, <https://www.buddhistdoor.net/features/nuns-in-the-tibetan-tradition-latest-developments-and-future-prospects/>

Chen, Lijun. « Communist Party of China embraces virtues of religion in diplomacy », *Global Times*, 4 mai 2015, <https://www.globaltimes.cn/content/920035.shtml>

Constitution Fédérale de la Malaisie, Législation Fédérale de la Malaisie, réimpression du 15 octobre 2000, consulté en ligne sur <https://lom.agc.gov.my/federal-constitution.php>

– « Discours de Son Excellence Xi Jinping Président de la République Populaire de Chine au Quartier-général de l'UNESCO », Ministère des Affaires Étrangères de la République Populaire de Chine, 28 mars 2014, https://www.fmprc.gov.cn/eng/wjdt_665385/zyjh_665391/201403/t20140331_678150.html

– « Full text: China's Policies and Practices on Protecting Freedom of Religious Belief », Conseil des affaires de l'État, 4 avril 2018, https://english.www.gov.cn/archive/white_paper/2018/04/04/content_281476100999028.htm

Graceffo, Antonio. « China's Recognition of Bishop Shi Hongzhen: A Diplomatic Shift with Broader Implications », *Providence Magazine*, 13 septembre 2024, <https://providencemag.com/2024/09/chinas-recognition-of-bishop-shi-hongzhen-a-diplomatic-shift-with-broader-implications/>

– « Hériter du lignage bouddhiste des deux côtés du détroit de Taïwan et afficher l'élégance de la culture chinoise - une entrevue exclusive avec Maître Xuecheng, président de l'Association bouddhiste de Chine (传承两岸佛教法脉 展示中华文化风采——专访中国佛教协会会长学诚法师) », Association Bouddhiste de Chine, 18 avril 2016, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw/yw1/2016-04-18/10472.html>

– « Introduction à l'Association Bouddhiste de Chine (中国佛教协会简介) », Association Bouddhiste de Chine, 24 juillet 2017, <https://www.chinabuddhism.com.cn/web/myjs.html>

Johnson, Ian. « China Is Reversing Its Crackdown on Some Religions, but Not All », Council of Foreign Relations, 14 mai 2024, <https://www.cfr.org/expert-brief/china-reversing-its-crackdown-some-religions-not-all>

Lam, Raymond. « Chinese Cross-Strait Buddhists Hold Landmark Meetings with Japanese Buddhist Leaders », *Buddhistdoor*, 16 mai 2018, <https://www.buddhistdoor.net/news/chinese-cross-strait-buddhists-hold-landmark-meetings-with-japanese-buddhist-leaders/>

– « L'Association bouddhiste de Chine organise la célébration de l'anniversaire du Bouddha 2021 (中国佛教协会举办2021年佛诞节庆祝活动) », Association Bouddhiste de Chine, 19 mai 2021, <https://www.chinabuddhism.com.cn/e/action/ShowInfo.php?classid=506&id=43150>

– « L'Association Bouddhiste de Chine a organisé un symposium sur « L'apprentissage mutuel entre les civilisations – Promouvoir l'esprit de Xuanzang » (中国佛教协会举办« 文明互鉴——弘扬玄奘精神 »座谈会) », Association Bouddhiste de Chine, 13 mai 2015, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/19103.html>

– « Les cercles bouddhistes des deux côtés du détroit de Taiwan, de Hong Kong et de Macao ont organisé conjointement une « Prière pour la paix mondiale commémorant le 70e anniversaire de la victoire de la guerre

de résistance du peuple chinois contre l'agression japonaise et la guerre antifasciste mondiale (海峡两岸暨港澳佛教界共同举办« 纪念中国人民抗日战争暨世界反法西斯战争胜利70周年祈祷世界和平法会) », Association Bouddhiste de Chine, 4 septembre 2015, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/19173.html>

– « Le vice-président Zongxing rencontre le maître Zen du Myanmar Aung San et sa délégation (宗性副会长会见缅甸昂山禅师一行) », Association Bouddhiste de Chine, 4 septembre 2016, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw/jliu/2016-09-04/11384.html>

– « Liste des directeurs du 10e Conseil de l'Association Bouddhiste de Chine (中国佛教协会第十届理事会理事名单) », Association Bouddhiste de Chine, 9 février 2021, <https://www.chinabuddhism.com.cn/web/details/42826>

– « Liste des directeurs permanents du 10e Conseil de l'Association Bouddhiste de Chine (中国佛教协会第十届理事会常务理事名单) », Association Bouddhiste de Chine, 9 février 2021, <https://www.chinabuddhism.com.cn/web/details/42827>

« Main Data of the Seventh National Population Census », Bureau National des Statistiques de Chine, 11 mai 2021, https://www.stats.gov.cn/english/PressRelease/202105/t20210510_1817185.html

– « Maître Juexing, membre du Comité national de la Conférence consultative politique du peuple chinois : le bouddhisme chinois devrait « aller à l'extérieur » (全国政协委员觉醒法师：中国佛教应« 走出去 ») », Association Bouddhiste de Chine, 5 mars 2014, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/18976.html>

– « Measuring Religions in China: Methodology », Pew Research Center, 30 août 2023, <https://www.pewresearch.org/religion/2023/08/30/measuring-religion-in-china/#fnref-39187-1>

– « M. Kantha, le nouvel ambassadeur indien en Chine et sa délégation ont visité notre association (印度新任驻华大使康特先生一行拜访我会) », Association Bouddhiste de Chine, 26 mai 2014, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/20133.html>

« Politiques et pratiques de la Chine pour la protection de la liberté de croyance religieuse (中国保障宗教信仰自由的政策和实践) », Gouvernement Central du Peuple de la République Populaire de Chine, 3 avril 2018, https://www.gov.cn/zhengce/2018-04/03/content_5279419.htm

– « Président Yanjue : Des opportunités et des défis coexistent pour le développement du bouddhisme chinois dans la nouvelle ère(演觉会长：新时代中国佛教事业发展机遇和挑战并存) », compte WeChat officiel de l'Association Bouddhiste de Chine, 2 février 2021, https://mp.weixin.qq.com/s?_biz=MzI5MzA1MjI0Ng==&mid=2651586672&idx=1&sn=8d5b06004447adc8b3369a4c0c95e9c6&chksm=f780aa49c0f7235f57fc46f61934cc3f11fe6dd1f1e82bddd83e690af3cd25849c7f950df2c&token=1906

– Projet « Composition des Groupes Religieux et Ethniques » (*Composition of Religious and Ethnic Groups*; données et livre blanc), Cline Center of Advanced Social Research, consulté dernièrement le 8 novembre 2023, <https://clinecenter.illinois.edu/project/Religious-Ethnic-Identity/composition-religious-and-ethnic-groups-creg-project>

Qiang, Lang. « China cracking down on Protestant churches during annual congress », *Radio Free Asia*, 7 mars 2025, <https://www.rfa.org/english/china/2025/03/07/china-npc-christians-raid-protestant-church/>

Rhude, Kristofer. « The Ordination of Nuns in Sri Lanka », Harvard Divinity School, consulté dernièrement le 17 novembre 2023, <https://rpl.hds.harvard.edu/religion-context/case-studies/gender/ordination-nuns-sri-lanka>

Richardson, Sophie. « 25 Years After ‘Disappearing’ Tibetan Panchen Lama, China Is No Nearer to Its Goal », Human Rights Watch, 15 mai 2020, <https://www.hrw.org/news/2020/05/15/25-years-after-disappearing-tibetan-panchen-lama-china-no-nearer-its-goal>

Shi, Isabelle. « A Buddhist Path: Cultural Diplomacy in China and India », *McGill Journal of Political Studies*, 29 avril 2019, <https://mjps.ssmu.ca/2019/04/29/buddhist-diplomacy/>

– « The Future of World Religions: Population Growth Projections, 2010-2050. Buddhists », Pew Research Center, 2 avril 2015, <https://www.pewresearch.org/religion/2015/04/02/buddhists/>

– « Totaux de toutes les religions », World Religion Database, consulté dernièrement le 8 novembre 2023 et accédé via la bibliothèque en ligne de l’Université d’Ottawa, <https://www.worldreligiondatabase-org.proxy.bib.uottawa.ca/wrd/#/results/1747>

– « Une délégation de l’Association Bouddhiste de Chine s’est rendue au Myanmar pour rédiger conjointement un splendide chapitre des échanges culturels bouddhistes (中国佛教协会代表团出访缅甸 共谱佛教文化交流华彩乐章) », Association Bouddhiste de Chine, 10 avril 2017, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw/jliu/2017-04-10/12741.html>

– « Une délégation de l’Association Unie du Bouddhisme Humaniste Chinois de Taïwan a visité (台湾中华人间佛教联合总会一行来访) », Association Bouddhiste de Chine, 19 mai 2015, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/20178.html>

– « Un responsable religieux thaïlandais devient moine en Chine pour une courte période (泰国宗教官员在华短期出家) », Association Bouddhiste de Chine, 3 avril 2013, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/20065.html>

– « Utiliser le bouddhisme pour promouvoir les échanges, rapprocher des cercles concentriques, accroître la confiance mutuelle et renforcer la reconnaissance, et réaliser ensemble le rêve chinois - bilan des échanges de notre association avec la communauté bouddhiste de Taïwan de 2015 à 2020 (以佛法促交流，共画同心圆 增互信强认同，共圆中国梦——2015-2020年我会与台湾地区佛教界交往回顾) », Association Bouddhiste de Chine, 28 novembre 2020, <https://www.chinabuddhism.com.cn/e/action/ShowInfo.php?classid=506&id=42607>

– « Xi Jinping parle du bouddhisme comme d’un précédent pour les leaders chinois (习近平谈佛教 开中国领导人先河) », Association Bouddhiste de Chine, 19 juin 2015, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/19137.html>

Yang Zi, « The Soft Power Limits of Chinese Theravada Buddhism », *The Diplomat*, 15 août 2017, <https://thediplomat.com/2017/08/the-soft-power-limits-of-chinese-theravada-buddhism/>

Wang, Kaihao. « President's speech boosts cultural heritage protection », *China Daily*, 22 août 2020, <https://www.chinadaily.com.cn/a/202008/22/WS5f404daea310834817261fdd.html>

• Chapitre 5

Article 4, Constitution de la Communauté Mondiale des Bouddhistes (1992), telle qu’amendée par la 18e, la 19e, le 20e et la 28e Conférences Générales. Disponible à télécharger dans la section « About Us: Constitution » sur le site web de l’organisation, consultée dernièrement le 15 mai 2023, <https://wfbhq.org/about-constitution.php>

– « 2022 Report on International Religious Freedom: Brunei », Département d’État des États-Unis, consulté dernièrement le 19 avril 2024, <https://www.state.gov/reports/2022-report-on-international-religious-freedom/brunei>

- « 2023 South China Sea Buddhism Roundtable Held in Sri Lanka », *Canada Newswire*, 13 décembre 2023, <https://www.newswire.ca/news-releases/2023-south-china-sea-buddhism-roundtable-held-in-sri-lanka-860013207.html>
- « 2557 (2014) The Twenty-Seventh General Conference, Baoji, People's Republic of China », Procès-verbal de la 27e Conférence Générale disponible à télécharger sur le site web de la Communauté Mondiale des Bouddhistes, consulté dernièrement le 14 mai 2023, <https://wfbhq.org/general-conference-detail.php?id=015000029>
- « 27th World Fellowship of Buddhists Conference opens in Shaanxi », *People's Daily*, 17 octobre 2014, <http://en.people.cn/n/2014/1017/c98649-8796337.html>
- « 5th World Buddhist Forum Held in Putian, East China's Fujian », *China Daily*, 31 octobre 2018, http://www.chinadaily.com.cn/m/fujian/2018-10/31/content_37174456.htm
- « About Us: Executive Council », Communauté Mondiale des Bouddhistes, consulté dernièrement le 6 mai 2024, <https://wfbhq.org/about-executive-council.php>
- « About Us:History », Communauté Mondiale des Bouddhistes, consulté dernièrement le 6 mai 2024, <https://wfbhq.org/about-history.php>. Voir aussi Laliberté, André. « Geopolitics of Buddhism. » *Journal of Buddhist Ethics* 25 (2018): 395-427.
- « About Us: Office Bearers », Communauté Mondiale des Bouddhistes, consulté dernièrement le 6 mai 2024, <https://wfbhq.org/about-office-bearers.php>
- « A Brief Biography of Dr. Ashin Nyanissara », Sigatu Theravada Dhamma Society of America, consulté dernièrement le 9 septembre 2024, <https://sitagu.org/austin/About/Nyanissara/Nyanissara.html>
- « Accès direct au forum : Plan réel de la cérémonie d'ouverture d'éminents moines et individus vertueux/ses du monde entier entrant dans la salle (直击论坛：实拍开幕式全球高僧大德入场) », *Phoenix Media*, 29 octobre 2018, https://fo.ifeng.com/a/20181029/45202564_0.shtml#p=1
- « Bhaddanta Candima Bhivamsa du Comité des moines éminents du Myanmar, a assisté à la conférence et a prononcé un discours (缅甸高僧委员会巴丹那·萨迪玛文达长老出席大会并发言) », *Pusa123*, 29 octobre 2018, <https://www.pusa123.com/pusa/news/fo/119974.shtml>
- « Buddhists from across world discuss closer tie », *China Daily*, 2 avril 2024, http://regional.chinadaily.com.cn/en/2024-04/02/c_976072.htm
- « Buddhists regret China's boycott of world conference », *The Korea Times*, 14 juin 2012, https://www.koreatimes.co.kr/www/news/culture/2013/08/135_113083.html?gonw
- Campbell, Charlie. « China's Leader Xi Jinping Reminds Party Members to be 'Unyielding Marxist Atheists' », *Time*, 25 avril 2016, <https://time.com/4306179/china-religion-freedom-xi-jinping-muslim-christian-xinjiang-buddhist-tibet/>
- « CCRP: Sub-Forum on 'Dialogue of Religious Leaders' of the 2022 », Asian Conference of Religion for Peace, 30 avril 2022, <https://rfpasia.org/ccrp%EF%BC%9Asub-forum-on-dialogue-of-religious-leaders-of-the-2022/>
- Ching, Frank. « Confucian concept of harmonious society », *The Korea Times*, 18 septembre 2011, https://www.koreatimes.co.kr/www/news/opinion/2014/11/171_94973.html
- Cho Cung-un, « Chinese block Tibetans at Buddhist event in Yeosu », *The Korea Herald*, 13 juin 2012, <https://www.koreaherald.com/view.php?ud=20120613000973&cpv=0>
- « Conférence annuelle 2024 », Boao Forum for Asia, consulté dernièrement le 20 avril 2024, https://www.boaoforum.org/ac2023/index_2.html

– « Conférences », Boao Forum for Asia, consulté dernièrement le 20 avril 2024, <https://english.boaoforum.org/confActiviti.html>

Constitution de la Communauté Mondiale des Bouddhistes (1992), telle qu'amendée par la 18e, la 19e, le 20e et la 28e Conférences Générales. Voir commentaire et document à télécharger dans la section « About Us: Constitution » sur le site web de l'organisation, consultée dernièrement le 15 mai 2023, <https://wfbhq.org/about-constitution.php>

– Delury, John. « “Harmonious” In China. The ancient sources of modern doctrine », Hoover Institution, 31 mars 2008, <https://www.hoover.org/research/harmonious-china>

– « D'éminents moines et d'autres ont donné de merveilleuses conférences sur le Dao lors du 5è Forum bouddhiste mondial (高僧大德等在第五届世界佛教论坛上精彩论道) », Département Provincial pour les Affaires Religieuses et Ethniques du Fujian, 31 octobre 2018, https://mzzjt.fujian.gov.cn/xxgk/gzdt/stdt/mzyw/201810/t20181031_4564417.htm

Disciples de Bouddha (佛弟子), « Cérémonie d'ouverture du 5è Forum Bouddhiste Mondial (第五届世界佛教論壇開幕式) », 29 octobre 2018, https://www.youtube.com/watch?v=Cu5SM2H4vps&ab_channel=%E4%BD%9B%E5%BC%9F%E5%AD%90

Emi Hayakawa, « Tibetan delegates forced to leave conference due to Chinese pressure », *Buddhist Channel*, 15 juin 2012, <https://www.buddhistchannel.tv/index.php?id=89,10949,0,0,1,0#.ZGJa3aXMJPY>

– « Encourageons-nous davantage lorsque nous nous rencontrons. La relation entre l'Association Bouddhiste de Chine et la Communauté Mondiale des Bouddhistes (相见多相勉 同心德不孤——中国佛教协会与世界佛教徒联谊会的因缘) », *Fayin*, n° 9 (361) : 2014, <https://www.chinabuddhism.com.cn/fayin/dharma/2014.9/g2k1408f04.htm>

– « Fifth World Buddhist Forum to open in Fujian », *China Daily*, 9 avril 2018, http://www.chinadaily.com.cn/m/fujian/2018-04/09/content_35999334.htm

– « Front uni du Fujian : La troisième réunion plénière du comité d'organisation du cinquième Forum bouddhiste mondial du Fujian, réunissant des ministres du Front uni et des directeurs ethniques et religieux de la province, a eu lieu (福建统战：第五届世界佛教论坛福建组委会第三次全体会议和全省统战部长、民族宗教局长会议召开) », Département Provincial pour les Affaires Religieuses et Ethniques du Fujian, 7 juillet 2018, https://mzzjt.fujian.gov.cn/ztbd/fjlt/ltzyhd/201807/t20180707_3586326.htm

– « General Conference: 26th General Conference », Communauté Mondiale des Bouddhistes, consulté dernièrement le 15 mai 2023, <https://wfbhq.org/general-conference-detail.php?id=015000028>

– « General Conference: 28th General Conference », Communauté Mondiale des Bouddhistes, consulté dernièrement le 15 mai 2023, <https://wfbhq.org/general-conference-detail.php?id=015000031>

– « La 2e réunion de coordination pour les travaux préparatoires de la 27e Conférence de la Communauté Mondiale des Bouddhistes s'est tenue à Xi'an, Shaanxi (第27届世佛联大会筹备工作第2次协调会在陕西西安召开) », Association Bouddhiste de Chine, 16 avril 2014, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/19006.html>

– « La 27e Conférence de la Communauté Mondiale des Bouddhistes a été inaugurée grandiosement au temple Famen, Baoji, Shaanxi (第27届世界佛教徒联谊会大会在陕西宝鸡法门寺隆重开幕) », Association Bouddhiste de Chine, 17 octobre 2014, <https://www.chinabuddhism.com.cn/WFB27th/hdbd/2014-10-17/7111.html>

– « La cérémonie de signature du mémorandum de l'Association Bouddhiste de Chine pour accueillir la 27e Conférence de la « Communauté Mondiale des Bouddhistes » (Baoji, Shaanxi) s'est tenue à Pékin (中国佛教

协会承办第27届«世佛联»(陕西宝鸡)大会备忘录签字仪式在京举行)», Association Bouddhiste de Chine, 10 janvier 2014, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/20115.html>

– « La conférence de presse de la 27e Conférence de la Communauté Mondiale des Bouddhistes s'est tenue à Bangkok, en Thaïlande (第27届世界佛教徒联谊会大会新闻发布会在泰国曼谷举行) », Association Bouddhiste de Chine, 18 avril 2014, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/19013.html>

– « La conférence de presse de la 27e Conférence de la Communauté Mondiale des Bouddhistes s'est tenue à Pékin (第27届世界佛教徒联谊会大会新闻发布会在京举行) », Association Bouddhiste de Chine, 1er juillet 2014, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/19027.html>

– « La délégation bouddhiste chinoise a rendu visite au président Phan Wannamethee Communauté Mondiale des Bouddhistes et a assisté à la 82e réunion du comité exécutif de la Communauté Mondiale des Bouddhistes (中国佛教代表团拜会«世佛联»潘·瓦那密提主席并出席第82届«世佛联»执委会议) », Association Bouddhiste de Chine, 18 avril 2014, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/20124.html>

– « La délégation bouddhiste chinoise s'est rendue en Corée du Sud pour assister à la 23e Conférence d'échanges amicaux sur le bouddhisme Chine-Corée du Sud-Japon (中国佛教代表团赴韩出席第23次中韩日佛教友好交流会议) », compte officiel Weixin de l'Association Bouddhiste de Chine, 10 novembre 2023, <https://mp.weixin.qq.com/s/Bxn4vFUGJhpIF5LDv3d5Ew>

– « La délégation de la « Communauté Mondiale des Bouddhistes » s'est rendue au Shaanxi pour inspecter les préparatifs de la 27e conférence de la « Communauté Mondiale des Bouddhistes » («世佛联»代表团赴陕西考察第27届«世佛联»大会筹备情况) », Association Bouddhiste de Chine, 29 juin 2014, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/20136.html>

– « La délégation de l'Association Bouddhiste de Chine assiste à la 28e Conférence de la Communauté Mondiale des Bouddhistes (中国佛教协会代表团出席第28届世佛联大会) », Association Bouddhiste de Chine, 30 septembre 2016, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/20256.html>

– « La réunion de discussion du thème du cinquième Forum bouddhiste mondial s'est tenue à Putian, Fujian (第五届世界佛教论坛主题论证会在福建莆田举行) », Association Bouddhiste de Chine, 17 juillet 2017, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/jliu/2017-07-17/13075.html>

– « La réunion de discussion sur les sous-thèmes du cinquième Forum bouddhiste mondial s'est tenue à Pékin (第五届世界佛教论坛分议题等论证会在北京举行) », Département Provincial pour les Affaires Religieuses et Ethniques du Fujian, 16 août 2017, https://mzzjt.fujian.gov.cn/ztbd/fjlt/ltzyhd/201710/t20171016_3586231.htm

– « La réunion du conseil d'administration de l'Association Chinoise d'Échanges pour la Culture Religieuse s'est tenue à Pékin (中华宗教文化交流协会理事会议在北京召开) », Temple Hongfa, 24 février 2014, <http://www.hongfasi.net/index.php?a=show&m=Article&id=729>

– « L'Association bouddhiste de Chine a été invitée à assister à la 30e Conférence de la Communauté Mondiale des bouddhistes (中国佛教协会应邀出席第三十届世界佛教徒联谊会大会) », Association Bouddhiste de Chine, 21 octobre 2022, <https://www.chinabuddhism.com.cn/e/action/ShowInfo.php?classid=506&id=44653>

– « L'Association bouddhiste de Chine organise à Pékin la Conférence d'échanges sur le bouddhisme du bassin Lancang-Mékong (中国佛教协会在京举办澜湄流域佛教交流会) », Association Bouddhiste de Chine, 18 mai 2021, <https://www.chinabuddhism.com.cn/e/action/ShowInfo.php?classid=506&id=43147>

– « La Table ronde bouddhiste de la mer de Chine méridionale 2023 a été organisée au Sri Lanka (2023南海佛教圆桌会在斯里兰卡举办) », Département du Travail de Front Uni de la municipalité de Shenzhen, 13 décembre 2023, http://www.tzb.sz.gov.cn/xwzx/gzdt/content/post_1120184.html

- « La Table ronde du bouddhisme de la mer de Chine méridionale 2023 s'est tenue en grande pompe au Sri Lanka (2023南海佛教圆桌会在斯里兰卡盛大举行) », Centre d'informations Internet de Chine, 12 décembre 2023, http://photo.china.com.cn/2023-12/12/content_116874752.shtml
- « Le 4è Forum bouddhiste mondial a ouvert en grande pompe à Wuxi, province du Jiangsu. Yu Zhengsheng a envoyé une lettre de félicitations (第四届世界佛教论坛在江苏无锡隆重开幕 俞正声致信祝贺) », Association Bouddhiste de Chine, 24 octobre 2015, <https://www.chinabuddhism.com.cn/special/2015wbf4th/baodao/2015-10-24/9889.html>
- « Le 5è Forum Bouddhiste Mondial se termine. Les représentant.es bouddhistes présent.es à la réunion ont proposé sept initiatives (第五届世界佛教论坛闭幕 与会佛教代表提出七项倡议) », Association Bouddhiste de Chine, 31 octobre 2018, <https://www.chinabuddhism.com.cn/e/action/ShowInfo.php?classid=660&id=40217>
- « Le 5è Forum Bouddhiste Mondial: sous-forum « Le bouddhisme dans le bassin du fleuve Lancang-Mekong » (第五届世界佛教论坛: « 湄澜流域佛教 »分论坛) », Pusa123, 30 octobre 2018, <https://www.pusa123.com/pusa/news/dujia/119932.shtml>
- « Le 11e Panchen Lama a prononcé un discours au Troisième Forum bouddhiste mondial (第十一世班禅在第三届世界佛教论坛上发表主旨演讲) », Association Bouddhiste de Chine, 26 avril 2012, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/19592.html>
- « Le Patriarche Suprême de la secte cambodgienne Dhammayut, Bour Kry. Sous-forum religieux du Forum Boao pour l'Asie 2024 (柬埔寨法宗派僧王布格里 | 2024博鳌亚洲论坛宗教分论坛) », Phoenix Media, 29 mars 2024, <https://fo.ifeng.com/c/8YLHhNuJ2k4>
- « Le porte-parole de notre association a fait une déclaration sur le retrait de la délégation bouddhiste chinoise du 26e Congrès coréen de la « Communauté Mondiale des Bouddhistes » (我会发言人就中国佛教代表团退出第26届« 世佛联 »韩国大会发表谈话) », Association Bouddhiste de Chine, 15 juin 2012, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/18813.html>
- « Le « Premier Forum bouddhiste Chine-Canada-États-Unis » a publié la « Déclaration de Toronto » au Canada (« 首届中加美三国佛教论坛 »在加拿大发表《多伦多宣言》) », Association Bouddhiste de Chine, 19 juin 2017, <https://www.chinabuddhism.com.cn/web/details/19563>
- « Le premier « Forum bouddhiste mondial » initié par les Huit Aînés a été dévoilé (八大長老發起 首屆「世界佛教論壇」揭幕) », Life News Agency, 12 avril 2006, <https://www.merit-times.com/NewsPage.aspx?unid=13709>
- « Le président Xuecheng dirige une délégation à Taiwan pour promouvoir des échanges approfondis entre les cercles bouddhistes des deux côtés du détroit », Association Bouddhiste de Chine, 13 septembre 2017, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-09-13/38603.html>
- « Le Rêve Chinois pour l'économie interrive de maître Hsing Yun (星雲大師的中國夢與兩岸經) », Life News Agency, 6 avril 2013, <https://www.lnanews.com/news/14743>
- « Les dirigeant.es bouddhistes des trois principales familles linguistiques de Chine brûlent de l'encens et prient pour le 4e Forum bouddhiste mondial (中国三大语系佛教领袖共同为第四届世界佛教论坛拈香祈福) », Association Bouddhiste de Chine, consulté dernièrement le 21 février 2023, <https://www.chinabuddhism.com.cn/special/2015wbf4th/baodao/2015-10-24/9891.html>
- « Le sous-forum sur la religion de la conférence annuelle 2015 du Forum de Boao pour l'Asie s'est tenu avec succès (博鳌亚洲论坛2015年年会宗教分论坛成功召开) », Sina, 31 mars 2015, <https://fo.sina.com.cn/news/jnxw/2015-03-31/doc-icczmvun7637793.shtml>

- « Le troisième discours devant l'assemblée générale se tient au 5^e Forum Bouddhiste Mondial (第五届世界佛教论坛举行第三场大会发言) », Association Bouddhiste du Fujian, 29 octobre 2018, <http://www.fjsfjxh.com/2018/10/7356.html>
- « Lettre de félicitations de M. Vira Rojpojchanarat, ministre de la Culture de Thaïlande (泰国文化部部长 Mr. Vira Rojpojchanarat 贺信) », Association Bouddhiste de Chine, 28 octobre 2018 <https://www.chinabuddhism.com.cn/web/details/39938>
- « Lettre de félicitations du Dr Xaisomphone Phomvihane, Président du Comité Central du Front Laotien pour le Développement National (老挝建国阵线中央主席 Dr.Xaisomphone Phomvihane 贺信) », Association Bouddhiste de Chine, 28 octobre 2018, <https://www.chinabuddhism.com.cn/web/details/39939>
- « Lettre de félicitations du président du Myanmar (缅甸总统贺信) », Association Bouddhiste de Chine, 28 octobre 2018, <https://www.chinabuddhism.com.cn/web/details/39940>
- « Le vice-président Juexing a conduit une délégation au Japon pour assister à la 29^e conférence de la Communauté Mondiale des Bouddhistes (觉醒副会长率团赴日本出席第29届世佛联大会) », FJNET, 12 novembre 2018, http://www.fjnet.com/hwjj/haiwainr/201811/t20181112_271311.htm
- « Maître Chonghua, nouvellement nommé membre du Comité national de la Conférence consultative politique populaire de Chine : le bouddhisme peut faciliter les liens entre les peuples le long de l'initiative « la Ceinture et la Route » (新任全国政协委员崇化法师：佛教可助力« 一带一路 »民心相通) », China-Tibet Online, 14 mars 2018, http://m.tibet.cn/cn/news/yc/201803/t20180314_5547628.html
- « Maître Xuecheng : L'ainé Hsing Yun à mes yeux (学诚法师：我眼中的星云长老) », Phoenix Media, 21 mars 2018, <https://ifo.ifeng.com/44914237/news.shtml?srctag=pc2m&back>
- « (News & Activity: Headquarters) Buddhist Association of China visited Headquarters of the WFB », Communauté Mondiale des Bouddhistes, consulté dernièrement le 6 mai 2024, <https://wfbhq.org/news-detail.php?id=002000111>
- « Ouverture de la 27^e Conférence mondiale des bouddhistes au Temple Famen à Baoji », Quotidien du Peuple, 24 octobre 2014, <http://french.peopledaily.com.cn/Tourisme/n/2014/1024/c31361-8799608.html>
- « Ouverture du 5^e Forum bouddhiste mondial à Putian, Fujian. Wang Yang envoie une lettre de félicitations (第五届世界佛教论坛在福建莆田开幕 汪洋致信祝贺) », Réseau de Nouvelles du Parti Communiste de Chine, 30 octobre 2018, <http://theory.people.com.cn/n1/2018/1030/c409499-30369941.html>
- « Panchen Lama makes rare public appearance at Buddhist conference », New York Times, 13 avril 2006, <https://www.nytimes.com/2006/04/13/world/asia/panchen-lama-makes-rare-public-appearance-at-buddhist-conference.html>
- « Panchen Lama's English speech wins applause », China Daily, 28 mars 2009, https://global.chinadaily.com.cn/china/2009-03/28/content_7626532.htm
- « [Rapport] La 5^e Table ronde bouddhiste de Nanhai : Travailler ensemble pendant cinq ans pour discuter de l'avenir (【回顾篇】第五届南海佛教圆桌会：携手五载 共话未来) », Bouddhisme de la Mer sur Sud en ligne, consulté dernièrement le 19 avril 2024, <https://www.nhfjw.org/news/zwjl/2023/5689.html>
- « Regional Centers », Communauté Mondiale des Bouddhistes, consulté dernièrement le 6 mai 2024, <https://wfbhq.org/regional-centres.php>
- « Religious Leaders Dialogue: Common Development Driven by Shared Beliefs – Light up the Future », Boao Forum for Asia, consulté dernièrement le 20 avril 2024, <https://www.boaoforum.org/ljnh/en/2019flt2329/43088.htm>

- « 'Religious Leaders Dialogue' session held at Boao Forum », *Xinhua*, 11 avril 2018, http://www.xinhuanet.com/english/2018-04/11/c_137103685.htm
- « Sous-forum du Cinquième Forum bouddhiste mondial : Le bouddhisme et la Route maritime de la soie (第五届世界佛教论坛分论坛：佛教与海上丝绸之路) », *Phoenix Media*, 30 octobre 2018, https://fo.ifeng.com/a/20181030/45204346_0.shtml
- « State Sangha Maha Nayaka Committee Chairman Bhamo Sayadaw passes away », *The Global New Light of Myanmar*, 26 mai 2023, <https://www.gnlm.com.mm/state-sangha-maha-nayaka-committee-chairman-bhamo-sayadaw-passes-away/>
- « Suivre | Allumez la lampe du cœur et partagez un destin commun - la Conférence d'échange bouddhiste Lancang-Bassin du Mékong 2023 s'est tenue à Xishuangbanna, Yunnan (关注 | 点亮心灯 命运与共——2023澜湄流域佛教交流会在云南西双版纳举行) », compte officiel Weixin de l'Association Bouddhiste de Chine, 2 décembre 2023, <https://mp.weixin.qq.com/s/iX0fxE8Vbxy6arxb9LlkXg>
- « The 10th National Representative Conference of The Buddhist Association of China », Communauté Mondiale des Bouddhistes, consulté dernièrement le 6 mai 2024, <https://wfbhq.org/news-detail.php?id=002000148>
- « The International Day of Vesak », Mission Permanente des Philippines aux Nations Unies, 20 mai 2016, https://www.un.int/philippines/statements_speeches/international-day-vesak
- « The religious sub-forum of Boao Forum for Asia », *China Daily*, 23 avril 2023, http://regional.chinadaily.com.cn/en/2023-04/03/c_874671.htm
- « The Sub-forum « Religious Harmony and Mutual Learning Among Civilizations » of BFA Annual Conference 2023 », Comité Chinois pour la Religion et la Paix, 21 avril 2023, <http://www.cppcc.gov.cn/ccrp/2023/04/21/ARTI1682061493229313.shtml>
- « Tous les courants affluent vers le même océan de la sagesse, tous les cœurs retournent à la même destination et actions - Discours à la deuxième conférence du Forum bouddhiste mondial (众流同入智慧海 一心皆归同愿行 ——世界佛教论坛第二场大会发言) », *Pusa123*, 29 octobre 2018, <https://www.pusa123.com/pusa/news/fo/119912.shtml>
- « Un événement bouddhiste mondial ! Le 5è Forum Bouddhiste Mondial s'ouvre avec de nombreux moments forts et de belles images à regarder (全球佛教盛事！第五届世界佛教论坛开幕 超多亮点美图看现场) », *Chang Feng*, 29 octobre 2018, <https://www.ichanfeng.com/2018/10/29/6084.html>
- Xu Wei, « Buddhists asked to develop ecological protection services », *China Daily: USA*, 26 octobre 2015, http://usa.chinadaily.com.cn/china/2015-10/26/content_22287887.htm
- « YAN JUE (Member of the Standing Committee of the 14th National Committee of the Chinese People's Political Consultative Conference (CPPCC), Vice President of the China Committee on Religion and Peace (CCRP), Co-chair of the Religions for Peace, President of the Buddhist Association of China) speaks at The sub-forum on Religious Harmony and Mutual Learning Among Civilizations session », Boao Forum for Asia, 29 mars 2024, https://www.boaoforum.org/ac2024/html/detail_2_609_27901_Pictures.html
- « YIN SHUN (Member of the 14th National Committee of the Chinese People's Political Consultative Conference (CPPCC), Head of the Youth Division of China Committee on Religion and Peace (CCRP), Vice President of the Buddhist Association of China, and President of the Buddhist Association of Hainan Province) speaks at The sub-forum on Religious Harmony and Mutual Learning Among Civilizations session », Boao Forum for Asia, 29 mars 2024, https://www.boaoforum.org/ac2024/html/detail_2_609_27902_Pictures.html « You Quan rencontre certain.es représentant.es participant au 5è Forum bouddhiste mondial (尤权会见参加第五届世界佛教论坛部分代

表) », Association Bouddhiste de Chine, 29 octobre 2018, <https://www.chinabuddhism.com.cn/e/action/ShowInfo.php?classid=660&id=40158>

– « Wang Yangxin félicite l'ouverture du Forum bouddhiste mondial (汪洋信贺世界佛教论坛开幕) », *People's Daily*, 30 octobre 2018, http://paper.people.com.cn/rmrbhwb/html/2018-10/30/content_1889267.htm

– « World Buddhist Forum ends with declaration of peace », *People's Daily*, 17 avril 2006, http://en.people.cn/200604/17/eng20060417_258846.html

– « World Buddhist Forum opens in Fujian », *Xinhua*, 28 octobre 2018, http://www.xinhuanet.com/english/2018-10/28/c_137564569.htm

• Chapitre 6

– « 23 février 2018, Journée commémorative de la visite des reliques du doigt du Bouddha du temple Shaanxi Famen à Taïwan (2018年2月23日 陕西法门寺佛指舍利巡礼台湾纪念日) », *Phoenix Media*, 23 février 2018, <https://ifo.ifeng.com/44884551/news.shtml?&back>

– « Arrival of 'Buddha's finger' set to stop traffic today », *Taipei Times*, 23 février 2002, <https://www.taipeitimes.com/News/local/archives/2002/02/23/0000125045>

– « Buddha's finger relic in Taiwan for friendly », *Life News Agency*, 2 décembre 2017, <https://www.lnanews.com/news/108669>

– « China, Myanmar sign MoU on setting up friendly religious relations », Centre ASEAN-Chine, 23 février 2012, http://www.asean-china-center.org/english/2012-02/23/c_131427247.htm

– « De hauts responsables des cinq pays riverains du bassin du Mékong sont venus au temple pour rendre hommage à la relique de la dent du Bouddha », Temple Lingguang, consulté dernièrement le 29 mai 2024, <http://www.lingguangsi.com/index.php/Article/view/id/800>

– « Des érudits de « la Ceinture et la Route » et d'éminents moines parlent de la culture du « Sutra du cœur » (« 一带一路 »学者高僧共话《心经》文化) », Parc Niushoushan, 28 octobre 2016, <https://niushoushan.net/Brand/2204.html>

– « Des journalistes de chaînes de télévision et de radio nationales de Thaïlande, du Myanmar, du Laos et du Cambodge sont venus au temple pour rendre hommage à la relique de la dent du Bouddha (泰、緬、老、柬国家电视、广播电台记者来寺参拜佛牙舍利) », Temple Lingguang, consulté dernièrement le 29 mai 2024, <http://www.lingguangsi.com/index.php/Article/view/id/691>

– « Des reliques partent à Hong Kong pour y être consacrées (舍利赴香港供奉) », Temple Famen, consulté dernièrement le 30 mai 2024, http://famensi.cn/fzsl_content.asp?id=203

– « Destin spécial, mérites et vertus parfaits : notes sur la consécration de la relique du doigt de Bouddha du temple Famen à Taïwan (殊因胜缘 功德圆满——法门寺佛指舍利赴台湾地区供奉记) », Temple Famen, consulté dernièrement le 30 mai 2024, http://famensi.cn/fzsl_content.asp?id=196

– « Dix-neuf moines éminents du Myanmar ont rendu hommage aux reliques osseuses pariétales du Bouddha à Niushoushan (缅甸十九位高僧在牛首山瞻拜佛顶骨舍利) », Parc Niushoushan, 23 juin 2016, <https://www.niushoushan.net/BuddhistActivities/2146.html>

– « [Deux Sessions Nationales] Interprétation des 6 changements majeurs dans le domaine religieux dans le rapport de la CCPPC 2015 ([全国两会]解读2015政协报告宗教领域的6大重要变化) », Association Bouddhiste de Chine, 6 mars 2015, <https://www.chinabuddhism.com.cn/web/details/19073>

- « Explorer le bouddhisme en Chine Résumé de l'événement « Tournée de la culture bouddhiste chinoise 2013 » (探寻佛教在中国 « 2013中国佛教文化之旅 »活动纪略) », *Pusa123*, 5 août 2013, <https://www.pusa123.com/pusa/news/dujia/55444.shtml>
- Guo Jiaxue, « Buddha's skull bone in Hong Kong », *China Daily*, 26 avril 2012, https://www.chinadaily.com.cn/china/2012-04/26/content_15144030.htm
- Han Bin, « Buddhist relic venerated in Famen Temple », *CGTN*, 23 novembre 2017, <https://news.cgtn.com/news/33637a4e78637a6333566d54/index.html>
- « His Majesty the King's visit to the Buddhist Relics Place », site web de Sa Majesté le Roi Norodom Sihamoni, 4 août 2016, https://www.norodomsihamoni.org/en/news/2016-08-04_2#
- « Histoire de Niushou (牛首历史) », Parc Niushoushan, consulté dernièrement le 5 juin 2024, <https://niushoushan.net/History.html>
- « [Histoire du 30e anniversaire des reliques des doigts de Bouddha du temple Famen] Les reliques des doigts de Bouddha ont visité Taiwan. La communication religieuse entre les deux rives du détroit de Taiwan passe en première (【法門寺佛指舍利盛世重光30周年歷史篇】佛指舍利蒞台 兩岸未通宗教先通) », *Life News Agency*, 23 novembre 2017, <https://www.lnanews.com/news/103/108495>
- « Hsing Yun a participé à la cérémonie du Dharma des os de Foding à Nankin (星雲參加南京佛頂真骨法會) », *China Times*, 12 juin 2010, <https://www.chinatimes.com/newspapers/20100612000972-260303?chdtv>
- « Introduction à la zone de tourisme culturel de Nankin Niushoushan (南京牛首山文化旅游区简介) », Bureau des Affaires taïwanaises du Comité provincial du Parti du Jiangsu, 16 janvier 2017, http://www.jsstb.gov.cn/special/jidi/sj/nj/201701/t20170122_11684664.htm
- « La cérémonie d'adoration de la relique du doigt de Bouddha continue de se dérouler au stade olympique de Séoul, en Corée du Sud (佛指舍利供奉法会继续在韩国汉城奥体馆举行) », Temple Famen, consulté dernièrement le 30 mai 2024, http://famensi.cn/fzsl_content.asp?id=214
- « La communauté bouddhiste de Taïwan a organisé une grande cérémonie pour accueillir la relique du doigt de Bouddha du temple Famen (台湾佛教界举行盛大法会恭迎法门寺佛指舍利) », *Phoenix Media*, 29 avril 2010, https://fo.ifeng.com/special/baishengzhanglaosheli/jiaoliuzuji/detail_2010_04/29/1472783_0.shtml
- « La deuxième tournée de la relique dentaire de Bouddha au Myanmar – du 20 avril au 5 juin 1994 (佛牙舍利第二次巡礼缅甸国--1994年4月20日至6月5日) », Temple Lingguang, consulté dernièrement le 28 mai 2024, <http://www.lingguangsi.com/index.php/Article/view/id/255>
- « L'ambassadeur du Sri Lanka en Chine, le Dr Karunasena Kodituwakku, a visité la zone de tourisme culturel de Niushoushan (斯里兰卡驻华大使卡鲁纳塞纳·科迪图瓦库博士参访牛首山文化旅游区) », Parc Niushoushan, 26 décembre 2016, <https://niushoushan.net/Brand/2212.html>
- « L'ambassadeur vietnamien et tout le personnel de l'ambassade en Chine sont venus au temple pour rendre hommage à la relique de la dent du Bouddha (越南大使携驻华使馆全体人员来寺参拜佛牙舍利) », Temple Lingguang, consulté dernièrement le 29 mai 2024, <http://www.lingguangsi.com/index.php/Article/view/id/659>
- « La plus grande relique osseuse de Bouddha a été transférée au mont Niushou à Nankin, où les trésors bouddhistes sont conservés à jamais dans le mystérieux palais souterrain (佛顶骨舍利移驾南京牛首山 玄秘地宫永藏佛家至宝) », *China News*, 27 octobre 2015, <https://www.chinanews.com.cn/m/cul/2015/10-27/7592182.shtml>

- « La première réunion de hauts fonctionnaires de Lancang-Mékong Des hauts fonctionnaires de six pays ont vu la relique de la dent du Bouddha (首届澜沧江湄公河高官会 六国高官观佛牙舍利) », *Ta Kung Pao*, 9 avril 2015, <http://bodhi.takungpao.com/topnews/2015-04/2967241.html>
- « La première tournée de la relique dentaire du Bouddha au Myanmar - 15 octobre 1955 au 6 juin 1956 (佛牙舍利第一次巡礼缅甸国--1955年10月15日至1956年6月6日) », Temple Lingguang, consulté dernièrement le 28 mai 2024, <http://www.lingguangsi.com/index.php/Article/view/id/254>
- « La troisième tournée de la relique dentaire de Bouddha au Myanmar – du 5 décembre 1996 au 5 mars 1997 (佛牙舍利第三次巡礼缅甸国--1996年12月5日至1997年3月5日) », Temple Lingguang, consulté dernièrement le 28 mai 2024, <http://www.lingguangsi.com/index.php/Article/view/id/256>
- « La relique de la dent de Bouddha a été envoyée dans la région administrative spéciale de Hong Kong pour y être vénérée et célébrée - du 20 au 29 mai 1999 (佛牙舍利赴香港特别行政区巡礼供奉--1999年5月20日至5月29日) », Temple Lingguang, consulté dernièrement le 28 mai 2024, <http://www.lingguangsi.com/index.php/Article/view/id/252>
- « La relique de la dent de Bouddha est allée en Thaïlande pour un pèlerinage - du 15 décembre 2002 au 1er mars 2003 (佛牙舍利赴泰国巡礼供奉--2002年12月15日至2003年3月1日) », Temple Lingguang, consulté dernièrement le 28 mai 2024, <http://www.lingguangsi.com/index.php/Article/view/id/253>
- « La relique de la dent de Bouddha est sur le point de visiter le Myanmar pour la quatrième fois. Le grand moine Chang Zang a été invité à visiter le Myanmar pour une inspection (佛牙舍利即将第四次巡礼缅甸 常藏大和尚应邀赴缅考察) », Temple Lingguang, consulté dernièrement le 28 mai 2024, <http://www.lingguangsi.com/index.php/Article/view/id/259>
- « La relique du doigt de Bouddha de Xi'an arrive à Taïwan (西安佛指舍利抵達台灣) », *BBC*, 23 février 2002, http://news.bbc.co.uk/chinese/trad/hi/newsid_1830000/newsid_1837500/1837535.stm
- « La relique du doigt de Bouddha partent en Thaïlande (佛指舍利赴泰) », Temple Famen, consulté dernièrement le 30 mai 2024, http://famensi.cn/fzsl_content.asp?id=6
- « La Thaïlande accueille les reliques de Ben Huan. Le Patriarche Suprême thaïlandais et Maître Yinshun ont présidé conjointement l'assemblée de Dharma (泰国迎请本焕长老舍利 泰代僧王与印顺法师共同主法) », *FJNET*, 4 décembre 2014, www.fjnet.com/hwj/haiwainr/201412/t20141204_225432.htm
- « Law of the People's Republic of China on the Protection of Cultural Relics », Congrès National du Peuple de la République Populaire de Chine, consulté dernièrement le 5 juin 2024, http://www.npc.gov.cn/zgrdw/englishnpc/Law/2007-12/13/content_1384015.htm
- « Le 10 juin marque l'anniversaire de la première tournée de la relique de la dent de Bouddha de la Chine au Sri Lanka (6月10日 中国佛牙舍利首次巡礼赴斯里兰卡纪念日) », *Phoenix Media*, 10 juin 2018, <http://ifo.ifeng.com/45020069/news.shtml?&back>
- « Le fondateur du centre de méditation Chanmyay, le grand aîné Chanmyay de Yangon, au Myanmar, a donné des enseignements aux moines du temple Foding à Niushoushan (恰宓禅修中心创始人——缅甸仰光恰宓大长老在牛首山佛顶寺为僧众们开示) », Parc Niushoushan, 13 décembre 2015, <https://www.niushoushan.net/Notify/1996.html>
- « Le nombre de personnes rendant hommage à la relique du doigt du Bouddha à Taiwan a dépassé les 2 millions (佛指舍利在台湾瞻仰人数已超过200万人次) », Temple Famen, consulté dernièrement le 30 mai 2024, http://famensi.cn/fzsl_content.asp?id=201

- « Le nouvel ambassadeur du Vietnam en Chine visite le temple pour rendre hommage à la relique de la dent de Bouddha (越南新任驻华大使来寺参拜佛牙舍利) », Temple Lingguang, consulté dernièrement le 29 mai 2024, <http://www.lingguangsi.com/index.php/Article/view/id/837>
- « L'épouse de l'ambassadeur vietnamien en Chine a accompagné l'épouse du ministre vietnamien de la Sécurité publique pour rendre hommage à la relique de la dent de Bouddha au temple de Lingguang (越南驻华大使夫人陪同越南公安部长夫人参拜灵光寺佛牙舍利) », Temple Lingguang, consulté dernièrement le 29 mai 2024, <http://www.lingguangsi.com/index.php/Article/view/id/537>
- « L'épouse du ministre vietnamien des Affaires étrangères est venue au temple pour rendre hommage à la relique de la dent de Bouddha (越南外长夫人来寺参拜佛牙舍利) », Temple Lingguang, consulté dernièrement le 29 mai 2024, <http://www.lingguangsi.com/index.php/Article/view/id/612>
- « Le Premier ministre adjoint du gouvernement vietnamien est venu au temple pour rendre hommage à la relique de la dent de Bouddha (越南政府副总理来寺参拜佛牙) », Temple Lingguang, consulté dernièrement le 29 mai 2024, <http://www.lingguangsi.com/index.php/Article/view/id/443>
- « Le quatrième voyage au Myanmar : le quatrième voyage de la Chine au Myanmar pour consacrer les reliques des dents de Bouddha a été achevé avec succès et renvoyé en Chine pour être consacré. La cérémonie du Dharma a eu lieu au temple de Lingguang (第四次赴缅：中国佛牙舍利第四次赴缅供奉圆满结束顺利回国安奉法会在灵光寺举行) », Temple Lingguang, consulté dernièrement le 28 mai 2024, <http://www.lingguangsi.com/index.php/Article/view/id/277>
- « Le roi cambodgien Norodom Sihamoni et sa délégation ont visité le temple Famen au Shaanxi (柬埔寨国王诺罗敦·西哈莫尼一行参访陕西法门寺) », *Pusa123*, 6 août 2016, <https://www.pusa123.com/pusa/news/fo/104674.shtml>
- « Les cercles bouddhistes des deux côtés du détroit de Taïwan ont organisé conjointement la « Prière pour la zone sinistrée du comté de Maoxian, Sichuan et la prière pour la paix mondiale » devant la tour de la relique de la dent (两岸佛教界在佛牙塔前共同举行«为四川茂县灾区祈福暨祈祷世界和平法会») », Temple Lingguang, consulté dernièrement le 29 mai 2024, <http://www.lingguangsi.com/index.php/Article/view/id/1046>
- « Les cercles bouddhistes des deux côtés du détroit de Taïwan ont tenu une réunion de prière pour la paix mondiale au temple Lingguang à Pékin (两岸佛教界祈祷世界和平法会在北京灵光寺举行) », Temple Lingguang, consulté dernièrement le 29 mai 2024, <http://www.zgfyx.cn/Item/1686.aspx>
- « Les croyant.es taïwanais.es accueillent les reliques des doigts de Bouddha du temple Famen - 2002-02-25 (台湾信徒恭迎法门寺佛指舍利 - 2002-02-25) », *Voice of America*, 25 février 2002, <https://www.voachinese.com/a/a-21-a-2002-02-25-19-1-63093642/1050254.html>
- « Les meilleures reliques culturelles bouddhistes. Les sept trésors de la pagode Ashoka arrive à Taïwan (佛教文物之最 七寶阿育王塔來台) », *China Times*, 13 septembre 2014, <https://chinatimes.com/newspapers/20140913000903-260115?chdtv>
- « Le Sri Lanka organise une cérémonie de défilé et une cérémonie de bénédiction pour accueillir les reliques de l'ancien Ben Huan, une grande figure du bouddhisme chinois (斯里兰卡举行恭迎中国佛门泰斗本焕长老真身舍利巡游庆典暨祈福法) », Réseau du Bouddhisme de Nanhai, consulté dernièrement le 5 juin 2024, <http://www.nhfjw.org.cn/news/nhfj/2017/5235.html>
- « Le vice-ministre de la Culture du Vietnam est venu au temple pour rendre hommage à la relique de la dent de Bouddha (越南文化部副部长来寺参拜佛牙舍利) », Temple Lingguang, consulté dernièrement le 29 mai 2024, <http://www.lingguangsi.com/index.php/Article/view/id/740>

– « Le vice-ministre vietnamien des Affaires étrangères est venu au temple pour rendre hommage à la relique de la dent de Bouddha (越南外交部副部长来寺参拜佛牙) », Temple Lingguang, consulté dernièrement le 29 mai 2024, <http://www.lingguangsi.com/index.php/Article/view/id/629>

– « Le président Xuecheng a rencontré Maître Hin Ting, abbé du temple Taihua à Bangkok, Fo Guang Shan et sa délégation (学诚会长会见佛光山曼谷泰华寺住持心定法师一行) », Association Bouddhiste de Chine, 24 février 2017, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/19985.html>

– « Le vice-président Xuecheng a reçu le président du Myanmar U Thein Sein et sa délégation au temple Famen à Fufeng (学诚副会长在扶风法门寺接待缅甸总统吴登盛一行) », Association Bouddhiste de Chine, 27 septembre 2012, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/20048.html>

– « Le vice-président Yanjue a rencontré le directeur de la Commission des affaires religieuses du gouvernement vietnamien Vu Chien Thang (演觉副会长会见越南政府宗教委员会主任武战胜) », Association Bouddhiste de Chine, 19 septembre 2018, <https://www.chinabuddhism.com.cn/e/action/ShowInfo.php?classid=506&id=40485>

Lu Bohua, « Les gros titres révélés : L'authenticité des reliques en os de Bouddha qui circulent depuis des milliers d'années est difficile à distinguer. Depuis l'Antiquité, il s'agit principalement de spéculations politiques et commerciales (頭條揭密》千年流轉佛骨舍利真偽難辨 自古多為政治商業炒作) », *China Times*, 14 janvier 2023, <https://www.chinatimes.com/realtimenews/20230114000734-260407?chdtv>

– « Maître Chang Zang, vice-président de l'Association bouddhiste de Chine, a rencontré le vice-premier ministre et ministre de la Défense Din Aung San du Myanmar et sa délégation (中国佛教协会副会长常藏法师会见缅甸副总理兼国防部长丁昂山一行) », Association Bouddhiste de Chine, 3 novembre 2023, <https://www.chinabuddhism.com.cn/web/details/76019>

– « Maître Hsing Yun : La relique du doigt de Bouddha est allée à Taïwan pour y être consacrée, Jiang Zemin a personnellement approuvé 16 mots (星云大师：佛指舍利赴台供奉 江泽民亲批16字) », *Phoenix Media*, 27 octobre 2014, https://fo.ifeng.com/news/detail_2014_01/26/33388298_0.shtml

– « Maître Shuguang a reçu un maître taïwanais de Fo Guang Shan, des laïcs bouddhistes et un célèbre sinologue italien (曙光法师接待台湾佛光山法师、居士一行，以及意大利著名汉学家) », Parc Niushoushan, 9 mars 2016, <https://www.niushoushan.net/BuddhistActivities/2046.html>

– « Maître Yinshun a mené une délégation pour envoyer les reliques de l'ancien Benhuan en Thaïlande pour y être consacrées de manière permanente (印顺法师率团恭送本焕长老舍利赴泰国永久安奉) », *Phoenix Media*, 25 mars 2013, https://fo.ifeng.com/news/detail_2013_03/25/23475591_0.shtml

Ma Lie, « Sacred relic of Buddha featured in Hong Kong », *China Daily*, 25 mai 2004, https://www.chinadaily.com.cn/english/doc/2004-05/25/content_333686.htm

– « Minister of Buddhist Affairs pay homage to Buddha relics in China », Association Sino-Sri Lankaise d'Amitié Bouddhiste, consulté dernièrement le 28 mai 2024, <https://srilanka-china-buddhist.com/event-page/minister-of-buddhist-affairs-pay-homage-to-buddha-relics-in-china/>

– « Nankin organise une grande cérémonie pour le culte de la relique de l'os pariétal du Bouddha Sakyamuni, et le palais Foding est devenu un lieu de culte historique (南京举行释迦牟尼佛顶骨舍利供奉大典，佛顶宫成为长期供奉地) », *The Paper*, 27 octobre 2015, https://m.thepaper.cn/newsDetail_forward_1389734

– « Nhek Bun Chhay, le vice-Premier ministre du Royaume du Cambodge, a visité le temple Famen (柬埔寨王国副首相涅本才参访法门寺) », *Pusa123*, 24 juillet 2012, <https://www.pusa123.com/pusa/news/fo/33488.shtml>

- « Notes archéologiques sur le palais souterrain du temple de Famen (法门寺地宫考古记) », Temple Famen, consulté dernièrement le 27 mai 2024, http://www.famensi.com/fzsl_content.asp?id=2538
- « Reconstruction de la pagode de la relique de la dent de Bouddha (佛牙舍利--佛牙概述) », Temple Lingguang, consulté dernièrement le 27 mai 2024, <http://www.lingguangsi.com/index.php/Article/view/id/247>
- « Relique de la dent de Bouddha - Bénissons ensemble la grâce de Bouddha (佛牙舍利--共沐佛恩) », Temple Lingguang, consulté dernièrement le 28 mai 2024, <http://www.lingguangsi.com/index.php/Article/view/id/248>
- « Reportage : Des guerriers en terre cuite à la relique du doigt de Bouddha : Aung San Suu Kyi réalise son rêve dans l'ancienne ville de Xi'an (特写：从兵马俑到佛指舍利——昂山素季圆梦古城西安) », *Xinhua*, 21 août 2016, http://www.xinhuanet.com/politics/2016-08/21/c_129244490.htm
- « Sakyamuni tooth-relic replica conveyed to Yangon », Ambassade de la République Populaire de Chine en République de l'Union du Myanmar, 13 juin 2013, http://mm.china-embassy.gov.cn/eng/sgxw/201306/t20130613_1388093.htm
- « Tout le personnel de l'ambassade du Vietnam en Chine est venu au temple pour célébrer la Fête du Printemps (越南驻华使馆全体工作人员来寺欢度春节) », Temple Lingguang, consulté dernièrement le 29 mai 2024, <http://www.lingguangsi.com/index.php/Article/view/id/1220>
- « Une cérémonie de consécration de la relique de l'os pariétal du Bouddha Shakyamuni a eu lieu à Nanjing (释迦牟尼佛顶骨舍利供奉大典在南京举行) », *Soleil du Tibet* (Comité Provincial du Parti au Sichuan), 28 octobre 2015, <https://www.zangdiy.com/article/detail/id/5947.html>
- « Une délégation de l'Association du Tourisme du détroit de Taïwan s'est rendue à Niushoushan pour mener des activités d'inspection et d'échange touristiques (台湾海峡两岸观光旅游协会代表团赴牛首山开展旅游考察交流活动) », Parc Niushoushan, 2 février 2016, <https://niushoushan.net/Brand/2016.html>
- « Une délégation de l'Association Unie du Bouddhisme Humaniste Chinois de Taïwan s'est rendue à Niushoushan pour rendre hommage à l'os pariétal du Bouddha (台湾« 中华人间佛教联合总会 »代表团赴牛首山瞻礼佛顶骨) », Parc Niushoushan, 10 septembre 2016, <https://www.niushoushan.net/brand/2178.html>
- « Une délégation de moines du Myanmar s'est rendue en Chine en 2019 (2019年缅甸高僧代表团访问中国) », Myanmar-China Online, 2 juillet 2019, <https://mhwmm.com/miandianxinwen/39283.html>
- « Vieille de 1400 ans, la vraie relique du crâne du Bouddha apparaît dans le monde (歷一千四百年 佛頂真骨舍利現世) », *China Times*, 13 juin 2010, <https://www.chinatimes.com/newspapers/20100613000693-260108?chdtv>
- « Un nouveau chapitre dans la diplomatie bouddhique : un avion royal du Cambodge invite respectueusement les reliques de l'ancien Benhuan à être consacrées de manière permanente (佛门外交新篇章：柬埔寨王国专机恭请本焕长老舍利永久安奉) », Temple Hongfa, 20 mars 2015, <http://www.hongfasi.net/index.php?a=show&m=Article&id=5304>
- « Vingt ans après la rétrocession : Hong Kong devient la seule ville à avoir consacré les trois principales reliques saintes bouddhistes de Chine (回归二十年：香港成供奉过中国三大佛教圣物唯一城市) », Académie Bouddhiste de Nanhai, 3 juillet 2017, <http://www.nhfx.net/?article/258.html>
- W. Ziru, « Buddhist relic back », *Global Times*, 25 décembre 2011, <https://www.globaltimes.cn/page/201112/689778.shtml>

• Chapitre 7

- « 287,454 international tourists visit world famous Angkor Archaeological Park in Cambodia in 2022 », *Khmer Times*, 5 janvier 2023, <https://www.khmertimeskh.com/501214463/287454-international-tourists-visit-world-famous-angkor-archaeological-park-in-cambodia-in-2022/>
- « 7th Session for ICC-Preah Vihear in Cambodia », *The Diplomatic Insight*, 22 septembre 2022, <https://thediomaticinsight.com/7th-session-for-icc-preah-vihear-in-cambodia/>
- Ambassade de la République Populaire de Chine au Myanmar, 2013. « Myanmar Style Pagoda Donated to an Ancient Temple in China », Facebook, 23 décembre, 10h46, <https://www.facebook.com/profile/100064655561388/search/?q=baima>
- « Ancien ambassadeur du Myanmar en Chine : Le pavillon bouddhiste de style myanmarais du temple du Cheval blanc à Luoyang est un témoignage de l'amitié sino-myanmaraise », Myanmar-China Online, 3 juillet 2015, <https://www.mhwm.com/index.php/miandianxinwen/11788.html>
- « Angkor Park revenue surges by '300%' in 2023 », *The Phnom Penh Post*, 1er novembre 2023, <https://www.phnompenhpost.com/business/angkor-park-revenue-surges-300-2023>
- « Book to boots ties between Mogao Grottoes and Angkor Wat », Bureau d'Information du Conseil des affaires de l'État de la République Populaire de Chine, 17 septembre 2019, http://english.scio.gov.cn/beltandroad/2019-09/17/content_75213960.htm
- « Cambodia awards honorable medals to Chinese experts for contribution to Angkor restoration », *Xinhua*, 16 décembre 2022n <https://english.news.cn/20221216/f41014f75a2141b289fe849ba79c2b67/c.html>
- CCTV (纪录), « 《莫高窟与吴哥窟的对话》第一集 丝路双骄 【Dialogue between Mogao and Angkor EP1】 », 25 mai 2020, 48:58, <https://www.youtube.com/watch?v=ZGtUTkRybRs>
- CCTV (纪录), « 《莫高窟与吴哥窟的对话》第二集 余响千年 【Dialogue between Mogao and Angkor EP2】 | CCTV纪录 », 25 mai 2020, 48:56, <https://www.youtube.com/watch?v=Sfni5m3zjt0>
- « China assists Myanmar city with temple restoration », *People's Daily*, 10 septembre 2019, <http://en.people.cn/n3/2019/0910/c90000-9613780.html>
- « China, Cambodia enhance heritage site cooperation, exchanges », *Cambodianess*, 21 mai 2019, <https://cambodianess.com/article/china-cambodia-enhance-heritage-site-cooperation-exchanges>
- « China's oldest Buddhist temples receives holy relic from Thailand », *Global Times*, 24 septembre 2014, <https://www.globaltimes.cn/content/883161.shtml>
- « China plays vital role in restoring Cambodian UNESCO site », *Khmer Times*, 11 mai 2022, <https://www.khmertimeskh.com/501073290/china-plays-vital-role-in-restoring-cambodian-unesco-site/>
- « China's vital role in safeguarding Cambodia's Preah Vihear Temple », *Global Times*, 14 avril 2022, <https://www.globaltimes.cn/page/202204/1259328.shtml>
- « Chinese experts contributing to Angkor restoration in Cambodia awarded medals », *Khmer Times*, 17 décembre 2022, <https://www.khmertimeskh.com/501204066/chinese-experts-contributing-to-angkor-restoration-in-cambodia-awarded-medals/>
- « Chinese experts help preserve Cambodia's Angkor temples », Bureau d'Information du Conseil des affaires de l'État de la République Populaire de Chine, 31 janvier 2019, http://english.scio.gov.cn/in-depth/2019-01/31/content_74428366.htm

- « Chinese experts help preserve Cambodia's Angkor temples, forge China-ASEAN cultural bond », Belt and Road Portal (site web des « Nouvelles Routes de la Soie », portail en anglais), 31 janvier 2019, <https://eng.yidaiyilu.gov.cn/p/78754.html>
- « Chinese-invested airport in Cambodia catalyst for tourism, economic growth: PM », Belt and Road Portal (site web des « Nouvelles Routes de la Soie », portail en anglais), 1er novembre 2023, <https://eng.yidaiyilu.gov.cn/p/02LHCMGG.html>
- « Chinese top tourist arrivals in 2019 », *Khmer Times*, 7 février 2020, <https://www.khmertimeskh.com/688511/chinese-top-tourist-arrivals-in-2019/>
- « Conférence inter-rives PEN 2015. Maître Hsing Yun : Pour faire revivre la culture chinoise, le bouddhisme ne peut être absent (2015兩岸筆會 星雲大師：復興中華文化 佛教不可缺席) », *Life News Agency*, 7 mai 2015, <https://www.lnanews.com/news/81571>
- « Convergence et apprentissage mutuel : diversité et intégration de la culture Yungang (交融与互鉴：云冈文化的多元与融合) », *Guangming Daily*, 28 octobre 2023, https://news.gmw.cn/2023-10/28/content_36925072.htm
- « Début de l'aide de la Chine au Cambodge pour restaurer les ruines du palais historique d'Angkor (中国援柬吴哥古迹王宫遗址修复项目开工) », Belt and Road Portal (site web des « Nouvelles Routes de la Soie », portail en anglais), 15 décembre 2019, <https://www.yidaiyilu.gov.cn/p/112758.html>
- « Des croyants ont rendu la tête du Bouddha. Hsing Yun l'a escortée à Pékin (信徒贈佛首 星雲護送到北京) », *Liberty Times*, 28 février 2016, <https://news.ltn.com.tw/news/local/paper/962867>
- « Discours de l'Ambassadeur Hong Liang lors de la cérémonie de signature de l'échange de lettres d'assistance pour la restauration de la pagode Thabingyu à Bagan (洪亮大使在援助修复蒲甘他冰瑜佛塔换文签字仪式上的讲话) », Ambassade de la République de Chine en République de l'Union du Myanmar, 28 septembre 2018, http://mm.china-embassy.gov.cn/chn/xwdt/201809/t20180928_1378727.htm
- « Documentary on cultural links between Mogao Grottoes and Angko Wat launched », *China Daily*, 2 septembre 2019, <https://www.chinadaily.com.cn/a/201909/02/WS5d6cd234a310cf3e355693d0.html>
- « Fugitive politician Vatana loses second son while in exile », *The Nation*, 31 mars 2023, <https://www.nationthailand.com/thailand/general/40026224>
- Hsing Yun, « Venerable Master Hsing Yun's 2016 Letter to Dharma Protectors and Friends », Fo Guang Shan, 1 janvier 2016, <https://www.fgs.org.tw/events/2016ny/en/letter.html>
- Huang Kuei-lei et Jonathan Chin, « Buddha statue head returned to China », *Taipei Times*, 2 mars 2016, <https://www.taipeitimes.com/News/taiwan/archives/2016/03/02/2003640639>
- Jie Kou, « A chronicle of Dunhuang: from Silk Road to Belt and Road », *People's Daily*, 22 octobre 2018, <http://en.people.cn/n3/2018/1022/c90000-9510605.html>
- Ji Yuqiao, « Restoration of historical sites in Angkor, Cambodia assisted by China amid pandemic », *Global Times*, 30 juillet 2020, <https://www.globaltimes.cn/content/1196234.shtml>
- « La cérémonie d'achèvement et de réouverture du projet de préservation de la relique capillaire du temple Botahtaung s'est déroulée avec succès », Ambassade de la République Populaire de Chine en République de l'Union du Myanmar, 26 septembre 2022, http://mm.china-embassy.gov.cn/sgxw/202209/t20220926_10772056.htm
- « La cérémonie de lancement du projet de restauration de la pagode Thatbyinnyu, soutenu par le gouvernement chinois, à Bagan, au Myanmar, a eu lieu (中国政府援缅甸蒲甘他冰瑜佛塔修复项目举行启

- 动仪式) », Ministère du Commerce de la République Populaire de Chine, 8 janvier 2022, <http://mm.mofcom.gov.cn/article/ztdy/202201/20220103236043.shtml>
- « La cour ancestrale Fo Guang, le Temple Dajue de Yixing (佛光祖庭 宜興大覺寺) », *Life News Agency*, 24 juillet 2013, <https://www.lnanews.com/news/54546>
- « L'ancien temple indien sera « déplacé » dans le temple du Cheval Blanc à Luoyang, ce qui sera achevé au début de l'année prochaine (印度古寺将« 搬进 »洛阳白马寺 明年初竣工) », *CCTV*, 13 septembre 2007, <https://news.cctv.com/china/20070913/100287.shtml>
- « La relation entre la tête du Bouddha du temple Youju et Fo Guang Shan (幽居寺佛首與佛光山的因緣) », Fo Guang Shan, consulté dernièrement le 13 juin 2024, <https://www.fgs.org.tw/events/fgsevent20150504/story.html>
- « La statue de Bouddha avec corps et tête située dans le temple Youju, dans la province du Hebei, a été célébrée conjointement par Fo Guang Shan et l'Administration d'État du patrimoine culturel de Chine continentale (河北幽居寺塔佛像身首合璧 佛光山、大陸國家文物局共同促成) », *Life News Agency*, 27 mars 2015, <https://www.lnanews.com/news/3/80268>
- « La statue du Bouddha Qi du Nord du temple Youju sera restaurée après avoir été assemblée et seront dévoilée au public fin avril », *Xinhua*, 30 mars 2016, http://www.xinhuanet.com/politics/2016-03/30/c_128848553.htm
- « La statue du Bouddha Sakyamuni de la dynastie Qi du Nord a été réunie avec son corps et sa tête à Taiwan. Maître Hsing Yun a écrit un couplet (北齐释迦牟尼佛像在台湾身首合璧 星云大师写对联) », *China News*, 23 mai 2015, <https://www.chinanews.com.cn/cul/2015/05-23/7296446.shtml>
- « La statue millénaire de Bouddha du temple Youju, dans la province du Hebei, est sur le chemin du retour pour être conservée de façon permanente au musée du Hebei (河北幽居寺千年佛像踏上回家路 河北博物院永久保存) », *Phoenix Media*, 23 février 2016, https://news.ifeng.com/a/20160223/47552708_0.shtml
- « Le Chargé d'Affaires Chen Chen a assisté à la cérémonie de bénédiction des moines bouddhistes de Chine et du Myanmar (陈辰代办出席中缅佛教高僧祈福仪式) », Ambassade de la République de Chine en République de l'Union du Myanmar, 10 avril 2017, http://mm.china-embassy.gov.cn/chn/sgxw/201704/t20170410_1383490.htm
- « Le hall bouddhiste de style thaïlandais du temple du Cheval Blanc de Luoyang est achevé (洛阳白马寺泰国风格佛殿落成) », *China National Radio*, 26 septembre 2014, https://news.cnr.cn/native/city/201409/t20140926_516514663.shtml
- « Le « médecin des reliques culturelles » de Chine à Angkor : la restauration du temple de Ta Keo, qui a duré huit ans, touche à sa fin. Un amour profond rend difficile les adieux (中国« 文物医生 »在吴哥：八年茶胶寺修复将结项 浓浓热爱难话别) », *Belt and Road Portal* (site web des « Nouvelles Routes de la Soie », portail en anglais), 31 juillet 2018, <https://www.yidaiyilu.gov.cn/p/61497.html>
- « Le Musée bouddhiste et le Musée du Hebei ont créé une institution d'amitié (佛館和河北博物院 締結友好館) », *Life News Agency*, 3 mars 2016, <https://www.lnanews.com/news/90284>
- « Le Premier ministre cambodgien Hun Sen visite le temple Lingyin à Hangzhou (柬埔寨首相洪森参访杭州灵隐寺) », Association Bouddhiste de Chine, 23 mai 2014, <https://www.chinabuddhism.com.cn/web/details/33464>
- « Le président du Myanmar, Thein Sein, a visité le temple du Cheval Blanc et le temple l'a accueilli avec la plus haute étiquette bouddhiste (缅甸总统登盛造访白马寺 寺院以佛门最高礼节欢迎) », *People's Daily*, 30 juin 2014, <http://world.people.com.cn/n/2014/0630/c1002-25219744.html>

- « Le temple bouddhiste de style thaïlandais du Temple du Cheval Blanc est achevé et sera ouvert aux touristes chinois et étrangers/ères (白马寺泰国风格佛殿落成 将对中外游客开放) », *China National Radio*, 28 septembre 2014, https://hn.cnr.cn/hngbwh/201409/t20140928_516520163.shtml
- « Le temple bouddhiste indien du temple Baima à Luoyang, Henan, devrait être inauguré au premier semestre (河南洛阳白马寺印度佛殿预计于上半年面世) », *China Daily*, 13 janvier 2008, https://www.chinadaily.com.cn/zgzx/2008-01/13/content_7438434.htm
- « Le Temple du Cheval Blanc à Luoyang a organisé une grande cérémonie d'intronisation du Bouddha à quatre visages (洛阳白马寺隆重举行四面佛安座仪式) », *Réseau du Bouddhisme Nanhai*, consulté dernièrement le 10 juin 2024, <http://www.nhfjw.org/news/jwhd/2013/1122.html>
- Lewis, Craig. « China Plans Expansion of Baima Temple », *Buddhist Door*, 28 juillet 2015, <https://www2.buddhistdoor.net/news/china-plans-expansion-of-baima-temple>
- « Li Keqiang Visits Exhibition Marking 30 Years of China-Cambodia Exchanges and Cooperation on Cultural Heritage and Attends the Handover Ceremony of Restoration Project », Ministère des Affaires Étrangères de la République Populaire de Chine, 10 novembre 2022, https://www.fmprc.gov.cn/eng/zxxx_662805/202211/t20221115_10975562.html
- Ling Nan et Wang Wei, « Chinese experts help restore ancient pagodas in Bagan, Myanmar », *CGTN*, 7 août 2019, <https://news.cgtn.com/news/2019-08-07/Chinese-experts-help-restore-ancient-pagodas-in-Bagan-Myanmar-IYah90TSQE/index.html>
- Liu Xiangrui et Li Yao, « 'Cradle of Chinese Buddhism' embraces world », *China Daily*, 7 janvier 2012, https://www.chinadaily.com.cn/china/2012-01/07/content_14397689.htm
- « Maître Hsing Yun escorte le retour de la statue du Bouddha Qi du Nord (星雲大師護送北齊佛首造像回歸) », *Life News Agency*, 20 mars 2016, <https://www.lnanews.com/news/91079>
- « Maître Hsing Yun est nommé professeur honoraire de l'Université Renmin. Il encourage les jeunes à se trouver elleux-mêmes (星雲大師受聘人大名譽教授 勉勵青年「找回自己」) », *Life News Agency*, 22 octobre 2013, <https://www.lnanews.com/news/64260>
- Mao Pengfei et Nguon Sovan, « Chinese experts help preserve Cambodia's Angkor temples, forge China-ASEAN cultural bond », *Khmer Times*, 25 mars 2019, <https://www.khmertimeskh.com/590121/chinese-experts-help-preserve-cambodias-angkor-temples-forge-china-asean-cultural-bond/>
- Mao Pengfei et Nguon Sovan, « Xinhua Headlines: Chinese experts help preserve Cambodia's Angkor temples, forge China-ASEAN cultural bond », *Xinhua*, 30 janvier 2019, http://www.xinhuanet.com/english/asiapacific/2019-01/30/c_137786690.htm
- « Mogao Caves », Convention du Patrimoine Mondial de l'UNESCO, consulté dernièrement le 9 juin 2024, <https://whc.unesco.org/en/list/440/>
- « People visit Myanmar style shrine in C China's Henan », *China Daily*, 12 août 2016, https://global.chinadaily.com.cn/usa/travel/2016-08/12/content_26452171.htm
- « Profonde gratitude au maître pour son don généreux du Bouddha Qi du Nord. Un nouvel accord quinquennal ouvre un nouveau point de départ pour les échanges culturels inter-rives (感念大師無相布施 北齊佛首回歸 新5年協議開啟兩岸文化交流新起點) », *Life News Agency*, 1er mars 2016, <https://www.lnanews.com/news/90251>
- « Taizhou zone celebrates 75th anniversary of PLA Navy », *China Daily*, 23 avril 2024, https://subsites.chinadaily.com.cn/jiangsu/taizhou/gaogang/2024-04/23/c_981693.htm

- « Thai-style Buddha halls to open in Baima Temple », *People's Daily*, 15 janvier 2014, <http://en.people.cn/90782/8513136.html>
 - « Theravada goes to China A magnificent Buddhist house of worship opens in Luoyang, Henan province, after 20 years in the making », *Dhamma Wheel*, 14 août 2012, <https://www.dhammadownload.com/viewtopic.php?t=13580>
 - « Utiliser le bouddhisme pour construire un pont entre les peuples de Chine et du Myanmar (用佛教搭起中缅民心相通之桥) », *China Tibet Online*, 21 janvier 2019, http://m.tibet.cn/cn/index/religion/201901/t20190121_6485192.html
 - « Une délégation de l'Association bouddhiste de Chine conclut une visite d'échange au Myanmar (中国佛教协会代表团结束对缅交流访问) », Association Bouddhiste de Chine, 14 avril 2017, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/20293.html>
 - « Wat Sa Ket abbot defrocked, sent to jail », *Bangkok Post*, 30 mai 2018, <https://www.bangkokpost.com/thailand/general/1475797/wat-sa-ket-abbot-defrocked-sent-to-jail>
 - « White Horse Temple – the First Buddhist Temple in China », Centre d'informations Internet de Chine, 16 mai 2003, <http://www.china.org.cn/english/travel/64434.htm>
 - « Xi emphasizes cultural preservation », *China Daily*, 26 août 2019, https://www.chinadaily.com.cn/global/2019-08/26/content_37505489.htm
 - « Xi Focus: Xi stresses protection of Yungang Grottoes », *Xinhua*, 12 mai 2020, http://www.xinhuanet.com/english/2020-05/12/c_139050071.htm
 - « Xi Jinping et la protection du patrimoine culturel chinois (习近平与中国文化遗产保护) », *People's Daily* (édition d'outre-mer), 19 mai 2020, http://paper.people.com.cn/rmrbhwb/html/2020-05/19/content_1987770.htm
- Yuji Nitta, « China-funded airport opens in Cambodia with more projects to come », *Nikkei Asia*, 17 novembre 2023, <https://asia.nikkei.com/Business/Transportation/China-funded-airport-opens-in-Cambodia-with-more-projects-to-come>
- « Yungang Grottoes witnesses of cultural exchanges », *Global Times*, 2 novembre 2023, <https://www.globaltimes.cn/page/202311/1301078.shtml>
- Zhang Dongqiang, « Le projet d'assistance du gouvernement chinois pour la restauration de la pagode Thatbyinnyu à Bagan, au Myanmar, a été officiellement lancé (中国政府援助缅甸蒲甘他冰瑜佛塔修复项目正式启动) », *Yidai Yilu* (site web du projet des Nouvelles Routes de la Soie, portail en chinois), 9 janvier 2022, <https://www.yidaiyilu.gov.cn/p/213129.html>

• Chapitre 8

- « Aspirer à être un envoyé du bouddhisme en Mer de Chine Méridionale au service de l'initiative « Belt and Road » - L'Académie Bouddhiste de Nanhai a organisé la cérémonie d'ouverture de l'automne 2020 et la cérémonie de lancement du Mois de la culture Guanyin (争做南海佛教使者 服务一带一路建设 ——南海佛学院举行2020年秋季开学典礼暨观音文化月启动仪式) », compte Weixin de l'Académie Bouddhiste de Nanhai, 19 octobre 2020, <https://mp.weixin.qq.com/s/ggchkW7N6duMfo5h5n51qw>
- Bhelari, Amit. « PM Modi inaugurates new Nalanda University campus in Bihar », *The Hindu*, 19 juin 2024, <https://www.thehindu.com/news/national/prime-minister-narendra-modis-nalanda-visit-new-campus-of-nalanda-university-inauguration/article68306826.ece>

- « China donates one million \$ for Nalanda University revival », *The Economic Times (India Times)*, 15 novembre 2011, <https://economictimes.indiatimes.com/china-donates-one-million-for-nalanda-university-revival/articleshow/10742865.cms?from=mdr>
- « China Nanhai Buddhism Academy: World's only institute with three divisions of Buddhism opens », *CGTN*, 24 septembre 2017, https://news.cgtn.com/news/3d55544f79494464776c6d636a4e6e62684a4856/share_p.html
- « China's Consul General in Kolkata meets Nalanda Vice-Chancellor to discuss further collaboration », Université Nālandā, 5 juillet 2016, <https://nalandauniv.edu.in/news/chinas-consul-general-in-kolkata-meets-nalanda-vice-chancellor-to-discuss-further-collaboration/>
- « China's Nalanda is Finally Ready to start first batch of Students! », *Bihar Times*, 3 juin 2017, <http://www.bihartimes.in/Newsbihar/2017/Jun/newsbihar03Jun18.html>
- « Consumed by Communism: The Sordid Story of how Amartya Sen Runied the Nalanda Revival », *The Dharma Dispatch*, 16 avril 2019, <https://www.dharmadispatch.in/commentary/blinded-by-communism-the-story-of-how-amartya-sen-ruined-the-nalanda-revival>
- « Debunking False Allegations About Amartya Sen and Nalanda University », *The Wire*, 2 mai 2019, <https://thewire.in/media/debunking-a-false-allegations-about-amartya-sen-and-nalanda-university>
- « Discours à l'occasion de l'accompagnement des nouveaux/elles étudiant.es du Collège Bouddhiste de Singapour pour s'inscrire à l'admission en 2012 », Association Bouddhiste du Hunan, 6 février 2012, <http://www.fjhnw.com/content/?83-130-1292.html>
- « Formation de talents bouddhistes en anglais, ouvert à Hangzhou (佛教英語人才培訓 杭州開辦) », *Life News Agency*, 10 mars 2019, <https://www.lnanews.com/news/120520>
- « Hainan construira le Collège bouddhiste de Nanhai pour créer une base d'échange culturel bouddhiste avec l'Asie du Sud-Est (海南将建成南海佛学院 打造面向东南亚佛教文化交流基地) », Académie Bouddhiste de Nanhai, 26 janvier 2016, <http://www.nhfx.net/?article/66.html>
- « History and Revival », Université Nālandā, consulté dernièrement le 2 juillet 2024, <https://nalandauniv.edu.in/about-nalanda/history-and-revival/>
- « International Community », Université Nalanda, consulté dernièrement le 3 juillet 2024, <https://nalandauniv.edu.in/international-community/>
- « Introduction à l'Académie (学院简介) », Académie Bouddhiste de Nanhai, consulté dernièrement le 27 juin 2024, <http://www.nhfx.net/?article/type/94/1.html>
- « Introduction au Collège (学院简介) », Collège Bouddhiste de Singapour, consulté dernièrement le 4 juillet 2024, <https://www.bcs.edu.sg/zh/about-bcs/>
- « L'Académie Bouddhisme de Nanhai (南海佛学院) », compte Weixin de la Conférence Consultative Politique du Peuple Chinois, 19 mars 2022, <https://mp.weixin.qq.com/s/mXId476engFLLeQP0VwxUtg>
- « L'Académie Bouddhiste de Nanhai a organisé une cérémonie solennelle de lever du drapeau (南海佛学院举行庄重的升国旗仪式) », Académie Bouddhiste de Nanhai, 4 avril 2019, https://mp.weixin.qq.com/s/DPpXi2s0zbS_h5oXterNMg
- « La cérémonie d'ouverture du cours de formation bouddhiste en anglais 2021 a eu lieu au temple Zhuhai Putuo (2021佛教英语培训班开幕式在珠海普陀寺举行) », Département du Travail de Front Uni du Comité Provincial de Guangdong du Parti Communiste de Chine, 29 septembre 2021, http://www.tongxin.org/mzzj/content/post_154568.html

- « La compassion ne connaît pas de frontières. Briser les frontières, cultiver les talents des moines et perpétuer la sagesse du bouddhisme - une délégation de l'Organisation Centrale de la Communauté Bouddhiste du Laos a visité l'Académie bouddhiste de Nanhai (慈悲无国界 | 突破疆域 培育僧才 续佛慧命——老挝中央佛教联盟代表团参访南海佛学院) », Académie Bouddhiste de Nanhai, 30 mai 2019, <http://www.nhfx.net/?article/409.html>
- « La délégation bouddhiste chinoise a assisté à la cérémonie d'inauguration de la construction du bâtiment d'enseignement du Collège Bouddhiste de Singapour (中国佛教代表团出席新加坡佛学院教学大楼奠基仪式) », Association Bouddhiste de Chine, 10 décembre 2012, <https://www.chinabuddhism.com.cn/web/details/20054>
- « L'amitié sino-laotienne écrit un nouveau chapitre | Le premier cours de formation pour les moines laotiens au Collège bouddhiste de Nanhai s'est terminé avec succès ! (中老友好 再谱新篇 | 南海佛学院首届老挝僧侣研修班圆满结业~!) », Académie Bouddhiste de Nanhai, 27 mai 2019, <http://www.nhfx.net/?article/379.html>
- « L'Association bouddhiste de Hainan et l'Académie Bouddhiste de Nanhai étudient et mettent en œuvre l'esprit des deux sessions nationales (海南省佛教协会、南海佛学院学习贯彻全国两会精神) », Académie Bouddhiste de Nanhai, 27 mai 2019, <http://www.nhfx.net/?article/403.html>
- « La vie passée et présente de l'Académie Bouddhiste de Nanhai, « l'Université Nalanda de la Chine »- Entretien exclusif avec le doyen fondateur de l'Académie Bouddhiste de Nanhai, le moine Yinshun », Académie Bouddhiste de Nanhai, 13 novembre 2017, <http://www.nhfx.net/?article/297.html>
- « Le bouddhisme en Chine et au Laos contribue à l'intégration de l'initiative « la Ceinture et la Route » dans les liens entre les peuples - l'Association bouddhiste de Hainan et l'Organisation Centrale de la Communauté Bouddhiste du Laos ont signé le Protocole d'Entente sur la Coopération Chine-Laos en matière d'Éducation Bouddhiste de la Belt and Road (中老佛教为« 一带一路 »融入民心相通的力量——海南省佛教协会与老挝中央佛教联盟签署《一带一路中老佛教教育合作谅解备忘录》) », Académie Bouddhiste de Nanhai, 27 mai 2019, <http://www.nhfx.net/?article/408.html>
- « Le Collège bouddhiste de Singapour et l'Association bouddhiste chinoise signent un mémorandum d'inscription (新加坡佛学院与中国佛教协会签署招生备忘录) », Collège Bouddhiste de Singapour, 18 décembre 2017, <https://www.bcs.edu.sg/zh/signing-of-memorandum-on-recruitment-of-students-by-bcs-and-bac/>
- « Le cours de formation d'anglais bouddhiste 2018 pour les maîtres conférenciers/ères s'est terminé avec succès (2018讲经法师佛教英语培训班圆满结束) », Bureau Municipal des Affaires Religieuses et Ethniques de Hangzhou, 18 avril 2018, https://mzj.hangzhou.gov.cn/art/2018/4/18/art_1632183_35119415.html
- « Le groupe culturel bouddhiste de la Route maritime de la Soie de Guangzhou a visité le temple Pujue et le Collège bouddhiste de Singapour (广州海上丝绸之路佛教文化团参访普觉禅寺及新加坡佛学院) », Collège Bouddhiste de Singapour, 23 septembre 2015, <https://www.bcs.edu.sg/zh/%e5%b9%bf%e5%b7%9e%e6%b5%b7%e4%b8%8a%e4%b8%9d%e7%bb%b8%e4%b9%8b%e8%b7%af%e4%bd%9b%e6%95%99%e6%96%87%e5%8c%96%e5%9b%a2%e5%8f%82%e8%ae%bf%e6%99%ae%e8%a7%89%e7%a6%85%e5%af%ba%e5%8f%8a%e6%96%b0%e5%8a%a0/>
- « Le Laos envoie des moines étudier à l'étranger à l'Académie Bouddhiste de Nanhai (老挝派驻学僧赴南海佛学院留学深造) », Académie Bouddhiste de Nanhai, consulté dernièrement le 27 juin 2024, <http://www.nhfx.net/?article/type/47/1.html>
- « Le quatrième groupe de diplômés de licence en chinois et en anglais du Collège bouddhiste de Singapour s'est rendu en Chine pour étudier (新加坡佛学院第四届中英文学士毕业生赴中国参学) », Collège Bouddhiste de Singapour, 5 juillet 2017, <https://www.bcs.edu.sg/zh/%e6%96%b0%e5%8a%a0%e5%9d%a1%e4%bd%9b%e5%ad%a6%e9%99%a2>

<https://www.chinabuddhism.com.cn/web/details/39324>

– « Les conférenciers éduquent soigneusement et proposent un contenu passionnant - le cours de formation d'anglais bouddhiste 2023 est pleinement lancé (讲师精心育教 内容精彩纷呈——2023佛教英语培训班全面开课) », Centre d'informations Internet de Chine, 6 septembre 2023, <https://fo.china.com/m/fonews/20001205/20230906/25788175.html>

– « Les enseignants et les étudiants de l'Académie Bouddhiste de Nanhai ont discuté du discours important du secrétaire général Xi Jinping (1) », Académie Bouddhiste de Nanhai, 4 mai 2018, <http://www.nhfx.net/?article/328.html>

– « Les examens d'admission 2018 du Collège bouddhiste de Singapour ont eu lieu à Singapour, en Chine, au Sri Lanka et au Cambodge (新加坡佛学院2018年招生考试分别在新加坡、中国、斯里兰卡和柬埔寨举行) », Collège Bouddhiste de Singapour, consulté dernièrement le 4 juillet 2024, <https://www.bcs.edu.sg/zh/%e6%96%b0%e5%8a%a0%e5%9d%a1%e4%bd%9b%e5%ad%a6%e9%99%a2%018%e5%b9%b4%e6%8b%9b%e7%94%9f%e8%80%83%e8%af%95%e5%88%86%e5%88%ab%e5%9c%a8%e6%96%b0%e5%8a%a0%e5%9d%a1%e3%80%81%e4%b8%ad%e5%9b%bd%e3%80%81/>

– « Les moines étudiant à l'étranger à l'Académie Bouddhiste de Nanhai ont réalisé des accomplissements exceptionnels dans le domaine de l'éducation : la Table ronde bouddhiste de Nanhai à Shenzhen rencontre à nouveau des moines laotiens étudiant à l'étranger (南海佛学院留学僧教育成绩斐然：南海佛教深圳圆桌会再遇老挝留学僧) », compte Weixin de l'Académie Bouddhiste de Nanhai, 27 octobre 2019, https://mp.weixin.qq.com/s?_biz=MzIxODc4MzE0NA==&mid=2247486185&idx=1&sn=9845c9669969cea2247dff85e714a618&chksm=97e4062ea0938f38012978d86ac7bbb447b16a796ee9b68d5101b7c16c40b1b56e8e679b41ee&token=1055132721&lang=zh_CN#rd

– « Le vent souffle à des milliers de kilomètres vers l'est, les montagnes et les rivières traversent les vagues (长风万里向东土 山河朵朵破浪行) », Académie Bouddhiste de Nanhai, consulté dernièrement le 27 juin 2024, <http://www.nhfjw.org/news/nhfj/2023/5645.html>

– « Le vice-président Shenghui a mené une délégation pour assister au 10e anniversaire de la fondation du Collège bouddhiste de Singapour et à la cérémonie d'inauguration du nouveau bâtiment d'enseignement (圣辉副会长率团出席新加坡佛学院建校十周年暨新教学楼落成庆典) », Association Bouddhiste de Chine, 11 septembre 2016, <https://www.chinabuddhism.com.cn/web/details/20255>

– « Le vice-président Shenghui a mené une délégation pour escorter le quatrième groupe de moines bouddhistes du Collège bouddhiste de Singapour à Singapour (圣辉副会长率团护送新加坡佛学院第四届学僧抵新) », Association Bouddhiste de Chine, 20 août 2012, <https://www.chinabuddhism.com.cn/web/details/20039>

– « Le vice-président Yanjue a rencontré Maître Guangsheng, président du Collège Bouddhiste de Singapour, et sa délégation (演觉副会长会见新加坡佛学院院长广声法师一行) », Association Bouddhiste de Chine, 12 décembre 2019, <https://www.chinabuddhism.com.cn/web/details/40702>

– « L'examen d'admission 2018 du Collège bouddhiste de Singapour a eu lieu à Xiamen (新加坡佛学院2018年招生考试工作在厦门举行) », Association Bouddhiste de Chine, 11 juin 2018, <https://www.chinabuddhism.com.cn/web/details/39324>

– « L'examen d'admission au Collège bouddhiste de Singapour a eu lieu au Collège Bouddhiste Chinois de Putuoshan (新加坡佛学院招生考试在中国佛学院普陀山学院举行) », Association Bouddhiste de Chine, 6 juin 2014, <https://www.chinabuddhism.com.cn/web/details/33495>

– « L'Université Nalanda de la Chine a appris de Cambridge, elle a été saluée par de nombreux experts dans le domaine de la culture bouddhiste (中国的那烂陀大学向剑桥取经 多位佛教文化领域专家称赞) », *China Daily*, 23 septembre 2017, https://hain.chinadaily.com.cn/2017-09/23/content_32379771.htm

Mao Lijun, « Visite à l'Académie Bouddhiste de Nanhai (南海佛学院探访记) », Réseau des Ethnies et Religions de la Chine, 12 novembre 2021, <http://www.mzb.com.cn/html/report/211131010-1.htm>

– « Maître Yinshun : « L'initiative de la Belt and Road du bouddhisme est très prometteuse (印顺大和尚：佛教的«一带一路»一定大有可为) », Académie Bouddhiste de Nanhai, 17 juillet 2017, <http://www.nhfyx.net/?article/263.html>

– « Monastic Training Office », Collège Bouddhiste de Singapour, consulté dernièrement le 4 juillet 2024, <https://www.bcs.edu.sg/offices/monastic-training-office/>

Mukherjee, Sugato. « Nalanda: The university that changed the world », *BBC*, 23 février 2023, <https://www.bbc.com/travel/article/20230222-nalanda-the-university-that-changed-the-world>

– « New Nalanda University Set to Open », *Hinduism Today*, 10 avril 2022, <https://www.hinduismtoday.com/hpi/2022/08/10/new-nalanda-university-set-to-open/>

– « No contribution in 3 years from participating countries for Nalanda University construction: MEA », *India Today*, 15 décembre 2019, <https://www.indiatoday.in/india/story/no-contribution-in-3-years-from-participating-countries-for-nalanda-university-construction-mea-1628474-2019-12-15>

Offices, Collège Bouddhiste de Singapour, consulté dernièrement le 4 juillet 2024, <https://www.bcs.edu.sg/offices/>

– « Revisiter la Route maritime de la soie : des moines diplômés du Collège bouddhiste du sud du Fujian ont visité le temple Pujue et le Collège bouddhiste de Singapour », Collège Bouddhiste de Chine, 7 juin 2017, <https://www.bcs.edu.sg/zh/%E9%87%8D%E8%B5%B0%E6%B5%B7%E4%B8%8A%E4%B8%9D%E7%BB%B8%E4%B9%8B%E8%B7%AF%E7%BC%9A%E9%97%BD%E5%8D%97%E4%BD%9B%E5%AD%A6%E9%99%A2%E6%AF%95%E4%B8%9A%E5%83%A7%E5%8F%82%E8%AE%BF%E6%99%AE%E8%A7%89%E7%A6%85/>

– « Séance de partage sur l'expérience d'apprentissage de Maître Yanzheng, doctorant de l'Université de Hong Kong dans notre institut (我院港大博士生延政法师学习经验分享会) », Collège Bouddhiste de Singapour, 26 juin 2019, <https://www.bcs.edu.sg/zh/%E6%88%91%E9%99%A2%E6%B8%AF%E5%A4%A7%E5%8D%9A%E5%A3%AB%E7%94%9F%E5%BB%B6%E6%94%BF%E6%B3%95%E5%B8%88%E5%AD%A6%E4%B9%A0%E7%BB%8F%E9%AA%8C%E5%88%86%E4%BA%AB%E4%BC%9A/>

– « Vice-Rector », Collège Bouddhiste de Singapour, consulté dernièrement le 4 juillet 2024, <https://www.bcs.edu.sg/offices/vice-rector/>

– « Visite de l'Association bouddhiste de Chine et de l'Administration d'État pour les affaires religieuses (拜访中国佛教协会及国家宗教事务局) », Collège Bouddhiste de Singapour, 8 juin 2016, <https://www.bcs.edu.sg/zh/%E6%8B%9C%E8%AE%BF%E4%B8%AD%E5%9B%BD%E4%BD%9B%E6%95%99%E5%8D%8F%E4%BC%9A%E5%8F%8A%E5%9B%BD%E5%AE%B6%E5%AE%97%E6%95%99%E4%BA%8B%E5%8A%A1%E5%B1%80/>

Wisman, Anne. « China to Open its Own Nalanda University in Hainan Province in September », *Buddhist Door*, 6 juin 2017, <https://www2.buddhistdoor.net/news/china-to-open-its-own-nalanda-university-in-hainan-province-in-september>

– « Zhan Ru, membre du Comité national de la Conférence consultative politique du peuple chinois : Améliorer la reconnaissance de la culture chinoise des étudiant.es internationaux/ales (全国政协委员湛如：增强留学生对中华文化的认同) », *Phoenix Media*, 10 mars 2021, <https://fo.ifeng.com/c/84V8Af2cnn>

Yadav, Yatish. « Soft power: China gets its own Nalanda university, shames India », *The New Indian Express*, 5 juin 2017, <https://www.newindianexpress.com/nation/2017/Jun/05/soft-power-china-gets-its-own-nalanda-university-shames-india-1612915.html>

• Chapitre 9

– « Buddhist Forum drops curtain in Fujian », *China Daily*, 31 octobre 2018, http://www.chinadaily.com.cn/m/fujian/2018-10/31/content_37174454.htm

Cao, Desheng. « Xi emphasizes cultural preservation », *China Daily*, 26 août 2019, <https://www.chinadaily.com.cn/a/201908/26/WS5d63702ea310cf3e35567df7.html>

– « Cultiver les talents bouddhistes bilingues pour soutenir l’initiative « One Belt, One Road » (培养佛教双语人才 助力« 一带一路 ») », Association Bouddhiste de Chine, 11 août 2016, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw/jl/2016-08-11/11230.html>

– « Des dirigeants bouddhistes laotiens et une délégation du Front national de développement ont visité l'Association bouddhiste de Chine (老挝佛教领袖暨建国阵线代表团拜访中国佛教协会) », Association Bouddhiste de Chine, 31 octobre 2016, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw/jliu/2016-10-31/12072.html>

– « Des échanges extérieurs fructueux. Poursuite du développement de l'initiative « la Ceinture et la Route » — L'exposition de photos sur les échanges étrangers et l'exposition de photos sur la culture bouddhiste One Belt, One Road à l'occasion de l'anniversaire du Bouddha 2018 de l'Association bouddhiste de Chine ont été lancées avec la cérémonie d'inauguration au temple Lingguang à Pékin (对外交流成果丰 一带一路再开拓——中国佛教协会2018年佛诞节« 对外交流图片展和« 一带一路佛教文化图片展 »在北京灵光寺剪彩开展), Association Bouddhiste de Chine, 22 mai 2018, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xwbd/2018-05-22/39267.html>

– « Échanges bouddhistes et aide caritative le long de la *Belt and Road* : une délégation bouddhiste chinoise a visité l'Université Bouddhiste et Pali du Sri Lanka et a fait un don au Fonds National de secours d'urgence du Président du Sri Lanka (« 一带一路 »上的佛教交流与慈善援助——中国佛教代表团访问斯里兰卡佛教与巴利语大学并向斯里兰卡总统国家救灾基金捐赠善款) », Association Bouddhiste de Chine, 4 juin 2017, <https://www.chinabuddhism.com.cn/web/details/20308>

– « Full Text: Vision and actions on jointly building Belt and Road », Forum International de Coopération *Belt and Road*, 10 avril 2017, <http://2017.beltandroadforum.org/english/n100/2017/0410/c22-45.html>

– « La cérémonie de lancement d'une série d'activités sur le bouddhisme chinois et la Route maritime de la soie s'est tenue à Zhuhai (中国佛教与海上丝绸之路系列活动启动仪式在珠海举行) », *Xinhua*, 20 novembre 2015, http://www.xinhuanet.com/politics/2015-11/20/c_128450900.htm

– « La délégation de l'Association bouddhiste de Chine a conclu sa visite d'échange au Myanmar (中国佛教协会代表团结束对缅交流访问) », Association Bouddhiste de Chine, 14 avril 2017, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/20293.html>

– « Lancement d'une série d'activités sur le bouddhisme chinois et la Route maritime de la soie à Zhuhai (中国佛教与海上丝绸之路系列活动在珠海启动) », *Phoenix Media*, 16 novembre 2015, https://fo.ifeng.com/a/20151116/41507399_0.shtml

- « Le président Xuecheng a participé au forum universitaire sur la culture bouddhiste et la stratégie de la *Belt and Road* » (学诚会长出席佛教文化与« 一带一路 »战略学术论坛), Association Bouddhiste de Chine, 17 décembre 2015, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw/yw1/2015-12-17/10170.html>
- « Le président Xuecheng a rencontré Maître Hsin Ting, abbé du temple Taihua à Bangkok, Fo Guang Shan et sa délégation (学诚会长会见佛光山曼谷泰华寺住持心定法师一行) », Association Bouddhiste de Chine, 24 février 2017, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/19985.html>
- « Le président Xuecheng de l'Association bouddhiste de Chine a rencontré Maître Jian Deng, abbé du temple Chung Tai Chan à Taiwan, et sa délégation (中佛协学诚会长会见台湾中台禅寺住持见灯法师一行) », Pusa123, 12 juin 2018, <https://www.pusa123.com/pusa/news/fo/118301.shtml>
- « Le séminaire académique « Le bouddhisme chinois et la route maritime de la soie » s'est tenu à Zhuhai, Guangdong (« 中国佛教与海上丝绸之路 »学术研讨会在广东珠海隆重召开) », Association Bouddhiste de Chine, 26 novembre 2015, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw/jl/2015-11-26/10116.html>
- « Le vice-président Yanjue a rencontré une délégation de l'Association religieuse de Singapour (演觉副会长会见新加坡宗教联谊会代表团一行) », Association Bouddhiste de Chine, 3 septembre 2019, <https://www.chinabuddhism.com.cn/e/action/ShowInfo.php?classid=506&id=40467>
- « Pour promouvoir l'échange de la culture chinoise chan du thé, la branche jeunesse de l'Association de Commerce [Sino-Thaïlandaise] accueille le groupe d'échange du Fujian « Tournée de la culture *chan* chinoise en Thaïlande » (推动中华禅茶文化交流 青商会迎来« 中华禅文化泰国行 »福建交流团) », Thai-Chinese New Generation Business Association, 3 octobre 2022, <https://www.tycc.org/a/2558>
- « Rassembler les forces des entrepreneurs du Guangdong pour construire conjointement la « Ceinture et la Route » (为共建« 一带一路 »汇聚粤商力量) », Gouvernement du Peuple de la Municipalité de Guangzhou, 24 septembre 2023, https://www.gz.gov.cn/ysgz/xwdt/ysdt/content/post_9226516.html
- « Une délégation de l'Association Unie du Bouddhisme Humaniste Chinois de Taïwan a visité (台湾中华人间佛教联合总会一行来访) », Association Bouddhiste de Chine, 19 mai 2015, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/20178.html>
- « Xi Jinping a participé à la Conférence centrale de travail sur les Affaires étrangères et a prononcé un discours important (习近平出席中央外事工作会议并发表重要讲话) », *Xinhua*, 29 novembre 2014, http://www.xinhuanet.com/politics/2014-11/29/c_1113457723.htm
- Xuecheng, « On the Belt and Road: The Spiritual Footprints of Buddhism and the Construction of a New World Civilization », *Voice of Longquan*, 29 juin 2017, <http://eng.longquanzs.org/xuecheng/writings/76775.htm>

• Chapitre 10

- « 2014 Survey on Conditions of Society, Culture », Bureau National des Statistiques, dernièrement consulté le 12 mai 2023, <https://www.nso.go.th/sites/2014en/Pages/survey/Social/Religion,%20Art%20and%20Culture/The-Survey-On-Conditions-Of-Society-And-Culture.aspx>.
- « 2021 Report on International Religious Freedom: Thailand », U.S. Department of State, dernièrement consulté le 12 décembre 2023, <https://www.state.gov/reports/2021-report-on-international-religious-freedom/thailand/>.

- « 2022 Report on International Religious Freedom: Thailand », U.S. Department of State, dernièrement consulté le 12 décembre 2023, <https://www.state.gov/reports/2022-report-on-international-religious-freedom/thailand/>.
- « Balance commerciale, exports et imports par pays 2020 : Thaïlande », World Integrated Trade Solution, dernièrement consulté le 11 mai 2023, <https://wits.worldbank.org/CountryProfile/en/Country/THA/Year/2020/TradeFlow/EXPIMP/Partner/by-country#>.
- Chachavalpongpun, Pavin. « Opinion. Why Thais are losing faith in the monarchy », *The Washington Post*, 15 mai 2020, <https://www.washingtonpost.com/opinions/2020/05/15/why-thais-are-losing-faith-monarchy/>.
- « China reopening and impact on Thailand's economy », Krungsri Bank of Ayudhya, 9 février 2023, <https://www.krungsri.com/en/research/research-intelligence/china-reopening-2023>.
- « China / Thailand (country to country profile) », Observatory of Economic Complexity, dernièrement consulté le 11 mai 2023, <https://oec.world/en/profile/bilateral-country/chn/partner/tha>.
- « China-Thailand railway to provide new momentum for regional economy and trade », *Global Times*, 17 novembre 2022, <https://www.globaltimes.cn/page/202211/1279801.shtml>
- « 'Chinese business, Out!' Myanmar anger threatens investment plans », *Reuters*, 11 mars 2021, <https://www.reuters.com/article/idUSKBN2B31C1/>
- « Chinese State Councilor and Foreign Minister Wang Yi met with Princess Maha Chakri Sirindhorn », Ambassade de la République Populaire de Chine en Thaïlande, 4 février 2022, http://th.china-embassy.gov.cn/eng/sgxw/202202/t20220204_10638858.htm
- Constitution of the Kingdom of Thailand (traduction officielle en anglais), Cour Administrative de Thaïlande, publié en ligne le 2 août 2022, https://www.admincourt.go.th/adminCourt/en/law_detail.php?id=495
- Ekvitthayavechnukul, Chalida et Tian McLeod Ji. « With high hopes, Thailand welcomes Chinese tourists' return », *Associated Press*, 9 janvier 2023, <https://apnews.com/article/health-china-thailand-travel-and-tourism-business-5568e441ab99c808d459c4cccb090856>
- « Faire perdurer les relations amicales traditionnelles entre la Chine et la Thaïlande, créer un nouveau modèle de relations internationales » (弘扬中泰传统友好关系 打造新型国际关系典范), Ambassade de la République Populaire de Chine en Thaïlande, 4 juillet 2018, http://th.china-embassy.gov.cn/chn/ztx/zxdt/201807/t20180704_1447805.html
- Fawthrop, Tom. « Myanmar's Myitsone Dam Dilemma », *The Diplomat*, 11 mars 2019, <https://thediplomat.com/2019/03/myanmars-myitsone-dam-dilemma/>
- Gilchrist, Karen. « Chinese tourists are traveling again — but not the way they used to », *CNBC*, 14 mars 2023, <https://www.cnbc.com/2023/03/15/chinese-tourists-are-traveling-again-opt-for-domestic-remote-travel.html>
- Graceffo, Antonio. « Transnational Crime on the China-Myanmar Border », *China Brief* vol 23, n°17, publié en ligne le 22 septembre 2023, <https://jamestown.org/program/transnational-crime-on-the-china-myanmar-border/>
- Head, Jonathan. « Chinese tourists are returning - but not to Thailand », *BBC*, 6 novembre 2023, <https://www.bbc.com/news/world-asia-67305693>
- Head, Jonathan. « Thai referendum: Why Thais backed a military-backed constitution », *BBC*, 9 août 2016, <https://www.bbc.com/news/world-asia-37013950>
- Head, Jonathan. « Thailand's constitution: New era, new uncertainties », *BBC*, 7 avril 2017, <https://www.bbc.com/news/world-asia-39499485>

– « Joint Communiqué on the Establishment of Diplomatic Relations Between the Kingdom of Thailand and the People's Republic of China », Ambassade de la République Populaire de Chine en Thaïlande, 18 juillet 2011, http://th.china-embassy.gov.cn/eng/ztx/zywj/201107/t20110718_1450271.htm

– « Joint Statement between the Kingdom of Thailand and the People's Republic of China on Working towards a Thailand - China Community with a Shared Future for Enhanced Stability, Prosperity and Sustainability », 19 novembre 2022, Ministère des Affaires Étrangères du Royaume de Thaïlande, <https://www.mfa.go.th/en/content/thchnjointstatement19112565-2?cate=5d5bcb4e15e39c306000683c>

Kennedy, Merrit. « Thai King Signs Military-Backed Constitution », *NPR*, 6 avril 2017, <https://www.npr.org/sections/thetwo-way/2017/04/06/522878983/thai-king-signs-military-backed-constitution>

Kosuke, Inoue et Yuji Nitta. « Chinese travelers' slow return hits Southeast Asian economies », *Nikkei Asia*, 13 octobre 2023, <https://asia.nikkei.com/Business/Travel-Leisure/Chinese-travelers-slow-return-hits-Southeast-Asian-economies>

– « L'ambassade en Thaïlande a organisé une célébration pour le 44e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et la Thaïlande (驻泰国使馆举办中泰建交44周年庆祝活动) », Ambassade de la République Populaire de Chine en Thaïlande, 2 juillet 2019, http://th.china-embassy.gov.cn/ztx/zxdt/201907/t20190702_1448085.html.

Le Thu, Huong. « Rough Waters Ahead for Vietnam-China Relations », *Carnegie Endowment for International Peace*, 30 septembre 2020, <https://carnegieendowment.org/2020/09/30/rough-waters-ahead-for-vietnam-china-relations-pub-82826>.

– « Lors de son entretien avec Yingluck Shinawatra, Li Keqiang a souligné que les relations sino-thaïlandaises devraient jouer un rôle exemplaire et moteur (李克强与英拉举行会谈时强调 发挥中泰关系的示范和引领作用) », *Xinhua*, 12 octobre 2013, http://www.xinhuanet.com/world/2013-10/12/c_125518343.htm.

– « Paetongtarn Shinawatra becomes Thailand's next PM, youngest ever », *Al Jazeera*, 16 août 2024, <https://www.aljazeera.com/news/2024/8/16/thailands-ruling-coalition-nominates-paetongtarn-as-pm-parliament-to-vote>.

Parpart, Erich. « Thailand plays the China card again », *Bangkok Post*, 10 octobre 2016, <https://www.bangkokpost.com/opinion/opinion/1106625/thailand-plays-the-china-card-again>.

– « Princess Sirindhorn Thanks China for Friendship Medal (Photos) », *Khaosod*, 30 septembre 2019, <https://www.khaosodenglish.com/news/2019/09/30/princess-sirindhorn-thanks-china-for-friendship-medal-photos>.

Rasheed, Zaheena. « Why are Thai students protesting against King Vajiralongkorn? », *Al Jazeera*, 26 août 2020, <https://www.aljazeera.com/news/2020/8/26/why-are-thai-students-protesting-against-king-vajiralongkorn>.

Raymond, Greg. « Srettha Thavisin's election raises questions for Thailand », *East Asia Forum*, 17 septembre 2023, <https://www.eastasiaforum.org/2023/09/17/srettha-thavisins-election-raises-questions-for-thailand/>.

« Recensement de la Population et du Logement, 2010 (สำมะโนประชากรและเคหะ พ.ศ. 2553) », Bureau National des Statistiques de Thaïlande, dernièrement consulté le 12 mai 2023, <http://www.nso.go.th/sites/2014en/Pages/popeng/2010/mainpop.aspx>.

– « Remarks of Spokesperson of the Chinese Embassy in Thailand upon Media Inquiries », Ambassade de la République Populaire de Chine en Thaïlande, 2 mars 2023, http://th.china-embassy.gov.cn/eng/sgxw/202303/t20230302_11034040.htm.

- « Thailand 4.0 », Ambassade du Royaume de Thaïlande à Washington, dernièrement consulté le 12 mai 2023, <https://thaiembdc.org/thailand-4-0-2/>.
- « Thailand and China ink 5 agreements to boost trade, regional security », *The Nation*, 19 novembre 2022, <https://www.nationthailand.com/special-edition/apec/40022252>.
- « Thailand blasted for deporting Canada-bound refugees to China », *Bangkok Post*, 18 novembre 2015, <https://www.bangkokpost.com/thailand/general/768180/thailand-blasted-for-deporting-canada-bound-refugees-to-china>.
- « Thailand. Freedom in the World 2022 », Freedom House, <https://freedomhouse.org/country/thailand/freedom-world/2022>.
- « The Sufficiency Economy Philosophy and the Context of National Development », Bureau National du Conseil du Développement Économique et Social, dernièrement consulté le 15 mai 2023, disponible en téléchargement sur https://www.nesdc.go.th/nesdb_en/download/article/article_20160323113011.pdf.
- Vu, Khang. « The China Factor in Vietnam's Multidirectional Foreign Policy », *The Diplomat*, 19 avril 2023, <https://thediplomat.com/2023/04/the-china-factor-in-vietnams-multidirectional-foreign-policy/>.
- « Xi et Prayut conviennent de construire une communauté d'avenir partagé sino-thaïlandaise plus stable, plus prospère et plus durable », *Xinhua*, 20 novembre 2022, <http://french.xinhuanet.com/20221120/d84b6d7540d544779f06d32113b3e20e/c.html>.

• Chapitre 11

- « Bouddhisme zen du Nord et du Sud : théorie et pratique——Résumé du deuxième Forum académique international sur le bouddhisme du Nord et du Sud (南北传禅法：理论与实践——第二届南北传佛教国际学术论坛综述) », *FJNET*, 23 décembre 2019, http://www.fjnet.com/hwjj/haiwainr/201912/t20191223_280466.htm.
- « Ceremony of Exchanging Greetings of 2019 "Happy Chinese New Year" held in Bangkok », Ambassade de la République Populaire de Chine en Thaïlande, 11 février 2019, http://th.china-embassy.gov.cn/eng/ztgx/zxdt/201902/t20190211_1450202.htm.
- « Chinese vice president meets Thai princess », ASEAN China Center, 16 mai 2016, http://www.asean-china-center.org/english/2016-05/16/c_135361934.htm.
- « Des dirigeants bouddhistes laotiens et une délégation du Front lao pour la construction nationale ont visité l'Association bouddhiste de Chine (老挝佛教领袖暨建国阵线代表团拜访中国佛教协会) », Association Bouddhiste de Chine, 31 octobre 2016, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw/jliu/2016-10-31/12072.html>.
- « Funeral Ceremony for Thailand's Supreme Patriarch », *Thaizer*, 16 décembre 2015, <https://www.thaizer.com/funeral-ceremony-of-thailands-supreme-patriarch/>.
- « Funeral in pictures », *Bangkok Post*, 16 décembre 2015, <https://www.bangkokpost.com/photo/796444>.
- « Huba Longzhuang Meng, vice-président de notre association, a conduit une délégation en Thaïlande pour assister à la célébration du 100e anniversaire du Patriarche Suprême thaïlandais et au 10e anniversaire de la célébration de la 'Journée de Vesak des Nations Unies' (我会祐巴龙庄勐副会长率团赴泰出席庆祝泰僧王智护尊者百岁寿辰暨“联合国卫塞节”庆典十周年纪念大会) », Association Bouddhiste de Chine, 31 mai 2013, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/20074.html>.
- « La 27e Conférence de la Communauté mondiale des Bouddhistes organise un symposium sur "La charité bouddhiste pour le bien-être public" (第27届世界佛教徒联谊会大会举行“佛教与公益慈善”研讨会) », Association Bouddhiste de Chine, 31 mai 2013, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/20074.html>.

– « L'abbé Changzang du temple Lingguang à Pékin a conduit des moines du temple Lingguang à assister à la cérémonie célébrant le 87e anniversaire de Sa Majesté la reine mère de Thaïlande Sirikit au temple et a chanté des sutras et prié pour des bénédictions (北京灵光寺方丈常藏大和尚率灵光寺全体僧众在本寺出席庆祝泰国皇太后诗丽吉陛下87岁寿辰仪式并诵经祈福) », Temple Lingguang, dernièrement consulté le 23 janvier 2024, <http://www.lingguangsi.com/index.php/Article/view/id/1238>.

– « L'abbé Shi Yongxin du temple Shaolin visite la Thaïlande (少林寺释永信方丈莅泰友好访问) », *Sing Sian Yer Pao*, 2 janvier 2019, <http://www.singsianyerpao.com/uncategorized/34915/>.

– « La cérémonie de moulage de la statue de Bouddha dans le temple Shaolin du nord de la Chine a eu lieu à Ayutthaya, en Thaïlande (photo) (中国北少林寺佛像浇铸仪式在泰国大城府举行 (图)) », *FJNET*, 19 décembre 2014, http://www.fjnet.com/hwj/haiwainr/201412/t20141219_226077.htm.

– « La Consule de Thaïlande à Shanghai a prié pour le roi de Thaïlande au temple antique de Longhua à Shanghai (泰国驻沪大使在上海龙华古寺为泰国国王祈福) », Association Bouddhiste de Chine, 9 décembre 2013, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/gdfox/2017-08-03/37001.html>.

– « La Chine et la Thaïlande sont une seule famille, le bouddhisme du Nord et du Sud sont une seule famille (中泰一家親 南北傳佛教本一家) », *Merit Times*, 19 février 2017, <https://www.merit-times.com/NewsPage.aspx?unid=462579>.

– « La délégation bouddhiste chinoise s'est rendue en Thaïlande à l'invitation de la Communauté Mondiale des Bouddhistes (中国佛教代表团应“世佛联”邀请访问泰国) », Association Bouddhiste de Chine, 2 octobre 2013, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/20104.html>.

– « La délégation bouddhiste chinoise s'est rendue en Thaïlande pour assister à l'exposition d'art conjointe Thaïlande-Chine "Monde de la peinture bouddhiste", à la Conférence bouddhiste internationale et aux activités du "Festival Vesak" des Nations Unies en 2007 (中国佛教代表团访问泰国出席泰中“佛画世界”艺术联展、国际佛教大会暨2007联合国“卫赛节”活动) », *Fayin*, n°6 (274) : 2007, <https://www.chinabuddhism.com.cn/fayin/dharma/2k0706/g2k0706f12.htm>.

– « La délégation d'échange du Collège Bouddhiste du Fujian s'est rendue en Thaïlande pour un échange et une inspection réussis (福建佛学院交流团一行赴泰交流考察圆满) », *FJNET*, 4 mars 2019, http://www.fjnet.com/hwj/haiwainr/201903/t20190304_273492.htm.

– « L'amitié sino-thaïlandaise et les échanges bouddhistes entre les deux rives du détroit écrivent un nouveau chapitre dans le développement du bouddhisme (中泰两国友谊和海峡两岸佛教交流 书写佛教发展新篇章) », Association Bouddhiste de Chine, 10 avril 2017, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/20291.html>.

– « La princesse thaïlandaise est venue au temple pour "baigner le Bouddha" et rendre hommage à la relique de la dent du Bouddha (泰国公主来寺“浴佛”并参拜佛牙舍利) », Temple Lingguang, dernièrement consulté le 13 mai 2023, <http://www.lingguangsi.com/index.php/Article/view/id/865>.

– « Last respects set for Supreme Patriarch », *Bangkok Post*, 14 décembre 2015, <https://www.bangkokpost.com/thailand/general/793085/last-respects-set-for-supreme-patriarch>.

– « Le 4e Forum académique sur les échanges bouddhistes du Nord et du Sud s'est tenu en Thaïlande (第四届南北传佛教交流学术论坛在泰国举行) », *China News*, 17 décembre 2023, <https://www.fj.chinanews.com.cn/news/2023/2023-12-17/538929.html>.

- « Le Consul thaïlandais en Chine est venu au temple de Lingguang pour discuter de la cérémonie de la princesse thaïlandaise présentant la statue de Bouddha au temple de Lingguang (泰国驻华公使前来灵光寺商讨泰国公主赠送灵光寺佛像仪式) », Temple Lingguang, dernièrement consulté le 23 janvier 2024, <http://www.lingguangsi.com/index.php/Article/view/id/581>.
- « Le directeur adjoint de l'Administration d'État pour les Affaires Religieuses, Jiang Jianyong, a rencontré l'aîné thaïlandais Phra Brahmapundit et sa délégation (国宗局蒋坚永副局长会见泰国帕·菩拉玛攀迪长老一行) », Bouddhisme de la Mer sur Sud en ligne, (nanhai fojiao wang, 南海佛教网), dernièrement consulté le 26 janvier 2024, <https://www.nhfjw.org/news/nhfj/2013/3352.html>.
- « Le directeur du département du Travail de Front Uni a mené toute une délégation en visite (平原县统战部长率团访客总) », *United Daily News Bangkok*, 10 septembre 2018, <http://www.udnbkk.com/article-263504-1.html>.
- « Le ministre des Affaires étrangères du gouvernement thaïlandais, Don Pramudwinai, a présenté les robes offertes par le roi de Thaïlande au temple Lingguang à Pékin (泰国政府外交部敦·帕玛威奈部长赠送北京灵光寺泰国国王御赐供养僧衣) », Association Bouddhiste de Chine, 4 novembre 2017, <https://www.chinabuddhism.com.cn/e/action/ShowInfo.php?classid=506&id=38796>.
- « Le moine Yinshun a dirigé une délégation de l'Association bouddhiste de Chine pour assister à la cérémonie du Patriarche Suprême par intérim de Thaïlande (印顺大和尚率中佛协代表团出席泰国代僧王荼毗仪式) », Temple Hongfa, 10 mars 2014, <http://www.hongfasi.net/index.php?a=show&m=Article&id=4059&p=2>.
- « Le président de l'Assemblée législative thaïlandaise Pornpech visite le temple Lingguang à Pékin (泰国立法议会主席蓬佩参访北京灵光寺) », Temple Lingguang, dernièrement consulté le 20 janvier 2024, <http://www.lingguangsi.com/index.php/Article/view/id/869>.
- « Le président de l'Université Mahachulalongkornrajavidyalaya de Thaïlande, Phra Brahmapundit, et sa délégation ont visité le temple Lingguang à Pékin (泰国摩诃朱拉隆功大学校长帕·菩拉玛攀迪长老一行访问北京灵光寺) », *Navigation Bouddhiste* (佛教导航), 16 octobre 2013, <https://www.fjdh.cn/bnznews/2013/10/112855297099.html>.
- « Le président Lin Chuqin de la Chambre de Commerce Sino-Thaïlandaise et son groupe ont rencontré d'éminents moines de trois temples bouddhistes (中总林楚钦主席一行拜见3大佛寺高僧) », *Sing Sian Yer Pao*, 15 novembre 2020, <http://www.singsianyerpao.com/thoc/74979/>.
- « Le président Xuecheng a rencontré une délégation du Comité national des moines éminents du Myanmar (学诚会长会见缅甸国家高僧委员会代表团一行) », Association Bouddhiste de Chine, 29 août 2016, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw/jliu/2016-08-29/11358.html>.
- « Le président Xu Huishen de l'Association Chaozhou de Thaïlande a conduit une délégation pour rendre visite à Son Excellence Wen Zhanbin, secrétaire du comité municipal du Parti de Shantou, au bureau général du comité municipal du parti de Shantou (泰国潮州会馆徐惠深主席率团一行拜访汕头市委办公厅汕头市委书记温湛滨阁下) », Association Tio Chew [chaozhou] de Thaïlande, septembre 2023, http://www.tiochewth.org/index.php?langtype=cn&pageid=cn_14&add=view&id=872.
- « Le recteur de l'Université Maha Chulalongkorn en Thaïlande, Phra Brahmapundit, a conduit une délégation pour visiter le temple Lingguang à Pékin », Association Bouddhiste de Chine, 16 octobre 2013, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw/jliu/2013-10-16/4066.html>.
- « Les ambassadeurs bouddhistes thaïlandais auprès de huit pays se sont réunis au temple Hongfa pour rendre une visite spéciale au grand moine Yinshun (泰国驻八国佛教大使团齐聚弘法寺专程拜访印顺大和尚) », Temple Hongfa, 24 mars 2014, <http://www.hongfasi.net/index.php?a=show&m=Article&id=4598>.

- « Les dirigeants bouddhistes de Chine et de Thaïlande se réunissent à Bangkok – Travaillons ensemble pour créer un avenir meilleur (中泰两国佛教领袖相聚曼谷 一脉相承共创未来) », Association Bouddhiste de Chine, 10 avril 2017, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/20289.html>.
- « Les dirigeants de la branche jeunesse de l'Association de Commerce [Sino-Thaïlandaise] ont mené une délégation en visite au Département du Travail de Front Uni du Comité Municipal du Parti de Guangzhou (青商會領導率團訪廣州市委統戰部) », *United Daily News Bangkok*, 21 décembre 2021, <http://www.udnbkk.com/article-328065-1.html>.
- « Le Secrétaire général adjoint et sa délégation se sont rendus à l'ambassade de Thaïlande en Chine pour assister à la cérémonie célébrant le 86e anniversaire du roi et de la reine mère de Thaïlande (常藏副秘书长一行到泰国驻华使馆出席庆祝泰王太后86岁寿辰典礼) », Temple Lingguang, dernièrement consulté le 23 janvier 2024, <http://www.lingguangsi.com/index.php/Article/view/id/1199>.
- « Le service commémoratif pour l'ancien Putthacharn, Patriarche Suprême de Thaïlande, a eu lieu. Maître Yinshun a été invité à assister (泰国僧王菩塔瞻長老追思會舉辦 印順法師应邀出席) », *FJNET*, 9 mars 2014, http://www.fjnet.com/hwjj/haiwainr/201403/t20140309_218206.htm.
- « Le temple Fo Guang Shan Taihua a été achevé et inauguré, une nouvelle étape dans l'intégration du bouddhisme du sud et du nord », *Merit Times*, 17 juin 2024, <https://www.merit-times.com.tw/NewsPage.aspx?unid=888807>.
- « Le temple Fo Guang Shan Taihua consacre le Guanyin de bon augure, marquant une étape importante dans les échanges bouddhiques entre le Nord et le Sud (佛光山泰華寺吉祥觀音開光 南北傳佛教交流迎來里程碑) », *FJNET*, 12 avril 2017, http://www.fjnet.com/hwjj/haiwainr/201704/t20170412_244209.htm.
- « Le temple Hongfa a organisé une série d'activités pour commémorer le premier anniversaire de la mort de frère Benhuan (弘法寺舉行紀念本煥長老圓寂一周年系列活動) », *Pusa123*, 2 avril 2013, <https://www.pusa123.com/pusa/news/dujia/48727.shtml>.
- « Le temple Taihua installe Guanyin, que le bouddhisme se répande (泰華寺立觀音 傳佛教新猷) », *Merit Times* (Californie), consulté dernièrement le 4 septembre 2024, <http://www.hsilai.org/tc/mn/2017/20170416.pdf>.
- « L'événement de don de robes monastiques offertes par la famille royale thaïlandaise a eu lieu au temple du Bouddha de jade Manbian à Xishuangbanna (泰国皇室御賜袈裟布施活動在西双版纳曼扁玉佛寺舉行) », *Phoenix Media*, 27 octobre 2016, https://fo.ifeng.com/a/20161027/44479128_0.shtml.
- « Le vice-président de l'Association Bouddhiste de Chine Miaojiang a été invité à mener une délégation pour assister à l'exposition de la statue de Bouddha du temple des moines en Thaïlande (中佛協妙江副會長应邀率團出席泰国蒙克寺大佛像展览会) », *FJNET*, 15 septembre 2014, http://www.fjnet.com/hwjj/haiwainr/201409/t20140915_222268.htm.
- « Le vice-président Yanjue a rencontré la délégation conduite par le vice-président de l'université thaïlandaise Maha Chulalongkorn, Sawai (演覺副會長會見泰國摩訶朱拉隆功大學沙威副校長一行) », Association Bouddhiste de Chine, 3 janvier 2020, <https://www.chinabuddhism.com.cn/e/action/ShowInfo.php?classid=506&id=40718>.
- « Le vice-président Yanjue a rencontré le directeur de la Commission des affaires religieuses du gouvernement vietnamien Vu Chien Tang (演覺副會長會見越南政府宗教委員會主任武戰勝) », Association Bouddhiste de Chine, 19 septembre 2019, <https://www.chinabuddhism.com.cn/e/action/ShowInfo.php?classid=506&id=40485>.

- « Maître Benxing a été invité à donner une conférence sur le bouddhisme chinois aux moines bouddhistes thaïlandais (本性法师应邀为泰国弘法使布教僧举办汉传佛教讲座) », *FJNET*, 9 mars 2018, http://www.fjnet.com/hwjj/haiwainr/201803/t20180309_252921.htm.
- « Maître Benxing du Fujian a remporté le deuxième prix mondial du leader bouddhiste exceptionnel décerné par la Communauté Mondiale des Bouddhistes (福建本性法师获世佛联第二届世界佛教杰出领袖奖) », *FJNET*, 8 mars 2015, www.fjnet.com/hwjj/haiwainr/201503/t20150308_228623.htm.
- « Maître Benxing : Mon parcours de 38 ans d'étude et de pratique (本性法师：我的38年学修之路) », *Phoenix Media*, 13 mai 2023, <https://fo.ifeng.com/c/8PkicWaFUPL>.
- « Maître Hsin Ting a conduit une délégation pour visiter 2 universités bouddhistes (心定和尚率團參訪2所佛教大學) », *United Daily News Bangkok*, 7 mars 2017, <http://www.udnbnkk.com/article-216038-1.html>.
- « Maître Rende de Thaïlande a rendu visite à l'Association bouddhiste de Chine (泰国仁得长老参访中国佛教协会) », *Phoenix Media*, 25 septembre 2017, https://fo.ifeng.com/news/detail_2007_09/25/239395_0.shtml.
- « Maître Yinshun a conduit une délégation de l'Association bouddhiste de Chine en Thaïlande et l'événement a été un succès total (印顺法师率中佛协代表团一行赴泰活动圆满成功) », *FJNET*, 11 mars 2014, www.fjnet.com/hwjj/haiwainr/201403/t20140311_218232.htm.
- « Maître Yinshun s'est rendu en Thaïlande et a organisé une cérémonie d'offrande pour feu le Patriarche Suprême (印顺法师访问泰国并为泰国已故僧王苏瓦塔那摩诃长老举办供僧法会) », *Association Bouddhiste de Chine*, 31 décembre 2013, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw/fj/2013-12-31/4983.html>.
- « President Xi Jinping Holds Talks with Thai Prime Minister Prayut Chan-o-cha », *Ministère des Affaires Étrangères de la RPC*, 19 novembre 2022, https://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/zxxx_662805/202211/t20221119_10978201.html.
- « Quan Zhezhu, un haut responsable religieux chinois, a conduit une délégation pour visiter la Chambre de Commerce Sino-Thaïlandaise (中国宗教高官全哲洙率团访问中总) », *Sing Sian Yer Pao*, 13 novembre 2019, <http://www.singsianyerpao.com/uncategorized/58962/>.
- « Rapport de série sur la Thaïlande (2) : Le vénérable moine Yinshun, vice-président de l'Association bouddhiste de Chine, a conduit une délégation pour assister à la cérémonie funéraire nationale du Patriarche Suprême thaïlandais (泰国系列报道 (二) : 中国佛教协会副会长印顺大和尚率团出席泰僧王智护尊者国葬典礼) », *Temple Hongfa*, 19 décembre 2015, http://www.hongfasi.net/index.php?a=show&m=Article&id=5745&d_id=77cac8d3ac886c6a6d09117344f379.
- « [Rapport du Forum] Maître Rende de Thaïlande a envoyé un message au 2e Forum Bouddhiste Mondial ([论坛报道] 泰国仁得上师为二届世佛教论坛寄语) », *FJNET*, 18 février 2009, http://www.fjnet.com/jjdt/jjdtmr/200902/t20090218_109321.htm.
- « Re-parcourir la Route Maritime de la Soie : le bouddhisme de Chine et le bouddhisme de Thaïlande reconstruisent un monument (重走海上丝绸之路 中泰佛教再铸丰碑) », *Temple Taipingyan*, 25 mai 2017, <http://www.taipingyansi.com/html/201705/2502151284265.html>.
- « Respect et tolérance : Harmonie sans entrave entre le bouddhisme du Nord et le bouddhisme du Sud (尊重与包容 理事无碍的南北传佛教融和) », *FJNET*, 19 février 2017, http://www.fjnet.com/hwjj/haiwainr/201702/t20170219_243615.htm.

- « Son Altesse Royale la princesse Sirindhorn du Royaume de Thaïlande a présenté la statue du Bouddha doré de Sukhothai au temple de Lingguang (泰王国公主诗琳通殿下向灵光寺赠送素可泰金身佛像) », *Phoenix Media*, 12 avril 2011, https://fo.ifeng.com/news/detail_2011_04/12/5687285_0.shtml.
- « Surachai Lengboonlertchai, premier vice-président du Sénat de Thaïlande, et sa délégation ont visité le temple Shaolin (泰国上议院第一副议长素拉猜.力布叻差一行参访少林寺) », Association Bouddhiste de Chine, 8 juillet 2013, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/gdxf/2017-08-03/36853.html>.
- « The Offering Ceremony of the Royal Kathin Robe at Lingguang Temple, Beijing, People's Republic of China », Ministère des Affaires Étrangères du Royaume de Thaïlande, 3 novembre 2017, <https://www.mfa.go.th/en/content/5d5bd0d815e39c3060021b67?cate=5d5bcb4e15e39c306000683c>.
- « The Overseas Friendship Association and the Chinese Embassy in Thailand hosted a grand event by Mr. Yang Xin and two advisors on the topic of [Overseas Chinese Epidemic Prevention supplies] », The United Chinese Clans Association of Thailand, juin 2020, http://www.zonglian thai.com/index.php?langtype=en&pageid=en_39&add=view&id=261.
- « Une délégation bouddhiste chinoise s'est rendue en Thaïlande pour assister aux funérailles nationales de Sa Sainteté le Patriarche Suprême (中国佛教代表团赴泰国参加僧王智护尊者国葬典礼) », *FJNET*, 24 décembre 2015, http://www.fjnet.com/hwj/haiwainr/201512/t20151224_237871.htm.
- « Une délégation bouddhiste thaïlandaise a rendu visite (泰国佛教代表团一行来访) », Association Bouddhiste de Chine, 29 mars 2016, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/20215.html>.
- « Une délégation bouddhiste thaïlandaise a visité le temple Hongfa (泰国佛教代表团一行参访弘法寺) », Association Bouddhiste de Chine, 24 mars 2014, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/20121.html>.
- « Une délégation de l'Association d'amitié d'Outre-mer du Jiangxi visite l'Association de Commerce Sino-Thaïlandaise (江西海外联谊会代表团访问中总) », *Sing Sian Yer Pao*, 24 octobre 2019, <https://www.singsianyerpao.com/article-56481.html>.
- « Une délégation d'échanges bouddhistes Nord-Sud inter-rivers arrive en Thaïlande (兩岸南北傳佛教交流訪問團來泰) », *United Daily News Bangkok*, 6 mars 2017, <http://www.udnbkk.com/article-215907-1.html>.
- « Un responsable de la religion en Thaïlande devient moine en Chine pour une courte période (泰国宗教官员在华短期出家) », Association Bouddhiste de Chine, 3 avril 2013, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/20065.html>.
- « 'Wat Arun - Temple Lingguang, de Pékin' signent pour être temple-frères ('วัดอรุณ-วัดหลิงกว๋งปักกิ่ง' ลงนามเป็นวัดพี่วัดน้อง) », *Kom Chad Luek*, 21 octobre 2013, <https://www.komchadluek.net/amulet/171036>.

• Chapitre 12

- « Benhuan : Regard vers le grand maître bouddhiste sur une haute montagne (photo) (本焕：高山仰止佛门泰斗 (图)) », *Sina Buddhism*, 22 août 2012, <https://fo.sina.com.cn/master/dd/2012-08-22/1425155.shtml>.
 - « Ce journal invite respectueusement Maître Zhao Kuntongchai à chanter des sutras et à prier pour obtenir des bénédictions (本报恭请赵坤通猜大师诵经祈福) », *Sing Sian Yer Pao*, 16 août 2018, <https://www.singsianyerpao.com/article-24434.html>.
- Chen, Jia et Li Yuefeng. « Shaolin Temple recognized as world cultural heritage », *China Daily*, 2 août 2010, https://www.chinadaily.com.cn/china/2010-08/02/content_11078606.htm.

Chongkittavorn, Kavi. « Thailand plans cultural centre in China », Bangkok Post, 7 septembre 2021, <https://www.bangkokpost.com/opinion/opinion/2177631/thailand-plans-cultural-centre-in-china>.

Comité exécutif de l'AIUB (« IABU EXCO »), Conseil International pour la Journée de Vesak, dernièrement consultée le 21 décembre 2023, https://www.icdv.net/iabu_exco.php.

Comité exécutif du Conseil International de la Journée de Vesak (« ICDV EXCO »), Conseil International de la Journée de Vesak, dernièrement consultée le 21 décembre 2023, https://www.icdv.net/icdv_exco.php.

– « Co-organization of the United Day of Vesak », Conseil International de la Journée de Vesak, dernièrement consulté le 21 février 2024, <https://www.icdv.net/organization.php>.

– « Des dirigeants bouddhistes laotiens et une délégation du Front national de développement ont visité l'Association bouddhiste de Chine (老挝佛教领袖暨建国阵线代表团拜访中国佛教协会) », Association Bouddhiste de Chine, 31 octobre 2016, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw/jliu/2016-10-31/12072.html>.

– « Diplomatie bouddhiste : les reliques de Ben Huan ont été solennellement consacrées en Thaïlande (佛门外交：本焕长老舍利在泰国隆重供奉) », Temple Hongfa, 23 mars 2013, <http://www.hongfasi.net/index.php?a=show&m=Article&id=3909%EF%BC%9B>.

– « Former Sangha Council member given suspended jail term », *Thai PBS World*, 19 février 2020, <https://www.thaipbsworld.com/former-sangha-council-member-given-suspended-jail-term/>.

– « Institut Confucius de la Route Maritime de la Soie en Thaïlande : Présentation de l'Institut (学院简介) », Hanban Thaïlande (branche thaïlandaise du Bureau national pour l'enseignement du chinois langue étrangère), dernièrement consulté le 15 mai 2023, <http://www.hanbanthai.org/kongzixueyuan/cihssl/>.

– « L'Académie bouddhiste de Minnan a remporté le 3e prix mondial du leader bouddhiste exceptionnel (闽南佛学院荣获第三届世界佛教杰出领袖奖) », *FJNET*, 26 février 2016, http://www.fjnet.com/hwjj/haiwainr/201602/t20160226_238765.htm.

– « La Chine et la Thaïlande construisent conjointement un centre de recherche sur le bouddhisme Mahayana, Inauguration à l'Université bouddhiste de Bangkok (中泰共建大乘佛教研究中心 在曼谷佛教大学挂牌揭幕) », *FJNET*, 14 avril 2015, http://www.fjnet.com/hwjj/haiwainr/201504/t20150415_229818.htm.

– « La délégation de l'Association Bouddhiste de Chine s'est rendue en Thaïlande pour assister à la 13e Conférence Bouddhiste Internationale pour la Journée du Vesak des Nations Unies (中国佛教协会代表团赴泰国出席第十三届“联合国卫塞节”国际佛教大会) », Association Bouddhiste de Chine, 31 mai 2016, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/20231.html>.

– « La délégation du Collège Bouddhiste de Minnan s'est rendue en Thaïlande pour des enquêtes et des recherches et a conclu avec succès (闽南佛学院参访团一行赴泰国参访调研圆满结束) », Association Bouddhiste de Xiamen, 27 février 2016, www.xiamenfojiao.com/html/w/201602/3760.html.

– « Le directeur adjoint de l'Administration d'État pour les Affaires religieuses, Jiang Jianyong, dirige une délégation en visite au Cambodge et en Thaïlande (国家宗教事务局蒋坚永副局长率团访问柬埔寨与泰国) », *FJNET*, 25 mars 2015, http://www.fjnet.com/hwjj/haiwainr/201503/t20150325_229123.htm.

– « Le directeur adjoint Jiang Jianyong a rencontré Phra Zhaokun et sa délégation, représentant le Patriarche – Suprême par intérim de Thaïlande (蒋坚永副局长会见泰国代僧王代表照坤长老一行) », Association Bouddhiste de Chine, 10 octobre 2012, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/gdfx/2017-08-03/37242.html>.

– « La réunion annuelle 2021 du Centre de recherche bouddhiste Mahayana a eu lieu (大乘佛教研究中心2021年度会议召开) », *Phoenix Media*, 28 décembre 2021, <https://i.ifeng.com/c/8CKpJfHqqpW>.

- « L'Association bouddhiste organise des célébrations pour l'anniversaire de Bouddha (佛教协会举办佛诞节庆祝活动) », *Xinhua*, 4 mai 2017, http://www.xinhuanet.com/politics/2017-05/04/c_129587476.htm.
- « Le complexe de langue chinoise du Patriarche Suprême adjoint thaïlandais : quand le son bouddhiste rencontre la langue chinoise (泰国副僧王的华文情结：当佛音与汉语相遇) », Association Bouddhiste de Chine, 23 juillet 2014, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/gdxf/2017-08-03/36284.html>.
- « Le premier vice-président de la Chambre des Représentant.es de Thaïlande, Surachai Lipracha et sa délégation ont visité le temple Shaolin (泰国上议院第一副议长素拉猜.力布叻差一行参访少林寺) », Association Bouddhiste de Chine, 8 juillet 2013, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/gdxf/2017-08-03/36853.html>.
- « Les reliques d'un moine éminent partent en Thaïlande. Les échanges bouddhistes atteignent leur paroxysme (高僧舍利赴泰国 佛教交流掀高潮) », Association Bouddhiste de Chine, 25 mars 2013, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/20063.html>.
- « Le temple Kaiyuan à Fuzhou et l'université Maha Chulalongkorn en Thaïlande construisent conjointement un centre de recherche sur le bouddhisme Mahayana (福州开元寺与泰国摩诃朱拉隆功大学共建大乘佛教研究中心) », *FJNET*, 1er juin 2015, http://www.fjnet.com/hwj/haiwainr/201506/t20150601_231224.htm.
- « Le vice-Patriarche Thongchai chantant des sutras et priant pour le président de la Chambre de Commerce Sino-Thaïlandaise (通猜副僧王为中总会董诵经祈福) », *Sing Sian Yer Pao*, 21 août 2020, <http://www.singsianyerpao.com/thoc/71358/>.
- « Le vice-président Yanjue a reçu un doctorat honorifique de l'Université Mahachulalongkornrajavidyalaya en Thaïlande (演觉副会长荣获泰国摩诃朱拉隆功大学荣誉博士学位) », Association Bouddhiste de Chine, 17 mai 2016, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/20226.html>.
- « Le vice-président Yanjue a rencontré frère Thích Thiện Nhơn, président de l'Association bouddhiste du Vietnam, et sa délégation (演觉副会长会见越南佛教协会会长善仁长老一行) », Association Bouddhiste de Chine, 29 octobre 2018, <https://www.chinabuddhism.com.cn/web/details/40196>.
- « Le vice-Suprême Patriarche, Phra Prommasith, et sa délégation ont visité le temple Hongfa à Shenzhen (泰国副僧王帕波玛师提长老一行到访深圳弘法寺) », Association Bouddhiste de Chine, 24 février 2013, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/20060.html>.
- Li Ruohan. « Shaolin Temple abbot's absence in Thailand sparks rumors », *People's Daily*, 3 août 2015, <http://en.people.cn/n/2015/0803/c90000-8930261.html>.
- « L'ouverture du nouveau bureau du Centre de recherche bouddhiste Mahayana et la cérémonie de lancement de la traduction chinoise du nouveau livre par Phra Brahmapundit ont eu lieu à Bangkok (大乘佛教研究中心新办公区启用与梵智长老中译新著首发式在曼谷举行) », *FJNET*, 8 mai 2017, http://www.fjnet.com/hwj/haiwainr/201705/t20170508_244497.htm.
- « L'Université Dhurajik Pundit organise un concert orchestral pour renforcer les relations sino-thaïlandaises, Animer la dimension pédagogique (มธบ.จัดคอนเสิร์ตออเคสตราสานสัมพันธ์ไทย-จีน พลักดันมิติการศึกษา) », *Daily News*, 30 septembre 2022, <https://www.dailynews.co.th/news/1528148/>.
- « Maître Yinshun a été nommé conseiller principal de l'Association d'amitié Cambodge-Chine (印顺大和尚获聘柬中友协最高顾问) », Temple Hongfa, 12 juillet 2016, <http://www.hongfasi.net/index.php?a=show&m=Article&id=5948>.
- « Maître Yongxin dirige une délégation culturelle Shaolin en Thaïlande pour des échanges culturels (photos) (永信法师率少林文化代表团赴泰国进行文化交流 (图)) », *FJNET*, 17 décembre 2014, http://www.fjnet.com/hwj/haiwainr/201412/t20141217_225997.htm.

– « Maître Zhao Kuntongchai a été favorisé par le roi et a été promu (赵昆通猜大师宠蒙皇上御赐晋升僧爵) », *Sing Sian Yer Pao*, 31 juillet 2019, www.singsianyerpao.com/uncategorized/46593/.

« Mémoire éternelle | Promouvez le Dharma et sauvez les gens avec compassion et des vœux sincères (永远的记忆 | 弘法度人 悲心切愿) », Temple Hongfa, 14 novembre 2022, <http://hongfasi.net/index.php?a=show&m=Article&id=6788>.

– « Message. The United Nations Day of Vesak Celebrations. From The President of IABU/ICDV », Journée de Vesak des Nations Unies, dernièrement consulté le 21 février 2024, http://www.undv.org/vesak2012/en/message_president.php.

– « Notre Association a envoyé une délégation en Thaïlande pour assister à la 3e Conférence de l'Association Internationale des Universités Bouddhistes (我会派团赴泰国出席第三届佛教大学国际协会会议) », Association Bouddhiste de Chine, 11 mai 2017, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/20302.html>.

– « Overview », Conseil International pour la Journée de Vesak, dernièrement consulté le 14 mai 2017, <https://www.icdv.net/overview.php>.

« Regulation on Religious Affairs », Administration d'État pour les Affaires Religieuses, 8 octobre 2018, <https://www.sara.gov.cn/static/content/flfg/2018-10-08/1181540556363268098.html>.

– « Report from the secretariat of the 16th UNDV celebration in Ha Nam, Vietnam », Journée de Vesak des Nations Unies au Vietnam en 2019, 14 mai 2019, <https://www.undv2019vietnam.com/en/blog/report-from-the-secretariat-of-the-16th-undv-celebration-in-ha-nam-vietnam>.

Ryan, Fergus. « Shaolin Kung fu temple chief under investigation over sex and fraud claims », *The Guardian*, 4 août 2015, <https://www.theguardian.com/world/2015/aug/02/shaolin-abbot-under-investigation-after-sex-and-claims-surface-online>.

– “Shaolin Abbot absent from Thai visit amid investigation rumors”, *China Daily USA*, 3 août 2015, http://usa.chinadaily.com.cn/2015-08/03/content_21492745.htm

– “Shaolin Temple Applies for Trademark Registration in over 80 Countries”, Centre d'informations Internet de Chine, dernière consulté le 28 février 2024 (rediffusion d'un article publié par *Xinhua* le 29 juin 2004) <http://www.china.org.cn/english/international/99755.htm>

– “Somdet Phra Maha Ratchamongkhon Muni (Thongchai Thammathacho, Pali niveau 6) (สมเด็จพระมหาธีรราชมุนี (ธงชัย ธรรมธโช ป.ธ.๖))”, Sanghatikan (centre d'information pour la communauté monastique), dernièrement consulté le 4 mars 2024, https://sanghatikan.com/monk_view.php?ID=17

– “Un anniversaire prospère et une célébration à l'échelle nationale | Le temple Hongfa de Shenzhen a solennellement organisé une cérémonie de lever du drapeau (盛世华诞 举国同庆 | 深圳弘法寺庄严举行升国旗仪式)”, Temple Hongfa, 2 octobre 2022, <http://www.hongfasi.net/index.php?a=show&m=Article&id=6767#:~:text=2022%E5%B9%B410%E6%9C%81,%E8%A1%8C%E6%84%BF%E5%93%81%E3%80%8B%E6%B3%95%E4%BC%9A%E3%80%82>

– “Une délégation bouddhiste chinoise a été invitée à assister aux célébrations de la 14ème Journée du Vesak des Nations Unies (中国佛教代表团应邀出席第14届“联合国卫塞节”庆典活动)”, Association Bouddhiste de Chine, 15 mai 2017, chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/20303.html

– “Une délégation bouddhiste chinoise s'est rendue en Thaïlande pour assister aux célébrations de la 18ème Journée de Vesak des Nations Unies (中国佛教代表团赴泰出席第18届联合国卫塞节庆祝活动)”, compte WeChat de l'Association Bouddhiste de Chine, 3 juin 2023, https://mp.weixin.qq.com/s?_biz=MzI5MzA1MjI0Ng==&mid=2651597861&idx=1&sn=9611c6d585178d

[d1a3ce0734e9c5d803&chksm=f780861cc0f70f0a2939ca5b2f983ed1a8aeb21b1170eaa65b13c51c25a0c246e5aa6cee5430&token=2423](https://www.apecf.org/en/foundationnews/20150530.html)

– “United Nations Day of Vesak: Buddhist Country Holds Grand Ceremony, Promotes Dialogue Among Civilizations”, Fondation d’Échanges et de Coopération Asie-Pacifique, 30 mai 2015, <http://www.apecf.org/en/foundationnews/20150530.html>

– « Vesak 2023 », Journée de Vesak des Nations Unies, consulté dernièrement le 20 février 2024 <https://www.undv.org/vesak2023/>

Wang, Zhicheng. “Shaolin abbot Shi Yongxin cleared of all charges”, *Asia News*, 25 février 2017, <https://www.asianews.it/news-en/ShaoLin-abbot-Shi-Yongxin-cleared-of-all-charges-40040.html>

– “Wat Sa Ket abbot defrocked, sent to jail”, *Bangkok Post*, 30 mai 2018, <https://www.bangkokpost.com/thailand/general/1475797/wat-sa-ket-abbot-defrocked-sent-to-jail>

Xu, Yichen. “Le temple de Shaolin, où même l'empereur ne s'est pas agenouillé, a obéi. Qui ose désobéir une fois ce drapeau hissé ? (連皇帝都不跪的少林寺也服了 此旗一出 誰敢不從?)”, *United Daily News*, 28 août 2018, <https://theme.udn.com/theme/story/6775/3333562>

Zeng, Yu. “Shi Yongxin aux yeux des médias étrangers : le PDG du temple Shaolin, pas l'abbé (外媒眼中的释永信：少林寺的CEO，而不是方丈)”, *Jiemian (Nouvelles du Monde)*, 30 juillet 2015, <https://www.jiemian.com/article/339409.html>

• Chapitre 13

– « Le vice-président Sawai de l'Université Mahachulalongkornrajavidyalaya en Thaïlande et sa délégation ont visité notre association (泰国摩诃朱拉隆功大学沙威副校长一行拜访我会) », Association Bouddhiste de Chine, 6 mai 2015, <https://www.chinabuddhism.com.cn/xw1/hwzx/2017-08-03/20174.html>

– “Une délégation de l’Académie Bouddhiste du Fujian s'est rendue en Thaïlande pour discuter des échanges et de la coopération en matière d'éducation bouddhiste (福建佛学院代表团一行赴泰共商佛教教育交流与合作)”, *FJNET*, 28 février 2019, http://www.fjnet.com/hwj/haiwainr/201903/t20190301_273458.htm

– “Une délégation de Maîtres du Collège Putuoshan de l'Académie Bouddhiste de Chine a visité l'Université Mahachulalongkornrajavidyalaya en Thaïlande (中国佛学院普陀山学院法师参访团参访泰国摩诃朱拉隆功大学)”, *FJNET*, 27 janvier 2016, http://www.fjnet.com/hwj/haiwainr/201601/t20160127_238371.htm

Rapports et autres (tous chapitres confondus) :

“2022 Report on International Religious Freedom: Cambodia” (Rapport de 2022 sur la Liberté Religieuse au Cambodge), publié par le Département d’État des États-Unis, consulté dernièrement le 17 novembre 2023, <https://www.state.gov/reports/2022-report-on-international-religious-freedom/cambodia/>

CIC-Angkor (Comité International de Coordination pour la Sauvegarde et le Développement du Site Historique d’Angkor). *20 ans de coopération internationale pour la conservation et le développement durable*. CIC-Angkor / Organisation des Nations Unies pour l’éducation, la science et la culture, novembre 2013, <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000227277>.

« Census of Population 2020: Statistical Release 1, Demographic Characteristics, Education, Language and Religion », Département des Statistiques sous le Ministère du Commerce et de l’Industrie de la République de Singapour, publié en juin 2021.

« Census of Population 2010: Statistical Release 1, Demographic Characteristics, Education, Language and Religion », Département des Statistiques sous le Ministère du Commerce et de l'Industrie de la République de Singapour, publié en janvier 2011

Constitution Fédérale de la Malaisie, réimpression du 15 octobre 2000, disponible via <https://lom.agc.gov.my/federal-constitution.php> (site officiel de la Législation Fédérale de la Malaisie).

Constitution de la République Populaire de Chine (中华人民共和国宪法), promulguée en 1982, Gouvernement de la République Populaire de Chine, dernièrement consulté le 30 juin 2023, https://www.gov.cn/gongbao/content/2004/content_62714.htm

“Document No. 19 The Basic Viewpoint and Policy on the Religious Question during Our Country's Socialist Period”, Center on Religion and the Global East (University of Purdue), disponible en téléchargement sur https://www.globaleast.org/wp-content/uploads/2020/02/Document_no._19_1982.pdf

“Global Indicators Database. Opinion of China: do you have a favorable or unfavorable view of China?”, Pew Research Center, dernièrement consulté le 27 juillet 2023, <https://www.pewresearch.org/global/database/indicator/24/country/CN>

Institut ISEAS-Yusof Ishak. “The State of Southeast Asia: 2023 Survey Report”. Singapour: ASEAN Studies Centre, ISEAS-Yusof Ishak Institute, 2023. <https://www.iseas.edu.sg/articles-commentaries/state-of-southeast-asia-survey/the-state-of-southeast-asia-2023-survey-report-2/>

Institut ISEAS-Yusof Ishak. “The State of Southeast Asia: 2022 Survey Report”. Singapour: ASEAN Studies Centre, ISEAS-Yusof Ishak Institute, 2022, <https://www.iseas.edu.sg/articles-commentaries/state-of-southeast-asia-survey/the-state-of-southeast-asia-2022-survey-report/>

Institut ISEAS-Yusof Ishak. “The State of Southeast Asia: 2021 Survey Report”. Singapour: ASEAN Studies Centre, ISEAS-Yusof Ishak Institute, 2021, <https://www.iseas.edu.sg/articles-commentaries/state-of-southeast-asia-survey/the-state-of-southeast-asia-2021-survey-report/>

Institut ISEAS-Yusof Ishak. “The State of Southeast Asia: 2020 Survey Report”. Singapour: ASEAN Studies Centre, ISEAS-Yusof Ishak Institute, 2020, <https://www.iseas.edu.sg/articles-commentaries/aseanfocus/the-state-of-southeast-asia-2020-survey-report/>

Institut ISEAS-Yusof Ishak. “The State of Southeast Asia: 2019 Survey Report”. Singapour: ASEAN Studies Centre, ISEAS-Yusof Ishak Institute, 2019, <https://www.iseas.edu.sg/articles-commentaries/state-of-southeast-asia-survey/test-state-of-southeast-asia-survey-01/>

“Main Data of the Seventh National Population Census”, Bureau National des Statistiques de Chine, 11 mai 2021, https://www.stats.gov.cn/english/PressRelease/202105/t20210510_1817185.html

Lénine, Vladimir. “La Maladie infantile du communisme (le “gauchisme”) (Детская болезнь "левизны" в коммунизме).” Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, 1920.

« Launching of Report on the Key Findings Population and Housing Census of Malaysia 2020 », Département des Statistiques sous le Ministère de l'Économie de la Malaisie, publié le 14 février 2022.

“The 2014 Myanmar Population and Housing Census”, Département de la Population du Ministère du Travail, de l'Immigration et de la Population de la République de l'Union du Myanmar, publié en juillet 2016.

“General Population Census of the Kingdom of Cambodia, 2019: National Report on Final Census Results”, Institut National des Statistiques sous le Ministère de la Planification du Royaume du Cambodge, publié en octobre 2020.

“Results of Population and Housing Census 2015”, Bureau des Statistiques du Laos sous le Ministère de la Planification et de l'Investissement de la République Démocratique Populaire du Laos, publié en 2015.

« Results: The Viet Nam Population and Housing Census », Comité Directeur du Recensement Central de la Population et du Logement de la République Socialiste du Vietnam, publié en mars 2020.

“The 2018 Survey on Conditions of Society, Culture and Mental Health”, Bureau National des Statistiques sous le Ministère de l’Économie et de la Société Digitale du Royaume de Thaïlande, publié en 2020.

Entrevues et rencontres de l’enquête de terrain (tous chapitres confondus) :

Entrevue avec maître Youlu, directrice du département des affaires internationales du Musée du Bouddha, le 27 août 2022, au Musée du Bouddha de Fo Guang Shan (Kaohsiung, Taïwan).

Entrevue avec une responsable du département administratif du Musée du Bouddha, le 18 août 2022, au Musée du Bouddha de Fo Guang Shan (Kaohsiung, Taïwan).

Entrevue avec une employée du Musée du Bouddha de FGS, en présence d’une traductrice et de maître Youlu, le 27 août 2022, au Musée du Bouddha de Fo Guang Shan (Kaohsiung, Taïwan).

Entrevue avec maître Hsin Ting, en présence d’une professeure de l’école de langues du temple et un novice du temple (traducteur) le 21 octobre 2022, au temple Taihua (Bangkok, Thaïlande).

Rencontre avec Sanitsuda Ekachai, le 14 novembre 2022, à Bangkok (Thaïlande), suivie par des échanges via messagerie virtuelle.